Rapports et délibérations - Nord, Conseil général

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Nord. Conseil général. Rapports et délibérations - Nord, Conseil général. 1850.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

RAPPORT DU PRÉFET

AU CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD

ET

PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS

DUDIT CONSEIL.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS.

Session de 1850.

LILLE,
IMPRIMERIE DE L. DANEL, GRANDE-PLACE.
1850.

L k 16 217



DÉPARTEMENT DU NORD.

LISTE

DES MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL.

	MM.
Avesnes-Nord	PILLOT, avoué à Avesnes.
Avesnes-Sud	HANNOYE, ancien représentant du peuple, avocat.
Bavai	CRAPEZ, négociant et maire, à Bavai.
Berlaimont	PAUL, avocat-général à Douai.
Landrecies	ANCELET, propriétaire à Landrecies.
Le Quesnoy-Est	PIETTE, propriétaire au Quesnoy.
Le Quesnoy-Ouest	LOCQUENEUX, général de brigade au Quesnoy.
Maubeuge	MARCHANT, représentant du peuple, à Maubeuge.
Solre-le-Chateau	SAUVAIGE-FRETIN, banquier à Lille.
Trélon	LEGRAND, filateur à Fourmies.
Cambrai-Est	DE BEAUMONT, docteur en médecine à Cambrai.
Cambrai-Ouest	LELEU, cultivateur et maire à Tilloy.
Carnières	TELLIEZ, cultivateur et maire à Carnières.
Clary	BÉRY, propriétaire à Cambrai.
Le Cateau	SEYDOUX, représentant du peuple, au Câteau.
Marcoing	CHAPPELIER, manufacturier et maire à Masnières.
Solesmes	RAPPE-LOBRY, cultivateur à Solesmes.
Arleux	D'HEURSEL, propriétaire et maire à Gœulzin.
Douai-Nord	ROSSIGNOL, président du tribunal civil, à Douai.
Douai-Ouest	DANEL, premier avocat-général à Douai.
Douai-Sud	CHOQUE, représentant du peuple, à Douai.
Marchiennes	DE MONTOZON, propriétaire à Lallaing.
Orchies	DESMOUTIER, (Charles), ancien représentant du peuple, cultivateur et maire à Faumont.
Bergues	DE STAPLANDE, représentant du peuple et maire à Bergues.
Bourbourg	DE COUSSEMAKER, juge à Hazebrouck.
Dunkerque-Est	DE CLEBSATTEL, avocat à Dunkerque.

	MM.
Dunkerque-Ouest.	DELATTRE, avocat à Dunkerque.
Gravelines.	DECARPENTRY, négociant à Gravelines.
Hondschoote.	DELAROIÈRE, docteur en médecine et maire à Hondschoote.
Wormhoudt.	BLANCKAERT, propriétaire à Wormhoudt.
Bailleul-Nord-Est.	BEHAGHEL, ancien député, propriétaire à Bailleul.
Bailleul-Sud-Ouest.	PLICHON, ancien député, avocat à Bailleul.
Cassel.	BEHAGHEL, représentant du peuple, à Cassel.
Hazebrouck-Nord.	DESCHODT, avocat à Hazebrouck.
Hazebrouck-Sud.	BERNAST, propriétaire à Morbecque.
Merville.	DE GRUSON, brasseur à Merville.
Steenvocrde.	REVEL, propriétaire à Steenvoorde.
Armentières.	DANSETTE, manufacturier et maire à Armentières.
Cysoing.	BRAME, ancien maître des requêtes, propriétaire à Lille.
Haubourdin.	D'HESPEL, représentant du peuple, à Haubourdin.
La Bassée.	CHOMBART, avocat à Herlies.
Lannoy.	LEFEBVRE, propriétaire et agronome à Hem.
Lille-Centre.	TESTELIN, docteur en médecine, représentant du peuple, à Lille.
Lille-Nord-Est.	CHAMPON, commissionnaire de roulage à Lille.
Lille-Ouest.	DE MELUN, représentant du peuple, à Lille.
Lille-Sud-Est.	BIANCHI, homme de lettres à Lille.
Lille-Sud-Ouest.	LESTIBOUDOIS, docteur en médecine, représentant du peuple, à Lille.
Pont-a-Marcq.	DESMOUTIER (Ernest), cultivateur à Mons-en-Pévèle.
Quesnoy-sur-Deule	DEFONTAINE, propriétaire à Lille.
Roubaix.	MIMEREL, représentant du peuple, manufacturier à Roubaix.
Seclin.	COLLETTE, notaire à Seclin.
Tourcoing-Nord.	LEURENT, docteur en médecine à Tourcoing.
Tourcoing-Sud	MASUREL, négociant à Tourcoing.
Bouchain.	GOUVION-DEROY, fabricant de sucre à Denain.
Condé.	RENARD, maître de verreries à Fresnes.
Saint-Amand (rive droite) . .	COLASE, propriétaire à Raismes.
Saint-Amand (rive gauche) . .	DESESPRINGALLE, propriétaire à Saint-Amand.
Valenciennes-Est.	BEAUVOIS, notaire à Valenciennes.
Valenciennes-Nord.	MATHIEU, propriétaire et maire à Anzin.
Valenciennes-Sud.	BOULANGER, juge au tribunal de Valenciennes

TABLE DES MATIÈRES.

N.os	OBJETS.	PAGES.
	CONTRIBUTIONS DIRECTES ET CADASTRE.	
1	Répartement des contributions de 1851.	9
2	Fixation de la taxe personnelle. . . .	11
3	Réclamation de la commune de Mœuvres.	12
4	Contributions des portes et fenêtres. .	12
5	Loi des patentes. — Révision.	12
6	Fonds de non-valeurs et de réimposition	13
	COMPTES.	
7	Compte des recettes et dépenses départementales de l'exercice de 1849. . .	14
8	Compte d'administration du même exercice.	15
	BUDGET DE 1851.	
9	Rapport général.	17
	1.re Section. — Sous-Chapitre 1.er	
10	Préfecture. — Peinture des salons. .	19
11	Réparations aux bâtiments des Archives	19
12	Réparations aux tribunaux	20
13	Réparations aux prisons.	21
14	Réparations aux casernes de gendarmerie.	22
15	Réparations aux dépôts de sûreté. . .	24
16	Entretien de la Préfecture.	24
17	Id. des Archives.	24
18	Id. des Sous-Préfectures.	24
19	Id. des Tribunaux.	24
20	Id. des prisons.	25
21	Id. des casernes de Gendarmerie . .	26
22	Traitements des architectes.	26
23	Id. du concierge de la Préfecture.	26
	Sous-Chapitre II.	
24	Contributions.	26
	Sous-Chapitre III.	
25	Loyers des Sous-Préfectures, ...	26

N.os	OBJETS.	PAGES.
	Sous-Chapitre IV.	
25 *bis.*	Mobilier de la Préfecture. Renouvellement	27
26	Mobilier de la Prefecture. Entretien..	27
27	Mobilier des Sous-Préfectures. . . .	27
	Sous-Chapitre V.	
28	Casernement de la Gendarmerie. . . .	28
	Sous-Chapitre VI.	
29	Prisons départementales.	31
	Sous-Chapitre VII.	
30	Loyer du Palais-de-Justice de Dunkerque.	35
31	Loyers des Tribunaux.	56
32	Mobilier des Tribunaux. Entretien. .	36
33	Id. Renouvellement.	36
34	Menues dépenses et frais de parquet..	37
35	Id. des justices de paix	37
35	Concierges des Palais-de-Justice. . .	37
	Sous-Chapitre VIII.	
36	Entretien du corps-de-garde de la préfecture.	38
	Sous-Chapitre IX et XVII.	
37	Entretien et réparation des routes départementales.	38
	Sous-Chapitre X.	
38	Enfants trouvés et orphelins pauvres..	45
	Sous-Chapitre XI.	
39	Aliénés indigents..	48
	Sous-Chapitre XII.	
40	Impression des budgets.	50
41	Listes électorales et du jury.	50
42	Listes des tribunaux de commerce. . .	51

N.os	OBJETS.	PAGES.
	Sous-Chapitre XIII.	
43	Archives du département.	51
	Sous-Chapitre XIV.	
44	Frais de translation de détenus. . . .	53
45	Secours de route aux indigents	53
46	Epidémies.	54
47	Epizooties.	54
48	Animaux nuisibles.	54
	Sous-Chapitre XV.	
49	Aliénés. — Arriéré.	55
50	Enfants trouvés. Id.	56
51	Epidémies. id..	57
52	Epizooties. id..	57
53	Complément des dépenses des prisons en 1849..	57
54	Secours de route.	57
55	Arriéré des sous-chapitres VI, XII et XIV.	58
	2.e *Section. — Sous-Chapitre XVI*r.	
56	Vote des centimes facultatifs	59
57	Travaux à la préfecture.	59
58	Tribunal de Douai. — Appropriation..	60
59	Paiement des hôtels de Valenciennes. .	61
60	Acquisition de maisons pour la prison de Valenciennes.	
61	Assurance des bâtiments départementaux.	61
	Sous-Chapitre XVII.	
»	Entretien et réparation des routes départementales.	38
	Sous-Chapitre XVIII.	
62	Primes pour achat de pompes à incendie..	61
63	Secours aux communes.	62
64	Demande de secours pour la commune de Fives	63
65	Idem de Capinghem.	64
66	Idem d'Alnes	65
67	Idem de Saint-Benin	65
68	Idem d'Haucourt.	66
	Sous-Chapitre XIX.	
69	Secours à des veuves d'employés.. . .	66
70	Id. au sieur Èvre.	66
71	Sociétés d'agriculture	66
72	Société de Valenciennes.	68

N.os	OBJETS.	PAGES.
73	Ferme école.	69
74	Ecole vétérinaire d'Alfort.	69
75	Concours de bestiaux.	70
76	Concours central	70
77	Amélioration des chevaux.	71
78	Cours d'accouchement à Lille.	72
79	Indemnité pour la propagation de la vaccine.	72
80	Conseils de salubrité.	74
81	École des arts et métiers de Châlons. .	74
82	Sourds-muets et jeunes aveugles . . .	75
83	Commission historique.	76
84	Encouragement au jeune Cordier. . .	76
85	Id. au jeune Fiévet . . .	76
86	Bourses d'élèves artistes.	189
87	Maison de refuge.	76
88	Société humaine de Dunkerque. . . .	77
89	Colonie de Mettray.	77
90	Colonie de Mesnil-Saint-Firmin . . .	77
91	Secours aux enfants Massieu.	77
	Sous-Chapitre XX.	
92	Indemnités au clergé diocésain. . . .	78
	Secours pour le culte protestant. . . .	78
	Sous-Chapitre XXI.	
93	Secours pour remédier à la mendicité.	
	Sous-Chapitre XXII.	
94	Frais de publication du procès-verbal et autres dépenses.	79
95	Bibliothèque de la préfecture.	79
96	Gratifications pour belles actions . . .	80
97	Inspection des pharmacies.	80
98	Thermes de St.-Amand. — Médecin. . .	81
99	Vérifications des voitures publiques..	81
100	Imprimés pour le travail des enfants..	81
101	Frais de division des cotes de contributions.	83
10	Pyramide de Cysoing.	84
	Sous-Chapitre XXIII.	
103	Solde des frais d'impression du procès-verbal en 1849	84
104	Prime d'assurance de la sous-préfecture de Cambrai	84
105	Thermes de St.-Amand. — Réclamation d'un ancien médecin.	84
106	Solde des travaux de la chapelle du palais-de-justice de Lille.	85

N.os	OBJETS.	PAGES.
107	Honoraires à M. Labot, avocat au Conseil d'État.	86
108	Entretien des routes en 1850.	88
	3.e *Section.— Sous-Chapitre XXIV.*	
109	Travaux à l'hôtel Pas-de-Beaulieu.	89
110	Liquidation des sommes payées par l'arrondissement de Cambrai.	90
	4.e *Section.*	
111	Chemins vicinaux de grande communication.	92
112	Chemins vicinaux ordinaires.	127
113	Idem. — Syndicats	132
114	Idem. — Tarif.	133
115	Chemins de débouché, arrondissement d'Avesnes.	133
	5.e *Section.*	
234	Instruction primaire.	190
	6.e *Section.*	
226	Cadastre.	186
	TRAVAUX PUBLICS.	
116	Ports maritimes.	134
117	Routes nationales.	136
118	Idem. — Paiement des ouvriers.	137
119	Routes nationales. — Plantations.	137
120	Chemins de fer.	138
121	Chemin de fer du Nord. — Stations.	138
122	Chemins de fer. — Vœux spéciaux.	139
123	Chemins de grande communication. — Études	139
124	Chemins de Bourbourg à St.-Nicolas.	139
125	Chemin N.o 45. Traverse de Villers-en-Cauchies.	140
126	Chemins N.os 15 et 26.	140
127	Chemin de Gussignies à Avesnes	141
128	Réclamation de la ville de Lannoy.	141
128	Navigation intérieure.	143
129	Canal de Saint-Quentin. — Pont.	145
130	Régime des eaux de l'Aa.	145
131	Service hydraulique.	146
133	Marais de la Haute-Deûle. — Desséchement.	146
132	Vallée de la Scarpe. -- Digue.	147
134	Vallée de la Marque. -- Desséchement.	148
135	Canal de la Sensée.	148
136	Desséchement des prés Duhem.	149
137	Syndicat de la Sambre.	149
138	Pont sur l'Aa.	149
139	Pont sur la Lys.	150
140	Pont d'Hautmont. -- Subvention.	150
141	Idem. Exhaussement.	151
142	Ponts de Recquignies et Moustier.	151
143	Ponts des places de guerre.	152
144	Watteringues. -- Réglement.	152
145	Police du roulage.	153
146	Droits sur les pierres de Belgique.	154
147	Pierres bleues d'Avesnes.	154
148	Jury d'expropriation.	155
149	Caserne de gendarmerie au Quesnoy.	155
150	Palais-de-Justice de Lille. -- Statues.	155
150 (bis)	Établissement thermal de Saint-Amand.	156
158	Régime hypothécaire.	162
159	Boissons. — Droits de licence.	162
160	Tabacs. — Réglement de culture.	162
161	Id. Permissions de culture.	162
162	Biens communaux. — Législation	163
163	Comptoirs nationaux d'escompte.	163
164	Droits d'importation des houilles.	163
165	Caisses d'épargne.	164
166	Monnaie de Lille.	164
167	Denain. — Erection de canton.	164
168	Marcoing. — Chef-lieu de canton	165
169	Rosendaël. — Erection en commune.	165
170	Ors et Pommereuil. — Hameau des Ruelles.	166
171	Wazemmes. — Faubourg de la Barre.	167
172	Berlaimont. — Demande de secours.	167
173	Gravelines. — Cession d'un bâtiment domanial.	167
174	Douai. — Association de bienfaisance.	168
175	Arrondissement d'Avesnes. — Contribution foncière.	168
176	Recrutement de l'armée.	168
177	Gardes-champêtres	169
178	Voyageurs indigents. — Dépôts.	169
179	Forçats et réclusionnaires récidivistes	169
180	Allumettes chimiques.	170
181	Organisation départementale et communale.	170
182	Conseil général. -- Renouvellement.	170
183	Circonscriptions électorales	170
184	Recquignies. — Élections municipales	171
185	Cour d'appel de Douai.	171
186	Médecins cantonaux.	171
187	Conseil académique.	172

N.os	OBJETS.	PAGES.
188	Douai. — Faculté de lettres et lycée. .	172
189	Bourses dans les lycées.	172
190	Collége communal de Dunkerque. . . .	172
191	Port de Gravelines. -- Chair d'hydrographie.	173
192	Maison d'éducation correctionnelle pour les filles.	173
193	Foires et marchés autorisés.	174
194	Steenwerck. -- Foire.	174
195	Denain. -- Marchés.	175
196	Volkerinckhove. -- Marchés.	175
197	Associations ouvrières.	175
198	Etablissements métallurgiques. . . .	176
199	Industrie des sucres.	176
200	Enseignement professionnel.	176
201	Institut national agronomique. . . .	177
202	Agriculture. -- Écoles primaires. . . .	177
203	Ferme régionale.	177
204	Statistique agricole.	178
205	Renseignements sur la récolte. . . .	178
206	Culture du lin.	179
207	Rouissage du lin.	179
208	Télégraphe électrique.	179
209	Postes aux lettres. — Facteurs ruraux.	180
210	Boîtes aux lettres aux chemins de fer.	180
211	Postes. — Arrondissement d'Avesnes .	180
212	Id. Dunkerque	180
213	Postes. — Esquelbecq	180
214	Id. Berlaimont	181
215	Baptême des enfants.	181
216	Logements insalubres	181
217	Lycée de Lille.	182
218	Durée du travail dans les manufact. .	182
219	Droits sur les bestiaux étrangers . . .	182
220	Souffrances de l'agriculture	182
221	Vente des grains sur les marchés. . .	183
222	Chemin de Quesnoy-sur-Deûle à Pérenchies.	183
223	Rivière de la Lawe.	184
224	Amélioration des chemins vicinaux. .	185
225	Routes départementales. — Plantation.	185
226	Cadastre	186
227	Arrondissement de Dunkerque. — Contribution mobilière	187
228	Logements insalubres.	187
229	Tour de Sain-Amand	188
230	Travaux industriels	188
231	Élèves artistes.	189
232	Administration académique. — Installation	189
233	Catéchisme d'hygiène et de salubrité	189
234	Instruction primaire.	190
235	Habitations des classes ouvrières. . .	207
236	Jeunes détenus. — Education et patronage.	207

RAPPORT DU PRÉFET.

CONTRIBUTIONS DIRECTES DE 1851.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la circulaire de M. le Ministre des Finances en date du 12 de ce mois, concernant la répartition des contributions directes de 1851.

Cette circulaire indique le montant des contingents en principal, assignés au département du Nord par la loi du 7 août, ainsi qu'il suit :

Contribution foncière	4,273,907 fr.
— personnelle et mobilière . . .	1,022,695
— des portes et fenêtres	1,071,893

A ces contingents en principal il doit être ajouté :

1.° Pour la contribution foncière, 17 centimes 4/10 pour dépenses ordinaires et fonds commun des départements, et 2 centimes pour secours, dégrèvements et non-valeurs;

2.° Pour la contribution personnelle et mobilière, 17 centimes sans affectation spéciale, 17 centimes 4/10 pour dépenses ordinaires et fonds commun des départements, et 2 centimes pour secours, dégrèvements et non-valeurs;

3.° Pour la contribution des portes et fenêtres, 18 centimes 8/10, dont 15 8/10 sans affectation spéciale, et 3 pour non-valeurs, remises et modérations.

L'article 1.er de la loi supprime les 17 centimes additionnels généraux, sans affectation spéciale, afférents à la contribution foncière. En abandonnant cette ressource, malgré les charges qui pèsent sur le Trésor, le Gouvernement a voulu procurer un soulagement immédiat à la souffrance générale qu'éprouve la propriété immobilière. L'Asssemblée législative a pensé, comme le Gouvernement, que la diminution devait profiter proportionnellement à tous les départements. M. le Ministre des Finances exprime le désir que dans chaque département la même marche soit suivie à l'égard des arrondissements et des communes.

Les Conseils généraux ont la faculté d'établir des impositions dont le montant ne doit pas excéder, savoir : 7 centimes 6/10 du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, pour les dépenses facultatives d'utilité départementale; 5 centimes du principal de la contribution foncière, seulement, pour le cadastre; 2 centimes du principal des quatre contributions, pour l'instruction primaire, et 5 centimes du principal des mêmes contributions pour les chemins vicinaux.

Enfin le département du Nord avait été autorisé, par une loi du 10 août 1849, à s'imposer extraordinairement un centime additionnel au principal des quatre contributions, pour le paiement du prix des immeubles acquis à Valenciennes, mais l'augmentation accordée dans le nombre des centimes facultatifs permettra au Conseil général de ne pas user de cette ressource.

Je joins ici des rapports de M. le Directeur des contributions directes concernant les bases à adopter pour le répartement des contributions de 1851.

Il en résulte qu'il n'y a aucun changement à opérer dans le mode suivi pour l'année précédente. Le Directeur soumet au Conseil trois projets de répartition auxquels je me réfère.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les minutes des tableaux de sous-répartement de 1850, où se trouvent indiquées les augmentations et diminutions qu'ont subies les contingents, par suite des constructions et des démolitions, en vertu des lois du 17 août 1835 et du 4 août 1844. Ces tableaux présentent, en ce qui concerne le principal des contributions, les résultats suivants :

ARRONDISSEMENTS.	PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
	Foncière.	Personnelle et mobiliére.	des portes et fenêtres.
Dunkerque	458,165	108,547	90,503
Hazebrouck	412,196	86,132	78,959
Lille	1,184,892	370,431	482,884
Cambrai	557,481	125,358	114,588
Avesnes	620,638	103,849	96,309
Douai	445,421	93,710	88,939
Valenciennes	595,056	134,668	119,711
Totaux	4,273,849	1,022,695	1,071,893

Ces résultats peuvent être adoptés comme bases du répartement de 1851, en ce qui concerne les contributions personnelle et mobilière et des portes et fenêtres, parce que les contingents ci-dessus sont conformes à ceux fixés par la nouvelle loi, mais la contribution foncière a éprouvé quelques modifications provenant de l'addition des propriétés non bâties devenues imposables, et du retranchement de celles qui ont cessé de l'être.

Voici les résultats de ces changements par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	CONTRIBUTION FONCIÈRE.			
	Principal de 1850.	Augmentations.	Diminutions.	Principal de 1851.
Dunkerque	458,165	4	7	458,162
Hazebrouck	412,196	10	16	412,190
Lille	1,184,892	20	20	1,184,892
Cambrai	557,481	23	22	557,482
Avesnes	620,638	37	4	620,671
Douai	445,421	61	30	445,452
Valenciennes	595,056	10	8	595,058
Totaux	4,273,849	165	107	4,273,907

Cette somme de 4,273,407 fr. est conforme au contingent assigné par la loi nouvelle.

Ci-joint le cadre du tableau des répartement qui devra être arrêté et signé par le Conseil général. Le Conseil se bornera à y inscrire en principal et en francs les contingents qu'il aura assignés à chaque arrondissement. Le Directeur des contributions y portera ensuite le chiffre des centimes généraux et celui des centimes départementaux, tels qu'ils auront été déterminés par les délibérations du Conseil général.

Fixation de la taxe personnelle.

L'article 10 de la loi du 21 avril 1832 porte que le Conseil général, sur la proposition du Préfet, déterminera le prix moyen de la journée de travail dans chaque commune, sans pouvoir le fixer au-dessous de 50 centimes, ni au-dessus de 1 fr. 50 cent.

Ce prix moyen doit servir de base à l'établissement de la contribution personnelle, qui se compose de trois journées de travail.

Le rapport ci-joint de M. le Directeur des contributions a pour objet de proposer la fixation du prix moyen pour 1851, en maintenant les proportions qui ont été constamment admises depuis 1832. Je partage d'autant plus volontiers à cet égard l'avis du Directeur, que les bases dont il s'agit ont reçu la sanction du temps et n'ont donné lieu à aucune espèce de réclamation.

En voici le détail par classe de communes :

1.re Classe.	Lille.	1 30
2.e Classe.	Dunkerque.	1 »
	Douai.	
	Cambrai.	
	Valenciennes.	
3.e Classe.	Roubaix.	» 80
	Tourcoing.	
4.e Classe.	Bergues.	» 70
	Gravelines.	
	Bailleul.	
	Hazebrouck.	
	Estaires.	
	Merville.	
	Armentières.	
	Comines.	
	Wazemmes.	
	Le Câteau.	
	Avesnes.	
	Maubeuge.	
	Saint-Amand.	
	Condé.	
5.e Classe.	Toutes les autres communes.	» 50

Commune de Mœuvres. —Demande en dégrèvement de contribution foncière.

Le Conseil municipal de la commune de Mœuvres a réclamé une réduction sur le contingent assigné à cette commune dans la répartition de la contribution foncière.

Cette demande, examinée par M. le Directeur des contributions directes et par le Conseil d'arrondissement de Cambrai, n'a pas été jugée susceptible d'être accueillie. Il résulte en effet de la comparaison faite des forces contributives de la commune de Mœuvres avec celles des trois localités les plus voisines et les plus analogues, que la première est loin d'être surchargée et qu'il n'y a pas lieu de modifier son contingent.

Contribution des portes et fenêtres.

Le Conseil général avait, dans sa session de 1849, émis le vœu que la nouvelle loi qui devait être présentée à l'Assemblée législative, en exécution de l'article 2 de la loi du 4 août 1849, sur l'assiette de la contribution des portes et fenêtres, fût conçue de manière à mettre cet impôt en parfaite harmonie avec les principes de la proportionnalité.

Le Gouvernement s'était préoccupé des moyens de réaliser ce vœu, et il avait à cet effet inséré diverses dispositions dans le projet de loi sur le budget des recettes de 1851.

Mais la commission de l'Assemblée n'a pas cru que le nouveau système put être adopté sans avoir été communiqué préalablement aux Conseils généraux, et un article de la loi des recettes appelle ces Conseils à donner leur avis sur la meilleure solution à donner à la disposition prescrite par la loi précitée du 4 août 1849.

Pour éclairer à ce sujet l'opinion des Conseils, M. le Ministre des finances a fait distribuer à chacun des membres qui les composent, une note détaillée exposant l'état de la question, les divers systèmes qui ont été présentés et les observations dont ils ont été l'objet.

Je prie le Conseil général de vouloir bien formuler l'avis qui lui est demandé par l'Assemblée législative.

Patentes. — Révision de la loi.

Le Conseil général a, dans ses sessions de 1848 et 1849, exprimé le vœu qu'il fut procédé le plus promptement possible à la révision de la loi du 25 avril 1844, sur les patentes.

Il a été satisfait en partie à ce vœu, par les dispositions nouvelles qui ont été insérées au titre VI de la loi des recettes, du 15 mai dernier, et qui auront pour résultat d'alléger d'une manière sensible la position des patentables des dernières classes.

Fonds de non valeur et de réimposition.

Le rapport ci-joint de M. le Directeur des contributions directes contient le compte définitif de l'emploi des fonds de non-valeur de l'exercice 1848.

Ce compte offre les résultats suivants :

1.° Les remises et modérations accordées sur les *Contributions foncière, personnelle et mobilière* se sont élevées au chiffre de 44,608 49

Laquelle somme a été imputée comme il suit :

Tiers de centime à la disposition du Préfet.	17,477	55
Supplément alloué par M. le Ministère des Finances.	3,771	77
Crédit ouvert pour non-valeurs extraordinaires.	23,359	17
Total égal.	44,608	49

2.° Les remises et modérations accordées sur la contribution des portes et fenêtres ont atteint la somme de 36,689 78

imputée, savoir :

Centime à la disposition du Préfet	10,612	98
Supplément alloué par le Ministre	5,522	66
Crédit ouvert pour non-valeurs extraordinaires.	20,554	14
Total égal.	36,689	78

3.° Les dégrèvements prononcés sur les *patentes* se sont élevés à la somme de 84,927 51 qui a été prélevée, savoir :

Sur les cinq centimes additionnels.	59,163	60
Sur le fonds de non-valeurs extraordinaires.	25,763	91
Total égal.	84,927	51

4.° Les dégrèvements accordés sur la contribution extraordinaire de **45** centimes additionnels établie par décret du gouvernement provisoire du **13** mars **1848**, se sont élevées au chiffre de **342,926** fr. **36** c.

5.° Enfin les décharges et réductions prononcées sur les contributions foncière, personnelle et mobilière, à charge de réimposition dans les rôles suivants, se sont élevées à la somme de **15,925** fr. **25** c.

L'article **24** de la loi du **10** mai **1838** porte que le Conseil général entend et débat le compte des fonds de non-valeur, lequel, après avoir été provisoirement arrêté par lui, est définitivement réglé par le Gouvernement.

J'ai donc l'honneur de prier le Conseil de prendre sur le compte que je lui soumets, une délibération qui en approuvera, s'il y a lieu, les détails et les résultats.

Conformément aux dispositions de l'article **43** de la loi précitée, des extraits du compte des fonds de non-valeur ont été mis sous les yeux des Conseils d'arrondissement. Ils ont donné acte de ces communications, ainsi que le constatent les délibérations ci-jointes, sans avoir fait d'observation.

COMPTE DES RECETTES ET DÉPENSES DÉPARTEMENTALES DE L'EXERCICE 1849.

L'article 24 de la loi du 10 mai 1838 porte que le Conseil général entend et débat les comptes d'administration qui lui sont présentés par le Préfet pour les recettes et dépenses effectuées en vertu des budgets du département.

Le Conseil a réglé l'année dernière le compte de l'exercice 1848. Un décret en date du 14 février 1850, joint au présent rapport, a confirmé ce réglement.

La comptabilité de l'exercice 1849 a été close le 30 juin 1850, en vertu des dispositions de l'ordonnance réglementaire du 4 juin 1843.

Je soumets en conséquence au Conseil général le compte définitif de cet exercice, et je l'accompagne, suivant les instructions de M. le Ministre de l'Intérieur, des doubles de toutes les pièces justificatives restées entre mes mains, ainsi que des registres de comptabilité tenus dans mes bureaux.

Le Conseil général remarquera que, pour couvrir le déficit qu'ont présentés quelques sous-chapitres, M. le Ministre a autorisé le revirement de diverses sommes distraites d'autres sous-chapitres, de sorte que les crédits restés les mêmes pour l'ensemble de la 1.re section ont été modifiés dans leur division entre les divers services.

Les résultats généraux de ce compte sont récapitulés dans le tableau ci-après :

Indication des opérations.	1.re section. — Dépenses ordinaires.	2.e section. — Dépenses facultatives.	3.e section. — Dépenses extraord.res	4.e section. — Dépenses spéciales.	Observations.
Recettes effectuées	692,235 77	318,234 57	418,739 16	689,731 45	
Dépenses payées	680,334 17	271,821 81	378,897 05	564,478 14	
Reliquats inscrits au budget de report.....	11,901 60	46,412 76	39,842 11	125,253 31	
Réduction 1.° pour mandats restant à payer.....	592 15	135 76	32 68	409 08	
2.° pour crédits restant à employer.....	5,329 85	37,716 35	6,257 23	79,942 80	
Restes disponibles reportés en recette au budget de 1851.	5,979 60	8,560 65	33,552 20	44,901 43	

Je prie le Conseil général de vouloir bien donner sa sanction à ces résultats par une délibération spéciale.

Compte d'administration rendu par le Préfet du département du Nord, pour les dépenses et les recettes départementales de l'exercice 1849.

N.os des sous-chap. du budg.	INDICATION DES DÉPENSES.	MONTANT des dépenses.	MONTANT des crédits alloués par le budget et les décisions modificatives.	DIFFÉRENCE en plus.	DIFFÉRENCE en moins.	Observations sur les causes des augmentations ou diminutions.
	1.re SECTION. — Dépenses ordinaires.					
1	Travaux ordinaires de bâtiments	33,015 79	38,716 20	» »	5,700 41	
2	Contributions	» »	» »	» »	» »	
3	Loyers des hôtels de sous-préfecture.	6,000 »	6,000 »	» »	» »	
4	Mobilier de la préfect. et des bureaux de sous-préfecture.	6,67. 42	7,034 45	» »	363 03	
5	Casern.t de la gendarm.	17,739 87	18,040 »	» »	300 13	
6	Prisons départementales	209,146 52	208,877 »	269 52	» »	
7	Cours et tribunaux	31,737 55	32,540 »	» »	802 45	
8	Corps-de-garde de la préfecture.	465 01	500 »	» »	34 99	
9	Entretien des routes départementales.	153,024 60	156,579 08	» »	3,554 48	
10	Enfants trouvés et abandonnés	47,700 09	48,800 »	» »	1,099 91	
11	Aliénés	101,512 52	102,000 »	» »	487 48	
12	Impression des budgets et comptes départem..	881 44	600 »	281 44	» »	
13	Archives département..	7,477 58	7,500 »	» »	22 42	
14	Frais de translation, de routes, etc	5,289 02	4,000 »	1,289 02	» »	
15	Dettes départementales.	60,264 91	60,964 16	» »	699 25	
	Totaux	680,926 32	692,150 89	1,839 98	13,064 55	
	2.e SECTION. — Dépenses facultatives.					
16	Édifices département..	6,649 95	15,409 64	» »	8,759 69	
17	Routes départementales	140,480 26	165,894 40	» »	25,414 14	
18	Subventions aux communes	6,424 »	9,700 »	» »	3,276 »	
19	Encouragements divers.	67,394 49	72,148 60	» »	4,754 11	
20	Cultes	18,200 »	18,200 »	» »	» »	
21	Mendicité	» »	» »	» »	» »	
22	Dépenses diverses	23,761 89	26,335 50	» »	2,573 61	
23	Dettes départementales extraordinaires	9,046 98	9,046 98	» »	» »	
	Totaux	271,957 57	316,735 12	» »	44,777 55	

N.os des sous-chap. du budg.	INDICATION DES DÉPENSES.	MONTANT des dépenses.	MONTANT des crédits alloués par le budget et les décisions modificatives.	DIFFÉRENCE. en plus.	DIFFÉRENCE. en moins.	Observations sur les causes des augmentations ou diminutions.
	3.e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.					
24	Lois des 28 juin 1833 et 3 juillet 1846.....	378,929 73	386,001 01	» »	7,071 28	Reproduit au budget de report.
25	Emploi des fonds d'emprunt.....	» »	» »	» »	» »	Idem.
	TOTAUX.....	378,929 73	386,001 01	» »	7,071 28	
	4.e SECTION. — DÉPENSES SPÉCIALES.					
26	Centimes spéciaux pour les chemins vicinaux..	147,142 06	271,806 35	» »	124,664 29	Reproduit au budget de report.
27	Contingent et souscriptions pour les chemins vicinaux.....	417,745 16	417,925 10	» »	179 94	Idem.
	TOTAUX.....	564,887 22	689,731 45	» »	124,844 23	
	RÉCAPITULATION.					
	1.re Section. — Dépenses ordinaires.....	680,926 32	692,150 89	1,839 98	13,064 55	
	2.e Section. — Dépenses facultatives.....	271,957 57	316,735 12	» »	44,777 55	
	3.e Section. — Dépenses extraordinaires.....	378,929 73	386,001 01	» »	7,071 28	
	4.e Section. — Dépenses spéciales.....	564,887 22	689,731 45	» »	124,844 23	
	TOTAUX.....	1,896,700 84	2,084,618 47	1,839 98	189,757 61	

RÉCAPITULATION DES RECETTES.

Centimes ordinaires et fonds commun.....	692,235 77
Centimes facultatifs.....	318,234 57
Centimes extraordinaires.....	418,739 16
Centimes et fonds spéciaux.....	689,731 45
TOTAL.....	2,118,940 95
REPORT des dépenses.....	1,896,700 84
EXCÉDANT des recettes.....	222,240 11

Cette somme de **222,240** fr. **11** cent., augmentée de celle de **1,169** fr. **67** cent., montant des mandats non acquittés et des dépenses non payées à l'époque de la clôture de l'exercice, a été reproduite au budget de report de **1849** sur **1850**, pour un total de. **223,409f 78c**

On a réinscrit en dépense dans le même budget :

1.° Les mandats restant à payer.	**1,169 67**	
2.° Les dépenses allouées au budget primitif et restant à exécuter.	**129,246 23**	**130,410 90**

Il en résulte un reliquat disponible montant à. **93,993 88**

qui se subdivise ainsi qu'il suit entre les diverses sections du budget :

1.° Centimes ordinaires.	**5,979 60**
2.° Centimes facultatifs.	**8,560 65**
3.° Centimes extraordinaires.	**33,552 20**
4.° Produits spéciaux.	**44,901 43**
TOTAL ÉGAL.	**92,993 88**

Ces sommes sont portées en première recette dans chacune des sections du projet de budget de **1851**.

BUDGET DE 1851.

Le budget départemental de **1851**, préparé conformément aux dispositions de la loi du **10** mai **1838**, se divise, comme les précédents, en six sections, dont voici la nomenclature :

La première section, intitulée des dépenses ordinaires, comprend tous les articles que rappelle sous cette dénomination l'article **12** de la loi. Ils sont imputables sur le produit des **10** centimes affectés aux services départementaux par la loi des finances, et sur la portion du fonds commun accordée au département.

La seconde section, dite des dépenses facultatives, comprend celles qui sont imputables sur les centimes que le Conseil général peut voter jusqu'au nombre de **7 6/10**, pour les dépenses d'utilité départementale.

La troisième section, portant le titre de dépenses extraordinaires, réunit toutes celles pour lesquelles des impositions additionnelles ont été votées et des emprunts autorisés par des lois spéciales.

Enfin, la quatrième section, dite des dépenses des chemins vicinaux, a pour objet celles imputées sur les centimes votés pour les travaux des chemins vicinaux et sur les cotisations des communes et des particuliers pour la même destination.

Les cinquième et sixième sections présentent les résultats des budgets de l'instruction primaire et du cadastre qui sont étrangers au Ministère de l'Intérieur.

Les recettes de toute nature portées au projet de budget départemental de **1851** sont les suivantes :

PREMIÈRE SECTION.

1.° Fonds libres formant le reliquat du compte de 1849.	5,979	60
2.° Produit des 10 centimes 4/10 accordés par la loi du	550,840	58
3.° Allocation sur le fonds commun réglée par décret du 6 août.	35,000	»

Produits éventuels ordinaires.

1.° Produit d'expéditions d'actes de la préfecture ou d'anciennes pièces déposées aux Archives.	100	»
2.° Vente d'herbes sur la route départementale N.° 7.	257	»
3.° Remboursement d'avances faites par le département pour les condamnés à la charge de l'État.	8,000	»
4.° Remboursement de sommes trop payées sur les crédits de 1849.	1,839	98
Total des recettes.	602,017	16

DEUXIÈME SECTION.

1.° Reliquat disponible du compte de 1849.	8,560	65
2.° Produit des 7 6/10 centimes facultatifs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière.	402,537	34

Produits éventuels.

1.° Redevance pour droit de passage sur le terrain départemental de la pyramide de Denain.	1	»
2.° Subvention des communes pour les travaux extraordinaires de la route départementale N.° 10.	24,126	»
3.° Excédant des droits de réception des pharmaciens et officiers de santé par le jury de médecine.	1,040	»
4.° Produit des rétributions payées par les pharmaciens et droguistes pour la visite de leurs établissements.	11,624	»
Total.	447,888	99

TROISIÈME SECTION.

Reliquat disponible du compte de 1849.	33,552	20
Total.	33,552	20

QUATRIÈME SECTION.

1.° Reliquat disponible du compte de 1849.	44,901	43
2.° Produit des 5 centimes spéciaux affectés aux dépenses des chemins vicinaux.	389,602	80
3.° Contingents communaux et souscriptions particulières pour les chemins vicinaux (par approximation).	280,000	»
Total des recettes de la quatrième section.	714,504	23

RÉCAPITULATION.

Première section.	602,017	16
Deuxième section.	447,888	99
Troisième section.	33,552	20
Quatrième section.	714,504	23
Total général.	1,797,962	58

Mes propositions pour l'emploi de ces diverses ressources sont détaillées par sous-chapitre et par article dans le cadre de budget que j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général. Plusieurs de ces propositions ont pour objet des dépenses fixes et obligatoires qui n'ont pas besoin d'explications. Les autres sont motivées et développées dans des rapports spéciaux.

Les recettes et dépenses relatives à l'instruction primaire et au cadastre sont détaillées, comme par le passé, dans deux budgets spéciaux qui sont soumis au Conseil général avec des rapports particuliers.

SOUS-CHAPITRE I.er

Hôtel de la Préfecture. — Peinture des salons.

Le rapport ci-joint de M. Leplus, architecte du département, constate la nécessité de repeindre au vernis les salons du rez-de-chaussée de l'hôtel de la Préfecture, à l'exception, toutefois, de la galerie, de la grande salle à manger et du salon qui y communique.

Les peintures actuelles datent de vingt ans, et sont arrivées à un état de détérioration et de malpropreté, dont le Conseil général pourra lui-même juger.

Le renouvellement de ces peintures étant devenu indispensable, j'ai l'honneur de proposer à l'assemblée d'ouvrir un crédit de **1,500** fr. au budget de **1851**, pour assurer le paiement de la dépense.

Archives départementales. — Peinture des façades.

Je dépose entre les mains du Conseil général, accompagné d'un devis montant à **1,200** fr., un rapport de M. Leplus, architecte du département, exposant la nécessité de faire peindre à l'huile, sur deux couches, les façades extérieures du bâtiment des archives départementales.

Ces façades ont été peintes en **1847**, mais elles se détériorent facilement par l'effet des pluies,

surtout dans la partie ouest. Les deux couches aujourd'hui demandées sont indispensables pour entretenir les précédentes et conserver les enduits qui préservent les murs de l'infiltration de l'humidité.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil d'inscrire un crédit de 1,200 fr. pour cette dépense au sous-chapitre I.er du budget.

Bâtiments des Tribunaux.

Les architectes du département ont présenté des propositions pour les travaux de réparation ou d'amélioration à faire aux bâtiments des tribunaux. Ces propositions, comme toutes celles relatives aux édifices départementaux, ont été examinées par MM. les Membres du Conseil général des cantons de la situation des établissements. Les travaux projetés auraient pour objet :

Dunkerque.

Le renouvellement des papiers de tenture et des peintures de la chambre du conseil ;

Le badigeonnage de la cage d'escalier, la peinture et le renouvellement du papier de la salle des Pas-Perdus.

Le Conseil d'arrondissement pense que ces deux articles de travaux constituent des dépenses immobilières qui doivent être à la charge de la ville propriétaire du bâtiment. Cette opinion me paraît fondée.

Cambrai.

Réparation de la cheminée de la salle du Conseil et renouvellement des pots en fonte des calorifères du Palais, 88 fr. 75 c.

Augmentation des rayons du parquet nécessitée par l'accroissement du nombre des dossiers, 56 fr. 16 c.

Ces deux articles ont trop peu d'importance pour être spécialement inscrits au budget ; j'en imputerai le montant sur le crédit d'entretien.

Avesnes.

Le Tribunal demande instamment l'exécution des travaux nécessaires pour remédier aux incommodités et aux dangers d'incendie qui résultent des mauvaises dispositions du Palais-de-Justice. Un devis montant à 500 fr. est présenté pour l'entreprise des premiers ouvrages indispensables. . . . . 500 fr. » c.

Valenciennes. — Tribunal civil.

Réparations diverses	370	»

Idem. — Tribunal de Commerce.

Etablissement d'un grillage en fer pour garantir le vitrage d'un lanterneau. . .	300	»
	1,170	»

Ces dernières dépenses sont suffisamment justifiées et me paraissent devoir être allouées. Je prie le Conseil général de vouloir bien ouvrir au budget de 1851 les crédits nécessaires à leur exécution.

Maisons d'arrêt. — Réparations.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les devis rédigés par MM. les architectes du département, des travaux à faire en 1851 pour la réparation et l'amélioration des bâtiments des maisons d'arrêt. J'indique ci-après l'objet de ces différents devis.

Dunkerque.

Exhaussement du mur extérieur du chemin de ronde. Ce travail est nécessaire pour la sûreté de la prison; la somme montant à 4,400 francs est un peu élevée, mais on peut la répartir en deux ans; j'estime qu'il y a lieu d'allouer sur l'exercice 1851 un crédit à valoir de. . . . 2,200 »

Établissement d'un parloir, de ventilateurs et de contrevents mobiles. . . . . 690 »

Consolidation de la porte du grenier de l'entreprise, afin de rendre l'accès de ce grenier plus difficile aux détenus. . . . . 160 »

Hazebrouck.

Renouvellement de 14 châssis en mauvais état; reconstruction du carrelage des chauffoirs des femmes, etc. . . . . 777 »

Ces trois articles de dépense me paraissent justifiés et susceptibles d'être admis.

Lille.

Relevé à bout du pavage des cours, des préaux et des chemins de ronde La dépense, évaluée à 1,900 fr., est à faire en trois ans. Un premier crédit de 700 fr. a été inscrit au budget de 1850; il y a lieu d'allouer pour 1851 un deuxième crédit à valoir de. . . . . 600 »

Cambrai.

Quatre propositions sont présentées; elles ont pour objet :

1.° La construction d'une mansarde au-dessus de l'infirmerie des femmes, estimée 1,100 francs.

2.° La construction d'une nouvelle cheminée pour le fourneau de la cuisine, en remplacement de celle actuelle qui sert de tuyau d'évaporation des lieux d'aisance, 48 fr. 82 cent.

3.° L'établissement d'une cloche pour l'appel aux différents exercices de la prison, 35 fr.

4.° Divers travaux évalués à 236 fr. 46 cent.

MM. de Beaumont et Béry, membres du Conseil général, signalent les incon-

A reporter. . . . . 4,427 »

Report. . . . . 4,427 »

vénients qui résulteraient de la construction de la mansarde demandée par le gardien en chef et de l'établissement de la nouvelle cheminée réclamée par l'entrepreneur du service; ils proposent en outre, de supprimer les auvents prévus pour 56 fr. 87 cent. (51 fr. 70 cent., plus le dixième), dans le projet des travaux divers montant à 236 fr. 46 cent. Leurs observations me paraissent fondées; il n'y a donc à allouer que les deux articles suivants :

La cloche.. . . . . 35 »

Les travaux divers, abstraction faite des auvents. . . . . 179 »

Avesnes.

Établissement d'une loge de concierge pour la surveillance de l'entrée de la maison, 1,100 francs. M. l'Inspecteur des prisons, qui a examiné le projet, considère cette dépense comme trop élevée, et fait d'ailleurs observer que tout travail d'amélioration dans la maison d'arrêt d'Avesnes serait en pure perte, en raison des dispositions vicieuses de cette prison. Je pense que, d'après ces observations, il n'y a pas lieu d'admettre la dépense proposée.

Construction d'une cloison dans une chambre du gardien-chef de la prison. . . 126 »

Douai. — Maison de justice.

Travaux divers. . . . . 550 »

Valenciennes.

Établissement d'un dépôt pour les prisonniers de passage; réparations diverses. 500 »

Les dépenses dont j'ai sorti les chiffres hors ligne me paraissent devoir être allouées; elles s'élèvent ensemble à. . . . . 5,817 »

Je prie le Conseil général d'en inscrire le montant au sous-chapitre 1 ^{er} du budget de 1851.

Casernes de gendarmerie — Réparations.

Des réparations sont à faire, en 1851, aux diverses casernes de gendarmerie appartenant au département. Voici le résumé des devis présentés à cet effet par MM. les architectes du département :

Gravelines. — Renouvellement des mangeoires des écuries. . . . . 150 »

Hazebrouck. — Renouvellement d'un plancher et d'un plafond. . . . . 378 »

Bailleul. — Réparations aux murs et aux couvertures. . . . . 194 »

Cassel. — Réparations diverses. . . . . 534 »

A reporter. . . . . 1,256 »

Report. . . . . 1,256 »

La nécessité de ces quatre articles de dépense me paraît suffisamment constatée.

Lille. — Amélioration des logements du brigadier et des gendarmes; renouvellement de quelques châssis ; réparations diverses. La dépense à faire est évaluée à **1,500** fr. M. Defontaine, membre du Conseil général, qui a visité les lieux, demande que la construction d'un plancher dans le logement du brigadier soit remplacée par l'établissement de persiennes aux croisées du cabinet et des bureaux de M. le commandant. Mais M. le commandant et M. l'architecte Leplus, tout en reconnaissant l'utilité des persiennes, insistent sur la préférence à accorder au plancher proposé pour le logement du brigadier. Je pense que pour concilier les nécessités signalées de part et d'autre, il convient de réduire la dépense du plancher à la moitié du chiffre prévu, soit à **273** fr. **48** c., en se bornant à planchéier la partie de la grande pièce qui restera à usage d'habitation, et d'employer l'économie qui résultera de ce retranchement, à l'établissement de quelques persiennes. Je propose l'allocation du crédit dans ces conditions. . . . . 1,500 »

Roubaix. — Reconstruction d'un petit bâtiment au fond de la cour pour l'établissement d'une buanderie commune. . . . . 500 »

Pont-à-Marcq. — Etablissement d'un étage pour servir de magasin aux fourrages. 850 »

Ces deux articles de dépense ne me paraissent donner lieu à aucune objection.

Cambrai. — Quatre projets sont présentés pour cette caserne; ils ont pour objet :

1.° L'appropriation d'un hangar pour le transformer en bucher à l'usage des gendarmes et des changements à faire au pavage de la cour ;

2.° La substitution d'un pignon au crepon existant à la petite écurie ;

3.° La construction d'une cheminée d'évent aux latrines de la caserne, objet évalué à. . . . . 40 »

4.° Diverses réparations estimées. . . . . 321 »

MM. Béry et Debeaumont font ressortir l'inutilité actuelle des deux premiers articles de ces travaux, et n'admettent que les 3.e et 4.e, qui me paraissent en effet suffisamment justifiés.

Le Quesnoy. — Réparations diverses . . . . . 300 »

Douai. — Travaux divers. . . . . 500 »

Orchies. — Etablissement de cuvettes; revêtement en bois des parois de l'écurie. 92 »

Construction d'armoires-placards dans les chambres des gendarmes. . . . . 410 »

Bouchain. — Amélioration du logement du brigadier. . . . . 700 »

L'utilité de ces cinq derniers articles de travaux me paraît également établie.

Ainsi, les dépenses à allouer pour les travaux de réparation et d'amélioration à faire aux casernes de gendarmerie, s'élèvent ensemble à. . . . . 6,469 »

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire le montant de ces dépenses au sous-chapitre 1.er du budget de **1851**.

Dépôts de sûreté.

Quelques réparations sont à faire aux dépôts de sûreté. Les devis ci-joints en évaluent la dépense comme suit :

Bailleul. — Réparations diverses (sauf à supprimer le badigeonnage et à le remplacer par d'autres travaux signalés comme étant d'une plus grande utilité.)	**68**	»
Cassel. — Maçonnerie, badigeonnage, etc.	**144**	»
Orchies. — Blanchissage intérieur, menues réparations aux serrures, vitres, etc.	**50**	»
Idem. — Assainissement de la cour.	**115**	»
	377	»

J'estime qu'il y a lieu d'allouer les crédits nécessaires au paiement de ces dépenses.

Hôtel de la Préfecture. — Entretien.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire au sous-chapitre I.er du budget départemental de **1851**, un crédit de **3,000** fr., égal à celui alloué les années précédentes, pour l'entretien de l'hôtel et des bureaux de la préfecture.

Bâtiment des Archives départementales.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général deux rapports de M. Leplus, architecte du département, tendant à ce que deux crédits, l'un de **500** fr., pour l'entretien ordinaire du bâtiment des archives départementales; l'autre de **150** fr., pour l'entretien du mobilier du même établissement, soient alloués pour **1851**.

Ces propositions étant conformes à celles qui ont été admises pour les années précédentes, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire les deux crédits dont il s'agit au sous-chapitre I.er du budget du prochain exercice.

Hôtels de sous-préfecture.

Trois hôtels de sous-préfecture, ceux de Cambrai, Douai et Avesnes, sont la propriété du département, qui doit, par suite, supporter la charge de leur entretien et de leur réparation.

Les crédits ci-après sont demandés à cet effet pour **1851** :

Cambrai. — Réparations aux toitures.	**768**	**88**
Avesnes. — Entretien ordinaire.	**500**	»
Douai. — Réparations diverses et continuation de celles autorisées en **1850**.	**600**	»

La nécessité de ces dépenses me paraissant démontrée, j'ai l'honneur de prier Conseil général de vouloir bien en allouer le montant au sous-chapitre I.er du budget.

Entretien des bâtiments des Tribunaux.

L'entretien ordinaire des bâtiments des Tribunaux du département occasionne des dépenses auxquelles il a été pourvu, depuis plusieurs années, au moyen d'un crédit collectif de **2,500** fr.

Cette somme me paraît devoir suffire aux besoins du prochain exercice, comme elle a suffi à ceux des années précédentes.

J'estime en conséquence qu'il y a lieu d'ouvrir, pour ce service, un crédit de pareille somme de 2,500 fr. au sous-chapitre I.er du budget de 1851.

Entretien des bâtiments des maisons d'arrêt.

Un crédit de 2,500 fr. est affecté depuis plusieurs années à l'entretien ordinaire des bâtiments des maisons d'arrêt.

Ce crédit a couvert jusqu'à ce jour les dépenses dont la nécessité a été constatée; mais il sera désormais insuffisant, attendu que les cahiers des charges des marchés récemment passés pour le service des prisons dispensent les entrepreneurs de l'obligation qui leur avait été précédemment imposée, de pourvoir au blanchissage intérieur et aux menues réparations d'entretien des locaux assignés à l'habitation des détenus et au service particulier des entreprises.

Cette mesure a procuré au département une très-notable économie dans les frais d'entretien des détenus, ainsi qué l'explique le rapport sur le service intérieur des prisons. Mais les charges locatives dont les entrepreneurs sont aujourd'hui exonérés retombent sur le budget, et il est nécessaire d'augmenter le crédit affecté à l'entretien des bâtiments. Pour me fixer sur l'importance de cette augmentation, j'ai chargé MM. les architectes du département d'évaluer approximativement les dépenses de blanchissage et autres menues réparations que supportaient les entrepreneurs, et voici le résultat de leurs appréciations :

Dunkerque.	163	»
Hazebrouck.	60	»
Lille.	200	»
Cambrai.	61	51
Avesnes.	374	90
Douai.	339	20
Valenciennes.	95	»
Total.	1,287	61

A Dunkerque et à Douai, ces évaluations ont été faites d'après les prix courants du travail, et à Avesnes on a conçu un blanchissage général de toute la prison; tandis qu'ailleurs on a estimé la dépense dans l'hypothèse où le blanchissage locatif serait fait en régie par les détenus, moyennant de faibles rétributions. Le même moyen d'exécution peut être employé à Douai, Avesnes et Dunkerque, et j'estime, en définitive, qu'une somme de 700 fr. peut suffire à cette nouvelle dépense. Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien fixer le crédit d'entretien ordinaire pour 1851, à la somme de 3,200 fr.

M. l'architecte Leplus fait remarquer que la somme de 1,500 fr., attribuée au palais-de-justice de Lille dans le crédit d'entretien des tribunaux, et qui, dans l'origine, s'appliquait également à la maison d'arrêt, en raison de la connexion des deux bâtiments, est rigoureusement indispensable à l'entretien du premier de ces édifices; il demande en conséquence que la dépense des menues réparations de la maison d'arrêt soit imputée sur le crédit d'entretien des prisons. Il suffit, pour

satisfaire à cette demande, de continuer ce qui se fait actuellement, attendu que, depuis plusieurs années, les frais d'entretien de la maison d'arrêt ont cessé d'être prélevés sur le crédit des tribunaux, pour être payés sur celui des prisons. Ce dernier fonds, néanmoins, a toujours entièrement satisfait aux besoins; il n'est donc pas nécessaire de l'augmenter pour ce motif; seulement il convient de régulariser pour l'avenir l'imputation des dépenses dont il s'agit, en inscrivant la maison d'arrêt de Lille dans le libellé du crédit collectif porté au sous-chapitre I.er du budget pour l'entretien des bâtiments des prisons.

Entretien des bâtiments des casernes de gendarmerie.

Des réparations de simple entretien sont à faire chaque année aux bâtiments des casernes de gendarmerie appartenant au département.

Un crédit de 2,000 fr. est depuis plusieurs années affecté à cet entretien ; il a suffi jusqu'à ce jour aux besoins qui se sont révélés.

Je propose en conséquence au Conseil général d'inscrire une pareille somme de 2,000 fr. pour cet objet au sous-chapitre I.er du budget de 1851.

Traitements des architectes.

Le traitement fixe des architectes du département a été réglé à 5,000 fr. par une décision de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 19 juin 1833.

Je prie le Conseil général d'ouvrir un crédit de cette somme au budget départemental de 1851, sous-chapitre I.er

Concierge de la préfecture.

Conformément à la décision prise par le Conseil général dans sa session de 1849, je propose l'allocation, au sous-chapitre I.er du budget départemental de 1851, d'un crédit de 800 fr. pour le traitement du concierge de la préfecture.

SOUS-CHAPITRE II.

Contributions des propriétés départementales.

Aux termes de la loi du 20 février 1849, l'établissement thermal de Saint-Amand est imposé chaque année à une taxe représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès.

Cette taxe est à la charge du département propriétaire de l'immeuble.

Je propose l'allocation au sous-chapitre II du budget départemental de 1851, d'un crédit de 155 fr. applicable au paiement de la taxe de cette année.

SOUS-CHAPITRE III.

Loyers des hôtels de sous-préfectures.

Le Conseil général a, dans sa session de 1847, autorisé le Préfet à passer, avec le Maire de

Dunkerque ; un bail de neuf années pour la location de l'hôtel de la sous-préfecture, moyennant un loyer de 2,400 francs.

Il résulte de cette décision que les loyers des sous préfectures doivent être portés au budget départemental de 1851 pour les sommes suivantes, d'après les conventions souscrites :

Loyer de la sous-préfecture de Dunkerque.	2,400	»
Idem d'Hazebrouck	1,200	»
Idem de Valenciennes.	2,400	»
Total.	6,000	»

SOUS-CHAPITRE IV.

Mobilier de la préfecture. — Achat d'un tapis.

Le tapis du cabinet du Préfet est dans un état de vétusté et d'usure qui le met absolument hors de service.

Il est porté sur l'inventaire du mobilier sous le N.° 341, et pour une valeur de 350 fr.

Je prie le Conseil général d'en autoriser la mise à la réforme et d'allouer au sous-chapitre IV du budget de 1851 un crédit de 350 fr. pour l'achat d'un nouveau tapis.

Mobilier de la préfecture.

Je me borne à proposer, pour ce qui concerne le mobilier de la préfecture, l'allocation ordinaire de 2,500 fr. affectée aux frais d'entretien.

Le Conseil général a demandé plusieurs fois que l'on mît sous ses yeux les pièces justificatives de l'emploi des fonds alloués, tant pour l'entretien du mobilier que pour l'achat de nouveaux meubles. Il est satisfait à ce vœu par la remise des mémoires et autres documents à l'appui du compte départemental de 1849. C'est au Conseil qu'il appartient de désigner celui de ses bureaux qui sera chargé de la vérification de ces pièces.

Je prie le Conseil de déléguer deux de ses membres pour assister au récolement de l'inventaire du mobilier qui doit être opéré dans le cours de sa session par un employé de l'administration des domaines, en exécution de l'ordonnance du 7 août 1841.

Entretien du mobilier des bureaux de sous-préfecture.

Le crédit affecté aux frais d'entretien du mobilier des bureaux figure au budget de 1851 pour la somme de 350 francs qui a été allouée en 1850, et qui se divise comme il suit :

Dunkerque.	60	»
Hazebrouck.	60	»
Cambrai	60	»
Avesnes.	55	»
Douai.	55	»
Valenciennes.	60	»
Total.	350	»

SOUS-CHAPITRE V.

Gendarmerie.

Indépendamment des casernes de gendarmerie qu'il possède, et dont j'entretiens le Conseil par un rapport relatif au sous-chapitre I.er du budget, le département tient à loyer en ce moment 21 casernes.

Sur cinq baux renouvelés depuis la dernière session, trois, ceux de Bavai, de Trélon et du Câteau, l'ont été aux mêmes conditions après constatation du bon état des bâtiments.

A Armentières, l'état d'insalubrité et la mauvaise disposition de la maison occupée par la brigade ne permettait pas de l'affecter plus longtemps à sa destination. J'ai en conséquence souscrit un bail avec le sieur Villers, qui s'engageait à approprier une maison convenablement située et réunissant toutes les conditions désirables pour assurer un bon casernement. Le prix de location a été fixé à 925 fr. au lieu de 800 fr., prix du bail précédent.

A Marchiennes, le propriétaire s'étant engagé à faire exécuter des travaux d'appropriation et d'assainissement assez considérables, j'ai consenti à renouveler le bail avec une augmentation de 125 fr.

A Solre-le-Château, bien que le bail ne dût prendre fin que le 31 décembre 1853, la maison était dans un état tel qu'il était impossible d'y maintenir plus longtemps la brigade sans de graves inconvénients. La possibilité de trouver un local plus convenable sous tous les rapports s'étant présentée, j'ai fait donner congé au propriétaire actuel et invité M. le Sous-Préfet d'Avesnes à souscrire un autre bail aux conditions précédemment stipulées.

A Bergues également, il est matériellement impossible de laisser la brigade dans le local qu'elle occupe actuellement. D'un autre côté, malgré toutes les recherches, il n'a pu être trouvé une maison propre à l'affectation projetée. L'administration municipale paraîtrait disposée à faire construire une caserne ou à aménager un local convenable à l'hôtel-de-ville; mais le prix du loyer, fixé par M. le Maire à 1,200 fr., me paraît excessif, eu égard à celui actuel qui n'est que de 650 fr. A raison des travaux que nécessitera l'appropriation du local à l'hôtel-de-ville, j'ai fait proposer de porter le prix de location à 800 fr.; si la ville n'agrée pas cette proposition et s'il n'est pas possible de trouver à ces conditions une maison suffisamment disposée pour le service, l'administration sera forcée de transférer la brigade à Wormhoudt, où, d'après les observations qui m'ont été faites, le service de la gendarmerie serait même plus utile qu'à Bergues.

Par une lettre du 17 mai dernier, M. le Ministre de la Guerre a décidé qu'un poste temporaire, composé d'un brigadier et de deux gendarmes, serait établi à Cysoing (arrondissement de Lille).

Ce poste avait été caserné provisoirement dans les deux chambres de la mairie que M. le Maire avait mises à sa disposition; mais ce local, qui aurait été suffisant pour des gendarmes célibataires, ne peut pas l'être pour les gendarmes de Cysoing, qui sont mariés. Après bien des recherches, on est parvenu à rencontrer une maison parfaitement située, sous le double rapport des logements et du service, appartenant au sieur Vion, qui consent à la louer au département au prix annuel de 160 fr., et par bail de six mois, à renouveler à volonté.

Ces conditions m'ayant paru très-avantageuses, j'ai passé avec ledit sieur Vion un bail qui est en ce moment soumis à l'approbatiou de M. le Ministre de la Guerre.

Ces faits accomplis, le montant des baux s'élève aujourd'hui à 17,850 francs, ainsi répartis :

DÉSIGNATION des COMMUNES.	DATE ET DURÉE DES BAUX.	MONTANT DES LOYERS en 1850.	MONTANT DES LOYERS en 1851.
Avesnes	12 janvier 1844 au 31 décembre 1853	1,000	1,000
Bavai	28 août 1849 au 31 décembre 1858	800	800
Landrecies	20 décembre 1848 au 31 décembre 1857	800	800
Maubeuge	10 juillet 1847 au 31 décembre 1856	1,260	1,260
Solre-le-Château	au 31 décembre 1859	450	450
Trélon	25 août 1849 au 31 décembre 1858	750	750
Masnières	Casernement provisoire	900	900
Le Câteau	1.er juin 1849 au 21 septembre 1858	900	900
Solesmes	5 octobre 1847 au 1.er juillet 1857	700	700
Marchiennes	28 février 1850 au 30 septembre 1859	400	525
Bergues	19 avril 1842 au 31 décembre 1850	650	800 (1)
Dunkerque	23 décembre 1842 au 31 décembre 1852	1,180	1,180
Merville	31 mars 1846 au 15 septembre 1855	800	800
Armentières	24 mai 1849 au 31 mars 1859	925	925
Fournes	10 août 1844 au 30 septembre 1853	650	650
Quesnoy-sur-Deûle	20 juin 1847 au 15 septembre 1856	900	900
Condé	11 novembre 1847 au 31 décembre 1856	750	750
Saint-Amand	15 juillet 1843 au 31 août 1852	700	700
Valenciennes	5 décembre 1843 au 29 février 1854	2,000	2,000
Watten	11 décembre 1847 au 1.er septembre 1867	900	900
Cysoing		»	160
Il y aura encore lieu d'inscrire au même chapitre du budget de 1851, article 3, une somme de 800 francs pour indemnités de literie aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé		800	800
Totaux		18,215	18,650

(1) Par prévision.

Le Conseil général a renouvelé l'année dernière le vœu que les démarches les plus promptes et les plus actives fussent faites près du Gouvernement, pour la création immédiate de deux nouvelles brigades dans le département, l'une à Tourcoing, et l'autre à Steenvoorde. Il a également exprimé le désir que des brigades fussent établies à Hondschoote, Dunkerque, Somain et Clary. J'ai successivement transmis ces demandes à MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur, avec tous les développements susceptibles d'en faire apprécier l'importance ; mais jusqu'à présent aucune décision n'a été prise.

Je place sous les yeux du Conseil les vœux des Conseils d'arrondissement relatifs au service de la gendarmerie. Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque insiste particulièrement pour obtenir une seconde brigade à Dunkerque et démontre la nécessité d'une semblable création à Hondschoote. Les motifs sur lesquels s'appuient cette demande me paraissent devoir être pris en grande considération. La brigade demandée pour Hondschoote aurait, ainsi que l'a reconnu le Conseil général, une utilité incontestable. Cette commune est en effet située à l'extrême frontière, et la surveillance qui serait exercée sur ce point contribuerait puissamment à empêcher l'entrée en France des mendiants étrangers qui, en obtenant un gîte dans les fermes isolées, parviennent dans les départements de l'intérieur d'où l'on est obligé de les renvoyer avec des secours de route à la charge des départements.

En résumé, les nouvelles brigades demandées par les Conseils d'arrondissement sont au nombre de huit, savoir :

Tourcoing,
Steenvoorde,
Hondschoote,
Dunkerque (seconde brigade),
Somain,
Clary,
Cambrai (seconde brigade),
Et Berlaimont.

Les motifs invoqués à l'appui de ces demandes sont consignés dans les délibérations des Conseils d'arrondissement, que je dépose avec ce rapport.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck a, dans sa dernière session, exprimé le vœu que la brigade de gendarmerie de Bailleul fût portée à six hommes ayant à leur tête un maréchal-des-logis. Le Conseil motive cette demande sur ce que le grand nombre d'ouvriers que renferme cette ville, sa proximité de la frontière de Belgique, sa position centrale d'où rayonnent un grand nombre de routes et de chemins de grande communication, exigent une brigade plus nombreuse puisqu'elle a à faire la correspondance, à envoyer les accusés à la cour d'assises et les condamnés des arrondissements d'Hazebrouck et de Dunkerque à la maison centrale de Loos, etc.

Il pourrait être donné immédiatement satisfaction au vœu du Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck, en réduisant à cinq hommes la brigade de Cassel. En effet, depuis l'établissement du chemin de fer de Dunkerque, le canton de Cassel exige infiniment moins de surveillance de la part de la gendarmerie que celui de Bailleul. Ce dernier est beaucoup plus important par sa population ouvrière, ses fabriques; sa situation tout à la fois centrale et frontière et ses relations incessantes avec Hazebrouck et Dunkerque.

Je prie le Conseil général de donner son avis sur ce changement qui, selon moi, serait très-désirable dans l'intérêt général, surtout dès qu'une brigade sera établie à Steenvoorde.

SOUS-CHAPITRE VI.

Prisons départementales.

La situation des prisons est un des soins les plus importants dont j'aie eu à me préoccuper. Les réglements généraux et particuliers étaient partout bien observés, mais les détenus étaient laissés dans une pernicieuse et dangereuse oisiveté. Mon premier soin a été de tenter de ramener les choses à leur état régulier, tout en me renfermant dans les dispositions du décret du 9 janvier 1849. Je suis heureux de pouvoir annoncer au Conseil que mes efforts n'ont point été impuissants et que le travail est rétabli dans toutes les prisons, à l'exception, toutefois, de celle d'Avesnes, où se présentent encore des difficultés que la commission de surveillance et le Sous-Préfet s'occupent de surmonter. Ce travail s'opère par voie de régie, sous la direction des directeurs ou gardiens-chefs et sous la surveillance des commissions qui, partout, m'ont aidé puissamment à la réalisation de cette tâche. Je me suis, il est vrai, peu préoccupé de la question secondaire des salaires et n'ai en vue que d'assurer, par un travail qui moralise, la discipline et l'ordre intérieur des prisons.

Il est disposé du produit du travail conformément à l'article 12 de l'ordonnance du 2 avril 1817. Un tiers revient au département, un autre tiers est remis au détenu ; le dernier lui appartient également, mais il ne le touche qu'à sa sortie de prison.

Le tiers appartenant au département est versé provisoirement dans la caisse des prisons. L'année prochaine, lorsque je présenterai au Conseil général le compte de la situation de ce crédit, je lui proposerai de m'autoriser à prélever des indemnités en faveur des employés et agents qui auront été occupés à diriger et à surveiller les travaux.

Avant d'entretenir le Conseil des crédits nécessaires pour assurer le service des prisons pendant l'année 1851, je crois devoir lui présenter un résumé succinct de la situation de ces établissements.

Les commissions de surveillance continuent à remplir avec zèle et dévouement la mission qui leur est confiée. Je me plais à rendre ici en leur faveur ce témoignage de la satisfaction et de la reconnaissance de l'administration.

Le personnel ne laisse rien à désirer. Les employés s'acquittent de leurs devoirs avec activité et intelligence, et savent généralement concilier la fermeté avec l'humanité envers les détenus.

Le service de santé se fait avec soin par les médecins attachés à chacune des prisons. Toutes les maladies dont les détenus sont atteints se traitent dans l'établissement et il est excessivement rare qu'on soit obligé d'avoir recours au transférement dans un hospice.

Les aumôniers, également attachés à chaque maison d'arrêt, remplissent partout leur mission avec un zèle digne de leur caractère.

Chaque dimanche et les jours de fête, ces ecclésiastiques célèbrent la messe et les offices religieux. Une instruction est en outre faite aux détenus une ou plusieurs fois la semaine.

Les cahiers des charges pour l'entreprise sont bien observés. La nourriture est bonne et les effets de couchage sont fournis en quantité suffisante. Les adjudications qui viennent d'avoir lieu dans trois prisons ont amené des rabais assez sensibles. Ainsi le prix de la journée qui était encore :

à Douai de 52,75	est descendu	à 46,97
à Cambrai de 53,99	—	à 49,14
à Hazebrouck de 51,50	—	à 47,22

La situation générale des bâtiments est aussi satisfaisante que le permet la disposition actuelle. La séparation des sexes est complète, et l'ordre et la propreté règnent partout.

Ces établissements exigent encore de salutaires modifications; mais elles ne sauraient être entreprises que lorsque une loi aura définitivement fixé le régime pénitentiaire. Je propose cependant de faire dès à présent l'acquisition de deux maisons contiguës à la prison de Valenciennes et qui, réunies à cet établissement, permettront d'établir une meilleure classification des détenus.

Quant aux réparations indispensables, elles font l'objet d'un rapport spécial.

La dépense du service des prisons se divise en cinq articles qui sont énumérés au sous-chapitre VI du budget départemental

L'article premier comprend les dépenses du personnel et les frais de greffe. Ces dépenses varient peu et je propose au Conseil de maintenir les allocations de cette année, sauf les deux augmentations ci-après.

La première de 25 fr. pour l'un des gardiens de la maison d'arrêt de Lille, qui a atteint une période de cinq années de services sans encourir de punition grave.

La 2.e, de 600 fr., pour le traitement d'une troisième sœur surveillante qui, depuis plusieurs années, est attachée à cette prison. Les travaux dont les deux sœurs sont chargées rendaient cette aide indispensable, et il me paraît juste de rémunérer les services que la sœur auxiliaire rend à la maison.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a demandé qu'un second gardien fût attaché à la prison de cette ville. Dans l'état de la disposition actuelle des bâtiments, la nécessité de cette création ne me paraît point bien démontrée, et je pense qu'il convient d'ajourner toute décision à cet égard jusqu'à ce que les travaux projetés aient permis d'établir une meilleure classification.

L'art. 2 embrasse l'entretien et la nourriture des détenus. Il est à la fois le plus important et le plus variable, puisqu'il suit les mouvements de la population. Cette population, qui était en moyenne, en 1849, de 842 détenus, est descendue, pour le 1.er semestre de cette année, au chiffre de 761, ainsi que le constate l'état suivant :

POPULATION MOYENNE.

DÉSIGNATION des PRISONS.	ANNÉES										1850, 1.er semestre.
	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	
Avesnes.....	49	54	59	51	51	58	76	75	76	83	68
Cambrai.....	44	47	37	68	65	53	56	80	54	53	49
Douai.....	141	157	150	196	145	120	137	268	210	185	156
Dunkerque.....	54	56	48	48	50	52	52	55	53	72	84
Hazebrouck.....	91	97	104	107	96	92	113	110	77	102	102
Lille.....	202	177	232	262	283	221	262	301	250	254	213
Valenciennes.....	98	50	67	88	79	64	74	99	64	93	89
	679	638	697	820	769	660	770	988	784	842	761

Je crois devoir néanmoins baser mes propositions pour 1851, comme pour 1850, sur une population moyenne de 800 détenus, soit une somme de. . . . . 150,200 »
Le crédit ouvert au budget de 1850 s'élève à. . . . . 158,098 »

Différence. . . . . 7,898 »

Cette différence provient des rabais obtenus lors des dernières adjudications.

Le résumé ci-après fait ressortir les économies qui pourront résulter des adjudications comparées de 1847 et 1849-50.

	PRIX DE JOURNÉE.	
	1847-1848.	1849-1850.
Avesnes.	54 c. 50 mill.	53 c. » mill.
Cambrai	68 »	49 14
Douai.	58 »	46 97
Dunkerque.	68 »	62 50
Hazebrouck.	59 »	51 50
Lille..	56 75	48 99
Valenciennes.	55 »	50 75

Le prix moyen de journée calculé sur le nombre des journées de 1849, qui était de 58 c. 54 mill. en 1847, se trouve donc réduit aujourd'hui à 50 c. 60 mill., ou environ 24,000 fr. de diminution sur la dépense par année. Cette réduction est due aux modifications introduites par l'administration dans les prescriptions du cahier des charges pour amener plus sûrement une concurrence et prévenir les prétentions exagérées des entrepreneurs. Le travail à donner aux détenus ne fait plus partie des conditions du marché, les obligations de l'entrepreneur ont été précisées de manière à ce qu'aucune charge imprévue ne pût lui être imposée. Le service enfin a été divisé en deux parties, savoir :

Le régime alimentaire d'une part ;

Et, de l'autre, la fourniture des effets d'habillement et de couchage, le chauffage, l'éclairage, etc.

Il est à remarquer encore, ainsi que je viens de le dire, que le département bénéficiera du tiers du produit du travail qui était abandonné précédemment à l'entrepreneur.

L'usage d'un compteur pour l'éclairage au gaz de la maison d'arrêt de Lille a amené une économie de près de 500 fr. sur le prix fixe annuel de 4,284 fr. payé précédemment. Le chiffre de 4,000 fr. me paraît toutefois devoir être maintenu pour parer aux éventualités.

Les dépenses d'infirmerie, qui figurent au budget de 1850 pour 3,550 fr., sont portées au projet de budget de 1851 à 5,000 fr., afin de les rapprocher du chiffre réel résultant de la moyenne des trois dernières années. J'y ai ajouté en outre une somme de 22 fr. 40 cent. pour achat de linge à mettre à la disposition du médecin de la maison d'arrêt de Dunkerque.

L'article 3 ne comprend que les dépenses de la chapelle et de l'école. Mon prédécesseur est entré l'année dernière dans des explications pour motiver l'augmentation, du reste très-minime, du

crédit applicable à l'instruction des détenus de Lille et de Douai, et qui a été occasionnée par le départ des frères surveillants, au remplacement desquels il a fallu pourvoir par des frères de la doctrine chrétienne à Lille et par un instituteur laïque à Douai. Cette augmentation est reproduite au budget de 1851.

La commission de surveillance de la maison d'arrêt de Dunkerque demande l'autorisation de faire l'acquisition de divers objets indispensables à la célébration du culte. J'ai compris dans le projet de budget cette dépense, qui est évaluée à 246 fr. 45 c.

L'article 4, relatif aux chambres ou dépôts de sûreté, se compose de la nourriture des prévenus et condamnés passagers et du traitement du concierge. Par suite du grand nombre des passagers, le crédit de 4,400 fr. a toujours été insuffisant. Il convient de le porter à son chiffre réel, soit 6,000 fr.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a appuyé la demande du Conseil municipal de Landrecies, tendant à ce que le traitement du concierge fût supporté par le département. Cette demande me paraît devoir être accueillie. En effet, d'après le livret, arrêté le 11 février dernier par M. le Ministre de la Guerre, la ville de Landrecies figure au nombre des gîtes d'étapes; mais Bavai a cessé d'y être compris, et il y aura lieu dès-lors de substituer Landrecies à Bavai. Cette dernière ville devra, aux termes de l'arrêté préfectoral du 1.er octobre 1811, pourvoir au traitement du concierge du dépôt, qui deviendra maison de police municipale.

Il ne reste maintenant que l'article 5, qui comprend les dépenses communes aux diverses prisons.

Les motifs de l'augmentation de crédit que je propose pour les dépôts de sûreté se reproduisent également pour les maisons de police municipale. Aussi ai-je cru devoir porter à 2,000 fr. la somme de 1,600 fr. allouée au budget de 1850.

Je porte également de 600 à 1,000 fr. le crédit pour les frais d'impression qui sont devenues plus considérables, par suite de la mise en régie des travaux industriels.

D'un autre côté, je réduis de 800 à 600 fr. les frais de bureau des commissions de surveillance. Cette dernière somme me paraît suffisante, d'après les propositions faites par les commissions de surveillance elles-mêmes.

Le crédit de 206,080 fr. 85 c., que je propose pour 1851, serait réparti ainsi qu'il suit :

Art. 1.er Administration :

Traitements sujets à la retenue	21,875	»
Traitements non sujets à la retenue	12,000	»
Frais de greffe	225	»
	34,100	»

Art. 2. Régime économique :

Nourriture des valides	150,200	»
Éclairage	4,000	»
Dépense d'infirmerie	5,022	40
	159,222	40

Art. 3. Dépenses diverses :

Service de la chapelle.	866	45
Service de l'école.	1,292	»
	2,158	45

Art. 4. Dépenses des chambres ou dépôts de sureté.	6,000	»

Art. 5. Dépenses communes aux diverses prisons du département :

Frais d'impression.	1,000	»
Frais de bureau des commissions de surveillance.	600	»
Frais de tournée de l'Inspecteur des prisons départementales.	600	»
Dépenses des maisons de police municipale.	2,000	»
Achats de livres à mettre à la disposition des détenus.	400	»
	4,600	»

RÉCAPITULATION.

Art. 1.er Administration.	34,100	»
Art. 2. Régime économique.	159,222	40
Art. 3. Dépenses diverses.	2,158	45
Art. 4. Dépenses des dépôts de sûreté.	6,000	»
Ari. 5. Dépenses communes aux diverses prisons.	4,600	»
Total.	206,080	85
La somme votée pour 1850 étant de.	209,719	»
Il en résulte une différence en moins de.	3,638	15

Le Conseil général a renouvelé le vœu :

1.° Qu'il fût promptement présenté une loi qui permette d'introduire dans les prisons une réforme salutaire que le système actuel rend impossible ;

2.° Que le prix des journées des délinquants recommandés par les administrations financières fût remboursé au département ;

3.° Que le travail fût rétabli dans les maisons d'arrêt, sans nuire au travail libre.

Le dernier de ces vœux se trouve réalisé. Les deux autres ont été recommandés à l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur.

SOUS-CHAPITRE VII.

Loyer du palais-de-justice de Dunkerque.

Le Conseil municipal de Dunkerque demande que le loyer payé par le département pour la jouissance du palais-de-justice de cette ville, aujourd'hui fixé à 1,200 fr., soit élevé à la somme

de 2,000 fr., montant de la valeur locative qui a été attribuée à cet édifice par une expertise faite en 1807.

Le Conseil d'arrondissement appuie cette demande.

Le Conseil général voudra sans doute avant de statuer, que son opinion sur la valeur locative de l'immeuble dont il s'agit soit éclairée par une nouvelle estimation contradictoire. J'aurai soin de faire procéder à cette opération, s'il la juge nécessaire, et l'affaire se représentera l'année prochaine avec une instruction complète.

Loyers des bâtiments des tribunaux.

Les loyers des bâtiments affectés aux tribunaux et qui n'appartiennent pas au département doivent continuer à rester fixés, pour 1850, de la manière suivante :

1.° Tribunal civil de Dunkerque, ancienne convention.	1,200	»
2.° Tribunal civil d'Hazebrouck, bail de 18 ans, passé le 10 janvier 1845 et approuvé par ordonnance du 26 mai suivant.	1,500	»
3.° Tribunal civil et tribunal de commerce de Cambrai, bail de 15 ans, passé le 21 novembre 1843 et approuvé par ordonnance du 5 août 1844.	4,400	»
Total des loyers.	7,100	»
On doit ajouter au même crédit les frais d'entretien du corps-de-garde du palais-de-justice de Douai, évalués à.	400	»
Total de l'allocation à porter au sous-chapitre VII, article 2, du budget de 1851.	7,500	»

Entretien du mobilier des tribunaux.

Un crédit de 1,000 fr. est ouvert chaque année au budget départemental pour l'entretien du mobilier des tribunaux.

Cette somme a toujours suffi ; elle suffira encore sans doute en 1851 pour couvrir les dépenses du service auquel elle s'applique. Je prie en conséquence le Conseil général d'inscrire une allocation de même importance au sous-chapitre VII du budget départemental du prochain exercice.

Cour d'assises et tribunaux. — Achat ou renouvellement du mobilier.

Les crédits demandés pour 1851 sont les suivants :

Tribunal civil de Dunkerque. — Réparations diverses, 178 fr.

Il n'y a pas lieu d'ouvrir un crédit spécial pour cette faible dépense, que j'imputerai sur le crédit ordinaire d'entretien.

Même tribunal. — Achat de lampes, flambeaux, renouvellement de rideaux, etc., etc., 1,289 fr. 53 c.

Conformément à l'avis du Conseil d'arrondissement, il y a lieu de déduire de cette somme quatre articles montant ensemble à 114 fr. 50 c. qui paraissent devoir être à la charge de la ville propriétaire des bâtiments, comme constituant des dépenses immobilières ; il reste ainsi. 1,175 03

Tribunal de commerce de Valenciennes. — Achat de chancelières pour MM. les juges et objets divers. . . . . 133 »

Tribunal de première instance de Douai. — Renouvellement et restauration du mobilier : dépense évaluée à 1,500 fr. Une somme de 800 a été allouée pour cet objet en 1850 ; il reste à créditer au budget de 1851. . . . . 700 »

Tribunal d'Avesnes. — MM. les membres du tribunal se plaignent de l'insuffisance et de l'état défectueux du mobilier du palais-de-justice et demandent instamment qu'il soit complété et amélioré. Un devis est présenté pour l'ameublement du cabinet de M. le Président de la chambre du conseil et de la chambre d'instruction ; il s'élève à la somme de. . . . . 1,500 »

Ces divers articles de dépense me paraissant devoir être alloués, je prie le Conseil de vouloir bien en inscrire le montant au sous-chapitre VII du budget.

Menues dépenses et frais de parquet des cour d'assises et tribunaux.

Les menues dépenses et frais de parquet de la cour d'assises et des tribunaux ont été alloués ainsi qu'il suit au budget départemental de 1850 :

1.° Cour d'assises.			1,400 »
2.° Tribunal de première instance de Lille (y compris une augmentation de 700 fr. votée en vertu d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur du 21 août 1844).			3,500 »
3.° Tribunal de première instance de Douai			1,600 »
4.°	Idem	Valenciennes	1,500 »
5.°	Idem	Avesnes	1,200 »
6.°	Idem	Cambrai	1,400 »
7.°	Idem	Dunkerque	1,300 »
8.°	Idem	Hazebrouck.	900 »
9.°	Idem	de commerce de Lille.	1,200 »
10.°	Idem	Dunkerque	600 »
11.°	Idem	Valenciennes	500 »
12.°	Idem	Cambrai	700 »
13.° Tribunal de simple police de Lille.			200 »
14.° Tribunaux de simple police de Cambrai, Douai, Dunkerque et Valenciennes, à 80 fr. chacun.			320 »
15.° Tribunaux de simple police de Bailleul et du Quesnoy, à 70 fr.			140 »
16.°	Idem	Tourcoing.	60 »
17.°	Idem	d'Avesnes, d'Hazebrouck et de Saint-Amand, à 50 fr. l'un.	150 »
		Total.	16,670 »

Je propose l'allocation de cette somme au budget de 1851.

Aucun changement n'est proposé dans les crédits applicables aux dépenses suivantes :

Art. 7. Menues dépenses des justices de paix.	4,770 »
Art. 8. Traitement du concierge conservateur du palais-de-justice de Lille. .	800 »
Art. 9. Traitement du concierge du palais-de-justice de Valenciennes.	250 »

SOUS-CHAPITRE VIII.

Corps-de-garde de la préfecture.

Les frais d'entretien, chauffage et éclairage du corps-de-garde de la préfecture donnent lieu chaque année à une dépense d'environ 500 fr. Je propose l'allocation de cette somme au budget de 1851.

SOUS-CHAPITRES IX ET XVII.

Routes départementales.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les rapports de MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées sur la situation des routes départementales.

Ces routes, au nombre de 17, présentent ensemble un développement d'environ 342 kilomètres, dont 227 en pavé et 115 en empierrement.

Les allocations que le Conseil général consacre chaque année à leur amélioration et à leur entretien maintiennent ces voies dans l'état le plus satisfaisant.

MM. les ingénieurs ne laissent pas néanmoins de pratiquer dans les dépenses de la première catégorie toutes les réductions compatibles avec les intérêts de la bonne viabilité des routes. Ainsi ces dépenses, qui s'élevaient pour 1848 à 236,666 fr. n'ont été, pour 1850, que de 176,700 fr., ce qui donne une diminution de près de 60,000 fr. Les allocations demandées pour 1851 ne s'élèvent qu'à 164,700 fr., et présentent par conséquent une nouvelle économie de 12,000 fr.

Ces réductions dans les charges de l'entretien normal laissent au Conseil général plus de latitude pour les travaux neufs et les améliorations que réclament certaines parties de nos routes départementales.

Le réglement des dépenses de la première catégorie a présenté pour 1850 une difficulté.

Le Conseil général avait porté dans la première section du budget de cette année, où la loi a marqué sa place, l'intégralité des crédits nécessaires pour l'entretien des routes départementales. Mais le département ayant eu à subir une diminution de 105,000 fr. dans la portion qui lui était précédemment allouée sur le premier fonds commun, la première section s'est trouvée en déficit de 81,586 fr.

Le Ministre, au lieu d'allouer au département le supplément d'allocation nécessaire pour combler ce déficit, a réduit les dépenses pour les mettre en rapport avec les recettes, et il en est résulté que la réduction, qui était de 81,586 fr., a pesé toute entière sur le crédit destiné à l'entretien des routes.

La suppression d'une partie importante de la dotation ordinaire pouvait avoir, pour la conservation des routes départementales, de très-graves conséquences. Il était urgent d'aviser; dans ce but, je propose au Conseil général, dans un autre rapport, de compléter les allocations nécessaires, pour l'année courante, à l'entretien des routes départementales, en y affectant, par une opération de virement, des sommes qui avaient été réservées pour l'acquittement d'une partie des dettes du département. J'ai l'espoir que l'assemblée donnera son adhésion à cette opération, qui me paraît indispensable pour assurer le maintien des routes dans leur état de bonne viabilité.

Les deux rapports ci-joints de M. l'ingénieur en chef contiennent des renseignements précis et des observations pleines d'intérêt sur la situation par nature de travaux, des dépenses d'entretien

effectuées en 1848 et 1849, sur l'importance des diverses routes, au triple point de vue de la circulation, de la densité des populations et des impôts directs, sur l'avenir de certaines d'entre-elles, par l'effet de la circulation qui s'établit sur les chemins de fer, sur l'état actuel de ces routes et sur les perfectionnements dont elles sont susceptibles; enfin sur la mesure dans laquelle il sera possible d'avancer, à cet effet, pendant les années ultérieures, dans la voie des améliorations et travaux neufs à entreprendre.

Ces rapports se recommandent à toute l'attention de l'assemblée.

Le département du Nord a jusqu'ici pourvu à l'entretien intégral de la route N.° 9. Cependant cette route rencontre dans son parcours deux enclaves ayant ensemble un développement de 5 kil. 68, et qui appartiennent au territoire du Pas-de-Calais. La route N.° 16 est également toute entière à la charge de notre budget, bien qu'elle présente aussi des enclaves à ses deux extrémités.

Or, il serait de toute justice que le département du Pas-de-Calais entretînt à l'avenir les portions de routes qui traversent son territoire et servent aux communications de ses habitants. Mais un fractionnement si excessif étant contraire aux conditions d'un bon service, j'ai, sur la proposition de M. l'ingénieur en chef, proposé à mon collègue de prendre à la charge de son département la route N.° 16, dont le parcours sur le Nord est de 5 kil. 18, moyennant quoi le département du Nord continuerait d'entretenir les 5 kil. 68 de la route N.° 9, qui forment enclave sur le territoire du Pas-de-Calais. Cette affaire sera sans doute portée devant le Conseil général du département voisin; j'en ferai connaître la suite à l'assemblée lors de sa prochaine session.

Pour éclairer son opinion sur les propositions de classement de nouvelles routes départementales qui pourraient lui être ultérieurement faites, le Conseil a demandé, en 1849, qu'un tableau des chemins de grande communication, dans l'ordre de leur utilité, fût dressé par M. l'ingénieur en chef.

Je mets ce travail sous les yeux de l'assemblée.

Conformément aux observations émises par le Conseil dans sa session de 1848, M. l'ingénieur en chef du département a proposé, dans son rapport de l'an dernier, de convertir en traitement fixe au taux de 4,000 francs, les remises proportionnelles précédemment allouées aux ingénieurs sur les travaux des routes départementales. L'assemblée a accueilli cette proposition, et, en conséquence, a porté aux sous-chapitres IX et XVII du budget de 1850, les crédits nécessaires au paiement des honoraires réglés d'après ce nouveau mode. Mais M. le Ministre de l'Intérieur à qui j'ai transmis la délibération du Conseil, vient de me faire connaître qu'il ne lui paraît pas possible d'autoriser l'exécution de cette mesure, en présence des instructions sur la matière et notamment du réglement de comptabilité du 30 novembre 1840, qui a consacré le principe des remises proportionnelles, et qu'en conséquence il convient de continuer à faire application du mode de rémunération suivi jusqu'ici, aussi longtemps que les dispositions prescrites à cet égard par le réglement n'auront pas été modifiées.

Comme l'assemblée le remarquera, M. l'ingénieur en chef a établi son projet de budget des routes départementales de manière à ce que les dépenses ordinaires et extraordinaires pour les routes actuellement classées soient renfermées dans un chiffre normal de 300,000 francs. Les charges du département pour ce service se sont élevées à des sommes bien supérieures dans les années précédentes, et il y a lieu de se féliciter que l'achèvement des travaux de construction et les économies introduites dans les dépenses d'entretien permettent aujourd'hui de réduire d'une manière notable cette partie du budget.

Les propositions relatives aux dépenses de la première catégorie se résument comme suit :

Route N.° 1,	de Lille à Valenciennes.	10,000 fr.	»c.
» N.° 2,	de Lille à Ypres.	7,600	»
» N.° 3,	de Douai à Tournai.	6,000	»
» N.° 4,	de Bouchain à Tournai.	6,000	»
» N.° 5,	d'Avesnes à Philippeville.	7,000	»
» N.° 6,	de Landrecies à Chimay.	23,000	»
» N.° 7,	de Condé à Mons.	4,000	»
» N.° 8,	de Condé à Saint-Amand.	4,000	»
» N.° 9,	de Lille à Saint-Omer.	20,000	»
» N.° 10,	de Valenciennes à Bohain	15,700	»
» N.° 11,	de Cambrai à Guise.	8,600	»
» N.° 12,	d'Avesnes au Quesnoy.	18,000	»
» N.° 13,	de Maubeuge à Maroilles.	12,000	»
» N.° 14,	de Lille à Courtrai.	10,700	»
» N.° 15,	de Dunkerque Furnes	4,000	»
» N.° 16,	de La Bassée à Estaires.	3,600	»
» N.° 17,	d'Hazebrouck à Aire.	4,500	»
	Total pour l'entretien.	164,700	»

Je prie le Conseil de vouloir bien allouer ces crédits que j'ai inscrits à la première et à la deuxième section du budget.

Les demandes de M. l'ingénieur en chef pour les dépenses extraordinaires à faire sur les routes départementales me paraissent devoir être également allouées suivant le détail ci-après :

Route N.° 2.

Amélioration des passages à la sortie de Lille par la porte d'Ypres.	8,000	»
Le Conseil a été saisi en 1848 d'un projet dressé par M. Kolb, pour l'élargissement de cette sortie ainsi que de celle de la route N.° 14, mais il n'a pu y donner suite à cause de l'élévation de la dépense qui était évaluée à 62,900 fr. Le nouveau projet, tout en faisant abstraction de l'élargissement des ponts et du percement de portes particulières pour les piétons, réalisera une amélioration très-satisfaisante pour la circulation.		
Construction d'un trottoir depuis Saint-André jusqu'à Wambrechies.	5,000	»

Route N.° 4.

Amélioration de la route et élargissement depuis la sortie de Marchiennes sur une étendue de quatre kilomètres vers Orchies.	2,000	»
Report. . . .	15,000	»

REPORT.	15,000	»

Route N.° 9.

Remaniement des parties dégradées et des profils altérés.	10,500	»

Route N.° 10

Remaniement à effectuer entre Vendegies et Solesmes.	6,000	»
Réparation des parties reçues du prolongement du Câteau à Bohain.	5,000	»
Contingent du département dans la dépense supplémentaire à faire pour la rectification du tracé de la traverse du Câteau. (J'indique plus loin la situation de cette affaire.)	12,000	»
Amélioration du pavage de la porte Famars , à Valenciennes. Ce travail est réclamé afin d'obvier aux dangers que présentent le peu de largeur , la sinuosité et les pentes rapides de ce passage.	7,500	»

Route N.° 14.

Amélioration des passages à la sortie de Lille par la porte de Roubaix. Les motifs pour ce crédit sont les mêmes que pour la route N.° 2.	8,000	»

Travaux du prolongement de la route entre Tourcoing et le Blanc-Four. La dépense prévue est de 51,500 francs , sur quoi il a déjà été crédité :

1.° Au budget de 1849. . .	14,390	84	
2.° » de 1850. . .	30,000	»	
Total. . .	44,390	84	
Il ne reste donc à créditer pour solde , en 1851 , que	7,109	16	

M. l'ingénieur en chef , en demandant un nouveau crédit de 17,000 francs, n'a pas tenu compte de l'allocation primitive de 14,390 fr. 84 c. qui n'a point encore reçu son emploi , il est vrai , mais qui est comprise dans le budget de report de 1849 sur 1850. Je ne porte ici en conséquence que le solde montant à. 7,109 16

Route N.° 12.

Achat d'un rouleau compresseur pour faciliter la prise des matériaux de rechargement sur cette route et sur celle N.° 13.	3,000	»

Route N.° 15.

Continuation du trottoir, plantations et banquettes commencées depuis deux ans le long de cette route.	1,500	»
A REPORTER.	75,609	16

Report.	75,609	16

Route N.° 17.

Solde des travaux adjugés en 1849, pour le rechargement de cette route. . .	8,250	»
Rectification de la rampe de Boeseghem.	1,750	»

Route N.° 18, de Béthune à Armentières.

Deuxième crédit à valoir sur les travaux de cette route	15,000	»

Route projetée de Roubaix à Saint-Amand.

Premier à-compte sur la dépense du trottoir à établir entre Roubaix et Lannoy.	3,502	84
Ensemble.	104,112	»

Ainsi les crédits demandés s'élèvent :

Pour la première catégorie, à.	164,700	»
Pour la seconde, à	104,112	»
Total.	268,812	»

A quoi il faut ajouter :

1.° Les indemnités proportionnelles à allouer aux ingénieurs sur les bases posées dans les circulaires des 12 juillet 1817 et 20 août 1846, savoir :

4 p. % sur les premiers 40,000 fr.	1,600	»	
1 p. % sur le surplus, montant à 228,800 fr.	2,288	»	
	3,888	»	3,888 »

2.° Les autres dépenses de personnel, qui consistent dans les articles suivants :

Traitement des conducteurs.	21,000	»	
Frais de déplacement.	2,000	»	
Indemnités, gratifications	2,000	»	
Frais d'impression.	500	»	
Préposés des ponts à bascule.	1,800	»	
	27,300	»	27,300 »
Total général des dépenses.	300,000	»	

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai demande l'adoucissement de la rampe très raide qui existe dans la commune d'Esnes, sur la route N.° 11, de Cambrai à Guise. D'après le rapport de l'ingénieur ordinaire, cette rampe n'est que de 0,04 par mètre. La nécessité de l'amélioration demandée sera néanmoins examinée.

J'ai à rendre compte au Conseil de l'état de quelques affaires spéciales qui ont été l'objet de ses délibérations en 1849.

Prolongement de la route N.° 14, entre Tourcoing et le Blanc-Four.

Mon prédécesseur a fait connaître au Conseil, en 1849, qu'il n'avait point encore reçu le décret de M. le Président de la République prononçant le classement définitif de cette partie de route.

Ce décret est intervenu sous la date du 11 septembre 1849; en conséquence, les travaux à faire pour la construction du prolongement ont été mis en adjudication; ils sont maintenant en cours d'exécution.

Route N.° 18, de Béthune à Armentières.

Mon prédécesseur a transmis le 21 septembre 1849, à M. le Ministre des Travaux publics, les pièces relatives au projet de classement de la partie de route qui s'étend sur le territoire du Nord.

Aucune décision n'est encore intervenue, mais le projet n'a été non plus l'objet d'aucune objection de la part de l'autorité supérieure; j'espère que le classement ne tardera pas à être prononcé.

Un crédit de 10,000 fr. a été ouvert au budget de 1850, pour le paiement d'un premier à-compte sur les travaux de construction de cette route, que les prévisions des ingénieurs ont évalués à 30,000 francs. J'ai proposé plus haut l'allocation d'un second crédit de 15,000 francs.

Route N.° 10. — Modification de tracé dans la traverse du Câteau.

Le Conseil général a été saisi l'année dernière d'une demande du Conseil municipal du Câteau ayant pour but d'obtenir le changement du tracé de la route N.° 10, dans la traverse de cette ville. La dépense à faire pour cette rectification étant évaluée à 18,000 fr., mon prédécesseur avait cru devoir appeler la ville du Câteau à y contribuer pour 10,000 fr., attendu que tout en améliorant les conditions de la circulation, le nouveau tracé procurait à la localité d'incontestables avantages. Mais l'administration municipale n'avait pas répondu à cet appel, et s'était bornée à persister dans son vœu, sans voter aucun subside. Dans cet état de choses, le Conseil général a déclaré qu'il n'avait point de résolution définitive à prendre, mais que si la ville du Câteau voulait concourir à la dépense dans la proportion du tiers, soit pour une somme de 6,000 fr., il y aurait lieu d'admettre le changement proposé dans le tracé de la route.

Par suite de cette décision, la commune du Câteau a voté la cotisation de 6,000 fr. qui lui était demandée. J'ai alors procédé à l'instruction de l'affaire dans les formes ordinaires, et les pièces en ont été adressées à l'autorité supérieure.

M. le Ministre, après examen, m'a renvoyé le projet, en demandant l'étude des modifications à faire pour faire disparaître un coude brusque que présente le nouveau tracé de la traverse. MM. les ingénieurs ont procédé à cette étude, et ils proposent, comme moyen de remédier à l'inconvénient signalé, deux nouvelles directions; l'une, plus parfaite, comme tracé, porterait la dépense à 40,000 fr.; l'autre, moins droite, mais plus favorable sous le rapport des pentes, pourrait être éalisée avec 32,000 fr. seulement.

Je pense, avec M. l'ingénieur en chef, qu'il y a lieu d'adopter le deuxième mode de rectification,

qui me paraît répondre d'une manière suffisante aux objections de l'autorité supérieure. Il y aurait, pour couvrir la dépense nécessaire, 1.° le rabais produit par l'adjudication du prolongement de la route; 2.° la cotisation de 6,000 fr. offerte par la ville du Câteau, et 3.° l'allocation de 12,000 fr. que le Conseil général a en quelque sorte promise, en 1849, pour la rectification de la traverse.

DERNIERS CLASSEMENTS VOTÉS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL.

Route de Cassel à la frontière par Steenvoorde.

Le Conseil général ayant, en 1849, émis le vœu que cette voie qui forme le N.° 18 des lignes de grande communication fut élevée au rang de route départementale, j'ai fait procéder aux formalités d'enquête nécessaires, et il n'en est résulté ni réclamation ni opposition.

MM. les ingénieurs, que j'ai consultés, m'ont fait connaître qu'après l'exécution des travaux d'amélioration à faire, en 1850, sur le fonds d'entretien, le chemin se trouvera dans un bon état de viabilité; qu'à la vérité il serait utile de rectifier les pentes et les rampes rapides que le chemin présente dans quelques-unes de ses parties, mais qu'il convient d'ajourner la dépense considérable qu'exigeraient ces rectifications jusqu'à ce que l'importance de la route en ait fait reconnaître la nécessité. Je partage entièrement cette opinion; il n'y aura donc aucune dépense à faire par suite du classement de la ligne dont il s'agit.

L'affaire, en cet état, ne m'ayant paru présenter aucune difficulté, j'en ai soumis les pièces à l'autorité supérieure; mais M. le Ministre des Travaux publics me fait remarquer que l'enquête à laquelle le projet a été soumis, n'ayant eu lieu qu'après le vote du Conseil général, il faut, aux termes de la loi du 20 mars 1835, que le Conseil soit appelé à se prononcer définitivement. Je dépose en conséquence le dossier de cette affaire entre les mains de l'assemblée, en la priant de vouloir bien prendre une nouvelle délibération sur son objet.

Route de Roubaix à Tournai et Saint-Amand.

Le Conseil a, dans sa dernière session, maintenu son vœu pour le classement du chemin de grande communication N.° 12, comme route départementale; il a en même temps exonéré la ville de Roubaix de la condition qu'il lui avait imposée, en 1848, de construire un trottoir entre cette ville et Lannoy.

MM. les ingénieurs pensent que ce trottoir est néanmoins un travail utile qu'il importe d'exécuter aux frais du département, dans l'intérêt des fréquentes communications de personnes à pied entre Lannoy et Roubaix. Cette dépense me paraît en effet devoir être acceptée; elle n'est évaluée d'ailleurs qu'à 15,000 francs.

Muni de toutes les pièces nécessaires, j'ai fait procéder, dans l'intervalle des sessions, aux formalités d'enquête voulues par les lois et réglements. Ces formalités n'ont soulevé aucune réclamation et l'affaire me paraît maintenant complètement instruite. J'ai l'honneur d'en déposer les pièces entre les mains du Conseil général.

Je dois toutefois faire remarquer à l'assemblée que le chemin N.° 12 emprunte, à partir de Lannoy jusqu'à Hem, la ligne de grande vicinalité N.° 6, de Lille à Lannoy. Or, il m'a paru qu'il y avait lieu de donner à la nouvelle route départementale un parcours continu et complet, et, par

conséquent, d'y comprendre la section d'Hem à Lannoy; c'est dans ces conditions que j'ai fait procéder à l'enquête.

D'un autre côté, l'embranchement sur Tournai du chemin N.° 12, est loin d'avoir la même importance que la partie de ce chemin qui se dirige vers Saint-Amand. Je pense qu'il convient de ne pas le comprendre dans le classement de la route et de le conserver à la vicinalité, en le réunissant à la partie du chemin de grande communication N.° 6, comprise entre Lille et Hem, ainsi que la proposition en est faite ailleurs. (Voir à cet égard le rapport sur la grande vicinalité.)

Je prie en conséquence l'assemblée de vouloir bien :

1.° Confirmer et réitérer le vœu qu'elle a émis pour le classement de la ligne de Roubaix à Saint-Amand, abstraction faite de l'embranchement sur Tournai, et en y comprenant la partie du chemin N.° 6 qui s'étend d'Hem à Lannoy;

2.° Allouer au sous-chapitre XVII du budget de 1851, le crédit de 3,502 fr. 84 cent. que j'ai inscrit plus haut pour premier à-compte sur la dépense de construction de trottoir et de remaniement à faire entre Lannoy et Roubaix.

SOUS-CHAPITRE X.

Enfants trouvés et abandonnés; orphelins pauvres et enfants secourus.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général l'état du mouvement de la population et celui des dépenses des enfants élevés aux frais du département pendant l'année 1849.

Ces enfants appartiennent à quatre catégories, savoir : enfants trouvés, enfants abandonnés, orphelins pauvres et enfants de filles-mères indigentes temporairement secourus.

Il résulte du tableau de la population que le nombre des enfants des trois premières catégories, qui était, au 1.er janvier 1849, de 730, s'est trouvé réduit à 642 au 31 décembre, parce que si les admissions pendant l'année se sont élevées à 127, les sorties des enfants qui ont atteint l'âge de douze ans, qui ont été retirés par leurs parents ou qui sont décédés, représentent un nombre de 215, de sorte que la réduction a été de 88. La diminution en 1848 avait été de 164. Les résultats du choléra ont probablement influé sur cette différence.

Les enfants secourus temporairement étaient, au 1.er janvier 1849, au nombre de 134. Il en a été admis 246 nouveaux pendant l'année. Mais 108 ont été éliminés par suite de suppression des secours, et 77 sont décédés; de sorte qu'il en restait 195 au 31 décembre 1849.

En 1848, le nombre des enfants secourus avait été de 266, tandis qu'en 1847 il n'avait été que de 196. Cette progression est la conséquence de la crise industrielle qui a pesé si lourdement sur les classes ouvrières. Il était nécessaire, dans de pareilles circonstances, de donner aux secours une certaine extension pour déterminer les mères à conserver leurs enfants. Cette mesure était commandée par la moralité non moins que par l'économie.

Le nombre moyen des enfants trouvés, abandonnés et orphelins, entretenus pendant toute l'année 1849, a été de 698, en divisant par 365 le nombre de journées d'entretien, soit 247,272. Sur le nombre de 698, il y a eu 41 décès, c'est-à-dire 1 sur 17. La proportion, en 1847 et 1848, avait été de 1 sur 27. L'augmentation doit être attribuée à des causes accidentelles, parmi lesquelles le choléra doit encore être compté pour une grande part.

Les décès des enfants secourus temporairement ont, en 1849, atteint la proportion de 1 sur 9. Cette proportion, qui avait été de 1 sur 10 en 1847, s'était élevée, en 1848, à 1 sur 3.

Il résulte des documents recueillis sur une période de dix années que sur 100 enfants naturels nés dans la ville de Lille, il en meurt 17 dans le courant de leur première année, et que sur 100 enfants admis à l'hospice ou placés à la campagne, il en meurt dans la même période 22, c'est-à-dire, dans le premier cas, 1 sur 5 8/10, et dans le second, 1 sur 4 5 1/0.

L'état ci-joint constate enfin que sur le nombre moyen de 698 enfants trouvés, abandonnés et orphelins, 545 fréquentent les écoles primaires et 443 suivent les instructions religieuses. Cette situation est satisfaisante. Les enfants en pension et en apprentissage sont d'ailleurs l'objet de visites fréquentes de la part des agents de l'administration, qui remplissent avec zèle les fonctions qui leur sont confiées.

Dépenses du service. — Compte de 1849.

D'après le second tableau ci-joint, les dépenses générales du service se sont élevées à la somme totale de 64,495 fr. 05 cent., suivant le détail ci-après :

Mois de nourrices et pensions	48,875 fr.	04 c.
Indemnités dues en vertu de l'arrêté du gouvernement du 30 ventôse an V	976	15
Subventions aux visiteurs des enfants	3,390	08
Remises des receveurs des hospices	187	30
Secours aux enfants de filles-mères indigentes	11,066	48
Total	64,495	05

Il a été pourvu au paiement de ces dépenses de la manière suivante :

1.° Montant du tiers du fonds commun des amendes de police correctionnelle.	2,893 fr.	39 c.
2.° Contingents assignés aux communes dans la proportion du cinquième des dépenses	11,925	12
Prélèvement sur les fonds départementaux	49,676	54
Total égal	64,495	05

Mais sur le contingent départemental, montant comme il est dit ci-dessus, à	49,676	54
il n'a pu être payé avant la clôture de l'exercice que	47,700	39
La différence montant à	1,976	15

reste due aux hospices de Lille et de Valenciennes, parce que les comptes de ces établissements n'ont pu être définitivement réglés qu'après la clôture de l'exercice 1849. Je propose, en conséquence, au Conseil général, d'allouer un crédit de cette somme au sous-chapitre XV du budget de 1851.

Je ferai remarquer pour ordre que le crédit porté au budget de 1849 pour le service des enfants trouvés s'élevait à 48,800 »

qu'il n'a été payé que 47,700 3

et que, par conséquent, il est resté sans emploi une somme de 1,099 61

qui est comprise dans les fonds libres reportés en recette au budget de 1851. L'insuffisance réelle du crédit n'a donc en définitive été que de 876 fr. 54 c.

Les dépenses de l'exercice 1848, en ce qui concerne le contingent départemental, ne s'étaient élevées qu'à 46,286 fr. 78 c. Celles de 1849 présentent donc une augmentation de 3,389 fr. 76. c. Mais cette augmentation porte toute entière sur les secours temporaires aux enfants de filles-mères

qui n'avaient coûté en 1848 que 5,842 fr. 80 c., et qui se sont élevés en 1849 à 11,066 fr. 48 c. J'ai expliqué plus haut les motifs qui ont déterminé l'administration à ne pas repousser trop sévèrement des demandes que le dénûment, la misère et le manque de travail justifiaient presque toujours, et dont le rejet eut nécessairement amené de nombreux abandons qui, à part la question de moralité, auraient été beaucoup plus onéreux au département que des allocations temporaires de secours. Ces allocations n'ont d'ailleurs été accordées que sur les rapports de M. l'inspecteur des enfants trouvés, qui a mis beaucoup de soin et d'exactitude dans les vérifications dont il était chargé.

Les dépenses de 1849, comparées au nombre moyen des enfants trouvés, abandonnés et orphelins, fait ressortir pour chacun d'eux un terme commun de 69 fr. Les secours aux enfants de filles-mères attribuent à chacun un contingent de 55 fr. 35 c. Ces taux communs ont été en 1848 de 71 fr. pour les premiers et de 44 fr. pour les seconds.

EXERCICE 1851.

Il a été établi plus haut que la population des enfants trouvés, abandonnés et orphelins était, au 1.er janvier 1850, de 642. Cette population se trouvait réduite à 604 au 1.er juillet suivant.

Le budget de 1850 a été formé d'après un nombre moyen de 870 enfants. Il paraît prudent de régler celui de 1851 sur un nombre de 700, afin de réserver les moyens de parer aux éventualités.

Ces 700 enfants, à raison de 69 fr. chacun, donneront lieu à une dépense de..	48,300	»
J'y ajoute pour les secours à distribuer aux enfants de filles-mères.....	6,000	»
Total.....	54,300	»
Il faut en déduire les ressources suivantes :		
1.° Produit, par approximation, du tiers des amendes de police correctionnelle..... 2,000		
2.° Contingent des communes ayant plus de 10,000 francs de revenu, à raison du cinquième de 52,300 francs..... 10,460	12,460	»
Reste ou contingent du département à porter au sous-chapitre X du budget...	41,840	»

La somme de 48,300 fr. mentionnée ci-dessus comprend les indemnités payées par le départemen aux visiteurs des hospices. Ces indemnités sont aujourd'hui fixées comme il suit :

Lille.....	1,600
Dunkerque.....	400
Douai.....	400
Cambrai.....	500
Valenciennes	500
Total.....	3,400

Le Conseil général a, l'année dernière, appelé l'attention de l'administration sur les économies dont cet article pourrait être susceptible. Je lui propose, pour entrer dans ses vues, de décider qu'à partir de 1851, le département n'allouera plus d'indemnité qu'à deux visiteurs, celui de Lille et celui de Douai. Le premier sera chargé de l'inspection des enfants appartenant aux hospices de Lille et de Dunkerque ; il continuera de toucher 1,600 fr. Le second inspectera les enfants de Douai, Cambrai et Valenciennes et recevra 1,000 fr. On réalisera ainsi une économie de 800 fr. sans que, du moins je l'espère, le service ait à en souffrir.

Les distributions de secours aux enfants de filles-mères doivent être continués, parce qu'elles ont pour effet de prévenir les abandons, de conserver aux enfants un nom et une famille, et même, dans beaucoup de cas, d'empêcher le retour des premières faiblesses.

La ville de Lille, centre d'une population ouvrière considérable, n'ayant pas de crèches dans lesquelles les enfants puissent être recueillis pendant que leurs mères se livrent au travail, il est impossible aux mères, si on ne vient à leur aide, ou de travailler hors de chez elles pendant l'allaitement, ou de faire donner à leurs enfants, pendant leur absence, les soins qui leur sont indispensables.

Pour apporter la plus grande attention, la plus grande circonspection à l'admission des filles-mères aux secours, et en conformité d'un vœu émis par le Conseil général, j'ai institué une commission composée de quatre membres du Conseil et de M. le secrétaire-général de la Préfecture. Elle est chargée de vérifier les propositions faites par M. l'inspecteur, et ce n'est que sur son avis que les secours sont alloués.

Après avoir pris toutes les sûretés possibles contre l'abus, il ne reste qu'à maintenir une dépense qui se recommande par des considérations dont la gravité a déjà été reconnue par le Conseil. Toutefois, comme les mesures prises, aidées par la prospérité de l'industrie et l'activité des ateliers, ont déjà produit de notables réductions sur le chiffre des allocations, j'ai lieu d'espérer que la somme de 6,000 fr. que je propose pour **1851** suffira largement à sa destination.

SOUS-CHAPITRE XI.

Aliénés indigents. — Compte de 1849.

Les dépenses d'entretien et de traitement des aliénés indigents à la charge du département du Nord, pendant l'année **1849**, se sont élevées aux sommes indiquées ci-après :

1.° Pensions dans les asiles publics, au prix d'un franc par jour :				
Asile d'Armentières		49,955	137,921	»
Asile de Lille		87,966		
2.° Frais de séjour temporaire dans les hospices			2,364	82
3.° Frais de transports			919	29
4.° Frais de conduite			561	30
5.° Entretien des condamnés aliénés, à 1 fr. 20 c. par jour (dépense remboursable par le Ministère de l'Intérieur)			2,383	20
Total			144,149	61
A déduire :				
Fonds fournis par les familles	3,754	38	36,091	49
Fonds fournis par les communes	32,337	11		
Reste à la charge du département			108,058	12
Les paiements effectués sur le crédit ouvert au sous-chapitre XI du budget de 1849 étant de			101,512	52
il reste à acquitter une somme de			6,545	60

Le crédit du budget de **1849** s'élevait en totalité à **102,000** fr. Il est resté à disposer d'une

somme de 487 fr. 48 c. qui sera reproduite au budget de report de 1849 sur 1850, afin de recevoir sa destination.

Le déficit à couvrir se réduira donc à la somme de 6,058 fr. 12 c., et je propose, dans un rapport spécial, de le porter au sous-chapitre XV du budget de 1851, en y ajoutant quelques autres dépenses arriérées que je n'ai connues qu'après la clôture de l'exercice 1849.

Situation des dépenses de 1850.

Les dépenses des pensions des deux premiers trimestres ont été réglées comme il suit :

Asile d'Armentières.	1.er trimestre.	10,028	25
	2.e trimestre.	10,696	73
Asile de Lille.	1.er trimestre.	16,128	01
	2.e trimestre.	16,606	11
Pensions des condamnés. . .	1.er trimestre.	540	»
	2.e trimestre.	494	40
	Total.	54,493	50

Les dépenses du second semestre atteindront au moins le même chiffre, de sorte qu'il est présumable que le crédit de 100,600 fr. porté au budget de 1850 pour les pensions, présentera un déficit d'environ 9,000 fr.

Prévisions pour 1851.

Le nombre des aliénés indigents à la charge du département était, au 1.er juillet 1850, savoir :

1.° Dans l'asile d'Armentières, de.	171
2.° Dans l'asile de Lille, de.	267
Total.	438

Jusqu'ici les prévisions des budgets ont été établies sur un nombre moyen de 370 aliénés, mais l'expérience des déficits constatés sur les exercices 1849 et 1850 ne permet plus de rester dans cette limite, et commande de porter à 400 au moins l'évaluation du nombre d'aliénés à entretenir en 1851.

La dépense qu'ils occasionneront, à raison de 365 fr. par an, s'élèvera à.		146,000
Dont il faudra déduire :		
1.° Les fonds qui seront fournis par quelques familles, et que l'on peut évaluer, d'après les résultats de l'exercice 1849, à.	3,700	36,000
2.° La quote-part des communes montant, d'après le même compte, à	32,300	
Resterait à la charge du département.		110,000
A ajouter pour les frais de transport, de conduite, de nourriture en route et de séjour temporaire dans les hospices, la somme ordinaire de.		3,400
Total du crédit à porter au sous-chapitre XI du budget de 1851.		113,400

La proportion du concours des communes du domicile des aliénés restera fixée comme les années précédentes, savoir :

Revenus des Communes.	Aliénés dangereux.	non dangereux
1.° De 100,000 fr. et au-dessus	0,33 p. %	0/50
2.° De 50,000 à 100,000 fr.	0,25	0/37
3.° De 20,000 à 50,000 fr.	0,20	0/30
4.° De 5,000 à 20,000 fr.	0,17	0/25
5.° De 1,000 à 5,000 fr.	0,14	0/20
6.° Au-dessous de 1,000 fr.	0,10	0/15

J'estime enfin qu'il y a lieu de fixer à dix, comme les années précédentes, le nombre des places qui seront réservées dans chacun des asiles d'Armentières et de Lille pour les aliénés non dangereux.

Je joins au présent rapport des renseignements statistiques sur les aliénés du département.

SOUS-CHAPITRE XII.

Frais d'impression des budgets et des comptes départementaux.

Les frais d'impression des budgets et des comptes se sont élevés, pendant l'année 1849, à la somme de 881 fr. 44 cent. Il convient donc d'allouer pour ce service un crédit de 900 fr. au budget de 1851.

Le chiffre élevé de cette dépense que la loi a prescrite, provient de ce que les documents imprimés se composent du compte départemental, du budget primitif et du budget de report, formant trois brochures distinctes et séparées. Les prix à payer ont été réglés par une adjudication.

Frais d'impression pour les listes électorales et les listes du jury.

La loi du 7 de ce mois met à la charge des départements les frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales, des listes du jury et des cartes d'électeurs.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'allouer pour ce service, au sous-chapitre XII du budget de 1851, un crédit éventuel de 2,000 fr., égal aux deux allocations qui figuraient les années précédentes au sous-chapitre XXII.

La disposition de la loi est applicable aux dépenses électorales non encore soldées de 1848, 1849 et 1850.

M. le Ministre de l'Intérieur fait remarquer dans sa circulaire du 11 de ce mois, que le but de ce dernier article a été d'éteindre toutes les contestations qui se sont élevées au sujet de l'imputation des dépenses électorales, qu'ainsi il ne saurait y avoir lieu d'admettre que les départements et les communes puissent exercer aujourd'hui des répétitions les uns vis-à-vis des autres, au sujet des sommes qu'ils prétendraient avoir payées en sus des obligations que la loi nouvelle leur impose.

Cette loi a pour objet de mettre un terme aux contestations existantes et non pas d'en rouvrir la source.

Elle donne le moyen de faire droit aux réclamations diverses qui ont précédé le vote de la loi du 7 août et sur lesquelles il n'a pas été possible de statuer.

J'examinerai les réclamations présentées dans ces conditions et j'en référerai au Conseil général dans sa session de l'année prochaine, s'il y a lieu.

SOUS-CHAPITRE XII et XV.

Imprimés pour les élections des tribunaux de commerce.

La loi du 7 de ce mois met à la charge des départements les frais des imprimés fournis pour les élections des membres des tribunaux de commerce, et rend cette disposition applicable aux dépenses faites en 1848 et 1849.

Ces dépenses se sont élevées, d'après les mémoires produits, savoir :

1.° M. Danel, pour les arrondissements de Lille et de Cambrai.	en 1848,	2,186 50;	en 1849,	1,882 55
2.° M. Drouillard, pour l'arrond.t de Dunkerque.		300 »		270 »
3.° M. Prignet, pour l'arrond.t de Valenciennes.		225 »		225 »
Totaux.		2,711 50		2,377 55

Je propose en conséquence l'allocation d'un crédit de 5,089 fr. 05 cent. au sous-chapitre XV du budget de 1851.

Les dépenses dont il s'agit devant se reproduire annuellement, j'inscris au sous-chapitre XII du même budget une somme approximative de 2,400 fr. pour le service de l'exercice prochain.

Il sera pourvu ultérieurement, par une allocation au budget de 1852, au paiement des dépenses de 1850.

SOUS-CHAPITRE XIII.

Archives départementales.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport annuel présenté par M. Le Glay, archiviste du département, sur la situation du dépôt dont la direction lui est confiée. Ce rapport est accompagné d'une lettre résumant sommairement les travaux de classement et d'inventaire exécutés durant l'année et indiquant les principaux ouvrages, titres ou documents dont les archives ont obtenu la possession ou ont fait l'acquisition depuis la dernière réunion du Conseil.

J'ai prié MM. Lestiboudois et de Beaumont de visiter les archives dans les premiers jours de la session. Ces deux honorables conseillers seront en mesure d'édifier le Conseil sur la situation de l'établissement, et d'appuyer, s'ils la reconnaissent fondée, la demande formée par M. Le Glay à l'effet d'obtenir une augmentation de traitement en faveur des employés placés sous ses ordres.

En attendant, je dois me borner à proposer au Conseil général de continuer, au budget de 1851, le crédit de 7,500 fr. précédemment alloué pour le personnel et l'entretien des archives départementales, savoir :

1.° 6,000 fr., traitement de M. l'archiviste et des autres employés.
2.° 1,500 fr., achats de titres, ouvrages, papiers, cartons, etc., etc.

Archives de Château-l'Abbaye. — Legs de M. Benezech de Saint-Honoré.

M. Benezech de Saint-Honoré, maire de Vieux-Condé, membre du Conseil d'arrondissement

de Valenciennes, a légué au département les archives provenant de l'ancienne abbaye dite du Château, qui, en 1793, avaient été transportées à Tournai, et qu'il avait achetées en 1842.

D'après son testament, dont je mets un extrait sous les yeux du Conseil général, M. Benezech n'a imposé aucune condition à cette libéralité.

Les rapports de M. Arthur Dinaux, homme de lettres à Valenciennes, et de M. Le Glay, archiviste du département, attestent l'importance de ces archives, pour lesquelles le précédent propriétaire exigeait le prix de 1,200 à 1,500 fr., et qui ont une valeur bien plus grande sous le rapport historique.

Les frais à la charge du département sont évalués à 15 fr. environ, et pourront être facilement prélevés sur le crédit affecté à l'entretien des archives départementales.

Dans cette situation, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de m'autoriser à accepter, au nom du département, le legs qui lui est fait par M. Benezech de Saint-Honoré.

Archives communales.

Le Conseil général a toujours pris connaissance avec intérêt du résultat des efforts faits par l'administration pour compléter le classement et l'inventaire des archives de toutes les communes. Cette opération importante, commencée en 1842, peut être considérée aujourd'hui comme terminée. Il ne reste en effet que dix communes qui n'ont point encore satisfait aux instructions sous ce rapport; ce sont celles de

Maubeuge;
Douai;
Bergues, Dunkerque, Gravelines;
Bailleul;
Lille;
Condé, Prouvy, Valenciennes.

M. Le Glay, dans un rapport que je communique au Conseil, fait connaître la situation des archives de ces différentes communes et les causes du retard apporté dans l'envoi des inventaires. Le Conseil peut être assuré que rien ne sera négligé pour que la lacune signalée soit comblée aussi promptement que possible.

Archives communales. — Ville de Bailleul.

Les archives de la ville de Bailleul, siége d'un ancien présidial et d'une châtellenie, renfermaient des registres et titres provenant de ces juridictions et devant faire retour au dépôt départemental auquel ils appartenaient par leur origine.

Pour effectuer la séparation de ces registres et papiers de ceux appartenant à la ville, le Conseil général a alloué, il y a trois ans, une somme de 600 fr.

L'opération terminée, quelques difficultés se sont présentées qui ont retardé la réintégration de ces documents aux archives départementales. Elles ont été enfin levées, et je mets sous les yeux du Conseil général une lettre par laquelle M. Le Glay rend compte de l'accomplissement de cette mesure.

Les archives de Bailleul contiennent encore des titres et papiers qui devront faire retour au département, mais l'état de leur classement n'a pas permis de les transférer quant à présent. Ils ne pourront être amenés à Lille que lorsque le triage sera complétement terminé, et cette opération présentera assez de difficultés à raison de la multiplicité des titres écrits en flamand.

SOUS-CHAPITRE XIV.

Secours de route.

L'accroissement excessif qu'éprouvent depuis quelques années les dépenses occasionnées par le paiement des secours accordés en vertu des dispositions de la loi du 13 juin 1790, aux voyageurs indigents, a dû nécessairement appeler mon attention. Je me suis fait rendre un compte détaillé de la manière dont ces secours sont accordés et me suis assuré que la plus grande réserve présidait à ces allocations dans ce département. C'est ainsi qu'en 1849 il n'a été délivré qu'environ 200 passeports de cette nature, parmi lesquels se trouvent compris ceux des condamnés libérés de la maison centrale de Loos, ainsi que ceux des réfugiés et des colons autorisés à se rendre en Algérie, dont les dépenses sont remboursées par l'État.

Dans l'état actuel de la législation, les secours de route sont accordés :

1.° Aux mendiants et par extension aux indigents regnicoles qui, se trouvant éloignés de leur domicile, demandent à y retourner.

2.° Aux étrangers vagabonds ou condamnés expulsés du territoire français après l'expiration de leur peine, et aux étrangers indigents porteurs de passeports réguliers qui retournent dans leur pays.

3.° Aux vagabonds et condamnés libérés qui sont dirigés du lieu de leur destination, soit sur leurs communes respectives, soit sur le lieu de résidence qu'ils ont déclaré choisir.

Le Conseil général sait que ces dépenses sont à la charge des départements traversés. Or, il faut observer que, par son étendue et son point frontière de la Belgique, le Nord devrait être l'un des plus surchargés ; mais j'ai pu me convaincre que le mal n'était point circonscrit au département du Nord et qu'il s'étendait jusque dans les départements de l'intérieur.

Ainsi, pendant que le Nord supportait en 1848 une somme de 9,333 fr. 76 cent., les subventions s'élevaient dans

Saône-et-Loire, à	23,456 11
Côte-d'Or.	19,026 »
Yonne.	16,903 85
Haute-Marne.	12,743 90
Jura.	12,472 29
Doubs.	11,762 85

Si l'on remonte au but de la loi du 13 juin 1790 et à l'esprit dans lequel les dispositions qu'elle renferme ont été rendues, on voit que cette loi a eu pour objet de débarrasser la ville de Paris et les départements voisins de la foule de mendiants qui les encombraient. L'accroissement qui se fait sentir depuis près de trois ans ne peut qu'être attribué au renouvellement des causes qui existaient alors. En effet, de nombreux mendiants étrangers parviennent à pénétrer en France et se répandent dans les départements de l'intérieur d'où ils sont renvoyés avec les secours de route et trop souvent avec les moyens de transport, bien que la loi n'impose pas ces dépenses extraordinaires, à cause des femmes et des enfants qui les accompagnent dans leurs pérégrinations. C'est ici une question d'humanité devant laquelle l'intérêt départemental est trop souvent obligé de fléchir.

Une autre cause d'augmentation de dépense résulte encore de la nouvelle adjudication de l'entreprise générale des convois civils. D'après le cahier des charges arrêté par M. le Ministre de la Guerre, le prix du parcours par kilomètre a été substitué à celui par étape. C'est ainsi que la dépense du transport pour une voiture à un collier, qui était précédemment invariablement fixée à 5 fr. 65 cent., s'élève aujourd'hui à 6 fr. 73 cent. à raison d'un parcours moyen de 30 kilomètres à 19 cent. 1 mill., plus 1 fr. pour chaque voiture.

Puisque malgré l'active surveillance qui s'exerce à la frontière pour repousser les mendiants étrangers, un grand nombre de ces mendiants parviennent encore à pénétrer et sont journellement renvoyés de la capitale et des départements de l'intérieur, je crois devoir proposer au Conseil de porter de 2,200 à 6,000 fr. les crédits spécifiés aux articles 1 et 2 du sous-chapitre XIV et de répartir cette somme ainsi qu'il suit :

1.° Pour frais de translation, et, au besoin, secours de route aux prévenus, accusés ou condamnés qui ne sont pas conduits à leur destination au moyen des voitures cellulaires, ainsi qu'aux condamnés ou forçats libérés qui, au moment de leur sortie des prisons, se trouvent dépourvus des ressources nécessaires pour gagner le lieu de leur résidence. . . . . 3,500 »

2.° Pour secours de route de 30 cent. par myriamètre, et, au besoin, de transport pour les voyageurs indigents. . . . . 2,500 »

Somme égale. . . . . 6,000 »

Épidémies.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les rapports que m'ont adressés, suivant l'usage, MM. les médecins des épidémies du département.

Le Conseil remarquera avec satisfaction que l'état sanitaire du département ne laisse rien à désirer ; quelques cas de choléra se sont bien encore manifestés, mais ils sont restés isolés, et rien heureusement ne fait présager le retour de la terrible maladie qui a fait tant de victimes en 1849.

Je pense que cette situation se continuera et rendra suffisant le crédit ordinaire de 600 fr. affecté au service des épidémies, et que je propose d'inscrire au budget de 1851.

Épizooties.

Suivant le désir exprimé par le Conseil général, j'ai l'honneur de mettre sous ses yeux les rapports des vétérinaires qui ont été chargés, en 1849, de constater des épizooties.

Bien qu'il n'ait été dépensé, l'année dernière, qu'une faible partie de la somme allouée pour ce service, je n'en crois pas moins devoir proposer au Conseil général de maintenir le crédit ordinaire de 1,000 fr. afin de mettre l'administration à même de satisfaire aux nécessités qui pourraient se présenter en 1851.

Animaux nuisibles.

Un crédit de 200 fr. a été accordé l'année dernière, pour la destruction des animaux nuisibles. Je propose au Conseil général de maintenir cette allocation au budget de 1851.

Ce créditservira d'abord au paiement des primes dues pour la destruction des animaux désignés dans le règlement du 20 août 1814. Je prie le Conseil général de m'autoriser à affecter l'excédant,

suivant la demande de plusieurs sociétés d'agriculture, à l'impression du travail présenté l'année dernière par la société de Douai, et qui a mérité son approbation.

Je propose d'employer de la même manière le nouvel excédant qui restera disponible à la fin de cette année, sur le crédit de 1850, de manière à propager, le plus possible, cet utile travail, dont tous les exemplaires seront mis à la disposition des sociétés d'agriculture, pour être répartis par leurs soins dans les campagnes.

SOUS-CHAPITRE XV. — ARRIÉRÉ.

Aliénés indigents.

Ainsi qu'il a été expliqué dans le rapport relatif au sous-chapitre XI du budget départemental de 1851, le crédit alloué au budget de 1849 pour les dépenses des aliénés indigents n'a pas suffi à sa destination. L'arriéré tel qu'il est connu aujourd'hui, et sauf les modifications que pourront encore lui faire éprouver les réclamations éventuelles de quelques départements étrangers, se compose des sommes suivantes :

1.° Solde dû à l'asile public de Lille sur le 4.e trimestre	6,175	30
2.° Somme due au département de la Seine, pour l'aliéné Rave	72	15
3.° Idem pour Marchal	17	»
4.° Arriéré dû à l'asile d'Armentières	377	30
5.° Somme restant due sur les frais de transport	281	15
Total	6,922	90
L'excédant disponible sur le crédit de 1849, réinscrit au budget de report de 1850, étant de	487	48
le déficit se réduit à	6,435	42

Il reste en outre à payer sur l'exercice 1848 les dépenses suivantes, qui n'ont été connues qu'après la dernière session du Conseil général :

1.° Au département de la Seine, pour entretien de l'aliénée Sauvage (Désirée-Caroline)	87	75
2.° A l'asile d'Armentières, pour Henri Deleplanque	3	35
Total	91	10

Enfin, une correspondance existait depuis longtemps entre la Préfecture du Nord et celle de la Seine, au sujet du remboursement, réclamé par celle-ci, des frais d'entretien dans les hospices de Paris, de la nommée Eugénie Daujon, depuis le 25 janvier 1842 jusqu'au 17 juillet 1844. Cette fille était native de Lille, et elle était mineure lorsqu'elle s'est trouvée atteinte d'aliénation mentale. Son père, qui avait été machiniste du théâtre de Lille, avait depuis longtemps quitté cette ville pour se rendre à Paris et à Toulouse, où il avait été également employé au théâtre. L'administration municipale de Lille se fondait sur ces circonstances pour soutenir que le sieur Daujon, ayant acquis domicile dans une autre ville, sa fille mineure avait suivi sa condition et avait perdu tout droit aux secours dans le département du Nord.

Mais le Ministre de l'Intérieur en a jugé autrement. Il a décidé que, dans ce cas comme dans tous les cas analogues et aux termes de la loi de vendémiaire an II, les enfants mineurs conservent de plein droit et invariablement leur domicile de secours au lieu de leur naissance jusqu'à leur majorité et postérieurement encore jusqu'à ce qu'ils aient légalement acquis un autre domicile.

Une décision aussi précise ne permettait pas d'insister. J'ai donc dû liquider la créance du département de la Seine, et je l'ai fait par arrêté du 7 juin dernier, de la manière suivante :

Somme totale due aux Hospices de Paris	1,307	75
A déduire un tiers à la charge de la ville de Lille	435	92
Reste à la charge du département	871	83
Ce dernier ayant payé en 1845 une somme à valoir de	200	20
Sa dette exigible est de	671	63

D'après ce qui précède, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de porter au sous-chapitre XV du budget de 1851 les crédit suivants :

1.° Pour l'année 1849	6,435	42
2.° Pour l'année 1848	91	10
3.° Pour l'arriéré des exercices antérieurs	671	63

SOUS-CHAPITRE XV.

Enfants abandonnés.

M. le Préfet de la Seine vient de m'adresser divers états, à l'effet d'obtenir le remboursement de frais dus aux hospices de son département pour le compte d'enfants trouvés et abandonnés du département du Nord, pendant les exercices 1845, 1846, 1847, 1848 et 1849.

Afin de me mettre à même de faire face à cette dépense, je prie le Conseil d'allouer au sous-chapitre XV (dettes départementales), la somme de 2,045 fr. 33 c. réclamée par le département de la Seine.

Epidémies. — Dépenses arriérées de 1849.

L'intensité du choléra pendant les huit premiers mois de l'année dernière a exigé de nombreux déplacements de la part des médecins des épidémies. Leurs dépenses n'ont pu être toutes soldées, attendu l'insuffisance du crédit ordinaire de 600 fr., et il reste à acquitter, suivant les mémoires ci-joints, une somme de 2,554 fr. 80 c., savoir :

A M. Chantreuil, à Cambrai	390	»
A M. Bagneris, à Douai	1,435	»
A M. Lemaire, à Dunkerque	20	»
A M. Prevost, à Hazebrouck	309	80
A M. Manouvriez, à Valenciennes	400	»
	2,554	80

Je prie le Conseil général de vouloir bien allouer un crédit de cette somme au budget départemental de 1851.

Epidémies. — Dépenses arriérées de 1848.

M. Brigandat, médecin des épidémies de l'arrondissement de Lille, n'a présenté qu'après la clôture de l'exercice le mémoire des honoraires et indemnités de déplacement qui lui étaient dus pour missions accomplies en 1848.

Ce mémoire s'élève à la somme de 196 fr., que je propose au Conseil général d'inscrire au budget de 1851.

Épizooties. — Dépenses arriérées de 1847 et 1848.

M. Mariage, vétérinaire à Bouchain, n'a présenté qu'au mois de novembre 1849 les mémoires des missions dont l'administration l'avait chargé en 1847 et 1848.

Ces mémoires, qui sont appuyés de pièces justificatives, n'ont pu être payés par suite de la clôture des exercices auxquels ils se rapportent. Ils s'élèvent :

Pour 1847, à.	27	»
Pour 1848, à.	8	50
Ensemble.	35	50

Je propose au Conseil général d'inscrire un crédit de cette somme au budget de 1851.

Prisons. — Dépenses arriérées.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil, avec toutes les pièces justificatives à l'appui, le compte général des dépenses des prisons du département pendant l'année 1849.

Les dépenses totales, pour un nombre de 302,440 journées, représentant une population moyenne de 840 détenus, se sont élevées à	220,599	31
Celles mandatées à.	209,146	92
il reste à acquitter celle de	11,452	39

Je propose en conséquence au Conseil d'ouvrir au sous-chapitre XV du budget de 1851 un crédit de cette somme, à laquelle il convient d'ajouter celle de 572 fr. 62 c. pour les intérêts que les entrepreneurs ont manifesté l'intention de réclamer, soit 12,025 01

Secours de route. — Dépenses arriérées.

Contrairement aux prévisions de mes prédécesseurs, le crédit alloué au sous-chapitre XIV du

budget départemental de 1849 n'a pas suffi pour rembourser les secours de route avancés par les communes et dont le détail suit :

Bailleul	33	45
Cassel	50	10
Hazebrouck	4	35
Gravelines	3	»
Dunkerque	8	55
Valenciennes	76	05
Le Câteau	30	30
Cambrai	809	10
Lille	976	90
Orchies	55	05
Douai	607	40
Avesnes	109	95
Landrecies	7	20
Maubeuge	27	60
Le Quesnoy	52	80
Total	2,851	80
Frais de transport de condamnés, mendiants et vagabonds	3,422	27
Total général	6,274	07
Il a été acquitté	4,188	91
Reste à mandater	2,085	16

A quoi il faut ajouter :

1.° Pour secours de route accordés en 1848 à des Français qui avaient ajouté à leurs noms une désinence polonaise, et dont la dépense a été rejetée du compte des réfugiés à la charge de l'État 135 20

2.° Pour secours de route, en 1849, aux forçats libérés 76 35

2,296 71

Les dépenses dont il s'agit se trouvant régulièrement justifiées par les pièces ci-jointes, je propose au Conseil d'ouvrir au sous-chapitre XV un crédit spécial de ladite somme de 2,296 fr. 71 cent.

SOUS-CHAPITRE XV.

Arriéré.

Le compte des dépenses départementales de l'exercice 1849, que j'ai soumis à l'examen du Conseil général, constate que les nécessités du service m'ont contraint à outrepasser les crédits alloués pour quelques sous-chapitres de la première section, savoir :

VI. Prisons départementales, régime économique.....	269	52
XII. Impression des budgets et des comptes.....	281	44
XIV. Frais de translation de condamnés, vagabonds, etc., et de nourriture en route	1,289	02
Total.....	1,839	98

J'avais espéré pouvoir régulariser ces excédants de paiement, en obtenant de M. le Ministre de l'Intérieur l'autorisation d'y affecter des fonds restés libres sur les sous-chapitres VII et X, mais à la proposition que je lui ai soumise le 1.er juillet, le Ministre a répondu que ces sortes de virements ne pouvaient être opérés après la clôture de l'exercice.

Je n'ai donc d'autre parti à prendre que de faire rembourser la somme de 1,839 fr. 98 cent. par les parties prenantes, à titre de produits éventuels du département, et de reporter les sommes que ces parties prenantes ont touchées, au sous-chapitre XV du budget de 1851.

Je prie le Conseil général d'approuver pour ordre l'inscription de la somme de 1,839 fr. 98 cent. en recette et en dépense au budget départemental du prochain exercice.

2.e SECTION.

Vote des centimes facultatifs.

L'article 1.er de la loi du 7 de ce mois a élevé à 7 6/10 le nombre de centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière, que les Conseils généraux sont autorisés à voter pour les dépenses facultatives des départements en 1851.

Je propose au Conseil général d'user de toute la faculté que lui donne la loi. Les besoins du département lui sont trop bien connus pour qu'il soit nécessaire d'insiter sur les motifs de ma proposition. Je lui ferai remarquer seulement que son vote n'aura d'autre effet, à l'égard des contribuables que d'augmenter d'un seul centime les contributions foncière et mobilière, car les 6/10 de centime étaient déjà imposés les années précédentes au profit du second fonds commun, et l'autre centime sera compensé par la suppression de l'imposition spéciale qui avait été autorisée sur les quatre contributions par la loi du 10 août 1849 pour le paiement des immeubles acquis à Valenciennes.

SOUS-CHAPITRE XVI.

Hôtel de la préfecture. — Travaux d'appropriation.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, approuvé le projet montant à 18,540 fr., des travaux d'appropriation qui étaient à faire pour transporter les bureaux de la préfecture dans la partie de l'hôtel précédemment affectée au logement du secrétaire-général, et placer dans les locaux alors occupés par les bureaux la salle du Conseil de révision et des adjudications publiques et celle du Conseil de préfecture.

Ces travaux ont été exécutés et il en est résulté une installation convenable des divers services. Un à-compte de 9,000 fr. ayant été délivré à l'entrepreneur à titre d'emploi du crédit de même somme alloué sur les fonds de 1850, je prie le Conseil de vouloir bien inscrire au sous-chapitre XVI du budget de 1851 le crédit complémentaire de 9,540 fr. nécessaire pour solder la dépense desdits travaux.

Tribunal civil de Douai. — Travaux d'appropriation.

Un devis dressé par M. Malet, architecte du département, et que j'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, évalue à 9,000 fr. la dépense des travaux d'appropriation à faire pour placer dans les bâtiments du tribunal civil de Douai la salle d'audience des trois justices de paix de cette ville.

Les justices de paix sont aujourd'hui mal placées dans un local éloigné du tribunal, et dont l'administration municipale a besoin d'ailleurs pour l'amélioration des services communaux.

Le Conseil général a reconnu, dans sa session de 1845, l'utilité des dispositions projetées pour la translation des tribunaux de paix dans les dépendances du palais-de-justice, et il a paru disposé à les accueillir favorablement si la ville se chargeait d'une partie des frais de restauration et d'appropriation nécessaires; or, cette condition se trouve remplie maintenant, attendu que, par une délibération en date du 27 juin dernier, que je joins au présent rapport, le Conseil municipal de Douai s'est engagé à contribuer à la dépense pour moitié, c'est-à-dire pour une somme de 4,500 francs.

Dans cet état de choses, je pense qu'il y a lieu d'approuver le projet présenté par M. l'architecte Malet; je propose en conséquence à l'assemblée d'inscrire au sous-chapitre XVI du budget de 1851, un crédit de 4,500 fr. pour le paiement de la part contributive du département dans la dépense de ce projet.

Paiement des immeubles acquis par le département à Valenciennes.

L'hôtel Dumont, affecté au palais-de-justice de Valenciennes, a été acquis par contrat du 1.er octobre 1845, pour le prix de 140,000 fr., portant intérêt à partir du même jour. Il a été payé, en 1846 et 1849 une somme à valoir de 82,421 fr. 37 c.; reste dû, 57,578 fr. 63 c.

L'hôtel Pas-de-Beaulieu a été acquis le 22 décembre 1846, pour le prix de 90,000 fr., avec intérêts à partir du 1.er janvier 1847. Il a été payé à-compte 26,021 fr. 30 c., de sorte qu'il reste dû 63,978 fr. 70 c.

Je propose au Conseil général l'allocation au sous-chapitre XVI du budget de 1851 des crédits suivants :

1.° Solde du prix de l'hôtel Dumont, en capital. 57,578 63

2.° A valoir sur le prix de l'hôtel Pas-de-Beaulieu. . . . . 23,000 »

L'augmentation du nombre des centimes facultatifs permettra d'accorder ces crédits sans recourir à l'imposition du centime spécial autorisé pendant deux ans par la loi du 10 août 1849.

Maison d'arrêt de Valenciennes. — Acquisition de deux maisons et travaux d'amélioration.

L'insuffisance de la maison d'arrêt de Valenciennes et les conditions mauvaises dans lesquelles elle est placée sous le rapport de la salubrité comme sous celui de la séparation des diverses catégories de détenus, sont depuis longtemps constatées et ne cessent de préoccuper l'administration.

L'inspection seule des plans démontre que pour améliorer un état de choses essentiellement

vicieux, le premier parti à prendre est d'acquérir pour les réunir à la maison d'arrêt, deux maisons qui lui sont contiguës et qui la séparent de la rue de la Halle.

Ces deux maisons ont été estimées par l'architecte du département, l'une à 4,212 fr. 19 c., et la seconde à 3,987 fr. 80 c. La dépense à faire pour les acquérir serait donc d'environ 8,200 fr.

Je prie le Conseil général de m'autoriser à traiter avec les propriétaires sur le pied des estimations et d'allouer un premier crédit de 4,000 fr. au sous-chapitre XVI du budget de 1851.

L'architecte du département a dressé un avant-projet montant à 34,000 fr., des travaux à exécuter pour convertir les deux maisons en un pavillon où l'on placerait d'un côté les enfants et de l'autre les détenus pour dettes. Ce projet paraît assez bien conçu, mais il a besoin de nouvelles études avant de pouvoir être définitivement adopté, et je m'abstiens, quant à présent, d'en faire l'objet d'aucune proposition.

Assurance des bâtiments départementaux.

Les primes d'assurance des bâtiments départementaux sont fixées comme il suit d'après les traités existants :

INDICATION des objets assurés.	Désignation des compagnies.	Dates des approbations ministérielles.	Durée des traités.	Dates de l'expiration des traités.	Montant des primes.
Divers bâtiments.....	Nationale, Générale, du Phénix et de l'Union	5 août 1846..	10 ans	1 sept. 1856..	405 84
Palais-de-justice de Valenciennes.....	Phénix.....	20 mars 1847	Id.	3 février 1857.	33 60
Hôtel Pas-de-Beaulieu, id..	Phénix	3 juillet 1847.	Id.	10 juin 1857..	21 60
Sous-préfecture de Cambrai	Nationale.....	25 sept. 1848.	Id.	4 sept. 1858..	18 »
Préfecture et Archives.....	Le Nord	22 janvier 1849	Id.	24 déc. 1858.	125 »
Mobilier de la préfecture...	Le Nord.....	7 juin 1849...	Id.	28 avril 1859.	45 »
				Total...	649 04

Je propose en conséquence l'inscription d'un crédit de 649 fr. 04 cent. au sous-chapitre XVI du budget de 1851.

SOUS-CHAPITRE XVIII.

Pompes à incendie.

Le Conseil général, dans sa dernière session, a émis le vœu que les corps de sapeurs-pompiers fussent chaque année soumis à des revues d'inspection.

L'administration, qui avait pris l'initiative de cette utile mesure, s'est empressée d'en assurer l'exécution. Elle a fait appel au zèle et au dévouement de ceux d'entre MM. les officiers de pompiers qui, en raison de leurs connaissances spéciales, se trouvent plus particulièrement désignés pour remplir cette mission, dont ils ont bien voulu se charger par pur dévouement, et depuis quelque

temps des officiers-inspecteurs sont en tournée de vérification dans toutes les communes du département où il existe un corps de pompiers. La mission de ces officiers a pour objet, non seulement de constater l'état du matériel des pompes et des lieux de dépôt, mais encore de rendre compte du degré d'instruction des hommes chargés de la manœuvre.

Je joins ici, à titre de renseignement, le cadre du procès-verbal que MM. les inspecteurs sont chargés de remplir. L'année prochaine je serai à même de rendre compte au Conseil général, d'une manière détaillée, de l'exécution complète de la mesure dont s'agit et dont les résultats connus permettent déjà d'apprécier les avantages.

Le Conseil général a alloué au budget départemental de 1849 la somme de 1,500 francs pour aider les communes à se procurer des pompes à incendie.

Cette somme a été répartie de la manière suivante :

Clary,	subvention pour l'acquisition d'une pompe.	200	»
Bazuel,	id.	250	»
Masnières,	id.	250	»
Watten,	id.	250	»
Vieux-Berquin,	id. matériel accessoire.	50	»
Ennevelin,	id.	174	»
Gœulzin,	id.	250	»
Ronchin,	id matériel accessoire, somme restant à mandater	76	»
	Total égal.	1,500	»

Le crédit de pareille somme ouvert pour l'année courante, se trouve déjà presque entièrement employé et des promesses de subventions ont dû être reportées à 1851.

Je prie le Conseil général de me mettre à même de les réaliser, et j'ai l'honneur, en conséquence de lui proposer d'inscrire, comme par le passé, la somme de 1,500 francs au sous-chapitre XVIII du budget de 1851.

Je joins au présent rapport : 1.° le vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes pour qu'une loi soumette toutes les communes à se pourvoir à leurs frais d'une pompe à incendie.

2.° Un vœu semblable exprimé par le Conseil d'arrondissement de Lille, qui demande toutefois qu'un fonds soit affecté, soit au budget de l'État, soit au budget départemental, pour aider les communes dont les ressources seraient insuffisantes pour pourvoir à la dépense.

Subventions aux communes.

Conformément à diverses délibérations prises par le Conseil général dans ses sessions antérieures, il y a lieu d'allouer au sous-chapitre XVIII du budget départemental de 1851, les crédits suivants pour secours accordés aux communes, savoir :

Tourcoing, reconstruction de l'église St. Jacques, 3.e tiers.	2,000	»
Bertry, reconstruction de l'église, 2.e tiers.	1,000	»
La Groise, id. id.	1,000	»
Roubaix, construction de l'église de Notre-Dame, 2.e tiers.	2,000	»
Total.	6,000	»

SOUS-CHAPITRE XVIII.

Commune de Fives. — Secours pour la construction d'une nouvelle église.

L'église actuelle de la commune de Fives, construite sur un terrain compris dans la zône des terrains militaires de la place de Lille, ne présente ni la solidité ni l'étendue nécessaires pour suffire aux besoins de la paroisse. La construction d'un autre édifice dans des proportions convenables a été reconnue urgente et indispensable.

Le projet dressé par M. l'architecte Leroy a évalué la dépense de cette construction à la somme de 65,500 fr., non compris des travaux qui peuvent être ajournés et qui sont estimés 17,000 fr.

Le Conseil municipal, assisté des plus imposés, a voté la perception en vingt années d'une imposition de 62,240 francs, laquelle, en déduisant les intérêts qui devront être payés à l'entrepreneur, représentera un capital de 40,000 francs à effectuer au paiement des travaux. Il sollicite pour le reste de la dépense des secours sur les fonds de l'État et sur ceux du département.

Un habitant a consenti à faire donation du terrain sur lequel l'église sera érigée.

La fabrique, mise en demeure de contribuer à la dépense, a prouvé que la situation de ses ressources ne le lui permettait pas, et elle devra d'ailleurs affecter plus tard ses économies, si elle peut en faire, aux frais qu'exigera l'ameublement de la nouvelle église.

La commune de Fives n'a pas de revenus. Elle doit recourir à la voie des centimes additionnels pour subvenir aux dépenses annuelles de son administration, et la contribution spéciale qu'elle a votée pour la construction d'une église grèvera les contribuables d'un supplément de 13 centimes pendant vingt ans.

Dans cette situation, elle a certainement des titres à la munificence de l'État et du département. J'ai en conséquence l'honneur de proposer au Conseil général : 1.° de lui allouer un secours de 3,000 francs, dont le premier tiers sera porté au sous-chapitre XVIII du budget de 1851 ; et 2.° de la recommander à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, pour que, de son côté, il lui accorde un subside aussi fort qu'il sera possible sur les fonds généraux des Cultes.

Je joins au présent rapport l'avis du Conseil d'arrondissement de Lille.

La situation intéressante de la commune de Fives mérite de fixer l'attention toute particulière du Conseil général. Le siége de Lille en 1792 a occasionné la destruction de son église. Elle s'est imposé il y a vingt ans d'importants sacrifices pour l'établissement d'un nouveau bâtiment qui, se trouvant compris dans la zône de défense de Lille, n'a pu être construit dans de bonnes conditions de solidité, et qui est d'ailleurs devenu bientôt insuffisant pour les besoins d'une population dont l'accroissement incessant est le résultat de la proximité de la ville de Lille et de l'existence de la station du chemin de fer.

Aujourd'hui que la nécessité force la commune à ériger une église définitive et dont la durée ne soit pas compromise, elle est obligée de proportionner l'étendue de l'édifice au développement futur de la population, et cette considération lui fait un devoir de ne pas reculer devant un chiffre de dépense qui excède ses forces et ses ressources. Non contente d'ailleurs d'avoir réuni tous ses efforts pour accomplir l'œuvre qu'elle a entreprise, elle se propose de laisser sur pied l'église actuelle et de l'affecter à l'établissement d'une salle d'asile pour les enfants de la classe laborieuse et pauvre.

De tels projets méritent de sérieux encouragements, et je désire vivement que le Conseil général,

en accueillant la demande de secours de la commune de Fives, étende le chiffre de son allocation autant qu'il le jugera convenable et possible.

Capinghem. — Demande de secours pour la construction d'une église.

La commune de Capinghem, dépendant, pour l'exercice du culte, de la paroisse de Lomme, possède une chapelle tombant en ruines; elle a conçu le projet de la reconstruire.

Elle avait fait rédiger un devis estimatif montant à 19,000 francs, et avait proposé de pourvoir à cette dépense au moyen des ressources suivantes :

1.° Emploi de fonds disponibles	1,500
2.° Produit de la vente des arbres plantés dans le cimetière	1,200
3.° Produit de l'aliénation d'un terrain communal	1,200
4.° Imposition extraordinaire à percevoir en huit années	3,000
5.° Secours sollicités sur les fonds de l'État et sur ceux du département	12,100
Total	19,000

Ces propositions durent être repoussées, par le double motif que la chapelle de Capinghem n'ayant aucun titre légal, ne pouvait prétendre aux subsides de l'État, et que, d'ailleurs, les allocations sollicitées excédaient de beaucoup la proportion du tiers des dépenses ordinairement adoptée pour la fixation des secours.

Le Conseil municipal a répondu à ces deux objections en demandant, d'une part, l'érection de sa chapelle en chapelle de secours, ce qu'il a obtenu par un décret du Président de la République en date du 4 juillet, et en faisant, d'autre part, opérer de fortes réductions sur le devis estimatif des travaux, dont le chiffre ne s'élève plus aujourd'hui qu'à 13,000 francs.

La commune de Capinghem, qui est petite et fort pauvre, fait usage de toutes ses ressources pour réaliser l'utile projet qu'elle a en vue. Son budget prouve qu'elle ne possède aucun revenu et qu'elle ne pourvoit à ses dépenses ordinaires qu'à l'aide de centimes additionnels. L'imposition extraordinaire de 3,000 francs en huit ans, qu'elle a votée pour la construction de sa chapelle, grèvera les habitants d'une nouvelle addition annuelle de 12 centimes au principal des contributions, montant à 2,150 francs.

Dans cette situation, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'accorder à la commune de Capinghem un secours de 2,000 francs, payable en deux années, et de porter la première moitié au sous-chapitre XVIII du budget de 1851.

Je lui propose également d'appuyer auprès du Gouvernement la demande d'un subside de 4,000 francs sur les fonds généraux des Cultes.

Je joins au présent rapport l'avis du Conseil d'arrondissement de Lille.

Alnes-Warlaing. — Demande de secours pour la reconstruction d'une église.

L'église de la commune d'Alnes est trop petite et tombe en ruines. Sa reconstruction a été reconnue urgente et indispensable.

Un projet a été rédigé et a évalué la dépense à faire à la somme de 31,000 francs.

La dame veuve Bernard, de Lille, a offert de contribuer pour 10,000 francs, et le Conseil mu-

nicipal, en acceptant ce don généreux, a voté ainsi qu'il suit les moyens de paiement des travaux projetés :

1.° Don de Madame Bernard	10,000
2.° Valeur des matériaux de l'église actuelle	4,000
3.° Imposition extraordinaire à percevoir en dix années	6,000
4.° Secours sollicités sur les fonds de l'État et sur ceux du département	12,000
Total	32,000

Ces propositions ont été soumises à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, qui a bien voulu accorder un secours de 6,000 francs, en recommandant à l'architecte d'opérer dans les dépenses de son projet toutes les réductions compatibles avec les garanties désirables de convenance et de solidité.

La nouvelle étude faite en vertu de ces instructions, a ramené le chiffre des dépenses à la somme de 29,000 francs. Il suffirait donc d'un supplément de secours de 3,000 francs pour élever les ressources au niveau des dépenses, et je propose au Conseil général de voter cette somme en trois années.

Je lui ferai remarquer que la commune d'Alnes n'a pas de revenus, qu'elle ne pourvoit à ses charges annuelles que par des centimes additionnels, et que l'imposition de 6,000 francs qu'elle a votée en dix années, sur un principal de contributions de 2,867 francs, donnera lieu à une addition annuelle de 21 centimes.

J'ai inscrit au sous-chapitre XVIII du budget de 1851 le premier tiers du subside de 3,000 fr.

Saint-Benin.— Construction d'une église. — Demande de secours.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les pièces relatives au projet de construction d'une église dans la commune de Saint-Benin.

Le devis estimatif évalue la dépense à faire à la somme de 22,716 francs.

Le Conseil municipal et la fabrique y affectent les ressources dont le détail suit :

1.° Fonds appartenant à la fabrique et provenant de la cession d'un immeuble à la commune	2,702	70
2.° Don offert par M. le desservant	5,000	»
3.° Bénéfice à réaliser sur la fourniture des briques et les transports des matériaux	2,874	30
4.° Imposition extraordinaire à recouvrer en huit années	3,139	»
Total	13,716	»

Il resterait donc à pourvoir à un déficit de 9,000 francs, pour lequel le Conseil municipal, appuyé par le Conseil d'arrondissement, sollicite des secours sur les fonds de l'État et sur ceux du département.

La commune de Saint-Benin ne possède aucune ressource. Le principal de ses quatre contributions directes ne s'élève qu'à 3,329 francs. Elle est grevée pendant huit années, en vertu d'un décret du 3 juin 1849, d'une imposition extraordinaire de 608 francs, représentant 18 cen-

times additionnels. La nouvelle charge qu'elle vote aujourd'hui y ajoutera environ 12 centime de plus.

Cette situation lui donne des titres aux subsides du département. Je propose en conséquence au Conseil général de lui accorder un secours de 3,000 francs, payable en trois années, et de la recommander au bienveillant intérêt de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes. J'inscris une première annuité de 1,000 francs au sous-chapitre XVIII du budget de 1851.

Commune d'Haucourt — Demande de secours pour l'acquisition d'un presbytère.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai appuie une demande formée par la commune d'Haucourt dans le but d'obtenir un secours de 2,800 fr. sur les fonds de l'Etat et sur ceux du département pour subvenir aux dépenses d'acquisition d'un presbytère.

Le Conseil général ayant décidé depuis longtemps qu'il n'accorderait de subventions que pour des constructions ou reconstructions d'églises, ne peut accueillir la demande dont il s'agit, mais il croira devoir sans doute la recommander au bienveillant intérêt de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

SOUS-CHAPITRE XIX.

Je propose à l'article 2 de ce sous-chapitre les crédits suivants qui sont alloués depuis plusieurs années :

Art. 2. Secours à des veuves d'anciens employés de préfecture.

A la veuve Delhaye.	150	»
A la veuve Dehau	100	»

Secours au sieur Evre.

Conformément au vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque et à la délibération prise en 1845 par le Conseil général, je propose l'allocation au sous-chapitre XIX du budget de 1851, d'une somme de 200 francs pour la continuation du secours annuel accordé au sieur Evre, employé de la sous-préfecture de Dunkerque, âgé de 88 ans. Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande de nouveau que ce secours soit porté à 300 francs ; mais la situation des ressources départementales facultatives ne me permet pas d'en faire la proposition.

Sociétés d'agriculture. — Demande de subventions.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général :

1.° Les comptes-rendus par les différentes sociétés d'agriculture du département, de l'emploi des fonds qui leur ont été alloués en 1849, tant par le département que par l'État.

2.° Les projets de budget présentés par ces sociétés, pour l'année 1851.

3.° Et les délibérations prises par les Conseils d'arrondissement d'Avesnes, Cambrai, Dunkerque et Hazebrouck, relativement à différentes questions se rattachant aux intérêts de l'agriculture.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck réclame contre toute pensée qui tendrait à supprimer les sociétés d'agriculture, et exprime le vœu que ces associations soient maintenues et continuent d'être encouragées. — Il n'a jamais été question d'une semblable suppression. Bien loin de là, le

Conseil général s'est toujours empressé d'accorder des subventions aux nouvelles sociétés qui se sont formées dans les conditions déterminées par les réglements.

La société de Cambrai sollicite du département une subvention plus forte, applicable spécialement à l'élève des chevaux et des bestiaux. Les primes que cette association agricole se propose de décerner me paraissent faire double emploi avec celles accordées par le département en faveur des étalons consacrés à la reproduction, et par l'État dans le concours régional des bestiaux.

La Société d'agriculture de Valenciennes insiste de nouveau pour que l'allocation départementale qui lui est attribuée soit augmentée, et demande que la somme des encouragements soit répartie par égales portions entre tous les arrondissements. Le Conseil général ayant, l'année dernière, élevé de 200 fr. le chiffre du subside mis à la disposition de chacune des sociétés autres que celles de Lille et de Douai, dans le but de mettre un terme aux réclamations qui se produisaient chaque année, je ne puis que laisser à son appréciation la suite à donner à la demande de la société de Valenciennes. Je me borne en conséquence à proposer l'inscription au budget de 1851, d'une somme de 13,900 fr., égale à celle allouée pour 1850, et qui serait répartie de la manière suivante :

Société d'agriculture	de Lille.	2,500	»
Id.	de Douai.	2,500	»
Id.	d'Avesnes	1,700	»
Id.	de Cambrai. . . .	1,700	»
Id.	de Dunkerque. .	1,900	»
Id.	de Bailleul. . . .	1,900	»
Id.	de Valenciennes .	1,700	»
		13,900	»

Le département du Nord a participé aux distributions des encouragements de l'État pour une somme de 8,700 fr. répartie comme suit :

Société de Lille.	Encouragements généraux.	2,000	»
Id. de Douai.	Id.	1,200	»
Id. d'Avesnes.	Id.	600	»
Id. de Cambrai.	Id.	500	»
Id. de Dunkerque.	Id.	1,000	»
Id. d'Hazebrouck.	Id.	500	»
Id. de Valenciennes.	Id.	1,200	»
Id. de Bourbourg.	Id.	500	»
Société de Douai.	Subside spécial pour l'achat d'un taureau de Durham.	500	»
Id.	Subside pour l'achat de deux béliers anglais	200	»
Société de Bourbourg.	Subside pour l'achat d'un taureau de Durham.	500	»
		8,700	»

Le département n'avait obtenu en 1849 que 6,750 fr.

La Société d'agriculture de Bourbourg demande que les subventions de l'État soient élevées au

même chiffre que les allocations départementales. J'appellerai sur ce point l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, mais je doute qu'en présence des subsides considérables que le Conseil général accorde avec tant de libéralité pour encouragements à l'agriculture, M. le Ministre puisse accueillir la demande dont il s'agit.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes renouvelle un vœu par lui précédemment exprimé, pour que des ingénieurs soient chargés de rechercher et de signaler aux propriétaires les améliorations dont leurs propriétés sont susceptibles, au point de vue agricole.

Le même Conseil demande que M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce mette à la disposition des Sociétés d'agriculture des machines à fabriquer les tuyaux de drainage, ou les fonds nécessaires à leur achat.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque exprime le vœu que le concours régional de Lille ait lieu le mardi saint au lieu du lundi, le lundi étant le jour de la foire de Bergues, un des principaux marchés du département. La fixation du jour du concours de Lille a été faite directement par M. le Ministre, et le lundi a été adopté, attendu que le concours de Poissy a lieu le mercredi. L'observation du Conseil d'arrondissement pourra être soumise à M. le Ministre.

Le même Conseil réclame l'abaissement du niveau des canaux dans les grandes eaux. Je présente au Conseil général (5.e bureau) un rapport spécial sur le résultat des démarches faites par l'administration pour changer le mode actuel de distribution des eaux de l'Aa.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque émet aussi le vœu que les ouvriers agricoles soient assujettis à l'obligation de se munir de livrets, et réclame la fondation d'asiles cantonaux pour les invalides et les vieillards des campagnes. Les mêmes vœux sont présentés par la Société d'agriculture de Bourbourg.

La Société d'agriculture de Valenciennes exprime enfin différents vœux ayant pour objet :

1.° De réclamer une protection efficace en faveur de l'industrie des sucres.

2.° De solliciter la prompte émission de la loi sur les cafés.

3.° De repousser toute proposition d'impôt sur la chicorée.

4.° De demander la prompte présentation du projet de loi sur la falsification des boissons.

5.° De modifier les conditions du cahier des charges du chemin de fer du Nord, dans le cas où la même compagnie obtiendrait la concession de la ligne d'Erquelines à Saint-Quentin.

6.° D'apporter plusieurs modifications à la loi sur les brevets d'invention.

7.° D'apppeler la sollicitude du Conseil général et du Gouvernement sur la situation de l'établissement thermal de Saint-Amand.

8.° De demander que les travaux de restauration de la tour de Saint-Amand ne soient pas interrompus. J'ai réclamé différents documents de nature à éclairer le Conseil général sur cette question, et je les mettrai sous ses yeux aussitôt qu'ils me seront parvenus.

9.° De solliciter une subvention du département pour l'érection de la statue que la ville de Valenciennes se propose d'élever à Froissart.

Le Conseil général voudra bien exprimer son opinion sur ces différents vœux, afin qu'il soit possible de leur donner la suite qu'ils lui paraîtront susceptibles de recevoir.

Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes — Demande d'érection en société nationale.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes demande que la Société d'agriculture, sciences et arts de cette ville soit régulièrement reconnue société nationale.

Ce vœu a été transmis à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, qui a fait connaître directement à l'association, le 19 janvier dernier, que sa demande ne pourrait être examinée qu'après qu'elle aurait produit son réglement, avec une note sommaire sur ses travaux depuis sa fondation, ainsi qu'une collection de ses documents ou publications.

La Société n'ayant point encore fourni ces documents, M. le Ministre n'a pu être mis en mesure de statuer sur sa demande.

Ferme-école de Templeuve.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général une note qui m'a été adressée par M. Demesmay, directeur de la ferme-école de Templeuve, sur la situation de cette institution.

L'année dernière, onze jeunes gens devant former la première division, ont été admis à la suite d'un concours auquel vingt-deux candidats ont pris part, mais l'un d'eux a quitté l'école dans le courant de l'année.

Un second concours vient d'avoir lieu pour l'admission des douze élèves qui doivent composer la deuxième division et compléter le nombre fixé pour cette seconde année par les réglements.

L'année prochaine un troisième concours portera le personnel des élèves à son chiffre définitif et normal.

Cette institution sera, dans un temps rapproché, en mesure de fournir à l'agriculture des sujets intelligents, expérimentés et en état de propager dans les campagnes, les bonnes méthodes de culture dont ils auront acquis la connaissance sous l'habile direction de M. Demesmay.

Ecoles vétérinaires d'Alfort. — Entretien de bourses.

Au premier janvier dernier, d'après la liste que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, le département du Nord comptait cinquante-neuf vétérinaires brevetés exerçant leur profession :

17	dans l'arrondissement	d'Avesnes,
15	—	de Cambrai,
4	—	de Douai,
3	—	de Dunkerque,
5	—	d'Hazebrouck,
6	—	de Lille,
9	—	de Valenciennes.

Les renseignements que j'ai recueillis et que je communique également au Conseil, constatent qu'il existe dans le département plusieurs localités importantes où la présence d'un vétérinaire serait fort utile. Je crois donc devoir proposer le maintien des quatre demi-bourses que le département entretient à l'école d'Alfort, en portant le crédit à 1,400 fr., suivant les conditions du nouveau programme approuvé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce. Je n'accorderai ces demi-bourses qu'aux élèves qui justifieront de leur aptitude et prendront en même temps, conformément au vœu du Conseil général, l'engagement de résider, pendant cinq ans au moins, dans les cantons qui leur seront désignés par l'administration.

Je joins aux pièces ci-annexées les dernières notes qui m'ont été fournies par la direction de l'école, sur la conduite et les progrès des élèves appartenant au département du Nord

Concours régional d'animaux de boucherie. — Concours départemental pour l'amélioration des races.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le procès-verbal du concours régional de bestiaux de boucherie qui s'est tenu à Lille au mois de mars dernier, et auquel M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce avait affecté vingt primes s'élevant ensemble à **5,500** fr.

Ce concours a été très-remarquable, autant par le nombre des bestiaux qui ont été présentés que par leur conformation et le degré d'engraissement auquel ils étaient généralement parvenus. Ce premier essai a montré tout ce que l'on est en droit d'attendre de ce nouveau moyen d'encouragement pour l'agriculture, et doit faire bien augurer de l'avenir réservé au concours régional de Lille. Je n'ai donc point hésité à proposer à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce de l'instituer d'une manière définitive, et je l'ai prié en même temps d'avoir égard aux vœux exprimés par le jury pour qu'une augmentation dans les allocations permette d'étendre les encouragements à des classes d'animaux omises dans cette première épreuve, et pourtant intéressantes pour l'alimentation publique et la production agricole du pays.

La Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille a maintenu le concours départemental annuel pour l'amélioration des races, et y a compris les veaux et porcs de boucherie, pour lesquels M. le Ministre n'avait institué aucune prime au concours régional. Je communique au Conseil général le compte-rendu de ce concours, dont une expérience de plusieurs années a constaté toute l'utilité. Je propose en conséquence le maintien au budget de **1851**, du subside spécial de **1,500** fr. alloué à la Société pour cette institution.

Agriculture. — Établissement d'un concours central.

Dans la session de **1849**, l'attention du Conseil général a été appelée sur la question de savoir s'il ne serait pas utile d'établir un concours central, afin d'être à même de constater, d'une manière générale, les améliorations obtenues par les diverses sociétés d'agriculture, tant dans la culture que dans l'élève des chevaux et des bestiaux.

Le Conseil, tout en applaudissant à la pensée qui avait dicté cette proposition, a demandé que la question fût examinée par toutes les sociétés d'agriculture du département.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil les différents documents qui me sont parvenus, ainsi que le résumé que la Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille a bien voulu présenter sur le projet de création du concours central.

Toutes les sociétés du département sont unanimes pour reconnaître les avantages de la mesure proposée et y donnent leur complète adhésion. Quelques-unes demandent que le concours central ait lieu tous les deux ans et que le siége en soit successivement transporté dans les villes de Lille, Hazebrouck, Douai et Valenciennes.

Je ne partage pas leur opinion sur ce point. Je pense, au contraire, que l'on n'atteindra réellement le but que le Conseil général se propose qu'en établissant le concours central à Lille. Cette ville offre seule, suivant moi, les ressources nécessaires pour donner à la nouvelle institution l'importance qu'elle doit avoir, et les exposants y trouveront le facile placement des produits qu'ils amèneront au concours et pour lesquels ils ne devront pas supporter des frais de retour considérables. Il n'en serait pas de même si le concours avait lieu successivement dans quatre chefs-lieux d'arrondissement. Ce ne serait plus un concours central, mais bien un concours d'arrondissement

ajouté à celui qui existe déjà, et pour lequel seulement les primes seraient plus fortes. Il est permis de douter en effet que les cultivateurs des arrondissements d'Avesnes, de Valenciennes et de Douai consentiront à se déplacer pour aller à Hazebrouck, surtout si le même concours doit avoir lieu deux ans après au chef-lieu de leur arrondissement ou d'un arrondissement plus voisin.

D'un autre côté, pour présenter des résultats réels, le concours central ne doit, à mon avis, avoir lieu que tous les trois ou quatre ans, car il faut ce délai pour réaliser et constater une amélioration de quelqu'importance dans la culture comme dans les produits agricoles.

Dans ces conditions, le concours central me paraîtrait une chose éminemment utile. Je propose en conséquence au Conseil général d'inscrire, au budget départemental de 1851, un crédit de 6,000 fr. et de décider que le jury de ce concours sera composé de deux membres désignés par chacune des sociétés d'agriculture du département.

Amélioration des races de chevaux.

Le Conseil général a élevé, l'année dernière, à la somme de 4,000 francs, le chiffre de l'allocation accordée pour l'amélioration des races de chevaux et a décidé que cette somme serait distribuée en primes aux meilleurs étalons consacrés à la reproduction.

Deux concours ont eu lieu pour la répartition de ces encouragements, l'un à Valenciennes, le second à Hazebrouck.

A Valenciennes, vingt-deux étalons ont été présentés au jury, qui a décerné les quatre primes dont il disposait, dans l'ordre suivant :

1.re prime. — 900 fr. et une médaille d'argent, à M. Piérart, cultivateur à Dourlers ;

2.e prime. — 600 fr. et une médaille d'argent, à M. Moreau, cultivateur a Saint-Saulve ;

3.e prime. — 400 fr. à M. Carlier, cultivateur à Villers-Plouich ;

4.e prime. — 300 fr. à M. Coursier, cultivateur à Honnecourt.

Le jury a été satisfait de ce concours et en sollicite le maintien.

A Hazebrouck, le concours est loin d'avoir été aussi avantageux. Sur quatorze chevaux présentés, six ont été éliminés comme trop jeunes, et sept autres comme atteints de vices de conformation ou de tares prononcées. Le dernier étalon, appartenant au sieur Persyn, cultivateur à Volckerinckhove, n'était même point irréprochable, mais en raison de quelques qualités qu'il présentait, le jury a consenti à lui décerner la troisième prime (400 fr.)

En présence d'un pareil résultat, le jury a reconnu que ce concours ne devait pas être maintenu, et il propose de le remplacer par l'achat d'étalons propres à améliorer efficacement l'industrie chevaline.

J'ai provoqué sur ces propositions les délibérations des commissions hippiques du département. Leurs avis sont partagés.

Après examen de ces avis et de la question, j'ai pensé qu'il y avait lieu de donner satisfaction aux vœux exprimés par les deux jurys, de maintenir en conséquence le concours de Valenciennes et de remplacer celui d'Hazebrouck par des étalons achetés au compte du département et qui seraient confiés à l'administration des haras, laquelle consent à s'en charger, moyennant le simple abandon des produits de la monte et des primes que les étalons pourront obtenir du Gouvernement.

Les races percheronne et boulonnaise avaient été indiquées comme pouvant fournir les meilleurs sujets. J'ai consulté sur ce point M. le directeur du dépôt d'Abbeville, et il résulte de son avis que ces deux races n'ont pas un principe régénérateur assez puissant pour améliorer les races

flamandes. Cette opinon se trouve confirmée par l'expérience faite dans le département de l'Aisne, où l'étalon percheron n'ayant nullement répondu à l'attente des éleveurs, à dû être remplacé depuis 1843 par l'étalon fort carrossier de race distinguée.

Par ces considérations, je propose au Conseil général d'inscrire au budget départemental de 1851, une somme de 8,250 fr., savoir :

1.° 2,250 fr. pour le montant des primes et médailles à décerner dans le concours de Valenciennes ;

2.° 6,000 fr. pour l'achat de deux étalons.

Ce n'est qu'à titre d'essai que je provoque seulement l'achat de deux étalons. Si, comme je l'espère, cet essai réussit, je demanderai au Conseil le crédit nécessaire pour en augmenter le nombre.

Différents vœux ont été exprimés tant par les commissions hippiques que par les Conseils d'arrondissement. Je mets leurs délibérations sous les yeux du Conseil général en laissant à son appréciation la suite qu'il jugera utile de leur donner.

Conformément aux instructions de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, je joins à l'appui de ce rapport un exemplaire du compte-rendu des travaux de l'administration des haras, pour 1849.

Création d'une école préparatoire de médecine et de pharmacie à Lille.

Dans sa session da 1849, le Conseil général a renouvelé le vœu qu'il avait exprimé antérieurement pour l'établissement à Lille, d'une école préparatoire de médecine et de pharmacie.

Sa délibération a été transmise à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, dès le 27 septembre 1849, et recommandée à toute sa sollicitude. J'en ai rappelé l'objet par une lettre du 15 juillet dernier, mais aucune réponse ne m'est parvenue jusqu'ici.

Dans l'état, je ne puis que proposer au Conseil général de renouveler son vœu, et, dans l'espoir que ce vœu ne tardera pas à recevoir une solution favorable, de maintenir au budget de 1851 le crédit de 1,500 fr. destiné à l'institution d'un cours théorique et pratique d'accouchements, conformément à l'article 80 de la loi du 19 ventôse an XI.

Vaccine.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général :

1.° L'état des vaccinations opérées dans le département du Nord pendant l'année 1849 ;

2.° Les délibérations prises par les Conseils d'arrondissements de Lille, Avesnes, Hazebrouck et Valenciennes ;

3.° Le rapport du comité central de vaccine.

D'après le premier de ces documents, le chiffre des vaccinations aurait été de. .	20,845	»
En 1848, il en avait été constaté.	20,901	»
Différence en moins pour 1849.	56	»

Le nombre des naissances a cependant été plus considérable. De 33,520 en 1848, il s'est élevé en 1849, à.	35,531
En déduisant de ce chiffre les enfants morts avant l'âge de 3 mois.	3,595
il restait en sujets vaccinables.	31,936
dont 20,845 ont été vaccinés.	20,845
Il semblerait résulter de la comparaison de ces deux chiffres que 11,091 enfants auraient échappé au bienfait de la vaccine.	11,091

Une semblable situation, si elle existait réellement, serait très-regrettable, mais heureusement j'ai lieu de penser qu'elle n'est qu'apparente et provient uniquement de l'insouciance ou du mauvais vouloir d'un grand nombre de médecins et de sages-femmes qui, malgré toutes les démarches faites auprès d'eux, ne fournissent à l'administration aucune note, aucun renseignement sur les opérations qu'ils ont faites dans le cours de l'année.

Cette observation a déterminé les Conseils d'arrondissement de Lille et d'Avesnes à renouveler les vœux précédemment exprimés par eux pour que des mesures fussent prises afin d'arriver à établir une bonne statistique de la vaccine, et pour que des peines fussent édictées contre les chefs de famille qui ne feraient pas vacciner leurs enfants. Ces vœux, appuyés l'année dernière par le Conseil général, ont été transmis à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce et recommandés à toute s asollicitude.

Le comité central de vaccine demande le rétablissement de l'indemnité de 30 centimes accordée précédemment par vaccination, et, en attendant, il propose de porter à 6,000 francs l'allocation du département pour le service de la vaccine.

Le rétablissement de l'indemnité de 30 centimes présente des difficultés sérieuses. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que cette indemnité était prélevée sur un fonds commun fourni par les communes, et que c'est le refus d'un très-grand nombre de Conseils municipaux de voter leur part contributive, qui a déterminé la suppression contre laquelle on réclame aujourd'hui.

Quant à l'allocation départementale, elle me paraît pouvoir être difficilement augmentée, à raison des charges considérables qui pèsent sur le budget. Dans cette situation, je crois devoir me borner à demander pour 1851 la continuation du crédit de 2,400 francs précédemment affecté à ce service.

Je me propose d'examiner, après avoir réclamé l'avis des comités de vaccine, s'il ne conviendrait pas de remplacer les encouragements accordés jusqu'à ce jour par des récompenses pécuniaires que les vaccinateurs paraissent préférer aux ouvrages de médecine ou instruments qui font souvent double emploi avec les objets qu'ils possèdent déjà. Le nombre des médailles serait également diminué et il n'en serait accordé à l'avenir, tous les ans, qu'à deux ou trois vaccinateurs qui auraient justifié d'un chiffre considérable de vaccinations ou qui se seraient distingués par des soins constants pour propager la vaccine dans leur commune ou leur circonscription.

Dans sa session de 1849, le Conseil général a renouvelé le vœu qu'une médaille d'or fût accordée à M. Delemar, officier de santé à Lille, le plus ancien comme le plus méritant des vaccinateurs du département. Je suis heureux d'annoncer au Conseil que ce vœu a été accueilli par l'académie de médecine.

Les vaccinateurs qui se sont particulièrement signalés l'année dernière sont :

M. Thélu, officier de santé à Dunkerque, qui a opéré 520 vaccinations.
M. Gouttière, id. à Lille. . . . . 453 id.
Dame Carbonnier, sage-femme à Roubaix. . . . . 363 id.
Dame Duthoit, id. id. . . . . 360 id.
M. Robert, docteur en médecine à Ligny. . . . . 310 id.
M. Delemar, officier de santé à Lille. . . . . 301 id.

Conseils d'hygiène et de salubrité.

Suivant le désir exprimé par le Conseil général, j'ai l'honneur de lui communiquer les états des dépenses faites par les Conseils d'hygiène et de salubrité, ainsi que les résumés sommaires des travaux de quelques-uns de ces comités.

Le Conseil central de Lille annonce qu'il fera imprimer à la fin de cette année le compte-rendu de ses délibérations et de celles des comités d'arrondissement. Cette publication importante, qui doit être tirée à 500 exemplaires, va augmenter de plus de 1,000 fr. pour 1851 les dépenses du Comité, et je pense que le Conseil général voudra lui en tenir compte. Je propose en conséquence de porter le crédit pour 1851 à 2,750 fr., à répartir de la manière suivante entre les différents conseils, savoir :

Conseil central de Lille. . . .	1,930	»
Id. d'Avesnes.	150	»
Id. de Cambrai.	120	»
Id. de Douai.	120	»
Id. de Dunkerque.	120	»
Id. d'Hazebrouck.	60	»
Id. de Valenciennes. . . .	250	»
	2,750	»

Le Conseil général s'est associé l'année dernière aux vœux qui avaient été exprimés par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, dans le but d'améliorer le sort des classes nécessiteuses, en leur procurant de meilleures conditions d'habitation, d'alimentation, d'habillement et d'éducation. Sa délibération a été transmise à M. le Ministre de l'Intérieur, ainsi qu'à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, et recommandé d'une manière particulière à toute leur sollicitude.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes émet, cette année, différents vœux également en faveur des classes indigentes et des pauvres secourus par les bureaux de bienfaisance. Le Conseil général examinera quels sont les points qu'il jugera devoir recommander, d'une manière plus pressante à l'attention du Gouvernement.

Écoles d'Arts et Métiers.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le procès-verbal des examens des candidats qui se sont présentés pour être admis à l'École d'Arts et Métiers de Châlons.

J'ai transmis un double de ce procès-verbal à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en appelant son intérêt sur les candidats inscrits en première ligne dans l'ordre de mérite.

Je propose au Conseil d'inscrire au budget de **1851** le crédit de 1,500 fr. nécessaire pour le paiement du prix des trois bourses que le département entretient depuis plusieurs années à ladite École.

Les directeurs de Châlons et d'Angers m'ont adressé des notes sur la situation actuelle des élèves du département, sortis de leurs écoles depuis **1843**. Je mets ces notes sous les yeux du Conseil général, ainsi que le dernier bulletin qui m'est parvenu sur la conduite, l'aptitude et les progrès des élèves existant aujourd'hui à Châlons. L'école d'Angers n'en compte plus provenant du département.

Sourds-muets et jeunes aveugles.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil,

1.° Le rapport qui m'a été adressé par MM. les membres de la Commission chargée de la surveillance des deux institutions de sourds-muets et jeunes aveugles ;

2.° Les notes fournies par les Directeurs de ces deux établissements, ainsi que par le Directeur de l'Institut de Paris, sur la conduite, l'aptitude et les progrès des élèves boursiers et demi-boursiers du département.

Les établissements de Lille et de Fives continuent d'être tenus avec les plus grands soins et justifient toujours la bienveillance que le Conseil général leur montre depuis un grand nombre d'années.

Le Conseil a élevé, l'année dernière à 25,650 fr. le montant de l'allocation affectée à l'entretien des bourses, savoir :

8 bourses d'aveugles	à 550 fr. . . .	4,400	»
10 demi-bourses	à 275 fr. . . .	2,750	»
26 bourses	à 500 fr. . . .	13,000	»
22 demi-bourses	à 250 fr. . . .	5,500	»
		25,650	»

Je propose l'inscription du même crédit au budget de 1851.

A ma demande, M. le Ministre de l'Intérieur a bien voulu accorder aux deux institutions, comme témoignage de sa satisfaction, un subside de 1,200 fr. sur les fonds généraux de 1850. Je n'oublierai pas, pour l'année prochaine, de les recommander de nouveau à toute sa sollicitude.

Quelques observations se sont produites l'année dernière relativement à la durée des études. D'après les explications fournies dans les rapports que je mets sous les yeux du Conseil, il ne semble pas possible de fixer un terme invariable pour tous les sujets sans exception. Il faut, en effet, tenir compte très-fréquemment du plus ou moins de facilité, du plus ou moins d'aptitude des élèves, et dans cette situation le Conseil jugera peut-être devoir laisser à l'administration le soin de déterminer, sur la proposition de la Commission de surveillance et dans la limite extrême de sept années, le temps que chaque élève passera dans l'établissement.

Le Conseil, dans sa session de l'année dernière, a renouvelé le vœu que l'État prît à sa charge les dépenses des deux établissements de sourds-muets et aveugles, ou que la législation des aliénés fût appliquée aux sourds-muets.

Ce vœu a été transmis à M. le Ministre de l'Intérieur et recommandé à son intérêt ; mais il n'a pu recevoir jusqu'ici aucune solution.

En réglant en 1849 le nombre et le prix des bourses, le Conseil n'a pas remarqué qu'il restait une élève à l'institution de Paris, dont la pension est de 600 fr. et qui ne doit terminer ses études que le 1.er octobre prochain. Il en résultera, lors de la liquidation de l'exercice courant, un léger excédant de dépense de 187 fr. 50 cent. Je prie le Conseil de vouloir bien l'approuver dès à présent, pour la régularité de la comptabilité.

Commission historique.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un rapport de M. le président de la Commission historique sur l'état des travaux entrepris par cette compagnie savante depuis l'année dernière.

La Commission historique poursuit l'accomplissement de sa mission avec un zèle et une intelligence que je suis heureux de reconnaître. Le Conseil général partagera, j'en suis persuadé, mes sentiments à cet égard. Je n'hésite point en conséquence à lui proposer d'accorder à la Commission le crédit de 400 francs qu'elle sollicite et dont elle a besoin pour faire continuer l'impression de ses utiles publications.

Élèves artistes. — Cordier, élève sculpteur.

Le jeune Charles Cordier, de Cambrai, élève sculpteur, a obtenu, depuis trois ans, un subside de 800 francs pour continuer son éducation artistique à l'école des beaux-arts de Paris.

Je n'ai point encore reçu sa demande pour la quatrième année d'études, ni les certificats de ses professeurs que j'ai réclamés dès le 15 juillet dernier. Je propose néanmoins au Conseil général de maintenir l'allocation au budgét de 1851, sauf à n'en faire emploi qu'après que l'élève aura fait toutes les justifications exigées.

Fiévet, élève peintre.

Le jeune Fiévet, de la commune de Nomain, qui a obtenu il y a deux ans un subside de 500 francs pour poursuivre le cours de ses études comme élève peintre, sollicite la continuation de cette allocation.

Il justifie de ses progrès par une attestation des plus favorables à lui délivrée par M. le président de la Commission administrative des écoles académiques de Lille. Je propose en conséquence d'accueillir sa demande.

Le jeune Carpeaux.

Le jeune Carpeaux, élève sculpteur, ainsi que les demoiselles Montigny et Heisser, musiciennes, qui ont obtenu, pendant plusieurs années, des subsides du département, doivent terminer prochainement leurs études. Je n'ai dès-lors aucune proposition à faire en leur faveur.

SOUS-CHAPITRE XIX.

Maison de refuge du Bon-Pasteur.

Le Conseil général a apprécié l'utilité et la haute moralité de cette institution qui, depuis

plusieurs années, rend d'éminents services à la société. Je crois donc être l'interprête de ses sympathies en lui proposant de maintenir au sous-chapitre XIX du budget de 1851, l'allocation de 3,000 fr. destinée à l'entretien de vingt bourses en faveur des femmes ou filles qui manifestent l'intention de renoncer à leurs habitudes vicieuses.

Société humaine de Dunkerque.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque sollicite la continuation du subside de 300 fr. accordé annuellement à la société humaine. Dans sa délibération, il annonce que le Conseil municipal a pris l'engagement d'allouer une subvention à cette institution, sur les fonds communaux de 1851.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'accueillir la demande du Conseil d'arrondissement de Dunkerque. La société humaine ne peut être considérée comme une institution purement locale; Ses services s'étendent à tous les marins sans distinction de pays, et envisagée sous ce rapport, son action prend un caractère d'intérêt général qui ne peut que la recommander à toute la sollicitude du Conseil.

Colonie agricole de Mettray.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil une demande de subvention formée par MM. les directeurs de la colonie agricole de Mettray.

L'intérêt qui s'attache à cette institution éminemment utile et qui reçoit depuis plusieurs années des marques de sympathie du Conseil me détermine à lui proposer d'inscrire en sa faveur une nouvelle allocation de 500 fr. au budget de 1851.

Je dépose également un état de renseignements sur les jeunes détenus appartenant au département.

Enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres. — Colonie agricole de Mesnil-Saint-Firmin.

Depuis 1843, le Conseil général a voté chaque année une allocation de 250 francs, à titre d'encouragement, en faveur de la société d'adoption pour les enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres.

Persuadé que les bons résultats obtenus par cette colonie ont été appréciés par vous, je n'hésite pas, Messieurs, à vous proposer l'allocation d'une nouvelle subvention de 250 fr. pour l'année 1851.

L'œuvre éminemment philanthropique que dirige la société d'adoption me paraît mériter de plus en plus l'intérêt de l'administration. Les fonds que vous lui allouez ont d'ailleurs un emploi utile, puisqu'ils sont affectés à l'entretien d'élèves à la charge du département, et diminuent d'autant les dépenses du service des enfants trouvés.

Allocation de secours. — Enfants du sieur Massieu.

La dame Massieu, veuve de l'ancien directeur de l'institution des sourds-muets du département, sollicite la continuation de l'allocation de 500 fr. que le Conseil général a bien voulu lui accorder pour l'instruction de ses deux enfants.

A sa demande, Mme. Massieu joint deux certificats constatant que ces enfants sont placés dans les institutions d'Auchy et d'Haubourdin et qu'ils obtiennent dans leurs études de bons résultats.

Cette famille se trouvant toujours dans la position qui lui a mérité un témoignage si marqué de

la bienveillance du Conseil général, je propose le maintien du crédit de 500 fr. au budget départemental de 1851.

SOUS-CHAPITRE XX.

Cultes.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la lettre que m'ont écrite MM. les vicaires-généraux capitulaires du diocèse de Cambrai, au sujet de l'allocation à porter au budget départemental à titre de supplément de traitement aux membres du clergé métropolitain.

Conformément aux demandes formulées dans cette lettre, je propose l'inscription au sous-chapitre XX du budget de 1851, des crédits dont le détail suit, égaux à ceux qui ont été alloués pour 1850.

Supplément aux trois vicaires-généraux, à raison de 1,200 fr. chacun.	3,600	»
Supplément aux dix chanoines, à raison de 1,000 fr. chacun.	10,000	»

Je propose en outre au même sous-chapitre l'allocation d'un secours de 1,000 fr. en faveur du culte protestant. Ce chiffre est conforme au crédit voté l'année dernière.

SOUS-CHAPITRE XXI.

Secours pour remédier à la mendicité.

Il est ouvert au budget départemental, sous le N.° XXI, un sous-chapitre ayant pour titre : *Secours pour remédier à la mendicité.*

Jusqu'aujourd'hui aucune allocation n'y a été portée. Il arrive cependant des circonstances spéciales et exceptionnelles qui font regretter au Préfet de n'avoir pas à sa disposition quelques fonds qu'il puisse employer au soulagement de certaines misères, qui, par leur nature et par la position particulière des malheureux qu'elles atteignent, ne rentrent pas dans l'application des règles ordinaires de l'assistance publique. Les questions relatives aux conditions d'établissement du domicile de secours, suscitent assez fréquemment des conflits entre les communes que les indigents ont successivement habitées, et repoussés par toutes jusqu'à ce que l'autorité supérieure ait prononcé, ces malheureux se trouvent, pendant un temps plus ou moins long, privés des secours qui leur sont de la plus rigoureuse nécessité.

Dernièrement la commune de Crochte, qui avait à sa charge un vieillard infirme et atteint de maladie incurable, a exposé qu'elle n'avait ni les ressources pécuniaires ni les moyens médicaux nécessaires pour le traiter, et a demandé qu'il fût admis et soigné à l'hospice de Bergues, établissement charitable le plus voisin. L'administration hospitalière de Bergues a résisté, en faisant valoir qu'elle manquait de locaux pour recevoir l'indigent malade dont il s'agit; son réglement d'ailleurs s'opposait d'une manière formelle à cette admission. Il fallait cependant prendre un parti dans l'intérêt du malheureux, et j'ai décidé qu'il serait placé à l'hospice de Dunkerque, aux frais réunis de cet hospice, de celui de Bergues et de la commune de Crochte. Cette décision, qui, sans être fondée sur les principes d'une légalité incontestable, était néanmoins impérieusement commandée par les circonstances, a été l'objet d'un pourvoi de la part de l'hospice de Dunkerque, et il est possible qu'elle soit réformée. Je ne pourrai, dans ce cas, maintenir l'indigent dont il s'agit dans cet établissement qu'en offrant, au nom du département, de contribuer pour une portion aux frais de son entretien.

Je livre ces réflexions à l'appréciation du Conseil général, et le prie d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'allouer au sous-chapitre XXI une somme de mille francs qui me donnerait la possibilité de parer aux éventualités de la nature de celle que je viens d'indiquer. Il est inutile de dire que l'emploi de ce crédit serait justifié de la même manière que toutes les autres dépenses départementales.

SOUS-CHAPITRE XXII.

Conformément aux allocations des années précédentes, ce sous-chapitre contient les propositions de crédits suivantes :

Article 1.er Frais de publication du procès-verbal des délibérations du Conseil général	1,700	»
Art. 8. Frais d'illumination des édifices départementaux	200	»
Art. 10. Réserve pour dépenses imprévues	1,000	»
Art. 11. Traitement du gardien de la pyramide de Denain	200	»
Art. 12. Indemnité de logement à M. le conseiller de préfecture secrétaire-général	1,000	»

Bibliothèque de la Préfecture.

La collection du Moniteur, existant à la bibliothèque de la Préfecture, est incomplète. Il y manque trois volumes, dont un de tables. Je me suis assuré qu'il serait facile de se les procurer à un prix avantageux.

Quelques publications administratives, qui sont déposées dans les bureaux, auraient également besoin d'être complétées.

Il faudrait encore, suivant la recommandation de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, faire relier l'importante collection de la Statistique générale de France, dont la bibliothèque de la Préfecture possède onze volumes.

La dépense totale ne s'élèverait, d'après le détail ci-après, qu'à 264 fr. 50 c., savoir :

Moniteur, 2.e semestre 1793	20	»
Id. 1.er semestre 1810	16	»
Tables de 1799 à 1814	60	»
Collection des circulaires du ministère de l'intérieur, 1830 à 1838, 3 vol. à 7 fr. 50 c., soit 9 vol. pour compléter trois des quatre collections existant dans les bureaux	67	50
Journal militaire officiel, vol. de 1846 à 1849	15	»
Collection des ordonnances de police, 2 vol. à 9 fr., soit 4 vol, pour les deux exemplaires existant dans les bureaux	36	»
Frais de reliure de ces livres ainsi que de ceux composant la Collection de la Statisque générale	50	»
	264	50

Je prie le Conseil général de vouloir bien allouer cette somme au budget de 1851

Belles actions.

Sur la somme de 1,400 fr. inscrite au budget de 1849 pour belles actions, il n'a été employé que celle de 1,170 fr., laquelle a été répartie de la manière suivante :

33	primes	de 10 fr.	330	»
36	Id.	de 15 fr.	540	»
9	Id.	de 20 fr.	180	»
2	Id.	de 25 fr.	50	»
1	Id.	de 30 fr.	30	»
1	Id.	de 40 fr.	40	»
82			1,170	»

Parmi les 82 personnes récompensées, 20 avaient fait preuve de dévouement dans divers incendies ; 57 avaient sauvé des personnes en danger de périr dans les eaux, et 5 ont rendu d'importants services pendant des épidémies.

De son côté, M. le Ministre de l'Intérieur a accordé, en 1849, à divers habitants du département du Nord, 49 médailles, dont une en or, et 48 en argent, comme récompense d'actes de courage et de dévouement.

Le département du Nord, comme on peut voir, fournit pour sa part un contingent fort honorable aux annales de ces actes qui honorent l'humanité.

Les témoignages de la reconnaissance publique produisent un excellent effet et entretiennent dans les populations une émulation très-utile. Je crois donc devoir proposer au Conseil général de maintenir, pour 1851, le crédit de 1,400 fr. affecté depuis plusieurs années à cette destination.

Jury médical. — Rapport annuel.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport présenté par le jury médical du département du Nord sur le résultat des visites qu'il a faites, en exécution de la loi du 21 germinal an XI, dans les pharmacies, ainsi que chez les épiciers, droguistes, etc, etc.

Ce rapport est accompagné de l'état numérique des établissements inspectés au nombre de 3,895, donc 164 pharmacies, 2,654 magasins d'épiceries et drogueries assujettis au droit de visite, et 1,073 affranchis de cette contribution.

La somme à recouvrer pour le montant des rôles du jury médical est de. . . .	11,624	»
L'excédant des réceptions faites par le jury, en 1849, a été de	1,040	39
Total à porter en recette au budget de 1851	12,664	39

Il y aura lieu de prélever sur cette somme, et d'inscrire en dépense au sous-chapitre XXII du même budget, 6,800 fr. à répartir comme suit :

5,520 fr.	pour frais de tournée des membres du jury.
1,200 fr.	pour l'indemnité qui leur est accordée annuellement.
80 fr.	pour frais d'impression.

Dans son rapport, le jury présente diverses observations ayant trait au chaulage des graines, à la mauvaise qualité de quelques substances alimentaires, ainsi qu'à l'emploi, par les confiseurs, les patissiers, etc, de matières nuisibles pour la préparation ou la coloration de leurs produits. J'ai communiqué ces observations à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce; d'après ses instructions, j'ai recommandé de la manière la plus pressante au jury médical de tenir sévèrement la main à l'exécution des réglements sur la matière, et de signaler aux autorités locales toutes les contraventions qu'il viendrait à constater.

Le jury émet aussi, dans son rapport, différents vœux relativement à l'exercice de la profession de pharmacien. M. le Ministre m'a annoncé que ces vœux seraient appréciés lorsque le gouvernement s'occupera de préparer le projet de la nouvelle loi sur la médecine et la pharmacie.

Etablissement thermal de Saint-Amand. — Traitement du médecin. — Admission des indigents.

Le traitement du médecin imspecteur de l'établissement thermal de Saint-Amand, a été fixé à 800 fr. J'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire un crédit de cette somme au budget de 1851.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai demande que les indigents puissent être admis gratuitement à l'établissement de Saint-Amand et y soient traités, nourris et logés aux frais du département.

Aux termes de l'arrêté d'un de mes prédécesseurs, en date du 9 mars 1844, le prix des bains et douches est réduit à 50 centimes pour les indigents dont l'admission est demandée par les bureaux de bienfaisance.

Le département, lié d'ailleurs par les conditions du bail, ne peut exiger davantage des concessionnaires, et il n'y a pas de raison pour qu'il s'impose la charge du traitement et de l'entretien des indigents dans l'établissement. Cette dépense concerne essentiellement les bureaux de bienfaisance; c'est à eux à prendre les mesures nécessaires pour que les indigents dont ils sollicitent l'admission à l'établissement thermal, soient complètement défrayés, s'il y a lieu, ainsi que cela se pratique dans d'autres départements.

Frais d'expertise des voitures publiques.

Les frais d'expertise des voitures publiques allant à destination fixe sont à la charge des départements, aux termes de deux décisions ministérielles en date des 7 septembre 1824 et 26 février 1828.

Ces frais s'élevant à environ 200 francs par année, dans le département du Nord, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général d'inscrire un crédit de même somme au sous-chapitre XXII du budget de 1851.

Travail des enfants dans les manufactures.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les différents rapports qui me sont parvenus relativement à l'exécution de la loi du 22 mars 1841, sur le travail des enfants dans les manufactures.

Le Conseil connaît toutes les difficultés que cette loi avait rencontrées dans son application,

difficultés que, malgré tous ses efforts, l'administration n'avait pu vaincre qu'en partie. Les événements de 1848 avaient apporté une perturbation profonde dans le service de l'inspection, et tout a dû en quelque sorte être réédifié.

Le rapport de M. le vice-président de la commission d'inspection de Lille fait connaître les mesures prises pour la réorganisation de ce service, et entre à ce sujet dans des détails que le Conseil général ne lira pas, j'en suis persuadé, sans intérêt. Il y trouvera la preuve que messieurs les inspecteurs de Lille ont compris l'importance de leur mission, et qu'ils sont disposés à poursuivre activement la réalisation de l'œuvre de moralisation dont la loi de 1841 contient de si grands germes.

Mais pour atteindre ce but d'une manière complète, la commission de Lille demande :

1.° L'établissement de nouvelles écoles de midi ;

2.° La reconstitution de plusieurs sous-commissions de l'arrondissement ;

3.° La promulgation de la nouvelle loi qui doit compléter celle de 1841, et qui devrait établir une règle uniforme pour la durée du travail des enfants sans distinction d'âge, en interdisant l'entrée des ateliers aux enfants de moins de dix ans ;

Et 4.° La création d'un emploi d'inspecteur salarié dans chacun des grands centres industriels.

La commission de Lille demande aussi qu'un enseignement spécial soit approprié aux classes destinées aux jeunes ouvriers, et que l'enseignement moral et religieux en soit la base et le principal sujet.

La situation financière des communes manufacturières où il n'existe pas de classes de midi, s'est opposée jusqu'à ce jour à la réalisation de cette mesure que l'administration ne cesse de réclamer. Je ne négligerai aucune démarche, aucune instance pour obtenir une amélioration si désirable.

Je poursuis aussi sans relâche la réorganisation des diverses sous-commissions qui sont incomplètes. Je viens de faire, à cet effet, un nouvel et pressant appel aux Maires des communes où l'insuffisance de l'inspection est signalée.

J'appuie le vœu émis pour la présentation prochaine de la nouvelle loi, et la création d'un emploi d'inspecteur rétribué. Cet emploi suffirait, à mon avis, pour le département, car les inspecteurs n'en devraient pas moins continuer leur surveillance, et dès-lors le fonctionnaire rémunéré serait principalement appelé à constater les abus signalés par les commissions d'arrondissement.

La commission de Valenciennes fait observer que les mines, sous prétexte qu'elles seraient régies par une législation spéciale, se sont toujours refusées à exécuter la loi du 22 mars 1841. La question que soulève ce refus a été depuis longtemps résolue en ces termes par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce :

« Les exploitations houillères qui emploient des enfants et qui occupent plus de vingt ouvriers,
« sont atteintes par les dispositions de l'article 1.er de la loi de 1841. La loi a été partout entendue
« de cette façon. Ce n'est pas dans les établissements de ce genre que la surveillance peut être le
« moins nécessaire.»

J'ai rappelé ces dispositions à M. le Sous-Préfet de Valenciennes et l'ai invité à tenir la main à ce que la loi soit exécutée dans les exploitations houillères comme dans tous les établissements industriels de son arrondissement.

Les frais des imprimés nécessaires aux travaux des commissions étant à la charge du département, je propose au Conseil général d'inscrire au budget de 1851 un crédit de 200 francs égal à celui qui figurait au budget de 1849 et des années antérieures.

Frais de division des cotes de contribution foncière et des portes et fenêtres entre les fermiers et locataires.

Le rapport ci-joint de M. le directeur des contributions directes rend compte des résultats du mode adopté par le Conseil général pour assurer l'exécution de la loi du 4 août 1844 en ce qui concerne la division des cotes de contribution foncière et des portes et fenêtres entre les fermiers et locataires, tout en maintenant aux propriétaires l'avantage dont ils jouissaient précédemment, de faire opérer la division par les soins des agents de l'administration.

Le directeur continue à reconnaître que ce système, qui a subi deux années d'épreuve, offre aux propriétaires les mêmes facilités, et aux fermiers les mêmes garanties que le mode antérieurement suivi, et satisfait à tous les besoins du recouvrement. Il ajoute que les crédits alloués dans les budgets de 1848, 1849 et 1850 ont suffi, moins une légère différence de 2 fr. 28 c., au paiement des frais relatifs à la confection des rôles de 1849, 1850 et 1851. Il propose enfin pour le service de l'année prochaine, à raison de 160,200 articles de division à 4 centimes chacun, une allocation de 6,408 fr. au budget de 1851. Je prie le Conseil général d'ouvrir ce crédit au sous-chapitre XXII.

Mais le Conseil a, dans sa session de 1849, exprimé le vœu suivant :

« Il serait à désirer de voir établir sur le rôle et sur les avertissements généraux les folios et la » contenance de la matrice cadastrale conservés sur les rôles et les avertissements de division. Ce » renseignement serait utile, et il y a lieu par le Conseil général d'en provoquer le rétablis- » sement. »

Le Ministre des Finances, consulté sur les moyens de réalisation de ce vœu, a répondu qu'il n'y mettait pas obstacle, pourvu que le département se chargeât de l'augmentation de dépense qui en résulterait.

Le directeur des contributions fait observer en effet que les renseignements demandés ne figurent pas dans les matrices générales, et qu'il faut conséquemment les y ajouter en les extrayant des matrices cadastrales. Cette première opération, pratiquée sur 270,000 articles, coûterait 50 centimes par cent articles et donnerait lieu à une dépense de..... 1,350 »

Les frais de transcription sur les rôles et les avertissements et ceux résultant des mutations coûteraient annuellement..... 810 »

La dépense totale serait donc pour 1851 de..... 2,160 »

Pour les deux années suivantes elle se réduirait à 810 francs; mais à chaque quatrième année, époque du renouvellement des matrices générales, elle s'augmenterait de nouveaux frais de report montant à 675 francs.

Le directeur ne pense pas que cet accroissement de dépense soit justifié par un degré d'utilité suffisant. Il fait remarquer que le contribuable est parfaitement en mesure de contrôler les calculs sur lesquels sa cote a été établie, au moyen de l'indication du revenu de la propriété imposée, laquelle se trouve sur le rôle et sur l'avertissement. S'il a des doutes sur la contenance de sa terre, il peut les faire cesser en consultant la matrice cadastrale; il ne paraît pas nécessaire que l'énoncé de cette contenance lui soit chaque année remis sous les yeux.

Ces réflexions me paraissent mériter l'attention du Conseil et je les soumets à son appréciation.

Pyramide de Cysoing.

L'agent chargé de la surveillance de la pyramide de Cysoing, continue à remplir son service avec exactitude. Je propose au Conseil général de maintenir au budget de 1851 le traitement de 50 fr. qui lui a été précédemment alloué.

SOUS-CHAPITRE XXIII.

Frais d'impression du procès-verbal des délibérations du conseil général en 1849.

Le Conseil général a ordonné dans sa session de 1849, l'impression et la publication du rapport du Préfet, du procès-verbal de ses délibérations et de plusieurs rapports importants qui lui ont été soumis dans le cours de ses travaux, notamment de ceux relatifs à la nouvelle organisation à donner aux administrations départementales, cantonales et municipales.

Le mémoire présenté par M. Danel, imprimeur, suivant les prix déterminés par l'adjudication passée à son profit le 6 août 1849, s'élève à la somme totale de. 4,361 06

Sur laquelle il a reçu, en vertu du crédit porté au budget de 1849, un à-compte de 1,700 »

Reste dû. 2,661 06

Je propose l'allocation de cette dernière somme au sous-chapitre XXIII du budget départemental de 1851.

Assurance de la Sous-Préfecture de Cambrai. — Arriéré.

L'agent général de la compagnie nationale d'assurances à Cambrai, réclame, d'après les pièces ci-jointes, le paiement d'une somme de 29 fr. 92 cent., restant due par le département pour les primes de 1846 et 1848, concernant la Sous-Préfecture de Cambrai.

Cette réclamation est fondée, et je propose en conséquence l'allocation de cette somme de 29 fr. 92 cent. au sous-chapitre XXIII du budget de 1851.

Etablissement thermal de Saint-Amand.— Réclamation du docteur Lefebvre.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, une nouvelle réclamation de M. le docteur Lefebvre, ancien médecin inspecteur des eaux thermales de Saint-Amand, à l'effet d'obtenir le paiement d'une somme de 3,000 fr. qu'il prétend lui rester due pour son traitement pendant les années 1840 à 1847.

Le Conseil a été saisi d'une semblable réclamation dans chacune de ses sessions de 1848 et 1849 et chaque fois il l'a repoussée comme n'étant pas fondée.

M. le docteur Lefebvre prétend aujourd'hui, qu'aucune disposition ne lui a jamais imposé l'obligation de résider dans l'établissement. C'est une erreur, car une lettre de l'un de mes prédécesseurs en date du 29 juillet 1840, portait textuellement : «Je vous rappelle que M. le docteur Lefebvre doit » habiter l'établissement des bains pendant toute la durée de la saison. Veuillez l'inviter à se con- » former à cette prescription.»

M. Lefebvre n'a nullement, comme il l'annonce, réclamé son traitement pendant huit ans. Il a

laissé, au contraire, plusieurs années s'écouler sans présenter aucune demande à ce sujet, et l'administration était autorisée à en induire que le concessionnaire avait pourvu à ce traitement.

En résumé, M. Lefebvre a toujours résidé à Valenciennes pendant la saison des eaux, malgré les réclamations incessantes des concessionnaires et des malades. Il n'a pu, dès-lors, donner des soins assidus à l'établissement dont l'inspection lui était confiée, et en lui accordant 3,400 fr. pour l'indemniser de quelques rares déplacements et d'un rapport annuel, le Conseil général a fait tout ce que la justice lui commandait.

J'estime, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la nouvelle réclamation de ce médecin.

Palais-de-Justice de Lille. — Solde des travaux exécutés par suite de l'incendie du 9 juin 1846. — Renouvellement d'une portion de crédit.

Les travaux de reconstruction et de réparation exécutés au Palais-de-Justice de Lille, par suite de l'incendie du 9 juin 1846, se sont élevés, suivant le décompte dressé par l'architecte et accepté par l'entrepreneur, à la somme totale de 37,436 fr., y compris les honoraires de l'architecte, ci . . . . . 37,436 »

Les crédits qui ont été alloués pour l'exécution de ces travaux, s'élevaient, savoir :

Crédit de 1846	5,617 86	
— 1847	28,069 57	
— 1848	4,132 85	
Ensemble	37,820 28	37,820 28
Excédant des crédits sur les dépenses		384 28

Toutefois, l'état d'avancement des travaux n'avait point permis de disposer, en 1847, de la totalité du crédit alloué pour cet exercice, et la somme de 3,722 fr. 14 c. qui est restée disponible n'a pu être créditée à nouveau aux budgets de report de 1848 et 1849, par suite d'insuffisance de fonds, que pour 2,309 fr. 23 c. — Différence en moins, 1,412 fr. 91 c.

Il y aurait donc lieu, si les dépenses s'étaient élevées au chiffre des prévisions, de renouveler, pour les solder, une portion de crédit de. 1,412 91

Mais il est établi ci-dessus qu'une économie de 384 fr. 28 c. a été obtenue, et que par suite les crédits primitifs présentent un excédant de pareille somme sur les dépenses, ci. 384 28

Partant la portion de crédit à renouveler pour solder la dépense se trouve réduite à la somme de. 1,028 63

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter une allocation de pareille somme au chapitre de dépenses arriérées de la 2.e section du budget.

Palais-de-Justice de Lille. — Réclamations en indemnités du sieur Dehez, entrepreneur.

Le sieur Dehez, entrepreneur des travaux de construction du Palais-de-Justice de Lille, a, en 1841 et 1842, adressé au Conseil général du département des réclamations tendant à obtenir des indemnités pour pertes éprouvées par lui à raison :

1.° De difficultés imprévues dans les fouilles exécutées pour déblais de terre et extraction de fondations anciennes ;

2.° De la dimension exceptionnelle des pierres qu'il a dû fournir d'après les ordres de l'architecte ;

3.° De plus-value sur diverses parties de main-d'œuvre.

Le Conseil général, convaincu que les travaux avaient été exécutés conformément aux prévisions et selon les termes du devis, a repoussé purement et simplement les réclamations de l'entrepreneur. Ses délibérations sont ainsi conçues :

1841.

« Cette réclamation n'est nullement fondée en droit, et malgré la bienveillance dont son auteur » parait digne, on ne peut créer un précédent qui ouvrirait la porte à une foule de réclamations » de même nature. »

1842.

« Cette réclamation est principalement fondée sur de prétendues promesses verbales faites par » l'ancien préfet du département ; mais de pareilles promesses ne sauraient constituer un engage- » ment, et il est nécessaire de mettre un terme à des réclamations qui ne reposent sur aucun titre. »

Une nouvelle demande, présentée en 1843 par le sieur Dehez, est restée entre les mains de l'administration, qui ne l'a point communiquée au Conseil général. Il en a toutefois été question dans l'assemblée, et M. de Saint-Aignan, alors Préfet, a fait connaître que l'entrepreneur avait accepté les décomptes réglés pour chacun de ses travaux ; que l'administration ne lui ayant jamais donné d'ordres directs, la question, s'il y en avait une, n'existerait qu'entre lui et l'architecte ; que son cahier des charges l'obligeait à fournir des matériaux de première qualité, et que cette condition a dû être rigoureusement exécutée ; que le sieur Dehez a pu, sans doute, se tromper dans ses calculs, mais que c'était à lui à prévoir les conséquences de son entreprise.

Ainsi repoussé dans ses appels à la bienveillance grâcieuse de l'administration, l'entrepreneur a, en 1844, présenté une requête au Conseil de Préfecture, à l'effet de faire statuer, en droit, sur ses réclamations.

Cette affaire a donné lieu à plusieurs expertises et à une longue instruction, à l'issue de laquelle le Conseil de Préfecture a, par un arrêté du 12 octobre dernier, dont je joins ici copie, condamné le département à payer à l'entrepreneur une indemnité de 21,660 fr. 43 c., avec intérêts à partir dudit jour 12 octobre 1849.

L'administration a un grand intérêt à échapper aux conséquences de cette décision, dont l'effet serait de grever le budget départemental d'une charge importante, que le Conseil général a constamment repoussée toutes les fois qu'il a eu à se prononcer sur les réclamations faites auprès de lui par le sieur Dehez.

L'examen auquel je me suis livré m'a fait reconnaître qu'il existait dans les éléments de la cause des faits et motifs susceptibles de faire infirmer le jugement prononcé par le Conseil de Préfecture.

Ce jugement, en effet, est basé sur deux points :

1.° Difficultés extraordinaires rencontrées dans les extractions d'anciennes fondations ;

2.° Fournitures de pierres de dimensions exceptionnelles et en dehors des prévisions rationnelles du devis.

Sur le premier point, il n'est pas établi, comme le porte l'arrêté du Conseil, que l'entrepreneur ait rencontré dans ses extractions plusieurs couches superposées d'anciennes constructions. Cet adjudicataire a dû, il est vrai, creuser le terrain à une profondeur plus grande que celle qui avait été présumée, mais les fouilles exécutées en contre-bas de la profondeur moyenne de 1^{m}80 prévue au devis, lui ont été payées, non au prix convenu de 61 c., mais à double prix, c'est-à-dire à 1 fr. 22 c., et il a, par conséquent, déjà été indemnisé des difficultés rencontrées dans l'exécution du travail. Le Conseil de Préfecture a, au surplus, commis une erreur de fait dans l'appréciation du caractère de la clause relative aux extractions de déblais qu'il a considérée comme une stipulation aléatoire, comme un contrat passé moyennant un prix déterminé pour l'ensemble de cette partie des travaux; or, les fouilles, comme la construction, ont été entreprises à raison d'un prix proportionnel par quantités, et ont été réglées et payées en conséquence. Les conclusions que le Conseil a tiré du prétendu caractère de cette stipulation ne sauraient donc être admises.

Sur le second point, le Conseil a admis avec les experts que l'entrepreneur n'avait dû prévoir l'emploi que de pierres de 0m,75 d'équarrissage; que le prix moyen de 84 fr. 60 c., porté au devis, ne devait s'appliquer qu'aux pierres non supérieures à cette dimension, et qu'une indemnité lui était due pour la fourniture des pierres d'un plus grand échantillon.

Mais il est constant que la construction d'un monument, tel que le Palais-de-Justice de Lille, exigeait l'emploi partiel de matériaux de la plus grande dimension, ce qu'indique suffisamment l'ampleur exceptionnelle de la façade et du péristyle de cet édifice. D'ailleurs, le prix de 84 fr. 60 c. porté dans le devis représente largement la valeur des pierres *de toutes dimensions* que l'entrepreneur devait fournir aux termes du marché, et ce qui le prouve, c'est que les matériaux de même espèce *et aussi de toutes dimensions* employés dans les travaux du port de Dunkerque, à une époque contemporaine de la construction du Palais-de-Justice, n'ont coûté en moyenne que 66 fr. 55 cent.

J'ai pensé, d'après ces motifs, que l'administration ne pouvait acquiescer en aucun point à la décision du Conseil de Préfecture, et qu'il y avait nécessité de la déférer à la juridiction administrative supérieure; en conséquence, j'ai chargé M. Labot, avocat aux conseils, d'introduire le pourvoi au nom du département devant le Conseil-d'État.

J'ai l'honneur d'informer le Conseil général que cette formalité a été remplie en temps utile, et que l'affaire suit maintenant son cours régulier en dernière instance.

Mais le jugement, dont l'infirmation est ainsi poursuivie, a été rendu après la clôture de la dernière session, et n'a pu, par conséquent, être jusqu'à ce jour l'objet d'aucune communication au Conseil général. Forcée d'agir dans les délais légaux pour éviter la déchéance, l'administration s'est vue dans la nécessité de faire présenter la requête introductive sans autorisation préalable; or, la section du contentieux qui s'est livrée à un premier examen des pièces de la cause, a émis l'avis qu'il y avait lieu de demander au département la production d'une délibération du Conseil général portant approbation du pourvoi.

J'ai l'espoir que l'assemblée reconnaîtra que j'ai agi selon ses vues dans cette affaire, en prenant le seul parti susceptible de sauvegarder les intérêts du département. Je la prie, en con-

séquence, de vouloir bien prendre une délibération qui approuve le recours que j'ai porté et m'autorise à en suivre le cours devant le Conseil d'État. Les délais nécessaires aux communications des parties et à l'instruction complète de la contestation ont donné à l'administration le temps d'attendre l'ouverture de la présente session pour produire cette autorisation réclamée par la section du contentieux ; mais il importe aujourd'hui que cet acte soit immédiatement fourni pour régulariser le pourvoi avant l'ouverture probablement prochaine du débat contradictoire.

Des honoraires et frais seront dus à M. Labot, avocat, chargé de la défense des droits du département dans cette affaire. Je prie le Conseil général de vouloir bien voter pour cet objet un crédit spécial et provisoire de 600 fr. au sous-chapitre XXIII du budget départemental de 1851.

BUDGET DE 1850.

SOUS-CHAPITRES XVI ET XVII.

2.e SECTION.

Entretien des routes départementales en 1850.

Une loi du 10 août 1849 a autorisé le département du Nord à s'imposer extraordinairement pendant chacune des deux années 1850 et 1851, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, pour compléter le paiement du prix des hôtels Dumont et Pas-de-Beaulieu, situés à Valenciennes, qui ont été acquis pour le service du Palais-de-Justice et de la maison d'arrêt.

La situation de la dette départementale, en ce qui concerne ces immeubles, avait été établie comme il suit, lors de la session de 1849 :

1.° *Hôtel Dumont*. Prix en capital, 140,000 francs, avec intérêts du 1.er octobre 1845. Il a été payé en 1846 et 1849 une somme de 82,421 fr. 37 cent. Reste dû, 57,578 fr. 63 cent., plus les intérêts.

2.° *Hôtel Pas-de-Beaulieu*. Prix d'acquisition, 90,000 francs, avec intérêts du 1.er janvier 1847. Il a été payé à valoir, 26,021 fr. 30 cent.; reste dû, 63,978 fr. 70 cent., outre les intérêts.

Le Conseil général a cru devoir, l'année dernière, en raison de la très-faible part qui lui avait été faite dans la distribution du fonds commun de 1850, refuser tout report de dépenses de la première section du budget sur la seconde. Cette mesure a laissé disponible, sur les fonds de la deuxième section, une somme de 81,688 fr. 39 cent., dont il a fait emploi en faveur des créances de MM. Dumont et Pas-de-Beaulieu, à raison de 57,578 fr. 63 cent. pour le premier, et de 24,109 fr. 76 cent. pour le second.

Le Conseil général a décidé en même temps qu'il ne serait pas fait usage de l'autorisation accordée par la loi du 10 août 1849, de percevoir en 1850 un centime extraordinaire.

Mais M. le Ministre de l'Intérieur n'a pas alloué le supplément de fonds commun qui avait été demandé, et pour restreindre les dépenses de la première section dans les limites des ressources propres à cette même section, il a réduit le sous-chapitre IX, affecté à l'entretien des routes départementales, d'une somme de 82,005 fr. 53 cent.

Cette mesure aurait eu le résultat le plus déplorable pour l'entretien et la conservation des routes départementales, si je n'avais pris le parti de réserver des fonds pour couvrir l'insuffisance

du crédit. J'ai donc suspendu l'emploi des sommes destinées à MM. Dumont et Pas-de-Beaulieu, et je propose au Conseil général de décider qu'elles seront reportées du sous-chapitre XVI au sous-chapitre XVII du budget de 1850 et affectées au service de l'entretien des routes départementales, pour compléter le crédit reconnu nécessaire à cet entretien.

3.e SECTION. — SOUS-CHAPITRE XXIV.

Hôtel Pas-de-Beaulieu à Valenciennes.

Le Conseil général a examiné dans sa dernière session, divers projets qui lui avaient été soumis par mon prédécesseur, au sujet de la destination à donner à l'hôtel Pas-de-Beaulieu, sis à Valenciennes et appartenant au département.

Mon prédécesseur avait proposé le rejet de tous ces projets comme devant être plus ou moins onéreux au département et il avait conclu à l'aliénation de l'hôtel.

Le sixième bureau du Conseil général n'avait pas cru devoir adopter ce dernier parti, et après avoir examiné attentivement les différents projets présentés, il s'était arrêté à celui que le Conseil d'arrondissement avait appuyé et qui tendait à approprier l'hôtel Pas-de-Beaulieu à la sous-préfecture et au tribunal de commerce, en aliénant le local actuellement occupé par ce dernier tribunal.

Mais le Conseil général, après une assez longue discussion, n'a pas jugé que la question fût suffisamment éclairée pour être définitivement résolue, il a en conséquence prononcé l'ajournement sous la condition qu'il ne serait pas fait de réparations aux bâtiments pendant l'intervalle des deux sessions.

Il a donc été fait de nouvelles études, et après un examen de tous les projets, il a été reconnu que l'aliénation de l'hôtel Pas-de-Beaulieu devait être rejetée comme ayant trop de désavantage pour le département, et que le meilleur moyen de tirer parti de l'hôtel serait d'y établir le tribunal et la chambre de commerce et les deux brigades de gendarmerie. Les dépenses que cette appropriation entraînerait seraient à peu près couvertes par l'aliénation du bâtiment actuel du tribunal de commerce, estimé 35,000 fr., et le département serait exonéré du loyer annuel de 2,000 fr. qu'il paie pour la caserne de la gendarmerie à cheval.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a donné son assentiment à ce projet, qui me paraît, comme à lui, réunir toutes les conditions possibles d'utilité, de convenance et d'économie.

Je propose en conséquence au Conseil général : 1.° d'approuver le projet montant à 39,000 fr., des travaux à exécuter pour l'appropriation de l'hôtel Pas-de-Beaulieu au tribunal et à la chambre de commerce ainsi qu'au logement des deux brigades de gendarmerie ;

2.° D'autoriser l'aliénation du bâtiment actuellement occupé par le tribunal de commerce de Valenciennes.

La vente de ces bâtiments ne pouvant se réaliser qu'après l'installation du tribunal dans son nouveau local, ce produit ne pourra figurer en recette qu'au budget de 1852.

3.° D'allouer au sous-chapitre XXIV du budget de 1851 un crédit de 33,552 fr. 20 c. à valoir sur le prix des travaux à exécuter.

Cette somme de 33,552 fr. 20 c. forme un reliquat entièrement disponible, sur les produits de l'imposition extraordinaire perçue en vertu de la loi du 28 juin 1833, pour les travaux de la route départementale N.° 10. Il est avantageux de ne pas laisser ces fonds sans emploi, mais une loi sera nécessaire pour en changer la destination, et je prie le Conseil général d'émettre le vœu qu'un projet soit présenté à cet effet à l'assemblée législative.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Liquidation des sommes payées pour les frais de construction des routes départementales N.os 10 et 11.

L'arrondissement de Cambrai a été autorisé par une loi du 28 juin 1833 à s'imposer extraordinairement, pendant 17 ans, trois centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, pour subvenir au paiement des contingents que cet arrondissement s'était engagé à fournir dans les frais de construction des routes départementales N.° 10, de Valenciennes au Câteau, et N.° 11, de Cambrai à Guise.

Ces contingents avaient été fixés au tiers des dépenses pour la route N.° 10, et à moitié pour la route N.° 11.

En acceptant ces engagements par une délibération de 1831, le Conseil général avait décidé que l'arrondissement paierait l'intérêt des avances qui lui seraient faites par le département.

L'imposition extraordinaire ci-dessus rappelée fut perçue pendant seize ans, de 1834 à 1849. Déjà, depuis quelques années, les membres du Conseil général appartenant à l'arrondissement de Cambrai soutenaient que la dette était plus qu'acquittée, et enfin, en 1849, le Conseil d'arrondissement de Cambrai présenta un compte d'après lequel les paiements effectués en excédant de la dette se seraient élevés à 69,860 fr., mais ce compte ne comprenait aucun intérêt.

Le Conseil général examina cette prétention dans sa session dernière. Le rapport qui lui fut soumis par son bureau des finances fit remarquer que pour établir une liquidation équitable de la dette de l'arrondissement de Cambrai, il était juste, même en ne s'arrêtant point aux termes formels de la délibération de 1831, de faire entrer l'arrondissement pour sa part dans les intérêts que le département avait dû payer pendant cinq ans, à partir de 1841, par suite de l'emprunt qu'il avait alors contracté pour acquitter toutes les dettes dont sa situation financière était embarrassée, et parmi lesquelles se trouvait celle dont il est question.

Il fut donc présenté un compte dans lequel les intérêts furent portés en ligne pendant quatre ans, de 1842 à 1846, au taux de 4 1/2 pour cent, auquel le département avait emprunté. Ces bases étaient modérées, puisque en 1841, c'est-à-dire après sept ans, l'arrondissement n'avait guère payé que la moitié de sa dette en capital; qu'après 1845 il devait encore plus de 100,000 fr.; et qu'enfin le département avait dû tenir compte aux entrepreneurs des routes d'un intérêt à 5 pour cent jusqu'au moment de sa libération complète.

Le compte formé d'après ces errements prouvait que l'arrondissement de Cambrai était encore débiteur de 2,496 fr.; mais comme il pouvait offrir des erreurs, et qu'il n'avait pas été vérifié par les parties intéressées, le Conseil général s'abstint de statuer définitivement jusqu'à ce qu'il lui fût soumis une liquidation régulière et dûment contrôlée.

La délibération du Conseil et le projet de compte ont été communiqués à MM. les membres appartenant à l'arrondissement de Cambrai. Ils ont produit leurs observations, qui concluent à ce que les intérêts ne soient point réclamés, et à ce que les chiffres établissant le montant des dépenses des travaux jusqu'en 1841 soient vérifiés de manière à présenter des résultats entièrement exacts.

Je ne pense pas qu'il soit possible de dispenser l'arrondissement de Cambrai de tenir compte au département des intérêts supportés par celui-ci pour la dette qu'il avait contractée au profit du même arrondissement. J'ai mentionné plus haut qu'en vertu de la délibération de 1831 et des

engagements pris vis-à-vis des entrepreneurs, le département aurait été fondé à exiger des intérêts avant 1841 et après 1846. J'ajouterai même que c'est à tort que le compte présenté au Conseil général ne mentionne que l'intérêt de quatre années, car l'emprunt de 1841 a pesé pendant cinq ans sur le département, et il était juste de porter en compte l'intérêt de la cinquième année.

Quant à la liquidation des dépenses des deux routes, une vérification nouvelle a fait reconnaître que les chiffres portés l'année dernière pour la route N.° 10 sont bien exacts, mais que ceux relatifs à la route N.° 11 offrent une erreur, en ce qu'on y avait fait figurer deux fois les intérêts payés par le département.

D'après tout ce qui précède, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un nouveau projet de compte qui me paraît reposer sur des bases exactes et donner aux intérêts des deux parties une satisfaction équitable.

Il résulte de ce compte que l'arrondissement de Cambrai a payé en excédant de sa dette une somme de 6,749 fr. 74 c. Il appartient au Conseil général de décider comment il lui sera tenu compte de cet excédant. Il a cru devoir, l'année dernière, ajourner toute résolution sur ce point.

Compte des sommes payées par l'arrondissement de Cambrai, pour sa quote-part dans les dépenses de construction des routes départementales N.os 10 et 11.

Les travaux de la route N.° 10 ont été réglés ainsi qu'il suit, à la fin de l'année 1841 :

1.° Dépenses faites en vertu de l'adjudication du 21 août 1833, y compris 50,715 fr. 67 c. pour indemnité de terrains			507,277	70
2.° Sommes dépensées en 1831 pour construction de quelques parties de la route, notamment à la sortie de Famars et à la rampe de Solesmes			22,894	»
3.° Indemnités de terrains payées par l'administration, postérieurement à la réception définitive des travaux			12,083	94
4.° Intérêts alloués pour retards de paiement			21,700	09
Total			563,955	73
Dont le tiers, à la charge de l'arrondissement de Cambrai, s'élève à			187,985	24

Les travaux de la route N.° 11 ont été liquidés comme il suit :

1.° Montant des dépenses, y compris les indemnités de terrain		391,749	75	
2.° Montant des intérêts payés pour retards de paiement		23,970	05	
Total		415,719	80	
Dont moitié à la charge de l'arrondissement, ci			207,859	90
Total de la dette de l'arrondissement de Cambrai			395,845	14
Les sommes payées jusqu'en 1841 sur les produits de l'imposition extraordinaire s'élevaient à			211,849	99
Restait dû			183,995	15
Intérêts à 4 1/2 pour cent			8,279	78
Total			192,274	93

Somme payée en 1842	27,165	40
Reste	165,109	53
Intérêts à 4 1/2	7,429	93
	172,539	46
Payé en 1843	27,641	78
Reste	144,897	68
Intérêts	6,520	40
	151,418	08
Payé en 1844	27,868	01
Reste	123,550	07
Intérêts	5,559	75
	129,109	82
Payé en 1845	27,974	19
Reste	101,135	63
Intérêts	4,551	10
	105,686	73
Payé en 1846	28,077	77
Reste	77,608	96
Payé en 1847, 1848 et 1849	84,358	70
L'arrondissement a trop payé	6,749	74

Les intérêts entrent dans la liquidation qui précède pour les sommes suivantes :

1841	8,279	78
1842	7,429	93
1843	6,520	40
1844	5,559	75
1845	4,551	10
Total	32,340	96

CHEMINS VICINAUX DE GRANDE COMMUNICATION.

Conformément à l'article 8 de la loi du 21 mai 1836, et aux dispositions de l'instruction ministérielle du 24 juin suivant, j'ai l'honneur de rendre compte au Conseil général de l'emplo

des ressources affectées au service des chemins vicinaux de grande communication pendant l'exercice 1849.

Pour établir une situation nette et précise à cet égard, il m'a paru nécessaire de constater d'abord les faits antérieurs, en remontant jusqu'à l'origine même du service de la grande vicinalité, c'est-à-dire en 1837.

Une refonte générale des relevés précédemment établis a été opérée d'après les éléments fournis par les comptes départementaux. Ce travail, d'une utilité incontestable, permettra de remplir le vœu que le Conseil général a émis dans sa dernière session pour que des comptes détaillés fussent dressés par lignes, afin de savoir d'une manière complète et certaine quelle part chaque arrondissement a prise dans le fonds subventionnel.

Les nouveaux relevés que le Conseil général trouvera annexés au présent rapport font ressortir les résultats ci-après :

1.° Les centimes spéciaux votés depuis l'origine du régime établie par la loi du 21 mai 1836, compris 1848, ont produit une somme totale de 4,262,476 fr. 59 cent., ainsi divisée :

1837	352,123	12
1838	354,180	82
1839	144,469	75
1840	362,346	55
1841	365,440	96
1842	370,025	39
1843	375,868	49
1844	381,213	95
1845	385,708	16
1846	387,859	84
1847	389,748	10
1848	393,491	46
Total	4,262,476	59

2.° Les dépenses effectuées et payées sur ce fonds (sous-chapitre 26 du budget), se sont élevées, savoir :

En 1837 à	21,139	66
1838	98,720	21
1839	236,253	51
1840	450,995	58
1841	515,428	93
1842	408,699	01
1843	457,822	48
1844	348,409	54
1845	384,126	56
1846	301,736	77
1847	371,618	21
1848	461,232	88
	4,056,183	34

Report.....	4,056,183 34	4,262,476 59
De plus, une somme de 82,425 fr. 77 cent. a été payée en 1845, pour les travaux des chemins de grande communication, sur les ressources extraordinaires créditées au sous-chapitre 24 (3.e section) du budget de ladite année. Cette imputation exceptionnelle a eu lieu à titre de remboursement d'une partie de l'emprunt fait en 1840 par le service de l'instruction primaire au fonds spécial de la vicinalité.....	82,425 77	
Total.....	4,138,609 11	4,138,609 11
L'excédant des ressources a donc été de.....		123,867 48
Mais cet excédant doit être diminué d'une somme de.....		38,864 74
Restant due par le service de l'instruction primaire sur l'emprunt de 1840, en sorte que le reliquat du fonds de subvention à la clôture de l'exercice 1848, n'était en réalité que de.....		85,002 74

L'exactitude de ce reliquat se déduit de l'observation suivante :

D'après le compte départemental de 1848, il est resté libre sur les fonds de cet exercice une somme de..... 69,782 »

En y ajoutant :

1.° Le complément du reliquat de 1847, inscrit au budget de report de 1848 sur 1849.....	15,101 48
2.° Une somme de 119 fr. 26 c., montant d'une erreur commise dans la balance de la quatrième section du compte de 1847, erreur en moins sur le fonds subventionnel, et en plus sur le fonds de cotisation.....	119 26
On trouve un total égal de.....	85,002 74

EXERCICE 1849.

Les ressources afférentes au service de cet exercice se composaient des sommes ci-après :

1.° Complément du reliquat du compte de 1847, montant à 25,243 fr. 17 c., dont partie, soit : 10,241 fr. 69 cent., avait été créditée au budget de report de 1848. Reste inscrit au sous-chapitre 26 du budget de 1849.....	15,101 48
2.° Produit effectif des 5 centimes 1/2 votés en 1848 pour cet exercice.....	432,740 74
3.° Allocation sur la deuxième moitié du fonds de 6 millions.....	81,579 10
4.° Partie du reliquat de 69,782 fr. de l'exercice 1848, créditée au budget de report de 1849.....	60,004 54
Total des fonds qui étaient disponibles.....	589,425 86

Sur quoi les sommes ci-après ont été payées, savoir :

Construction.

Chemin N.° 5	1,700	»
— 40	14,000	»
— 42	36,216	»
— 43	67,000	»
— 45	71,000	»
— 47	4,750	»
— 49	38,500	»
— 50	23,000	»
Total	256,166	»
Entretien	147,035	02
Allocation aux communes pour les chemins de débouché	6,536	51
Traitement et indemnités des agents-voyers, dépenses diverses, etc.	34,024	20
Total des dépenses	443,761	73
Les ressources effectives s'étant élevées à	589,425	86
l'exercice 1819 s'est soldé par un excédant de recette de	145,664	13

Ces divers chiffres sont en parfait accord avec les détails et les résultats des comptes et sont, par conséquent d'une exactitude rigoureuse. L'indication des dépenses effectuées par ligne est consignée dans un état spécial (N.° 1).

A l'aide de ces éléments, j'ai pu établir d'une manière précise les parts que les arrondissements ont respectivement prises dans le fonds de subvention et en comparer les chiffres avec la part fournie par ces mêmes arrondissements dans le produit des centimes.

Cette comparais on résulte de l'étatégalement ci-joint (N.° 2), et se résume de la manière suivante :

Arrondissements.	Ayant reçu. En plus.	Ayant reçu. En moins.
Dunkerque	10,370 78	»
Hazebrouck	171,103 86	»
Lille	»	535,079 37
Cambrai	99,009 25	»
Avesnes	179,987 02	»
Douai	16,219 76	»
Valenciennes	»	107,172 01
Totaux	476,690 67	642,251 38

Mais cette situation qui s'arrête au 31 décembre 1849, se trouvera modifiée par les faits afférens à l'exercice 1850.

Les subventions pour la construction des lignes actuellement classées, s'élèveront pour cette année à..... 234,451 »

Les frais d'entretien ont été réglés à..... 168,873 »

Les dépenses de 1850 s'élèveront donc probablement à..... 403,324 »

D'un autre côté, le produit des cinq centimes spéciaux de cette année, déduction faite de la partie affectée au traitement des agents-voyers et à la petite vicinalité sera environ de..... 325,358 »

Or, en divisant la dépense et la recette entre les arrondissements, la première, en raison des travaux à faire dans chacun d'eux, et la seconde au prorata de leurs forces contributives, on arrive au résultat ci-après :

	Dépenses.	Ressources.
Dunkerque.....	34,375 »	33,005 »
Hazebrouck.....	54,625 »	26,604 »
Lille.....	53,770 »	114,194 »
Cambrai.....	57,574 »	39,048 »
Avesnes.....	153,305 »	39,386 »
Douai.....	16,219 »	30,159 »
Valenciennes.....	33,456 »	42,962 »
	403,324 »	325,358 »

En sorte qu'au 31 décembre 1850 la situation sera approximativement celle-ci :

ARRONDISSEMENTS.	Ayant reçu jusques et compris 1849.		Devant recevoir en 1850.		Résultat probable au 31 décembre prochain.	
	En plus.	En moins.	En plus.	En moins.	En plus.	En moins.
Dunkerque.....	10,370 78	»	1,370 »	»	12,740 78	»
Hazebrouck.....	171,103 86	»	28,021 »	»	199,124 86	»
Lille.....	»	535,079 37	»	60,424 »	»	595,503 37
Cambrai.....	99,009 25	»	18,526 »	»	117,535 25	»
Avesnes.....	179,987 02	»	113,919 »	»	293,906 02	»
Douai.....	16,219 76	»	»	13,940 »	2,279 76	»
Valenciennes....	»	107,172 01	»	9,506 »	»	116,677 01
	476,690 67	642,251 38	161,836 »	83,870 »	625,586 67	712,180 38

Ces résultats diffèrent assez sensiblement de ceux qui ont été mis, en 1849, sous les yeux du

Conseil général. Les déficits sont atténués pour quelques arrondissements ; pour d'autres, ils sont augmentés d'une manière notable. Mais ce qui est remarquable surtout, c'est l'accroissement des créances des arrondissements déjà signalés comme ayant reçu beaucoup moins que leurs parts contributives.

Mais avant la loi du 21 mai 1836, plusieurs chemins, aujourd'hui classés parmi les lignes de grande communication, existaient sous la dénomination de *routes vicinales*, et ces chemins ont reçu, à partir de 1820 jusqu'en 1838 et postérieurement, des allocations importantes, tant pour leur construction que pour leur entretien, sur le budget des centimes facultatifs du département.

Il m'a paru qu'il pouvait y avoir quelque intérêt à connaître ce qui s'était passé à cet égard.

J'ai fait explorer dans ce but les anciens documents relatifs à la comptabilité départementale, à partir de 1820, et il a été constaté à la suite de cette opération, que les allocations indiquées ci-après ont été accordées aux chemins alors désignés sous le titre de routes vicinales, et à d'autres lignes qui ont été, depuis, comme les premières, élevées au rang de la grande vicinalité.

		Subventions sur les centimes facultatifs.	
Chemin N.° 1	de Dunkerque à Saint-Omer	39,245	»
2	de Bergues à Saint-Omer	223,415	»
3	d'Hondschoote à Watten	51,204	»
5	de Lille à Tourcoing	77,956	»
6	de Lille à Lannoy	14,500	»
7	de Lomme à Fournes	15,000	»
8	de Douai à Seclin	187,883	»
9	de Mouveaux à la frontière	30,500	»
10	de Douai à Bapaume	17,207	»
11	de Cassel à Gravelines	91,782	»
12	de Roubaix à Saint-Amand	39,300	»
18	de Cassel à la frontière,	600	»
20	de Solre à Trélon	9,400	»
23	de Bailleul à Estaires et Merville	15,000	»
24	de Gussignies à Avesnes	7,500	»
27	de Maubeuge à Solre	809	»
31	de Bavai à Solesmes	3,000	»
35	de Douai à Saint-Amand	82,560	»
53	de Courchelettes	9,000	»
	Ensemble	915,861	»

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F. IMPRIMÉS

De plus, les comptes départementaux de 1820 à 1830, comprennent, en bloc, des sommes de dépenses payées pour l'amélioration et l'entretien des routes vicinales, savoir :

Report.....	915,861	»
Route de 1.re classe.....	411,661	»
» de 2.e classe.....	117,800	»
	529,461 »	529,461 »

Total des imputations faites sur les centimes facultatifs pour le service des chemins de grande communication..... 1,445,322 »

Si les dépenses spécifiées par ligne peuvent être facilement rattachées aux arrondissements qu'elles concernent, il n'en est pas de même de celles qui ont été inscrites en bloc dans les comptes. On ne peut faire l'application de celles-ci que d'une manière approximative, en les divisant suivant la même proportion que les premières et en tenant compte, toutefois, d'après les éléments recueillis, de la spécialité d'une partie des paiements effectués, en ce qui concerne les routes de deuxième classe.

Forcé d'adopter ce moyen d'appréciation, à défaut de détails suffisants sur la seconde partie des dépenses, voici comment j'établis la comparaison entre les allocations que les arrondissements paraissent avoir reçues, et celles qui leur seraient échues si la distribution des fonds avait été faite au prorata de leurs forces contributives.

ARRONDISSEMENTS.	Contingents.	Paiements effectués. — Division approximative.	SOMMES PAYÉES	
			En plus.	En moins.
Dunkerque.....	146,650 »	519,920 »	373,270 »	»
Hazebrouck.....	118,180 »	52,267 »	»	65,913 »
Lille.....	507,280 »	677,770 »	170,490 »	»
Cambrai.....	173,470 »	»	»	173,470 »
Avesnes.....	174,930 »	20,709 »	»	154,221 »
Douai.....	133,970 »	174,656 »	40,686 »	»
Valenciennes.....	190,842 »	»	»	190,842 »
	1,445,322 »	1,445,322 »	584,446 »	584,446 »

Si on confondait cette situation avec celle précédemment établie, par rapport aux paiements effectués sur le fonds subventionnel, on obtiendrait le résultat suivant pour la fin de 1850.

	Sommes reçues par les arrondissements.	
	En plus.	En moins.
Dunkerque.....	386,010 »	»
Hazebrouck.....	133,212 »	425,014 »
Lille.....	»	»
Cambrai.....	»	55,835 »
Avesnes.....	139,685 »	»
Douai.....	42,966 »	»
Valenciennes.....	»	307,521 »

Ainsi, l'excédant de dépenses de l'arrondissement de Dunkerque serait porté à vingt fois plus ; l'arrondissement de Douai, de créancier qu'il sera dans un an, deviendrait débiteur de 34,000 fr. ; la dette de l'arrondissement d'Hazebrouck serait réduite de 231 à 165,000 fr. ; la créance de l'arrondissement de Lille serait assez notablement diminuée ; mais celle de l'arrondissement de Valenciennes se trouverait presque doublée ; quant aux arrondissements de Cambrai et Avesnes, qui doivent, l'un 94,800 fr. et l'autre 332,000 fr. au fonds subventionnel, le premier deviendrait créancier de 78,000 fr. ; le second ne serait plus débiteur que de 178,000 fr.

Ces renseignements serviront à compléter, autant que possible, le tableau que le Conseil général a désiré connaître de la part que chaque arrondissement a fournie dans les ressources affectées à la vicinalité et de la part aussi que chacun d'eux en a retirée.

Je crois maintenant devoir donner au Conseil quelques détails sur les dispositions prises pour l'emploi des fonds de la présente année.

EXERCICE 1850.

Les ressources afférentes au service de cet exercice se composent des deux articles suivants :

1.° Produit présumé des centimes spéciaux		387,730 25
2.° Complément du reliquat de l'exercice 1848		10,261 74
Total		397,991 99
Le crédit inscrit au sous-chapitre 26 du budget ne s'élève toutefois qu'à la somme de		397,507 71
En imputant d'abord sur ce fonds :		
Le traitement des agents-voyers	36,000 »	
L'allocation à réserver pour la petite vicinalité	36,150 »	
	72,150 »	72,150 »
Il reste pour le service des chemins de grande communication		325,357 71
Dont j'ai assuré l'emploi comme suit :		
Entretien	147,936 69	
Amélioration des chemins	20,936 66	
	168,873 35	168,873 35
Construction.		
Chemin N.° 20	30,000 »	
N.° 31	15,000 »	
N.° 42. (Solde de la subvention.)	9,505 »	
N.° 43	28,479 »	
N.° 45. (Solde.)	22,000 »	
N.° 49. (Solde.)	4,000 »	
N.° 51	17,000 »	
N.° 52	23,500 »	
N.° 54. (Prévision.)	7,000 »	
	156,484 »	156,484 »
Total		325,357 35

Une partie montant à 77,967 fr. du reliquat de l'exercice 1849 sera inscrite au budget de report de 1849 sur 1850. Je me propose d'accorder encore sur cette somme aux chemins en construction les allocations ci-après :

Lacune du chemin N.° 20. (Solde.)	15,000	»
Chemin N.° 43. (Solde.)	20,967	»
N.° 49. (Solde.)	4,000	»
N.° 54	8,000	»
N.° 55	30,000	»
	77,967	»

Il ne restera dû ainsi pour l'acquittement définitif de toutes les subventions promises aux chemins classés, que les sommes ci-après :

Chemin N.° 20	11,666	»
N.° 31. (Prolongement.)	10,980	»
N.° 51	17,510	»
N.° 54	15,955	»
N,° 55	40,700	»
Total	96,811	»

Toutes ces sommes pourront être facilement payées en 1851, en laissant encore plus de 70,000 fr disponibles sur le fonds subventionnel. L'état ci-joint (N.° 3) contient, à cet égard, le détail des sommes distribuées et de celles qui resteront à allouer à la fin de l'exercice courant.

Le Conseil général applaudira, sans doute, à cette situation favorable, qui lui permettra d'appliquer les ressources ultérieures du département, soit aux améliorations qui seraient reconnues nécessaires, soit aux classements des chemins qui se présenteraient dans les conditions d'utilité suffisante pour les faire admettre au rang de la grande vicinalité.

Cotisations municipales.

Voici l'état des recouvrements effectués et des dépenses payées par année depuis 1838, sur les cotisations communales afférentes au service des chemins de grande communication.

	SOMMES recouvrées. F.	C.	SOMMES payées. F.	C.
1838	»	»	»	»
1839	96,470	09	95,254	77
1840	149,079	66	148,900	41
1841	462,567	98	463,100	57
1842	447,821	20	444,924	25
1843	258,422	30	257,513	74
1844	321,445	35	324,259	21
1845	220,000	»	219,337	98
1846	312,400	»	314,152	49
1847	296,500	»	294,962	11
1848	280,000	»	281,393	83
1849	280,000	»	329,862	25
	3,124,706	58	3,173,667	63

Les recettes ayant été de	3,124,706	58
Présentent sur les dépenses une différence en moins de	48,961	05

Cet excédant des dépenses sur les recettes provient de ce qu'une somme de 49,862 fr. 25 c. a été payée en 1849, en sus des recouvrements des contingents communaux, sur la partie du fonds de 6 millions applicable à la grande et à la petite vicinalité, laquelle a été conformément aux instructions ministérielles versée au fonds de cotisations communales. Les fonds qui étaient disponibles ont été utilisés à titre d'emprunt; le remboursement en sera fait en 1850 et 1851.

En faisant abstraction de cette anticipation, le total des paiements effectués est

de	3,123,805 fr.	38 c.
Les recettes s'étant élevées à	3,124,706	58
Offrent un excédant de	901	20

Les dépenses divisées ci-dessus par année, sont détaillées par ligne dans l'état annexé au présent rapport sous le N.° 4. J'y joins un état fourni par M. le Receveur général de la situation des recouvrements des cotisations communales, et constatant qu'il restait à recouvrer sur ces produits à la clôture de l'exercice 1849, une somme de 46,128 fr. 75 c. Vous remarquerez qu'une différence, dont je ne puis encore déterminer le chiffre, existe entre ce reste à recouvrer et celui qui devrait exister d'après les états annuels des sommes mises en recouvrement; elle provient en très-grande partie de reports sur les exercices suivants et de quelques non-valeurs dans les cotisations. J'ai demandé à ce sujet à M. le Receveur général un travail qui, en raison des longues recherches qu'il exige, n'a pu encore me parvenir. Je l'attends sous peu de temps; il me fixera probablement d'une manière précise sur la situation du fonds de cotisations, et m'aidera, en même

temps, à établir par ligne les comptes de la recette et de l'emploi de cette partie des ressources de la vicinalité.

État des travaux.

J'arrive maintenant à la partie matérielle du service.

Les lignes de grande vicinalité classées sont au nombre de 55, en voici l'état numérique par arrondissement :

	Nombre.	Développement.
Dunkerque	8	152,890 kil.
Hazebrouck.	6	79,377
Lille.	15	150,804
Cambrai..	4	60,627
Avesnes.	9	119,467
Douai	6	94,035
Valenciennes.	7	63,543
	55	720,743

Parmi ces 55 lignes, 10 étaient en construction en 1849, savoir :

N.os 24, de Gussignies à Avesnes (prolongement);
31, de Bavai à Solesmes (idem);
40, de Neuf-Berquin à Haverskerque;
42, de Solre à Jeumont;
43, de Landrecies à Solesmes;
45, de Denain à Solesmes;
49, de Denain à Mastaing;
50, de Fresnes à Quaroube;
51, de Seclin à Pont-à-Marcq;
52, du Câteau à l'Arbre-de-Guise.

Les travaux de ces lignes ont été poursuivis. Le prolongement du chemin N.° 24 a été terminé en 1849; il en a été de même des chemins N.os 40, 49 et 50; quelques ouvrages d'amélioration s'exécutent toutefois, en 1850, sur les anciennes parties de ces deux dernières voies, au moyen des économies faites sur les travaux adjugés; les chemins N.os 51 et 52 sont également achevés.

Il ne reste donc plus en construction que les lignes N.° 42, 43 et 45; plus le prolongement du chemin N.° 31 et la lacune du chemin de Solre à Rond-Buisson, N.° 20, qui a été adjugée cette année.

CHEMINS CLASSÉS ET QUI N'AVAIENT PAS ENCORE ÉTÉ COMMENCÉS.

Chemin N.° 54 d'Etrœungt au Nouvion.

La construction de cette ligne aurait été adjugée dès l'année dernière, si les ressource offertes à titre de contingents par les communes, avaient été alors définitivement constituées. Quelques

difficultés pour l'établissement et la réalisation de ces ressources, ont retardé l'adjudication ; mais ces difficultés ont été levées, en conséquence l'adjudication est annoncée, les travaux pourront être commencés prochainement et probablement terminés en 1851.

Chemin N.° 55, de Bailleul à l'Abeele.

Mon prédécesseur a chargé MM. les ingénieurs de rédiger le projet définitif de la construction de ce chemin, dont une étude préliminaire avait été faite en 1849 par les agents-voyers. Le travail des ingénieurs, qui m'est parvenu il y a quelques mois, élève la dépense à 13,000 francs en sus des évaluations primitives ; cette augmentation est motivée par la nécessité de réduire les pentes au maximum fixé par le Conseil-général et par la rectification de quelques erreurs commises dans l'étendue et le calcul des terrassemens prévus par l'avant-projet. Une partie de l'augmentation, qui s'applique particulièrement aux acquisitions de terrains, doit être supportée par les communes. (1)

L'opposition, mise d'abord par M. le colonel directeur du génie à l'exécution du chemin, a également retardé un moment la mise en adjudication des travaux ; mais M. le directeur ayant retiré son opposition, l'adjudication ne rencontre plus d'obstacle et les travaux pourront commencer prochainement.

QUESTIONS SPÉCIALES A DIVERS CHEMINS CLASSÉS.

Chemin N.° 2, de Bergues à Saint-Omer.

Le Conseil général a dans sa dernière session, renvoyé à l'examen de l'administration le vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque pour le déclassement de la partie de ce chemin comprise entre Bergues et le cabaret de Sprewkot, et son remplacement par le chemin de Klophoek au Sprewkot par Socx et Bissezeele.

Les ingénieurs, que j'ai entendus, m'ayant fourni des renseignements favorables au vœu du Conseil relativement à cette modification du tracé actuel, j'ai appelé les communes intéressées à se prononcer sur la question, conformément à l'article 17 de la loi du 21 mai 1836.

Toutes ont répondu à cet appel, et j'ai l'honneur de mettre leurs délibérations sous les yeux du Conseil général. J'y joins le plan des lieux, le rapport des ingénieurs et le nouvel avis du Conseil d'arrondissement.

Nonobstant les votes négatifs de quelques communes traversées par l'ancienne voie, j'estime que la substitution proposée serait d'un grand avantage au point de vue général.

La voie nouvelle est construite dans toute son étendue, partie en pavés et partie en cailloutis ; les pavés sont en bon état, et si l'empierrement présente quelques défectuosités, il sera facilement pourvu à son amélioration sur le fonds d'entretien. Cette voie est, d'ailleurs, celle que les voitures et les voyageurs suivent de préférence dans les communications entre Bergues et Saint-Omer ; elle donne un parcours plus direct et moins long de 2 kilomètres ; la voie à entretenir sur le chemin de Klophoek est plus courte que l'autre de 5 kilomètres, et le classement de cette voie en remplacement de celle qui s'étend de Bergues au Sprewkot par Bierne, procurerait une économie de 2,500 francs au moins par année dans les dépenses d'entretien.

(1) L'offre faite par la Compagnie du chemin de fer du Nord de fournir à prix réduit le gravier de Saint-Omer nécessaire à l'établissement du chemin, a permis de faire rentrer la dépense présumée dans la limite de son évaluation primitive.

Dans cet état de choses, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général :

1.° De déclasser la partie du chemin de grande communication N.° 2 comprise entre Bergues et le cabaret du Sprewkot ;

2.° De classer en remplacement et pour faire partie intégrante de cette ligne, le chemin du Klophoek au Sprewkot par Socx et Bissezeele ;

3.° De modifier comme suit la désignation des communes appelées à contribuer aux frais d'entretien du chemin N.° 2 : Bergues, Socx, Quaëdypre, Bissezeele, Rubrouck, Broxeele, Volkerinckhove, Lederzeele et Saint-Momelin.

Chemin N.° 8, de Douai à Bapaume.

Le Conseil a fixé son attention en 1849 sur ce fait que le chemin de grande communication N.° 10 passe quatre fois du territoire du Nord sur celui du Pas-de-Calais. Ces changements successifs de territoire lui ont paru constituer un grave inconvénient au double point de vue du service et de la surveillance ; en conséquence, il a exprimé l'opinion qu'il conviendrait de faire avec le Pas-de-Calais une convention par laquelle on réglerait la répartition des enclaves entre les deux départements, de manière à assigner à chacun d'eux une portion continue de route dont l'entretien serait à sa charge.

J'ai l'honneur de faire connaître au Conseil que son vœu à cet égard se trouve réalisé. A la suite d'une conférence tenue entre les chefs de service du chemin, M. le Préfet du Pas-de-Calais et moi avons pris, chacun de notre côté, un arrêté contenant les dispositions suivantes :

1.° L'entretien et la surveillance de la partie du chemin de grande communication de Douai à Bapaume qui s'étend de la route nationale N.° 17 à l'entrée du village de Tortequenne (Pas-de-Calais), sur une longueur de 6,550^{m}, seront à la charge du département du Nord. Le département du Pas-de-Calais sera chargé de l'entretien et de la surveillance du reste du chemin, à partir du village de Tortequenne ;

2.° L'instruction des affaires se rattachant à la police de la voirie sera poursuivie par les agents chargés de l'entretien de la partie de route à laquelle elles appartiennent ; mais les décisions à intervenir continueront à être prises par les autorités administratives dont elles ressortissent actuellement.

Ces dispositions, en simplifiant les conditions du service, feront disparaître les inconvénients qui ont été justement signalés.

Chemin N.° 39, de Seclin à La Bassée.

Le Conseil général a demandé, dans sa dernière session, qu'il fût procédé à l'étude d'un chemin de grande communication destiné à relier Seclin et Carvin à La Bassée, et par suite à Estaires.

La communication réclamée existe déjà complète sur le Pas-de-Calais, au moyen d'un chemin de grande vicinalité portant le N.° 30, commençant à la route départementale N.° 12, de La Bassée à Lens, et aboutissant près du bac de Bauvin à la limite des deux départements.

Elle existe également sur le département du Nord, au moyen des chemins de grande communication N^{os} 41 et 39, ce dernier venant aboutir à la Deûle, à l'endroit du bac de Bauvin ; mais il reste pour la compléter, à construire un pont sur la Deûle, en remplacement du bac à péage qui s'y trouve aujourd'hui, et à construire à la suite du pont une longueur de chemin de 200 mètres environ pour atteindre la limite du département.

Le Conseil général s'est préoccupé de la nécessité d'établir ce pont, afin de faire disparaître la solution de continuité qui existe dans les communications entre La Bassée et Seclin et entre les deux départements.

L'administration a reconnu elle-même cette nécessité il y a plusieurs années; elle a, dès 1845, fait dresser par MM. les Ingénieurs un projet complet pour la construction du pont de Bauvin et de la lacune de 200 mètres de chemin au-delà de la Deûle.

Des démarches pour obtenir des offres suffisantes des communes n'ayant pas eu de succès, elle a tenté, en 1847, d'assurer l'exécution du projet moyennant la concession d'un péage; mais l'enquête ouverte à cet effet, a amené une opposition unanime de la part de l'administration municipale et des habitants de Bauvin que la question intéressait particulièrement, et en présence des difficultés que présentait cette affaire, il a alors été sursis à toute disposition pour la construction du pont.

Désirant remplir le vœu exprimé à ce sujet par le Conseil général dans sa dernière session, j'ai fait de nouvelles diligences dans l'espoir d'arriver enfin à une solution favorable.

Le département ayant offert dans l'origine une subvention de 10,000 francs, et la commune de Bauvin s'engageant, de son côté, à y intervenir pour une somme de 4,000 francs, il ne restait à couvrir, en définitive, qu'un déficit égal à cette dernière somme; il ne pouvait y avoir lieu pour une si faible différence, de poursuivre l'exécution moyennant péage, mais les Conseils municipaux que j'ai appelés à délibérer sur les moyens de combler cette différence de 4,000 francs, ont presque tous, comme la première fois, refusé leur concours.

Le Conseil général a reconnu lui-même qu'il serait préférable de construire le pont à prix d'argent, et il a émis l'opinion que le département pourrait, dans ce cas, accorder un subside supérieur à la proportion ordinaire; que les subventions accordées à l'arrondissement de Lille étant loin d'atteindre le chiffre auquel il aurait droit, il serait juste de le faire profiter pour un cas exceptionnel, d'une mesure qu'on a généralisée dans un autre arrondissement.

D'après ces dispositions j'aurais pu, sans doute, augmenter la subvention; mais l'allocation de 10,000 francs, primitivement offerte, excédait déjà la moitié de la dépense présumée, et le déficit que présente le contingent communalé tant en définitive de 14,000 francs, il eut fallu porter le subside aux deux tiers des prévisions et au-delà.

J'ai cru devoir, dans cette situation, surseoir à toute décision et soumettre la question à l'appréciation du Conseil général.

J'estime qu'il y a lieu d'élever le taux de la subvention, sans toutefois la porter au chiffre de 14,000 francs.

La commune de Bauvin retirera un avantage considérable de l'établissement du pont, et le contingent de 4,000 fr. dont elle fait offre n'est pas proportionné à cet avantage; d'un autre côté, ce serait établir un fâcheux précédent que d'exonérer de toute participation à une dépense d'intérêt commun les communes que cette dépense intéresse et qui, à deux reprises, ont refusé leur concours. Je me propose donc de régler cette affaire de la manière suivante :

La cotisation de la commune de Bauvin sera portée de 4,000 à 5,000 fr.....	5,000	»
Un contingent total de 1,000 fr. sera exigé des autres communes. Cette somme		
A reporter.....	5,000	»

Report.....	5,000	»
est peu élevée, mais il est juste de prendre en considération les sacrifices que ces localités se sont antérieurement imposés et du degré assez faible de leur intérêt à l'établissement du pont.....	1,000	»
De cette façon, le subside du département serait fixé à.....	12,000	»
Total.....	18,000	»

Si le Conseil général partage mon opinion, quant à l'établissement de la subvention, je prendrai immédiatement des mesures pour assurer l'exécution des travaux.

Chemins N.os 12 *et* 37.

Dans un autre rapport, j'ai fait connaître au Conseil général la suite donnée au vœu émis par lui, en 1849, pour le classement comme route départementale du chemin de grande communication N.° 12 de Roubaix à Tournai et Saint-Amand, et j'ai, en même temps, exprimé l'opinion qu'il y avait lieu, d'une part, de comprendre dans ce classement la section du chemin N.° 6 que la ligne de Roubaix à Saint-Amand emprunte depuis Lannoy jusqu'à Hem, et, d'autre part, d'en distraire l'embranchement qui, de Lannoy, se dirige sur Tournai.

Cette dernière partie du chemin N.° 12 est loin, en effet, d'avoir au point de vue du roulage et de la circulation en général, le même degré d'importance que celle de Saint-Amand à Roubaix.

D'un autre côté, dans leur rapport sur cette affaire, MM. les Ingénieurs ont émis l'opinion que l'on pourrait déclasser le chemin N.° 37 de Lannoy à Néchin. Ce chemin, qui n'a qu'un demi kilomètre d'étendue et ne dessert que d'assez rares relations entre Lannoy et la Belgique, ne présente, il est vrai, qu'un médiocre intérêt; mais le département n'obtiendrait qu'une économie à peu près nulle en le déclassant.

Je pense donc qu'il y a lieu de conserver à la grande vicinalité et l'embranchement sur Tournai du chemin N.° 12, et le chemin N.° 37 de Lannoy à Néchin, et vu le peu d'étendue de l'une et de l'autre de ces deux lignes, je propose de les réunir au chemin de grande communication N.° 6, qui prendra alors le nom de chemin de Lille à Lannoy et à la frontière.

Je prie l'assemblée de vouloir bien prendre une décision dans ce sens.

Chemins N.os 50, 53 *et* 54.

Ces chemins ont été classés, le premier en 1847 et les deux autres en 1848, sauf désignation ultérieure des communes intéressées à leur entretien. Cette désignation n'ayant point encore eu lieu, j'ai provoqué les délibérations à ce sujet des Conseils d'arrondissement. J'ai l'honneur de les mettre sous les yeux du Conseil général, en le priant de déclarer intéressées :

1.° Au chemin N.° 50 de Fresnes à Quaroube, les communes de Fresnes, Vicq, Onnaing et Quaroube.

2.° Au chemin N.° 53 de Courchelettes, celles de Lambres et Courchelettes.

3.° Au chemin N.° 54 d'Etrœungt au Nouvion, les communes de Floyon, Etrœungt, Avesnes, Boulogne et La Rouillies.

Chemins pour le classement desquels il y a instance ou instruction.

Bien que le département soit aujourd'hui doté de 55 lignes de grande vicinalité, les demandes de nouveaux classements sont encore assez nombreuses; j'en ai indistinctement hâté l'instruction autant qu'il m'a été possible, afin de leur donner telle suite que de droit; je vais les passer successivement en revue et soumettre en même temps au Conseil les observations ou les propositions dont elles me paraissent susceptibles.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Chemin de Wormhoudt à Zeggers-Cappel

Le Conseil s'est de nouveau occupé en 1849 de la demande faite il y a plusieurs années pour le classement de cette ligne. Il a reconnu que la présence d'une station de la voie de fer à Esquelbecq donnait au chemin une certaine importance, en y déterminant un plus grand mouvement de circulation, et il a déclaré qu'il en admettrait le classement, si les communes le livraient en parfait état.

La voie étant en partie construite en petite vicinalité, j'ai invité les administrations municipales à en presser l'achèvement et à faire procéder aux rechargements qui pourraient être nécessaires dans les parties anciennes.

Les travaux ont été effectués, et j'ai chargé MM. les Ingénieurs de procéder à la constatation de l'état du chemin. Ces fonctionnaires font connaître que l'épaisseur du cailloutis est trop faible et que le chemin exige dans plusieurs de ses parties des réparations et des ouvrages supplémentaires tant pour le dressement régulier de la voie que pour la mise en état des ponts, fossés, etc. Je pense que dans cette situation aucune résolution n'est à prendre actuellement sur le projet de classement du chemin dont il s'agit.

Prolongement jusqu'à la frontière du chemin N.° 3, d'Hondschoote à Watten.

Cette portion de chemin est exécutée depuis plusieurs années en petite vicinalité, et le Conseil général a reconnu dans sa dernière session que le classement demandé n'aurait pour effet que de dégréver Houdschoote d'une partie de la dépense d'entretien du chemin. Or, la ville d'Hondschoote qui a des ressources importantes par ses revenus propres, par son octroi et l'élévation de ses centimes spéciaux, est très en état de pourvoir à l'intégralité de cette dépense. Je ne vois donc pas de motif pour accueillir la proposition dont il s'agit.

Chemin de Coppenaxfort au Grand-Millebrugghe. — Chemin du Pont de Petite-Synthe au Grand-Millebrugghe.

Ces chemins sont construits; la circulation y est assurée, et leur élévation au rang de chemin de grande communication n'est également demandée que pour faire intervenir le département dans les frais d'entretien qu'ils exigent. D'ailleurs, comme le Conseil général l'a fait remarquer l'année dernière, ces chemins ne paraissent pas réunir les conditions de la grande vicinalité.

Chemin d'Herzeele à Steenvoorde.

Cette ligne n'a également qu'un intérêt de vicinalité ordinaire. Les communes de Winnezeele et Steenvoorde en construisent en ce moment une grande partie comme chemin de débouché, au moyen d'impositions spéciales et d'un secours sur les fonds départementaux. J'ai engagé la commune d'Herzeele à suivre cet exemple et à s'imposer les sacrifices nécessaires pour, avec le concours d'une subvention départementale, consolider la lacune qui la sépare de Winnezeele et se rattacher ainsi au chemin de grande communication N.° 18, au territoire de Steenvoorde. Je n'ai pas encore reçu de proposition à cet effet.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

Chemin de Béthune à Estaires.

Ce chemin forme le prolongement de la ligne de grande vicinalité N.° 20 du Pas-de-Calais. La chaussée existe; les remaniements que son état réclamait sur le territoire de La Gorgue ont été exécutés aux frais des communes de La Gorgue, Estaires et Merville, avec le concours du département. Il ne reste à faire qu'une dépense de 6,000 fr. pour les réparations des autres parties. Conformément aux engagements pris dans la dernière session, j'ai l'honneur de proposer au Conseil de classer de grande communication, sous le N.° 56, le chemin de Béthune à Estaires, et de désigner comme intéressées à l'entretien de cette ligne les communes précitées de La Gorgue, Estaires et Merville.

Chemin de Caestre à Vieux-Berquin.

Le Conseil général a apprécié l'importance de cette ligne, qui traverse une partie de l'arrondissement d'Hazebrouck, et fournirait à plusieurs communes un accès direct à la station établie à Strazeele sur le chemin de fer du Nord. L'instruction du projet était incomplète en 1849, parce que les votes des communes présentaient une insuffisance de 8,754 fr., mais un membre du Conseil général ayant émis la pensée que la compagnie du chemin de fer consentirait à réduire ses prix pour le transport des matériaux nécessaires à la construction de la nouvelle voie, j'ai fait des démarches qui ont amené, de la part de cette association, l'engagement de fournir le gravier à raison de 5 fr. 15 c. le mètre cube rendu à la station de Strazeele. Par suite de cette offre, la dépense, primitivement évaluée à 72,500 fr., se trouve réduite à 60,004 fr. 66 cent., et les contingents des communes à 30,754 fr. 66 cent., toutes indemnités de terrains comprises. Les votes des localités s'élevant à 29,000 fr., il n'y aurait, par conséquent, qu'un déficit de 1,754 fr. 66 c., qui serait facilement couvert, soit en imposant des cotisations d'office aux communes d'Estaires, Méteren, Merris et Merville, soit même au moyen du rabais à provenir de la mise en adjudication des terrassements, ouvrages d'art, etc. L'affaire est donc suffisamment instruite.

Quoique l'arrondissement d'Hazebrouck ait pris une avance assez considérable sur le fonds subventionnel, je pense qu'il convient de ne pas différer le classement du chemin. Cette ligne en effet présente un grand intérêt : elle forme le complément d'une ligne directe de La Bassée sur Dunkerque, et il importe, d'un autre côté, d'assurer au département et aux communes le bénéfice des offres avantageuses que la compagnie du chemin de fer a faites et qu'elle pourrait retirer ou n'être plus en mesure de remplir si l'exécution des travaux était ajournée.

Je propose en conséquence au Conseil général d'élever à la grande vicinalité le chemin de Caëstre à Vieux-Berquin, et de désigner comme intéressées à l'entretien de cette ligne, les communes de Vieux-Berquin, Strazeele, Flêtre, Neuf-Berquin, Pradelles, Estaires, Meteren, Merris et Merville.

Chemin de l'Hazewinde à Steenvoorde.

Le but de l'établissement de cette ligne serait d'ouvrir une communication directe entre Hazebrouck et Steenvoorde; on obvierait ainsi à la nécessité de faire un détour considérable et de gravir et descendre la montagne de Cassel. Mais l'instruction de l'affaire n'a pu encore être complétée; les offres des communes sont inférieures au chiffre du contingent qu'elles doivent fournir, et Saint-Sylvestre-Cappel prétend d'ailleurs que le chemin, loin de lui être utile, lui sera au contraire très-nuisible. Le classement de cette ligne devrait au surplus être différé en tout état de cause, attendu que l'arrondissement d'Hazebrouck vient d'être doté du chemin de Bailleul à l'Abeele, et que j'ai proposé plus haut de lui accorder encore deux nouvelles lignes.

Chemin de Cassel à Watten.

Ce chemin a, depuis longtemps, fixé l'attention de l'administration, mais les difficultés que son instruction a rencontrées et dont il a été rendu compte au Conseil général dans la dernière session, n'ont pu encore être aplanies. Dans l'espoir d'y parvenir, j'ai invité MM. les ingénieurs à rédiger un nouveau projet et à examiner jusqu'à quel point le prolongement demandé jusques dans Watten est nécessaire pour donner au chemin toute son utilité. J'ai reçu, il y a peu de temps, les rapports de ces fonctionnaires; la question du prolongement en ligne droite sur Watten leur paraît devoir être résolue négativement; ils pensent que le mieux serait de diriger la nouvelle ligne sur le chemin N.° 46 de Millam à Lederzeele, de manière à utiliser ce chemin qui aboutit à Watten par la route vicinale N.° 3. Cette combinaison amènerait une grande économie dans les frais de construction et dans l'entretien, et me paraît en effet la seule à adopter. Une nouvelle instruction de l'affaire est donc indispensable; j'y procèderai d'ici à la prochaine session, afin d'être à même d'en communiquer alors les résultats au Conseil général.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Chemin d'Armentières à La Bassée.

Quoique projeté depuis 1837., ce chemin n'a pu encore arriver au classement, à cause du refus de la plupart des communes qu'il intéresse de voter les contingents nécessaires au paiement des frais de construction. Cette ligne aurait cependant une importance incontestable au point de vue des relations industrielles et agricoles, et elle serait particulièrement utile à Armentières pour l'apport des toiles au marché qui se tient en cette ville. Le Conseil d'arrondissement a insisté dans sa dernière session pour l'instruction définitive du projet, et le Conseil général a déclaré qu'il classerait le chemin par Radinghem et Beaucamps, si les communes intéressées au tracé par Fromelles et Herlies ne votaient pas les ressources nécessaires à l'exécution de ce tracé.

Les démarches auxquelles je me suis activement livré pour satisfaire aux vœux des Conseils, n'ont point amené un résultat complet, néanmoins l'affaire me paraît maintenant en état de recevoir une solution.

La dépense à faire pour la construction du chemin, suivant le tracé le plus direct, c'est-à-dire par Fromelles et Herlies, est évaluée à 81,500 fr., dont à payer par les communes, en y comprenant les indemnités de terrain..... 42,193 50

Or, les offres recueillies s'élèvent à..... 43,000 »

Savoir :

Aubers.....	5,000	»
Fromelles.....	20,000	»
Armentières.....	10,000	»
Herlies.....	8,000	»
Total.....	43,000	»

Les ressources présentent donc un excédant de..... 806 50

Toutefois, la commune d'Aubers n'a voté son contingent de 5,000 fr. qu'à la condition que le chemin serait dirigé sur ce village pour de là descendre par Herlies sur la route N.° 41. Cette condition exigerait une déviation très-sensible du tracé prévu; si elle n'est pas acceptée, Aubers refusera de réaliser son offre et alors les ressources présenteront une insuffisance de 4,193 fr. 50 cent. Mais cette faible différence sera facilement couverte par l'affectation d'office d'une partie des centimes spéciaux et des prestations des communes qui n'ont pas répondu à l'appel de l'administration.

Je pense donc qu'une décision peut être prise en l'état des choses. L'admission du chemin au rang de la grande vicinalité serait d'autant mieux justifiée que cette mesure est réclamée depuis plus de douze ans et qu'il convient d'accorder quelque avantage à l'arrondissement de Lille, en considération de l'importante créance qu'il possède sur le fonds subventionnel. Je propose, en conséquence au Conseil général, de classer de grande communication le chemin d'Armentières à La Bassée par Fromelles et Herlies, et de désigner comme intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin les communes d'Armentières, la Chapelle, Erquinghem-sur-la-Lys, Frelinghien, Houplines, Aubers, Fromelles, Herlies, Illies, Marquillies, Wicres, Sainghin-en-Weppes, Fournes, Salomé et La Bassée.

Chemin d'Aubers à Estaires.

Le département du Pas-de-Calais sollicite instamment le classement de cette ligne qui formerait le complément de son chemin de grande vicinalité, N.° 10. Prolongée jusqu'à la Deûle, au hameau de Don, en arrière d'Aubers, ainsi que le proposent les ingénieurs, elle présenterait un intérêt réel, car elle constituerait une voie à peu près directe d'Estaires à Seclin, Carvin, etc. J'ai procédé à l'instruction du projet dans ces conditions. La dépense à faire pour la construction des lacunes et la restauration des parties existantes étant de 36,500 fr., et le département fournissant une subvention de moitié, l'autre moitié, soit 18,250 francs, resterait à la charge des communes. Trois d'entr'elles, Aubers, Herlies, et Sainghin-en-Weppes offrent ensemble une cotisation de 11,000 francs; mais les autres, au nombre de neuf, n'ont rien voté; en sorte qu'il manque au contingent communal une somme de 7,250 francs. Vu l'insuffisance des ressources et le nombre

des communes opposantes, je m'abstiens de toute proposition en faveur de ce chemin pour la présente année. J'aviserai ultérieurement aux moyens de compléter l'instruction du projet.

Chemin d'Haubourdin à Seclin par Wattignies.

Le Conseil général a demandé, en 1849, que l'instruction de ce chemin dont il n'avait pas été question depuis longtemps, fût reprise par l'administration. Pour satisfaire à ce vœu, j'ai chargé MM. les ingénieurs de procéder à l'étude de la ligne projetée, mais les pièces concernant cette étude me sont parvenues depuis trop peu de temps, pour que j'aie pu consulter les localités sur les offres qu'elles seraient disposées à faire pour couvrir la portion montant à 19,051 fr. 91 cent., de la dépense qui resterait à leur charge. J'ai l'espoir que l'instruction de ce projet pourra être complétée d'ici à la session de 1851.

Prolongement du chemin de grande communication N.° 14, d'Armentières à Ypres.

Le Conseil a appuyé dans sa dernière session, le vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Lille, pour que l'administration fît étudier un prolongement du chemin N.° 14, qui s'étendrait dans la vallée de la Lys, en cotoyant cette rivière et en traversant les communes de Deûlémont, Warnêton-Sud, Bas-Warnêton, Comines, Bousbecque et Halluin.

J'ai apprécié l'utilité réelle de cette ligne, qui assurerait les communications d'une contrée de l'arrondissement de Lille, où se concentrent la fabrication de la toile et la culture du tabac, et donnerait accès dans toute la vallée de la Lys, à la partie Sud de l'arrondissement d'Hazebrouck. Mais je n'ai pu obtenir que depuis peu de temps le projet et il ne m'a pas encore été possible de consulter les communes sur leur concours. La dépense à faire est évaluée à 125,000 fr. dont 57,126 fr. 75 c. à la charge du département, et 67,873 fr. 25 c. à la charge des caisses municipales. L'instruction de cette affaire sera poursuivie et complétée pour la prochaine session.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Prolongement jusqu'à Busigny du chemin N.° 15, d'Esnes à Maretz.

L'instruction de ce projet est terminée, la dépense totale est évaluée à 48,000 fr.; les communes doivent y contribuer pour 26,130 fr. Cette somme comprend la moitié des travaux et fournitures et l'intégralité des indemnités de terrain. Les offres faites par trois d'entre-elles, tant en fonds libres qu'en impositions extraordinaires et en prestations, s'élèvent ensemble à 25,734 fr. 80 c. et ne présentent qu'un déficit de 395 fr. 20 c., mais il existe pour l'arrondissement de Cambrai d'autres projets présentant un plus grand intérêt et qui me paraissent devoir être préférés. Dans l'impossibilité de proposer dès cette année le classement de tout ce qui serait utile, et obligé d'établir suivant l'urgence un ordre d'antériorité, j'ajourne mes propositions pour le classement de la ligne dont il s'agit.

Chemin de Caudry à Aubencheul-au-Bois.

Ce chemin est projeté depuis longtemps et le Conseil général en a parfaitement apprécié l'importance. Les communes qu'il intéresse se sont imposé dès 1847 des sacrifices considérables, afin

d'en obtenir le classement. Elles ont dû, en 1848, employer une partie des ressources qu'elles y avaient affectées, pour procurer du travail aux nombreux ouvriers de la contrée, mais les sommes ainsi dépensées se retrouvent en nature dans la valeur des travaux de pavage et d'empierrement exécutés par anticipation sur la ligne dont il s'agit.

Le Conseil a eu sous les yeux, l'année dernière, un avant-projet dressé par M. l'Ingénieur Masquelez, pour l'achèvement du chemin. L'instruction alors n'était pas complète; il était nécessaire de consulter les communes sur le choix à faire de l'un des deux modes de construction proposés; savoir : un empierrement simple dans toutes les lacunes, ou un pavage de 3,390 mètres d'étendue entre la sortie de Caudry et celle de Caullery, avec cailloutement sur le reste du chemin.

Le Conseil ayant, de son côté, demandé que la route fût empierrée dans toutes les parties susceptibles de l'être, j'avais à faire examiner la nécessité plus ou moins grande des pavages proposés dans la section de Caullery à Caudry; j'avais aussi à faire apprécier l'importance au juste des travaux exécutés par les communes. Je me suis occupé de ces diverses dispositions dans l'intervalle des sessions.

Appelées en outre à émettre leur avis sur le mode à préférer pour l'établissement des chaussées, plusieurs communes ont protesté contre l'intention d'adopter l'empierrement simple dans toutes les parties restant à construire, et ont demandé des pavés dans les centres d'agglomération. Elles ont d'ailleurs produit des états certifiés constatant que les travaux effectués par elles se sont élevés à une somme totale de 68,006 fr. 59 cent.

MM. les ingénieurs consultés ont admis des portions de pavage dans les traverses des communes, excepté dans celles où il existe déjà des empierrements, et ont révisé dons ce sens l'avant-projet de 1849.

Le détail estimatif N.° 1 de M. Masquelez, qui était basé sur l'idée d'un simple empierrement, et montant à 92,000 fr., a été abandonné; M. l'ingénieur Bertin a substitué au détail N.° 2, qui supposait un pavage de 3,390 mètres, un nouvel avant-projet qui n'admet les pavés que dans les parties agglomérées des communes, et en restreint l'étendue à 1,572 mètres. D'après cet avant-projet, la dépense restant à faire serait de 105,000 fr. pour une chaussée de 3 mètres de largeur; elle s'augmenterait de 21,000 fr., et s'élèverait à 126,000 fr., si la largeur de la voie était portée à 4 mètres.

Le syndicat que j'ai entendu a été d'avis qu'il y avait lieu de fixer à 4 mètres la largeur des empierrements, afin de faciliter le croisement des voitures, et à 3 mètres seulement celle des pavés à construire dans les traverses des communes, attendu que les rues y sont généralement étroites. C'est dans ce sens que l'instruction définitive du projet à été poursuivie.

Le mode de construction indiqué par le syndicat, donnera lieu à une dépense moindre que celle prévue dans le détail estimatif N.° 2 de M. Bertin. Le maintien des pavés à 3^{m} de largeur, comme dans le détail N.° 1, restreint cette dépense à. 119,463 48

En ajoutant à cette somme la valeur des travaux déjà effectués. 68,006 59

on obtient un total de dépense de. 187,470 07

Mais dans l'estimation des ingénieurs comme dans l'évaluation des travaux effectués, se trouvent comprises des indemnités de terrain montant à. 21,822 90

Savoir :

Dans les travaux faits.	9,822	90
Dans ceux à faire.	12,000	»
	21,822	90

Il reste donc, pour les travaux proprement dits.	165,647	17
Les communes devant payer la moitié de cette somme.	82,823	58
Plus, les acquisitions de terrains.	21,822	90
Leur contingent total sera de.	104,646	48
Mais elles auront à déduire la valeur de leurs travaux.	68,006	59
En sorte qu'il restera à fournir par elles.	36,639	89

Or, les ressources antérieurement créées et les votes nouveaux émis pour régularisation par les Conseils municipaux dont les délibérations sont ci-jointes, assurent suffisamment le paiement de cette somme. Ainsi il est offert :

Par la commune	de Caudry.	4,325	65
—	de Ligny.	4,121	23
—	de Caullery.	5,394	»
—	de Selvigny.	7,986	43
—	de Walincourt.	1,952	»
—	de Malincourt.	5,435	13
—	de Villers-Outréau. . .	5,771	09
	Total.	34,985	53

Caudry et Ligny ont voté en sus chacune 5,000 fr. pour le pavage du chemin entre ces deux communes ; j'examinerai si cette proposition est susceptible d'être admise.

Les ressources nécessaires à l'établissement de la voie, dans les conditions indiquées par le syndicat, ne présentent donc qu'un faible déficit de 1,654 fr. 36 c. Cette différence sera facilement couverte, soit par le rabais de l'adjudication, soit s'il était nécessaire, par l'addition d'office, d'une partie des prestations des communes. Je considère donc l'affaire comme en état complet d'instruction, et je propose au Conseil général de déclarer ligne de grande vicinalité le chemin de Caudry à Aubencheul-au-Bois ; je lui propose en outre de désigner, comme intéressées à l'entretien de ce chemin, les communes de Caudry, Ligny, Selvigny, Caullery, Walincourt, Malincourt et Villers-Outréau.

La commune d'Aubencheul-au-Bois devra également être appelée à contribuer aux frais d'entretien ; je ferai des démarches à cet effet en temps et lieu auprès de M. le Préfet de l'Aisne.

Chemin de Marquette à Neuville-Saint-Remi.

Conformément au vœu exprimé en 1848 par le Conseil général, mon prédécesseur a fait réviser,

dans des vues d'économie, le devis présenté par les ingénieurs pour l'établissement de ce chemin. Le nouveau projet a été mis sous les yeux du Conseil dans sa session de 1849 ; mais, tardivement produit, ce travail n'avait pas encore été communiqué aux localités intéressées et l'affaire n'était pas arrivée à un degré d'instruction suffisant pour que l'administration pût faire une proposition de classement.

Ce nouveau projet avait été conçu suivant six hypothèses différentes : empierrement avec trottoirs et gares kilomètriques, ou sans trottoirs ni gares ; pavé de 2^m 50^c, de 3^m ou de 4^m ave trottoirs, ou zônes de cailloutis, ou sans zône ni trottoir. La dépense à faire aurait varié selon le mode de construction entre 114 et 300 mille francs.

Le Conseil général a paru disposé à admettre de préférence le système établi dans le détail estimatif N.° 1, supposant un empierrement de 4^m de largeur avec gares et trottoirs, et portant l'évaluation de la dépense à 159,000 fr. Mais le syndicat provisoire que j'ai formé a fait remarquer qu'un empierrement ne présenterait pas une solidité suffisante, vu la nature peu résistante du sol, et que le silex devant être pris à des carrières situées à une grande distance, reviendrait à un prix trop élevé à cause des frais de transport. En conséquence, il s'est unanimement prononcé pour un pavé de la largeur de 3^m avec zône en cailloutis de 0, 50 de chaque côté du pavé.

Ce système m'a paru présenter de bonnes conditions d'exécution sans élever la dépense à un chiffre supérieur à ce que peuvent exiger l'importance et l'étendue du chemin. Peut-être, cependant, pourrait-on contester la nécessité des deux zônes d'empierrement ; beaucoup d'autres chemins construits en pavé sur trois mètres de largeur n'ont pas reçu cette addition.

Quoiqu'il en soit, la chaussée de 3 mètres coûterait, d'après le détail estimatif N.° 4 . . . . . 220,000 »

Les deux zônes empierrées de 0,50 doivent être évaluées dans la proportion de la zône de 2^m, prévue au détail N.° 3, à . . . . . 20,972 »

La dépense totale serait donc de . . . . . 240,972 »

Ce chiffre s'augmenterait probablement si on admettait le redressement réclamé par le syndicat dans la commune de Bantigny. Rien dans les pièces n'indique quel surcroît de dépense exigerait cette rectification. Il est probable que les acquisitions de terrains à faire pour ce redressement seraient compensées, au moins en partie, par les économies qui résulteraient de la différence en moins dans la longueur de la chaussée dans la traverse de Bantigny, et de l'inutilité de la construction d'un pont projeté dans la même commune. Le redressement serait assurément utile pour obvier à l'inconvénient que présente un passage tortueux et encaissé dans cette traverse ; mais je pense qu'il n'y a lieu de l'admettre que sous réserve, et pour le cas seulement où il serait possible de l'exécuter sans excéder les ressources acquises au chemin.

Il y a donc lieu de prendre pour base des prévisions, soit le chiffre de dépenses ci-dessus établi, de 240,971 fr., avec chaussée pavée accompagnée d'une double chaussée d'empierrement, soit celui de 220,000 fr., avec une simple chaussée pavée.

En admettant celui de 240,972 fr., les communes prendront à leur charge, dans cette dépense :

1.° Les indemnités de terrains, évaluées à . . . . . 11,876 »

2.° La moitié de l'estimation des travaux . . . . . 114,548 »

Leur contingent sera par conséquent de . . . . . 126,424 »

Pour couvrir ce contingent, les Conseils municipaux ont voté :

Celui de Cambrai	35,000	»
— de Neuville-Saint-Remi	2,000	»
— d'Hem-Lenglet	4,500	»
— de Cuvillers	2,000	»
— de Blécourt	8,000	»
— de Paillencourt	10,000	»
— de Bantigny, à la condition qu'on n'exécutera pas le redressement, et qu'on lui tiendra compte de son pavé	18,000	»
— de Tilloy (dont 1,000 fr. offerts par M. Leleu)	2,000	»
— de Marquette	7,000	»
— de Wasnes-au-Bac	20,000	»
Les compagnies houillères offrent en outre :		
Celle d'Anzin	6,500 »	
— de Douchy	6,500 »	
— d'Aniche	2,000 »	
	15,000 »	15,000 »
Total des offres		123,500 »

Il ne manque donc aux ressources qu'une somme de 2,924 fr., qui peut être imposée d'office aux cinq communes opposantes : Abancourt, Etrun, Morenchies, Marcq et Wavrechain-sous-Faulx.

Dans cette situation, j'estime qu'il y a lieu de classer le chemin de Marquette à Neuville-Saint-Remi au rang de la grande vicinalité, et j'ai l'honneur d'en faire la proposition au Conseil général. Les communes à désigner comme intéressées à l'entretien de cette ligne sont celles ci-dessus nommées, de Cambrai, Neuville-St.-Remi, Neuve-Lenglet, Cuvillers, Blécourt, Paillencourt, Bantigny, Tilloy, Abancourt, Etrun, Morenchies, Marcq, Marquette, Wasnes-au-Bac et Wavrechain-sous-Faulx.

Chemin de Cambrai à Metz-en-Couture et Fins.

Le chemin de Cambrai à Marcoing, dont le Conseil général a, en 1849, recommandé l'instruction à l'administration, est un démembrement d'une ligne plus étendue, autrefois classée de grande communication et qui a été déclassée depuis, à cause de l'insuffisance des ressources offertes par les communes. Le Conseil municipal de Cambrai a, par une délibération du 23 novembre dernier, émis le vœu qu'il fût procédé à l'étude de la ligne entière, qui s'étend dans la direction de Proville, Noyelles, Marcoing et Ribécourt (Nord), et va aboutir à Metz-en-Couture au chemin de grande communication N.° 67 du Pas-de-Calais.

Dans ces conditions, ce chemin desservirait utilement les communes du Nord, et offrirait un débouché avantageux sur Cambrai à toutes celles du Pas-de-Calais qui se trouvent enfermées dans l'espace triangulaire compris entre les routes nationales N.os 17 et 29.

J'ai en conséquence prescrit la rédaction des projets nécessaires à l'établissement de la

nouvelle voie, et prié M. le Préfet du Pas-de-Calais de prendre, de son côté, des dispositions pour le classement et la construction de la partie de cette ligne qui s'étendra sur le territoire de son département. Ce magistrat m'a fait connaître qu'il avait donné des ordres à ce sujet, et qu'il s'était entendu avec M. le Préfet de la Somme pour le prolongement de la voie jusqu'à Fins, où elle déboucherait sur la route de Péronne.

MM. les ingénieurs ont présenté un avant-projet des travaux à faire pour l'achèvement du chemin dont une partie est déjà exécutée en petite vicinalité. Cet avant-projet est conçu dans deux hypothèses. L'une suppose une chaussée d'empierrement de 3^{m} de largeur dont la dépense s'élèverait à 70,000 fr.; l'autre admet pour la chaussée une largeur de 4^{m}; la dépense alors serait de 81,000 francs.

Le syndicat provisoire que j'ai formé s'est prononcé unanimement pour cette dernière hypothèse, en raison de l'importance que doit avoir le chemin. La largeur de 4^{m} de chaussée me paraissant en effet nécessaire, j'admets le chiffre du détail estimatif N.° 2 montant à..... 81,000 fr. » c.

En ajoutant à cette somme la valeur des travaux déjà effectués par les communes, et dont il est justifié par pièces probantes, ci..... 58,020 »

on arrive à un total de dépenses de..... 139,020 »

D'après la règle ordinaire, posée dans la délibération du Conseil général, en date du 27 septembre 1846, cette dépense devrait être supportée par les communes jusqu'à concurrence de 76,803 fr. 55 c. représentant :

La moitié de l'estimation des travaux	62,216	45
L'intégralité des indemnités de terrains	14,587	10
Total	76,803	55

Mais le chemin a déjà été classé de grande communication, et il n'a été déclassé en 1841 que parce que les communes, mises quatre fois successivement en demeure de voter leurs contingents, n'avaient pas répondu à l'appel de l'administration. Je pense qu'il y a lieu de prendre en considération cette antériorité de classement, et d'accorder au chemin, ainsi que le demande expressément le syndicat, une faveur égale à celle dont les autres lignes classées avant la délibération de 1846 ont joui par rapport aux indemnités de terrains.

Si cet avantage lui est accordé, la partie des dépenses à la charge des communes sera de..... 69,510 »

En déduisant la somme qu'elles ont déjà dépensée..... 58,020 »

elles auront encore à fournir un contingent supplémentaire de..... 11,490 »

Ce contingent a été réparti comme suit par le syndicat :

Cambrai	2,490	»
Ribecourt	3,000	»
Marcoing	6,000	»
Somme égale	11,490	»

Aucune cotisation n'a paru devoir être demandée aux communes de Proville et Noyelles, qui ont fait des avances de travaux supérieures à la proportion de l'intérêt qu'elles ont à l'établissement du chemin.

Appel a été fait aux trois premières. Cambrai et Ribécourt ont voté leurs contingents; Marcoing a refusé le sien, mais il sera facile de suppléer à ce refus par l'application d'office des 2/3 de ses centimes spéciaux pendant six ans, et des 2/3 de ses prestations pendant cinq ans.

L'affaire étant ainsi en état et le chemin présentant un intérêt réel, j'estime qu'il y a lieu de classer de grande communication la partie de la ligne de Cambrai à Metz-en-Couture et Fins, située sur le territoire de ce département, et de désigner les communes de Cambrai, Proville, Noyelles, Marcoing et Ribécourt, comme intéressées à l'établissement et à l'entretien de cette ligne.

Chemin de Saint-Vaast à la Guizette.

Cette ligne réunirait au chemin de grande communication N.° 45 de Denain à Saint-Vaast, la ligne également projetée de Caudry à Aubencheul-au-Bois, et formerait avec celle-ci et la première, une voie importante traversant une partie de l'arrondissement de Valenciennes et celui de Cambrai dans toute son étendue.

Une étude de ce chemin a été faite conformément au vœu exprimé en 1848 par le Conseil général, mais les pièces n'en ont été produites qu'en juillet de l'année suivante, et il était trop tard alors pour compléter l'instruction de l'affaire avant l'ouverture de la session de 1849.

Le projet a néanmoins été mis sous les yeux de l'assemblée qui, en l'absence de renseignements suffisants sur le tracé, sur le mode de construction auxquels les communes donnaient la préférence et sur le concours qu'elles étaient disposées à offrir, a prononcé l'ajournement.

L'étude à laquelle MM. les ingénieurs se sont livrés a été faite dans trois hypothèses.

Selon la première, le chemin serait entièrement construit en empierrement, et la dépense serait de 74,000 fr.

Dans la seconde, la chaussée serait pavée dans les lacunes ainsi que dans la traverse de Quiévy, et les travaux coûteraient 117,000 fr.

La troisième consisterait en un pavage total de la route, avec emploi de l'empierrement actuel à l'élargissement de la chaussée. Dépense, 152,000 fr.

Pour éviter des votes divergents qui eussent laissé l'administration sans moyens suffisants de s'arrêter à une solution, j'ai formé une commission syndicale provisoire, afin d'avoir son avis sur les questions que présentait cette affaire.

La commission, après s'être prononcée pour un tracé à peu près conforme à celui proposé par le Conseil d'arrondissement, et figuré au plan par une ligne rouge continue, tracé qui suppose une voie directe entre Quiévy et la Guizette, elle a émis le vœu que le chemin fût construit en pavé.

La dépense à faire dans ces conditions est celle indiquée par le détail estimatif N.° 3, et qui s'élève à 152,000 fr.

La partie de cette dépense à payer par les communes comprendra la moitié de l'estimation des travaux et la totalité des acquisitions de terrain ; le montant en est de. . . . . 83,500 »

Invitées à se prononcer sur leur concours, trois communes seulement sur onze ont répondu à l'appel de l'administration :

Quiévy a voté.	37,575	»
dont 12,525 fr. de prestations.		
Saint-Hilaire.	24,000	»
Caudry.	1,670	»
dont 557 de prestations.		
Total.	63,245	»
Il manque donc au contingent communal.	20,255	»

On pourrait, il est vrai, imposer d'office cette différence aux huit communes défaillantes, mais 20,255 fr. forment une somme bien forte pour être prélevée sur les ressources vicinales; l'arrondissement de Cambrai, s'il est doté cette année des chemins de Caudry à Aubencheul, de Marquette à Neuville Saint-Remi et de Cambrai à Metz-en-Couture, peut attendre pour cette nouvelle voie de communication, toute utile qu'elle peut être, et l'administration aura le temps, soit de faire adopter par les communes le mode de construction indiqué dans le détail N.° 2, soit de faire de nouvelles tentatives pour compléter les ressources nécessaires à l'exécution du chemin selon les prévisions du détail N.° 3.

Chemin d'Arras à Saint-Quentin.

M. le Préfet du Pas-de-Calais a fait étudier le projet de classement d'un chemin qui établirait une communication directe entre les deux villes; la ligne aurait une grande utilité dans le département voisin surtout, elle traverserait ou toucherait vers son extrémité quatre communes du Nord: Doignies, Boursies, Villers-Plouich et Gouzeaucourt, et déboucherait dans cette dernière localité sur la route nationale N.° 17.

L'administration du Pas-de-Calais sollicite instamment le classement dans le département du Nord de la partie de cette ligne qui le traverse. La dépense à laquelle donnerait lieu sa construction serait de 57,000 fr. pour une chaussée de 3 mètres, et de 63,000 fr. pour une voie empierrée de 4 mètres de largeur, à quoi s'ajouteraient 7,000 fr. de travaux déjà exécutés par les administrations municipales de Gouzeaucourt et Doignies. La partie de cette dépense à la charge des communes s'élèverait, dans le premier cas, à 32,543 fr., et dans la second à 35,543 fr., dans la supposition où elle supporteraient, comme dans le cas ordinaire, la moitié du montant des travaux et la totalité des indemnités de terrain.

Le syndicat provisoire a été d'avis qu'il y avait lieu de diviser la dépense par tiers, savoir: un tiers à la charge des communes et un tiers à la charge des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Il est douteux que ce dernier département adhère à la répartition proposée par le syndicat; il insistera probablement pour être exonéré de toute participation à la dépense à faire sur le Nord, attendu qu'il supporte entièrement celle des travaux à exécuter sur son propre territoire. Mais dans l'hypothèse même de cette division par tiers, les communes auraient encore à fournir un contingent de 24,391 francs; or, elles n'offrent ensemble que 10,690 francs, savoir:

Gouzeaucourt.	3,500	»
Doignies.	7,190	»

Les communes de Boursies et Villers-Plouich refusent tout concours dans la dépense; les ressources présentent, en conséquence, une insuffisance d'environ 14,000 francs. Ainsi l'affaire n'est point en état et ne saurait être l'objet d'aucune proposition.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage.

Un projet pour l'établissement de ce chemin a été dressé en **1845** ; il élève la dépense à **185,000** francs, dont **150,926** fr. 30 cent. pour travaux et **34,073** fr. **70** cent. pour acquisitions de terrains. La commune d'Eppe-Sauvage, qui doit contribuer dans cette dépense pour une somme importante, a, depuis plusieurs années, disposé de toutes ses ressources pour se relier à Trélon, et cette circonstance a mis momentanément l'administration dans l'impossibilité de faire aucune disposition pour l'instruction définitive du projet Les obligations contractées par cette commune pour l'établissement de son débouché devant expirer en **1851** ou **1852**, j'ai appelé de nouveau les Conseils municipaux à se prononcer sur leurs offres de concours ; mais les délibérations ne me sont point parvenues en temps utile, et je me trouve forcé d'ajourner encore la solution de cette affaire. Ce projet, au surplus, deviendra sans objet si le département accorde les subsides qui lui sont demandés pour compléter le débouché d'Eppe-Sauvage sur Trélon et si les communes de Ramousies, Sepmeries, Flaumont, Waudrechies et Bas-Lieu votent les fonds nécessaires à l'exécution du chemin de débouché qui doit les rattacher à la route nationale N.° 2. J'entretiens le Conseil de cette dernière affaire dans un autre rapport.

Chemin d'Étrœungt à Fourmies et Anor.

Une nouvelle étude de cette ligne établie dans les conditions demandées par le Conseil général, c'est-à-dire avec épaisseur d'empierrement à **0,30** et réduction des pentes à **0,05** par mètre, a été produite, en septembre **1849**, par MM. les ingénieurs. Le projet estime la dépense à faire à **79,000** francs, dont **16,297** fr. **50** cent. à la charge du département de l'Aisne, pour la traversée de Rocquigny, en sorte que les frais d'établissement du chemin seraient, pour le département du Nord, de **62,709** fr. **09** cent.

Les communes d'Étrœungt, Wignehies et Fourmies auraient à payer dans cette dépense le tiers des travaux et l'intégralité des acquisitions de terrains, le tout montant à la somme de **27,314** fr. **50** c. Les offres qu'elles ont faites ne s'élèvent qu'à **21,000** fr. et présentent, par conséquent, une insuffisance de **6,314** fr. **50** c. Cette insuffisance, toutefois, n'existerait pas, si le département prenait à sa charge les deux tiers des indemnités de terrains comme des dépenses des travaux ; les communes n'auraient alors à fournir qu'un contingent de **20,900** fr. **83** cent., correspondant au chiffre des sommes offertes.

Mais les votes émis remontant à **1842** et **1843**, avaient besoin d'être renouvelés et régularisés, et j'ai donné des instructions à cet effet. D'un autre côté, d'après le nouveau comme d'après l'ancien projet, la ligne partant d'Étrœungt s'arrêterait à Fourmies et laisserait en lacune la section de Fourmies à Anor, contrairement aux vœux émis par le Conseil général. J'ai donc cru devoir faire également procéder à l'instruction de cette partie du chemin qui, ainsi prolongé, aboutirait à la ligne de grande vicinalité N.° **20**, de Trélon à Rond-Buisson.

L'appréciation que MM. les ingénieurs ont faite sur ma demande de la dépense nécessaire à l'exécution du prolongement, en porte la dépense à **23,500** fr. En y appliquant la subvention des deux tiers comme pour le surplus de la ligne, il resterait à pourvoir à l'autre tiers montant à **7,833** fr. Or, cette somme m'a paru devoir être demandée à la commune d'Anor. J'ai invité le Conseil municipal de cette commune à se mettre en mesure d'acquitter sa cotisation.

Les communes appelées à délibérer se sont engagées à fournir les contingents ci-après :

Etrœungt.....	7,000	»
Wignehies.....	7,000	»
Fourmies.....	7,000	»
Anor.....	7,833	»
Total.....	28,833	»

Ces offres couvrent entièrement la partie de la dépense à la charge des caisses municipales, en admettant que le concours du département soit réglé suivant les conditions antérieures à l'arrêté du Conseil général en date du 26 septembre 1846.

Mais malgré les instantes sollicitations du Conseil d'arrondissement, je ne puis faire une proposition de classement en faveur de cette ligne, vu la situation particulière de l'arrondissement d'Avesnes, dont la dette, déjà considérable envers le fonds commun, va s'accroître par les dépenses qui restent à faire pour l'achèvement des chemins N.os 42, 20, 31 et 84.

Chemin de Maubeuge à Erquelines.

Conformément au vœu émis par le Conseil général, dans sa dernière session, j'ai fait procéder à l'étude de ce chemin par MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées. D'après les pièces relatives à cette étude, la dépense de la nouvelle ligne est évaluée à 47,869 fr. 36 cent., dont :

Travaux déjà effectués par les communes.....	7,869	36
Travaux à faire.....	40,000	»
Somme égale.....	47,869	36

Cette somme comprend des indemnités de terrain montant, pour les travaux proprement dits, à 45,531 fr. 16 cent.

D'après les règles établies par le Conseil général, les communes auraient à pourvoir au tiers de cette somme, ci..... 15,177 06

et supporteraient en outre la totalité des indemnités de terrains..... 2,338 20

Ensemble..... 17,515 26

Mais la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Charleroy à Erquelines s'est engagée à concourir à la dépense pour une somme de.... 6,000 »

D'un autre côté, on doit déduire le montant des travaux effectués..... 7,868 36

13,869 35

Il ne resterait donc à la charge des communes que..... 3,645 90

Les Conseils municipaux ont été mis, dans le courant du mois de juillet dernier, en demeure de voter les contingents nécessaires pour couvrir cette partie de la dépense. J'espère qu'aucune difficulté ne se présentera à ce sujet, mais j'attends encore les délibérations des communes, et l'instruction de l'affaire n'est dès lors pas terminée.

Chemin de La Cappelle à Trélon.

Les communes de Féron, Glageon et Trélon et le Conseil d'arrondissement d'Avesnes demandent le classement comme ligne de grande communication, du chemin de Rocquigny à Couplevois-Glageon, formant le prolongement sur le territoire du Nord du chemin de grande vicinalité du département de l'Aisne, de La Cappelle à Trélon. Au moyen de ce nouveau chemin, la ligne N.° 20 de Solre à Rond-Buisson se trouverait rattachée à La Cappelle et à la route nationale N.° 2 de Paris à Bruxelles.

Les communes entendues ont offert une somme de 4,000 fr. formant approximativement le tiers de la dépense nécessaire.

Mais leurs délibérations viennent seulement de me parvenir et je n'ai pu encore faire procéder à l'étude du projet, ni par conséquent me fixer sur le degré d'utilité du chemin. Cette affaire sera instruite dans l'intervalle des sessions.

Chemin N.° 20 de Solre à Rond-Buisson. — Projet d'embranchement sur Hirson

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes appuie de nouveau la demande de classement du chemin de Trélon à Hirson par Ohain et Anor comme embranchement du chemin N.° 20. Le Conseil général a déjà repoussé cette demande en 1849, en considérant que la chaussée est construite et en bon état, que la commune d'Anor a de riches revenus et se trouve en mesure de pourvoir à l'entretien de ses voies de communication; qu'enfin l'arrondissement d'Avesnes qui a déjà reçu une si large part dans les subsides départementaux, a d'autres lignes en projet auxquelles la préférence devra être accordée, quand il sera possible de lui accorder de nouveaux classements.

Je pense qu'il convient de persister dans cette résolution.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Chemin N.° 48 d'Auberchicourt à Bugnicourt. — Prolongement.

M. le Préfet du Pas-de-Calais m'a adressé des propositions ayant pour objet de prolonger sur le territoire du Nord le chemin de grande communication de Metz-en-Couture à Douai par Marquion et Oisy, dans la partie comprise entre cette dernière commune et la route nationale N.° 17. Le classement demandé complèterait en quelque sorte le chemin de grande vicinalité N.° 47 du Nord, qui, de Bugnicourt irait par Brunémont se souder à la ligne de grande communication N.° 3 du Pas-de-Calais.

J'ai invité les ingénieurs à constater l'état du chemin vicinal de Brunémont qui paraît constituer la lacune existante entre les deux lignes, et à me faire connaître le degré d'utilité du classement demandé, ainsi que l'évaluation sommaire de la dépense à laquelle pourrait donner lieu l'exécution du prolongement dont il s'agit.

D'après le rapport qui vient de me parvenir, la chaussée du chemin de Brunémont, construite en éclats de grès, ne présente pas la solidité nécessaire à un chemin de grande communication, et devrait être remplacée par un pavage ou par un empierrement. La dépense à faire dans l'hypothèse d'un pavage s'élèverait à 52,761 fr.; elle se réduirait à 19,758 fr. pour un empierrement

de 4 mètres de largeur. Ce dernier mode de construction me paraît devoir être préféré. Je me propose d'examiner cette affaire et d'en poursuivre l'instruction pendant l'intervalle des sessions.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Chemin de grande communication N.° 50, de Fresnes à Quaroube. — Prolongement jusqu'à Jenlain

Selon le vœu du Conseil général, l'étude du projet des travaux à faire pour l'exécution de ce prolongement a été confiée à M. l'agent-voyer principal de l'arrondissement de Valenciennes.

D'après ce projet, la nouvelle section du chemin paraît avoir partout une largeur de 8 mètres, en sorte qu'aucune acquisition de terrain ne sera nécessaire. La dépense à faire est évaluée à 62,000 fr. à payer par moitié entre le département et les communes.

Les Conseils municipaux appelés à se prononcer sur le vote de leurs parts contributives ont offert, savoir :

Celui de Rombies.	5,940	»
Et celui de Sebourg.	5,550	»

mais à la condition formelle que le chemin de Sebourg à Curgies serait classé comme embranchement de la ligne projetée. Cette condition est évidemment inacceptable, attendu que le chemin de Curgies n'intéresse que la commune de Sebourg. L'offre faite par le Conseil municipal d'un contingent de 5,550 fr. avait donc été considéré comme nulle. Quant aux autres communes, Fresnes, Quaroube, Vicq, Jenlain, Bry, Eth et Wargnies-le-Grand, elles ont unanimement, refusé tout concours.

Mon intention était de proposer cette année au Conseil général le classement du prolongement de Quaroube à Jenlain, mais toutes les communes, sauf celle de Rombies, refusant de contribuer aux dépenses nécessaires, je me vois, malgré moi, forcé d'ajourner toute proposition en faveur de cette ligne. De nouvelles diligences seront faites pour compléter l'instruction du projet d'ici à la prochaine session du Conseil.

J'ai passé en revue les diverses lignes et proposé le classement de six d'entre elles, de Béthune à Estaires, de Caëstre à Vieux-Berquin, d'Armentières à La Bassée, de Caudry à Aubencheul, de Marquette à Neuville-Saint-Remi, de Cambrai à Metz-en-Couture et Fins. En les désignant de préférence, je ne prétends pas dire que d'autres chemins ne présentent pas un égal degré d'utilité et d'intérêt ; mais j'ai dû fixer mon choix sur des lignes déjà recommandées par le Conseil général et surtout répartir les classements entre les diverses parties du département d'une manière aussi équitable que possible ; je ne puis d'ailleurs en présenter un plus grand nombre, car il importe de ne pas créer en une seule fois une somme trop considérable de dépenses qui aurait l'inconvénient d'engager l'avenir de manière à mettre le département pendant plusieurs années dans l'impossibilité de pourvoir aux nécessités qui peuvent se produire. Les six chemins à classer présentent ensemble un parcours de 59 kilomètres ; ils coûteront au fonds subventionnel une somme totale de 340,000 fr. environ qui pourra être acquittée en quatre ans et laissera libre chaque année une partie du produit des centimes spéciaux pour les autres nécessités qui pourraient se présenter d'une manière imprévue. En ménageant ainsi ses ressources, le département conservera les moyens de faire face à tous les besoins, et pourra en outre classer successivement dans les années suivantes quelques nouvelles lignes, afin de donner satisfaction aux intérêts des diverses parties de notre territoire et aux besoins nouveaux qui viendraient à se manifester.

L'arrondissement de Cambrai est un de ceux qui ont obtenu les plus fortes avances sur le fonds départemental, et cependant je propose de lui accorder cette année trois nouveaux chemins. Ce qui m'a déterminé à faire cette proposition, c'est la position toute particulière de cet arrondissement, qui est le plus insuffisamment doté de tous au point de vue des voies de communication en général, et qui me paraît dès-lors avoir les titres les mieux fondés à la sollicitude de l'administration. Le Conseil a désiré d'établir le compte par arrondissement des subventions accordées aux chemins sur les fonds départementaux. Je respecte ce désir. Mon intention comme la sienne est de ne jamais perdre de vue les situations relatives des divers arrondissement entre eux telles qu'elles peuvent résulter de ce compte, mais il faut avant tout pourvoir aux nécessités les plus urgentes des arrondissements, sauf à rétablir ultérieurement l'équilibre entre la part que chacun verse dans le produit total et celle qu'il en retire. C'est d'ailleurs la pensée du Conseil général lui-même; je la trouve exprimée dans le travail que l'honorable rapporteur de son 5.e bureau lui a présenté l'année dernière sur le service de la grande vicinalité. L'ayant prise pour règle de mes propositions, j'ai l'espoir d'être en parfait accord de vues à cet égard avec l'assemblée.

Je crois devoir maintenant jeter un coup-d'œil sur ce qui reste à faire pour l'achèvement du réseau des grandes lignes vicinales du département.

Dans son rapport sur la situation générale du service, M. l'ingénieur en chef établit :

1.° Que les frais d'entretien des chemins aujourd'hui classés et les traitements des agents-voyers s'élevant ensemble à 206,620 fr., laissent disponible sur les produits des centimes spéciaux une somme annuelle de 187,355 fr., qui pourrait être affectée à l'établissement de nouvelles lignes;

2.° Que le contingent du département dans l'entretien des chemins de grande communication peut être évalué en moyenne à 270 fr. par kilomètre.

Il déduit de ces deux propositions la conséquence que les fonds applicables au service de la construction seront complètement absorbés par les dépenses d'entretien, lorsque les nouvelles lignes auront atteint en totalité un développement de 694 kil.

Cette longueur de voie, calculée à raison de 270 fr. par kilomètre, donne en effet un chiffre annuel de dépense de 187,380 fr.

Cette appréciation est utile à établir pour l'éclaircissement de la situation, non qu'il y ait lieu évidemment de poursuivre la création des lignes nouvelles jusqu'à la limite indiquée de 694 kil. si la nécessité n'en est pas reconnue, mais parce qu'elle donne la mesure des forces qui peuvent contribuer à l'achèvement du système de la grande vicinalité dans le département.

Les lignes actuellement en instance, en y comprenant celles dont je propose le classement pour cette année, sont au nombre de 20. Leur étendue totale est de 181 kil., et la dépense à laquelle elles donneraient lieu pour le département, en supposant qu'elles soient toutes successivement classées par le Conseil général, serait, d'après les projets, de 970,000 fr. Or, en admettant que les améliorations à faire aux chemins existants et les subventions à la petite vicinalité exigeassent un prélèvement annuel de 63,000 fr. sur l'excédant que présente chaque année le produit des centimes spéciaux, il resterait encore annuellement, pour la construction et l'entretien des parties nouvellement construites, une somme disponible de 124,000 fr., au moyen de laquelle il serait possible d'exécuter toutes les lignes en projet dans une période de huit années, en tenant compte des cas imprévus.

La rémunération des ingénieurs chargés de la construction et de l'entretien des chemins de grande communication a été fixée par un arrêté de l'un de mes prédécesseurs en date du 10 février

1841, à 3 1/2 % de la dépense des travaux; aux termes du même arrêté, les honoraires sont ajoutés à la fin de chaque certificat de situation, et payés par les entrepreneurs après la délivrance de leurs mandats, entre les mains de l'ingénieur en chef, qui en retient 2/7 et répartit le surplus entre les ingénieurs d'arrondissement.

Le Conseil général reconnaîtra combien il est peu convenable que les ingénieurs reçoivent la rétribution de leurs soins des mains mêmes des entrepreneurs.

M. l'ingénieur en chef fait d'ailleurs ressortir que proportionner les honoraires aux dépenses est une disposition doublement vicieuse, d'une part, en ce que les dépenses ne sont point nécessairement en rapport avec les soins qu'exige l'exécution d'un chemin, puisque leur chiffre dépend presque toujours du prix plus ou moins élevé des matériaux, et, d'autre part, en ce que cette disposition semble créer aux ingénieurs un intérêt contraire à l'intérêt général, qui réclame la réduction des dépenses autant que possible.

Jaloux de la dignité du corps qu'il dirige et dans l'intérêt d'une répartition plus logique et plus équitable des honoraires, M. l'ingénieur en chef désire que le mode actuel de rémunération soit modifié et établi suivant une base qui ne varie plus en raison du chiffre des dépenses. Les observations de M. l'ingénieur en chef me paraissent trop bien motivées pour ne pas être prises en considération; je pense donc qu'il convient de convertir en traitements fixes les remises proportionnelles allouées aux ingénieurs pour le service de la grande vicinalité.

Ces traitements seraient réglés, savoir :

Pour l'ingénieur en chef à.	3,000 fr.	»
Pour chacun des ingénieurs d'arrondissement, à 1,500, soit pour six . .	12,000	»
Les conducteurs attachés au service des chemins de grande communication sont payés sur les fonds des routes départementales dont ils sont également chargés, mais il y aurait lieu d'ajouter ici pour frais de déplacement, indemnités et gratifications de ces agents, de même que pour les frais d'impression et autres dépenses matérielles, une somme de..	4,000	»
Les frais généraux seraient ainsi de..	16,000	»

Ce chiffre amènerait une économie de plus de 7,000 francs par année, puisque les remises actuellement perçues à raison de 3 et 1/2 p. % sur une somme annuelle de travaux d'environ 660,000 francs représentent une dépense moyenne de 23 à 24,000 francs.

En conséquence, je crois qu'il y a lieu d'accueillir la proposition de M. l'ingénieur en chef. Les remises actuelles étant prélevées moitié sur les centimes départementaux et moitié sur le fonds des cotisations communales, les traitements fixes devront, je pense, être répartis dans la même proportion sur les deux fonds; il y aura donc à imputer sur le sous-chapitre XXVI, une somme de 8,000 francs pour le paiement de la moitié des traitements des ingénieurs et des agents secondaires et frais accessoires du service; l'autre moitié sera prélevée sur le crédit collectif du sous chapitre XXVII du budget.

Moyennant ces dispositions, l'addition des remises proportionelles dans les comptes des sommes dues aux entrepreneurs cessera d'être effectuée à compter du 1.er janvier prochain.

Subventions industrielles.

Les opérations relatives au réglement des subventions dues par les exploitations industrielles

aux chemins de grande communication pour les dégradations extraordinaires qu'elles y ont occasionnées pendant la campagne de 1848-1849 ont été suivies, conformément à l'article 14 de la loi du 21 mai 1836. Le montant en a été fixé, par le Conseil de préfecture, à la somme totale de 15,991 fr. 94 c., ainsi que le constate l'état détaillé ci-joint. Seulement pour cette campagne comme pour la précédente, les décisions du Conseil, souvent rendues par défaut, ont donné lieu à de nombreuses oppositions de la part des intéressés. Ces oppositions n'ont pu être encore toutes jugées, mais les dernières ne tarderont pas à l'être, et je compte qu'en définitive le montant des subventions différera peu du chiffre primitif.

Le réglement des mêmes subventions pour la campagne de 1849-1850 est en voie d'exécution, mais aucun chiffre n'a pu encore être arrêté. J'ai pris d'ailleurs des dispositions pour éviter, le plus possible, les décisions par défaut et, par suite, les lenteurs des pourvois ou oppositions des parties. J'espère que mes précautions préviendront en grande partie les difficultés que le réglement des cotisations a rencontrées dans les deux dernières années.

EXERCICE 1851.

Il ne me reste plus qu'à entretenir le Conseil des prévisions du prochain exercice.

Dans sa dernière session, le Conseil a exprimé le désir que le budget des chemins de grande communication présentât de plus grands développements et que l'administration lui fît désormais connaître avec détail l'emploi qu'elle se propose de faire des ressources dont elle demande l'allocation pour l'année suivante.

Le Conseil a entendu sans doute qu'il devait en être à cet égard des chemins de grande communication comme des routes départementales.

Mais la différence qui existe entre les deux services n'échappera pas à l'assemblée. Les crédits affectés aux routes départementales sont répartis entre ces routes diverses, et la part attribuée à chacune est spécifiée avec précision, parce que ces crédits sont intégralement imputés sur les fonds du département dont le montant est fixé, connu et peut être distribué à l'avance et sans difficulté. Mais les crédits afférents aux chemins de grande communication se prélèvent au contraire sur des fonds d'origine et de nature différentes. La partie de ces fonds qui se compose des centimes départementaux doit être distribuée entre les diverses lignes, en raison des offres de concours des communes, de l'étendue des sacrifices que l'administration croit pouvoir leur imposer et des besoins que l'état de pénurie de certaines d'entre elles peut faire ressortir, toutes circonstances éventuelles et sur lesquelles il n'est pas toujours possible de baser des prévisions certaines d'une année à l'autre. C'est pour ces motifs que la loi a confié aux Préfets le soin de faire la répartition du crédit, et que le montant en est inscrit en un seul article au budget.

Tout en faisant à cet égard, en faveur du droit nécessaire que la loi attribue à l'administration, des réserves que justifie la force des choses, je m'empresse de donner au désir du Conseil toute la satisfaction qui peut dépendre de moi en indiquant ci-après les crédits que je me propose d'attribuer à chaque ligne et la destination de ces crédits. Mais c'est sans préjudice des modifications que je pourrai être amené à faire, selon les besoins, aux chiffres d'une répartition qui ne peut être que provisoire.

Voici donc comment sera établi le projet de budget du prochain exercice.

Le produit des 5 centimes spéciaux que je prie le Conseil de voter pour 1851, peut être évalué à. 389,603 80

Il faut ajouter 1.° la partie du reliquat de l'exercice 1849, non inscrit au budget de report de 1850. . . . . 44,721 49

2.° La portion restée disponible de la subvention accordée au département sur le fonds de 6 millions. 10,000 10

Total des ressources. 444,325 39

Sur cette somme seront imputés :

1.° Les traitements des ingénieurs et les indemnités aux agents secondaires attachés au service des chemins de grande communication (moitié). . . . . 8,000 »

2.° Les traitements et indemnités des agents-voyers. . . . . 36,000 »

3.° Les subventions à la petite vicinalité. . . . . 38,000 »

Total. . . . . 82,000 »

Il restera pour les travaux des grandes lignes vicinales. 362,325 39

dont je fais la distribution comme suit :

Service ordinaire. Voir l'état détaillé ci-joint.

Entretien.	152,357 »	
Amélioration.	28,366 »	
		180,723 »

Service extraordinaire. — Construction.

Chemin N.° 20. Lacune de Solre à Trélon (solde).	11,666 »	
— N.° 31. Prolongement de Bavai à Malplaquet (solde)	10,980 »	
— N.° 51, de Seclin à Pont-à-Marcq (solde)	17,510 »	
— N.° 54, d'Etrœungt au Nouvion (solde).	15,955 »	
— N.° 55, de Bailleul à l'Abeele.	40,700 »	
— N.° 39, de Seclin à La Bassée (pont de Bauvin). . .	12,000 »	
Chemins dont le classement est proposé :		
De Béthune à Estaires..	3,000 »	
De Caëstre à Vieux-Berquin.	7,000 »	
D'Armentières à La Bassée.	9,000 »	
De Caudry à Aubencheul.	17,000 »	
De Marquette à Neuville-Saint-Remy. . . .	22,000 »	
De Cambrai à Metz-en-Couture..	14,000 »	
		180,811 »

Total des prévisions. . . . 361,534 »

J'accompagne le présent rapport des pièces indiquées ci-après :

1.° Rapport de M. l'ingénieur en chef et des ingénieurs ordinaires sur le service des chemins de grande communication et projet de budget pour 1851.

2.° Compte d'emploi des 5 centimes et demi votés pour 1849 et de la subvention allouée sur le fonds de 6 millions ;

3.° Compte d'emploi des 57 centimes et demi votés de 1837 à 1849 inclusivement ;

4.° Compte d'emploi des cotisations communales votées de 1838 à 1849 ;

5.° État des subventions industrielles de 1848—1849 ;

6.° État des impositions établies d'office pour le service de la vicinalité en 1850 ;

7.° État de situation des recouvrements des cotisations communales au 31 mai 1849 ;

8.° Dossiers concernant les diverses affaires soumises à l'examen du Conseil général ;

9.° Délibérations prises par les Conseils d'arrondissement sur les diverses parties du service ;

10.° État du classement des chemins dans l'ordre de leur utilité comparative, travail demandé par le Conseil dans sa session de 1849.

Chemins vicinaux ordinaires.

Les chemins classés dans le département sont au nombre de 4,561, et présentent ensemble un développpement total de 6,621 kilomètres. Cette étendue de chemins se divise comme suit, par arrondissement :

Dunkerque	753
Hazebrouck	993
Lille	1,262
Cambrai	998
Avesnes	1,297
Douai	551
Valenciennes	767
Total	6,621

Le rapport ci-joint de M. l'agent-voyer en chef du département, rend compte des résultats du service des chemins pendant l'année 1849.

Les ressources créées pour ce service se sont élevées à la somme totale de 1,278,641 fr. 43 c. tant en prestations qu'en centimes spéciaux et extraordinaires, subventions, prélèvements sur les revenus communaux, etc.

Ces ressources ont été employées jusqu'à concurrence de 982,524 fr. 80 cent.; le surplus se compose de prestations non utilisées et de fonds restés sans emploi dans les caisses municipales.

La somme dépensée de 982,524 fr. 80 cent. se divise de la manière suivante :

Terrassements pour régalage de chemins de terrain naturel, ouverture et curement des fossés	371,464	05
Travaux solides	601,927	60
Remises des receveurs et dépenses diverses	9,133	15
Somme égale	982,524	80

Les travaux solides exécutés sont ceux ci-après :

	Mètre courant.
Pavages neufs	11,127
Empierrements neufs	111,728
Réparations de pavés	261,716
Réparations et rechargements de cailloutis	695,857
	Nombre.
Contructions de ponts	143
Réparations de ponceaux, buses, aqueducs	230

Comme on le voit, les travaux solides et durables l'emportent de beaucoup sur les travaux de terrassement qui, détruits par la circulation des voitures sitôt après les premières pluies, n'ont qu'une utilité momentanée et très-restreinte.

Le nombre des communes imposées d'office, en vertu de l'art. 5 de la loi du 21 mai 1836, a été, en 1849, de 180, comme l'indique le rapport ci-joint. Voici la comparaison des impositions établies d'office pendant les trois années précédentes :

	1846	1847	1848
Arrondissement de Dunkerque	3	19	19
— d'Hazebrouck	9	29	21
— de Lille	16	60	50
— de Cambrai	15	30	21
— d'Avesnes	48	44	54
— de Douai	19	36	28
— de Valenciennes	13	21	22
	123	239	215

Les impositions d'office seront désormais moins nombreuses que par le passé, attendu que j'ai pris le parti de mettre les Conseils municipaux en demeure de compléter les ressources affectées au service vicinal, lorsqu'elles sont reconnues insuffisantes. Cette mesure amène, pour beaucoup de communes qui ne s'étaient abstenues que par négligence ou insouciance, des votes supplémentaires réglés dans la proportion des besoins.

M. l'agent-voyer demande d'être autorisé à faire l'acquisition d'un rouleau compresseur pour la consolidation des chaussées d'empierrement établies dans les chemins vicinaux de l'arrondissement d'Avesnes. M. l'ingénieur en chef a fait une demande semblable pour les routes départementales du même arrondissement ; une proposition de crédit se trouve inscrite au budget des routes départementales pour cette acquisition ; je pensé qu'un seul rouleau doit suffire pour les deux services. Sur mon invitation, MM. les ingénieurs mettront momentanément le rouleau à la disposition des agents-voyers lorsque ceux-ci auront à en faire usage.

M. l'agent-voyer en chef demande que les agents-voyers soient admis à participer au bénéfice de la caisse des retraites des employés de la préfecture; cette demande me paraît mériter intérêt; mais les charges auxquelles la caisse a dès à présent à pourvoir, ne permettraient d'accueillir la proposition de M. l'agent-voyer en chef qu'aux conditions qui ont été offertes, il y a quelques années, aux employés des sous-préfectures, savoir : que le temps de service voulu pour la retraite ne courrait qu'à partir du jour où les agents-voyers subiront la retenue sur leur traitement, excepté pour ceux qui consentiraient à verser immédiatement à la caisse départementale le montant des retenues qu'ils auraient dû subir depuis leur entrée en fonctions.

Débouchés.

Le Conseil général a été informé l'année dernière du résultat des diligences faites par l'administration pour déterminer les communes non rattachées à quelques-unes des voies de communication principales, à se créer des chemins de débouché. Ce résultat n'indiquait pas un grand progrès; beaucoup de communes, gênées par les obligations qu'elles avaient contractées pour d'autres besoins, et particulièrement pour faire face aux nécessités des temps malheureux dont on était à peine sorti, étaient hors d'état de s'imposer de nouvelles charges. D'autres étaient naturellement trop pauvres pour supporter les dépenses qu'aurait nécessitées l'établissement de leurs chemins, même avec l'assistance qui leur était promise. Le Conseil général a pris ces difficultés en considération, et pour faciliter la réalisation d'une amélioration si désirable, il a décidé que le concours du département pourrait être élevé du cinquième au quart des dépenses.

A l'aide de ce nouvel encouragement, l'administration a renouvelé ses efforts, et j'ai la satisfaction d'annoncer au Conseil qu'ils n'ont point été infructueux. Les communes isolées comprennent de quel intérêt il est pour elles de se créer des moyens de communication praticables en toute saison, et se mettent successivement en mesure de pourvoir aux dépenses nécessaires et de profiter du concours qui leur est offert par le département. J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée l'état des projets des débouchés exécutés, en cours d'exécution ou dont l'instruction est actuellement en instance. Ces projets intéressent 54 communes auxquelles il faut ajouter celles de Floyon, Berthen et St.-Jans-Cappel, qui vont être débouchées par la construction des chemins de grande communication N.os 54 et 55. Le nombre des localités à rattacher aux routes, qui était primitivement de 193, se trouve donc réduit à 136, savoir :

Arrondissement de Dunkerque.		8	»
—	d'Hazebrouck	15	»
—	Lille	8	»
—	Cambrai	41	»
—	Avesnes.	46	»
—	Douai.	5	»
—	Valenciennes	13	»
	Total.	136	»

J'ai l'espoir que les administrations municipales continueront à suivre la voie de progrès dans laquelle elles sont entrées; je les y aiderai de mes conseils et de mes efforts.

Piqueurs-voyers.

Mon prédécesseur a fait connaître au Conseil général, dans sa dernière session, que les mesures prises pendant la campagne de 1849, pour l'établissement de piqueurs temporaires chargés de la direction et de la surveillance des travaux d'entretien des chemins vicinaux, n'avaient pu recevoir qu'une exécution partielle et incomplète, parce qu'un grand nombre de communes s'étaient abstenues de voter les ressources nécessaires au paiement du salaire de ces agents.

Le Conseil n'est pas moins resté convaincu que cette mesure produirait les meilleurs résultats et

il a insisté pour qu'elle reçût une application générale, en invitant le Préfet à user du droit qu'il avait d'imposer d'office les communes qui refuseraient d'assurer les salaires des piqueurs.

En conséquence, et par un arrêté du 19 février dernier, toutes les communes autres que celles dans lesquelles les travaux s'exécutent par voie d'adjudication, ont été tenues de faire diriger et surveiller leurs travaux par des piqueurs. Les salaires évalués en totalité à 13,860 fr. ont été imputés pour un quart, soit pour une somme de 3,465 fr. sur les fonds crédités à l'art. 2, sous-chapitre XXVI du budget; le surplus a été réparti entre les communes et centralisé dans la caisse du receveur-général à titre de cotisations municipales.

Parmi les piqueurs désignés, j'ai placé, conformément au désir du Conseil général, tous les cantonniers de route que MM. les ingénieurs ont pu mettre à ma disposition sans troubler leur service.

Ces dispositions, entr'autres avantages, offrent celui d'assurer à l'administration le moyen d'exercer partout sur l'emploi des prestations le contrôle qui était si nécessaire.

Le Conseil verra, par le rapport ci-joint de M. l'agent-voyer en chef, que 200 communes ont employé la totalité de leurs prestations et de leurs centimes; que dans 425 autres ces ressources n'ont été employées qu'en partie ou n'ont reçu aucun emploi; que le montant des centimes non utilisés s'est élevé à 113,685 fr., et celui des prestations à 92,962 fr.; que sur cette dernière somme, celle de 38,353 fr. est susceptible d'être recouvrée en argent, comme représentant la valeur des journées que les prestataires convoqués ont négligé d'acquitter en nature.

L'assemblée remarquera aussi que quelques difficultés d'exécution se sont encore présentées.

Ainsi, les agents-voyers ont eu souvent de la peine à obtenir des maires l'indication précise du jour où ils désiraient que les travaux fussent commencés dans leur commune; il est aussi arrivé que, nonobstant la fixation convenue de ce jour, les prestataires n'aient pas été convoqués et qu'il ait fallu remettre l'époque des travaux. D'un autre côté, des maires se sont plaints du terme trop reculé qui avait été assigné à leur commune. La plupart d'entr'eux voudraient que le travail fût fait en mai; or, il n'est pas possible de les satisfaire tous : le nombre des piqueurs étant restreint, il faut nécessairement régler leur itinéraire de manière à ce que les travaux soient exécutés successivement dans les diverses communes de chaque circonscription.

J'aviserai, au surplus, aux moyens qu'il sera possible d'employer pour éviter à l'avenir ces difficultés de détail.

Police de roulage.

J'ai fait connaître à M. le Ministre de l'Intérieur que ses objections n'avaient pas convaincu le Conseil général de l'impossibilité d'appliquer aux chemins vicinaux les dispositions des lois qui régissent la police du roulage, et que, voyant dans l'arrêt de la Cour de cassation du 4 septembre 1847 une juste et exacte interprétation de l'art. 21 de la loi du 4 mai 1836, l'assemblée persistait dans l'opinion qu'il y avait lieu de faire un réglement pour la police du roulage des chemins vicinaux du département.

M. le Ministre a répondu à cette communication par les observations suivantes :

« L'arrêt de la Cour de cassation est beaucoup moins explicite que ne le ferait supposer la déli-
» bération du Conseil général; il porte simplement que *c'est avec raison que le jugement attaqué,*
» *en décidant qu'aucune loi n'accordait aux maires le droit de réglementer la police du roulage*
» *sur les chemins vicinaux de leurs communes, et en refusant en conséquence de faire application*

» *du N.° 15 de l'art. 471 du Code pénal, s'est conformé aux dispositions de l'art. 21 de la loi* » *du 21 mai 1836.* »

« Cet arrêt de la cour suprême fait donc une allusion indirecte aux droits conférés aux Préfets » par l'art. 21 et il ne contient point le considérant dont le Conseil général se fait un argument en » faveur de son opinion.

» J'ajouterai qu'en supposant que la cour de cassation se fût prononcée d'une manière aussi » positive à cet égard, il ne suffirait pas d'un arrêt pour trancher la question de la possibilité et » de la convenance administratives de l'application aux chemins vicinaux des lois sur la police du » roulage, et celle de la légalité des réglements rédigés par les Préfets dans ce but.

» En insérant à la fin de l'art. 21 de la loi du 21 mai 1836 le mot de *conservation*, le législa- » teur a-t-il bien entendu donner aux Préfets le droit absolu et illimité de prescrire toutes les » mesures qui leur paraîtraient *conservatrices?* S'il en était ainsi, un zèle plus ou moins réfléchi » trouverait sans doute bien d'autres mesures utiles à la conservation des chemins vicinaux, et, » à force de vouloir conserver, on finirait par apporter à la circulation des obstacles par trop » nombreux. Il n'est guère présumable que les mots qui terminent l'article précité aient eu, dans » la pensée du législateur, une portée aussi étendue, et qu'ils aient eu pour but d'appliquer » aux chemins vicinaux des lois, décrets et ordonnances faits pour d'autres voies de communica- » tion. Il est bien plus probable que ces mots ne se rapportent qu'aux moyens d'exécution que » l'administration peut tirer soit de la loi du 21 mai, soit des autres lois non abrogées sur la » voirie vicinale.

» Il a fallu une loi spéciale pour prohiber l'usage des jantes étroites sur les routes nationales » et départementales, et encore a-t-il été fait exception en faveur des voitures destinées à l'agri- » culture. Suffit-il du silence de la loi du 21 mai et de l'insertion dans cette loi des mots : ***Détails*** » ***de surveillance et de conservation***, pour que les Préfets aient le droit de rendre la loi du 7 » ventôse applicable à des voies de communication pour lesquelles elle n'a pas été faite? Je n'hésite » pas à me prononcer pour la négative et je ne saurais considérer comme ***détails de conservation*** » une mesure aussi grave. »

Après ces observations, il serait superflu d'insister. L'administration doit, en l'état des choses, se borner à désirer que la loi nouvelle qui se prépare sur la police du roulage intervienne le plus tôt possible et contienne des dispositions propres à préserver efficacement nos voies vicinales des dégradations considérables auxquelles elles sont exposées par la circulation de voitures pesamment chargées.

Vœux divers,

Le Conseil général a reconnu que les efforts de l'administration devaient tendre de préférence à l'exécution des travaux nécessaires pour rendre les chemins praticables en toute saison, et il a émis un vœu dans ce sens dans sa dernière session.

Partageant à cet égard l'opinion de l'assemblée, j'ai publié, le 27 décembre dernier, une circulaire par laquelle je recommande aux maires et aux Conseils municipaux d'employer la majeure partie de leurs ressources à la solidification des chemins les plus importants, et de se borner à faire aux voies en terrain naturel les réparations strictement nécessaires. J'ai l'espoir que ma recommandation ne sera pas perdue de vue.

L'assemblée a aussi demandé qu'un réglement lui fût soumis en 1850 pour la conversion des prestations en tâches.

Par une circulaire du même mois de décembre, j'ai fait ressortir auprès des administrations municipales les avantages de cette conversion, au point de vue de l'économie du temps des contribuables et de la bonne exécution des travaux. Mais je ne puis présenter de réglement à ce sujet au Conseil, parce qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 21 mai 1836, c'est aux conseils municipaux seuls qu'appartient le droit de régler les évaluations de travaux qui doivent servir de base à la conversion. Le désir du Conseil est d'ailleurs à-peu-près rempli à cet égard, attendu que les formules adressées chaque année aux communes, pour la conversion des prestations en tâches, contient un projet de tarif dont les chiffres sont presque toujours adoptés par les Conseils municipaux lorsqu'ils votent la conversion.

Il a paru désirable que les communes fussent admises à acquitter, en prestations, une partie de leurs contingents pour les chemins de grande communication, afin de conserver des ressources pour l'amélioration de leurs chemins vicinaux ordinaires.

Les conditions des marchés passés pour l'entretien des lignes de grande vicinalité sont peu favorables à la réalisation en nature des cotisations municipales; néanmoins, il a été satisfait en partie et autant que faire se pouvait pour 1850, au vœu du Conseil général. Un certain nombre de communes des arrondissements de Douai, Avesnes, Valenciennes et Cambrai, ontpu être admises à se libérer en fournitures et transports de matériaux d'une partie de leurs contingents. Mais au renouvellement des baux d'entretien qui expireront en 1851, des précautions seront prises pour que rien n'empêche plus d'étendre la disposition recommandée par le Conseil partout où elle sera praticable et à tous les cas où elle pourra être utilement appliquée.

Le bornage des chemins vicinaux est aussi une mesure sur laquelle le Conseil a appelé l'attention de l'administration.

J'ai recommandé cette opération aux communes, par une circulaire spéciale; mais presque partout les administrations municipales dont les ressources sont, en général, très-bornées, reculent devant la dépense nécessaire. Quelques communes de l'arrondissement de Douai ont cependant fait procéder cette année à la délimitation de leurs chemins.

Le Conseil général avait été d'avis qu'une subvention de 4,500 fr. fût accordée à la commune de La Magdeleine, pour l'aider à construire un pavé destiné à déboucher le hameau du *Trou*, dépendant de cette commune, et avait renvoyé à l'examen de l'administration un vœu du conseil d'arrondissement de Cambrai, relatif à l'empierrement de la chaussée Brunehaut entre Bermerain et Cambrai.

J'ai invité les administrations municipales à m'adresser leurs projets accompagnés de demandes régulières et de votes de fonds; mais ni la commune de La Magdeleine, ni celles intéressées à l'empierrement de la chaussée Brunehaut ne m'ont encore fait parvenir leurs propositions.

La délibération du Conseil général sur la question relative au maintien des prestations et aux modifications à faire dans l'établissement de cet impôt, a été transmise à M. le Ministre de l'Intérieur; mais aucune solution n'est encore intervenue sur cette question, qui est toujours pendante devant l'Assemblée législative.

Chemins vicinaux. — Syndicats.

Dans sa dernière session le Conseil général a émis le vœu qu'il fût procédé par l'administration à la réorganisation des syndicats des chemins de grande communication et des chemins vicinaux

ordinaires; il a exprimé le désir que l'administration suivît, quant à leur composition, le mode adopté pour le premier établissement de ces commissions spéciales, qu'elle conférât la présidence des comités au membre du Conseil général représentant le canton intéressé au chemin, sauf pour les grandes lignes intéressant plusieurs cantons à la fois, à y faire entrer les conseillers de tous les cantons. Le syndicat choisirait parmi eux son président.

La reconstitution des syndicats des chemins de grande communication a été faite sur ces bases, et j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil un exemplaire de l'arrêté que j'ai pris pour déterminer leurs attributions.

Quant aux syndicats des chemins vicinaux ordinaires, il ne m'a pas paru que le moment fût opportun.

Le Conseil d'Etat est saisi d'un projet de loi pour l'organisation des conseils cantonaux créés en principe par l'article 77 de la constitution. Ces Conseils seront les surveillants naturels de la vicinalité cantonale et ils seront peut-être investis d'attributions qui leur donneront à cet égard une action suffisante et efficace. Établir aujourd'hui des syndicats par canton, ce serait donc s'exposer à créer une superfétation des conseils cantonaux et compliquer l'administration d'un rouage double et inutile. L'assemblée pensera sans doute avec moi que, dans cette situation, il convient d'attendre que les conseils de canton aient été institués et que leurs attributions aient été réglées et définies. Si ces attributions ne comprenaient pas à un degré suffisant la surveillance des chemins vicinaux, il y aurait lieu alors d'aviser au moyen de suppléer à leur action légale, soit en leur conférant administrativement des fonctions analogues à celles que le réglement projeté en 1849 attribuait aux syndicats, soit en créant des commissions spéciales et intermédiaires chargées des mêmes fonctions.

Je n'ai pas non plus à présenter au Conseil général le nouveau réglement qu'il a désiré et qu'il attend depuis plusieurs années, sur le service de la vicinalité.

Je n'ai pas encore vu fonctionner assez le régime actuel, je ne l'ai pas assez étudié pour reconnaître avec certitude ce qu'il peut avoir de défectueux, et n'ai pas voulu m'exposer à désorganiser et compromettre un service aussi essentiel par des dispositions prématurées et qui n'auraient pas été assez réfléchies. J'ai d'ailleurs à m'entendre préalablement avec le Conseil sur diverses questions dont j'aurai à l'entretenir ailleurs.

Tarif des prestations.

Aux termes du premier paragraphe de l'article 4 de la loi du 21 mai 1886, sur les chemins vicinaux, la prestation doit être appréciée en argent, conformément à la valeur qui aura été attribuée annuellement pour la commune à chaque espèce de journée par le Conseil général, sur les propositions des Conseils d'arrondissement.

J'ai l'honneur de placer sous les yeux de l'assemblée, les délibérations que les Conseils d'arrondissement ont prises à ce sujet dans leur dernière session.

Les questions élevées sur le maintien ou la modification du système actuel des prestations n'ayant point encore été résolues, je pense qu'il y a lieu d'adopter purement et simplement, pour 1851, les fixations portées dans le tarif des années précédentes.

Arrondissement d'Avesnes. — Chemins de débouché. — Demandes de subsides.

Les communes de Trélon et Eppe-Sauvage ont fait de grands sacrifices depuis quelques an-

nées pour la construction d'un chemin d'intérêt commun qui reliera la seconde de ces communes à la première, et par suite à la route départementale N.° 6 et au chemin de grande communication N.° 20.

Les dépenses jusqu'à ce jour s'élèvent à la somme de 51,955 fr., celles restant à faire pour l'empierrement d'une lacune sur le territoire d'Eppe-Sauvage sont évaluées à 14,600 francs.

Mais les ressources sont épuisées, au moins pour Eppe-Sauvage et les deux communes sollicitent pour l'achèvement de la ligne dont il s'agit, l'allocation sur les fonds départementaux d'un subside de 13,311 francs égal au cinquième de la dépense totale.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a émis un vœu favorable à cette demande dans sa dernière session.

Cette demande me paraît mériter intérêt, attendu que, par suite de l'achèvement du débouché d'Eppe-Sauvage sur Trélon, le projet de construction d'un chemin de grande communication d'Eppe-Sauvage à Avesnes sera inutile, au moins pour la commune d'Eppe-Sauvage, et le deviendra également pour celles de Willies, Liessies, Ramousies, Sepmeries, Flaumont, Wandrechies et Bas-Lieu, si celles-ci s'imposent, comme j'espère qu'elles le feront, les sacrifices nécessaires pour se relier à la ville d'Avesnes par un chemin de débouché.

Cette combinaison serait particulièrement avantageuse au département, qui aurait à fournir une subvention beaucoup moins élevée que celle qui lui est demandée pour le chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage.

En conséquence, je suis d'avis qu'il y a lieu d'accueillir la demande des communes d'Eppe-Sauvage et Trélon, à la condition toutefois que le secours profitera aux deux localités dans la proportion de leurs sacrifices respectifs, et que les autres communes intéressées au chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage se rattacheront, aussi avec le concours du département, tant à la ville d'Avesnes qu'à la route départementale N.° 2, de manière à rendre sans objet le projet existant pour l'établissement de cette ligne de grande vicinalité.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a aussi émis le vœu que des secours soient accordés pour le débouché de Bersillies au chemin de grande communication N.° 28, et pour le chemin de débouché de Sivry (Belgique) sur la route départementale N.° 5 au territoire de Solre-le-Château.

Je statuerai sur ces deux demandes après avoir procédé à leur instruction, selon les règles ordinaires.

TRAVAUX PUBLICS.

Ports maritimes.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un exposé présenté par M. Cuel, ingénieur en chef, de la situation des ports de Dunkerque et de Gravelines.

Ce document renferme des détails très-explicites sur l'état d'avancement des travaux en cours d'exécution et sur les améliorations que le commerce et le dessèchement du pays réclament dans ces deux ports.

Je crois devoir indiquer sommairement ce qui est dit des points qui ont principalement fixé l'attention du Conseil dans sa précédente session.

Dunkerque.

Les dépenses du bassin à flot s'élèveront, au 31 décembre prochain, à 2,623,000 francs, et achèvement de ce grand travail exigera une dépense ultérieure d'environ trois millions.

La situation du trésor ne permet malheureusement pas à l'administration supérieure d'accorder des crédits proportionnés à l'importance et à l'urgence de cette entreprise ; néanmoins des dispositions vont être faites pour que le commerce soit mis, dans un délai prochain, en possession des avantages que l'établisssement du bassin à flot est destiné à lui assurer ; à cet effet, l'une des deux écluses sera utilisée pendant l'exécution des travaux de construction de la seconde.

Le Conseil général a émis le vœu en 1849 que les instructions demandées, à l'effet d'ouvrir une nouvelle voie pour l'écoulement des eaux du pays à la mer à cause des réparations à effectuer à l'écluse de l'arrière-port, fussent accordées dans le plus bref délai possible, de manière à ce que cette voie fût prête pour le moment des grandes eaux, et qu'ainsi le pays fût préservé des malheurs incalculables qu'eût occasionnés une autorisation tardive.

J'ai la satisfaction d'annoncer à l'assemblée que les dispositions nécessaires ont été prises en temps utile et que la voie provisoire ouverte en 1849, avant la saison des pluies, a fonctionné d'une manière satisfaisante pendant le dernier hiver.

Quoiqu'il eût été obvié à tout danger au point de vue de l'écoulement des eaux, la réparation de l'écluse de l'arrière-port n'était pas moins indispensable. Un projet a été rédigé à cet effet par MM. les ingénieurs et a été soumis à l'approbation de l'administration supérieure. J'ai insisté récemment sur la nécessité d'entreprendre immédiatement cette réparation et j'espère qu'une prochaine décision en permettra l'exécution.

Le conseil a également demandé :

1.° Que les vannes de l'écluse de la marine fussent promptement remises en état.

Ce travail va recevoir son exécution ; des fonds montant ensemble à 9,500 francs ont été alloués à cet effet sur les budgets de la marine et des travaux publics.

2.° Qu'un dévasement partiel eût lieu dans le port, de manière à entretenir la profondeur nécessaire et à donner aux marins la facilité d'aborder aux quais.

Des travaux de curage ont été effectués en 1849 et 1850 sur les fonds d'entretien du port, mais ces travaux ne sauraient suffire, et un projet dans de plus grandes proportions a été dressé. Il vient d'être approuvé avec allocation d'un premier crédit de 12,000 francs sur le budget de la présente année.

Le Conseil d'arrondissement recommande aux soins de l'administration les projets relatifs :

Au balisage de la rade de Dunkerque ;

A la réparation des avant-radiers de l'écluse des chasses ;

A la pose de rails sur les quais du port.

Le premier de ces projets a été approuvé conditionnellement par décision du 6 juin dernier, et MM. les ingénieurs doivent présenter à ce sujet un travail supplémentaire.

Le second est sous les yeux de l'autorité supérieure dont la décision est attendue.

Le troisième est en ce moment l'objet d'une instruction qui sera activement poursuivie.

Gravelines.

Les travaux pour la reconstruction de l'écluse Vauban ont été poussés avec activité dans le cours de cette campagne ; ils doivent être actuellement terminés, et les eaux de l'Aa qui avaient reçu un écoulement provisoire par les fossés et les écluses militaires, reprendront leur ancien cours au mois de novembre prochain.

Le Conseil s'est occupé avec intérêt de plusieurs autres questions relatives à ce port. Les renseignements ci-après indiquent l'état actuel des affaires auxquelles ces questions se rattachent.

1.° La nouvelle écluse Vauban aura deux passages de sept mètres chacun, et le radier en est abaissé à 104,20 au lieu de 103,60, cote de l'ancien busc. Cette écluse présentera donc un débouché très-supérieur au précédent et assurera complètement le desséchement du pays.

2.° Les travaux nécessaires à la réparation des digues des hems Saint-Pol, ont été effectués en 1849 et dans le cours de cette année;

3.° Des projets sont présentés depuis plusieurs années pour l'établissement d'un quai d'appareillage et la construction d'une estacade sur la jetée de l'Est; je les ai rappelés à deux reprises à l'attention de M. le Ministre.

4.° Le projet relatif au redressement du lit de l'Aa, depuis le Guindal jusqu'à Gravelines a été approuvé le 11 avril 1848, mais à la condition qu'aucune partie du projet ne serait entreprise sans une autorisation spéciale, et le 3 août suivant, M. le Ministre des Travaux publics a autorisé l'administration à procéder aux opérations préliminaires d'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux entre le Guindal et l'embouchure du Mardyck, première partie du projet. Les ingénieurs du Pas-de-Calais n'ayant encore fait aucune disposition à ce sujet, M. le Préfet a rappelé cette affaire à leur attention, en les invitant à produire les pièces dont il a besoin pour commencer les opérations nécessaires à l'acquisition du terrain. J'espère donc que les travaux ne tarderont plus à recevoir leur exécution.

P. S. M. le Ministre des Travaux publics vient de me faire connaître, au sujet de la demande faite d'un quai d'appareillage et d'une estacade sur la jetée de l'Est, au port de Gravelines, qu'il ne lui est pas possible maintenant de donner suite à ces projets; que l'administration, obligée de suspendre ou d'ajourner indéfiniment tant de travaux importants, ne saurait songer à en entreprendre de nouveaux, et qu'il est indispensable d'attendre des circonstances plus favorables pour s'occuper des améliorations réclamées en faveur du port de Gravelines.

Routes nationales.

M. l'Ingénieur en chef du département m'a adressé et j'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport dans lequel il expose la situation des routes nationales, l'importance et la nature des travaux exécutés pour le meilleur emploi des crédits affectés à leur entretien pendant l'année 1849, et les améliorations dont elles peuvent être susceptibles.

Les routes nationales qui traversent le département sont au nombre de quinze. Leur développement total est de 586 kilomètres, dont 532 en pavage et 54 en empierrement.

Toutes ces routes sont dans un état satisfaisant. Le crédit affecté à leur entretien est fixé à 420,000 fr. pour 1850, mais M. l'ingénieur en chef craint qu'il n'éprouve pour les années suivantes une réduction assez sensible, l'administration étant dans l'intention de diminuer les dépenses des routes qui se trouvent aujourd'hui suppléées par la ligne de fer. Cette diminution n'aurait pas d'inconvénient si les fonds aujourd'hui accordés pour l'entretien étaient supérieurs aux besoins; mais il n'en est pas ainsi; nos grandes routes, en perdant une partie de leur dotation actuelle qui est à peine suffisante, pourraient être exposées à des détériorations progressives qui diminueraient à la fois leur valeur capitale et leur viabilité. Le Conseil général jugera sans doute à propos de faire des représentations à ce sujet.

Le rapport que je mets sous les yeux de l'assemblée indique la suite qui a pu être donnée

aux vœux qu'elle a renouvelés ou émis dans sa dernière session, pour l'exécution des divers perfectionnements que réclame l'état actuel des routes nationales. Plusieurs de ces améliorations sont effectuées ou le seront dans un temps prochain; d'autres sont à l'état de projet et arriveront successivement à exécution; d'autres enfin, n'ont pu encore être l'objet des études des ingénieurs.

M. l'ingénieur en chef évalue à **1,083,686** fr. la dépense des améliorations à faire sur ces voies de communication, et exprime le désir que l'administration supérieure puisse y affecter un crédit annuel de 100,000 fr., correspondant à **170** fr. par kilomètre. Cette allocation serait encore très-modérée, car elle n'équivaudrait qu'à un peu plus de moitié de celle ordinairement accordée au perfectionnement des routes départementales.

J'engage le Conseil général à s'associer au vœu de ce chef de service.

Les conseils d'arrondissement ont fait diverses réclamations relativement aux routes nationales.

Celui de Dunkerque demande qu'un réglement fixe les limites au-delà desquelles les particuliers peuvent bâtir le long des routes sans demander d'autorisation.

Celui de Cambrai exprime le désir que les crédits alloués pour l'entretien et l'amélioration soient augmentés.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, demande :

1.° Qu'un réglement détermine le système général à suivre pour la plantation des routes, le choix et la conservation des arbres, en prohibant la plantation près des terres arables et des prairies, des peupliers et des essences particulièrement nuisibles à l'agriculture.

2.° Que la voûte de la porte de Mons, à Valenciennes, sur la route N.° **39**, soit élargie;

Que le crédit d'entretien de la route N.° **48**, en **1851**, soit réglé de manière à permettre l'exécution des remaniements à faire pour remédier à un bombement anormal et dangereux.

Il sera donné à ces propositions telle suite que de droit après que le Conseil général se sera prononcé sur ce qui en fait l'objet.

Routes nationales. — Mode de paiement des ouvriers paveurs.

Le Conseil d'arrondissement de Lille s'est occupé, dans sa dernière session, des plaintes élevées par les ouvriers paveurs attachés au service des routes, contre les retards qu'ils éprouvent dans le paiement de leurs salaires, par suite de l'application du nouveau mode de comptabilité prescrit par l'autorité supérieure, et il a émis le vœu que ce mode de paiement fût modifié et remplacé par telle autre mesure que l'administration jugerait propre à faire disparaître les inconvénients signalés.

M. l'ingénieur en chef du département, à qui j'ai communiqué les réclamations des ouvriers, explique, dans un rapport ci-joint, les motifs qui ont déterminé l'administration supérieure à préférer le mandatement individuel des salaires au paiement collectif qui en était précédemment fait par voie de régie. Ces motifs me paraissent fondés. Le nouveau système présente des avantages importants au point de vue de la régularité des dépenses et de la garantie du Trésor, et s'il a occasionné d'assez longs retards au début de son application, ces inconvénients disparaîtront peu à peu, lorsque de nouvelles habitudes auront été prises et que les formes prescrites seront exactement suivies par les fonctionnaires chargés de les appliquer.

Routes nationales. — Plantations. — Excédants de largeur.

M. le Ministre des Travaux publics vient de publier, sous la date du 9 du présent mois, deux

circulaires relatives, l'une aux plantations des routes nationales, l'autre au parti qu'on peut tirer des excédants de largeur de ces mêmes routes.

J'ai l'honneur de communiquer ces deux circulaires au Conseil général, conformément aux instructions de M. le Ministre.

Chemins de fer.

Dans sa dernière session, le Conseil général a réitéré avec insistance ses vœux précédents pour que le Gouvernement concède et fasse exécuter le plus promptement possible les chemins de fer :

D'Hautmont à la frontière belge ;

De Saint-Quentin à Hautmont ;

De Maubeuge à Saint-Ghislain, par le bassin du Flénu ;

De Cambrai à la ligne du Nord.

M. le Ministre des Travaux publics, à qui cette délibération a été transmise et recommandée, m'a fait connaître, par une lettre en date du 19 décembre 1849, que le Gouvernement s'occupait des moyens d'amener la prompte exécution du chemin de fer de Saint-Quentin à Erquelines et qu'il avait ainsi satisfait, autant qu'il était en lui, au vœu exprimé par le Conseil général.

Cette affaire cependant a éprouvé des difficultés. Par une lettre du 9 juillet dernier, M. le Ministre a ajouté à ses précédentes informations, que rien de définitif n'était encore arrêté ; qu'un projet de transaction a été préparé et soumis au Conseil d'État, mais que la compagnie du chemin de fer du Nord, tout en désirant vivement la prolongation de jouissance que le Gouvernement est disposé à provoquer à cette occasion en sa faveur, hésite à consentir, en retour, les avantages que le Gouvernement croit pouvoir lui demander ; le Ministre ne désespère pas, néanmoins, d'arriver à un résultat.

La ville de Cambrai a, de son côté, sollicité d'une manière très-instante la construction de l'embranchement qui doit la relier à la ville de Douai et qu'elle réclame depuis si longtemps. J'ai appuyé ce vœu, comme j'avais déjà appuyé celui formulé dans le même sens par la chambre de commerce de Lille. J'ai également recommandé à l'attention de l'autorité supérieure les observations présentées par le Conseil municipal de cette dernière ville, sur l'intérêt que présenterait une ligne de Douai à Reims, par Cambrai, qui rattacherait le chemin de fer du Nord à celui de Strasbourg.

Mais M. le Ministre des Travaux publics m'a fait connaître, par une lettre en date du 29 mai dernier, que l'administration ne peut, dans les circonstances actuelles, songer à l'exécution de nouvelles lignes de chemins de fer et doit réserver les ressources dont elle dispose pour les appliquer aux lignes en cours d'exécution.

Toutefois, une question que recommandent de si graves considérations et de si grands intérêts ne saurait être désespérée ; il faut la regarder comme simplement ajournée. Son importance la ramènera naturellement quand son moment sera venu.

Chemin de fer du Nord. — Demande d'une station à Onnaing.

Dans sa séance du 26 juillet dernier, le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a émis un vœu favorable à la demande de la commune d'Onnaing, tendant à obtenir qu'une station du chemin de fer du Nord soit établie au territoire de cette commune. Pour faciliter l'exécution de

cette amélioration, l'administration municipale s'engage à relier la station projetée à la route nationale au moyen d'un pavé, et même à fournir gratuitement à la compagnie les terrains nécessaires à l'établissement de cette gare.

Je n'ai pas encore reçu les pièces relatives à cette affaire. Je m'empresserai, dès qu'elles me seront parvenues, d'appuyer auprès de qui de droit la demande et les offres de la commune d'Onnaing.

Chemin de fer. — Vœux spéciaux.

Dans sa séance du 30 août 1849, le Conseil général, délibérant sur un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, pour l'établissement d'un passage à niveau à la rencontre du chemin de fer du Nord et de la route nationale N.° 45, près de cette ville, a demandé qu'une étude définitive et complète de ce projet fût faite par la direction des ponts-et-chaussées.

Ces vœux ont été transmis à M. le Ministre des Travaux publics dès le 29 septembre 1849; ils lui ont été rappelés depuis. M. le Ministre m'a fait connaître, le 20 juillet, qu'il les avait communiqués à M. l'ingénieur en chef du contrôle du chemin de fer du Nord. Le rapport de ce chef de service ne lui étant pas encore parvenu, il le réclamait et statuerait aussitôt qu'il aurait reçu ce document.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a réitéré son vœu dans sa session de 1850. (Voir sa délibération sur les routes nationales.)

Le Conseil général, appuyant un vœu du Conseil d'arrondissement de Douai, a demandé encore dans sa session de 1849 que les passages à niveau du chemin de fer du Nord soient éclairés pendant la nuit, là où le besoin l'exigerait.

M. le Ministre des Travaux publics, à qui cette demande a été transmise, m'a fait connaître qu'il en avait tenu note et qu'il se la ferait représenter lorsqu'il s'occuperait des mesures à prendre pour assurer l'exécution de l'art. 6 du réglement général sur la police du chemin de fer.

Arrondissement de Valenciennes. — Vœu pour l'étude de deux nouveaux projets de chemin de grande communication.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes demande que l'administration mette à l'étude deux chemins de grande communication projetés : l'un reliant Avesnes-le-Sec et Lieu-Saint-Amand à la route nationale N.° 43, l'autre partant de la route nationale N.° 29 à Haulchin et débouchant sur la route départementale N.° 10 au territoire de Vendegies-sur-Écaillon.

Je n'ai pas eu le temps de me fixer sur le degré d'utilité de ces deux lignes. Je ferai procéder à l'étude demandée si le Conseil général appuie le vœu du Conseil d'arrondissement.

Chemin de Bourbourg à Saint-Nicolas. — Demande de classement comme embranchement du chemin de grande communication N.° 1.

La 2.e section des Watteringues demande que le chemin de Bourbourg à Saint-Nicolas, qu'elle a créé et à l'entretien duquel elle a pourvu jusqu'à ce jour, soit classé comme embranchement du chemin de grande communication N.° 1, de Dunkerque à Saint-Omer.

Ce chemin part de l'angle formé par la ligne vicinale N.° 1 au territoire de Bourbourg-Campagne et, après avoir traversé l'Aa, débouche dans le Pas-de-Calais sur une route départementale.

L'administration des Watteringues, en formant cette demande, a pour but de s'exonérer non-seulement de toute dépense ultérieure pour la réparation du chemin, mais aussi de sa part contributive dans les frais d'entretien et de manœuvre du pont Saint-Nicolas sur l'Aa. Ce pont, construit en 1825 moyennant la concession d'un péage, vient de rentrer dans le domaine des voies de communication dont il fait partie, par suite de l'expiration de la jouissance de l'entrepreneur. Les frais d'entretien qu'il nécessite sont pour un tiers à la charge de la 2.e section des Watteringues à cause de son chemin de Saint-Nicolas; les deux autres tiers sont payés sur les fonds de la route départementale du Pas-de-Calais.

Si donc le département du Nord classait le chemin dont il s'agit comme annexe de la route vicinale N.° 1, il devrait en même temps prendre à sa charge le contingent payé par les Watteringues dans les frais d'entretien et de manœuvre du pont.

Le conseil d'arrondissement de Dunkerque a émis un avis favorable à la demande de la 2.e section. Mais l'affaire n'est point en état de recevoir une solution; j'ai besoin, avant d'en faire l'objet d'une proposition quelconque, de me renseigner sur le degré d'intérêt que présente le chemin de Saint-Nicolas pour l'usage des communications existant entre le canton de Bourbourg et les territoires limitrophes dans le Pas-de-Calais, et de faire constater en outre l'état de bon entretien et de viabilité de la chaussée. Il sera procédé à l'instruction de cette demande dans l'intervalle des sessions.

Chemin de grande communication N.° 45 — Traverse de Villers-en-Cauchies.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai s'est occupé des réclamations contradictoires élevées dans la commune de Villers-en-Cauchies relativement à la question de savoir par laquelle des deux rues centrales de cette commune passera le chemin de grande communication N.° 45, de Denain à Saint-Vaast.

Le syndicat que j'ai chargé de l'examen de cette affaire s'est rendu sur les lieux, et, après avoir entendu les observations de l'administration municipale, a été unanimement d'avis qu'il y avait lieu d'adopter, pour le tracé du chemin, la rue dite d'Avesnes-le-Sec, indiquée au projet pour l'exécution de la traverse de Villers-en-Cauchies.

Cet avis m'ayant paru fondé, je l'ai adopté et j'ai donné des ordres pour que les travaux soient exécutés suivant la direction indiquée.

Chemin de grande communication N.os 15 et 26. — Contingents de la ville de Cambrai.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai appuie la réclamation formée par le Conseil municipal de cette ville contre le chiffre des contingents qui lui sont assignés dans les dépenses d'entretien des chemins de grande communication N.° 15, d'Esnes à Maretz, et 26, de Cambrai à Solesmes.

Cette réclamation signale un fait que j'ai vérifié et reconnu exact. La commune de Busigny a été, en 1845, désignée par le Conseil général comme intéressée au chemin N.° 15, et néanmoins, par l'effet d'une omission commise dans la répartition de 1846 et qui s'est continuée d'année en année par inadvertance, cette commune n'a été appelée jusqu'ici à fournir aucun contingent.

Il est évident que cette erreur doit être réparée. D'un autre côté, il est nécessaire que les observations présentées par la ville de Cambrai sur l'élévation excessive des cotisations qui lui sont imposées dans les dépenses des chemins N.os 15 et 26, soient examinées.

J'ai en conséquence appelé les syndicats des deux lignes dont il s'agit, à délibérer sur les réclamations de l'administration municipale, ainsi que sur les nouvelles bases à adopter pour la répartition des contingents, en ayant soin, pour le chemin N.° 15, de comprendre dans cette répartition la commune de Busigny.

Je statuerai sur cette affaire aussitôt que les délibérations des syndicats me seront parvenues.

Chemin de grande communication N.° 24, de Gussignies à Avesnes. — Police du roulage.

Le Conseil général a, en 1849, recommandé à l'attention de l'administration un vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes tendant à faire rapporter un arrêté de l'un de mes prédécesseurs, en date du 15 novembre 1841, sur la police du roulage du chemin de grande communication N.° 24, de Gussignies à Avesnes.

J'ai l'honneur d'informer l'Assemblée que les dispositions restrictives du réglement précité ont été modifiées et notablement atténuées par un arrêté que j'ai pris à la date du 31 mai dernier, et qu'il est ainsi satisfait au vœu du Conseil d'arrondissement.

Réclamation de la ville de Lannoy.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une nouvelle réclamation de la ville de Lannoy, tendant à obtenir des secours sur les fonds du département, afin d'alléger la dette que cette ville a contractée en 1831, pour la construction d'un pavé entre Lannoy et Roubaix.

Je joins à cette demande l'avis favorable du Conseil d'arrondissement de Lille.

Le chemin dont il est question a été classé de grande communication dès 1837, et il est sur le point d'être élevé au rang de route départementale.

En principe, sans doute, le département ne saurait être tenu de rembourser les dépenses faites par les communes pour l'établissement des chemins qui passent ensuite à un degré supérieur dans l'ordre des voies de communication, mais la réclamation de la ville de Lannoy se recommande par des considérations tout-à-fait exceptionnelles, et qui me paraissent mériter un examen bienveillant.

Cette ville en effet s'est grevée pour le pavage qu'elle a entrepris en 1831, d'une dette considérable et tout-à-fait hors de proportion avec ses ressources; si elle eût attendu quelques années, les travaux dont elle s'est bénévolement chargée eussent été exécutés au compte du département et des communes, et elle n'aurait pas à se débattre comme elle le fait depuis 20 ans, dans les embarras d'une situation financière déplorable. Le Conseil général a apprécié cette situation en 1844, en allouant à la ville de Lannoy un subside de 20,000 fr. Grâce à ce secours, l'administration municipale a pu prendre des engagements avec l'entrepreneur. Sa dette alors a été réduite de 76,550 fr. à 50,000 fr. Depuis, et avec le concours de la ville de Roubaix, elle a payé, outre 6,000 fr. d'intérêts, une somme totale de 17,050 fr.; en sorte qu'elle est encore aujourd'hui débitrice de 32,950 fr., dont 7,950 fr. pour annuités arriérées et immédiatement exigibles, et 25,000 fr. payables en cinq ans, avec intérêts à 3 pour cent.

Pour se libérer de ces charges, la ville de Lannoy ne peut disposer chaque année que d'une faible somme de 3,400 fr., qui se compose :

1.° Du produit d'une imposition extraordinaire d'environ.	1,200	»
2.° De l'excédant des recettes sur les dépenses ordinaires du service communal.	2,200	»
Total.	3,400	»

Il est évident qu'avec d'aussi modiques ressources, la ville se trouve dans l'impossibilité absolue de s'acquitter en cinq années, comme l'y obligent les termes de ses conventions avec l'entrepreneur.

Je pense qu'il est de toute justice que le département intervienne pour aider la ville de Lannoy à sortir de la position malheureuse dans laquelle elle est placée depuis si longtemps. L'administration municipale pourra prendre des arrangements avec son créancier, M. Brame, pour que les annuités échues et exigibles soient payables par cinquième, concurremment avec les 25,000 fr. également dus sur les termes à échoir du capital.

La somme à payer chaque année en atténuation de la dette sera alors de 6,590 fr., et l'acquittement de cette dette pourra être réglé de la manière suivante, avec l'aide des subventions du département :

ANNÉES.	SOMMES QUI SERONT DUES PAR ANNÉE A L'ENTREPRENEUR.			SOMMES A PAYER		
	En à-compte sur sa créance.	Pour intérêts à 3 p. %	Total.	Par la ville.	Par le département.	Total.
1851	6,590 »	988 50	7,578 50	3,400 »	4,178 50	7,578 50
1852	6,590 »	790 80	7,380 80	3,400 »	3,980 80	7,380 80
1853	6.590 »	593 10	7,183 10	3,400 »	3,783 10	7,183 10
1854	6,590 »	395 40	6,985 40	3,400 »	3,585 40	6,985 40
1855	6,590 »	197 70	6,787 70	3,400 »	3,387 70	6,787 70
	32,950 »	2,965 50	35,915 50	17,000 »	18,915 50	35,915 50

De cette façon, et abstraction faite de la cotisation de 25,000 fr. fournie par la ville de Roubaix, Lannoy aura payée pour sa part, sur une dépense d'environ 100,000 fr., une somme de plus de 30,000 fr., outre les intérêts de la créance de l'entrepreneur, dont je ne connais pas le chiffre précis, mais que je ne puis évaluer à moins de 20,000 fr. De son côté, le département y aura contribué pour une somme de 38,900 fr., très-inférieure à la proportion suivie dans la distribution des subventions accordées aux chemins de grande communication.

Si on considère que le département va devenir propriétaire du pavé de la ville de Lannoy, par l'effet du classement de la ligne de Roubaix à Saint-Amand comme route départementale, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il est de toute équité d'alléger les charges que cette ville s'est imposées dans la construction de cette partie de la route.

J'ai en conséquence l'honneur de proposer au Conseil général d'accorder à la ville de Lannoy un second et dernier subside de 18,915 fr., payable en cinq années, suivant les prévisions du tableau qui précède, afin de mettre cette ville en état de se libérer, pendant cette période, du capital et des intérêts de sa dette.

Il est entendu que ce subside sera imputé sur le fonds subventionnel et compté en atténuation de la créance que l'arrondissement de Lille possède sur ce fonds.

Navigation intérieure.

M. l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées a rédigé sur le service de la navigation intérieure du département un rapport très-développé que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général.

Ce travail contient la description des voies de communication par eau établies dans le département ; il renferme des considérations remarquables sur l'influence de la concurrence des lignes de fer par rapport au mouvement actuel et à l'avenir de la navigation ; il indique la situation de chaque voie navigable, ainsi que les améliorations que plusieurs d'entre elles seraient susceptibles de recevoir ; il fait connaître enfin les dispositions prises, depuis l'année dernière, pour satisfaire aux vœux exprimés par le Conseil.

La situation fâcheuse de la bâtellerie a particulièrement fixé en 1849 l'attention de l'assemblée ; cette situation a été améliorée dans une certaine mesure par le décret du 4 septembre dernier qui a abaissé le taux des droits de navigation perçus sur les lignes desservies au compte de l'Etat, et a amené des modifications analogues dans les tarifs de quelques voies exploitées par des compagnies. Ces dispositions ont rendu quelque vigueur à l'industrie des transports par eau.

Le Gouvernement, dans sa sollicitude pour cette même industrie, a porté son attention sur les améliorations qui peuvent être introduites dans l'organisation du halage. Les pièces de l'information ouverte à ce sujet dans le département ont été communiquées l'année dernière au Conseil général qui a formulé un avis à peu près conforme à celui de la commission d'enquête. Cette affaire est soumise à l'autorité supérieure depuis le mois de décembre 1849 ; j'espère que la solution attendue ne tardera plus à intervenir.

L'assemblée a été également appelée dans sa dernière session, à se prononcer sur la question de l'achèvement du canal de Roubaix. Sa délibération a été immédiatement transmise à M. le Ministre des Travaux publics qui, malgré mes sollicitations, n'a point encore pris de décision.

Le Conseil verra, dans le rapport ci-joint :

1.° Que les travaux qu'il a demandés, en 1849, en renouvellement de ses vœux des années précédentes, pour l'amélioration de la Basse-Colme, l'établissement d'un quai à Don sur la Deûle, et la construction d'un pont à Dorignies, ont donné lieu à la rédaction de projets spéciaux qui sont soumis depuis plusieurs années à l'approbation de l'autorité supérieure. J'ai fait de nouvelles instances auprès de M. le Ministre pour obtenir la sanction de ces projets.

2.° Que les propositions présentées en 1848 pour l'amélioration des canaux d'Hazebrouck, ont été approuvées et les travaux mis en adjudication. Un crédit de 10,000 fr. à valoir vient d'être ouvert sur les fonds de 1850 pour leur exécution ;

3.° Qu'un projet spécial pour l'amélioration de la partie de la Lys, comprise entre Merville et Saint-Venant, a été rédigé et récemment présenté, conformément aux instructions de M. le Ministre des Travaux publics. Ce projet vient d'être approuvé et un crédit de 15,000 fr. m'est ouvert pour en commencer l'exécution ; d'autres projets seront successivement dressés pour les travaux qu'exige l'état de cette rivière ;

4.° Que les travaux à faire pour la construction d'une passerelle au pont des Dominicains à Douai et pour l'empierrement du chemin de halage, entre le fort de Scarpe et Courchelettes ont été adjugés cette année.

5.° enfin que MM. les ingénieurs se proposent de présenter prochainement des projets pour la reconstruction du pont de Tournai, sur la Scarpe, et la construction d'une passerelle au pont Saint-Vaast.

J'ajoute à ces renseignements que les travaux démandés pour l'établissement d'une passerelle de halage sur l'Escaut à Bouchain ont été adjugés et sont en cours d'exécution, et que j'ai instamment recommandé à deux reprises à M. le Ministre des travaux publics, les vœux émis par le Conseil pour les autres travaux réclamés relativement à la rivière de Scarpe, et pour le redressement de l'Escaut à Denain et dans la traverse des fortifications de Condé.

L'assemblée a invité l'administration à examiner si le projet d'un pont suspendu sur l'Escaut belge, entre Tournai et Antoing, ne serait pas de nature à nuire à l'écoulement des eaux de l'Escaut français. D'après le rapport de M. l'ingénieur en chef du département à qui j'ai transmis cette question, les ingénieurs belges par lui consultés ont fait connaître que pour sauvegarder les intérêts des vallées supérieures, il ont réclamé une section égale à celle d'Antoing; par conséquent le projet primitif doit être modifié dan ce sens.

Le Conseil général avait réclamé dans sa dernière session contre la suppression récemment ordonnée par l'administration supérieure du service spécial d'ingénieur des ponts-et-chaussées de l'arrondissement de Cambrai. Il a été fait droit à cette réclamation que mon prédécesseur et moi avons appuyée de nos instantes observations. J'ai la satisfaction d'annoncer au Conseil que M. le Ministre des travaux publics a, par un arrêté du 11 avril dernier, rendu le service des routes de l'arrondissement à un ingénieur ordinaire dont la résidence est fixée à Cambrai.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes vient de renouveler le vœu qu'il avait émis en 1849, pour que le service de la navigation de cet arrondissement fût restitué à l'ingénieur des ponts-et-chaussées résidant au chef lieu de l'arrondissement. Cette demande a été transmise à M. le Ministre des travaux publics qui n'y a fait encore aucune réponse. L'Escaut fait partie de la ligne navigable du Nord sur Paris, et l'autorité supérieure a reconnu qu'en raison de l'importance de cette ligne, il était d'une grande utilité d'en confier le service à des ingénieurs speciaux; il est douteux qu'une modification puisse être obtenue dans cet ordre d'attributions; quant à la question de savoir si la résidence de l'ingénieur de l'Escaut ne devrai tpas être fixée à Valenciennes plutôt qu'à Cambrai, elle pourra être examinée et recommandée de nouveau, si le Conseil général le juge à propos à l'attention de M. le Ministre.

Le Conseil de Valenciennes demande encore que les expériences que la compagnie de la Sambre est dans l'intention de faire pour l'emploi de la vapeur à la remorque des bateaux sur cette rivière soient suivies par MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées et que, dans tous les cas, l'application de la vapeur à la navigation intérieure soit mise à l'étude. Ce vœu me paraît se recommander par un grand intérêt; aussi m'empresserai-je après la session d'appeler sur cette question l'attention de MM. les ingénieurs ainsi que celle de l'autorité supérieure.

Le même Conseil réclame :

1.° L'augmentation des crédits affectés à l'entretien de l'Escaut;

2.° La prompte réalisation des redressements à faire sur cette rivière en face des fours à coke de Denain, et entre le fort du Pigeonnier et les fortifications de Condé;

3.° L'abaissement du pont de la dérivation du canal de Mons à Condé à l'entrée de la commune de Saint-Aybert, afin d'obvier aux graves inconvéniens que présentent les pentes rapides des voies de communication de cette commune.

Le Conseil d'arrondissement de Douai vient de renouveler le vœu que des passerelles pour piétons soient établies aux ponts de Raches et du fort de Scarpe.

Ces diverses demandes seront examinées par l'administration et deviendront l'objet de ses soins et de ses sollicitations, s'il y a lieu, auprès de qui de droit.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a renouvelé le vœu que des banquettes de sûreté soient établies sur le bord des routes longeant les canaux. L'attention de MM. les ingénieurs sera de nouveau appelée sur cet objet.

Il demande, en outre, que le Gouvernement français intervienne auprès de l'administration belge pour la déterminer à effectuer sans retard les travaux de creusement indispensables du canal de Furnes, afin de faciliter les relations commerciales des deux pays.

Cette affaire est soumise depuis plus de deux ans à l'autorité supérieure qui en a fait l'objet de communications diplomatiques au Gouvernement belge. Une conférence entre les ingénieurs des deux pays a eu lieu au commencement de cette année, et j'en ai transmis les pièces à M. le Ministre des travaux publics. J'ai l'espoir que les réclamations de l'administration française ne tarderont pas à recevoir une solution.

Canal de Saint-Quentin.—Pont demandé par la Commune de Proville.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai a appuyé dans sa session de cette année la demande formée par la commune de Proville, à l'effet d'obtenir qu'un pont soit établi aux frais de l'état sur le canal de Saint-Quentin dans l'intérêt des communications entre le village de Proville et la rive gauche du canal.

MM. les ingénieurs que j'ai entendus sur cette affaire, ont fait remarquer que la partie du canal de Saint-Quentin qui traverse Proville est construite depuis soixante-dix ans; que pendant toute la durée de cette longue période, la commune n'a fait entendre aucune plainte ni produit aucun titre pour obtenir la modification de l'état des lieux; que l'établissement d'un nouveau pont serait nuisible à la navigation et que l'intérêt de l'administration serait de l'empêcher; que d'ailleurs, en faisant abstraction de cet intérêt et en admettant que le pont réclamé, puisse être utile aux habitants, c'est à la commune seule qu'incomberait la charge entière des travaux nécessaires pour réaliser l'amélioration qu'elle désire.

En présence de ces objections qui m'ont paru fondées, il ne m'a pas été possible de donner suite à la demande de l'administration municipale de Proville.

Rivière d'Aa. — Régime des eaux.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, appuyé le vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, pour qu'en raison des nombreuses oppositions auxquelles a donné lieu le projet présenté par les ingénieurs du Pas-de-Calais, pour le réglement définitif des eaux de la rivière d'Aa, l'examen des questions que cette affaire a soulevées fût confiée à une commission mixte dans laquelle les intérêts des deux départements seraient représentés.

L'administration du Nord a communiqué ce vœu dès le mois de septembre 1849, à M. le préfet du Pas-de-Calais, en le priant d'y adhérer et de faire connaître les noms des membres qu'il aurait désignés pour faire partie de la commission dans l'intérêt de son département.

Ce magistrat a cru devoir avant de donner suite à la proposition de mon prédécesseur, faire

remplir dans l'arrondissement de Saint-Omer, les mêmes formalités d'enquête que celles exécutées dans le Nord à l'égard du projet. J'ai rappelé cette affaire à son souvenir au mois de juin dernier. L'information alors n'était pas terminée, mais il m'a donné l'assurance qu'il veillerait à ce qu'elle le fût promptement. J'attends maintenant qu'il me fasse connaître ses dispositions pour la désignation des membres de la commission mixte.

Service hydraulique.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général deux rapports de MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées sur la situation du service hydraulique dans le département du Nord.

M. l'ingénieur ordinaire rend compte de toutes les opérations de ce service au point de vue des desséchements des marais, watteringues, etc.; des irrigations et assainissements, des cours d'eau, des affaires d'usines et des affaires générales.

M. l'ingénieur en chef s'est livré de son côté à une description remarquable des divers bassins qui divisent le territoire du département; il rappelle dans son travail les conditions dans lesquelles se trouve chacun de ces bassins sous le rapport de l'écoulement des eaux, ainsi que les dispositions qui ont été ou peuvent être prises pour organiser ou compléter le système de desséchement des terres des vallées.

Les deux rapports que je livre à l'examen de l'Assemblée, me paraissent dignes de tout son intérêt.

Dans sa session de **1849,** le Conseil général a émis deux vœux :

L'un tendant à ce que les agents-voyers soient chargés du service et de la surveillance des cours d'eau non navigables ni flottables.

L'autre, pour que le service hydraulique soit réglé par une loi d'ensemble.

J'ai l'honneur de faire connaître au Conseil qu'il est satisfait au premier de ces vœux par l'arrêté réglementaire de l'un de mes prédécesseurs, en date du 12 septembre 1837, qui place les cours d'eau de la nature dont il s'agit, dans les attributions des agents-voyers, et charge ces agents de les visiter chaque année et d'indiquer aux administrations municipales les travaux à faire pour en opérer le curement.

Quant au second vœu il a été transmis et recommandé par mon prédécesseur à M. le ministre des travaux publics, le 1.er octobre 1849.

Desséchement des marais de la Haute-Deûle.

Dans sa session de 1849, le Conseil général en donnant acte à mon prédécesseur de la communication qu'il lui avait faite relativement au projet de desséchement des marais de la Haute-Deûle a émis le vœu que ce travail utile au triple point de vue de la salubrité, de l'agriculture et de l'emploi des populations ouvrières, fût mis à exécution le plus promptement possible.

Lors de la dernière réunion du Conseil, les formalités d'enquête auxquelles le projet avait été soumis venaient d'être terminées. Les mêmes formalités ont dû être remplies ensuite dans le département du Pas-de-Calais; elles ont malheureusement été retardées par divers incidents. Mais les pièces m'ont été enfin renvoyées récemment par M. le Préfet de ce département, et j'ai reçu également le rapport définitif de MM. les ingénieurs. Je viens en conséquence de transmettre le dossier de l'affaire à M. le Ministre des Travaux publics, en y joignant mon avis favorable.

Conformément aux instructions spéciales de l'autorité supérieure, mon prédécesseur a appelé les propriétaires intéressés au desséchement, à déclarer s'ils entendaient se réunir en association syndicale à l'effet de pourvoir à la dépense des travaux. Tous se sont prononcés négativement et ont cependant insisté sur l'utilité du projet en demandant que les travaux fussent exécutés par l'État sauf remboursement de ses avances sur la plus-value des terrains.

Mais le même appel n'a pas été fait au propriétaires dans le département du Pas-de-Calais, bien cependant que mon prédécesseur eût appelé l'attention de son collègue sur ce point.

Je n'ai pas moins considéré l'affaire comme suffisamment instruite et j'ai, dans mon avis, conclu à ce que les travaux soient exécutés par la généralité des propriétaires si, nonobstant leurs déclarations de 1849, ils se déterminent à se former en association syndicale; et dans le cas où ils ne parviendraient pas à s'entendre, j'ai demandé que le desséchement soit concédé aux entrepreneurs dont la soumission sera jugée la plus avantageuse, en donnant, à offres égales, la préférence aux soumissions qui seraient faites par des communes intéressées ou par un certain nombre de propriétaires réunis, le tout conformément à l'art 4 de la loi du 16 septembre 1807.

J'attends maintenant la décision que le gouvernement prendra sur cette affaire.

Vallée de la Scarpe. — Digue insubmersible. — Modification des réglements.

Mon prédécesseur a communiqué en 1849 au Conseil général, le rapport rédigé par MM. les ingénieurs sur le degré d'utilité de la construction demandée par M. Désespringalle, d'une digue insubmersible entre le pont d'Haubourdin sur le Décours et le pont de Thun sur la Scarpe, afin de prévenir les inondations causées par le reflux des eaux de la Scarpe et de l'Escaut.

L'Assemblée a eu également sous les yeux une délibération du Conseil d'arrondissement de Valenciennes, tendant à ce que les réglements relatifs au desséchement de la vallée de la Scarpe soient modifiés en ce sens, que le nombre des électeurs appelés à nommer les membres de la commission syndicale soit au moins doublé, que le droit de représentation soit limité à une voix, de manière à ce que la moitié au moins des votants soit présente à l'opération; que les élections soient faites alternativement à Saint-Amand et à Marchiennes, et que le nombre des membres à élire ne soit plus comme aujourd'hui toujours de quatre pour Marchiennes et de trois pour Saint-Amand, mais soit désormais tantôt de trois et tantôt de quatre pour l'une et l'autre sections, afin que la majorité ne soit pas toujours acquise au même canton.

Le Conseil après discussion, a renvoyé les pièces de cette double affaire à l'administration, avec invitation d'aviser à une solution susceptible de concilier les intérêts de la vallée inférieure avec ceux de la vallée supérieure.

Pour satisfaire au vœu du Conseil général, j'ai recueilli sur les deux questions posées, savoir : l'établissement d'une digue entre les ponts de Thun et d'Haubourdin, et la modification des réglements de la vallée, les observations des Maires et des Conseils municipaux des communes soumises à l'impôt du desséchement, et j'ai communiqué le tout à MM. les ingénieurs pour avoir leur avis.

J'ai reçu le rapport de ces fonctionnaires sur l'établissement de la digue. Il résulte de ce travail qu'à la suite de la visite qui a été faite des lieux, il a été reconnu, tant par M. l'ingénieur du service hydraulique que par M. Desespringalle et par les maires des communes intéressées, qu'il suffira pour remplir le but de la demande, de barrer à l'aval les deux ponts de décharge établis sous la chaussée de Mortagne, dès qu'il surviendra une crue d'été susceptible de porter préjudice

aux récoltes pendantes situées à l'amont de cette chaussée, par l'effet du reflux des eaux de l'Escaut dans la vallée de la Scarpe.

Ce moyen m'ayant paru propre à satisfaire toutes les parties, j'ai invité la commission administrative du desséchement de la vallée à y adhérer, ce qu'elle s'est empressée de faire, en se chargeant des dispositions nécessaires pour que le barrage facultatif des deux ponts soit effectué toutes les fois que l'imminence d'une crue d'été en fera sentir le besoin. La question se trouve en conséquence vidée.

MM. les ingénieurs viennent de m'adresser leurs rapports concernant la modification des réglements Ces rapports font ressortir l'absence de motifs impérieux pour l'adoption des changements réclamés, ainsi que le peu d'équité qu'il y aurait à accorder à la section de Saint-Amand, une représentation plus large que celle qui lui est actuellement attribuée dans l'administration du desséchement et qui excède déjà la proportion réelle de son intérêt. Je pense avec ces fonctionnaires qu'il convient de conserver dans leur intégralité les formes actuelles, et que s'il y avait lieu de faire droit sur certains points aux réclamations de la section de Saint-Amand, les modifications à faire aux réglements devraient avoir seulement pour objet l'abaisssement à 10 fr. du minimum de cotisation pour le droit à l'élection, la limitation du droit de procuration à deux voix par chaque intéressé, et le partage en deux sections des électeurs appartenant aux arrondissements de Douai et Valenciennes.

Je prie toutefois le Conseil général de vouloir bien émettre son opinion sur cette affaire.

Vallée de la Marque. — Projet de dessèchement.

Conformément au vœu émis par le Conseil général dans sa dernière session, j'ai invité MM. les ingénieurs du service hydraulique à rechercher et étudier les moyens d'assainir, améliorer et irriguer le bassin de la rivière de la Marque, depuis sa source à Mons-en-Pévèle jusqu'à son embouchure dans la Deûle.

Des difficultés nées du défaut de fonds pour le paiement des frais d'étude ont d'abord arrêté les opérations des ingénieurs, mais j'ai pu enfin mettre à leur disposition une somme de 500 fr. sur le crédit des dépenses imprévues du budget départemental, et il a pu être procédé aux explorations nécessaires.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil un rapport de MM. les ingénieurs constatant l'état d'avancement de ce travail.

Canal de la Sensée. — Dessèchement de marais.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, appuyé un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Douai, pour que le concessionnaire du canal de la Sensée soit tenu d'exécuter celles des conditions du cahier des charges de cette concession qui l'obligent à opérer le dessèchement des marais de la Gâche, de l'Hirondelle, de la Sensée et de ses affluents.

Cette affaire avait déjà fixé l'attention de l'administration. Par un arrêté en date du 15 mai 1846, l'un de mes prédécesseurs a ordonné que la compagnie serait mise en demeure de présenter le projet de dessèchement des marais avant le 1.er janvier 1847; mais cet arrêté n'ayant été approuvé par M. le Ministre des travaux publics que le 22 août 1849, un autre arrêté du 30 du même mois a fixé le délai définitif de la présentation du projet à huit mois, qui ont pris cours le 5 septembre dernier, date de la signification faite des deux arrêtés à la compagnie.

Celle-ci ayant laissé écouler le délai sans prendre aucune disposition pour l'exécution de ses obligations, j'ai déféré l'affaire au conseil de préfecture, qui, je l'espère, prendra prochainement une décision, au moyen de laquelle l'administration pourra vaincre enfin l'inertie affectée par le concessionnaire.

Desséchement des prés Duhem.

Le Conseil général a recommandé à l'attention de l'administration le projet relatif au dessèchement des prés Duhem, au territoire d'Armentières.

MM. les ingénieurs ont récemment terminé l'instruction du projet ; ils ont réussi à obtenir les adhésions de la presque unanimité des propriétaires pour se former en association syndicale de desséchement. Cette affaire se trouve ainsi notablement simplifiée, et me paraît avoir de grandes chances de succès ; le dossier vient d'en être transmis à M. le Ministre des Travaux publics.

Syndicats de la Sambre.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, réitéré les vœux qu'il avait déjà exprimés pour que des syndicats, pourvus d'attributions suffisantes, fussent établis sur la Haute et la Basse-Sambre, dans l'intérêt de l'agriculture, de la salubrité et des droits des propriétaires.

L'administration s'occupe de cette affaire depuis plusieurs années. Le 5 mai 1849, mon prédécesseurs a adressé à M. le Ministre des Travaux publics un projet de réglement pour la réorganisation des syndicats de la Haute-Sambre et l'établissement d'un syndicat nouveau pour la Basse-Sambre. Mais, malgré les instances faites auprès de l'autorité supérieure, aucune décision n'est encore intervenue, bien qu'aucune objection non plus n'ait été présentée sur les dispositions du projet ; il paraît qu'une dissidence de doctrines entre le Conseil d'État et l'Administration centrale est cause du ralentissement qu'éprouve généralement la marche des affaires de cette nature.

J'espère toutefois que les nouvelles instances que je ferai auprès de M. le Ministre amèneront enfin la solution depuis longtemps attendue.

Pont sur l'Aa.

Deux crédits montant ensemble à 8,750 fr. ont été alloués aux budgets de 1849 et 1850 pour le paiement de la part contributive du département dans les frais de construction du pont projeté sur l'Aa, en remplacement du bac Meurillon.

Cette affaire, qui a été traitée dans le département du Pas-de-Calais, a éprouvé quelques retards, parce que l'intervention de l'État a dû être réclamée, à cause de la nécessité d'opérer un redressement de la rivière aux abords du pont.

Un décret de M. le Président de la République, en date du 13 mai dernier, a enfin décidé qu'il serait procédé à la construction du pont dont il s'agit, et a autorisé l'administration à acquérir par voie d'expropriation les terrains nécessaires. J'ai immédiatement fait remplir les formalités voulues par la loi du 3 mai 1841. L'administration est entrée en possession des terrains et les travaux ont été commencés. Je ne doute pas qu'ils ne soient activement poursuivis jusqu'à leur achèvement.

Pont projeté sur la Lys.

Mon prédécesseur a rendu compte au Conseil général, dans sa dernière session, du résultat infructueux de ses démarches pour amener les communes de Steenwerck, Nieppe et Bailleul, ainsi que celle de Sailly (Pas-de-Calais), à s'entendre sur la question de l'emplacement du pont à construire sur la Lys, et à voter les ressources nécessaires au paiement de leurs contingents dans les frais d'établissement de ce pont.

Le Conseil général a pris deux délibérations sur cette affaire. Il a d'abord invité l'administration à provoquer de la part des communes intéressées de nouvelles propositions de concours suffisantes pour mériter les libéralités du département, et à défaut à faire examiner s'il n'y aurait pas possibilité de faire établir le pont au moyen d'une concession temporaire de péage. Dans une séance subséquente, il a exprimé le désir qu'il fût avisé au moyen de concilier les prétentions qui surgissent dans les deux départements intéressés, en examinant de nouveau s'il ne serait pas avantageux pour les populations d'avoir deux ponts en bois au lieu d'un seul pont en maçonnerie.

Pour répondre aux désirs du Conseil, j'ai invité les Conseils municipaux des communes de Bailleul, Nieppe et Steenwerck à modifier les délibérations qu'ils avaient prises relativement à la question de la construction simultanée de deux ponts en bois; mais tous ont persisté à repousser ce système, sans néanmoins voter aucun fonds pour l'établissement du pont unique en maçonnerie qui aurait été construit au lieu dit le Bac-Saint-Maur.

Les parties continuant ainsi à se renfermer dans leurs prétentions contraires, l'adjudication par voie de concession de péage m'a paru être le seul moyen possible d'assurer la construction du pont. En conséquence j'ai invité MM. les ingénieurs à procéder à l'étude d'un projet dans ce sens. Mais avant même que cette étude n'eût été commencée, la commune de Sailly, par une délibération que m'a transmise M. le Préfet du Pas-de-Calais, a demandé l'autorisation de construire un pont en bois *à ses frais* à la hauteur du village.

Cette prétention à laquelle il ne me paraît pas possible de s'opposer est venue compliquer la difficulté et compromettre l'établissement du pont réclamé par les communes du Nord.

Il est certain en effet qu'après la construction du pont de Sailly, l'établissement d'un pont à péage au Bac-Saint-Maur n'aurait aucune chance de succès, car le premier, sur lequel le passage serait gratuit, serait presque constamment préféré.

On ne pourrait donc établir au Bac Saint-Maur qu'un second pont en bois et gratuit comme le premier. Mais les communes de Steenwerck et autres ne se sont pas montrées jusqu'à ce jour disposées à faire les fonds nécessaires. Je pense d'ailleurs qu'il convient avant de les appeler à délibérer de nouveau sur ce point, que le pont de Sailly ait été construit pour que ces communes puissent alors se prononcer en pleine connaissance de cause.

Pont d'Hautmont.

Dans sa séance du 8 septembre dernier, le Conseil général a alloué sur le fonds spécial des chemins vicinaux une somme de 2,000 fr. à titre de subvention pour aider à la reconstruction du pont d'Hautmont, sous la réserve toutefois qu'en cas d'insuffisance des cotisations locales pour couvrir la dépense totale de l'adjudication des travaux diminuée des 2,000 fr. de la subvention départementale, le vote de cette subvention serait non avenu et le crédit annulé.

La commune d'Hautmont et les propriétaires des moulins ont persisté à refuser leurs contingents dans les frais de reconstruction du pont ; mais la compagnie des hauts-fourneaux de la Providence, tierce partie intéressée, s'est engagée à solder de ses deniers toute la différence entre la dépense et la subvention départementale, en se réservant de répéter ultérieurement à ses risques contre la commune et les propriétaires des moulins, les sommes qu'elle aurait payées en sus de sa part contributive.

Les ressources étant ainsi assurées et la condition imposée par le Conseil général se trouvant remplie, j'ai fait procéder à l'adjudication des travaux. Des ordres ont été donnés pour qu'ils fussent exécutés pendant le chômage de la navigation.

Ponts d'Hautmont. — Exhaussement du pont de l'écluse.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes émet le vœu que la compagnie concessionnaire de la Sambre, qui fait actuellement élever de 80 centimètres le tablier du pont sur l'écluse à Hautmont, soit contrainte d'exhausser également le pont du déversoir en la même commune, afin d'obvier aux dangers que présenterait la pente du chemin entre les deux ponts sur une longueur de 30 mètres et à proximité du canal.

M. le Maire d'Hautmont m'a adressé une réclamation dans le même sens et j'ai reconnu avec regret qu'il ne m'était pas possible de l'accueillir.

L'administration ne peut en effet contraindre la compagnie à faire des travaux pour prévenir l'aggravation de pente qui résultera du relèvement du pont de l'écluse, attendu que son contrat ne contient aucune clause qui permette de lui imposer cette obligation. Dans les cahiers des charges des concessions faites postérieurement à celle de la Sambre, il a été spécifié que les compagnies concessionnaires seraient tenues d'exécuter tous les raccordements nécessaires pour que les pentes des voies vicinales traversées n'excèdent pas 0.06 centimètres par mètre ; mais cette condition ne se trouve pas dans le cahier des charges de la Sambre, et elle y existerait qu'elle ne donnerait aucun moyen pour obliger les compagnies à donner satisfaction à la réclamation de la commune, puisque la pente entre les deux ponts de la commune d'Hautmont sera, après le relèvement du pont de l'écluse, de 0,0448 par mètre, c'est-à-dire inférieure de 0,0152 au maximum de pente autorisée par les cahiers des charges.

D'un autre côté, l'exhaussement demandé du pont du déversoir rendrait presqu'inaccessible l'usine qui est établie près de ce pont et qui se trouve déjà en contre-bas de 0,35 ; et l'administration, si elle exécutait ce travail, aurait à répondre aux demandes d'indemnités qui lui seraient très-probablement faites par le propriétaire de l'établissement.

Tels sont les motifs qui m'ont empêché de répondre comme je l'aurais désiré à la réclamation de la commune d'Hautmont.

Pont de Recquignies. — Pont de Moustier.

Le Conseil général a emis le vœu, en 1849, qu'un secours de 400 fr. fût accordé à la commune de Recquignies pour la construction d'un pont. Il a en même temps prononcé l'ajournement, pour défaut de justifications, d'une demande du Conseil d'arrondissement d'Avesnes tendant à faire allouer un subside à la commune de Moustier aussi pour la construction d'un pont.

J'ai l'honneur de faire connaître au Conseil que le secours sollicité par la commune de Recqui-

gnies a été accordé et que les travaux ont été mis en adjudication au mois de février dernier ; ils doivent être maintenant terminés.

La commune de Moustier vient de produire les justifications qui lui ont été demandées pour l'instruction de sa demande. La dépense du pont dont elle sollicite la construction sur l'Helpe-Majeure, est évaluée à 12,000 fr. ; dans l'impossibilité où elle est d'y pourvoir à l'aide de ses seules ressources, elle demande que l'Etat et le département y contribuent pour les deux tiers, et s'impose une contribution extraordinaire de 4,000 fr. pour le paiement de l'autre tiers.

Je ne pense pas qu'il soit possible d'espérer un secours de l'Etat pour cette destination ; l'autorité supérieure, si la demande lui est soumise, fera certainement remarquer que c'est au département qu'il appartient d'accorder le subside sur les fonds affectés au service de la vicinalité. D'un autre côté, la commune qui ne possède ni biens, ni revenus, n'a pas les moyens d'élever sa cotisation aux deux tiers de la dépense. Le principal de ses quatre contributions directes étant de 2,007 fr., l'imposition extraordinaire de 4,000 qu'elle a votée représente 20 centimes additionnels pendant 10 ans ; tout ce qu'elle peut faire c'est de porter son imposition au maximum de 12 ans ; cette contribution produirait alors 4,800 fr., et il resterait à pourvoir à une insuffisance de 7,200 francs.

Il faudrait donc, dans le cas très-probable du refus de concours de l'Etat, que le département se chargeât seul de couvrir cette insuffisance. Or ce serait grever le fonds subventionnel d'un sacrifice, et, avant de le lui imposer, je désire être fixé d'une manière positive sur le degré d'intérêt que présente la construction du pont au point de vue de l'importance des communications qu'il serait appelé à desservir ; j'ai besoin d'ailleurs de faire examiner si la section de 4^{m} 50^{c} attribuée au pont de Moustier serait suffisante pour prévenir tout obstacle à l'écoulement des eaux de la vallée.

Je prendrai des renseignements en temps et lieu afin d'être en mesure de juger de la suite dont cette affaire est susceptible ; quant à présent elle n'est point en état, et ne me paraît devoir être l'objet d'aucune décision.

Ponts des places de guerre

Dans sa dernière session, le Conseil général a émis le vœu que la traverse des fortifications et les ponts des places de guerre soient élargis et dégagés de tous les obstacles à la circulation et que des trottoirs continus y soient établis pour la facilité et la commodité des piétons.

Ce vœu a été provoqué par une délibération du Conseil municipal de Maubeuge.

M. le Ministre de la guerre à qui il a été soumis, a fait connaître qu'il ne s'opposerait pas à l'élargissement des ponts, pourvu que la dépense en fût faite par le département des travaux publics

Mais M. Ministre de ce dernier département a fait observer qu'en raison de l'insuffisance des ressources de son budget, il ne pourrait donner suite à la demande que dans le cas où la ville de Maubeuge consentirait à supporter la plus grande partie de la dépense.

Cette réponse a été communiquée à l'administration municipale qui jusqu'ici n'a fait aucune proposition nouvelle sur le même objet.

Watteringues. — Réglements.

Le Conseil général a reconnu, dans sa dernière session, qu'il y avait lieu d'accueillir les réclamations présentées par différentes communes de l'arrondissement de Dunkerque pour obtenir la modification des réglements relatifs à l'administration des Watteringues, et il a, en conséquence,

adhéré, moyennant quelques amendements, au projet présenté à cet effet par MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées.

M. le Ministre des Travaux publics, à qui les pièces de cette affaire ont été transmises, a considéré que l'administration des Watteringues, organisée par un décret qui a force de loi, fonctionne depuis 40 ans, qu'elle a rendu et rend encore aujourd'hui les plus utiles services et qu'il serait dès lors, dangereux de modifier une institution aussi ancienne pour y introduire des innovations dont le mérite, dit-il, est fort contestable; que d'ailleurs cette institution peut se prêter aux modifications reconnues utiles d'un commun accord, telles que l'interdiction aux conducteurs spéciaux de toute participation à l'entreprise des travaux et l'admission des maires à présenter leurs observations lors de la formation du budget.

En conséquence, il a décidé, le 18 février dernier, qu'il y avait lieu de préparer pour être soumis à mon approbation et à l'homologation ministérielle, un réglement dans lequel on s'efforcerait de donner satisfaction aux réclamations fondées qui se sont produites et au vœu émis par le Conseil général, tout en maintenant les dispositions du décret du 12 juillet 1806.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le nouveau projet rédigé dans ce sens par MM. les ingénieurs, et j'y joins la délibération des commissions administratives des quatre sections des Watteringues préalablement entendues sur les modifications à faire au réglement actuel. J'y joins également une délibération par laquelle le Conseil d'arrondissement, tout en adhérant aux dispositions proposées, réitère les deux propositions qu'il a faites en 1849 pour que le nombre des administrateurs soit porté de 5 à 7 et que les fermiers porteurs de procurations soient admis à représenter leurs propriétaires lors même qu'ils ne posséderaient pas 10 hectares.

Le nouveau projet de réglement me paraît répondre aux besoins sérieux et reconnus, dans une mesure convenable. Je prie toutefois le Conseil général de l'examiner et d'émettre son avis sur ses dispositions.

Projet de loi sur la police du roulage.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un exemplaire du projet de loi que M. le Ministre des Travaux publics vient de présenter à l'Assemblée législative, pour déterminer les conditions de la circulation sur les routes nationales et départementales.

L'étude approfondie de cette question si importante et depuis si longtemps débattue, a amené M. le Ministre à reconnaître que le moment est venu d'affranchir le roulage des conditions restrictives qui lui ont été imposées jusqu'à présent.

Le projet de loi est conçu dans ce sens; il accorde au roulage une liberté complète, quant aux poids et aux largeurs de jantes, et se borne à énoncer les mesures de police qu'il est indispensable de prendre ou de conserver.

M. le Ministre espère que le pays verra dans cette proposition une preuve de plus des constantes préoccupations du Gouvernement pour toutes les améliorations qui intéressent l'agriculture et l'industrie.

Le Conseil général remarquera que le projet de loi ne fait aucune mention du roulage sur les chemins vicinaux. On conçoit que l'administration ne peut songer à imposer à la circulation sur ces voies secondaires les restrictions dont elle tend à affranchir le roulage des grandes routes, mais il serait au moins à désirer que les mesures de police prévues dans le projet, qui sont en même temps des mesures de conservation, fussent rendues applicables aux chemins vicinaux.

Je prie le Conseil de vouloir bien exprimer son opinion sur la nouvelle loi proposée par le Gouvernement.

Droits sur les pierres venant de Belgique.

Le Conseil d'arrondissement de Lille a, en 1849, fait remarquer que les pierres brutes venant de Belgique et destinées au pavage des chemins, ne devraient pas être assujetties au même droit que les pierres travaillées; il a demandé que des instructions fussent données en conséquence au directeur de l'administration des douanes.

Ce vœu ayant été appuyé par le Conseil général, a été transmis à M. le Ministre des Finances, qui, dans une lettre en date du 9 novembre 1849, a fait connaître que la nécessité de cette mesure était reconnue en principe par les départements du commerce et des finances, et qu'elle ferait l'objet d'une disposition dans le projet de loi de douanes qui sera le plus prochainement soumis à la Législature.

Pierres bleues de l'arrondissement d'Avesnes.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, renouvelé le vœu que, dans les marchés de travaux à passer par l'État, l'obligation de recourir aux produits des carrières belges ne soit plus imposée aux entrepreneurs, attendu que l'industrie des carrières de l'arrondissement d'Avesnes occupe un très-grand nombre d'ouvriers, et que la pierre bleue de cet arrondissement offre des produits qui soutiennent avec avantage la comparaison avec ceux des meilleures carrières étrangères.

Ce vœu a été transmis à MM. les Ministres de la Guerre et des Travaux publics.

M. le Ministre des Travaux publics a, par une décision du 3 janvier dernier, approuvé la proposition faite par M. l'ingénieur en chef du département, d'insérer dans les devis du service des ponts-et-chaussées une clause d'après laquelle les entrepreneurs seront admis à présenter à la réception des pierres de taille provenant des carrières de l'arrondissement d'Avesnes, pourvu qu'elles aient les qualités requises, et à la condition que, sauf les cas d'urgence, il s'écoulera, dans l'intérêt des vérifications nécessaires, un an au moins entre le moment de leur dépôt sur les chantiers et celui de leur emploi.

M. le Ministre de la Guerre m'a fait connaître qu'il résulte des renseignements recueillis à cet égard :

1.° Que dans aucune des places du Nord la pierre de provenance française n'est proscrite d'une manière absolue, non plus que la pierre belge n'est imposée aux entrepreneurs à l'exclusion de toute autre;

2.° Qu'à mérite et prix égaux, la pierre française serait acceptée des fournisseurs sans difficulté, mais que généralement ils ne peuvent la procurer à aussi bon marché, et avec la même perfection de taille et de grain que la pierre de Belgique;

3.° Que dans les places de Lille, Douai, Bouchain et Condé, l'emploi de la pierre de Soignies a été préféré avec raison à la pierre de Marbaix, prise pour terme de comparaison, par ce triple motif que la pierre de Marbaix, parsemée de veines blanches et de durillons, est sujette à des déchets considérables, qu'elle s'exploite dans des carrières assez disséminées, où l'on ne peut obtenir la plupart du temps de gros blocs sans s'engager à prendre aussi des petits; qu'enfin les frais de transport à pied-d'œuvre de cette même pierre sont beaucoup plus élevés que ceux auxquels sont maintenant assujetties les pierres des carrières de Soignies, desservies par le chemin de fer du Nord.

4.° Que d'autre part les places frontières ont exigé, depuis dix ans, en ce qui concerne les travaux militaires, une consommation annuelle de pierre dure assez peu importante, et que rien ne fait présumer que l'emploi en devienne plus considérable d'ici à quelques années.

Tel est le résultat de mes démarches ; s'il laisse à désirer au point de vue des travaux militaires, il satisfait au moins en partie au vœu du Conseil en ce qui concerne les travaux des ponts-et-chaussées.

Liste des électeurs appelés à faire partie des jurys d'expropriation.

Aux termes de l'article 29 de la loi du 3 mai 1841, le Conseil général doit, dans sa session annuelle, désigner pour chaque arrondissement de sous-préfecture, sur la liste des électeurs, 36 personnes au moins et 72 au plus ayant leur domicile réel dans l'arrondissement, et parmi lesquelles sont choisis jusqu'à la session suivante du Conseil général les membres du jury spécial appelé, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

D'après l'article 47 de la même loi, les noms des jurés qui ont fait le service d'une session ne peuvent être portés sur le tableau dressé par le Conseil général pour l'année suivante.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée un cadre en blanc pour l'inscription des 72 jurés par arrondissement à désigner pour le service de 1851. J'y joins le tableau arrêté en 1849, et sur lequel j'ai indiqué par un signe les noms des jurés qui ont été appelés à siéger pendant l'année 1850.

Je recommande la formation de la nouvelle liste aux soins particuliers du Conseil général.

Caserne de gendarmerie du Quesnoy.

Le Conseil général a alloué au budget départemental de 1849 (art. 23, sous-chapitre 1.er), un crédit de 400 fr. pour la reconstruction du mur de clôture de la caserne de gendarmerie du Quesnoy.

Les travaux ont été commencés, mais le chef du génie de la place s'est opposé à leur exécution, sur le motif qu'une partie du mur dont il s'agit est située dans le périmètre du terrain légal de la rue militaire.

Mon prédécesseur a alors sollicité de M. le Ministre de la Guerre l'autorisation de continuer la reconstruction. M. le Ministre, considérant qu'il s'agit d'un établissement d'utilité publique et qu'une palissade, même en planches jointives, ne serait pas une clôture convenable pour une caserne de gendarmerie, a décidé que le rétablissement de la clôture en maçonnerie serait permise exceptionnellement, mais à la condition que je souscrirai, suivant les formes voulues et avec l'autorisation du Conseil général, la soumission de démolir cette portion de mur et de faire place nette, aux frais du département et sans indemnité, à la première réquisition de l'autorité militaire, dans le cas prévu par la loi.

Les travaux sont maintenant terminés, mais je dois fournir l'engagement exigé par M. le Ministre de la Guerre, et je prie le Conseil général de vouloir bien m'y autoriser.

Palais-de-justice de Lille. — Statues.

Le Conseil général a émis l'année dernière le vœu que les statues colossales placées en avant du péristyle du palais-de-justice de Lille fussent enlevées par les soins de l'administration municipale.

J'ai l'honneur d'informer le Conseil que M. le Maire de Lille a fait procéder à l'enlèvement de ces statues.

Etablissement thermal de Saint-Amand.

Le Conseil général s'est justement préoccupé dans ses dernières sessions, de la situation de l'établissement thermal de Saint-Amand.

Le service de cet établissement avait paru en 1849 remis dans des conditions un peu meilleures que celles dans lesquelles il se trouvait l'année précédente, mais depuis lors son état s'est de nouveau aggravé, et il y a aujourd'hui nécessité de prendre un parti, si on ne veut voir cet utile établissement continuer à déchoir et cesser de remplir sa destination.

Pour l'intelligence de la situation actuelle, je crois devoir remonter aux faits antérieurs.

L'établissement thermal a été concédé pour 27 ans aux sieurs Pique et Liermain, par acte d'adjudication publique en date du 5 août 1839.

Aux termes de cette adjudication, les concessionnaires étaient tenus :

1.° D'exécuter, dans un délai de dix-huit mois, les travaux nécessaires, évalués à 234,000 fr.

2.° De garnir et de tenir l'établissement constamment garni d'un mobilier convenable et suffisant pour sa destination.

3.° D'entretenir les bâtiments, jardins, meubles, objets de service, etc., pour le tout être remis en bon état au département à la fin du bail.

En retour de ces charges, l'administration a promis aux concessionnaires de leur payer, après l'exécution des travaux, deux primes, montant ensemble à 50,000 francs, plus une somme de 10,000 francs, provenant des revenus antérieurement cumulés de l'établissement ; elle leur a en outre accordé la jouissance, pendant le temps fixé, du prix des bains, des boues, douches, etc., ainsi que celle des autres produits de l'exploitation et des fruits naturels des terrains.

Les conditions imposées aux entrepreneurs ont d'abord été remplies. Les travaux ont été exécutés ; ils ont été vérifiés et reçus ; le mobilier nécessaire a été fourni. De son côté, l'administration a payé aux concessionnaires les primes, montant ensemble à 60,000 francs, qu'elle leur avait assurées.

Pendant les premières années, aucune plainte ne s'est élevée ; le service de l'établissement a été fait d'une manière assez satisfaisante. Les choses cependant ne tardèrent pas à changer de face.

Il paraît que dès l'origine les sieurs Pique et Liermain adjudicataires s'étaient adjoint sans l'adhésion de l'administration, un troisième associé, le sieur Bouvelle. Un acte authentique du 28 octobre 1842 constate à la fois cette participation du sieur Bouvelle aux intérêts de la société et la rétrocession faite par le sieur Pique aux sieurs Liermain et Bouvelle, de ses droits à la concession pour l'avenir.

Par suite de la retraite du sieur Pique, un acte de société fut passé devant notaire, le 27 juin 1844, entre les sieurs Liermain et Bouvelle, pour l'exploitation du bail des eaux jusqu'à la fin de la concession.

Mais les sieurs Bouvelle et Liermain ne purent s'accorder, et une sentence arbitrale du 28 juin 1847 prononça la dissolution de la société qui existait entre eux pour l'exploitation de l'établissement thermal.

Cette sentence ordonna en outre la mise en vente, tant du droit de bail de l'établissement pour le temps restant à courir des 27 ans, que du mobilier social. Un sieur Lemaire se rendit alors adjudicataire et forma une société nouvelle avec le sieur Bouvelle.

Mais le sieur Lemaire ne payant pas le prix de son acquisition, une revente à folle enchère fut provoquée contre lui, et il fut dans le même moment incarcéré pour dettes. Des prêteurs de fonds, paraît-il, le tirèrent ultérieurement de cette position.

On conçoit combien ces rétrocessions de droits, ces procès, ces dissentions continuelles entre les associés, qui toutes avaient pour cause un état de profonde pénurie, ont dû apporter de perturbation dans le service des eaux ; aussi ce service était-il en 1848 gravement négligé : les bâtiments, les jardins, le mobilier étaient en mauvais état, et l'établissement abandonné à la garde d'un concierge sans mission pour pourvoir à son entretien. Ce n'est pas sans motifs que le Conseil général et l'administration s'émurent de cette situation.

Il s'est élevé alors plusieurs questions, celles de savoir :

1.° Si l'acte de la concession devait être considéré comme un simple bail à la charge de travaux d'amélioration, ou comme une entreprise de travaux publics ;

2.° Si les droits des adjudicataires primitifs avaient pu être légalement transmis à des tiers ;

3.° S'il y aurait lieu de poursuivre devant le conseil de préfecture la résiliation du contrat résultant de l'adjudication du 5 août 1839.

Conformément au vœu du Conseil, mon prédécesseur a formé une commission de jurisconsultes à l'effet d'obtenir son avis sur ces questions ainsi que sur les mesures à prendre dans l'intérêt des droits du département.

Cette commission, d'accord avec les termes du rapport fait au Conseil général en 1848 par son sixième bureau, a considéré le traité passé entre l'administration et les sieurs Pique et Liermain comme ayant le caractère d'une entreprise de travaux publics ; elle en a tiré la conséquence que la jouissance des produits de l'établissement, qui forment en partie le prix des travaux adjugés, a pu être valablement l'objet des transmissions successives qui ont eu lieu sans l'intervention de l'administration.

Mais MM. les jurisconsultes ont en même temps exprimé l'opinion que si le concessionnaire ou celui qui est à ses droits ne remplissait pas les obligations qui lui sont imposées, s'il dégarnissait l'établissement de son mobilier, s'il ne l'entretenait pas convenablement et s'il ne peut fournir aux personnes qui fréquentent l'établissement tout ce qu'elles ont le droit d'attendre de lui, alors naîtrait pour le département le droit d'ouvrir l'action en résolution ou en dommages-intérêts pour raison de l'inexécution des engagements contractés.

L'administration aurait dès 1849, intenté l'action en résiliation si les craintes qui avaient été conçues s'étaient alors réalisées. Mais pour éviter l'élimination dont ils étaient menacés, les concessionnaires ont fait un dernier effort ; ils ont exécuté quelques réparations aux bâtiments et au mobilier et se sont mis en mesure de recevoir les baigneurs. Le service de la saison dernière s'est fait aussi passablement que possible, eu égard à la position précaire des entrepreneurs.

Informé que ces conditions tout incomplètes qu'elles étaient, ne s'étaient pas maintenues en 1850, je me suis rendu en juillet dernier sur les lieux, avec MM. les membres du Conseil général représentant l'arrondissement de Valenciennes, et j'ai pu m'assurer par moi-même de la situation réellement fâcheuse de l'établissement et de tout ce que cette situation laissait à désirer.

Toute direction est pour ainsi dire abandonnée. Celui des concessionnaires qui s'occupait plus spécialement du service a été récemment l'objet d'une poursuite judiciaire qui l'a tenu et le tient sans doute encore éloigné de l'établissement, et l'autre, absorbé par sa profession, ne fait que de rares apparitions aux eaux. Le soin de l'établissement se trouve aujourd'hui confié à un restau-

rateur de Valenciennes qui ne s'occupe guères que de ce qui concerne sa profession habituelle. Quant aux détails qui se rattachent au service de santé, on dirait que c'est le point le plus secondaire ; les bains, les douches, etc., sont entièrement négligés;rien n'est préparé pourprocurer aux baigneurs les soins que leur état de santé exige et les distractions que réclame leur position ; aussi, malgré les cures nombreuses que l'usage des boues a produites, malgré leur situation avantageuse, malgré les facilités d'accès que leur procurent lesnouvelles voies de communication, les thermes de Saint-Amand ne jouissent pas de la réputation qui s'attache aux établissements de même nature existant soit en France soit à l'étranger, et tandis que partout l'affluence augmente, nos eaux ne sont guères fréquentées que le dimanche par quelques familles de Valenciennes qui s'y rendent, non pour y prendre les bains, mais pour y jouir de l'air et du spectacle de la campagne.

Ainsi, cet établissement d'une si grande utilité pour le pays et pour lequel le département s'est imposé de si grands sacrifices, se trouve aujourd'hui transformé en une espèce d'hôtellerie, en un lieu public de promenade.

Cependant, que l'on parcourre le cahier des charges de l'adjudication, et quoi qu'il laisse grandement à désirer pour la précision et les garanties, on verra à chaque page, à chaque article, que l'intention de l'administration départementale, en exigeant des entrepreneurs de grands travaux et des dépenses d'ameublement et d'embellissement, en leur accordant des primes considérables et en leur conférant une jouissance de 27 années, a été de faire monter les thermes de Saint-Amand au rang des établissements thermaux les plus complets, les plus utiles, les plus suivis, et de procurer à nos eaux toute la réputation et la vogue qu'elles méritent par leur efficacité.

Or, ce but est loin d'avoir été atteint. Le service, au lieu de s'améliorer, est tombé au-dessous de ce qu'il était avant la concession. Les entrepreneurs ne remplissent plus les conditions que leur contrat leur impose puisqu'ils ne peuvent fournir aux malades qui se présentent à l'établissement les moyens curatifs et les soins qu'ils sont en droit d'y rencontrer.

Dans cette situation, le droit de l'administration d'ouvrir l'action en résolution me paraît évident.

Je pense qu'il est urgent de faire usage de ce droit, car plus longtemps l'établissement sera laissé dans la main de ceux qui l'exploitent, plus il dépérira et plus il sera difficile ensuite de le replacer dans de bonnes conditions et de rétablir sa réputation.

La science et les progrès de l'hygiène ont imaginé des procédés nouveaux, des perfectionnements qu'on s'est empressé d'introduire dans les établissements thermaux et qu'il serait indispensable d'adopter également chez nous, pour soutenir la concurrence des entreprises similaires. D'autres améliorations seraient aussi à faire au point de vue du comfort, de la distraction et de l'agrément des baigneurs, toutes choses qui manquent presque entièrement dans notre établissement et sont pourtant de première nécessité.

Mais les améliorations et les perfectionnements exigeraient de grandes dépenses que des concessionnaires à temps, comme les concessionnaires actuels, seraient peu désireux ou dans l'impossibilité de faire. De son côté, le département, s'il rentrait en possession de l'établissement thermal, ne pourrait pas s'imposer les sacrifices nécessaires ; c'est là une spéculation qui ne convient pas à un département.

Il n'y a qu'un parti à prendre ; c'est, une fois la résiliation de la concession obtenue, de procéder à une aliénation définitive du domaine de Saint-Amand, en imposant à l'acquéreur des conditions

qui l'obligent à conserver ce domaine à sa destination d'établissement thermal, à y faire toutes les dépenses de perfectionnement et d'amélioration nécessaires pour en assurer le service d'une manière utile au pays, et en prenant toutes les précautions et garanties pour assurer l'exécution de ces obligations.

Une industrie intelligente, investie du droit de propriété et pourvue de capitaux suffisants, saura, dans des vues d'avenir, assurer la prospérité de l'établissement, en organisant le service des eaux de manière à y attirer les malades, en introduisant successivement dans ce service les méthodes nouvelles indiquées par la science, et en procurant aux baigneurs les agréments du bien-être matériel et de la bonne compagnie, les distractions et les amusements qui font partie du système curatif dans tous les établissements du même genre. Ces conditions sont indispensables pour faire reconquérir aux thermes de Saint-Amand l'importance qu'ils n'auraient pas dû perdre; un intérêt de propriété, un intérêt de famille et d'avenir est, je le répète, seul capable de la réaliser.

J'ai, en conséquence, l'honneur de proposer au Conseil général de m'autoriser :

1.° A poursuivre devant le Conseil de préfecture la résiliation de la concession de l'établissement thermal de Saint-Amand, conférée par acte d'adjudication en date du 5 août 1839, aux sieurs Pique et Liermain, aujourd'hui représentés par les sieurs Lemaire et Bouvelle;

2.° A procéder à l'aliénation définitive de cet établissement, avec publicité et concurrence, et aux conditions ci-dessus indiquées.

OBJETS DIVERS.

Frais d'administration de la préfecture.

Conformément aux dispositions d'une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur du 9 février 1841, j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, à titre de renseignement, le compte d'emploi de la partie du fonds d'abonnement de la préfecture affectée pendant l'année 1849, aux traitements des employés et des gens de service. Je prie le conseil de me donner acte de cette communication.

J'y joins les délibérations qui ont été prises par les Conseils d'arrondissement sur les comptes des frais d'administration des sous-préfectures.

Employés des Sous-Préfectures.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes renouvelle les vœux qu'il a plusieurs fois exprimés pour que dans la loi future sur l'organisation départementale, il soit inséré une disposition qui fasse entrer les employés des sous-préfectures dans la classe des fonctionnaires publics et les soumette à une hiérarchie.

Le Conseil général a eu déjà à s'occuper de cette question dont il a cru devoir, sans rien préjuger, laisser la solution au Gouvernement qui peut seul en juger la portée et en apprécier les conséquences.

Conseils de Préfecture. — Procédure au contentieux.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a émis le vœu que les séances des Conseils de préfec-

ture fussent publiques en matière contentieuse et que les parties eussent la faculté de s'y faire représenter par des avocats.

Déjà le Conseil général a exprimé à diverses reprises des vœux analogues. Il jugera s'il y a lieu de les renouveler.

Hôtel de sous-préfecture à Valenciennes.

La sous-préfecture de Valenciennes est placée dans une maison prise à loyer, dont le bail expire en 1851, et qui est insuffisante pour sa destination.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes demande qu'au lieu de chercher à prendre en location une autre maison plus convenable, le département fasse l'acquisition d'un hôtel réunissant toutes les conditions désirables d'étendue et de convenance.

Il est fort à désirer sans doute que l'établissement de la sous-préfecture de Valenciennes puisse devenir permanent comme le sont les établissements des autres sous-préfectures ; mais les considérations d'économie ne doivent pas être négligées, et avant de voter une dépense aussi importante, le Conseil général voudra sans doute s'entourer de renseignements précis sur les maisons qui pourraient être à vendre à Valenciennes, sur les convenances qu'elles pourraient offrir et sur le prix qu'on en demanderait. Le loyer de 2,400 fr. que le département paie aujourd'hui représente à 4 pour cent un capital de 60,000 fr. Il conviendrait de ne pas dépasser ce chiffre, dans le cas d'une acquisition.

Le bail de la sous-préfecture actuelle a été passé pour six ou neuf ans, la sixième année expire en 1851. La situation des choses est telle qu'il ne peut y avoir lieu de la maintenir pendant trois années encore, et je propose au Conseil de m'autoriser à donner congé au propriétaire et à faire rechercher un autre hôtel. Si l'on trouvait des bâtiments tout-à-fait convenables, on pourrait, pendant la durée du bail, traiter avec le propriétaire pour l'acquisition.

Je prie le Conseil général de se prononcer sur la question.

Le Conseil d'arrondissement demande l'allocation d'un crédit de 350 fr. pour le renouvellement des cartons de la sous-préfecture ; mais je ne puis à ce sujet faire aucune proposition, parce que d'une part l'état estimatif de la dépense n'est pas produit, et d'autre part la somme de 1,200 fr. fixée par les instructions ministérielles pour le mobilier des bureaux de sous-préfectures ayant été totalement employée pour celle de Valenciennes, il ne pourrait être fait de nouvelles dépenses que dans le cas où l'on mettrait à la réforme des objets hors de service pour une valeur égale au nouveau crédit demandé.

Route départementale N.° 11. — Cession réciproque de terrains.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général avec un plan des lieux et des rapports de MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées, ainsi que de M. le directeur des domaines, une proposition de M. Leboucq-Rubin, propriétaire à Emers, par laquelle il s engage à vendre au département pour le prix de 400 francs, une parcelle de terrain contenant 70 mètres 05 centimètres, faisant saillie sur la route départementale N.° 11 de Cambrai à Guise, et sur laquelle se trouvent des bâtiments qu'il s'oblige à démolir.

Le département de son côté lui concéderait 34 mètres 45 centimètres de terrain pour reporter un autre bâtiment sur l'alignement de la route, moyennant le prix de 68 fr. 90 cent.

M. le directeur des domaines en émettant son avis en faveur de cet arrangement, réclame le

remboursement au profit du Receveur de Clary, d'une somme de 5 fr. 07 cent. qu'il a avancées pour frais de timbre et d'enregistrement d'un arrêté qui accordait une cession de terrain au sieur Leboucq, et qui n'a pas reçu d'exécution.

L'inspection du plan démontre que les propositions du sieur Leboucq sont conformes aux intérêts du département, au point de vue du redressement de la route N.° 11. J'estime en conséquence qu'il y a lieu de les accueillir et d'autoriser l'imputation sur les fonds d'entretien de la route, tant de l'indemnité de 400 fr. à payer au sieur Leboucq, que des 5 fr. 07 cent. réclamés par le receveur des domaines de Clary.

La somme de 68 fr. 90 cent. revenant au département figurera en recette au budget.

Douanes. — Établissement d'une brigade à Esquelbecq et déplacement du bureau de l'Étoile à Hondschoote.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a délibéré sur deux demandes formées l'une par la commune d'Esquelbecq, à l'effet d'obtenir l'établissement d'une brigade de douanes, l'autre par la commune d'Hondschoote, pour le déplacement du bureau des douanes de l'Étoile.

Ces deux demandes, communiquées par M. le Sous-Préfet à M. le directeur des douanes, ont donné lieu à des avis négatifs.

En ce qui concerne Esquelbecq, M. le directeur pose en fait que l'établissement d'une brigade n'aurait pas pour combattre la fraude les résultats espérés par le Conseil municipal.

En ce qui concerne le bureau de l'Étoile, il fait observer que le rapprochement de ce bureau des abords de la ville d'Hondschoote favoriserait la fraude, en rendant sur ce point de la frontière la surveillance presque nulle.

Le Conseil d'arrondissement n'insiste pas sur l'établissement d'une brigade à Esquelbecq, mais il regrette la détermination prise à l'égard du bureau de l'Étoile, et il exprime le vœu que cette affaire soit soumise à un nouvel examen.

Le Conseil général jugera s'il y a lieu d'appuyer ce vœu.

Aliénation des bois de l'État.

La loi du 7 de ce mois portant fixation des recettes de 1851, autorise par son article 12 le Ministre des Finances à aliéner à partir de 1851 et dans le délai de trois années, des bois de l'État jusqu'à concurrence de 50 millions. Les bois qui pourront être aliénés sont indiqués dans un tableau annexé à la loi. Ils comprennent pour le département du Nord deux bois situés sur le territoire de Maubeuge; savoir :

1.° Bois de Maubeuge, contenant	280 hect. 56 cent.
2.° Bois du Tilleul.	91 77
Total.	372 hect. 33 cent.

L'article déjà cité appelle les Conseils généraux des départements où les bois sont situés, à constater, avant l'aliénation, leur adhésion à la vente et à la faculté de défricher.

Pour éclairer à ce sujet l'opinion de MM. les membres du Conseil, M. le Ministre leur a fait

distribuer une note détaillée qui établit parfaitement l'état de la question et qui mettra l'assemblée en état de se prononcer avec pleine connaissance de cause.

Régime hypothécaire.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a cru devoir, dans sa délibération du 27 juillet dernier, émettre divers vœux sur les modifications qu'il lui paraît utile de faire subir au régime hypothécaire, dont la réforme est en ce moment soumise aux études d'une commission de l'Assemblée législative.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a également pris deux délibérations qui se rattachent aux mêmes questions.

Le Conseil général jugera si ces vœux sont de nature à être appuyés par lui auprès du gouvernement.

Boissons. — Droits et licences.

Le Conseil général a émis dans sa dernière session des vœux tendant à ce que dans la nouvelle loi à intervenir sur les boissons, les droits sur l'alcool fussent augmentés et que le droit de licence ne fût pas applicable aux débitants qui ne vendent pas de vin.

Ces vœux ont été transmis à M. le Ministre des Finances.

La loi du 20 décembre 1849 a maintenu, pour 1850, l'impôt sur les boissons tel qu'il est établi par la législation en vigueur, et a ordonné une enquête sur les questions diverses qui se rattachent à cet impôt.

Le vœu du Conseil général aura pris naturellement sa place parmi les documents à consulter par la commission d'enquête.

Tabacs. — Réglement de culture.

Le Conseil général a, dans ses sessions de 1848 et 1849, exprimé des vœux pour qu'il fût apporté divers changements aux dispositions des arrêtés annuels sur la culture du tabac, principalement en ce qui concerne le mode de nomination des experts chargés du classement des récoltes présentées aux magasins.

Ces vœux ont été soumis à MM. les Ministres des Finances et de l'Agriculture et du Commerce. Leurs réponses détaillées ci-jointes font connaître les motifs pour lesquels ils ne les ont pas jugés susceptibles d'être accueillis.

Ci-joint deux délibérations des Conseils d'arrondissement de Lille et Hazebrouck concernant le même objet.

Tabacs. — Permissions de culture.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 12 février 1835, sur les tabacs, les permissions de cultiver cette plante doivent être délivrées dans chaque arrondissement par une commission de cinq membres composée du Préfet ou de son délégué, président; du directeur des contributions indirectes, d'un agent supérieur du service de culture, d'un membre du Conseil général et d'un membre du Conseil d'arrondissement non planteur.

Les membres du Conseil général et des Conseils d'arrondissement doivent être désignés par les Conseils respectifs et à défaut par le Préfet.

Je prie le Conseil général de désigner ceux de ses membres qui feront partie des commissions à instituer l'année prochaine dans chacun des arrondissements de Lille et Hazebrouck pour la délivrance des permissions de cultiver du tabac en 1851.

Les deux Conseils d'arrondissement ont procédé aux nominations qui les concernent, ainsi qu'il résulte de leurs délibérations ci-jointes.

Biens communaux. — Législation.

Le Conseil général a demandé, dans sa dernière session, qu'il fût donné suite aux vœux qu'il avait précédemment exprimés pour la révision des lois qui régissent aujourd'hui l'administration des biens communaux.

Cette délibération a été transmise le 1.er octobre 1849 à M. le Ministre de l'Intérieur. Elle n'a jusqu'aujourd'hui été suivie d'aucun résultat.

Seulement une proposition, émanée de l'initiative parlementaire, a été soumise à la Chambre et a donné lieu a un rapport qui, ayant été déposé dans les derniers jours de la session, n'a pu être encore discuté.

Tout le monde cependant est d'accord pour reconnaître les imperfections du régime actuel des biens communaux, en ce qui concerne surtout ces vastes terrains exclusivement affectés au pâturage commun, et dont la mise en culture produirait d'immenses avantages, non seulement aux communes propriétaires, mais encore aux habitants qui pourraient les prendre à bail.

Les Conseils d'arrondissement de Douai et Valenciennes insistent avec beaucoup de raison pour qu'une loi intervienne prochainement sur cette importante matière.

Comptoirs nationaux d'escompte.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, sur la proposition d'un de ses membres, exprimé le vœu que le gouvernement maintienne l'institution des comptoirs nationaux d'escompte, en assurant leur existence par une loi définitive, et en les développant par son concours actif dans toutes les parties de la République.

Ce vœu a été transmis le 29 septembre 1849, à M. le Ministre des Finances qui n'a fait aucune réponse, mais les administrateurs du comptoir d'escompte de Lille ont pris l'initiative et ont demandé la prolongation de l'institution pendant six années. Tout fait espérer que cette demande dont l'instruction se complète en ce moment, recevra un accueil favorable. Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, par sa délibération ci-jointe, émet un vœu semblable pour le comptoir de cette ville.

Droits d'importation des houilles françaises en Belgique.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, exprimé le vœu que le droit d'importation des houilles françaises en Belgique fût réduit et mis en rapport avec le droit que paient les houilles belges à leur entrée en France.

Ce vœu a été transmis à M. le Ministre des Finances dont la réponse ci-jointe fait connaître que le Gouvernement s'occupe sérieusement de l'examen des questions qui s'y rattachent, mais qu'il ne

sera probablement possible d'entamer des négociations à ce sujet que lors de la révision du traité de commerce entre les deux pays, lequel ne doit expirer qu'en 1852.

Je joins au présent rapport une nouvelle délibération prise sur le même objet par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes.

Caisses d'Épargne.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, renouvelé le vœu déjà exprimé par lui pour que des caisses d'épargne fussent établies par l'initiative des Conseils municipaux, dans toutes les localités où ces institutions sont susceptibles de produire les heureux résultats qu'on doit en attendre.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck émet aujourd'hui un vœu semblable, mais il demande en outre que les caisses d'épargne qui vont être établies à Hazebrouck et à Bailleul, reçoivent des secours du Département ou du Gouvernement.

Déjà le Conseil général a été saisi de demandes semblables en faveur de ces mêmes villes, et il n'a pas cru devoir les accueillir d'après la considération que d'autres localités moins importantes et plus pauvres ont fondé des caisses d'épargne avec leurs propres ressources et sans réclamer de subvention. Le Conseil jugera s'il doit persister dans cette détermination.

Voici, du reste, la liste des communes du département où il existe des caisses d'épargne :

Lille, Roubaix, Tourcoing, Dunkerque, Cambrai, Avesnes, Maubeuge, Douai et Valenciennes.

Monnaie de Lille.

Le Conseil général a, dans ses sessions de 1848 et 1849, émis le vœu que la monnaie de Lille fût rétablie.

J'ai l'honneur de mettre sous ses yeux la réponse de M. le Ministre des Finances à la communication qui lui a été donnée de ce vœu.

Il en résulte que la monnaie de Lille n'a pas été supprimée, mais qu'en attendant que des mesures aient été prises pour la refonte des monnaies de cuivre, le directeur de cet établissement n'a pas jugé que la fabrication des pièces d'argent pût lui offrir des avantages assez certains pour compenser les dépenses considérables que nécessiterait la reprise des travaux.

Je joins ici, comme se rattachant à cet objet, une délibération du Conseil d'arrondissement de Dunkerque, tendant à ce que le gouvernement mette en circulation des centimes au lieu de liards.

Denain. — Demande d'érection en chef-lieu de canton.

Le Conseil général dans sa session de 1848, a passé à l'ordre du jour sur une demande formée par le Conseil municipal de Denain, dans le but d'obtenir l'érection de cette commune en chef-lieu de canton.

La demande n'était pas suffisamment instruite et elle méritait d'être examinée avec maturité et circonspection ; tels étaient les motifs de la détermination du Conseil.

L'affaire se reproduit aujourd'hui avec une délibération du Conseil d'arrondissement de Valenciennes réclamant une sérieuse et complète instruction.

Si le Conseil général émet le même vœu, je prendrai les mesures nécessaires pour que le dossier lui soit représenté dans sa session de 1851, en état de recevoir une solution.

Canton de Marcoing. — Demande de la commune de Masnières tendant à la translation du chef-lieu.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai a émis un avis défavorable sur une demande que vient de renouveler le Conseil municipal de Masnières (canton de Marcoing), à l'effet d'obtenir que le chef-lieu du canton fût transféré dans cette commune.

Cette demande s'est produite plusieurs fois devant le Conseil général. Elle a été, après une instruction complète et approfondie, rejetée définitivement par une délibération en date du 28 août 1845. Il y a aujourd'hui d'autant plus de raison de maintenir cette décision, que l'exécution prochaine du chemin projeté de Cambrai à Metz-en-Couture facilitera les relations des communes du canton de Marcoing avec le chef-lieu actuel

Hameau du Rosendael. — Demande d'érection en commune.

Le hameau du Rosendael se trouve aujourd'hui divisé entre les communes de Teteghem et Coudekerque-Branche.

Ces deux portions que leur industrie et leurs intérêts tendent à rapprocher, sollicitent depuis longtemps leur réunion administrative, et dans l'intention de la faciliter elles ont fait construire une église et ont obtenu leur érection en succursale.

Mais la commune de Coudekerque Branche qui déjà, en vertu d'une loi du 2 février 1850 a dû céder à la ville de Dunkerque une portion de son territoire comprise dans le périmètre des fortifications, n'aurait pu être maintenue comme unité municipale si on en avait distrait la partie du Rosendael qu'elle possède encore. De cette circonstance est née une idée qui tendait à supprimer cette commune et à en partager le territoire entre les communes voisines de Cappelle, Teteghem et Coudekerque-Village.

L'affaire a donc été instruite sous les deux points de vue de l'érection d'une nouvelle commune du Rosendael et de la suppression de celle de Coudekerque-Branche.

Les Conseils municipaux et les plus imposés des communes intéressées ont été consultés, des enquêtes ont eu lieu dans chacune d'elles, une commission syndicale a été constituée dans le hameau du Rosendael, et a donné son avis sur les projets.

Celui relatif à la suppression de Coudekerque-Branche a été écarté par la commission syndicale. Il n'a d'ailleurs obtenu dans les enquêtes que 38 voix sur 72 votants. Il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter; et en effet, il faudrait qu'il existât des motifs bien impérieux pour anéantir ainsi une commune et la démembrer au profit de ses voisines.

M. le Sous-Préfet de Dunkerque a fait instruire deux autres projets dans lesquels le hameau du Rosendael ne formait plus une commune distincte.

Le premier consistait à réunir à Coudekerque-Branche la portion du Rosendael située sur Teteghem en donnant en échange à cette dernière commune la section du Pont-Tournant, cédant à Cappelle la partie du Jeu-de-Mail sise entre les canaux de Bergues et de Bourbourg.

Ce projet n'a obtenu dans les enquêtes que deux voix sur 55 votants.

Le second projet consistait à répartir le territoire de Coudekerque-Branche entre les communes de Coudekerque-Village, Cappelle et Teteghem, en réunissant à cette dernière les deux parties du Rosendael.

45 voix sur 47 votants ont rejeté cette proposition.

Quant aux Conseils municipaux leurs avis se résument ainsi qu'il suit :

La commune de Coudekerque-Branche demande à ne pas être démembrée. Elle refuse l'annexion de la partie du Rosendael dépendant de Teteghem.

Celle de Cappelle refuse l'annexion de la section entre les canaux.

Coudekerque-Village accepte la section du Fort-Louis dépendant de Coudekerque-Branche.

Teteghem refuse la partie du Rosendael dépendant du même Coudekerque-Branche.

Au milieu de ces dissentiments, et convaincu que les choses ne peuvent rester dans l'état où elles sont aujourd'hui, M. le Sous-Préfet a été conduit à conclure avec le commissaire chargé des enquêtes, qu'il y aurait lieu de réunir définitivement à Teteghem la partie du Rosendael dépendant de Coudekerque-Branche, sans faire aucun autre changement aux délimitations.

Le Conseil d'arrondissement, de son côté, a examiné les divers projets, et sans s'arrêter aux oppositions qui se sont manifestées et qu'il attribue avec raison aux intérêts privés, il a mis en délibération les deux combinaisons suivantes :

1.° Réunion à Coudekerque-Branche de la partie du Rosendael annexée à Teteghem, sans autre changement.

Cette disposition a été rejetée.

2.° Même réunion, mais en cédant à la commune de Coudekerque-Village le terrain situé entre les canaux des Moëres et de Bergues, et à celle de Cappelle le terrain compris entre le canal de Bergues et celui de Bourbourg.

Cette seconde proposition a été adoptée.

La délimitation ainsi déterminée paraît assez rationnelle si l'on s'en rapporte aux plans produits. Toutefois il faut considérer que d'une part elle attribue à Cappelle une section que le Conseil municipal refuse, et que, d'autre part, elle enlève à Teteghem, sans compensation, une portion importante de son territoire.

L'objet principal qu'il s'agit d'atteindre, c'est la réunion des deux sections du Rosendael, soit comme commune distincte, soit comme annexe à une autre commune. Mais il faut prendre garde de blesser des intérêts respectables et qui s'appuient sur la sanction du temps; or, aucune des solutions proposées ne semble échapper à cet inconvénient.

Pour concilier ces intérêts de toutes sortes, et pour circonscrire l'affaire dans des limites propres à en faciliter la solution, il me paraîtrait utile d'écarter du débat les communes de Cappelle et de Coudekerque-Village, et de charger M. le directeur des contributions directes d'étudier un projet qui aurait pour but de réunir à la commune de Teteghem la portion du Rosendael appartenant à Coudekerque-Branche, et de distraire du territoire de Teteghem pour être réuni à Coudekerque-Branche, une portion de terrain à-peu-près équivalente, prise dans la situation qui serait jugée la plus convenable.

Communes d'Ors et de Pommereuil. — Hameau des Ruelles.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai a exprimé un avis favorable sur une demande formée par un certain nombre d'habitants du hameau des Ruelles, dans le but d'obtenir que ce hameau soit distrait du territoire de la commune d'Ors et réuni à celui de la commune de Pommereuil.

Le dossier de cette affaire se compose de la pétition des habitants du hameau, d'un plan des

deux communes, et des délibérations des Conseils municipaux et des plus imposés d'Ors et de Pommereuil.

Mais il n'a pas été procédé aux enquêtes prescrites par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1837, ni à la constitution d'une commission syndicale pour le hameau, conformément à l'article 3.

Je n'ai pas été mis en mesure de faire remplir ces formalités avant la session du Conseil d'arrondissement.

L'instruction est donc incomplète, et il y a lieu de surseoir à toute délibération jusqu'à ce qu'elle ait été achevée.

Wazemmes. — Demande en séparation du faubourg de la Barre.

Le Conseil général dans sa dernière session avait exprimé de nouveau un avis favorable à la séparation du faubourg de la Barre, dépendant de la commune de Wazemmes, et à son érection en commune particulière.

Cette délibération a été transmise le 25 septembre 1849 à M. le Ministre de l'Intérieur, mais elle est restée sans succès.

Une lettre ministérielle du 17 novembre a confirmé les décisions précédemment prises, conformément aux avis exprimés plusieurs fois par le comité du Conseil-d'État, pour repousser la séparation.

La commission syndicale du faubourg a essayé de son côté des efforts directs, mais ils ont également échoué, ainsi que j'en ai été informé par une seconde lettre du 6 février dernier.

Dans cette situation des choses, l'affaire doit être considérée comme terminée et toute démarche ultérieure serait superflue. Le faubourg de la Barre ne m'a d'ailleurs fait parvenir aucune réclamation.

Eglise de Berlaimont. — Demande de secours.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes sollicite un secours du département en faveur de la commune de Berlaimont, dont l'église exige des réparations évaluées à la somme de 4,500 fr.

Cette commune est en instance auprès du Gouvernement pour obtenir un subside sur les fonds de l'Etat. Les règles que le Conseil général s'est tracées en pareille matière et d'après lesquelles il n'accorde de subventions que pour des constructions ou reconstructions totales d'églises ne lui permettent pas de porter un crédit au budget départemental, mais il consentira sans doute à appuyer la demande de la commune auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

Gravelines. — Demande de cession d'un bâtiment domanial où sont établies les écoles communales.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a cru devoir renouveler cette année les vœux qu'il a émis dans ses sessions précédentes pour qu'il soit donné suite à la demande formée par la ville de Gravelines, à l'effet d'obtenir de l'État la cession des bâtiments de l'ancien couvent des Sœurs-Noires où sont établies les écoles communales.

J'ai demandé à M. le directeur des domaines, des renseignements sur la situation de cette affaire. Il résulte de sa réponse ci-jointe qu'elle est toujours en instruction. Le Conseil général jugera sans doute convenable de la recommander à la sollicitude de M. le Ministre de la Guerre.

Association de bienfaisance à Douai.

Le Conseil d'arrondissement de Douai sollicite l'allocation d'un subside sur les fonds du département, en faveur d'une association de bienfaisance établie à Douai; il émet en même temps le vœu que la création d'associations semblables soit provoquée avec promesse de secours, dans les principales villes du département.

Je me plais à reconnaître l'importance des services rendus par l'association de bienfaisance de Douai, au point de vue de l'amélioration du sort des classes pauvres; j'ajoute qu'il est peu de villes du département où des sociétés analogues ne se soient pas formées spontanément. L'administration doit sans doute beaucoup de reconnaissance aux personnes charitables qui se dévouent avec autant d'abandon au soulagement des malheureux et qui viennent si puissamment en aide aux efforts et aux ressources, presque partout insuffisantes, de la bienfaisance publique. Elle doit encourager dans la limite de ses pouvoirs, le développement des œuvres particulières de charité qui sont pour elle de si utiles auxiliaires; mais lorsque déjà elle est contrainte par le manque de fonds d'abandonner à leurs propres facultés les bureaux de bienfaisance constitués par la loi et trop faiblement dotés, les moyens lui manquent également pour favoriser par des subsides des associations nouvelles dont l'intention est digne d'éloges dont le but a une utilité incontestable, mais qui, attirant à elles des souscriptions nombreuses, diminuent d'autant les sources où s'alimentent les établissements publics de bienfaisance, et créent de nouvelles charges à l'administration obligée de venir en aide à ces établissements, et de suppléer au déficit qui se fait ainsi dans leurs ressources habituelles.

Le Conseil général a déjà résolula question dans ce sens, lorsque, en 1848 et 1849, il a adopté l'ordre du jour sur la proposition d'un de ses membres qui tendait à faire allouer des subventions aux associations libres de bienfaisance. Je lui laisse le soin d'apprécier s'il y a, dans la circonstance actuelle, des raisons suffisantes pour qu'il change sa manière de voir.

Contribution foncière. — Réclamation du Conseil d'arrondissement d'Avesnes.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a cru devoir dans sa dernière session, renouveler les réclamations qu'il a plusieurs fois présentées au sujet du contingent assigné à cet arrondissement dans la contribution foncière, bien que ces réclamations aient déjà été écartées par différentes décisions du Conseil général dont la dernière date de 1849.

Je me suis empressé de communiquer la nouvelle délibération à M. le directeur des contributions directes, et je joins ici le rapport détaillé de ce chef de service.

Il résulte des observations contenues dans ce rapport que la réclamation de l'arrondissement d'Avesnes n'est pas régulière dans la forme, parce qu'elle n'est pas appuyée des renseignements prescrits par la loi du 2 messidor an VII; elle n'est pas admissible au fond, parce que les divers calculs auxquels M. le directeur des contributions a pu se livrer, paraissent démontrer que l'arrondissemeet d'Avesnes n'est pas surtaxé.

Récrutement de l'armée.

Mon prédécesseur a communiqué à M. le Ministre de la Guerre les vœux que le Conseil général a émis dans sa session de 1849 concernant le recrutement de l'armée et par lesquels il demande :

1.° Que les jeunes gens exemptés en vertu de l'article 13 de la loi du 21 mars 1832, comme

aînés d'orphelins, fils ou petits-fils de veuve ou d'un père aveugle ou septuagénaire, ne puissent être admis à remplacer.

2.° Que les jeunes gens dont il est question soient tenus de venir par leur travail en aide aux parents dont ils doivent être les soutiens, et dans le cas où ils ne rempliraient pas cette obligation, que l'exemption qui leur a été accordée leur soit retirée.

3.° Que des mesures semblables soient prises à l'égard de ceux qui, n'ayant pas une exemption légale, obtiennent des congés provisoires comme soutiens de famille.

4.° Que les fils d'étrangers nés en France et dont les familles sont en résidence dans le pays depuis plus de cinq ans soient assujettis au service militaire.

Ces vœux ont été recommandés à l'attention particulière de M. le Ministre, et il n'est pas douteux qu'ils seront pris en considération dans la préparation de la nouvelle loi sur le service militaire.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a renouvelé, au sujet des fils d'étrangers, le vœu qu'il a émis les années précédentes. Je mets sa délibération sous les yeux du Conseil général.

Gardes-Champêtres.

Depuis plusieurs années le Conseil général renouvelle le vœu que les gardes-champêtres soient embrigadés.

Le Gouvernement, pénétré de la nécessité de fortifier l'action du pouvoir jusques dans les derniers degrés de la hiérarchie, s'occupe des mesures qu'il conviendrait d'adopter pour rendre la surveillance des gardes-champêtres plus active. Des renseignements ont été demandés à cet effet au commencement de l'année aux Préfets qui ont été appelés à donner leur avis :

1.° Sur la pensée d'embrigader les gardes-champêtres ;

2.° Sur le mode de nomination et de révocation de ces gardes ;

3.° Sur les rapports et la subordination à établir entre les gardes-champêtres et leurs brigadiers, les Sous-Préfets et la gendarmerie ;

4.° Sur les voies et moyens qu'il conviendrait d'adopter pour subvenir à l'augmentation de la dépense.

Ce ne sera que lorsque le Gouvernement aura réuni tous les documents qui lui sont nécessaires qu'il lui sera possible de présenter une proposition à l'Assemblée législative sur la réorganisation des gardes-champêtres.

En attendant, ce service continuera d'être de ma part l'objet d'une surveillance active.

Voyageurs indigents. — Dépôts.

Le Conseil d'arrondissement de Douai émet le vœu qu'un lieu soit établi dans les chefs-lieux d'arrondissement et de canton pour assurer un asile aux individus voyageant avec un passe-port d'indigent et le secours de route.

Ce vœu est la reproduction de celui qu'a exprimé le Conseil d'arrondissement de Cambrai dans sa session de 1849, et que le Conseil général a repoussé après mûre discussion.

Forçats et réclusionnaires récidivistes.

Le Conseil d'arrondissement de Douai renouvelle le vœu que les forçats et les réclusionnaires récidivistes soient transportés à l'avenir dans une île de l'Océan.

Le Conseil général a émis l'année dernière le même vœu, avec cette restriction que les forçats et réclusionnaires fussent deux fois récidivistes. Ce vœu a été transmis à M. le Ministre de la Justice, à qui il appartient d'apprécier la suite dont il est susceptible.

Allumettes chimiques.

Dans sa dernière session, le Conseil d'arrondissement d'Avesnes s'est préoccupé des accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage imprudent des allumettes chimiques, et a exprimé le vœu que la vente de ces produits fût entourée de garanties propres à prévenir les incendies.

Je laisse à l'appréciation du Conseil général le sion de juger la suite dont ce vœu lui paraîtra susceptible.

Organisation départementale et communale.

Par une lettre du 17 ce mois, M. le Ministre de l'Intérieur demande que le Conseil généra[1] veuille bien exprimer son opinion sur les différentes questions posées par la circulaire du 16 août 1849, relativement à l'organisation de l'administration départementale, cantonale et communale.

Le Conseil s'est séparé, l'année dernière, sans avoir répondu à ces questions. Je le prie de vouloir bien, en raison de l'importance du sujet, délibérer sur les points indiqués par M. le Ministre dans l'une de ses premières séances.

Conseil général. — Renouvellement par tiers des membres.— Division en séries.

Par une circulaire du 27 juillet dernier, M. le Ministre de l'Intérieur me charge de rappeler au Conseil général que, pour l'exécution de l'article 8 de la loi du 22 juin 1833, portant que les membres des Conseils généraux sont renouvelés par tiers tous les trois ans, il aura dans sa présente session à diviser les cantons du département en trois séries, en répartissant, autant qu'il sera possible, dans une proportion égale, les cantons de chaque arrondissement dans chacune des séries. Il sera ensuite procédé à un tirage au sort pour régler l'ordre de renouvellement entre les séries. Ce tirage sera effectué dans les formes établies par l'article 8 précité.

Je prie le Conseil général de vouloir bien procéder à la partie de cette opération qui le concerne.

Circonscriptions électorales. — Formation du tableau.

Par une circulaire du 31 juillet, M. le Ministre de l'Intérieur rappelle qu'aux termes de la loi du 26 décembre 1849, le tableau des circonscriptions électorales doit être fixé dans la prochaine session du Conseil général, pour être révisé à l'avenir tous les trois ans, conformément à la disposition finale de l'article 28 de la loi du 19 mars 1849.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil les états dans lesquels MM. les Sous-Préfets indiquent les changements qu'il leur paraîtrait utile d'apporter aux circonscriptions établies dans les sessions de 1848 et 1849, pour mettre ces circonscriptions en rapport avec le nouveau principe établi par la loi du 26 novembre.

En ce qui regarde l'arrondissement de Lille, je pense qu'il y a lieu de faire une circonscription électorale de chaque commune comprenant une population de plus de 500 habitants. Si le Conseil général adopte cette proposition, les communes d'une population inférieure pourraient être réunies aux localités les plus voisines, conformément à la note que je joins au présent rapport ou aux nouvelles combinaisons que le Conseil général jugerait convenables d'y substituer.

Élections municipales. — Commune de Recquignies.

Le Conseil municipal de Recquignies demande, en conformité de l'article 45 de la loi du 21 mai 1831, la division de la commune en deux sections pour l'élection des Conseillers municipaux.

Cette demande est fondée, d'après la délibération, sur l'état d'exaspération des habitants lors des dernières élections, et le peu d'accord qu'il y a eu pour la répartition des Conseillers municipaux.

M. le Maire de Recquignies donne pour cause à la mésintelligence signalée, la réunion des communes de Rocq et de Recquignies opérée en 1825. Les habitants de Rocq, qui désiraient que leur commune fut désignée pour chef-lieu de la nouvelle circonscription, n'ayant pu obtenir ce qu'ils demandaient, n'ont cessé depuis lors de nourrir contre les habitants de Recquignies, un sentiment d'animosité qui s'est particulièrement manifesté aux dernières élections municipales.

La section de Rocq a une population de 180 âmes et celle de Recquignies une population de 210.

La différence entre ces deux hameaux étant à peu près insensible, il paraîtrait convenable d'attribuer à chacun un nombre égal de Conseillers à élire, et d'assigner pour limites, aux deux sections, la délimitation qui les partageait lorsque Rocq existait comme commune.

Les considérations qui précèdent ont été présentées par M. le Sous-Préfet d'Avesnes au Conseil d'arrondissement. Elles ont déterminé le Conseil à donner un avis favorable à la division proposée, et je pense que le Conseil général appuiera également la demande du conseil municipal de Recquignies.

Cour d'appel de Douai.

Dans sa dernière session, le Conseil général a renouvelé le vœu que le personnel de la cour de Douai fût maintenu.

Ce vœu a été transmis à M. le Ministre de la Justice et recommandé à toute sa sollicitude.

Art de guérir. — Médecins cantonaux consultants.

Le Conseil général, dans sa dernière session, et à l'occasion d'un mémoire présenté par M. le docteur Charpentier, de Valenciennes, a exprimé le vœu que la question d'institution de médecins cantonaux consultants fût étudiée.

Pour satisfaire au vœu du Conseil, j'ai provoqué les avis de la société centrale de médecine, ainsi que du jury médical. J'ai l'honneur de lui communiquer ces avis. J'y ajoute un nouveaa mémoire qui m'a été adressé par M. le docteur Charpentier, sur la même question.

J'apprécie tous les avantages que la réalisation de l'institution proposée pourrait offrir, et en la provoquant, M. le docteur Charpentier s'est acquis de nouveaux droits à la reconnaissance de ses concitoyens. Mais, de même que la société de médecine et le jury médical, je prévois des difficultés qui en rendront l'application bien souvent impossible.

Il n'y a que trop lieu de craindre en effet un désaccord probable entre l'officier de santé et le médecin consultant, et ensuite un refus de la part du premier de suivre les prescriptions qui lui auront été données.

Je ne vois point, d'un autre côté, la possibilité d'assurer une rétribution convenable aux médecins consultants, et les habitants des campagnes se décideront rarement à payer deux médecins

Une expérience à peu près semblable a d'ailleurs été tentée dans le département du Haut-Rhin,

et malgré des circonstances beaucoup plus favorables, l'administration n'a pu maintenir l'institution, aujourd'hui tellement réduite qu'elle peut être considérée comme éteinte.

Dans cette situation je ne puis que m'associer aux conclusions du rapport du jury médical, lequel s'exprime en ces termes : « Nous regardons l'idée émise par l'auteur comme partant d'un sentiment très-noble et très-généreux, pour lequel nous ne saurions trouver trop d'éloges; mais la mesure qu'elle provoque nous paraît une mesure incomplète qui, seule, isolée, ne peut avoir que difficilement des résultats appréciables; mais qui peut parfaitement trouver son application utile dans un travail d'ensemble. Il n'y a pas de doute que la lacune que M. Charpentier veut remplir n'ait des conséquences fâcheuses et qu'il n'y ait plus que de la convenance à les prévenir ou à les faire cesser. Aussi notre avis est-il qu'il y a lieu de joindre le travail de M. Charpentier aux documents que la commission d'assistance a la mission de méditer. »

Loi sur l'enseignement. — Nomination des membres du conseil académique.

Aux termes de l'article 10 de la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement, le conseil académique doit comprendre quatre membres élus par le Conseil général, dont deux au moins pris dans son sein.

Je prie le Conseil de vouloir bien procéder à cette désignation dans les premiers jours de sa session. Le conseil académique doit être installé le 1.er septembre et s'occuper immédiatement des devoirs qui lui sont attribués par la loi.

Établissement d'une faculté de lettres à Douai. — Érection du lycée en lycée de première classe.

Le Conseil d'arrondissement de Douai renouvelle le vœu qu'une faculté de lettres soit établie à Douai et que le lycée de cette ville soit porté à la première classe.

Un semblable vœu a été exprimé l'année dernière et transmis avec recommandation à M le Ministre de l'Instruction publique: Le Conseil général jugera sans doute convenable d'appuyer la nouvelle demande du Conseil d'arrondissement de Douai.

Bourses dans les lycées.

Un concours doit avoir lieu à la Préfecture, le 2 septembre, pour l'attribution de trois bourses nationales dans les lycées, accordées au département du Nord par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

Le jury de ce concours doit comprendre dans sa composition six membres désignés par le Conseil général et pris dans son sein. Je prie le Conseil de vouloir bien procéder à cette désignation dans l'une de ses premières réunions.

Collége communal de Dunkerque. — Demande de subside.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande que le collége communal de cette ville soit compris dans la répartition du crédit de 100,000 fr., alloué au budget de l'État pour venir en aide aux colléges communaux dont les villes font le plus de sacrifices pour ces établissements.

J'ai invité M. le Sous-Préfet à indiquer à l'administration municipale les pièces à produire à l'appui de cette demande. Aussitôt que je les aurai reçues, j'appellerai le bienveillant examen de M. le Ministre de l'Instruction publique sur les titres du collége de Dunkerque à l'encouragement sollicité en sa faveur.

Port de Gravelines. — Établissement d'une école d'hydrographie et d'un quartier maritime. — Prolongement du sous-quartier actuel.

Dans sa dernière session, le Conseil général a émis différents vœux en faveur du port de Gravelines.

M. le Ministre de la Marine et des Colonies, à qui ces vœux ont été transmis, a fait observer que l'insuffisance des crédits alloués au budget de son département ne lui permettait pas d'autoriser pour le moment la création d'une chaire d'hydrographie, ni l'érection de ce port en quartier maritime.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande qu'en attendant l'établissement du quartier maritime, le sous-quartier existant à Gravelines soit prolongé à l'ouest de la ville et comprenne, dans sa circonscription, la commune d'Oye (Pas-de-Calais), dont presque tous les marins se font inscrire à Gravelines. Les considérations exposées dans la délibération du Conseil d'arrondissement me semblent parfaitement motivées, et je pense que le Conseil général voudra s'y associer pour recommander cette demande à l'attention toute particulière de M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

Projet d'établissement d'une maison d'éducation correctionnelle pour les jeunes filles.

Le transfèrement à Haguenau des femmes détenues dans la maison centrale de Loos, a fait concevoir le projet d'établir, dans le département du Nord, une maison d'éducation correctionnelle pour les jeunes filles condamnées.

Des propositions m'ont été présentées à ce sujet par la conférence des Dames de saint Vincent-de-Paul de Lille, avec l'appui de plusieurs personnes très-recommandables de la ville.

Un emplacement convenable a été trouvé dans la commune de Marcq-en-Barœul; et au point de vue matériel, le projet se présente dans les meilleures conditions.

Mais c'est surtout sous le rapport moral qu'il est digne de sollicitude. La société fondatrice de l'œuvre ne se borne pas à contracter l'obligation de surveiller les jeunes filles pendant le temps de leur détention légale, et de leur donner, avec le bienfait d'une éducation chrétienne, la connaissance d'une profession qui puisse assurer leur avenir. Elle prend encore l'engagement de les suivre après leur sortie, de leur procurer une condition convenable et de leur continuer un bienveillant et actif patronage qui complète les heureux effets de l'éducation de la maison et les préserve d'une rechute.

J'ai transmis les propositions des Dames de saint Vincent-de-Paul à M. le Ministre de l'Intérieur en recommandant ces propositions à tout son intérêt. M. le Ministre m'a fait connaître qu'elles allaient être l'objet d'un examen spécial et approfondi, et qu'il prendrait ensuite une décision sur le projet.

Je pense que le Conseil général voudra bien témoigner d'avance sa sympathie en faveur d'une

œuvre dont la réalisation sera un immense bienfait pour les jeunes filles dont les tribunaux confient la tutelle à l'administration.

Foires et marchés autorisés.

Dans sa dernière session, le Conseil général a été appelé à émettre son avis sur différentes demandes pour l'établissement ou le changement de foires ou de marchés. Ces demandes ont toutes reçu une solution.

Bailleul. — Un décret du 2 juillet 1850 a établi dans cette ville cinq foires à tenir annuellement le deuxième mercredi de mai, le premier mercredi après le jour de la Fête Dieu, le 30 juin, le 27 juillet et le 30 août.

Cassel. — Un décret du 4 décembre 1849 a établi à Cassel une foire à tenir chaque année le jeudi qui suit le troisième dimanche de septembre.

Gommegnies. — Un décret du 12 septembre 1849 a établi dans cette commune quatre foires à tenir annuellement les 15 mars, 15 mai, 15 septembre et 15 octobre.

Prisches. — Un décret du 12 janvier 1850 a fixé au 14 septembre la foire qui se tenait chaque année dans cette commune le 23 février.

Brouckerque. — Un arrêté du 24 septembre 1849 autorise l'établissement dans cette commune d'un marché hebdomadaire à tenir le dimanche.

Somain. — Enfin une décision de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en date du 9 novembre 1849, a maintenu le marché établi à Somain avec l'extension que l'administration municipale lui avait donnée par l'introduction de la vente des grains.

Etablissement d'une foire annuelle à Steenwerck.

La commune de Steenwerck sollicite l'établissement d'une foire aux bestiaux qui se tiendrait chaque année, le premier vendredi du mois d'avril.

Sur 87 communes consultées, 81 donnent un avis favorable à la demande.

5 sont opposées au projet ; ce sont les communes de La Bassée, Esquelbecq, Béthune, Saint-Floris et Lillers, qui craignent que la nouvelle foire établie à Steenwerck ne porte préjudice aux foires existant dans les localités voisines.

La ville de Bailleul, sans s'opposer à la demande de la commune de Steenwerck, émet le vœu que le jour en soit changé et que la nouvelle foire soit reculée au premier vendredi qui suit celle qui est établie à Bailleul même.

Les Conseils d'arrondissement d'Hazebrouck et de Dunkerque proposent d'accueillir la demande du Conseil municipal de Steenwerck. Je prie le Conseil général de vouloir bien se prononcer sur la même demande.

Dans une circulaire du 15 juillet dernier, relative à l'instruction des demandes en création de foires, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce s'exprime en ces termes quant à la forme à donner aux avis :

« Il est désirable que les avis pour ou contre du Conseil général soient expressément motivés, » ne fût-ce qu'en se référant à des motifs invoqués dans d'autres parties de l'instruction, et qu'ils » ne s'appuient pas uniquement sur le nombre des adhésions ou des refus qui ont précédé. » J'invite le Conseil à vouloir bien ne pas perdre de vue ces recommandations dans l'avis qu'il exprimera, si ce avis doit être affirmatif.

Etablissement de marchés à Denain.

La commune de Denain, qui possède déjà un marché fixé au jeudi de chaque semaine, a demandé l'établissement de deux autres marchés hebdomadaires à tenir le mardi et le samedi.

Le Conseil général, saisi de l'examen de cette demande dans sa session de 1848, a pensé que deux marchés, y compris celui qui existe, suffiraient aux besoins de la localité, et a proposé de fixer au lundi le marché nouveau.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a fait observer qu'on ne pouvait imposer d'office à une commune, pour la tenue de son marché, un jour qui peut lui sembler contraire à ses intérêts.

Par suite de cette observation, le Conseil municipal de Denain a été consulté sur la convenance de reporter au lundi le marché dont la commune demandait l'établissement.

Le Conseil insiste pour que ce marché soit fixé au mardi au lieu du lundi, attendu que ce dernier jour serait gênant pour les vendeurs.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes exprime l'avis que la nouvelle demande du Conseil municipal de Denain soit accueillie.

M. le Sous-Préfet de Valenciennes, après être entré dans des considérations assez étendues sur l'importance de la commune de Denain, sur sa situation et ses relations avec les localités voisines, émet le vœu que les deux marchés primitivement demandés par le Conseil municipal, soient autorisés.

Je prie le Conseil général de vouloir bien donner son avis motivé sur cette affaire.

Établissement d'un marché à Volkerinckhove.

Le Conseil municipal de Volkerinckhove a présenté une demande à l'effet d'obtenir la création d'un marché hebdomadaire qui se tiendrait le mardi.

Sur quatorze communes appelées à émettre leur avis, douze sont favorables au projet, deux y sont contraires, ce sont celles de Watten et de Bourbourg.

Le Conseil municipal de Watten motive son opposition sur ce que la commune de Volkerinckhove est peu éloignée de Bollezeele et de Bourbourg où il existe déjà des marchés importants.

La commune de Bourbourg objecte que son marché se tient le mardi, jour où l'on voudrait établir celui de Volkerinckhove, et qu'accueillir la demande de cette commune serait rendre infructueux le sacrifice de 10,000 fr. qu'elle a fait pour la construction d'une route reliant les deux localités.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, appréciant les observations de la commune de Bourbourg, exprime l'avis que le marché de Volkerinckhove soit fixé au jeudi.

Le Conseil municipal de cette dernière commune accepte le changement proposé.

Je prie le Conseil général de vouloir bien donner son avis sur cette affaire.

Associations ouvrières.

Une délibération du Conseil d'arrondissement de Douai s'exprime en ces termes :

« Une association ouvrière pour l'exploitation d'une verrerie s'est constituée en 1848, à Aniches.

» Le Gouvernement lui accorda un prêt de 50,000 fr. sur le fonds d'encouragements de 3,000,000

» fr. voté par l'Assemblée constituante. La durée de la société avait été fixée à 25 ans. Après 18
» mois d'existence, l'assemblée générale a pris une délibération qui provoque la dissolution im-
» médiate et la mise en liquidation.

« Le Conseil croit utile que l'expérience des associations ouvrières soit continuée jusqu'à épui-
» sement du fonds voté à cet effet par l'Assemblée constituante ; mais il émet le vœu de voir ses
» résultats livrés d'une manière officielle à la plus grande publicité possible, afin d'éclairer les ou-
» vriers sur les conséquences de l'application des théories qui pourraient les séduire. »

La demande de dissolution dont fait mention le Conseil d'arrondissement de Douai, m'est en effet parvenue, et je l'ai transmise à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce. D'après les instructions de M. le Ministre, j'ai chargé M. le Sous-Préfet de réunir les sociétaires et d'appeler leur attention tant sur les avantages que leur présente l'association que sur les conséquences que pourrait avoir une dissolution à raison des engagements souscrits par eux envers le trésor.

Je ne connais point encore les résultats de la démarche qu'a dû faire M. le Sous-Préfet de Douai.

Établissements métallurgiques du Nord.

Dans sa dernière session, le Conseil général a émis le vœu que l'administration prît en sérieuse considération la situation des établissements métallurgiques des arrondissements d'Avesnes et de Valenciennes.

Les différentes lettres que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général lui donneront la preuve que l'administration n'a négligé aucune démarche pour satisfaire à ses intentions, et que les établissements métallurgiques qu'il recommandait ont été aussi favorisés qu'ils pouvaient l'être sans nuire aux fabriques de même nature placées sur d'autres points de la France, et dont la position n'était ni moins critique ni moins digne d'intérêt.

Le Conseil verra aussi que suivant le vœu exprimé l'année dernière et renouvelé cette année par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, le Gouvernement a décidé que toutes les commandes seraient désormais l'objet d'adjudications publiques.

Industrie des sucres.

Dans sa dernière session, le Conseil général a sollicité une réduction notable sur l'impôt auquel sont assujettis les sucres coloniaux et indigènes.

Un projet de loi dont le Conseil général peut apprécier les dispositions a été présenté sur cette matière si intéressante pour le département du Nord, par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, à l'Assemblée nationale législative, dans sa séance du 12 juillet dernier.

Le Conseil général voudra examiner sans doute à quel point ce projet répond à sa pensée et s'il n'aurait pas des observations à présenter dans l'intérêt d'une industrie qui occupe une si grande place dans la production et la richesse départementales.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes émet le vœu que cette industrie, qui est une cause de prospérité agricole et de travail, soit traitée comme les plus favorisées, spécialement à l'égal des boissons.

Enseignement professionnel.

Par une circulaire du 13 de ce mois, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce me charge

d'appeler la sollicitude du Conseil général sur les diverses institutions qui s'occupent de l'enseignement professionnel ; ce sont les écoles d'arts et métiers, l'école centrale des arts et manufactures, et l'école spéciale de commerce dirigée par M. Blanqui aîné.

Le Conseil général a depuis longtemps apprécié les services rendus par les écoles d'arts et métiers, et chaque année il vote une somme de 1,500 fr. pour l'entretien de trois bourses qui peuvent être divisées suivant la position des candidats.

Le Conseil a aussi à différentes reprises accordé des encouragements à des jeunes gens qui désiraient suivre les cours de l'école centrale des arts et manufactures. Aucun candidat ne s'est présenté pour 1850.

Quant à l'école spéciale de commerce, où le département compte trois élèves demi-boursiers de l'État, le Conseil général appréciera si, de son côté, il ne croirait pas devoir entretenir également quelques bourses dans cette institution.

Institut national agronomique. — Fondation d'une bourse départementale.

Par une circulaire du 5 de ce mois, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce signale les avantages que présenterait la création d'une bourse départementale à l'institut national agronomique dont les cours doivent s'ouvrir dans la seconde quinzaine de novembre.

Je prie le Conseil général de vouloir bien examiner avec tout l'intérêt qu'elles présentent les considérations exposées par M. le Ministre, et prendre ensuite la décision que lui suggérera sa parfaite connaissance des besoins de l'agriculture du département.

Agriculture. — Notions d'agriculture dans les écoles primaires.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, par une circulaire du 5 de ce mois, exprime le désir de connaître l'opinion des Conseils généraux sur l'utilité et les moyens d'adjoindre quelques notions d'agriculture à l'enseignement des écoles primaires dans les communes rurales.

Cette adjonction lui paraîtrait pouvoir être faite au moyen d'un petit terrain et de quelques instruments de culture mis à la disposition de l'instituteur, qui exercerait les enfants aux travaux ruraux suivant leurs forces, et leur donnerait les premiers éléments de la théorie et de la pratique agricoles pendant une partie de la journée.

Tout en appréciant les avantages incontestables de la mesure indiquée par M. le Ministre, je ne puis m'empêcher de reconnaître que son adoption présenterait des difficultés dans le département du Nord, où les terrains sont généralement à un prix fort élevé. Il est à remarquer en outre que la plupart des enfants qui fréquentent les écoles des communes rurales sont employés par leurs parents aux travaux des champs, et que c'est pour eux le moyen le plus simple et le plus sûr d'acquérir les notions d'agriculture dont ils peuvent avoir besoin.

Je prie le Conseil général de vouloir bien exprimer son opinion sur la question soulevée par M. le Ministre.

Ferme régionale.

Dans sa session de 1849,, le Conseil général a reçu communication d'une circulaire par laquelle M. le Ministre de l'agriculture et du commerce exprimait l'intention de fonder une ferme régionale pour les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne, dans l'un de ces

départements ; mais comme la question n'avait pu être suffisamment étudiée, le Conseil a ajourné toute décision, et exprimé en même temps le vœu qu'il fût fait un nouvel appel au concours des sociétés d'agriculture et des propriétaires.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil les nouveaux documents que j'ai recueillis sur la question, ainsi que le résumé qui en a été fait par la société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille, et l'avis du conseil d'arrondissement que j'ai cru devoir consulter également.

La société d'agriculture et le Conseil d'arrondissement sont d'accord pour reconnaître que la ferme régionale ne pourrait être établie sur un emplacement plus convenable que la partie de la forêt de Phalempin qui déjà avait été, l'année dernière, signalée au Conseil général comme réunissant toutes les conditions désirables. Ce choix me paraît aussi d'autant plus avantageux que les frais de premier établissement seraient couverts en très-grande partie par la valeur des bois qui seraient coupés, et que les départements n'auraient dès lors à s'imposer que peu ou point de sacrifices.

Je pense que le Conseil général trouvera dans les documents que je mets sous ses yeux des éléments suffisants pour prendre une résolution sur la question qui lui est soumise.

Statistique agricole.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes exprime le vœu qu'il soit procédé, par les soins des sociétés d'agriculture et des comices, à la formation d'une statistique agricole par commune.

Dans sa dernière session, le Conseil général a pris connaissance des mesures adoptées par la société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille, pour l'établissement d'une statistique exacte des récoltes et des bestiaux. Il a en même temps émis le vœu que cette opération fût étendue à tout le département et à tous les produits du sol.

J'ai transmis ce vœu à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en sollicitant, en faveur de la société d'agriculture, un subside spécial qui permît de faire imprimer l'instruction et tous les documents dont les maires et les délégués des associations agricoles auraient besoin pour diriger, chaque année, l'importante investigation dont il s'agit.

M. le Ministre n'a point encore statué sur cette proposition que je viens de lui rappeler, et qui, je l'espère, ne tardera pas à recevoir une solution favorable. Je pense donc que la statistique agricole, telle qu'elle a été conçue et mise à exécution par la société de Lille, pourra être organisée d'une manière générale à partir de 1851. Le vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes se trouvera ainsi satisfait.

Récolte de 1850. — *Renseignements sur la situation.*

Par la circulaire ci-jointe, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce m'invite à demander l'avis du Conseil général, en ce qui concerne les principaux grains, sur le résultat de la récolte, considéré comme égal, supérieur ou inférieur au produit ordinaire, ainsi que sur l'importance approximative du restant des récoltes précédentes.

Les relations que MM. les Membres du Conseil ont avec les différentes localités de leurs cantons respectifs, leur permettra, j'en suis persuadé, de donner des appréciations provisoires dont l'administration pourra tirer un utile profit.

M. le Ministre désirerait beaucoup que les évaluations proportionnelles pussent être calculées à *tant pour cent* de l'infériorité ou de la supériorité de la récolte, relativement à l'année commune.

Agriculture. — Culture du lin.

Le Conseil d'arrondissement de Lille renouvelle les vœux qu'il a exprimés l'an dernier en faveur de la culture du lin, et insiste pour qu'il soit accordé un soulagement immédiat à cette partie importante de la production agricole, attendu la prospérité dont jouit actuellement la filature de lin.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck demande aussi qu'un droit protecteur de douane soit établi sur le lin, les étoupes, les fils et les toiles étrangers, de manière à favoriser la culture et la manutention du lin en France.

Le Conseil général s'est associé l'année dernière aux vœux du Conseil d'arrondissement de Lille. Sa délibération a été transmise à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, et recommandée à toute sa sollicitude.

Dans une lettre que je viens de recevoir, et que je mets sous les yeux du Conseil général, M. le Ministre présente des observations sur les réclamations qui ont été produites. Il établit que les importations, loin d'avoir pris l'accroissement qu'on leur attribue, ont, au contraire, diminué depuis 1843, si, comme on doit le faire, on tient compte des introductions en fils et tissus de lin.

J'appelle l'attention du Conseil général sur les considérations très-importantes qui n'ont pas permis à M. le Ministre d'accueillir, quant à présent, les vœux exprimés par le Conseil général. M. le Ministre poursuit activement les recherches commencées sur les améliorations à introduire dans la culture du lin, et il compte publier prochainement le résultat des études suivies à ce sujet en Belgique et en Hollande. Ce ne sera pas le moyen le moins sûr de protéger efficacement une production à laquelle le Conseil général porte un si légitime intérêt.

Rouissage du lin.

Dans sa dernière session, le Conseil général a demandé que les sociétés d'agriculture fussent entendues sur les mesures que, dans l'intérêt de la salubrité publique, il serait utile de prescrire pour le rouissage du lin.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil les documents recueillis sur cette question, ainsi que le résumé présenté par la société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille.

Il en résulte que le rouissage du lin tel qu'il a lieu actuellement, est une opération seulement incommode; qu'elle ne présente aucun danger pour la salubrité, et que la modifier ou l'entraver serait porter le plus grand préjudice à l'agriculture.

Dans cet état, la société de Lille, dans le but d'atténuer l'incommodité des établissements où l'on se livre au rouissage, demande qu'ils ne soient autorisés qu'à la distance d'au moins 200 mètres des agglomérations d'habitants et des principales voies de communication.

Cette proposition me paraît de nature à concilier tous les intérêts. Je prie le Conseil général de vouloir bien faire connaître son opinion à ce sujet.

Télégraphe électrique.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande avec instance qu'un télégraphe électrique soit établi entre Hazebrouck et Dunkerque.

Si le Conseil général juge devoir s'associer à ce vœu, je le recommanderai d'une manière particulière à la sollicitude de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Travaux publics.

Poste aux lettres. — Service des facteurs ruraux.

Le Conseil d'arrondissement de Lille, s'associant à des plaintes qui se sont produites dans son sein, relativement à la manière dont se ferait le service des postes dans les campagnes, exprime le vœu que le nombre des facteurs ruraux soit augmenté.

J'ai l'honneur de mettre sa délibération sous les yeux du Conseil général.

Chemin de fer. — Boîtes aux lettres.

Dans sa dernière session, le Conseil général a exprimé le vœu qu'il fût établi une boîte aux lettres dans chaque station du chemin de fer.

Ce vœu, recommandé à M. le Ministre des Finances, a été réalisé en ce qui concerne la gare de Lille, où une boîte a été établie à la fin de l'année dernière.

Le Conseil d'arrondissement de Lille demande que la même mesure soit étendue aux stations de Tourcoing, Roubaix et Armentières. Le Conseil général jugera sans doute devoir s'associer à ce vœu.

Service des postes. — Arrondissement d'Avesnes.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes renouvelle le vœu que des dispositions soient prises pour que les dépêches destinées à cet arrondissement, et venant par le chemin de fer, lui soient transmises aussitôt leur arrivée à Valenciennes.

Un semblable vœu exprimé à ce sujet l'année dernière par le Conseil général, a été transmis à M. le Ministre des Finances, et recommandé à toute sa sollicitude, mais jusqu'à présent il est resté sans résultat. Le Conseil général jugera sans doute devoir s'associer de nouveau à la demande du Conseil d'arrondissement d'Avesnes.

Service des postes. — Dunkerque.

Le Conseil général s'est associé à un vœu exprimé l'année dernière par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque pour que le Gouvernement prît des mesures afin de prévenir tout retard dans la réexpédition des dépêches supplémentaires en destination de cet arrondissement.

Ce vœu a été transmis avec recommandation à M. le Ministre des Finances, qui a fait connaître qu'il ne dépendait pas de l'administration des postes de réaliser l'amélioration réclamée. J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la lettre de M. le Ministre, dont j'ai fait donner communication, dès sa réception, à la Chambre de commerce de Dunkerque qui avait pris l'initiative de la proposition auprès du Conseil d'arrondissement.

Service des postes. — Création d'un bureau de distribution à Esquelbecq.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque réclame de nouveau l'établissement d'un bureau de distribution de lettres dans la commune d'Esquelbecq.

La première demande a été transmise à M. le directeur de l'administration générale des postes qui, par une lettre du 31 janvier 1850, a fait connaître qu'elle allait être soumise aux études usitées en pareil cas. Depuis cette époque, j'ai insisté de nouveau sur les avantages que présenterait la création de ce bureau, et si le Conseil général croit devoir renouveler son vœu, je m'en appuierai pour faire de nouvelles instances auprès de l'Administration des postes.

Établissement d'un relai de poste à Berlaimont.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes émet le vœu qu'il soit établi un relai de poste à Berlaimont.

Déjà une demande semblable a été présentée l'année dernière, mais l'administration des postes n'a pu l'accueillir, par cette raison que, dans son opinion, la création proposée ne serait point réellement utile au service public. Elle a fait observer que la route d'Avesnes à Valenciennes est trop peu fréquentée par les voyageurs en poste pour que l'établissement d'un nouveau relai y soit nécessaire, et que l'état actuel des moyens de communication entre ces deux points semble tout-à-fait suffisant pour le mouvement du service.

Le Conseil général examinera si, malgré ces considérations, il croit devoir appuyer le vœu réitéré par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes.

Baptême des enfants.

Le Conseil d'arrondissement de Douai renouvelle le vœu que les enfants soient ondoyés à domicile pendant l'hiver.

Ce vœu, appuyé par le Conseil général, a été transmis à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, qui l'a communiqué à M. le cardinal-archevêque de Cambrai. Le prélat a répondu en ces termes : « Il n'appartient pas à un évêque de changer, par une mesure générale pour son diocèse, la discipline universelle de l'Église, religieusement suivie depuis des siècles sans réclamations fondées, attendu que, dans sa sagesse, elle a, par ses prescriptions, obvié aux inconvénients qui paraissent motiver la demande. »

Ces considérations détermineront peut-être le Conseil général à ne plus insister sur cette question.

Logements insalubres.

Dans sa dernière session, le Conseil général a exprimé différents vœux relativement à l'amélioration des classes nécessiteuses.

Une partie de ces vœux a été réalisée par la loi du 13 avril dernier sur les logements insalubres.

Dès le 30 du même mois, j'ai invité les Conseils municipaux à pourvoir à la constitution des commissions d'assainissement. Ces commissions existent aujourd'hui dans presque tous les grands centres de population, et il est permis d'espérer qu'armées des pouvoirs dont la loi les a investies, elles ne tarderont pas à assurer aux ouvriers, sur tous les points du département, des habitations convenables et salubres. Mais leur formation et l'application de la loi sont encore de date trop récente pour que j'aie déjà des résultats à signaler à l'appréciation du Conseil.

Lycée de Lille.

Le Conseil général a demandé que le lycée de Lille fût élevé à la deuxième classe, sous la réserve que le prix des pensions et demi-pensions ne serait pas augmenté.

Je mets sous les yeux du Conseil une lettre par laquelle M. le Ministre de l'Instruction publique m'a annoncé l'intention bien arrêtée de proposer le changement de classe du lycée de Lille, pourvu que la ville consentît à faire acquitter le prix de la pension des boursiers d'après le taux fixé pour les lycées de deuxième classe.

La ville ayant pris cet engagement, en inscrivant au budget additionnel de la présente année le crédit nécessaire, j'ai tout lieu d'espérer que le vœu du Conseil général ne tardera pas à être réalisé.

Durée du travail dans les manufactures.

Dans sa session de 1849, le Conseil général a exprimé différents vœux relativement à l'exécution de la loi sur la durée du travail dans les manufactures et usines.

Ces vœux ont été transmis à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce et recommandés à sa sollicitude pour le moment où le Gouvernement aurait à arrêter le réglement d'administration publique dont la promulgation est prescrite par le décret du 9 septembre 1848.

Bestiaux venant de l'étranger. — Tarif des droits.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, en s'occupant de la question du droit d'entrée sur les bestiaux, demande :

1.° Que le droit actuel soit maintenu pour le jeune bétail au-dessous de deux ans ;

2.° Que le droit au poids soit substitué au droit par tête sur toutes les autres bêtes, à la condition que le droit proportionnel ou au poids sera établi de manière à rester en rapport moyen avec le droit fixe actuel ;

3.° Qu'il soit accordé, en faveur de la vache pleine, pour la perception du droit au poids, une diminution de 100 kilogrammes ;

Le Conseil général s'étant à de nombreuses reprises prononcé contre tout changement au tarif des droits imposés sur les bestiaux venant de l'étranger, je ne puis que laisser à son appréciation les vœux exprimés à ce sujet par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes.

Souffrances de l'agriculture.

Par une circulaire du 11 de ce mois, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce appelle l'attention des Conseils généraux sur l'état de souffrance dans lequel se trouve l'agriculture, par suite du trop grand abaissement du prix des céréales, et réclame leur avis sur les mesures à prendre pour obvier à une situation aussi fâcheuse.

Le Conseil général du Nord, qui porte une sollicitude si grande et si justement motivée à tout ce qui se rattache aux intérêts de l'agriculture, voudra bien, je l'espère, fournir au Gouvernement tous les renseignements qu'il possède sur l'importante question soulevée par la circulaire précitée. Je lui demanderai même de comprendre cet objet au nombre de ses premiers travaux, afin que sa délibération puisse être très-promptement envoyée à M. le Ministre.

Mode de vente des grains sur les marchés.

Par une circulaire du 15 juillet dernier, relative au mode de vente des grains sur les marchés, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce m'invite à soumettre au Conseil général les questions suivantes :

1.° Convient-il d'établir que pour les grains la vente au poids sera obligatoire sur les marchés?

2.° Ce régime serait-il convenablement apprécié dans l'état actuel des habitudes du pays?

3.° Y aurait-il des inconvénients à adopter immédiatement des dispositions législatives à cet égard, sauf à fixer un délai pour la mise à exécution?

4.° Quelle devrait être l'étendue de ce délai?

5.° Quelles dispositions pourraient être utilement prises en vue de préparer les populations à ce nouveau régime? Ne conviendrait-il pas, par exemple, que les procès-verbaux du pesage annuel des grains indiquassent, outre le poids de l'hectolitre, la quantité en litres correspondante au quintal; que ces deux indications fussent rappelées dans chaque mercuriale à côté du prix de l'hectolitre; que ces renseignements officiels fussent toujours affichés dans les marchés et surtout que le public trouvât sur le lieu même les plus grandes facilités pour le pesage des denrées?

6.° Ne faudrait-il pas obliger les communes dans lesquelles se tiennent les marchés aux grains à se pourvoir des instruments de pesage nécessaires pour le service de ces marchés, suivant leur importance?

Pour éclairer le Conseil général sur les différentes questions posées par M. le Ministre, j'ai l'honneur de lui communiquer les avis exprimés, en conformité d'une circulaire antérieure, par les Chambres de commerce, les sociétés d'agriculture et les vérificateurs des poids et mesures, ainsi que par MM. les maires de Lille et de Bergues, villes où se tiennent les principaux marchés du département.

Chemin de Quesnoy-sur-Deûle à Pérenchies. — Demande de classement comme ligne de grande vicinalité.

Le Conseil général a appuyé dans sa session de 1849, le vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Lille, pour que l'administration mît à l'étude la construction d'un chemin pavé allant de Quesnoy-sur-Deûle à Pérenchies, où se trouve une station du chemin de fer du Nord.

J'ai fait procéder à cette étude. La dépense à faire a été évaluée à 29,000 fr., dans l'hypothèse d'une construction en empierrement.

Mais les Conseils municipaux appelés à délibérer sur leurs offres de concours, n'ont pas répondu à mon appel, bien cependant que je leur eusse fait connaître que le département pourrait fournir une subvention égale au quart de la dépense.

Dans cette situation l'affaire n'était susceptible d'aucune suite. Mais la commune de Verlinghem qui a voté les fonds nécessaires à l'établissement d'un chemin de débouché à partir de ce village jusqu'à la route départementale N.° 2, a demandé que la ligne projetée de Quesnoy à Pérenchies, prît la direction de ce chemin, en sorte qu'il ne resterait à construire qu'une lacune de 2,100 mètres, entre Pérenchies et Verlinghem. L'agent-voyer en chef consulté a donné un avis favorable à cette combinaison, en demandant que le chemin soit exécuté comme

ligne de grande vicinalité, et que par suite, le département se charge de la moitié de la dépense. Les fonds votés par la commune de Verlinghem, pour l'établissement de son débouché suffiraient en effet avec la subvention départementale pour couvrir les frais de construction de la ligne entière depuis Pérenchies jusqu'à la route départementale N.° 2.

Le Conseil d'arrondissement de Lille, auquel les pièces de cette affaire ont été communiquées, a été d'avis que le meilleur tracé à suivre pour l'établissement de cette ligne serait celui du chemin de la Prévôté, qui va directement de Pérenchies à Quesnoy, mais qu'en présence de l'offre insuffisante de cette ville et du refus de concours des autres localités intéressées, il y avait lieu de donner satisfaction à la bonne volonté de la commune de Verlinghem, en adoptant la direction proposée par cette commune. En conséquence et tout en exprimant le regret de ne pouvoir préférer le premier tracé, il a demandé que le chemin de Pérenchies à la route N.° 2, par Verlinghem, soit classé de grande communication, en y joignant le pavé communal, conduisant du centre de la commune de Pérenchies à la route nationale, N.° 42.

Le tracé de la Prévôté est plus direct il est vrai, mais il est montueux et il ne rencontre que d'assez rares habitations; celui par Verlinghem quoique allongeant le parcours de 800 mètres, a l'avantage de ne présenter aucune difficulté de terrain et de traverser une agglomération importante.

Dans l'un comme dans l'autre cas, le chemin réunirait la route nationale, N.° 42, et le chemin de grande communication, N.° 7, de Lomme à Fournes à la route départementale N.° 2 et à la ligne de grande vicinalité, N.° 36.

Je procèderai à l'instruction de cette affaire d'ici à la prochaine session du Conseil général.

Rivière de la Lawe.

M. le Préfet du Pas-de-Calais a soumis à M. le Ministre des Travaux publics, un avant-projet montant à 1,300,000 francs des travaux à entreprendre entre Béthune et La Gorgue, sur une longueur de 14,275 mètres, pour substituer à la navigation intermittente de la Lawe, une navigation continue avec un tirant d'eau constant d'un mètre 50 c.

M. le Ministre a rejeté ce projet et a invité les ingénieurs à en produire un nouveau plus économique, conservant l'intermittence de la navigation et se bornant à assurer, en tout temps, un tirant d'eau de 1 mètre 20 c.

En me donnant avis de cette décision, M. le Ministre m'informe qu'il ne pourra donner son approbation aux projets qui lui seront ultérieurement présentés pour l'amélioration de la Lawe qu'autant que les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, que cette navigation intéresse seuls, auront fait connaître leur intention de contribuer à la dépense et formulé des propositions à ce sujet.

J'appelle l'attention du Conseil général sur cette affaire, pour me conformer à l'invitation qui m'en est faite par l'autorité supérieure.

Mais la Lawe n'a sur le territoire du Nord qu'un développement de 2 kil. 30, et elle ne sert dans ce parcours qu'aux approvisionnements de la ville de La Gorgue; elle ne présente aucun intérêt comme ligne de grande navigation.

Je ne puis d'ailleurs prendre aucune conclusion sur la question, attendu que le chiffre des dépenses auxquelles donnerait lieu l'amélioration de la rivière, dans les limites indiquées par M. le Ministre, n'est point encore connu et que j'ignore également dans quelle proportion les deux

départements auraient à y intervenir concurremment avec l'Etat. M. l'ingénieur en chef du Nord, que j'ai consulté, pense que la part contributive de ce département ne devrait dans aucun cas excéder le dixième des fonds qui seraient demandés aux localités intéressées.

Je prendrai des renseignements pour me fixer sur les questions que présente cette affaire, afin d'être en mesure d'en faire l'objet d'une proposition, s'il y a lieu, au Conseil général dans sa prochaine session.

Amélioration des chemins vicinaux.

Par sa circulaire ci-jointe du 12 du présent mois, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce appelle mon attention sur les entraves et la souffrance que l'agriculture éprouve généralement par suite de l'état d'imperfection des chemins appartenant à la petite vicinalité, et il exprime le désir que le Conseil général veuille bien examiner :

1.° Quelle est en général dans le département la situation des chemins de moyenne ou de petite vicinalité ;

2.° Quelles seraient les mesures les plus efficaces à ajouter aux moyens actuels pour améliorer complétement ces chemins dans un délai aussi rapproché que possible.

J'ai l'honneur de prier le Conseil d'exprimer son opinion et ses vues en réponse à ces questions. Les éléments contenus dans les rapports placés sous ses yeux en ce qui concerne le service de la vicinalité, et surtout les connaissances personnelles de la plupart de ses membres en cette matière, le mettent sans doute en état de satisfaire d'une manière complète à la demande de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Routes départementales. — Plantation.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, donné son adhésion aux propositions présentées par M. l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, pour la concession du droit de planter sur le sol des routes départementales.

Ces propositions, soumises par l'autorité supérieure d'abord à la commission chargée de l'examen des questions qui se rattachent au profil des routes, et, en dernier lieu, au Conseil général des ponts-et-chaussées, ont donné lieu à des objections sérieuses basées sur les avantages que le département s'assurerait en exécutant les plantations par lui-même et sur les inconvénients que la concession du droit de planter entraînerait en privant le département de la faculté de disposer librement du sol de ses routes et en l'exposant en outre à de fréquentes contestations avec les concessionnaires.

M. le Ministre des Travaux publics m'a fait connaître, par une lettre en date du 24 juillet dernier, dont je joins ici copie, que les observations du Conseil des ponts-et-chaussées lui ayant paru fondées, il ne peut approuver le projet présenté pour la plantation des routes départementales.

Ainsi, ce projet déjà repoussé en 1848 est de nouveau rejeté par l'autorité supérieure ; de nouvelles instances en faveur du système des concessions auraient, je le pense, d'autant moins de succès, que l'Etat est aujourd'hui disposé à pourvoir lui-même à la plantation des routes nationales.

Dans cette situation, je crois devoir remettre sous les yeux du Conseil général les propositions qui lui ont été soumises dans sa session de 1848. La dépense à faire pour la plantation de toutes les routes était, à cette époque, évaluée à 32,950 fr., mais en tenant compte de quelques travaux

de ce genre effectués depuis lors, une dépense de 30,000 fr. suffirait aujourd'hui et pourrait être réalisée en 5 ans. Comme l'expose M. l'ingénieur en chef dans son rapport ci-joint, on pourrait y affecter en 1851 une somme de 6,000 fr. qui serait répartie de la manière suivante :

Route N.° 2	2,550	»
—— 3	750	»
—— 7	1,120	»
—— 14	1,580	»

La plantation des routes étant une opération d'une utilité incontestable, je prie le Conseil de vouloir bien ouvrir un crédit de 6,000 fr. pour cet objet au sous-chapitre XVII du budget.

Cadastre.

L'article 7 de la loi des recettes de 1851 porte ce qui suit :

« Dans toute commune cadastrée depuis trente ans au moins, il pourra être procédé à la révi-
» sion et au renouvellement du cadastre sur la demande du Conseil municipal de la commune et
» sur l'avis conforme du Conseil général du département, à la charge par la commune de pour-
» voir aux frais des nouvelles opérations.

» Toutefois, dans toute commune dont les évaluations cadastrales ont été révisées avec des fonds
» départementaux, les opérations pourront être régularisées par un arrêté ministériel sur la de-
» mande des Conseils généraux.

» Les opérations commencées dans une commune pourront également être terminées aux frais
» du département. »

La première de ces dispositions ne peut aujourd'hui recevoir d'application, parce qu'aucune demande n'a été faite dans les conditions qu'elle pose.

La seconde doit recevoir son effet à l'égard des cantons et des communes dont le cadastre a été révisé en exécution des délibérations précédentes du Conseil général.

En voici le détail :

Cantons de *Pont-à-Marcq*, *Steenvoorde*, *Maubeuge* et *Carnières*.

Communes de *Roubaix*, *Wazemmes* et *Tourcoing*.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de prendre une délibération tendant à obtenir la régularisation des opérations faites dans ces localités.

Les travaux commencés et en cours d'exécution concernent les cantons de Bouchain et de Wormhoudt. Dans ce dernier, la triangulation seulement a été entreprise, mais le Conseil général, en comprenant ce canton dans le budget cadastral de 1850, a pris à l'égard des propriétaires un engagement qu'il voudra remplir.

Il y a donc lieu, aux termes du troisième paragraphe de l'article de loi précité, d'établir comme il suit le projet de budget de 1851 :

Commune de Wazemmes, solde de l'indemnité de l'inspecteur.....	12	71
Id. Tourcoing, id.	24	50
Canton de Carnières, id.	258	75
Id. Bouchain, arpentage.....	14,808	80
Id. id. expertise.....	6,230	03
Id. Wormhoudt, arpentage.....	15,226	79
Total.....	36,561	58

La recette se composera :	
1.° Du reliquat disponible au 1.er janvier 1851.....	5,143 21
2.° D'une imposition de 8 dixièmes de centime additionnel au principal de la contribution foncière, qui produira.....	34,391 25
Total des recettes.....	39,534 46

Je prie le Conseil d'adopter ces propositions et de voter la perception de 8 dixièmes de centime par addition à la contribution foncière de 1851.

Ci-joint deux rapports de M. le directeur des contributions directes qui concluent dans le même sens.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Contribution mobilière.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a, dans sa dernière session, exprimé le vœu qu'il fût procédé à la révision de la répartition de la contribution mobilière entre les arrondissements, en prenant pour base les revenus cadastraux rehaussés suivant les propositions de la commission spéciale instituée en 1838 pour la rectification de la répartition de l'impôt foncier.

J'ai communiqué cette délibération à M. le directeur des contributions directes, et je mets sous les yeux du Conseil général le rapport de ce chef de service.

Les détails qu'il contient font ressortir l'erreur où est tombé le Conseil d'arrondissement en considérant les bases de répartition de la contribution foncière comme étant applicables à la contribution personnelle et mobilière. Pour la contribution foncière en effet, le revenu des propriétés est évalué d'une manière matérielle et absolue, tandis que pour la contribution personnelle et mobilière, il est tenu compte du nombre des imposables, de leur position de fortune, et les valeurs locatives sont réduites à ce qui concerne la portion des bâtiments affectée à l'habitation des contribuables.

Ces réflexions suffisent pour démontrer le peu de fondement des arguments invoqués par le Conseil d'arrondissement pour prétendre qu'il supporte une surchage, et j'estime avec le directeur que sa réclamation dans les termes où elle est conçue n'est pas susceptible d'être prise en considération.

Salubrité. — Assainissement des logements insalubres.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une circulaire que je viens de recevoir de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce relativement à l'exécution de la loi sur l'assainissement des logements insalubres.

Ainsi que je le fais connaître au Conseil par un premier rapport, j'ai, aussitôt après la promulgation de la loi du 13 avril 1850, appelé les Conseils municipaux à délibérer sur la question et à nommer, s'il y avait lieu, une commission spéciale de salubrité. Je sais que, dans un certain nombre de localités, ces commissions sont instituées et s'occupent des attributions qui leur sont conférées. Mais comme la loi a fixé des délais à l'exécution de leurs décisions, et que ces délais ne sont point encore expirés, je ne suis pas en mesure d'apprécier et de faire connaître les améliorations qui pourront être réalisées.

Par sa circulaire, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce appelle l'attention des Conseils généraux sur la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de venir en aide aux communes qui pourraient avoir à faire exécuter des travaux extraordinaires d'assainissement. Aucune demande de cette nature ne m'a encore été présentée, et dans l'état, je pense que l'examen de la question pourrait être remis à l'année prochaine. Pour la session de **1851**, je réunirai les documents qui seront de nature à éclairer les délibérations du Conseil général.

Quant aux Conseils d'hygiène et de salubrité en faveur desquels M. le Ministre réclame des allocations du département, le Conseil général pourvoit depuis plusieurs années à leurs dépenses. J'ai déjà proposé d'augmenter de 800 fr. pour **1851** l'indemnité accordée au Conseil central, afin de lui donner les moyens de faire imprimer le recueil de ses travaux. Le Conseil central s'occupe en ce moment d'un projet ayant pour but de régulariser et d'activer ses relations avec les Conseils d'arrondissement, et celles des Conseils d'arrondissement avec les commissions cantonales. Ces communications donneront au Conseil, suivant le désir du Ministre, les moyens d'observer et de diriger, d'éclairer quand il y aura lieu les opérations des commissions chargées de la recherche des logements insalubres et des moyens d'améliorer ces logements.

Tour de Saint-Amand. — Travaux de restauration.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes émet le vœu qu'un secours d'au moins **15,000** fr. soit accordé par le département à la ville de Saint-Amand, pour achever les travaux de restauration de la tour, en vue desquels M. le Ministre de l'Intérieur a déjà accordé un subside de **9,000** fr. sur les fonds affectés à la conservation des monuments historiques.

Cette demande m'est parvenue trop tard pour pouvoir être soumise à une instruction complète et régulière. Les pièces produites n'établissent pas si les travaux pour lesquels il est demandé de nouveaux subsides sont la suite de ceux qui sont sur le point d'être achevés et pour quel motif ils n'ont pas été prévus dans le premier devis. D'un autre côté, des renseignements particuliers qui me sont parvenus tendraient à faire penser non seulement que les travaux proposés ne sont pas indispensables, mais que même le projet pourrait soulever des inquiétudes pour la solidité du monument.

Dans cette situation, je suis d'avis que la demande de la ville de Saint-Amand doit être ajournée. Si le Conseil général partage cet avis, je ferai examiner le projet sur les lieux par la commission des bâtiments civils et le soumettrai ensuite à M. le Ministre de l'Intérieur, dont l'approbation préalable est indispensable, puisqu'il s'agit d'un édifice classé au nombre des monuments historiques.

Travaux industriels.

Par une circulaire du **15** de ce mois, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce appelle l'attention des Conseils généraux sur les travaux industriels qu'il serait utile de répandre dans les campagnes.

Déjà le département du Nord compte, dans un grand nombre de communes, des établissements industriels qui y sont devenus une source de prospérité pour les localités, et une partie du bien que le Gouvernement cherche à réaliser se trouve ainsi obtenu. Je n'en crois pas moins devoir prier le Conseil général de vouloir bien examiner avec sollicitude les questions posées par M. le Ministre et exprimer son avis sur chacune d'elles.

Élèves artistes.

Conformément aux intentions exprimées par le Conseil général dans sa session de 1849, j'ai fait examiner par un jury les élèves artistes qui se sont présentés cette année pour obtenir du département les moyens de continuer leurs études dans les établissements spéciaux de Paris. J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil le procès-verbal des opérations du jury.

Parmi les douze candidats examinés, cinq sont particulièrement signalés par le jury comme doués de dispositions supérieures et dignes à tous égards de la sollicitude du Conseil général. Ce sont :

MM. Delesalle, de Lille, statuaire ;
Delannoy, de Lille, compositeur ;
Deconynck. de Méteren, peintre ;
Martin, de Lille, violoniste ;
Et M.elle Jacques, de Lille, déclamation.

Je propose l'inscription au budget départemental d'une somme de 3,000 fr., en priant le Conseil général de vouloir bien déterminer dans quelle proportion ces jeunes artistes participeront aux encouragements du département.

Installation de l'Administration académique.

L'article 13 de la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement, impose aux départements l'obligation de fournir pour le service de l'administration académique un local garni du mobilier usuel nécessaire.

La maison occupée en ce moment par M. le recteur de l'Académie est louée. . .	1,250 »
Les contributions assises sur cette maison sont de.	203 10
	1,453 10

Le mobilier qui garnit les locaux affectés au service de l'Académie est en mauvais état et exige de nombreux travaux. La dépense, d'après le devis et le rapport présentés par l'architecte du département, est évaluée 4,500 fr.

Je propose au Conseil général l'inscription de ces deux sommes au budget départemental de 1851.

Catéchisme d'hygiène et de salubrité.

MM. Gosselet et Pilate, docteurs en médecine à Lille, auteurs d'un catéchisme d'hygiène, demandent que cet ouvrage soit compris au nombre des livres distribués aux élèves des écoles communales.

Le catéchisme de MM. Gosselet et Pilate, tout méritant qu'il soit, ne peut être mis en usage dans les écoles publiques qu'après avoir été approuvé par le Conseil de l'Université. Dans ce but, je l'ai soumis à M. le Ministre de l'Instruction publique, et s'il est autorisé, je pourrai le comprendre au nombre des livres à acheter au moyen du crédit inscrit au budget spécial de l'instruction primaire.

Instruction primaire.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général,

1.° Le rapport de M. l'inspecteur des écoles primaires du département sur les résultats de l'inspection en **1849—1850**, et sur les améliorations obtenues dans le service;

2.° Les pièces relatives au réglement du compte de l'année **1849**;

3.° Mes propositions pour la fixation du budget spécial des dépenses de l'instruction primaire à la charge du département, exercice **1851**;

4.° Les délibérations des Conseils d'arrondissement relatives à l'enseignement public.

J'appelle l'attention du Conseil général sur le rapport de M. l'inspecteur. Les résultats signalés dans ce rapport ne sont pas aussi satisfaisants que je l'aurais désiré. Depuis **1848**, le service n'a pas été, sous certains rapports, ce qu'il devait être. Des instituteurs ont donné lieu à des reproches d'une nature assez grave; la tenue des écoles a laissé à désirer; il y a eu relâchement dans la discipline et l'enseignement en a souffert. Les changements apportés dans le personnel de l'inspection n'ont pas permis malheureusement à l'administration de faire exercer, comme par le passé, une surveillance soutenue, et elle a dû se borner à faire inspecter les écoles des arrondissements où les abus étaient signalés comme étant plus nombreux et réclamaient une prompte réforme.

Elle n'en a pas moins continué les plus actives démarches pour la réalisation de toutes les améliorations à introduire dans la partie matérielle du service. Des maisons d'école spacieuses et salubres se construisent sur tous les points du département et seront achevées dans le cours de cette année ou au commencement de l'année prochaine. Des travaux d'appropriation ou de réparation sont également en voie d'exécution, et toutes les communes qui ont reçu des subsides de l'État ou du département ont été mises en demeure de compléter les travaux dans un délai déterminé si elles ne veulent pas être assujetties à rembourser une partie des subventions accordées.

Je donnerai au surplus des explications plus étendues sur cette partie du service comme sur toutes les autres, en examinant les divers articles du budget.

Depuis l'année dernière, deux lois importantes ont été promulguées sur l'instruction primaire.

La première, du **11** janvier **1850**, a remis temporairement aux Préfets la surveillance de ce service et a étendu leurs pouvoirs sur les instituteurs. Je dois me féliciter tout d'abord de n'avoir dû faire qu'un usage très-restreint des nouveaux droits qui m'étaient conférés. **28** instituteurs seulement ont donné lieu par leur conduite à l'application des dispositions de la nouvelle loi.

20 ont été révoqués,
2 suspendus,
4 déplacés,
et **2** réprimandés.

28

Toutes ces mesures, à l'exception d'une révocation, ont été prises sur l'avis conforme des comités d'arrondissement. Elles ont satisfait l'opinion publique et produit d'excellents effets sur l'esprit des autres instituteurs. Aussi depuis cette époque les plaintes ont complètement cessé; les instituteurs paraissent ne plus s'occuper que de l'intéressante mission qui leur est confiée, celle

de moraliser et d'enseigner la jeunesse. Les autorités locales se montrent généralement satisfaites de leur conduite.

La seconde loi, celle du 15 mars, est la loi organique de l'enseignement. Exécutoire à dater du 1.er septembre prochain, elle modifie profondément les dispositions de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire. J'aurai également l'honneur de faire connaître successivement au Conseil les nouvelles obligations qui résultent de cette loi pour les départements, et en quoi ces dispositions donnent satisfaction à différents vœux qu'il a exprimés sur l'enseignement public.

Fréquentation des écoles.

M. l'inspecteur constate dans le tableau N.° 1 qui se trouve à la suite de son rapport, que le nombre des élèves qui ont fréquenté les écoles pendant l'année 1849—1850 a été de 111,153 en hiver et que ce nombre est descendu à 83,108 en été. Ces chiffres présentent une légère augmentation sur ceux de 1847—1848. Mais si l'on doit admettre comme certaines les tables de Duvillard, il y aurait plus de 72,000 enfants qui ne recevraient aucune instruction.

L'administration s'est occupée à diverses reprises des mesures à adopter pour connaître d'une manière certaine le nombre de senfants absens des écoles. Les propositions faites à ce sujet à M. le Ministre de l'Instruction publique sont restées sans solution. Je n'ai donc aucun moyen de contrôler les bases du travail de M. l'inspecteur. Il résulte seulement du relevé constatant le degré d'instruction des jeunes gens qui ont participé au tirage au sort en 1848, que sur 9,223 inscrits,

284 savaient lire,
5,380 savaient lire et écrire,
4,348 n'avaient aucune instruction,
211 étaient absents au moment du tirage.

La proportion des jeunes gens qui avaient fréquenté les écoles était donc de 61 quatre dixièmes pour cent. Elle n'était en 1831 que de 52 neuf dixièmes pour cent.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque fait remarquer qu'il existe dans cet arrondissement environ 3,600 enfants qui ne fréquentent pas les écoles. Il exprime le vœu que les parents indigents qui reçoivent des secours de la commune soient forcés d'envoyer pendant l'hiver leurs enfants à l'école, sous peine de se voir retirer les subsides qui leur sont accordés. Une semblable disposition, proposée par le Conseil municipal d'une commune de l'arrondissement de Valenciennes, n'a pu être approuvée par M. le Ministre de l'Instruction publique, attendu que, selon l'avis du Conseil de l'Université, une obligation de cette nature ne pouvait être imposée que par la loi.

Afin de déterminer les instituteurs à user de leur influence pour conserver les élèves pendant l'été, M. l'inspecteur propose d'accorder, à l'exemple de ce qui se pratique dans plusieurs départements, des primes à ceux dont les classes seraient les plus nombreuses pendant le trimestre d'avril à juin.

Le Conseil académique pourra prendre cette circonstance en considération dans les avis qu'il aura à donner pour la distribution des fonds d'encouragement destinés aux instituteurs.

Écoles publiques.

Le nombre des écoles publiques et privées ouvertes dans le département s'élève, suivant les renseignements donnés par M. l'inspecteur, à 1,553, savoir :

Écoles de garçons.	Supérieures.	18
	Élémentaires.	455
Écoles de filles. .	Supérieures.	13
	Élémentaires.	474
Écoles communes aux deux sexes.		407
Cours d'adultes.		109
Salles d'asile.		77
		1,553

Ces établissements satisfont généralement aux besoins. M. l'inspecteur se borne à signaler les écoles de filles comme n'existant pas en nombre suffisant. D'après les recherches qu'il a faites, 143 communes qui n'ont aujourd'hui qu'une seule école, se trouveraient, vu le chiffre élevé de leur population, dans l'obligation de séparer les enfants des deux sexes. L'article 51 de la loi du 15 mars donne à l'administration les moyens de travailler à cette amélioration importante. Il donne satisfaction aux vœux si souvent exprimés par le Conseil général en imposant à toute commune de 800 âmes de population et au-dessus, et lorsque ses ressources lui en fournissent les moyens, l'obligation d'avoir au moins une école de filles. Il autorise en outre le Conseil académique à obliger les communes d'une population moindre à entretenir, s'il y a lieu, une école de filles et, en cas de réunion, à décider, selon les circonstances, que l'école de garçons et l'école de filles seront dans deux communes différentes.

Le Conseil général voudra sans doute venir en aide aux communes qui se trouvent dans les cas déterminés par la loi, et je lui propose de porter de 4 à 6,000 fr. le crédit ouvert jusqu'à ce jour pour les subventions spécialement affectées à l'établissement des écoles de filles.

Je propose aussi le maintien de l'allocation de 6,000 francs destinée aux institutrices qui ne trouvent pas dans le produit de leur emploi des moyens suffisants d'existence.

A différentes reprises, le Conseil général a exprimé le vœu que l'enseignement du chant fut introduit dans les écoles communales du département. Je n'ai pas cessé d'adresser des recommandations à cet effet, et M. le recteur a bien voulu se joindre à moi pour qu'il fût satisfait aux intentions manifestées par le Conseil. 160 méthodes ont été comprises dans la distribution des ouvrages accordés au nom du département, et je continuerai chaque année à mettre des livres semblables à la disposition des instituteurs. L'enseignement du chant est au surplus rendu obligatoire par l'article 23 de la loi de 15 mars.

L'étude de la langue nationale dans les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck a suscité quelques observations dans le sein du Conseil général. J'ai donné une attention particulière à cette question fort importante à mes yeux, et j'avais demandé un rapport motivé à M. l'inspecteur sur les dispositions à prendre pour introduire un plan d'études uniformes dans les écoles de ces arrondissements. Mais M. le recteur avait annoncé l'intention de tracer lui-même la marche que devront suivre les instituteurs, et par la lettre ci-jointe, il m'a fait connaître qu'il croyait utile d'attendre la nouvelle organisation de l'inspection primaire pour s'occuper des difficultés qui se rattachent à cette question.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes demande que, dans les campagnes, l'instruction primaire soit spécialement dirigée vers l'agriculture. C'est précisément pour atteindre ce but qu'un cours d'agriculture a été annexé à l'école normale primaire de Douai, par les soins du Conseil général.

Instituteurs et institutrices.

Je viens de faire connaître au Conseil général que le nombre des écoles du département s'élevait à 1,553. Le personnel de l'enseignement attaché à ces établissements était, au premier de ce mois, de 2,111 instituteurs ou institutrices ; savoir :

Instituteurs.	882
Sous-maîtres.	212
Institutrices.	459
Sous-maîtresses.	423
Surveillantes et aides des salles d'asile.	135
	2,111

Ce personnel est, ainsi que je l'ai déjà dit, noté assez favorablement. Le relevé des peines disciplinaires prononcées par les comités d'arrondissement depuis la mise à exécution de la loi du 28 juin 1833, me donne la preuve que généralement, avant 1848, les instituteurs se sont montrés dignes de la confiance de l'administration et qu'ils ont apporté zèle et dévouement dans l'accomplissement de leurs devoirs. En dix-sept années, ces peines ne se sont élevées qu'à 123, dont

65 réprimandes.
13 suspensions.
45 révocations.

Quant aux institutrices, je n'ai que des éloges à leur donner. La charité privée, qui a beaucoup fait pour la création des écoles de filles, veut bien aussi exercer sur elles une active surveillance. Je suis heureux de payer ici le tribut de reconnaissance de l'administration aux personnes dévouées qui ont bien voulu s'imposer de généreux sacrifices dans un but si éminemment utile.

Le Conseil d'arrondissement de Lille exprime, quant au choix des instituteurs, des vœux auxquels je m'associe complètement. « Choisissez, dit ce Conseil, des maîtres imbus de principes » religieux, ... des maîtres moraux qui donnent à leurs élèves l'exemple de la pureté des » mœurs, ... des maîtres tempérants qui les éloignent de la fréquentation des cabarets ; » vous aurez un moyen certain d'améliorer le sort de la génération qui s'élève. . . . . »

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes sollicite le rétablissement des conférences d'instituteurs, en exprimant le vœu que ces conférences aient principalement pour but l'instruction agricole.

M. l'inspecteur pense aussi que les conférences cantonales pourraient avoir en effet des résultats fructueux, si elles sont bien organisées et bien conduites. Il faudrait avant tout que le Conseil académique fût assuré de la possibilité de leur imprimer une utile direction, soit au moyen des inspecteurs d'arrondissement, soit par l'entremise des délégués cantonaux. Toutefois, c'est là une question fort délicate et qui appelle de très-sérieuses réflexions.

Cours d'adultes et salles d'asile.

Il existe dans le département :
109 cours d'adultes,
Et 77 salles d'asile.

Le rapport de l'année dernière ne mentionnait que 36 salles d'asile; mais M. l'inspecteur a cru devoir comprendre dans son relevé des écoles *gardiennes* assez bien tenues, seulement encore dépourvues du mobilier qui constitue l'école maternelle.

Les plus actives démarches ont été faites depuis l'année dernière pour décider les communes d'Avesnes, Landrecies, Le Quesnoy, Maubeuge, Solesmes, Bourbourg, Gravelines, Wormhoudt, Estaires, Merville, La Gorgue, Denain, Condé, Seclin et Wazemmes, à doter leur population de ces établissements dont l'utilité a toujours été consacrée par les vœux du Conseil général. Malheureusement l'insuffisance des ressources communales s'est encore opposée au succès de ces démarches.

Aux termes de l'article 57 de la loi du 15 mars, un décret du Président de la République, rendu sur l'avis du conseil supérieur, doit déterminer tout ce qui se rapporte à la surveillance et à l'inspection des salles d'asile, ainsi qu'aux conditions d'âge, d'aptitude, de moralité des personnes qui seront chargées de la direction et du service dans les asiles publics. Il convient d'attendre les dispositions de ce décret pour insister de nouveau près des communes indiquées. Toutefois, l'article 58 décidant que les salles d'asile libres pourront recevoir des secours sur les fonds des départements et de l'État, je propose au Conseil général de maintenir au budget de 1851 le crédit de 4,000 fr. inscrit précédemment, et de m'autoriser à prélever sur ce crédit les subsides qui seraient demandés pour les asiles libres.

M. le Maire de Lille m'a donné l'assurance que les causes d'insalubrité dont l'existence avait été signalée au Conseil général relativement à l'un des asiles de cette ville, ont disparu complètement.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes renouvelle le vœu que les établissements charitables soient appelés à concourir, dans la mesure de leurs moyens, à la fondation et à l'entretien des salles d'asile, concurremment avec les communes. Une loi seule pourrait ajouter cette obligation aux charges de ces établissements, et tout respectable et utile que serait ce nouvel emploi donné à leurs ressources, il est difficile cependant de ne pas reconnaître qu'il constituerait une véritable dérogation à la destination réelle dee fondations qui forment l'actif de ces établissements.

Le même Conseil d'Avesnes demande que des classes d'adultes, où l'on enseignerait la théorie des engrais, des notions de géologie et de chimie agricole, soient ouvertes dans toutes les communes. La plupart des communes peuvent à peine supporter aujourd'hui les frais d'une seule école publique, et en supposant qu'il leur fût possible de se procurer les ressources nécessaires à la création de toutes ces classes, il serait toujours fort difficile de trouver des instituteurs suffisamment instruits pour les diriger.

Je n'en reconnais pas moins que les cours d'adultes peuvent être utilement multipliés, et je propose au Conseil général de maintenir le crédit de 400 fr. destiné à en favoriser la création.

Ecoles primaires supérieures.

Les écoles primaires supérieures bien dirigées et ramenées, ainsi que l'avait demandé le Conseil général, à l'objet réel de leur destination, étaient appelées à rendre dans ce pays essentiellement agriculteur et manufacturier, bien plus de services que des colléges secondaires, où les connaissances usuelles sont trop souvent négligées pour l'enseignement classique.

J'espère que les maires des villes manufacturières apprécieront les améliorations qu'il convient d'apporter dans le régime intérieur de ces établissements. Ils voudront que les

jeunes ouvriers qui se font remarquer par leur intelligence, trouvent dans ces écoles les moyens de perfectionner leur instruction et d'y puiser les connaissances qui leur manquent pour devenir ainsi que leur aptitude l'a révélé, de bons contre-maîtres. Ils en feront enfin des écoles professionnelles au moyen de cours spéciaux et gratuits que les ouvriers pourraient suivre après les heures de travail

Déjà la ville de Roubaix a manifesté l'intention d'entrer dans cette voie, et le Conseil municipal vient d'adopter un projet qui est en ce moment soumis à M. le Recteur.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes demande que les écoles primaires supérieures soient mises en état de rendre les services que la loi a eus en vue en les créant, et qu'elles soient séparées des colléges. Cette dernière question ne me paraît pas pouvoir être résolue d'une manière générale. L'annexion d'une école primaire supérieure à un collége peut être utile dans certains cas, et c'est à l'administration à apprécier les circonstances dans lesquelles cette mesure peut être adoptée.

Ecole normale d'instituteurs.

Aux termes de l'article 35 de la loi du 15 mars, tout département est tenu de pourvoir au recrutement des instituteurs communaux, en entretenant des élèves-maîtres soit dans les établissements d'instruction primaire désignés par le Conseil académique, soit aussi dans l'école normale établie à cet effet par le département.

Le même article accorde aux Conseils généraux la faculté de supprimer les écoles normales.

La question que le Conseil est appelé à décider en vertu de ces dispositions est une des plus importantes pour l'avenir de l'enseignement primaire, et j'ai cru dès-lors devoir éclairer son opinion sur l'école actuelle.

Une ordonnance du 28 novembre 1833 a autorisé les départements du Nord et du Pas-de-Calais à se réunir pour l'entretien de l'école normale établie à Douai. Conformément à l'art. 21 de l'ordonnance du 16 juillet 1833, la répartition de la dépense entre les deux départements réunis a lieu dans la proportion de la population, du nombre des communes et du montant des contributions foncière, personnelle et mobilière. En vertu de ces dispositions, M. le Ministre de l'Instruction publique a fixé à trois cinquièmes la part du département du Nord, et à deux cinquièmes celle du Pas-de-Calais dans les frais ordinaires d'entretien. Ces frais assez considérables dans le principe, ne s'élèvent, d'après le projet de budget de 1851, qu'à 8,480 fr., d'où il résulte que le département du Pas-de-Calais n'intervient maintenant que pour une somme de 3,392 fr. dans les frais généraux de l'école.

De 1834 à 1836, le département a entretenu vingt et une demi-bourses à l'école normale.

En 1836, il a converti ces vingt et une demi-bourses en huit bourses entières et cinq demi-bourses.

En 1839, le nombre des bourses entières a été porté à dix-neuf, et celui des demi-bourses réduit à deux.

Enfin, en 1843, le Conseil général a créé trois nouvelles bourses pour donner aux élèves qui montraient des dispositions remarquables, les moyens de suivre le cours de troisième année.

En résumé,

170 élèves-maîtres ont été admis à l'école normale jusqu'à ce jour aux frais du département et de l'État.

---

139 sont sortis brevetés.

6 ont été renvoyés de l'école pour inconduite ou inaptitude.

25 sont présents à l'école.

Sur les 139 brevetés,

99 exercent en qualité d'instituteurs ou de sous-maîtres.

9 sont décédés.

10 ont été révoqués ou interdits.

6 ne sont point encore placés.

Et 15 ont abandonné la carrière de l'enseignement après avoir accompli leur engagement décennal.

Les bâtiments de l'école appartiennent à la ville de Douai. Ils ont été affectés à cette destination par une ordonnance du 4 avril 1834, qui en a autorisé l'abandon à l'Université moyennant la concession de deux bourses entretenues par l'État.

En 1846, l'école a été transférée dans un nouveau local appartenant également à la ville de Douai et qui avait été approprié à ses frais.

Le mobilier a été fourni par les deux départements, et la part du Nord, de 1833 à 1849, s'est élevée

à 16,828 73 pour le mobilier proprement dit;

à 1,800 » pour l'achat d'instruments;

et à 2,282 62 pour l'achat de livres destinés à la bibliothèque.

20,911 35 ensemble.

D'après le projet du budget que je soumets au Conseil général, les recettes ordinaires de l'école normale pour 1851 sont portées à 45,980, dont :

5,000	»	produit d'inscriptions de rentes sur l'État.
8,480	»	part contributive des deux départements.
1,000	»	subside du département du Nord pour le cours d'agriculture.
22,500	»	prix des bourses.
3,000	»	subside de l'État et entretien de quatre bourses.
5,500	»	pension des élèves libres et complément de pension des élèves demi-boursiers.

45,480 »

Les dépenses, évaluées à la même somme, se divisent ainsi qu'il suit :

1.° Traitement des professeurs et autres fonctionnaires de l'école.....	11,100	»
2.° Gages du portier	200	»
A reporter ...	11,300	»

Report.....	11,300	»
3.° Entretien des bâtiments, du mobilier, achat de fournitures et menues dépenses.....	2,880	»
4.° Dépenses matérielles du cours d'agriculture.....	300	»
5.° Frais de pension.....	31,000	»
	45,480	»

Le budget comprend en outre, comme dépense extraordinaire, une somme de 500 fr. pour l'achat d'une machine électrique.

Dans le cas où le département du Pas-de-Calais, profitant des dispositions de la loi, refuserait de participer à partir de 1851 aux dépenses de l'école normale, il serait possible de maintenir l'établissement sans augmenter d'une manière sensible les charges du département du Nord.

Ainsi que je l'ai fait remarquer ci-dessus, la part contributive du Pas-de-Calais ne serait que de 3,392 fr.; j'avais pensé qu'il serait facile de couvrir ce déficit au moyen d'une réduction dans le personnel et de l'affectation aux dépenses ordinaires des bonifications à réaliser sur le régime économique. (Il est à remarquer en effet que, depuis la création de l'école, ces économies ont permis de constituer à son profit une rente de 5,000 fr. ou un capital d'environ 100,000 francs. Ce fait témoigne au surplus de la bonne gestion des directeurs qui ont successivement administré l'école.) Mais M. le recteur m'a fait observer que réduire le personnel serait peut être désorganiser les cours et rendre la surveillance insuffisante. Il m'a fourni à cet égard des renseignements que le Conseil trouvera dans la lettre ci-jointe et desquels il résulte qu'une réduction de 300 fr. serait la seule à réaliser sur l'ensemble des traitements. D'un autre côté, il objecte que l'art. 3 de l'ordonnance du 15 décembre 1842 dispose que les excédants des recettes sur les dépenses de chaque école normale pourront être annuellement employés en acquisition soit de meubles, soit de rentes sur l'État inscrites au profit de l'établissement et en son nom, soit d'immeubles, sauf déduction de la portion de l'excédant que la commission de surveillance jugerait nécessaire de conserver en caisse pour assurer le service de l'école. M. le Recteur en conclut que le boni annuel ne peut être employé qu'à l'achat de nouvelles inscriptions de rentes.

La loi du 15 mars ayant supprimé le brevet supérieur, M. le Recteur propose de ne pas continuer les trois bourses de troisième année; il ne verrait aussi aucun inconvénient à réduire le prix de la pension de 500 fr. à 450 fr. L'école normale ayant pu réaliser pendant seize ans une économie de plus de 100,000 fr., le prix des pensions me paraît en effet trop élevé, et j'estime qu'il y a lieu de le fixer à 450 fr. à partir de 1851. Il résulterait de ces changements une économie de 2,800 fr., d'où il suit que si le département du Pas-de-Calais retirait toute allocation, le département du Nord n'aurait à supporter qu'une augmentation de 4 ou 500 fr. pour maintenir l'école normale.

La commission de surveillance rend un témoignage satisfaisant de l'ordre et de la discipline qui règnent dans l'établissement et des soins donnés à l'éducation des élèves. Leur conduite a été bonne.

Je n'ai point à m'expliquer ici sur le mérite des élèves-maîtres sortis de l'établissement. Je ne les ai pas encore assez vus à l'œuvre pour avoir pu me former une opinion raisonnée sur ce point, mais M. l'inspecteur donne à ce sujet des renseignements favorables, et à part quelques exceptions, il ne m'est point parvenu de plaintes sérieuses à l'égard des élèves qui exercent comme instituteurs. Plusieurs d'entr'eux méritent même des éloges.

L'école normale a rendu des services inconstestables à l'instruction primaire dans un moment où tout était à créer ; bien que la situation ne soit plus la même, la conservation et le concours de l'école n'en sont pas moins encore nécessaires.

L'article 25 de la loi du 15 mars a fixé à 21 ans au lieu de 18 l'âge auquel il est permis d'exercer la profession d'instituteur primaire. Il y aura lieu d'examiner les mesures à prendre pour faire concorder cette nouvelle disposition avec les réglements de l'école normale, qui autorisaient l'admission des élèves à 16 ans.

Ignorant la détermination que prendra le Conseil général du Nord, je me borne à lui soumettre le projet de budget qui m'a été adressé par M. le Recteur, en proposant toutefois les deux réductions dont la possibilité a été reconnue par lui, savoir :

1.° Suppression des trois bourses de troisième année.

2.° Réduction à 450 fr. du prix des autres bourses.

Je joins au budget la note explicative des propositions de la commission de surveillance, ainsi qu'une copie du budget de 1850 pour le service économique. J'ai fait produire également, conformément aux intentions du Conseil, le détail estimatif des instruments de physique dont l'acquisition est proposée.

Depuis plusieurs années, l'autorité académique insistait sur l'utilité d'annexer une école pratique à l'école normale. Les pièces que je communique au Conseil lui feront connaître que la ville de Douai a voté les fonds nécessaires pour l'établissement et les frais matériels de cette école. M. le Recteur donne son entière approbation à ce projet.

Le Conseil général a reconnu qu'il n'était pas possible d'établir dans l'école normale, ainsi qu'il l'avait demandé précédemment, un cours spécial pour l'enseignement des formes du langage à l'usage des sourds-muets, et il a demandé que les élèves-maîtres fussent simplement initiés à la connaissance des signes conventionnels employés dans les établissements spéciaux. Je me suis concerté à cet effet avec M. le Recteur, et des mesures sont prises pour la réalisation du vœu du Conseil.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, après avoir fait remarquer que l'instruction des élèves-maîtres de l'école normale est convenablement dirigée, exprime la crainte que l'on y néglige trop ce qu'il appelle l'éducation de l'instituteur, c'est-à-dire les moyens de conduire, avec l'autorité morale nécessaire, des écoles publiques. Il demande que ces élèves-maîtres soient soumis à une espèce de stage et placés temporairement chez les instituteurs les plus capables de l'académie.

Cette combinaison me paraît être la conséquence nécessaire de la disposition qui fixe à 21 ans l'âge des instituteurs. Les élèves-maîtres sortant généralement de l'école avant cet âge, emploieront dans ce stage le temps nécessaire pour atteindre l'âge nouvellement prescrit par la loi.

Cours normal d'institutrices.

Le département entretient au cours normal d'institutrices vingt élèves boursières qui, dans l'espace de deux années, doivent terminer leur instruction et être brevetées.

M. l'inspecteur demande l'augmentation du nombre des élèves, et propose en outre de porter à trois ans au lieu de deux la durée des cours.

En présence des obligations nouvelles imposées par la loi du 15 mars, je partage son avis sur

l'insuffisance des élèves institutrices pour satisfaire aux besoins qui vont se révéler. Il est à remarquer en effet que le département compte 411 communes dont la population est de 800 âmes et plus ; 143 de ces communes n'ont point encore d'écoles de filles, et dans un temps plus ou moins prochain elles devront se conformer aux injonctions de la loi. Il ne faut pas qu'elles puissent s'étayer de l'absence de sujets pour se soustraire à une obligation qui rentre complétement dans les vues du Conseil général.

Je propose en conséquence au Conseil de créer dix nouvelles bourses, ce qui en portera le nombre à trente. J'inscris à cet effet au budget un crédit total de 12,000 francs.

Je ne reconnais pas, quant à présent, la nécessité d'augmenter la durée des cours. Les dames de Flines, qui dirigent le cours normal, ont reconnu elles-mêmes, lorsqu'elles ont fait leurs propositions au Conseil général, que le terme de deux années suffisait pour former une bonne institutrice de commune rurale. Je n'ai pas été à même d'apprécier les circonstances qui ont pu modifier leur opinion, et suis d'autant moins porté à appuyer la prolongation demandée, que toutes les élèves ont obtenu leurs brevets après l'achèvement de leurs études.

Service de l'inspection.

La loi du 15 mars a décidé (articles 18 et 20) qu'il y aurait, dans chaque arrondissement, un inspecteur de l'enseignement primaire, et que l'inspection des établissements d'instruction publique ou libre, serait exercée par ce fonctionnaire, par les délégués cantonaux, ainsi que par le maire et le curé. Le pasteur et le délégué du consistoire israélite doivent également prendre part à l'inspection pour les écoles spéciales à leur culte.

Cette nouvelle organisation aura lieu le 1.er septembre prochain, et au moment où les comités d'arrondissement vont cesser leurs fonctions, l'administration leur doit de justes remerciements pour le zèle éclairé et le dévoûment qu'ils n'ont cessé d'apporter dans l'accomplissement de leur importante mission. Ils se sont toujours associés avec empressement aux projets d'amélioration qui leur étaient communiqués, et dans ces derniers temps ils ont fortement contribué à rétablir l'ordre et la discipline un instant compromis dans les écoles publiques. Le Conseil général voudra sans doute se joindre à moi pour leur exprimer toute la reconnaissance qu'ils ont si bien méritée.

M. l'inspecteur et MM. les sous-inspecteurs méritent également des éloges pour l'intelligence et l'activité qu'ils ont apportées dans leur service. C'est surtout au moment de la mise à exécution de la loi du 11 janvier que j'ai pu apprécier leur zèle, et je dois une mention particulière à M. Bourgeois, inspecteur. Le Conseil pourra reconnaître comme moi le mérite de ce fonctionnaire par le rapport remarquable que je mets sous ses yeux. L'administration n'était plus habituée depuis longtemps à des travaux aussi consciencieux, à des appréciations aussi justes, et elle ne peut que regretter que cet inspecteur n'ait pas été chargé plus tôt de la direction d'un service qui a parfois laissé trop à désirer.

Je propose au Conseil d'accorder comme marque de sa satisfaction et en raison du service extraordinaire qu'ils ont eu à faire dans ces derniers temps, une gratification de 500 francs pour ces trois fonctionnaires, savoir :

200 francs à M. l'inspecteur,

150 francs à chacun des deux sous-inspecteurs.

Un réglement doit déterminer (article 20) le classement, les frais de tournée, l'avancement et les attributions des inspecteurs de l'enseignement. Il n'est dès-lors pas possible de savoir quant à

présent, s'il y aura lieu de continuer aux inspecteurs l'allocation pour frais de bureau. Il est d'ailleurs présumable qu'il sera pourvu sur les fonds de l'Etat à tous les frais matériels.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la lettre par laquelle M. Wyart, ancien sous-inspecteur dans le département, sollicite une indemnité pour le temps pendant lequel M. le Ministre de l'Instruction publique l'a autorisé à continuer ses fonctions en lui accordant sur les fonds de l'Etat, la moitié de son traitement. M. Wyart est dans une position malheureuse. Le Conseil croira sans doute devoir prendre sa demande en considération.

Aux termes de l'article 42 de la loi du 15 mars, le Conseil académique désigne un ou plusieurs délégués résidant dans chaque canton pour surveiller les écoles publiques et libres du canton et détermine les écoles particulièrement soumises à la surveillance de chacun.

Les délégués se réunissent au moins une fois tous les trois mois pour convenir des avis à transmettre au Conseil académique. J'ai inscrit au budget un crédit de 1,000 fr. pour subvenir aux dépenses que ces réunions pourraient entraîner. Ce crédit me paraît devoir suffire, car il ne sera employé qu'à des frais matériels préalablement approuvés, sans pouvoir être affecté en aucun cas aux frais de déplacement des délégués cantonaux.

La désignation des délégués cantonaux doit, ainsi que le fait remarquer le Conseil d'arrondissement de Lille, exercer une grande influence non pas seulement sur la tenue des écoles, mais bien plus encore sur la conduite des instituteurs. C'est par une surveillance de tous les instants et surtout par cette vigilance qui consiste, dit le Conseil, à faire comprendre à l'instituteur qui en est l'objet toute l'importance de sa mission, que l'on arrivera à des résultats vraiment satisfaisants.

Le Conseil d'arrondissement de Douai émet le vœu que toutes les écoles soient visitées au moins une fois par an par l'inspecteur de l'arrondissement; que cette inspection soit annoncée qninze jours à l'avance, et qu'elle soit suivie d'un rapport très-détaillé, communiqué par extrait au Maire de la commune et aux délégués cantonaux. — L'expérience a démontré qu'il y aurait de graves inconvénients à faire toujours connaître à l'avance l'époque de l'inspection ; il ne peut pas exister de règle fixe à ce sujet. Quant à la communication du rapport, elle a toujours eu lieu depuis plusieurs années avec la plus grande exactitude par les soins de l'administration, et c'est ce qui a permis de réaliser de nombreuses améliorations, au moins dans la partie matérielle du service. Il est bien présumable que le Conseil académique, chargé désormais de la haute surveillance de l'enseignement, continuera les mêmes communications.

Maisons d'école.

L'article 37 de la loi du 15 mars assujettit toute commune à fournir à l'instituteur, outre le traitement, un local convenable tant pour son habitation que pour la tenue de l'école et le mobilier de classe.

Cette obligation existait déjà dans la loi du 28 juin 1833 pour les maisons d'école, et le Conseil général a voté des subsides considérables pour venir en aide aux communes qui, au moyen d'impositions extraordinaires, achetaient ou faisaient construire les locaux nécessaires au service de l'instruction publique.

De 1843 à 1849, la somme allouée par le département s'est élevée à 701,840 fr. 53 c. De son

côte, M. le Ministre de l'Instruction publique a, pendant la même période, accordé sur les fonds de l'Etat, ... 450,160 »
de plus, les subventions réglées par M. le Ministre, qui n'ont pu encore être mandatées et qui seront successivement ordonnancées sur les fonds généraux, s'élèvent à . . . . . 147,025 »

Total 1,299,025 53

Les secours mis à la disposition des communes ayant été généralement fixés au tiers du montant des devis présentés à l'administration, il s'ensuit que la somme totale consacrée aux travaux de maisons d'école pendant les dix-sept années qui viennent de s'écouler serait de 3,897,076 59

La somme de 1,299,025 fr. 53 c., montant total des subventions attribuées aux communes, a été répartie entre les arrondissements de la manière suivante, savoir :

ARRONDISSEMENTS.	SUBSIDES alloués par le département	SUBSIDES alloués par l'Etat.	SUBSIDES promis par l'Etat et non encore ordonnancés au 31 décembre 1849.	TOTAUX.
Avesnes.	150,154 04	85,620 »	50,627 »	286,401 04
Cambrai.	167,254 89	123,965 »	24,090 »	315,309 89
Douai.	44,571 »	21,563 »	12,800 »	78,934 »
Dunkerque.	49,039 92	33,415 »	12,543 »	94,997 92
Hazebrouck.	44,426 24	29,955 »	2,800 »	77,181 24
Lille.	200,001 39	124,080 »	34,715 »	358,796 39
Valenciennes.	46,393 05	31,562 »	9,450 »	87,405 05
Totaux.	701,840 53	450,160 »	147,025 » (*)	1,299,025 53

529 communes ont pris part à la distribution de ces subsides, savoir :
394 pour acquisition ou construction de maisons d'école ;
135 pour réparation ou appropriation de maisons déjà existantes et pour achat de mobilier de classe.

Le tableau ci-après présente la situation des communes au 1.er août courant en ce qui concerne les maisons d'école.

(*) M. le Ministre a mis à ma disposition, sur 1850, une somme de 44,400 fr, à valoir sur celle de 147,025 fr. — La distribution lui en est proposée conformément à l'état ci-annexé.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DE MAISONS D'ÉCOLES bien disposées.	dont les travaux se seront terminés en 1850 ou 1851.	dont les locaux sont mal disposés ou le mobilier incomplet	dont les projets de construction ou d'acquisition sont à l'étude.	NOMBRE des communes qui n'ont encore pris aucune mesure pour satisfaire à la loi.	OBSERVATIONS.
Avesnes...	68	18	47	»	9	
Cambrai....	52	21	26	5	12	
Douai.....	32	3	6	13	8	
Dunkerque..	29	11	13	»	4	
Hazebrouck.	55	4	6	»	»	
Lille.....	81	7	31	»	8	
Valenciennes	32	5	25	»	19	
	349	69	154	18	60	

Il résulte de ce tableau que, dans le courant de l'année prochaine, les communes seront propriétaires de 418 maisons d'école convenablement disposées tant pour les classes que pour le logement de l'instituteur.

Il existe en outre 150 maisons d'école qui exigent des travaux d'appropriation. Ainsi que je l'ai annoncé au Conseil général, les communes qui ont obtenu des subsides de l'état ou du département, devront exécuter les travaux nécessaires dans un délai rapproché. Je ferai part au Conseil général dans sa session de 1851 du résultat de mes diligences à ce sujet.

Il trouvera ci-joint l'état des soixante communes qui se sont refusées jusqu'à ce jour à s'occuper des moyens de devenir propriétaires de maisons d'école. J'ai indiqué en regard de ces communes les motifs qu'elles ont fait valoir pour justifier cet ajournement.

Je communique également au Conseil l'état de répartition des fonds alloués aux budgets de 1849 et de 1850. L'insuffisance des crédits ne m'a pas permis de solder tous les subsides demandés, et il reste à mandater une somme de 20,762 fr. dont le détail se trouve repris au même état.

Le Conseil remarquera en outre que 18 projets sont à l'étude. J'ai lieu de penser que, d'après mes instances les pièces nécessaires à la réalisation de ces projets seront produites avant la fin de l'année courante, et que les communes seront dès lors en position de recevoir en 1851 les subsides auxquels elles auront droit.

Je propose en conséquence au Conseil de porter à 56,332 fr. 79 cent. le crédit affecté aux maisons d'école.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck sollicite des secours pour la commune d'Oudezeele, dont la maison d'école a été détruite par incendie. Cette commune obtiendra les subsides promis sur les fonds de l'état et du département, aussitôt qu'elle aura produit les pièces exigées par les instructions. Avis en a été donné à M. le Sous-Préfet.

Il en est de même pour la commune de Steenwerck, recommandée par le même Conseil.

Le secours demandé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes en faveur de la commune d'Anor ne peut être accordé, attendu que non-seulement cette commune ne s'impose pas extraordinairement pour le projet de construction, mais encore elle n'a jamais voté les 3 centimes additionnels pour le

service de l'instruction primaire. Elle pourvoit à toutes ses dépenses au moyen de revenus qui sont plus que suffisants et ne se trouve pas dès-lors dans les conditions déterminées par le Conseil général pour obtenir des subsides.

Quant à la commune de Boussois dont il est question dans la même délibération, elle recevra un secours de 1,366 fr. sur les fonds du département, et la subvention accordée sur les fonds généraux a été réglée à 1,000 fr. Cette affaire est donc terminée.

Livres d'école.

La distribution des livres classiques faite dans le département, a puissamment contribué à répandre l'enseignement dans les campagnes.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général l'état de la répartition qui a été faite au moyen de l'allocation de 1849. Les observations présentées l'année dernière concernant la désignation des livres, ont été prises en considération.

J'inscris au projet de budget le crédit ordinaire de 3,000 fr. pour l'achat de semblables ouvrages en 1851.

Caisse d'épargne.

Les documents que je communique au Conseil relativement à la caisse d'épargne arrêtent, ainsi qu'il suit, le montant des sommes acquises à cette caisse au 31 décembre 1849 :

En capital	155,601	59
En intérêts.	3,114	»
Total.	158,715	59

L'article 39 de la loi du 15 mars porte qu'une caisse des retraites sera substituée par un réglement d'administration publique aux caisses d'épargne des instituteurs. Le Conseil général votait chaque année un don de 1;500 fr. en faveur de la caisse d'épargne. Cette somme doit être retranchée jusqu'au moment où les statuts de la caisse des retraites seront publiés.

Je retranche également les allocations pour frais d'imprimés et d'écritures de la même caisse.

Encouragements.

Je propose au Conseil de maintenir au budget de 1851 les crédits ordinaires pour encouragements, prix et récompenses aux instituteurs, aux institutrices, ainsi qu'aux directeurs de classes d'adultes et aux surveillants de salles d'asile.

Conformément à l'article 14 de la loi, ces encouragements ne seront accordés que sur l'avis du conseil académique.

Dépenses ordinaires.

A dater du 1.er janvier 1851, le traitement des instituteurs communaux doit, conformément à l'article 38 de la loi, se composer :

1.° D'un traitement fixe qui ne peut être inférieur à 200 fr.;

2.° Du produit de la rétribution scolaire;

3.° D'un supplément, accordé à tous ceux dont le traitement joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint pas 600 fr.

Le supplément doit être calculé d'après le montant de la rétribution scolaire pendant l'année précédente.

Cet article améliore, ainsi que le Conseil général n'a cessé de le demander, la position financière des instituteurs, mais en même temps il augmente considérablement les charges du département. En effet, aux termes de l'article 40, lorsque les communes ne peuvent subvenir au moyen de leurs ressources personnelles et de 3 centimes additionnels aux dépenses ordinaires de l'enseignement primaire, il doit y être pourvu sur les ressources du département, et en cas d'insuffisance, au moyen d'une imposition spéciale qui ne peut excéder 2 centimes additionnels.

Il résulte des états que je mets sous les yeux du Conseil que le département aura à pourvoir à un déficit de 55,278 fr. réparti comme suit, pour chaque arrondissement.

Avesnes.	20,481	»
Cambrai.	14,025	»
Douai.	1,880	»
Dunkerque.	4,592	»
Hazebrouck	2,820	»
Lille.	9,490	»
Valenciennes.	1,990	»
	55,278	»

La somme allouée l'année dernière pour compléter le traitement de 200 fr. séulement, ne s'élevait qu'à 16,682 48

L'élévation du traitement des instituteurs à un minimum de 600 fr. me paraît rendre inutile le crédit de 4,000 fr. qui était précédemment alloué pour secours à ceux qui ne trouvaient pas dans leur position des moyens suffisants d'existence.

En résumé, je propose au Conseil général de régler ainsi qu'il suit le projet de budget de l'instruction primaire pour 1851. Je lui communique, à l'appui de mes propositions, la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique du 13 août courant, relative à la préparation de ce budget, ainsi que le décret du 20 avril et l'instruction ministérielle du 24 dudit mois.

RECETTES.

	RECETTES	
	de 1850.	proposées pour 1851.
Reste disponible de 1849.	23,632 81	9,048 29
2 centimes additionnels.	96,932 56	155,842 »
	120,565 37	164,890 29

DÉPENSES.

CHAPITRE 1.er

		SOMMES allouées pour 1850.	SOMMES proposées pour 1851.
1. Dépenses ordinaires de l'école normale :			
Portion du département dans la somme de 8,480 fr. à prélever sur les fonds départementaux du Nord et du Pas-de-Calais.	5,088 »		
Entretien de 19 bourses à 450 fr.	8,550 »		
Id. de 2 demi-bourses à 225 fr. . . .	450 »		
Frais du cours d'agriculture.	1,000 »	18,068 »	15,088 »
2. Menues dépenses et frais d'impression de la commission d'examen.	141 50		
Idem des délégués cantonaux. . .	1,000 »	2,664 50	1,141 50
3. Complément des dépenses ordinaires des écoles primaires communales.		16,682 48	55,278 »
L'état des dépenses des écoles primaires communales pour 1851 présente les résultats suivants :			
Frais de location des maisons d'école. . . .	23,896 »		
Traitement des instituteurs (Traitement fixe. — Rétribution complémentaire).	544,873 »		
Imprimés pour la rétribution mensuelle. . .	3,842 »		
	572,611 »		
Les ressources affectées à cette dépense se composent :			
1.° Du produit des fondations, legs et donations. . . . . 1,766 »			
2.° D'un prélèvement sur les revenus ordinaires et du produit des impositions extraordinaires sur les communes. 300,290 »	517,333 »		
3.° Du montant de la rétribution mensuelle. . . . . 215,277 »			
La portion à la charge du département s'élève donc à.	55,278 »		
		37,414 98	71,507 50

	SOMMES allouées pour 1850.	SOMMES proposées pour 1851.
CHAPITRE 2.		
Dépenses extraordinaires.		
1. Subvention aux communes pour acquisitions, constructions et réparations de maisons d'école.	8,669 18	56,332 79
2. Subvention pour achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres.	3,000 »	3,000 »
3. Achats d'instruments pour l'école normale (Part du département du Nord dans la dépense de 500 fr.).	» »	300 »
4. Encouragement aux instituteurs qui se sont le plus distingués.	1,600 »	1,600 »
5. Même encouragement pour les institutrices.	1,200 »	1,200 »
6. Même encouragement aux surveillantes des salles d'asile. . .	600 »	600 »
7. Même encouragement aux directeurs des classes d'adultes. . .	400 »	400 »
8. Subvention pour l'établissement et l'entretien des classes d'adultes.	600 »	600 »
9. Allocation pour le cours normal d'institutrices.	8,000 »	12,000 »
10. Subvention pour l'établissement et l'entretien des écoles de filles.	4,000 »	6,000 »
11. Subvention spécialement affectée aux écoles de filles trop faiblement rétribuées.	6,000 »	6,000 »
12. Subvention pour l'établissement et l'entretien des salles d'asile.	4,000 »	4,000 »
13. Gratification à l'inspecteur primaire et aux deux sous-inspecteurs pour services rendus en 1850.	» »	500 »
14. Frais généraux d'impression pour le service de l'instruction primaire.	250 »	250 »
15. Secours à M. Boulanger, ancien directeur de l'école normale.	600 »	600 »
16. Frais de bureau de l'inspecteur.	400 »	» »
17. Don à la caisse d'épargne.	1,500 »	» »
18. Achat de livres pour l'école normale.	150 »	» »
19. Subside aux instituteurs nécessiteux.	4,000 »	» »
20. Remboursement d'un emprunt.	38,181 21	» »
	83,150 39	93,382 79
RÉCAPITULATION.		
CHAPITRE 1.er Dépenses ordinaires.	37,414 98	71,507 50
CHAPITRE 2. Dépenses extraordinaires.	83,150 39	93,382 79
	120,565 37	164,890 29
Les ressources s'élèvent à.	.....	164,890 29
Les dépenses à.	.....	164,890 29
BALANCE.	.....	» »

Habitations des classes ouvrières

Conformément aux instructions que M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce vient de me transmettre par une circulaire du 20 de ce mois, j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un exemplaire du mémoire rédigé par M. Henri Roberts, membre de l'Institut des architectes de Londres, sur les habitations des classes ouvrières, mémoire traduit et publié par ordre de M. le Président de la République.

M. le Ministre demande que le Conseil général veuille bien non seulement accorder son concours pour propager les utiles enseignements que contient ce mémoire, mais encore voter quelques allocations destinées à faciliter la création de constructions modèles, salubres et appropriées aux besoins des classes laborieuses des villes et de la campagne.

L'application de la loi sur les logements insalubres, à raison des délais qu'elle a fixés à l'exécution des décisions des commissions d'assainissement, n'est point suffisamment avancée pour qu'il me soit possible de donner au Conseil des renseignements certains sur l'état des choses dans le département du Nord. Je dois dès-lors me borner pour cette année à le prier d'examiner les questions proposées par M. le Ministre, avec tout l'intérêt que réclament leur caractère et leur importance.

Jeunes détenus. — Loi sur l'éducation et le patronage.

La loi du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus des deux sexes, dispose que ces enfants seront élevés soit en France, soit en Algérie dans des établissements à la fois agricoles et industriels, qui seront fondés par des particuliers avec l'appui et sous la surveillance de l'administration.

L'article 8 de cette loi porte qu'il sera établi auprès de toute colonie pénitentiaire un Conseil de surveillance qui se composera :

D'un délégué du Préfet ;

D'un ecclésiastique désigné par l'Evêque du diocèse ;

De deux délégués du Conseil général ;

D'un membre du tribunal civil de l'arrondissement, élu par ses collègues.

Le quartier d'éducation correctionnelle annexé à la maison centrale de Loos, et spécialement affecté aux garçons, rentre dans la catégorie des établissements pénitentiaires prévus par la loi du 5 août. Je prie donc le Conseil général de vouloir bien désigner deux de ses membres pour faire partie du Conseil de surveillance qui doit être établi auprès de la colonie pénitentiaire de Loos.

Lille, le 24 août 1850.

Le Préfet du Nord,

VAÏSSE.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD

PROCÈS-VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS.

SESSION DE 1850.

Séance du 26 août.

L'an mil huit cent cinquante, le vingt-six août, à midi, les Membres du Conseil général du département du Nord se réunissent au lieu ordinaire de leurs séances, à l'hôtel de la Préfecture.

Sont présents : MM. Dansette, Chombart, Brame, d'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Colette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, Degruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Declebsattel, Delattre, Decarpentries, Delaroïère, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Angelet, Marchant, Piette, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Danel, De Montozon et Desmoutiers (Charles).

Absents : MM. Blanckaert, Locqueneux, Crapez, Gouvion et Choque.

Ouverture de la session. Le Préfet entre en séance et donne lecture du décret du Président de la République en date du 30 juillet, qui convoque les Conseil généraux et fixe la durée de leur session.

Le Préfet déclare la session ouverte; il donne communication de deux lettres de MM. Locqueneux et Crapez qui s'excusent de ne pouvoir assister aux premières séances, et se retire.

Bureau provisoire. Le Conseil se constitue provisoirement sous la présidence de M. Desespringalle, doyen d'âge.

M. Chombart, le plus jeune des membres présents, remplit les fonctions de secrétaire.

Bureau définitif. Il est procédé à la composition du bureau définitif. Un appel nominal constate que 55 membres sont présents.

Un scrutin est ouvert pour la nomination du président. La majorité absolue est de 28

Les voix sont réparties comme il suit :

MM. Danel	16
Rossignol	12
Mimerel	17
De Staplande	9
Billet blanc	1
Total	55

Aucun membre n'ayant obtenu la majorité, il est procédé à un second tour de scrutin.

M. DE STAPLANDE remercie ceux de ses collègues qui ont bien voulu lui donner leurs voix, mais il déclare qu'il n'accepterait pas les fonctions de président, et il prie ceux qui l'ont honoré de leurs suffrages, de reporter leurs voix sur un autre membre du Conseil.

M. ROSSIGNOL exprime les mêmes remerciements et fait la même déclaration.

Le dépouillement du second scrutin donne les résultats suivants :

M. DANEL	30 voix.
M. MIMEREL	24

Un membre s'est abstenu.

M. DANEL ayant obtenu la majorité, est proclamé Président.

Un scrutin est ouvert pour la nomination du Secrétaire.

Le nombre des votants est toujours de 55.

MM. DECLEBSATTEL obtient	26 voix.
ROSSIGNOL	23
LESTIBOUDOIS	3
DE MELUN	1
MARCHANT	1
Billet blanc	1
Total	55

Aucun membre n'ayant obtenu la majorité, il est procédé à un second tour de scrutin qui donne les résultats suivants :

MM. DECLEBSATTEL	31 voix.
ROSSIGNOL	23
Billet blanc	1
Total	55

M. DECLEBSATTEL ayant obtenu la majorité, est proclamé Secrétaire.

Le Président d'âge invite le Président et le Secrétaire définitifs à prendre place au bureau.

Remerciements au bureau provisoire.

M. DANEL remercie ses collègues de la haute marque de confiance qu'ils viennent de lui accorder. Il connaît et apprécie toute l'étendue de la tâche que lui impose cette honorable distinction, et il compte sur le concours de ses collègues pour lui faciliter les moyens de s'en acquitter dignement.

Il propose au Conseil de voter des remerciements à MM. le Président et le Secrétaire provisoires. Ces remerciements sont votés à l'unanimité.

Il prévient ensuite par une lettre M. le Préfet de la constitution définitive de l'assemblée.

Exposé du Préfet.

Le Préfet rentre en séance et donne lecture d'un discours qui présente un résumé lumineux et complet de la situation du département, de ses besoins de toute nature, des mesures prises pour y satisfaire, et des nouvelles propositions présentées dans le même but. Il s'exprime en ces termes :

Messieurs,

Il y a peu de jours encore, je croyais n'avoir qu'à me féliciter, avec vous, des riches apparences qui promettaient une nouvelle année d'abondance à nos campagnes, et d'aisance à nos populations laborieuses, lorsque des pluies tombées avec une continuité dont il existe peu d'exemples en semblable saison, sont venues compromettre cette espérance.

Sur plusieurs points du département, les rivières sont sorties de leur lit, les champs ont été inondés et les récoltes ont souffert de graves dommages.

En même temps, des chaussées, des digues ont été coupées, des ponts emportés, des communicatoins interrompues.

Je ne suis pas encore en mesure de fixer le Conseil sur l'importance de ces dégâts, dont une partie, malheureusement, doit tomber à la charge du budget départemental.

Je ne puis non plus, jusqu'à présent, apprécier le dommage fait aux récoltes. Je suis cependant fondé à croire qu'il n'influera pas d'une manière sensible sur la production de l'année, et que les craintes qui ont pu être exprimées à cet égard, ne se trouveront pas justifiées.

Nonobstant cette douloureuse circonstance, la session du Conseil général s'ouvre dans des conditions propices. La population travaille; les signes par lesquels on a coutume d'apprécier le mouvement des affaires font connaître, qu'à l'exception de quelques rares industries qui ont de la peine à se remettre de nos récentes commotions, il règne généralement, dans toutes les autres, une activité peu ordinaire.

Nos manufactures, notre agriculture, après avoir occupé une place honorable dans l'exposition française des produits de l'industrie, se disposent, avec une louable et patriotique émulation, à soutenir, à Londres, l'honneur du département et de la France.

Dans cette situation, il ne reste au Conseil général que la tâche toujours satisfaisante d'encourager, de seconder une si heureuse activité, par le bon emploi des moyens d'impulsion dont il a la disposition.

J'aurai l'honneur de vous présenter, suivant l'usage, des rapports spéciaux sur les diverses matières soumises à votre examen.

J'ai appliqué mes soins à faire en sorte que l'expédition des affaires eût à souffrir le moins possible du changement qui, depuis votre session et à la suite d'autres changements réitérés, à de courts intervalles, est survenu dans l'administration du département.

Toutefois, il résultera inévitablement de là, quelque retard dans la solution de certaines questions, celles particulièrement, qui exigent une connaissance des faits que le temps seul peut donner.

La situation du Trésor, les économies nécessitées par cette situation, dans les crédits affectés aux travaux d'utilité publique ont occasionné du ralentissement dans ceux de ces travaux qui sont exécutés aux frais de l'Etat.

Cette conséquence pèse d'une manière regrettable, spécialement sur les ports de Dunkerque et de Gravelines, sur l'amélioration de nos rivières et de nos canaux, sur celle de nos routes nationales.

Cependant les travaux essentiels de conservation n'ont été interrompus ni à Gravelines ni à Dunkerque. Les grandes écluses dont l'état donnait lieu à de si graves inquiétudes sont réparées ou reconstruites.

L'écoulement des eaux de l'intérieur vers la mer est assuré, et les territoires desséchés, à grands frais, n'ont plus rien à craindre pour les ouvrages intéressants qui font leur richesse comme leur sûreté.

Des mesures sont prises pour dégager le port de Dunkerque des sables qui l'avaient envahi par suite de la désorganisation momentanée des moyens destinés à l'en garantir; enfin, avant trois ans, comme vous pourrez voir par le rapport de M. l'ingénieur en chef, le bassin à flot, quoique non terminé, pourra déjà être utilisé par le commerce.

Divers crédits ont été alloués, de nouveaux sont annoncés ou attendus, pour redresser ou approfondir différentes parties de nos canaux et rivières; d'autres parties sont dès-à-présent soumises à des études qui donneront lieu à des résultats semblables.

A ces soins matériels ne s'est pas bornée la sollicitude de l'administration. D'accord avec celle que vous avez manifestée dans le cours de votre précédente session, cette sollicitude s'est préoccupée de l'influence des chemins de fer sur le sort de la navigation intérieure.

Les documents qui vous seront communiqués fournissent des indications intéressantes sur la manière dont cette influence s'est fait sentir, jusqu'ici, sur les diverses voies navigables du département.

Vous verrez, sur quelques points, les produits de la navigation diminuer d'une manière plus ou moins marquée, au profit des chemins de fer; sur d'autres points, ces produits se maintenir, s'accroître même comme si la concurrence des chemins de fer avait développé une production nouvelle.

Cette concurrence est trop récente pour que les effets en puissent être appréciés avec certitude. Rien n'est encore définitivement établi, rien n'est fixé à cet égard.

Il arrivera de la concurrence des chemins de fer pour les autres moyens de transport, ce qui est arrivé déjà de la concurrence des canaux pour le roulage.

Chaque mode finira par trouver son emploi ; son utilité, et l'intérêt général profitera de tous également.

Mais il faudra du temps pour modifier les habitudes prises ; il en faudra, il faudra de nombreux essais pour comparer, pour juger les avantages particuliers à chacun des modes dont on peut faire usage ; pour reconnaître à quelles matières, à quelles circonstances chacun de ces modes peut être plus utilement approprié ; pour que chacun d'eux trouve ses conditions les plus favorables et se place dans ces conditions.

En attendant, il y a lutte, il y a crise, il y a malaise.

Il est d'une administration prévoyante d'observer cette situation, de faire tout ce qui dépend d'elle pour rendre, autant que possible, les conditions égales entre les divers intérêts en concours, et d'empêcher que l'un d'eux ne succombe, afin de ne pas faire perdre au pays les avantages qu'il peut retirer de ce concours même.

Dans ce but, l'État a successivement abaissé les tarifs sur les canaux et rivières qu'il exploite par lui-même. Cette mesure, qui a déjà forcé des abaissements semblables sur quelques-uns des canaux livrés en concession, sera appliquée à tous les autres, à mesure qu'ils reviendront dans les mains de l'État.

Un réglement sur le hallage, fait dans le même esprit et destiné à porter dans ce service plus d'ordre, plus de précision, plus de célérité, est, dans ce moment, soumis au Ministre des Travaux publics.

L'Administration a cherché à répondre ainsi à l'intention et aux recommandations du Conseil général.

Mais c'est principalement sur l'esprit d'entreprise, c'est sur tout ce qu'il y a d'ingénieux et d'inventif dans l'intérêt privé, qu'il faut compter pour trouver, et cet intérêt y parviendra, les moyens de lutter contre la concurrence qui nous préoccupe.

Ce que je viens de dire est, en partie, applicable au roulage, pour lequel cette concurrence n'a pas des conséquences moins graves. Les chemins de fer ne feront pas plus abandonner les routes que les canaux ; le mouvement des transactions a le même besoin de tous ces moyens de transport et de circulation, le même intérêt à les conserver.

Nos routes nationales sont, vous le savez, généralement en bon état ; elles ne présentent de lacune sur aucun point ; sur quelques-uns seulement elles réclameraient des rectifications, des améliorations de détail qui auraient pour résultat d'y rendre la circulation plus facile, plus commode et plus prompte.

M. l'ingénieur en chef estime à onze cent mille francs la somme qui pourrait être utilement employée à cette destination, et à cent mille francs celle qu'il conviendrait d'y consacrer chaque année. Obtiendrons-nous de telles allocations pour de simples améliorations ? Le temps n'est pas favorable à de pareilles espérances.

Il paraîtrait même que nous sommes menacés de voir diminuer le crédit annuellement affecté à l'entretien de nos routes nationales.

Le changement que le chemin de fer a pu produire dans la circulation n'a cependant pas influé sur l'état de ces routes d'une manière assez marquée pour motiver encore une réduction dans les frais d'entretien. Faire cette réduction d'une manière prématurée serait compromettre la conservation de nos routes, aggraver la condition du roulage et susciter aux transactions des entraves onéreuses.

C'est dans un esprit bien différent, puisqu'il a pour but principalement de donner plus de facilités à l'industrie des transports et d'en alléger les charges, qu'a été conçu un projet de loi sur la police du roulage, dont je suis chargé de donner connaissance au Conseil.

Ce projet, sur lequel M. le Ministre des Travaux publics appelle vos observations, est fondé sur le principe d'une liberté absolue relativement à la largeur des jantes et au poids des chargements. Vous verrez dans l'exposé des motifs par quelles raisons fort sérieuses, à mon avis, le Ministre justifie ce nouveau système destiné à procurer au roulage, et par suite au commerce qui se sert de lui, des avantages hors de toute proportion, avec le dommage, d'ailleurs contesté, qui peut en résulter pour les routes.

Les voies de communication occupent, à juste titre, une place principale parmi vos préoccupations.

Vos canaux et rivières navigables, vos routes nationales, le chemin de fer forment, avec vos routes départementales et sans compter les lignes de grande vicinalité, pourtant si avancées, un

réseau dont je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'exemples et qui est tout-à-fait digne de l'importance du département, de son étendue, de sa population, de la multiplicité, de la richesse de ses productions et des transactions si variées auxquelles ces productions donnent lieu.

Nos routes départementales, celles au moins qui sont définitivement classées, se trouvent à peu près terminées.

Au tableau de ces routes, il faut en ajouter trois dont le classement voté, en principe, par le Conseil général, n'a pû être encore régularisé.

Les travaux que nécessiteront ces trois routes joints à ceux qui restent à faire aux premières, pourront être exécutés en deux exercices, sans que le budget en soit trop pesamment chargé; sous ce rapport, donc, la situation serait satisfaisante.

Mais le Conseil sait que, depuis plusieurs années, la première section du budget, celle des dépenses ordinaires ne fournit plus assez de ressources pour couvrir entièrement les frais d'entretien des routes départementales et qu'une portion de ces frais doit être reportée à la seconde section, celles des dépenses facultatives.

La réduction faite, l'année dernière, sur le contingent attribué au département dans le premier fonds commun a diminué d'une somme égale les ressources de la première section du budget et augmenté d'autant l'emprunt à faire sur l'autre section.

Cette année, malgré mon insistance, malgré l'appui qu'ont donné à cette insistance les membres du Conseil qui font partie de la représentation et auxquels j'adresse ici mes remerciements, le département n'a obtenu encore qu'une satisfaction bien imparfaite.

De 15,000 fr., chiffre de l'année dernière, sa part dans le premier fonds commun a été portée à 35,000, vingt mille fr. de plus; mais ce chiffre est encore bien inférieur à celui de 1848 et des années antérieures.

Je dois ajouter, toutefois, qu'une disposition spéciale du budget des recettes ayant supprimé le deuxième fonds commun et laissé à la disposition des départements les six dixièmes de centimes qui étaient affectés à sa formation, le département du Nord qui n'a jamais rien touché de ce deuxième fonds commun et pour qui, par conséquent, sa contribution constituait une perte nette, bénéficie aujourd'hui de la totalité du produit des six dixièmes de centime, c'est-à-dire de 32,000 fr. représentant ce produit et qui sont pour lui un gain véritable.

En sorte que les ressources du département, comparées à celles de l'année dernière, présentent en réalité et sans nouveau sacrifice de sa part, une augmentation de 52,000 fr.

En outre, la même disposition qui a supprimé le deuxième fonds commun autorise, pour la présente année, les conseils généraux à élever de cinq à sept, le nombre des centimes facultatifs affectés aux dépenses d'utilité départementale. Ces deux centimes de plus représentent une somme 104,000 fr. environ, que le Conseil a droit d'ajouter aux ressources dont il a la disposition.

Le crédit demandé pour l'entretien des routes départementales, bien que les frais de cet entretien aient été réduits primitivement de 60,000 fr., et cette année encore de 12,000 fr., s'élève néanmoins à 196,000 fr., dont 115,000 fr. devront être inscrits à la section des dépenses facultatives.

Successivement, la somme augmentera à mesure que les parties de route non terminées et les routes nouvellement classées arriveront à l'état d'entretien, et, par suite, la portion à reporter sur la deuxième section du budget croîtra d'une manière équivalente.

Or, la deuxième section du budget, celle dite des dépenses facultatives, c'est le vrai domaine du Conseil général; c'est, suivant l'observation qu'en a fait l'année dernière un de vos rapporteurs, c'est là que s'exercent la prérogative du Conseil, sa liberté, son influence, son action sur les affaires du département.

La première section, c'est l'entretien, c'est la conservation de ce qui existe. Les articles en sont obligatoires; la liberté, l'action du Conseil y ont très-peu de part; à peine trouvent-elles à s'exercer sur quelques augmentations ou réductions de chiffres.

Mais la seconde section, c'est la création, c'est l'impulsion, l'encouragement, le progrès. Là seulement, la pensée, la liberté du Conseil peuvent se donner carrière.

D'où il suit que tout empiétement des dépenses obligatoires sur la section des dépenses facultatives est un empiétement véritable sur la propre liberté du Conseil général, sur son action, sur sa prérogative.

J'en conclus que l'entretien des routes départementales, qui est une dépense obligatoire, empiétant déjà sur la section des dépenses facultatives, le Conseil général a un très-grand intérêt à veiller à ce que cet empiétement ne dépasse pas une certaine mesure qui laisse encore à l'action du Conseil une liberté suffisante.

Ce n'est donc qu'avec circonspection, avec réserve qu'il doit se résoudre à augmenter par de nouveaux classements le nombre des routes départementales. Aussi ne lui en proposerai-je pas pour cette année.

Il lui reste à compléter, à sanctionner le classement voté, en principe, de la route de Roubaix à Saint-Amand, de celle de Cassel à la frontière belge. Il aura, de plus, à pourvoir aux travaux nécessaires sur ces deux routes et sur celle de Béthune à Armentières dont le classement attend encore le décret qui doit le rendre définitif; à l'achèvement ou à la réparation de quelques unes des routes antérieurement classées. C'est suffisant pour l'année, aucun besoin urgent ne semble se produire, et il convient de réserver l'avenir pour ceux qui viendraient à se manifester.

Quel est, au surplus, le résultat direct du classement? c'est de faire passer un chemin de la classe de chemin de grande communication à celle de route départementale.

Mais d'une classe à l'autre la différence est insensible, nulle souvent et le chemin de grande communication remplit le même office et rend les mêmes services que la route départementale.

La seule différence est donc, à vrai dire, dans l'imputation de la dépense. Alors la question se réduit à savoir, entre les deux catégories de fonds sur lesquelles doit porter cette imputation, quelle est celle dont la situation est la meilleure et qui offre plus de latitude au Conseil.

Nous connaissons la situation du fonds des routes départementales. M. l'ingénieur en chef donne, sur celle qui concerne les chemins de grande communication des détails qui fixeront votre intérêt.

Il en résulte,

1.° Que les simples crédits déjà votés suffiraient pour l'achèvement de tous ceux de ces chemins qui sont en cours d'exécution;

2.° Que le produit des cinq centimes spéciaux, prélèvement fait de l'entretien des chemins terminés et de la réserve nécessaire pour les subventions à fournir à la petite vicinalité; donnerait la possibilité d'exécuter, en dix années environ, toutes les lignes signalées comme susceptibles d'être élevées au rang de lignes de grande communication.

Or, il est d'une administration sage de diviser et classer ses entreprises et ses dépenses proportionnellement aux ressources dont elle peut disposer pour chacune d'elles; c'est pour cela, que, ne présentant pas au Conseil de route départementale, je lui propose à classer divers chemins de grande communication.

Autant que j'ai pu, j'ai pris pour règle de mes propositions les indications déjà faites par le Conseil; l'utilité des chemins; le nombre et l'importance des communes qu'ils doivent desservir; le zèle dont ces communes font preuve, les sacrifices accomplis ou offerts par elles.

Sans perdre de vue cette pensée consacrée par les délibérations du Conseil général que, dans la répartition des ressources du département, il est juste de tenir compte aux divers arrondissements de la proportion pour laquelle chacun d'eux contribue à la formation de ces ressources, j'ai tâché de la concilier avec l'état des besoins de chaque arrondissement, en particulier, pensant bien que le Conseil ne voulait pas que, dans cette grande famille qui s'appelle le département, il y eut aucune partie déshéritée.

Je n'ai pas pu proposer, à la fois, tous les chemins utiles; mais j'ai commencé par ceux qui m'ont paru les plus urgents, ayant dû me borner pour ne pas trop éparpiller les moyens d'exécution et ne pas engager, pour trop longtemps, l'avenir.

Les autres viendront après et à mesure que l'achèvement de l'un des chemins classés rendra disponible quelque partie de nos ressources.

Les communes continuent et complètent progressivement le système de leur petite vicinalité. Les travaux solides et durables entrent, pour une proportion, d'année en année, plus grande, dans la somme générale des travaux.

Les subsides portés du cinquième au quart de la dépense ont multiplié, cette année, d'une manière notable, les entreprises de chemins de débouché.

L'emploi des prestations aux chemins de grande communication, admis partout où l'ont permis les dispositions des anciens cahiers des charges a, suivant le désir du Conseil, laissé aux communes une plus grande part du produit de leurs centimes spéciaux pour les travaux de leurs propres chemins.

Des précautions seront prises, lorsqu'il s'agira de renouveler les adjudications, pour que la mesure devienne générale autant que possible.

L'exécution des prestations surveillée par des piqueurs-voyers a commencé à donner des résultats plus réels et plus productifs.

Il manque au tableau de ces améliorations, la conversion des prestations en tâches. Les administrations municipales sont restées, jusqu'à présent, indifférentes aux exhortations qui leur ont été adressées, dans ce but si désirable. Je me concerterai avec M. l'ingénieur en chef pour que les tâches soient d'abord mises en pratique sur les chemins de grande communication. L'exemple et la vue des facilités, des avantages résultant de cette manière de procéder feront, j'espère, ce que les exhortations n'ont pu obtenir.

Rien n'est encore résolu relativement à la police du roulage sur les chemins vicinaux, si ce n'est que M. le Ministre de l'Intérieur, dont les observations vous seront communiquées, persiste à ne pas reconnaître aux Préfets le droit de prendre, à cet égard, des arrêtés.

Il est constant, au surplus, que, si la loi projetée sur le roulage passe avec son principe de liberté absolue, il n'y aura pas plus de restrictions admises pour les chemins vicinaux que pour les routes nationales et départementales.

Seulement, le nouveau régime aura pour la vicinalité, cet avantage que, la liberté existant indistinctement sur le voies de communication de toute nature, le roulage pesant n'aura plus d'intérêt a éviter les grandes routes pour fréquenter de préférence, les chemins vicinaux; dès lors, ces chemins ne serviront plus qu'au roulage local, suivant leur destination naturelle.

Le Conseil général avait souhaité un nouveau réglement du service de la vicinalité, j'ai le regret de ne pouvoir pas le lui présenter encore.

C'est une de ces questions dont la solution, comme je disais en commençant, exige une connaissance des faits pour laquelle le temps est nécessaire.

Je n'ai pas assez vu fonctionner le service, dans son état actuel, pour avoir reconnu, avec certitude, les points sur lesquels il peut laisser à désirer et m'être fixé sur les moyens de remédier à son insuffisance ou à ses imperfections.

Dans cette situation, j'ai mieux aimé attendre et examiner, étudier encore que m'exposer, par des dispositions qui n'auraient pas été assez mûries, à désorganiser un service aussi essentiel.

Il y a d'ailleurs des questions graves, délicates que je trouve discutées et non résolues, à l'occasion du service vicinal et sur lesquelles j'ai moi même, au moins, des doutes très sérieux.

Convient-il de retirer des mains des ingénieurs les lignes de grande communication?

Ces lignes, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, ne diffèrent pas, d'une manière sensible, des routes départementales, elles remplissent un office a peu près semblable; quelques-unes même sont fréquentées par une circulation plus active, elles exigent les mêmes conditions de confectionnement, la même solidité, les mêmes soins leur construction donne lieu à des avances considérables et l'ensemble des lignes exécutées représente déjà, pour le département, un capital d'une très grande importance.

Pour un pareil état de choses, il faut des garanties de savoir, d'expérience, d'honnêteté que l'administration rencontre pleinement dans le corps des ponts-et-chaussées. Sera-t-il facile, sera-t-il possible de composer un personnel où ces garanties se présentent réunies au même dégré? je ne crois pas et, pour ma part, je ne saurais où en chercher les éléments.

L'œuvre générale de notre vicinalité est déjà fort avancée. Pour les chemins de grande communication principalement, elle touche presque à son terme; il y a progrès constant, amélioration continue dans le mode de construction, dans l'économie des frais; est-ce le moment de changer de système? Est-ce le moment de créer un personnel nouveau, pour nous trouver avant qu'il soit longtemps, dans l'alternative ou de conserver des agents pour lesquels nous n'aurons plus d'occupation suffisante, ou de briser des positions qui avaient pu se croire fondées à compter sur plus d'avenir? Beaucoup de départements cherchent à réduire le personnel de leurs agents-voyers, augmenterons-nous le nôtre, pour nous voir bientôt dans la nécessité et dans les embarras où ils sont aujourd'hui?

Il semble donc, que ce qu'il y ait de plus simple, de plus naturel, soit de laisser les ingénieurs terminer ce qu'ils ont déjà fait à plus des trois quarts. Nul ne s'en chargerait à des conditions meilleures; vous verrez qu'ils ont proposé spontanément une économie de 6,000 fr. sur leurs honoraires; nous ne trouverions pas à leur substituer de personnel dont les traitements ne fussent plus onéreux au budget.

Nos chemins vicinaux sont confiés à des agents-voyers dont le zèle, l'activité, les connaissances suffisent très-convenablement à la mission limitée dont ils sont chargés.

Leur nombre est-il bien en rapport avec les besoins du service? n'y a-t-il rien à changer à leur organisation, à leurs attributions? c'est ce que j'observe, ce que j'étudie, c'est ce qu'un peu de temps encore me fera connaître.

Il reste, d'ailleurs, à juger l'effet que produira l'emploi des piqueurs-voyers.

Cet emploi, essayé dès l'année dernière, a été continué, cette année, avec plus de développement et d'une manière plus générale. Les résultats, quoique incomplets encore, présentent, comparés aux résultats antérieurs, une amélioration marquée.

Cette double épreuve a donné lieu à des observations qui seront utilisées pour l'avenir.

Il y a dans la simple création des piqueurs-voyers une innovation qui peut devenir féconde et influer d'une manière essentielle sur les mesures définitives qu'il y aura lieu d'adopter pour notre organisation vicinale.

Suivant le désir manifesté par le Conseil, les syndicats des chemins de grande communication ont reçu une institution nouvelle. L'arrêté qui fixe leurs attributions vous sera communiqué; les dispositions en ont été combinées de manière à donner au concours des syndicats plus d'activité, plus d'efficacité.

Il y aurait encore à créer des syndicats de cantons pour les chemins vicinaux ordinaires, mais vous savez que la Constitution a institué des comités cantonaux. Il m'a paru qu'il convenait d'attendre qu'une loi eût déterminé les attributions de ces comités.

Une partie au moins des attributions destinées aux syndicats appartient, par essence, aux comités cantonaux. Il y aura, d'ailleurs, si peu d'espace entre ces comités et les administrations communales, qu'il semble difficile d'y trouver place pour une troisième fonction.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, préoccupé de l'influence des communications vicinales sur le développement et les progrès de l'agriculture, consulte les Conseils généraux sur les moyens d'imprimer à l'exécution des chemins une impulsion plus active.

Le Conseil examinera s'il en connaît de meilleurs, de plus sûrs que ceux dont la loi de 1836 contient le principe, et dont l'application a déjà produit, en France, de si féconds, de si universels résultats.

La question paraît être uniquement dans la mise en œuvre plus ou moins intelligente, plus ou moins énergique des dispositions de la loi; à cet égard, le Conseil a fait tout ce qui dépendait de lui; reste à l'administration la charge de faire fructifier sa pensée, de réaliser ses vues; ce sera, parmi tous ses soins, le plus attentif et le plus persévérant.

Les sacrifices faits chaque année en faveur de l'agriculture, les encouragements qui lui sont libéralement répartis, portent généralement des fruits satisfaisants et qui répondent aux désirs du Conseil général.

Les concours établis sous les auspices des sociétés d'agriculture excitent un louable empressement; leurs résultats témoignent que les progrès ne se ralentissent pas.

Il vous sera présenté une proposition pour ajouter au stimulant de ces concours, par la création d'un concours départemental dont la pensée appartient à mon prédécesseur; il aurait lieu tous les trois ans, au chef-lieu du département.

Le concours régional pour l'engraissement du bétail, fondé à Lille aux frais de l'État, a eu lieu, pour la première fois, cette année, avec un succès qui promet à cette institution un avenir aussi brillant qu'utile.

La ferme-école est en plein exercice. Le bon esprit de l'homme de mérite qui la dirige nous garantit qu'elle ne sera pas écartée de son but purement pratique et justifiera votre intérêt en restant fidèle à la pensée de sa création.

Les concours d'étalons sont, des divers moyens d'encouragement consacrés à l'agriculture et à ses produits, celui qui, jusqu'à présent, a semblé répondre le moins à vos soins.

Leur continuation réclamée pour Valenciennes a été repoussée pour Hazebrouck.

La Commission chargée de présider le concours, dans cette dernière ville, demande qu'en place d'allouer des primes pour lesquelles on ne présente que des étalons toujours médiocres, le département fasse acheter, à ses frais, des étalons de choix et les livre à la reproduction.

Des propositions vous seront présentées, dans le but de satisfaire aux deux opinions et d'essayer de l'un et de l'autre moyen, en attendant que l'expérience ait fait reconnaître celui des deux qui doit obtenir la préférence.

Dans un département où l'agriculture tire un si grand parti du sol, c'est, sans contredit, un des plus grands services à lui rendre que d'augmenter, autant que possible, l'étendue du sol cultivable.

Aussi l'administration s'est-elle appliquée activement à faire étudier les marais susceptibles d'être desséchés. Les études sont fort avancées, sur plusieurs points; des projets même ont déjà été présentés au Gouvernement avec des propositions sur les moyens d'exécution.

La sollicitude que le Conseil général a fréquemment témoignée, relativement à cette question importante, la recommande aux soins les plus actifs de l'administration.

Il existe, vous le savez, beaucoup de communaux à-peu-près improductifs et dont les communes pourraient retirer les ressources si nécessaires à la plupart, pour leurs dépenses annuelles, en les utilisant au profit de l'agriculture.

Espérons que les lois qui se préparent sur les attributions des départements et des communes, fourniront à l'administration des moyens de surmonter, soit l'inertie, soit les résistances inintelligentes ou intéressées contre lesquelles ont échoué, jusqu'à présent, tous les efforts de la persuasion.

Le Gouvernement réclame l'avis que vous avez à fournir sur les projets de loi concernant l'organisation communale, cantonale et départementale et que la clôture peut-être inopinée de votre session ne vous a pas permis d'exprimer, dès l'année dernière. Il serait, en effet, à regretter que, dans une délibération aussi grave, sur des questions de cette importance, un département si considérable, si intéressé à ces questions, n'eut pas donné sa voix.

Vous avez, lors de votre précédente réunion, laissé indécise la destination à donner à l'hôtel *Pas-de-Beaulieu*. Une proposition vous sera présentée pour fixer cette destination. L'état de l'édifice ne permet pas de plus long retard. Il faut ou l'utiliser ou le revendre; il est urgent qu'il intervienne une décision définitive et prompte.

Il vous sera également demandé de prendre une détermination relativement à l'établissement thermal de Saint-Amand. C'est une propriété qui ne convient pas mieux au département qu'à l'État. Les concessionnaires qui l'exploitent, à sa place, n'ayant qu'une jouissance temporaire, ne peuvent faire les avances nécessaires pour se maintenir constamment à la hauteur des progrès et des perfectionnements de la science, condition essentielle pour la prospérité d'un établissement de cette nature.

Dans sa situation actuelle, cet établissement ne remplit déjà plus que d'une manière imparfaite sa destination d'utilité; sa réputation, qui est une partie de sa valeur, sa conservation même sont de jour en jour compromises. Si nous ne nous hâtons de sortir de cette situation, nous aurons perdu, avec le fruit de nos sacrifices antérieurs, un établissement qui a rendu et peut rendre encore des services précieux à la santé publique.

Vous verrez avec plaisir que les prévisions concernant la dépense des enfants trouvés ont pu être établies sur un chiffre inférieur à celui du précédent exercice.

Il n'en est pas de même de la dépense des aliénés. Malheureusement il est de la nature de cette dépense, comme en général de toutes celles qui s'appliquent au soulagement des infirmités humaines, d'aller toujours croissant et d'étendre ainsi la part qu'elles prélèvent sur le fonds destiné à nos dépenses obligatoires.

Il est donc ainsi des dépenses qui nous dominent et dont il ne dépend pas de nous d'arrêter ni de modérer le développement. De là, une nécessité de plus, pour nous, de contenir, autant que possible, dans les bornes du juste nécessaire, les dépenses où notre volonté peut avoir quelque influence.

Diverses questions d'intérêt général, déjà recommandées par vous à l'attention du Gouvernement, vous reviennent aujourd'hui, pour que vous donniez votre avis sur les solutions proposées.

Tel le projet de loi sur le roulage dont je vous ai entretenus plus haut: tel encore un projet de modification ou de transformation de la contribution des portes et fenêtres.

D'autres questions ont reçu des solutions définitives; je citerai, parmi ces solutions, la loi sur l'assainissement des logements des ouvriers. Les administrations municipales ont été mises immédiatement en demeure de s'occuper de son exécution, et j'ai déjà la certitude que plusieurs le font activement.

Par une circulaire qui sera mise sous vos yeux, le Gouvernement réclame de vous, pour cette loi, un concours et des sympathies qui étaient assurés d'avance.

Je citerai encore la loi sur les associations d'assistance mutuelle. Elle avait été devancée, depuis longtemps, vous le savez, sur plusieurs points du département et quelquefois d'une manière si heureuse et si intelligente qu'elle a pû servir de modèle à la loi même.

Je mentionnerai comme une loi dont la société doit encore s'applaudir celle qui crée des colonies correctionnelles et pénitentiaires pour les jeunes détenus des deux sexes. Vous êtes appelés à concourir par vos délégués à la direction et à la surveillance de ces utiles établissements.

Viendront ensuite trois lois sur lesquelles la discussion est encore ouverte; elles concernent les

hospices, les monts-de-piété, le crédit foncier, trois sujets sur lesquels ont porté souvent vos délibérations et sur lesquels aucun avis ne saurait avoir plus de poids que le vôtre.

Le Gouvernement vous adresse des questions fort graves sur l'organisation et les attributions des administrations hospitalières, il vous consulte, en outre, sur une disposition qui aurait pour but de rendre obligatoire l'admission des infirmes appartenant aux communes où il n'existe pas d'hospices, dans les hospices les plus voisins. Il demande spécialement votre avis sur la possibilité d'appliquer au cas dont il s'agit des dispositions semblables à celles de la loi de 1838 concernant les aliénés non dangereux.

Vous avez déjà examiné la question relative à l'admission des infirmes, question délicate et difficile qui a souvent donné lieu à des luttes pénibles entre l'administration et les commissions hospitalières.

La solution ne semble pas aisée entre la raison d'humanité si pressante, en pareil cas, et la portée incalculable des conséquences soit morales, soit financières, que cette solution peut avoir. Puissiez-vous trouver un moyen de concilier entr'elles ces graves considérations.

C'est ainsi, Messieurs, que se fonde, s'étend et se complète progressivement l'ensemble des lois qui sont destinées à former le code de l'assistance publique.

Sans cesser de rendre justice à ce que les temps qui nous ont précédés ont fait pour le soulagement de la population pauvre ou souffrante, qu'il soit permis de faire remarquer que jamais on ne s'est occupé de cette population d'une manière aussi générale, aussi constante, aussi assidue. Ce sera le souvenir le plus honorable et le résultat le plus durable, je l'espère, qui restera de notre temps.

La loi du 11 janvier dernier avait donné aux Préfets des pouvoirs extraordinaires sur les instituteurs, pouvoirs que les circonstances avaient rendus nécessaires.

Il s'agissait de réprimer des écarts, un relâchement que l'entraînement des temps pouvait expliquer mais n'atténuait pas et qui mettaient la société en un péril auquel il était urgent d'aviser.

Je n'ai point à justifier l'usage que j'ai fait de ces pouvoirs.

Dans l'accomplissement d'une mission grave, délicate, souvent pénible, j'ai trouvé, au sein des comités d'arrondissement, un sentiment des besoins de la situation, un esprit de justice, un ferme concours auxquels il est de mon devoir, ici, de rendre hommage.

Je dis, de plus, avec bonheur que, grâce au bon esprit du département, à son caractère calme et sage, c'est, j'oserai l'assurer, parmi les départements de France, l'un de ceux où, toutes proportions gardées, il s'est présenté le moins d'actes de sévérité à accomplir.

La mission que m'avait donnée la loi du 11 janvier n'était que temporaire. Voici le moment où, conformément aux dispositions de la loi du 15 mars, sur l'enseignement, j'en vais être relevé par la remise de mes pouvoirs au futur Conseil académique.

La loi du 15 mars présente ceci de remarquable et, à mon gré, de louable, entr'autres choses, savoir : que, par la composition et les attributions du Conseil académique, elle donne une plus grande part à l'influence locale dans la surveillance, la direction et la discipline de l'enseignement.

Vous participez à l'action du Conseil académique par l'élection de quatre de ses membres dont deux, au moins, doivent être pris au sein du Conseil.

Vous serez invités à faire, de cette élection, un de vos premiers soins, le Conseil académique devant se trouver en mesure d'entrer en fonctions le 1.er septembre.

Vous avez vu qu'une autre loi vous donne place dans la formation des commissions chargées de surveiller les colonies correctionnelles et pénitentiaires.

D'autres dispositions encore qu'il est inutile de citer appellent votre coopération dans diverses matières d'administration générale et, progressivement, la législation vous fait, dans cette administration, une part qui va grandissant de jour en jour.

C'est ainsi qu'insensiblement l'état conforme ses tendances au sentiment de l'opinion publique, en s'appliquant à détendre les liens de la centralisation administrative.

Cette centralisation, même envisagée à l'unique point de vue des affaires d'administration, a rendu des services qu'on ne saurait méconnaître sans injustice. Elle était, d'ailleurs, nécessaire, au sortir d'une révolution qui avait changé, à la fois, notre organisation politique, civile, administrative et profondément modifié notre état social.

La population que l'organisation nouvelle faisait monter aux affaires, en étant restée écartée précédemment, y arrivait, sans la préparation, sans les mœurs, sans la discipline et l'esprit de la vie publique et avait besoin d'être éclairée, dirigée, contrôlée.

Il s'agissait, de plus, de faire pénétrer, de faire adopter, de faire exécuter, dans toutes les parties de la France, indistinctement, une législation quelquefois contraire à d'anciennes habitudes, à d'anciennes franchises locales. Pour cela, une action centrale et énergique était indispensable.

Mais peu à peu l'uniformité s'est établie; les lois de 1831 sur l'organisation communale, de 1833 sur l'organisation départementale, ont appelé à la gestion des intérêts locaux, une génération nouvelle qui s'est initiée à la connaissance des lois, qui s'est formée à l'intelligence, à l'esprit, à la pratique des affaires.

Aussi déjà les lois de 1837 et 1838 ont elles pu élargir les attributions des pouvoirs chargés de l'administration des départements et des communes sans que l'ensemble de l'administration générale en ait souffert aucune atteinte.

Depuis, des dispositions de détail, par exemple, sur la comptabilité des travaux publics, sur l'alignement dans les traverses, sur la police locale et autres matières usuelles qui exigent une prompte expédition, sont venues successivement confirmer, agrandir le chemin fait dans cette direction d'idées; plus récemment l'augmentation du nombre des centimes facultatifs dont l'emploi est laissé à la disposition des Conseils généraux a été un pas de plus dans la même voie.

Mais enfin l'éducation administrative du pays à fait de tels progrès qu'il a droit à une satisfaction plus complète et cette satisfaction il la trouvera, n'en doutons pas, dans la loi qui se prépare sur l'organisation et les attributions communales, cantonales, départementales.

Une disposition de la loi du 15 mars porte que « tout département est tenu de pourvoir au recru-
« tement des instituteurs communaux, soit dans des établissements d'instruction primaire désignés
« par le conseil académique, soit, aussi, dans l'école normale primaire établie, à cet effet, par le
« département. »

« Les écoles normales primaires peuvent être supprimées par le Conseil général, sauf, en ce cas,
« le droit acquis aux boursiers en jouissance de leur bourse. »

Je crois l'école normale nécessaire pour assurer le recrutement de nos instituteurs.

Abandonner ce mode de recrutement pour le fonder sur de simples établissements d'instruction primaire serait, à mon avis, aventurer le sort de nos écoles. Nous disposons, en ce moment, de l'un et l'autre moyen, à peine leur concours a-t-il suffi à nos besoins.

La nouvelle loi portant à 21 ans l'âge des instituteurs primaires, il y aura possibilité, nécessité de combiner les deux modes de recrutement en prenant à chacun ce qu'il a de bon et d'utile; à l'école normale l'instruction théorique; aux établissements d'instruction primaire, la pratique, l'expérience, les mœurs et l'esprit de la profession, le stage enfin auquel pourront se reconnaître, les dispositions et la vocation des futurs instituteurs.

Il existe, je ne le nierai pas, des préventions contre l'école, mais le jour où il s'agirait d'instruire son procès, de l'absoudre ou de la condamner définitivement, c'est-à-dire de la conserver ou de la supprimer, le Conseil général, examinant de près et sérieusement ces préventions, les trouverait, j'en suis certain, fort exagérées.

D'ailleurs, voici une loi qui place l'instruction primaire sous un nouveau régime. L'école normale elle-même est soumise à une surveillance plus directe, plus immédiate; le pouvoir chargé de cette surveillance est composé d'éléments nouveaux; il s'agit d'un établissement départemental qui est votre création, que vous avez fondé à grands frais, auquel vous avez consacré de longues années de soins, de sollicitude, de sacrifices; n'est-il pas raisonnable, n'est-il pas prudent d'attendre, au moins, l'effet des nouvelles dispositions, avant de prendre un parti violent et qui, s'il était prématuré, pourrait vous exposer à d'irréparables regrets?

D'après la loi du 15 mars, « toute commune de 800 âmes de population et au-dessus est tenue,
» si ses propres ressources lui en fournissent les moyens, d'avoir, au moins, une école de filles. »

Les communes réunissant les conditions indiquées sont en grand nombre, dans le département. Nous devons nous mettre en mesure de fournir des institutrices aux nouvelles écoles à fonder.

Déjà le département entretient 20 élèves au cours normal tenu par les dames de Flines. Ce cours dirigé dans l'esprit le plus convenable, le mieux approprié à sa destination, n'a fourni que des résultats satisfaisants. Mais le nombre des élèves est devenu insuffisant pour l'état de choses dans lequel nous allons entrer. Des propositions vous seront soumises pour que ce nombre soit porté à trente.

Cette charge n'est pas la seule que la loi du 14 mars apporte aux départements. Une disposition les oblige à fournir un local pour le service de l'administration académique.

Une autre accorde un supplément à tous les instituteurs dont le traitement fixe, joint à la rétribu-

tion scolaire, n'atteint pas six cents fr. et c'est, aux départements, en cas d'insuffisance des ressources communales, à compléter ce supplément.

Ces nouvelles charges vont grever, à divers titres, les différentes parties de notre budget. Il eût été à regretter qu'elles n'eussent pas permis au département de continuer ses encouragements aux communes pour acquisitions ou constructions d'écoles et de salles d'asile.

Ces encouragements ont imprimé partout une impulsion qui a produit généralement les plus heureux effets; des communes même ont devancé les libéralités du département qui se trouve, ainsi, engagé envers elles, par anticipation.

Grâce à ce mouvement louable qu'il est si essentiel de soutenir, j'espère que bientôt, avec la continuation du subside que vote annuellement le Conseil, nous arriverons au moment où il n'y aura plus de commune dans le département du Nord, qui n'ait sa maison d'école bien aérée, bien éclairée, bien saine, réunissant les conditions nécessaires pour la santé des enfants comme pour les exercices de la classe et dans laquelle l'instituteur trouvera un logement convenable à la dignité de sa profession.

Les salles d'asile, si bien appréciées par les populations, recherchées avec tant d'empressement par les mères de famille se multiplient pareillement et leur nombre se proportionne, progressivement aux besoins.

Les crêches, ce premier degré, la dernière venue mais non pas, peut-être, la moins utile des institutions destinées à l'enfance, les crêches seules n'ont pas encore de part à vos encouragements.

Je sais que, dans le département, l'opinion hésite encore sur leurs avantages; elle éprouve, à cet égard, des scrupules que je crois sans fondement, mais dont je respecte la cause.

Cependant les villes de Douai, de Cambrai viennent de tenter un essai. C'était le meilleur moyen d'étudier, d'éclairer la question et de la faire juger, en connaissance de cause. J'attendrai que l'épreuve soit complète, qu'elle soit devenue concluante, pour présenter, s'il y a lieu, des propositions au Conseil général.

J'ai voulu, pour la première séance, présenter au Conseil un exposé sommaire des questions sur lesquelles son attention est principalement appelée.

S'il adopte les propositions que j'aurai l'honneur de lui soumettre, la session, sans être de celles qui marquent leur place, d'une manière lumineuse, dans les annales du département, ne sera pas sans laisser, après elle, quelques résultats utiles et fournira un contingent encore honorable dans cette suite continue de créations, d'améliorations qui ont contribué à faire du département du Nord un des plus avancés et des plus beaux de France.

Le Préfet dépose ensuite sur le bureau les dossiers de toutes les affaires soumises aux délibérations du Conseil, ainsi que les rapports particuliers qui les accompagnent.

Acte est donné de ce dépôt.

Organisation des bureaux.

Le Président propose à l'assemblée de s'occuper de l'organisation de ses bureaux Il la consulte sur la question de savoir si cette organisation sera complétement maintenue telle qu'elle était l'année dernière.

M. Chombart pense qu'il serait opportun d'opérer quelques changements dans le personnel des bureaux.

Le Président répond que cette question a déjà été résolue négativement l'année dernière, et qu'au surplus rien n'empêche les Membres d'opérer entre eux tous les changements qui seraient à leur convenance.

M. Delaroïère croit qu'il y aurait lieu de partager le travail entre les bureaux autrement qu'il ne l'est, parce que, d'après leurs attributions actuelles, il est des bureaux qui ont peu de choses à faire.

M. Brame insiste sur la nécessité de faire des modifications dans la composition des bureaux, afin que les membres du Conseil puissent se familiariser avec des affaires de diverses natures. Il voudrait surtout qu'on changeât les rapporteurs, et que les mêmes affaires ne se perpétuassent pas dans les mêmes mains d'année en année.

Le Président met aux voix le maintien du personnel des bureaux. Il est décidé affirmativement par le Conseil.

Le Président, avant de mettre aux voix la proposition de M. Delaroïère concernant les changements d'attributions, demande si en effet il y a des bureaux surchargés.

Les réponses des divers membres n'ayant rien déterminé de précis à ce sujet, les attributions des bureaux sont maintenues, sous la réserve du droit de l'assemblée de nommer des commissions spéciales pour les affaires qui lui paraîtraient mériter un examen particulier.

Ordre du jour. M. Champon soumet au Conseil la proposition suivante, concernant l'ordre du jour :

« Le Conseil général,

» Considérant qu'entre toutes les propositions qui lui sont soumises, les demandes de fonds, » les questions relatives au budget, les affaires purement départementales touchent plus particulièrement aux intérêts des contribuables, et forment par conséquent la partie essentielle de » son mandat,

» Dit qu'il y a lieu de leur assurer la priorité dans la marche des délibérations.

» En conséquence, MM. les Présidents des bureaux seront priés de remettre à M. le Président » du Conseil général, avant l'ouverture de chaque séance, la liste des rapports qui seront prêts à » être mis en discussion.

» Cette liste sera divisée en deux parties.

» La première comprendra toutes les affaires d'intérêt départemental, tous les rapports de » crédits, tout ce qui doit concourir à la formation du budget.

» La deuxième donnera le relevé des vœux, propositions et communications de toute espèce qui » ne doivent pas aboutir à un vote de crédit.

» La première partie de ces rapports sera discutée de plein droit au commencement de chaque » séance, et ceux de la seconde ne pourront être mis en délibération qu'après que toutes les » affaires de crédit ou d'intérêt départemental auront été complètement épuisées. »

M. Champon développe sa proposition, dont l'adoption lui paraît nécessaire pour mettre de l'ordre dans les délibérations et assurer l'examen sérieux et approfondi des affaires départementales. Il fait ressortir les inconvénients qui résultent des propositions qu'il appelle *théoriques*, dont la discussion absorbe quelquefois la meilleure partie des séances, de sorte que les questions d'intérêt départemental ne se présentent à la délibération que lorsque l'assemblée, fatiguée, ne peut leur donner qu'une attention distraite et insuffisante. Il cite à ce propos le vote qui a été exprimé l'année dernière au sujet du crédit de 18,000 fr. demandé pour travaux à la préfecture, vote qui a été rendu contrairement aux conclusions négatives de la commission, à la fin d'une séance, et quand le Conseil était incomplet. Il ajoute que deux voix de majorité ont seules déterminé la décision, et que peut-être le lendemain plus d'un membre a regretté la résolution prise.

L'opinant ne veut pas exercer de récriminations, mais cet exemple lui paraît démontrer la nécessité de s'attacher à obtenir l'expression complète du vœu de la majorité quand il s'agit de disposer des deniers des contribuables.

Il y a moins d'inconvénient à rejeter à la fin des séances les propositions théoriques.

M. Champon saisit cette occasion pour donner des éloges au remarquable rapport présenté l'année dernière par M. Choque, sur la comptabilité départementale. Il serait heureux de voir dans chaque session se produire sur les intérêts départementaux, des travaux aussi importants et aussi profondément utiles.

Il rappelle que l'année dernière il a déjà demandé que les rapports de crédits obtinssent la priorité. On lui a répondu alors que c'était chose convenue, mais dans la pratique on n'en a tenu aucun compte.

Il se plaint de ce que la session accordée au Conseil général soit trop courte pour l'étendue des travaux qu'elle embrasse. Il voit un abus de l'action du pouvoir central dans l'uniformité de durée donnée à la session des Conseils généraux dans tous les départements, malgré les différences qui existent entre eux. Ce n'est au reste que par l'ordre dans les délibérations qu'on peut atténuer les effets de cette mesure abusive.

Le retard de la distribution du rapport du Préfet est aussi une circonstance fâcheuse pour les travaux du Conseil. Ce document, auquel des hommes spéciaux ont donné leurs soins pendant plus d'un mois, est livré aux membres du Conseil général le jour même de l'ouverture d'une session de quinze jours, encore diminuée par diverses circonstances. Il n'est pas possible à l'assemblée de méditer un pareil travail, et ces réflexions amènent l'opinant à émettre un second vœu dans les termes suivants :

« Le Conseil général,

» Considérant combien il serait utile à chacun de ses membres de pouvoir étudier avant l'ou-
» verture de la session les propositions de l'administration et les renseignements qui leur servent
» de base,

» Émet le vœu que M. le Préfet veuille bien à l'avenir envoyer aux membres du Conseil son
» rapport sur le budget départemental, huit jours au moins avant l'ouverture de la session. »

M. Brame rappelle, à l'occasion de ces vœux, qu'il avait, l'année dernière, présenté deux propositions, l'une relative à la fixation de l'ordre du jour de chaque séance, et l'autre tendant à faire économiser le temps consacré à la lecture du procès-verbal. Il rappelle qu'il avait été nommé une commission pour l'examen de ces propositions, mais que le temps lui a manqué pour remplir son mandat. Il demande que ces mêmes propositions soient réunies à celles de M. Champon et soumises à l'examen d'une nouvelle commission.

M. Lestiboudois fait remarquer que le vœu de M. Champon concernant les rapports sur le budget a toujours été adopté et suivi, et que le renvoi à une commission serait superflu pour une chose qui n'a jamais fait doute. Quant à la fixation d'un ordre du jour, il faut prendre garde, en cherchant à faire gagner du temps au Conseil, d'arriver à un résultat tout contraire. Il est impossible de prévoir le jour où les rapports arriveront à la discussion. Le Président peut seulement stimuler le zèle des rapporteurs, mais on perdrait du temps à attendre les rapports mis à l'ordre du jour en repoussant tous les autres qui seraient prêts à être lus. On a fait tout ce qui était possible en affichant les noms des rapporteurs et en inscrivant à l'ordre du jour les rapports présentés.

M. Delaroïère insiste pour qu'aucun vote de fonds n'ait lieu sans un rapport.

M. Champon répond aux observations de M. Lestiboudois que la mesure prise l'année dernière n'a pas atteint le but de sa proposition, en ce que le Président, en recevant les listes des rapports préparés dans chaque bureau, a toujours suivi pour la lecture l'ordre indiqué dans ces listes, sans distinction entre les rapports de crédits et les autres. Il demande que les listes soient à l'avenir divisées, et qu'on épuise les rapports qui ont trait au budget avant de passer aux autres.

M. Beauvois rappelle ce qui s'est fait l'année dernière, et le Président clot la discussion en déclarant que l'on continuera comme par le passé à donner la priorité aux rapports sur les crédits.

Le Préfet demande la parole au sujet du vœu de M. Champon, tendant à faire anticiper la dis-

tribution du rapport de l'administration. Il fait observer que cette mesure, réclamée par tous le Conseils généraux, rencontre dans sa réalisation des impossibilités matérielles résultant non-seulement de l'importance du travail de l'administration, mais surtout des communications que l'autorité supérieure adresse jusqu'au dernier moment et qui se rapportent la plupart à des documents réclamés par l'Assemblée législative dans les derniers jours de sa réunion.

Toutefois le Préfet s'engage à faire tout ce qui pourra dépendre de lui pour satisfaire, autant que possible, aux désirs exprimés par le Conseil général.

D'après ces explications, M. Champon retire sa proposition.

Le Président, revenant aux propositions de M. Brame, fait remarquer, quant à celle qui concerne l'ordre du jour, qu'elle a déjà été soumise au Conseil, qu'on a dû reculer devant les difficultés insurmontables que son exécution rencontrerait, et que les mesures prises pour la remise des listes des rapports paraissent offrir une garantie suffisante.

Quant à la lecture du procès-verbal, elle est obligatoire et doit se faire à l'ouverture des séances.

M. Brame insiste sur ses observations, qui ont pour but de faire gagner à l'assemblée le temps précieux qu'absorbe la lecture du procès-verbal.

M. De Beaumont rappelle que la question a été appréciée l'année dernière. La nomination d'une commission pour le procès-verbal lui paraîtrait une superfétation. Les membres du bureau, en ouvrant la séance, donnent lecture du procès-verbal pour l'audition duquel l'Assemblée n'a pas besoin d'être en majorité.

Lys. — Ecoulement. des eaux.

M. Defontaine dépose sur le bureau du Conseil général cinq pétitions par lesquelles son intervention la plus prompte est réclamée pour obtenir un plus facile écoulement des eaux de la Lys à Menin, de la part des riverains de Deûlémont, Comines, Frelinghien, Warnêton-Sud et Werwick, au nombre de 210.

Et à cette occasion, M. Defontaine fait la proposition suivante :

« J'ai l'honneur de proposer au Conseil général le projet suivant de résolution dont je le prie de s'occuper d'urgence.

» Le Conseil général,

» Prenant en considération les réclamations des riverains de la Lys, depuis Halluin jusqu'à » Houplines,

» Émet le vœu que le Gouvernement presse, par tous les moyens d'influence qui sont en son » pouvoir, l'achèvement le plus prompt du canal de décharge qui doit conduire les eaux de la » Lys de Deinze à la mer, en passant par Bruges et Ostende,

» Et qu'il insiste auprès du gouvernement de la Belgique pour que, sans attendre cet achève- » ment, celui-ci rende immédiatement à ces eaux, au moins le même écoulement qu'elles avaient » à Menin antérieurement à 1815. »

M. Dansette dépose une pétition tendant au même but, des riverains de la Lys à Armentières et à Houplines.

Ces pétitions et la proposition sont renvoyées au cinquième bureau.

Sourds, muets et jeunes aveugles.

M. Defontaine prie M. le Président de prévenir le Conseil général que ceux de ses membres qui désireraient assister aux exercices des élèves des deux institutions de sourds-muets et de jeunes aveugles, sont invités à se rendre dans ces institutions demain mardi, de deux à cinq heures, attendu que les vacances commencent le lendemain.

Cercle du Nord.

M. Lestiboudois donne communication d'une lettre de M. le Président du Cercle du Nord, qui

invite MM. les Membres du Conseil à honorer cette société de leur présence pendant leur séjour à Lille.

LE PRÉSIDENT remercie au nom de l'assemblée.

Communications.

LE PRÉSIDENT communique au Conseil les pièces suivantes, qui ont été déposées sur le bureau :

1.° Envoi d'un ouvrage sur les caisses d'épargne, par M. Grosse. — Renvoi au troisième bureau.

2.° Projet de réserve des grains, par M. Demoroles. — Renvoi au quatrième bureau.

3.° Réclamation des faillis concordataires contre leur radiation de la liste électorale, par le sieur Roaldès. — Renvoi au sixième bureau.

4.° Questions relatives au chemin de fer de Lyon à Avignon, par M. Aristide Ferrière. — Renvoi au cinquième bureau.

5.° Demande de subside par le Consistoire israélite de Lille. — Renvoi au troisième bureau.

Les brochures suivantes, adressées sans lettre d'envoi, resteront déposées sur le bureau.

1.° Rapport et projet de loi sur les jeunes détenus, par M. Corne;

2.° Rapport annuel sur la colonie de Mettray;

3.° Notice sur l'école préparatoire id.

4.° Note sur la révision de la Constitution.

Loi départementale, cantonale et municipale.

M. PAUL rappelle que l'an dernier une commission spéciale a été nommée pour l'examen des questions relatives aux lois municipale, cantonale et départementale, et que les rapports ont été déposés. Il demande que la discussion de ces rapports soit fixée à demain ou qu'il soit nommé une nouvelle commission.

M. LESTIBOUDOIS propose d'ouvrir la discussion sur les rapports.

M. BRAME pense que la commission de l'année dernière doit être considérée comme maintenue, mais que des faits nouveaux pouvant modifier son opinion, il conviendrait de la réunir préalablement à la discussion.

M. MIMEREL croit qu'il serait préférable d'ouvrir la discussion, sauf à renvoyer à la commission les points controversés. Il prie le Préfet de faire réimprimer, s'il y a lieu, le rapport sur l'administration communale et de le faire distribuer, afin que la discussion puisse commencer.

Après l'échange de quelques observations, le PRÉSIDENT décide que la discussion sera fixée après la distribution.

Les dossiers déposés par le Préfet sont répartis entre les bureaux qui doivent en connaître.

Distribution du dossier.

LE PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à se rendre dans les bureaux pour se partager les dossiers et nommer les rapporteurs.

Il fixe l'ouverture de la séance de demain à deux heures, et lève la séance à trois heures.

Ont signé : MM. DANSETTE, CHOMBART, BRAME, D'HESPEL, LEFEBVRE (Julien), TESTELIN, CHAMPON, DE MELUN, BIANCHI, LESTIBOUDOIS, DESMOUTIERS, DEFONTAINE (Louis), MIMEREL, COLLETTE, LEURENT, MASUREL, BEHAGHEL (de Bailleul), PLICHON, BÉHAGHEL (de Cassel), DESCHODT, BERNAST, DE GRUSON, REVEL, DE STAPLANDE, DE COUSSEMAKER, DE CLEBSATTEL, DELATTRE, DECARPENTRY, DELAROÏÈRE, DE BEAUMONT, LELEU, TELLIER, BÉRY, SEYDOUX, RAPPE, CHAPPELIER, PILLOT, HANNOYE, PAUL, ANCELET, MARCHANT, PIETTE, SAUVAIGE, LEGRAND, COLASE, DESESPRINGALLE, RENARD, BEAUVOIS, MATHIEU, BOULANGER, D'HEURSEL, ROSSIGNOL, DANEL, DE MONTOZON et DESMOUTIERS (Charles).

Séance du 27 août.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Danel, président ; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis); Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Absents : MM. Crapez, Locqueneux, Choque et Blanckaert.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 26 est lu par le secrétaire et adopté.

Communications.

Le Président donne communication au Conseil des pièces suivantes qui lui ont été adressées :

1.° Nouveaux documents relatifs à la demande en séparation du faubourg de la Barre de la commune de Wazemmes. — Renvoi au sixième bureau.

2.° Réclamation contre le monopole exercé par la Compagnie des mines de la Loire. — Renvoi au quatrième bureau.

3.° Exemplaire du *Courrier de la Somme*, pour le premier bureau.

4.° Brochure sur les caisses de prévoyance agricole. — Renvoyé au quatrième bureau.

5.° Lettre de M. De Valserre en envoi d'une brochure concernant la confection d'un code rural. — Renvoi au quatrième bureau.

6.° Lettre des auteurs d'un projet de chemin de fer de Valenciennes à Mézières, avec embranchement sur Cambrai. — Renvoi au cinquième bureau.

7.° Lettre d'envoi d'un ouvrage intitulé *La perpétuité de la Morale humaine* par M. Gramaccini. — Renvoi au troisième bureau,

8.° Délibération de la Chambre de Commerce d'Arras, tendant à la substitution dans les marchés publics du poids à la mesure de capacité. — Renvoi au quatrième bureau.

9.° Délibération des Conseils municipaux de Prisches et Aymeries, tendant à faire rapporter l'arrêté du Préfet qui établit des piqueurs communaux. — Renvoi au cinquième bureau.

M. Paul dépose quatre délibérations du Conseil municipal de Berlaimont, tendant 1.° à obtenir

la réforme d'un arrêté du Préfet du 4 juin 1846 concernant la destruction des haies, arbres et clôtures sur les francs bords de la Sambre. — Renvoi au cinquième bureau.

2.° A faire rétablir la clause de voie parée. — Renvoi au sixième bureau.

3.° A obtenir une double distribution de lettres et journaux. — Renvoi au sixième bureau.

4.° A obtenir une brigade de gendarmerie. — Renvoi au deuxième bureau.

Le Président donne lecture des listes remises par le président de chaque bureau, des rapports qui ont été préparés. Aucune objection ne s'étant élevée, il donne successivement la parole aux rapporteurs.

Subventions aux communes

Au nom du premier bureau, M. De Beaumont propose au Conseil général, conformément à la demande du Préfet, de porter au sous-chapitre XVIII du budget de 1851, les crédits suivants destinés au paiement des secours précédemment accordés à diverses communes, savoir :

Tourcoing.	Reconstruction d'une église,	3.e tiers.	2,000	»
Bertry.	Id.	id.	1,000	»
La Groise.	Id.	2.e tiers.	1,000	»
Roubaix.	Id.	id.	2,000	»

Cette proposition est adoptée.

Secours aux veuves d'employés.

Le même membre propose l'allocation, au sous-chapitre XIX, des crédits suivants, alloués depuis plusieurs années à deux veuves d'employés, à titre de secours, savoir :

A la veuve Delhaye	150	»
— Dehau.	100	»

Ces crédits sont votés.

Capinghem. — Secours.

Le même membre fait un rapport sur une demande de secours formée par la commune de Capinghem pour subvenir aux frais de construction d'une chapelle.

Cette commune a obtenu, par décret du 4 juillet 1850, l'érection de son église en chapelle de secours, mais cette église tombe en ruines, et un projet de reconstruction élève à 13,000 fr. la dépense à faire.

La commune, petite et pauvre, a épuisé ses ressources pour la réalisation de ce projet, et a voté en outre une imposition extraordinaire de 12 centimes additionnels pendant huit ans.

D'accord avec M. le Préfet, le bureau propose : 1.° de lui allouer un subside de 2,000 fr. payable en deux ans à partir de 1851, et 2.° d'appuyer auprès du Gouvernement sa demande d'un secours de 4,000 fr. sur les fonds généraux des cultes.

Ces conclusions sont adoptées.

Boissons. — Droits et licences.

Au nom du même bureau, M. Plichon donne lecture d'une communication faite par le Préfet, concernant la suite donnée aux vœux émis en 1849 par le Conseil général, pour que dans la loi à intervenir sur les boissons, les droits sur l'alcool fussent augmentés, et pour que le droit de licence ne fût pas appliqué aux débitants qui ne vendent pas de vin.

Ces vœux ont été transmis à M. le Ministre des Finances. La loi du 20 décembre 1849 a maintenu les droits sur les boissons et a ordonné une enquête dans laquelle les vœux du Conseil général trouveront naturellement place.

Le bureau propose de donner acte au Préfet de la communication et de renouveler les vœux.

M. Bianchi demande que comme il ne s'est pas associé, l'année dernière, au vœu du Conseil général pour le maintien des droits sur les boissons, qui lui paraissent injustes et entachés d'une inégalité profonde dans l'application, il soit fait mention au procès-verbal de son opposition aux conclusions du rapport.

Ces conclusions sont adoptées et les vœux renouvelés.

Saint-Amand. — Taxe de main-morte.

M. Plichon propose, conformément à la demande du Préfet, l'inscription au sous-chapitre II du budget de 1851, d'un crédit de 155 francs, pour le paiement de la taxe dite de main-morte imposée sur l'établissement thermal de Saint-Amand, appartenant au département.

Le Conseil adopte, après avoir entendu quelques observations de M. Testelin portant que cette décision ne préjuge rien quant aux questions dont le sixième bureau est saisi concernant les thermes de Saint-Amand

Secours au sieur Evre.

Au nom du même bureau, M. De Coussemaker appuie la proposition de M. le Préfet tendant à faire allouer, pour 1851, au sieur Evre, employé de la sous-préfecture de Dunkerque, âgé de 88 ans, le secours de 200 fr. dont il jouit depuis plusieurs années sur le budget départemental. Il regrette de ne pouvoir, en raison de la situation financière du département, accorder l'augmentation de 100 fr. demandée par le Conseil d'arrondissement.

Ces conclusions sont adoptées.

Menues dépenses des cour et tribunaux.

Le même membre propose l'allocation au sous-chapitre VII, de la somme de 16,670 fr., montant des menues dépenses de la Cour d'assises et des tribunaux, suivant la répartition indiquée dans le rapport du Préfet. — Adopté.

Menues dépenses des justices de paix. Concierges des tribunaux.

Le même membre propose l'inscription au sous-chapitre VII des crédits suivants, conformes aux allocations des années précédentes.

Menues dépenses des justices-de-paix.	4,770 fr.
Traitement du concierge du palais-de-justice de Lille.	800
Idem. idem de Valenciennes.	250

Cette proposition est adoptée.

M. Leurent demande par qui est faite la répartition des menues dépenses des justices-de-paix. Il a des raisons de croire que l'allocation n'est pas toujours distribuée proportionnellement à l'importance des frais qu'elle doit couvrir.

M. le Préfet répond que les bases sont fixées par M. le Ministre de la Justice, qu'un juge-de-paix a réclamé près de lui, mais qu'il a dû lui faire observer que son recours était tardif.

Corps-de-garde de la préfecture.

M. De Coussemaker propose, suivant la demande du Préfet, l'allocation au sous-chapitre VIII du crédit ordinaire de 500 francs, pour les frais d'entretien, chauffage et éclairage du corps-de-garde de la préfecture,

Palais-de-justice de Dunkerque. — Loyers.

Au nom du deuxième bureau, M. Delattre rend compte d'une demande formée par le Conseil municipal de Dunkerque, dans le but de faire porter de 1,200 à 2,000 fr. le loyer payé pour le Palais-de-Justice de cette ville, suivant une expertise de 1807. Cette demande est appuyée par le Conseil d'arrondissement et le bureau, tout en la croyant fondée, pense avec le Préfet, qu'il convient, avant toute décision, de faire procéder à une nouvelle expertise contradictoire, afin que l'affaire revienne dans la session prochaine, complètement instruite.

Ces conclusions sont adoptées.

Mobilier de la préfecture. — Entretien. Sous-préfectures. — Loyers

Sur la proposition de M. Dansette, rapporteur du deuxième bureau, et suivant la demande du Préfet, le Conseil général alloue au sous-chapitre IV du budget le crédit ordinaire de 2,500 fr. pour l'entretien du mobilier de la Préfecture.

Au nom du même bureau, M. Revel propose l'inscription au chapitre III, pour les loyers des Sous-Préfectures, des crédits suivants qui sont fixés par des baux ou conventions régulières, savoir :

Dunkerque.	2,400 fr.
Hazebrouck.	1,200
Valenciennes..	2,400
Total.	6,000

Adopté.

Sous-préfectures. — Mobilier

Le même membre propose et le Conseil accorde les allocations suivantes, pour les frais d'entretien du mobilier des bureaux des Sous-Préfectures, conformément aux crédits des années précédentes, savoir :

Dunkerque.	60
Hazebrouck.	60
Cambrai.	60
Avesnes.	55
Douai.	55
Valenciennes	60
Total.	350

Adopté.

Archives départementales. — Peintures.

M. De Gruson, rapporteur du sixième bureau, expose que les façades du bâtiment des archives départementales se détériorent et que celle qui regarde l'ouest est surtout fort endommagée. Une peinture à l'huile sur deux couches serait nécessaire.

Le bureau a examiné le rapport et le devis présentés par l'architecte du département; il a pris connaissance d'une lettre écrite par l'un des membres du Conseil général qui a visité les lieux, et après s'être assuré que la dépense est inévitable, il propose au Conseil, d'accord avec le Préfet, de porter au sous-chapitre premier du budget le crédit de 1,200 fr. demandé, en invitant le Préfet à faire procéder à une adjudication publique, en regrettant le chiffre énorme des dépenses annuelles affectées au bâtiment des archives, et en émettant le vœu formel de voir cet état de choses s'améliorer.

Ces conclusions sont adoptées.

Casernes de gendarmerie. — Entretien.

Le même membre rend compte de la proposition du Préfet tendant à faire allouer au sous-chapitre premier le crédit normal de 2,000 fr., affecté aux frais d'entretien des casernes de gendarmerie et qui suffit à sa destination. Il conclut à l'inscription du crédit, qui est voté par le Conseil.

Architectes. — Traitements.

Sur la proposition du même membre, le Conseil général alloue au même sous-chapitre la somme de 5,000 fr., montant des traitements des architectes du département fixés par une décision ministérielle de 1833.

Archives. — Entretien.

Le même membre rend compte des propositions de l'architecte du département et du rapport du Préfet qui tendent à faire allouer au sous-chapitre premier les deux crédits ordinaires de 500 fr. et de 150 fr., pour l'entretien des bâtiments et du mobilier des archives départementales. La nécessité de ces allocations n'étant pas contestable, le bureau propose et le Conseil en vote l'inscription.

Tribunaux — Entretien.

Le même membre propose, d'accord avec le Préfet, l'allocation du crédit ordinaire de 2,500 fr., pour l'entretien des bâtiments des tribunaux. — Adopté.

Pyramide de Cysoing.

M. RENARD, autre rapporteur du 6.e bureau, propose de maintenir pour 1851, au sous-chapitre XXII du budget, l'indemnité de 50 fr. accordée au gardien de la pyramide de Cysoing, qui continue à faire son service avec exactitude. — Adopté.

Animaux nuisibles.

M. TESTELIN, au nom du même bureau, fait un rapport sur une proposition du Préfet tendant à faire continuer l'allocation annuelle de 200 fr. pour les primes relatives à la destruction des animaux nuisibles. Il rappelle qu'en 1848, le Conseil général avait décidé que les primes s'appliqueraient à la destruction de tous les animaux pouvant nuire à l'agriculture. Les sociétés ont été invitées par le Préfet à donner la nomenclature de ces animaux, et l'indication des moyens employés contre eux. Des travaux intéressants ont été fournis l'année dernière par la Société d'agriculture de Douai, et cette année, les sociétés, consultées sur le meilleur emploi des fonds, ont répondu unanimement que la première chose à faire était de répandre dans les campagnes un traité sur la matière, tel que celui adressé en 1849 par la société de Douai. La société de Cambrai propose d'ouvrir un concours et d'offrir un prix pour un traité semblable, et celle de Dunkerque demande une somme de 20 fr. pour encourager la destruction des larves de hannetons. Le Préfet de son côté, conclut au maintien du crédit de 200 fr., et à la réimpression du travail de la société de Douai.

Le bureau propose d'accéder à cette demande. Il approuve sans doute l'idée de la société de Cambrai, mais il pense qu'on y recourra avec plus de fruit dans quelques années, lorsque la distribution du traité de Douai aura appelé l'attention publique sur cet objet, jusqu'aujourd'hui fort négligé, et dont l'étude se borne à quelques formules de moyens destructeurs, contenues dans des dictionnaires ou des almanachs.

Le bureau conclut donc à l'allocation des 200 fr. demandés par le Préfet auxquels on ajouterait les 20 fr. sollicités par la société de Dunkerque, pour la destruction des hannetons. — Conclusions adoptées.

Cultes. — Indemnités.

Au nom du troisième bureau M. DELAROÏRE propose la résolution suivante :

« Vu la lettre du chapitre métropolitain et le rapport de M. le Préfet, et attendu que précédemment toutes les raisons pour et contre les allocations demandées ont été déduites, le bureau propose au Conseil général de porter au budget de 1851, sous-chapitre XX, les crédits suivants :

» Supplément aux trois vicaires généraux, à raison de 1,200 fr. chacun. . .	3,600	»
» Supplément aux dix chanoines, à raison de mille francs chacun.	10,000	»
» Secours au culte protestant.	1,000	»

Sur la demande de plusieurs membres, ces conclusions sont mises aux voix et adoptées.

Dunkerque. — Secours au collége.

Le même membre fait un rapport sur un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque en faveur du collége communal de cette ville.

Attendu que la ville de Dunkerque a depuis 1848, augmenté considérablement les allocations affectées à l'instruction publique, et qu'il importe d'encourager de si louables efforts, le bureau propose au Conseil général de joindre ses vœux à ceux du Conseil d'arrondissement pour qu'une somme de 700 fr. soit accordée à Dunkerque dans la répartition des 100,000 fr. portés au budget de l'État, pour rétribuer un second professeur de mathématiques dont l'utilité est incontestable à cause de la position spéciale de Dunkerque comme port de mer devant former des marins.

Ces conclusions sont adoptées.

Faculté des lettres et lycée de Douai.

M. ROSSIGNOL autre rapporteur du 3e bureau, rappelle au Conseil général qu'il s'est associé l'année dernière comme il l'avait fait dans plusieurs sessions précédentes, au vœu souvent réitéré

par le Conseil d'arrondissement de Douai pour l'établissement d'une faculté des lettres à Douai et pour l'érection du lycée de cette ville à la première classe.

Les dispositions plusieurs fois exprimées par le Gouvernement semblaient promettre un heureux succès et néanmoins le département du Nord, malgré son importance sous les points de vue matériel et intellectuel, n'a pas encore obtenu la justice qu'il réclame.

Le Conseil d'arrondissement ne s'est pas lassé et le Conseil général ne se lassera pas non plus de prêter son appui à un vœu tant de fois exprimé, et dont la réalisation doit donner une double satisfaction à un besoin intellectuel profondément senti.

Ces conclusions sont adoptées.

Lycée de Lille.

Au nom du même bureau M. MATHIEU rend compte d'un rapport de M. le Préfet duquel il résulte qu'en réponse au vœu exprimé par le Conseil général pour que le lycée de Lille fût élevé à la deuxième classe sans que le prix des pensions fût augmenté, M. le Ministre de l'Instruction publique a annoncé l'intention de proposer le changement de classe pourvu que la ville se chargeât de pourvoir au supplément de pension des boursiers. Le Conseil municipal ayant pris cet engagement, le vœu du Conseil général ne tardera pas sans doute à être réalisé.

Le bureau propose au Conseil général de donner acte de cette communication et d'en remercier M. le Préfet,

M. TESTELIN demande si l'élévation de la classe du lycée de Lille aura pour résultat d'augmenter les pensions payées par les familles comme celles des boursiers. Dans le cas de l'affirmative, le changement de classe n'aurait rien d'avantageux car il est probable que la force des études resterait à peu près la même.

M. LESTIBOUDOIS fait remarquer que la discussion a peu de portée parce que le lycée de Lille doit être considéré comme étant de deuxième classe d'après les dispositions arrêtées. Il donne des détails sur ce qui s'est passé, à l'égard de la question des lycées entre le Ministre et le rapporteur du budget à l'Assemblée législative et en conclut qu'il serait impossible d'obtenir que les pensions ne fussent pas augmentées. L'accroissement des pensions n'est pas d'ailleurs une perte réelle pour les familles car le régime des élèves est amélioré.

LE RAPPORTEUR objecte que le bureau n'a pas eu à traiter ces questions. Le Préfet a rendu compte de la suite qu'a reçue le vœu de 1849, et le bureau a conclu seulement à ce qu'il fût donné acte de la communication.

M. CHAMPON rappelle les circonstances du vœu émis l'année dernière. Il a insisté sur la nécessité de concilier les intérêts des professeurs dont la situation devait être améliorée, avec ceux non moins sérieux des familles. Il pense que l'élévation de classe a été accordée à d'autres villes sans augmentation des pensions.

M. LESTIBOUDOIS insiste sur ses observations précédentes. Il croit inutile de formuler un vœu qui ne pourrait avoir aucun résultat.

LE PRÉSIDENT fait observer qu'il n'y a rien en question et que les explications qui viennent d'être échangées ne peuvent quant à présent, conduire à aucune solution. Il met aux voix les conclusions du rapport qui sont adoptées.

Bourses dans les lycées.

—

Commission.

M. MATHIEU expose qu'un concours doit avoir lieu à la Préfecture, le 2 septembre prochain, pour la collation de trois bourses nationales dans les lycées. Le jury de ce concours devant comprendre six membres du Conseil général désignés par l'assemblée, le bureau propose au Conseil de procéder par un scrutin à cette désignation, à moins qu'il ne préfère confirmer les choix de l'année dernière.

M. Paul pense qu'il vaut mieux que les six bureaux désignent chacun un membre, pour faire partie du jury, attendu qu'un scrutin ferait perdre trop de temps.

Le Rapporteur réplique que dans ce cas on peut confirmer purement et simplement les choix de l'année dernière.

M. Paul objecte que cette confirmation constituerait un précédent qu'il faut éviter. Il insiste sur sa proposition.

Le Président la met aux voix. Elle est adoptée.

Canal de Furnes. — Creusement.

M. Boulanger, au nom du 5.e bureau, rend compte d'une délibération du Conseil d'arrondissement de Dunkerque, qui émet le vœu que le Gouvernement français intervienne auprès du Gouvernement belge, pour le déterminer à faire exécuter sans retard les travaux de creusement jugés indispensables dans la partie belge du canal de Furnes, pour faciliter les relations commerciales entre les deux pays.

Cette délibération est motivée sur ce que le mauvais état de la voie d'arrivage par l'Escaut, le canal de Nieuport et le canal de Furnes, cause un grand préjudice au commerce français.

Le bureau propose au Conseil général de s'associer à ce vœu.

Ces conclusions sont adoptées.

Canal de Neuf-Fossé.

Le même rapporteur rend compte d'un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Lille pour que l'Administration signale au Gouvernement l'état défectueux du canal de Neuf-Fossé qui joint la Lys à l'Aa, et sollicite de lui un crédit suffisant pour qu'au moyen de draguages le tirant d'eau réglementaire ne soit pas diminué, et pour qu'au moyen d'un empierrement du chemin de halage on assure en toute saison et avec toute l'économie possible, le passage des 300,000 tonnes qui fréquentent habituellement cette voie navigable.

Le bureau propose au Conseil général de s'associer à un vœu qui s'appuie sur des motifs puissants d'intérêt public.

Ces conclusions sont adoptées.

Conseil général. — Renouvellement.

M. Paul, au nom du sixième bureau, expose que la loi du 3 juillet 1848, en vertu de laquelle les Conseils généraux ont été renouvelés intégralement, n'a pas abrogé celle du 22 juin 1833 portant que ces Conseils seront renouvelés par tiers tous les trois ans, selon des séries formées par le Conseil général et tirées au sort en séance publique, par le Préfet, en Conseil de Préfecture. Le bureau propose donc de composer ainsi qu'il suit les trois séries du Conseil général du Nord; chaque série comprenant vingt cantons, et les cantons de chaque arrondissement étant répartis aussi également que possible dans chacune des séries, savoir :

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

1.re Série.	2.e Série.	3.e Série.
1 Avesnes-Nord.	1 Avesnes-Sud.	1 Maubeuge
2 Bavai.	2 Landrecies.	2 Le Quesnoy-Est.
3 Berlaimont.	3 Solre-le-Château.	3 Trélon.
»	4 Le Quesnoy-Ouest.	»

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

4 Cambrai-Est.	5 Cambrai-Ouest.	4 Carnières.
5 Clary.	6 Le Câteau.	5 Marcoing.
6 Solesmes.	»	»

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

1.re Série.	2.e Série.	3.e Série.
7 Arleux.	7 Douai-Nord.	6 Douai-Ouest.
8 Douai-Sud.	8 Marchiennes.	7 Orchies.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

9 Bergues.	9 Bourbourg.	8 Dunkerque-Est.
10 Dunkerque-Ouest.	10 Gravelines.	9 Hondschoote.
»	»	10 Wormhoudt.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

11 Bailleul-Nord-Est.	11 Bailleul-Sud-Ouest.	11 Cassel.
12 Hazebrouck-Nord.	12 Hazebrouck-Sud.	12 Merville.
13 Steenvoorde.	»	»

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

14 Armentières.	13 Cysoing.	13 La Bassée.
15 Haubourdin.	14 Lannoy.	14 Lille-Centre.
16 Lille-Nord-Est.	15 Lille-Ouest.	15 Lille-Sud-Est.
17 Lille-Sud-Ouest.	16 Pont-à-Marcq.	16 Quesnoy-sur-Deûle.
18 Roubaix.	17 Seclin.	17 Tourcoing-Nord.
»	18 Tourcoing-Sud.	»

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

19 Bouchain.	19 Condé.	18 St.-Amand (rive droite).
20 St.-Amand (rive gauche).	20 Valenciennes-Est.	19 Valenciennes-Nord.
»	»	20 Valenciennes-Sud.

M. Delaroïère fait observer que la Constitution porte que les autorités existantes sont maintenues jusqu'à la promulgation des lois organiques qui doivent les régir. Il en conclut que le Conseil général doit subsister dans son état actuel, et qu'il n'y pas lieu à renouvellement.

M. Paul répond que la loi du 3 juillet 1848 n'a nullement abrogé l'article 8 de la loi du 22 juin 1833, qui prescrit les renouvellements triennaux.

M. Delaroïère insiste, et M. Laurent donne lecture de l'article de la Constitution qui a été invoqué.

M. Paul démontre que cet article dispose seulement que les autorités existantes continueront à subsister sous les règles imposées par les lois qui les concernent, jusqu'à la promulgation des lois organiques.

La répartition du Conseil général en trois séries est adoptée suivant les conclusions du rapport.

Conseil de Préfecture.

Publicité des séances.

M. Hannoye, au nom du 6.e bureau, fait un rapport sur un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque, pour que les séances des Conseils de préfecture soient publiques en matière contentieuse, et que les parties aient la faculté de s'y faire représenter par des avocats.

Le même vœu a déjà été émis différentes fois par le Conseil général.

Les débats contradictoires et la publicité des séances sont une garantie essentielle d'une bonne

justice. Les juges, mieux éclairés, sont moins sujets à l'erreur, et les justiciables sont moins souvent obligés de se pourvoir en conseil d'Etat, en s'imposant des frais onéreux.

Il paraît convenable et normal d'appliquer aux Conseils de préfecture le mode de procédure adopté par le conseil d'État.

Le bureau propose en conséquence au Conseil général de renouveler le vœu que les séances des Conseils de préfecture soient publiques en matière contentieuse, et que les parties aient la faculté de s'y faire représenter et défendre par des avocats.

L'expression de ce vœu est adoptée.

Recrutement de l'armée.

Au nom du même bureau, M. CHOMBART rend compte d'un rapport par lequel le Préfet fait connaître la suite donnée aux vœux exprimés par le Conseil général concernant le recrutement de l'armée.

Ces vœux ont été transmis avec recommandation à M. le Ministre de la Guerre, et il n'est pas douteux qu'ils seront pris en considération dans la préparation de la nouvelle loi sur le service militaire.

Le bureau propose au Conseil général de donner acte à M. le Préfet de sa communication et de réitérer les vœux déjà émis.

Les conclusions sont adoptées.

Communications.

LE PRÉSIDENT communique au Conseil de nouveaux documents déposés sur le bureau. Ce sont :

1.° Un rapport du Préfet sur la réclamation de la ville de Lille, en remboursement de frais d'élection en 1848, 1849 et 1850. — Renvoi au 1.er bureau.

2.° Un rapport du Préfet, transmettant une lettre de M. Marc Jodot, ingénieur civil, qui demande une allocation pour la publication de documents statistiques sur l'industrie et l'agriculture. — Renvoi au 4.e bureau.

Mobilier de la préfecture.

LE PRÉSIDENT, vu le rapport du Préfet, concernant le dépôt des pièces justificatives de l'emploi des fonds affectés à l'entretien du mobilier de la Préfecture, décide, d'après l'avis du Conseil, que ces pièces seront remises au 2.e bureau chargé de la vérification du compte départemental.

Il invite le Conseil à désigner deux de ses membres pour assister au récolement de l'inventaire du mobilier qui doit avoir lieu pendant la session. Le Conseil désigne MM. DEFONTAINE et DANSETTE.

Conseil académique.

LE PRÉSIDENT rappelle au Conseil général que, d'après la nouvelle loi sur l'enseignement public, il est chargé de désigner quatre membres du Conseil académique, dont deux doivent être choisis dans son sein. Cette désignation doit être prompte, car le conseil académique s'installe le 1.er septembre.

L'assemblée décide qu'elle y procèdera dans sa séance de demain.

Tabacs et lins.

M. DEFONTAINE dépose sur le bureau les délibérations des conseils municipaux de quinze communes de l'arrondissement de Lille dont les noms suivent :

Aubers,	Erquinghem-Lys,	Ronchin,
Bondues,	Linselles,	Sainghin-en-Weppes,
Bousbecques,	Lomme,	Verlinghem,
Comines,	Illies,	Wambrechies,
Emmerin,	Moncheaux,	Wavrin.

Tous ces Conseils municipaux réclament :

1.° Des modifications au réglement de culture pour les tabacs ;

2.° L'établissement d'un droit de 10 à 20 fr. aux cent kilog. sur les lins étrangers, à leur entrée en France.

A la suite de ce dépôt, M. Defontaine propose au Conseil général les deux projets suivants de résolution :

Tabacs. — Réglement.

« 1.° Le Conseil général persistant dans les résolutions par lui prises dans ses précédentes sessions, notamment dans celle de 1848, tendant à faire rendre aux planteurs de tabac la faculté dont ils ont joui jusqu'en 1835 (en exécution non de la loi du 28 avril 1816, mais bien de la loi du 24 décembre 1814) de faire présenter par les dix principaux d'entre eux, les deux experts chargés avec ceux de la régie, du classement de leurs feuilles, émet le vœu que M. le Préfet, dans l'intérêt agricole du département, prie instamment M. le Ministre de l'Agriculture de se concerter avec M. son collègue des Finances, pour revenir au mode d'expertise déterminé par la loi du 24 décembre 1814, ainsi que l'ont également demandé en 1848 les Conseils généraux du Pas-de-Calais et du Bas-Rhin.

« Le Conseil général renouvelle le vœu par lui exprimé dans sa session dernière, que M. le Préfet veuille bien rendre publics, par une insertion faite au moins quinze jours auparavant dans le recueil des actes de la Préfecture, les noms des deux principaux planteurs qui, aux termes de l'article 188 de la loi du 28 août 1816 doivent, dans chaque arrondissement être entendus en Conseil de Préfecture, pour la rédaction du réglement de culture, de telle sorte que les autres planteurs aient le temps nécessaire pour leur remettre les observations qu'ils auraient à faire dans les intérêts de la culture.

« Le Conseil général émet le vœu, qu'à l'avenir, les types soient composés dans chacune des trois classes, non pas des plus belles et *des meilleures feuilles* choisies parmi les maîtresses-feuilles, mais bien des feuilles *moyennes* prises parmi les maîtresses-feuilles. »

Lins étrangers. — Droits.

« 2.° Le Conseil général, vu les délibérations des Conseils municipaux de nombre de communes de l'arrondissement de Lille ;

» Vu les vœux émis par les Conseils d'arrondissement de Lille et d'Hazebrouck ;

» Considérant que la prospérité actuelle de la filature du lin permet d'apporter, sans aucun inconvénient grave, un prompt et indispensable soulagement à l'agriculture ;

» Émet le vœu que, s'il n'est pas possible d'établir de suite un droit de 20 fr. au cent de kilog., on en établisse un de 10 à l'entrée des lins étrangers, suivant le vœu déjà exprimé par le Conseil, dans sa dernière session.

M. Mimerel dépose des délibérations dans le même sens, des communes de Wasquehal et de Wattrelos.

M. Lefebvre en dépose de semblables pour les communes de Lannoy et Hem.

Toutes ces pièces sont renvoyées au quatrième bureau.

Voirie. — Délits.

M. Delaroïère dépose la proposition suivante :

« Je propose au Conseil général d'émettre le vœu que les agents chargés de constater les délits » de voirie soient obligés, sous peine de nullité, de mentionner dans leurs procès-verbaux, les » articles des lois et réglements contre lesquels la contravention a été commise. »

Renvoyé au cinquième bureau.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président fixe à demain à onze heures la réunion dans les bureaux, et à deux heures la séance générale.

Il lève la séance à trois heures et demie.

Ont signé : MM. Danel, président ; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien) Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 28 août.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Absents : MM. Crapez et Locqueneux.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 27 août est lu par le secrétaire et adopté.

Communications.

Le Président communique au Conseil général les documents suivants qui ont été déposés sur le bureau.

1.° Lettre à M. Colignon, ingénieur en chef à Nevers, concernant le chemin de fer de Paris à Avignon. — Renvoi au cinquième bureau.

2.° Dépôt fait par M. Degruson, d'une délibération du Conseil municipal de Merville, concernant les prix des tabacs et la nomination des experts. — Renvoi au quatrième bureau.

3.° Lettre de M. Leroy (de Béthune), concernant le projet d'un barrage à travers l'Escaut et la Scarpe.

4.° Lettre de M. de Saint-Priest, représentant du peuple, membre du Conseil général du Lot, relative à l'organisation de bureaux de renseignements pour les ouvriers. — Renvoi au deuxième bureau.

Bourses des lycées. — Jury.

Le Président fait connaître les noms des membres désignés par chaque bureau pour faire partie du jury chargé de décerner les bourses dans les lycées, savoir :

1.er	bureau,	MM. De Beaumont.
2.e	id.	Danel.
3.e	id.	Rossignol.
4.e	id.	Deschodt.
5.e	id.	Ancelet.
6.e	id.	Testelin.

Le Président donne lecture des listes des rapports préparés qui lui ont été remises par les présidents des bureaux. Elles ne donnent lieu à aucune observation.

Conseil académique.

L'ordre du jour appelle l'ouverture des scrutins pour l'élection des quatre membres du Conseil académique dont la désignation est attribuée à l'assemblée.

M. Chombart dépose la proposition suivante :

« J'ai l'honneur de proposer au Conseil général, afin de l'éclairer plus complètement sur la » question de la nomination des membres du Conseil académique et afin d'éviter toute surprise.

» De décider qu'il ne sera procédé aujourd'hui qu'à un premier tour de scrutin, et que la nomi- » nation des membres qui n'auraient pas obtenu la majorité absolue au premier tour sera ajour- » née à demain. »

M. Bianchi s'élève contre cette proposition. L'opération dont il est question doit être faite suivant les règles ordinaires ; les précédents du Conseil n'autorisent pas la manière de procéder demandée par M. Chombart ; rien ne doit empêcher de terminer une besogne commencée, et il n'y a aucune nécessité de remettre au lendemain.

M. Chombart répond qu'il s'agit de faire un acte sérieux, qu'il faut donc le traiter sérieusement et que le délai qu'il réclame a pour objet de faciliter aux membres du Conseil les moyens de s'entendre sur les choix les plus convenables.

M. D'Hespel ajoute qu'on peut invoquer des précédents ; qu'ainsi l'Assemblée législative, lorsqu'elle a nommé la commission de prorogation, n'a pas fait deux scrutins dans le même jour. Il partage l'opinion de M. Chombart sur la nécessité d'avoir le temps de s'entendre, sans quoi la séance toute entière pourrait se passer en scrutins.

M. Bianchi répond à M. Chombart que tous les actes du Conseil sont sérieux. Mais il répète qu'il ne voit pas la nécessité de remettre au lendemain une partie de l'opération. Si l'on est fixé sur les choix, on peut tout faire de suite, et si l'on n'est pas fixé, il faut tout remettre à demain.

Il répond à M. D'Hespel que si, dans l'Assemblée législative, on n'a pas procédé à plusieurs scrutins dans la même séance, c'est parce que le dépouillement des votes se faisait dans les bureaux, que pendant ce temps l'Assemblée se livrait à ses travaux ordinaires, que d'ailleurs le dépouillement de 700 votes devait employer beaucoup de temps, et qu'enfin la même Assemblée, pour l'élection de ses vice-présidents, a fait deux et trois scrutins dans le même jour. Il y a d'ailleurs pour le Conseil général un motif de ne pas ajourner, c'est la nécessité de terminer ses travaux dans le plus court délai possible.

Le Président met aux voix la question de savoir si le deuxième tour de scrutin sera remis à demain.

L'assemblée se prononce affirmativement.

Le scrutin est ouvert pour la nomination de quatre membres du Conseil académique.

Le Président invite un membre de l'assemblée à se réunir au bureau pour le dépouillement des votes.

Le nombre des votants est de 53. Majorité absolue, 27.

Les voix se repartissent ainsi qu'il suit :

MM.	De Beaumont	31
	De Montozon	27
	Huré	23

MM.	Rossignol	23
	Pillot	21
	D'Heursel	13
	Preux	10
	Champon	9
	Paul	9
	Béhaghel (de Bailleul)	8
	Leroy, Emile	8
	Deschodt	6
	Leroy (de Béthune)	4
	Capon fils	3
	Legrand	3
	Desfontaine	3
	Danel	3
	Chombart	2
	Mimerel	2
	Dansette	1
	Delaroïère	1
	Béhaghel (de Cassel)	1

MM. De Beaumont et De Montozon, ayant seuls obtenu la majorité absolue, sont proclamés membres du Conseil académique.

M. Beauvois demande si la loi a prescrit que les nominations seront faites à la majorité absolue.

Il est répondu par le Préfet que la loi est muette sur ce point, mais le Président fait observer que le Conseil a si bien entendu que la majorité absolue était nécessaire, que sans cela, il n'eut pas voté sur la proposition de M. Chombart, qui aurait été inutile. Le Président donne lecture de la loi.

M. Beauvois déclare que la loi n'ayant pas prescrit la majorité absolue, le Conseil s'en écarte en exigeant cette majorité. Il ajoute que c'est certainement dans ce sens que la minorité a voté contre la proposition de M. Chombart. Il demande que les deux membres qui ont obtenu le plus de voix après MM. De Beaumont et De Montozon soient proclamés membres du Conseil académique, et si l'assemblée s'y refuse, il insiste pour l'insertion au procès-verbal de sa protestation, qu'il manifeste dans les termes les plus formels.

M. Leurent invoque, comme preuve que la loi a implicitement exigé la majorité absolue, le fait que l'Institut, pour les nominations qu'il avait à faire, a ouvert jusqu'à trois scrutins successifs.

M. Beauvois, en insistant sur l'insertion de sa protestation au procès-verbal, affirme que si la loi avait exigé la majorité absolue, elle l'aurait formellement déclaré.

Plusieurs membres répondent qu'au contraire, en matière d'élection, la majorité absolue est la règle et la majorité relative l'exception.

Le Conseil reprend son ordre du jour.

Voitures publiques. — Expertises.

Au nom du premier bureau, M. Pillot propose l'inscription au sous-chapitre XXII du budget de 1851, du crédit ordinaire de 200 fr. affecté aux frais d'expertise des voitures publiques. Cette dépense, prescrite par les réglements, est une charge départementale suivant deux décisions ministérielles en date des 7 septembre 1824 et 26 février 1828.

Le crédit est voté par le Conseil.

ation de la taxe personnelle.

Le même rapporteur rappelle qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 21 avril 1832, le Conseil général est appelé à déterminer, sur la proposition du Préfet, le prix moyen de la journée de travail dans chaque commune, pour servir de base à la fixation de la contribution personnelle, sans pouvoir le fixer au-dessous de 50 centimes ni au-dessus de 1 fr. 50 c..

Il ajoute que le Préfet propose le maintien, pour 1851, des prix fixés depuis 1832, et qui n'ont soulevé aucune espèce de réclamation.

Ces prix sont les suivants :

1.re	classe,	Lille.	1 30
2.e	—	Dunkerque, Douai, Cambrai et Valenciennes.	1 »
3.e	—	Roubaix et Tourcoing	» 80
4.e	—	Bergues, Gravelines, Bailleul, Hazebrouck, Estaires, Merville, Armentières, Carnières, Wazemmes, Le Câteau, Avesnes, Maubeuge, St.-Amand et Condé . .	» 70
5.e	—	Toutes les autres communes du département	» 50

Le bureau propose l'adoption de ces prix pour 1851.

Ces conclusions sont admises.

Assurance des bâtiments départementaux.

Sur la proposition du même rapporteur, le Conseil général vote au sous-chapitre XVI du budget la somme de 649 fr. 04 c., pour le paiement des primes d'assurances des bâtiments départementaux, suivant le détail donné dans le rapport du Préfet.

Le bureau appelle en outre l'attention de M. le Préfet sur les agens de l'administration qui s'occupent d'assurances.

Le Préfet ayant demandé des renseignements à ce sujet, le rapporteur offre de les lui donner officieusement.

Haucourt. — Demande de secours.

Le même Rapporteur rend compte d'une délibération du Conseil d'arrondissement de Cambrai qui appuie une demande de secours formée par la commune d'Haucourt pour subvenir aux frais d'acquisition d'un presbytère.

Le Préfet fait observer dans son rapport que le Conseil général ayant décidé depuis longtemps qu'il n'accorderait de subvention que dans le cas de construction ou de reconstruction d'église, la demande de la commune d'Haucourt ne peut-être accueillie par lui, mais il propose au Conseil général de la recommander au bienveillant intérêt de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes pour une allocation sur les fonds généraux.

Le bureau appuie ces conclusions et en propose l'adoption au Conseil général qui les admet.

Fonds de non-valeurs. — Compte de 1848.

Au nom du même bureau M. Béhaghel (de Cassel) soumet au Conseil le compte d'emploi des fonds de non-valeur de l'exercice 1848, qui aux termes de l'article 34 de la loi du 10 mai 1838, doit être entendu et débattu par cette assemblée.

Suivant l'article 34 de la même loi, des extraits de ce compte rendu par le directeur des contributions directes ont été communiqués aux Conseils d'arrondissements qui en ont donné acte.

Le bureau a examiné le compte avec le plus grand soin et après s'être assuré que les fonds alloués ont reçu exactement leur destination, il soumet au Conseil l'arrêté suivant :

« Le Conseil général approuve le compte des fonds de non-valeur et de réimposition pour 1848,
» présenté par le directeur des contributions directes et arrête que les résultats du compte seront
» inscrits au registre de ses délibérations ainsi qu'il suit :

Contributions foncière, personnelle et mobilière.

RECETTES.

Produit du tiers de centime mis à la disposition du Préfet.	17,477	55
Supplément alloué par le Ministre sur les deux tiers de centime du fonds commun.	3,771	77
Crédit ouvert sur le fonds de non-valeur extraordinaire des contributions de 1848, le fonds de non-valeur ordinaire s'étant trouvé insuffisant.	23,359	17
Total.	44,608	49

DÉPENSES.

Les ordonnances de remise et modération délivrées en faveur des contribuables, se sont élevées à.	21,249	32	44,608	49
Les remises allouées pour cotes et frais de poursuites irrécouvrables, ont atteint le chiffre de.	23,359	17		
Reste.			»	»

Contributions des portes et fenêtres.

RECETTES.

Produit d'un centime à la disposition du Préfet.	10,612	98
Imputation sur les deux centimes du fonds commun.	5,522	66
Crédit sur le fonds de non-valeur extraordinaire des contributions de 1848, le fonds de non-valeur ordinaire s'étant trouvé insuffisant.	20,554	14
Total.	36,689	78

Laquelle somme est absorbée entièrement par les ordonnances délivrées pour décharge, réduction, remise et modération, s'élevant ensemble à une somme égale de. 36,689 78

Contribution des patentes.

Le produit des cinq centimes ajoutés au principal de la contribution des patentes pour couvrir les décharges et réductions, remises et modérations et les frais d'impression des formules de patentes, s'est élevé pour 1848 à la somme de. 75,858 88

Le montant des dégrèvements prononcés s'élève à. 84,927 51

Il a été mandaté sur le fonds de non-valeur ordinaire la somme de. 59,163 60

Et celle de. 25,763 91

Formant le complément de la dépense, a été imputée sur le fonds de non-valeur extraordinaire des contributions de 1848.

Il est en outre prélevé sur le principal de la même contribution, huit centimes, dont le produit, qui a été pour 1848 de. 120,394 62

a été versé dans les caisses municipales au fur et à mesure des recouvrements.

Réimpositions sur les contributions foncière et mobilière.

Le montant des décharges et réductions prononcées sur l'exercice **1848** qui ont été réimposées dans les rôles de **1849**, s'élève, savoir :

En contribution foncière, à.	**745**	**92**
En contribution personnelle et mobilière, à.	**15,179**	**33**
Total.	**15,925**	**25**

Contribution extraordinaire des 45 centimes.

L'impôt extraordinaire des 45 centimes, établi en vertu du décret du Gouvernement provisoire du **13** mars **1848**, s'est élevé à. **5,834,137 78**

Il a été accordé sur les états de dégrèvement dressés par les Maires.	**244,489**	**66**
Idem sur les demandes individuelles.	**56,274**	**35**
Idem sur les états de cotes irrecouvrables.	**42,162**	**35**
Total des dégrèvements accordés.	**342,926**	**36**

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Berlaimont. — Demande de secours.

Au nom du premier bureau, M. Leurent rend compte d'un vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes, tendant à faire accorder à la commune de Berlaimont un secours pour la réparation de son église.

Le Préfet ne fait aucune proposition en faveur de cette demande, en raison des règles posées par le Conseil en matière de subvention, mais il invoque l'appui de l'Assemblée auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

Le bureau propose et le Conseil général admet les mêmes conclusions.

Le rapporteur recommande à la sollicitude du Préfet cette affaire, qui date de **1848**.

Tribunaux. — Loyers.

Sur la proposition de M. Piette, rapporteur du deuxième bureau, le Conseil inscrit au sous-chapitre VII du budget de **1851**, un crédit de 7,500 fr. pour le loyer des tribunaux qui n'appartiennent pas au département, et pour l'entretien du corps-de-garde du palais-de-justice de Douai, savoir :

Tribunal civil de Dunkerque.	**1,200**
— d'Hazebrouck.	**1,500**
Tribunaux civil et de commerce de Cambrai.	**4,400**
Corps-de-garde du palais-de-justice de Douai.	**400**
Total.	**7,500**

Maison centrale de Loos. — Colonie pénitentiaire.

Au nom du deuxième bureau, M. De Melun expose que la loi du 5 août sur le patronage et l'éducation des jeunes détenus des deux sexes porte que ces enfants seront élevés soit en France soit en Algérie, dans des établissements agricoles, sous la surveillance d'un conseil dans lequel doivent entrer deux délégués du Conseil général.

Ces dispositions étant applicables au quartier d'éducation correctionelle annexé à la maison

centrale de Loos, le bureau, sur la demande du Préfet, invite le Conseil à désigner deux de ses membres pour faire partie du conseil de surveillance.

Le rapporteur demande s'il sera procédé demain à cette désignation, ou si le Conseil entend en charger son deuxième bureau.

M. Beauvois insiste pour qu'il soit procédé au scrutin.

L'assemblée décide que le scrutin aura lieu demain.

M. Bianchi fait observer que si cette nomination doit avoir lieu à la majorité absolue, il doit être bien entendu que cette majorité se composera de la moitié plus un des suffrages, et que par conséquent si le nombre des votants est impair, la majorité ne devra pas être seulement d'une demi-voix.

M. Plichon répond que cette question a été décidée par l'ancienne loi électorale, en ce sens que quand le nombre des votants est impair, la majorité se compose de la moitié du nombre pair immédiatement inférieur, plus un.

M. Bianchi insiste pour que la question soit examinée.

MM. De Staplande et D'Hespel invoquent les précédents de l'ancienne chambre des députés, dont plusieurs membres ont été élus à la simple majorité d'une demi-voix.

M. Lestiboudois ajoute que par l'expression de la majorité il faut entendre plus de la moitié des voix.

Le Conseil reprend son ordre du jour.

Colonie de Mesnil-St.-Firmin.

M. Mathieu, rapporteur du 3.e bureau, rappelle au Conseil que, depuis 1842, il a voté chaque année un subside de 250 fr. en faveur de la colonie de Mesnil-Saint-Firmin, société d'adoption pour les enfants abandonnés et les orphelins pauvres.

Les bons résultats obtenus ont déterminé M. le Préfet à demander un nouveau crédit pour 1851.

L'œuvre éminemment philanthropique de la société mérite de plus en plus l'intérêt de l'administration, et les fonds alloués sont d'ailleurs affectés à l'entretien d'élèves du département. Le bureau conclut donc à l'ouverture du crédit demandé.

Le Conseil décide qu'une allocation de 250 fr. sera inscrite au sous-chapitre XIX du budget de 1851.

Secours de route et frais de translation.

Le même membre expose que le Préfet a porté son attention sur l'accroissement successif des dépenses occasionnées par les secours de route accordés aux voyageurs indigents, et qu'il s'est assuré que la plus grande réserve a toujours présidé à ces allocations.

La loi du 13 juin 1790 qui régit la matière, a constamment reçu son exécution, et les secours de route ne sont délivrés qu'aux individus placés dans les catégories qu'elle a déterminées.

Du reste, l'augmentation survenue en 1848 s'est produite d'une manière bien plus forte dans plusieurs départements désignés dans le rapport de M. le Préfet.

Les causes de cet état de choses proviennent en partie des événements de 1848, et aussi de l'accroissement de dépense résultant de la nouvelle adjudication de l'entreprise des convois civils, d'après laquelle le prix du parcours se paie par kilomètre, et non plus par étape.

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de pourvoir aux besoins du service, et le bureau propose en conséquence, suivant la demande de M. le Préfet, l'allocation au sous-chapitre XIV du budget de 1851, 1.° d'un crédit de 3,500 fr. pour frais de translation des accusés ou condamnés, et 2.° d'un crédit de 2,500 fr. pour secours de route aux voyageurs indigents.

Ces crédits sont votés par le Conseil général

Douai. — Association de bienfaisance.

Au nom du troisième bureau, M. Delaroïère rend compte d'un rapport du Préfet concernant une demande de subvention formée en faveur d'une association de bienfaisance établie à Douai, au moyen de souscriptions volontaires et d'une allocation du Conseil communal. Les fonds subviennent aux besoins des ouvriers indigents auxquels le bureau de bienfaisance n'accorde pas de secours. Les distributions, confiées à des patrons zélés et charitables, se font avec discernement et en connaissance de cause, mais les ressources sont loin de suffire, et il importe d'ailleurs de mettre de plus en plus en contact entre elles les classes pauvres et les classes aisées, afin que les bons conseils et les bienfaits des unes, les souffrances et la résignation des autres réagissent utilement sur toutes. En conséquence, et pour montrer tout l'intérêt que le Conseil général porte à ceux qui se dévouent à de telles œuvres, le bureau propose d'allouer une somme de 200 fr. à l'association de bienfaisance de Douai, plutôt comme un témoignage de sympathie qu'à titre de secours.

M. Mimerel s'oppose à ces conclusions, parce qu'en entrant dans la voie qu'on lui indique, le Conseil ouvrirait la porte à tant de demandes que toutes ses ressources n'y suffiraient pas. Il faut laisser aux localités le soin d'encourager les nombreuses sociétés de bienfaisance qui se sont organisées chez elles.

M. Delaroïère répète qu'il ne s'agit ici que d'une simple marque de sympathie, mais M. Mimerel insiste sur le danger qu'il y aurait à donner même à ce titre, en raison de la multiplicité des œuvres qui méritent les mêmes témoignages.

M. Rossignol fait le tableau des bienfaits que répand l'association de Douai, et fait valoir ses titres aux encouragements du Conseil général.

Le Préfet, tout en rendant hommage aux honorables sentiments qui déterminent les associations de charité à s'organiser spontanément au moyen de fonds qu'elles réunissent, ne croit pas qu'elles aient le droit ni le besoin d'être encouragées par des allocations du Conseil général. Elles existent en grand nombre dans toutes les grandes villes où elles sont les auxiliaires quelquefois gênants des bureaux de bienfaisance. Leurs actes sont louables sans doute, mais il ne paraît pas nécessaire d'ajouter à leurs ressources par des prélèvements sur les fonds départementaux.

M. Paul répond que les fonds réunis par la société de Douai ne suffisent pas à ses besoins, qu'elle n'est pas d'ailleurs un auxiliaire gênant pour le bureau de bienfaisance parce qu'elle n'agit que de concert avec l'administration ; qu'elle a des titres réels à des témoignages de sympathie plus positifs que de vagues formules d'éloge, et qu'une allocation de 200 francs encouragera les ouvriers à s'y affilier.

M. De Beaumont réclame, pour la société de Cambrai qui rend des services analogues, la même faveur qui serait accordée à celle de Douai.

M. Bianchi serait disposé à appuyer un vote de fonds considérables pour des associations ouvrières, mais il n'admettra pas un encouragement spécial en faveur d'une localité, qu'il faudrait ensuite accorder à toutes. Cet objet réclamerait une loi générale de solidarité.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et rejetées en ce qui concerne l'allocation d'un crédit. Mais le Conseil général s'unit à son 3.e bureau pour exprimer toutes ses sympathies pour l'œuvre philanthropique de l'association de bienfaisance de Douai.

Forçats libérés et récidivistes.

Au nom du 3.e bureau, M. Legrand rend compte d'un vœu renouvelé par le Conseil d'arrondissement de Douai, pour que les forçats et les réclusionnaires libérés récidivistes soient à l'avenir soumis à la déportation dans une île de l'Océanie.

Le Conseil général a, dans sa dernière session, accueilli ce vœu dans les termes suivants :

« Le Conseil général émet le vœu que les condamnés à la réclusion ou aux travaux forcés à

» temps, traduits de nouveau devant les tribunaux pour des faits emportant peine afflictive ou » infamante, puissent en cas de conviction être condamnés à la déportation, et qu'un lieu » soit choisi à cet effet par le Gouvernement. »

Ce vœu a été transmis par M. le Préfet à M. le Ministre de l'Intérieur, qui en a référé à M. le Ministre de la Justice.

Le bureau propose au Conseil :

1.° De donner acte à M. le Préfet de la communication qu'il a faite, et 2.° de renouveler le vœu ci-dessus tel qu'il a été exprimé l'année dernière par le Conseil général.

Ces conclusions sont adoptées.

Concours régional d'animaux de boucherie. Concours départemental pour l'amélioration des races.

Au nom du 4.e bureau, M. Lefebvre fait un rapport sur les résultats du concours régional institué par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, dans le département du Nord, pour les animaux de boucherie.

Ce concours, qui a eu lieu cette année pour la première fois sous son nouveau titre, a obtenu un succès remarquable par le nombre et la qualité des animaux présentés.

Toutefois le jury nommé par le Ministre a regretté de n'y pas voir figurer la catégorie des veaux et des porcs, précédemment admise dans les concours institués par la Société d'agriculture de Lille, et dont il importe de favoriser la production dans l'intérêt de la consommation.

Il y a donc lieu d'émettre un vœu à ce sujet, suivant la demande de M. le Préfet.

Les résultats remarquables du concours régional des animaux de boucherie, donnent lieu d'en espérer de semblables pour le concours départemental d'animaux reproducteurs dû à l'initiative de la Société d'agriculture, s'il était élevé au même rang de concours régional.

Ce concours, en effet, malgré le peu de valeur des primes offertes, acquiert d'année en année une importance plus grande qui n'attend pour se développer encore que la possibilité d'offrir aux producteurs des compensations suffisantes de leurs sacrifices.

Le Conseil général aidera à ces heureux résultats :

1.° En accordant à la Société d'agriculture de Lille le subside de 1,500 francs demandé par M. le Préfet pour le concours départemental d'animaux reproducteurs ;

2.° En priant M. le Préfet de solliciter du Ministre que ce concours soit érigé en concours régional ;

3.° En émettant le vœu que les catégories des veaux et des porcs soient comprises dans le concours régional d'animaux de boucherie.

Ces conclusions sont adoptées.

Pompes à incendie.

Au nom du sixième bureau, M. Renard rend compte d'un rapport de M. le Préfet qui fait connaître les premiers résultats des inspections qu'il a ordonnées, en exécution du vœu exprimé en 1849 par le Conseil général, des corps de sapeurs-pompiers et du matériel des pompes à incendie dans les communes du département.

Ce rapport donne en outre le détail de l'emploi du fonds de 1,500 francs porté au budget de 1849 à titre de subvention aux communes pour achat de pompes à incendie.

Le bureau, reconnaissant toute l'utilité de cette allocation, propose de la renouveler au sous-chapitre XVIII du budget de 1851.

M. De Beaumont reconnaît que ces fonds reçoivent une utile destination. Il félicite M. le Préfet d'avoir prescrit l'inspection des pompes, c'est un premier renseignement précieux, mais qu'il faudrait compléter en organisant dans les communes des corps spéciaux pour la manœuvre des pompes. Quatre ou cinq hommes expérimentés suffiraient pour cela, et leur emploi préviendrait les

désordres et les inconvénients qui résultent, dans les incendies, du défaut de pratique de ceux qui y amènent les pompes.

Le Préfet remercie M. De Beaumont de ses éloges; mais il reconnaît que l'initiative de la mesure des inspections appartient au Conseil général. Il a trouvé pour cette mission des officiers pleins de zèle et de capacité, qui ont été chargés de porter leur attention non seulement sur les pompes, mais sur les manœuvres, et qui ont déjà donné d'utiles directions. Les efforts seront continués et produiront sans doute tout l'effet qu'on doit en attendre.

M. De Beaumont fait observer qu'il serait à désirer que toutes les pompes fussent construites d'après un modèle uniforme et reconnu bon. On en tirerait un grand avantage dans les incendies.

Le Préfet répond qu'il sera tenu bonne note de cette observation pour l'avenir.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Maison d'arrêt. — Entretien.

Au nom du 6.e bureau, M. Degruson donne lecture du rapport de M. le Préfet concernant le crédit à allouer pour l'entretien des bâtiments des maisons d'arrêt.

Ce crédit était, les années précédentes, de 2,500 fr.; mais les nouvelles adjudications passées pour le service de l'entretien des détenus, ayant exonéré les entrepreneurs des frais du blanchissage et des menues réparations, il en résultera dans l'entretien à la charge du département une augmentation que M. le Préfet évalue à 700 fr., et qui est plus que compensée par la réduction obtenue dans les prix de journée.

Le bureau propose en conséquence l'inscription d'un crédit de 3,200 fr. au sous-chapitre 1.er du budget de 1851.

Cette proposition est adoptée.

Sous-préfectures. — Entretien.

Le même membre propose les allocations suivantes, au même sous-chapitre, pour l'entretien des sous-préfectures appartenant au département, suivant les rapports des architectes, savoir :

Cambrai.....	769 fr.
Avesnes.....	500
Douai.....	600
Total.....	1,869

Ces crédits sont accordés.

Dépôts de sûreté. — Travaux.

Le même membre propose, conformément à la demande de M. le Préfet, l'allocation des sommes suivantes pour des travaux à exécuter aux dépôts de sûreté, savoir :

Bailleul. — Réparations diverses.....	68 fr.
Cassel. — Maçonnerie, badigeonnage.....	144
Orchies. — Blanchissage et menues réparations.	50
Id. — Assainissement de la cour.....	115
Total.....	377

Adopté.

Société humaine de Dunkerque.

M. Testelin, au nom du même bureau, rend compte de la proposition faite par M. le Préfet pour l'allocation du subside ordinaire de 300 fr., accordé chaque année à la Société humaine de Dunkerque.

Le Conseil municipal de cette ville, en votant pour l'année 1851 un subside en faveur de cette Société, s'étant conformé au vœu exprimé l'an dernier par le Conseil général, le bureau propose l'inscription au sous-chapitre XIX du crédit de 300 fr. demandé par M. le Préfet. — Adopté.

Denain. — Marché.

Au nom du 4.e bureau, M. Decarpentry rend compte d'un rapport de M. le Préfet concernant une demande de la commune de Denain, tendant à l'établissement de deux nouveaux marchés hebdomadaires.

Le bureau, considérant que la commune de Denain possède aujourd'hui une population de 10,000 âmes qui, jointe à celle de Lourches qui touche pour ainsi dire à Denain, forme une agglomération de 15,000 habitants; qu'un seul marché hebdomadaire ne peut conséquemment suffire et que la nécessité de deux autres marchés est incontestable;

Que les deux marchés demandés existent déjà en fait, mais que, n'étant pas autorisés, la police ne peut s'y faire;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement de Valenciennes,

Est d'avis qu'il y a lieu d'appuyer la demande de la commune de Denain.

Ces conclusions sont adoptées.

Volckerinckove. — Marché.

Le même membre fait un rapport sur une demande du Conseil municipal de Volckerinckove tendant à obtenir la création dans cette commune d'un marché hebdomadaire qui se tiendrait le mardi.

Sur quatorze communes consultées douze ont été favorables; celles de Watten et de Bourbourg sont opposantes.

La première invoque le rapprochement d'autres communes où sont déjà établis des marchés importants. Bourbourg objecte que le marché de Volckerinckove fixé au mardi porterait préjudice au sien qui se tient le même jour, ainsi que ses deux foires mensuelles. Le Conseil municipal ajoute qu'il vient, dans l'intérêt de son marché, de voter 10,000 fr. pour les travaux de la route de Millam, et que ce sacrifice serait perdu si la demande de Volckerinckove était accueillie.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a exprimé l'avis que le marché demandé ne pourrait être autorisé que pour le jeudi.

Ce changement a été accepté par la commune de Volckerinckove.

En conséquence le bureau, considérant qu'il y a intérêt pour ladite commune à avoir un marché,

Que sur 14 communes consultées 12 sont favorables;

Que les objections faites par la commune de Watten sont sans valeur;

Que celles faites par Bourbourg sont à la vérité plus importantes, mais que cette commune ne s'oppose pas à ce qu'un marché ait lieu à Volkerinckhove un autre jour que le mardi;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement de Dunkerque;

Estime qu'il y a lieu d'appuyer la demande du Conseil municipal de Volkerinckhove en tant que son marché devra avoir lieu le jeudi de chaque semaine.

Ces conclusions sont adoptées.

Berlaimont. — Relai de poste.

Le même rapporteur expose que le Conseil municipal de Berlaimont a demandé en 1849 l'établissement d'un relai de poste; que cette demande, appuyée par le Conseil d'arrondissement et par le Conseil général, n'a pas été accueillie par M. le directeur de l'administration des postes, sur le motif que l'état des communications ne paraissait pas réclamer ce nouveau relai qui pouvait nuire à ceux d'Avesnes, du Quesnoy et de Bavay;

Que le Conseil d'arrondissement d'Avesnes renouvelle cette année la même demande.

Le bureau, considérant que Berlaimont, chef-lieu de canton, est le point central de l'arrondissement, que son industrie prend chaque jour un développement plus grand;

Propose d'appuyer la demande du Conseil d'arrondissement d'Avesnes et de prier M. le Préfet d'insister fortement auprès de M. le directeur de l'administration des postes pour qu'il y soit fait droit, en ajoutant toutefois que le brevet accordé ne pourrait jamais donner lieu à aucune indemnité.

Ces conclusions sont accueillies.

Pierres de la Belgique.

Le même rapporteur rend compte d'un vœu renouvelé cette année par le Conseil d'arrondissement de Lille, pour que les pierres brutes venant de Belgique et destinées au pavage des chemins cessent d'être assujetties aux mêmes droits que les pierres taillées.

Ce vœu, déjà exprimé l'année dernière par le Conseil général, a été soumis à M. le Ministre des Finances, qui a répondu que la nécessité de la mesure était reconnue en principe, et qu'elle trouverait place dans la première loi des douanes.

Le bureau, considérant que la demande est de toute équité et qu'un plus long retard serait fort préjudiciable aux intérêts de tous, propose au Conseil général d'émettre le vœu que, sans s'arrêter à un projet de loi qui pourrait se faire attendre longtemps, l'administration des douanes veuille bien prendre immédiatement des mesures pour qu'il soit fait droit à la réclamation du Conseil d'arrondissement de Lille.

Ces conclusions sont adoptées.

Foires et marchés autorisés.

Le même membre rend compte d'un rapport par lequel M. le Préfet fait connaître la suite donnée par l'autorité supérieure aux demandes d'établissement de foires et de marchés sur lesquelles le Conseil général a donné des avis l'année dernière. Ces diverses demandes ont été accueillies.

Le Conseil général donne acte de cette communication.

Dunkerque. — Service des postes.

Au nom du quatrième bureau, M. D'Heursel fait connaître la suite qu'a reçue le vœu exprimé l'année dernière par le Conseil général pour que le Gouvernement prît des mesures afin de prévenir tout retard dans la réexpédition des dépêches supplémentaires en destination de l'arrondissement de Dunkerque.

Ce vœu a été soumis à M. le Ministre des Finances, qui a répondu que sa réalisation ne dépendait pas de l'administration des postes, mais bien de la compagnie du chemin de fer.

Le Conseil général donne acte de cette communication.

Boîtes aux lettres du chemin de fer.

Le même rapporteur rend compte d'une délibération du Conseil d'arrondissement de Lille tendant à renouveler le vœu déjà émis en 1849 pour l'établissement de boîtes aux lettres dans chaque station du chemin de fer, et notamment à Roubaix, Tourcoing et Armentières.

Ce vœu, qui a été transmis à M. le Ministre des Finances, est réalisé en ce qui concerne la station de Lille.

Le bureau propose de le renouveler en demandant que des boîtes aux lettres soient placées notamment aux stations de Roubaix, Tourcoing et Armentières.

Ces conclusions sont accueillies.

Esquelbecq. — Bureau de distribution.

Le même rapporteur rend compte d'un vœu renouvelé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque pour l'établissement d'un bureau de distribution des lettres à Esquelbecq.

Le vœu précédent a été transmis à M. le Ministre des Finances, qui a répondu qu'il allait être soumis aux études ordinaires.

Aucune solution n'étant intervenue, le bureau propose de renouveler le vœu et de prier M. le Préfet de faire de nouvelles instances auprès de l'administration des postes.

Cette résolution est adoptée.

Arrondissement d'Avesnes. — Dépêches.

Le même rapporteur expose que le Conseil d'arrondissement d'Avesnes renouvelle un vœu déjà exprimé pour que les dépêches destinées à cet arrondissement, venant par le chemin de fer, puissent lui être transmises aussitôt leur arrivée à Valenciennes.

Un vœu semblable, émis l'an dernier par le Conseil général, a été transmis à M. le Ministre des Finances, et est resté sans résultat.

Le bureau propose au Conseil de s'associer de nouveau à la demande du Conseil d'arrondissement d'Avesnes. — Adopté.

Pierres bleues d'Avesnes.

M. Leleu, au nom du 5.e bureau, rend compte d'un vœu renouvelé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes pour que, dans les marchés à passer par l'État et relatifs aux travaux publics, on ne proscrive plus les produits des carrières à pierres bleues de l'arrondissement, qui maintiennent avec avantage la comparaison avec ceux des carrières belges, qu'à tort on leur préfère.

Le vœu exprimé l'année dernière par le Conseil général a été transmis à MM. les Ministres des Travaux publics et de la Guerre. La réponse du premier est un commencement de satisfaction donné à la réclamation, mais celle de M. le Ministre de la Guerre semble contenir une fin de non-recevoir fondée sur des raisons plus ou moins sérieuses et sur des objections faciles à aplanir. On peut espérer que l'administration de la guerre, avec un peu plus de bienveillance pour la production et le travail national, pourrait employer dans ses constructions les pierres de Marbaix, comme est disposée à le faire celle des ponts-et-chaussées, sans qu'il en résulte le moindre préjudice pour l'État.

Dans cette conviction, le bureau propose la résolution suivante :

« Le Conseil général émet le vœu que l'administration de la guerre facilite autant qu'elle le » pourra dans ses marchés de fourniture de pierres, l'emploi de la pierre bleue de Marbaix dont » l'admission a jusqu'à ce jour rencontré beaucoup d'entraves désastreuses pour les carrières de » l'arrondissement d'Avesnes. »

Cette résolution est adoptée.

Recquignies. — Sections électorales.

M. Hannoye, au nom du 6.e bureau, fait un rapport sur un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes pour la division de la commune de Recquignies en deux sections pour les élections municipales.

Il expose que le décret du 3 juillet 1848 n'a pas abrogé l'article 45 de la loi du 21 mars 1831 concernant la faculté de partager les communes en sections ;

Que depuis la réunion de la section de Rocq à la commune de Recquignies en 1815, la mésintelligence n'a cessé de régner entre les habitants des deux parties ;

Que le Conseil municipal de Recquignies demande la formation de deux sections électorales, en se fondant sur le peu d'accord qui existe dans la répartition des conseillers municipaux qui sont toujours choisis entièrement parmi les habitants de l'une des deux fractions de la commune à l'exclusion de l'autre, la différence de population étant presque insensible.

Dans cette situation, vu l'avis du Conseil d'arrondissement d'Avesnes et celui de M. le Préfet, le bureau propose au Conseil général de donner un avis favorable à la division de la commune de Recquignies en deux sections électorales qui auraient le même nombre de conseillers à élire, et qui auraient pour limites l'ancienne démarcation des deux fractions de Recquignies et Rocq.

M. Marchant prie le Préfet d'avoir égard à une observation faite par le maire et dont il résulte que si les deux sections doivent élire le même nombre de conseillers, aucune délibération ni aucun acte d'administration ne sera possible. Il demande qu'en raison de la nature de la popu-

lation de Roncq qui comprend un certain nombre de Belges, il soit donné un conseiller de plus à Recquignies.

Le Préfet répond que le chiffre de la population doit servir de règle, et que si l'une des sections contient plus d'électeurs, elle devra avoir plus de conseillers.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

Le Quesnoy. — Caserne de gendarmerie.

Le même membre donne lecture d'un rapport du Préfet, duquel il résulte que les travaux exécutés au Quesnoy, pour la construction du mur de clôture de la caserne de gendarmerie, ont donné lieu à une opposition du génie militaire, fondée sur ce qu'une partie du mur est située dans le terrain de la rue militaire, et à une décision du Ministre de la Guerre, permettant exceptionnellement l'exécution, sous la condition qu'il sera souscrit par le Préfet une soumission de démolir à la première réquisition. Le Préfet demande l'autorisation qui lui est nécessaire pour souscrire cette soumission.

Le bureau propose au Conseil général d'autoriser M. le Préfet à souscrire, suivant les formes voulues, la soumission de démolir la partie du mur de la caserne de gendarmerie du Quesnoy, située dans le périmètre du terrain légal de la rue militaire, et de faire place nette aux frais du département et sans indemnité, à la première réquisition de l'autorité militaire, dans le cas prévu par la loi.

Ces conclusions sont adoptées.

Vers à soie.

Au nom du sixième bureau, M. Paul rend compte d'une lettre de M. Gourdon, domicilié à Étapes, qui a pour but de prier le Conseil général de prendre part à une souscription qu'il a ouverte dans le but de faire connaître les moyens d'épurer la graine de ver à soie.

Le bureau propose de remercier M. Gourdon de son offre, le Conseil général se trouvant dans l'impossibilité d'encourager par des souscriptions la découverte du nouveau procédé. — Adopté.

Annales maritimes.

Le même membre rend compte d'une lettre de M. Paul Dupont, imprimeur à Paris, qui provoque une souscription du département pour un recueil intitulé : *Nouvelles annales de la marine et des colonies*.

Le bureau, vu l'état des finances du département, se trouve dans l'impossibilité d'accueillir la demande. — Adopté.

Palais-de-justice de Lille. — Statues.

Le même membre fait connaître que M. le Préfet, par une communication spéciale, a informé le Conseil général que d'après l'autorisation qu'il en a donnée l'année dernière, l'administration municipale de Lille a fait enlever les statues qui étaient placées en avant du pérystile du Palais-de-Justice de cette ville.

Acte est donné de cette communication.

Communications.

Le Président communique au Conseil les nouveaux documents suivants qui lui sont adressés :

1.° Lettre de M. le Préfet, annonçant qu'il procèdera mercredi 4 septembre, à une heure, en conseil de préfecture et en séance publique, au tirage au sort des trois séries du Conseil général, pour régler l'ordre des renouvellements ;

2.° Lettre de M. le Préfet, annonçant qu'un décret du Président de la République a approuvé le classement comme route départementale du chemin de Béthune à Armentières. — Renvoi au cinquième bureau ;

3.° Réclamation de la commune de Saint-André relative au service des postes. — Renvoi au quatrième bureau.

M. Leurent dépose deux réclamations des habitants d'Halluin et de Bousbecques, concernant l'écoulement des eaux de la Lys. — Renvoi au cinquième bureau.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président fixe à une heure l'ouverture de la séance de demain, et lève la séance à quatre heures et demie.

Ont signé : MM. Danel, président ; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, J. Lefebvre, Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine, L. Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Ch. Desmoutiers, et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 29 août.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents : MM. Danel, Président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre J., Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine L., Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Angelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers, Ch., et De Clebsattel, secrétaire.

Absent : M. Crapez.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès verbal de la séance du 28 août est lu par le secrétaire.

M. De Melun demande la parole sur le procès-verbal. Il fait remarquer que le rapport de M. Delaroïère, concernant l'association de bienfaisance de Douai, contenait deux propositions : l'une qui consistait à exprimer la sympathie du Conseil en faveur de cette œuvre charitable et l'autre qui avait pour but de lui allouer un encouragement pécuniaire. Cette seconde proposition a été seule écartée et il est nécessaire que le procès-verbal constate que la première a été favorablement accueillie.

Le Président répond que la rectification demandée sera faite au procès-verbal.

M. Leurent dépose la proposition suivante :

Droits sur les tourteaux.

« Le Conseil général émet le vœu que le décret du Président de la République, en date du 29 » juillet 1850, qui abaisse de 2 fr. 50 c. à 50 c. les cent kilogrammes, le droit à l'exportation des » tourteaux de graine de lin, soit rapporté le plus tôt possible, et que le droit soit rétabli dans » les limites où il était avant le décret. » — Renvoyé au quatrième bureau.

Le Président communique au Conseil :

Communications.

1.° Un rapport de M. le Préfet concernant les mesures d'exécution des lois des 18 juin et 15 juillet derniers, sur la caisse publique des retraites et les sociétés de secours mutuels. — Renvoyé au troisième bureau.

2.° Un exemplaire du rapport fait par une commission à l'Assemblée législative, sur la pro-

position de M. Dufournel, relative à la mise en culture des terrains communaux. — Renvoyé au quatrième bureau.

3.° Mémoire de la société des sciences, arts et agriculture de Lille.

Le Président remercie au nom de l'Assemblée.

Conseil académique, 2.e scrutin.

L'ordre du jour appelle l'ouverture du second scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil académique.

Le Président invite un membre de l'Assemblée à se réunir au bureau pour assister au dépouillement des votes.

Le nombre des votants est de **57** ; majorité absolue, **29**.

Les voix se partagent ainsi qu'il suit :

MM.	D'Heursel	**27**	voix.
	Huré	**21**	id.
	Rossignol	**20**	id.
	Preux	**20**	id.
	Béhaghel (de Bailleul)	**11**	id.
	Deschodt	**6**	id.
	Capon fils	**2**	id.
	Bernast	**1**	id.
	Dhurel	**1**	id.
	Béhaghel	**1**	id
	Béhaghel Louis	**1**	id.
	Leroy Emile	**1**	id.
	Leroy (de Béthune)	**1**	id.
	Pillot	**1**	id.

Aucun nom n'ayant obtenu la majorité, le scrutin est annulé.

M. Lestiboudois pense qu'un troisième scrutin doit être ouvert, et que cette fois la pluralité des voix suffira.

M. De Beaumont objecte que le décret réglementaire exige que les choix soient faits à la majorité absolue.

M. Mathieu exprime l'opinion que les votes ne doivent porter que sur les quatre noms qui ont obtenu le plus de voix.

M. De Beaumont répond que l'Institut a procédé à des scrutins successifs jusqu'à ce que la majorité absolue fût acquise à chacun de ses délégués.

M. Lestiboudois ajoute qu'il serait difficile de voter sur quatre noms seulement, et qui d'ailleurs prendrait-on pour quatrième puisque deux des candidats ont obtenu chacun vingt voix? Il croit qu'il faut poursuivre les scrutins jusqu'à la fin sans opérer de ballotage entre quatre.

M. De Staplande confirme cet avis. Il cite l'exemple donné par l'Assemblée nationale dans l'élection de la commission de prorogation.

M. Marchant tire de cet exemple une solution contraire. Il pencherait pour le ballotage, parce que des scrutins successifs hors de cette limite pourraient occuper la session entière. Il ne voit aucune illégalité à adopter le ballotage.

M. De Staplande et D'Hespel déclarent qu'ils comprendraient ce mode de procéder si le décret

n'exigeait pas impérieusement la majorité absolue, et ils comptent sur la raison des membres pour abréger l'opération.

M. Bianchi admettrait aussi les arguments de M. Marchant si la loi n'avait pas prononcé. Mais elle existe et l'on doit s'y conformer, quelles qu'en soient les conséquences.

M. Marchant réplique que la majorité absolue serait également obtenue par un ballotage.

M. De Beaumont explique que par *majorité* on doit entendre la moitié des voix plus une, tandis que la *pluralité* indique seulement un nombre de voix relativement plus fort que celles obtenues par d'autres concurrents. Or, dans l'espèce, la loi a parlé.

M. Bianchi remercie M. De Beaumont de sa définition de la majorité.

Le Président propose de mettre aux voix la question du ballotage. On lui objecte que ce serait mettre la loi aux voix.

Il répond que ce n'est qu'une question d'application, mais pour éviter toute incertitude, il met aux voix la question de savoir si on procèdera à un troisième scrutin.

L'assemblée se prononce affirmativement et le scrutin est ouvert.

Le nombre de votants est de 58 ; majorité, 30.

Les voix sont réparties comme il suit :

MM. D'Heursel	35
Preux	30
Rossignol	24
Huré	22
Béhaghel (de Bailleul)	3

M. D'Heursel, membre du Conseil général, et Preux, avocat à Douai et premier président honoraire, ayant obtenu la majorité, sont proclamés, par le président, membres du Conseil académique.

Colonie pénitentiaire. — Commission.

Il est ensuite procédé à un scrutin pour la désignation de deux délégués du Conseil général qui doivent faire partie de la commission de surveillance de la colonie pénitentiaire annexée à la maison centrale de Loos.

M. De Melun fait observer que les délégués peuvent être pris en dehors du Conseil.

M. Paul propose, et l'assemblée décide que la majorité relative suffira, attendu que le Conseil est le maître de désigner ses délégués suivant le mode qui lui convient.

Le nombre des votants est de 58.

MM. Defontaine (Louis), obtient	30 voix.
Lefebvre (Julien)	34
Delaroïère	15
Colase	15
De Melun	7
Dansette	6
Voix perdues	9

MM. Julien Lefebvre et L. Defontaine, membres du Conseil, ayant obtenu le plus de voix, sont proclamés par le Président, membres de la commission de surveillance de la colonie pénitentiaire de la maison centrale de Loos.

Le Président donne lecture des listes des rapports préparés. Sur la demande d'un membre, celui relatif à la Commission historique est ajourné.

Budget départemental. — Arriéré.

M. Collette, rapporteur du premier bureau, donne lecture d'un rapport de M. le Préfet, tendant à faire allouer en dépense, au sous-chapitre XV du budget de 1851, une somme de 1,839 fr. 98 cent., montant de diverses dépenses effectuées sur l'exercice 1849, en-dehors des crédits portés aux sous-chapitres VI, XII et XIV, et qui, devant être remboursée par les parties prenantes, figure en recette au même budget.

Le bureau propose, et le Conseil admet l'inscription pour ordre de ladite somme de 1,839 fr 98 cent., en dépense aussi bien qu'en recette.

Mœuvres. — Contribution foncière.

Le même membre rend compte d'une réclamation du Conseil municipal de Mœuvres, tendant à obtenir pour cette commune un dégrèvement de contribution foncière.

Il résulte du rapport du directeur des contributions directes, de l'avis du Conseil d'arrondissement de Cambrai et de celui de M. le Préfet, que cette réclamation n'est nullement fondée et que la commune de Mœuvres n'est pas surchargée relativement aux localités voisines les plus analogues.

Le bureau, après avoir examiné attentivement tous les documents produits, estime qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande en dégrèvement de contribution foncière faite par la commune de Mœuvres.

Ces conclusions sont adoptées.

Budgets et comptes départementaux. — Impression.

Le même membre propose et le Conseil général admet, sur la demande de M. le Préfet, l'inscription au sous-chapitre XII du budget de 1851, de la somme de 900 fr., pour les frais d'impression du budget départemental, des comptes et du budget de report.

Alnes. — Demande de secours.

Le même membre donne lecture d'un rapport de M. le Préfet qui appuie une demande de la commune d'Alnes, tendant à obtenir un secours sur les fonds du département pour subvenir aux frais de reconstruction de son église.

La dépense à faire est évaluée à 29,000 fr.; la commune y affecte un don de 10,000 fr. fait par la dame veuve Bernard; le produit des matériaux de l'église actuelle, estimés 4,000 fr.; une imposition extraordinaire de 6,000 fr. en dix années, et un secours de pareille somme obtenu sur les fonds de l'État. Il reste à pourvoir à un déficit de 3,000 fr.

Le bureau, après avoir examiné le dossier de l'affaire, propose la résolution suivante :

« Le Conseil général, s'associant à la bonne œuvre de la dame veuve Bernard, de Lille, et » ajoutant au secours donné par le Gouvernement, vote le crédit de 3,000 fr demandé par M. le » Préfet pour atteindre le chiffre total de la dépense qu'entraînera la reconstruction de l'église » d'Alnes - Warlaing, et fixe le paiement de cette somme en trois annuités, 1851, 1852 et » 1853. En conséquence, le premier tiers sera porté au sous-chapitre XVIII du budget de 1851. »

M. Beauvois s'étonne de cette proposition après le refus qu'a éprouvé hier la demande de la commune de Berlaimont. Il rappelle la jurisprudence constante du Conseil qui exige, pour accorder des secours, que les communes aient épuisé toutes leurs ressources. Or, le Préfet a été mis dans l'erreur à l'égard de la position financière de la commune d'Alnes. Il a dit dans son rapport qu'elle ne jouissait d'aucun revenu, et son budget prouve qu'elle possède une rente sur l'Etat de 1,054 francs.

Le Rapporteur répond que cette rente lui est nécessaire pour pourvoir à ses dépenses annuelles, que le principal de ses contributions ne s'elève qu'à 2,800 fr.; qu'elle s'impose, pour son église, 20 centimes additionnels pendant dix ans. On a accordé l'an dernier une subvention à la commune de La Groise, qui ne s'imposait que 13 centimes. D'ailleurs, la situation d'Alnes est exceptionnelle,

et le Ministre l'a reconnu lui-même en lui accordant un subside de 6,000 fr. Si elle aliénait une partie de sa rente, il faudrait qu'elle la remplacât par une imposition annuelle plus forte encore.

La demande de la commune de Berlaimont n'avait pour objet que des réparations. La jurisprudence du Conseil général ne permettait pas de l'accueillir.

M. Paul réplique que Berlaimont ne réclamait que 750 fr. Il s'étonne que le Conseil général se soit imposé la règle singulière de refuser des secours aux églises qui menacent ruine, et d'en accorder lorsqu'elles sont tombées. Les deux communes ont des ressources à peu près identiques; seulement Alnes ne s'impose que 21 centimes; tandis que Berlaimont s'en impose 28. L'opinant vote contre les conclusions du bureau, attendu que la commune d'Alnes est déjà favorisée par le don de la dame Bernard.

Le Rapporteur fait observer qu'il n'existe aucun précédent sur lequel on puisse se fonder pour réclamer des secours du département dans le cas de simples réparations. Toujours les demandes de cette nature ont été rejetées. En matière de reconstruction, au contraire, les précédents abondent; et la commune d'Alnes se trouve dans la meilleure position pour obtenir un secours.

M. Beauvois pense au contraire que cette commune n'a aucun titre aux bienfaits du département en présence des dons qu'elle a reçus. Peut-être demain repoussera-t-on la demande d'une autre commune moins favorisée.

M. Leurent croit devoir expliquer la position des deux communes en cause. Berlaimont s'impose 28 centimes comme Alnes, mais avec sa nouvelle imposition les centimes de cette dernière commune s'élèveront à 49. Les deux communes possèdent des rentes à peu près égales, mais Berlaimont a en outre des propriétés rurales importantes. Enfin le principal des contributions de cette dernière commune est de 14,000 fr., celui d'Alnes n'est que de 2,800 fr.

MM. Collette et D'Hespel confirment ces observations.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

Assurance de la sous-préfecture de Cambrai.

Au nom du premier bureau, M. De Coussemaker fait un rapport sur une proposition de M. le Préfet tendant à faire allouer au budget de 1851 la somme de 29 fr. 92 c. restant due par le département pour les primes d'assurances de la sous-préfecture de Cambrai concernant les années 1846 et 1848.

Il résulte des pièces produites à l'appui de la réclamation de l'agent de la compagnie nationale que sur les primes de 1846 et 1847 montant à 19 fr. 84 c., la compagnie n'a reçu que 9 fr. 92 c. et que la prime de 20 fr. due pour 1848, n'a pas été payée.

Le bureau propose en conséquence l'inscription au sous-chapitre XXIII du budget de 1851, de la somme de 29 fr. 92 c. — Adopté.

Saint-Benin. — Demande de secours.

Le même membre donne lecture du rapport de M. le Préfet qui appuie une demande de secours formée par la commune de St.-Benin pour la reconstruction de son église.

Peu de demandes de cette nature se présentent dans des conditions aussi favorables, le bureau n'a donc pas hésité de proposer au Conseil général l'adoption des conclusions de M. le Préfet tendant à accorder à cette commune un subside de 3,000 fr. payable en trois ans, et à la recommander au bienveillant intérêt de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

Le bureau propose en conséquence l'inscription d'un premier crédit de 1,000 fr. au sous-chapitre XVIII du budget de 1851.

Ces conclusions sont adoptées.

Procès-verbaux. — Frais d'impression.

Le même membre lit un rapport de M. le Préfet tendant à faire allouer au budget de 1851 la

somme de 2,661 fr. 06 cent. restant due sur les frais d'impression du procès-verbal des délibérations du Conseil général en 1849, et des documents qui s'y rattachent.

Le mémoire de l'imprimeur s'est élevé à 4,361 fr. 06 cent., sur lesquels il a reçu un à-compte de 1,700 fr. La dépense est justifiée par des pièces régulières, et le bureau propose en conséquence l'inscription de la somme de 2,661 fr. 06 cent. au sous-chapitre XXIII. — Adopté.

Contributions foncière, et des portes et fenêtres. — Frais de division.

M. Béhaghel (de Cassel), autre rapporteur du premier bureau, fait un rapport sur les propositions de M. le directeur des contributions directes et de M. le Préfet, concernant les frais de division des cotes de contributions foncière et des portes et fenêtres entre les fermiers et les locataires.

Il résulte du rapport de M. le directeur des contributions que les dispositions arrêtées par le Conseil général après de mûres discussions, fonctionnent depuis deux ans d'une manière satisfaisante, et offrent aux propriétaires et aux fermiers les mêmes garanties que le système précédent.

La décision prise par le Conseil général pour que la division des cotes fût étendue aux propriétaires qui n'avaient que deux ou trois fermiers, a augmenté la dépense au-delà des premières prévisions, de sorte qu'il a fallu porter au budget de 1850 un crédit de 8,075 fr. 96 cent. pour solder l'arriéré et la dépense courante. Ce crédit a suffi, à une légère différence près montant à 2 fr. 28 cent.

L'allocation à porter au budget de 1851, à raison de 160,200 articles à 4 centimes chacun, sera de 6,408 francs.

Le bureau en propose l'allocation au sous-chapitre XXII.

Dans sa dernière session, le Conseil général avait exprimé le désir que l'indication des folios des matrices cadastrales et de la contenance des propriétés fût rétablie sur les rôles généraux et sur les avertissements.

Le Ministre des Finances a donné son assentiment à cette mesure, pourvu que les frais en fussent supportés par le département. Or, le directeur des contributions établit que ces frais s'élèveraient pour la première année à 2,160 fr., et se réduiraient pendant trois ans à 810 fr. pour remonter à 1,485 fr. chaque quatrième année, époque du renouvellement des matrices générales. Le directeur ajoute que cette dépense ne serait compensée par aucun avantage bien réel, et les raisons qu'il en donne ne sont pas contestables. Le bureau propose donc au Conseil de ne pas accorder le supplément d'allocation qui serait nécessaire pour le travail dont il est question.

Les doubles conclusions du rapport sont adoptées.

Préfecture. — Renouvellement d'un tapis.

M. Dansette, au nom du 2.e bureau, rend compte d'une proposition de M. le Préfet, tendant à faire autoriser le remplacement du tapis de son cabinet qui est dans un état de vétusté complète.

Ce tapis est porté sur l'inventaire, N.° 341, pour une valeur de 350 francs.

Le bureau propose au Conseil général de prononcer la réforme de cet objet et d'allouer, pour son remplacement, un crédit de 350 francs au sous-chapitre IV du budget de 1851. — Adopté.

Secours de route. — Arriéré.

M. Mathieu, rapporteur du troisième bureau, expose que le crédit alloué au budget de 1849 n'a pas suffi pour rembourser les secours de route avancés par les communes, et qu'il est resté à payer une somme de 2,296 fr. 71 cent. Ces dépenses étant régulièrement justifiées, le bureau propose l'allocation de ladite somme au sous-chapitre XV du budget de 1851. — Adopté.

Ferme école de Templeuve.

Au nom du quatrième bureau, M. Lefebvre rend compte des résultats obtenus jusqu'ici dans la ferme-école de Templeuve.

Onze élèves avaient été admis par suite d'un concours. Trois ont quitté l'école après quelques mois, mais deux autres les ont remplacés et dix élèves ont donc suivi la première année les exercices de l'école.

Ils vont aujourd'hui former la deuxième division.

La première sera composée de six jeunes gens admis d'après un nouveau concours, où neuf sujets s'étaient présentés.

Ce petit nombre de candidats prouve que les populations rurales ignorent encore les ressources intellectuelles que l'État met à leur disposition, et combien il est nécessaire de leur faire comprendre l'utilité des fermes-écoles.

Le bureau propose au Conseil général de donner un témoignage public de sa satisfaction pour l'habile direction que M. Demesmay a su donner à la ferme-école de Templeuve, et de s'associer aux efforts de M. le Préfet pour réclamer des sociétés d'agriculture un concours actif, dans le but de faire apprécier aux populations des campagnes les nombreux avantages d'une institution qui sera, dans un temps rapproché, en mesure de fournir à l'agriculture des sujets intelligents et expérimentés.

Le Conseil s'associe à ces conclusions.

Sociétés d'agriculture. — Subventions.

Le même membre fait un rapport sur les demandes de subventions formées par les sociétés d'agriculture du département.

Les comptes-rendus pour l'exercice 1849 présentent les résultats suivants :

Lille,	recettes. . . .	12,450	Dépenses. . .	13,408
Douai,	id. . . .	4,649	id. . . .	5,125
Valenciennes,	id. . . .	5,080	id. . . .	5,788
Dunkerque,	id. . . .	3,186	id. . . .	3,005
Cambrai,	id. . . .	2,450	id. . . .	2,488
Avesnes,	id. . . .	2,369	id. . . .	1,036
Bailleul,	id. . . .	2,250	id. . . .	2,232
Bourbourg,	id. . . .	744	id. . . .	661

Les projets de budgets pour 1851 se résument ainsi :

Lille,	recettes. . . .	14,140	Dépenses. . .	16,520
Douai,	id. . . .	6,000	id. . . .	7,450
Dunkerque,	id. . . .	3,421	id. . . .	3,421
Bailleul,	id. . . .	2,378	id. . . .	2,250
Cambrai,	id. . . .	3,010	id. . . .	2,250

Valenciennes n'a pas fourni son budget et Avesnes se propose de distribuer en primes une somme de 3,310 fr., si les allocations de l'État et du département le lui permettent.

Il est en effet difficile aux Sociétés d'établir leur budget de l'année prochaine en même temps qu'elles rendent compte des dépenses de l'année expirée, parce qu'elles n'ont pas encore arrêté leur programme des primes à décerner.

Ce sociétés continuent du reste à remplir leur mission avec la plus grande distinction, et leur action habile et vigilante contribue efficacement aux progrès.

La plupart d'entre elles sollicitent une augmentation de subside. Celle de Valenciennes demande que les fonds soient également répartis entre les arrondissements. Le bureau ne peut

appuyer une pareille proposition en présence des différences qui existent dans l'étendue du territoire et dans le chiffre de la population des arrondissements.

Il se trouve des différences plus grandes encore dans les cotisations que s'impose chacune des sociétés. Celle de Valenciennes vient en première ligne sous ce rapport. Elle est suivie de celle de Lille.

Il est juste de tenir compte de toutes ces inégalités. Toutefois, la société de Valenciennes patronne trois comités cantonaux établis à Condé, Saint-Amand et Denain, et cette circonstance jointe au chiffre élevé de ses cotisations, lui mérite une mention particulière. Son organisation nouvelle doit d'ailleurs être signalée, parce qu'en permettant l'admission d'un grand nombre de cultivateurs, elle sert à populariser dans les campagnes les bonnes traditions théoriques et pratiques.

Les demandes d'augmentation de subside des autres sociétés sont généralement motivées sur le désir d'encourager plus efficacement l'élève des chevaux et des bestiaux, mais ces primes feraient double emploi avec celles accordées par l'État et par le département.

Le bureau conclut donc à ce qu'une somme de 400 fr. soit, en faveur de la société de Valenciennes, ajoutée au crédit de 13,900 fr. proposé par M. le Préfet, ce qui élèverait à 2,100 fr. le subside accordé à cette société, et à 14,300 fr. le crédit total affecté aux sociétés d'agriculture.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Jury médical.

M. Testelin, rapporteur du 6.e bureau, donne lecture du rapport de M. le Préfet, concernant les résultats des visites faites par le jury médical chez les pharmaciens et droguistes, en exécution de la loi.

Il propose au Conseil d'accepter les comptes du jury médical, et d'appuyer les vœux qu'il a émis relativement à l'exercice de la profession médicale; il a été frappé des abus graves et non suivis de répression, signalés dans divers endroits du rapport, et notamment à l'égard des annonces de remèdes secrets. Il espère que le jury médical se conformera au vœu du Ministre qui désire voir poursuivre avec vigueur un acte qui, non-seulement, est un délit au point de vue du droit, mais qui, en bonne morale, doit souvent être considéré comme une manœuvre frauduleuse, préparant le plus souvent une véritable escroquerie. Toutes ces pompeuses annonces ont, en effet, pour résultat d'abuser de la crédulité des gens simples, en leur faisant acheter des substances inertes ou malfaisantes sous le nom de médicament, de les tromper, en un mot, sur la nature de la marchandise vendue.

Le Conseil adopte les conclusions du rapport, et vote au sous-chapitre XXII du budget, le crédit ordinaire de 6,800 fr. pour les frais de visite du jury médical.

Epidémies.

Le même rapporteur rend compte de la communication faite par M. le Préfet, des rapports de MM. les médecins des épidémies, concernant l'année 1849. Le bureau a vu avec satisfaction par ces rapports que l'état sanitaire du département est des plus favorables. Il émet le vœu que l'on continue de lui soumettre chaque année de pareils documents, et propose l'allocation du crédit de 600 fr. demandé par M. le Préfet pour l'année 1851.

Ces conclusions sont adoptées.

Epidémies. — Arriéré.

Le même rapporteur lit une proposition de M. le Préfet tendant à faire allouer au sous-chapitre XV du budget de 1851 une somme de 2,554 fr. 80 cent. restant due aux médecins des épidémies pour le service de 1849.

Le bureau considérant qu'en effet lors de la dernière réunion du Conseil général, il n'a été

accordé qu'une somme de 600 fr. pour les épidémies, et que le choléra a nécessité des dépenses imprévues, propose l'allocation du crédit demandé. — Adopté.

Epidémies. — Arriéré.

Le même rapporteur rend compte d'une demande de M. le Préfet tendant à faire allouer une somme de 196 fr. restant due sur l'exercice 1848, à M. Brigandat, médecin des épidémies de l'arrondissement de Lille.

Le bureau propose l'inscription de ce crédit, mais il demande qu'à l'avenir les mémoires soient présentés de façon à ce qu'il n'y ait pas à porter au budget d'une année, des sommes pour solde des missions accomplies trois années auparavant. — Adopté.

Baptême des enfants.

Le même rapporteur fait connaître la suite donnée au vœu plusieurs fois émis par le Conseil général, pour que les enfants soient ondoyés à domicile pendant l'hiver.

M. le Cardinal-Archevêque de Cambrai, consulté à l'occasion de ce vœu, a répondu qu'il ne lui appartenait pas de changer, par une mesure générale pour son diocèse, la discipline universelle de l'église.

Le bureau, sans chercher de qui pouvait dépendre les mesures réclamées, mais déterminé par les inconvénients si souvent signalés et par les réclamations élevées depuis de longues années, propose au Conseil général de persister dans le vœu qu'il a déjà émis à ce sujet, et qui est reproduit par le Conseil d'arrondissement de Douai.

Ces conclusions sont adoptées.

Préfecture. — Peinture des salons.

M. Ch. Desmoutiers, au nom du sixième bureau, fait un rapport sur une proposition de M. le Préfet, tendant à obtenir un crédit de 1,500 fr. pour la peinture des salons de la préfecture.

Cette demande est motivée sur l'état de détérioration des peintures actuelles qui datent de plus de vingt ans.

Une semblable proposition, présentée en 1848, a été reconnue fondée, et le crédit n'a été ajourné qu'à cause de la pénurie des ressources départementales. Sous certains rapports, l'état des choses s'est amélioré, et d'ailleurs l'évaluation de la dépense est aujourd'hui réduite de 2,200 fr. à 1,500 fr. Le bureau propose l'allocation de cette dernière somme au sous-chapitre I.er du budget de 1851, en invitant M. le Préfet à n'ordonner l'emploi des rabais à provenir de l'adjudication publique, que pour des travaux d'une utilité incontestable. — Adopté.

Préfecture. — Entretien des bâtiments.

Le même membre expose qu'un crédit de 3,000 francs est demandé pour l'entretien de l'hôtel et des bureaux de la préfecture. L'architecte déclare que cette somme est à peine suffisante, mais telle n'est pas l'opinion de beaucoup de membres du Conseil qui voudraient qu'on cherchât les moyens de réduire cette dépense.

Sous le bénéfice de cette observation, le bureau propose l'allocation du crédit de 3,000 francs au sous-chapitre 1.er du budget de 1851. — Adopté.

Préfecture — Appropriation des bureaux.

Le même membre rappelle que le Conseil général a, dans sa dernière session, approuvé un projet montant à 18,540 francs des travaux exécutés pour une nouvelle installation des divers services de la préfecture. Une somme de 9,000 francs ayant été allouée au budget de 1850, il reste à porter pour solde au budget de 1851 celle de 9,540 francs, dont le bureau propose l'inscription au sous-chapitre XVI. — Adopté.

Tabacs. — Réglement.

M. Bianchi fait connaître que le quatrième bureau a autorisé M. Defontaine à développer le vœu qu'il a émis en ce qui concerne le réglement de culture du tabac. Ces développements seront entendus demain.

Comptoirs nationaux d'escompte.

Au nom du quatrième bureau, M. Sauvaige expose que le Conseil général, dans sa session de 1849, a émis le vœu de voir maintenir l'institution des comptoirs nationaux d'escompte, en assurant leur existence et même en favorisant leur développement.

Ce vœu a été transmis à M. le Ministre des Finances, qui n'a pas répondu, mais les administrateurs du comptoir de Lille ont pris l'initiative en demandant une prolongation de six années, et le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a émis un vœu dans le même sens pour le comptoir de cette dernière ville.

Les comptoirs d'escompte étant reconnus avantageux au commerce parce qu'ils ont à supporter moins de risques et de frais que les banquiers, le bureau propose le renouvellement du vœu émis l'an dernier en faveur de cette institution. — Adopté.

Pont de Proville.

Au nom du 5.e bureau, M. Béry fait un rapport sur un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Cambrai en faveur de la demande formée par la commune de Proville, pour l'établissement aux frais de l'État d'un pont sur le canal de Saint-Quentin, dans l'intérêt des communications du village avec la rive gauche.

MM. les ingénieurs ont fait connaître à M. le Préfet que la partie du canal de Saint-Quentin qui traverse Proville est construite depuis 70 ans, que jamais aucune plainte ne s'est élevée, qu'un pont nouveau serait nuisible à la navigation, et que dans tous les cas la charge devrait incomber à la commune.

Le bureau pense que MM. les ingénieurs se trompent dans leurs assertions.

On ne peut admettre que les habitants de Proville ne se soient jamais plaints de la situation que leur a faite le canal en coupant leur territoire en deux parties et en les obligeant à parcourir une étendue de 7 à 8 kilomètres pour exploiter les terres de la portion séparée.

Le cahier des charges de la concession oblige formellement les adjudicataires à rétablir à leurs frais toutes les communications interrompues. Les plans de la commune de Proville prouvent que les habitants avaient un chemin pour aller aux propriétés maintenant séparées; si le pont à construire doit embarrasser la navigation, c'est à celui qui a créé l'état des choses à rendre cet embarras moins sensible.

Par ces motifs, le bureau n'acceptant pas les objections de MM. les ingénieurs, appelle toute la sollicitude de M. le Préfet sur la réclamation des habitants de Proville. Le Gouvernement va procéder à la réception du canal, le moment est favorable pour faire rendre justice à une commune qui a déjà trop longtemps supporté le dommage qui lui a été causé.

Ces conclusions sont adoptées.

Navigation intérieure.

Au nom du 5.e bureau, M. Boulanger fait un rapport sur la situation de la navigation intérieure du département.

Il fait l'éloge du travail remarquable présenté par M. l'ingénieur en chef, qui contient la description des voies navigables, des considérations sur l'influence des chemins de fer, la situation des communications par eau, les améliorations dont elles sont susceptibles, et enfin la suite donnée aux vœux de 1849.

Le rapporteur s'occupe aujourd'hui de cette dernière partie.

Le Gouvernement n'est pas resté sourd aux réclamations du Conseil général concernant la souffrance de la batellerie. Un décret du 4 septembre 1849 a diminué les droits de navigation d'une manière sensible. L'heureuse influence de cette mesure s'est déjà fait sentir dans l'arrondissement de Valenciennes par une forte augmentation des bateaux chargés passés spécialement aux écluses de Fresnes et de Bouchain. Il faudrait toutefois ajouter à ce bienfait une bonne réglementation du halage. M. le Préfet annonce que cet objet recevra prochainement une solution.

Des projets ont été proposés et soumis au Ministre pour l'amélioration de la Basse-Colme, l'établissement d'un quai à Don sur la Deûle et la construction d'un pont à Dorignies.

Les travaux d'amélioration des canaux d'Hazebrouck ont été approuvés et adjugés au moyen d'un premier crédit de 10,000 fr.

Un projet spécial pour l'amélioration de la Lys entre Merville et St.-Venant a été approuvé, et un crédit de 15,000 fr. accordé. D'autres projets seront successivement dressés pour les travaux qu'exige l'état de cette rivière.

Les travaux de construction d'une passerelle au pont des Dominicains à Douai, et ceux d'empierrement du chemin de halage entre le fort de Scarpe et Courchelettes, ont été adjugés. Il en est de même de la construction d'une passerelle de halage sur l'Escaut à Bouchain.

Enfin des projets seront prochainement présentés pour la reconstruction du pont de Tournai sur la Scarpe, et la construction d'une passerelle au pont St.-Vaast.

L'an dernier le Conseil général a invité l'administration à examiner si le projet d'un pont suspendu sur l'Escaut belge entre Tournai et Antoing ne serait pas de nature à nuire à l'écoulement des eaux de l'Escaut français. Les ingénieurs belges ont fait connaître que pour sauvegarder les intérêts des vallées supérieures, ils ont réclamé une section égale à celle d'Antoing.

Après cet exposé, le rapporteur propose la résolution suivante :

« Le Conseil général donne acte à M. le Préfet de la communication qu'il lui a faite du rapport » de M. l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, relatif à la navigation intérieure.

» Il remercie ce magistrat de l'empressement qu'il a mis à poursuivre la réalisation de ses » vœux, en ce qui concernait les améliorations à opérer sur la Basse-Colme, les canaux d'Haze- » brouck et la rivière de la Lys.

» L'établissement d'un quai à Don, sur la Deûle, et la construction d'un pont à Dorignies ;

» L'établissement d'une passerelle de halage à la traversée de Bouchain ; d'une passerelle au » pont des Dominicains et au pont Saint-Vaast, à Douai ;

» L'empierrement du chemin de halage entre le fort de Scarpe et Courchelettes ;

» La reconstruction du pont de Tournai, sur la Scarpe, et le projet de reconstruction d'un » pont suspendu sur l'Escaut belge, entre Tournai et Antoing.

« Il l'invite à presser la solution définitive de celles de ces affaires qui n'ont pas encore été » terminées, en veillant surtout à ce que les conditions du pont entre Antoing et Tournai soient » scrupuleusement observées.

» Il insiste spécialement pour qu'il veuille bien réclamer vivement auprès de M. le Ministre des » Travaux publics une prompte réglementation du halage. »

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Le Préfet informe le Conseil général qu'il vient de recevoir de M. le Ministre le réglement sur le halage, et qu'ainsi il est satisfait au dernier des vœux exprimés.

Lys. — Ecoulement des eaux.

M. Boulanger fait connaître que le cinquième bureau a autorisé M. Defontaine à lire les développements du vœu qu'il a déposé concernant l'écoulement des eaux de la Lys.

M. Defontaine expose que la Lys est une des rivières du département les plus sujettes aux débordements ;

Que les communes qui souffrent le plus de ces débordements sont celles d'Houplines, Frelinghien, Deûlémont, Warnêton-Sud, Warnêton-Bas, Comines-Sud, Wervick, Bousbesques et Halluin ;

Que dans ces localités les récoltes et les engrais des riverains ont été plusieurs fois emportés par les eaux, notamment en 1841 et en 1845 ;

Que les désastres ont toujours été attribués à l'insuffisance des débouchés à Comines et à Menin ;

Que les riverains ont constamment prétendu que le mal est venu de ce qu'en 1815, en construisant les nouvelles fortifications de Menin, on a placé, au lieu d'une écluse, une grille contre laquelle s'accumulent des objets qui entravent le cours des eaux ;

Qu'en 1846, le Conseil général s'est vivement intéressé aux réclamations des riverains français ;

Que les riverains belges ont également élevé des plaintes très-vives auxquelles on a voulu donner satisfaction en décidant l'établissement d'un canal de décharge pour conduire le trop plein de la Lys de Deynse à la mer en passant par Bruges et Ostende ;

Que les travaux de ce canal, adjugés en 1846 pour être exécutés en trois ans, doivent maintenant toucher à leur terme ; mais qu'en attendant leur achèvement, le passage des eaux à Menin reste toujours obstrué ;

Que c'est au retard apporté par le gouvernement belge à rendre aux eaux de la Lys leur ancien écoulement, que les riverains attribuent les nouveaux désastres dont ils viennent d'être victimes ;

Que ces nouveaux désastres ont dicté les réclamations dont l'exposant est l'interprète et par suite desquelles il propose le projet suivant de résolution :

« Le Conseil général,

» Prenant en considération les réclamations des riverains de la Lys, depuis Halluin jusqu'à » Houplines,—

» Émet le vœu que le Gouvernement presse, par tous les moyens d'influence qui sont en son » pouvoir, l'achèvement le plus prompt du canal de décharge qui doit conduire les eaux de la Lys » de Deynse à la mer, en passant par Bruges et Ostende ;

» Et qu'il insiste auprès du gouvernement de la Belgique pour que, sans attendre cet achève» ment, celui-ci, par un expédient quelconque, rende immédiatement à ces eaux au moins le » même écoulement qu'elles avaient à Menin antérieurement à 1815. »

Le rapporteur fait suivre sa proposition de quelques observations relatives aux inondations qui viennent d'affliger le canton de Lannoy. Il demande si, dans le cas d'une urgente nécessité, M. le Préfet n'autoriserait pas les maires à faire lever d'office les poutrelles sans l'exécution des formalités prescrites.

M. Leurent établit comme un fait certain que si la Lys déborde à chaque grande pluie, c'est par suite des difficultés du passage des eaux en Belgique. Il croit que le canal de Deynse n'empêcherait pas les inondations en France, à cause de son éloignement. Il croit qu'on trouverait un remède réel au mal en achevant le canal de Roubaix qui verserait dans l'Escaut les eaux de la Deûle, affluent de la Lys.

M. Lestiboudois répond que cet achèvement n'aurait d'effet que pour l'écoulement des eaux de la Marque. Il croit que la mesure principale sur laquelle on doit insister, c'est l'élargissement des écluses à l'entrée de la Lys en Belgique.

Le Préfet fait observer que le Gouvernement a fait de cette mesure l'objet de communications pressantes avec la Belgique ; ainsi qu'en fait foi la correspondance de ses prédécesseurs. Il promet d'insister de son côté le plus fortement possible, et de recommander les indications données par le Conseil général.

M. Marchant déclare que les questions communes aux deux pays étant toujours résolues d'une manière défavorable à la France, et le gouvernement belge montrant toujours un esprit de mauvais vouloir et de résistance, l'affaire ne pourrait être utilement traitée que par la voie diplomatique

et en employant les moyens de coërcition et de réciprocité dont le gouvernement français dispose.

Le Préfet réplique que c'est dans ce sens qu'il a entendu provoquer l'action du Gouvernement, en y joignant comme moyen secondaire l'influence des bonnes relations qui existent entre les autorités des pays limitrophes.

M. Marchant insiste sur la nécessité d'une intervention diplomatique sérieuse à l'égard de la Belgique, qui semble prendre à tâche de nuire autant qu'elle le peut aux intérêts agricoles et commerciaux des pays frontières. Il cite à ce sujet divers faits, et se prononce avec chaleur pour que le gouvernement français intervienne énergiquement pour mettre un terme à une situation intolérable.

M. Lestiboudois appelle en outre l'attention de M. le Préfet sur le fait que le prix du parcours est quintuplé par la Belgique sur le tronçon qui relie le chemin de fer du Nord à Mouscron.

Le Président annonce qu'il sera tenu compte de ces diverses observations. Il met aux voix les conclusions du rapport, qui sont adoptées.

Archives de Bailleul.

Au nom du sixième bureau, M. Chombart rend compte d'un rapport du Préfet qui fait connaître qu'après avoir éprouvé diverses difficultés qui enfin ont été aplanies, la translation au dépôt départemental des archives de l'ancien présidial et de la châtellenie de Bailleul, a été opérée. Quelques titres et papiers qui ne sont pas encore classés seront transférés plus tard.

Le Conseil général donne acte de cette communication.

Archives communales.

Le même rapporteur fait connaître que d'après les renseigements donnés par M. le Préfet, le travail de classement et des inventaires des archives communales touche à sa fin. Dix communes seulement sont en retard.

Le Conseil donne acte de cette communication.

Archives de l'abbaye du château.

Le même membre rend compte d'un rapport de M. le Préfet tendant à obtenir l'autorisation du Conseil général pour accepter le legs qui a été fait au département du Nord par M. Benezech de St.-Honoré, suivant testament du 20 juillet 1849, des archives provenant de l'ancienne abbaye dite du Château.

Sur la proposition du bureau, le Conseil accorde l'autorisation demandée.

Denain. — Chef-lieu de canton.

Au nom du sixième bureau, M. Renard fait un rapport sur une demande formée par la commune de Denain, dans le but d'obtenir son érection en chef-lieu de canton.

Cette demande s'était déjà produite en 1848. Elle se fonde sur l'accroissement continu de la population qui atteint aujourd'hui 7 à 8,000 âmes, sur le développement des industries houillières, métallurgiques, sucrières et autres, et sur les avantages qui résulteraient pour les justiciables d'avoir le juge-de-paix rapproché d'eux.

Cette affaire étant recommandée par le Conseil d'arrondissement, le bureau propose au Conseil général de prier M. le Préfet de faire une étude sérieuse de la question, pour qu'à la session prochaine elle puisse recevoir une solution définitive.

Ces conclusions sont adoptées.

Asile d'aliénés d'Armentières.

Le Président donne la parole à M. Lestiboudois, rapporteur d'une commission chargée par M. le Préfet de visiter l'asile d'aliénés d'Armentières, en exécution d'un vœu exprimé l'année dernière par le Conseil général. Cette commission était composée de MM. Defontaine, Dansette et Lestiboudois, docteur en médecine, tous trois membres du Conseil général; Kuhlmann, professeur de chimie, et Brigandat, docteur en médecine.

Le Rapporteur entre dans des détails circonstanciés sur l'état ancien de la maison, les agrandissements et les améliorations qu'elle a successivement reçus, et les dispositions qui restent à prendre

pour en compléter le perfectionnement. Il conclut qu'il faut conserver cet établissement et poursuivre les améliorations qu'il réclame.

Le Conseil général, consulté par le Président, adopte les conclusions du rapport.

M. De Beaumont déclare que s'il s'abstient de demander l'insertion au procès-verbal de ce remarquable travail, c'est parce qu'il trouvera mieux sa place dans un recueil scientifique.

Communications.

Le Président communique à l'assemblée les pièces ci-après qui viennent de lui être adressées :

1.° Rapport du Préfet concernant les crédits à ouvrir pour la réparation des dommages causés aux routes départementales par les dernières inondations ;

2.° Rapport de même nature en ce qui concerne les chemins de grande communication.

Ces rapports sont renvoyés au cinquième bureau.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président fixe l'ouverture de la séance de demain à une heure et lève la séance à cinq heures.

Ont signé : MM. Danel, Président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre, J., Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine, L., Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blankaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers, Ch., et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 30 août.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents : MM. Danel, Président ; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (J.) Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (L.), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Ch.), et De Clebsattel, secrétaire.

Absent : M. Crapez.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 29 est lu par le secrétaire et adopté.

Communications.

Le Président communique au Conseil général une lettre qui lui est adressée par M. Prisse, inspecteur des contributions directes, à l'effet de demander en faveur de M. Prisse, d'Avesnes, auteur de plusieurs ouvrages, un encouragement pour faciliter leur publication. — Renvoi au sixième bureau.

Le Président donne lecture des listes des rapports préparés. Aucune objection n'est soulevée.

Tribunaux de commerce. — Imprimés pour élections.

Au nom du premier bureau, M. Leurent fait connaître que par suite des modifications que la loi de 1848 a apportés au code de commerce, les listes des commerçants appelés à élire les membres des tribunaux de commerce ont dû être imprimées en 1848 et 1849, que cette publication a nécessité des frais que le Conseil général avait refusé l'an dernier de prendre à sa charge, mais qui définitivement lui sont imputés par la loi rendue le 7 août courant.

Le bureau, tout en regrettant que l'Assemblée législative n'ait pas adopté l'avis émis en 1849 pour que les dépenses fussent supportées par les communes, ne peut que proposer l'allocation au sous-chapitre XV du budget de 1851 de la somme de 5,089 fr. 05 cent., montant des sommes dues pour les deux années à des imprimeurs de Lille, Dunkerque et Valenciennes.

Il fait remarquer toutefois que les frais de publication pourraient être notablement diminués, si au lieu d'imprimer les listes générales des patentés, on se bornait à afficher dans chaque commune les listes manuscrites des commerçants qui y résident. Cette observation est recommandée à l'appréciation du Préfet.

Ces conclusions sont accueillies et le crédit voté.

Secours aux enfants Massieu.

Au nom du troisième bureau, M. Mathieu expose que la dame Massieu, veuve de l'ancien directeur de l'institution des sourds-muets à Lille, sollicite la continuation de l'allocation de 500 fr. accordée pour l'instruction de ses enfants.

Il résulte des pièces produites que ceux-ci, placés dans les institutions d'Auchy et d'Haubourdin, s'y distinguent par leur conduite et leurs progrès.

La position de cette famille ne s'étant pas améliorée et continuant à mériter la bienveillance du Conseil général, le bureau propose l'allocation en faveur des enfants Massieu, d'un crédit de 500 fr. au sous-chapitre XIX du budget de 1851. — Adopté.

Bibliothèque de la préfecture.

Au nom du sixième bureau, M. Charles Desmoutiers fait un rapport sur une demande de M. le Préfet tendant à obtenir une allocation de 265 fr. pour l'achat des ouvrages suivants, destinés à la bibliothèque de la préfecture.

1.° *Moniteur*, 2.e semestre 1793;
2.° Id. 1.er semestre 1810;
3.° Id. tables de 1799 à 1814;
4.° Collection des circulaires du Ministère de l'Intérieur de 1830 à 1838;
5.° *Journal officiel militaire*, de 1846 à 1849;
6.° Collection des ordonnances de police;
7.° Reliure de ces livres.

La majorité du bureau a rejeté ces quatre derniers articles; pour les trois autres, il y a eu partage de voix. Cinq membres les rejettent par les motifs qui ont dicté l'an dernier la résolution négative de l'assemblée. Les cinq autres admettent le complément du *Moniteur* et des recueils des circulaires ministérielles, comme ayant une utilité réelle pour les bureaux. Ils pensent que le fonds d'abonnement n'est pas destiné à l'achat de livres, et ils ajoutent que si les volumes demandés doivent en remplacer d'autres égarés, on ne peut en rendre M. le Préfet responsable. Toutefois, pour empêcher un pareil fait de se reproduire, ils demandent qu'il soit fait un inventaire de tous les ouvrages que possède la bibliothèque de la Préfecture.

Dans cette situation, le rapporteur ne peut conclure qu'au rejet du crédit.

M. De Beaumont appuie les conclusions parce que la dépense dont il s'agit lui paraît être une charge de l'abonnement de la préfecture.

Le Préfet réplique que l'objet est au contraire complètement étranger à l'abonnement. Il fait observer que la collection du *Moniteur* est un recueil fort intéressant qui appartient aux archives du département et qu'il est nécessaire de compléter puisqu'on en trouve l'occasion. Il s'en rapporte à ce que décidera le Conseil relativement aux autres ouvrages, mais il insiste sur le crédit applicable au *Moniteur*.

M. Beauvois appuie ces observations.

M. Testelin déclare qu'il aurait voté le crédit s'il s'était agi du *Moniteur* seulement, mais il croit voir dans les demandes d'allocation une tendance à former une bibliothèque, et il craindrait de créer un précédent.

Le Préfet répond qu'il n'est nullement question d'ouvrages nouveaux, mais seulement d'achats destinés à compléter des collections existantes.

M. De Beaumont désirerait que, pour éviter les pertes de volumes, il y eut un bibliothécaire responsable.

L'allocation relative au *Moniteur* est mise aux voix et adoptée.

Les conclusions du bureau pour les autres ouvrages sont également mises aux voix et sont rejetées. Le crédit entier de 265 francs est alloué.

M. Testelin déclare qu'il est bien entendu que ce vote ne peut en rien lier l'avenir.

Archives départementales.

Au nom du sixième bureau, M. Chombart donne lecture du rapport de M. le Préfet qui présente la situation des travaux de classement des archives départementales, et demande l'allocation du crédit ordinaire affecté aux traitements des employés et aux dépenses du matériel. Le bureau propose l'inscription de la somme de 7,500 francs au sous-chapitre XIII du budget de 1851. — Adopté.

Palais-de-justice de Lille. — Réclamation du sieur Dehez.

Au nom du sixième bureau, M. Tellier expose que le sieur Dehez, entrepreneur du palais-de-justice de Lille, a réclamé le paiement d'un excédant de fouilles et de fournitures de pierres non portées au devis des travaux ;

Que le Conseil général, déjà appelé à en délibérer, a toujours repoussé cette prétention ;

Que le sieur Dehez s'est adressé au Conseil de préfecture, qui lui a alloué une indemnité de 21,660 fr. 43 cent., avec l'intérêt légal à partir du 12 octobre 1849 ;

Que M. le Préfet s'est pourvu devant le Conseil d'État, sans avoir, attendu la nécessité de ne pas dépasser les délais légaux, le temps de prendre l'avis du Conseil général.

Le bureau approuve la détermination prise par M. le Préfet de former le pourvoi, attendu que le Conseil s'est toujours refusé au paiement. Il propose en outre l'allocation d'une somme de 600 francs au sous-chapitre XXIII du budget de 1851, comme crédit spécial et provisoire pour cet objet.

Ces conclusions sont adoptées.

Tour de Saint-Amand.

Au nom du même bureau, M. Renard fait un rapport sur un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, pour qu'il soit accordé un secours de 15,000 fr. au moins à la ville de Saint-Amand, afin d'achever les travaux de restauration de la tour, pour lesquels M. le Ministre de l'Intérieur a déjà accordé un subside de 9,000 fr.

La demande est arrivée trop tard pour pouvoir être l'objet d'une instruction approfondie ; les pièces n'établissent pas si les travaux nouveaux sont la suite de ceux qui vont être achevés, et pourquoi ils n'ont pas été prévus dans le premier devis. D'un autre côté, des renseignements parvenus tendraient à faire penser que les travaux proposés ne sont pas indispensables, et que le projet pourrait même soulever des inquiétudes pour la solidité du monument.

Dans cette situation, et d'accord avec le Préfet, le bureau est d'avis que la demande de la ville de Saint-Amand doit être ajournée, afin que le projet soit examiné sur les lieux par la commission des bâtiments civils, et soumis ensuite à M. le Ministre de l'Intérieur, dont l'approbation est nécessaire, puisqu'il s'agit d'un édifice classé parmi les monuments historiques.

Ces conclusions sont adoptées.

Employés sous-préfectures.

Au nom du sixième bureau, M. Leurent rend compte d'un vœu renouvelé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, pour que les employés des sous-préfectures soient compris dans la classe des fonctionnaires publics, et soumis à une hiérarchie.

Le bureau estime qu'il y a lieu d'en référer à la loi future sur l'organisation départementale.

Conclusions adoptées.

Caisses d'épargne.

Au nom du troisième bureau, M. Legrand fait un rapport sur un vœu renouvelé par le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck, en faveur du développement des caisses d'épargne, et tendant à faire accorder des secours à celles à établir à Bailleul et à Hazebrouck.

Le Conseil général a déjà en 1849 demandé que l'institution des caisses d'épargne fût étendue à toutes les localités où elles peuvent remplir leur destination.

Il en existe à Lille, Maubeuge, Avesnes, Cambrai, Douai, Valenciennes, Roubaix, Tourcoing et Dunkerque.

Hazebrouck est en instance et Bailleul s'occupe également des moyens d'établir une caisse d'épargne.

Le bureau indique les communes suivantes comme susceptibles de fonder ces utiles établissements, savoir :

Armentières, Cassel, Bergues, St.-Amand, Bouchain, Condé, Le Quesnoy, Solesmes, Landrecies, Bavay et Le Cateau.

Le bureau, en faisant cette désignation, prie M. le Préfet d'user de son influeuce auprès des Conseils municipaux pour les engager à suivre l'exemple donné par les villes déjà pourvues de caisses d'épargne, et de réclamer des secours du Gouvernement pour les y aider.

Quant aux subsides demandés au département pour les villes d'Hazebrouck et de Bailleul, le bureau, considérant que d'autres communes plus pauvres ont fondé des caisses d'épargne avec leurs seules ressources, est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'accorder cette allocation, et s'en réfère aux délibérations du Conseil général en date des 26 septembre 1846 et 6 septembre 1847.

Ces conclusions sont adoptées.

Culte israélite. — Secours.

Au nom du deuxième bureau, M. Rossignol fait un rapport sur une demande de secours adressée directement au Conseil général par le consistoire israélite de Lille.

Le bureau, privé des renseignements nécessaires pour se former une opinion sur le mérite de cette demande, propose au Conseil général, sans préjudice à son initiative, de la renvoyer à M. le Préfet pour, sur l'avis de ce magistrat, être statué par le Conseil dans le courant de la présente session.

Ces conclusions sont adoptées.

Esquelbecq. — Brigade de douane.

Au nom du quatrième bureau, M. Decarpentry rend compte d'une demande formée par le Conseil municipal d'Esquelbecq pour obtenir l'établissement d'une brigade de douane.

Le Sous-Préfet et le directeur des douanes ont donné des avis défavorables et le Conseil d'arrondissement n'a pas insisté.

Le bureau propose en conséquence au Conseil de ne pas appuyer la demande de la commune d'Esquelbecq. — Adopté.

Hondschoote. — Bureau de l'Étoile.

Le même membre entretient le Conseil d'une demande de la commune d'Hondschoote tendant à obtenir que le bureau de douane dit de l'Étoile soit rapproché de cette ville et que la rue de Furnes soit ouverte à l'entrée et à la sortie des marchandises.

Le directeur des douanes a été défavorable à cette demande, par des considérations tirées de ce que le déplacement du bureau de l'Étoile donnerait des facilités à la fraude. Il a fait connaître, toutefois, qu'il a pris des mesures pour diminuer la gêne dont se plaignent les habitants d'Hondschoote pour les transports, vers l'intérieur, des marchandises autres que les tissus et les denrées coloniales.

Le bureau estime en conséquence qu'il n'y a pas lieu d'appuyer la demande du Conseil municipal d'Hondschoote.

Adopté.

Télégraphe électrique.

Le même membre rend compte d'un vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque, tendant à faire établir un télégraphe électrique entre Dunkerque et Hazebrouck.

Une loi du 8 février 1850 a alloué un crédit de 49,164 fr. pour l'établissement d'une ligne électrique de Lille à Dunkerque.

Le bureau, comprenant toute l'importance de cette ligne, propose au Conseil général d'exprimer le regret que, les fonds étant votés, ces travaux ne soient pas encore commencés, et de prier M. le

Préfet d'insister d'une manière toute particulière auprès de M. le Ministre des Travaux publics pour qu'on s'en occupe immédiatement.

Ces conclusions sont adoptées.

Bry. — Bureau de douane.

Le même membre expose que le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a appuyé une demande du Conseil municipal de Bry, tendant à obtenir la création d'un bureau de douanes.

M. le directeur pense que l'utilité de cette création doit dépendre des résultats commerciaux de l'ouverture d'une route qui prend naissance en Belgique et qui doit traverser les communes de Bry et de Wargnies pour aboutir au Quesnoy, route qui est encore loin d'être achevée.

Par ces considérations, le bureau est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'appuyer la demande de la commune de Bry.

Adopté.

Tourteaux de graine de lin.

Le premier bureau ayant autorisé M. Leurent à développer la proposition qu'il a déposée concernant les droits d'exportation des tourteaux de graine de lin, ce membre prend la parole.

Il expose que c'est dans la vue de favoriser l'agriculture et de diminuer l'exportation des tourteaux de graines oléagineuses que les lois de douane ont frappé ce précieux engrais d'un droit à la sortie de 2 fr. 50 c. par 100 kilog.;

Que ce droit, qui atteignait son double but, vient tout-à-coup d'être réduit de 4 cinquièmes en ce qui concerne les tourteaux de graine de lin, par un décret du 29 juillet dernier, dont les motifs sont inconnus, et qui n'a été provoqué ni par les chambres de commerce ni par les sociétés agricoles.

Ce décret a excité une profonde surprise dans l'arrondissement de Lille, et on s'est demandé pourquoi les tourteaux de graine de lin avaient été l'objet d'une préférence si fâcheuse.

Ces tourteaux servaient spécialement à l'engraissement des bestiaux et entraient de plus en plus dans la consommation des campagnes; ils ne se fabriquaient pas en grande quantité, et les prix s'en étaient maintenus à un taux raisonnable.

Le décret, quoique n'ayant qu'un mois d'existence, a eu pour effet d'amener sur nos marchés les Anglais et les Belges, qui ont fait concurrence aux cultivateurs français et ont fait élever de toute la différence du droit le prix d'un produit dont ces derniers ne veulent plus se passer. L'augmentation est de 14 pour cent.

Le décret constitue une perte pour le Trésor et une charge pour les agriculteurs. Les prix ont réagi d'ailleurs sur tous les autres tourteaux de graines oléagineuses.

Les efforts incessants du Conseil général pour favoriser l'agriculture, resteront stériles si la législation douanière ne vient pas les seconder.

Le Conseil n'hésitera donc pas à émettre le vœu que le décret du Président de la République, en date du 29 juillet 1850, qui abaisse de 2 fr. 50 c. à 50 c. les 100 kilog. le droit à la sortie des tourteaux de graine de lin, soit rapporté dans le plus bref délai, et que le droit soit rétabli dans la limite où il était avant le décret.

M. Delaroïère fait observer que l'augmentation du prix des tourteaux rejaillit sur celui des graines, et que par conséquent l'agriculture ne perd rien. Le Trésor ne perd pas non plus, puisque l'exportation s'accroît.

M. Chombart combat cette assertion. Les cultivateurs subissent une perte réelle et ne peuvent se passer de tourteaux pour la nourriture du bétail.

M. Delaroïère persiste dans son opinion, mais n'insistera pas parce qu'il est partie intéressée.

Les conclusions du rapporteur sont mises aux voix et adoptées.

Carte géologique.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre de M. le Préfet qui transmet au Conseil général une carte géologique des arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck, Lille et Dunkerque offerte à l'assemblée par M. Meugy, ingénieur des mines.

Cette carte et la notice qui l'accompagne sont renvoyées au quatrième bureau.

Tabacs. — Réglement.

M. DEFONTAINE, autorisé par le quatrième bureau, lit les développements du vœu qu'il a déposé sur la culture des tabacs.

Il rappelle que dans sa session de 1848, le Conseil général avait exprimé le vœu qu'on rendît aux planteurs la faculté dont ils jouissaient en vertu de la loi du 24 décembre 1814, de présenter les deux experts chargés avec ceux de la régie du classement de leurs récoltes.

Ce vœu a été également exprimé par les départements du Pas-de-Calais et du Bas-Rhin.

M. le Ministre des Finances a répondu par un refus formel.

Les cultivateurs, appuyés par la Société d'Agriculture, se sont pourvus auprès de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce. Ils n'ont pas encore obtenu de résultat.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck, dans sa dernière session, a renouvelé son vœu de 1848.

Quant au Conseil d'arrondissement de Lille, nonobstant les conclusions bien précises de son rapporteur, il s'est borné à prier M. le Préfet d'apporter le plus grand soin dans la nomination des experts.

Ce vote doit être attribué à ce que des membres ont avancé des faits qu'ils croyaient exacts et qui étaient contestables.

Ainsi M. le Préfet, dont la sollicitude pour les planteurs ne s'est jamais démentie, a cru voir dans les pièces du dossier que le pourvoi des cultivateurs au Conseil d'État avait été rejeté, tandis que l'affaire n'est même pas encore plaidée.

Cette assertion a nécessairement influé sur la détermination du Conseil d'arrondissement.

Deux membres d'ailleurs ont fait observer que déjà le prix des tabacs indigènes excédait celui des tabacs exotiques, et ils ont fait craindre qu'une plus grande différence n'amenât l'interdiction de la culture du tabac en France.

Mais en admettant même l'excédant de prix des tabacs indigènes, la régie ne pourrait remplacer par aucun tabac exotique ceux de l'arrondissement de Lille, et principalement celui dit de Wervick, pour la fabrication du tabac à priser.

Le Gouvernement ne voudrait pas d'ailleurs éteindre complètement en France la culture du tabac.

Il est déjà assez affligeant de voir passer à l'étranger 16 millions sur les 26 affectés aux achats de tabacs.

Mais les planteurs affirment que les tabacs indigènes ne coûtent pas plus que les tabacs étrangers, et qu'au contraire ces derniers se paient en plus 20 fr. par cent kilogrammes.

Ce sont ces assertions qui ont dicté la résolution du Conseil d'arrondissement, résolution qu'il n'eût pas prise s'il eut été mieux éclairé sur la question.

C'est cette résolution qui a amené les cultivateurs à porter leurs réclamations devant le Conseil général, protecteur né de l'agriculture qui est si intéressée à ce que le monopole s'exerce le plus équitablement possible.

Les planteurs demandent deux autres modifications à l'application qui est faite de la loi du 28 août 1816.

La première consiste dans la publicité qui serait donnée en temps utile au choix des deux plan-

teurs que M. le Préfet appelle chaque année à discuter le réglement de culture, aux termes de l'article 188 de la loi.

Cette publicité est nécessaire pour que les cultivateurs puissent remettre aux planteurs choisis les observations qu'ils auraient à faire valoir.

La seconde modification a pour objet la formation des types.

Trois prix sont fixés par le Ministre des Finances, applicables à trois classes de tabac. Pour déterminer les classes, les experts choisissent des types, mais on forme ces types avec les meilleures feuilles de chaque classe, prises dans les douze plus beaux champs de tabac, au lieu de prendre les feuilles moyennes, comme la justice l'exigerait.

C'est ainsi que dans le classement de la récolte de 1849, 6 centièmes seulement ont été mis en première classe, 17 en seconde, 21 en troisième, et 56 en qualité non marchande.

De pareils résultats sont bien faits pour justifier le vœu déjà déposé et qui est reproduit dans les termes suivants :

« Le Conseil général, persistant dans les résolutions par lui prises dans ses précédentes ses-
» sions, notamment dans celle de 1848, tendant à faire rendre aux planteurs de tabac la faculté
» dont ils ont joui jusqu'en 1835 (en exécution non de la loi du 28 août 1816, mais bien de la
» loi du 24 décembre 1814), de faire présenter par les dix principaux d'entre eux, les deux ex-
» perts chargés, avec ceux de la régie, du classement de leurs feuilles ; émet le vœu que M. le
» Préfet, dans l'intérêt agricole du département, prie instamment M. le Ministre de l'Agriculture
» de se concerter avec M. son Collègue des Finances, pour revenir au mode d'expertise déterminé
» par la loi du 24 décembre 1814, ainsi que l'ont également demandé en 1848 les Conseils géné-
» raux du Pas-de-Calais et du Bas-Rhin.

» Le Conseil général renouvelle le vœu par lui exprimé dans sa session dernière, que M. le
» Préfet veuille bien rendre publics, par une insertion faite au moins quinze jours auparavant
» dans le recueil des actes de la préfecture, les noms des deux principaux planteurs qui, aux
» termes de l'article 188 de la loi du 28 août 1816, doivent, dans chaque arrondissement, être
» entendus en Conseil de Préfecture, pour la rédaction du réglement de culture, de telle sorte
» que les autres planteurs aient le temps nécessaire pour leur remettre les observations qu'ils au-
» raient à faire dans les intérêts de la culture.

» Le Conseil général émet le vœu qu'à l'avenir les types soient composés dans chacune des
» trois classes, non pas des plus belles et *des meilleures feuilles* choisies parmi les maîtresses-
» feuilles, mais bien des feuilles *moyennes* prises parmi les maîtresses-feuilles. »

Le Préfet demande la parole pour quelques explications.

Le vœu se compose de deux parties, l'une qui concerne l'application de la loi, l'autre qui se rattache à son interprétation.

Quant à la première, le Préfet est disposé à faire tout ce qui sera possible pour donner satisfaction aux planteurs, et si rien ne s'oppose à ce que les noms des cultivateurs appelés à discuter le réglement de culture soient livrés à la publicité, il sera fait droit au désir exprimé.

Quant aux observations faites sur la manière dont les prix sont appliqués, il faut remarquer que les prix sont fixés par le Ministre des Finances et qu'ils ne peuvent être maintenus que sous les conditions prescrites par les réglements, à cause de la nécessité de sauvegarder les produits du Trésor. On ne peut d'ailleurs argumenter sur les prix payés pour la récolte de 1849 qui était mauvaise.

En ce qui concerne l'interprétation de la loi, l'opinion de M. Defontaine au sujet de la non

abrogation de la loi de 1814 n'est d'accord ni avec celle du Ministre ni avec celle de l'ancienne Chambre des Députés.

La loi de février 1835 a été rendue sur l'initiative de la Chambre, au point de vue des intérêts du Trésor : c'était une loi financière avant tout. Toutes les propositions faites alors en faveur des départements planteurs ont été repoussées et semblent même n'avoir abouti qu'à provoquer des mesures plus restrictives. Ainsi la proportion des livraisons de tabacs indigènes, d'abord fixée à 5/6.es, a été réduite aux 4/5.es au plus.

La réserve du Conseil d'arrondissement de Lille a été justement motivée sur la manière dont il a envisagé la question. Il s'est demandé si en présence de tous les intérêts qui devaient s'agiter dans une question de cette espèce, il pourrait convenir de la porter devant l'Assemblée législative. Il a craint avec raison que ces intérêts et ceux prédominants du Trésor n'amenassent une solution défavorable qu'il était prudent de ne pas provoquer.

Il a donc cru devoir agir avec une grande circonspection. Il a senti qu'une semblable question ne devait être portée à l'Assemblée législative qu'à toute extrémité et dans le cas où la culture serait sur le point de périr. Or il n'en est pas ainsi, car l'hectare de tabac qui produisait 2,000 francs en 1835 a produit 2,200 francs en 1849, et la culture tend à s'accroître d'année en année.

La situation permet donc d'attendre, et il ne faut pas s'exposer à un résultat fâcheux.

M. Leurent réplique qu'il n'est pas nécessaire d'en référer à l'Assemblée législative ; qu'il s'agit seulement d'obtenir l'exécution équitable de la loi existante. Celle de 1814 a reçu son effet jusqu'en 1835 en ce qui concerne le mode de nomination des experts sans qu'aucune réclamation se soit élevée.

M. Defontaine ajoute qu'il a réuni les délégués des planteurs et que c'est après s'être assuré qu'il agissait dans leurs intérêts bien entendus, qu'il a formulé sa proposition.

Il ajoute que pendant 19 ans la culture du tabac a été libre en France, et qu'il a été reconnu que huit départements seulement pouvaient produire des tabacs salubres.

Qu'ainsi les autres ne peuvent se plaindre de ce qu'on ne leur demande pas ce qu'ils ne peuvent produire ;

Qu'il n'est pas à craindre que la question soit portée devant l'Assemblée où 80 départements nous seraient hostiles ;

Qu'en fut-il autrement, on devrait toujours demander au département du Nord la quantité de tabac qu'il est en possession de fournir, attendu que pour priser on ne saurait le remplacer par aucun autre, même à l'étranger ;

Et qu'on le demanderait d'autant moins à l'étranger, qu'il couterait beaucoup plus ; qu'il est établi dans une lettre à la société d'agriculture de Lille qu'il y avait une différence de 20 fr. par cent kilogrammes en faveur des tabacs indigènes, et que dans l'enquête tenue en 1837, M. *Besse de la Romiguière* établissait devant la commission que les tabacs exotiques coutaient alors 161 fr. 07 cent., tandis que les tabacs indigènes ne coûtaient que 80 fr. 14 cent.

Le Préfet réplique que ce sont là des illusions fâcheuses. Si le Ministre adoptait les augmentations de prix qu'on lui demande, les comptes qui seraient présentés à la Chambre en feraient foi et donneraient lieu à des investigations qui amèneraient peut-être une diminution dans la demande des tabacs indigènes.

Ce n'est pas la concurrence des autres départements qu'il faut craindre, mais bien celle des tabacs étrangers. Il serait dangereux de soulever la question en présence des intérêts maritimes et de tous les autres qui entreraient en lutte.

M. Brame pense que les départements ont le droit de défendre les cultures spéciales qui leur appartiennent. Le mode d'expertise des tabacs est essentiellement vicieux, parce que les commissions sont uniquement composées des agents de l'administration. C'est une violation manifeste de la loi des transactions. L'industrie des tabacs fait vivre 5,000 familles, elle a droit à la sollicitude du Conseil général. On fait peu de chose pour l'agriculture, le budget de l'État lui affecte 600,000 fr., quand il accorde six millions aux chanteurs.

Le Préfet déclare que ses sympathies pour les intérêts de l'agriculture ne peuvent être mises en doute, et qu'ils peuvent compter sur le concours actif de son administration. Mais il a vu un danger dans la question soulevée à propos de la culture du tabac et il a cru devoir le signaler.

Le Président clôt la discussion.

Il met aux voix la première partie de la proposition de M. Defontaine, concernant le retour à la loi de 1814. Cette partie est rejetée.

La seconde partie relative à la publicité des noms des deux planteurs désignés, est retirée par son auteur d'après les promesses faites par M. le Préfet.

Enfin, la troisième partie concernant le mode de nomination des experts, est mise aux voix et rejetée.

M. Leurent prie M. le Préfet d'apporter le plus grand soin dans le choix des experts. Il existe des plaintes de la part des cultivateurs qui croient voir leurs intérêts négligés.

Le Préfet renouvelle l'assurance qu'il fera tout ce qui dépendra de lui pour satisfaire les planteurs; mais il ajoute que les experts ne sont pas les représentants, mais bien les juges des planteurs.

M. Brame demande que sur les cinq experts, deux soient nommés par les cultivateurs. Les règles en matière de transaction le prescrivent ainsi.

Le Président répond que le Conseil général s'est prononcé. Si M. Brame persiste, il doit déposer une proposition.

Prisons départementales.

Au nom du 2.e bureau, M. De Melun fait un rapport sur la situation et les besoins des prisons départementales.

Il félicite M. le Préfet des efforts qu'il a faits pour le rétablissement du travail qui existe maintenant partout, excepté dans la prison d'Avesnes, à cause de quelques difficultés qui seront surmontées.

Il s'associe aux témoignages donnés par M. le Préfet au puissant et actif concours des commissions de surveillance.

On peut déjà affirmer que les bénéfices seront suffisants pour encourager les détenus à travailler avec zèle et persévérance.

La situation des prisons est très-satisfaisante. Les employés s'acquittent de leurs devoirs avec activité et intelligence. Les médecins ont également droit aux éloges. Les infirmeries sont bien tenues. Le ministère des aumôniers s'exerce avec une charité digne de la religion dont ils sont les fidèles interprètes.

La prison de Lille est privée d'un aumônier spécial, et le bureau fait des vœux pour que M. le Préfet s'entende avec l'autorité ecclésiastique pour régulariser cet état de choses.

Les cahiers des charges sont fidèlement exécutés. Les mesures précédemment prises pour la séparation du travail et la division des objets à fournir, ont produit des réductions importantes dans les prix de journée.

L'ordre et la propreté règnent partout, et les réglements essentiels sont strictement observés.

M. le Préfet ajourne, jusqu'à l'adoption d'une loi définitive sur le système pénitentiaire, les modifications que réclament les prisons. Le Conseil général s'associera à cette pensée. Cependant, ce magistrat propose l'achat de deux maisons contiguës à la prison de Valenciennes, et indispensables pour son agrandissement.

Le budget de 1851 est établi sur 800 détenus. Ce chiffre est un peu supérieur à celui de la population pendant le premier semestre de 1850, et peut parer aux éventualités

Le premier article comprend les dépenses du personnel et les frais de greffe. Il offre, sur 1850, une augmentation de 625 fr. applicable, pour 25 fr., à l'un des gardiens de la prison de Lille, qui a servi pendant 5 ans sans avoir encouru aucune punition grave, et pour 600 fr., au traitement d'une troisième sœur surveillante à la même prison. Cette sœur exerce gratuitement depuis plusieurs années. Il convient de la rétribuer, maintenant surtout que le travail mis en régie rend le service plus difficile.

Le bureau a partagé l'opinion de M. le Préfet pour l'ajournement de la création demandée par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, d'un deuxième gardien pour la prison de cette ville, la nécessité n'en paraissant pas démontrée.

L'article 2 embrasse le régime économique, c'est-à-dire l'entretien et la nourriture des détenus.

Le crédit pour 800 prisonniers est porté à 150,200 fr., somme inférieure de 7,900 fr. à l'allocation de 1850. La diminution est due au rabais des adjudications.

Le bénéfice du travail n'est mentionné ici que pour mémoire, parce qu'il ne peut être encore apprécié.

L'usage du compteur a produit une économie de plus de 500 fr. dans les frais d'éclairage de la prison de Lille. Les dépenses d'infirmerie sont élevées à 5,000 fr. pour se rapprocher de la moyenne de trois années.

L'article 3 présente pour la chapelle et l'école une augmentation de 246 fr. 45 cent. demandée par la commission de Dunkerque pour l'achat de divers objets nécessaires au culte.

Le chiffre arrêté à 2,158 fr. 45 cent. comprend la minime augmentation accordée l'année dernière pour l'enseignement des détenus à Lille et à Douai.

Le bureau regrette le départ des frères de Saint-Joseph et émet le vœu de voir de nouveau les prisonniers placés sous la direction d'une institution charitable aussi religieuse et aussi dévouée.

L'article 4 relatif aux dépôts de sûreté se compose du traitement du concierge et de la nourriture des prisonniers de passage. Le crédit est porté à 6,000 fr. d'après les besoins effectifs. Landrecies classé parmi les gîtes d'étape, par décision de M. le Ministre de la Guerre, remplace Bavay, qui a cessé de l'être.

L'article 5 concernant les dépenses communes aux diverses prisons comprend une addition de 400 fr. pour les maisons de police municipale, analogue à l'augmentation proposée pour les dépôts de sûreté. Les frais d'impression sont portés de 600 à 1,000 fr., par suite de la mise en régie des travaux, et les frais des commissions de surveillance sont réduits de 200 fr. d'après les propositions de ces commissions elles-mêmes.

Le bureau, en proposant le renouvellement du vœu formulé si souvent par le Conseil général concernant les frais des détenus recommandés par les administrations financières, insiste vivement près de M. le Préfet pour qu'il appelle l'attention du Ministre sur une réclamation aussi légitime.

La position du département sur la frontière l'expose à supporter cette charge dans des proportions excessives. La répression de la fraude ne lui est pas plus utile qu'au reste de la France,

et on ne comprend pas comment la volonté d'une administration financière peut l'obliger à pourvoir à des frais de cette nature.

Cet abus repose sur une fausse interprétation du décret du 4 mars 1808, sous le régime duquel l'État supportait les dépenses des prisons. Aujourd'hui que le système est changé, le département ne saurait rester chargé de dépenses qui lui sont étrangères.

Le bureau propose enfin la résolution suivante :

« Le Conseil général fixe le budget ordinaire des prisons départementales pour l'année 1851, à » la somme de 206,080 fr. 85 cent.,

» Répartie ainsi qu'il suit :

» Art. 1.er Administration.	34,100	»
» Art. 2. Régime économique. . . .	159,222	40
» Art. 3. Dépenses diverses.	2,158	45
» Art. 4. Dépôts de sûreté.	6,000	»
» Art. 5. Dépenses communes. . . .	4,600	»
» Total.	206,080	85

» Le Conseil général renouvelle le vœu :

» 1.° Qu'il soit présenté promptement une loi qui permette dans les prisons une réforme salu- » taire que le système actuel rend impossible ;

» Que le prix des journées des délinquants recommandés par les administrations financières, » qui grève si fortement le budget des départements frontières comme le Nord, soit à la charge » de l'État. »

Ces conclusions sont adoptées.

Escaut et Scarpe. — Barrage mobile.

Au nom du cinquième bureau, M. Boulanger expose que, pour obvier à divers inconvénients et entraves que la navigation éprouve par diverses causes au confluent de la Scarpe et de l'Escaut en aval de Mortagne, les ingénieurs proposent la création d'un grand barrage mobile au lit de la rivière à la frontière. Les frais en seraient supportés par l'État et les concessionnaires de la Scarpe.

Ce projet serait utile sans doute aux intérêts de la navigation et à ceux des concessionnaires ; mais il alarme les propriétaires de la vallée de la Scarpe exposés à des inondations désastreuses par suite de la retenue des eaux à l'écluse d'Antoing, et le Conseil général est plusieurs fois intervenu pour demander qu'il fût mis un terme à ce fâcheux état de choses.

Or, le barrage projeté ferait renaître les inconvénients auxquels la Belgique avait consenti enfin à remédier au moins partiellement.

C'est ce qu'a démontré dans un mémoire remarquable M. Leroy (de Béthune), ancien membre du Conseil général, l'un de ceux qui ont emporté les plus profonds regrets.

Si, malgré la force des arguments invoqués dans le mémoire, le barrage est reconnu indispensable, au moins faut-il y ajouter l'obligation de certains travaux propres à sauvegarder les intérêts des riverains.

Le barrage en effet entraverait l'écoulement des canaux et des cours d'eau servant au dessèchement de la vallée de la Scarpe, qui se déversent en aval de l'écluse de Rodignies. Il faudrait nécessairement reporter ce déversement à Mortagne, en aval du barrage.

Ces travaux, quelque importants qu'ils fussent, devraient être exécutés par l'État et par le concessionnaire.

D'après ces considérations, le bureau propose la résolution suivante :

« Le Conseil général émet le vœu qu'il ne soit pas donné suite au projet de construction d'un » barrage au confluent de l'Escaut et de la Scarpe à Mortagne.

» Subsidiairement, et dans le cas où le barrage serait jugé indispensable, qu'il ne soit construit » qu'à la condition imposée à l'Etat et au concessionnaire intéressé de ramener à son aval l'écou- » lement des canaux ou cours d'eau qui se vident actuellement dans la Scarpe et l'Escaut en aval » de l'écluse de Rodignies ;

» Que dans tous les cas, le projet du barrage dont il s'agit, si on y persiste, soit soumis préala- » blement à une enquête. »

Ces conclusions sont adoptées.

Routes départementales.

M. Lestiboudois, rapporteur des routes départementales, demande la parole. Il rappelle que le Conseil général a renvoyé à son premier bureau un rapport qui demande des virements de crédits pour la réparation des dommages causés sur ces routes par les dernières inondations, que cette affaire offrant à examiner des questions mixtes de travaux et de dépenses, il conviendrait de décider que le premier et le cinquième bureau se réuniront pour préparer une solution.

Le Conseil général, consulté par le Président, décide que cette marche sera suivie.

Organisation de l'administration communale.

L'ordre du jour appelle la discussion du rapport présenté l'année dernière par M. Paul, sur les questions posées par M. le Ministre de l'Intérieur, concernant la nouvelle organisation à donner à l'administration communale.

Sur la demande de M. Delaroïère, l'assemblée décide qu'il sera procédé d'abord à la discussion générale.

M. Delaroïère donne lecture d'un exposé dans lequel il établit que la nouvelle organisation doit être conçue de manière à donner aux communes, aux cantons et aux départements, une liberté complète de mouvement et d'action qui n'aurait pour limites que la nécessité d'exécution des mesures générales ordonnées dans l'intérêt de tous par le pouvoir central. L'opinant estime qu'au lieu de répondre aux questions posées par le Ministre, il suffit de lui transmettre cette déclaration de principes.

Le Conseil général consulté, décide que ces conclusions sont rejetées. Personne ne demandant plus la parole, le Président clot la discussion générale, et il est passé à la discussion sur les réponses aux questions ministérielles.

La première est conçue en ces termes :

« Les conditions de l'électorat politique seront-elles les mêmes pour les élections municipales? »

Le rapporteur conclut à ce qu'elles soient les mêmes, sauf l'addition de la condition d'une année de domicile dans la commune, et de la radiation au moment où l'électeur la quitte.

M. De Beaumont fait observer que le rapport préparé l'an dernier a proposé tout ce qu'on pouvait désirer alors dans l'état de la législation, mais qu'aujourd'hui une loi nouvelle ayant exigé trois ans de domicile, il y a lieu d'en demander l'application pure et simple aux élections communales.

M. Plichon appuie cette observation. Une loi récente a réglementé le suffrage universel, elle doit être appliquée à toutes les élections.

M. Bianchi reconnaît et déclare qu'en effet il ne doit y avoir qu'un seul suffrage universel, celui qui est inscrit dans la Constitution et qui appelle à voter tous les citoyens. Le Conseil général ne saurait le méconnaître, lui qui, en 1848, a acclamé à l'unanimité la République démocratique.

La Constitution porte, dans son article 79, que les Conseils généraux et communaux seront élus par tous les citoyens âgés de 21 ans, et que tous ceux âgés de 25 ans seront éligibles. La règle est donc le suffrage universel. Voter autrement, serait porter atteinte à la Constitution, et au-dessus d'elle, à la souveraineté du peuple.

L'opinant fait ressortir les résultats de la nouvelle loi qui, dans la ville de Lille, a fait rayer les trois quarts des électeurs ; dans celles de Roubaix et dans d'autres, les quatre cinquièmes.

Pour admettre qu'une pareille loi ait réglementé le suffrage universel, il faut croire à d'étranges aberrations dans l'esprit humain.

Il vaudrait mieux attaquer franchement la souveraineté du peuple, créer un pays légal avec toutes ses conséquences.

Le Président rappelle à l'opinant que la loi n'est pas en question.

M. Bianchi répond qu'il n'en aurait pas fait mention si on ne l'avait pas invoquée. Il rentre dans la question, en déclarant que faire voter le cinquième seulement des citoyens dans les élections municipales, ce serait violer la Constitution et briser le droit qui appartient à tous.

M. De Melun croit devoir dire quelques mots relativement à la loi qu'on a mise en cause. Elle a pu sur certains points dépasser son but et éloigner quelques électeurs regrettables, mais c'est principalement son principe qu'il est nécessaire de défendre.

La loi a voulu écarter d'abord les vagabonds sans domicile, armée sans discipline et toujours prête à s'enrôler sous le drapeau de l'émeute, puis les gens frappés par la justice. Tout le monde doit être d'accord sur l'opportunité de cette radiation.

Elle a, de plus, écarté des listes les indigents, non pas pour cause d'indignité ; les sentiments qui animent l'opinant en faveur des classes malheureuses lui feraient repousser énergiquement une pareille supposition, mais seulement parce que leur situation et leurs besoins ne les placent pas dans les conditions d'indépendance et d'impartialité qui leur seraient nécessaires pour entrer dans les conseils de la commune, puisque c'est à ce point de vue que la question est traitée aujourd'hui. La loi du jury n'a pas procédé autrement, quand elle a fixé des conditions pour l'exercice du droit qu'elle a réglementé.

M. Testelin croit que la loi n'a pas été faite pour purifier le droit électoral, mais bien pour ramener le privilége. Le droit électoral est un droit que le citoyen apporte en naissant. Si on avait voulu seulement donner des garanties, on aurait admis les citoyens à prouver leur domicile, tandis qu'on a reconnu comme seule justification l'inscription à la taxe personnelle. La loi est purement politique, elle a violé l'esprit de la Constitution, c'est une loi de provocation.

Le Président rappelle l'opinant à la question.

M. Testelin répond qu'il se borne à exposer les motifs de la loi en opposition à ceux allégués par M. De Melun, Dans une commune, tous les citoyens ont le droit de prendre part aux affaires municipales, si on veut qu'ils subissent les règles imposées par les administrateurs ; sans quoi la majorité écartée pourra rendre la minorité responsable des actes auxquels elle n'aura pas participé. Si on repousse les indigents des Conseils municipaux parce qu'ils auraient des intérêts à y défendre, cette exclusion ne devrait-elle pas s'appliquer à bien d'autres catégories de citoyens? L'opinant vote pour l'application du suffrage universel aux élections municipales.

M. Paul fait remarquer que la commission avait, l'année dernière, à l'unanimité, ajouté aux conditions électorales, pour les communes, l'obligation d'un an de domicile. Aujourd'hui, M. Plichon, qui a voté dans la commission, est d'avis que le système électoral doit être le même pour toutes les élections. Il y a dans ces deux manières de voir une sorte de divergence qui paraît

demander des explications. Au reste, ce qui prouve que des conditions différentes peuvent être exigées pour les élections communales, c'est qu'il existe dans la loi une disposition qui permet aux électeurs de voter trois années après avoir quitté leur domicile, disposition inapplicable aux votes dans les communes.

M. Plichon répond que l'an dernier la législation était différente; elle ne prescrivait qu'un domicile de six mois, et l'opinant a pensé que cette condition devait être étendue à un an pour plus de garantie. Mais aujourd'hui il existe une loi nouvelle, le suffrage est un, et ne peut être modifié. Si elle avait prescrit un cens, on pourrait proposer d'en modifier le chiffre; mais elle a posé seulement des conditions de domicile qu'il faut admettre pour les communes.

Quant à la question de violation de la Constitution, le Conseil général n'a pas le droit de la soulever; elle appartient à un juge plus élevé.

M. Bianchi réplique que le Conseil général est tenu, comme tous les citoyens, de respecter la Constitution. Les temps sont changés depuis l'an dernier. Alors on ne croyait pouvoir porter aux droits électoraux qu'une légère atteinte; aujourd'hui c'est le droit tout entier qu'on attaque.

C'est le cens et non le domicile qui a été établi dans la loi. Parmi les citoyens déclarés incapables, presque tous avaient trois années de domicile bien réel, mais ils ont été écartés comme ne payant pas d'impôt.

La loi n'a pas encore fonctionné, elle sera appréciée plus tard, et l'on y reconnaîtra une manœuvre politique.

Le Président rappelle l'opinant à la question.

M. Bianchi réplique qu'il répond à M. Plichon. Il répète que l'article 79 de la Constitution applique le suffrage universel aux élections départementales et communales. Le Conseil général ne se laissera pas entraîner. Il ne voudra pas exclure des listes plus de la moitié de ceux dont il tient son mandat. Il déclare se réunir aux conclusions de la commission.

M. Paul insiste sur son observation relative à l'article de la loi qui permet de voter après trois ans d'absence.

Le Président met aux voix les conclusions de la commission; elles sont rejetées.

Il met aux voix la question de savoir si les conditions de l'électorat politique seront appliquées aux élections municipales. Cette question est résolue affirmativement.

M. Beauvois fait remarquer que les conclusions du rapport ayant été rejetées, il y a lieu de savoir ce que l'on va faire.

Le Président répond qu'on a voté sur la seconde question.

M. Beauvois réplique qu'il n'y avait aucune proposition présentée. Il dépose la proposition suivante :

« Après une longue discussion, le Conseil général émet le vœu que tous les citoyens auxquels la » Constitution confère le droit de suffrage soient appelés à concourir aux élections communales, » cantonales et départementales. »

M. Bianchi réclame au sujet du mode qui a été suivi pour le vote. On n'a pas proclamé le nombre de voix comme on était dans l'usage de le faire les années précédentes.

Le Président répond que le bureau n'a pas de doute. Le Conseil n'a pas admis les conclusions du rapport. Il a été voté ensuite sur la proposition de MM. De Beaumont et De Melun.

M. Beauvois objecte que M. le Président n'a pas cité les noms des auteurs de la proposition.

M. Hannoye ajoute qu'il n'a pas été procédé à la contre épreuve.

M. Bianchi demande le vote par assis et levé. C'est le droit de toute assemblée. Le bureau peut se tromper.

Le Président reconnaît que le bureau peut commettre des erreurs, mais l'assemblée est en mesure de le contrôler.

Le Président procède à la contre épreuve : 12 voix contre 18 se prononcent pour la négative. La décision précédente est confirmée.

On passe à la deuxième question : « Quel sera le mode d'élection? »

M. Paul demande de nouveau si on appliquera l'article 7 de la loi. On lui répond que la question est résolue par le vote précédent.

M. Bianchi considère comme un devoir de conscience de déclarer que la décision qui vient d'être prise étant à ses yeux une violation de la Constitution, il s'abstiendra de prendre part aux votes qui suivront au sujet des lois départementales, cantonales et communales. Il demande qu'il en soit fait mention au procès-verbal.

La commission, sur la deuxième question, s'est prononcée pour le vote par sections.

M. De Beaumont est d'avis que le vote par scrutin de liste est préférable, afin d'écarter les petites coteries, le vote par section ne devant être maintenu que dans les villes au-dessus de 20,000 habitants.

M. Lestiboudois fait remarquer que le Conseil général ne doit voter que des principes. Il opine pour le vote par sections, qui donne accès au Conseil municipal, aux intérêts divers auxquels appartient le droit de discussion. S'il y a des inconvénients attachés à ce mode de procéder, le législateur y pourvoira.

Le Président met aux voix les conclusions du rapport. Le vote par section est décidé.

3.e Question. — « Doit-on établir une proportion des suffrages exprimés avec les électeurs votants ou inscrits ? »

La commission conclut à la fixation du cinquième des électeurs inscrits et à la majorité absolue des votants. — Adopté.

4.e Question. — « Quelle autorité sera juge des contestations? »

La question est réservée pour le moment où le Conseil s'occupera de l'organisation départementale et cantonale.

5.e Question. — « A qui sera attribuée la nomination des maires et adjoints ? »

La commission est d'avis de conférer au pouvoir le droit de nommer les maires, dans les limites tracées par la loi du 21 mars 1831.

M. De Beaumont pense qu'il y a lieu de maintenir la législation intermédiaire.

M. Lestiboudois y verrait de graves inconvénients, parce que ce système annulle l'action du pouvoir central, et aurait pour conséquence l'anarchie dans la commune. On peut modifier les attributions des maires, mais il ne faut pas leur ôter le caractère de délégation.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

6.e Question. — « Quelles seront les conditions d'éligibilité? »

Le rapport conclut à ce que tous les électeurs communaux âgés de 25 ans soient éligibles, sauf les indignités et les incapacités prévues par les articles 5 et 20 de la loi de 1831.

M. De Beaumont propose d'y ajouter les conditions d'indignité posées dans la loi nouvelle.

On répond que cela ne fait pas question, puisque l'application de la loi a été décidée.

Les conclusions sont adoptées.

7.e Question. — « Les fonctions de maire et adjoint seront-elles essentiellement gratuites. » Réponse affirmative.

8.e Question. « Quelles formalités à établir pour les cas de suspension ou de révocation ? »

La commission est d'avis que le droit de suspension et de révocation appartient au pouvoir.

Adopté.

9.e QUESTION. — « Quel sera le nombre des adjoints? »

Le Conseil vote le maintien des règles existantes.

10.e QUESTION. — « Le régime de toutes les communes sera-t-il identique? »

Réponse affirmative.

11.° Quelle sera la durée des fonctions de maire et adjoint? — Réponse : La durée fixée pour le renouvellement des Conseils municipaux, sauf le cas de dissolution, conformément à la loi de 1831.

12.° Les règles sur la composition des Conseils municipaux sont-elles susceptibles de modification? — Voir la réponse à la 6.e question.

13.° Les plus forts imposés doivent-ils être appelés en certain cas? — Oui, conformément aux règles actuelles qui seront appliquées indistinctement à toutes les communes, suivant les conclusions de la commission.

Communication. LE PRÉSIDENT communique au Conseil une lettre de M. le Préfet en envoi d'une dépêche de M. le Ministre des Travaux publics, relative au passage à niveau du chemin de fer du Nord sur la route nationale N.° 45, près Valenciennes.

Renvoyé au cinquième bureau.

LE PRÉSIDENT fixe à midi l'ouverture de la séance de demain et lève la séance à cinq heures.

Ont signé : MM. DANEL, président; DANSETTE, CHOMBART, BRAME, D'HESPEL, LEFEBVRE (J.), TESTELIN, CHAMPON, DE MELUN, BIANCHI, LESTIBOUDOIS, DESMOUTIERS, DEFONTAINE (L.), MIMEREL, COLLETTE, LEURENT, MASUREL, BÉHAGHEL (de Bailleul), PLICHON, BÉHAGHEL (de Cassel), DESCHODT, BERNAST, DE GRUSON, REVEL, DE STAPLANDE, DE COUSSEMAKER, DELATTRE, DECARPENTRY, DELAROÏÈRE, BLANCKAERT, DE BEAUMONT, LELEU, TELLIER, BÉRY. SEYDOUX, RAPPE, CHAPPELIER, PILLOT, HANNOYE, PAUL, ANCELET, MARCHANT, PIETTE, LOCQUENEUX, SAUVAIGE, LEGRAND, COLASE, DESESPRINGALLE, GOUVION, RENARD, BEAUVOIS, MATHIEU, BOULANGER, D'HEURSEL, ROSSIGNOL, CHOQUE, DE MONTOZON, DESMOUTIERS (Ch.), et DE CLEBSATTEL, secrétaire.

Séance du 31 août.

La séance est ouverte à midi.

Sont présents : MM. Danel, Président, Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, Degruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Absent : M. Crapez.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 30 août est lu par le secrétaire et adopté.

Comunications. Le Président communique au Conseil général :

1.° Une lettre de M. le président de la chambre de commerce de Lille qui fait hommage de trois volumes imprimés des délibérations de cette assemblée. — Le Président remercie au nom du Conseil.

2.° Une lettre de M. Robaut, de Douai, en envoi d'une carte de l'arrondissement de Valenciennes, pour laquelle il réclame la prime de 800 fr. promise dans le temps aux auteurs des cartes d'arrondissement. — Renvoi au cinquième bureau.

Traités avec la Belgique. M. Leurent dépose le vœu suivant :

« Le Conseil général du Nord invite MM. les Ministres des Affaires étrangères et de l'Agricul-
» ture et du Commerce à examiner si l'esprit et la lettre du traité du 16 juillet 1842 entre la France
» et la Belgique, n'ont pas été violés par les arrêtés royaux du gouvernement belge en date des
» 30 août 1847 et 22 mars 1850. » — Renvoyé au quatrième bureau.

Receveurs municipaux. M. De Beaumont déposé le vœu suivant :

« Je demande qu'il plaise au Conseil général émettre le vœu suivant :

» Le Gouvernement est prié,

» 1.° De rapporter l'ordonnance royale du 19 avril 1839, ou du moins de la modifier de ma-
» nière à laisser aux Conseils municipaux plus de latitude pour fixer convenablement le traitement
» de leurs receveurs;

» 2.° En tout cas, de decider que les remises ne porteront plus ni sur les secours accordés aux » communes par le département ou par l'État, ni sur le paiement qu'ils se font à eux-mêmes de » leurs propres émoluments. Renvoyé au premier bureau.

Le Président donne lecture des listes des rapports préparés. Sur la demande d'un membre, celui relatif à la réclamation de M. Lefebvre, ancien médecin des thermes de St.-Amand, est remis à mardi prochain.

Concierge de la préfecture.

Au nom du premier bureau, M. De Beaumont rappelle que le traitement du concierge de la préfecture admis depuis 5 ans seulement au budget départemental après bien des débats, avait été d'abord inscrit parmi les dépenses facultatives.

En 1848, l'allocation n'avait été continuée que provisoirement, le Conseil général pensant que la dépense devait être à la charge du fonds d'abonnement.

En 1849, le crédit a été porté à la première section, afin d'appeler sur son objet l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur.

La dépense ainsi transportée ayant été allouée par le Ministre, M. le Préfet en demande la réinscription au budget de 1851.

Dans cette situation et malgré son opinion sur la convenance de conserver cette dépense parmi les charges départementales, le bureau en propose l'allocation au sous-chapitre premier du budget. — Adopté.

Préfecture. — Frais d'administration.

Le même rapporteur fait connaître que M. le Préfet a communiqué au Conseil général le compte d'emploi pour 1849 de la portion du fonds d'abonnement de la préfecture affectée aux traitements des employés et gens de service. Il en résulte que les dépenses se sont élevées à la somme de 50,608 fr. 27 c. supérieure aux 7 dixièmes du fonds d'abonnement.

Le bureau propose au Conseil de donner acte à M. le Préfet de cette communication. — Adopté.

Arrondissement de Cambrai. — Compte des routes départementales N.os 10 et 11.

Au nom du même bureau, M. Plichon fait un rapport sur la liquidation du compte des sommes payées par l'arrondissement de Cambrai pour ses contingents dans les travaux de construction des routes départementales N.os 10 et 11.

Il rappelle que l'année dernière le Conseil d'arrondissement avait présenté un compte duquel il résultait que l'arrondissement aurait été en avance envers le département d'une somme de 69,860 fr.;

Que le bureau, après avoir remonté aux actes qui avaient constitué les obligations de l'arrondissement de Cambrai, avait établi un autre compte en capital et intérêts qui prouvait que l'arrondissement touchait au terme de sa libération, mais n'avait aucune répétition à exercer.

Ce travail constatait en effet que le département était encore créancier de 2,496 fr. Il ne traitait pas l'arrondissement avec rigueur, car d'une part il ne liquidait qu'à 4 et demi les intérêts, qui avaient été stipulés à 5, et, d'autre part, il cessait de les porter en compte dès que le département s'était lui-même trouvé libéré de l'emprunt qu'il avait contracté.

Mais ce compte n'était pas contradictoire; il pouvait être entaché d'erreurs, et le Conseil, en décidant que le dernier terme de l'imposition spéciale de l'arrondissement ne serait pas perçu, invita M. le Préfet à faire établir une liquidation régulière en capital et intérêts. Il fut observé dans la discussion que pour mettre le département à l'abri de toute répétition de la part des contribuables, il fallait dresser le compte suivant la rigueur du droit, sauf au Conseil général à faire ensuite, au compte du fonds commun des chemins vicinaux, telle bonification qu'il jugerait convenable.

L'assemblée, après avoir entendu M. Béry dans ses observations tendant à faire décharger l'arrondissement de tous intérêts, ajourna sa décision jusqu'au réglement du compte de l'arrondissement.

Depuis, le projet de liquidation a été vérifié dans les bureaux de la préfecture et communiqué aux membres du Conseil appartenant à l'arrondissement de Cambrai.

La vérification prouva que les chiffres établissant la dépense de la route N.° 10 étaient exacts. Une différence signalée d'abord par M. Béry a été reconnue provenir de ce qu'on n'avait pas tenu compte de la valeur des travaux exécutés avant l'adjudication.

Le chiffre de la dépense pour la route N.° 11, de Cambrai à Guise, fut diminué d'une somme de 23,970 fr., provenant d'intérêts pour retards de paiements imputés en double emploi.

Mais il fut reconnu qu'on n'avait porté les intérêts que pour quatre ans, tandis que le département ne s'était libéré de son emprunt qu'en cinq années.

Un nouveau compte fut en conséquence dressé par M. le Préfet, et il en résulte que l'arrondissement de Cambrai aurait payé en excédant de sa dette une somme de 6,749 f. 74 c.

Mais ce compte n'est pas basé sur les règles strictes du droit, car le département devait, d'après les engagements pris, exiger un intérêt de 5 pour cent et le faire payer jusqu'au moment de l'extinction de la dette.

Une liquidation reposant sur les bases des conventions primitives eût constitué l'arrondissement de Cambrai débiteur d'une somme de 5,837 fr. 50 cent.

Tel serait le droit rigoureux du département ; mais ce droit une fois constaté vis-à-vis des contribuables, le bureau n'estime pas qu'il y ait lieu de s'en prévaloir. Il pense même qu'il convient de tenir compte à l'arrondissement de la bonification de 6,749 fr. 74 cent., résultant de la liquidation proposée par M. le Préfet, en portant cette somme au crédit du fonds commun des chemins vicinaux.

Quant aux intérêts qui, d'après le même compte, s'élèvent à 32,341 fr., les conseillers représentant l'arrondissement de Cambrai, tout en reconnaissant le droit rigoureux du département, ont demandé qu'on les leur bonifiât également.

Il résulte en effet des renseignements pris que l'arrondissement de Cambrai est le seul qui, jusqu'à ce jour, ait eu à supporter une charge d'intérêts pour des avances faites par le département ; mais il paraît que cette obligation lui a été imposée en raison des termes prolongés de sa libération, qui ne s'est opérée qu'en 17 ans.

Le bureau, après avoir examiné la question, n'a pas cru pouvoir se rendre aux vœux exprimés par l'arrondissement, l'initiative d'une pareille libéralité ne pouvant appartenir qu'au Conseil général.

Il propose en conséquence le projet d'arrêté suivant :

« Le Conseil général, vu le compte en recettes et en dépenses (principal et intérêts) relatif aux travaux et aux dépenses des routes départementales N.° 10 et N.° 11, qui constitue ledit arrondissement débiteur vis-à-vis du département d'une somme de 5,837 fr, 50 cent.;

» Eu égard aux circonstances énoncées dans le rapport de son premier bureau,

» Arrête :

» Art. 1.er Le Conseil général décharge l'arrondissement de Cambrai de l'obligation de payer la somme de 5,837 fr. 50 cent. dont il reste reliquataire du chef de la liquidation ci-dessus énoncée, et déclare ledit arrondissement définitivement libéré de toutes les causes provenant de l'exécution desdites routes N.° 10 et N.° 11.

» Art. 2. Il sera bonifié au crédit du compte dudit arrondissement de Cambrai dans le fonds commun des chemins de grande communication une somme de 6,749 fr. 74 cent. »

M. Béry demande qu'il soit fait remise des intérêts. Il fait observer d'ailleurs que les calculs

sont entachés d'erreurs, parce que les routes ne devant être payées qu'en dix ans, il ne pouvait être imputé d'intérêts avant l'expiration de ces travaux. Il rappelle la promesse qui a été faite l'an dernier pour la remise des intérêts.

M. Béhaghel (de Bailleul), s'oppose à cette remise, comme il l'a fait l'an dernier. Si d'autres arrondissements n'ont pas payé d'intérêts, c'est parce que l'obligation ne leur en a pas été imposée. Il faut respecter et faire exécuter les conventions faites.

M. De Beaumont comprend qu'en 1831 le département ait imposé des intérêts à l'arrondissement de Cambrai, mais si depuis il a traité plus favorablement d'autres arrondissements, pourquoi ne pas appliquer au premier le bénéfice des mêmes dispositions? Il ne faut pas perdre de vue que si l'arrondissement de Cambrai a obtenu deux routes départementales, ce n'a été qu'au prix de sacrifices très-onéreux. Le prolongement de la route N.° 10, vers Bohain, impose aux communes de Câteau et de Busigny d'énormes charges, tandis que la route de Roubaix à Saint-Amand a été classée sans rien exiger des communes. L'opinant invoque la justice du Conseil général.

Le premier article des conclusions qui décharge l'arrondissement de Cambrai de tout solde de compte, est mis aux voix et adopté.

Après quelques observations sur la position de la question, le Président met aux voix la proposition suivante :

« Sera-t-il tenu compte à l'arrondissement de Cambrai de la somme totale de 39,090 fr. 70 c., comprenant les intérêts? »

Cette proposition est rejetée. La conclusion du bureau qui tend à allouer 6,749 fr. 74 cent., est adoptée.

Prisons départementales. — Arriéré.

M. De Melun, au nom du deuxième bureau, fait un rapport sur une proposition de M. le Préfet concernant les dépenses arriérées des prisons départementales pour l'année 1849.

Le déficit s'élève à la somme de 12,025 fr. 01 cent. Il résulte de l'insuffisance des crédits portés au budget, et comprend l'évaluation des intérêts que les entrepreneurs ont réclamés.

Le bureau propose l'inscription de cette somme de 12,025 fr. 01 cent., au sous-chapitre XV du budget de 1851. — Adopté.

Colonie de Mettray.

Le même membre fait un rapport sur une demande du directeur de la colonie de Mettray, tendant à obtenir une nouvelle marque de sympathie du département.

La nouvelle loi sur les jeunes détenus donne à cette institution de nouveaux titres à l'intérêt du Conseil général.

Le rapport remarquable de M. Corne et la discussion prouvent que l'esprit de la loi est surtout que les jeunes détenus soient confiés à l'action dévouée et intelligente de la charité privée, sous la surveillance et avec le secours de l'Etat.

La colonie de Mettray mérite à ce point de vue, et de plus en plus, d'être encouragée comme le premier modèle de ces institutions particulières si précieuses.

MM. les directeurs offrent d'ailleurs de recevoir gratuitement à leur école préparatoire, un jeune homme de 16 à 20 ans, appartenant à une famille honorable, qui voudrait se vouer à l'agriculture dans des conditions qui lui permettraient un jour de se mettre à la tête d'institutions semblables dans le département.

Un rapport spécial indique la conduite de tous les détenus appartenant au département. Ce rapport atteste à très-peu d'exceptions près, les excellents effets de ce genre d'éducation si supérieure à celle des maisons centrales.

Par ces considérations, le bureau d'accord avec M. le Préfet, propose, comme l'année dernière,

l'allocation pour la colonie de Mettray, d'une somme de 500 francs au sous-chapitre XIX du budget de 1851. — Adopté.

Exposition de Londres.

Au nom du quatrième bureau, M. Seydoux fait un rapport sur une communication de M. le Préfet, concernant l'exposition des produits de l'industrie qui doit avoir lieu à Londres en 1851.

M. le Préfet a fait publier dans le département des avis annonçant l'ouverture de cette exposition ; quinze agriculteurs ou manufacturiers seulement ont répondu à cet appel.

L'Etat se charge de payer les frais de transport des produits depuis Paris ou le port d'embarquement jusqu'à Londres. M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce demande que de son côté le département pourvoie aux frais de transport jusqu'à Paris ou jusqu'au port d'embarquement. M. le Préfet estime que la dépense n'excèdera pas 300 à 400 francs.

Le bureau n'a pas oublié que les frais de transport des produits admis aux expositions nationales sont laissés à la charge des exposants, et il a craint un moment de créer un précédent qu'on pourrait invoquer.

Mais il s'agit ici d'une lutte solennelle à laquelle l'Angleterre a courtoisement convié toutes les nations, et le bureau a pensé que le département du Nord se devait à lui-même de favoriser par tous les moyens en son pouvoir la représentation de ses produits à l'exposition de Londres, tout en regrettant qu'un plus grand nombre d'industriels ne se soient pas décidés à y prendre part.

Le bureau propose en conséquence, en faisant toutes réserves pour l'avenir, l'allocation de 400 francs demandée par M. le Préfet. — Adopté.

Travaux industriels.

Le même membre fait un rapport sur une communication donnée par M. le Préfet, d'une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce qui appelle l'attention des Conseils généraux sur les travaux industriels qu'il serait utile de répandre dans les campagnes, dans le double but d'améliorer la position des familles agricoles et de restreindre l'agglomération des fabriques dans les grands centres de population.

Le bureau, en rendant hommage à la sollicitude de M. le Ministre, reconnaît que l'intérêt moral et l'intérêt économique se réunissent pour réclamer la dissémination de toutes les industries qui peuvent s'exercer à domicile, occuper les familles au foyer domestique et s'allier avec les travaux agricoles.

L'industrie de famille est assurément la plus utile, la plus moralisante, et les avantages qu'elle présente sous le rapport économique sont trop évidents pour que les fabricants n'y aient pas recours de préférence quand la nécessité du travail mécanique ou dans l'atelier n'est pas absolue.

Sous ce rapport, le département du Nord a devancé le vœu du Ministre. Malgré le développement progressif des grandes industries, la concentration du travail dans les ateliers n'a pas eu lieu aux dépens du travail privé, et les industries momentanément déplacées par le progrès des machines ont été promptement remplacées par d'autres. La plupart des grands ateliers ne servent d'ailleurs qu'à la préparation des matières qui alimentent le travail à domicile.

Ainsi, le tissage des étoffes, le peignage de la laine, la préparation du lin et du chanvre, la broderie, les tricots de tous genres, la fabrication de la dentelle et même la serrurerie, la fabrication des armes et la quincaillerie, occupent un grand nombre de bras dans les campagnes.

Le mouvement si favorable au bien être des classes ouvrières, s'accomplit de lui-même. Le bureau pense qu'il est bon de laisser l'industrie du département persévérer seule dans cette voie où elle est actuellement et si heureusement engagée.

Il n'y a donc pas lieu de provoquer à ce sujet aucune mesure d'encouragement de la part du Gouvernement, et le bureau propose au Conseil général de se borner à donner à M. le Préfet acte de sa communication. — Adopté.

Enseignement professionnel.

Le même membre lit un rapport sur une communication faite par M. le Préfet d'une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, qui appelle l'attention des Conseils généraux sur les diverses institutions d'enseignement professionnel et particulièrement sur l'école spéciale de commerce dirigée par M. Blanqui.

Tous les ans, le Conseil général manifeste l'intérêt qu'il porte à l'enseignement professionnel par le vote de bourses aux Ecoles d'Arts et Métiers, d'encouragements aux élèves de l'Ecole centrale, et d'allocation pour la ferme école, mais il n'a pas cru devoir donner les mêmes encouragements à l'école spéciale de commerce, et l'année dernière il a repoussé la demande de M. Blanqui en allocation de bourses, à cause des tendances de l'enseignement qu'on trouvait dans son école.

Le bureau ne pense pas que l'enseignement des doctrines économiques qui y sont professées soit modifié de manière à rassurer les nombreux intérêts qu'elles menacent.

Sans méconnaître l'utilité de l'école spéciale de commerce, le bureau regrette que l'on ait joint à une instruction qui devrait être purement professionnelle, l'exposé de théories qui sont encore si vivement contestées et dont l'application serait si funeste au département.

Par ces motifs, le bureau ne croit pas devoir proposer au Conseil général de revenir sur le vote qu'il a émis l'année dernière.

Ces conclusions sont adoptées.

Ecoles d'arts et métiers.

Le même membre fait un rapport sur une proposition de M. le Préfet tendant à faire inscrire au budget de 1851 un crédit de 1,500 fr. pour les trois bourses que le département entretient aux écoles d'arts et métiers de Châlons et d'Angers.

Le Préfet communique le procès-verbal d'examen des candidats qui se sont présentés pour l'école de Châlons, avec des notes sur la situation actuelle des élèves sortis des écoles depuis 1843, et le bulletin du premier semestre sur la conduite et les progrès des élèves existant à Châlons.

Le jury départemental constate que l'ensemble des examens a été bon.

L'année dernière, sur 24 candidats inscrits, 15 s'étaient présentés et 6 seulement avaient été déclarés admissibles.

Cette année, sur 23 candidats, 22 se sont présentés et 13 ont été jugés admissibles. Les six premiers, dont le jeune Dumont, de Mortagne, ouvre la liste, sont signalés comme ayant montré une aptitude remarquable. M. le Préfet a appelé sur eux l'intérêt de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Les notes du directeur de Châlons sur le premier semestre sont généralement satisfaisantes. La conduite et le travail d'un seul élève laisse à désirer.

Le département compte 21 élèves à l'école de Châlons, dont 11 aux frais de l'Etat, 7 aux frais du département et 3 aux frais des familles.

Depuis 1844 jusqu'en juin 1849, 9 élèves seulement ont suivi les cours de l'école d'Angers. Le jeune Desprès, sorti avec la première médaille en 1848, est aujourd'hui employé comme dessinateur aux mines d'Anzin.

Quant aux huit autres élèves sortis de l'école en juin 1849 par suite du licenciement, on ne peut encore indiquer leur destination.

Sur 28 élèves sortis de l'école de Châlons de 1844 à 1849, 4 ont été retirés par leurs familles, 3 ont été renvoyés ou congédiés et un est mort dans sa famille. Les 20 autres ont trouvé, pour la plupart, des positions avantageuses.

Ces résultats sont satisfaisants en présence surtout des malheureuses circonstances des deux dernières années ; ils prouvent l'importance que les familles continuent à attacher à l'admission de

leurs enfants aux écoles, afin de leur ouvrir dans l'industrie des carrières honorables et lucratives.

Le bureau propose en conséquence au Conseil général d'inscrire au sous-chapitre XIX du budget de 1851, comme par le passé, un crédit de 1,500 fr. pour l'entretien de trois bourses aux écoles de Châlons et d'Angers. — Adopté.

Commission historique.

Au nom du sixième bureau, M. Chombart fait un rapport sur une proposition de M. le Préfet, tendant à faire ouvrir en faveur de la Commission historique un crédit de 400 fr. pour l'aider à continuer ses publications.

Le bureau est d'avis de rejeter cette allocation, parce que la Commission ayant été instituée par le Préfet dans le but de donner au Ministre des renseignements sur les monuments historiques du département, elle lui fait des rapports fort utiles sans doute, mais dont la publication, tout agréable qu'elle peut être à leurs auteurs, n'intéresse guère que leur amour-propre.

Il leur est d'ailleurs facile de les faire insérer dans les mémoires scientifiques qui sont subventionnés.

Il faut dire de plus que les allocations demandées par la Commission historique se sont d'abord introduites dans le budget sous forme de crédit accidentel pour des besoins extraordinaires, et non comme secours habituels.

En conséquence le bureau conclut au rejet de l'allocation de 400 fr.

M. De Melun combat cette conclusion. Il fait valoir tout l'intérêt qui s'attache aux travaux de la Commission historique, travaux utiles qui, en remettant en lumière les choses passées, servent à l'enseignement des générations présentes. La Commission historique ne saurait se contenter d'une marque stérile de sympathie, elle a besoin de fonds pour ses publications. On n'a pas à craindre de créer un précédent fâcheux, car l'an dernier elle s'est abstenue de toute demande.

En encourageant ses travaux, on aidera à la décentralisation intellectuelle pour laquelle on fait tant de vœux. Il s'agit d'aider les efforts d'une institution provinciale qui demande à mettre au jour des trésors historiques. Lui refuser un subside, c'est paralyser son action.

On semble lui reprocher sa destination administrative, les rapports qu'elle adresse au Préfet, et l'on s'en fait un titre pour lui refuser des encouragements. C'est donc à dire que des hommes utiles, spéciaux, dévoués, prêteront un concours éclairé à l'administration sans qu'on leur en tienne aucun compte.

M. Brame appuie ces observations.

M. Chombart objecte que les publications ne peuvent être utiles qu'à quelques savants seulement.

M. Testelin ajoute que le bureau n'eût pas fait de difficulté s'il se fût agi d'une somme de 400 fr. une fois donnée, mais qu'il y a évidemment tendance à obtenir un crédit annuel. A plusieurs reprises, des demandes d'allocations ont été repoussées. Les publications peuvent avoir une utilité, mais elles seront facilement accueillies dans les mémoires de quelque société scientifique.

M. Lestiboudois répond qu'il ne serait pas juste de dépouiller des auteurs de la propriété de leurs œuvres, et que, d'ailleurs, l'insertion dans un recueil entraînerait des frais auxquels il faudrait pourvoir de toute manière. Il importe peu que les publications soient utiles à un plus ou moins grand nombre de personnes. La chambre a voté 40,000 francs pour 1,200 exemplaires seulement des œuvres de Laplace.

Si le département a refusé plusieurs fois des subsides il ne s'est pas lié pour toujours, il reste maître de ses votes. Les arguments du bureau ne sont pas déterminants et le Conseil général ne voudra pas décourager une commission composée de savants dévoués et désintéressés.

LE PRÉSIDENT met aux voix les conclusions du rapport. Elles sont rejetées et le crédit de 400 francs est alloué.

Ecole vétérinaire d'Alfort.

Au nom du sixième bureau, M. TESTELIN donne lecture d'un rapport de M. le Préfet tendant à faire allouer au budget de 1851 un crédit de 1,400 francs pour le paiement des bourses départementales à l'école vétérinaire d'Alfort.

Il résulte de ce rapport et des pièces qui y sont annexées que le nombre des vétérinaires brevetés dans le département du Nord est inférieur aux besoins. Il propose, en conséquence, l'allocation du crédit de 1,400 francs demandé au sous-chapitre XIX du budget de 1851.

De plus, comme l'utilité de l'internat a été mise en question lors de la discussion du budget à l'Assemblée législative, il propose d'émettre le vœu que l'internat soit maintenu dans les trois écoles actuellement existantes.

Le rapporteur explique que ce dernier vœu est motivé sur ce qu'on avait proposé de supprimer l'internat dans les écoles autres que celles d'Alfort, et qu'il en résulterait pour les familles une charge fort onéreuse.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Epizooties. — Arriéré.

Le même rapporteur propose, conformément à la demande de M. le Préfet, l'inscription au sous-chapitre XV de la somme de 35 francs 50 centimes montant d'indemnités restant dues à un artiste vétérinaire pour des missions accomplies en 1847 et 1848. Le bureau exprime en même temps le vœu qu'à l'avenir les états soient produits en temps convenable. — Adopté.

Thermes de Saint-Amand. — Médecin.

Le même membre propose, conformément à la demande de M. le Préfet, l'allocation au sous-chapitre XXII de la somme de 800 francs pour le traitement du médecin de l'établissement thermal de Saint-Amand. Quant au vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Cambrai pour l'admission gratuite des indigents dans ces établissements, le cahier des charges liant l'administration, il n'y a pas lieu d'y donner suite.

Ces conclusions sont adoptées.

Conseils d'hygiène et de salubrité.

Le même membre donne lecture d'un rapport de M. le Préfet, concernant les travaux des conseils d'hygiène et de salubrité, et les subventions réclamées en leur faveur.

Le bureau a pris connaissance des états de dépenses qui lui ont été communiqués et il en a reconnu l'exactitude. Les conseils de salubrité de Cambrai et de Valenciennes se proposent d'employer leurs excédants de recettes en achat d'ouvrages utiles à leurs travaux.

Les prévisions de M. le Préfet paraissent justifiées. Le bureau propose d'allouer le crédit demandé de 2,750 fr., et d'appuyer les vœux émis par les Conseils d'arrondissement en faveur de la classe indigente.

Ces conclusions sont adoptées.

M. LESTIBOUDOIS soumet au Conseil général quelques observations en faveur du maintien, dans le budget du conseil de salubrité de Lille, de la minime dépense des jetons de présence.

Perpétuité de la morale humaine.

Au nom du troisième bureau, M. DELAROÏÈRE expose que sans avoir pu examiner à fond l'ouvrage de M. le docteur Gramaccini, intitulé : *Perpétuité de la morale humaine*, il y a apprécié les bonnes intentions de l'auteur, sa féconde idée de faire marcher de pair l'homme physique et l'homme moral, et la manière heureuse dont il rend souvent sa pensée. Le bureau propose en conséquence au Conseil général de remercier l'auteur de sa communication ; mais attendu qu'il n'est pas dans ses usages de souscrire à des publications, quelque utiles qu'elles soient, il ne propose aucune allocation. — Adopté.

Etablissements hospitaliers.

Au nom du troisième bureau, M. D'HESPEL fait un rapport sur une circulaire de M. le Ministre de

l'Intérieur qui demande, au nom de la commission sur l'assistance publique, l'avis des Conseils généraux sur deux points qui se rattachent aux établissements hospitaliers.

Le premier concerne l'admission des indigents des campagnes dans ces établissements.

La loi du 24 vendémiaire an II, non abrogée en ces dispositions, porte que tout vieillard âgé de 70 ans, sans avoir acquis domicile, ou reconnu infirme avant cette époque, recevra les secours de stricte nécessité dans l'hospice le plus voisin, et que tout malade domicilié de droit ou non, qui sera sans ressources, sera secouru à son domicile de fait ou dans l'hospice le plus voisin.

Nonobstant les efforts de l'administration, ces dispositions sont restées inexécutées, à cause surtout de l'impossibilité matérielle de recevoir gratuitement dans les hospices les indigents étrangers, quand ces établissements sont obligés de réclamer pour le service des pauvres de la localité d'importants subsides des caisses municipales.

Pour arriver à une transaction, la commission d'assistance demande si le Conseil général ne pourrait pas désigner dans chaque arrondissement des hospices et hôpitaux qui devraient fournir un certain nombre de lits aux indigents d'une circonscription rurale déterminée, sous la condition que les communes qui voudraient profiter de ces avantages paieraient un prix de journée.

La réponse à cette question se trouve dans le texte même du vœu émis l'année dernière en ces termes :

« Le Conseil général émet le vœu que dans les hospices et hôpitaux désignés par le Conseil » d'arrondissement ou de canton, il soit réservé un certain nombre de lits pour les malades, » infirmes ou vieillards de la circonscription extérieure, qui seraient entretenus par le départe- » ment, conjointement avec les communes, d'après les bases adoptées par le Conseil général. »

La deuxième question est relative au prix de journée.

Sera-t-il limité au prix de revient des objets de consommation, en laissant à la charge des hospices l'entretien des bâtiments et les frais d'administration ?

Le bureau pense qu'en respectant les fondations spéciales des particuliers, des communes ou des départements, il est juste qu'une certaine part de la dépense reste à la charge des villes qui depuis la Révolution ont seules joui des fondations générales malgré le texte de la loi et la volonté des fondateurs.

La troisième question est celle de savoir si, pour aider les communes pauvres à profiter du bénéfice des dispositions qui précèdent, il n'y aurait pas lieu de faire application à l'espèce, des articles de la loi du 30 juin 1838 relatifs aux aliénés non dangereux, de sorte que le Conseil général fixerait le nombre de places réservées dans les hospices aux indigents ruraux et la proportion dans laquelle il viendrait au secours des communes dénuées de ressources.

La réponse affirmative se trouve encore dans le vœu cité plus haut.

Le second point sur lequel l'avis du Conseil général est demandé concerne le personnel de l'administration des établissements hospitaliers.

On sait comment elle est composée aujourd'hui.

Convient-il de la diviser en instituant une commission délibérative qui élirait dans son sein un bureau chargé des détails d'exécution et de surveillance?

Le bureau approuve cette division, qui permettrait de faire entrer dans le conseil délibératif des hommes de lumière et d'influence.

Dans toutes les circonstances le Conseil général a réclamé la décentralisation administrative. Elle est surtout utile en matière d'assistance publique. Aussi le bureau approuverait toute modification dans le personnel qui donnerait une part plus forte à l'autorité locale et aux Conseils municipaux.

Il désire que les nouvelles franchises qui seront accordées aux communes soient étendues aux hospices et hôpitaux, en ce qui concerne les actes d'administration.

En conséquence, le bureau propose la résolution suivante :

« Le Conseil général du Nord répond affirmativement à toutes les questions adressées dans la » circulaire du Ministre de l'Intérieur sur l'admission des indigents des campagnes dans les éta- » blissements hospitaliers.

» Les solutions proposées par la commission d'assistance réalisent les vœux qu'elle avait émis à » ce sujet dans la session de 1849.

» Le Conseil reconnaît également qu'il conviendrait, dans l'administration hospitalière, de sépa- » rer les attributions du pouvoir exécutif et du pouvoir délibérant, en instituant des commissions » investies de l'action délibérative, qui éliraient dans leur sein un bureau chargé de l'exé- » cution des décisions et de tous les détails de la surveillance journalière.

» Il demande que la commission délibérative soit composée d'un certain nombre de membres » élus par le Conseil municipal, auxquels seraient adjoints des membres appelés par leurs fonc- » tions à représenter les divers intérêts qui se rattachent aux institutions charitables.

» Il ne peut qu'approuver tout ce qui tend à rendre plus libre l'action des administrations » charitables. »

M. Lestiboudois considère la question de l'organisation des administrations de bienfaisance comme l'une des plus graves que l'on puisse traiter. Il regrette de voir dans le rapport une tendance à généraliser les secours publics, lorsque tout doit concourir au contraire à les localiser. Les besoins des malheureux ne sont bien appréciés que par ceux qui vivent continuellement auprès d'eux. La commisération se dissipe en s'étendant au loin.

On cesserait de donner aux hospices si leur action devenait générale, les fondations s'arrêteraient.

La loi de l'an II n'a pas la portée absolue qu'on lui attribue. Elle n'admet dans les hospices les plus voisins que les vieillards sans domicile et les malades qui ne peuvent être traités à domicile à cause de la nature de leurs maladies.

Si des fondations existent en faveur des communes il faut sans doute les exécuter, mais on ne doit pas perdre de vue qu'on éteindra la charité en voulant la généraliser.

Quant à l'administration, l'opinant partage le vœu du bureau pour la décentralisation. Aujourd'hui les administrateurs sont nommés dans la localité et agissent sous le contrôle du Conseil municipal, ce mode n'a rien de fâcheux. Peut-être toutefois y aurait-il quelque chose à changer dans la présentation qui est attribuée aux commissions elles-mêmes et d'où résulte de leur part une tendance à se perpétuer. Il ne faudrait pas toutefois tomber dans l'excès contraire. Une extrême mobilité serait un mal. On ne s'attache à une œuvre qu'en raison du temps qu'on y consacre, mais peut-être serait-il avantageux d'avoir plus de liberté dans les choix.

La création d'un Conseil délibératif serait funeste, ce serait créer un second Conseil municipal. L'hospice c'est la ville considérée à un point de vue spécial. Toute affaire sérieuse qui le concerne est soumise au Conseil municipal, le maire siége dans l'administration comme président. L'adjonction d'un second Conseil détruirait l'unité et serait une source de difficultés.

Il faut éviter toute démarche, toute manifestation qui pourrait porter le Ministère de l'Intérieur à faire pour les hospices ce qu'il a fait pour les asiles d'aliénés, ce qu'il semble vouloir faire aujourd'hui pour les monts-de-piété. En généralisant ces établissements, en les plaçant sous la main di-

recte du Ministre, on leur porterait un coup funeste sous le rapport administratif et économique, c'est contre un pareil abus qu'on doit protester avec la plus grande énergie.

M. De Melun regrette que M. Lestiboudois n'ait pas présenté les mêmes observations l'année dernière lors de la discussion des vœux que le Conseil général a admis. Il est d'accord avec lui sur plusieurs principes que d'ailleurs rien ne contrarie dans les conclusions du rapport. Pas un mot ne prouve qu'on veuille chercher à enlever à l'administration locale le soin des hôpitaux ni qu'on ait l'intention de porter atteinte aux fondations de ces établissements.

En votant l'an dernier l'admission dans les hospices des indigents des communes rurales, on a voulu rendre à ceux-ci une partie des avantages que leur avaient assurés les anciennes fondations faites pour la plupart par les anciens seigneurs en faveur des voyageurs ou des habitants des communes. Toutes ces fondations ont été réunies sous Louis XIV aux hôpitaux généraux, avec des réserves pour les droits des habitants désignés dans ces fondations, mais les villes n'ont pas respecté ces droits.

Ils existent cependant, et dans l'impossibilité de les faire revivre complétement, à défaut de ressources, on a proposé un terme moyen, l'admission des habitants des campagnes pour un prix de journée. On a voulu faire disparaître l'affligeant spectacle de gens mourant misérablement de fatigue et de besoin, après une longue vie de travail et de privations. Le Conseil général étudiera la possibilité de réalisation, la désignation des hospices, la fixation du prix de journée dans une juste mesure. Il examinera si en appliquant les dispositions de la loi de 1838 sur les aliénés, il n'y aura pas lieu de fixer un nombre de places pour les indigents étrangers et de venir en aide aux communes pauvres dans des limites convenables.

Quant au personnel de l'administration, le choix en appartient bien plutôt aux habitants qui connaissent les hommes charitables et dévoués avec lesquels ils vivent, qu'au pouvoir central qui pourrait se laisser dominer par des préoccupations étrangères à la véritable mission de l'administration hospitalière.

On a repoussé l'idée d'un Conseil délibératif, sous le prétexte d'antagonisme. Mais dans le système actuel où la commission administrative est composée de cinq membres, ne voit-on pas presque toujours l'action se concentrer dans deux ou trois? On veut donc régulariser une chose qui existe en fait, et en même temps pouvoir faire entrer dans le Conseil délibérant des hommes spéciaux et dévoués, capables de donner d'utiles directions. Les attributions resteront d'ailleurs ce qu'elles sont, et on n'aura par conséquent à craindre aucune lutte avec le Conseil municipal.

M. Paul appuie l'une des observations du préopinant en citant un arrêt du conseil d'État rendu en faveur des anciennes fondations réunies aux hospices sous Louis XIV.

M. Lestiboudois réplique qu'il a moins blâmé les conclusions du rapport que les considérations qui les ont précédées. Les regrets qui y sont exprimés, relativement à l'action limitée des hospices, sont dangereux, parce qu'ils pourraient donner au pouvoir l'idée funeste d'en faire des établissements généraux.

L'opinant ne s'est pas opposé à l'admission des indigents de la campagne qui ont des droits, ni à celle des malades qui ne peuvent être traités chez eux, mais il croit qu'on doit imposer aux communes l'obligation de payer un prix de journée.

Il appelle de tous ses vœux le moment où les établissements hospitaliers pourront dans ces conditions recevoir tous les indigents qui y auront droit.

Il consent encore à ce que le département y concoure par des subsides, mais toujours sous la

condition expresse que les hospices resteront des institutions locales. Quant aux conseils délibératifs qui conseilleraient et n'agiraient pas, il n'y voit qu'une source de difficultés par les théories et les utopies qui en surgiraient. Le conseil municipal existe, son concours suffit aux besoins.

M. D'Hespel déclare que rien dans son rapport ne peut faire supposer qu'il ait voulu dépouiller les villes de leurs établissements hospitaliers. Quand il a dit que les villes devraient intervenir pour une part dans l'entretien des indigents campagnards, il a ajouté que c'était pour compenser le bénéfice des fondations dont elles avaient été mises en possession, bien que leur origine ne fût pas toujours locale.

Le Président fait remarquer que jamais le Conseil général n'a entendu s'attribuer les considérations présentées dans les rapports. Il ne vote que sur les conclusions.

Sur la demande de quelques membres, il met aux voix les questions posées par M. le Ministre de l'Intérieur.

Le Conseil général répond affirmativement à la première concernant l'admission dans certains hospices des habitants des campagnes moyennant un prix de journée.

Sur la deuxième question relative à la nomination des administrations par les conseils municipaux, M. Lestiboudois déclare qu'il n'admettrait pas l'intervention de ces Conseils d'une manière absolue parce qu'il craindrait leur envahissement dans l'administration hospitalière, mais il appuie leur concours dans une juste mesure.

Le Conseil adopte cette opinion.

La troisième question concernant la division des administrations en Conseils délibérants et en bureaux d'exécution, est résolue négativement.

Postes aux lettres. — Facteurs ruraux.

Au nom du quatrième bureau, M. D'Heursel fait un rapport sur un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Lille pour que le nombre des facteurs ruraux des postes soit augmenté.

Le trop long parcours affecté à ces agents donne lieu à des irrégularités. Ou ils remettent à des tiers les lettres qui leur sont confiées, ou ils apportent dans leur distribution des retards préjudiciables aux intérêts privés.

C'est ainsi que la commune de Saint-André se plaint qu'une lettre mise à la poste de Lille, à huit heures du matin, n'arrive chez elle que le lendemain, à quatre heures du soir : soit 32 heures pour le parcours d'un kilomètre.

Ces lenteurs disparaîtraient en partie au moyen de l'augmentation du nombre de facteurs, et le bureau propose en conséquence au Conseil général de s'associer au vœu du Conseil d'arrondissement de Lille.

Ces conclusions sont adoptées.

Thermes de Saint-Amand.

M. Chombart, au nom du même bureau, donne lecture d'un rapport détaillé de M. le Préfet, sur les questions soulevées depuis de longues années au sujet de l'établissement thermal de Saint-Amand.

En présence de ce rapport qui élucide la question de la manière la plus complète, qui démontre jusqu'à l'évidence l'utilité de ce que le Conseil général n'a cessé de demander depuis plusieurs années, à savoir que l'intérêt du département exige impérieusement qu'il soit délivré du fatal traité qui le lie avec les concessionnaires ;

Et attendu que ces derniers se sont mis dans le cas de voir résilier le contrat qu'il ont passé, soit par eux-mêmes, soit par leurs auteurs, avec le département, en n'exécutant pas les conditions exigées par le cahier des charges du 17 septembre 1835 ;

Le bureau pense que tout autre rapport serait superflu, et propose au Conseil général d'autori-

ser M. le Préfet 1.° à poursuivre devant le Conseil de Préfecture la résiliation de la concession de l'établissement thermal de Saint-Amand, conféré par acte d'adjudication du 5 août 1839 aux sieurs Picque et Liermain, aujourd'hui représentés par les sieurs Lemaire et Bouvelle ; 2.° à procéder à l'aliénation définitive de cet établissement, avec publicité et concurrence, aux conditions indiquées dans le rapport de M. le Préfet.

Ces conclusions sont adoptées.

Droits sur les charbons.

Au nom du quatrième bureau, M. Mimerel fait un rapport sur une délibération par laquelle le Conseil d'arrondissement de Valenciennes renouvelle le vœu que le charbon français à son entrée en Belgique ne paie pas de droit plus élevé que le charbon belge à son entrée en France.

Ce vœu, appuyé par le Conseil général en 1848 et 1849, a été transmis par M. le Préfet à M. le Ministre des Finances, qui a répondu, le 14 novembre, qu'il serait possible que cette question ne pût être introduite que lors de la révision des traités de commerce avec la Belgique, qui expirent en 1852.

De son côté, le sous-préfet de Valenciennes a fait connaître au Conseil d'arrondissement que la lenteur des voies diplomatiques a mis obstacle à la réalisation du vœu.

Enfin, le Conseil d'arrondissement prétend connaître les bases des négociations, et déclare s'opposer à leur admission.

Convient-il de suivre le Conseil d'arrondissement dans cette voie ?

Si le traité à intervenir doit modifier les lois existantes, il sera soumis à l'Assemblée législative ; alors viendra le moment d'en examiner les conséquences, et la cause sacrée de la protection due au travail national ne restera pas sans défenseurs.

Mais il serait imprudent de pénétrer dans le secret d'une négociation ; et le Conseil général peut d'ailleurs être persuadé que les intérêts commerciaux du département ne seront pas méconnus.

On peut demander, toutefois, pourquoi tant de jours pour une question si simple et une demande si juste.

Pourquoi, après deux années, on paie encore trente centimes pour entrer en Belgique, quand la Belgique ne paie que quinze centimes pour entrer en France.

Pourquoi, enfin, on ne négociait pas encore le 14 novembre 1849.

Peut-on voir dans ces retards cette sollicitude des intérêts généraux qui popularise une administration ?

La différence signalée, lors même qu'elle ne blesserait pas nos intérêts, blesserait nos susceptibilités nationales.

Le bureau propose au Conseil général d'insister, tous délais semblant épuisés, pour que le charbon français entre en Belgique aux mêmes conditions que celles admises pour l'entrée des charbons belges en France, et pour que le Gouvernement s'efforce d'amener une prompte solution à cette affaire.

Ces conclusions sont adoptées.

Travail dans les manufactures.

Au nom du quatrième bureau, M. Mimerel lit le rapport suivant :

M. le Préfet porte à la connaissance du Conseil général qu'il a transmis au Gouvernement les vœux émis dans la dernière session sur la durée du travail dans les manufactures.

Il est infiniment regrettable que le réglement d'administration publique qui doit régir cette matière n'ait pas encore paru.

Il mettrait partout la règle et l'uniformité, et partout en son absence on ne trouve qu'arbitraire et anarchie.

Si le décret qui limite le travail à 12 heures est respecté dans les villes, dans les campagnes il n'y a d'autre décret que la volonté du chef d'établissement.

Dans les villes du Nord, de la Seine-Inférieure, du Haut-Rhin, on travaille 12 heures.

C'est 14 heures dans la Manche et l'Orne.

C'est, assure-t-on, plus que cela dans les Ardennes. Un établissement de filatures n'a pas craint dans cette contrée de retenir le dimanche ses ouvriers jusqu'à 4 heures de l'après-midi.

Dans l'Eure on travaille le soir, on travaille la nuit; pas de repos.

De là, différence dans les conditions de la production : préjudice pour le chef là où la loi s'exécute fidèlement; préjudice pour l'ouvrier là où elle n'est pas respectée.

Matérialisant tout, on prétend que pour réparer les pertes du chômage de 1848, on ne saurait laisser trop de liberté dans les années prospères qui suivent le rétablissement de l'ordre.

De sorte que l'ouvrier ne serait plus comme nous un enfant de Dieu, mais une machine à produire qu'on utiliserait quand les circonstances le réclameraient.

Il serait moins que cela, car la machine en chômage serait entretenue, et l'ouvrier n'aurait plus alors son pain de tous les jours.

Puis, la machine reprenant son mouvement, l'ouvrier serait esclave auprès d'elle : santé, devoirs de famille, devoirs religieux, il oublierait tout, tout serait sacrifié.

Et cependant, l'excès de son travail, l'accumulation des produits qu'il aurait créés surabondamment, amèneraient contre lui une autre crise, un nouveau chômage, une nouvelle ruine.

C'est surtout en raison de cette matérialisation absolue de l'homme, que vous prierez M. le Ministre du commerce de hâter de tous ses moyens, comme vous hâtez de tous vos vœux, la rédaction du réglement d'administration publique sur le travail dans les manufactures.

Vous lui redirez que l'homme doit son travail à la société, mais qu'après 12 heures il a payé sa dette et gagné son salaire.

Que s'il doit travailler le jour il doit se reposer la nuit.

Que cette liberté de prolonger le travail qu'invoquent en sa faveur les économistes, n'est autre chose que l'immolation de l'homme au produit, qu'un masque de philanthropie.

Que dans cette voie du travail prolongé à l'excès, il est sage, il est juste de protéger l'ouvrier contre lui-même.

Vous lui direz que le travail du dimanche ne saurait être toléré; qu'après 6 jours d'activité, un jour de repos est nécessaire; que dans tous les temps, que chez tous les peuples, ce repos est prescrit et observé. Que l'homme n'a pas seulement des besoins physiques, mais aussi des besoins moraux, et que la classe ouvrière est bien plus appauvrie quand elle travaille que quand elle se repose le dimanche. Appauvrie, si l'on observe que le salaire, par l'effet de la concurrence, décroît presque toujours en raison des plus grandes quantités produites, appauvrie surtout parce qu'un travail sans relâche abâtardit l'homme et le laisse bientôt dans la méconnaissance et l'oubli de tous ses devoirs envers la société à laquelle il appartient, de tous ses devoirs envers lui-même; devoirs qui laissent cependant, par leur accomplissement, bien plus de satisfaction à l'âme que n'en peuvent procurer les jouissances matérielles que donnerait la surélévation des salaires, si véritablement elle existait.

Vous lui rappellerez enfin combien il serait désirable que les enfants n'entrassent pas avant 11

et 12 ans dans les manufactures. Presque toujours, là où est le travail manufacturier, là aussi est abondant le travail dans la famille. C'est ce travail, ce travail seul, qui convient au jeune enfant. Il l'exécute sous les yeux de sa mère après qu'il a consacré à son instruction les heures les plus précieuses de la journée. Que le Ministre en soit bien convaincu, l'étude et le travail des manufactures ne sauraient marcher ensemble : plus d'instruction possible pour le jeune ouvrier s'il est enrégimenté dans un atelier. Sans doute le travail dans la maison paternelle sera moins rémunéré. Le jeune enfant apportera moins d'abord à la masse commune ; mais il grandit bientôt, son éducation l'a rendu plus robuste, plus instruit, et il rend au décuple ce qu'il n'a pu fournir d'abord à l'alimentation de la famille. Dites surtout que dans les manufactures l'agglomération des ouvriers, l'inévitable confusion des sexes, sont des causes d'immoralité dont il faut éloigner avec soin les jeunes enfants. Cette atmosphère, ils la supporteront mieux quand pendant douze ans ils auront appris et pratiqué leurs devoirs. La semence qui, jusques-là, aura été jetée dans leur cœur, fructifiera ; ils se souviendront alors et plus tard des soins que la société a pris d'eux, de la tendre sollicitude de leur mère, des exemples du repos, du bonheur qu'ils ont trouvés dans la famille, et un jour ces jeunes enfants devenus hommes seront les plus énergiques défenseurs de la famille et de la société.

En émettant ces vœux, le Conseil général du Nord ne fera que pénétrer encore dans la voie où déjà il est entré, et que la Chambre de commerce de Lille avait tenté d'ouvrir depuis déjà 12 ans. Il montrera que dans ces contrées les plus riches de France peut-être, et en même temps les plus renommées par leur antique probité, il n'est personne, à quelque opinion qu'il appartienne, qui ne soit convaincu qu'il y a quelque chose de bien plus précieux encore pour le bonheur des populations que la richesse : c'est la moralité.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Sur la proposition de M. De Beaumont, le Conseil général décide que le rapport qui précède sera textuellement inséré au procès-verbal.

Monnaie de Lille. Au nom du sixième bureau, M. Tellier rappelle que le Conseil a plusieurs fois demandé le rétablissement de l'hôtel des Monnaies de Lille.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque a, de son côté, émis le vœu que les liards fussent remplacés par des centimes.

Les populations réclament un système de monnaie de cuivre uniforme. Il existe dans le commerce des pièces appelées *sous*, marquées de toute espèce de façon et dont la circulation éprouve souvent des difficultés.

Le bureau propose au Conseil général d'adresser une demande pressante à M. le Ministre pour qu'il veuille bien réclamer près de l'Assemblée législative l'établissement de monnaies de cuivre uniformes, et principalement de centimes,

Et pour que l'établissement des Monnaies de Lille soit mis aussitôt en activité, mais à la condition qu'il n'y sera pas seulement fait de la monnaie de billon, mais qu'il y sera fait également des monnaies d'or et d'argent.

Ces conclusions sont adoptées.

Habitations des ouvriers. Le même membre lit un rapport de M. le Préfet qui a pour objet de mettre sous les yeux du Conseil général un mémoire de M. Roberts, membre de l'Institut des architectes de Londres, sur les habitations des classes ouvrières.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce demande que le Conseil prête son concours à la propagation de ce mémoire, et qu'en outre il vote des allocations pour aider à la création de constructions modèles.

L'application de la loi sur les logements insalubres étant trop peu avancée pour qu'il puisse être fourni des renseignements certains sur l'état des choses, le bureau est d'avis d'ajourner toute résolution. — Adopté.

Ors.

Séparation du hameau des Ruelles.

Le même membre donne lecture d'un rapport de M. le Préfet sur une demande du hameau dit des Ruelles, tendant à être séparé de la commune d'Ors et réuni à celle de Pommereuil.

Cette affaire n'a pas reçu l'instruction complète prescrite par la loi du 18 juillet 1837, car on n'a pas fait procéder aux enquêtes et le hameau n'est pas représenté par une commission syndicale.

Le bureau, conformément aux conclusions de M. le Préfet, est d'avis de prononcer l'ajournement, en priant ce magistrat de mettre l'affaire en état pour la prochaine session. — Adopté.

Communication.

Le président communique au Conseil une lettre de M. le Préfet en envoi d'une dépêche de M. le Ministre des Travaux publics concernant le canal de Roubaix. — Renvoyé au cinquième bureau.

Administration communale.

Le Conseil général reprend sa délibération sur l'organisation de l'administration communale.

14.° et **15.°** Réunions des conseils municipaux.

Le Conseil adopte l'avis de la commission, qui maintient les quatre sessions actuelles, et y ajoute le droit de réunion extraordinaire sans autorisation, toutes les fois qu'un tiers des membres le demanderait.

Les délibérations, pour être valables, devraient être prises en présence de la majorité des membres du conseil et à la majorité absolue des voix.

Les séances ne seront pas publiques.

M. De Beaumont demande que les sessions ordinaires aient une durée de 15 jours dans les communes qui ont plus de 20,000 habitants.

Cette proposition n'est pas accueillie.

16.° Conformément aux conclusions du rapport, les préfets et sous-préfets n'auraient pas le droit d'assister aux séances.

17.° La suspension des conseils ne pourrait être prononcée par le pouvoir qu'après avoir pris l'avis d'une commission composée des membres du Conseil général appartenant à l'arrondissement, et la dissolution devrait être précédée de l'avis du Conseil-d'État. Ces mesures ne pourraient être prises que dans le cas, **1.°** de sorties des attributions; **2.°** de correspondances avec d'autres conseils; **3.°** de publications de proclamations aux citoyens, de félicitations ou de blâme aux agents du pouvoirs.

18.° Il n'y a pas lieu d'édicter des amendes pécuniaires contre les maires et adjoints.

19, 20 et **21.** Tutelle administrative au-chef lieu du département, sauf pour les emprunts ou les aliénations, délibérations exécutoires quinze jours après leur envoi à la sous-préfecture, sauf l'opposition des Sous-Préfets. Avis à demander au Conseil de préfecture pour suspendre ou annuler les arrêtés des maires. L'embrigadement des gardes-champêtres.

Embrigadement des gardes-champêtres.

A l'occasion de cette dernière proposition, M. Lestiboudois fait remarquer que l'embrigadement des gardes-champêtres serait contraire au principe de la décentralisation. Les gardes-champêtres sont les agents essentiels du maire; ils doivent être constamment à sa disposition.

M. Brame réplique que dans l'état actuel des choses, la police ne se fait pas dans les campagnes, parce que les gardes-champêtres sont tout simplement les domestiques du maire. L'embrigadement est réclamé par tous les Conseils d'arrondissement. C'est une mesure nécessaire et qui ne nuira en rien à l'action du maire sur le garde.

M. Lestiboudois répond que s'il existe des abus il faut les faire cesser; mais que la police ne sera pas mieux faite quand on l'aura soustraite au maire et qu'on lui aura enlevé le seul agent dont il dispose. Cet agent, quand il sera embrigadé, sera trop souvent détourné des seules fonctions qu'il doit remplir. L'opinant n'a pas encore entendu donner une raison vraiment déterminante en faveur de l'embrigadement.

M. Chombart insiste sur la position actuelle des gardes-champêtres qui ne font pas de service dans la crainte de mécontenter les conseillers municipaux dont ils dépendent. Il lui paraît facile de remédier aux abus qui pourraient résulter de l'embrigadement, et cette mesure, en rendant les gardes-champêtres moins dépendants, leur donnerait la possibilité de faire un bon service.

M. Brame ajoute que, dans quelques communes, le garde a plus d'influence que le maire. Il croit qu'il serait bon d'appliquer à ces agents la mesure de déplacement qu'on met en usage à l'égard des employés de douane après quelques années de résidence. La nécessité d'un chef pour les gardes-champêtres est démontrée. Il faut qu'il y ait quelqu'un auprès duquel le maire puisse former ses plaintes.

M. Delaroïère dit qu'il y a contradiction à faire nommer le maire par le pouvoir, et à lui refuser un agent d'exécution.

M. Plichon établit que tout le monde est d'accord sur ce que le garde-champêtre ne fait pas de service. Le motif de cet état des choses, c'est qu'on recule devant une destitution dont on craint les conséquences. Si le garde peut être changé de commune, le maire aura plus d'action sur lui, il conservera d'ailleurs le droit de lui donner des ordres qui seront beaucoup mieux exécutés.

M. Lestiboudois s'étonne d'entendre alléguer d'un côté la dépendance du garde et de l'autre son influence. Il répète qu'il lui paraît impossible de refuser à un maire la disponibilité complète de son agent. Si on donne à celui-ci un second chef, il y aura des tiraillements et des conflits, et l'on aura créé l'anarchie dans la commune.

On ne détruira pas d'ailleurs les influences locales.

Il n'y a pas enfin d'assimilation à faire avec les employés des douanes qui sont des agents de l'autorité centrale.

M. Brame insiste sur le défaut de police et sur la nécessité de soumettre les gardes au contrôle et à la surveillance d'un brigadier qui parcourra très-fréquemment les communes de son ressort.

Le Président déclare la discussion close.

M. Deschodt fait remarquer que le bureau dont il fait partie est saisi d'une communication relative au même objet.

L'assemblée prononce le renvoi à la commission.

Elle reprend la discussion du projet d'organisation communale.

Elle admet ainsi qu'il suit les réponses aux questions N.° 20 à 33.

Rien à changer aux formalités prescrites pour les révisions, formations ou divisions de commune.

Maintenir les attributions actuelles des Conseils municipaux, en ajoutant aux dépenses obligatoires des communes les frais des élections générales et spéciales et les traitements des agents de police, et en faisant disparaître les menus frais des chambres consultatives des manufactures.

A part les comptes sur pièces soumis à la cour des comptes et les emprunts et aliénations, la tutelle des communes ne sortirait pas du département.

Division du budget communal en dépenses obligatoires et facultatives, en donnant plein pouvoir aux communes d'affecter à leurs dépenses facultatives moitié du nombre de centimes réglé chaque année par la loi des finances pour leurs dépenses obligatoires.

Approbation de tous projets de travaux par l'autorité départementale.

Maintien des titres 4, 5 et 7 de la loi du 18 juillet 1837, concernant les acquisitions, aliénations, baux et legs, actions judiciaires, transactions et intérêts collectifs et communs.

Présentation des receveurs spéciaux par les Conseils municipaux et nomination par le Préfet. Maintien de l'état des choses actuel pour les communes qui n'ont pas de receveurs spéciaux.

Sur la demande de M. De Beaumont, le Conseil général ajoute les *frais des Conseils des prudhommes* à la catégorie des dépenses qui doivent cesser d'être obligatoires pour les communes.

Le Président consulte l'Assemblée sur la question de savoir si elle tiendra séance demain dimanche.

D'après sa résolution négative, il fixe l'ouverture de la prochaine séance à lundi à deux heures, et lève la séance à quatre heures et demie.

Ont signé : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Descarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 2 septembre.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul', Angelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Absent : M. Crapez.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 31 août est lu par le secrétaire et adopté.

Communications. Le Président communique au Conseil général les documents suivants, déposés sur le bureau.

1.° Réclamation des sieurs Deblocq et consors, de Douai, contre un projet d'expropriation de terrains pour établissement de quais le long de la Scarpe.— Renvoyé au cinquième bureau.

2.° Réclamation du sieur Delcroix, de Saméon, concernant un projet de chemin entre Saméon et Rosult.— Renvoyé au cinquième bureau.

3.° Mémoire concernant l'institution agronomique de Versailles.

M. Beauvois fait observer que le Conseil général n'est pas en nombre suffisant pour prendre aucune délibération.

Le Président réplique qu'il ne s'agit que de communications. Mais sur l'insistance de M. Beauvois, il suspend la séance pendant quelques minutes.

Les membres présents étant en majorité, il reprend la parole et communique :

1.° Un rapport imprimé fait à l'Assemblée législative sur une réunion extraordinaire des Conseils généraux ;

2.° Brochure sur la révision de la Constitution ;

3.° Pétition des électeurs de campagne concernant le même objet.

M. Beauvois fait remarquer que la question de révision de la Constitution est grave ; il demande si la proposition qui la concerne est revêtue de signatures et comment elle est parvenue au Conseil général.

Le PRÉSIDENT répond qu'elle est parvenue par la poste, comme tout ce qui lui est adressé pour l'assemblée, que son devoir est de lui en donner connaissance ; qu'au surplus, il n'y a aucune délibération à prendre et que cette pétition comme les brochures, restera déposée sur le bureau.

Il donne lecture des listes des rapports préparés. Il ne s'élève aucune objection.

Mobilier des tribunaux.

Au nom du deuxième bureau, M. PIETTE fait un rapport sur la demande de crédits relatifs au mobilier des tribunaux.

L'allocation ordinaire de mille francs sera suffisante pour l'entretien de ce mobilier en **1851**.

Le tribunal de Dunkerque réclame **178** francs pour réparations diverses. Cette somme peu importante sera prélevée par M. le Préfet sur le crédit d'entretien.

Un crédit de **1,289** est proposé pour achat et renouvellement du mobilier du même tribunal. M. le Préfet proposait d'en distraire **114** fr. **50** c. qui lui paraissaient se rattacher à des dépenses immobilières, mais le bureau s'est assuré qu'elles concernaient bien le mobilier.

Le tribunal de Valenciennes demande **133** fr. pour achats de quelques objets et réparations diverses bien justifiées.

Le tribunal de Douai a droit d'obtenir une allocation de **700** fr. pour compléter, avec celle de **800** fr. accordée l'année dernière, les **1,500** fr. votés en principe en **1849** pour renouvellement de mobilier.

Le cabinet du président du tribunal d'Avesnes manque du mobilier indispensable. En **1847**, les fonds votés sont restés sans emploi par suite du refus du président d'occuper le local, mais ce motif n'existe plus et il y a lieu d'allouer le crédit.

Il convient de renouveler le papier de la chambre du conseil qui a dix ans d'existence, de compléter le mobilier de la chambre d'instruction et d'acheter un tapis pour la table du juge. Ces dépenses sont évaluées à **1,500** francs.

Par ces motifs, le bureau propose l'inscription au sous-chapitre VII du budget de **1851**, des crédits suivants :

1.°	Entretien ordinaire du mobilier des tribunaux.	**1,000** fr.
2.°	Tribunal de Dunkerque	**1,289**
3.°	id. de Valenciennes.	**133**
4.°	id. de Douai.	**700**
5.°	id. d'Avesnes.	**1,500**

Ces conclusions sont adoptées.

Aliénés indigents.

Au nom du troisième bureau, M. DEFONTAINE fait un rapport sur le compte rendu par M. le Préfet, des dépenses des aliénés indigents pendant l'année **1849** et sur les prévisions relatives à l'exercice **1851**.

Le rapporteur n'a point à parler de la situation des deux asiles de Lille et Armentières au point de vue de la salubrité et des soins donnés aux malades. Deux rapports ont été faits à cet égard par des commissions en **1849**, et un rapport spécial a été présenté dans une précédente séance concernant l'asile d'Armentières.

Le compte rendu pour l'exercice **1849** prouve que les dépenses du service vont toujours en augmentant. Il présente un déficit de **7,198** fr. **15** c. sur les allocations, et l'année **1850** laisse entrevoir un déficit plus considérable encore.

La part du département dans les dépenses de 1849 s'est élevée à.		108,058 12
et le crédit n'ayant été que de		102,000 »
le déficit à couvrir est de..		6,058 12
A quoi on doit ajouter pour dépenses connues seulement après la clôture de l'exercice		1,040 03
Total du déficit.		7,198 15

Le bureau a été d'avis de l'allocation de cette somme au sous-chapitre XV du budget de 1851.

Budget de 1851. — Jusqu'ici les prévisions avaient été établies sur une population moyenne de 370 aliénés et sur le prix de journée d'un franc.

Mais les déficits constatés sur 1849 et 1850 et les états de population qui portent à 438 le nombre des aliénés existant au 1.er juillet dernier, ont déterminé M. le Préfet à prendre pour base de ses prévisions un nombre de 400 aliénés.

Sur ce pied il réclame :

Pour la pension de 400 aliénés à 365 fr.			146,000 »
A déduire :			
1.° Les fonds qui seront fournis par les familles. . . .		3,700 »	
2.° La quote-part des communes.		32,300 »	
			36,000 »
Resterait à la charge du département.			110,000 »
A ajouter, pour frais de transport, de conduite, de nourriture en route et de séjour temporaire dans les hospices.			3,400 »
Total.			113,400 »

Le bureau n'a aucune observation à faire quant au nombre d'aliénés pris pour base de l'évaluation.

Quant au prix de journée, il a pensé qu'en présence des agrandissements que réclame l'asile d'Armentières et de la nécessité du déplacement de l'asile de Lille, le moment n'était pas arrivé de provoquer auprès de M. le Préfet la réduction du prix de journée pour les aliénés du département, en maintenant le prix actuel de 1 fr. 20 cent. pour ceux des départements étrangers, suivant le droit résultant de la loi et de la circulaire ministérielle du 5 août 1839.

Le bureau a été d'avis d'allouer purement et simplement le crédit demandé.

Il n'a pas pensé qu'il y eut lieu de revenir sur la négociation entamée en 1845 et suspendue en 1848, pour la conclusion de laquelle le Ministre avait promis des instructions par une lettre du 24 août 1846, ladite négociation ayant pour but de faire déclarer l'asile de Lille départemental.

Un vœu nouveau à ce sujet serait superflu auprès de ceux dont il propose le renouvellement, pour que l'asile des femmes soit enfin transféré hors de la ville, et pour que, d'autre part, les asiles en général soient déclarés propriétés départementales pourvu qu'ils restent affectés à leur destination spéciale et que M le Ministre puisse disposer des places qui ne seront pas nécessaires aux départements propriétaires.

Pour le cas où le plan approuvé d'un nouvel asile ne serait pas présenté dans la prochaine session, le bureau propose de décider que, suivant la faculté donnée par l'article premier de la loi du 30 juin 1838, le Conseil général fera choix d'un autre asile, soit public soit privé.

Quant au second vœu, il est d'autant mieux fondé que c'est principalement au moyen des bénéfices faits sur les pensions payées par les départements que les asiles ont été achevés, restaurés ou agrandis.

L'application de ce principe serait d'autant plus juste pour le département du Nord qu'il avait déjà en 1846 contribué pour près de 300,000 fr. dans les constructions et améliorations de toute espèce faites aux deux asiles de Lille et d'Armentières.

En conséquence le bureau propose le projet suivant de résolution :

« 1.° Le Conseil général approuve le compte qui lui a été présenté pour l'exercice 1849, du » service des aliénés indigents.

» 2.° Par suite de cette approbation et au moyen du report au budget de 1850 d'une somme de » 487 fr. 48 c. parmi les fonds restés disponibles de l'exercice 1849, le Conseil alloue le crédit » de 7,198 fr. 15 c. au sous-chapitre XV dudit budget de 1851.

» 3.° Il adopte le projet de budget tel qu'il est proposé par M. le Préfet pour l'exercice 1851, et » par suite il lui alloue le crédit demandé de 113,400 francs au sous-chapitre XI du même budget.

» 4.° Il fixe à dix le nombre de places réservées dans chacun des asiles d'Armentières et de » Lille pour les aliénés non dangereux.

» 5.° Il fixe de la manière proposée par M. le Préfet le concours des communes dans les dépenses » des aliénés.

» 6.° Il renouvelle avec instance le vœu déjà plusieurs fois exprimé de la translation hors de la » ville de l'asile d'aliénées de Lille, et déclare que si dans sa prochaine session, il ne lui est pas pré- » senté un plan arrêté et approuvé d'un nouvel asile, il fera choix d'un autre établissement, soit » public, soit privé, afin d'y placer ses indigents atteints d'aliénation mentale.

» 7.° Enfin il renouvelle le vœu qu'il soit présenté par le Gouvernement, le plus tôt possible, une loi » qui s'explique relativement à la propriété jusqu'ici incertaine des asiles publics d'aliénés ; qu'ils » soient tous déclarés propriétés départementales, à la condition qu'ils resteront toujours affectés à » leur destination spéciale, et que le Ministre puisse disposer des places qui ne seraient pas occu- » pées par les aliénés du département où seront situés ces asiles. »

M. LE PRÉFET demande à faire quelques observations sur le vœu qui tendrait à prescrire la production d'un plan de translation de l'asile de Lille, à péril de voir le département traiter avec un autre établissement. Ce vœu aurait de graves inconvénients. L'administration s'occupe très-activement de la recherche d'un terrain ou de bâtiments convenables pour la translation. Mais la résolution à prendre est sérieuse. Si l'on rencontre une propriété convenable, on aura un traité à négocier, et si le vendeur a connaissance de la condition comminatoire imposée à l'administration, il ne manquera pas d'en tirer parti pour proposer des conditions plus onéreuses. Il est donc convenable de supprimer des dispositions qui peuvent nuire aux intérêts du département, en s'en rapportant au zèle du Préfet, qui, sans pouvoir s'expliquer davantage, donne l'assurance qu'il s'occupe avec sollicitude de l'objet dont il est question.

M. MIMEREL fait remarquer qu'il y a trois ans, lorsqu'une commission a été nommée pour rechercher un moyen de transférer l'asile de Lille, on disait aussi qu'on s'en occupait. Depuis lors, la solution se fait attendre et aujourd'hui le Préfet se borne encore à promettre tout son zèle. Il doit cependant comprendre l'impatience du Conseil et s'expliquer sur ce qu'il peut avoir en vue.

LE PRÉFET répond qu'il dira tout si le Conseil l'exige. L'administration a en vue une propriété qui paraît offrir des conditions convenables ; elle a l'espérance de traiter ; les prétentions ont été d'abord exhorbitantes, mais elles se modéreront probablement.

M. Lestiboudois déclare qu'il a foi dans les promesses du Préfet et qu'il ne veut pas compromettre le succès des négociations. Toutefois, s'il est bien renseigné, la propriété dont il est question, quoique comprenant des bâtiments vastes et solides, présenterait les mêmes inconvénients qu'il a signalés dans l'asile d'Armentières. Il y aurait à faire des travaux considérables, et le terrain n'aurait pas l'étendue de dix hectares, considérée comme nécessaire pour donner aux administrés l'air et l'espace dont ils ont besoin.

Passant à un autre article des conclusions du rapport, l'opinant déclare que, dans sa pensée, le caractère des asiles est essentiellement départemental ou communal. Une administration contrôlée et surveillée par le Conseil général, qui lui soumettrait ses budgets et ses comptes, serait dans les meilleures conditions possibles de succès. L'asile de Lille a d'autant plus de titres à recevoir ce caractère, qu'une partie de ses propriétés a été donnée au magistrat de cette ville. Les asiles actuels succèdent d'ailleurs à d'anciens établissements qui avaient des affectations locales. Si le Ministre veut qu'ils soient bien administrés, il reconnaîtra bientôt que la surveillance du Conseil général est bien plus efficace que celle de ses bureaux. Le Préfet appuiera-t-il un vœu exprimé dans ce sens?

Le Préfet répond que le vœu sera porté au Ministre et recommandé de la manière la plus pressante. Il ajoute que, dans son opinion personnelle, la loi de 1838 était nécessaire quand elle a été rendue. Les asiles publics étaient dans un état déplorable, ils réclamaient d'immenses améliorations, c'était pour le pouvoir central une obligation immédiate d'intervenir et de créer des habitudes nouvelles. Ce travail difficile a été accompli, les améliorations ont été obtenues, rien n'empêche aujourd'hui de se relâcher. Les établissements placés sous la surveillance du Conseil général se concilieraient mieux les sympathies locales.

Il en est des hospices comme des asiles. Personne ne niera que la centralisation a eu d'excellents résultats pour la régularité de leurs actes et l'amélioration de leurs ressources. Aujourd'hui les bonnes habitudes sont prises, les règles de la centralisation peuvent être relâchées. Le Préfet agira dans cette direction et appuiera les vœux du Conseil général avec l'insistance de la conviction.

M. Beauvois rappelle qu'il faisait partie de la commission nommée il y a trois ans. Les choses n'étaient pas alors assez avancées pour recevoir une solution. Les retards proviennent des changements trop fréquents des Préfets qui ne permettent pas à ces magistrats d'amener les projets à leur maturité. L'opinant est d'avis qu'il y a lieu de faire disparaître des conclusions du bureau la disposition comminatoire.

Le Président met successivement aux voix les conclusions du rapport concernant le compte de 1849, le budget de 1851, le nombre de places réservées aux aliénés dangereux et la proportion du concours des communes.

Ces conclusions sont adoptées.

Le premier paragraphe de l'article 6, concernant la translation de l'asile de Lille, est également adopté.

Le second paragraphe, qui fixe le délai d'un an, est retiré par le bureau, après l'échange de quelques observations.

L'article 7, concernant la promulgation d'une loi qui rende les asiles départementaux, est adopté.

Voyageurs indigents. — Dépôts.

Au nom du troisième bureau, M. Mathieu fait un rapport sur un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Douai, pour qu'un lieu de dépôt soit établi dans les chefs-lieux d'arrondis-

sement et de canton, pour assurer un asile aux individus voyageant avec un passeport d'indigent et le secours de route.

Ce vœu est la reproduction de celui qui a été soumis à l'examen du Conseil général dans sa dernière session.

Le bureau s'associe de tout cœur aux idées généreuses et philanthropiques qui ont présidé à l'émission du vœu dont il s'agit; mais en présence de la décision prise sur la question après une discussion approfondie, et des difficultés que présente d'ailleurs l'application de la mesure proposée, il éprouve le regret de ne pouvoir engager le Conseil général à prendre ce vœu en considération.

Sur la demande de M. Bianchi, le Président met aux voix ces conclusions, qui sont adoptées.

Exposition centrale des produits agricoles.

Au nom du quatrième bureau, M. Lefebvre fait un rapport sur une proposition de M. le Préfet concernant l'établissement d'une exposition publique des produits agricoles, tant en bestiaux qu'en produits de la terre, instruments aratoires, etc., dans le but de constater les améliorations obtenues dans les divers arrondissements.

Le Conseil général, en applaudissant l'année dernière à cette pensée, avait demandé qu'elle fût examinée par les sociétés d'agriculture.

Les documents fournis par les sociétés constatent qu'elles ont été unanimes pour proclamer l'utilité de la création proposée, qui ferait naître l'émulation et imprimerait à l'agriculture une marche progressive. Une bonne organisation des expositions serait un puissant moyen d'enseignement, en même temps qu'elle offrirait des distinctions à l'homme obscur qui se dévoue à des travaux utiles dont tous profitent. L'idée est heureuse et ne peut être suivie que de résultats satisfaisants.

Les exhibitions feront disparaître ce qui peut rester des procédés routiniers, et seront un moyen de haute émulation entre les cultivateurs, et même entre les sociétés.

Mais il a paru au bureau que ces expositions ne pouvaient produire tout leur effet, si elles avaient toujours lieu sur un seul point, quelque central qu'il fût, parce que les arrondissements placés à l'extrémité du département ne se décideraient que difficilement à un déplacement onéreux. On ne verrait donc arriver à l'exposition que des objets exceptionnels et non la généralité des produits; trois ou quatre arrondissements seraient déshérités.

Une exhibition qui aurait lieu successivement dans plusieurs arrondissements, sans cesser de porter le titre de concours départemental, rentrerait dans l'esprit de la proposition faite par M. le Préfet en 1849, et qui avait pour but de constater la situation et les progrès agricoles dans toutes les parties du département. Elle permettrait à tous les cultivateurs d'exhiber les produits de sols très-variés.

Il n'est pas d'ailleurs d'une nécessité absolue que la ville de Lille centralise toute espèce d'exposition et de concours. Cette nécessité n'existe que pour les expositions des bestiaux, attendu que dans ce cas, le point de réunion doit être un centre de grande consommation pour donner au cultivateur la certitude de se défaire avantageusement des animaux qu'il amène.

A ce point de vue, le bureau a pensé que les concours de bestiaux qui ont déjà lieu chaque année par les soins des sociétés d'agriculture, et de plus, le concours régional et le concours départemental, rendent inutile une nouvelle exhibition, qui augmenterait la dépense sans ajouter aux résultats. La proposition se bornerait donc à une exposition de produits agricoles et des instruments aratoires de toute espèce.

C'est pour la première fois, en 1849, que le Gouvernement a eu l'heureuse idée d'associer l'agri-

culture à la grande exposition quinquennale des produits de l'industrie. Il appartient au département du Nord de le suivre dans cette voie nouvelle de progrès et d'émulation.

Mais ces expositions, pour présenter des résultats et constater des améliorations, ne devraient avoir lieu qu'à des époques plus ou moins éloignées.

La combinaison dont on vient de parler donnerait satisfaction à la principale proposition de M. le Préfet, en ne faisant revenir l'exposition que tous les deux ans dans le département, et tous les huit ans dans le même arrondissement.

Il y avait d'ailleurs dans la première idée de M. le Préfet de réunir dans la même exposition les animaux et les produits de la terre, des impossibilités d'exécution, celle d'abord de trouver des locaux convenables, et ensuite celle qui résulte de ce que l'époque de l'exhibition ne peut être la même pour les récoltes et pour les animaux.

Le bureau a donc cru devoir exclure ces derniers, en opérant une réduction sur la demande de fonds, et proposer au Conseil général d'adopter en principe :

« 1.° Qu'une exposition des produits agricoles de toute nature, sans l'adjonction de bestiaux ni » de chevaux, aurait lieu alternativement tous les deux ans dans les chefs-lieux d'arrondissement » de Valenciennes, Lille, Douai, Hazebrouck;

» 2.° Que la première exposition se ferait à Valenciennes en 1851 et selon l'ordre que le 4.e » bureau vient d'indiquer;

» 3.° Qu'une subvention de 4,000 fr. serait affectée par le Conseil à chacun de ces concours;

» 4.° Que M. le Préfet serait prié de préparer un réglement sur l'organisation de ces mêmes » concours après avoir réclamé l'avis des sociétés de Lille, Douai, Valenciennes et Hazebrouck. »

Le Préfet déclare qu'en proposant de comprendre les animaux dans les expositions, il était resté dans les termes du vœu de l'année dernière. Il reconnaît les inconvénients de cette réunion et adopte sur ce point les conclusions du rapport.

Mais il avait demandé que le concours se tînt à Lille, parce que, dans sa pensée, c'est seulement à Lille que l'exposition pourra avoir un caractère départemental, par l'éclat, la célébrité qu'elle obtiendra. Si le concours est successivement porté sur plusieurs points, il se réduira à une exhibition d'arrondissement. Les circonscriptions éloignées n'y enverront rien, tout se passera dans l'obscurité, et les fonds du département seront dépensés en pure perte.

Sans trop insister sur ce point, le Préfet appelle l'attention du Conseil sur les conséquences qu'aura son vote.

M. Mimerel réplique que le bureau a considéré que dans le cas où le concours se tiendrait tous les jours à Lille, trois arrondissements se trouveraient dans l'impossibilité d'y prendre part. Les quatre points successifs ont été choisis de manière à appeler tous les arrondissements. Un concours central serait sans utilité réelle; la division est préférable.

M. Lefebvre appuie ces observations, et ajoute qu'on a cherché à se rapprocher de la proposition de M. le Préfet, et que dans la certitude où l'on était que les arrondissements éloignés n'enverraient rien au concours de Lille, on a été amené à proposer le seul système qui pût faire connaître et apprécier tous les produits du département.

Le Préfet réplique que l'éclat et le concours d'une nombreuse population peuvent seuls assurer l'avenir des expositions. Il répète que les propriétaires n'iront pas aux expositions des petites villes. Ce ne sont pas les médailles qui assurent la célébrité, c'est la foule, c'est l'affluence des admirateurs.

M. Béhaghel (de Bailleul) pense que, dans la situation des choses, quand il s'agit de créer une dépense dont l'objet ne paraît pas suffisamment précisé, il conviendrait peut-être d'ajourner la décision.

M. Mimerel répond que, pour savoir ce que produiront les concours, il convient au moins d'en faire l'essai, sauf à modifier plus tard et quand l'expérience en aura démontré la nécessité, une combinaison qui dans le moment a été jugée bonne.

Le Président met aux voix la question de savoir s'il sera établi une exposition des produits agricoles. Le Conseil général répond affirmativement.

Il alloue ensuite le crédit de 4,000 fr. et décide que les concours auront successivement lieu dans les chefs-lieux d'arrondissement désignés par le bureau.

Hôtel Pas-de-Beaulien.

Au nom du sixième bureau, M. Paul fait un rapport concernant l'hôtel Pas-de-Beaulieu à Valenciennes, acquis par le département en 1846.

Cette acquisition était une affaire déplorable sur laquelle malheureusement il n'y a pas à revenir.

L'hôtel avait été acheté pour être transformé en prison cellulaire, mais ce projet fut bientôt abandonné et on proposa :

1.° De revendre cet hôtel ainsi que l'hôtel Dumont affecté au palais-de-justice;

2.° D'y établir les deux brigades de gendarmerie et la prison;

3.° De l'aliéner purement et simplement;

4.° De l'approprier pour la deuxième brigade et le tribunal de commerce.

M. le Préfet donne la préférence à ce dernier projet, il le considère comme le meilleur, en ajoutant que la dépense à faire sera à peu près couverte par l'aliénation des bâtiments actuels du tribunal de commerce estimés 35,000 fr., et que le département sera exonéré du loyer de 2,000 fr. qu'il paie pour la caserne de gendarmerie à cheval.

M. le Préfet propose en conséquence l'approbation du devis des travaux montant à 39,000 fr., l'aliénation des bâtiments du tribunal de commerce et l'allocation d'un crédit de 33,552 fr. 20 cent.

Le bureau, après de mûres réflexions et à l'unanimité moins une voix, n'a pas cru devoir adopter la proposition pour les motifs suivants :

Dans cette affaire, on ne pourrait éviter de faire subir une perte au département et il ne saurait être question que de chercher les moyens d'atténuer le chiffre de cette perte.

On sait d'ailleurs ce que coûtent l'entretien et l'appropriation des bâtiments départementaux, surtout de ceux qui, comme l'hôtel Pas-de-Beaulieu, tombent en ruine et qu'il faut replâtrer et reconsolider.

Le tribunal de commerce de Valenciennes est convenablement placé dans son local actuel qui a été récemment restauré. Il n'y a donc aucun avantage à le transférer dans l'hôtel Beaulieu.

Quant à la brigade de gendarmerie à pied casernée dans cet hôtel, il résulte de divers documents produits, qu'elle pourrait facilement être réunie à la gendarmerie à cheval, moyennant une dépense de 8,000 fr. au plus, qui porterait le prix du loyer de 2,000 à 2,400 fr.

Il ne reste donc à examiner qu'une question de chiffres.

L'hôtel Beaulieu a été estimé pour être revendu le 15 décembre 1847..... 70,000 fr.

Une seconde évaluation faite le 4 août 1849, se réduit à..... 50,000

Cette différence est attribuée à la diminution de valeur des immeubles par suite de la révolution de février, mais la valeur s'est certainement accrue depuis 1849; en ne prenant que le chiffre de 50,000 fr. et en le diminuant de 8,000 fr. à dépenser pour la caserne de gendarmerie, on trouve que l'aliénation fera rentrer dans la caisse départementale la somme de 42,000 fr.

Si, au contraire, on adopte la proposition de M. le Préfet, le département reçoit le prix du tribunal de commerce, évalué, d'après une estimation faite en 1848..... 25,000 fr.
Et le loyer de la caserne de gendarmerie 2,400 fr. en capital..... 48,000

	TOTAL.....	73,000
Il paie le montant des travaux.....	39,000 fr.	63,000 fr.
Il a la charge de l'entretien et des contributions des bâtiments, soit 1,200 francs, en capital.....	24,000	
	Reste en caisse.....	10,000

et avec ces dix mille francs l'obligation de faire face aux dépenses supplémentaires qu'on ne peut évaluer à moins du quart du devis de 39,000 fr., de sorte que le département aurait aliéné cet immeuble pour ne rien recevoir, et que le tribunal de commerce de Valenciennes lui couterait, savoir :

1.° Prix d'acquisition.....	90,000 fr.
2.° Frais accessoires.....	6,500
3.° Intérêts du 1.er janvier 1847 au 1.er janvier 1851..	19,300
4.° Frais d'appropriation, d'après le devis.....	39,000
TOTAL.....	154,800

En présence de ces résultats, le bureau propose au Conseil général de repousser les conclusions de M. le Préfet et d'adopter celles du rapport qui tendent à l'aliénation pure et simple de l'hôtel Beaulieu.

M. LESTIBOUDOIS pense qu'il serait peu prudent de prendre une résolution avant d'avoir statué sur l'établissement de la prison de Valenciennes. Cette prison ne peut rester dans l'état intolérable où elle est ; le tribunal de commerce n'est pas non plus dans une situation très-convenable. On ne doit pas dans cette position se décider à aliéner un immeuble pour un prix bien inférieur à ce qu'il a couté, en laissant en souffrance des établissements importants. L'opinant pencherait pour la proposition de M. le Préfet, si le chiffre de la dépense n'était pas aussi élevé, et il pense qu'il faudrait étudier les moyens d'utiliser l'immeuble à moins de frais.

M. PAUL répond qu'à l'égard de la prison il existe une proposition du Préfet qui tend à la mettre dans une bonne situation, au moyen de l'achat de deux maisons contiguës. Il ajoute que l'installation du tribunal de commerce est déclarée convenable par des document joints au dossier. Seulement, la salle d'audience est trop petite à cause du logement accordé au greffier.

L'hôtel Beaulieu, qui avait été estimé 70,000 fr. en 1847, ne valait plus en 1849 que 50,000 fr. Le Conseil général a décidé l'an dernier qu'il n'y serait pas fait de réparations. Les bâtiments se détériorent de plus en plus ; il est nécessaire de prendre un parti. Or, le bureau s'étant assuré que le tribunal de commerce et la gendarmerie étaient bien installés, il est dans l'intéret du département d'aliéner ces vieux bâtiments en ruine.

M. LESTIBOUDOIS insiste. Il ne peut admettre que la prison soit en bon état, même en y réunissant les deux maisons contiguës. Elle manque de toutes les conditions d'espace et de salubrité ; c'est l'une des plus horribles prisons que l'on puisse trouver. Quant au tribunal de commerce, la maison où il est placé est presqu'entièrement occupée par les agents; le service n'y est réellement pas convenablement établi.

Le Préfet avoue que la prison de Valenciennes ne sera pas une prison modèle après l'adjonction des deux maisons qui la touchent, mais ce n'est pas la pire du département. Deux autres, celles de Cambrai et Avesnes, sont plus déplorables encore. C'est par elles qu'il faudra commencer une restauration quand elle sera possible. La prison de Valenciennes sera mise dans un état décent avec quelques travaux et l'achat des deux maisons.

Il serait peu sage de consacrer l'hôtel Beaulieu à la prison. Il ne pourrait y être approprié ; on serait obligé de démolir, et la dépense serait trop considérable.

Le tribunal de commerce ne peut être maintenu dans le local qu'il occupe, son établissement n'est pas convenable, et il n'est pas susceptible d'appropriation ; son déplacement devra avoir lieu tôt ou tard. L'hôtel Beaulieu n'est pas dans un état satisfaisant, sans doute, mais les dispositions principales sont bonnes, les murs sont solides, il sera aisé d'approprier ; les travaux à faire sont d'une appréciation facile, on n'a pas à craindre d'erreur dans le devis. L'aliénation ne se ferait qu'à des conditions désavantageuses parce que l'hôtel ne peut convenir pour une maison particulière, et exigerait de grands frais pour être converti en établissement industriel. Cette mesure serait, d'ailleurs, fâcheuse sous divers points de vue. La perte serait moins grande si on l'utilisait pour une destination publique. Le local qu'on y réserverait pour la chambre de commerce produirait un loyer. Le Préfet ignore si la caserne de gendarmerie se prêterait aux appropriations qu'on indique, et il réserve, à cet égard, son opinion. Mais il insiste sur sa proposition qui satisfait aux besoins de deux importants services, dans les meilleures conditions possibles, et il réclame une résolution immédiate.

M. Beauvois déclare que la prison n'est pas dans un état aussi fâcheux que celui dépeint par M. Lestiboudois. L'acquisition des deux maisons contigües est une mesure nécessaire et opportune parce que le propriétaire est obligé de les vendre ; l'opération sera avantageuse dans tous les cas. Quant à l'hôtel Beaulieu, l'opinant avait proposé, l'an dernier, de le revendre ainsi que l'hôtel Dumont. On aurait ainsi terminé une affaire qui a été dans le temps fâcheusement conclue. Le palais-de-justice exigera dans trois ou quatre ans des travaux considérables, malgré son apparence magnifique. Il y a, d'ailleurs, urgence de statuer sur l'hôtel Beaulieu qui tombe en ruines ; l'opinant propose de nommer une commission qui aurait les pouvoirs les plus étendus pour adopter telle détermination qui conviendrait, après avoir visité les lieux.

Le Préfet fait observer qu'une commission n'aurait le droit, ni d'ouvrir les crédits, ni d'autoriser l'aliénation, et que, d'ailleurs, hors de la session, le Conseil général ne peut délibérer.

M. Beauvois insiste pour qu'une commission soit nommée immédiatement et se rende de suite sur les lieux.

M. Mimerel fait remarquer que l'acquisition des immeubles de Valenciennes n'a pas été légèrement décidée ; une commission a été nommée et a fait son rapport au Conseil.

M. Lestiboudois ajoute que cette commission a opéré avec tous les soins et toute la maturité nécessaire, qu'elle s'est entourée des conseils d'hommes honorables et compétents, qu'elle s'est assurée que l'hôtel Dumont devait satisfaire aux besoins de la justice, et que son acquisition éviterait au département les dépenses onéreuses d'une construction. Quant à l'hôtel Beaulieu, le Conseil général était lié par un engagement antérieur pris par le Préfet.

M. Delaroïère demande que si on nomme une commission on lui adjoigne des hommes ayant des connaissances d'architecture afin d'éclairer son opinion.

M. Paul croit devoir répondre au Préfet. Les projets aujourd'hui se réduisent à deux : le Conseil

ne peut avoir d'autre préoccupation que celle de ménager les deniers des contribuables, et il doit dans une mauvaise affaire prendre le parti le moins désavantageux, sans se laisser préoccuper par des considérations particulières. Le prédécesseur de M. le Préfet reconnaissait en 1849 que le tribunal de commerce était convenablement installé. L'assertion contraire faite aujourd'hui est susceptible de controverse. Si la prison était en bon état, l'administration ne proposerait pas d'y réunir deux maisons. Enfin la caserne est en loyer jusqu'en 1853, et on peut y adjoindre à peu de frais la gendarmerie à pied.

Il n'y a donc pas nécessité d'approprier l'hôtel Beaulieu et il y a urgence de voter son aliénation. Il en résultera une perte sans doute, mais elle sera bien moindre que celle que laissent entrevoir les éventualités des projets présentés.

Le Préfet insiste sur la situation du tribunal de commerce qui exige un prompt changement. Le conseil d'arrondissement le demande aussi et le Préfet s'est assuré lui-même de cette nécessité.

M. Mathieu propose la nomination d'une commission qui visiterait les lieux demain. Il reconnaît que le tribunal de commerce est peu convenable et que la prison doit être agrandie.

M. Lestiboudois ajoute que les renseignements contenus dans les pièces ne sauraient prévaloir contre des affirmations. En adoptant le projet, la dépense sera à peu près la même que par l'aliénation et on aura établi des services d'une manière satisfaisante.

M. Testelin conteste ce point. A ses yeux la dépense sera beaucoup plus forte en appropriant. L'alternative est toujours de vendre un bâtiment, soit l'hôtel Beaulieu, soit le tribunal de commerce. L'opinant se prononce pour le premier parti.

Le Président met aux voix la nomination d'une commission. Elle est adoptée par 17 voix contre 16.

L'assemblée décide qu'il sera nommé un commissaire par chaque bureau.

M. Lestiboudois demande que la commission visite la prison, le tribunal de commerce et les casernes de gendarmerie. M. De Beaumont exprime l'opinion qu'aucun membre de Valenciennes ne fasse partie de la commission.

Les bureaux désignent les membres suivants :

1.er	bureau, MM.	De Beaumont.
2.e	id.	Delattre.
3.e	id.	Chappelier.
4.e	id.	D'Heursel.
5.e	id.	Lestiboudois.
6.e	id.	Paul.

La commission se rendra demain à Valenciennes et fera son rapport après-demain.

Le Président fixe l'ouverture de la séance de demain à une heure et lève la séance à cinq heures.

Ont signé : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 3 septembre.

La séance est ouverte a une heure.

Sont présents : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïere, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Ch.), et De Clebsattel, secrétaire.

Absent : M. Rossignol, retenu au jury d'examen pour les bourses aux lycées.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 2 septembre est lu par le secrétaire et adopté.

Communications. Le Président communique au Conseil général les documents ci-après déposés sur le bureau.

1.° Deux demandes formées par un certain nombre d'habitants des arrondissements de Douai et Valenciennes, à l'effet d'obtenir un vœu du Conseil général en faveur de l'emploi dans les constructions et pavages des grès d'extraction française. — Renvoyé au quatrième bureau.

2.° Lettre de la société d'adoption de Mesnil St.-Firmin, tendant à obtenir un subside du départpartement. — Renvoyé au troisième bureau.

3.° Rapport de M. le Préfet sur une demande du tribunal de Lille tendant à obtenir une allocation pour des menues dépenses arriérées. — Renvoyé au premier bureau.

4.° Lettre du maire de Wazemmes, demandant une subvention pour l'érection d'un monument à la fontaine Delesaux. — Renvoyé au sixième bureau.

Le Président donne lecture des listes des rapports préparés dans les bureaux. Aucune objection n'est soulevée.

Listes électorales. Au nom du premier bureau, M. Leurent expose que la loi du 7 août a divisé en deux catégories les dépenses nécessitées par l'exécution des diverses lois électorales.

Que l'une de ces catégories est mise à la charge des communes, et que l'autre comprenant les frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury et des cartes d'électeurs, est mise à la charge des départements.

Le bureau propose, en conséquence, conformément à la demande de M. le Préfet, l'allocation

pour ce service d'un crédit éventuel de 2,000 francs au sous-chapitre XII du budget de 1851. — Adopté.

Refuge du Bon-Pasteur.

Au nom du troisième bureau, M. Bernast expose que le Conseil général a apprécié l'utilité et la haute moralité de la maison de refuge du Bon-Pasteur, à Lille, qui, depuis plusieurs années, rend d'éminents services à la société. Il propose de maintenir, au sous-chapitre XIX du budget de 1851, l'allocation de 3,000 francs destinée à l'entretien de vingt bourses en faveur de femmes ou filles qui manifestent l'intention de renoncer à leurs habitudes vicieuses. — Adopté.

Sourds-muets et aveugles.

Au nom du troisième bureau, M. Locqueneux fait un rapport sur les subsides réclamés pour les institutions de sourds-muets et aveugles du département.

Le Préfet propose de maintenir pour 1851 le crédit ordinaire de 25,650 francs affecté à ces institutions.

Les deux établissements sont toujours tenus avec le plus grand soin et justifient l'intérêt dont ils sont l'objet.

Sur la demande de M. le Préfet, M. le Ministre de l'Intérieur leur a accordé un subside de 1,200 francs dont la continuation sera réclamée pour 1851.

L'an dernier le Conseil général a fixé la durée des études à sept années. Le bureau pense qu'il n'y a rien à changer à cette détermination.

Le Conseil a demandé en outre que les dépenses des deux établissements fussent mises à la charge de l'Etat ou que la législation des aliénés fût appliquée aux sourds-muets. Ce vœu a été par M. le Préfet recommandé à l'intérêt de M. le Ministre de l'Intérieur. Le bureau propose cette année le renouvellement de ce vœu fondé sur les dispositions de la loi du 11 frimaire an VII.

En réglant en 1849 le prix des bourses, on n'a pas remarqué qu'il restait à l'institution de Paris un élève qui ne devait terminer ses études que le premier octobre 1850. Il en résultera lors de la liquidation de l'exercice un excédant de dépense de 187 francs 50 c. à raison d'une pension de 600 francs. Le bureau propose dès à présent l'approbation de cet excédant pour la régularité de la comptabilité.

Il propose en outre au Conseil général, 1.° l'allocation au budget de 1851, du crédit demandé de 25,650 fr., et 2.° le renouvellement du vœu tendant à ce que le Gouvernement veuille bien accorder pour 1851 le subside de 1,500 francs précédemment alloué et qui a été réduit pour 1850 à 1,200 francs.

Ces conclusions sont adoptées.

Belles actions.

Le même membre expose que le crédit de 1,400 francs, porté au budget de 1850 pour récompenses aux actes de courage et de dévouement, a été réparti entre 82 personnes, et qu'en outre M. le Ministre de l'Intérieur a accordé 49 médailles.

M. le Préfet réclame et le bureau propose l'allocation d'une nouvelle somme de 1,400 fr. au sous-chapitre XXII du budget de 1851. — Adopté.

Travail des enfants.

M. Mimerel, au nom du quatrième bureau, fait un rapport sur l'exécution de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures.

A Lille, la commission a cru devoir substituer un livret d'école constatant l'assiduité de l'élève, aux visites fréquentes qu'elle faisait autrefois dans les écoles. Elle constate que les fabricants se sont montrés disposés à adopter les livrets et qu'incessamment leurs efforts obtiendront du succès.

Dans l'arrondissement de Valenciennes, aucune filature n'emploie d'enfants au-dessous de 12 ans.

A Hazebrouck, l'inspecteur se loue de la manière dont la loi est exécutée.

A Dunkerque, les propriétaires d'usines, outre leur part contributive dans les appointements de l'instituteur, consentent à un sacrifice quadruple en laissant sortir les enfants pendant les heures de travail, sans aucune retenue.

A Maubeuge, l'inspecteur a partout rencontré le concours le plus empressé de la part des propriétaires d'établissements, partout il a remarqué le bon ordre dans les manufactures.

L'inspecteur de Cambrai constate aussi le bon vouloir des manufacturiers pour l'exécution de la loi, et leurs dispositions à accueillir toutes observations faites dans l'intérêt des enfants.

A Douai, en signalant la négligence des enfants et l'insouciance de certains parents, on ajoute que les manufacturiers ont secondé l'inspecteur de tout leur pouvoir.

Cet état de choses répond aux accusations tant de fois formulées contre les chefs d'industrie et qui ont jeté dans les esprits une fièvre d'insubordination. Partout sans exception, les chefs prêtent au bien-être des ouvriers un concours désintéressé.

Et ce n'est pas seulement au point de vue du travail des enfants que se montrent le dévouement et l'humanité des manufacturiers; nulle part plus que dans les ateliers, la charité ne se déploie, ne se multiplie.

C'est un hospice fondé, une cuisine commune établie qui offre à des prix réduits une nourriture saine et succulente, des maisons construites et louées moyennant un prix qui, tout modéré qu'il est, assure à l'ouvrier, après dix ans, la propriété de son habitation, une boulangerie qui présente une économie de cinq centimes au kilogramme, économie capable par elle seule de constituer à l'ouvrier au bout de 30 ans, une pension viagère de 200 francs; enfin des caisses de secours mutuels généreusement alimentées par les chefs et administrées par les seuls ouvriers.

Et les auteurs de ces nobles actions fuient la publicité parce qu'ils croiraient mendier la reconnaissance publique. Ils regardent ces actes comme étant l'accomplissement d'un devoir et se contentent de la récompense qu'ils puisent dans le témoignage de leur conscience.

En persévérant dans cette voie de générosité et de bienfaisance, les chefs d'établissements opposeront au mauvais germe inspiré par de funestes conseils la sollicitude d'un bon patronage, et tôt ou tard ce mauvais germe sera étouffé.

Il y a plus, en présence d'une bienfaisance infatigable, les apôtres du socialisme comprendront que le peuple trouvera plus de bonheur dans la confiance en ses chefs que dans les rêves de complète indépendance que l'expérience d'aucun temps n'a jamais sanctionnés.

Le rapporteur est heureux de trouver ici l'occasion de venger l'industrie des attaques injustes dont elle a trop souvent été l'objet. Il croit que dans cette entreprise il y a devoir pour lui, utilité pour tous. Quelques exceptions ne sauraient altérer l'estime due à presque tous les industriels, et lorsque çà et là, pour prix d'un patronage paternellement exercé sur de nombreux ouvriers, le Gouvernement place la croix sur l'habit d'un chef d'établissement, il ne faut pas supputer envieusement les services qu'il a pu rendre; il faut saluer la croix; elle couvre le cœur d'un homme de bien.

Le bureau propose au Conseil général d'allouer au sous-chapitre XXII du budget de 1851, un crédit de 200 fr. pour les imprimés nécessaires aux travaux de la commission de surveillance des enfants dans les manufactures.

M. Bianchi, sans s'opposer aux conclusions, repousse quelques observations du rapporteur, et ne se croit pas dans l'obligation d'approuver toutes les croix données à l'industrie.

M. Mimerel répond qu'il ne s'agit pas de l'examen des croix, mais qu'il a cru devoir repousser les calomnies répandues contre les industriels.

Le Président fait observer qu'on ne vote que sur les conclusions du rapport.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Lins.

Droit protecteur.

Au nom du quatrième bureau, M. Ern. Desmoutiers expose que dans ses deux dernières sessions le Conseil général a émis le vœu 1.° que le droit de douane sur l'introduction des lins étrangers fût porté à 20 fr. par 100 kilogrammes, et 2.° que le tarif pour les fils et tissus de lin fût élevé dans la même proportion.

Ce vœu a été transmis par M. le Préfet à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, et a donné lieu à une réponse en date du 8 août, qui doit appeler toute l'attention de l'Assemblée.

M. le Ministre oppose aux réclamations de l'agriculture un tableau des importations toujours croissantes des lins bruts et teillés et un tableau des importations décroissantes des fils et tissus étrangers; et il en conclut que les plaintes sont mal fondées parce qu'il y a une sorte de compensation entre le mouvement des matières brutes et de celles travaillées. L'agriculture française n'a pas à s'enquérir de la forme sous laquelle le lin brut étranger arrive en France. Toute l'argumentation repose sur cette base que le rapporteur examine.

Le Ministre résume la situation de l'industrie linière quant aux importations de 1840 à 1848. En retranchant cette dernière année toute exceptionnelle on trouve que les importations de lin teillé et étoupes se sont élevées de 1840 à 1847 de 1,121,000 à 13,811,000, et que les importations de fils et tissus sont descendues pendant le même temps de 6,845,000 à 1,958,000 pour les fils, et de 3,775,000 à 1,635,000 pour les tissus.

Il en résulte que l'industrie linière qui met en œuvre la matière première, a heureusement profité de l'élévation des droits opérée par l'ordonnance du 26 juin 1842, et qu'à l'aide de ce nouveau tarif elle s'est merveilleusement développée.

Mais les souffrances de l'agriculture ne se sont pas allégées pour cela, et ce qui le prouve c'est l'abandon de la culture du lin dans le département où elle était autrefois si florissante. Les agriculteurs sont découragés par des pertes constantes, et ce n'est pas au profit d'une autre contrée de la France qu'ils sont déshérités, c'est au profit de l'agriculture de la Russie.

Il n'y a pas d'ailleurs de parité entre l'accroissement des lins bruts importés et la diminution des importations des fils et toiles. Car d'un côté la progression est d'un à 13, et de l'autre la diminution est à peine de 3 à 1. Il en résulte qu'en tenant compte des déchets subis par la matière première dans la fabrication, la perte est de plus des deux tiers au préjudice de l'agriculture.

M. le Ministre a d'ailleurs négligé un élément essentiel de la question, c'est l'état des exportations de lins bruts et teillés avant 1840. Ce tableau eût complété la démonstration des pertes énormes éprouvées par l'agriculture depuis vingt ans, car il est de notoriété publique que le département du Nord fournissait du lin en abondance aux marchés de la Belgique et de l'Angleterre. Beaucoup de ces lins rentraient sans doute en France après avoir été travaillés, mais au moins notre agriculture les avait fournis, et il ne lui est pas indifférent, comme le suppose le Ministre, que le lin s'introduise en France sous la forme brute ou sous la forme de fils et de toiles, car avant 1840 c'était notre sol qui avait produit la matière de ces objets manufacturés, tandis qu'aujourd'hui les milliers de kilogrammes de lin teillé qui envahissent nos marchés viennent d'un sol étranger.

On demande comment il se fait que nos produits liniers, si recherchés autrefois par l'industrie étrangère, soient aujourd'hui délaissés. C'est parceque l'industrie est entrée dans une voie nouvelle, et qu'elle s'est appliquée à s'alimenter de produits inférieurs que la Russie lui livre à meilleur marché. Elle a employé dans ce but tous les moyens dont elle dispose, et a profité surtout de la protection des tarifs et de la faiblesse des droits qui protègent la culture indigène.

La ruine d'une des plus belles branches de notre agriculture a été prédite par tous les organes légaux du pays, mais jusqu'à ce jour leur voix n'a pas été écoutée.

Le Gouvernement ne méconnaît pas les souffrances de l'agriculture, mais il craint de compromettre nos relations de commerce extérieur. Il n'a pas montré ces scrupules quand en 1836 il a augmenté les droits sur les toiles et les fils étrangers, quand en 1842 il révisait les tarifs par ordonnance et doublait les droits protecteurs. Ne fera-t-il pas pour l'agriculture ce qu'il a fait pour une industrie? L'agriculture ne demande qu'une équitable protection qui lui donne les moyens d'obtenir sa juste part du marché français.

Le Ministre témoigne de son interêt pour l'agriculture, et poursuit les recherches commencées en Hollande et en Irlande sur l'amélioration de la culture du lin. Mais ces recherches et ces études sont bien impuissantes pour rendre la vie à une culture que l'invasion des produits étrangers vient étouffer sur notre sol. Ce ne sont ni les bonnes pratiques ni la fécondité du sol qui nous manquent, mais jamais en France où la rente de la terre est nécessairement très-élevée, on ne pourra lutter pour le bon marché avec les denrées cultivées par le paysan russe. Si on se préoccupe exclusivement du commerce extérieur, c'est l'agriculture toute entière qu'il faudra sacrifier, car il se trouvera toujours quelque peuple qui fournira avec une économie de quelques centimes, les objets nécessaires à la vie ou à l'industrie. Mais l'agriculture est notre première richesse et elle a le droit de réclamer la protection qui lui est nécessaire.

Au moment où M. le Ministre écartait les plaintes des cultivateurs de lin, il écrivait à M. le Préfet pour l'inviter à provoquer auprès des Conseils généraux des délibérations sur les causes de l'avilissement général du cours des produits de l'agriculture, et sur les moyens d'y porter remède. Il faudrait que cette sollicitude fût efficace, qu'elle se manifestât par des actes et ne restât pas sourde aux plaintes qui s'élèvent de tous côtés.

En réponse directe aux questions de M. le Ministre, le bureau réclame instamment, et sans attendre l'expiration du traité belge, l'établissement d'un droit de 10 fr. par 100 kilogrammes sur les lins bruts et teillés importés de l'étranger.

M. le Préfet demande à faire quelques observations. Il lui paraît que la réponse ministérielle n'a pas été justement interprétée dans le rapport. Les documents donnés dans cette réponse prouvent qne si l'importation des lins teillés a subi des augmentations, celle des lins travaillés a éprouvé un mouvement contraire, ce qui, en présence de la prospérité de l'industrie linière, semble prouver que les lins récoltés en France ont, dans une large mesure, alimenté cette industrie.

Avant de demander un changement dans les tarifs, dont l'effet peut être douteux, il serait mieux d'éclairer les cultivateurs sur leurs véritables intérêts, et de les engager à attendre les résultats du développement de l'industrie qui tend à s'emparer des marchés intérieurs et extérieurs, et dont le mouvement ascensionnel entraînera probablement celui de la culture.

Le Ministre fait étudier les perfectionnements mis en usage en Irlande. Leur application sera peut-être le moyen le moins périlleux de venir en aide à l'agriculture.

M. Leurent répond que les tableaux fournis par M. le Ministre ne sont pas complets. A l'aide des renseignements qu'il a reçus sur les produits de l'année 1849, il établit que non-seulement il n'y a pas de balance entre les accroissements d'importation en lins teillés et les diminutions d'importation de fils et toiles, mais même que la différence qui pèse sur l'agriculture s'accroit d'année en année et suivant des proportions désastreuses.

M. Defontaine dépose des délibérations des Conseils municipaux de La Chapelle-d'Armentières et de Mouveaux qui réclament un droit de 20 fr. sur les lins.

Il fait observer qu'on ne peut pas attendre de la Hollande et de l'Irlande des perfectionnements dans la culture, puisque celle-ci est aussi parfaite que possible dans le département. Que si l'on

différe à accorder la protection réclamée, la ruine de l'agriculture sera consommée pendant que les fabriques arriveront au plus haut degré de prospérité. Il appuie donc les conclusions du bureau.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et accueillies.

Tissus de lin et chanvre.

Le 4.e bureau fait connaître que, tout en regrettant qu'une proposition aussi sérieuse n'ait pas été présentée dès l'ouverture de la session, il autorise M. Leurent à développer le vœu qu'il a déposé dans les termes suivants :

« Le Conseil général du Nord invite MM. les Ministres des affaires étrangères et de l'agricul-» ture et du commerce à examiner si la lettre et l'esprit du traité du 16 juillet 1842, entre la » France et la Belgique, n'ont pas été violés par les arrêtés royaux du gouvernement belge, en » date des 30 avril 1849 et 22 mars 1850. »

M. Leurent fait remarquer d'abord qu'il a cru devoir formuler sa proposition en termes très-réservés parce qu'en matière aussi délicate on ne saurait apporter trop de prudence.

Par le traité du 16 juillet 1842, la France a réduit de moitié, au profit de la Belgique, les droits d'entrée sur les fils et tissus de lin ou de chanvre, importés par les bureaux de frontière qui s'étendent d'Armentières à la Malmaison par Longwuy.

De son côté, la Belgique s'est engagée à appliquer, à l'entrée des fils ou tissus de lin ou de chanvre par les frontières autres que celles limitrophes, des droits semblables à ceux qui sont ou pourront être établis par le tarif français aux frontières analogues.

Or, par les arrêtés royaux des 30 avril 1849 et 22 mars 1850, le gouvernement belge a autorisé la création à Anvers d'un entrepôt public de fils de lin simples, écrus, de toute finesse, filés à la mécanique, et a autorisé l'enlèvement temporaire de ces entrepôts de fils de lin qui doivent être tissés en toiles unies. Les toiles produites avec ces fils entreposés doivent être réintégrées dans l'entrepôt dans un délai de six mois, et les employés de douane vérifient chaque mois si le degré de finesse des toiles est le même que celui des fils pris à l'entrepôt.

Ainsi, contrairement au traité précité, des fabricants sont autorisés à recevoir chez eux, sans aucune espèce de droit, des fils provenant des filatures anglaises. Ces fils pourront circuler librement dans le pays, ils seront l'objet de manipulations diverses, puis, réintégrés dans l'entrepôt sous leur nouvelle forme pour être reconnus par les employés de douane.

Le Conseil général examinera si la lettre du traité peut autoriser de semblables dispositions.

On doit penser que le Gouvernement, en concluant ce traité, a dû apprécier l'état de la Belgique, sa production et sa consommation.

Cette appréciation est aujourd'hui impossible, par suite des arrêtés belges, car la concurrence des fils belges sur nos marchés augmente de toute la masse des fils anglais introduits en Belgique.

Aussi depuis les arrêtés, l'importation des fils et toiles belges a augmenté.

Le Conseil appréciera si ces modifications ne sont pas une atteinte à l'esprit du traité.

D'ailleurs les mesures prises ouvrent une large porte à la fraude.

Le fabricant belge est autorisé à enlever de l'entrepôt public une certaine quantité de fils, à charge d'y réintégrer six mois après une quantité équivalente de toile.

Or, il est impossible au manufacturier comme au douanier le plus exercé de reconnaître si la toile représentée a été faite avec les fils sortis de l'entrepôt.

Le fabricant pourra d'ailleurs prendre à l'entrepôt 500 kilogrammes de chaîne, représenter des toiles faites avec une trame provenant des filatures belges et utiliser à son profit la chaîne introduite chez lui.

Déjà l'attention de M. le Ministre du Commerce a été appelée sur le même sujet, et il a prié M. le Ministre des Affaires étrangères de provoquer le retrait des ordonnances belges.

Le vote du Conseil général corroborera les plaintes et déterminera le Gouvernement français à insister. Il éveillera d'ailleurs l'attention publique au moment où le traité belge va expirer.

L'expression du vœu est mise aux voix et adoptée.

Maisons d'arrêt. — Réparations.

Au nom du sixième bureau, M. De Gruson fait un rapport sur les crédits demandés pour les réparations à faire aux maisons d'arrêt en 1851.

Voici le détail de ces crédits :

Dunkerque. — La sûreté de la prison exige que le mur extérieur du chemin de ronde soit exhaussé. Ce travail exigera la reconstruction d'une partie du mur qui ne pourrait supporter la surcharge. La dépense est évaluée à 4,400 fr. et M. le Préfet propose d'allouer en 1851 moitié de cette somme.

On propose, en outre, d'établir au parloir des ventilateurs et des contrevents mobiles, qui doivent coûter 690 fr. Cette dépense est utile, et a été appréciée par deux membres du Conseil général.

On propose enfin de consolider l'entrée du grenier, afin de la rendre moins accessible aux détenus. Cette nouvelle dépense sera de 160 fr.

Le chiffre total des trois crédits s'élèvera à 3,050 fr.

Hazebrouck. — Renouvellement de châssis, carrelage. Dépenses dûment vérifiées et reconnues utiles, évaluées à 777 fr.

Lille. — Relevé à bout du pavage des préaux. La dépense est fixée à 1,900 fr. Il a été alloué 700 fr. en 1850, et on propose un second crédit de 600 fr.

Cambrai. — Un crédit de 1,420 fr. avait été demandé pour divers travaux pour constructions d'une mansarde, d'une cheminée, carrelage, pavage, achat d'une cloche.

La vérification faite par deux membres du Conseil général a fait reconnaître que l'allocation pourrait être réduite à 214 fr.

Avesnes. — On avait demandé un crédit pour une loge de concierge évaluée 1,100 fr., mais le rapport de l'inspecteur a démontré que cette prison étant dans les plus mauvaises conditions, tous travaux d'amélioration qu'on y exécuterait seraient en pure perte.

La proposition se réduit aujourd'hui à 126 fr. pour la construction d'une cloison dans la chambre du gardien-chef.

Douai. — On ne propose que le blanchissage de l'intérieur et quelques autres menues dépenses reconnues utiles et estimées 550 fr.

Valenciennes. — Des réparations sont à faire au cachot servant de dépôt pour les prisonniers de passage. La dépense reconnue utile est évaluée à 500 fr.

En résumé et vu les observations qui précèdent, les sommes à porter au budget pour réparations à faire aux maisons d'arrêt pendant 1851, sont réparties ainsi qu'il suit :

Pour Dunkerque, une somme de. . .	3,050	»
Pour Hazebrouck.	777	»
Pour Lille.	600	»
Pour Cambrai.	214	58
Pour Avesnes.	126	»
Pour Douai.	550	»
Pour Valenciennes.	500	»
En total.	5,817	58

Le sixième bureau, d'accord en tous points avec M. le Préfet, vous propose de porter au sous-chapitre I.er du budget de 1851 une somme de 5,817 fr. 58 cent. pour les causes plus haut exprimées.

Ces conclusions sont adoptées.

Palais-de-justice de Lille. — Travaux.

Au nom du sixième bureau, M. Tellier lit un rapport de M. le Préfet tendant à faire ouvrir au sous-chapitre XXIII du budget de 1851 un crédit de 1,028 fr. 63 cent. pour solde des travaux de reconstruction de la chapelle du palais-de-justice de Lille, après l'incendie du 9 juin 1846.

Ce crédit n'étant que le report d'allocations antérieures non employées, le bureau en propose réinscription. — Adopté.

Douai. — Siége de justices de paix.

Au nom du sixième bureau, M. Hannoye fait un rapport sur une demande du Conseil municipal de Douai tendant à faire placer la salle d'audience des trois justices de paix de cette ville dans les bâtiments du tribunal civil, à charge par le département de payer moitié de la dépense évaluée à 9,000 fr.

Le Conseil général avait, en 1848, reconnu l'utilité de ces nouveaux arrangements, et avait paru disposé à les accueillir, pourvu que la ville se chargeât de la dépense, et M. le Préfet, en rappelant ces faits, pense que le Conseil municipal ayant rempli les conditions exigées, il y a lieu d'approuver le projet et d'allouer un crédit de 4,500 fr.

Il est incontestable que les communes chefs-lieux de canton doivent fournir les salles d'audience des juges-de-paix, ainsi que leur mobilier. La loi du 18 juillet 1837 en fait une dépense obligatoire.

Le bureau a pensé que le Conseil général devait s'abstenir d'entrer dans une voie qui ferait naître de nombreuses réclamations. Les autres communes chefs-lieux de canton ne manqueraient pas de demander des allocations analogues.

D'un autre côté, la salle d'audience qu'on créerait à Douai ne pourrait servir qu'à l'un des trois juges-de-paix de cette ville.

M. le Ministre de l'Intérieur, consulté en 1843 sur cette question, a répondu le 31 août qu'un prétoire séparé devait être fourni dans la circonscription de chaque canton, parce qu'il est de principe qu'un juge ne peut rendre un jugement hors de son ressort.

Cette décision a été confirmée le 23 décembre 1848.

Le bureau, convaincu que ce serait créer un mauvais précédent que d'intervenir dans les frais d'établissement des salles de justice-de-paix, propose le rejet de la demande formée pour l'inscription au budget de 1851 d'un crédit de 4,500 francs pour la salle d'audience des juges-de-paix de Douai.

Ces conclusions sont adoptées.

Wazemmes. — Faubourg de la Barre.

M. Hannoye, au nom du sixième bureau, fait un rapport sur une nouvelle demande formée par le faubourg de la Barre, à l'effet d'être séparé de la commune de Wazemmes.

Cette affaire, qui remonte à l'année 1842, a constamment donné lieu à des avis favorables du Conseil général. La commune de Wazemmes avait elle-même consenti à la séparation en 1848.

La demande fut d'abord repoussée en 1845 par le Ministre, sur le motif que le Conseil municipal avait offert de construire une église et une école, et d'ouvrir une rue. Mais ces engagements n'ont jamais été remplis, bien que le conseil municipal eut voté un emprunt de 90,000 fr., dont la réalisation n'a pas eu lieu.

Tous les avis étaient favorables, et cependant la demande a encore été rejetée en 1849. M. le Ministre, néanmoins, reconnaissait alors la nécessité de doter le faubourg de la Barre d'établissements communaux, et comptait sur le bon vouloir de Wazemmes.

Rien n'annonce jusqu'ici que cette commune soit disposée à remplir ses anciens engagements. Le consentement qu'elle a donné à la séparation est une renonciation implicite.

Le Conseil général avait appuyé de nouveau, en 1849, la demande du faubourg, et la décision ministérielle qui la repousse se fonde surtout sur ce que la nouvelle commune n'aurait pas de ressources suffisantes.

Or, les revenus du faubourg sont maintenant augmentés, par suite de la mise à exécution d'un nouveau tarif d'octroi qui atteint la viande et les matériaux.

Le bureau, convaincu que tout ajournement est préjudiciable, que la séparation est nécessaire, qu'elle est commandée par la topographie du territoire et par la divergence des intérêts, propose au Conseil général de renouveler son vœu en faveur de la séparation du faubourg de la Barre et d'adopter ainsi qu'il suit la limite entre les deux communes :

« Le canal de la Deûle, depuis les fortifications de Lille jusqu'à l'extrémité de la propriété de » M. Mazinghien ; à partir de ce pont, le cours d'eau qui passe au pont Nolf, aux poutrelles de » la digue d'inondation et longe les propriétés Mullié, Petit et Dejaeghère, puis au-delà de la » rue Vauban, le fossé qui sépare les propriétés Hinault et Vandercruissen.»

Ces conclusions sont adoptées.

St.-Amand. — Réclamation du sieur Lefebvre.

M. Paul, au nom du sixième bureau, communique au Conseil général une lettre par laquelle M. Lefebvre, ancien médecin des thermes de Saint-Amand, déclare retirer la réclamation qu'il avait présentée. — Acte est donné de ce retrait.

Chemins vicinaux de grande communication.

M. Marchant, rapporteur des chemins de grande communication, demande que la lecture de son rapport soit fixée à demain. — Adopté.

Jury d'expropriation.

Le Président invite le membre du Conseil chargé de préparer la liste des personnes susceptibles de faire partie du jury d'expropriation, à compléter son travail le plus tôt possible et à le faire signer par tous les membres. Il fait remarquer que la liste de l'année dernière était peu régulière, en ce que beaucoup de personnes n'y étaient indiquées que par leur nom seul sans autre désignation.

Hôtel Pas-de-Beaulieu.

Au nom de la commission nommée dans la séance d'hier pour visiter les établissements départementaux de Valenciennes, M. Lestiboudois fait un rapport verbal sur les résultats de cette visite.

La commission a visité le tribunal de commerce, la prison, l'hôtel Beaulieu, la sous-préfecture et la caserne de gendarmerie.

Le tribunal de commerce lui a paru dans une situation rigoureusement suffisante. La salle d'audience a été agrandie par la réunion d'un corridor ; mais l'espace réservé au public n'a qu'une largeur de 5 mètres 50 sur 3 mètres de longueur ; le bureau occupe un espace de 5 mètres 50 sur 5 mètres. Enfin l'hémicycle du tribunal a 3 mètres de rayon. La salle de délibérations est insuffisante. Il existe un abus dans le logement du greffier ; mais sa suppression améliorerait les dégagements sans agrandir la salle d'audience.

La prison a été beaucoup améliorée sous le rapport des soins hygiéniques. Les bâtiments sont les mêmes ; mais on a fait disparaître les portes des cellules qui présentaient un caractère hideux, et on a pris toutes les précautions possibles sous le rapport de l'hygiène. Mais les constructions laissent immensément à désirer. Le médecin a déclaré que le scorbut n'y est pas rare : c'est un signe certain de l'insalubrité des bâtiments.

L'hôtel Beaulieu est en bon état dans ses grandes œuvres ; les murs, les planchers, la charpente sont généralement solides. Beaucoup de châssis sont à remplacer ; une partie des toitures est à restaurer.

La sous-préfecture est tout-à-fait insuffisante. Le Sous-Préfet ne peut s'y loger. Elle ne présente pas les convenances nécessaires pour un fonctionnaire de ce rang.

La caserne de gendarmerie occupe une grande maison mal disposée et en assez mauvais état. Les écuries qui contiennent 7 chevaux ont une étendue de 14 mètres sur 5. L'installation est suffisante, mais le loyer de 2,000 fr. est exagéré.

Cette visite faite, la commission a examiné les projets d'emploi de l'hôtel Beaulieu, au nombre de cinq.

Le premier, consistant à y placer les deux tribunaux, n'est pas exécutable. Le tribunal civil est bien installé. Si les décorations actuelles n'ont pas la gravité convenable, il y sera remédié avec le temps. Il ne paraît pas qu'il y ait prochainement à faire des travaux considérables.

Le projet d'établissement de la prison et de la gendarmerie n'est pas plus acceptable. Pour établir une prison, il vaudrait mieux avoir à disposer d'un terrain que d'un bâtiment, il faudrait raser l'hôtel Beaulieu et faire disparaître conséquemment des constructions solides et susceptibles d'être utilisées d'une autre manière. Toutefois la commission n'en a pas moins constaté que l'état de la prison exigeait sans retard une nouvelle construction.

Le troisième projet consiste dans l'aliénation des deux hôtels Dumont et Beaulieu. Il n'est pas admissible. Il est douteux que le tribunal puisse être convenablement réinstallé à l'hôtel-de-ville, et il est à craindre d'ailleurs que la ville, qui désire voir ériger chez elle un monument, ne cherche à évincer le département à l'expiration du bail qui serait passé avec elle.

Le quatrième projet, celui de M. le Préfet, a pour objet l'installation du tribunal et de la chambre de commerce et celle de la caserne de gendarmerie à cheval dans l'hôtel Beaulieu. La dépense a paru trop considérable, puisque le devis s'élève à 39,000 fr. Les services qu'il s'agirait d'associer sont peu compatibles, le mouvement de la gendarmerie, la présence des chevaux se concilierait peu avec le calme qui convient à la justice. D'ailleurs la question de l'économie est dominante.

Le cinquième projet, celui de la dernière commission, consiste dans l'aliénation de l'hôtel Beaulieu et dans la réunion de la gendarmerie à pied à la gendarmerie à cheval, moyennant un supplément de loyer de 400 francs. Un calcul simple fait apprécier les résultats de ce projet. L'aliénation produirait 50,000 francs dont il faudrait déduire 8,000 francs, capital du loyer de la gendarmerie à pied, soit 42,000 francs, mais le tribunal de commerce reste où il est.

Il existe un sixième projet, celui de placer dans l'hôtel Beaulieu la sous-préfecture et le tribunal de commerce. On pourrait y ajouter la chambre de commerce. Les dépenses seraient celles-ci :

Appropriation du local, 25,000 francs; en y ajoutant le capital du loyer de la brigade à pied, on trouve . . . . . 33,000 fr.

Et l'on recouvrerait, savoir :

1.° Par l'aliénation du tribunal de commerce.	25,000 fr.	75,000 fr.
2.° Capital du loyer actuel de la sous-préfecture.	50,000 fr.	
En déduisant la dépense, le département aurait encore un bénéfice de. . .		42,000 fr.

Cette somme est précisément égale à celle qu'il obtient dans le cinquième projet, et deux services seraient très-convenablement placés; la sous-préfecture, qui doit nécessairement changer de local, et le tribunal de commerce, qui n'a aujourd'hui qu'une situation à peine suffisante.

Mais j'ai à prouver que la dépense d'appropriation pourra se renfermer dans la limite de 25,000 francs, et que les deux services établis dans l'hôtel qui appartient au département seraient convenablement installés.

L'hôtel Pas-de-Beaulieu comprend une aile et un corps principal. L'aile formait le logement de M. de Beaulieu. On pourrait y installer la sous-préfecture. Il s'agirait d'approprier pour habitation, des pièces qui y ont déjà été affectées. Il y a quatre grandes salles avec corridor, cuisine, accessoires, grande pièce pour les bureaux, cabinet pour le sous-préfet. Dans le haut, série de chambres correspondantes aux pièces précédentes.

A l'étage au corps-de-logis, un grand salon orné de colonnes, auquel il ne manque qu'un plancher, formerait la salle d'audience du tribunal de commerce. Autour sont des pièces pour le greffe et les accessoires.

Il serait possible en outre de placer la chambre de commerce au rez-de-chaussée, de l'autre côté des bureaux de la sous-préfecture.

Il y aurait de plus, loge de concierge, écurie, jardin pour le sous-préfet. Il aurait seulement quelques précautions à prendre pour que, des pièces du tribunal de commerce, on n'ait pas vue sur le jardin ; c'est d'ailleurs un léger inconvénient entre deux services qui ont entre eux tant de points de conciliation. Les pièces où le public serait admis n'auraient point de vue sur le jardin. On observera que le corridor qui occupe le milieu du principal corps-de-logis peut rester exclusivement consacré à la sous-préfecture, parce qu'on peut établir l'entrée du tribunal et de la chambre de commerce dans l'angle de gauche.

On peut, dans l'angle de l'autre côté, faire une entrée spéciale et très-convenable pour la sous-préfecture.

On observera de plus qu'un passage au jardin peut être établi pour l'usage spécial de la sous-préfecture en le prenant sur une grande pièce formant le cabinet du sous-préfet.

Enfin on remarquera qu'en jetant une voûte sur le cours d'eau qui borde le bâtiment on pourra faire dans l'avenir une entrée spéciale et même une avant-cour à la sous-préfecture qui donnerait accès à son corridor principal et à son jardin, de sorte que la sous-préfecture aurait une grande entrée tout-à-fait indépendante de la grande cour commune. L'appropriation proposée a donc tous les caractères de convenance.

Il reste à apprécier si le produit du tribunal de commerce, qu'on suppose devoir être de 25,000 fr., suffira pour cette appréciation. Il faut remarquer que les travaux n'entraîneront aucun changement de distribution, et ne comprendront guère que le plancher de la grande salle, le remplacement des châssis du corps de bâtiment, des embellissements au logement du sous-préfet, dont les pièces sont déjà d'ailleurs revêtues d'une certaine décoration ; elles sont pourvues de parquets, de cheminées de marbre, etc. La sous-préfecture sera donc bien réinstallée pour le chiffre fixé. La somme de 25,000 fr. ne doit pas être dépassée.

Il y aura donc lieu par le Conseil général de décider que l'hôtel Pas-de-Beaulieu ne sera pas aliéné ; qu'il sera approprié pour la sous-préfecture, le tribunal et la chambre de commerce ; que le bâtiment actuel du tribunal de commerce sera vendu, qu'un crédit de 25,000 fr. sera alloué, et qu'une commission sera nommée pour recevoir le plan des travaux et s'assurer que l'on s'est conformé aux vœux du Conseil général. Ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité par la commission.

M. Beauvois pense qu'il y a lieu d'accepter ces conclusions ; il fait toutefois quelques observations au sujet du détail des installations proposées, et croit qu'il conviendrait de donner à la commission toute latitude pour adopter ce qu'elle jugera le plus convenable.

M. Lestiboudois répond que s'il est entré dans quelques détails relativement aux distributions, c'était pour faire comprendre que la dépense pourrait être renfermée dans les limites indiquées.

Du reste, il pense avec le préopinant que la commission doit rester libre d'adopter ce qui lui paraîtra le mieux.

M. Paul ajoute que la commission désirerait qu'il fût fait deux lots pour l'aliénation du tribunal de commerce, les localités s'y prêtent et la vente n'en sera que plus avantageuse. Il appelle l'attention de l'administration sur quelques dispositions à faire dans la prison pour l'aérage d'un dortoir, et pour faire fournir par l'entrepreneur des lits à une vingtaine de détenus qui en manquent.

Le Préfet déclare n'avoir pas d'objections à faire contre le projet adopté par la commission et qui déjà avait été précédemment étudié.

Mais il demande au Conseil la permission de lui faire observer que la nomination d'une commission chargée, en dehors de la session, d'approuver le plan des travaux à faire, serait une sorte d'empiétement du Conseil sur les attributions de l'administration, qui a d'ailleurs tout intérêt, en raison de la responsabilité qui pèse sur elle, d'apporter dans l'exécution du projet toutes les précautions nécessaires pour se conformer aux intentions du Conseil.

M. Beauvois déclare qu'il ne peut être dans la pensée d'aucun membre de s'immiscer dans l'administration, mais il pense qu'une commission pourrait donner d'utiles avis, sauf à M. le Préfet à y avoir, sous sa responsabilité, tel égard que de droit.

M. De Staplande pense que l'administration doit conserver toute son indépendance en même temps que toute sa responsabilité. L'autorité du Conseil général recevrait une atteinte si M. le Préfet pouvait vis-à-vis de lui, s'étayer des actes d'une commission.

M. Lestiboudois déclare que quant à lui personnellement, il sera parfaitement satisfait si M. le Préfet veut bien faire connaître qu'il est disposé à nommer lui-même une commission pour la consulter dans l'examen de l'affaire.

Le Préfet répond qu'il ne peut prendre d'engagement à ce sujet, mais que le Conseil général peut être persuadé qu'il prendra toutes les précautions nécessaires pour que ses intentions soient remplies.

M. Lestiboudois déclare qu'il n'insiste pas.

Le Préfet fait remarquer que pour qu'il puisse disposer du crédit qui lui sera ouvert pour les travaux de l'hôtel Beaulieu, il sera nécessaire que le Conseil général provoque une loi pour l'application à cette dépense et à d'autres travaux des édifices départementaux, de la somme de 33,552 fr. 20 cent. restée libre au budget départemental sur les produits des impositions extraordinaires affectées à la route départementale N.° 10.

M. Plichon ne pense pas qu'il faille une loi pour autoriser ce virement, attendu que les travaux de la route N.° 10 sont depuis longtemps terminés et que les impositions extraordinaires n'ayant pour objet que de rembourser le département de ses avances, il doit en avoir la disponibilité.

Le Préfet répond que quant à lui, il persiste à croire une loi nécessaire, mais que dans le cas même où il y aurait doute, il convient de lui accorder l'autorisation qu'il réclame afin de ne pas compromettre l'emploi du crédit.

M. Lestiboudois dépose les conclusions de la commission dans les termes suivants :

« La commission propose d'approprier l'hôtel Pas-de-Beaulieu pour y installer la sous-préfecture, le tribunal et la chambre de commerce, s'il y a possibilité; d'ouvrir à cet effet un crédit de 25,000 francs pour cette appropriation, d'autoriser le Préfet à vendre la maison où siége le tribunal de commerce. »

Les divers paragraphes de ces conclusions sont successivement mis aux voix et adoptés.

Le Conseil général vote ensuite la résolution suivante :

« Le Conseil général autorise M. le Préfet à provoquer, s'il y a lieu, une loi qui autorise l'affec-
» tation aux travaux de l'hôtel Pas-de-Beaulieu et à d'autres travaux départementaux, de la somme
» de 33,552 fr. 20 c. restée disponible sur les produits des impositions extraordinaires perçues pour
» les travaux de la route départementale N.° 10. »

Vallée de la Scarpe.

Au nom du cinquième bureau, M. Béry fait un rapport sur un vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes pour l'augmentation du nombre des électeurs qui concourent à la nomination de la commission administrative de la vallée de la Scarpe.

MM. le Préfet et les ingénieurs sont d'avis que si un changement était apporté, il devrait se borner à donner la qualité d'électeur à tout citoyen payant une cotisation de desséchement de 10 fr. au moins.

Toutes les autres modifications concernant la division de la commission, l'élection alternative à Marchiennes et St-Amand, les attributions périodiques de 4 membres sur 7 sont reconnues impossibles.

M. l'ingénieur propose la division des électeurs en deux sections dans le cas où le cens électoral serait abaissé; dans ce système la section de Marchiennes aurait 101 électeurs et celle de St.-Amand 48 seulement. Cette dernière section perdrait une partie de son influence actuelle dans les élections; l'éloignement prétendu des électeurs est d'ailleurs un fort léger inconvénient.

Le bureau pense que l'état actuel des choses est préférable et il ne voit pas de raison déterminante pour modifier une organisation sanctionnée par le temps et dont on ne peut méconnaître les bons résultats.

Il propose au Conseil général de renvoyer toutes les pièces de l'affaire à M. le Préfet en le priant de juger après un examen attentif si, dans l'intérêt de l'administration du desséchement de la vallée de la Scarpe, il y aurait lieu d'apporter au mode actuel de nomination des membres de la commission, les changements indiqués dans le rapport de MM. les ingénieurs.

M. Desespringalle déclare que la décision de poser des poutrelles mobiles aux deux embouchures des ponts de la route de Maulde à Mortagne, opérant le même résultat que la digue insubmersible qu'il avait demandée au pont éclusé de Thun sur la Scarpe, il remercie le Conseil général et le Préfet du généreux concours donné à sa réclamation.

Quant à la seconde partie des conclusions du bureau, il ne peut que s'y joindre pour appeler la sollicitude de M. le Préfet sur la question qui y est posée.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Chemins vicinaux ordinaires.

Au nom du cinquième bureau, M. De Montozon lit un rapport sur le service des chemins vicinaux ordinaires.

Chemins vicinaux.

Il résulte des documents fournis par M. le Préfet que le chiffre des ressources affectées en 1849 aux chemins vicinaux sur prestations et fonds communaux, diffère peu du chiffre de 1848 et ne l'excède que de 25,560 francs.

Sur une somme totale employée de 1,278,641 francs, 982,500 francs ont été dépensés dans le cours de l'année. Le surplus se compose de prestations non utilisées et de fonds restés sans emploi.

Il résulte du détail des dépenses que les travaux solides et durables ont absorbé une grande partie des ressources. Ils se montent à 695,425 fr., et représentent plus des deux tiers de la dépense totale. M. le Préfet annonce l'intention de faire accroître le chiffre de cette nature de travaux, en réduisant autant que possible ceux de terrassement, qui n'ont d'autre durée que celle de la belle saison. C'est le meilleur moyen de hâter le progrès de la vicinalité ordinaire, et ce

résultat est d'autant plus possible que les ressources sont considérables, et que c'est surtout à la manière vicieuse dont elles sont employées qu'il faut attribuer leur peu d'efficacité.

C'est pour améliorer l'état des choses en ce point que M. le Préfet, d'accord avec le Conseil général, a établi des piqueurs temporaires rétribués par le département et les communes, et chargés spécialement de diriger les travaux des chemins et surtout l'emploi des prestations. L'essai en a été commencé en 1848, et poursuivi en 1849 et 1850. Un arrêté préfectoral du 19 février a réglementé le service des piqueurs, et a obligé les communes à payer leur quote-part dans le traitement de ces agents. Le choix des piqueurs a été concerté avec les ingénieurs et l'agent-voyer en chef. Les Sous-Préfets et la plupart des Conseils d'arrondissement, envisageant la difficulté de trouver des hommes spéciaux pour une fonction temporaire, proposent d'y substituer des agents secondaires permanents, qui seraient chargés de parcourir fréquemment les communes et de surveiller en même temps les chemins et les cours d'eau.

Le bureau appelle l'attention de M. le Préfet sur ces observations.

Ce magistrat a fait connaître que quelques difficultés d'exécution se sont produites en ce qui concerne l'emploi des piqueurs; elles sont provenues des maires et des prestataires, et se rapportaient au temps fixé pour l'exécution des travaux. M. le Préfet annonce qu'il avisera aux moyens de lever ces difficultés.

Ce magistrat communique au Conseil général l'état des communes imposées d'office pour les chemins vicinaux. Le nombre en a été, en 1848, de 215. Il avait été de 249 en 1847, et en 1846 de 123. Ce nombre décroîtra par l'effet de la mesure prise de mettre les communes en demeure de pourvoir aux besoins de leurs chemins, d'après les évaluations des agents-voyers.

L'agent-voyer en chef avait demandé l'autorisation d'acheter un rouleau compresseur; mais M. l'ingénieur ayant fait une proposition semblable pour les routes départementales, le même instrument pourra servir pour les deux natures de voie publique.

Le même agent-voyer en chef a proposé l'annexion des agents-voyers à la caisse des retraites des employés de la préfecture. M. le Préfet, en appuyant cette demande, propose d'assujettir ces agents à verser à la caisse les retenues qu'ils auraient dû subir depuis leur entrée en fonctions. La mesure, avec cette condition, paraît utile au bien du service.

Communes privées de débouché. — Les dispositions prises par le Conseil général pour accorder des subsides fixés au quart des dépenses, en faveur des communes qui feraient les sacrifices nécessaires pour se rattacher à de grandes voies publiques, ont produit un salutaire et heureux effet. L'état fourni par M. le Préfet indique 54 communes qui sont en position de profiter de ces offres, et on doit y en ajouter trois autres qui viennent de se mettre en mesure. Le nombre des communes sans débouché est en ce moment réduit à **136.**

Ces bons résultats satisferont le Conseil général et en amèneront d'autres. Il y a donc lieu de maintenir le principe des subventions et la proportion du quart des dépenses à faire.

Police du roulage. — Le Conseil général avait insisté l'an dernier pour que le Préfet fût autorisé à réglementer la police du roulage sur les chemins vicinaux. M. le Ministre, consulté de nouveau, a persisté dans l'opinion qu'il avait déjà émise, que le Préfet n'avait pas le droit de prendre des mesures générales de cette nature.

Le bureau n'en persiste pas moins dans ses convictions; mais il se borne à demander que dans la nouvelle loi sur la police générale, il soit inséré des dispositions qui puissent assurer la conservation des chemins vicinaux. Un rapport spécial sera présenté sur cet objet.

M. le Préfet, sur la demande du Conseil général, a appelé l'attention des maires sur les avan-

tages de la conversion en tâches des journées de prestations, mais il ne peut faire de réglement à ce sujet, parceque le droit appartient aux Conseils municipaux. Il convient de stimuler à cet égard le zèle des Sous-Préfets et des agents-voyers.

Des mesures ont été prises pour donner aux communes la facilité de se libérer en prestations d'une partie de leurs contingents dans les travaux des chemins de grande communication ; mais la mesure ne pourra se généraliser que lors du renouvellement des baux actuels d'entretien.

Le Préfet a appelé la sollicitude des maires sur les avantages du bornage des chemins vicinaux ; mais la considération des dépenses à faire a empêché jusqu'ici la réalisation de cette utile mesure, sauf dans quelques communes de l'arrondissement de Douai.

Le Conseil général avait demandé le rétablissement des syndicats cantonaux, mais M. le Préfet fait observer avec raison qu'il convient d'attendre l'organisation prochaine des Conseils cantonaux, qui sans doute réuniront à leurs attributions la surveillance des chemins.

M. le Préfet promet d'étudier d'ici à la prochaine session le réglement souvent demandé par le Conseil général sur l'organisation du service des agents-voyers.

Le Préfet soumet au Conseil général les délibérations des Conseils d'arrondissement concernant le tarif des prestations dont on demande généralement le maintien.

Vœux des Conseils d'arrondissement. — Ceux de Lille, Cambrai, Douai et Valenciennes signalent les bons résultats de l'institution des piqueurs et expriment le vœu que ces agents deviennent permanents.

Le Conseil d'Hazebrouck, reconnaissant l'utilité d'une surveillance, voudrait la confier aux cantonniers des chemins de grande communication.

Cette classe d'employés ne suffirait pas à un travail qui doit s'exécuter sur un grand nombre de points à la fois.

Le même Conseil se plaint de ce que les agents-voyers n'exercent pas une surveillance assez assidue. C'est un objet à signaler à M. le Préfet.

Le Conseil d'Avesnes n'approuve pas la création des piqueurs dont l'action lui paraît contrarier les habitudes des maires et des prestataires.

Le bureau croit qu'au contraire l'intervention d'agents étrangers aux localités assure un meilleur emploi des prestations, et qu'on n'y suppléerait pas par une augmentation dans le nombre des agents-voyers.

Le Conseil de Dunkerque voudrait qu'on nommât dans chaque commune des cantonniers permanents. Le bureau croit cette mesure impraticable à cause de la dépense qu'elle entraînerait, et parce que les cantonniers seraient inoccupés une partie de l'année.

Le même Conseil demande que les prestations puissent être appliquées aux chemins non classés. La loi du 21 mai 1836 répond négativement.

Les Conseils de Douai et Hazebrouck demandent que les agents-voyers soient chargés des chemins de grande communication.

Ce vœu doit être renvoyé à M. le Préfet comme se rattachant au réglement futur, ainsi que ceux des arrondissements de Lille et Cambrai tendant à l'augmentation du nombre des agents-voyers.

Les Conseils de Lille, Cambrai et Avesnes recommandent les communes privées de débouchés. Le premier voudrait que le département intervint pour moitié dans les dépenses.

Le bureau pense qu'en raison du grand nombre de communes qui sont encore à rattacher, il convient de rester dans la limite du quart.

Le Conseil de Lille demande en outre que, dans certains cas, les communes soient autorisées à exécuter leurs travaux de débouchés en plusieurs années, avec le secours proportionnel du département.

Le bureau croit ce vœu admissible, pourvu que les communes aient assuré les moyens de paiement de leurs contingents dans un délai convenable.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes sollicite un réglement sur la police du roulage. Le bureau s'est occupé plus haut de ce point.

Enfin, le Conseil d'Avesnes voudrait que toutes les adjudications de travaux fussent passées dans les mairies, ou au moins au chef-lieu du canton. Cette observation est recommandée à M. le Préfet.

Réclamations des communes. — Les communes de Trélon et Eppe-Sauvage sollicitent un secours pour l'achèvement d'une lacune sur un chemin d'intérêt commun qui les relie à la route départementale N.° 6, et pour lequel elles ont déjà dépensé 52,000 fr. La dépense restant à faire est de 14,600 fr.

Le Conseil d'arrondissement a appuyé cette demande, et le Préfet en considère l'adoption comme d'autant plus convenable que le chemin en question rendra inutile celui projeté d'Avesnes à Eppe-Sauvage, si quelques communes intéressées consentent à faire des sacrifices pour se rattacher à Avesnes.

Le bureau pense qu'il y a lieu de venir en aide à la commune d'Eppe-Sauvage, mais en limitant, comme il est de principe, le montant du secours au quart de la dépense restant à faire. Toute autre décision favoriserait des réclamations nombreuses et serait un mauvais précédent.

La commune de Santes demande un subside pour l'empierrement d'un chemin vicinal conduisant à la Deûle. Les fonds sont assurés jusqu'à concurrence des trois quarts de la dépense évaluée à 8,700 fr., et le chemin doit être utile au transport des matières nécessaires aux établissements industriels importants qui existent sur ce point.

Le bureau, sans contester l'utilité du chemin, se borne à faire remarquer qu'il n'est pas dans la catégorie des chemins de débouché, et que d'ailleurs la coopération des propriétaires d'usines pourra en assurer l'achèvement. Il conclut donc au rejet de la demande.

Le bureau propose les résolutions suivantes :

« Le Conseil général apprend avec satisfaction, par le rapport de M. le Préfet et celui de » M. l'agent-voyer en chef qui y est joint, que, conformément au vœu par lui émis dans ses précé- » dentes sessions, la partie des ressources employée à la solidification des chemins vicinaux devient » d'année en année plus considérable.

» Le Conseil général engage M. le Préfet à continuer de diriger vers ce but le zèle des agents- » voyers et le concours influent de MM. les Sous-Préfets.

» Le Conseil général invite aussi M. le Préfet à réglementer l'emploi des piqueurs-voyers » auxiliaires à la direction des travaux de chemins vicinaux, de manière à le rendre aussi profitable » et aussi général que possible, en conciliant toutefois, autant que faire se pourra, le vœu des » administrations municipales avec la surveillance que les agents-voyers sont appelés à exercer par » l'intermédiaire des piqueurs.

» Le Conseil général donne son approbation à la proposition de M. le Préfet, tendant à faire » jouir les agents-voyers du bénéfice de la caisse de retraites des employés de la préfecture, mais » à la condition que leurs droits à la retraite ne courront qu'à dater de l'époque à laquelle com- » mencera la retenue sur leur traitement, à moins qu'ils ne consentent à verser immédiatement

» à la caisse départementale le montant des retenues qu'ils auraient dû supporter depuis leur entrée » en fonctions.

« M. le Préfet est prié de continuer ses efforts pour déterminer les communes encore privées de » débouché à se rattacher à des grandes voies de communication en profitant du subside qui » leur est offert sur les fonds départementaux.

» Le Conseil général croit devoir, en même temps, rappeler à M. le Préfet que la subvention à » accorder aux communes comprises dans cette catégorie, ne peut dans aucun cas dépasser le » quart de la dépense nécessitée par l'exécution des travaux restant actuellement à faire pour » compléter les voies de débouché.

» Le Conseil général apprend avec peine que, malgré les observations qui lui ont été soumises, » le Ministre de l'Intérieur persiste dans son refus d'approuver un réglement sur la police du rou- » lage des chemins vicinaux du département; le Conseil général appelle donc de tous ses vœux » une décision législative qui lui permette d'adopter des mesures réglementaires tendant à assurer » la conservation des voies vicinales exécutées au prix de si grands sacrifices des communes et du » département.

» M. le Préfet est invité à continuer ses efforts pour que les prestations en nature soient, au- » tant que possible, converties en tâches, et à recommander cet objet à l'attention et au zèle de » MM. les Sous-Préfets.

» Ce magistrat est également prié d'insister de nouveau auprès des autorités municipales pour » leur faire comprendre l'importance du bornage des chemins, afin d'empêcher les empiétements si » fréquents sur la plupart de ces chemins.

» Attendu la prochaine organisation par le pouvoir législatif des Conseils cantonaux et la pro- » babilité que parmi les attributions des Conseils se trouvera leur intervention à un degré quel- » conque dans la surveillance du service des chemins vicinaux, le Conseil général partage l'opinion » de M. le Préfet, qu'il y a lieu d'ajourner la réorganisation des syndicats cantonaux.

» Le Conseil général, sur l'avis de M. le Préfet et les propositions des Conseils d'arrondisse- » ment, arrête, en vertu de l'article 4 de la loi du 21 mai 1836, que le tarif pour le rachat des » prestations en nature restera fixé pour 1851 au taux adopté pour 1850.

» Le Conseil général donne son adhésion à la proposition de M le Préfet tendant à allouer une » subvention à la commune d'Eppe-Sauvage, pour l'aider dans la création d'un chemin de » débouché, mais conséquemment au principe rappelé dans l'un des paragraphes des présentes » conclusions, le Conseil pense que le subside à accorder ne doit être calculé que sur la somme » de 14,600 francs à laquelle sont évalués les travaux restant réellement à exécuter, et qu'il ne » doit pas d'après cette base dépasser la somme de 3,650 francs.

» Conformément aux observations développées dans le cours de ce rapport, le subside d'un » quart sollicité par la commune de Santes, arrondissement de Lille, pour l'aider à la cons- » truction de l'empierrement conduisant de cette commune à la Deûle ne saurait lui être » accordé, attendu que le chemin auquel cette subvention serait applicable n'est pas compris » parmi les voies de débouché auxquelles seules est réservé le subside départemental. »

Piqueurs temporaires.

M. Delaroïère demande la suppression des piqueurs temporaires. Dans l'arrondissement qu'il représente les travaux de terrassement doivent être faits presque partout en même temps, ce qui ne peut se concilier avec la position des piqueurs qui se rendent successivement dans les communes de leur circonscription. La dépense de ces piqueurs tombe donc en pure perte.

M. Hannoye appuie ces observations. A ses yeux l'intervention des piqueurs est inutile et ne fait que nuire à l'action des maires. Il vaut mieux rétablir l'ancien état de choses.

Le Rapporteur répond que la plupart des Conseils d'arrondissement approuvent l'institution des piqueurs. Il croit que le Conseil général ferait une chose fâcheuse en revenant sur les déterminations qu'il a prises à ce sujet. L'administration est d'ailleurs saisie de la connaissance des difficultés qui se sont élevées, et elle avisera au moyen de les faire cesser.

Santes. — Secours.

M. Lestiboudois appuie la demande de la commune de Santes, tendant à obtenir un secours pour la construction d'un chemin donnant accès à la rivière. On a accordé l'an dernier une subvention analogue à la commune de La Magdeleine, et la position de l'arrondissement de Lille sous le rapport du fonds commun est trop favorable pour qu'on refuse une faible somme pour un chemin qui intéresse des établissements importants.

M. De Montozon répond que l'importance du chemin a été exagérée, parce que l'accès qu'il pourrait donner plus tard, au moyen de la construction d'un pont, vers les cantons de Seclin et de Pont-à-Marcq, est déjà ouvert par deux autres voies. La commune de Santes n'est pas dans les conditions prescrites pour obtenir un subside, et l'on créerait un précédent regrettable en accueillant sa demande.

Les conclusions du rapport sont successivement mises aux voix et adoptées. Le maintien de l'institution des piqueurs temporaires est voté par 25 voix contre 17.

Le Président fixe à demain, à midi, l'ouverture de la prochaine séance, et lève la séance à cinq heures.

Ont signé : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Choque, De Montozon, Desmoutiers, Ch., et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 4 septembre.

La séance est ouverte à midi.

Sont présents : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Bramé, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel., De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 3 septembre est lu par le secrétaire.

Lecture du procès-verbal.

M. Beauvois demande la parole. Il proteste contre le maintien au procès-verbal de certain passage du rapport de M. Mimerel qui avait trait aux récompenses accordées par le Gouvernement aux industriels. Il a été élevé dans la séance une protestation contre ce passage, qui ne devait pas dès-lors figurer au procès-verbal.

Le Conseil général n'a pas à s'occuper des croix distribuées, il n'a pas à examiner le droit du Gouvernement; s'il croyait pouvoir dispenser l'éloge, il se trouverait forcé de permettre la critique. Le passage doit être supprimé du procès-verbal.

Le Président fait observer qu'on ne peut demander la rectification du procès-verbal que lorsqu'il offre des omissions ou des inexactitudes, que dans le cas actuel rien de semblable n'existe, puisque le passage dont fait mention le préopinant a été lu au Conseil général.

M. Beauvois objecte qu'il y a eu une protestation, et que le Président ne l'a pas mise aux voix lorsqu'il a fait voter sur les conclusions du rapport. L'opinant ne provoque pas de vote, mais il proteste contre l'insertion au procès-verbal.

M. De Melun objecte qu'on n'a pas le droit de faire rayer du procès-verbal des paroles prononcées et exactement reproduites, car ce serait donner à la majorité le droit d'étouffer l'expression de l'opinion de la minorité; on n'a pas d'ailleurs voté sur les termes du rapport, et le Président n'a dû mettre aux voix que les conclusions. Il n'y a pas lieu de rectifier le procès-verbal.

M. Bianchi croit que le débat peut se terminer en peu de mots. Il reconnaît que le procès-verbal doit être la reproduction fidèle de la séance, et il désirerait même qu'il pût relater complètement

toutes les discussions. L'observation de M. De Melun est fondée, seulement il sera constaté que le Conseil général n'a voté uniquement que le crédit de 200 fr. qui lui était demandé, et qu'il n'a pas voté sur la partie du rapport qui tendait à lui faire approuver des croix accordées, et au sujet desquelles il n'avait pas à s'expliquer.

Le Président déclare que le procès-verbal est adopté.

Le Président donne lecture des listes de rapports préparés. Aucune objection ne s'élève.

Chemins vicinaux de grande communication.

M. Marchant a la parole pour la lecture du rapport du cinquième bureau sur les chemins vicinaux de grande communication. Ce rapport sera imprimé.

Chemin de Bergues à Saint-Omer.

Le Conseil général adopte, en ce qui concerne le chemin N.° 2, de Bergues à Saint-Omer, l'arrêté suivant :

« La partie du chemin de grande communication N.° 2, de Bergues à Saint-Omer, comprise entre Bergues et le cabaret du Sprewkot, par Bierne, Steene et Crochte, est déclassée.

» En remplacement de cette partie du tracé actuel, le Conseil général, sur l'avis des Conseils municipaux et du Conseil d'arrondissement de Dunkerque, classe pour faire dorénavant partie intégrante de cette ligne, le chemin de Bissezeele par Klophock et Socx.

» Seront désormais appelées à concourir à l'entretien du chemin, suivant le nouveau tracé, les communes de Bergues, Socx, Quaëdypre, Bissezeele, Rubrouck, Volkerinckhove, Lederzeele, Zeggers-Cappel, Broxeele et Saint-Momelin. »

Pont de Bauvin.

Le rapporteur propose l'arrêté suivant en ce qui concerne la construction d'un pont sur la Deûle, à Bauvin.

« Pour compléter dans le département du Nord les chemins de grande communication N.os 39 et 41 et les unir au chemin de grande vicinalité N.° 30 dans le département du Pas-de-Calais, il sera, ainsi que le propose M. le Préfet, construit un pont sur la Deûle, à Bauvin, et la petite lacune au-delà de la Deûle sera achevée.

» La construction du pont aura lieu au moyen d'une concession péagère, suivant les plans et devis des ingénieurs et dans les termes et conditions du cahier des charges à dresser par M. le Préfet.

» Le Conseil général s'en remet à l'expérience de M. le Préfet pour la garantie des intérêts des populations, de l'agriculture et du commerce, et pour le maintien des exemptions d'utilité publique stipulées dans le bail du péagiste du bac actuel. »

M. Lestiboudois demande la parole. Il regrette de ne s'être pas trouvé dans le bureau quand l'affaire a été discutée. Le chemin de Seclin à La Bassée, dit-il, est exécuté, mais il reste à construire un pont pour l'achever.

La nécessité de ce pont a été reconnue et son établissement décidé en principe. L'année dernière, il manquait quelques mille francs pour en couvrir la dépense. Aujourd'hui M. le Préfet prouve qu'il est facile de réunir les ressources nécessaires, moyennant l'imposition d'office d'une somme de mille francs sur les communes intéressées, et une addition de 2,000 francs à la subvention normale du département. Le Conseil général ne peut hésiter à accorder ce faible avantage à un arrondissement qui est autant en avance que celui de Lille.

La résolution d'établir un pont à péage serait tout-à-fait inusitée.

Les objections mises en avant par les communes pour ne pas payer les 1,000 fr. qu'on leur demande sont sans valeur; on voit trop souvent des localités chercher à s'exonérer aux dépens de leurs voisines. Le système créé par la loi de 1836 a eu précisément pour objet de mettre un terme aux résistances de cette nature.

Il ne s'agit d'ailleurs, pour le Conseil, que de maintenir sa résolution de l'an dernier.

L'opinant comprend qu'il serait onéreux pour le département de prendre à sa charge les frais de manœuvre du pont, mais la commune de Bauvin consentira à supporter cette dépense.

Il est rationnel et normal de pourvoir à l'entretien du pont de la même manière qu'à l'entretien du chemin.

En résumé, le chemin est achevé, le Conseil a pris un engagement relativement au pont, il ne s'arrêtera pas devant un supplément de subside de 2,000 fr.

Le Rapporteur répond à la première observation, que si le cinquième bureau avait dû attendre qu'il fût complet pour délibérer, il eût été trop souvent arrêté dans ses travaux.

Il donne lecture du procès-verbal de l'année dernière, qui prouve que le Conseil ne s'est pas prononcé sur le pont de Bauvin aussi affirmativement que le suppose le préopinant, et qu'il a seulement invité M. le Préfet à étudier les deux moyens d'établir le pont.

Si ce pont fait partie du chemin de grande communication, le Conseil général est lié par les règles qu'il s'est imposées, et il ne peut accorder au-delà de moitié de la dépense. S'il n'appartient qu'à la petite vicinalité, c'est à M. le Préfet qu'il faut s'adresser, c'est à lui qu'il appartient de prononcer sur l'allocation, sans avoir à consulter l'assemblée.

La commune de Bauvin, en offrant 5,000 fr., reste au-dessous des avantages que le pont doit lui assurer. Si les autres communes étaient véritablement intéressées, leur refus serait inexplicable. Le Préfet peut, d'ailleurs, leur imposer facilement le complément de leur contingent.

Les ponts à péage sont nombreux en France, et Bauvin, en particulier, n'a t-il pas déjà un bac à péage ?

N'est-ce pas du reste un moyen d'atteindre le département du Pas-de-Calais qui est intéressé et ne veut pas contribuer ? Le péage assurera aux communes la propriété du pont après la concession. Il le garantira contre l'éventualité d'une destruction en cas de guerre.

L'entretien du pont, le salaire du pontonnier, sont aussi choses à examiner. On dit bien que la commune paiera ce salaire, mais on ne produit pas d'engagement.

M. Collette fait observer que la question est entre Bauvin et les communes voisines qui veulent faire supporter à la première toute la charge du pont. La suppression du bac est vivement réclamée parce qu'il est souvent impraticable. Bauvin a fait des sacrifices considérables pour l'établissement du chemin, il est disposé à en faire encore pour le pont, mais il a droit de compter sur l'aide du département. C'est d'ailleurs l'exécution d'une sorte d'engagement pris avec le Pas-de-Calais.

M. Lestiboudois ajoute que les conclusions du rapport de l'an dernier ont été prises à raison de l'impossibilité de faire payer à Bauvin plus que cette commune n'offrait. Il s'étonne qu'en avouant qu'il n'existe pas de ponts à péage dans le département, on veuille en placer un dans l'arrondissement de Lille, et qu'on invoque la possibilité d'une destruction en cas de guerre lorsqu'il n'existe pas dans le département un seul pont qui soit hors de cette condition.

L'affaire est instruite, on peut imposer à Bauvin la charge de la manœuvre du pont.

M. Brame s'élève également contre le projet d'un pont à péage qui établirait dans le département un système nouveau qu'ailleurs on cherche à détruire.

Il ajoute que le chemin a été exécuté aux frais des communes et du département, qu'il est arrêté à Bauvin et qu'il est juste de l'achever en construisant le pont dans les conditions proposées par M. le Préfet.

M. Marchant répète que si le pont appartient à un chemin de grande communication, le dépar-

tement ne peut accorder plus de moitié. Il dit que la commune de Bauvin sera largement indemnisée de ses sacrifices par la jouissance qu'elle recouvrera de 4 hectares de terre abandonnés au préposé du bac, qu'elle pourrait augmenter son contingent et que les autres communes pourraient être imposées d'office.

Le Président met aux voix les trois questions suivantes :

1.° Sera-t-il établi à Bauvin un pont à péage? — Résolution négative.

2.° Le pont sera-t-il construit avec le concours du département et des communes intéressées? — Réponse affirmative.

3.° La proposition du Préfet sera-t-elle admise comme cas particulier? — Adopté.

Chemin de Roubaix à Saint-Amand.

Relativement aux propositions faites pour le chemin de Roubaix à St.-Amand, M. Lestiboudois fait remarquer que le Conseil général, en votant le classement du chemin N.° 12 comme route départementale, l'a classé dans son entier, et que, par conséquent, il n'y a pas lieu d'en distraire un embranchement pour le réunir au chemin de Lannoy, distant d'une lieue.

M. Marchant répond que le classement prononcé par le Conseil général ne donnera au chemin le caractère départemental qu'après l'approbation du Gouvernement. En attendant, les choses doivent rester ce qu'elles sont. C'est ce à quoi le rapport a conclu.

M. Lestiboudois se déclare satisfait.

Chemins N.os 50, 53 et 54.

Sur la proposition du 5.e bureau, le Conseil général adopte l'arrêté suivant, concernant les chemins N.os 50, 53 et 54.

« Sur l'avis des communes intéressées et des Conseils d'arrondissement, et conformément à la proposition amendée de M. le Préfet, le Conseil général indique comme devant prendre part à l'entretien des chemins de grande communication ci-après, les communes dont les noms suivent :

» A. chemin N.° 50, de Fresnes à Quaroube, les communes de Fresnes, Vicq, Onnaing et Quaroube;

» B. au chemin N.° 53 de Courchelettes, les communes de Douai, Lambres et Courchelettes;

» C. au chemin N.° 54, d'Étrœungt au Nouvion, les communes d'Étrœungt, Floyon, Beaurepaire, Cartignies, Boulogne, La Rouillies et Avesnes. »

Watteringues. — Concours.

A l'occasion des chemins de l'arrondissement de Dunkerque, le Rapporteur fait quelques observations au sujet du refus des watteringues de continuer à intervenir dans l'entretien de plusieurs de ces chemins.

M. De Staplande appelle l'attention de M. le Préfet sur ce refus, d'autant plus étrange qu'il s'applique à des chemins que les watteringues ont elles-mêmes construits.

Le Préfet répond qu'il tiendra bonne note de ces observations.

Chemin de Béthune à Estaires.

Sur la proposition du 5.e bureau, le Conseil général adopte l'arrêté suivant :

« Le chemin complétant sur le territoire du département du Nord le chemin de grande communication N.° 20 du Pas-de-Calais, de la frontière de ce département à Estaires, est classé de grande communication sous le N.° 56.

» Interviendront dans les dépenses d'entretien de ce chemin les communes de La Gorgue, Estaires et Merville. »

Chemin de Caëstre à Vieux-Berquin.

Le Conseil général adopte également l'arrêté suivant :

« Le chemin qui, partant de Caëstre, sur la route nationale N.° 46, se dirige sur Strazeele et Vieux-Berquin, est classé de grande communication sous le N.° 57.

» Ce classement est subordonné toutefois à la justification complète des contingents des communes, pour atteindre le chiffre de la moitié de la dépense de construction et couvrir l'intégralité du prix des acquisitions de terrains.

» Sont déclarées intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin, les communes de Caëstre, Vieux-Berquin, Strazeele, Flêtre, Neuf-Berquin, Pradelles, Estaires et Merville. »

Chemin de Steenvoorde à Hazebrouck.

Relativement au chemin projeté d'Hazebrouck à l'Hazewynde, M. Revel fait remarquer que la ligne indiquée dans le rapport n'atteindrait pas le but poursuivi par la commune de Steenvoorde, de s'assurer une communication directe avec le canal d'Hazebrouck, pour ses bois et ses charbons. La somme de 3,500 fr. qui manque pourrait être imposée d'office aux communes intéressées.

M. Deschodt appuie ces observations.

Le Rapporteur répond que le bureau s'est rapproché de l'idée émise par M. le Préfet, qu'au surplus les observations du préopinant lui paraissent fondées, mais qu'au point de vue des chemins de grande communication, l'autre ligne avait également été considérée comme intéressante. M. le Préfet d'ailleurs fera étudier les projets.

Chemin de Cassel à Lederzeele.

M. Béhaghel (de Cassel) fait remarquer que l'utilité du chemin de Cassel à Lederzeele a été reconnue depuis vingt ans, qu'il a été construit par les communes jusqu'à concurrence des deux tiers, qu'il est dans toutes les conditions prescrites pour être classé, qu'il y a deux ans un membre du Conseil général avait offert une obligation pour 2,000 fr. qui manquaient aux ressources; qu'en 1849 le classement a été arrêté par une proposition de la commune de Watten, qui, en demandant un prolongement qui devait coûter 42,000 fr., faisait l'offre dérisoire de 500 fr.

L'opinant regrette de voir aujourd'hui M. le Préfet ajourner de nouveau le classement pour étudier une nouvelle direction reconnue impossible. Il réclame le classement immédiat.

Le Préfet répond que l'instruction n'est pas complète dans le sens des indications données par le Conseil général, que des difficultés se sont produites, qu'un dissentiment existe entre l'opinion des ingénieurs et celle de M. Béhaghel, et que dans cette situation il ne peut proposer le classement. Il s'engage d'ailleurs à presser l'instruction de tous ses efforts.

M. Béhaghel insiste; l'étude du chemin est complète jusqu'à Lederzeele, l'intervention de Watten a seule empêché le classement l'année dernière : On ne peut vouloir aujourd'hui revenir sur les premières études.

Le Préfet répète que le Conseil général a désiré que des études fussent faites jusqu'à Watten, qu'il y a dissentiment avec M. Béhaghel et qu'il est nécessaire d'examiner s'il y aura lieu de renoncer au prolongement.

M. Béhaghel réclame de nouveau une proposition de classement de la bienveillance de M. le Préfet. Le prolongement par Watten n'a aucune utilité, et depuis trois ans on éloigne sous divers prétextes le classement d'une ligne très-utile.

Le Préfet répond de nouveau qu'il lui est impossible de se fixer en ce moment sur ces études, et que fussent-elles complètes, il ne pourrait proposer le classement en présence des décisions prises en faveur de deux autres lignes de l'arrondissement d'Hazebrouck.

M. Béhaghel demande que le chemin de Cassel à Lederzeele soit mis au premier rang des chemins à classer l'année prochaine.

M. Deschodt recommande au même titre le chemin de Steenvoorde à l'Hazewinde.

Chemin d'Armentières à La Bassée.

Sur la proposition du cinquième bureau, le Conseil adopte l'arrêté suivant :

« Sous la condition expresse que le contingent des communes, dans la dépense de construction » sera préalablement complété et régulièrement assuré par des votes et des impositions en bonne » forme et non conditionnelles, le chemin de grande communication d'Armentières à La Bassée par » Fromelles et Herlies est classé de grande communication sous le N.° 58.

» Les communes d'Armentières, La Chapelle, Erquinghem-sur-la-Lys, Frelinghien, Houplines,

» Aubers, Fromelles, Herlies, Illies, Marquillies, Wicres, Sainghin-en-Weppes, Fournes, Salomé » et La Bassée, sont déclarées intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin. »

Chemin d'Aubers à Estaires.

M. Chombart rappelle que le chemin d'Aubers à Estaires est proposé depuis plusieurs années, qu'il est d'une utilité évidente, que sa position même exige son classement parce qu'il se réunit au chemin N.° 10 du Pas-de-Calais, puis rejoint dans le Nord le chemin d'Estaires à Armentières. Ce chemin est très-fatigué par les transports, et il est juste que les communes intéressées concourent toutes à son entretien.

Quant au refus des communes de contribuer, M. le Préfet avait compris qu'il n'était pas fondé, car il avait réuni les maires et avait proposé des impositions d'office.

Dans cette situation, l'opinant espère que M. le Préfet voudra bien mettre le chemin en état d'être classé.

Le Préfet déclare qu'il tiendra compte de ces observations.

Chemin d'Haubourdin à Seclin.

M. D'Hespel expose que l'utilité du chemin d'Haubourdin à Seclin a été reconnue en 1837, qu'il a été depuis recommandé par le Conseil d'arrondissement, mais que jusqu'aujourd'hui les communes n'avaient pas voté de fonds. L'opinant déclare être en mesure de fournir leurs offres en forme régulière, et il demande le classement.

Le Préfet répond que dans la position des choses et après les propositions qu'il a faites, il ne peut proposer un chemin de plus.

M. Lestiboudois fait observer que dans plusieurs circonstances, quand un chemin arrivait à réunir toutes les conditions prescrites, le Préfet en a proposé le classement séance tenante. Il demande qu'il en soit ainsi pour le chemin d'Haubourdin.

M. D'Hespel ajoute que le chemin a été classé en 1837, qu'on en a détaché le tronçon d'Haubourdin à Englos, qu'il est important et que des rivalités de communes l'ont seules fait ajourner.

Le Préfet regrette d'être dans l'obligation de refuser, mais il a dû limiter le chiffre des dépenses à faire. Si l'arrondissement de Lille a des ressources disponibles, il est aussi le mieux partagé en voies de communication. Le chemin est utile sans doute, mais d'autres sont depuis plus longtemps en état. Le Préfet prie les préopinants de ne pas insister.

M. Mimerel dit qu'on demanderait cette année le classement seulement, sans augmenter la dépense, afin d'éviter le retrait des offres des communes.

Le Préfet répond que ce serait prendre un engagement qu'il ne saurait contracter de peur de grever l'avenir.

Chemin N.° 14, prolongement.

A l'occasion du prolongement du chemin N.° 14, M. Leurent fait remarquer que le devis est trop élevé et a effrayé les communes. Il pense qu'il y aurait lieu d'établir un chemin en gravier.

Le Préfet répond qu'il examinera cette question.

Chemin de Caudry à Aubencheul-au-Bois.

Sur la proposition du cinquième bureau, le Conseil général adopte l'arrêté suivant :

« Le Conseil général, sous les conditions et réserves qui suivent, classe comme chemin de grande communication, sous le N.° 59, le chemin de Caudry à Aubencheul, par Ligny, Caullery, Selvigny, Walincourt, Malincourt, Villers-Outréau, jusqu'à la route nationale N.° 44.

» Ce classement est accordé sous la condition expresse que la chaussée sera macadamisée dans toute sa longueur, sauf les parties déjà pavées et la traversée des communes; que la chaussée n'y excèdera sur aucun point la largeur de trois mètres, que partout où une largeur plus grande existera, et partout où il conviendrait aux communes de créer à leurs frais un supplément de largeur, l'entretien de cet excédant incombera aux localités seulement, sans que les fonds départementaux puissent jamais y contribuer en rien; enfin, que M. le Préfet tiendra la main à ce que les disposi-

tions des arrêtés du Conseil général, à la date du 4 décembre 1848, relatives aux travaux présentés par les communes en décharge de leurs cotisations, soient préalablement appliquées aux parties du chemin de Caudry à Aubencheul-au-Bois, exécutées par lesdites communes.

» Le Conseil général indique comme intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin, les communes de Caudry, Ligny, Selvigny, Caullery, Walincourt, Malincourt et Villers-Outréau.

» M. le Préfet voudra bien aviser, d'accord avec son collègue du Pas-de-Calais, à ce que la commune d'Aubencheul-au-Bois soit appelée à fournir sa part de cette dépense. »

Chemin de Marquette à Neuville St.-Remy.

Le Conseil général adopte également, sur la proposition du cinquième bureau, l'arrêté suivant :

» Le chemin de Marquette à Neuville-Saint-Remy ayant son point de départ à la route nationale N.° 43, et se dirigeant par Wasnes-au-Bac, Bantigny et Tilloy, est classé de grande communication sous le N.° 60.

» Les devis seront réduits en raison d'une largeur maximum de 3 mètres de chaussée pavée, sans addition d'empierrements latéraux.

» La dépense supplémentaire de la rectification du tracé dans la traversée de Bantigny, si M. le Préfet l'adopte, sera exclusivement supportée par les cotisations communales.

» Sont déclarées intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin, les commmnes de Cambrai, Neuville-Saint-Remy, Hem-Lenglet, Cuvillers, Blecourt, Paillencourt, Abancourt, Bantigny, Tilloy, Etrun, Morenchies, Masny, Marquette, Wasnes-au-Bac et Wavrechain-sous-Faulx. »

Chemin de Cambrai à Metz-en-Couture.

Le rapporteur donne lecture d'un rapport de M. l'ingénieur des ponts-et-chaussée qui lui a eté remis, hier, par M. le Préfet et qui concerne le projet du chemin de Cambrai à Metz-en-Couture.

M. De Beaumont combat la résolution prise par le bureau relativement à l'ajournement du classement de ce chemin.

Il explique que le tracé par Noyelles et Proville a des avantages sérieux parce qu'il desservira des communes qui possèdent d'importantes usines mues par l'eau et par la vapeur. Ces usines sont, à la vérité, reliées à Cambrai, mais elles ne le sont pas au Pas-de-Calais où elles ne peuvent aborder qu'avec de grands détours. Il est d'une haute importance que les usines soient facilement accessibles pour toutes les communes et pour les départements voisins.

La commune de Marcoing n'a rien de sérieux à opposer. Le chemin atteindra une de ses rues. Son véritable motif consiste dans le *mauvais gré* qui y règne et qui la porte à s'isoler des localités voisines, afin d'atténuer la valeur des terres et éviter la concurrence.

Une circonstance décisive, d'ailleurs, c'est que la différence du prix des deux tracés qu'on disait devoir être considérable, ne s'élèvera qu'à 12,500 francs. Cette minime différence ne peut arrêter le Conseil général.

M. Chappelier répond que si la question est examinée au point de vue financier, on verra que le tracé par Noyelles et Proville doit coûter 90,000 fr., tandis que celui par Marcoing ne coûtera que 14,900 fr.

La commune de Proville qui compte 400 habitants est reliée à Cambrai, dont elle n'est distante que d'un kilomètre et demi, par un excellent pavé. Elle est donc hors de cause. Celle de Noyelles a un intérêt réel au chemin projeté, mais elle est desservie par un canal et par un chemin vicinal qui conduit à Proville. Est-il juste dans cette situation, de détourner le chemin vers ces communes, pour n'atteindre Marcoing qu'à une distance de 700 mètres de son centre? Les communes ont réclamé, et il y a lieu de faire de nouvelles études.

M. De Beaumont réplique que la nouvelle étude vient d'être produite dans le nouveau rapport de l'ingénieur, qui établit que le surcroît de dépense ne sera que de 14,500 fr.

Marcoing a enfin compris ce qu'avait d'étrange sa position d'isolement, et il demande qu'il lui soit ouvert un chemin spécial. Le fait est que cette commune ne veut pas se rattacher à Proville et à Noyelles dont elle craint la concurrence pour ses terres.

M. Chappelier repousse cette objection, car en se reliant à Masnières, la commune de Marcoing trouve également nombre de cultivateurs qui pourraient lui faire concurrence.

M. Lestiboudois demande si le chiffre des dépenses suivant les deux tracés peut être établi d'une manière exacte et qui lève tous les doutes.

Le Rapporteur répond que le bureau s'était décidé sur des calculs qui faisaient ressortir un excédant considérable de dépense dans le projet par Noyelles et Proville.

Ces communes veulent faire admettre pour comptant des travaux qui leur ont coûté 54,000 fr. et réclament en outre 8,000 fr. pour cessions de terrains.

Le nouveau rapport de l'ingénieur, qui peut ressembler à un plaidoyer en faveur du tracé par Proville, donne une différence de 12,500 fr.

La part du département serait grossie par la reprise des travaux faits pour le prix qu'ils ont coûté, tandis qu'on ne devrait les reprendre que pour leur valeur actuelle.

Il ne faut d'ailleurs pas négliger un fait important. C'est que dans le syndicat formé pour l'examen des projets, le maire de Marcoing n'avait devant lui que des adversaires. Il y a vraiment lieu d'ajourner à l'année prochaine, pour que la question soit de nouveau étudiée et éclairée par M. le Préfet.

Le Préfet rappelle que le chemin a été classé en 1837. La première étude faite alors indique exclusivement le tracé par Noyelles et Proville. Le syndicat fut unanime ; il n'était pas question du tracé par Marcoing. Aucune objection ne s'éleva dans le Conseil général. Toutes les communes firent leurs offres. Marcoing, seul, refusa. Le chemin fut déclassé.

L'an dernier, on se remit à l'œuvre. Une nouvelle instruction eut lieu ; les ingénieurs indiquaient le tracé par Proville. Le syndicat, où siégeait le maire de Marcoing, donna son approbation. Plus tard, Marcoing se présente et indique un nouveau tracé. On l'étudie, et l'on voit qu'avec une longueur à peu près égale de parcours, la dépense pour le précédent projet offrirait un excédant de 14,500 francs. Le rapport des ingénieurs confirme pleinement les opinions anciennes.

Les communications pavées que possèdent les communes de Proville et Noyelles sont, au dire des adversaires, et suivant qu'ils veulent, ou les leur laisser, ou les leur reprendre, ou dans un excellent état, ou dans la situation la plus mauvaise.

Mais en écartant des arguments de cette nature, le Conseil général considèrera que par Noyelles et Proville on satisfera plus de communes, une population plus considérable, avec des forces contributives plus étendues.

Ce n'est pas avec Cambrai qu'il s'agit de relier Noyelles et Proville, c'est vers le Pas-de-Calais et la Somme qu'il faut ouvrir un passage à leurs établissements industriels si importants. Le chemin par Marcoing se bornerait à une simple voie communale de débouché.

Marcoing a pavé ses chemins intérieurs, et en exigeant qu'on les traverse, il veut mettre à la charge du département une partie de l'entretien de ses rues. Dans l'autre direction, les usines qui profiteront du chemin y contribueront dans une large part.

Le classement proposé est bien justifié. Il est d'ailleurs la conséquence des démarches faites auprès du Pas-de-Calais et de la Somme, pour que le classement du prolongement de la ligne soit prononcé dans ces départements.

M. Marchant répond qu'il est d'accord avec M. le Préfet sur beaucoup de points, mais que le

bureau a pensé que le chiffre de 54,000 fr. attribué aux travaux faits ne reposait pas sur des bases suffisamment certaines. Il a cru que dans l'état où l'affaire se présentait un ajournement était nécessaire afin de donner à l'administration les moyens d'achever les études.

Le Président met aux voix la proposition d'ajournement. Elle est adoptée.

Révision de la Constitution.

Le Président donne lecture au Conseil du vœu suivant qui a été déposé sur le bureau :

« J'ai l'honneur de proposer au Conseil général le projet de résolution suivant :

» Le Conseil général, dans l'intérêt de l'ordre et de la stabilité du pouvoir,

» Émet le vœu que la Constitution soit révisée dans la forme et les délais qu'elle a déterminés.

» Signé : Alfred De Clebsattel. »

MM. Beauvois et Bianchi demandent la question préalable.

M. Plichon demande au contraire que le vote sur la proposition ait lieu immédiatement, tous les esprits étant suffisamment éclairés et fixés sur la question.

Le Président fait observer que la question préalable serait le rejet du vœu sans discussion.

M. Bianchi demande à motiver sa proposition pour la question préalable.

Plusieurs membres font observer qu'il n'est pas dans les usages de motiver les propositions de cette nature.

Le Président met aux voix la question préalable, qui est rejetée par le Conseil général, après un vote par assis et levé.

Le Président consulte l'assemblée sur la question de savoir si le vœu déposé sera renvoyé à l'examen des bureaux ou d'une commission spéciale, ou s'il sera passé de suite au vote.

M. Hannoye fait observer que le Conseil général est incomplet, et propose la remise à demain.

M. Bianchi invoque les habitudes du Conseil qui renvoie toujours les propositions déposées aux bureaux ou à une commission. Voter immédiatement et à la fin d'une séance quand toute discussion est devenue impossible, ce serait enlever une résolution qui dès-lors n'aurait aucune valeur. La discussion sur une pareille proposition doit être longue et solennelle. L'opinant se propose de prouver qu'elle est inconstitutionnelle et révolutionnaire. Il faudra, dit-il, que l'on s'explique et que l'on dise si l'on veut le rétablissement de la monarchie.

Le Président fait remarquer à M. Bianchi qu'il ne peut admettre ce mode d'argumenter. Il n'est pas permis de suspecter les intentions des membres du Conseil.

M. Bianchi insiste sur la nécessité d'avoir une discussion sérieuse.

M. Beauvois s'étonne que le renvoi à une commission éprouve des difficultés, et que l'on veuille prolonger la séance, lorsque tout à l'heure on a interdit la parole au rapporteur des chemins de grande communication qui invoquait cependant d'excellentes raisons pour être admis à terminer son rapport.

M. Brame déclare qu'il faut agir loyalement et propose la nomination d'une commission.

Le Président met aux voix la nomination d'une commission spéciale.

Cette nomination est décidée à l'unanimité.

Il est procédé immédiatement et au scrutin, à l'élection d'une commission de sept membres, à la majorité relative.

Le nombre des votants est de 38.

Les voix se répartissent ainsi qu'il suit :

MM. De Clebsattel	27
De Montozon	26
Gouvion	25

MM,	De Beaumont	24
	Deschodt	24
	Defontaine	23
	Ancelet	21
	Jules Brame	9
	Seydoux	9
	Lestiboudois	6
	Plichon	5
	Bianchi	4
	Beauvois	4
	Legrand	4
	Béhaghel (de Cassel)	4
	Voix perdues	2

MM. De Clebsattel, De Montozon, Gouvion, De Beaumont, Deschodt, Defontaine et Ancelet ayant obtenu la pluralité des voix, sont nommés membres de la commission chargée de l'examen du vœu déposé. Cette commission se réunira demain à neuf heures.

Le Président fixe à demain à midi l'ouverture de la prochaine séance, et lève la séance à six heures et demie.

Ont signé : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 5 septembre.

La séance est ouverte à midi.

Sont présents : MM. Danel, président ; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis) ; Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemakêr, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 4 septembre est lu par le secrétaire et adopté.

Communication.

Le Président communique au Conseil général les pièces suivantes :

1.° Rapport de M. le Préfet en envoi de propositions de la commune de Steenwerck, concernant la construction d'un pont au Bac-St-Maur. Renvoyé au cinquième bureau.

2.° Rapport de M. le Préfet en envoi d'une demande du sieur Desfossé, instituteur communal à Bourbourg, tendant à être autorisé à percevoir lui-même la rétribution mensuelle. Renvoyé au troisième bureau.

Caisse nationale de secours.

M. Testelin dépose un vœu ainsi conçu :

« J'ai l'honneur de proposer au Conseil général du Nord d'émettre le vœu que l'Assemblée » législative vote la fondation d'une caisse nationale de secours et de retraite en faveur des sapeurs-» pompiers, victimes de leur dévouement dans les incendies. » — Renvoyé au troisième bureau.

Le Président donne lecture des listes des rapports préparés. Il ne s'élève aucune objection.

Chemins vicinaux de grande communication.

Chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage.

M. Marchant, rapporteur du cinquième bureau, reprend la lecture de son rapport sur les chemins vicinaux de grande communication.

M. Hannoye expose que le chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage est l'un des plus utiles du département. Un projet a été rédigé en 1842 et les communes ont voté les contingents qui leur ont été demandés. Un déficit de 4,000 fr. dans les ressources a fait alors ajourner le classement. En 1846, d'autres communes avaient offert encore 2,000 fr., et des souscriptions particulières avaient plus que complété les deux tiers de la dépense ; le Préfet était dans l'intention de proposer le classement, mais on fit surgir tout-à-coup un nouveau projet dont il n'avait été nullement ques-

tion précédemment et qui était inconnu aux communes. Le Conseil général n'a pu prononcer le classement.

Le projet de 1842 conduisait le chemin jusqu'à Baives et devait coûter 166,000 francs. Le second s'arrêtait à Eppe-Sauvage et présentait une dépense de 185,000 francs.

En 1847 on a promis de faire achever les études, mais aucun résultat n'est encore obtenu.

L'opinant prie M. le Préfet de prescrire ces études de manière à conduire le chemin jusqu'à la route N.° 6, et en tenant compte aux communes des sacrifices qu'elles ont faits.

Le Préfet prend l'engagement de terminer l'instruction pour la session prochaine.

Les conclusions du rapport qui tendent au même but sont adoptées dans ces termes :

« M. le Préfet est prié de faire étudier, dans l'intervalle des sessions, le projet de chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage dirigé par Moustiers et Baives jusqu'à la route départementale N.° 6, ainsi que l'avait étudié, en 1842, M. l'ingénieur Bollaert.

» Le Conseil général prie M. le Préfet de prescrire à M. l'ingénieur chargé de cette nouvelle étude de se renfermer dans l'économie la plus stricte sans nuire à la solidité de la voie, et de donner aux élargissements et rectifications qui nécessitent des acquisitions de terrains le moins de développement possible.

» M. le Préfet voudra bien aussi charger M. l'ingénieur d'évaluer les travaux exécutés dans cette direction par les communes, pour que le chiffre de ces travaux vienne en déduction du contingent des localités dans la dépense.»

Chemin d'Etrœungt à Fourmies.

M. Legrand fait remarquer, au sujet du chemin d'Etrœungt à Fourmies, que le Conseil d'arrondissement le recommande comme une ligne de la plus grande utilité qui doit relier Trélon avec Solesmes et Cambrai. Il est achevé aux deux tiers. Il ne reste à combler que la lacune entre Etrœungt et Anor. Il avait été classé en 1847, mais a été déclassé depuis à cause du refus d'Anor d'y contribuer. Aujourd'hui ce refus n'existe plus, et le classement n'aggraverait pas la situation du fonds subventionnel, puisque le Conseil général a réduit hier un subside demandé pour un chemin de débouché. Le département de l'Aisne n'a exécuté le prolongement que dans l'espoir d'un classement que l'opinant réclame avec instance.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Chemin de Maubeuge à Erquelines.

M. Marchant prie M. le Préfet, dans l'intérêt du chemin projeté de Maubeuge à Erquelines, de ne pas permettre aux communes intéressées d'aliéner les excédants de largeur de l'ancienne chaussée Brunehaut, qu'il faudrait peut-être racheter plus tard à grands frais.

Chemin de Fresnes à Quaroube.

—

Prolongement.

M. Beauvois déclare qu'il n'essaiera pas d'obtenir de M. le Préfet un changement de résolution. Les répugnances de ce magistrat sont trop manifestes. Il se borne à faire remarquer que l'arrondissement de Valenciennes, en raison de ses avances, a droit au classement de quelques chemins.

Il rappelle que le Conseil général avait demandé en 1848 et 1849 qu'on fît l'essai de l'emploi des agents-voyers aux chemins de grande communication. Cette mesure entre-t-elle dans la pensée de M. le Préfet? Quelques passages de son rapport sembleraient indiquer le contraire. Cependant l'essai doit être fait et l'opinant invite l'administration à tenir compte des intentions du Conseil.

Quant au chemin de Fresnes à Quaroube, les communes qui y ont contribué ont droit à ce que leurs sacrifices leur soient comptés. Tout ajournement est fâcheux. L'administration est armée du pouvoir d'imposer d'office les communes qui refusent leur intervention. Jenlain surtout, qui a un grand intérêt à la confection du chemin, doit avoir la main forcée. M. Beauvois appelle l'attention de M. le Préfet sur ces considérations.

Le Préfet explique qu'en présence du refus fait hier par le Conseil général de classer un che-

min qu'il avait cru, lui, être en état, après un examen sérieux du dossier, il doit apporter une grande circonspection dans ses propositions ; il croirait téméraire d'improviser une demande de classement pour des lignes dont les conditions lui avaient paru moins complètes.

Ainsi, en ce qui concerne le chemin d'Étrœungt à Fourmies, il n'a reçu que depuis peu de temps les offres des communes, et n'a pu en faire un examen complet. Ce chemin d'ailleurs doit traverser le département de l'Aisne, on assure qu'il y sera classé, mais si cet espoir n'était pas réalisé, le Conseil général regretterait l'an prochain un classement précipité.

La situation financière de l'arrondissement d'Avesnes commande, en outre, des ménagements, et il convient d'attendre qu'elle soit améliorée.

Le Préfet regrette vivement de ne pouvoir se rendre aux vœux qu'on lui exprime, mais des propositions improvisées auraient de graves inconvénients, même au point de vue de l'autorité du Conseil général.

En ce qui concerne le prolongement du chemin de Fresnes à Quaroube, le Préfet aurait été disposé à en demander le classement et à donner cette satisfaction à l'arrondissement de Valenciennes, si la position des communes eût été meilleure ; mais sur sept communes, une seule a fait des offres. Ce n'est pas en cet état que le Préfet peut faire usage de son droit d'imposer d'office, ce droit ne peut être utilement exercé que dans de certaines limites, lorsque la majorité des communes s'est prononcée affirmativement, et qu'il faut vaincre le mauvais vouloir d'une minorité.

Le Rapporteur explique que s'il a exprimé au nom du bureau le désir de M. le Préfet que le chemin de Metz-en-Couture, ajourné hier, fût remplacé par d'autres, c'est parce qu'il résultait en effet du rapport de ce magistrat que ces autres chemins étaient arrivés à un état d'instruction complète, que leur classement aurait été proposé si la situation des ressources l'eût permis ; or l'ajournement du chemin de Cambrai à Metz-en-Couture laissait des fonds disponibles.

Quant au chemin vers Jenlain, il est en effet difficile à M. le Préfet d'exercer son droit d'imposition d'office contre six communes ; toutefois, on a vu hier, dans l'affaire du pont de Bauvin, que le même droit était invoqué contre onze communes. Il est permis d'exprimer des regrets lorsque l'application des règles éprouve de telles variations.

Le Préfet réplique que les deux cas ne sont pas les mêmes, que le pont de Bauvin appartient à un chemin classé et exécuté dont il est l'achèvement nécessaire, tandis que la route de Jenlain n'est ni classée ni faite, et que l'utilité n'en peut être appréciée que par l'assentiment des communes.

Quant aux fonds devenus disponibles sur les subventions départementales, le Conseil général peut être assuré qu'ils ne resteront pas sans emploi. Ils serviront à activer les travaux sur les lignes classées.

M. Beauvois est convaincu que M. le Préfet a donné tous ses soins à l'affaire du prolongement du chemin de Fresnes à Quaroube. La vraie cause des retards, suivant lui, réside dans les changements trop fréquents des préfets.

Il ajoute que ce n'est pas seulement une commune qui a demandé le classement, mais qu'il y en a quatre autres qui attendent le prix des immenses sacrifices qu'elles se sont imposés pour la confection de la route. Il insiste sur la nécessité de contraindre Jenlain dont l'intérêt est considérable, et demande que le classement soit prononcé l'an prochain.

M. Legrand reproduit ses observations concernant le chemin d'Etrœungt à Fourmies. Il fait remarquer que le département de l'Aisne a classé des chemins qui se relient à de simples chemins vicinaux du canton de Trélon, et que par conséquent il ne se refusera pas à donner le même caractère au prolongement de celui de Fourmies. Il ajoute que ce dernier chemin est indispensable à

cinq communes importantes qui ont offert tout ce qu'on leur a demandé et qui ont ainsi des titres réels à obtenir le classement à la session prochaine.

Cinq centimes additionnels.

Sur la proposition du cinquième bureau, le Conseil général adopte les arrêtés suivants :

« Le Conseil général vote, pour l'exercice 1851, les cinq centimes spéciaux destinés au service » des chemins de grande communication. »

Impression des tableaux.

« Le Conseil général ordonne :

» L'impression des tableaux récapitulatifs et comparatifs annexés au rapport de M. le Préfet, » celle des cinq tableaux dressés par M. l'ingénieur en chef sur les longueurs des chemins exé- » cutés, les dépenses à faire pour constructions, les résultats de l'application du fonds commun, » la répartition des longueurs et des crédits d'entretien par arrondissement, et les réductions suc- » cessives du taux de cet entretien, enfin celle du rapport même de M. l'ingénieur en chef, pour » ne faire qu'un seul corps avec celle du rapport sur les chemins de grande communication. »

« Le Conseil rappelle à l'attention bienveillante de M. le Préfet, ses délibérations du 4 décembre » 1848, et les règles qu'elles posent.

Chemin N.° 29.

» Le pavé faisant partie du chemin de grande communication N.° 29, dans toute la traversée » du territoire de Denain, sera réparé et entretenu dans la largeur qui lui a été donnée lors de sa » construction, aux frais de la commune et du département. »

M. De Beaumont fait remarquer, au sujet de ce dernier arrêté, que c'est une dérogation à la règle que le Conseil général s'est faite, de ne pas admettre des chaussées de plus de trois mètres de largeur.

Le Rapporteur répond qu'il a été décidé l'an dernier que la traverse de Denain, fréquentée par un nombre très-considérable de voitures, serait entretenue dans toute sa largeur. C'est une exception faite à une règle qui n'est pas absolue, et à laquelle il peut être dérogé pour certaines portions de chemins fort restreintes, et placées dans des conditions toutes spéciales.

Traitements des ingénieurs.

A l'occasion des traitements accordés aux ingénieurs, M. Lestiboudois fait remarquer que la même question s'est produite à l'égard des routes départementales, et qu'elle a été négativement résolue par M. le Ministre de l'Intérieur.

M. Le Préfet répond que cette résolution négative est fondée sur ce que, pour les routes départementales, une ordonnance a réglé les honoraires des ingénieurs, mais que rien de semblable n'existe pour les chemins de grande communication.

L'arrêté ci-après est adopté :

« Le Conseil général autorise M. le Préfet à remplacer par une rétribution fixe, les remises pro- » portionnelles de MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées, sur les dépenses de construction et » d'entretien des chemins de grande communication du département du Nord.

» Il fixe ainsi qu'il suit le traitement de MM. les ingénieurs, et les indemnités aux agents secon- » daires attachés au service des chemins de grande communication :

» Traitements des ingénieurs et indemnités. . . . . 16,000 fr.

» Moitié à la charge du fonds subventionnel 8,000

Subventions industrielles.

M. Legrand demande si les subventions payées par les industriels pour l'entretien des chemins profitent exclusivement aux communes où ils sont établis.

Le Rapporteur répond que jusqu'à présent ces subventions ont été imputées sur les contingents totaux. L'intérêt est peu important, mais il y a convenance d'affecter les subventions à chaque commune.

M. Legrand réplique que le mode suivi est très-préjudiciable aux communes qui, outre les subventions des industriels, sont tenues de payer encore des contingents qui font double emploi.

Le Préfet déclare que les subventions industrielles doivent être toujours affectées aux chemins qu'elles concernent, mais il ajoute qu'elles doivent profiter au département comme aux localités, et que leur emploi doit être fait sur les lieux.

M. Lestiboudois appuie ces observations. Les subventions sont applicables au chemin spécial qu'elles regardent, mais il faut qu'elles viennent en déduction du contingent du département et des communes.

M. Legrand pense de son côté, que les contingents des communes dans l'entretien des chemins étant fixés par les syndicats en raison de leur importance et des industries qui y sont établies, il est juste que les subventions profitent à elles seules.

Le Conseil général adopte les arrêtés suivants sur la proposition du cinquième bureau :

Inondations.

« M. le Préfet est autorisé à imputer intégralement sur le fonds commun départemental des « chemins de grande communication, la somme de 6,000 francs nécessaire pour la réparation des « dégâts causés aux chemins N^os^ 24, 32 et 42 et au pont d'Hautmont par les crues d'eaux extraor- « dinaires et le débordement des rivières de l'arrondissement d'Avesnes dans le courant du mois « d'août dernier.

Largeur des chaussées.

« M. l'ingénieur en chef est prié de ne permettre la présentation et M. le Préfet de n'autoriser « l'exécution d'aucun projet d'élargissement de la chaussée des chemins classés, soit en pavé, soit « en empierrement, au-delà d'une limite extrême de trois mètres de largeur, limite adoptée par le « Conseil.

Agents-voyers et petite vicinalité.

« Le Conseil général fixe à 36,000 francs à la charge du fonds commun, les traitements des « agents-voyers, et à 38,000 francs la subvention à la petite vicinalité.

Lannoy. — Demande de secours.

M. Mimerel demande la parole sur la demande de secours formée par la commune de Lannoy, pour le paiement de la construction de la portion du chemin N.° 12, entre Lannoy et Roubaix.

Il fait observer incidemment que la résolution du cinquième bureau a été prise par cinq membres seulement.

Il rappelle qu'il est de principe que le département contribue pour moitié dans les travaux des chemins de grande communication, et qu'il a admis par exception la proportion de deux tiers en faveur de l'arrondissement d'Avesnes.

Il explique qu'en 1831 Lannoy a exécuté son chemin avec l'autorisation du Préfet et l'assentiment du Conseil général, qui a accordé une subvention de 10,000 fr. Il n'y a donc pas eu imprudence de sa part.

En 1836, le chemin a été classé et n'a pas été porté en déduction des dépenses, comme on l'a fait depuis pour d'autres chemins. Si on eut agi alors comme on agit aujourd'hui, Lannoy eut reçu 45,000 fr.

Mais la dette de cette commune a continué à peser sur elle; et, quoi qu'on en dise, ses ressources sont tellement restreintes, que pendant vingt ans elle n'a pu prélever sur ses revenus ordinaires qu'une somme de 5,000 fr., et que pour réparer son église, pour reconstruire son presbytère, elle a dû solliciter d'importants secours.

Dans une pareille situation, et quand l'arrondissement de Lille est si fort en avance envers les autres arrondissements, il ne serait pas équitable de refuser le secours demandé.

Le Rapporteur déclare qu'il s'abstient de répondre et se réfère aux considérations développées dans son rapport.

M. Beauvois fait remarquer que l'affaire n'est pas nouvelle, qu'en 1840 le Préfet a demandé une subvention, qu'elle a été refusée, et que le Conseil général a blâmé alors avec raison l'imprudence commise lors de l'autorisation des travaux. Ce serait aujourd'hui faire acte de générosité que d'accorder un secours, et l'on créerait un précédent que d'autres communes ne manqueraient pas d'invoquer.

M. Lestiboudois convient que Lannoy n'a aucun droit, mais il ajoute qu'il réclame un acte de justice. Il a construit à ses frais un chemin qui a depuis été classé. Les autres communes, en pareil cas, ont toujours porté en ligne de compte les travaux qu'elles avaient exécutés. Lannoy n'en a rien fait. Il importe peu que l'arrondissement de Lille n'ait jamais élevé de réclamations semblables, il suffit que la demande actuelle soit justifiée par ce qui se fait dans les autres arrondissements.

Les ressources de la commune de Lannoy sont si faibles, qu'elle n'a été imposée pour l'entretien du chemin qu'à la somme de 35 fr., et, en effet, elle n'a qu'un territoire de 10 hectares, et ses centimes additionnels produisent peu. Elle a cru, en se reliant à la ville de Roubaix, se créer un avenir de prospérité; elle s'est trompée. Elle réclame ce qu'on a donné partout; elle justifie de l'insuffisance de ses ressources, qui l'oblige à s'imposer extraordinairement 40 centimes. Ce ne sera pas en vain qu'elle aura fait appel à l'équité du Conseil général.

M. Beauvois insiste de nouveau sur les considérations et les calculs insérés dans le rapport, et qui tendent à établir que la commune de Lannoy est en position de se libérer de sa dette.

Le Président met aux voix les conclusions du rapport, qui tendent au rejet de la réclamation.

Ces conclusions ne sont pas admises.

Les propositions du Préfet, tendant à faire accorder à la commune de Lannoy un secours de 18,915 fr., payable en cinq ans, est mise aux voix et adoptée.

M. Brame n'a pris part ni à la discussion ni au vote.

Pont de Marpent.

Au nom du cinquième bureau, M. Marchant fait un rapport sur la situation du pont de Marpent.

Ce pont, construit sur une ancienne voie romaine, n'a été à aucune époque à la charge de la commune.

Avant la canalisation de la Sambre, ce pont, qui avait été détruit par les événements de la guerre en 1814 et 1815, avait été rétabli par les ponts-et-chaussées dans des conditions excellentes de solidité.

Les concessionnaires, obligés par leur cahier des charges de construire des ponts là où ils auraient intercepté le passage, le sont, à plus forte raison, d'entretenir les ponts existants.

Or, ils laissent dans un état impraticable les ponts de Marpent, d'Hautmont, de Hachette.

Les deux derniers sont en ruine, bien qu'ils soient le lien indispensable des deux parties du territoire.

A Marpent, le canal sépare l'agglomération des terres labourables.

Cependant, au moment même de la moisson, un arrêté administratif a prescrit le barrage de ce pont. L'agent des concessionnaires qui est venu pour mettre cette mesure à exécution, a dû reculer devant l'émotion qu'elle a causée.

Au lieu de demander à une commune sans ressources la reconstruction d'un pont qui n'a jamais été à sa charge, ne serait-il pas plus juste de forcer la compagnie à payer cette dépense avec le concours de l'État et du fonds commun des canaux?

Le département est déjà venu prendre pour les ponts de la Sambre la place de l'État dans l'intérêt du maintien des communications. Il est urgent qu'un parti définitif soit adopté.

Le pont de Berlaimont appartient à une route départementale.

Ceux de Landrecies et Maubeuge font partie de routes nationales.

Le pont d'Hautmont se reconstruit en ce moment avec les fonds départementaux et des souscriptions.

Mais les autres ponts sont délaissés, et la compagnie de la Sambre ne veut intervenir dans leur conservation que pour une part et à titre bénévole.

En présence de ce triste état de chose, le cinquième bureau prie le Conseil général d'appeler sur la question des ponts de la Sambre en général, et sur celui de Marpent en particulier, toute la sollicitude de M. le Préfet et de MM. les Ministres des Travaux publics et de l'Intérieur.

Ces conclusions sont adoptées.

Sambre canalisée. Le même membre fait un rapport sur un vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes concernant la Sambre canalisée.

Le bureau approuve en partie les observations et les appréciations du rapport de l'ingénieur.

La société concessionnaire a fait quelques améliorations et en prépare d'autres, mais elle devrait faire plus.

Les chemins de halage devraient être complètement empierrés et garnis de crasses carboniques provenant des établissements métallurgiques.

L'élargissement de la vieille Sambre est un travail coûteux, sujet à discussion et sans utilité sérieuse.

Les curages dans le lit de la Sambre sont faits avec peu de soin et de manière à amener des dégradations dans les rives opposées au chemin de halage.

L'élargissement du plafond du canal, coïncidant avec un curage à deux mètres de profondeur, aurait besoin d'une surveillance spéciale pour prévenir l'aggravation des fâcheux résultats signalés plus haut.

Il devrait y avoir à tous les biefs des moyens suffisants d'écoulement, et l'obligation la plus stricte devrait à cet égard être imposée à la compagnie.

Les paragraphes **3**, **4**, **5** et **6** du rapport de l'ingénieur ont un caractère d'utilité incontestable.

Les reproches du Conseil d'arrondissement d'Avesnes sont un peu exagérés. Le devoir de l'arrondissement est de concilier tous les intérêts, comme celui de la compagnie est de respecter tous les droits.

Le bureau prie le Conseil général d'engager M. le Préfet à diriger dans cette voie les efforts de son administration et ceux des agents qui dépendent de son autorité.

Ces conclusions sont adoptées.

Sur la proposition du cinquième bureau, le Conseil général adopte l'arrêté suivant :

Sambre canalisée. » Dans le but de coordonner les moyens de défense des intérêts de l'agriculture, de la salubrité » publique et de la propriété, comme aussi pour surveiller le régime des ponts et celui des irriga- » tions de la rivière canalisée de la Sambre, le Conseil général réitère toutes ses instances auprès » de M. le Préfet pour la prompte et efficace organisation des syndicats de cette voie fluviale, » notamment de celui de la Basse-Sambre. »

Plantation des rives de la Sambre. Le Conseil général, sur la proposition du cinquième bureau, adopte la résolution suivante :

» M. le Préfet est prié de vouloir bien concilier les prescriptions des arrêtés préfectoraux de » **1846**, **1847** et **1850**, sur les plantations de la rive de la Sambre opposée au chemin de halage,

» avec les droits acquis des riverains et les intérêts de l'agriculture, dans le sens des précédentes » délibérations du Conseil général. »

Ponts d'Hautmont.

Le Conseil, sur la proposition du cinquième bureau, adopte l'arrêté suivant :

« Le Conseil général prie M. le Préfet de prescrire à MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées » de surveiller l'exécution des ponts d'Hautmont, sur la Sambre, dans le double but d'éviter une » rampe sur la digue qui les sépare, et de les faire reconstruire tous deux dans l'axe du chemin » qui suit cette digue.

» MM. les ingénieurs seront priés de tenir la main à ce que les obligations imposées sous ces » deux rapports aux concessionnaires du canal, par le cahier des charges et par l'intérêt public, » soient strictement exécutées, et à ce que dans la reconstruction du tablier en bois du pont près » des usines, il ne soit fait usage que de bois neufs et solides. »

Ponts de Recquignies et de Moustiers.

Sur la proposition du cinquième bureau, le Conseil général donne acte à M. le Préfet de la communication qu'il lui a faite au sujet des ponts de Recquignies et de Moustiers, et le prie de hâter l'instruction de l'affaire concernant ce dernier pont.

Communications.

Le PRÉSIDENT donne communication au Conseil général des pièces suivantes qu'il a reçues :

1.° Rapport de M. le Préfet sur une demande de subvention formée par le consistoire du culte israélite à Lille. — Renvoyé au troisième bureau.

2.° Lettre de M. le Préfet annonçant que M. le Ministre de la Guerre a levé l'opposition du génie militaire aux travaux de trois chemins de l'arrondissement d'Avesnes.

3.° Rapport de M. le Préfet tendant à obtenir un second crédit pour les frais de procédure relatifs à l'établissement thermal de Saint-Amand. — Renvoyé au premier bureau.

4.° Rapport sur une demande du sieur Poulet, instituteur à Taisnières-en-Thiérache, tendant à obtenir l'autorisation de percevoir lui-même les rétributions mensuelles. — Renvoyé au troisième bureau.

5.° Ouvrage intitulé *Flore de l'arrondissement d'Hazebrouck*, offert comme hommage au Conseil général. Le Président remercie au nom de l'assemblée.

Révision de la Constitution.

L'ordre du jour appelle la lecture du rapport de la commission nommée dans la séance d'hier pour l'examen d'un vœu proposé par M. DE CLEBSATTEL et tendant à la révision de la Constitution.

M. TESTELIN demande que la lecture du rapport et la discussion soient remises à demain. Le vœu a surgi inopinément à la fin d'une séance et quand le Conseil était incomplet.

M. MARCHANT demande, de son côté, que le rapport soit lu immédiatement, et que le Conseil général décide ensuite s'il sera ou non passé à la discussion. Cette proposition est adoptée.

M. DE MONTOZON, rapporteur, s'exprime ainsi :

« Messieurs, vous avez, à la fin de votre séance d'hier, nommé une commission spéciale pour examiner le vœu proposé par votre honorable collègue M. DE CLEBSATTEL, et conçu dans les termes suivants :

» Le Conseil général, dans l'intérêt de l'ordre et de la stabilité du pouvoir,

» Émet le vœu que la Constitution soit révisée dans les formes et les délais qu'elle a déterminés. »

« Votre commission s'est empressée, Messieurs, de remplir la mission que vous lui avez confiée, et elle m'a fait l'honneur de me désigner pour vous soumettre le résultat de son examen.

» La commission a dû se demander d'abord si, en adoptant le vœu qui vous est proposé, le Conseil général n'outre-passerait pas ses pouvoirs. L'opinion unanime des membres de la commission a été que l'émission d'un pareil vœu était pleinement autorisée par les nombreux précédents qu'offrent non seulement vos propres délibérations, mais celles des Conseils généraux de tous les dépar-

tements qui, avant comme depuis la Constitution de 1848, ont émis des vœux concernant des questions politiques, sans que cette faculté leur ait été contestée ni par le Gouvernement, ni par le pouvoir législatif.

» La Constitution, après avoir décrété par son article 77 le maintien des Conseils généraux, dit, dans l'article suivant, qu'une loi déterminera leurs attributions ; mais cette loi n'étant pas encore faite, ces Conseils continuent nécessairement à être régis par l'ancienne législation et par leur jurisprudence générale telle que l'ont établie de longues années d'exercice.

» Votre commission, entièrement rassurée quant à la question de légalité, a examiné avec toute l'attention qu'elle mérite la proposition de M. De Clebsattel. Le vœu qu'elle renferme nous a paru exprimer exactement l'opinion de l'immense majorité de la France, qui, on ne saurait se le dissimuler, est vivement préoccupée de l'avenir.

» Cette préoccupation est aux yeux de votre commission, Messieurs, la meilleure preuve que la Constitution actuelle, telle qu'elle est conçue, ne rassure pas le pays au point de vue de l'ordre, de la stabilité du pouvoir. N'est-il pas en effet évident que le renouvellement du chef du pouvoir exécutif tous les 4 ans, celui de l'assemblée législative tous les 3 ans, doivent nécessairement tenir les populations presque continuellement dans un état d'agitation et d'inquiétude éminemment nuisible à tous les intérêts de la société, et provoquer nécessairement les passions, en laissant la porte ouverte à toutes les prétentions, à toutes les ambitions et à toutes les intrigues ?

» Suivant l'article 111 de la Constitution, c'est à l'Assemblée nationale qu'il appartient de décider, dans l'année 1851, s'il y a lieu de procéder à la révision de la Constitution. Tous les organes du pays ont en attendant le droit, nous dirons même le devoir, de manifester leurs vœux sur cette grande question, afin de contribuer à éclairer l'importante résolution que l'Assemblée législative sera prochainement appelée à prendre.

» C'est, Messieurs, pour répondre aux sentiments qui excitent à si juste titre la sollicitude de nos concitoyens, c'est pour remplir fidèlement les obligations que nous imposent les fonctions dont nous a investis leur confiance, que nous croyons devoir nous rendre aujourd'hui leur interprète, en vous proposant à l'unanimité d'adopter le vœu de M. De Clebsattel, dans les termes où il vous a été soumis. »

M. Testelin demande que le Conseil général soit consulté sur l'ouverture de la discussion. Il invoque la décision de l'Assemblée qui donnait la priorité aux votes de crédits et qui prescrivait, sur la demande d'un seul membre, l'ajournement des rapports importants.

M. Marchant appuie la proposition de consulter l'Assemblée et ajoute qu'il serait possible que demain tous les membres ne fussent pas présents.

M. Bianchi réplique que cette absence ne serait pas moins regrettable pour les votes de crédits.

M. Beauvois insiste pour le renvoi à demain. Il invoque les précédents du Conseil. Tous les jours on ajourne des rapports sur la réclamation d'un membre.

Le Président met aux voix la question de savoir si le Conseil entend passer de suite à la discussion.

Le vote a lieu par assis et levé. Il constate que 35 membres se sont levés pour et 15 contre. Le Conseil général décide que la discussion aura lieu immédiatement.

M. Delaroïère a la parole. Il lit des observations très-développées dans lesquelles il établit que la révision de la Constitution est demandée par tous les partis, dans leur intérêt personnel, que cette révision n'est ni utile, ni nécessaire, ni indispensable ; que le mal dont la société est tourmentée ne provient pas des imperfections que peut présenter la Constitution, mais bien de la fièvre morale qui travaille les esprits.

Il conclut au rejet de la proposition.

M. Beauvois demande à l'auteur du vœu s'il a quelque chose à répondre.

M. De Clebsattel réplique qu'il n'a rien à ajouter aux développements que contient le travail du rapporteur.

M. Bianchi s'étonne que personne ne se lève pour répliquer aux considérations présentées par M. Delaroïère et auxquelles il s'associe pour son compte.

Si ce silence indique une opinion arrêtée, il ne peut y voir qu'une coalition de personnes qui savent ce qu'elles ne veulent pas et qui ne veulent pas dire ce qu'elles veulent.

Quant à lui, il se bornera à dire que la proposition en demandant que la Constitution soit révisée dans la forme et les délais qu'elle détermine, demande une chose impossible, car la révision de la Constitution ne peut avoir lieu qu'en vertu du suffrage universel, et non par le vote restreint de la minorité, tel qu'il résulte de la loi nouvelle.

M. Beauvois demande par amendement qu'on ajoute à la fin du rapport ces mots : *et pour consolider la République.*

M. De Montozon répond que le rapport est l'expression fidèle de l'opinion de la commission, et qu'il ne lui est pas permis d'y rien ajouter.

M. Beauvois explique que l'addition qu'il réclame doit être faite à la proposition. Il n'y a rien d'insolite à présenter un amendement.

M. Lestiboudois fait observer qu'il faut distinguer entre l'amendement qui modifie et l'addition d'un paragraphe. Il pense qu'il faut voter d'abord sur la proposition.

M. Testelin répond que chaque fois qu'un amendement est présenté, il doit avoir la priorité.

Il ajoute que la proposition faite est vague dans ses termes, et que l'amendement de M. Beauvois a pour but de la définir.

M. Lestiboudois répète que le préopinant confond l'amendement avec l'addition, et que cette confusion, fût-elle admise, on aurait encore le droit incontestable de demander la division.

M. Beauvois insiste sur l'addition qu'il a proposée.

M. le Président met aux voix la proposition de M. De Clebsattel dans les termes du rapport de la commission, savoir :

« Le Conseil général, dans l'intérêt de l'ordre et de la stabilité du pouvoir,

» Émet le vœu que la Constitution soit révisée dans les formes et les délais qu'elle a déter-
» minés. »

Cette proposition est adoptée par 43 votants contre 11.

M. Beauvois demande qu'après le mot *pouvoir*, il soit ajouté ceux-ci : *et pour d'autant mieux consolider la République.*

M. Plichon déclare que la majorité veut que la proposition reste dans les termes où elle est conçue, afin de laisser toute latitude à l'Assemblée nationale.

M. Bianchi proteste contre ces paroles.

L'addition proposée par M. Beauvois est mise aux voix et rejetée par 29 voix contre 20.

M. Marchant demande un congé, nécessité par des affaires de famille. — Accordé.

Cadastre. — Régularisation.

Au nom du premier bureau, M. Leurent fait un rapport sur les opérations cadastrales du département.

Il rappelle que, dans ses dernières sessions, le Conseil général a reconnu la nécessité de renouveler le cadastre de tous les cantons où le travail remontait à plus de trente ans, et a voté des fonds

pour que l'opération se fît dans les cantons de Pont-à-Marcq, Steenvoorde, Maubeuge, Carnières et Bouchain.

La mesure a même été étendue aux communes de Roubaix, Tourcoing et Wazemmes.

Les travaux devaient être portés successivement dans 14 cantons et dans les communes des cantons de Lille, et un centime additionnel à la contribution foncière pendant dix ans aurait suffi pour achever cette importante révision.

C'était une sorte d'engagement pris par le Conseil général en faveur des cantons qui avaient contribué pour leur part aux opérations faites dans les autres.

Mais l'article 7 de la loi des recettes de 1850 est venu circonscrire dans les localités la révision du cadastre et les oblige à en supporter les frais.

Cette disposition, en enlevant aux départements le droit de réviser le cadastre, porte atteinte à la prérogative de répartir l'impôt, puisque par le cadastre seul peuvent être constatées les forces contributives.

Il y a là une contradiction.

De plus, donner aux communes le droit de faire renouveler leur cadastre, à charge d'en supporter les frais, c'est leur accorder un droit dont la conséquence financière les empêchera de faire usage.

D'ailleurs, au point de vue particulier, la mesure décidée par le Conseil général à l'égard des cantons les plus anciennement cadastrés, avait pour but de remédier à une flagrante injustice dont ils sont victimes.

En effet, les cantons cadastrés en 1821 l'ont été suivant le mode prescrit par la loi du 15 septembre 1807, qui n'offrait aucune des garanties du travail actuel, et qui, appliqué par des agents inexpérimentés, a consacré des erreurs que le temps n'a fait qu'augmenter.

Au contraire, le cadastre exécuté sous le régime de la loi du 3 juillet 1821, offre des résultats complétement exacts.

Mais les anciennes expertises ont laissé à désirer. Dirigées dans la pensée de faire pour ainsi dire un impôt de quotité de l'impôt foncier, elles ont été opérées sans le concours des communes, tandis que dans le système de 1821, celles-ci y interviennent directement.

C'était pour réparer une injustice flagrante que le Conseil général était entré dans la voie des renouvellements successifs, et dans ce but, si la loi nouvelle devait être maintenue, il y aurait lieu plus tard d'examiner s'il ne conviendrait pas d'affecter à l'exécution de la mesure une portion des centimes facultatifs.

Quoi qu'il en soit, la loi du 7 août permet au moins aux départements de terminer les travaux qu'ils ont commencés. Il y a donc lieu d'achever ceux des cantons de Bouchain et de Wormhoudt, et le bureau propose en conséquence, suivant la demande faite par M. le Préfet, l'adoption du budget ci-après pour 1851.

« DÉPENSES.

» Commune de Wazemmes; solde de l'indemnité de l'inspecteur.	12	71
» Commune de Tourcoing; idem.	24	50
» Canton de Carnières; idem.	258	75
» Canton de Bouchain; arpentage.	14,808	80
» Canton de Bouchain; expertise.	6,230	03
» Canton de Wormhoudt; arpentage.	15,226	79
» Total.	36,561	58

» La recette se composera de :

» 1.° Reliquat disponible au 1.er janvier 1851.	5,143	21
» 2.° Réimposition de 8 dixièmes de centimes additionnels au principal de la contribution foncière, qui produira	34,391	25
» Total des récettes.	39,534	46

» Le premier bureau propose en outre au Conseil général de voter la perception de huit dixièmes de centime par addition de la contribution foncière de 1851. »

Ces conclusions sont adoptées.

Cadastre. — Régularisation.

Le même rapporteur expose que la loi des recettes de 1851 porte que les opérations cadastrales révisées dans les communes avec les fonds départementaux pourront être régularisées par un arrêté ministériel.

Cette disposition s'applique, dans le département du Nord, aux cantons de Pont-à-Marcq, Steenvoorde, Maubeuge et Carnières, et aux communes de Roubaix, Wazemmes et Tourcoing.

Le bureau propose donc au Conseil général de prendre une délibération tendant à obtenir la régularisation des opérations cadastrales faites dans ces localités.

Ces conclusions sont adoptées.

Centimes facultatifs.

Au nom du premier bureau, M. Choque lit un rapport sur les propositions faites par M. le Préfet concernant le vote des centimes facultatifs qui seront affectés en 1851 aux dépenses d'utilité départementale.

Ce rapport sera imprimé.

Il est terminé par les conclusions suivantes :

« Le Conseil général proteste de nouveau autant qu'il est en lui contre l'allocation dérisoire » qui lui est faite dans la répartition du fonds commun, et déplore l'impuissance où le met la » législation de défendre plus efficacement l'intérêt et le droit méconnus des contribuables du dé- » partement du Nord ;

» Autorise le report au sous-chapitre XIV du budget de l'exercice courant de la somme de » 77,341 fr. 97 cent. affectée par délibération du 6 septembre dernier au solde en principal de » l'hôtel Dumont et au paiement d'un à-compte sur le prix de l'hôtel Pas-de-Beaulieu ;

» Décide que l'impôt d'un centime extraordinaire sur les quatre contributions directes autorisé » par la loi du 10 août 1849, sera mis en recouvrement en 1851, pour le produit en être appliqué, » savoir : à concurrence de 57,578 fr. 63 cent. à solder le prix principal de l'hôtel Dumont, et le » surplus à payer un à-compte sur le prix de l'hôtel Pas-de-Beaulieu ;

» Vote, pour l'exercice 1851, six centimes facultatifs applicables aux dépenses de la deuxième » section du budget, en ce compris les 6/10.e de centime qui formaient le second fonds commun, » et mis par la loi des finances à la disposition du département ;

» Renouvelle instamment le vœu, plusieurs fois émis, que le fonds commun départemental soit » réduit à quatre centimes ; et que les trois centimes de surplus soient réunis aux centimes ordi- » naires départementaux. »

Le Préfet déclare qu'il n'a pas d'objection à faire sur les conclusions du rapport. S'il avait proposé la suppression du centime extraordinaire en 1851, c'est parce qu'il y avait vu un moyen d'alléger les contributions des portes et fenêtres et des patentes, qui sont fort chargées ; mais du reste la proposition du bureau pourvoit aux besoins du service, il n'y a donc pas lieu d'insister.

Le rapporteur a exprimé des regrets sur la suspension de l'emploi des 81,000 fr. affectés au

budget de 1850, au paiement des immeubles de Valenciennes ; mais ces crédits sont encore disponibles, on pourrait aujourd'hui les employer encore à leur destination. La mesure prise par l'administration était prudente, car elle a réservé le seul moyen de parer aux dégradations considérables dont étaient menacées les routes départementales par la réduction de l'allocation qui les concernait.

M. le Rapporteur a cru pouvoir accuser le Gouvernement de mauvais vouloir et même de déni de justice. La position faite au département depuis deux ans est fort regrettable sans doute ; mais les causes qui ont amené la situation actuelle des départements, sous le rapport financier, sont connues ; les effets s'en sont développés successivement et sans que l'on y prît garde, jusqu'à ce qu'enfin le mal se soit révélé à tous les yeux. Tous les ministres y ont cherché des remèdes qui ont été plus ou moins insuffisants. Celui essayé il y a deux ans ne peut être considéré que comme un expédient. La loi future sur l'organisation départementale adoptera sans doute des moyens efficaces de sortir d'embarras. Celui proposé par le bureau du Conseil général paraît acceptable, en raison de la limite qu'il pose aux emprunts des départements les uns sur les autres. C'est à MM. les représentants du département à l'appuyer auprès de l'Assemblée législative.

On ne peut reprocher justement à M. le Ministre de n'avoir pas réparé dès l'année dernière ce qu'il avait fait, car les moyens lui manquaient pour cette réparation.

Quand M. Lacave-Laplagne a exposé à la Chambre, en 1844, la nécessité où il s'était trouvé de disposer en faveur des départements sur les fonds généraux d'une somme de trois millions, il s'en est excusé sur des nécessités impérieuses et il a dû obtenir un bill d'indemnité.

Etait-il possible que le Ministre commît la même irrégularité en 1849, et au profit d'un seul département ?

Le Préfet ne peut que regretter l'amertume des réclamations exprimées dans le rapport dont il admet du reste les conclusions.

Le Rapporteur répond que le bureau s'est cru suffisamment en droit d'exprimer sa pensée comme il l'a fait. S'il n'y a pas eu de parti pris de la part du Gouvernement, on peut dire au moins que le Ministre s'est laissé imposer la situation.

Il a paru juste d'imputer le centime extraordinaire sur toutes les contributions parce que la dépense spéciale auquel il est affecté intéresse toutes les classes des contribuables.

La suspension du paiement des sommes destinées aux immeubles de Valenciennes peut sans doute s'expliquer par les circonstances, mais elle n'en a pas moins causé une perte d'intérêts.

Enfin, le remède ne peut se trouver que dans le changement de la législation et le rapporteur persiste dans ses conclusions.

M. Plichon ajoute que la sévérité des expressions est justifiée par les chiffres qui prouvent suffisamment l'injustice dont le département est victime dans la répartition du fonds commun. Les motifs donnés à la décision prise sont de nature à provoquer une critique amère. L'opinant demande l'impression textuelle du rapport au procès-verbal. Cette impression est ordonnée par le Conseil général.

Le Président met aux voix les conclusions du rapport. Elles sont adoptées.

Le Président fixe à onze heures l'ouverture de la séance de demain et lève la séance à cinq heures et demie.

Ont signé : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colasse, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 6 septembre.

La séance est ouverte à onze heures.

Sont présents : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colasse, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Absent : M. Marchant en congé.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 5 septembre est lu par le secrétaire et adopté avec une rectification, après l'échange de quelques observations.

Communication. Le Président donne lecture d'une lettre de M. Dubois, architecte-expert à Paris, contenant des détails sur les bons résultats d'une nouvelle méthode d'enseignement des sourds-muets. — Dépôt sur le bureau.

Le Président donne lecture des listes des rapports préparés par les bureaux. Il ne s'élève aucune objection.

Compte départemental de 1849. Au nom du deuxième bureau, M. Desespringalle fait un rapport sur la vérification qu'il a faite du compte présenté par le Préfet, des dépenses départementales de l'exercice 1849.

Le Préfet quitte la séance.

L'examen des recettes a fait reconnaître qu'elles continuaient à être constatées par les ordonnances ministérielles. La commission exprime le vœu qu'à l'avenir il soit produit un certificat du receveur général, attestant l'importance des versements de toute nature applicables à chaque section du budget.

Les dépenses sont établies conformément aux prévisions du budget et selon la destination attribuée à chacun des crédits. Seulement quelques virements ont eu lieu dans la première section avec autorisation ministérielle et suivant le pouvoir de M. le Préfet.

Les devis des architectes ont été pour la plupart dressés à l'intervention de MM. les membres du

Conseil général, et la réception des travaux a eu lieu en leur présence; c'est une remarque que la commission a faite avec satisfaction.

Le bureau propose en conséquence le projet d'arrêté suivant :

« Le Conseil général arrête les recettes et dépenses du département du Nord, pour l'exercice » 1849, ainsi qu'il suit :

RECETTES.

» Les recettes de la 1.re section s'élèvent à la somme de.	692,235	77
» Celles de la seconde à.	318,234	57
» Celles de la 3.e à.	418,739	16
» Celles de la 4.e à.	689,731	45
» Total des recettes.	2,118,940	95

DÉPENSES.

» Les dépenses de la 1.re section s'élèvent à la somme de.	680,334	17
» Celles de la seconde à.	271,821	81
» Id. de la 3.e à.	378,897	05
» Id. de la 4.e à.	564,478	14
» Total des dépenses.	1,895,531	17

RÉSULTAT.

» Les recettes sont de.	2,118,940	95
» Les dépenses de.	1,895,531	17
» D'où il résulte qu'il reste en caisse la somme de deux cent vingt-trois » mille quatre cent neuf francs soixante-dix-huit centimes.	223,409	78

Cet arrêté est adopté par le Conseil général.

Le Préfet rentre en séance.

Installation académique.

Au nom du 2.e bureau, M. De Melun fait un rapport sur un crédit demandé par M. le Préfet pour les frais d'installation du Conseil académique.

Ce crédit se compose d'une somme de 1,453 francs pour le loyer et les contributions du logement du recteur, comprenant ses bureaux et la salle du Conseil académique, et d'une autre somme de 500 francs pour réparer le mobilier des locaux affectés à l'académie.

Le bureau a remarqué que l'article 13 de la loi sur l'enseignement ne met nullement à la charge du département le logement personnel du recteur.

Le Ministre avait, il est vrai, proposé d'abord à l'Assemblée législative de le décider ainsi, mais il a dû abandonner ce système à la troisième lecture du projet de loi, et le remplacer par un article qui oblige seulement les départements à fournir un local pour l'administration académique. Et en effet, dans le réglement d'administration publique, il n'est question ni de logement ni de mobilier pour le recteur.

La question ainsi résolue, le bureau n'a vu aucun motif d'accorder au recteur une faveur dont il ne jouissait pas auparavant. Ses attributions sont restreintes à un seul département et son traitement n'a pas été diminué.

Les instructions ministérielles indiquent les locaux à fournir par le département. Ce sont les

cabinets du recteur et du secrétaire de l'académie, une pièce pour les employés et les archives, et une salle pour le Conseil académique et les examens.

Ces pièces, sauf la salle d'examen que la ville de Douai avait prêtée jusqu'ici, sont comprises dans la maison du recteur. Le bureau propose au Conseil général d'allouer à ce fonctionnaire une indemnité de 500 fr. pour représenter le loyer et les contributions de ces locaux, que, suivant sa proposition, il mettrait encore cette année à la disposition du conseil académique. La ville de Douai continuera à fournir une salle pour les examens.

Mais un pareil état de choses ne peut être que provisoire, et il est juste que dans sa session prochaine le Conseil général puisse installer définitivement l'administration académique. Le recteur propose de demander à la ville de Douai des locaux dont le département paierait le loyer.

Dans la discussion de la loi il avait été entendu que l'obligation imposée aux départements ne devait pas être pour eux une charge nouvelle, et l'on avait pensé que les locaux se seraient aisément trouvés dans les préfectures, la plus grande partie des chefs-lieux d'académies étant placés dans les chefs-lieux de département, et il n'est pas douteux que si l'académie eut été transportée à Lille, la ville n'eut consenti à fournir gratuitement les locaux demandés.

La ville de Douai ne voudra probablement pas que la faveur spéciale qui lui a été accordée tourne au détriment du département, et si elle croit devoir réclamer un loyer, elle le fera avec la modération que le département a droit d'attendre.

Quant au mobilier qui paraît être en mauvais état et pour lequel l'architecte présente un devis de 4,500 francs, le bureau se borne à faire remarquer que les propositions sont entachées d'une grande exagération, et que d'ailleurs la dépense doit être ajournée, puisqu'il s'agit d'une installation provisoire pour laquelle le mobilier actuel pourra temporairement suffire, malgré ses imperfections, sauf à l'architecte à présenter l'année prochaine un nouveau devis dont il écartera tout luxe inutile.

Le bureau propose en conséquence le projet de résolution suivant :

« Le Conseil général du Nord, considérant que la loi ne met pas à la charge du département » le logement personnel de M. le recteur, mais seulement un local pour le service de l'adminis- » tration académique, n'alloue pour 1851 que la somme de 500 francs, sur les 1,453 francs » demandés.

» Il prie M. le Préfet d'inviter la ville de Douai, qui a obtenu la faveur spéciale de conserver » le chef-lieu de l'Académie, à fournir pour le 1.er septembre 1851 le local exigé par la loi et les » instructions ministérielles, dont le département, s'il est nécessaire, paiera la location.

» Quant aux 4,500 francs réclamés pour le mobilier,

» Le Conseil, considérant que le devis présenté est évidemment exagéré, et qu'en outre la » plupart des meubles proposés pour le local provisoire pourraient ne pas s'adapter aux locaux » définitifs, ajourne jusqu'à l'année prochaine toute décision à cet égard. »

M. Delaroïère appuie ces conclusions et exprime le désir qu'avant d'employer les 500 francs, M. le Préfet s'assure si la ville de Douai ne pourrait pas fournir un local au conseil académique.

M. le Préfet répond que le conseil académique est installé, que la ville n'a pas de local en ce moment et qu'il convient, quant à présent, de laisser les choses dans l'état où elles sont.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Secours pour la mendicité.

Au nom du troisième bureau, M. Chappelier donne lecture d'un rapport de M. le Préfet tendant à obtenir l'allocation au budget de 1851 d'un crédit de mille francs destiné à subvenir dans des cas exceptionnels à l'entretien temporaire d'indigents malades ou infirmes dont le domicile ne serait pas suffisamment constaté.

Prenant en considération les raisons contenues dans le rapport de M. le Préfet, et surtout le fait qui est signalé, fait qui a mis ce magistrat dans la nécessité de prendre une mesure dont la légalité n'est pas parfaitement reconnue, puisqu'elle est en ce moment attaquée par l'établissement auquel elle a été imposée, désirant à l'avenir éviter pareil inconvénient, et surtout mettre M. le Préfet à même de subvenir à des besoins indispensables dans les cas urgents dont nous vous avons entretenus, le troisième bureau vous propose d'accorder le crédit demandé, et de l'inscrire au sous-chapitre XXI du budget de 1851.

M. De Melun appuie d'autant plus vivement les conclusions du rapport qu'elles concordent avec le vœu qu'il a formulé pour que les indigents des campagnes puissent être admis dans les hospices.

Ces conclusions sont adoptées.

Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie à Lille.

Au nom du troisième bureau, M. Chappelier lit un rapport de M. le Préfet qui, en annonçant que la ville de Lille est toujours en instance pour obtenir la création d'une école préparatoire de médecine et de pharmacie, provoque l'allocation au budget de 1851, du crédit de 1,500 fr. déjà accordé l'année dernière pour un cours théorique et pratique d'accouchement, conformément à l'article 30 de la loi du 19 ventôse an XI.

Le bureau propose au Conseil de donner acte à M. le Préfet de sa communication, de renouveler le vœu émis dans ses sessions de 1848 et 1849 et de maintenir au sous-chapitre XIX du budget de 1851, le crédit de 1,500 francs destiné à l'institution d'un cours d'accouchement.

M. Leurent appuie d'autant plus ces conclusions que la suppression de l'hôpital militaire d'instruction de Lille rend plus urgent l'établissement dans cette ville d'une école de médecine et de pharmacie.

Les conclusions sont adoptées.

Caisse publique de retraites et sociétés de secours mutuels.

Au nom du troisième bureau, M. Leurent fait un rapport sur une proposition de M. le Préfet, tendant, en vertu d'une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, à faire allouer au budget de 1851 un crédit de 1,000 fr., à titre d'encouragement, pour la caisse publique de retraite et pour les sociétés de secours mutuels.

Le rapporteur donne lecture de la proposition fondée sur les deux lois des 18 juin et 15 juillet derniers, qui ont eu pour but d'améliorer le sort des classes laborieuses, de diminuer leurs souffrances et de transformer progressivement leur position.

La circulaire ministérielle appelle le concours des Préfets, des Conseils généraux et de tous les bons citoyens, pour assurer aux dispositions des deux lois précitées toute la publicité et tout le développement possibles.

Le bureau propose en conséquence l'inscription au sous-chapitre XIX du budget de 1851 du crédit de 1,000 fr. demandé par M. le Préfet pour subvenir aux premières dépenses d'établissement des caisses de secours mutuels.

Ces conclusions sont adoptées.

Tribunaux — Réparations.

Au nom du sixème bureau, M. De Gruson fait un rapport sur les propositions de M. le Préfet concernant les crédits à porter au budget de 1851 pour les réparations à exécuter aux bâtiments des tribunaux.

Dunkerque. — Deux devis montant à 463 fr. 60 cent. avaient été présentés pour renouvellement des papiers de tenture et des peintures de la chambre du conseil et pour badigeonnage et papier dans la salle des Pas-Perdus. Mais le Conseil d'arrondissement a pensé que ces dépenses étaient immobilières et devaient être supportées par la ville propriétaire.

Le Préfet et le bureau partagent cette opinion avec d'autant plus de raison qu'il n'existe pas de bail, et que si l'arrangement aujourd'hui en projet ne se concluait pas, la dépense aurait été faite en pure perte. Il y a donc lieu de la rejeter.

Cambrai. — Deux devis montant à 144 fr. 90 cent. concernant diverses menues réparations que le Préfet a l'intention d'imputer sur le crédit d'entretien.

Avesnes. — Le tribunal d'Avesnes a été construit dans les plus mauvaises conditions et pas une des pièces qui le composait n'est propre à sa destination. Le bureau ne peut que proposer au Conseil général d'inviter M. le Préfet à faire étudier les moyens de remédier aux principaux inconvénients.

Provisoirement, il demande l'allocation d'une somme de 500 fr. pour quelques travaux d'une urgence reconnue.

Valenciennes. — Une somme de 370 fr. est proposée pour quelques petits travaux d'appropriation nécessaires au tribunal civil.

Enfin un crédit de 300 fr. avait été demandé pour l'établissement d'un grillage en fer au tribunal de commerce, mais la décision prise hier par le Conseil général d'aliéner ce bâtiment rend cette dépense inutile.

Le bureau propose en conséquence, de concert avec M. le Préfet, l'inscription au budget de 1851, sous-chapitre 1.er, d'un crédit de 870 fr. pour le paiement des travaux à exécuter aux tribunaux civils d'Avesnes et de Valenciennes.

M. De Clebsattel insiste sur la convenance de l'allocation de 200 fr. demandée par le tribunal de Dunkerque et appuyée par le Conseil d'arrondissement, pour peinture et fourniture de papiers. Cette demande a été repoussée comme ayant pour objet des réparations non locatives. Cependant le département n'occupe maintenant qu'en vertu d'une convention de 1807, pour un loyer beaucoup trop faible; des propositions sont faites pour arriver à la confection d'un bail régulier, et en attendant, il convient d'allouer le crédit, qui est réellement nécessaire.

Le Rapporteur répond que les travaux à faire ne sont pas locatifs, et qu'il y a lieu de les ajourner jusqu'à ce que le bail soit conclu.

M. De Clebsattel réplique que l'on ne déterminera pas la ville de Dunkerque à faire les travaux avant la passation du bail, et que l'urgence doit prévaloir.

M. Hannoye recommande à l'attention de M. le Préfet l'étude des moyens à adopter pour remédier aux inconvénients de toute espèce que présente la situation actuelle du tribunal d'Avesnes.

Le Préfet répond qu'un projet d'amélioration sera étudié.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Casernes de Gendarmerie.

Travaux.

Au nom du sixième bureau, M. De Gruson fait un rapport sur les crédits demandés pour les travaux à faire en 1851 aux casernes de gendarmerie.

Les travaux proposés et dont la nécessité a été démontrée, comprennent diverses réparations et améliorations indiquées dans le rapport du Préfet, savoir :

Gravelines. — Renouvellement de mangeoires.

Hazebrouck. — Renouvellement du plancher et du plafond des écuries.

Bailleul. — Reconstruction d'un mur et réparations de couvertures.

Cassel. — Renouvellement de châssis, de planchers, et reconstruction de quelques parties de murs.

Roubaix. — Reconstruction d'un petit bâtiment pour le service d'une buanderie.

Pont-à-Marcq. — Construction d'un grenier pour le dépôt des fourrages.

Cambrai. — Construction d'une cheminée d'évent aux latrines, et travaux de maçonnerie. Deux autres devis pour le prolongement d'un hangar et la construction d'un pignon ont été écartés.

Le Quesnoy. — Réparations aux planchers, carrelages, etc.

Douai. — Réparations diverses en pavage, peinture et serrurerie.

Orchies. — Établissement de cuvettes en zinc pour l'écoulement des eaux ménagères, et armoires dans les chambres.

Bouchain. — Agrandissement du logement du brigadier.

Lille. — Assainissement du logement du brigadier, suivant le devis de M. l'architecte du département.

Le bureau, d'accord en tous points avec M. le Préfet, propose de porter au sous chapitre I.er du budget de 1851, une somme de 6,469 fr. à diviser comme suit :

Pour Hazebrouck	378
Pour Gravelines	150
Pour Bailleul	194
Pour Cassel	534
Pour Lille	1,500
Pour Roubaix	500
Pour Pont-à-Marcq	850
Pour Cambrai	361
Pour Le Quesnoy	300
Pour Douai	500
Pour Orchies	502
Pour Bouchain	700
En total	6,469

Ces conclusions sont adoptées.

Prison de Valenciennes.

Au nom du sixième bureau, M. Renard fait un rapport sur une proposition de M. le Préfet tendant à obtenir du Conseil général l'autorisation d'acquérir, au nom du département, deux maisons contiguës à la prison de Valenciennes et destinées à y être réunies.

Le Préfet signale l'insuffisance de cette prison et les mauvaises conditions dans lesquelles elle est placée sous le rapport de la salubrité et sous celui de la séparation des diverses catégories de détenus.

Ce magistrat pense qu'on pourrait obvier à une partie des inconvénients par l'acquisition de deux maisons contiguës à la prison et estimées 8,200 fr.

L'architecte du département a dressé un avant-projet montant à 34,000 fr., des travaux à exécuter pour convertir ces maisons en un pavillon où l'on placerait, d'un côté les enfants, et de l'autre les détenus pour dettes; mais M. le Préfet croit devoir soumettre ce projet à un plus sérieux examen.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, en reconnaissant l'insuffisance de la prison, appuie le projet de M. le Préfet pour l'acquisition des deux maisons.

L'avis unanime de la commission nommée dans la séance du 2 de ce mois pour visiter l'hôtel Pas-de-Beaulieu et la maison d'arrêt, est venu corroborer l'opinion de M. le Préfet.

Le bureau propose en conséquence au Conseil général d'autoriser M. le Préfet à acquérir les deux maisons contiguës à la prison de Valenciennes et d'allouer à cet effet un premier crédit de 4,000 fr.

au sous-chapitre XVI du budget de 1851 , en priant M. le Préfet de continuer autant que possible la location de ces maisons jusqu'à l'époque où elles seront utilisées.

Ces conclusions sont adoptées.

Vaccine.

Au nom du sixième bureau, M. Testèlin fait un rapport sur la situation du service de la vaccine.

Il résulterait des renseignements fournis que le nombre des vaccinations n'a pas , depuis quelques années, suivi la progression du nombre des naissances.

Il est vrai que beaucoup de médecins négligent de produire les états de leurs vaccinations, et que cette négligence s'étend même jusqu'aux médecins des hospices et des bureaux de bienfaisance. Toutefois les faits démontrent qu'on vaccine moins qu'autrefois.

Le nombre des cas de variole, qui n'avait été que de 940 en 1846 , s'est élevé en 1849 à 1357. Ce fâcheux état des choses a préoccupé tous les Conseils d'arrondissement.

Celui d'Avesnes croit que les primes d'encouragement accordées aux vaccinateurs ne sont plus un moyen suffisant de propagation, et il émet le vœu formel que des dispositions pénales soient édictées contre les pères ou chefs de famille qui négligent de faire vacciner leurs enfants.

Le comité central de vaccine demande le rétablissement de l'indemnité de 30 centimes accordée précédemment par vaccination, et en attendant, il propose d'élever à 6,000 fr. la subvention départementale.

Le Préfet fait observer dans son rapport que le rétablissement de l'indemnité de 30 c. offrirait des difficultés sérieuses, attendu que ce sont les refus des communes de contribuer au fonds affecté à ces indemnités qui en ont entraîné la suppression.

Quant à l'allocation départementale, elle ne lui paraît pas pouvoir être augmentée, en raison des charges qui pèsent sur le budget.

En résumé le nombre des vaccinations diminue , celui des cas de variole augmente et la négligence des médecins entrave l'administration dans la surveillance d'un des points les plus importants de l'hygiène publique. Pour y remédier il est nécessaire de distribuer des faveurs aux vaccinateurs et d'employer des moyens de coërcition.

En conséquence, le bureau propose au Conseil général :

« 1.° De renouveler le vœu qu'il a déjà émis l'an dernier, que des dispositions pénales soient « édictées contre les pères ou chefs de famille qui auraient négligé de faire vacciner leurs « enfants ;

« 2.° De prier M. le Préfet de vouloir bien inviter, par une circulaire pressante , les médecins « libres à communiquer leurs registres de vaccination, en même temps qu'il engagerait les admi- « nistrations hospitalières et des bureaux de bienfaisance à retirer les emplois qu'ils ont confiés « aux médecins assez négligents pour ne pas fournir ces mêmes registres ;

« 3.° Que l'indemnité de 30 centimes par vaccination soit rétablie et que cette dépense soit « rendue obligatoire pour les communes ;

« 4.° Enfin , il propose d'allouer au budget de 1851 la somme de 2,400 fr. réclamée par « M. le Préfet. »

M. Lestiboudois pense qu'il serait difficile d'édicter des peines contre les pères qui ne feraient pas vacciner leurs enfants, parce qu'on n'a pas le droit de s'immiscer à ce point dans les actes de la volonté paternelle. Il est d'avis du rétablissement de la prime de 30 centimes par vaccination, pourvu qu'elle ne soit applicable qu'aux vaccinations des indigents.

M. Testelin rappelle que le vœu tendant à faire infliger des peines a déjà été émis l'année dernière, qu'une loi de cette nature existe en Belgique, qu'en France même quelque chose d'ana-

logue se pratique pour les quarantaines ; qu'enfin il est juste de punir les parents qui manquent à leur premier devoir envers leurs enfants.

M. De Beaumont adhère au rétablissement de la prime de 30 centimes, mais il ajoute qu'on ne peut, d'après la loi, en faire une dépense obligatoire pour les communes. Il ne croit pas la pénalité possible ; le temps seul peut détruire les préjugés.

Le premier paragraphe des conclusions concernant les peines à édicter est mis aux voix et rejeté.

Les trois autres paragraphes sont adoptés.

Prisse, d'Avesnes. — Encouragement.

Au nom du sixième bureau, M. De Clebsattel donne lecture d'une demande adressée au Conseil général et tendant à faire accorder à M. Prisse, d'Avesnes, un encouragement pour faciliter la publication d'un important ouvrage, intitulé : *Histoire de l'art chez les Egyptiens.*

Le rapporteur fait connaître que M. Prisse, enfant du département, s'est déjà fait connaître dans le monde savant par des productions remarquables, qu'il s'est livré à de nombreux travaux pour explorer les anciens monuments de l'Egypte, et que la publication de son dernier ouvrage exigera des frais considérables qu'il n'est pas en état de supporter.

Le bureau a, en conséquence, été d'avis, à l'unanimité, d'accorder à M. Prisse une somme de 1,200 fr. pour l'aider à continuer la publication de son *Histoire de l'art chez les Egyptiens*, et de prier M. le Préfet de recommander M. Prisse à MM. les Ministres de l'Instruction publique et de l'Agriculture et du Commerce.

MM. Paul et Plichon donnent des détails sur les travaux scientifiques de M. Prisse, qui ont exigé de sa part une patience et un courage infatigables. Ils ajoutent que les résultats de ces travaux ont la plus haute importance scientifique, mais qu'il manque des ressources pour les publier.

M. Mimerel s'étonne que M. Prisse, avec un tel mérite, n'ait pas obtenu des encouragements du Ministre de l'Instruction publique.

M. Plichon répond que ses travaux ont été appréciés avant la révolution de février ; mais que la suppression d'une partie des crédits affectés aux beaux-arts a paralysé la bonne volonté du Ministre actuel.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

Elèves artistes.

M. Paul, au nom du sixième bureau, rappelle au Conseil général que, par une décision antérieure, il a limité à la somme annuelle de 5,000 fr. le chiffre des encouragements qu'il accorde aux élèves artistes.

Il ajoute que trois pensionnaires du département, savoir : le sieur Carpeaux et les demoiselles Montigny et Heisser, ont atteint le terme fixé pour leurs pensions et doivent cesser de les recevoir en 1851.

Il reste deux élèves, savoir, le jeune Fiévet, dessinateur, qui va entrer dans sa troisième année d'études, qui justifie de ses progrès et qui a droit à la continuation de sa pension de 500 fr.

Et le jeune Cordier, sculpteur, qui va commencer sa quatrième année, dont les succès sont remarquables, et pour lequel le bureau propose une augmentation de 200 fr., qui portera sa pension à 1,000 fr.

Le Conseil général avait l'année dernière invité M. le Préfet à ouvrir un concours entre les aspirants aux pensions disponibles ; cet examen a eu lieu devant une commission spéciale, et a eu pour résultat l'admission de cinq candidats, savoir : les sieurs Delesalle, Delannoy, Martin, Deconynck et mademoiselle Jacques.

Le bureau a cru ne pouvoir accorder cinq pensions comme le demandait M. le Préfet. Il a pensé

que ce serait pendant deux ans au moins s'interdire la possibilité d'accorder de nouvelles pensions, quel que fût le mérite des sujets qui se présenteraient. Il a donc conclu à la collation de trois bourses dans les termes suivants :

« Le bureau est d'avis d'adopter les conclusions de M. le Préfet, en ce qui concerne

« MM. Delesalle, de Lille, statuaire ; Delannoy, de Lille, compositeur ; Deconynck, de Méteren, peintre ;

» D'inscrire au budget départemental une somme de 1,800 francs, ou 600 francs pour chaque élève artiste,

» Et de déclarer qu'il n'y a pas lieu de faire droit, quant à présent, aux demandes faites par M. Martin et mademoiselle Jacques. »

M. Lestiboudois regrette que le bureau ait cru devoir restreindre les propositions du Préfet, en raison probablement de la subvention qu'il avait demandée pour M. Prisse.

Il remarque que dans la classification des aspirants, MM. Deconynck et Martin sont placés sur la même ligne, et il s'étonne que le bureau ait fait choix de l'un à l'exclusion de l'autre.

L'année dernière, le Conseil général, en admettant la nomination d'un jury préalable, avait cependant autorisé M. le Préfet a conférer une bourse à la demoiselle Jacques ; si cela ne s'est pas fait, c'est qu'on a omis de porter le crédit au budget.

L'opinant ne croit pas que le secours donné à M. Prisse puisse porter préjudice aux droits des aspirants, et il conclut à l'allocation des cinq bourses.

M. Paul explique que le bureau, lié par le chiffre que le Conseil général lui a imposé et voulant réserver pour l'avenir la possibilité de décerner de nouvelles bourses si des sujets méritants se produisaient, a cru devoir ne proposer que trois bourses. S'il a préféré M. Deconynck à M. Martin, c'est parce que le premier est peintre et le second musicien. Quant à mademoiselle Jacques, il n'a pas pensé qu'il fût convenable d'encourager chez elle, par une pension, un talent qui ne peut la conduire qu'à la carrière glissante du théâtre. L'allocation faite à M. Prisse n'a pas influé sur la détermination.

M. Testelin approuve la préférence donnée au peintre sur le musicien, mais il croit qu'il y aurait lieu d'accorder une pension à la demoiselle Jacques.

Le Président met successivement aux voix les conclusions du rapport.

Le Conseil général vote au budget de 1851 les crédits suivants :

A M. Fiévet.	500
A M. Cordier	1,000
A M. Delesalle.	600
A M. Delannoy.	600
A M. Deconynck.	600

M. Mathieu propose d'allouer également des pensions à M. Martin et à mademoiselle Jacques.

M. Beauvois ajoute qu'il a été opposé à la décision du Conseil général qui a déterminé une limite de crédit, et il croit encore que l'on ferait bien de se débarrasser de cette entrave.

Le Président met successivement aux voix les propositions d'allocation en faveur de M. Martin et de la demoiselle Jacques. Elles sont rejetées.

Epizooties.

Conformément à la demande faite par M. le Préfet, et au nom du sixième bureau, M. Testelin propose l'allocation au sous-chapitre XIV du budget de 1851, du crédit ordinaire de mille francs pour le service des épizooties.

Ce crédit est accordé.

Race chevaline. Au nom du quatrième bureau, M. DESMOUSTIERS fait un rapport sur les encouragements demandés en faveur de la race chevaline.

Le rapporteur fait connaître qu'une discussion approfondie a eu lieu dans le bureau sur la question de savoir si on renoncerait au système des primes en faveur des meilleurs étalons pour adopter celui de l'achat d'étalons au compte du département. Les primes, en effet, n'avaient pas eu le résultat qu'on en avait espéré ; les propriétaires s'étaient montrés indifférents et les chevaux primés étaient de peu de valeur. Le département du Pas-de-Calais d'ailleurs est prêt également à abandonner un système qui ne lui réussit pas, et dans les Ardennes on a obtenu de grands et incontestables progrès par l'achat d'étalons qui sont confiés à l'administration des haras.

En présence de ces faits, le bureau, sans se faire illusion sur l'avenir de l'industrie chevaline du département, et sans renoncer absolument au système de primes comme encouragements futurs à l'industrie privée, s'est déterminé à demander l'allocation d'un crédit de 6,000 francs pour l'achat de deux étalons, dont l'un serait placé dans l'arrondissement d'Hazebrouck, et le second dans l'arrondissement de Valenciennes. Cet achat ne pourrait jamais, dans aucun cas, être regardé comme regrettable.

Quant au choix de la race, à l'achat et au placement des étalons, le bureau a pensé qu'il fallait en laisser le soin aux commissions hippiques, sous le contrôle et la surveillance de l'autorité préfectorale. Ces mêmes commissions régleront le prix de la monte, qui sera abandonné au propriétaire chez qui sera placé l'étalon.

Par lettre du 21 août, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce autorise le Conseil général à se faire représenter par deux membres au sein de la commission de circonscription du dépôt d'Abbeville. Le bureau propose de maintenir comme délégué M. Monnier, ancien maître de poste, déjà désigné l'année dernière, et de lui adjoindre M. Brame, conseiller général.

LE RAPPORTEUR signale une plainte formée par la commission hippique de Cambrai, sur ce que l'administration des haras a approuvé directement deux étalons non préalablement autorisés par cette commission, contrairement à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1847, qui donne aux commissions le droit d'autorisation et à l'administration celui d'approbation, mais après que l'étalon a obtenu le premier degré. Or, dans le cas dont il s'agit, l'administration a approuvé des étalons qui avaient été rejetés comme impropres au service de la monte. Le bureau est d'avis qu'il y a lieu d'informer de ce fait M. le Ministre, pour qu'il donne les ordres nécessaires afin d'en prévenir le retour.

Enfin, le bureau propose au Conseil général de s'associer au vœu exprimé par plusieurs Conseils d'arrondissement et commissions hippiques, sur la nécessité de doter le pays d'une loi répressive contre l'usage des étalons *rouleurs* non autorisés.

Il informe le Conseil que M. Des Rotours, propriétaire à Avelin, est désigné pour prendre part, en 1851, aux travaux de la commission de Braisne, en remplacement de M. Brame, nommé délégué à Abbeville.

Le bureau propose au Conseil général 1.° d'allouer au sous-chapitre XIX un crédit de 6,000 fr. destiné à l'achat de deux étalons, dont l'un serait placé dans l'arrondissement d'Hazebrouck et l'autre dans celui de Valenciennes ;

2.° De nommer M. Monnier, ancien maître de poste, et M. BRAME, membre du Conseil général, pour représenter le département au sein de la commission de circonscription du dépôt d'étalons d'Abbeville.

M. BRAME appuie en principe les conclusions du rapport, mais il croit qu'il faut élargir la voie dans laquelle on veut entrer.

Le système des primes est essentiellement vicieux et doit être abandonné sans retour. Tous les essais infructueux faits depuis 1838 ont prouvé l'inefficacité de ce système qui ne peut rien produire, sinon la dégénérescence des races. Les primes, loin d'avoir quelques résultats heureux, n'ont servi qu'à favoriser des spéculations particulières qui avaient tout autre objet que l'amélioration des chevaux.

Le seul moyen d'atteindre le but c'est d'avoir des types reproducteurs dont on suivrait pas à pas les progrès au moyen de rapports annuels.

Les départements voisins sont entrés dans cette voie et s'en félicitent. Il ne faut pas que le département du Nord se laisse devancer au moment où la législation va peut-être appeler la France à fournir exclusivement tous les chevaux nécessaires à la cavalerie.

Mais deux étalons ne suffiraient pas, il en faudrait au moins quatre, et l'opinant conclut à ce que le crédit soit à cet effet porté à 12,000 francs. Il réclame, en outre, une marque d'intérêt pour les courses de chevaux qui sont une puissante cause d'amélioration.

M. Mimerel craindrait, en allouant 12,000 francs, de détruire l'économie du budget. Il adopte le système proposé dans le rapport, mais tout en réservant l'avenir.

Le Préfet déclare que si le Conseil général a l'intention d'élever le crédit à 12,000 francs, la situation du budget ne s'y opposera pas absolument. Le nouveau système paraît devoir produire de bons résultats. L'administration des haras consent à entretenir les étalons qui seraient achetés, moyennant l'abandon du prix de la monte et des primes qu'ils pourraient obtenir. Cette proposition est préférable à celle de les placer chez des cultivateurs qui ne leur donneraient pas les soins nécessaires.

M. Mimerel déclare que la commission ne s'oppose pas à ce que le crédit soit porté à 12,000 fr.

L'allocation du crédit de 12,000 francs est mise aux voix et accordée.

M. Brame demande en outre qu'un crédit soit ouvert en faveur des courses, pour donner au département des titres à participer à la distribution du fonds de 300,000 francs dont le Gouvernement dispose pour cette destination.

Le Préfet répond que le budget ne pourrait supporter cette nouvelle aggravation de charge.

Le Président met aux voix le maintien de la délégation donnée à MM. Monnier et Brame, dans la commission du haras d'Abbeville. — Adopté.

Tribunal de Lille. — Menues dépenses arriérées.

Au nom du premier bureau, M. De Coussemaker fait un rapport sur une demande du tribunal civil de Lille, tendant à obtenir un crédit de 589 fr. 10 cent., pour couvrir un arriéré de menues dépenses.

Cette demande est accompagnée d'un état justificatif constatant que depuis l'installation du tribunal dans le nouveau palais-de-justice, les menues dépenses ont excédé annuellement les crédits de manière à créer le déficit mentionné ci-dessus.

Le tribunal déclare d'ailleurs qu'il a été autorisé par M. le Garde-des-Sceaux à former sa réclamation.

Le bureau, après un sérieux examen de ces documents, est resté convaincu que le tribunal de Lille peut strictement pourvoir aux besoins du service avec le crédit ordinaire de 3,500 fr., mais il a reconnu que l'installation du tribunal dans le palais-de-justice actuel a pu occasionner accidentellement certaines dépenses dont il convient de tenir compte.

Le bureau propose en conséquence l'allocation au sous-chapitre XV du budget de 1851 de la somme de 589 fr. 10 c., sous la réserve expresse que cette somme ne servira pas de précédent à des demandes ultérieures de même nature.

Ces conclusions sont adoptées.

Lille. — Dépenses électorales.

M. Leurent, au nom du quatrième bureau, fait un rapport sur la nouvelle réclamation formée par la ville de Lille en remboursement des frais qu'elle a faits en 1848 et 1849 pour les opérations électorales.

Le rapporteur rappelle qu'à deux reprises le Conseil général a repoussé les prétentions de la ville de Lille qui tendaient à mettre à la charge du département une somme de 8,000 à 9,000 fr., lorsque dans toutes les communes ces frais avaient été acquittés par les caisses municipales sans aucune contestation.

Cette année la ville de Lille se croit fondée, d'après les termes de la loi du 7 août dernier, à reproduire une partie de sa réclamation jusqu'à concurrence d'une somme de 3,225 fr. 35 c.

Or, la loi précitée divise les dépenses électorales en deux catégories.

La première, comprenant les frais de tenue des assemblées, est à la charge des communes où se fait l'élection ;

La seconde catégorie, comprenant seulement les frais d'impression des cartes pour la formation des listes électorales et des listes du jury et les cartes d'électeurs, est à la charge du département.

L'article 3 de cette même loi porte que les dispositions ci-dessus rappelées s'appliqueront aux dépenses électorales non encore soldées des exercices 1848, 1849 et 1850.

Ainsi la réclamation de la ville de Lille, en la supposant fondée, ne pourrait porter que sur les dépenses de la seconde catégorie.

Elle comprend cependant, dans son état, les frais relatifs aux élections du conseil des prud'hommes, institution purement communale.

M. le Préfet a réduit de 3,225 fr. 35 c. à 2,164 fr. 10 c. l'importance du mémoire produit par la ville de Lille, et un nouvel examen fait par le bureau le réduirait encore de 150 fr.

Mais l'article 3 de la loi dit qu'elle sera applicable aux dépenses électorales non encore soldées.

La question se réduit donc à savoir si les dépenses pour lesquelles on réclame ont été ou non soldées.

Or, M. le maire avoue que ces dépenses ont été payées, puisque, dans sa lettre à M. le Préfet, il réclame le paiement des *avances* faites par la ville pour les frais des élections.

Si on pouvait considérer comme *avances* le paiement des dépenses occasionnées par les élections, toutes les communes seraient en droit de faire la même réclamation, et c'est précisément ce que la loi du 7 août a voulu empêcher.

En conséquence, le bureau propose le rejet de l'allocation demandée par la ville de Lille.

Ces conclusions sont adoptées.

Jury d'expropriation.

Le Président renouvelle expressément les recommandations qu'il a déjà faites pour que les membres chargés de la préparation de la liste des personnes qui pourront être appelées l'année prochaine à former les jurys d'expropriation, s'occupent avec soin de ce travail et lui donnent toute l'exactitude et la régularité dont il a besoin.

Enfants trouvés.

Au nom du troisième bureau, M. Defontaine fait un rapport sur la situation et les besoins du service des enfants trouvés et abandonnés.

Il se félicite de n'avoir plus à revenir sur les abus qu'il avait dû signaler l'année dernière dans les secours distribués aux filles-mères. Ces abus résultant de la perturbation momentanée qui a suivi les événements de février 1848, ont cessé par l'effet des sages mesures qui ont été prises par M. le Préfet.

Compte de 1849. — La portion afférente au département dans les dépenses de cet exercice s'est élevée à 49,676 fr. 54 c.

Le crédit accordé était de 48,800 fr., mais il n'a pu être payé avant la clôture de l'exercice que 47,700 fr. 39 cent., de sorte que les dépenses restant à solder s'élèvent à 1,936 fr. 15 cent.; d'un autre côté un reliquat de 1,099 fr. 61 cent. sur le crédit a été réuni aux ressources du budget de 1851. Le Préfet demande donc un crédit de 1,976 fr. 15 cent. au sous-chapitre XV, et il y a lieu de le lui accorder.

Le compte de 1849 aurait présenté un excédant de recette considérable, si les secours aux filles-mères qui figuraient dans les prévisions pour 7,000 fr., ne s'étaient pas élevés à 11,066 fr. 48 cent.; mais il a fallu subir en 1849 les conséquences de la trop grande facilité à laquelle on s'était laissé entraîner à la suite des troubles de 1848; on peut compter sur une réduction assez notable dans les secours de cette nature pour l'exercice courant.

Budget de 1851. — M. le Préfet présente le tableau du mouvement survenu dans le nombre des enfants trouvés.

Il en résulte que la comparaison de ce nombre s'établit ainsi qu'il suit :

1.°	Enfants trouvés au 31 décembre 1848.	588,	au 31 décembre 1849.	449
2.°	— abandonnés —	132,	—	180
3.°	— orphelins —	8,	—	13
		728		642

La réduction, qui avait été en 1848 de 131, s'est bornée pour 1849 à 86.

Les 642 enfants se répartissent ainsi qu'il suit :

	ENFANTS			
	trouvés.	abandonnés	orphelins.	secourus.
Dunkerque	27	24	»	4
Lille	256	113	13	185
Cambrai	89	13	»	5
Douai	27	19	»	1
Valenciennes	50	11	»	»
	449	180	13	195
	642			

Pour faire juger de la décroissance successive du nombre des enfants et des dépenses du service, il suffira de faire remarquer qu'en 1833 le nombre des enfants était de 3,800, et la dépense de 300,000 fr. Ce chiffre est aujourd'hui réduit des 4 cinquièmes, et diminuera encore pendant plusieurs années, jusqu'à ce que le reste des enfants déposés dans les tours avant leur suppression aient atteint l'âge de douze ans.

Voici le tableau présentant les réductions successives :

Années.	Nombre d'enfants au 31 décembre.	DÉPENSE totale.	ENFANTS exposés.	ENFANTS abandonnés.	MORTALITÉ pour 100.	Infanticides.
1833	3,800	299,194 70	»	»	» »	»
1845	1,227	90,184 73	9	52	2 40	7
1846	1,036	74,455 63	4	66	4 »	5
1847	871	68,674 78	8	93	5 04	4
1848	862	60,133 85	12	110	4 95	2
1849	642	64,495 05	4	116	6 12	2

Ce tableau prouve qu'en 1849 les dépenses, au lieu de continuer à décroître, ont subi une augmentation de plus de 4,000 fr. Mais ce fâcheux résultat est dû à l'extension donnée aux secours pour les filles-mères.

Voici par année le relevé de ces secours :

1842	1,708	83
1843	2,760	17
1844	2,559	»
1845	3,283	»
1846	2,959	50
	13,270	50
	1/5^{e} =	2,654.
1847	3,899	»
1848	5,842	80
1849	11,066	48

Les secours aux filles-mères qui, dans les cinq premières années, ne s'étaient élevés en moyenne qu'à 2,654 fr., ont été accrus de 2,000 fr. en 1848, et de plus de 5,000 fr. en 1849.

Cette fâcheuse progression a été signalée à l'attention de M. le Préfet dans la dernière session du Conseil général.

Ce magistrat, pour y remédier, a nommé une commission composée de quatre membres du Conseil et du secrétaire-général de la préfecture, qui s'entoure de tous les renseignements possibles sur la situation et la conduite des filles-mères, et donne son avis sur l'opportunité de l'allocation des secours. Cette commission qui croit avoir rempli son mandat avec équité, estime que lorsqu'il y a lieu d'accorder un secours, il doit être tel que la fille-mère ne soit pas mieux traitée que la mère légitime quand elle devient veuve.

Le nombre des enfants à la charge du département, qui était de 642 au 1.^{er} janvier dernier, était réduit à 604 au 1.^{er} juillet suivant; toutefois, pour parer aux éventualités, M. le Préfet propose de régler le budget de 1851 sur un nombre présumé de 700 enfants.

La dépense qu'ils occasionneront, à raison de 69 francs chacun, taux de la dernière année,

s'élèvera à.		48,300
A quoi M. le Préfet propose d'ajouter pour secours aux filles-mères.		6,000
Total		54,300
A déduire :		
1.° Le tiers des amendes de police correctionnelle.	2,000	12,460
2.° Le cinquième dû par les communes qui ont plus de dix mille fr. de revenus.	10,460	
Reste à la charge du département.		41,840

Le bureau n'a pas d'objections à faire au sujet de l'allocation de ce crédit.

Au nombre des dépenses du service figure un subside de 3,400 fr. que le département accorde depuis 1843, à titre de supplément de traitement, aux visiteurs attachés aux hospices dépositaires et à un inspecteur chargé de visiter au moins une fois par an tous les enfants du département, et qui reçoit d'ailleurs un traitement de 800 fr. des hospices de Lille.

Quand le subside a été accordé, le nombre des enfants était de 2,000. Aujourd'hui le nombre est réduit à 700, aussi M. le Préfet croit-il qu'on peut réduire l'allocation à 2,600 fr. qui seraient affectés, savoir : 1,600 fr. à l'inspecteur de Lille, qui aurait dans ses attributions les arrondissement de Dunkerque et Lille, et 1,000 fr. au visiteur de Douai, qui visiterait les enfants des arrondissements de Douai, Cambrai et Valenciennes.

Le bureau trouve cette combinaison avantageuse, surtout si M. le Préfet veut prescrire à l'inspecteur de faire lui-même dans l'arrondissement de Lille la visite des enfants placés à la campagne. Toutefois le bureau, en y donnant son assentiment, reconnaît à M. le Préfet le droit d'y faire les modifications qu'il jugera utiles.

Le bureau croit devoir, à cette occasion, appeler l'attention de M. le Préfet sur l'opportunité de confier aux bureaux de charité l'instruction des demandes de secours aux filles-mères. La position des membres de ces bureaux les met à même de fournir les renseignements les plus précis. Le bureau soumet du reste ces réflexions à M. le Préfet sans prétendre s'immiscer dans ses attributions.

En conséquence de ce qui précède, le bureau soumet au Conseil le projet suivant de résolution.

« Le Conseil général déclare :

» 1.° Approuver le compte présenté par M. le Préfet pour l'exercice de 1849, concernant le service des enfants trouvés, abandonnés, orphelins et de filles-mères ;

» 2.° Au moyen du report au budget de 1851 d'une somme de 1,099 fr. 61 cent. restée sans emploi sur l'exercice de 1849, il alloue audit budget de 1851 le crédit demandé de 1,976 fr. 15 cent. porté au sous-chapitre XV ;

» 3.° Il approuve les prévisions du projet de budget pour 1851, notamment celle ayant pour objet une somme de 6,000 fr. destinée aux filles-mères qui, faute de secours, seraient obligées d'abandonner leur enfant ;

» 4.° Par suite de cette approbation, le Conseil général alloue le crédit demandé de 41,840 fr. au chapitre X du budget de 1851 ;

» 5.° Il donne son entière adhésion à la réduction de 800 fr. sur les 3,400 accordés jusqu'ici aux visiteurs et inspecteurs d'enfants, réduction qui sera opérée par la combinaison proposée par

» M. le Préfet, à laquelle il pourra faire les modifications que l'expérience lui ferait considérer » comme utiles.

» Il exprime le vœu que, dans tous les hospices dépositaires de France, il y ait comme à Lille » des *bureaux ouverts*, où moyennant la simple production de leur acte de naissance, tous les » enfants dont le nom de la mère s'y trouverait indiqué, seraient *provisoirement* reçus des » mains de ceux qui les porteraient, et sauf à vérifier ultérieurement l'état d'indigence de celle-ci;

» Quant aux eufants dont l'acte de naissance énoncerait que leurs père et mère sont *inconnus*, » il suffirait qu'ils fussent présentés *comme tels*, soit par un médecin, soit par une sage-femme » jurée de l'arrondissement, bien famée, et sans indication de leur part.

» Le Conseil général pense que, sans avoir tous les inconvénients des tours, ces bureaux peuvent » y suppléer suffisamment, et qu'ainsi il serait inutile d'en maintenir un par département. »

M. De Beaumont déclare que le service de santé des enfants trouvés placés à la campagne est presque totalement abandonné. Il devrait être fait par les médecins des bureaux de bienfaisance, mais cette disposition reste inexécutée parce que plusieurs communes manquent de bureau de bienfaisance. L'opinant croit qu'il pourrait être utile plus tard de confier les inspections à des médecins.

M. De Melun répond que le projet de loi soumis en ce moment à une commission de l'Assemblée nationale législative donnera probablement satisfaction aux vœux divers exprimés en faveur des enfants trouvés.

M. De Beaumont réplique que son observation n'en subsiste pas moins dans l'état actuel des choses.

M. le préfet déclare qu'il en prend note.

Il lui paraît que deux des conclusions du rapport doivent se restreindre au caractère d'observations, car il serait peu sérieux de demander au Préfet qu'il obligeât les inspecteurs à faire leur devoir. Les observations relatives aux filles-mères sont dans le même cas. Il n'y a pas lieu de les formuler en vœu. L'inspecteur est un agent de l'administration que celle-ci doit consulter; la commission, de son côté, cherche partout où elle le juge convenable, les lumières dont elle a besoin. Il vaut mieux leur laisser à tous leur liberté sans chercher à imposer des prescriptions. Il faut en dire autant du désir exprimé pour que les secours aux filles-mères n'excèdent pas ceux accordés aux mères légitimes. Ces détails peuvent en quelque sorte amoindrir l'autorité du Conseil général.

Les conclusions du rapport qui concernent le réglement du compte de 1849, le paiement de l'arriéré et le budget de 1851 sont adoptés avec la suppression de la condition qui était attachée aux secours accordés aux filles-mères.

L'article relatif aux frais des inspections est également adopté.

Sur l'article suivant, concernant les bureaux d'admission des enfants dans les hospices, M. Paul demande comment on reconnaîtra que la sage-femme qui aura apporté un enfant est *bien famée*.

M. Lestiboudois répond que la disposition proposée est utile; qu'elle a pour but de mettre obstacle au retour des déplorables abus qui ont naguère existé, lorsqu'on voyait des sages-femmes faire métier de chercher des enfants pour les apporter au tour. C'est une grande concession que celle d'admettre des enfants sur la présentation d'un médecin ou d'une sage-femme, et on ne saurait l'entourer de trop de précautions. La société doit des secours aux enfants malheureux, mais elle ne doit pas un asile à ceux que des mères dénaturées abandonnent quand elles peuvent subvenir à leurs besoins.

M. Testelin ajoute que l'administration connaît bien la moralité des sages-femmes. Ce sont celles surtout qui tiennent des maisons d'accouchement qui doivent être surveillées par l'administration.

M. Paul insiste sur son observation. Comment refusera-t-on un enfant, quand la sage-femme justifiera d'un certificat de moralité?

Le Préfet répond que partout on sait reconnaître les sages-femmes bien famées et celles qui ne le sont pas.

Le dernier paragraphe du rapport est adopté.

Instruction primaire.

M. Delaroïère, au nom du 1.er bureau, lit un rapport sur les crédits demandés par M. le Préfet pour le service de l'instruction primaire en 1851, réserve faite de ce qui concerne l'école normale.

Il propose le rejet des allocations relatives 1.° aux menues dépenses et frais d'impression de la commission d'examen. 141 50

2.° Aux dépenses des délégués cantonaux. . . . . 1,000 »

Rien dans la loi, dit le rapporteur, n'impose ces sortes de charges au département.

Le Préfet fait remarquer que ce sont là des frais généraux de l'instruction primaire qui ne peuvent être supportés par les communes et sur lesquels le Ministre a appelé l'attention de l'administration. La loi nouvelle a établi des délégués cantonaux qui doivent se réunir à des époques rapprochées, tenir des conférences et prendre des délibérations. Ces opérations exigeront des écritures et des registres, et il ne s'agit pas d'ailleurs d'accorder des indemnités de déplacement. La somme de 1,000 francs divisée entre 60 cantons ne donnera qu'environ 17 francs pour chacun.

Quant à la commission chargée de l'examen des candidats instituteurs et des aspirants à l'école normale, il lui est alloué chaque année des frais de bureau dont la nécessité subsiste toujours.

Le Rapporteur répond qu'aujourd'hui les délégués cantonaux appartiennent à l'administration académique, et que le département doit rester étranger à leurs dépenses. Il maintient sa proposition à leur égard; mais d'après les explications de M. le Préfet dont il résulte que la commission examine les aspirants à l'école normale, il admet le crédit qui la concerne.

Le Président met aux voix les conclusions du rapport. Elles sont rejetées et les crédits montant à 1,141 francs 50 centimes sont alloués.

Complément des dépenses ordinaires des écoles primaires communales.— Le crédit demandé de 55,278 francs comprend une somme de 3,842 francs pour imprimés relatifs à la rétribution mensuelle. Le rapporteur fait remarquer que l'autre portion de crédit montant à 51,636 francs, est fixée à ce taux élevé parce qu'aux termes de la nouvelle loi les communes sont obligées de compléter à leurs instituteurs un traitement de 600 francs avec l'aide des fonds départementaux. Mais en proposant cette allocation, le rapporteur fait remarquer à M. le Préfet que dans les états fournis les rétributions mensuelles paraissent fortement atténuées.

Quant aux frais d'imprimés, le bureau conclut au rejet, attendu que les instituteurs sont très-capables de former eux-mêmes les rôles de rétributions.

M. le Préfet fait remarquer que cette allocation est nécessaire pour amener la régularité et l'uniformité des écritures, et éviter les difficultés de recouvrement qui pourraient résulter d'états mal faits. Il lui paraît convenable de maintenir, au profit des instituteurs, un crédit qui est utile aux besoins du service.

M. Delaroïère objecte que c'est le second article des frais d'impression qui figure au budget, et que le bureau a pensé qu'on pourrait charger les instituteurs de préparer les rôles.

Le Préfet insiste sur la nécessité d'assurer la régularité des écritures, et M. Champon appuie cette observation, en raison des inconvénients qui résulteraient du rejet de la dépense.

La proposition de retrancher la somme de 3,842 fr. du crédit de 55,436 fr. est mise aux voix et rejetée. Le crédit total est alloué.

Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école. — Le bureau propose l'allocation du crédit demandé de 56,322 fr. 79 c., avec la condition expresse que sous le nom d'écoles on ne construira pas des mairies.

Le Préfet fait observer que lorsque des devis comprennent en même temps des écoles et des mairies, la division est faite et les secours sont accordés seulement pour les écoles.

Le crédit est alloué sous le bénéfice de l'observation faite au rapport.

Subventions pour achats de livres. — Le Rapporteur fait connaître que les améliorations demandées l'année dernière ont été réalisées. L'inspecteur propose de mettre les livres en dépôt dans les sous-préfectures pour être remis aux maires sur des bons délivrés. Cette proposition est recommandée à l'examen de M. le Préfet.

Le crédit de 3,000 fr. est accordé.

Sur la proposition du Rapporteur, le Conseil général alloue les crédits suivants :

Encouragements aux instituteurs qui se sont le plus distingués.	1,600	»
Idem aux institutrices	1,200	»
Idem aux surveillantes des salles d'asile.	600	»
Idem aux directeurs des classes d'adultes.	400	»
Subventions pour l'établissement et l'entretien des écoles de filles	6,000	»

Les quatre premiers crédits sont les mêmes que l'année dernière. Le cinquième est augmenté de 2,000 fr. à cause de la prescription imposée par la nouvelle loi aux communes qui ont plus de 800 habitants, d'avoir une école de filles.

Le Conseil général alloue en outre, sans observations, les crédits suivants :

Subvention spécialement affectée aux écoles de filles trop faiblement rétribuées.	6,000	»
Subvention pour l'établissement et l'entretien de salles d'asile.	4,000	»

Gratifications aux inspecteurs des écoles primaires. — Un crédit de 500 francs est demandé en faveur de ces fonctionnaires pour services rendus en 1850. Le bureau en propose l'allocation.

Le crédit est adopté.

Le bureau propose la suppression d'un crédit de 250 francs demandé pour frais généraux d'impressions ; attendu que la surveillance de l'enseignement cessant d'appartenir à l'administration départementale, il n'y aura plus d'impressions à faire pour son compte.

Le Préfet fait remarquer que le crédit se reproduit chaque année. La loi nouvelle ne déplace pas la surveillance. Le nombre des inspecteurs sera porté à sept, et en continuant à leur fournir les imprimés dont ils ont besoin, on leur facilitera le travail de bureau et on donnera satisfaction aux plaintes qui ont été faites sur ce que les écritures confiées aux inspecteurs nuisent à leur service d'inspection.

La proposition de suppression du crédit est mise aux voix et rejetée. Le crédit est alloué.

Sur la proposition du bureau, le Conseil général alloue le secours ordinaire de 600 francs accordé à M. Boulanger, ancien directeur de l'école normale.

Enfin le rapporteur propose d'accorder à M. Wyart, ancien inspecteur des écoles primaires, l'indemnité de 500 francs qu'il sollicite à titre d'indemnité pour compléter son traitement pendant le temps où il n'en a touché que la moitié. La position du sieur Wyart est malheureuse et de pareilles demandes ne pourront plus se produire d'après la nouvelle loi.

Cette allocation est accordée.

Dufossé, instituteur communal.

Au nom du troisième bureau, M. Delaroïère propose au Conseil général d'émettre un avis favorable sur la demande du sieur Dufossé, instituteur communal de Bourbourg, tendant à obtenir l'autorisation de percevoir lui-même la rétribution scolaire. — Adopté.

Culte israélite.

M. Rossignol, au nom du troisième bureau, rend compte de l'avis donné par M. le Préfet sur une demande du consistoire israélite de Lille, tendant à obtenir un secours pour les frais du culte.

Le bureau, conformément à la proposition de M. le Préfet, conclut à l'inscription d'un crédit de 300 francs au sous-chapitre XX du budget de 1851. — Adopté.

Routes départementales.

M. Lestiboudois, au nom du cinquième bureau, donne lecture de son rapport sur les routes départementales.

Route départementale N.° 10. — Traverse du Câteau.

A l'occasion des propositions du bureau concernant la traverse du Câteau, route départementale N.° 10, le Préfet fait observer qu'en adoptant la direction suivant le premier projet, le bureau s'expose peut-être à créer des difficultés d'exécution. En effet, les projets sont en ce moment soumis à l'examen du Conseil général des ponts et chaussées, et si celui désigné par le Conseil général du département n'était pas approuvé, l'administration ne pourrait faire usage du crédit. L'assemblée n'ignore pas qu'une décision ministérielle est nécessaire.

Le Rapporteur répond que le bureau s'est décidé avec une entière conviction. Le Conseil municipal du Câteau insiste vivement pour l'adoption du projet, et l'inspection seule du plan prouve qu'il est le meilleur. Par la ligne droite que l'on veut faire prévaloir, l'angle existant à la sortie du Câteau est plus aigu que par l'autre direction, qui est seulement légèrement sinueuse.

Le Préfet croit qu'avant de se prononcer définitivement, le bureau ferait bien d'entendre M. l'Ingénieur en chef dans ses observations.

Le Rapporteur répond qu'il n'y met pas d'objections.

L'affaire est en conséquence réservée. Toutefois la proposition du bureau qui tend à accorder à la ville du Câteau la remise du contingent de 6,000 fr. qui lui avait été assigné dans les travaux de la traverse est adoptée par le Conseil général.

Rouleau compresseur.

Le Préfet demande que l'ingénieur en chef soit également consulté demain sur la question d'acquisition d'un rouleau compresseur et sur le parti qu'on pourrait tirer du rouleau déposé à Seclin et dont l'existence s'est révélée tout à coup.

M. Collette explique que ce rouleau a été employé lors de l'empierrement d'un chemin vicinal, et que depuis il est resté dans une maison particulière. La difficulté de le faire mouvoir a empêché qu'on en fît d'autre usage.

M. Lestiboudois ajoute que puisque le rouleau existe, il est possible de le transporter dans l'arrondissement d'Avesnes où on l'utiliserait.

M. Collette répond qu'il serait difficile de le faire mouvoir sur le pavé, mais qu'on pourrait employer la voie du canal.

Le Préfet croit que ce rouleau a été construit suivant un ancien système qui en rend le mouvement difficile. Les nouveaux rouleaux sont beaucoup perfectionnés.

M. Lestiboudois réplique qu'un rouleau compresseur, pour produire son effet, doit nécessairement avoir une très-grande pesanteur. La difficulté du transport ne serait pas d'ailleurs plus grande pour le rouleau déposé à Seclin que pour celui qu'on ferait confectionner.

M. De Staplande ajoute qu'il y a d'autant plus de raison d'ajourner tout crédit, que l'ingénieur annonce qu'il y aura, d'ici à un mois, un rouleau compresseur pour le service des routes nationales, et que ce rouleau sera mis en usage près de l'arrondissement d'Avesnes.

Les conclusions du rapport tendant au rejet du crédit de 3,000 fr. demandé pour l'achat d'un rouleau compresseur sont adoptées.

Les autres conclusions, qui n'ont donné lieu à aucune discussion, sont également adoptées. La lecture de la partie du rapport qui concerne les plantations est renvoyée à demain.

Le Conseil général adopte ainsi qu'il suit les crédits à porter au budget de 1851 pour les travaux des routes départementales, savoir :

Numéros des routes.	INDICATION DES ROUTES.	Entretien.	Grosses réparations.
1	Lille à Valenciennes.	10,000 »	»
2	Lille à Ypres.	7,400 »	13,000 »
3	Douai à Tournai.	6,000 »	»
4	Bouchain à Tournai.	6,000 »	2,000 »
5	Avesnes à Philippeville..	7,000 »	»
6	Landrecies à Chimay..	23,000 »	»
7	Condé à Mons.	4,000 »	»
8	Condé à Saint-Amand.	4,000 »	»
9	Lille à Saint-Omer.	20,000 »	10,500 »
10	Valenciennes au Câteau.	15,700 »	27,750 »
11	Cambrai à Guise..	8,600 »	»
12	Avesnes à Berlaimont.	18,000 »	»
13	Maubeuge à Maroilles.	12,000 »	»
14	Lille à Tourcoing.	10,700 »	15,109 16
15	Dunkerque à Furnes..	4,000 »	1,500 »
16	La Bassée à Estaires..	3,600 »	»
17	Aire à Hazebrouck.	4,500 »	8,250 »
0	Béthune à Armentières..	»	22,500 »
0	Roubaix à Saint-Amand.	»	3,502 »
	Traitements des conducteurs, piqueurs, etc.; impression, loyers, frais d'expertise, secours, etc. . .	27,300 »	»
	Indemnité aux ingénieurs des ponts-et-chaussées.. . .	3,888 »	»
	TOTAUX.	195,688 »	104,111 16

Communication.

LE PRÉSIDENT donne communication à l'assemblée d'une lettre de M. le Préfet en envoi d'un exemplaire d'un résumé statistique fait par M. Clément, chef de bureau de la mairie de Valenciennes, des actes de l'état-civil reposant aux archives de cette ville. Cet ouvrage a obtenu les félicitations de M. le Ministre de l'Intérieur. — Le Conseil général remercie et s'associe aux éloges donnés par M. le Ministre au travail de M. Clément.

Remises des receveurs municipaux.

M. DE BEAUMONT, autorisé par le premier bureau, présente les développements du vœu qu'il a déposé, concernant la fixation des remises des receveurs municipaux.

Il expose que la loi du 18 juillet 1837 a classé ces remises parmi les dépenses communales obligatoires et que l'ordonnance du 19 avril 1839 en a fixé le tarif en accordant aux Conseils municipaux la faculté de l'augmenter ou de le réduire d'un dixième.

Il pense que ces dispositions renferment dans des limites trop étroites l'action des Conseils municipaux. S'il importe que les services utiles soient récompensés, il faut aussi éviter de dépasser la juste mesure.

L'ordonnance du 19 avril paraît n'avoir eu d'autre but que de favoriser les comptables sans se soucier des intérêts des communes et établissements. Elle accorde aux receveurs une rétribution sur les secours que la commune reçoit de l'État ou du département, et même sur les recettes de leurs propres remises, de sorte qu'en fin d'exercice, des crédits additionnels sont toujours nécessaires pour solder cette dépense.

L'ordonnance de 1839 a partout aggravé les charges des établissements sans profit aucun pour le service. L'opinant toutefois ne croit pas qu'il y aurait lieu de mettre au rabais la gestion des finances municipales, comme sous l'empire de la loi du 11 frimaire an VII.

En conséquence, il propose au Conseil général d'émettre le vœu suivant :

« Le Gouvernement est prié ,

» 1.° De rapporter l'ordonnance royale du 19 avril 1839, ou du moins de la modifier de ma-
» nière à laisser aux Conseils municipaux plus de latitude pour fixer convenablement le traitement
» de leurs receveurs ;

» 2.° Et en tout cas, de décider que les remises ne porteront plus ni sur les secours accordés aux
» communes par le département ou par l'Etat, ni sur le paiement qu'ils se font à eux-mêmes de
» leurs propres émoluments. »

Ces conclusions sont adoptées.

Contribution des portes et fenêtres.

Au nom du premier bureau, M. Béhaghel (de Cassel) fait un rapport sur les questions posées par M. le Ministre des Finances, concernant les modifications qu'il conviendrait d'apporter à l'assiette de la contribution des portes et fenêtres.

Les Conseils généraux ont été appelés à délibérer sur ces questions par la loi des recettes de 1851, dans laquelle le Gouvernement avait inscrit diverses dispositions nouvelles, qui divisaient les villes et les communes en six classes, suivant la population, et établissaient cinq classes de maisons pour la taxe des ouvertures.

Dans ce système, les portes cochères, charretières et de magasin paieraient une taxe quintuple de celle assignée aux ouvertures des bâtiments dont elles dépendent.

Les manufactures, usines, fabriques, ne seraient rangées que dans l'une des deux dernières classes du tarif. On abrogerait l'article 19 de la loi du 4 germinal an XI, qui veut que les propriétaires des manufactures ne soient taxés que pour leur habitation personnelle.

La commission du budget de 1851 n'a pas jugé ces dispositions satisfaisantes, et convaincue qu'il était impossible de modifier l'assiette de l'impôt des portes et fenêtres de manière à établir l'égalité proportionnelle, elle a proposé de le supprimer et d'en réunir le montant à la contribution mobilière, en prenant pour base comme aujourd'hui les valeurs locatives des habitations, et en y ajoutant, jusqu'à concurrence des cinq douzièmes, la valeur des locaux affectés au commerce et à l'industrie et aux bâtiments ruraux, sauf les granges.

Le Gouvernement et l'Assemblée législative, avant d'entrer dans une voie aussi nouvelle, ont voulu consulter les Conseils généraux. M. le Ministre des Finances leur a fait parvenir une note qui expose les différents systèmes qui se sont produits. C'est après un mûr examen que le bureau s'est arrêté aux résolutions suivantes.

Le bureau s'est demandé si les reproches faits à la contribution des portes et fenêtres ne proviennent pas plutôt du mode d'assiette que du principe, et s'il n'y avait pas quelques moyens à prendre pour en corriger les imperfections.

Il a reconnu que l'assiette est essentiellement défectueuse et qu'on ne peut l'améliorer, parce qu'on ne tient aucun compte de toutes les circonstances qui peuvent influer sur la valeur de l'ouverture qu'on impose.

La loi de **1832** a établi plusieurs classes, suivant la population, en diminuant le taux pour les maisons à cinq ouvertures au plus, mais cet essai n'a pas suffi pour établir l'égalité proportionnelle.

Les modifications proposées par le projet ministériel ne produiraient pas plus de résultats parce qu'il maintient en définitive la disproportionalité de l'impôt en y associant d'une manière fâcheuse les répartiteurs. Ses dispositions vagues et incertaines n'offriraient aucune garantie.

En matière d'impôt, il est indispensable que chaque contribuable puisse réclamer et que la base de la contribution soit fixée d'une manière certaine; c'est ce qui ne se trouve pas au cas présent.

La question se réduit donc au maintien de l'impôt tel qu'il existe aujourd'hui ou à sa complète transformation.

C'est à cette seconde solution que le bureau s'est arrêté.

Il ne se range pas cependant à l'avis de la commission du budget. Le système qu'elle propose exigerait de nouvelles appréciations de valeurs locatives non atteintes aujourd'hui par l'impôt mobilier, il ferait peser sur les contribuables de fortes surcharges et ôterait au Gouvernement les garanties qu'il trouve aujourd'hui dans l'imposition au nom du propriétaire. Il faut d'ailleurs remarquer que dans presque toutes les communes rurales la contribution mobilière est répartie non d'après les loyers réels d'habitation, mais selon les facultés pécuniaires des contribuables. La loi de **1832** a semblé sanctionner cette dérogation au principe, en reconnaissant ainsi implicitement tout ce qu'il y avait de défectueux dans la base du loyer d'habitation pour apprécier les forces contributives. La réunion de l'impôt des portes et fenêtres ajouterait encore aux imperfections dont est entachée la répartition de l'impôt mobilier.

Le bureau s'est arrêté à une autre combinaison développée dans le projet suivant :

ART. 1.^er^ A partir du 1.^er^ janvier **1852**, la contribution des portes et fenêtres sera abolie.

ART. 2. A partir de la même époque et tant que l'exigeront les besoins du trésor public, il sera perçu, en remplacement de l'impôt supprimé, une taxe de compensation ds **25,000,000** francs.

ART. 3. Cette taxe sera divisée en deux parties égales, la première, soit **12,500,000** fr., sera supportée par la propriété bâtie et répartie entre les départements, les arrondissements et les communes, au centime le franc de leurs contingents des portes et fenêtres de **1851**.

La seconde, soit une somme égale de **12,500,000** fr., sera mise à la charge de la contribution mobilière, et répartie entre les départements, les arrondissements et les communes, au centime le franc de leurs contingents mobiliers.

ART. 4. Il ne pourra être imposé de centimes additionnels au principal de la taxe dont il s'agit que dans la limite précédemment fixée pour l'impôt des portes et fenêtres.

ART. 5. La taxe de compensation, en principal et centimes additionnels sera, pour la part incombant à la propriété bâtie, répartie entre les contribuables, au centime le franc du revenu cadastral ou matriciel des maisons et bâtiments autres que ceux servant à l'exploitation rurale, des moulins, usines, fabriques, mauufactures et autres propriétés bâties, déduction faite de la valeur estimative de la superficie qu'ils occupent.

ART. 6. Toutefois, les moulins à vent et à eau n'entreront dans la répartition que pour le quart de leur revenu cadastral ou matriciel, et les autres usines ainsi que les fabriques et manufactures pour la moitié dudit revenu.

ART. 7. Les fonctionnaires, les ecclésiastiques et les employés civils et militaires logés gratuitement dans des bâtiments appartenant à l'Etat, aux départements, aux arrondissements, aux communes ou aux hospices, participeront au paiement de la taxe de compensation d'après le revenu imposable de leur logement préalablement établi par comparaison avec le revenu cadastral des autres maisons de la commune.

ART. 8. Pour l'exécution des dispositions qui précèdent, il sera rédigé dans chaque commune, conformément à l'article 34 de la loi du 15 septembre 1807, une matrice spéciale comprenant le revenu imposable des maisons et autres propriétés bâties.

ART. 9. Le montant de la taxe de compensation supportée par la propriété bâtie ne pourra, dans aucun cas, être ajouté à la contribution foncière afférente à cette propriété pour servir de base ou d'élément à la fixation et à la perception des droits d'enregistrement.

ART. 10. La portion de la taxe de compensation incombant à la contribution mobilière sera, après l'adjonction des centimes additionnels, répartie entre les contribuables au centime le franc des loyers matriciels d'habitation, modifiés ainsi qu'il est dit ci-après.

ART. 11. Les loyers d'habitation, tels qu'ils sont portés dans les matrices et qu'ils servent actuellement à la répartition de la contribution mobilière, seront, suivant leur chiffre respectif, rangés en cinq divisions ou catégories. Les loyers de la cinquième catégorie ou dernière classe n'entreront dans la répartition de la taxe de compensation que pour les six dixièmes de leur chiffre matriciel, ceux de la quatrième catégorie y entreront pour les sept dixièmes ; ceux de la troisième catégorie pour les huit dixièmes ; ceux de la deuxième catégorie pour les neuf dixièmes, et ceux enfin de la première catégorie ou première classe, pour l'intégralité de la valeur locative portée dans la matrice.

Lorsque les différentes valeurs locatives ne pourront former exactement cinq divisions, la fraction sera répartie sur les dernières catégories.

ART. 12. Le tableau des divers loyers compris dans les matrices sera rédigé par le contrôleur des contributions directes, arrêté par les répartiteurs et envoyé au directeur des contributions qui, pour la répartition de la taxe, leur fera subir les réductions ci-dessus mentionnées.

ART. 13. Pour 1852 et les deux années qui suivront, il ne pourra être apporté d'autres changements dans les bases de la répartition individuelle de la contribution mobilière, que ceux résultant des décès, des nouvelles impositions, des changements de domicile ou d'habitation, et des réductions prononcées par le Conseil de préfecture par suite de rappel à l'égalité proportionnelle.

ART. 14. Le rôle et l'avertissement mentionneront sur des lignes séparées le montant de la taxe de compensation en principal et centimes additionnels, tant en ce qui concerne la portion de cette taxe supportée par la propriété bâtie, que celle imposée par addition à la contribution mobilière.

Ce projet présente des avantages incontestables. Il ne perd pas de vue l'état des finances, puisqu'il crée une taxe de compensation. Il réserve l'avenir puisqu'il présente cette taxe comme temporaire. Il la divise entre la propriété et la location, ce qui rentre dans l'esprit de l'ancienne loi. Il améliore la répartition foncière en augmentant l'impôt de la propriété bâtie. Il tient compte de la situation particulière des moulins, fabriques et usines. Il améliore la répartition mobilière en élevant un peu les charges des gros loyers, et en soulageant les classes les moins aisées. Il met obstacle à l'arbitraire et facilite la fusion des deux impôts en employant des bases déjà fixées et acceptées et en assurant leur fixité pendant trois ans.

LE RAPPORTEUR conclut à ce que le système qu'il vient de développer soit recommandé à l'examen et aux études du Gouvernement.

M. MIMEREL demande si le bureau s'est rendu compte des effets que produirait l'application du

système qu'il propose, au point de vue des cotisations des contribuables. Il voit bien que les contributions foncière et mobilière seraient augmentées, mais il ne sait pas dans quel sens les taxes individuelles seraient modifiées.

Le Rapporteur répond que si l'impôt des portes et fenêtres était proportionnel, on ne proposerait pas de le changer. Le nouveau système a précisément pour but d'assurer une proportionnalité qui n'existe pas aujourd'hui.

Le Rapporteur ajoute que si les manufactures ont été dispensées par la loi de l'impôt des portes et fenêtres, c'a été dans l'intérêt des ouvriers et de l'hygiène publique, et non dans celui des manufacturiers.

M. Lestiboudois déclare que, dans son opinion, la contribution des portes et fenêtres est un impôt locatif qui ne doit porter que sur les locaux affectés aux habitations. C'est dans ce système qu'a été conçue la loi qui a établi cet impôt ; mais on a profité depuis d'une sorte d'ambiguité existant dans les termes de cette loi, pour y assujettir les usines et tous les locaux de quelque valeur qu'ils fussent, de telle sorte qu'il a fallu une loi expresse pour exempter les manufactures. C'est ainsi que par la loi des patentes on a atteint non-seulement l'habitation, non-seulement les ateliers, mais encore le matériel dont ils sont garnis. Il est nécessaire d'émettre le vœu formel que les manufactures et usines soient exemptes de l'impôt.

M. Béhaghel fait observer que cette argumentation porte à faux, puisqu'une loi précise exempte déjà les manufactures, mais seulement, comme il l'a dit, dans l'intérêt hygiénique.

M. Lestiboudois répète qu'en abusant des textes on est arrivé à imposer tout le monde. Il insiste pour que, en demandant des études, on réclame formellement l'exemption en faveur des manufactures et des usines.

Le Conseil général n'étant plus réuni en nombre suffisant pour délibérer, le vote est renvoyé à demain.

Le Président fixe à neuf heures du matin l'ouverture de la séance de demain, et lève la séance à cinq heures et demie.

Ont signé : MM. Danel, président ; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Angelet, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

Séance du 7 septembre.

1.re PARTIE.

La séance est ouverte à neuf heures.

Sont présents : MM. Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Behaghel (de Bailleul), Plichon, Behaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Bery, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Ch.), et De Clebsattel, secrétaire.

Absent : M. Marchant en congé.

Le Préfet assiste à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 6 septembre est lu par le secrétaire et adopté.

Contribution des portes et fenêtres.

L'ordre du jour appelle le vote du Conseil général sur la proposition faite par le 1.er bureau, dans la dernière séance, au sujet du remplacement de la contribution des portes et fenêtres.

M. Mimerel déclare qu'il ne s'oppose pas à ce qu'on fasse l'essai d'un système nouveau, mais il insiste pour que, dans aucun cas, ce système ne puisse avoir pour effet d'augmenter les charges déjà si lourdes qui pèsent sur les manufactures et les usines. L'impôt mobilier n'a jamais porté sur les manufactures. Le nouvel impôt ne doit pas non plus les atteindre.

On a, au moyen de la patente, frappé dans une proportion toujours grossissante, le loyer des établissements industriels et du mobilier qu'ils emploient; toute nouvelle surcharge serait injuste.

Le Conseil général du Nord, qui a toujours appuyé les vœux formés en faveur du commerce et de l'industrie, ne déviera pas de la route qu'il a constamment tenue. L'opinant demande qu'il soit émis un vœu formel pour que, quel que soit le nouveau système qui sera adopté, il ne puisse en résulter aucune surcharge pour les manufactures et les usines.

M. Béhaghel (de Cassel) fait remarquer que la partie du nouvel impôt qui sera réunie à la contribution mobilière ne pesera pas sur les manufactures. Il est juste d'ailleurs que l'autre portion ajoutée à la contribution foncière atteigne les manufactures comme toutes les autres propriétés bâties, et il ne faut pas perdre de vue que l'exemption de l'impôt des portes et fenêtres n'a été accordée aux manufactures que dans un intérêt hygiénique.

Si on exempte les manufactures, sur qui retombera l'impôt? La position du trésor ne lui permet

pas d'atténuer ses recettes; il faudrait donc que les autres propriétés bâties fussent imposées à la décharge des manufactures, ce qui ne serait pas équitable.

M. Mimerel insiste sur ses observations. Il fait remarquer que la patente des manufacturiers a plus que doublé depuis 1825, par suite des droits proportionnels successivement imposés sur les loyers des bâtiments, des machines et des moyens de production.

M. Plichon dit que cette discussion prouve combien il est difficile de toucher aux impôts. Il n'en est pas un qui n'ait ses avantages et ses inconvénients; la contribution des portes et fenêtres est dans ce cas. Le système proposé est attaqué avant sa naissance. Peut-être vaudrait-il mieux maintenir l'impôt actuel en exemptant de la taxe les maisons qui n'auraient qu'un nombre d'ouvertures limité.

M. Béhaghel s'élève contre cette proposition. La conservation de l'impôt serait contraire à tous les vœux exprimés et à la résolution de l'Assemblée législative; et d'ailleurs la modification proposée n'aurait pour résultat que de faire diminuer le nombre d'ouvertures des petites maisons au grand préjudice de la santé de leurs habitants.

M. Mimerel demande de nouveau que la réserve qu'il a proposée soit ajoutée au vœu du Conseil général.

Les conclusions du rapport tendant à ce qu'on mette à l'étude le système proposé par le premier bureau, sont mises aux voix et adoptées.

Route départementale N.° 10. — Traverse du Câteau.

M. Lestiboudois, rapporteur des routes départementales, rend compte des résultats de la conférence que le bureau a eue avec l'ingénieur en chef, concernant le passage de la route N.° 10 dans la ville du Câteau, en vertu de la résolution prise hier par le Conseil général. Il a été reconnu qu'il n'y a pas lieu de modifier la proposition faite hier par le bureau, mais qu'il est convenable de faire étudier un tracé mitoyen qui paraît devoir offrir des avantages incontestables, et qui présenterait un excédant de dépense de 12,000 fr., dans lequel la ville du Câteau serait appelée à contribuer pour 4,000 fr.

Ces conclusions développées dans un rapport supplémentaire qui sera imprimé, sont adoptées par le Conseil général.

Plantation des routes.

Sur la proposition du cinquième bureau,

Le Conseil général émet le vœu :

« Que les bords des routes soient plantés; que l'espacement soit de 12 à 15 mètres; que les » fûts ne restent pas garnis de branches;

» Que le Ministre fasse étudier de nouveau la disposition indiquée dans sa circulaire du 9 août » 1850, de former des doubles rangées d'arbres dans les routes de 16 mètres et plus; les planta- » tions, bien qu'étant en quinconce, paraissant avoir les mêmes inconvénients que le rapprochement » exagéré des pieds;

» Que l'espacement des arbres de la route soit combiné avec celui des plantations des terres » riveraines;

» Que les plantations aient lieu sur la crête intérieure des fossés;

» Quant aux plantations des routes départementales, le bureau propose au Conseil de déclarer » qu'elles auront lieu aux frais du département;

» Qu'à cet effet on prie M. le Préfet de faire des propositions sur le crédit annuel nécessaire » pour les effectuer dans un laps de temps qui ne serait pas trop long;

» De faire répartir les crédits entre les routes, en raison des nécessités locales et aussi en raison » des chances de succès qu'elles présentent et des produits qu'elles promettent;

» D'indiquer enfin les espèces qui conviennent au sol de chaque route ou partie de route, et de » n'admettre que des espèces utiles. »

Police du roulage. Sur la proposition du cinquième bureau, le Conseil général émet le vœu suivant :

« Le Conseil général, considérant que les véhicules à jantes étroites peuvent causer des dégâts » considérables sur les routes quand ils transportent des charges trop fortes ;

» Considérant que la limitation des charges cause quelque augmentation de frais à des trans- » ports exceptionnels, mais ne peut nuire à la masse des transports ;

» Considérant que ces chargements peu nombreux peuvent néanmoins causer des dommages » énormes aux routes ;

» Que, conséquemment, on ne peut mettre en comparaison les faibles avantages retirés par » quelques entrepreneurs, avec l'augmentation des frais d'entretien ;

» Emet le vœu que la liberté illimitée des transports, sans réglementation de poids ni de largeur » de jantes, ne soit pas admise dans la loi, et que si la loi ne peut regarder comme efficace le pesage » direct des véhicules ni la limitation du nombre des chevaux, ni d'autres moyens que donnent la » science et la pratique, on admette la détermination du poids par le cubage des matières » transportées;

» Que si le Gouvernement croit devoir adopter la liberté illimitée sur les routes nationales, les » Conseils généraux aient au moins la faculté de proscrire sur les routes départementales et sur » les chemins vicinaux les chargements excessifs sur des jantes trop étroites. »

Canal de Roubaix. M. Lestiboudois, au nom du cinquième bureau, fait un rapport sur le canal de Roubaix. L'époque de la session ne lui permet pas de retracer toutes les phases de cette longue affaire, il expose seulement la situation actuelle des choses : le canal de Roubaix n'est point achevé, la partie qui déverse les eaux dans la Deûle est séparée de celle qui se joint à l'Escaut par une lacune ; le souterrain qui doit passer sous la hauteur de Croix n'a pas été percé. Ainsi, le but essentiel du canal, celui indiqué par Vauban, de mettre la Deûle en communication avec l'Escaut, n'est pas accompli ; il y a cela de singulier que la partie du canal qui, originairement, devait mettre la ville de Roubaix en communication avec Lille, n'est point faite, et que celle qui devait la mettre en communication avec l'Escaut, qui était repoussée, est exécutée. Nous n'avons pas besoin de développer les motifs impérieux qui doivent faire terminer l'œuvre entreprise : mettre en communication des villes comme Roubaix, Tourcoing et Lille, donner à ces dernières villes une communication avec Dunkerque d'où elles tirent leurs matières premières, donner aux arrondissements de Lille et d'Hazebrouck qui manquent de chaux hydraulique et de pierres, une communication avec la partie du bassin de l'Escaut qui est riche en matériel de constructions de toutes sortes; éloigner des causes d'insalubrité, et donner à l'industrie l'eau qui manque à leurs innombrables machines, tels sont les motifs qui doivent décider la question.

L'adjudicataire n'a point accompli les conditions qui lui sont imposées, la déchéance a été prononcée contre lui ; il faut, dans l'intérêt public, qu'une nouvelle adjudication ait lieu, comme le prescrit le cahier des charges.

S'il ne se présente aucun adjudicataire, la ville de Roubaix sent tellement l'utilité de l'entreprise qu'elle demande à prendre l'adjudication en son nom ; il n'appartient qu'à nos contrées, usant de tous temps, dans toute leur plénitude, des franchises municipales, de se vouer à de si grandes œuvres : la ville de Lille a creusé à ses frais le canal de la Haute-Deûle et en est restée propriétaire jusqu'à ce que, par une mesure inique, elle ait subi une spoliation contre laquelle elle réclame. Comme sa devancière, la ville de Roubaix veut, par de grands et beaux travaux,

développer et éterniser son incomparable industrie. Vous voudrez favoriser par vos vœux ses généreux desseins. En conséquence, nous vous prions de prendre la résolution suivante :

« Le Conseil général,

» Considérant qu'il y a la plus incontestable utilité à ce que les grands centres industriels de Lille, Roubaix et Tourcoing soient unis par une ligne de navigation ;

» Que les arrondissements de Lille et d'Hazebrouck soient une communication directe avec la portion de l'Escaut d'où ils tirent les matériaux indispensables à leurs constructions ;

» Que les villes de Roubaix et Tourcoing aient une voie navigable qui leur donne accès au port de Dunkerque d'où elles tirent leurs matières premières ;

» Considérant que la salubrité et les besoins des moteurs industriels exigent que les deux impasses qui constituent maintenant le canal de Roubaix soient mises en communication de manière à établir un courant dans toute l'étendue du canal,

» Emet le vœu que le souterrain de Croix soit fait et le canal achevé ;

» Que la déchéance prononcée contre l'adjudicataire qui n'a pas rempli ses engagements et ne se met pas en mesure de les remplir, soit maintenue ;

» Que, conformément au cahier des charges, le canal soit mis de nouveau en adjudication, aux clauses et conditions stipulées dans ledit cahier des charges ;

» Que la ville de Roubaix soit autorisée à se porter adjudicataire du canal, en prouvant qu'elle est en position de supporter les charges qui lui incomberaient. »

M. De Montozon déclare ne pas s'opposer aux conclusions du rapport ; mais il établit que la convention passée avec la Belgique ne contient aucune clause relative à l'achèvement du canal de Roubaix. Il ajoute que ce canal est menaçant pour les intérêts français et pour l'industrie de la batellerie ; parce qu'il enlèverait à la Scarpe et à la Haute-Deûle presque toute leur navigation au profit de la navigation belge.

L'opinant ne s'oppose pas à l'achèvement du canal s'il s'opère par l'industrie privée, mais il ne consentirait pas à ce que l'Etat se chargeât de l'énorme dépense que doit occasionner ce travail.

M. Béhaghel (de Bailleul) fait valoir les avantages que l'arrondissement d'Hazebrouck doit retirer de l'achèvement du canal de Roubaix.

Le Président met successivement aux voix les conclusions du rapport. Elles sont adoptées.

Au nom du premier bureau, M. Beauvois fait le rapport suivant, concernant le répartement des contributions directes de 1851.

Contributions directes de 1851.

Répartement.

CONTRIBUTIONS DIRECTES DE 1851. — RÉPARTEMENT.

Messieurs,

En exécution de la loi du 7 août 1850, la circulaire de M. le Ministre des Finances du 12 du même mois, énonce que le contingent du département du Nord dans la répartition des contributions directes de 1851 est fixé en principal, ainsi qu'il suit :

Pour la contribution foncière à.	4,273,907	»
Dito personnelle et mobilière à..	1,022,695	»
Dito des portes et fenêtres..	1,071,893	»
Ce qui élève le total en principal de ces contributions à. .	6,368,495	»

A ces contingents en principal il doit être ajouté :

1.° Pour la contribution foncière, 17 cent. quatre dixièmes pour dépenses ordinaires et fonds commun des départements, et 2 centimes pour secours, dégrèvements et non-valeurs ;

2.° Pour la contribution personnelle et mobilière, 17 centimes sans affectation spéciale; 17 centimes quatre dixièmes pour dépenses ordinaires et fonds commun des départements, et 2 centimes pour secours, degrèvements et non-valeurs;

3.° Pour la contribution des portes et fenêtres, 18 centimes huit dixièmes, dont 15 centimes huit dixièmes sans affectation spéciale, et 3 centimes pour non valeurs, remises et modérations.

L'article 1.er de la loi supprime les 17 centimes additionnels généraux, sans affectation spéciale, afférents à la contribution foncière. En abandonnant cette ressource malgré les charges qui pèsent sur le trésor, le Gouvernement a sans doute voulu procurer un soulagement immédiat à la souffrance générale qu'éprouve la propriété immobilière. Comme le Gouvernement, l'Assemblée législative a pensé que la diminution devait profiter proportionnellement à tous les départements. M. le Ministre des Finances exprime le désir que, dans chaque département, la même marche soit suivie à l'égard des arrondissements et des communes.

Les Conseils généraux ont la faculté d'établir des impositions dont le montant ne doit pas excéder, savoir : 7 centimes six dixièmes du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, pour les dépenses facultatives d'utilité départementale; 5 centimes du principal de la contribution foncière seulement pour le cadastre; 2 centimes du principal des quatre contributions pour l'instruction primaire, et 5 centimes du principal des mêmes contributions pour les chemins vicinaux.

Enfin le département du Nord a été autorisé par une loi du 10 août 1849, à s'imposer extraordinairement un centime additionnel au principal des quatre contributions, pour le paiement du prix des immeubles acquis à Valenciennes.

Pour arriver au répartement des trois contributions de 1851, M. le Préfet produit un rapport de M. le directeur des contributions directes.

De ce rapport il résulte qu'il n'y a aucun changement à introduire dans le mode suivi pour l'année dernière.

Ce magistrat communique aussi au Conseil général les minutes des tableaux du sous-répartement de 1850, où se trouvent indiquées les augmentations et diminutions que les contingents ont subies, par suite des constructions et des démolitions, en vertu des lois du 17 août 1835 et du 4 août 1844. Ces tableaux offrent les résultats suivants :

ARRONDISSEMENTS.	PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
	Foncière	Personnelle et mobilière.	Des portes et fenêtres.
Dunkerque	458,165 »	108,547 »	90,503 »
Hazebrouck	412,196 »	86,132 »	78,959 »
Lille	1,184,892 »	370,431 »	482,884 »
Cambrai	557,481 »	125,358 »	114,588 »
Avesnes	620,638 »	103,849 »	96,309 »
Douai	445,421 »	93,710 »	88,939 »
Valenciennes	595,056 »	134,668 »	119,711 »
Totaux	4,273,849 »	1,022,695 »	1,071,893 »

Ces bases peuvent être adoptées pour le répartement de 1851, mais seulement en ce qui concerne les contributions personnelle et mobilière et des portes et fenêtres, parce que les contingents ci-dessus sont conformes à ceux fixés par la nouvelle loi ; mais la contribution foncière a éprouvé quelques modifications provenant de l'addition des propriétés non bâties devenues imposables et du retranchement de celles qui ont cessé de l'être.

Ces additions et retranchements, exclusivement applicables à la contribution foncière, présentent, par arrondissement, les modifications indiquées au tableau ci-après :

ARRONDISSEMENTS.	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.	DIFFÉRENCE	
			EN PLUS.	EN MOINS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dunkerque.	4 »	7 »	» »	3 »
Hazebrouck.	10 »	16 »	» »	6 »
Lille.	20 »	20 »	» »	» »
Cambrai.	23 »	22 »	1 »	» »
Avesnes.	37 »	4 »	33 »	» »
Douai.	61 »	30 »	31 »	» »
Valenciennes.	10 »	8 »	2 »	» »
Totaux. . . .	165 »	107 »	67 »	9 »

Différence en moins.	9
Reste en excédant pour le contingent de 1851. . .	58
Le contingent de 1850 était de.	4,273,849
Total pareil au contingent de 1851. .	4,273,907 fr.

Le Conseil général arrête ce qui suit :

« 1.° Les contingents en principal, pour les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres des sept arrondissements du département du Nord, sont fixés pour 1851, conformément au tableau ci-après :

ARRONDISSEMENTS.	PRINCIPAL DES CONTRIDUTIONS		
	Foncière.	Personnelle et mobilière.	Des portes et fenêtres.
Dunkerque.	458,162 »	108,547 »	90,503 »
Hazebrouck.	412,190 »	86,132 »	78,959 »
Lille.	1,184,892 »	370,431 »	482,884 »
Cambrai.	557,482 »	125,358 »	114,588 »
Avesnes.	620,671 »	103,849 »	96,309 »
Douai.	445,452 »	93,710 »	88,939 »
Valenciennes.	595,058 »	134,668 »	119,711 »
Totaux. . . .	4,273,907 »	1,022,695 »	1,071,893 »

» 2.° L'état N.° 1.er ayant pour titre : *Etat général de répartition entre les arrondissements*, sera dressé conformément à ce même tableau, pour être présenté à la signature du Conseil. »

Cet arrêté est adopté.

Dépenses départementales.

M. Beauvois, au nom du premier bureau et sur la demande de M. le Préfet, propose l'inscription au sous-chapitre XXII du budget de 1851, des crédits dont le détait suit :

1.° Frais d'impression du procès-verbal des délibérations du Conseil général. . . .	1,700
2.° Frais d'illumination des édifices départementaux les jours de fête publique. . .	200
3.° Réserve pour dépenses imprévues.	1,000
4.° Traitement du gardien de la pyramide de Denain.	200
5.° Indemnité de logement à M. le conseiller de préfecture secrétaire général. . . .	1,000

Les quatre premiers crédits figurent chaque année au budget. Le dernier y a été inscrit dans la session de 1849, en vertu d'une délibération motivée.

Le Conseil général alloue les crédits proposés.

Indemnités pour les travaux de la session.

Sur la proposition du Président, le Conseil général alloue au sous-chapitre XIX du budget de 1851, la somme de deux mille francs pour les travaux de la session, répartie ainsi qu'il suit :

1.° A M. Mallebrancq, pour soins donnés à la rédaction des procès-verbaux. . . .	1,200
2.° A M. Lechien, expéditionnaire.	550
3.° A M. Masquelier, huissier.	100
4.° Aux trois garçons de bureau.	150
Total.	2,000

Fives.

Demande de secours.

Au nom du premier bureau, M. Beauvois fait un rapport sur une demande de secours formée par la commune de Fives, pour les frais de construction d'une nouvelle église.

L'église actuelle de cette commune est située dans la zone du terrain militaire de la place de Lille, ce qui n'a pas permis d'ériger cet édifice dans des conditions de solidité nécessaires, et d'ailleurs l'accroissement successif de la population rend insuffisante l'étendue de cette église. Ces circonstances nécessitent la construction d'une nouvelle église, et la commune, qui n'a pas de revenus, ne peut y pourvoir que par une imposition extraordinaire et par les secours de l'État et du département. Le devis estimatif s'élève à 65,500 fr., outre 17,000 fr. de travaux susceptibles d'ajournement. Une personne généreuse a fait donation d'un terrain, et le Conseil municipal a voté une contribution extraordinaire de 62,240 fr., payable en vingt années et destinée à amortir un emprunt de 40,000 fr.

Ces louables efforts sont dignes de l'intérêt du Conseil général et des encouragements de l'État. L'église actuelle, qui a été érigée aux frais de la commune il y a vingt ans, remplaçait celle qui a été détruite en 1792 lors du bombardement de Lille. Elle est destinée à servir de salle d'asile pour les enfants pauvres.

Le bureau propose en conséquence le projet suivant de résolution :

« Le Conseil général délibère 1.° qu'un secours de 3,000 fr. payable par tiers et par année est
» accordé à la commune de Fives, afin de l'aider à la reconstruction de son église. Le premier
» tiers de cette subvention sera inscrit au sous-chapitre XVIII du budget de 1851 ;

» 2.° Et qu'il recommande cette même commune à la bienveillance de M. le Ministre de l'Ins-
» truction publique et des Cultes, pour qu'il veuille bien lui accorder le secours le plus élevé
» possible sur les fonds généraux de son département. »

Ces conclusions sont adoptées.

Saint-Amand. — Frais de procédure.

Au nom du 1.er bureau, M. De Beaumont expose qu'en 1846 le sieur Lemaire, propriétaire au hameau de la Croisette, a cité devant le juge-de-paix le sieur Liermain, alors concessionnaire des thermes de Saint-Amand, à l'effet d'être maintenu dans la libre jouissance du cours d'eau dépendant de la fontaine dite de Vérité, et que le sieur Liermain avait supprimée au moyen d'une vanne.

Débouté de sa demande, le sieur Lemaire appela devant le tribunal civil, qui ordonna la mise en cause du département.

M. le Préfet a constitué avoué, et par jugement du 7 décembre 1848 le tribunal a déclaré le sieur Lemaire non fondé et l'a condamné à tous les dépens.

Le sieur Lemaire est insolvable, et le sieur Dété, ingénieur civil, s'adresse à M. le Préfet pour obtenir paiement d'une somme de 609 fr. qui lui est due pour rédaction de plan et rapport.

Déjà, en 1849, le Conseil général a consenti à payer une autre somme de 1,390 fr. 87 cent., pour frais de procédure en cette affaire.

Bien que les honoraires demandés par le sieur Dété paraissent fort élevés, le bureau ne voit pas de moyen d'en demander la réduction, puisque l'état a été rendu exécutoire par M. le président du tribunal de Valenciennes.

En conséquence, le premier bureau propose au Conseil général d'allouer au sous-chapitre XXIII du budget de 1851 une somme de 609 fr. pour le paiement du sieur Dété, et de prier M. le Préfet de voir s'il ne serait pas possible de recouvrer cette somme et celle de 1,390 fr. 87 cent. déjà payée à la décharge du sieur Lemaire.

Ces conclusions sont adoptées.

Arrondissement de Dunkerque. — Contribution mobilière.

Au nom du 1.er bureau, M. De Beaumont fait un rapport sur une demande formée par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque pour qu'il soit procédé à une nouvelle répartition de l'impôt mobilier, en prenant pour base le travail arrêté en 1838 pour la contribution foncière. Il prétend que l'arrondissement aurait droit à un dégrèvement de 10,000 fr. sur son contingent.

Cette prétention ne paraît pas admissible, car les deux impôts ne sont pas répartis de la même manière et ne l'ont jamais été.

En effet, l'impôt mobilier étant confondu avec l'impôt personnel, il faut d'abord tenir compte du nombre des imposables; puis, déduire des loyers ceux des logements occupés par les indigents et ceux des locaux affectés au commerce et à l'industrie.

Les réductions qui ont lieu pour la répartition de l'impôt foncier sur les évaluations cadastrales ne s'opèrent pas sur les évaluations locatives destinées à la répartition de la contribution mobilière.

Dans les contrées industrielles, un grand nombre de maisons occupées par des ouvriers n'ajoutent rien aux forces contributives de la commune, au point de vue de l'impôt mobilier, tandis qu'elles sont toutes soumises à l'impôt foncier.

Par ces considérations, le bureau propose au Conseil général de déclarer que la réclamation de l'arrondissement de Dunkerque n'est pas fondée, et qu'il n'y a pas lieu de l'accueillir.

Ces conclusions sont adoptées.

Arrondissement d'Avesnes. — Contribution foncière.

M. De Beaumont, au nom du premier bureau, fait un rapport sur une délibération du Conseil d'arrondissement d'Avesnes, qui a pour objet de reproduire sa réclamation en dégrèvement de la contribution foncière.

Le Conseil d'arrondissement ne fournit aucun document nouveau à l'appui de sa prétention. Il invoque toujours les résultats des opérations cadastrales renouvelées en 1845 et 1846 dans le seul canton de Maubeuge.

Faut-il répéter que les opérations cadastrales circonscrites dans les limites de la répartition indi-

viduelle entre les contribuables, ne peuvent déterminer la force contributive d'une commune, d'un canton, et à plus forte raison de tout un arrondissement.

Si l'évaluation des bois dans le canton de Maubeuge est aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était en 1810, cela prouve seulement que, dans l'opinion des experts, les terres et les propriétés bâties doivent supporter une plus forte part du contingent, et que les bois ont droit à un dégrèvement. Mais cette décision, prise exclusivement dans l'intérêt de la répartition individuelle, ne modifie en rien le contingent communal, parce que la fixation de ce dernier contingent repose sur d'autres bases et doit être soumise au contrôle de diverses autorités avant de recevoir l'approbation du Conseil général.

Si l'arrondissement d'Avesnes veut prouver qu'il est surchargé, il doit chercher ses points de comparaison ailleurs que dans ses propres cantons et s'efforcer de prouver que ses propriétés foncières sont plus imposées que celles des communes limitrophes d'autres arrondissements; mais jusqu'à ce que cette preuve soit complète, il n'y a aucun motif de changer la répartition de 1838.

Tel est aussi l'avis de M. le directeur des contributions directes.

En conséquence, le premier bureau propose au Conseil général de rejeter la réclamation de l'arrondissement d'Avesnes.

Ces conclusions sont adoptées.

Gendarmerie. Au nom du deuxième bureau, M. Piette fait un rapport sur ce qui concerne le service de la gendarmerie dans le département.

Le Préfet a transmis à M. le Ministre de la Guerre les demandes tendant à obtenir la création de deux nouvelles brigades à Tourcoing et à Steenvoorde. Le bureau regrette que le Gouvernement n'ait pas encore donné satisfaction à des besoins aussi légitimes en présence des vœux réitérés du Conseil général.

La brigade de Roubaix est aujourd'hui appelée à exercer sa surveillance sur 70,000 à 80,000 habitants; il est évident qu'elle n'y peut suffire si l'on considère surtout le nombre et l'importance des établissements industriels placés dans ce rayon.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck reproduit son vœu pour le rétablissement de la brigade de Steenvoorde supprimée en 1838. Cette localité, située sur plusieurs routes importantes près de la frontière belge et entourée de bois, a besoin d'être surveillée activement. Le bureau s'associe à ce vœu.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes réclame l'établissement d'une brigade à Berlaimont. Cette commune, point central de l'arrondissement, acquiert chaque jour plus d'importance. Elle est longée par la vaste fôret de Mormal et éloignée de 15 kilomètres de toute brigade. Le bureau insiste pour que la brigade demandée soit accordée.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck a demandé que la brigade de Bailleul fût portée à six hommes, commandés par un maréchal-des-logis. Cette demande est motivée sur l'importance de la localité, sa situation et les nombreux détails du service de la gendarmerie.

M. le Préfet pense qu'il pourrait être satisfait à ce vœu par la réduction à cinq hommes de la brigade de Cassel, qui, depuis l'établissement du chemin de fer, a beaucoup moins de surveillance à exercer. Le bureau partage cet avis, mais sous la condition de l'établissement d'une brigade à Steenvoorde.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande de nouveau une seconde brigade pour cette ville. Cette demande est motivée sur ce que la brigade actuelle, composée de six hommes, est chargée de surveiller 14 communes, ne peut suffire aux exigences du service, depuis surtout que la navigation à la vapeur amène à Dunkerque une foule d'étrangers.

Le même Conseil demande une brigade à pied à Hondschoote. Elle y serait plus utile qu'une brigade à cheval, à cause de la nature du pays sillonné de nombreux cours d'eau, et elle y serait nécessaire pour poursuivre les nombreux mendiants belges qui envahissent le canton.

Les Conseils d'arrondissement de Douai et de Cambrai réclament des brigades à Somain et à Clary, et une seconde brigade à Cambrai. Ces demandes reposent sur des besoins parfaitement justifiés et ont fait l'objet de vœux fréquemment reproduits.

En conséquence, le deuxième bureau, d'accord avec M. le Préfet, propose au Conseil général d'adopter le projet de résolution suivant :

« Le Conseil général vote pour le paiement des loyers des casernes de gendarmerie : 1.° une » allocation de 17,850 francs inscrite au budget de 1851, sous-chapitre VI.

» 2.° Un crédit de 800 fr. pour indemnité de literies aux gendarmes au même sous-chapitre, » article 3 ; en totalité une somme de 18,650 francs.

» Il émet le vœu que les instances les plus vives et les plus pressantes soient faites par M. le » Préfet près du Gouvernement pour que des brigades de gendarmerie soient immédiatement créées » à Tourcoing, Steenvoorde et Berlaimont.

» Il émet également le vœu que les demandes formées par les arrondissements de Dunkerque, » Douai et Cambrai soient prises en grande considération, et que de nouvelles brigades soient » établies à Dunkerque, Hondschoote, Cambrai, Clary et Somain. »

Ces conclusions sont adoptées.

Enfants trouvés. — Arriéré.

Au nom du troisième bureau et suivant la demande de M. le Préfet, M. Defontaine propose l'allocation au sous-chapitre XV du budget de 1851, d'une somme de 2,045 fr. 33 c. restant due au département de la Seine pour dépenses faites de 1845 à 1849 concernant des enfants trouvés appartenant au département du Nord. — Adopté.

École normale.

Au nom du deuxième bureau, M. Champon lit un rapport sur les crédits demandés par M. le Préfet pour le service de l'école normale d'instituteurs établie à Douai, et du cours normal d'institutrices tenu dans la même ville par les Dames de Flines.

Tout est dit, suivant le rapporteur, sur la position florissante, sur la direction habile et sur les heureux résultats de l'école normale établie à Douai pour former des instituteurs. Les rapports présentés depuis dix ans au Conseil général sont unanimes à cet égard.

Dans ces derniers temps, cette école a donné lieu à des préventions qui ont même trouvé place dans le rapport de M. le Préfet, bien qu'il fasse ressortir leur exagération. Pour nous, après un examen sèvère, nous trouvons les plaintes dénuées de fondement. Les critiques faites sur l'école normale de Douai se rattachent, en effet, aux préoccupations qui existent contre les écoles normales en général et contre l'enseignement primaire de quelque nature qu'il soit. Certes, pour ceux qui voient avec regret les besoins de progrès qu'il suscite chez les peuples et qui voudraient les ramener à la quiétude et à l'immobilité des sociétés primitives, les écoles normales et les écoles primaires elles-mêmes sont des institutions détestables et qu'il faut se hâter de supprimer au plus tôt.

Mais ces sentiments ne sont pas ceux du Conseil général. On en voit les preuves dans l'impulsion salutaire qu'il a imprimée longtemps à l'instruction primaire, dans le vœu émis deux fois pour qu'elle devienne universelle et obligatoire, et dans le désir exprimé l'an dernier pour le maintien de l'école normale.

Ces vœux sont suffisamment justifiés par les services nombreux et incontestables qu'a rendus depuis sa création l'école normale de Douai. Cette école est d'ailleurs indispensable pour assurer le recrutement des instituteurs, et sa suppression détruirait de fond en comble l'enseignement primaire dans le département.

Il serait à désirer, en effet, que le nombre des instituteurs fût augmenté, car il résultait de documents très-précis fournis en 1848, que 84,000 enfants étaient dénués de toute espèce d'instruction. On prétendit alors que cette appréciation était exagérée de moitié, mais ces protestations tombent aujourd'hui devant les aperçus nouveaux produits dans le rapport de M. l'inspecteur qui constate que le chiffre contesté s'élève encore à 73,000, et si l'on consulte un rapport du comité supérieur de l'arrondissement de Lille fait au mois de décembre dernier, on y verra que ce chiffre est encore grandement dépassé. Il faudrait donc, pour remplir strictement les obligations imposées aux pouvoirs publics, que le nombre des écoles fût presque doublé.

Il y aurait donc lieu, en de pareilles circonstances, loin de mettre en question l'existence de l'école normale, d'en augmenter l'importance, pour subvenir aux besoins signalés.

Le rapporteur déclare qu'il a foi dans l'avenir, et qu'il croit fermement que, grâce au développement des lumières, les générations qui suivront arriveront à un degré d'amélioration religieuse, morale et intellectuelle dont il est impossible de mesurer la portée.

Il appartient au Conseil général de préparer un avenir si désirable, en maintenant les établissements d'instruction qui existent, et surtout celui qu'il a fondé lui-même. Il voudra conserver, améliorer et non pas détruire.

Le bureau propose donc le maintien de l'école normale de Douai, en espérant que le Conseil général acquiescera aux considérations qui l'y ont déterminé.

La situation financière de l'école permet d'opérer sur le prix des bourses une réduction de 50 fr., ce qui les fixera à 450 fr. De plus, la loi du 15 mars ayant aboli le brevet supérieur, il y a lieu de supprimer les trois bourses de troisième année entretenues jusqu'ici.

Le bureau propose donc les crédits suivants, dans la supposition que le département du Pas-de-Calais continuera à concourir aux dépenses de l'école :

1.° Part du département dans les frais généraux.	5,088 fr.
2.° Entretien de 19 bourses à 450 fr.	8,550
3.° Id. de 2 demi-bourses	450
4.° Frais du cours d'agriculture.	1,000
Total des dépenses ordinaires.	15,088

Ce crédit, inférieur de 3,060 fr. à celui de l'an dernier, devrait être élevé à 18,480 fr. si le département du Pas-de-Calais refusait de participer aux dépenses de l'école.

La commission de surveillance demande 500 fr. pour achat d'instruments de physique. M. le Préfet propose une allocation de 300 fr. pour la part du département.

Le Conseil municipal de Douai a voté les fonds nécessaires pour établir dans des bâtiments contigus à ceux de l'école normale, une école pratique pour former les élèves-maîtres à l'application de la pédagogie. Le bureau propose de féliciter le Conseil municipal de Douai sur sa décision, et de donner acte à M. le Préfet de la communication qu'il en a faite.

Cours normal d'institutrices. — Les dispositions de la loi du 15 mars dernier qui assujettissent les communes de 800 âmes de population à avoir des écoles spéciales de filles, motivent suffisamment la proposition de M. le Préfet pour la création de dix nouvelles bourses dans l'établissement des dames de Flines, et le bureau propose l'allocation du crédit demandé de 12,000 fr. pour l'entretien de 30 bourses.

Quant à la question de savoir s'il est utile de porter à trois ans la durée des études, les éléments ont manqué au bureau pour l'apprécier. Il propose de la renvoyer à l'examen du Conseil académique pour être statué, s'il y a lieu, dans la prochaine session.

M. D'Hespel déclare qu'il ne s'oppose pas aux conclusions du rapport, mais que les éloges donnés à l'école normale lui paraissent outrés, et qu'il ne s'associe pas aux considérations développées dans le rapport. Il ajoute que le bureau n'était pas complet lorsque ce travail lui a été soumis.

M. Champon répond qu'il a usé de toutes les précautions nécessaires pour que le bureau pût être réuni en majorité, que d'ailleurs il a pris pour bases de son rapport les résolutions adoptées différentes fois par le Conseil général.

M. Béhaghel (de Bailleul) se plaint de ce que le rapport semble préconiser un système d'enseignement au préjudice des autres. On aurait dû dire quel était le système qui avait en définitive le plus de succès. L'opinant ne demande que la liberté pour tous les systèmes.

M. De Melun déclare qu'il ne peut être question ici de lutte entre les systèmes, mais qu'il faut bien constater que le Conseil général ne s'associe pas aux considérations que contient le rapport.

Le Conseil général n'est pas en position de se prononcer sur la question de savoir si l'école normale a satisfait à tout ce qu'on devait attendre d'elle. Il est permis d'avoir des doutes en présence des faits qui se sont produits.

Il faut donc être bien réservé en ce moment et se borner à demander des études qui puissent éclairer l'opinion. On les préjugerait en adoptant les termes du rapport.

Il semblerait, suivant le rapporteur, que l'école normale serait le seul moyen de recruter des instituteurs. L'opinant n'adhère pas du tout à cette idée que plusieurs membres du bureau n'auraient certainement pas approuvée s'ils avaient assisté à la première lecture du rapport.

Le Préfet fait remarquer qu'il n'a pas demandé de témoignage en faveur de l'école normale, mais seulement son maintien et les crédits nécessaires pour son service. Les relevés statistiques prouvent que les instituteurs sortis de l'école normale ont, toute proportion gardée, subi moins de punitions que les autres. Si l'on supprimait l'école normale, il est probable que le personnel en souffrirait; déjà on éprouve des difficultés pour remplacer les instituteurs qui ont été révoqués.

Il ne faut pas présumer de l'avenir par le passé. La loi nouvelle produira de bons résultats. Elle assure une surveillance complète et efficace par la nomination d'un inspecteur par arrondissement et par l'action directrice du conseil académique dans lequel le Conseil général a ses représentants.

Dans cette situation, il convient de ne rien précipiter, il faut étudier avec maturité les effets des dispositions prises, sauf à aviser plus tard à ce qu'il conviendra de faire.

M. Plichon demande qu'il soit déclaré formellement par le Conseil général qu'il ne s'associe pas aux considérations du rapport.

Le Préfet fait remarquer qu'il n'a demandé que des crédits.

Le Président ajoute que le Conseil ne vote jamais que sur les conclusions des rapports.

Il met aux voix l'allocation des crédits suivants :

1.° Dépenses ordinaires de l'école normale.	15,088	»
2.° Achat d'instruments pour le cours de physique.	300	»
3.° Cours normaux pour les institutrices.	12,000	»

Ces crédits sont votés.

M. Plichon insiste de nouveau sur la réserve qu'il a demandée.

Plusieurs membres réclament l'ordre du jour, qui est mis aux voix et adopté.

Le Président suspend la séance et la remet à une heure.

Séance du 7 septembre.

2.e PARTIE.

La séance est reprise à une heure.

Jurys d'expropriation.

Le Président du sixième bureau remet la liste, arrêtée par le Conseil général, des personnes susceptibles de faire partie des jurys d'expropriation pendant l'année prochaine. — Acte est donné de cette remise.

Circonscriptions électorales.

M. De Gruson, au nom du même bureau, dépose le tableau des circonscriptions électorales proposées par le bureau en vertu des dispositions de l'article 1.er de la loi du 26 décembre 1849.

Ce tableau est adopté et sera imprimé à la suite du procès-verbal.

Tribunaux de commerce.

—

Elections.

Au nom du premier bureau, M. Leurent propose au Conseil d'allouer au sous-chapitre XII du budget de 1851 la somme de 1,200 fr. pour les frais d'impression des listes des électeurs pour les tribunaux de commerce. La somme demandée par M. le Préfet s'élevait à 2,400 fr., mais d'après les mesures d'économie indiquées dans un précédent rapport à propos de l'arriéré du même service, il est probable que la dépense pourra être réduite de moitié.

Cette proposition est adoptée.

Centimes pour l'instruction primaire.

Sur la proposition de M. Delaroïère, au nom du troisième bureau, le Conseil général vote l'imposition de deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes de 1851, pour le service des dépenses de l'instruction primaire.

Carte de l'arrondissement de Valenciennes.

M. De Staplande entretient le Conseil général d'une demande de M. Robaut, de Douai, qui, en lui faisant hommage d'une carte de l'arrondissement de Valenciennes dont il est l'auteur, sollicite le paiement de la prime de 800 fr. accordée par délibération du 4 septembre 1837 pour les cartes des arrondissements.

M. De Staplande ajoute que la carte est bien faite, et que le premier bureau conclut à l'allocation de la prime sous les conditions prescrites par la délibération précitée du 4 septembre 1837.

Le Préfet déclare que la situation du budget lui paraît permettre l'allocation proposée.

Le Conseil général alloue le crédit de 800 fr. au profit de M. Robaut, au sous-chapitre XVII du budget de 1851.

Budget départemental.

Le Préfet demande la parole pour une disposition d'ordre. Il fait remarquer que sur la somme de 33,552 fr. 20 cent. qui était libre à la troisième section du budget de 1851, le Conseil général a disposé de celle de 25,000 fr. pour l'appropriation de l'hôtel Pas-de-Beaulieu, et qu'il reste à faire emploi de 8,552 fr. 20 cent. Il propose d'affecter cette somme aux travaux de la préfecture, en réduisant d'autant le crédit de 9,540 fr. porté pour la même destination au sous-chapitre XVI. La seconde section du budget présentera alors un excédant disponible d'environ 4,600 fr. dont le Préfet

demande l'addition au crédit de 4,000 fr. déjà inscrit au même sous-chapitre XVI pour l'acquisition des deux maisons contiguës à la prison de Valenciennes. Ce sera un moyen d'obtenir de meilleures conditions du propriétaire.

Le Conseil général adopte ces propositions.

Maison d'éducation correctionnelle.

M. DE MELUN, au nom du deuxième bureau, lit le rapport suivant :

M. le Préfet vous expose dans son rapport que la conférence des dames de Saint-Vincent de Paul de Lille, avec l'appui de plusieurs personnes très-recommandables du département, lui ont adressé la proposition d'établir dans le département du Nord une maison d'éducation pour les jeunes filles condamnées.

Un emplacement convenable a été trouvé, et sous le point de vue matériel et moral le projet se présente dans les meilleures conditions. Non seulement la société fondatrice de l'œuvre contracterait l'obligation de surveiller les jeunes filles pendant le temps de leur détention légale et de leur donner, avec les bienfaits d'une éducation chrétienne, la connaissance d'une profession qui puisse assurer leur avenir, mais elle prendrait encore l'engagement de les suivre après leur sortie et de leur continuer un bienveillant et actif patronage qui complète les heureux effets de l'éducation de la maison et les préserve d'une rechute.

Tels sont les termes du rapport de M. le Préfet, et il vous propose de vous associer aux recommandations pressantes qu'il a adressées à M. le Ministre de l'Intérieur, pour que ces propositions soient examinées avec la sollicitude qu'elles méritent.

En présence d'une œuvre qui promet pour les jeunes filles ce que Mettray a réalisé pour les garçons détenus, et qui répond si bien à l'esprit de la nouvelle loi émanée de la commission d'assistance publique, confiant la moralisation des enfants condamnés à l'intelligence et au dévouement de la charité privée, le Conseil général du Nord ne peut que partager les sentiments de M. le Préfet et manifester ses plus vives sympathies en faveur du projet des dames de Saint-Vincent de Paul de Lille.

Mais ce n'est pas à cette proposition, qui certes ne trouvera pas de contradicteurs au sein du Conseil, que se borne le devoir de votre deuxième bureau. Il a pensé que s'il convenait d'encourager une œuvre si méritante par un vœu bien souvent inefficace ; que s'il était juste de faire connaître les excellentes dispositions de M. le Préfet à son égard, il serait non moins utile de signaler publiquement les obstacles que l'exécution a rencontrés jusqu'ici, et qui peut-être rendront tout-à-fait stérile tant de zèle et de dévouement.

L'histoire de cette affaire ne sera pas sans enseignements pour nous, c'est un chapitre à ajouter à celle de la centralisation administrative et charitable.

Vous savez tous, Messieurs, quelles sont les difficultés d'une pareille fondation. Une circonstance très-heureuse pouvait seule la favoriser et avait fait naître l'idée de la proposition des dames de Saint-Vincent de Paul. Il avait été décidé que la prison centrale de Loos cesserait de renfermer des prisonniers des deux sexes, et par une mesure que l'on ne saurait trop approuver, le transfèrement de 80 filles ou femmes détenues à Loos devait avoir lieu dans une maison qui ne contiendrait plus que des femmes.

Rien dès lors ne semblait s'opposer à la réalisation d'un projet dont les débuts toujours pénibles se trouvaient si spécialement facilités. Les dames fondatrices avaient trouvé, comme l'indique M. le Préfet, un local convenable à Marcq-en-Barœul, qu'elles avaient loué conditionnellement ; le subside que le Gouvernement leur accordait en leur confiant immédiatement un si grand nombre de condamnées, venant en aide à leurs généreuses souscriptions, leur permettait de faire les

dépenses nécessaires à une installation coûteuse, et les sœurs dont les services devenaient inutiles à Loos étaient déjà engagées pour continuer à Marcq-en-Barœul leur œuvre de dévouement chrétien.

Un pareil projet placé sous le patronage des personnes les plus dignes de confiance, présentant toutes les conditions morales et matérielles de succès, appuyé par M. le Préfet du département, envoyé au Ministre dans le moment même où la proposition justifiait toutes les espérances de la législation nouvelle, semblait ne devoir rencontrer aucune objection sérieuse, et s'il était juste de l'examiner avec réflexion et maturité, il était facile, avec un peu de bonne volonté, de laisser subsister jusqu'à la décision définitive les conditions favorables, je dirai même indispensables à un essai aussi important.

Il n'en a pas été ainsi. Je ne sais quelle fatale influence, malgré ces puissants motifs, a fait donner l'ordre de transférer immédiatement à Haguenau les femmes détenues. Telle a été la seule réponse faite aux offres généreuses des dames de Saint-Vincent de Paul. L'ordre ne souffrait pas de retard, il a dû être exécuté.

Ainsi, en opérant à grands frais ce transfèrement, qui force les jeunes filles du département du Nord, après leur libération, à traverser une grande partie de la France pour se rendre dans leurs foyers et les expose à tous les genres de périls, on n'a pas craint de décourager le zèle le plus charitable, et malgré les intentions exprimées par le Ministre à la tribune, malgré l'opinion unanime de l'Assemblée, manifestée dans la discussion de la loi déja citée, on a rendu presque impossible une œuvre inspirée par la charité et la religion au profit de la moralisation des détenus et même de nos intérêts financiers que l'intervention de l'Etat en pareille matière a souvent compromis.

Qu'est-il arrivé en effet? les dames, interprétant cet ordre comme un refus déguisé mais réel de l'autorisation qu'elles demandaient, ont rendu la maison louée conditionnellement. Les souscriptions commencées ont été suspendues, les sœurs, obligées de quitter Loos, ont dû être replacées autre part, et aujourd'hui, quand même le vœu que nous vous proposons d'émettre serait accueilli par l'administration mieux inspirée, il est très-douteux que l'on rencontre le même concours et qu'il soit possible de fonder maintenant, avec le petit nombre de détenues qui lui serait confié, l'établissement qui, il y a quelques mois, n'attendait pour s'ouvrir que l'autorisation ministérielle.

Votre deuxième bureau a cru devoir vous signaler un fait qui malheureusement n'est pas isolé et montre, comment ou par mauvais vouloir ou au moins par indifférence, la centralisation paralyse les bonnes volontés locales et rend stérile le champ qui ne demandait qu'à être fécondé pour produire les meilleurs fruits. Comme il s'agit ici de l'exécution d'une loi votée par l'Assemblée nationale et qui pourrait rencontrer partout de pareils obstacles, il vous propose de vous associer à sa pensée en adoptant le projet de résolution suivant.

« Le Conseil général du Nord, d'accord avec M. le Préfet, recommande de la manière la plus » pressante à l'attention du Gouvernement les propositions faites par les dames de Saint-Vincent » de Paul de Lille, au sujet de l'établissement d'une maison d'éducation correctionnelle pour les » jeunes filles.

» Il exprime en même temps ses vifs regrets de ce que l'administration centrale n'ait pas cru » devoir, en différant le transfèrement des détenues de la maison de Loos, offrir à la charité privée » une nouvelle occasion de succès sur un terrain où elle est appelée par la loi sur les jeunes » détenus, et où déjà elle a porté de si heureux fruits. »

Le Conseil général adopte les conclusions du rapport et décide, sur la proposition de M. Mimerel, qu'il sera inséré en entier au procès-verbal.

Chambre de commerce de Lille. — Publication.

M. Seydoux, au nom du quatrième bureau, expose que la Chambre de commerce de Lille a fait hommage au Conseil général d'un exemplaire des trois premiers volumes de ses archives, comprenant les principales délibérations qu'elle a prises depuis le 16 juin 1832 jusqu'au 19 juin 1848, c'est-à-dire sous le régime de l'ordonnance constitutive des Chambres de commerce.

Cette période a été en effet marquée par l'étude des plus graves questions d'économie politique et par la lutte qui fut dès-lors engagée entre les deux grands principes de la liberté des échanges et de la protection du travail national.

Cette lutte a été dignement soutenue par la chambre de commerce de Lille, au point de vue des intérêts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Les noms des honorables membres qui la composent disent assez ce qu'on peut trouver de lumières et de vues élevées dans cette série de travaux sérieux où sont traitées les questions les plus vitales pour le département.

Le Conseil général ne saurait donc trop applaudir à la pensée qui a inspiré la Chambre de commerce de Lille, et le bureau propose de lui voter des remerciements pour l'offre qu'elle fait des trois premiers volumes de ses archives.

Ces conclusions sont adoptées.

Récoltes de 1850.

M. De Gruson, pour M. D'Heursel absent, met sous les yeux du Conseil général les renseignements qui ont été recueillis en exécution d'une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en date du 29 juillet dernier, en ce qui concerne la récolte de 1850, considérée comme égale, supérieure ou inférieure au produit d'une année ordinaire.

Dans les arrondissements de Lille, Hazebrouck et Dunkerque, le chiffre du blé germé par suite des pluies torrentielles et continues survenues au moment même de la moisson, est estimé à un vingtième, et comme on considère que la partie germée pourra produire moitié, la perte réelle serait donc d'un quarantième.

Les arrondissements de Douai, Cambrai, Valenciennes et Avesnes ont été plus maltraités, et l'on porte à un dixième le chiffre de la perte réelle. D'après ce calcul, le département aurait donc en réalité un trentième de la récolte perdu, et comme elle aurait été abondante si la moisson avait été rentrée avant les pluies, on peut la considérer comme ordinaire.

Il est à craindre que la récolte des pommes de terre soit à-peu-près nulle. Jamais la maladie n'a fait autant de ravages que cette année. On pense généralement qu'il y a au moins les trois quarts de perdu, et l'expérience des années précédentes fait penser que les dégâts ne s'arrêteront pas là.

Le Conseil général adopte ces renseignements comme réponse à la circulaire ministérielle.

Ecoles primaires. — Notions d'agriculture.

Au nom du quatrième bureau, M. Deschodt expose que M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, dans une circulaire du 9 août, exprime le désir de connaître l'opinion des Conseils généraux sur l'utilité d'ajouter quelques notions d'agriculture à l'enseignement primaire dans les écoles rurales.

Cette adjonction lui paraîtrait pouvoir être faite au moyen d'un petit terrain et de quelques instruments de culture mis à la disposition de l'instituteur qui exercerait les enfants aux travaux ruraux, suivant leur force.

Selon le Ministre, cette combinaison aurait l'avantage d'inspirer aux enfants dès leur jeune âge, le goût des travaux de la campagne, de les attacher au sol et de favoriser le développement de leurs forces physiques.

Le bureau, tout en rendant justice aux intentions de M. le Ministre, estime que la mesure proposée n'est pas applicable au département du Nord ; d'une part les terrains y sont fort chers, et l'adjonction d'un terrain à l'école entraînerait une dépense considérable.

D'autre part, les écoles sont souvent désertes à l'époque des travaux des champs. La dépense ne profiterait ni aux instituteurs ni aux élèves.

Quant aux notions théoriques, le meilleur moyen de les leur inculquer serait de mettre entre leurs mains un bon manuel élémentaire d'agriculture.

En conséquence le quatrième bureau propose au Conseil général d'émettre l'avis qu'il n'y a pas lieu d'adopter, surtout dans le département du Nord, la mesure proposée par la circulaire précitée.

Ces conclusions sont adoptées.

Steenwerck. — Foire annuelle.

M. De Gruson pour M. Decarpentry lit un rapport de M. le Préfet concernant une demande formée par la commune de Steenwerck dans le but d'obtenir l'établissement d'une foire annuelle aux bestiaux.

Il propose, au nom du quatrième bureau, la résolution suivante :

« Le Conseil général,

» Considérant l'importance de la commune de Steenwerck qui, chaque année, vend aux herba-
» gers plus de 200 vaches dites annélières, ayant une valeur de plus de 40,000 fr.;

» Considérant que les raisons données par les cinq communes opposées au projet sont de nulle valeur;

» Que l'objection élevée par la ville de Bailleul n'est pas suffisante pour faire fixer le marché
» demandé à une époque presque hors de saison et que l'époque du premier vendredi est trop éloi-
» gnée du dernier mardi d'avril pour pouvoir porter préjudice à la foire de Bailleul;

» Vu les délibérations des Conseils d'arrondissement d'Hazebrouck et de Dunkerque, est d'avis
» qu'il y a lieu d'accueillir favorablement la demande du Conseil municipal de Steenwerck. »

Ces conclusions sont adoptées.

Statistique agricole.

Au nom du quatrième bureau, M. Lefebvre expose qu'après l'année désastreuse de 1846, la France toute entière s'émut et que le Gouvernement s'empressa de reconnaître qu'une bonne statistique agricole qui ferait connaître les immenses ressources de l'agriculture serait une œuvre de la plus grande utilité.

Depuis longtemps des hommes habiles avaient tenté de constater l'étendue et le produit de la culture en France, mais leurs efforts avaient été sans succès. On n'avait pu sortir du domaine des conjectures, et quand en 1810 le gouvernement impérial entreprit de faire le relevé des richesses de la France, très peu de Préfets vinrent à bout de recueillir des renseignements dignes de confiance. Depuis 1830 le Ministre de l'Agriculture a fait paraître une statistique agricole qui ne présente aucune garantie d'exactitude.

Le peu de succès de ces tentatives est dû à l'imperfection des données cadastrales et au mauvais vouloir des populations.

Après 1846, le Gouvernement s'est occupé avec sollicitude des moyens de rechercher le moyen de constater plus exactement les faits agricoles.

La première question à résoudre est celle de savoir si, avec les éléments mis actuellement à la disposition du Ministre, on peut arriver à une bonne statistique. Le quatrième bureau répond négativement, et il fonde son opinion sur le manque de spécialité de la plupart des hommes auxquels on a recours et sur la défiance des populations des campagnes.

Le travail ne peut être fait que par les agriculteurs eux-mêmes et avec l'aide soit des sociétés ou des comices, soit des membres des conseils généraux appartenant à chaque canton.

C'est ainsi qu'a opéré la société d'agriculture de Lille, sur la demande officielle du Ministre et d'accord avec l'administration.

L'arrondissement fut partagé en circonscriptions cantonales. Les maires se réunirent sous la prési-

dence d'un délégué de la société. On convint que les maires dresseraient la liste des exploitants de chaque commune, qu'ils diviseraient le territoire en quatre parties à peu près égales, et qu'autant de membres du conseil municipal relèveraient dans chaque partie les déclarations des exploitants.

Une nouvelle réunion eut lieu au chef-lieu du canton. Il y fut convenu que les maires s'adjoindraient trois ou quatre cultivateurs qui choisiraient comme type d'un rendement moyen un champ de blé dans chaque division, tiendraient note de sa contenance, du nombre des gerbes, et constateraient le nombre de litres obtenus pour cent gerbes et le poids d'un hectolitre de blé battu.

Les pommes de terre furent examinées par des moyens analogues, et l'on obtint, avec une exactitude presque complète, le rendement moyen d'un hectare par commune.

Pour assurer le succès d'une pareille œuvre, il faut de la part de tous un concours intelligent, actif, officiel et obligatoire. Des hommes réunissant les qualités nécessaires se sont rencontrés dans l'arrondissement de Lille. Ils se trouveront aussi ailleurs.

Dans sa dernière session, le Conseil général a émis le vœu que cette opération fut étendue à tout le département, mais jusqu'ici M. le Ministre n'a point encore statué. Par conséquent, cette seconde épreuve n'a pu avoir lieu en 1850.

Dans cet état de choses et conformément aux vœux exprimés par les Conseils d'arrondissement de Lille et de Valenciennes, le bureau propose la résolution suivante :

« Le Conseil général, conformément aux vœux exprimés par les Conseils d'arrondissement de » Lille et de Valenciennes, prie M. le Préfet de renouveler ses instances auprès de M. le Ministre, » pour obtenir qu'une seconde épreuve soit faite en 1851 dans tout le département, et émet le » vœu qu'un subside accordé par M. le Ministre à la Société de Lille lui permette de faire imprimer » les documents qui devront être transmis à MM. les maires et membres des sociétés d'agri- » culture. »

Ces conclusions sont adoptées.

Publications statistiques.

Au nom du quatrième bureau, M. Lefebvre expose que M. Marc Jodot, ingénieur civil, répétiteur à l'école polytechnique, sollicite une allocation pour concourir aux frais de publication des données statistiques qu'il a recueillies sur la situation des industries agricole et manufacturière dans le département du Nord.

A cette demande est jointe une table analytique des matières que contiendra la publication.

Le quatrième bureau a su apprécier le mérite de ce travail, qui a également fixé l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture.

Nommé membre de la commission instituée pour réunir les documents statistiques des forces agricoles de la France, M. Jodot se trouvera nécessairement en position d'obtenir des facilités pour arriver promptement à l'impression de son travail.

Ces considérations, jointes au peu de ressources que possède le Conseil général pour subventionner ces sortes de publications, ne permettent pas au bureau d'engager le Conseil général à accéder à la demande de M. Marc Jodot.

Ces conclusions sont adoptées.

Ferme régionale.

M. Lefebvre, au nom du quatrième bureau, fait un rapport sur l'institution d'une ferme régionale.

L'an dernier, sur la communication d'une circulaire du Ministre de l'Agriculture et du Commerce, annonçant l'intention de fonder une ferme régionale dans l'un des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne, le Conseil général a décidé qu'on ferait un nouvel appel aux sociétés d'agriculture et aux propriétaires.

A cette époque, aucune offre sérieuse n'avait été faite; la Société de Lille seule avait présenté un projet qui consistait à défricher une partie de la forêt de Phalempin.

Cette société, consultée de nouveau par M. le Préfet, a persisté dans son opinion en se fondant sur les avantages que l'Etat trouverait à être à la fois propriétaire des terres et des constructions. En effet, une location ou une acquisition de terres seraient des mesures coûteuses que le système proposé eut évitées.

La société de Douai, qui l'an dernier avait approuvé le défrichement de la forêt de Phalempin, propose aujourd'hui l'achat de deux fermes appartenant à MM. Jaqueminot et Duchatel. Le prix de ces fermes serait exhorbitant.

La société d'Avesnes indique dans l'arrondissement de Cambrai l'abbaye de Vaucelles ou l'une des cinq grandes fermes de Montécouvez, mais on ignore si les propriétaires consentiraient à vendre. La société d'Avesnes signale l'offre qui lui a été faite de l'abbaye d'Hautmont, contenant 12 hectares de prairies et 17 hectares de terres à labour. Les prétentions du propriétaire sont exagérées, et l'étendue des terres est insuffisante.

Les sociétés de Dunkerque et de Bourbourg sont d'avis qu'il convient d'attendre les résultats que donneront les fermes-écoles. Le bureau n'est pas éloigné de partager cette prudente opinion.

Le Conseil général du département de l'Aisne repousse l'acquisition ou la location d'immeubles. Il croit que ces sortes d'établissements doivent être créés sur une propriété de l'État, et indique un bois d'une valeur de 300,000 fr. Il prend l'engagement de voter une somme annuelle de 6,000 fr. si la ferme est placée dans sa circonscription.

Le Conseil général du Pas-de-Calais indique la ferme de M. De Crombecque, mais il ne parle pas des intentions du propriétaire et ne vote aucune allocation.

Le Conseil général de la Somme, sans contester l'utilité de la création des fermes régionales, est effrayé des sacrifices à faire et n'en veut consentir aucun.

Il existe donc deux systèmes.

L'un, celui du Gouvernement, consiste dans l'acquisition ou la location d'un vaste domaine;

L'autre consiste dans l'établissement de la ferme régionale sur une propriété de l'État.

Deux départements ont adopté le second système, un s'est abstenu, et le quatrième a soutenu le premier système, mais sans rien préciser.

Le bureau ne propose pas au Conseil général d'intervenir dans l'acquisition ou la location d'un domaine quelconque, alors même qu'il serait situé dans le département du Nord, mais si le Gouvernement entrait dans la voie bien plus économique présentée par le Conseil général de la Somme et par la société de Lille, il y aurait lieu alors de délibérer sur la subvention que le département pourrait accorder, comme preuve de l'intérêt qu'il porte aux progrès de l'agriculture.

Ces conclusions sont adoptées.

Institut national agronomique.

M. LEFEBVRE, au nom du 4.e bureau, rend compte d'une invitation faite par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce au Conseil général, de fonder une bourse à l'institut national agronomique de Versailles.

Le prix d'une bourse entière a été fixé par le Ministre à mille francs; toutefois les Conseils généraux sont libres dans l'appréciation de la somme qu'ils jugeraient convenable d'allouer à leurs boursiers.

Sans élever aucun doute sur les services que l'institut agronomique peut rendre au pays, mais avant de prendre aucune détermination, le 4.e bureau propose au Conseil général d'attendre jusqu'à l'an prochain afin de connaître si la direction donnée aux études de l'institut de Versailles pourra apporter quelques améliorations dans la culture du département du Nord.

Ces conclusions sont adoptées.

Droits sur les bestiaux.

Au nom du 4.e bureau, M. Desmoutiers rend compte d'un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, concernant les droits d'entrée sur les bestiaux, et il propose la résolution suivante :

« Attendu que, sous l'empire de la loi actuelle, le nombre des bestiaux s'est considérablement » accru dans le département du Nord;

» Attendu qu'il n'est ni sage ni prudent de demander le remaniement des tarifs qui produisent » de pareils résultats ; que la question portée devant la Chambre pourrait être résolue d'une » manière moins favorable pour l'agriculture ;

» Attendu que l'intérêt de l'éleveur doit être respecté comme celui de l'engraisseur,

» Le 4.e bureau propose au Conseil général de persister dans ses précédentes résolutions et de » se prononcer contre tout changement au tarif actuel des droits imposés sur les bestiaux venant de » l'étranger. »

Ces conclusions sont accueillies.

Industrie métallurgique.

M. Deschodt pour M. Gouvion, donne lecture d'un rapport de M. le Préfet qui fait connaître les vœux émis par le Conseil général dans l'intérêt des établissements métallurgiques du département. Ces réponses témoignent de la sollicitude de l'administration pour les établissements dont il s'agit.

Le 4.e bureau propose au Conseil général de donner acte et de remercier M. le Préfet de cette communication.— Adopté.

Grains vendus dans les marchés.

Au nom du 4.e bureau, M. Sauvaige fait un rapport sur une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce qui pose diverses opinions concernant l'opportunité de substituer le pesage au mesurage pour la vente des grains dans les marchés.

M. le Préfet a recueilli sur ces questions les avis des Chambres de commerce, des Sociétés d'agriculture, des Maires de Lille, Bergues et Bourbourg, et des vérificateurs des poids et mesures de Lille et Dunkerque. Le bureau a eu de plus la communication d'une délibération de la Chambre de commerce d'Arras.

Ces documents font ressortir des opinions très-diverses ; il est à remarquer toutefois que tout ce qui émane des principaux marchés, tels que Bergues, Bourbourg, Arras, repousse avec la plus grande énergie le changement proposé.

Les partisans du pesage prétendent que la valeur de la denrée est mieux appréciée par sa pesanteur que par son volume et qu'il y aurait plus d'uniformité dans les marchés par le pesage que par les différentes pratiques de mesurage qui donnent entre elles des différences qui s'élèvent jusqu'à 6 et 7 pour cent. C'est, en effet, ce qui résulte des essais très-curieux que la société d'agriculture de Lille a fait opérer.

Mais l'acheteur de grains apprécie par le tact et la vue, d'une manière très-approximative, le poids des grains ; il fait presque instantanément une comparaison qui lui sert de base pour juger la valeur, et quoique ce soit le volume que constate la mesure, c'est réellement le poids qu'il achette. Et si on lui ôte la mesure l'appréciation devient très-difficile.

Dans les marchés considérables, la vente au poids amènerait des conséquences préjudiciables à l'intérêt général.

Il y aurait augmentation de frais, complication, perte de temps, défiance et désertion des marchés.

Par le mesurage, on verse le grain qui passe entièrement à la vue de l'acheteur.

Pour constater le poids, il faut faire des pesées diverses dans des sacs inégaux; le grain n'est pas vu, la fraude est facile.

Un autre inconvénient du pesage serait de prolonger la durée des marchés; il faudrait ou leur donner plusieurs jours, ou faire des frais onéreux pour augmenter le personnel.

Le quatrième bureau ne demande pas le maintien du mesurage comme seul moyen de constatation; une balance pourrait être mise à la disposition des acheteurs et des vendeurs; mais il y aurait de graves dangers à substituer d'une manière forcée le pesage au mesurage. Il est trop difficile de changer brusquement les habitudes des populations. Il faut laisser agir le temps, et l'usage de la pesée comme contrôle sera un favorable acheminement à l'établir plus tard comme règle.

Le quatrième bureau propose au Conseil général d'émettre le vœu :

« 1.° Que la vente des grains continue à être faite à l'hectolitre en adoptant un mode uniforme » de mesurage et en établissant sur les marchés publics des moyens de pesage, pour donner la » faculté de constater le poids;

» 2.° Que pour établir la mercuriale, il soit fait des pesées sans frais à charge de la marchan- » dise, afin d'indiquer le poids des différentes qualités en regard du prix de l'hectolitre, et même » en indiquant le nombre de litres nécessaire pour composer un quintal métrique. »

Ces conclusions sont adoptées.

Industrie sucrière.

M. Sauvaige pour M. Gouvion propose, relativement à l'industrie sucrière et sur l'avis du quatrième bureau, la proposition ci-après :

« Le Conseil général émet la résolution suivante :

» 1.° Que pour favoriser l'extension de la consommation du sucre et faire participer les classes » les plus nombreuses de la population à ce moyen hygiénique d'alimentation, il soit donné suite » au projet de dégrèvement successif des droits sur les sucres.

» 2.° Qu'en ce qui concerne la surtaxe sur le sucre étranger, il soit essentiellement tenu compte, » dans les modifications qui sont proposées, des changements qu'est de nature à amener dans la » position relative du sucre indigène et du sucre étranger, le nouveau mode de tarification pro- » portionnelle à la richesse saccharine, lequel mode est particulièrement et dans une mesure » notable, favorable à ce dernier sucre, ainsi qu'au sucre de nos colonies.

» 3.° Que dans le cas où, malgré cette inégalité de position faite au sucre indigène, et malgré » les craintes très-vives et les protestations du Conseil général, la surtaxe existant sur le sucre » étranger serait atténuée par une diminution, cette diminution ne puisse dépasser le chiffre de » cinq francs pour 100 kilog., limite au-delà de laquelle la fabrication indigène serait immanqua- » blement compromise et deviendrait impuissante à soutenir la concurrence du produit étranger » en présence de son bas prix actuel et des avantages que lui réservent dans une proportion privi- » légiée, les perfectionnements de l'industrie. »

L'expression de ce vœu est adoptée.

Sous-préfecture de Valenciennes.

Au nom du deuxième bureau, M. Colase fait un rapport sur les propositions de M. le Préfet concernant la sous-préfecture de Valenciennes.

Le Conseil général ayant, dans sa séance du 3 septembre, décidé que l'hôtel Pas-de-Beaulieu sera approprié à la sous-préfecture, le projet d'acquisition d'un hôtel devient sans objet.

Quant à la demande d'un crédit de 350 fr. faite par le Conseil d'arrondissement pour renouvellement des cartons de la sous-préfecture, M. le Préfet n'ayant fait aucune proposition, le bureau estime qu'il n'y a pas lieu, en l'état, de s'occuper de cette demande.

Ces conclusions sont adoptées.

Rivière de l'Aa. Au nom du quatrième bureau, M. Deschodt fait un rapport sur un vœu renouvelé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque relativement au régime des eaux de l'Aa.

Il rappelle que l'année dernière le Conseil général a émis le vœu que l'examen des questions que soulève le régime actuel des eaux fût soumis à une commission mixte qui représenterait les intérêts des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Malgré les diligences de M. le Préfet, cette commission n'est pas encore constituée, et le Conseil d'arrondissement, appuyé des deux sociétés d'agriculture, persiste à réclamer une meilleure distribution des eaux de l'Aa entre les deux arrondissements de Dunkerque et de Saint-Omer.

Le bureau, saisi de la délibération, a examiné la question au point de vue des intérêts de l'agriculture, et a pensé que la solution devait reposer sur les principes suivants :

L'arrondissement de Dunkerque doit recevoir l'hiver l'excédant des eaux de l'Aa et procurer à ses frais leur écoulement vers la mer. C'est une servitude qui lui incombe en vertu de la disposition naturelle du sol ; mais en compensation l'arrondissement de Saint-Omer est tenu de fournir à celui de Dunkerque, à l'époque des sécheresses, les eaux dont ce dernier a besoin pour l'alimentation des hommes et des animaux.

L'intérêt de la navigation pourra, dans certains cas, souffrir de ces prises d'eau, mais cet intérêt doit céder à celui de la santé des populations.

En conséquence le bureau propose au Conseil général d'émettre le vœu que la commission mixte chargée de préparer un nouveau réglement sur la distribution des eaux de l'Aa, prenne pour base de ce réglement le double principe de la distribution équitable et fraternelle des eaux entre les deux départements limitrophes et de la subordination nécessaire de l'intérêt de la navigation à celui de l'alimentation des hommes et des bestiaux, dans les moments où ces deux intérêts ne peuvent se concilier.

Ces conclusions sont adoptées.

Livrets des ouvriers agricoles. M. Deschodt fait un rapport sur le vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque pour que les ouvriers employés aux travaux de l'agriculture soient munis de livrets comme ceux des autres professions industrielles.

Le bureau pense avec le Conseil d'arrondissement que cette mesure protectrice des engagements contractés permettrait aux cultivateurs de distinguer les bons ouvriers et exercerait une heureuse influence sur l'état moral de la population.

Le bureau propose, en conséquence, au Conseil général, de s'associer au vœu exprimé. — Adopté.

Caisse de retraite. et maison de refuge. M. Deschodt rend compte d'un vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque concernant l'organisation de caisses de retraite et de maisons de refuge pour les ouvriers des campagnes.

Il a été pourvu au premier de ces besoins par une loi récemment promulguée, et quant aux maisons de refuge, le bureau estime que leur établissement et leur entretien excèderaient les ressources des communes, et que d'ailleurs il peut être pourvu à ce besoin par la réalisation du vœu déjà exprimé tendant à obliger les hospices à recevoir les malades des communes rurales moyennant une rétribution modérée.

Ces conclusions sont adoptées.

Carte géologique. M. Deschodt, au nom du quatrième bureau, lit un rapport sur la remise faite par M. Meugy, ingénieur des mines à Lille, d'un exemplaire de la carte géologique de la Flandre française, comprenant les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck, Lille et Douai.

Le bureau a examiné cette carte avec le plus vif intérêt.

Elle lui a paru heureusement conçue, d'un caractère essentiellement pratique, et d'une exactitude aussi grande que possible.

Elle se compose de deux feuilles, l'une représentant par des teintes diverses la superficie du territoire dépouillée de sa couche végétale.

La seconde représente un grand nombre de corps géologiques indiquant la nature, la direction et l'épaisseur des divers terrains superposés.

Cette carte est utile aux propriétaires, aux ingénieurs, aux entrepreneurs, aux architectes, aux industriels, et surtout à l'agriculture.

Aussi M. Meugy a-t-il joint à sa carte une notice dans laquelle se trouve une foule d'indications précieuses sur la manière d'amender les terres de la Flandre française.

Cette analyse démontre la haute importance du service rendu par M. Meugy au département.

Aussi le bureau n'hésite-t-il pas à soumettre au Conseil le projet suivant de résolution :

« Le Conseil général vote des remerciements à M. Meugy pour sa carte géologique comprenant » les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck, Lille et Douai, et pour la manière désintéressée » dont il en a fait hommage au Conseil général,

» Il exprime le vœu que ce travail, si utile pour l'agriculture et l'industrie, soit continué et » promptement achevé.

» Et dans l'impuissance où il est de récompenser lui-même M. Meugy, il le recommande à la » bienveillance de MM. les Ministres des Travaux publics et de l'Agriculture, et les prie de procurer » à cet ingénieur les facilités nécessaires pour compléter la carte du département. »

Ces conclusions sont adoptées.

Gardes-champêtres.

M. Deschodt fait un rapport sur un vœu renouvelé par les Conseils d'arrondissement de Dunkerque et d'Avesnes en faveur de l'embrigadement des gardes-champêtres.

M. le Préfet en transmettant ce vœu au Conseil général, lui apprend que le Gouvernement s'occupe des moyens d'améliorer le service des gardes-champêtres, et qu'il a à cet effet adressé au Préfet quelques questions auxquelles il a été répondu dans le sens des vœux que le Conseil général a exprimés depuis dix ans.

Le bureau a cru devoir circonscrire son attention au principe même de l'embrigadement, et il s'est demandé si le Conseil général devait aujourd'hui revenir sur l'opinion qu'il a si constamment manifestée.

Le bureau ne l'a pas pensé.

Personne ne conteste que dans l'état actuel des choses, le service des gardes-champêtres se fait mal. Ce sont tantôt les influences locales, tantôt le manque d'énergie du maire qui paralysent l'action de la police rurale. Ces inconvénients tiennent au défaut de hiérarchie, et l'embrigadement avec un traitement convenable pourra seul garantir en même temps l'indépendance et la discipline.

Les gardes-champêtres quoique embrigadés, n'en seraient pas moins des agents communaux, placés sous l'autorité des maires pour tout ce qui concernerait la police municipale. Ils seraient sans doute en même temps placés sous l'autorité du brigadier et du Sous-Préfet, mais les inconvénients peu graves qui semblent pouvoir résulter de ce partage d'autorité se présenteront rarement sous une administration qui saura concilier les intérêts de la surveillance et de la discipline avec la part d'autorité justement due aux maires.

Sous le mérite de ces observations, le bureau propose le projet suivant de résolution :

« Le Conseil général, d'accord avec ses précédentes délibérations et de concert avec les Con- » seils d'arrondissement d'Avesnes et de Dunkerque, réitère le vœu que le Gouvernement pré-

» sente le plus tôt possible à l'Assemblée législative un projet de loi sur l'embrigadement des » gardes-champêtres. »

M. Lestiboudois fait remarquer qu'il ne serait pas étrange que le Conseil général modifiât son opinion sur la question de l'embrigadement des gardes-champêtres, en présence du principe de décentralisation qui tend à s'établir. L'embrigadement serait une mesure essentiellement contraire à ce principe. Il aurait pour résultat de soustraire les gardes à l'action des maires et d'en faire des espèces de surveillants, qui reporteraient au chef-lieu de canton ce qu'ils auraient remarqué dans la commune. M. le rapporteur a indiqué, sans y songer, la véritable cause qui rend insuffisant le service du garde-champêtre. Qu'on donne à cet agent un traitement convenable et il n'aura pas besoin d'être embrigadé pour faire son devoir.

Dans tous les cas, il convient d'attendre, pour se prononcer sur la question, que la loi municipale ait été promulguée.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et rejetées.

Association ouvrière d'Aniches.

M. Deschodt donne lecture d'un rapport de M. le Préfet qui fait connaître qu'une association ouvrière formée en 1848 à Aniches, pour l'exploitation d'une verrerie, s'est mise en liquidation et a provoqué sa dissolution.

M. le Préfet informe le Conseil général que, d'après les instructions de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, il a chargé le Sous-Préfet d'appeler l'attention des sociétaires tant sur les avantages que présente l'association que sur les conséquences que pourrait avoir une dissolution, en raison des engagements souscrits par eux envers le Trésor.

Sur la proposition du 4.e bureau, le Conseil général donne acte à M. le Préfet de cette communication.

Navigation intérieure.

M. Boulanger, au nom du cinquième bureau, fait un rapport sur les améliorations demandées par les ingénieurs et les Conseils d'arrondissement, sur les canaux et rivières du département.

En ce qui concerne le canal de l'Escaut, on demande :

1.° Qu'un crédit plus considérable en raison de son importance et de ses besoins soit affecté à son entretien ;

2.° Qu'il soit redressé en face des fours à coke de Douchy ;

3.° Que le projet général de redressement entre le fort du pigeonnier et les fortifications de Condé, dressé de concert avec le génie militaire et dont la dépense a été évaluée à 27,500 francs, reçoive l'approbation de l'administration supérieure.

En ce qui concerne le canal de Mons à Condé :

Qu'un projet soit présenté pour l'abaissement du pont sur le canal de dérivation à l'entrée de la commune de Saint-Aybert.

En ce qui concerne la Scarpe supérieure :

1.° Qu'un chemin de halage soit établi dans la traversée de Douai ;

2.° Que des passerelles soient établies au pont de Raches et au fort de Scarpe ;

3.° Que des gardes-corps soient placés au bassin de Lambres et de Courchelettes, et sous le pont du chemin de fer établi sur la Scarpe à Lambres ;

4.° Que le seuil des déversoirs soit relevé dans Douai ;

5.° Qu'une poterne de halage y soit ouverte à la sortie des eaux ;

6.° Qu'il soit procédé au creusement du canal des Pestiférés ;

7.° Enfin qu'une écluse de barrage soit posée à la jonction de la Deûle.

En ce qui concerne le canal de Bourbourg,

« Qu'un barrage soit établi dans l'Aa.

En ce qui concerne la Basse-Colme,

« Qu'il soit procédé au dévasement et à l'élargissement de l'écluse de Bergues.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande enfin, renouvelant ses vœux précédents, que des banquettes de sûreté soient établies sur le bord des routes longeant les canaux.

Toutes ces demandes, dont la plupart ont déjà fait l'objet de délibérations antérieures, seront sans doute encore bien accueillies par le Conseil général.

Le bureau lui propose de s'y associer.

Ces conclusions sont accueillies.

Navigation — Application de la vapeur.

M. Boulanger, au nom du cinquième bureau, expose que l'un des moyens principaux de venir en aide à la batellerie serait de procurer à la marche des bateaux une vitesse plus rapide et plus constante.

Le Conseil s'est occupé de cet objet en 1848, et le rapporteur, en faisant valoir les avantages d'une bonne réglementation du halage, y avait joint des considérations sur l'utilité qu'aurait l'application de la vapeur à la navigation des canaux.

Le moyen qu'on indiquait alors est sur le point d'être obtenu.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes annonce que des expériences se font ou se préparent dans les eaux de la Sambre.

La vapeur qui, appliquée aux transports par voie de terre ferrée, tend à ruiner la batellerie, pourra peut-être rendre à la navigation intérieure une prospérité bien favorable au commerce.

Les nouveaux remorqueurs dont on doit faire l'essai, sont, dit-on, garnis d'une hélice placée à l'arrière et non sur les côtés. Ils pourraient faire la traction de huit bateaux.

S'appuyant sur les renseignements du conseil d'arrondissement de Valenciennes, le cinquième bureau, persistant dans le désir que vous avez manifesté en 1848, propose au Conseil général d'émettre le vœu que les expériences de la nature dont il s'agit, si elles sont faites, soient suivies par les ingénieurs des ponts et chaussées, et que dans tous les cas l'application de la vapeur à la navigation intérieure soit mise à l'étude.

Ces conclusions sont adoptées.

Ingénieur de la navigation à Valenciennes.

M. Boulanger, au nom du cinquième bureau, expose qu'il y a quelques années l'ingénieur ordinaire chargé du service de la navigation pour l'arrondissement de Valenciennes avait sa résidence à Douai. Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes réclama à plusieurs reprises et obtint enfin que la résidence de l'ingénieur serait établie à son chef-lieu.

Depuis quelque temps, l'administration, voulant créer des agents spéciaux pour la navigation de la frontière à Paris, enleva à l'ingénieur ordinaire de Valenciennes les fonctions dont il avait été chargé jusqu'alors, et les réunit entre les mains d'un ingénieur central dont la résidence fut fixée à Cambrai.

Cette détermination fut très-nuisible à l'arrondissement de Valenciennes, exposé plus que tout autre aux inondations, soit par la négligence des agents inférieurs, soit par les gonflements de la Hayne, de la Selle et de la Rhonelle, qui arrivent pour ainsi dire instantanément.

La présence d'un ingénieur est indispensable à Valenciennes. Pour le commerce de la houille, ce sont des manœuvres spéciales, des permissions momentanées, qui ne peuvent être ordonnées ou accordées que par l'ingénieur.

Le Conseil d'arrondissement réclame vivement le retour de l'état de choses précédent.

Le cinquième bureau, considérant que déjà le Conseil général s'est associé à ce vœu dans sa dernière session, lui propose de s'y associer de nouveau cette année.

Ces conclusions sont adoptées.

Douai.

Chemin de halage.

M. Boulanger, au nom du cinquième bureau, rappelle que depuis longtemps, et cette année encore, le Conseil général a émis le vœu qu'un chemin de halage fût construit sur la Scarpe supérieure, dans la traversée de Douai.

L'utilité de ce travail n'est pas contestée, et il ne s'agit que des moyens d'exécution.

Les ingénieurs proposent d'acquérir les propriétés situées sur la rive gauche, entre les ponts du Marché-au-Poisson et de l'Abbaye-des-Prés, dans les limites de l'ordonnance du 20 juillet 1841, qui a fixé à dix mètres la largeur des quais.

Ils exceptent toutefois de cette acquisition les propriétés de MM. Deblocq, Butruile, Sy et Blot, vis-à-vis desquelles seraient établies en rivière des passerelles en charpente.

Ils reculent devant la dépense qu'entraînerait l'expropriation de ces établissements industriels.

Les particuliers dont cette proposition blesse gravement les intérêts, s'adressent au Conseil général, pour le prier d'intervenir auprès de l'administration supérieure, afin d'en obtenir la modification.

Si le projet était adopté, leurs propriétés seraient soumises à une servitude qui, à leur point de vue, équivaudrait à une confiscation, puisqu'ils ne pourraient plus faire aucune réparation à leurs usines. Ils demandent de ne pas être mis dans une position différente de celle des autres riverains.

Ces considérations ont été appuyées par le Conseil municipal de Douai, qui a cru devoir intervenir pour sauvegarder les intérêts des habitants.

Ce Conseil estime que le travail ne devrait être mis à exécution que sous condition de renoncer aux estacades.

Mais les ingénieurs assurent que dans ce cas la dépense deviendrait trop considérable et que l'État ajournerait peut-être les travaux.

Dans ces circonstances s'élève la question de savoir s'il ne pourrait pas être fait appel à l'industrie privée, par la concession de péages qui ne seraient pas trop onéreux au commerce.

Mais conviendrait-il, au moment où vont expirer les concessions de la Deûle et de la Lys, d'aliéner pour un temps plus ou moins long la jouissance de la Scarpe ?

Le bureau pense qu'il ne faudrait recourir à cette mesure qu'en cas de nécessité absolue, et il propose en conséquence la résolution suivante :

« Le Conseil général émet le vœu que les travaux à exécuter sur la Scarpe, pour l'établisse-
» ment d'un chemin de halage dans la traversée de Douai, ne soient remis à l'industrie privée
» moyennant péages qu'au cas où tout autre moyen d'exécution serait jugé impossible.

» Il estime d'ailleurs, en cas d'exécution de ces travaux par l'Etat, qu'il serait de toute justice
» de procéder à l'expropriation de *toutes* les propriétés riveraines, en accordant à chaque propriétaire
» taire *indistinctement*, une juste et préalable indemnité. »

Ces conclusions sont adoptées.

Service hydraulique.

Le même rapporteur rend compte des communications faites par M. le Préfet concernant la situation du service hydraulique dans le département.

Il résulte de ces communications qu'il a été satisfait par un arrêté réglementaire du 12 septembre 1837, au vœu exprimé par le Conseil général pour que le service et la surveillance des cours d'eau non navigables fussent confiés aux agents-voyers, et qu'un second vœu, tendant à ce que le service hydraulique fût réglementé par une loi d'ensemble, a été transmis et recommandé à M. le Ministre des Travaux publics.

Le cinquième bureau propose au Conseil général de donner acte à M. le Préfet de sa communication et de renouveler le vœu relatif à la réglementation du service hydraulique.

Ces conclusions sont adoptées.

Impression des rapports.

MM. Boulanger et De Beaumont demandent que les rapports de MM. les ingénieurs sur la navigation intérieure et sur le service hydraulique soient imprimés à la suite du procès-verbal.

M. Lestiboudois fait la même demande pour trois tableaux dressés par MM. les ingénieurs concernant les routes départementales, et qu'il serait très-intéressant d'imprimer à la suite du rapport sur ce service.

Ces propositions sont adoptées.

Pont sur l'Aa.

Au nom du cinquième bureau, M. Béry lit un rapport de M. le Préfet sur la situation de l'affaire relative à la construction d'un pont sur l'Aa, pour lequel le Conseil général a alloué un subside de 8,750 fr. Les travaux, qui ont éprouvé quelques retards par suite de formalités qu'il a fallu remplir, sont enfin commencés.

Le bureau propose au Conseil général de donner acte à M. le Préfet de cette communication et de le prier de continuer à donner ses soins à cette affaire qui intéresse les deux départements limitrophes. — Adopté.

Escaut et canal de St.-Quentin.

M. Béry fait connaître que M. le Préfet a communiqué la réponse de M. l'ingénieur Kolb, au vœu renouvelé par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes pour que, dans le cas où le service de la navigation de l'Escaut resterait confié à un ingénieur spécial, la résidence de cet ingénieur soit fixée à Valenciennes, point le plus central de cette ligne navigable.

Le cinquième bureau, qui a lu avec intérêt le rapport de M. l'ingénieur en chef, partageant l'avis qu'il a émis, propose la résolution suivante :

« Le Conseil général dit qu'il n'y a pas lieu de déférer au vœu renouvelé de l'arrondissement » de Valenciennes, tendant à faire fixer la résidence de l'ingénieur en cette ville. » — Adopté.

Pont sur la Lys.

M. Béhaghel (de Bailleul), au nom du cinquième bureau, fait un rapport sur la suite donnée aux vœux émis par le Conseil général pour l'établissement d'un pont sur la Lys entre les deux ponts de Nieppe et d'Estaires.

Il y a eu constamment conflit pour déterminer l'emplacement de ce pont. Steenwerck demande qu'il soit établi au lieu dit le bac St.-Maur auquel aboutit un cailloutis fait par cette commune.

Sailly (Pas-de-Calais) demande que le pont soit placé vis-à-vis son clocher.

A la suite de vains efforts tentés par l'administration départementale pour amener une conciliation, Sailly a voté la construction d'un pont à ses frais. Cette délibération ne paraît pas sérieuse et semble avoir pour but d'entraver la construction du pont au bac St.-Maur.

On peut prévoir que le département du Pas-de-Calais s'y associera d'autant moins que la commune de Fleurbaix, aussi importante que celle de Sailly, demande que le pont soit construit au bac Saint-Maur.

Dans l'état actuel de la question, le Conseil général doit sauvegarder les intérêts du département du Nord en favorisant la construction du pont au bac Saint-Maur.

Le Préfet propose d'offrir à la commune de Steenwerck un concours de 6,000 fr., à charge par elle de fournir 4,000 fr. pour faciliter l'établissement d'un pont à péage.

Le bureau, adoptant cet avis, propose la résolution suivante :

« Le Conseil général émet le vœu 1.° qu'un pont soit établi sur la rivière de la Lys, à l'endroit » dit le bac Saint-Maur ;

» 2.° Que ce pont soit établi par une concession de péage, et pour rendre cette opération » plus facile il accorde à la construction de ce pont une subvention de 6,000 fr., sous la condition » que la localité intéressée s'engagera à en fournir 4,000, et sous la réserve qu'en aucun cas le » concours du département ne pourra excéder le quart de la dépense. »

Ces conclusions sont adoptées.

Routes nationales.

Au nom du cinquième bureau, M. Leleu fait un rapport sur le service des routes nationales, sur la suite donnée aux vœux qui ont été exprimés à leur égard et sur les améliorations nouvelles réclamées par les Conseils d'arrondissement.

1.° La construction des trottoirs aux abords des villes a reçu en 1849 un commencement d'exécution, et l'on a l'espoir que dans un temps peu éloigné ce travail sera achevé partout où il est nécessaire.

La route N.° 41, aux abords d'Haubourdin, paraît réclamer cette amélioration à cause de sa grande fréquentation.

C'est ici le cas de manifester un vœu du cinquième bureau pour que la traversée des fossés des places de guerre soit élargie et garnie de trottoirs, et pour que l'administration n'exige pas des villes et bourgs intéressés à ces trottoirs des subventions aussi élevées que par le passé.

2.° L'exécution des plans de traverse se continue dans les divers arrondissements.

3.° La réduction du crédit affecté à l'entretien des routes nationales n'a pas permis de donner satisfaction complète aux vœux exprimés en faveur des routes N.os 2, 45 et 49.

4.° Le crédit de 10,000 fr. accordé à la route N.° 48 a été maintenu.

5.° Les crédits accordés en 1850, pour le perfectionnement et l'amélioration des routes, ont permis de réaliser les travaux réclamés par le Conseil général sur la route N.° 29 et au pont de Colleret.

6.° La route N.° 16 a été signalée par le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck, comme dangereuse entre Cassel et Wormhoudt. L'ingénieur reconnaît la nécessité d'empierrer une partie des accotements.

7.° Sur la route N.° 17, arrondissement de Cambrai, le défaut de fonds n'a pas permis de remplacer les cassis par des pontceaux.

8.° Le projet de construction du pont de Raches est approuvé, mais aucune allocation n'a été faite.

9.° La traverse des fortifications de Cambrai a donné lieu à un projet montant à 121,000 fr. Des travaux de même nature, nécessaires à Lille et à Douai, ont dû être ajournés.

10.° Les réparations de la route N.° 29, entre Cambrai et Bouchain, devront être imputées sur les crédits d'entretien.

11.° Le pavage de la route du Câteau à La Groise est ajourné à raison de la dépense qu'il nécessiterait. L'ingénieur a fait l'achat d'un rouleau compresseur dont l'emploi diminuera les frais d'entretien.

12.° Le remaniement de la route N.° 41 entre Fournes et La Bassée, n'a été l'objet d'aucun crédit, malgré l'utilité des réparations. Le pont-levis d'Haubourdin offre des dangers et devrait être remplacé par un pont tournant.

13.° L'empierrement des pentes sur la route N.° 44 a été évalué à 6,000 fr. L'ingénieur espère obtenir un crédit.

14.° L'ingénieur espère aussi pouvoir réaliser cette année l'amélioration indispensable du pont de Landrecies, route N.° 45.

Au rapport remarquable de M. l'ingénieur en chef sont annexés deux tableaux présentant, l'un les améliorations et perfectionnements à effectuer en 1850 sur les routes nationales, et l'autre l'analyse des dépenses pour entretien des empierrements en 1849.

Un crédit de 420,000 fr. est affecté à l'entretien des routes nationales. Les perfectionnements dont ces routes sont encore susceptibles ne pourront s'opérer si ce crédit continue à diminuer d'un dixième, comme la chose a eu lieu en 1849. Une nouvelle réduction serait fâcheuse en présence de l'insuffisance du crédit actuel.

L'ingénieur en chef pense qu'un crédit annuel de 100,000 fr. affecté aux travaux de grosses réparations et d'améliorations n'aurait rien d'excessif. Ce crédit correspondrait à 170 fr. par kilomètre et serait inférieur à celui affecté aux routes départementales.

Le bureau propose au Conseil général de s'associer à l'opinion de M. l'ingénieur et de l'appuyer auprès de M. le Ministre des Travaux publics.

Vœux des Conseils d'arrondissement. — Le Conseil d'arrondissement de Lille demande que la nouvelle mesure adoptée cette année pour le paiement des ouvriers paveurs soit remplacée par telle autre que l'autorité supérieure jugera propre à éviter les retards de paiement dont on se plaint.

Le bureau s'associe à ce vœu et prie M. le Préfet de continuer ses démarches actives pour qu'il y soit donné satisfaction.

Le même Conseil renouvelle le vœu qu'il soit donné une nouvelle issue aux portes de la ville de Lille, notamment à celles dites de Roubaix et de Béthune.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque demande :

1.° Que le service des alignements soit remis aux Sous-Préfets sur toute l'étendue des routes. Ce vœu est recommandé à l'attention de M. le Préfet et de M. l'ingénieur en chef.

2.° Que des banquettes de sûreté soient établies sur les bords des routes qui longent les canaux.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai signale l'état défectueux de la partie de la route N.° 39 entre Le Câteau et La Groise.

Il exprime le vœu que les crédits d'entretien et de réparation soient augmentés.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes demande qu'un crédit de 28,000 fr. soit affecté à la route N.° 2, et un crédit de 22,000 fr. à la route N.° 49.

Il renouvelle son vœu pour le débombement de la route N.° 45 de Marly à Valenciennes, aux abords du pont tournant de Landrecies.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes émet le vœu :

1.° Qu'il soit dressé un projet d'exhaussement de la route et d'élargissement de la porte de Mons à Valenciennes.

2.° Qu'il soit tenu compte, dans la fixation du crédit d'entretien, de la détérioration de la route N.° 48.

3.° Que cette route obtienne un crédit spécial devenu indispensable.

Le bureau propose au Conseil général de s'associer à ces différents vœux.

Une circulaire de M. le Ministre des Travaux publics, en date du 9 août, réclame l'avis de M. le Préfet et celui de M. l'ingénieur en chef sur la plantation des routes.

M. le Préfet a cru devoir préalablement consulter le Conseil général sur cette question et sur celle de la vente des excédants de terrain.

Le Ministre admet les plantations sur les routes qui ont une largeur de plus de dix mètres. Ces plantations consisteraient en une rangée d'arbres de chaque côté sur les routes de dix à seize mètres, et de deux rangées sur celles dont la largeur est plus grande. On emploierait l'orme, le peuplier et le mûrier. Les arbres seraient distants entr'eux de dix mètres, et plantés en quinconces. Les contre-allées auraient au moins trois mètres quand les rangées seraient doubles.

Ce système n'a rien d'absolu et se modifierait suivant les obstacles et les inconvénients qu'il rencontrerait.

Le bureau pense que les doubles rangées d'arbres seront très-nuisibles aux récoltes des propriétaires riverains. Il lui semble que l'État devrait, en raison de la gravité des intérêts compromis, renoncer à l'exécution littérale de l'article 670 du code civil, en plaçant les arbres à une distance de plus de deux mètres de la ligne séparative des propriétés riveraines.

Le Ministre ne renonce pas, dans certains cas, à l'exécution du décret de 1811, tombé en désuétude.

Ce décret donne à l'État le droit exhorbitant de forcer les riverains à planter sur leurs fonds à un mètre de la propriété publique. La répugnance que les riverains témoignent généralement pour la plantation sur les routes, détermine le bureau à émettre le vœu que le décret soit abrogé comme n'étant plus en harmonie avec notre législation, et surtout comme dommageable à la propriété.

Le bureau s'en réfère d'ailleurs aux considérations qu'il a exposées l'année dernière.

Le Ministre serait aussi d'avis de consacrer les excédants de largeur sur les routes nationales à des plantations au profit de l'État, parce que leur aliénation rencontre des obstacles de diverse nature. Cependant, toutes les fois que les intérêts des particuliers pourront se concilier avec ceux de l'État, le bureau pense qu'il conviendrait d'engager M. le Ministre à autoriser l'aliénation. Le 5.e bureau prie le Conseil général d'adhérer aux propositions qu'il lui soumet.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Port de Dunkerque

Au nom du cinquième bureau, M. Béhaghel (de Bailleul) fait un rapport sur le port de Dunkerque.

Il expose que l'avancement du nouveau canal de dérivation a préservé Dunkerque des dommages dont il était menacé par les inondations.

Il reste à provoquer diverses mesures pour rendre le port de Dunkerque digne du rang qu'il occupe. La plupart des crédits ouverts pour l'entretien de ses travaux extraordinaires sont insuffisants.

L'achèvement du bassin à flot est un des premiers objets qu'il importe de solliciter avec instance.

D'après les chiffres des crédits accordés, il faudrait huit ans encore pour cet achèvement, et ce terme est beaucoup trop éloigné pour le commerce qui attend et qui souffre.

Il y a d'autant plus de raison de solliciter une augmentation dans les crédits que les allocations accordées sont bien minimes à côté de celles que l'on donne à d'autres ports.

D'autres travaux sont encore indiqués comme nécessaires par M. l'ingénieur en chef.

Ce sont : 1.° les réparations de l'écluse de Bergues qui sert à l'écoulement des eaux jusqu'à l'entier dévasement du nouveau canal de dérivation. Le devis de ce travail est adressé à l'administration.

2.° Le dévasement du port, qui n'est pas moins indispensable et dont le projet est également rédigé.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque recommande le balisage de la rade. La réparation des avant-radiers de l'écluse de chasse et la pose des rails sur les quais du port.

M. le Préfet annonce que la première demande est déjà approuvée et que les autres sont en instruction.

La tendance du port de Dunkerque vers la prospérité est évidente, le mouvement des navires et les recettes de la douane s'accroissent dans une proportion qu'il faut favoriser par tous les moyens possibles.

Le cinquième bureau propose au Conseil général d'émettre les vœux suivants, en ce qui concerne le port de Dunkerque :

« 1.° Que les allocations du Gouvernement pour l'achèvement du bassin à flot soient aug-
» mentées de manière à permettre que le travail soit promptement achevé ;

» 2.° Que le dévasement du port ait lieu sans délai ;

» 3.° Que la réparation de l'écluse de Bergues, indispensable au passage des bélandres, soit
» autorisée ;

» 4.° Que le fonds d'entretien soit augmenté. »

Ces conclusions sont adoptées.

Port de Gravelines. Le rapporteur entretient ensuite le Conseil général du port de Gravelines.

La navigation de ce port est en progrès, et la pêche aux harengs s'y fait sur une grande échelle. L'exportation des œufs et des pommes est une grande ressource pour l'agriculture.

L'an dernier, l'écroulement de l'écluse Vauban a compromis une partie essentielle du service de ce port. L'écluse est reconstruite avec deux barrages de 7 mètres de largeur chacun.

Au sujet de ce travail, une dissidence s'est élevée entre M. l'ingénieur en chef et le conseiller général représentant le canton de Gravelines.

Le premier dit que, par motif d'économie, on ne fera pas maintenant de sas devant l'un des passages de l'écluse, et qu'on se bornera provisoirement à approprier en sas l'écluse militaire dite la *tuerie*.

Le conseiller général soutient que ce serait une économie mal entendue, et qu'il vaudrait mieux appliquer les fonds destinés à l'écluse de la Tuerie, aux travaux préparatoires d'un sas auprès de l'écluse Vauban, sauf à l'achever quand on pourra.

La nouvelle écluse donne aux eaux de la rivière de l'Aa un écoulement facile et abondant. Le pays sollicite vivement le redressement de cette rivière à partir du Guindal, sur une lieue de parcours.

M. le Préfet annonce qu'il a reçu une partie des autorisations nécessaires, et qu'il va se concerter avec M. le Préfet du Pas-de-Calais pour terminer l'instruction.

D'autres améliorations sont demandées par le Conseil municipal et par le Conseil d'arrondissement, savoir :

1.° Le prolongement de l'estacade de l'est, dont le projet a été dressé ;

2.° Un quai d'appareillage dont la dépense est évaluée à 50,000 francs.

M. le Préfet annonce que ces propositions sont provisoirement ajournées faute de ressources, mais qu'il ne les perdra pas de vue.

Une autre dépense est réclamée dans l'intérêt des environs de Gravelines. C'est celle qui concerne l'entretien des digues des Hems-Saint-Pol, dont l'exécution est suspendue par suite d'un conflit entre le domaine de l'État et les acquéreurs de la propriété. Il importe que la discussion soit très-promptement vidée et les travaux achevés.

D'après cet exposé, le bureau propose au Conseil général la résolution suivante :

« Le Conseil général, conformément aux conclusions du cinquième bureau, émet les vœux suivants :

» 1.° Que le fonds annuel d'entretien, reconnu insuffisant par l'ingénieur en chef, soit augmenté ;

» 2.° Que M. le Préfet veuille bien faire examiner la question de savoir où il est préférable de faire établir le sas pour le passage des bateaux, à l'écluse de la Tuerie, comme l'indique M. l'ingénieur, ou à l'écluse de Vauban, comme le réclame l'honorable représentant de Gravelines ;

» 3.° Que M. le Préfet veuille bien rappeler en temps et lieu l'exécution du quai d'appareillage et le prolongement de l'estacade ;

» 4.° Que M. le Préfet presse la solution du conflit qui arrête les réparations aux digues du chenal des Hems, et qu'il provoque l'achèvement de ces travaux. »

Ces conclusions sont adoptées.

Aa. Régime des eaux. Le même membre expose que M. le Préfet a mis sous les yeux du Conseil général une délibération du Conseil d'arrondissement de Dunkerque concernant le réglement des eaux de la rivière

de l'Aa. Une commission mixte entre les départements du Nord et du Pas-de-Calais devant être organisée pour combiner cet important travail, cette délibération peut utilement lui être renvoyée à titre de renseignement. C'est ce à quoi conclut le cinquième bureau. — Adopté.

Rivière de la Lawe.

Le même membre expose que M. le Préfet a communiqué au Conseil général un projet de canalisation de la rivière de la Lawe presqu'entièrement située dans le Pas-de-Calais, et qui n'a que 2 kilomètres 30 mètres de parcours dans le département du Nord, près de La Gorgue.

Rien n'étant encore en discussion pour ce travail, le Conseil général se borne, sur la proposition du cinquième bureau, à donner acte à M. le Préfet de sa communication.

Watteringues: — Réglement.

Au nom du cinquième bureau, M. DE STAPLANDE fait un rapport sur le projet de réglement présenté par les ingénieurs du service hydraulique, pour la réorganisation des Watteringues de l'arrondissement de Dunkerque.

Ce réglement admis par M. le Préfet, sauf quelques légères modifications, n'a pas été approuvé par le Ministre des Travaux publics.

Le Ministre a pensé que l'administration des Watteringues, constituée depuis quarante ans par un décret qui a force de loi, ne pourrait être modifiée sans de graves inconvénients, et qu'il vaudrait mieux préparer un réglement qui donnerait satisfaction aux réclamations reconnues fondées, tout en maintenant les dispositions du décret du 12 juillet 1806.

Le nouveau projet a été dressé par MM. les ingénieurs après une réunion des quatre sections des Watteringues.

L'ingénieur a défendu en vain le principe de l'électorat reposant sur la taxe. L'assemblée a consenti seulement à demander une extension du nombre des électeurs, de manière à ce que ce nombre fût porté pour chaque section de quarante à quatre-vingts.

Le cinquième bureau, après un mûr examen, a cru devoir persister dans son opinion de l'année dernière.

La question qui domine toutes les autres est celle de l'élection.

Le décret de 1806, qui attribue le droit d'élire les administrateurs à un nombre déterminé et restreint de propriétaires, n'est plus en harmonie avec les institutions nouvelles en matière d'élection.

Il est équitable d'établir un mode d'élection propre à assurer à chacun une égale protection en proportion de son intérêt, et en prenant pour base la superficie du terrain possédé.

Ce système, pratiqué depuis de longues années en Belgique, a produit les meilleurs résultats. Il garantit tous les intérêts et satisfait à des réclamations légitimes; il affermirait une institution excellente, mais qui, dans son état actuel, ne répond plus suffisamment aux besoins du pays.

Les administrations des Watteringues elles-mêmes semblent reconnaître les vices du système actuel, puisqu'elles proposent aujourd'hui d'élever le nombre des électeurs à 80; mais cette fixation serait arbitraire et ne reposerait sur aucune base rationnelle.

Si toutefois le principe de la représentation de la terre suivant la proportion de la quantité possédée par chacun, était repoussée, le bureau demanderait l'extension du nombre des électeurs de 40 à 80.

« Le cinquième bureau persiste dans les modifications que, sur sa proposition, le Conseil » général, dans sa dernière session, avait émis le vœu de voir apporter au décret de 1806.
» Ces modifications sont celles-ci :

» Porter de cinq à sept le nombre des administrateurs dans chaque section.

» Les fermiers, munis d'un pouvoir spécial émanant de leurs propriétaires, auraient le » droit de voter.

» L'élection se ferait au chef-lieu de chaque section, où seraient également déposées les » archives.

» Interdiction aux conducteurs spéciaux de toute participation à l'entreprise des travaux.

» Admission des maires à présenter leurs observations lors de la formation du budget.

» Sous le mérite de ces observations et modifications, le cinquième bureau propose au Conseil » général de donner son approbation au nouveau projet de réglement rédigé par MM. les » ingénieurs et soumis à leur examen par M. le Préfet. »

Ces conclusions sont adoptées.

Chemins vicinaux. — Questions.

Au nom du cinquième bureau, M. De Montozon donne connaissance au Conseil général d'une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, qui pose deux questions relatives à la situation des chemins vicinaux et aux mesures à prendre pour les améliorer complétement.

Le bureau propose au Conseil général d'adopter les réponses suivantes :

Réponse à la première question.

Le développement général des chemins vicinaux dans les 662 communes du département représente environ 6,600 kilomètres, non compris les lignes des chemins de grande communication.

Sur cette longueur, 1,464 kilomètres, tant en pavés qu'en cailloutis, sont régulièrement construits et entretenus par les communes. De nouvelles parties sont chaque année pavées ou empierrées ; elles peuvent être évaluées en moyenne à 120 kilomètres.

Le nombre des communes du département encore privées de chemins pavés ou ferrés qui se rattachent à des routes nationales, départementales ou à des chemins de grande communication, est de 136. Ce nombre diminue d'année en année, surtout depuis que le Conseil général a affecté le dixième du produit des centimes départementaux perçus pour les chemins vicinaux, à subventionner les communes qui feraient des sacrifices pour se créer des chemins de débouché ; c'est ainsi que de 219 qu'il était en 1847, il est descendu aujourd'hui, comme on vient de le dire, à 136 ; les ressources appliquées annuellement à la construction ou à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires du département peuvent être évaluées à 1,200,000 fr., dans lesquels la prestation en nature figure pour moitié.

Réponse à la deuxième question.

Les chiffres indiqués dans la première question font voir que le département et les communes s'imposent déjà dans ce département de fortes charges pour l'amélioration de la voirie vicinale ; le Conseil général ne pense pas que ces charges puissent être notablement augmentées ; c'est donc à utiliser le plus possible l'emploi de ces ressources, au moyen d'une bonne organisation du service des agents-voyers, qu'il convient de s'attacher. Tel est le but vers lequel tendent les efforts de l'administration préfectorale, aidée du concours du Conseil général, qui apporte, en ce qui le concerne, un soin particulier à l'amélioration de la petite vicinalité.

Il n'est guère permis d'espérer que le budget de l'État puisse venir en aide aux communes pour la construction de leurs chemins vicinaux, car pour que ce secours pût avoir quelque efficacité il faudrait considérablement augmenter les impôts qui pèsent déjà si lourdement sur la propriété foncière.

Si toutefois le Gouvernement pouvait accorder quelque subvention pour cet objet aux départements, le Conseil général pense que pour le département du Nord elle devrait principalement s'appliquer aux communes privées de moyens de débouché et qui sont dans l'impossibilité de s'en procurer avec leurs propres ressources.

Telles sont les réponses que le bureau propose au Conseil général d'adresser à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Ces conclusions sont adoptées.

Voirie. — Constatation des délits.

M. De Montozon, au nom du cinquième bureau, rend compte d'une proposition déposée par M. Delaroïere, et qui a pour objet de provoquer un vœu tendant à ce que les agents chargés de constater les délits de voirie soient tenus, sous peine de nullité, de mentionner dans leurs procès-verbaux les articles des lois et réglements auxquels s'appliquent les contraventions constatées par ces procès-verbaux.

Il est de règle générale que tous les agents de l'autorité auxquels la loi donne le droit de constater les délits, soient obligés de mentionner expressément dans leurs procès-verbaux les lois ou réglements auxquels on a contrevenu. Des instructions dans ce sens ont été données aux agents de la petite voirie et les formules imprimées de procès-verbaux en font foi. Mais il résulte des explications données par l'auteur de la proposition que les plaintes concernent particulièrement les agents de la grande voirie. Le bureau pense que, pour en prévenir le retour, il suffira de leur faire rappeler par M. l'ingénieur en chef, l'obligation qui leur est imposée.

Le bureau propose donc au Conseil général de renvoyer la proposition de M. Delaroïere à M. le Prefet, en priant ce magistrat d'inviter M. l'ingénieur en chef à donner aux agents de la grande voirie les instructions nécessaires pour que leurs procès-verbaux contiennent toujours à l'avenir la mention qui vient d'être indiquée.

Ces conclusions sont adoptées.

Dessèchement des prés Duhem.

Au nom du cinquième bureau, M. Brame rend compte d'un rapport de M. le Préfet sur la situation de l'affaire du dessèchement des prés Duhem, au territoire d'Armentières.

MM. les ingénieurs ont terminé l'instruction du projet. Ils ont obtenu les adhésions de la presque unanimité des propriétaires pour se former en association syndicale. L'affaire se trouve ainsi notablement simplifiée et paraît avoir de grandes chances de succès. Le dossier vient d'être transmis à M. le Ministre des Travaux publics.

Le bureau propose au Conseil général de donner acte à M. le Préfet de la communication qu'il lui a faite. — Adopté.

Vallée de la Marque. — Assainissement.

Le même rapporteur rappelle que, dans sa dernière session, le Conseil général a invité M. le Préfet à faire étudier les moyens à prendre pour assainir, améliorer et irriguer le bassin de la rivière de la Marque, depuis sa source à Mons-en-Pévèle jusqu'à son embouchure dans la Deûle.

M. le Préfet fait connaître que les études d'abord arrêtées faute de fonds, ont pu être commencées au moyen d'une imputation de 500 fr. sur le crédit des frais imprévus du budget départemental. Un rapport de MM. les ingénieurs constate l'état d'avancement du travail.

Les études sur le terrain sont terminées en grande partie; il ne reste plus qu'à compléter les nivellements généraux par des travaux sur les affluents.

Le travail sera presque achevé lors de la session prochaine du Conseil général.

Le bureau propose au Conseil de recommander avec instance cette affaire à M. le Préfet. Le souvenir des désastres qui viennent d'accabler le pays, surtout dans une grande partie du cours de la Marque et de ses affluents, doit faire à l'administration une loi d'accélérer les études afin que les travaux puissent commencer dans un court délai.

Ces conclusions sont adoptées

Dessèchement des marais de la Deûle.

Le même rapporteur rend compte d'une communication de M. le Préfet, concernant les travaux de dessèchement des marais de la Haute-Deûle.

Lors de la session de 1849, les formalités d'enquête étaient terminées dans le département du Nord. Elles se sont achevées depuis dans le Pas-de-Calais, et le dossier a été transmis à M. le Ministre des Travaux publics.

Les propriétaires riverains ont refusé de se réunir en association syndicale. Ils insistent sur la nécessité des travaux et demandent qu'ils soient exécutés par l'Etat, sauf remboursement de la plus value.

M. le Préfet déclare qu'il a conclu à ce que les travaux soient exécutés par les propriétaires s'ils y consentent, ou, à leur défaut, par des entrepreneurs.

Acte est donné de cette communication.

Desséchement des marais de la Sensée.

M. Brame donne lecture d'un rapport de M. le Préfet concernant la situation des poursuites exercées contre le concessionnaire du canal de la Sensée, pour le contraindre à exécuter le dessèchement des marais. Un arrêté du Conseil de Préfecture a condamné le concessionnaire à remplir cette obligation.

Le bureau propose au Conseil général de donner acte à M. le Préfet de sa communication. — Adopté.

Masnières. — Chef-lieu de canton.

M. Hannoye, au nom du sixième bureau, fait un rapport sur une nouvelle demande formée par le Conseil municipal de Masnières, à l'effet d'obtenir la translation dans cette localité du chef-lieu du canton de Marcoing.

Cette demande, après une instruction approfondie, a été soumise en 1845 au Conseil général qui l'a rejetée.

Le Conseil a reconnu que la translation serait plus nuisible aux communes qui la rejettent qu'elle ne serait utile à celles qui la demandent; qu'elle bouleverserait des habitudes, léserait des intérêts et ne pourrait être admise qu'autant qu'elle serait appuyée par des considérations d'une haute gravité.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai a persisté dans son avis de laisser le chef-lieu à Marcoing.

Le bureau propose en conséquence au Conseil général de ne pas accueillir la demande du Conseil municipal de Masnières.

Ces conclusions sont adoptées.

Allumettes chimiques

Le même membre fait un rapport sur un vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, pour que la vente des allumettes chimiques soit entourée de garanties propres à rassurer la société et à prévenir autant que possible le retour des funestes évènements qu'on a vu se produire.

M. le Préfet, en soumettant ce vœu au Conseil général, a laissé à son appréciation de juger la suite dont il lui paraîtrait susceptible.

Le bureau, déplorant les nombreux accidents causés par l'usage imprudent des allumettes chimiques laissées à la disposition des enfants, recommanderait, si cela était dans ses attributions, aux pères de famille une plus grande surveillance, mais il a pensé que le Conseil général devait s'en rapporter à l'autorité supérieure sur la question de savoir si des mesures doivent être prises pour la vente de cette marchandise.

Ces conclusions sont adoptées.

Bois de l'Etat. — Aliénation.

M. Defontaine pour M. Chombart, rapporteur du sixième bureau, fait connaître au Conseil général qu'il est consulté en vertu de l'article 11 de la loi des recettes de 1851, sur la désignation faite par M. le Ministre des Finances, de deux bois de l'Etat situés sur le territoire de Maubeuge et contenant ensemble 392 hectares pour être aliénés en vertu de la même loi.

Le bureau a pensé qu'il lui était impossible de se prononcer, à défaut d'éléments d'appréciation recueillis auprès de l'administration des forêts et des autorités locales, au point de

vue des inconvénients du déboisement, des besoins des usines et des intérêts de la défense de la place de Maubeuge.

En l'absence de ces renseignements, le bureau croit devoir ajourner sa réponse à l'année prochaine, et recommande à M. le Préfet de vouloir bien recueillir les renseignements demandés. Cet ajournement a d'autant moins d'inconvénient que trois années ont été accordées pour la réalisation des ventes des bois de l'Etat.

Ces conclusions sont adoptées.

Chemins de fer. Au nom du cinquième bureau, M. Ancelet fait un rapport sur la suite donnée aux vœux exprimés dans les sessions précédentes, relativement aux chemins de fer.

Le chemin que le Conseil général a le plus vivement recommandé est celui qui doit continuer le chemin de fer de Saint-Quentin jusqu'à la frontière belge.

Des propositions ont été faites à M. le Ministre des Travaux publics par la compagnie qui a fait le chemin de Charleroy à Erquelines. Elle a offert d'exécuter à ses frais la ligne d'Erquelines à Saint-Quentin, et de la remettre à l'État à toute époque, moyennant le remboursement de ses dépenses augmentées d'un dixième.

Ces ouvertures furent favorablement accueillies par M. le Ministre, qui parut même disposé à présenter à M. le Président un projet de décret pour l'exécution du tronçon d'Erquelines à Hautmont, mais il manifesta bientôt des doutes sur la légalité de cette mesure et promit de soumettre à l'Assemblée législative un projet de loi pour la ligne entière.

Dans la prévision que la compagnie du chemin de fer du Nord se présenterait à l'adjudication, la société d'agriculture de Valenciennes a appelé l'attention de M. le Ministre sur quelques précautions à prendre dans l'intérêt du commerce.

Le chemin de fer de Saint-Ghislain à Maubeuge, dont la partie belge devait être concédée l'année dernière, est resté à l'état de projet, ce qui ne préjuge rien contre son utilité.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai insiste avec chaleur pour que la ville de Cambrai soit reliée aux chemins du Nord par un embranchement.

Il est certain que l'établissement du chemin de fer du Nord a influé d'une manière désavantageuse sur la position de la ville et de l'arrondissement de Cambrai. C'est un état de choses auquel le Conseil général trouvera juste qu'il soit remédié autant que possible par l'embranchement sollicité.

Le Conseil municipal de Dunkerque a, dans une délibération motivée, demandé que les rails destinés à relier le port avec la station du chemin de fer soient posés simultanément sur les deux quais est et ouest. Cette demande, appuyée par le Conseil d'arrondissement, paraît susceptible d'être prise en considération.

Le Conseil municipal d'Onnaing sollicite l'établissement d'une station du chemin de fer dans cette commune, et d'après les détails donnés par le Conseil d'arrondissement, cette demande paraît justement motivée.

M. le Préfet a communiqué au Conseil général la réponse qu'il a reçue de M. le Ministre, relativement aux vœux émis par le Conseil général pour la suppression du passage à niveau à la rencontre du chemin de fer du Nord et de la route nationale N.° 45 près de Valenciennes, et pour l'éclairage des passages à niveau pendant la nuit.

Le bureau n'a pas d'observations à faire sur les solutions données par M. le Ministre, mais il croit devoir appeler son attention sur les inconvénients des fréquentes interruptions du passage sur le pont de la porte *Ferrand*, à Valenciennes. Cette porte et ce pont, établis pour faciliter la communication entre la ville et la station, ont été déjà et à plusieurs reprises, interdits aux voitures et aux piétons, qui sont forcés de faire un long détour pour arriver au chemin de fer.

Enfin, MM. Philippe et Chanard, auteurs d'un projet de chemin de fer de Valenciennes à Mézières, avec embranchement sur Cambrai, sollicitent, pour ce projet, le suffrage du Conseil général.

Le cinquième bureau propose au Conseil général :

1.° D'émettre avec plus d'insistance encore que dans le passé le vœu que M. le Ministre des Travaux publics saisisse l'Assemblée nationale, dès la reprise de ses travaux législatifs, d'un projet de loi portant concession du chemin de fer de Saint-Quentin à la frontière belge, par Landrecies, Berlaimont et Maubeuge, vœu qu'il sera d'autant plus facile à M. le Ministre d'accueillir, qu'il y a notoirement, en ce moment, concurrence entre deux compagnies au moins pour se charger de l'exécution dudit chemin de fer;

2.° Pour le cas où cette concession aurait lieu au profit de la compagnie du chemin de fer du Nord, d'appeler l'attention de M. le Ministre sur les observations que la société d'agriculture, des sciences et arts de Valenciennes, lui a adressées le 16 février 1850;

3.° De reconnaître toute l'utilité qu'aurait un chemin de fer de Maubeuge à Saint-Ghislain, par le bassin du Flénu;

4.° De réitérer le vœu que la ville de Cambrai soit, dans le plus court délai possible, reliée par un embranchement au chemin de fer du Nord;

5.° D'appuyer le vœu émis par le Conseil municipal et par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque pour que la pose des rails destinés à relier le port et la station du chemin de fer de cette ville, ait lieu simultanément sur les quais est et ouest, ou, tout au moins, de préférence sur le premier de ces deux quais;

6.° D'appuyer le vœu de la commune d'Onnaing et celui du Conseil d'arrondissement de Valenciennes, pour qu'une station soit établie par la compagnie du Nord dans ladite commune, conformément aux offres faites par son Conseil municipal;

7.° De recommander à la bienveillance et à l'attention de M. le Ministre des Travaux publics le projet de chemin de fer de Valenciennes à Mézières, dressé par MM. Philippe et Chanard;

8.° D'exprimer le vœu que M. le Ministre des Travaux publics fasse étudier et mettre à exécution les moyens nécessaires pour établir, d'une manière certaine et sans interruption, les communications entre la ville de Valenciennes et le chemin de fer par la porte Ferrand.

Ces conclusions sont adoptées.

Logements insalubres.

Au nom du 6.e bureau, M. Testelin donne lecture d'un rapport de M. le Préfet sur les mesures prises jusqu'ici pour l'exécution de la loi du 13 avril dernier, relative à l'assainissement des logements des indigents.

Sur sa proposition, le Conseil général donne acte de cette communication.

Salubrité. — Logements

Le même membre fait lecture d'un rapport de M. le Préfet qui a pour but de mettre sous les yeux du Conseil une circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce qui appelle son attention sur la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de venir en aide aux communes qui auraient à faire des travaux extraordinaires pour l'assainissement des habitations d'ouvriers.

Le bureau propose au Conseil de donner acte à M. le Préfet de cette communication et d'approuver la proposition de remettre à l'année prochaine l'étude de la question soulevée par M. le Ministre. — Adopté.

Médecins cantonaux.

Le même membre donne lecture d'un rapport de M. le Préfet concernant un mémoire présenté par M. Charpentier, docteur en médecine à Valenciennes, et tendant à faire étudier la question d'établissement des médecins cantonaux consultants.

Conformément aux conclusions du rapport de M. le Préfet, le bureau propose au Conseil général d'émettre le vœu que le mémoire de M. Charpentier soit adressé à la commission d'assistance publique. — Adopté.

Catéchisme d'hygiène.

Le même membre rend compte d'une communication de M. le Préfet concernant un *catéchisme d'hygiène publique*, dont sont auteurs MM. Gosselet et Pilate, docteurs en médecine à Lille.

Le bureau, convaincu de l'utilité qu'il y aurait à introduire l'étude de l'hygiène dans les écoles primaires, propose au Conseil général d'émettre le vœu que le cathéchisme de MM. Gosselet et Pilate soit compris au nombre des livres à acheter au moyen du crédit inscrit au budget spécial de l'instruction primaire. — Adopté.

Rouissage du lin.

Au nom du sixième bureau, M. Ch. Desmoutiers fait un rapport sur la suite donnée au vœu émis en 1849 par le Conseil général, au sujet des mesures de salubrité à prescrire pour le rouissage du lin.

M. le Préfet a consulté les sociétés d'agriculture, qui toutes, excepté celle de Valenciennes, ont répondu à son appel. La société de Lille, après avoir résumé les opinions qui se sont produites, conclut au maintien du procédé du rouissage, qu'on ne pourrait d'ailleurs modifier sans nuire à l'agriculture. Elle demande seulement que les établissements où l'on se livre au rouissage ne soient autorisés qu'à la distance de 200 mètres au moins des agglomérations et des principales voies de communication. M. le Préfet demande à ce sujet l'opinion du Conseil général.

Le sixième bureau, après avoir examiné les documents recueillis, s'est assuré que, dans les arrondissements autres que celui de Douai, le rouissage ne présente aucun danger pour la santé publique, et que si la société de Douai accuse d'insalubrité le rouissage à l'eau dormante, d'autres sociétés en prennent la défense, et celle de Cambrai pense qu'en renonçant à ce procédé on se priverait des moyens de donner au lin la souplesse exigée pour certaines préparations.

Le bureau, d'accord avec M. le Préfet, croit qu'il serait sage de s'en tenir à la proposition de la société de Lille.

Ces conclusions sont adoptées.

Port de Gravelines.

Au nom du sixième bureau, M. De Clebsattel fait un rapport sur la suite donnée à différents vœux émis en faveur du port de Gravelines, et tendant : 1.° à l'érection du sous-quartier en quartier d'inscription maritime; 2.° à la création dans ce port d'une chaire d'hydrographie, et 3.° à l'extension du littoral du sous-quartier dans sa partie ouest.

M. le Préfet communique une lettre de M. le Ministre de la Marine, d'où il résulte que les fonds manquent pour la création de la chaire d'hydrographie, que le même motif ne permet pas l'érection du sous-quartier en quartier maritime, et qu'enfin l'extension du littoral est subordonnée à l'érection en quartier.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque renouvelle les vœux exprimés en 1849.

Le bureau regrette que l'insuffisance des fonds de la marine ne permettent pas l'érection de Gravelines en quartier maritime. Il a été frappé des motifs sérieux qui nécessitent en tout cas l'extension à l'ouest du sous-quartier et l'annexion de la commune d'Oye, qui dépend de l'administration maritime de Calais, distant de 20 kilomètres.

Le sixième bureau propose au Conseil général d'appuyer le vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque, et d'insister pour que le port de Gravelines soit érigé en quartier maritime, comme il y a droit, dès que la position du budget de la marine le permettra, et surtout pour que dans tous les cas la commune d'Oye soit distraite de sa circonscription actuelle et dépende à l'avenir du sous-quartier de Gravelines.

Ces conclusions sont adoptées.

Gravelines. — Cession d'un domaine.

Le même membre fait un rapport sur un vœu renouvelé par le Conseil d'arrondissement de Dunkerque pour qu'il soit donné suite à une demande de la ville de Gravelines, tendant à obtenir de l'État la cession des bâtiments de l'ancien couvent des Sœurs-Noires, où sont établies les écoles communales. Ces bâtiments permettraient l'établissemént d'un hôpital dans leur enceinte. Pour faire cesser une difficulté qui s'est élevée, la ville de Gravelines a offert de fournir gratuitement un magasin convenable pour les lits militaires. M. le Préfet communique la correspondance qui a eu lieu sur cette affaire avec M. le Ministre de la Guerre et le directeur des domaines.

Le bureau propose au Conseil général d'émettre le vœu qu'il soit donné la solution la plus prompte possible à cette demande, et de prier M. le Préfet de la recommander vivement à la sollicitude de M. le Ministre de la Guerre.

Ces conclusions sont adoptées.

Dunkerque. — Eglise St.-Eloi.

Le même membre lit un rapport de M. le Préfet concernant une demande formée par la fabrique de l'église de Saint-Éloi, à Dunkerque, en allocation d'un secours pour continuer les travaux de restauration de cet édifice.

Le bureau propose les conclusions suivantes :

« Le Conseil général donne acte à M. le Préfet de la communication qu'il a bien voulu lui faire » de la lettre par laquelle le conseil de fabrique de l'église St.-Éloi, à Dunkerque, sollicite un » subside pour les travaux de restauration de cet édifice, et regrette que la tardivité de la » présentation et le défaut de renseignements et de justifications régulières ne lui permettent pas » d'acquiescer à cette demande. Il espère seulement que M. le Préfet, ainsi qu'il le propose, » voudra bien appuyer vivement auprès de M. le Ministre de l'Intérieur une demande de secours » en faveur de cette église, dans laquelle s'exécutent des travaux importants, et qui est classée » parmi les monuments historiques du département. »

Ces conclusions sont adoptées.

Rosendaël. — Demande d'érection en commune.

Le même membre donne lecture d'un rapport de M. le Préfet, concernant la suite qui a été donnée à la demande formée par le hameau du Rosendaël, dépendant des communes de Coudekerque-Branche et de Téteghem, à l'effet d'obtenir son érection en commune particulière.

Le sixième bureau, après avoir mûrement examiné les enquêtes et toutes les pièces jointes, ensemble le rapport de M. le Préfet, est d'avis qu'il y a lieu d'étudier la solution indiquée par ce magistrat. Les oppositions faites aux divers projets déterminent le bureau à proposer un ajournement qui fera mieux sentir aux communes intéressées les inconvénients de l'état actuel des choses.

Ces conclusions sont adoptées.

Sapeurs-pompiers. — Caisse de retraite.

M. Testelin, autorisé par le troisième bureau, expose les motifs de la proposition qu'il a déposée pour l'établissement d'une caisse nationale de secours et de retraite en faveur des sapeurs-pompiers.

Il fait valoir l'importance des services rendus par les pompiers dans les incendies, le louable dévouement dont ils ne cessent de donner des preuves journalières, les accidents fréquents dont ils sont victimes, et le désintéressement avec lequel ils remplissent un service pénible auquel aucune rétribution n'est affectée dans la presque généralité des communes.

Le vœu proposé par M. Testelin est appuyé par le Conseil général.

Chemin de Quesnoy-sur-Deûle à Pérenchies.

M. Lestiboudois demande la parole afin de réparer une omission qui a eu lieu dans le rapport de M. Marchant sur les chemins de grande communication, en ce qui concerne le chemin projeté de Quesnoy-sur-Deûle à Pérenchies.

Il fait connaître au Conseil général que deux tracés sont en présence, et que le bureau, après examen des pièces et des plans produits, a pensé qu'il y avait lieu de recommander spécialement à l'attention de M. le Préfet celui qui, en desservant les deux communes importantes de Lompret et de Verlinghem, doit relier la route nationale de Lille à Dunkerque à la route départementale de Lille à Ypres.

Cette proposition est adoptée.

Agriculture. — Vœux divers.

M. SAUVAIGE, au nom du quatrième bureau, fait connaître les résolutions qu'il propose sur différents vœux des Conseils d'arrondissement concernant l'agriculture.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck réclame le maintien des sociétés d'agriculture.

Comme il n'a jamais été question de supprimer ces sociétés, que le Conseil général a toujours encouragés, le bureau estime qu'il n'y a pas de vœu à formuler.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes demande que des ingénieurs soient chargés de signaler aux propriétaires les améliorations dont leurs terres seraient susceptibles.

Le bureau propose au Conseil général de s'associer à ce vœu, en ce sens que les ingénieurs des mines et des travaux hydrauliques seraient invités à se charger du soin dont il s'agit.

Le même Conseil demande que M. le Ministre mette à la disposition des sociétés, avec les fonds nécessaires, des machines à fabriquer les tuyaux de drainage.

La Société de Lille a reçu une de ces machines. Il convient d'attendre les résultats de l'essai pour confirmer, s'il y a lieu, le vœu exprimé.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes demande que la Société d'agriculture, des sciences et arts de cette ville soit reconnue nationale. Ce vœu a été transmis à M. le Ministre, qui a indiqué les formalités à remplir pour qu'il puisse y être donné suite.

Le bureau propose au Conseil général d'appuyer la demande de la Société de Valenciennes auprès de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Le Conseil d'arrondissement de Dunkerque exprime le vœu que le concours régional de Lille ait lieu le mardi au lieu du lundi, jour de la foire de Bergues.

Le Ministre a fixé au lundi le concours de Lille, parce que celui de Poissy se tient le mercredi, et qu'il est nécessaire de mettre un jour d'intervalle pour que les mêmes bestiaux puissent se présenter aux deux exhibitions. Il n'y a donc pas lieu de déférer au vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque.

Ces conclusions sont adoptées.

Tabacs. — Permission de culture.

Sur la proposition du quatrième bureau, le Conseil général nomme, pour faire partie des commissaires chargés de délivrer les permissions de culture du tabac en 1851, M. LEURENT pour l'arrondissement de Lille, et M. DESCHODT pour l'arrondissement d'Hazebrouck.

Bureaux de renseignements pour les ouvriers.

Au nom du troisième bureau, M. CHAPPELIER entretient le Conseil général de la proposition soumise à l'Assemblée législative par M. de Saint-Priest, dans le but de faire ouvrir des bureaux de renseignements pour les patrons qui désirent se procurer des ouvriers, et pour les ouvriers qui désirent trouver du travail.

Le troisième bureau propose le projet de résolution suivant :

« Le Conseil général émet le vœu :

» 1.° Que la proposition de M. Saint-Priest soit recommandée tout spécialement à la sérieuse » attention du Gouvernement ;

» 2.° Que, comme moyen d'exécution, le travail qui devra résulter de l'établissement des bu- » reaux de renseignements soit attribué aux greffiers des mairies dans les communes rurales,

» et que dans les communes urbaines d'une population trop importante un employé spécial soit » préposé à ce service, mais toujours sous la dépendance et à la charge de la commune ;

» 3.° Qu'une loi vienne régulariser cette institution dont l'utilité lui paraît incontestable. »

Ces conclusions sont adoptées.

Patentes — Révision de la loi.

Sur la proposition du premier bureau, le Conseil général donne acte à M. le Préfet de la communication qu'il lui a faite au sujet de la satisfaction donnée par la loi du 15 mai dernier, à plusieurs des vœux exprimés pour la révision de la loi des patentes.

Cour d'appel de Douai.

Au nom du sixième bureau, le Conseil donne acte à M. le Préfet de sa communication relative à l'envoi au Ministre de la Justice, du vœu renouvelé en 1849 pour que le personnel de la Cour d'appel de Douai soit maintenu.

Administration cantonale et départementale.

Le Président appelle le Conseil général à délibérer sur les questions posées par M. le Ministre de l'Intérieur, concernant l'organisation des Conseils cantonaux et celle de l'administration départementale.

M. Delaroïère demande le renvoi à la session prochaine.

M. Brame fait observer que le Ministre insiste pour que le Conseil général donne cette année les avis qui lui sont demandés. Les rapports de la commission spéciale ont été distribués, toutes les questions sont connues, rien n'empêcherait de voter immédiatement sur les conclusions des rapports.

M. Lestiboudois répond que plusieurs questions sont sujettes à discussion et qu'il n'est pas possible de voter ainsi sur un ensemble de propositions sans débat ni controverse.

M. le Président met aux voix la proposition de M. Delaroïère, tendant au renvoi à la session prochaine.

Ce renvoi est prononcé par le Conseil général.

Aucune affaire n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la session close et lève la séance à cinq heures.

Ont signé : MM. Danel, président ; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Angelet, Marchant, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

RAPPORT

SUR LES ROUTES DÉPARTEMENTALES,

PAR M. Th. LESTIBOUDOIS.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous présenter, au nom de votre cinquième bureau, le rapport qu'il doit vous faire sur les routes départementales.

Il est utile, pour apprécier les demandes de crédits ordinaires et extraordinaires qui sont relatives à nos routes départementales, d'avoir des résolutions bien arrêtées sur le système de construction et le mode d'entretien et qui sont adoptés. J'ai eu l'honneur, dans plusieurs rapports successivement présentés au Conseil, de développer les règles qui nous ont paru devoir être suivies; d'amples détails à ce sujet seraient donc superflus, d'autant plus que les propositions que nous vous avons faites et que vous avez sanctionnées par votre approbation, semblent maintenant reconnues pour les meilleures. Cependant, les prescriptions d'une circulaire de M. le Ministre des travaux publics nous forcent de vous dire encore quelques mots sur le système de construction; nous vous parlerons ensuite du mode d'entretien, du personnel qui est attaché aux routes, de leur circulation. Nous aurons enfin à vous entretenir d'une manière détaillée des crédits qu'on nous demande pour chaque route en particulier; puis des divers classements qui sont sollicités. Les plantations, la police du roulage, feront l'objet de rapports distincts qui formeront la suite de celui-ci.

Système de construction. — Nous avons reconnu que l'empierrement est dans tous nos arrondissements plus économique que le pavé; mais l'entretien des routes empierrées est plus dispendieux que celui des routes pavées, et il l'est d'autant plus que les routes sont plus parcourues; les frais de traction sont plus considérables sur le gravier pour les voitures à pleine charge. Ces faits nous ont conduit à proposer un système de construction, qui consiste à réserver les pavés pour les routes très-fréquentées par le gros roulage, et réduire la largeur du pavé à ce qui est nécessaire. Le surplus de la chaussée doit être fait en cailloutis.

Le cailloutis doit former une seule zone afin de constituer une voie complète, et d'offrir ainsi, en tout temps, aux véhicules un passage libre et commode. On peut, par ce moyen, réduire la largeur de la chaussée, parce que le roulage n'en occupe plus le milieu, et on n'est pas forcé de former une triple voie avec l'intervalle nécessaire de chaque côté pour éviter les accidents.

Les avantages de ce mode de construction sont complets si on établit un trottoir sur le bord du pavé qui n'est pas soutenu par un empierrement. On ménage aux piétons une voie sûre et commode, on soutient le pavé de manière à éviter toujours les grandes réparations; on peut en réduire la largeur à la plus étroite dimension, parce que le roulier ne craint pas de s'approcher du trottoir; on peut, dans ce système, réduire aussi la largeur générale de la route, parce que le croisement des voitures est toujours facile, et qu'il est réservé à chaque espèce de véhicule la voie qui lui convient le mieux. Il faut seulement conserver des élargissements hectométriques pour le rebroussement des grosses voitures, comme le propose M. l'ingénieur de Valenciennes, qui préconise le système que nous avons adopté, ou profiter des élargissements naturels qui se rencontrent.

Le trottoir se forme au moyen de la bordure du pavé mise en saillie, il ne coûte que 1,25 par mètre; cette dépense peut s'élever à 2 fr. 08 cent. si les bords du pavé sont trop bas; la dépense s'accroît alors parce qu'il faut relever la zône du pavé qui l'avoisine et employer du sable à ce remaniement; mais l'entretien du pavé est moins élevé. Sa largeur est réduite, la bordure placée du côté du gravier peut être supprimée, la largeur de la route peut être moindre, les dégradations sont moindres, parce que les accotements ne forment plus des bourbiers qui maintiennent l'humidité et ôtent la résistance aux bordures; les terrassements deviennent moins considérables, l'entretien des fossés devient presque nul.

Ce qu'il importe aujourd'hui de rechercher, ce sont les résultats obtenus; la route N.° 14, construite avec zône unique de gravier et trottoir, est, sans comparaison, la plus parcourue du département; elle a admirablement suffi à sa destination; mais sur cette route la largeur du pavé est encore de quatre mètres. La portion de la route qui s'étend de Pont-à-Marcq à la place de cette commune et qu'on appelle la *Petite-Branche*, était la partie de route la plus mauvaise peut-être et la plus dangereuse de toutes celles que nous entretenons; elle est très-étroite, elle est bordée d'énormes fossés; le fond en est marécageux, les pavés petits et de forme défectueuse. Le système dont nous parlons y a été appliqué depuis deux ans; le pavé n'a que 3 mètres, la largeur de la route n'est que de 8 mètres, et pourtant elle suffit d'une manière parfaite à la circulation la plus active qui emploie les plus énormes véhicules.

La route du Blanc-Four à Tourcoing nous présente une nouvelle application de ce système; mais là le pavé a été réduit à 2,50; ce qui nous a permis de faire une économie de 11,000 fr. demandés pour l'élargissement de la route et fournitures de pavés neufs. La moitié de cette voie est maintenant achevée; nous venons de la parcourir, et nous avons acquis la certitude qu'elle satisfera pleinement à la circulation de voitures nombreuses et d'une immense quantité d'ouvriers. Ce système de construction a reçu toute approbation de nos ingénieurs. Ils proposent d'appliquer notre système aux routes N.° 4, N.° 7 et N.° 8. Il y a économie de l'adopter, même quand la route est construite, s'il y a des relevés à bout à opérer. Les renseignements que nous avons recueillis nous font croire qu'une proposition sera faite pour l'appliquer même aux routes nationales.

D'un autre côté, les idées que nous avons émises sur la largeur des routes viennent de recevoir une sanction dont nous devons vous parler; dans sa circulaire du 9 août 1850, le Ministre des travaux publics reconnaît « qu'un grand nombre de routes sont trop larges pour la circulation. » Il pense que le meilleur emploi de l'excédant de largeur des routes consiste à le consacrer aux plantations et quelquefois aux trottoirs. Ainsi se trouvent pareillement sanctionné les idées que vous avez adoptées relativement à ces deux points si importants. Dans une autre circulaire, de la même date qu'à la précédente, M. Bineau décide que « pour les routes qui ont au moins dix mètres de largeur les plantations seront établies sur le sol même de la ronte. Ces plantations consisteront en une rangée de chaque côté sur les routes de 10 à 16 mètres, et en deux rangées sur celles qui ont 16 mètres et plus. » Nous ne nous expliquerons pas ici sur ce mode de plantation, parce que nous avons à faire un rapport spécial sur cet objet. Nous nous bornerons à constater ce fait important que le Ministre prescrit, de réduire les routes nationales à 10 mètres.

Nous devons dire que les trottoirs n'obtiennent peut-être pas une aussi complète faveur auprès de M. le Ministre des Travaux publics.

« Quant aux trottoirs, dit-il, on ne devra en établir que dans les traverses et aux abords des villes ou des bourgs, et sur les pentes rapides. Les bords de ces trottoirs seront le plus souvent fortifiés par des bordures plus ou moins soignées, et quelquefois garnies à leurs pieds de demi-caniveaux pavés. Sur les côtes rapides, un seul trottoir me paraît suffisant pour offrir un refuge aux piétons. »

» A l'avenir, il ne sera fait aucun trottoir sur les parties de route en rase campagne au moyen

de terrassement, d'emploi de pierres, ou de soins particuliers ; ces améliorations dont les frais sont prélevés sur les fonds d'entretien ne s'obtiennent jamais qu'au détriment des chaussées qui perdent en approvisionnement et en main-d'œuvre tout ce qui a été détourné pour les trottoirs. Toutefois, on peut recommander aux cantonniers de répandre sur les bords de la route les détritus provenant du curage de la chaussée, au lieu de les jeter sur les fonds riverains, de manière à donner au sol naturel une espèce de relief qui, s'affermissant insensiblement, tiendra lieu de trottoir pour les piétons ; sur les routes où il existera plusieurs rangées d'arbres, ce relief sera placé dans leur milieu. »

Nous sommes de l'avis de M. le Ministre ; il ne faut pas, en rase campagne, faire des trottoirs garnis de bordures spéciales et pavés à leurs pieds de demi-caniveaux. Mais nous pensons qu'on peut les établir sans faire ces dépenses ; nous croyons que c'est aller trop loin que de proscrire tout soin et tout terrassement. Nous sommes convaincus qu'il y a économie pour la route à prendre ces soins, à faire ces terrassements, et l'on satisfait en même temps à l'une des obligations des chemins publics, qui est de favoriser la marche des piétons, en toute saison, et de les garantir des accidents auxquels les expose la circulation des voitures ; nous disons enfin que ce n'est pas faire assez que d'étendre les détritus de la chaussée. Nous devons entrer dans quelques explications sur un point qui intéresse à un si haut degré la viabilité des contrées populeuses et rappeler les idées qui ont semblé mériter votre sympathie.

Dans aucun cas nous n'admettons qu'on donne au trottoir une bordure spéciale, c'est la bordure du pavé, mise en saillie, qui doit soutenir le relief du terrassement. Jamais nous ne demandons que ces bordures soient plus ou moins soignées. Nous voulons que la taille qu'elles obtiennent rende seulement les pierres jointives. Nous ne pouvons vouloir de demi-caniveaux construits à leurs pieds puisque le trottoir, comme nous l'avons conçu, vient s'appuyer au pavé lui-même. Nous ne rencontrons donc pas ici de cause de dépenses notables. Les terrassements n'en amènent pas davantage. Les trottoirs construits d'après le système que nous décrivons ont coûté 1 fr. 25 cent. à 2 fr. 08 cent. par mètre courant, taille des bordures, terrassements, goulottes et scories compris. Quand elles s'élèvent à 2 fr. 08 cent., c'est qu'on a exécuté un remaniement pour corriger la forme défectueuse de la route. Nous maintenons que ces dépenses concourent au profit même de la chaussée : elle peut être rétrécie ou mieux utilisée dans toute sa largeur ; l'entretien devient moins dispendieux parce que le pavé est mieux maintenu par le relief, et sa dislocation n'est plus rendue inévitable par l'état des accotements fangeux et sillonnés de profondes ornières. Enfin, les approvisionnements peuvent être placés sur le bord du trottoir, si l'on a soin de le faire assez large : il faut qu'il ait 2 mètres 30 centimètres, selon M. l'ingénieur de Valenciennes ; 1 mètre 30 centimètres recevront les tas et leurs faibles éboulements ; un mètre est réservé aux piétons.

Nous pensons donc que dans les limites que nous posons, l'établissement des trottoirs *en rase campagne* ne doit pas être proscrit le long des routes pavées.

Pour les routes empierrées, nous croyons que les propositions que nous avons faites sont aussi susceptibles d'être adoptées, et qu'on peut faire pour elles plus que ne dit M. le Ministre. Il tolère qu'on recommande aux cantonniers d'étendre les détritus de la chaussée ; il faut le leur prescrire. Mais ce n'est pas assez. On est forcé de ménager l'écoulement des eaux répandues sur la chaussée : si l'on s'astreint à ne faire aucune dépense, comme le commande la circulaire ministérielle, on coupe le relief formé par la voie réservée aux voyageurs à pied. Ces coupures, faites de 20 en 20 mètres au plus, interrompent la régularité de la marche de la manière la plus fatiguante. Il est nécessaire d'établir un sentier continu ; on parvient à ce résultat en formant des goulottes au moyen de tuyaux de poterie placés sous terre. Ces tuyaux coûtent 0,90 le mètre. On en place une largeur de 1 mètre tous les 20 mètres, c'est donc 0,045 millièmes par mètre ; c'est véritablement une dépense insignifiante. Elle diminuera encore lorsque les machines à fabriquer les tuyaux de drainage seront généralisées. la largeur de 1 mètre donnée aux tuyaux est suffisante pour les piétons ; mais on donne aux trottoirs une plus grande largeur ; seulement, la partie intérieure de la goulotte est à ciel ouvert, de sorte que les tuyaux, n'existant que dans la partie extérieure de la route, sont à l'abri des roues ; on peut, du reste, les défendre mieux encore en y déposant les matériaux destinés à l'entretien. Par ces dispositions, on donne à une classe de voyageurs qui mérite tout notre intérêt, une voie qui leur épargne bien des fatigues et des dangers ; on consolide les côtés de la route au grand avantage de la chaussée, et l'on met les matériaux d'entretien à l'abri des causes qui, souvent, les disperse et les fait perdre. Il y a à tout cela bénéfice et non dépense. Nous croyons que vous partagerez notre avis à ce sujet ; mais comme il n'est pas conforme aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre des Travaux publics, nous vous proposons d'émettre le vœu suivant :

« Le Conseil général, considérant que l'établissement des trottoirs est excessivement utile pour » le voyageur à pied ;

» Qu'il consolide la route et diminue notablement les frais d'entretien de la chaussée, des acco- » tements et des fossés ;

» Qu'il permet la réduction de la largeur générale de la route ;

» Qu'il préserve les approvisionnements de graves déperditions ;

» Qu'il n'exige pas de dépenses réelles lorsqu'il est fait le long des pavés au moyen d'une de » leur bordure, et que le long des empierrements il est constitué au moyen du détritus de la » chaussée et de tuyaux en poterie espacés de 20 en 20 mètres et placés sur une faible largeur, » émet le vœu que l'usage des trottoirs soit généralisé. »

Entretien. — Si l'étude du système de construction des routes est éminemment utile lorsqu'il est question de les établir ou de les remanier profondément, les recherches relatives à leur entretien sont d'une utilité de chaque jour et les résultats avantageux peuvent se faire sentir immédiatement sur tous les points.

Sous ce rapport, nous ne saurions nier que nous n'ayons obtenu des améliorations notables.

Nos routes départementales sur une longueur de 341 k. ont, en 1848, exigé une depense de 699 fr. par kilomètre, soit 236,666 fr. 50 c. pour la longueur totale.

En 1850, la dépense s'est élevée à 517 fr. par kilomètre, soit 176,700 fr. pour la longueur totale. On a donc obtenu une économie de 182 fr. par kilomètre, soit 59,966 fr. 66 c. pour la longueur totale.

Pour 1851, M. l'ingénieur propose de réduire le chiffre de la dépense à 469 fr. par kilomètre, ou au chiffre de 164,700 fr. pour la longueur totale, ce qui nous donne une nouvelle économie de 48 fr. par kilomètre ou de 12,000 fr. pour le tout.

Vous voyez que, grâce aux discussions dans lesquelles vous êtes entrés, grâce aux recommandations que vous avez faites et au zèle de MM. les ingénieurs, d'heureux résultats ont été obtenus.

Cependant, pour juger s'il faut applaudir sans restriction aux efforts qui ont été faits, il est nécessaire de rechercher sur quelles parties de l'entretien ont porté les économies.

Les pavés, en 1848 ont eu pour	104 fr.	de grès représentant 1 m. c. 87.	En 1849 pour	120 fr.	représentant 12 m. c. 11
	150	de sable, représ. 31 m. c. 60		123	représentant 28 m. c.
	14	pour entretien du cailloutis		20 80	
	182	de main-d'œuvre		131 60	
	64	cantonniers.		70 00	
	128	terrassements		44 00	
	20	travaux d'art		29 00	
	59	dépenses diverses		29 00	
Le prix est donc descendu de	721 fr.		à	567 40	

L'empierrement a obtenu, en 1848, pour pierres,	350 fr.	En 1849, pour	330
cantonniers,	133		145
auxiliaires,	87		47
terrassements,	28		43
ouvrages d'art,	22		15
dépenses diverses,	22		14
Les prix sont donc descendus de	642	à	594 par k.
La moyenne des pavés et des empierrements réunis, de	699	à	575

Ce qui frappe dans ce tableau c'est que la fourniture des matériaux est augmentée : la somme accordée aux grès est plus forte ; la somme accordée aux pierres est diminuée, mais la quantité de pierres fournies est plus considérable.

La quantité de sable donnée aux pavés est moins considérable, mais la diminution porte sur celle employée aux réparations partielles dites de soufflage et repiquage.

On voit, en effet, la main-d'œuvre diminuer de 182 fr. à 131 fr. 60 c.

Le nombre des cantonniers est accru dans les deux espèces de routes.

Les terrassements sont diminués sur les pavés, augmentés sur les empierrements.

Les travaux d'art augmentés sur les pavés, diminués sur les empierrements.

Les dépenses diverses restreintes sur les deux espèces de chaussées.

En résumé, l'on voit 1.° que les fournitures et les travaux neufs sont augmentés et s'accroissent aux dépens des réparations partielles,

2.° Que les cantonniers tendent à remplacer les ouvriers libres.

Nous avons à examiner ces modifications qui apportent un notable changement dans le système d'entretien.

Pour les pavés, il semble que ce qu'il a de plus essentiel c'est de veiller à ce que les moindres dégradations soient aussitôt réparées qu'apperçues. On conçoit que la moindre dépression conserve l'eau, détrempe le fond, et fait subir à la route une diminution de solidité qui augmente à chaque pluie; on conçoit que lorsque la forme du pavé est entamée, les éléments qui le composent ne se prêtant plus un mutuel appui, il est promptement bouleversé. Il est donc important de porter remède aux plus petits défoncements, et d'employer conséquemment de préférence le soufflage aux repiquages et aux relevés à bout; ce dernier est une reconstruction dispendieuse de la route, le premier entraîne un ameublissement partiel du sol, et détermine fréquemment des défoncements subséquents.

Mais on doit considérer que la route s'use, que sa forme s'altère, que la couche de sable se perd.

Si on ne remplaçait pas les matériaux dans une certaine proportion, après un laps de temps plus ou moins long, on n'aurait plus de route; de plus, les dégradations ont souvent pour cause première un arrangement vicieux des pavés qui ne sont pas méthodiquement croisés; si on les laisse dans la même situation respective, les détériorations reparaîtront inopinément. Enfin le soufflage montre des pavés défectueux, si l'on ne les remplace pas, on sera astreint à recommencer sans cesse de nouveaux travaux. On ne perdra pas de vue d'ailleurs que l'action de la pince cause souvent une détrition du pavé, et que la position qu'elle leur donne, quand elle est maniée par des ouvriers mal'habiles, contribue à ôter à la route sa solidité.

Il faut donc, dans une certaine mesure, employer les autres modes de réparation, et surtout remplacer les matériaux défectueux par de nouvelles fournitures.

Mais dans quelle proportion ces fournitures doivent-elles être faites? Question grave, dont la solution ne peut être absolue dans l'état des recherches qui ont été faites.

M. l'ingénieur, dans ses précédents rapports, a déjà fait remarquer que les fournitures dans le Nord sont incomparablement plus faibles que celles qui ont lieu, non-seulement dans le département de la Seine dont les grès sont infiniment moins durs que les nôtres, mais aussi dans les autres départements où les pavés sont généralement adoptés, ce qui suppose une détriction beaucoup plus lente, une durée beaucoup plus longue.

Vous vous rappelez que M. l'ingénieur Lamarle avait demandé un crédit pour constater expérimentalement de quelle quantité le poids d'un pavé pouvait diminuer dans un laps de temps donné. Il vous a semblé que ces expériences pouvaient se faire, plus utilement d'une manière pratique, en constatant avec précision le poids des matériaux employés dans les relevés à bout qu'on est forcé de faire. Nous savons que M. l'ingénieur a l'intention de suivre cette méthode, mais elle n'a pas encore été mise en pratique.

Il résulte des entretiens que nous avons eus avec lui, qu'en attendant, pour arriver à une estimation approximative qui sera d'ailleurs contrôlée par des expériences directes, il procède de la manière suivante: Il fait, au moyen des crédits que vous allouez et qui forment son point de départ, tous les relevés à bout possibles en grès neufs; les vieux qui en sortent forment deux catégories: ceux de rebut qui sont employés à divers travaux accessoires, ceux de démolition qui sont employés à remplacer les grès que les repiquages et soufflages montreront défectueux; par une observation continue et prolongée pendant quelques années, il arrivera à constater si les grès de démolition sont en nombre suffisant pour remplacer ceux qui doivent nécessairement être mis hors d'usage. Il saura conséquemment si les relevés à bout doivent être augmentés ou diminués. Nous aurons donc ainsi une appréciation suffisamment rigoureuse des données d'après lesquelles doit être réglé le système d'entretien de nos routes départementales.

Nous donnerons des éloges au zèle et à la science de M. l'ingénieur auquel nous devrons des renseignements utiles sur l'état de nos routes, et des règles importantes pour leur conservation, qui nous permettront, en conservant une viabilité convenable dans le temps présent, de transmettre à l'avenir un capital au moins aussi considérable que celui que nous avons reçu, indépendamment des voies nouvelles dont nous doterons le pays. Nous l'encouragerons dans ses efforts persévérants, persuadés que nous sommes que les études et les constatations exigées ne détourneront pas les fonds de leur emploi matériel, ni les employés des soins efficaces que réclament les réparations.

Quant à présent, nous croyons que l'augmentation des fournitures ne peut que contourner à l'accroissement du capital de nos pavés, et que s'il est nécessaire de revenir à un système de réparations plus éparses, mais moins efficaces, on y retournerait sans dommage aussitôt que la nécessité apparaîtrait à la surface.

La question peut être plus nettement décidée encore pour les routes empierrées; ce qu'elles réclament avant toute chose c'est une couche de cailloux suffisante pour résister à toutes les causes de destruction auxquelles elles sont exposées : les rechargements sont donc ce qu'on peut faire de plus utile pour elles.

Nous avons à juger maintenant si la substitution des cantonniers travailleurs aux ouvriers employés temporairement est avantageuse. Pour apprécier ce changement nous devons encore constater ses effets sur les routes empierrées et sur celles qui sont pavées.

Sur les premières les cantonniers nous paraissent rendre les meilleurs services : les réparations peuvent se faire en tout temps; elles s'exécutent d'une manière continue, elles s'effectuent davantage par des soins individuels. Les services d'un cantonnier y seront donc mieux utilisés, d'autant plus que ce genre d'ouvrier est plus attaché à sa position, et conséquemment plus dévoué à son office, et donne plus de prise à l'action des chefs qui, de leur côté, peuvent mieux apprécier les résultats obtenus du travail de chacun.

Sur les routes pavées on rencontre bien une partie de ces avantages dans l'emploi des cantonniers, mais comme les réparations ne peuvent s'exécuter qu'une partie de l'année, on court le risque de les laisser inoccupés dans certaines saisons. Nous savons bien qu'on peut les utiliser à faire des terrassements, à opérer le desséchement des accotements, à rendre libres les cours d'eau dont le niveau pourrait s'élever au-dessus de la forme de la route, la détremper et lui ôter sa force de résistance; mais tous ces soins, qui sont aussi réclamés par les routes empierrées, motivent l'institution d'un nombre moindre de cantonniers sur les pavés que sur les routes.

Nous avons toute raison de croire que M. l'ingénieur tiendra compte de ces différences, et, dans ce cas, nous aurons lieu de nous féliciter, sans doute, des changements qu'il a commencé à introduire. Nous croyons de plus que l'avenir ne viendra pas nous faire regretter les économies qui sont déjà faites, et qu'on peut espérer encore dans le temps présent. Les considérations dans lesquelles nous sommes entrés sur le système d'entretien, nous conduisent à l'espérer d'une manière fort plausible, en écoutant les enseignements théoriques.

Il faut d'ailleurs noter que la diminution des dépenses occasionnées par nos routes départementales n'est pas seulement déterminée par les changements de pratique ou la restriction du service, mais qu'elle provient des améliorations successives que le département n'a obtenues qu'en accordant successivement des sommes considérables au-delà de l'entretien simple : MM. les ingénieurs ont toujours introduit leurs demandes en déclarant que les perfectionnements qu'ils sollicitaient amèneraient des réductions nécessaires dans les frais ordinaires. Leur déclaration se trouve confirmée par les faits, mais l'économie faite ne représente, en définitive, que l'intérêt du capital placé dans les routes, capital considérable, car de 1844 à 1848, la moyenne des grosses réparations a été de 166,000 fr. Si on admet la même moyenne de 1848 à 1851, on obtient pour la période écoulée de 1844 à 1851, une somme de 1,328,000 fr. La somme économisée sur l'entretien annuel est de 62,000 fr., qui représente 4,66 pour cent du capital consacré aux améliorations; le département n'a donc que l'intérêt ordinaire de la somme qu'il a dépensée, mais il a eu pour bénéfice une meilleure viabilité. De plus, on peut croire que si les améliorations demandées n'avaient pas été effectuées, au lieu d'une diminution des frais de réparation, on aurait dû subir une augmentation. L'éviter est un nouveau bénéfice.

Nous devons dire au Conseil général que la réduction obtenue sur les frais annuels d'entretien n'amènera pas une diminution équivalente du chiffre porté à notre budget. Le développement des routes départementales est augmenté

de 2 k. 85 par le classement de 1848 du chemin N.° 36 (Béthune à Armentières.)
de 11 k. 03 par la portion de la route N.° 10, récemment achevée (Valenciennes au Câteau.)
de 41 k. 10 par le classement en 1849 du chemin N.° 12 (Roubaix à Saint-Amand.)
de 10 k. 87 par le classement en 1849 du chemin N.° 18.

Les corrections de chaînage qui donnent une augmentation de 0 k. 05 ne doivent pas être considérées comme produisant une augmentation réelle, puisqu'autrefois cette fraction était réellement entretenue, quoique non reconnue. Quoiqu'il en soit, le développement des routes départementales est actuellement de 407 k. 87.

293 k. 19 de chaussées pavées à 0,45 par mètre courant, doivent entraîner une dépense de. . . . . 132,000 fr.

114 k. 68 de chaussées empierrées à 0,69 par mètre courant, doivent entraîner une dépense de. . . . . 69,000 fr.

En tout pour 407,87. . . . 201,000 fr.

On dépensait en moyenne, de 1844 à 1848 pour les 330 k. . . . . 215,000 fr.

Le chiffre budgétaire ne diminue donc que de 14,000 fr., mais il pourvoit à l'entretien de 77 k. 87 en plus.

Améliorations et grosses réparations. — Les travaux de simple entretien ne suffisent pas encore à nos routes départementales, elles exigent des améliorations nouvelles, et de grosses réparations sont nécessaires. La somme qu'on demande pour cet objet s'élève à 60,670 francs, et se répartit comme suit :

Rechargement de la route N.° 17 (Aire à Hazebrouck). . .	8,250
Achèvement de la route N.° 14 (Lille à Courtrai).	21,500
Route de Béthune à Armentières.	18,920
Rectification de la route N.° 10, dans la traversée du Câteau	12,000
Total.	60,670

Nous examinerons, en nous occupant de chaque route, si chacune des sommes partielles qui composent le total doivent être allouées. Nous ferons remarquer seulement, avec M. l'ingénieur, que cette somme est inférieure à la moyenne des périodes antérieures qui s'élevaient à 166,666 fr.

M. l'ingénieur estime qu'il faudra réserver dorénavant une somme approximative de 70,000 fr. pour ce genre de travaux. Cette somme, jointe au crédit d'entretien, qui est de 201,000 fr., formera une somme de 270,000 fr.; en y ajoutant la dépense du personnel, on formera une somme de 300,000 fr. pour l'ensemble du service des routes départementales qui nous coûtait antérieurement, en moyenne, la somme de 410 fr.; ainsi on obtiendra une économie de 110,000 fr. et on pourvoira aux besoins des routes dont le développement sera accru de 77 k.

Ce résultat est dû à ce que la série des allocations auxquelles vous avez consenti rendent les grosses réparations de moins en moins nécessaires, et aussi aux efforts de MM. les ingénieurs.

On doit prévenir pourtant que la somme totale que nous venons de poser augmentera nécessairement si l'on procède à de nouveaux classements. M. l'ingénieur estime qu'il faudra y ajouter 675 par kilomètre nouveau, pour entretien, grosses réparations, etc. Si les routes classées sont des chemins de grande communication, il faudra déduire de cette somme la dépense faite pour les chemins et portée dans un autre chapitre du budget; après cette défalcation faite, il restera une augmentation réelle de charge s'élevant à 400 fr. par kilomètre classé comme route départementale.

Dépenses du personnel.

Le Ministre des Travaux publics a ordonné une séparation du personnel attaché aux routes nationales de celui attaché aux routes départementales; il est résulté de cette division, une augmentation de dépense que nous devons subir. Nous vous proposons d'accorder le crédit que M. le Préfet nou demande pour cet objet, et qui se compose des sommes suivantes :

Traitement des conducteurs. . . .	21,000
Frais de déplacement.	2,000
Indemnités, gratifications.	2,000
Frais d'impressions.	500
Préposés, ponts à bascule.	1,800

Nous vous proposons d'inscrire au budget la totalité de ces crédits, soit. . . . . 27,300 fr.

Nous ferons seulement les observations suivantes :

Il est à désirer que les conducteurs, piqueurs, etc., passent sur les routes le plus de temps possible, l'inspection réelle est au moins aussi utile que les écritures. Il est à souhaiter qu'on nous fournisse la feuille des indemnités accordées, nous l'avons demandée plusieurs fois.

Nous n'avons plus à parler des cantonniers, nous avons exprimé notre opinion sur ce point au commencement de ce rapport.

Nous avions demandé, conformément au désir de MM. les ingénieurs, que les indemnités qui leur sont personnelles ne fussent plus proportionnelles aux dépenses déterminées par les travaux qui leur sont confiés; le Ministre des Travaux publics a refusé son assentiment à la proposition de régler leurs honoraires d'une manière fixe; nous ferons remarquer cependant que les allocations proportionnelles sont contraires au texte du décret d'institution du corps des ingénieurs; nous estimons donc qu'il y a lieu de faire une nouvelle demande à ce sujet. M. le Ministre reviendra sur sa détermination, nous n'en doutons pas. En attendant nous proposons de porter au budget la somme demandée par M. le Préfet, ci. 3,888

Dépenses d'entretien et de grosses réparations.

Les routes départementales sont réparties entre six services : le premier comprend les routes de l'arrondissement de Dunkerque et d'une partie de celui d'Hazebrouck; le second celles de l'arrondissement de Lille et d'une partie de l'arrondissement d'Hazebrouck; le troisième, celles de l'arrondissement de Douai; le quatrième, celles de l'arrondissement de Valenciennes; le cinquième, celles de l'arrondissement de Cambrai; le sixième, celles de l'arrondissement d'Avesnes. Pour ne pas fractionner ce que nous avons à dire sur chaque route, nous ne traiterons pas de chaque service en particulier; nous examinerons successivement les crédits demandés pour chacune d'elles, en suivant leur ordre numérique et en distinguant les dépenses d'entretien simple et celles affectées aux grosses réparations et constructions neuves.

Route N.° 1, de Lille à Valenciennes.

Cette route pavée, longue de 25 k. 980 m., fréquentée chaque jour par 227 colliers à charge représentant 168 tonneaux, est en bon état. La somme votée l'an dernier, sur la demande de M. l'ingénieur, pour pourvoir aux besoins de son entretien, s'élevait à 12,300 fr.; elle est réduite cette année à 10,000 fr., ce qui réduit la dépense à 0,39 c. par mètre courant. Encore faut-il observer que sur les crédits ordinaires seront prises, en plusieurs années, les sommes nécessaires pour améliorer la route dans la traversée de Saint-Amand. Nous vous proposons d'inscrire au budget la somme demandée, soit. . . . . 10,000 fr.

Route N.° 2, de Lille à Ypres.

Cette route pavée, longue de 15 k. 322 m., fréquentée par 380 colliers à charge (206 t.), recevait l'an dernier, pour son entretien, une somme de 9,000 fr. L'ingénieur propose de la réduire à 7,400 fr., ce qui donnera 0,49 c. par mètre, somme plus élevée que celle qui est attribuée à la route N.° 1; mais l'ingénieur de l'arrondissement fait observer que les pavés de cette route sont vieux, les joints irréguliers, la couche de sable peu épaisse; il observe de plus que les prix des matériaux sont plus élevés sur cette route que sur la précédente et que les salaires de deux pontonniers doivent être prélevés sur le crédit demandé. Nous vous proposons de l'accorder; ci. . . . . 7,400 fr.

Cette somme est destinée à l'entretien simple. On sollicite, en outre, des travaux d'amélioration.

La fréquentation considérable de cette route rend nécessaire, 1.° la prolongation jusqu'à Wambrechies du trottoir qui n'arrive qu'à Saint-André; 2.° l'élargissement et l'amélioration de la route dans la traversée des fortifications de la porte d'Ypres.

Le trottoir serait dans les conditions les plus économiques, c'est-à-dire qu'il serait soutenu par la bordure du pavé dont les grès seraient seulement relevés et rendus jointifs par une taille grossière; il ne coûterait en tout que 2,08 par mètre, attendu que le pavé doit être relevé sur le bord. Cette somme pourrait être réduite du prix du transport des scories et descendre à 1,88. A ce prix, il coûterait 5,640 fr. et pourrait même n'exiger que 5,000 fr., par le zèle des agents à faire contribuer les riverains aux transportsdes matériaux.

A ce sujet, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que l'activité et le dévouement des employés peuvent amener souvent des économies notables; en appelant

tous les riverains à concourir aux améliorations des routes ; nous croyons qu'on ferait chose utile en récompensant le zèle des conducteurs, etc.

La sûreté des voyageurs et les besoins de la circulation exigent que, dans les passages militaires, les places d'armes soient élargies, des trottoirs établis, et même, si la dépense n'était pas trop considérable, il serait nécessaire d'ouvrir de doubles portes, de poser de doubles ponts. Un projet avait été conçu par M. l'ingénieur Kolb pour réaliser un tel plan aux entrées de la place de Lille. Ce projet, pour les portes de Roubaix et d'Ypres, qui donnent accès à des routes départementales, s'élevait à 62,900 fr. Tout en reconnaissant l'utilité des améliorations proposées, le Conseil général a cru qu'il ne pouvait consacrer des sommes aussi élevées à une telle entreprise. Mais s'il faut renoncer, quant à présent, à des améliorations trop dispendieuses, c'est un devoir de songer à celles qui intéressent la vie des voyageurs et la liberté de la circulation, et qui néanmoins sont renfermées dans des bornes étroites. L'élargissement des places d'armes et des passages des glacis, l'établissement des trottoirs, ont ce caractère. Pour la porte d'Ypres, le Préfet nous propose d'allouer, à l'effet de satisfaire à ces nécessités, une somme de 8,000 fr. Ce crédit, ajouté à celui qui est nécessaire pour la confection du trottoir de Saint-André à Wambrechies, forme une somme de 13,000 fr. Vous n'oublierez pas que cette route est l'une des plus fréquentées du département; que le trottoir rend l'entretien de la route moins dispendieux. Nous pensons donc que vous voterez en faveur de ces crédits, que nous vous proposons d'allouer ; ci. 13,000f

Route N.o 3, de Douai à Tournai.

Elle appartient à deux services : la section qui s'étend d'Orchies à la frontière est placée sous la surveillance de l'ingénieur de l'arrondissement de Lille ; la section qui s'étend d'Orchies vers la route nationale de Douai est confiée à l'ingénieur de ce dernier arrondissement.

La première section, longue de 7 k. 141 m., pavée, a une circulation de 175 colliers (111 t.). Elle exigeait une somme de 3,300 fr. l'an dernier. On ne réclame, pour le service de 1851, que 3,000 fr ; ce qui donne 0,42 par mètre. Ce crédit ne peut être abaissé, parceque beaucoup de grès sont mauvais, les joints grands, les sables insuffisants dans certaines parties. Toutefois, la faible circulation de cette route permet de croire qu'il suffit de la maintenir dans son état actuel. On ne demande pour cette section aucun crédit extraordinaire.

La seconde section, longue de 8 k. 96 m., pavée aussi, a une circulation de 103 colliers (57 t.). Cette circulation était, en 1845, de 97 t. L'amélioration de la Scarpe et l'établissement du chemin de fer ont été cause de cette réduction de circulation. Cette route pêche par excès de bombement, mais on fait disparaître ce vice au moyen des relevés à bout qu'exige l'entretien ordinaire. On demande, pour son entretien, 3,000 fr., ou 0,34 par mètre, prix très-bas, déterminé par la nature du sol, qui est argilo-siliceux, et par la valeur des matériaux.

Les deux sections réunies coûteraient donc 6,000 fr. Nous vous proposons d'allouer la somme demandée, ci. 6,000

Route N.° 4, de Bouchain à Tournai.

Elle a une longueur de 18 k. ; elle est pavée; sa fréquentation est exprimée par 114 colliers (91 t.). L'entretien de cette route coûtait, l'an dernier, 8,000 fr. L'ingénieur de l'arrondissement de Douai demandait un crédit pour l'établissement de zônes en cailloutis, attendu que la largeur de cette voie n'est que de 3,75, et que le fonds sur lequel elle est établie, dans la traversée de la Scarpe, est marécageux ; nous n'avons pas pensé que le chiffre de la circulation opérée sur cette route nous permît de donner satisfaction à cette demande. Cette année, M. l'ingénieur modifie ses projets : il propose, conformément aux vues manifestées itérativement par le Conseil, de réduire successi-

vement le pavé à une largeur de 2,50, d'y ajouter une voie en cailloutis, aussi large de 2,50, de former un trottoir avec la bordure du pavé. La diminution de la largeur du pavé permettra d'employer les grès de démolition aux réparations, de sorte qu'il y aurait une notable diminution dans les frais d'entretien ordinaire; par suite, le changement de la route s'effectuerait avec la somme affectée habituellement à l'entretien. Nous ne pouvons que donner notre approbation à ce projet, dont l'exécution substituera à une route maintenant défectueuse et dangereuse, une chaussée qui procurera au gros roulage, aux véhicules légers, aux piétons, tous les avantages d'une facile circulation, et qui, sans exiger un capital nouveau, réduira dans la suite les frais d'entretien ordinaire.

M. l'ingénieur propose de former la bordure du trottoir en forts pavés; nous entendons que ce sera avec la bordure de la chaussée actuelle; cela sera d'autant plus facile, que le côté appuyé par l'empierrement n'a pas besoin de bordures.

M. l'ingénieur d'arrondissement propose de ne donner au trottoir une largeur couverte de 1 mètre le reste de la largeur, du côté du fossé, serait à ciel ouvert. M. l'ingénieur en chef propose de donner 2 mètres à la largeur couverte, aux environs de Marchiennes.

D'après l'ingénieur d'arrondissement, l'épaisseur du gravier serait de $0^m,20$ contre le pavé, 18 à la bordure externe. D'après l'ingénieur en chef, l'épaisseur du gravier serait réduite à 0,16 dans la partie extérieure, et à 18 contre le pavé; et l'économie faite sur les goulottes et le gravier serait employée à faire une banquette en terre dans les parties de la route formées en remblais de plus de 1 mètre d'élévation.

Nous avons proposé des rigoles à ciel ouvert dans la partie qui touche à la chaussée, quand celle-ci est formée en totalité d'un empierrement ; dans ce cas le trottoir n'a pas de bordure et si les poteries qui forment les goulottes venaient toucher la chaussée, elles pourraient être détruites par les roues. Mais lorsqu'il y a une bordure, il n'y a guère de motif de laisser découverte la partie des bordures et rigoles qui avoisinent le fossé; le trottoir serait moins utile et l'économie serait insignifiante: la valeur des poteries n'est pas assez considérable. Nous noterons, à ce sujet, qu'elles sont évaluées à 0,90 le mètre dans les environs de Lille, tandis que dans le devis relatif à cette route on les porte à 2 fr. Ce chiffre devra nécessairement subir une réduction. La largeur du trottoir doit être déterminée, non par la dépense des goulottes, qui est réellement fort modique, mais par la position du pavé, quand il n'est pas nécessaire de le relever à bout, et par la largeur de la route quand le pavé doit être démonté; ce qu'on fera le plus rarement possible, nous le recommandons.

Quant aux banquettes en terre sur les parties en remblais, nous les jugeons utiles; mais nous ne voudrions pas diminuer la solidité du cailloutis, elles nous semblent devoir être avantageusement remplacées par les plantations maintenant adoptées en principe, par les dépôts de matériaux et par les détritus de la voie formée d'un empierrement.

M. l'ingénieur propose avec raison de diviser le crédit de 8,000 fr. en deux parties, l'une affectée à l'entretien ordinaire, l'autre consacrée à l'exécution des changements projetés.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent et sans faire de réduction puisque le crédit d'amélioration pour cette année n'est qu'une fraction de la dépense, nous vous proposons d'accorder les crédits demandés et d'inscrire à votre budget :

Pour l'entretien ordinaire de la route N.° 4.	6,000f
Pour les travaux d'amélioration de cette route.	2,000

Route N.° 5, Avesnes à Philippeville.

Cette route, longue de 16 k. 165, est pavée sur une longueur de 555, en empierrement, sur 15 k. 610; sa circulation est de 357 colliers par jour transportant 251 t.; l'épaisseur de l'empierrement est 0 m. 44 dont 0,13 en cailloutis, 31 en blocage. Elle est fatiguée par un gros roulage qui transporte des minerais, des fers, des marbres, des poteries, etc. Néanmoins, son épaisseur ne diminue pas, malgré que les fournitures de pierres soient au-dessous de la moyenne. M. l'ingénieur fera assidûment

vérifier si l'épaisseur de la chaussée se conserve intacte. Il vous demande et nous vous proposons d'allouer pour l'entretien de cette voie une somme de 7,000

Route N.° 6 , de Landrecies à Chimay.

Elle a une longueur de 40 k. 11 ; elle est pavée sur 6 k. 190 , empierrée sur 33, 920. Sa circulation est de 178 colliers par jour transportant 115 t. L'empierrement a une épaisseur de 0,35 , dont 15 en cailloutis , 20 en blocage ; elle contient encore entre Avesnes et Sains , de grosses pierres saillantes qui la rendent dure et causent une destruction des matériaux. Elle a quelques pentes qui dépassent 0^{m},05 par mètre ; le pavé entre Landrecies et Maroilles a été beaucoup amélioré.

On propose de réduire de 1,000 fr. la somme allouée pour son entretien qui, s'élevait à 24,000 fr. Nous admettons cette réduction et nous proposons de voter pour cette route. 23,000

Le crédit a été divisé en deux parties dans le projet du budget qui vous est distribué : un chiffre de 14,004 fr. 63 c. a été porté à la première section (dépenses ordinaires), le surplus a été porté à la deuxième section (dépenses facultatives), vu l'insuffisance des fonds affectés à la première section, vous aurez à décider la question de savoir si vous devez persister dans la résolution d'inscrire la totalité des dépenses concernant l'entretien des routes départementales, dans la section à laquelle elles appartiennent , en demandant au Ministre de pourvoir au déficit au moyen du fonds commun.

Route N.° 7 , de Condé à Mons.

Longue de 9 k. 03 , pavée sur une largeur de 4 m., elle a une circulation représentée par 58 colliers par jour ; les marchandises transportées pèsent 37 t. La partie placée au-delà de Crespin exigerait un remaniement, mais la faiblesse de la circulation permet de l'éloigner. La partie de la route située sur la rive gauche de l'Hogniau n'a que 6 m. de largeur et se trouve en remblai sur un marais. Les plantations défendent en partie des accidents , mais ne paraissent pas suffisantes. MM. les ingénieurs se proposent d'étudier un projet d'amélioration sur ce point. Le crédit pour l'entretien ordinaire s'élève à 0,44 par mètre, soit en totalité à. 4,000
que nous vous proposons d'allouer.

Route N.° 8 , de Condé à Saint-Amand.

Pavée , longue de 12,250 m., en bon état sur 11,000 m., susceptible d'amélioration sur 11,000 , elle a une faible circulation , 46 colliers ou 31 t. On demande pour son entretien ; 4,000 fr., soit 0 f. 327 par mètre. Nous vous proposons d'allouer ce crédit de. 4,000

M. l'ingénieur de l'arrondissement de Valenciennes propose d'appliquer pour les relevés à bout des routes N.^{os} 7 et 8, le système de construction que nous avons proposé au Conseil , et qui consiste à établir un trottoir , une voie pavée , une voie en cailloutis ; il admet tous les avantages que nous avons énumérés , et une économie de 0,67 par mètre courant pour la route N.° 8 et de 1 fr. pour la route N.° 7; de plus, il restera des grès de rebut qui auront un utile emploi ; quant à l'entretien de la route plus large et plus commode , l'ingénieur estime qu'il ne sera pas plus onéreux , les circonstances en sens inverse se compensant. Nous pensons donc qu'il y a lieu d'adopter la modification qu'il propose pour les parties qui seront à remanier, et de faire étudier à ce point de vue , les autres routes départementales , conformément aux propositions de l'ingénieur en chef.

Route N.° 9, de Lille à Saint-Omer.

Pavée dans sa totalité, elle est partagée en deux parties, attachées à deux services, celui de Dunkerque et celui de Lille.

La longueur de la 1.^{re} partie est de 13,500 m., sa circulation est représentée par

46 colliers et 27 t. On demande pour son entretien 7,000 fr., soit 0 f. 516 par mètre. Nous proposons d'allouer cette somme de 7,000 fr.

La longueur de la 2.e partie est de 32,800 m.; sa circulation est représentée par 103 colliers et 62 t. L'entretien qui coûtait :

En 1848.	17,000 fr.
En 1849.	15,500
En 1850.	15,000

— serait porté en 1851, à 13,000 fr., selon les propositions de MM. les ingénieurs, soit 0 f. 396 par mètre. Nous vous proposons d'allouer cette somme de 13,000 fr., ou pour toute la longueur de la route. 20,000

A ce crédit il faut ajouter pour remaniements, la somme de 3,500 f. pour la 1.re section
7,000 pour la 2.e id.

En totalité. 10,500

Ce n'est qu'à cette condition que l'entretien annuel pourra décroître encore. Nous vous proposons de l'allouer à. 10,500

On avait proposé de solidifier cette chaussée établie sur le plus mauvais sol, en formant deux zônes de cailloutis sur leurs bords; mais la faiblesse de la circulation à laquelle elle satisfait et qui tend à décroître depuis l'établissement du chemin de fer, permet d'ajourner cette dépense.

Route N.° 10, de Valenciennes au Câteau.

Elle est placée dans deux services. La 1.re partie, Valenciennes à Solesmes, appartient au service de l'arrondissement de Valenciennes : elle est pavée, sa longueur de 20 k., sa fréquentation considérable (341 colliers ou 217 t.). On propose pour son entretien la somme de 11,200 francs, soit 0 f. 56 par mètre.

L'ingénieur de l'arrondissement de Valenciennes ne propose pas de changer la forme de cette route, parce que la circulation en est trop considérable; nous ne pensons pas qu'un pavé et une voie d'empierrement supporte moins une grande fatigue et assure moins une circulation active qu'un pavé de 4 m. qui est insuffisant pour le croisement des voitures, et qui, suivant la remarque de l'ingénieur, n'assure pas mieux les croisements qu'une chaussée de 3 m. et même 2 m. 50, il y aura donc lieu d'étudier mûrement ce changement. Nous demandons surtout s'il n'y aurait pas possibilité de trouver une économie en changeant la forme de la portion de la route non achevée. Là, si les pavés ne sont ni achetés ni transportés, la diminution des dépenses serait notable.

La 2.e partie est comprise entre Solesmes et la limite du département.

Elle se divise elle-même en deux sections, l'une, comprise entre Solesmes et Le Câteau, est à l'état d'entretien. Elle a 10 k. de longueur, sa circulation est de 222 colliers, répondant à 161 t. On demande pour son entretien une somme de 4,500 francs.

Cette somme, jointe à celles proposées pour la section précédente, forme un total de. 15,700
que nous proposons d'inscrire au budget.

Indépendamment de cette somme on vous demande, et nous proposons de voter, pour remaniments nécessaires entre Vendegies et Solesmes (service de Valenciennes), une somme de. 6,000

En outre, on déclare nécessaire pour l'entretien des parties de route reçues dans la section comprise entre Le Cateau et Bohain, une somme de 5,000 fr. selon l'ingénieur, soit. 5,000

Cette somme ne saurait être refusée. Ces deux sommes sont comprises dans la somme de 29,000 francs portée au projet du budget qui vous est distribué.

Deux autres crédits vous sont encore demandés pour cette route.

L'un de 7,500 fr. destiné à pourvoir à l'élargissement du passage militaire de la sortie de Valenciennes et adoucissement d'une rampe. Nous sommes fort disposé à accueillir un projet qui diminuerait les dangers auxquels sont exposés les voyageurs dans la traversée des fortifications de cette place de guerre : le projet total entraînerait une dé-

pense de 53 fr. Si on réduisait le projet à la création d'une gare d'évitement sur le terre-plein de la demi-lune, une rectification du passage des glacis et une diminution de la rampe à partir du pont dormant de la demi-lune, la dépense descendrait à 20,000 fr.

Les projets sont soumis à l'administration supérieure ; il y a tout lieu de croire qu'ils seront approuvés ; mais nous n'avons pas eu dans les mains de plans qui puissent nous démontrer que les travaux proposés seraient suffisants pour remédier aux vices existants, nous ne pouvons donc que vous proposer l'ajournement de cette dépense, tout en exprimant le regret que de si longs retards soient apportés à l'examen d'une affaire qui a un grand caractère d'urgence.

Le dernier crédit afférent à cette route dont il nous reste à parler, est celui de 12,000 fr. qui a pour objet de couvrir l'excédant de dépense déterminé par la rectification de la traversée du Câteau. L'histoire de cette affaire est longue et compliquée ; elle doit fixer un instant votre attention.

Le tracé de la route de Valenciennes à Bohain suivait, dans la traversée du Câteau, des rues dont la pente s'élevant jusqu'à 5 et 6 cent. par mètre, a paru depuis la rédaction des projets trop considérable et les coudes trop brusques.

Une première rectification apporta remède à ce dernier inconvénient, mais ne diminua pas l'excès de la rampe.

Le Conseil municipal, modifiant le premier vœu qu'il avait formé, indiqua une direction nouvelle dans laquelle on ne devait rencontrer que des pentes de 0,04 par mètre. Ce nouveau tracé nécessitait une augmentation de dépense de 18,000 fr.

Le Conseil général accepta les changements de plan, mais il n'admit pas que l'accroissement des dépenses dût tomber entièrement à la charge du département, et n'admit le projet qu'à la condition que le Conseil municipal consentit à voter une somme de 6,000 fr. pour concourir aux frais de la rectification ; le Conseil municipal les alloua.

Dans cet état de choses, de nouvelles études furent faites, afin d'obvier aux sinuosités que le nouveau tracé présentait : il en sortit trois projets.

Le premier consistait en une ligne droite tirée de l'entrée de la route N.° 10 dans Le Câteau jusqu'à la rencontre de la route nationale N.° 39. Ce projet est inexécutable. La route traverserait le parc et les bâtiments d'une immense fabrique. On ne saurait calculer le taux des indemnités que son exécution nécessiterait.

Le deuxième consiste aussi en une ligne droite, qui part de la route N.° 10 avant son entrée dans Le Câteau, et se dirige, à travers champs, vers le principal coude du tracé indiqué en dernier lieu par le Conseil municipal, de manière à le faire disparaître. Ce tracé, au lieu d'une augmentation de dépense de 18,000 fr., conduirait à un accroissement de 53,000 fr. De plus, il serait en déblai dans une partie de son étendue. Ce qui nous semble un grave inconvénient aux abords d'une ville, là où des constructions ne manquent pas de s'élever, sur chaque côté des chaussées. Nous croyons donc ce projet inadmissible.

Le troisième projet, celui qui est définitivement proposé par les ingénieurs, consiste en une ligne droite partant de l'entrée de la ville, non loin de la rivière de Selle, et se dirigeant au-delà du principal coude du tracé adopté par le Conseil municipal ; il entraînerait une dépense de 40,000 fr. au lieu de 18,000 fr. Ce tracé nouveau ne nous paraît pas améliorer réellement le tracé auquel on veut le substituer. Son entrée est un peu plus facile ; mais si on coupe l'angle de la route N.° 10 au point où elle change de direction pour entrer dans Le Câteau, on obtiendra, presque sans frais, autant de facilité. Le tracé nouveau évite le principal coude de la route primitivement proposée, mais pour en faire un un peu plus loin qui n'est guère moins dur que celui qu'on veut faire disparaître. Il y a plus, c'est que si on arrondissait ce dernier par une emprise insignifiante sur un terrain non bâti, on aurait certainement une direction d'un parcours plus facile que celui du tracé rectiligne ; on aurait, il est vrai, une voie formée de courbes peu prononcées au lieu d'une partie en ligne droite, mais nous sommes loin de voir là un inconvénient réel. Si l'on avait la possibilité d'acquérir des terrains et qu'on voulût donner à la route une direction rectiligne, mieux vaudrait tirer une ligne au-dehors du coude, près de l'entrée de la route du Câteau, que de la tirer en-dedans du coude principal.

Nous pensons donc qu'il faut s'en tenir au projet demandé par le Conseil municipal et un grand nombre des habitants du Câteau, en insistant pour qu'on coupe les deux angles de la route au point où elle change de direction, et qu'on arrondisse sensiblement le principal coude formé par la route infléchie. Nous ne changerons pas ainsi le chiffre de l'augmentation causée par la traversée du Câteau.

Cela étant, l'adjudication des travaux ayant amené un rabais de 18,000 fr., il n'y a aucun crédit nouveau à allouer pour cet objet.

Une question maintenant se présente : l'adjudication ayant produit un rabais suffisant pour pourvoir à l'augmentation des dépenses dans la traversée du Câteau, n'y a-t-il pas lieu de décharger la ville du Câteau de l'obligation de fournir la somme de 6,000 fr. qui a été votée par le Conseil municipal? La jurisprudence du Conseil général est que les réductions obtenues dans les adjudications profitent au département. Cependant, il faut considérer qu'on a demandé un accroissement d'allocation à la ville du Câteau, que cette ville a concouru pour des sommes considérables à l'établissement de la route. Nous croyons donc qu'il y aurait justice à lui faire remise de la somme qui lui a été demandée. Nous proposons donc au Conseil de décharger la ville du Câteau de l'engagement qu'elle a pris de fournir 6,000 fr. pour la modification de la route dans la traversée du Câteau.

Quoiqu'il en soit, les crédits proposés au budget doivent être diminués de la somme de afférente à la traversée des ouvrages de fortification de Valenciennes 7,500

Et d'une somme de. 12,000
afférente à la traversée du Câteau.

En tout. 19,500

Cette somme est comprise dans celle de 29,000 fr. portée dans le projet du budget qui vous est présenté, mais nous devons faire observer que si à ces sommes on ajoute celle afférente aux remaniements, 6,000
et celle afférente à l'entretien des parties nouvelles. 5,000

Le total ne serait pas 29,000 fr., mais. . . . . 30,500 fr. selon l'ingénieur
30,600 selon le préfet.

Route N.° 11, Cambrai à Guise.

Longue de 18,660 mètres, pavée dans toute sa longueur, fréquentée par 134 colliers transportant 81 t., elle exige un entretien coûtant 8,600 fr., soit 0 fr. 459 mill. par mètre. Nous proposons d'accorder le crédit demandé ci. 8 600f

Route N.° 12, d'Avesnes au Quesnoy.

Longue de 27,700 mètres, elle est pavée sur 7,700 mètres.
empierrée sur 7,300

Sa circulation est représentée par 337 colliers et 200 tonneaux; elle exige pour être, maintenue en bon état, la somme de 18,000 fr., ci. 18 000
que nous proposons d'allouer.

On demande en outre pour cette route l'achat d'un rouleau compresseur, afin d'épargner au roulage la peine d'écraser les pierres étendues au moment des rechargements : On évitera ainsi une grande perte de force, et à la route une perte causée par la détrition des matériaux. Les routes 12 et 13 devant être, selon toute probabilité, rechargées sur une grande étendue, le rouleau deviendra fort utile; mais on nous assure qu'un rouleau existe à Seclin et y reste sans emploi. Nous pensons qu'il faudrait transporter le rouleau sur la route N.° 12 et sur les routes voisines. Quoiqu'il en soi nous ne pouvons faire de nouvelles dépenses de ce genre, avant qu'on ait utilisé d'une manière constante et régulière des ressources qu'on possède déjà. Nous ne vous proposons donc pas de voter la somme demandée pour cet objet.

Route N.° 13, de Maubeuge à Maroilles.

Longue de 19,910 mètres, elle est entièrement empierrée. Sa circulation est très-active (202 colliers, 153 tonneaux.) Elle exige donc un entretien considérable (12,000 f.); son épaisseur est peu considérable; elle s'accroit toutefois par les rechargements annuels. Elle ne paraît pas cependant être suffisante encore pour résister aux lourds fardeaux qu'elle doit supporter. Nous vous proposons donc de ne pas diminuer le chiffre de. **12,000**

Route N.° 14, Lille à Tourcoing et à la frontière.

Longue de 19 k. 16, elle est pavée, bordée d'une voie en cailloutis et d'un trottoir; parallèle à un chemin de fer, elle a cependant la fréquentation la plus considérable de toutes les routes départementales; cette fréquentation s'élève certainement au-dessus de celle de beaucoup de routes nationales, et elle s'exprime par 540 colliers et 282 tonneaux par jour.

La nature mixte de cette chaussée et la circulation énorme qui s'y opère, rendent son entretien dispendieux; cependant il diminue d'année en année, à mesure qu'elle se trouve placée dans de bonnes conditions de construction.

En 1848 il était de 1,105 fr. par kilomètre
1849 635
1850 549, et s'élève à la somme de. **10,700**

que nous proposons d'inscrire au budget.

La section qui s'étend de Tourcoing au Blanc-Four, sur la route nationale de Lille à Menin, est en cours d'exécution. Elle est construite sur le modèle économique prescrit par le Conseil général : le pavé est réduit à 2,50, la bordure du trottoir est faite avec celles du pavé. La visite que nous en avons faite nous donne l'assurance que les travaux satisferont pleinement aux besoins de la circulation des voitures de toute sorte t edes nombreux travailleurs qui ont des rapports quotidiens avec les centres industriels de Roubaix et Tourcoing. Nous croyons avoir l'assurance aussi que les crédits ne seront pas dépassés : on est resté dans les limites prescrites par le Conseil général relativement à la largeur de la voie, et les arrangements à prendre avec les riverains, comme les mesures nécessaires pour achever les terrassements assez difficiles que nécessite la route, ont été dirigés avec zèle par le conducteur chargé de ceservice.

Le profil de cette route nous offrira l'occasion de faire quelques remarques. M. Masquelle, ingénieur à la résidence de Valenciennes, qui préconise le système de chaussées que nous avons adopté, qui en fait bien ressortir les avantages, propose de rendre l'axe du pavé la partie la plus saillante de la chaussée, et de ce point, de lui donner une déclivité vers le trottoir, et une autre comprenant la deuxième moitié du pavé et tout l'empierrement. En modifiant ce profil, il s'est proposé de ne pas permettre un joint continu entre le pavé et l'empierrement. Mais la a route du Blanc-Four à la partie saillante à la jonction du pavé et de l'empierrement, de sorte que le pavé à une déclivitéunique vers le trottoir et l'empierrement vers l'autre bord de la route. On doit demander quel système il faut préférer.

On demande encore si la bordure du pavé du côté de l'empierrement n'est pas plus nuisible qu'utile, parce qu'elle rend le joint continu, qu'elle permet à la bordure de former souvent une saillie dangereuse ou incommode. Peut-être faudrait-il faire l'économie de cette bordure. Nous soumettons ces questions à l'avis de MM. les ingénieurs.

Le crédit affecté à la section du Blanc-Four a été réduit de plus de 10,000 fr. par l'adoption du système en cours d'exécution. Il s'élève à 51,500 fr.; la somme de 14,390 fr. 64 c. a été dépensée avant 1850; la somme de 30,000 fr. a été allouée pour cette dernière année; 7,109 fr. 16 c. resterait à employer.

Le décret de classement de cette portion de route a été rendue le 11 septembre

1849. Nous proposons de porter au budget la somme demandée pour solde de la dépense 7,109 16

Enfin, on réclame pour l'amélioration des passages dans les fortifications de la porte de Roubaix, une somme de 8,000 fr. On ne saurait nier l'utilité de cette dépense, indispensable pour éviter les accidents qu'on doit redouter sur la route la plus fréquentée du département. Nous vous proposons donc de voter le crédit, ci. 8,000

Route N.° 15, de Dunkerque à Furnes.

Longue de 13 k. 690, presque entièrement en cailloutis, elle a une circulation très-faible (45 colliers, 16 t.); elle coûte 0,292 par m.; elle est en bon état d'entretien; elle est établie sur la digue du canal. On a été forcé de former sur l'un des bords une banquette de sûreté dans la partie qui sert au hallage, c'est-à-dire de Leffrinckoucke à la frontière; des arbres séparés par une faible distance ont été plantés sur le bord du canal de Leffrinckoucke à Dunkerque; dans cette partie le chemin du hallage est placé sur l'autre rive du canal. Une plantation est faite aussi sur l'autre bord de la route, des trottoirs à bordure en grès et gargouilles en poterie réfractaire ont été faits de Dunkerque au Rosandaël; sur le reste de l'étendue, un trottoir sans bordure et dont les rigoles sont à ciel ouvert, a été établi et se maintient en bon état par un simple entretien. C'est le premier trottoir établi sur un cailloutis et sans bordure, il témoigne qu'on peut arriver à ce genre de perfectionnement sans dépense notable. Peut-être on pourra placer des gargouilles en poterie dans la partie extérieure du trottoir pour avoir un sentier continu; mais ces poteries doivent être d'une acquisition économique; elles n'ont pas besoin d'être en terre réfractaire.

Pour tous les travaux de la route N.° 15, nous proposons d'accorder la somme demandée par M. l'ingénieur en chef et M. le Préfet, et s'élevant à 4,000

M. l'ingénieur de Dunkerque indique la possibilité de réduire de 1,500 fr. à 500 fr. les crédits affectés aux travaux d'amélioration; l'ingénieur en chef, qui a proposé de réduire l'entretien ordinaire de 1,000 fr., propose de laisser à 1,500 fr. le crédit afférent aux travaux d'amélioration; ces travaux ont un grand caractère d'utilité, et pour cet objet nous proposons d'allouer. 1,500

Route N.° 16, de La Bassée à Estaires.

Cette route n'a qu'un très-petit développement sur le territoire du département (5 k. 170) presque entièrement en pavé. Sa circulation est faible (77 colliers, 50 t.), son entretien coûte 3,600 fr., soit 0,696 par mètre; son fonds est mauvais. Nous proposons d'allouer cette somme, ci. 3,600

Mais M. l'ingénieur en chef fait remarquer que le département du Nord entretient, sur la route N.° 9, diverses parties dont la longueur totale est de 5 k. 800 qui sont situées sur le territoire du Pas-de-Calais; il est de toute justice que ce département les prenne à sa charge. Mais comme il serait impossible qu'il fût chargé directement des travaux relatifs à ces enclaves, tandis qu'il exécuterait avec facilité la partie du chemin de La Bassée à Estaires qui est sur le Nord et qui comporte à-peu-près la même étendue, l'ingénieur propose de demander au département voisin d'entretenir tout le chemin d'Estaires à La Bassée, et de maintenir, à la charge du Nord, les enclaves de la route N.° 9. Nous nous associons à cette pensée et prions M. le Préfet de faire les diligences nécessaires pour atteindre ce but.

Le département fera une économie de 3,600 francs quand il sera fait droit à sa juste réclamation.

Route N.° 17, d'Aire à Hazebrouck.

Longue de 7 k. 090, entièrement en empierrement, elle a une circulation est très-faible (47colliers 23 t.). Elle coûte 634 fr. par k., soit. 4,500
que nous proposons d'allouer.

Outre la somme nécessaire à l'entretien ordinaire de cette route, on vous demande un crédit de 10,000 fr. dont 8,250 fr. pour compléter le rechargement de la chaussée ; ce rechargement, estimé 25,000 fr., a été réduit à 19,250 ; on a demandé 6,000 fr. en 1849 et 5,000 fr. en 1850. On propose d'allouer le complément en 1851 et une somme de 1,750 fr. pour la restauration de la rampe de Boeseghem. Mais M. l'ingénieur annonce qu'un projet spécial sera présenté pour la rectification de cette rampe. Cette circonstance et la faiblesse de circulation de cette route, nous fait penser qu'il y a lieu de différer cette dernière allocation jusqu'à ce que l'étude entière des projets soit terminée. En conséquence nous proposons d'allouer pour le rechargement de la chaussée seulement la somme de. 8,250

Route N.o 18, Armentières à Béthune.

Cette route emprunte le chemin vicinal dit la rue Marle, à Armentières, et s'étend jusqu'au cabaret de *l'Armée*, puis passe sur le territoire du Pas-de-Calais par Fleurbaix, La Ventie, Neuve-Chapelle, Richebourg, Essarts et Béthune. Son classement a été proposé en 1849 par le Conseil général. Elle doit être construite en empierrement et nous coûter 30,000 francs. M. le Ministre a déclaré que le classement ne pourrait être décreté que lorsqu'un crédit lui serait affecté. Un premier crédit de 10,000 francs, a été alloué en 1850, à la condition qu'il ne serait employé que lorsque le département du Pas-de-Calais aurait admis le classement sur son territoire. Cette formalité est actuellement accomplie. Le décret de classement est parvenu au Préfet il y a quelques jours. Les travaux peuvent désormais commencer.

Le Préfet vous propose d'allouer à cette route un deuxième crédit de 15,000 fr. ; nous vous proposons de l'accorder, ci. 15,000

Route de Roubaix à Saint-Amand avec embranchement sur Tournai.

Dans deux sessions, le Conseil général a émis un vœu en faveur du classement de ce chemin de grande communication ; mais le décret qui doit l'élever au rang de route départementale n'est pas parvenu encore à M. le Préfet.

Néanmoins, tout fait croire qu'il ne peut tarder à être signé. M. le Préfet propose d'accorder à cette route la faveur qui n'a pas été refusée à celles qui ont été classées antérieurement, à savoir, un crédit par anticipation qui ne sera employé que lorsque le décret de classement sera rendu. Il vous demande une somme de 3,502 fr. 84 cent. à valoir sur celle de 15,000 fr. qui doit être affectée à l'établissement d'un trottoir et à l'élargissement de la chaussée entre Roubaix et Lannoy.

Nous vous proposons d'accorder cette somme, à la condition que la dépense ne sera faite qu'après la promulgation du décret, que la route et le trottoir seront établis dans les conditions prescrites généralement, c'est-à-dire que les bordures du trottoir seront celles du pavé, que les pierres ne seront taillées que pour les rendre jointives, que la largeur du pavé ne sera pas accrue, que les élargissements seront faits en empierrement.

A ces conditions, nous proposons d'inscrire au budget la somme de. 3,501 84

M. le Préfet fait remarquer que le chemin de Roubaix à Saint-Amand emprunte, à partir de Lannoy jusqu'à Hem, le chemin de grande communication N.° 6, de Lille à Lannoy, et pense qu'il y a lieu de comprendre cette section dans la nouvelle route départementale, afin que celle-ci ait un parcours continu. Telle a été la pensée du Conseil général, et nous lui proposons de le déclarer d'une manière formelle.

M. le Préfet propose en outre de déclasser l'embranchement qui, de Lannoy, se dirige sur la frontière, pour gagner la route de Tournai sur le territoire belge, et de rattacher ce court embranchement au chemin de Lille à Lannoy. Ce déclassement serait contraire au vœu du Conseil. L'embranchement dont il s'agit ne saurait d'ailleurs se rattacher au chemin de Lille à Lannoy dont il est séparé par un intervalle de plus d'une lieue, et avec lequel il n'a aucune connexité d'intérêts. Nous proposons au Conseil de maintenir le classement qu'il a adopté.

Réparation des dégâts causés par les dernières inondations du 16 août 1850.

Nous aurions terminé l'examen de toutes les demandes de crédit qui concernent les routes départementales, si nous n'avions à vous entretenir des désastres qui ont été causés par les crues qui ont eu lieu dans le mois dernier. Ils ont été considérables sur nos diverses voies de communication, particulièrement dans l'arrondissement d'Avesnes.

Pour exécuter les réparations les plus urgentes, M. l'ingénieur demande un crédit de 30,000 fr. ainsi réparti :

Reconstruction du pont de Coutiches.	9,000
Pont d'Hestrud, route N.° 5 (Avesnes à Philippeville).	5,000
Pont de Noyelles, route N.° 13 (Maubeuge à Maroilles).	16,000
	30,000

M. le Préfet, par une lettre sans date, propose, conformément à l'avis de M. l'ingénieur en chef, de couvrir cette somme par des revirements de crédits faits aux dépens de quelques améliorations projetées pour 1850.

Il demande d'être autorisé à prélever :

Sur le crédit affecté à l'achèvement de la route N.° 10.	18,000 fr.
Sur les banquettes de la route N.° 15.	1,500
Sur la route N.° 18, d'Armentières à Béthune.	7,500
Sur la levée des plans de traverse.	3,000
Total.	30,000

Les circonstances étant urgentes, nous vous proposons d'autoriser ce virement de fonds.

Mais M. le Préfet ne nous propose pas de restituer au budget de 1851 les sommes empruntées au budget de 1850 pour les travaux extraordinaires dont il vient d'être question. Nous pensons qu'il y a lieu d'appliquer aux routes, dont les crédits de 1850 sont diminués, les sommes provenant des réductions que nous vous avons proposées; elles seraient réparties de la manière suivante : On appliquerait à la route d'Armentières à laquelle on a enlevé 7,500 fr., la même somme qui ne peut être appliquée en 1851 à l'amélioration des passages militaires de Valenciennes dont les projets ne sont pas approuvés.

On rendrait à la route N.° 10 les 12,000 fr. qui ne sont pas nécessaires pour la traversée du Câteau, puisque nous n'avons pas adopté le changement de tracé proposé par les ingénieurs.

On rendrait à la même route les 3,000 fr. économisés par la suppression du rouleau compresseur de la route N.° 12, et les 1,750 fr. proposés pour l'amélioration de la pente de Boëseghem qui est ajournée. De sorte que la route N.° 10 à laquelle on aurait pris 18,000 fr. en 1850, retrouverait 16,750 fr. en 1851. Nous vous proposons d'adopter cette résolution.

Classement de routes départementales.

Le Conseil a émis un vœu en faveur du classement de la route de Cassel à la frontière belge par Steenvoorde.

Les pièces de cette affaire ont été adressées à M. le Ministre des Travaux publics, avec la demande de classement.

Ce Ministre a fait observer que l'enquête à laquelle le projet a été soumis, n'a eu lieu qu'après le vote du Conseil général, et que la loi du 20 mars 1835 exige que le Conseil général soit appelé à se prononcer définitivement.

Le Conseil général a donc cette formalité à remplir, et nous lui proposons d'émettre de nouveau le vœu que le chemin de Cassel à la frontière par Steenvoorde soit élevé au rang de route départementale.

Vœux des Conseils d'arrondissement.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai émet le vœu que la rampe d'Esnes sur la route N.° 11 (Cambrai à Guise) soit adoucie; cette rampe n'a que 0,04; cependant le projet de rectification sera étudié. Nous n'avons donc à formuler aucun vœu relatif à cet objet.

Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck exprime les vœux suivants :

« Que la route N.° 9 soit achevée en 1851. »

Le budget que vous avez voté admet toutes les dépenses que permet l'état des finances départementales; nous avons donc satisfait, autant que nous le pouvons, aux demandes du Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck.

« Que la rampe de Boëseghem soit réduite et élargie. »

Nous avons dit que ce projet est à l'étude.

Le même Conseil exprime le regret que les documents relatifs aux routes départementales de cet arrondissement ne lui aient pas été communiquées par M. l'ingénieur de Bormans. Nous demandons que ces documents lui soient transmis dans la session.

Il pense que les mesures prises par cet ingénieur sont *excentriques et acerbes* et n'obtiennent pas les sympathies des habitants; nous ne pouvons que renvoyer à M. le Préfet l'examen de cette partie de délibération.

Échange de terrain.

Une proposition est faite par M. le Préfet, conformément à l'avis de MM. les ingénieurs, tendant 1.° à concéder au sieur Leboucq-Rubin une partie de terrain dépendant de la route N.° 11 (Cambrai à Guise), contenant 34 m. carrés 45, situé dans la commune d'Esnes, moyennant une somme de 68 fr. 90 c.

2.° A acquérir du sieur Leboucq-Rubin une portion de terrain contenant s70 m. carrés 05, situé dans la même commune et portant des bâtiments que ledit sieur s'engagerait à démolir.

Cet échange a pour but, d'une part, de donner à la route, en face de la maison-commune et aux abords du pont, une largeur de 12 mètres; et, d'autre part, d'aligner la route sur l'entrée de l'escalier qui conduit à l'église.

Cette rectification nous paraît utile.

De plus le receveur réclame une somme de 5 fr. 07 c. pour timbre fourni.

En conséquence, nous vous proposons de prendre l'arrêté suivant :

« Le Conseil général autorise l'échange proposé; il autorise l'imputation sur les fonds d'entretien de la route N.° 11, de la somme de 400 fr. à payer au sieur Leboucq-Rubin pour l'acquisition du terrain désigné au plan, et de 5 fr. 07 c. réclamés par le receveur de Clary. »

Les 68 fr. 90 c. payés par le sieur Leboucq-Rubin pour l'acquisition du terrain désigné au plan, figureront au budget des recettes.

Plantations.

Nous n'avons plus à traiter la question des plantations, elle a été discutée antérieurement, et malgré des opinions nombreuses, nous avons démontré que les plantations des routes, loin de leur porter préjudice, leur apportait des avantages, quand elles sont faites conformément à des règles rationnelles relativement à la taille et à la distance des arbres; ils doivent être plantés à 10 ou 15^{m} les uns des autres, selon la nature du sol et les circonstances diverses des localités; les troncs, sans pousser leur élévation plus rapidement qu'il ne convient pour lui donner la force nécessaire, doivent être débarrassés de toutes branches. Si l'on suit ces règles, les plantations seront avantageuses aux voies de communications; elles en solidifieront le sol; elles préserveront les voitures des accidents dans les parties en déblais et remblais; elles indiqueront la voie dans les nuits obscures, dans les temps de neige, pendant les inondations; elles n'entretiendront pas une humidité surabondante, loin de là, elles contribueront à assécher le sol par l'énorme transpiration des grands végétaux, ou n'entretiendront qu'une légère humidité plus favorable à la chaussée qu'une extrême sécheresse; elles donneront un ombrage aux voyageurs, elles constitueront un élément important de la richesse publique.

Nous sommes donc d'avis qu'il y a lieu de planter les bords des routes départementales, conformément aux règles qui ont été posées dans divers rapports adoptés successivement par le Conseil,

et nous sommes heureux d'apprendre, par la circulaire de M. le Ministre des Travaux publics, qu'il est disposé à favoriser les projets de plantation.

Mais si l'on veut les entreprendre plusieurs questions sont à résoudre.

La première est de savoir par quels soins seront exécutées les plantations.

Le Conseil général était disposé à confier ce soin à des adjudicataires qui feraient les dépenses nécessaires, et partageraient les bénéfices avec le département, dans une proportion à déterminer.

L'avis du Ministre n'est pas favorable à ce mode de procéder. Il pense que le département est aussi en mesure de faire les dépenses et de soigner les plantations que les particuliers, et qu'il doit profiter du produit considérable que peuvent donner des arbres bien dirigés. Nous nous rendons à ces observations, et nous croyons qu'il y aura lieu de planter sur les routes, les délais devant être préjudiciables à nos intérêts.

Cela étant, une question plus difficile à résoudre que la précédente se présente :

En quels lieu doivent être placées les lignes d'arbres ?

Habituellement on les place sur la crête intérieure du fossé.

L'ingénieur en chef propose de faire, sur le bord des routes, une levée de terre, et de planter sur cette levée de manière à laisser en dehors de la rangée un trottoir continu avec rigoles en poteries, en dedans une plate-bande traversée par des rigoles à ciel ouvert ; sur cette plate-bande serait le dépôt des matériaux. Cette disposition est fort ingénieuse ; les piétons sont à l'abri, les matériaux mieux conservés, ainsi que les arbres eux-mêmes ; les plantations nuisent moins aux propriétés riveraines ; mais la disposition dont nous parlons a cet inconvénient, de permettre un dérangement plus facile des bordures et même des pavés par l'accroissement des arbres, d'exposer ceux-ci de deux côtés au lieu d'un, et même de les placer plus complétement sous la main des voyageurs ; de mettre les piétons moins à l'abri des chutes dans les fossés, d'exiger une largeur de route plus considérable puisque les arbres, au lieu d'occuper une ligne qui, d'ordinaire est inutile aux voyageurs et aux véhicules, occupe le centre des accotements ; enfin ils rendent plus difficiles les rectifications de la chaussée et l'aliénation d'une partie de la route quand des offres avantageuses sont faites pour acheter les terrains inutiles à la circulation. D'ailleurs, les plantations devront avoir lieu sur la bordure du fossé ou côté de la voie qui n'a pas de levée en terre. Nous pensons donc qu'il n'y aurait pas d'avantages à adopter le système proposé par M. l'ingénieur en chef du département.

M. le Ministre, dans une circulaire publiée à la fin du mois dernier, s'occupant de la manière d'utiliser les terrains des routes trop larges, ne pense pas qu'il y ait lieu de les mettre en vente et qu'il est plus avantageux de les consacrer aux plantations. A cet effet il pense que les routes qui ont de 10 à 16 m. doivent être plantées sur les deux bords, que celles qui ont 16 m. ou plus, doivent avoir plusieurs rangées d'arbres distantes l'une de l'autre d'au moins trois mètres et plantées en quinconce. Il résulterait de cet arrangement qu'une route de 16 mètres aurait de chaque côté deux rangées d'arbres. Cet arrangement ne nous paraît pas susceptible d'être adopté. Effectivement, les deux lignes n'étant séparées que de 3 mètres, les couronnes des arbres sont en quelque sorte confondues, et produisent sur la route une ombre presque semblable à celle qu'ils projetteraient s'ils étaient placés sur la même ligne, et conséquemment ces arbres en quinconce sont comme si, au lieu d'être séparés par un intervalle de 10 à 12 mètres, ils étaient à 5 ou 6 m. l'un de l'autre. C'est évidemment trop peu. S'ils n'étaient pas en quinconce les arbres d'une rangée toucheraient ceux de l'autre et ne pourraient croître. Il ne nous paraît donc pas possible d'adopter le projet ministériel.

Il y a donc lieu de suivre les errements habituels pour les plantations ; si les routes sont trop larges, il faudra attendre qu'on puisse aliéner les excès de largeur d'une manière avantageuse.

On traite, dans le rapport sur les plantations des routes nationales, plusieurs questions importantes, telles que celle de savoir si la loi de 1811, qui soumet les riverains à l'obligation de planter leurs fonds à 1 mètre de la rive de la route lorsque l'administration l'exige, doit être abolie. Il en est d'autres qui méritent de fixer aussi l'attention, par exemple celle de savoir si l'état peut planter sur la crête intérieure de son chemin, tandis que le code civil n'autorise à planter qu'à 2 mètres de distance de la ligne qui sépare une propriété de la propriété voisine. Ce n'est pas à nous à discuter le point de droit. Nous dirons seulement que le fossé se trouvant entre la route et les propriétés voisines, et ayant une largeur de 1 m. à 1 m. 50 c., diminue beaucoup les inconvénients des plantations, et que, si on forçait l'État à ne planter qu'à 2 mètres de la crête intérieure du fossé, on rendrait souvent les plantations impossibles. Quant à l'affranchissement des propriétés riveraines de la prescription de ne planter qu'à 2 mètres de la crête extérieure du fossé, on pourrait peut-être l'accorder, à la condition que les riverains se soumettraient aux règles

établies par l'État, relativement à l'espacement et à la taille des arbres. Nous n'avons pas besoin de dire que si les riverains plantaient, leurs arbres seraient, relativement à la route, dans les mêmes conditions que les arbres des doubles rangées; dans ce cas il nous paraît évident qu'il y aurait lieu d'accroître l'intervalle laissé entre chaque pied.

Après avoir présenté les règles générales auxquelles il nous semble nécessaire d'astreindre les plantations, nous devons nous occuper de celles qui conviennent aux plantations des routes départementales. Nous pensons qu'elles doivent être les mêmes que celles des routes nationales : leur largeur moindre peut seulement déterminer un intervalle plus grand entre les arbres.

MM. les ingénieurs adoptent ce système pour les plantations et pensent qu'il faudrait les effectuer sur toutes les routes ; ils croient donc qu'il serait nécessaire d'accorder un crédit pour atteindre ce but et porter au budget des allocations annuelles assez fortes pour terminer promptement une entreprise utile. Selon eux, on répartirait ce crédit entre chaque arrondissement, en raison du développement des routes départementales qui les traversent. Nous adoptons la pensée de voter une dépense qui doit, dans l'avenir, rembourser largement des avances qui seront faites; mais nous ne croyons pas qu'il soit bon de proportionner exactement les allocations accordées à l'étendue des routes de chaque arrondissement ; il serait plus avantageux de planter au plus tôt tous les territoires dans lesquels le succès serait assuré et le produit large et peu éloigné ; on n'arriverait que plus tard à planter les sols plus ingrats, dans lesquels les végétaux ligneux réussissent difficilement. On tiendra compte en même temps des nécessités des localités dangereuses où les plantations seraient indispensables pour prévenir les accidents. Il n'est pas besoin de dire que l'espèce des arbres plantés doit être appropriée à la nature du sol dans lequel ils doivent croître.

D'après ces considérations, nous proposons au Conseil de prendre les résolutions suivantes :

« Le Conseil général émet le vœu que les bords des routes soient plantés ;

» Que l'espacement soit de 12 à 15 mètres ;

». Que les troncs ne restent pas garnis de branches ;

» Que le Ministre fasse étudier de nouveau la disposition indiquée dans sa circulaire du 9 août 1850, de former des doubles rangées d'arbres dans les routes larges de 16 m. et plus ; les plantations, bien qu'étant en quinconce, paraissent avoir les mêmes inconvénients que le rapprochement exagéré des pieds ;

» Que l'espacement des arbres de la route soit combiné avec celui des plantations des terres riveraines ;

» Que les plantations du département aient lieu sur la crête intérieure des fossés ;

» Que les riverains soient autorisés à planter sur la crête extérieure des fossés, s'ils consentent à suivre les prescriptions de l'administration, relativement à l'espacement et à la taille des arbres ;

» Quant aux plantations des routes départementales, nous proposons au Conseil de déclarer qu'elles auront lieu aux frais du département ;

» Qu'à cet effet M. le Préfet est prié de faire des propositions sur le crédit annuel nécessaire pour les effectuer dans un laps de temps qui ne serait pas trop long ;

» De faire répartir les crédits entre les routes, en raison des nécessités locales, et aussi en raison des chances de succès qu'elles présentent et des produits qu'elles promettent ;

» D'indiquer enfin les espèces qui conviennent au sol de chaque route ou partie, et de n'admettre que des espèces utiles. »

Police du roulage.

Un projet de loi est présenté sur cette matière tant et si longtemps controversée. Ce projet propose les modifications les plus profondes à la législation actuelle ; il est donc indispensable que vous fassiez connaître votre opinion sur leur utilité ; à l'époque avancée de votre session, il est impossible d'entrer dans les détails, il faut se contenter de traiter brièvement des points capitaux ; nous obéirons à cette nécessité.

Le 1.er article du projet de loi dispose que toutes les voitures sont affranchies de toutes les conditions de réglementation de poids et de largeur de jantes.

Si l'article 2 admet la possibilité de réglementer le nombre des chevaux qui doivent composer les attelages, c'est simplement comme moyen d'empêcher que des réunions de bêtes de trait trop nombreuses apportent des embarras sur la voie publique, et non pour restreindre le poids des fardeaux.

Dans l'exposé des motifs, le Ministre ne nie pas que des jantes trop étroites ne puissent, au point de vue technique, déterminer plus facilement la destruction de la route, lorsqu'elles sont chargées

d'un poids excessif, mais il ne croit pas qu'on puisse utilement employer les ponts à bascule à déterminer les poids; ils sont trop rares, et les routes sont tellement nombreuses qu'on les évite facilement; il ne croit pas d'avantage qu'on puisse apprécier le poids exactement par le nombre des chevaux qui composent les attelages, que d'ailleurs ce mode d'évaluation donnerait un privilége excessif aux localités qui produisent des chevaux puissants, et frapperait excessivement le roulage de celles qui n'ont que des bêtes de trait chétives et de petite taille; enfin il pense que lors même qu'on trouverait le moyen d'apprécier facilement le poids des véhicules, deux raisons générales empêcheraient d'obliger le roulage à proportionner les charges à la largeur des jantes.

La première, c'est que l'intérêt de ceux qui font des transports est d'avoir des roues proportionnées à la pesanteur des fardeaux transportés, car les roues se briseraient sous une charge trop forte.

La deuxième, c'est que la valeur des transports est si grande que si on les entrave on perd plus qu'on n'économise sur les frais d'entretien des routes. On estime à 500,000 millions la dépense que fait la France pour les transports; une augmentation de 3 à 4 p. % sur cette somme coûterait à l'industrie une perte de 15 à 20 millions; or, l'entretien des routes nationales ne s'élève qu'à 25,000,000. L'état ne peut donc trouver une compensation sur cet article.

Ces raisons nous paraissent loin d'être entièrement acceptables.

Les entrepreneurs de transports peuvent, en rétrécissant les jantes des roues, méconnaître leur intérêt; l'État ne doit pas supporter les dégâts que cause leur ignorance; ils peuvent trouver plus de profit à user leurs roues qu'à restreindre leurs chargements; ce n'est pas à l'État à supporter les pertes causées par leurs calculs; ils peuvent combiner la construction de leurs roues de manière qu'elles aient autant de solidité, en présentant moins de surface à la route, et par conséquent en éprouvant moins de frottement; l'État doit se mettre à l'abri de leur habileté.

La raison fondée sur des considérations d'économie publique paraît plus sérieuse, sans être toutefois plus décisive: l'argumentation de M. le Ministre, qui dit qu'en gênant les transports, dont la dépense s'élève à 500,000,000, on perd plus qu'en acceptant un entretien un peu plus considérable, serait juste, si tous les transports s'effectuaient en gros chargements, si conséquemment les limitations de poids portaient préjudice à toute la masse de transports. Mais loin de là les chargements excessifs sont exceptionnels. Ces entraves ne peuvent donc gêner qu'un très-petit nombre d'expéditions, tandis que des véhicules trop lourds, bien que fort peu nombreux, peuvent causer des dégâts considérables. Tout le monde a expérimenté ce fait; donc la limitation cause des pertes insignifiantes au commerce et peut épargner des dépenses énormes à l'État.

Par conséquent nous considérons comme pouvant être dommageable l'application de la théorie de la liberté illimitée des transports et l'abandon de toute réglementation de poids et de largeur de jantes.

Nous savons qu'il est bien difficile de déterminer les poids de chargements des divers véhicules; cependant nous pensons qu'une méthode, qui n'est pas seulement théorique mais qui est mise en pratique, peut rendre d'utiles services: elle consiste à évaluer le cube ou la quantité des marchandises; la pesanteur des divers produits étant connue, on détermine le poids du chargement. Nos cantonniers procèdent maintenant avec succès, d'après ce procédé il faudrait donc le généraliser. On établirait une table officielle de la pesanteur des diverses marchandises, et en supputant les quantités, on reconnaîtrait, en mesurant la largeur des jantes, si les chargements sont dans les limites légales.

Il y a certes des difficultés dans l'application de cette méthode; en quoi n'y a-t-il pas de difficultés? Mais, dans le plus grand nombre des cas, on arriverait facilement à une constatation suffisamment approximative des charges; le moindre agent reconnaîtrait promptement le poids des voitures transportant des pierres, des houilles, des fers, etc., et même, quand les chargements seraient mixtes, il atteindrait encore, sans trop de difficultés, un résultat satisfaisant, car il ne s'agit pas de faire des chicanes au roulage, mais bien de s'opposer aux énormités de ses excès.

Nous croyons donc que, jusqu'à ce que les transports par eau et par chemins de fer, aient pris plus d'extension, il est prudent d'apporter quelques restrictions à la liberté des transports; on ne la laisserait pas sans limite, sans dommage pour les routes nationales.

Les dégâts seraient bien plus grands encore sur les routes départementales et les chemins de grande communication formés de matériaux bien moins résistants; si donc on admettait la liberté absolue des transports sur les routes nationales, il serait indispensable qu'on donnât aux Conseils généraux les pouvoirs de réglementer le roulage sur les routes qu'ils sont chargés d'entretenir.

D'après ces considérations, nous vous proposons d'adopter les résolutions suivantes :

« Le Conseil général, considérant que les véhicules à jantes étroites peuvent causer des dégâts considérables sur les routes, quand ils transportent des charges trop fortes;

» Considérant que la limitation des chargements cause quelque augmentation de frais à des transports exceptionnels, mais ne peut nuire à la masse des transports; considérant que ces chargements peu nombreux peuvent néanmoins causer des dommages énormes aux routes;

» Que conséquemment on ne peut mettre en comparaison les faibles avantages retirés par quelques entrepreneurs avec l'augmentation des frais d'entretien;

» Emet le vœu que la liberté illimitée des transports, sans réglementation de poids ni de largeur des jantes, ne soit pas admise dans la loi, et que si l'on ne peut regarder comme efficace le pesage direct des véhicules ni la limitation du nombre des chevaux, ni d'autres moyens que donne la science et la pratique, on doit admettre la détermination du poids par le cubage des matières transportées;

» Que si le Gouvernement croit devoir adopter la liberté illimitée sur les routes nationales, les conseils généraux aient au moins la faculté de proscrire sur les routes départementales et sur les chemins vicinaux les chargements excessifs sur des jantes trop étroites.

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE

SUR LES ROUTES DÉPARTEMENTALES.

Messieurs,

Votre cinquième bureau, conformément à votre décision, a eu ce matin une conférence avec M. l'ingénieur en chef, afin de discuter les projets de rectification de la traversée du Câteau. Elle n'a pas été longue : nous avons exposé l'état de la discussion, et aussitôt M. l'ingénieur en chef nous a fait remarquer que dans un passage de son rapport il déclarait qu'il ne partageait pas complétement l'avis de l'ingénieur chargé de la route N.° 10, et qu'il estimait que les avantages du tracé définitivement proposé par cet ingénieur n'étaient pas équivalents à l'augmentation de la dépense. Nous avions perdu de vue cette circonstance. Conséquemment nous n'aurions qu'à vous proposer d'adopter les conclusions que nous vous avons présentées dans notre séance d'hier, c'est-à-dire d'adopter la direction indiquée par le Conseil municipal. Mais nous avons profité de la présence de M. l'ingénieur pour lui soumettre un nouveau tracé dont nous avions parlé.

M. l'ingénieur a reconnu que la direction proposée aurait d'incontestables avantages, qu'on pourrait savoir en 48 heures si elle était susceptible d'être adoptée, et que si la dépense n'était pas accrue de plus de 10 à 12 fr., il faudrait lui donner la préférence sur tous les autres; en cette situation nous vous proposons d'adopter la direction indiquée par le Conseil municipal;

De rendre définitifs les votes que vous avez émis conditionnellement dans la séance d'hier;

De décider qu'une nouvelle direction intermédiaire entre le tracé du Conseil municipal et celui qui est indiqué au plan par la ligne ponctuée en bleu, serait étudiée, et que ce tracé serait adopté si la dépense qu'il doit occasionner ne dépassait pas de plus de 12,000 fr. celle déterminée par le tracé municipal; que dans ce cas il serait prélevé 1/3 de la dépense sur la somme de 6,000 fr. votée par Le Câteau et dont vous avez décidé que remise lui serait faite si l'on suivait le tracé qu'il a sollicité.

Si vous adoptez cette résolution, et si, par suite, la direction indiquée est préférée, il y aura lieu de modifier d'une manière corrélative le projet de revirement que vous aviez adopté pour rendre des fonds, en 1851, aux routes dont le crédit a été diminué pour pourvoir aux réparations des ponts enlevés par les inondations; la route du Câteau, au lieu de 12,000 fr., recevrait 4,000 fr. provenant de réductions produites par les rabais obtenus.

N.° des arrondiss.ts	N.° des routes.	DÉSIGNATION des ROUTES.	LONGUEURS DES PARTIES à l'état d'entretien.	LONGUEURS DES PARTIES à réparer.	LONGUEURS TOTALES.	Fréquentation exprimée en colliers chargés.	Fréquentation exprimée en tonneaux de m.os	Épaisseur des chaussées d'empierrement.	CRÉDITS NÉCESSAIRES POUR ENTRETIEN DES PARTIES DE CHAUSSÉES à l'état normal.	CRÉDITS NÉCESSAIRES POUR ENTRETIEN DES PARTIES DE CHAUSSÉES à réparer.	cantonniers.	terrassements.	travaux d'art.	Divers.	Somme.	Cantonniers de degré
1	9	De Lille à Saint-Omer (2.e partie)	8.55	5.00	13k55	46	27	»	2,500	2,400	1,350	200	350	200	7,000	3
	15	De Dunkerque à Furnes	13.69	»	13.69	45	16	»	2,550	»	1,350	200	150	250	4,000	1
			22.24	5.00	27.24				5,050	2,400	2,700	400	500	450	11,000	5
2	1	De Lille à Valenciennes	25.98	»	25.98	227	168	»	5,160	»	2,940	1,000	500	400	10,000	
	2	De Lille à Ypres	15.32	»	15.32	380	206	»	4,160	»	1,140	1,000	400	900	7,600	5
	3	De Douai à Tournai	7.14	»	7.14	175	111	»	1,680	»	570	350	200	200	3,000	
	9	De Lille à Saint-Omer (1.re partie)	31.91	0.89	32.80	103	62	»	6,000	500	3,000	1,600	900	1,000	13,000	7
	14	De Lille à Courtrai	19.46	»	19.46	540	282	»	5,140	»	2,360	2,000	500	700	10,700	
	16	De La Bassée à Estaires	5.17	»	5.17	77	50	0.23	1,950	»	1,100	200	200	150	3,600	
	17	De Morbecque à Aire	4.09	3.00	7.09	47	23	0.15	1,410	1,200	1,140	400	200	150	4,500	10
			109.07	3.89	112.96				25,500	1,700	12,250	6,550	2,900	3,500	52,400	22
3	3	De Douai à Tournai (1.re partie)	8.96	»	8.96	103	57	»	1,200	»	1,128	400	50	222	3,000	
	4	De Cambrai à Tournai	14.63	4.00	18.63	114	91	»	2,200	800	1,440	1,100	200	260	6,000	2
			23.59	4.00	27.59				3,400	800	2,568	1,500	250	482	9,000	2
4	7	De Condé à Mons	8.05	0.98	9.03	58	37	»	2,420	480	500	300	100	200	4,000	
	8	De Saint-Amand à Condé	11.15	1.10	12.25	46	31	»	2,150	450	900	300	50	150	4,000	
	10	De Valencienn. à Bohain (1.re part.)	16.08	3.92	20.00	341	217	»	4,850	2,300	3,100	500	150	300	11,200	6
			35.28	6.00	41.28				9,420	3,230	4,500	1,100	300	650	19,200	6
5	10	De Valenciennes à Bohain (2.e part.)	10.41	»	10.41	222	161	»	»	»	»	»	»	»	4,500	
	11	De Cambrai à Bohain	18.66	»	18.66	134	81	»	»	»	»	»	»	»	8,600	
			29.07	»	29.07				»	»	»	»	»	»	13,100	
6	5	D'Avesnes à Philippeville	16.17	»	16.17	357	251	0.44	3,740	»	2,460	200	500	100	7,000	
	6	De Landrecies à Chimay	40.11	»	40.11	178	115	0.35	15,304	»	6,596	200	400	500	23,000	
	12	D'Avesnes au Quesnoy	27.70	»	27.70	337	200	0.15	13,512	»	3,538	350	300	300	18,000	3
	13	De Maubeuge à Maroilles	19.91	»	19.91	202	153	0.15	8,392	»	3,058	»	500	50	12,000	
			103 89	»	103 89				40,948	»	15,652	750	1,700	950	60,000	3

RÉCAPITULATION.

1	Dunkerque	22.24	5.00	27.24	9,050	2,400	2,700	400	500	450	11,000	5
2	Lille	109.07	3.89	112.96	25,500	1,700	12,250	6,550	2,900	3,500	52,400	22
3	Douai	23.59	4.00	27.59	3,400	800	2,568	1,500	250	482	9,000	2
4	Valenciennes	35.28	6.00	41.28	9,420	3,230	4,500	1,100	300	650	19,200	6
5	Cambrai	29.07	»	29.07	»	»	»	»	»	»	13,100	
6	Avesnes	103.89	»	103.89	40,948	»	15,652	750	1,700	950	60,000	3
		323.14	»	342.03	Total, entretien et amélioration						164,700	38

OBJET DES DÉPENSES de grosses réparations, améliorations.		LONGUEUR TOTALE.	LONGUEUR Construite au 31 décembre 1850.	LONGUEUR à construire en 1851.	MONTANT du devis.	CRÉDITS ouverts jusqu'au 1.er janvier 1850.	CRÉDITS ouverts sur 1850.	CRÉDITS demandés pour 1851.	TOTAL général.	OBSERVATIONS.
Remaniements.										
Continuation des trottoirs.										
Trottoir à Wambrechies.	Amélioration des passages porte d'Ypres	»	»	1.465	»	»	»	8,000 (a)		
	Amélioration des passages porte de Roubaix, route militaire	»	»	»	»	»	»	8,000 (a)		
Remaniement.	Prolongement de la route N.° 14	2.85	»	»	51,500	14,390 64	30,000 »	7,109 16		
	Route de Béthune à Armentières	2.89	»	»	30,000	»	11,080 »	15,000 »		
Recharg.t 8,250. Rampe de Boeseghem 1,750.										
Élargissement aux abords de Marchiennes.										
Remaniement entre Vendegies et Solesmes.	Amélioration des passages porte de Famars (route 10)	»	»	»	»	»	»	7,500 (a)		
	Prolongement de la route N.° 10. Traverse du Câteau	110.32	»	»	410,000	369,377 28	34,664 49	12,000 »		
	Réparation des parties reçues	»	»	»	»	»	»	5,000 »		
Achat d'un rouleau compresseur.	Trottoirs sur la nouvelle route classée de Roubaix à Saint-Amand	»	»	»	»	»	»	3,390 84		
	Total constructions neuves	»	»	»	»	»	»	66,000 »	66,000	

RÉSUMÉ GÉNÉRAL.

202,700 fr.	A porter pour entretien et améliorations ci-contre
	Traitement des conducteurs
	Frais de déplacement
	Indemnités, gratifications
	Frais d'impression
	Préposés aux ponts-à-bascule
	Total général

(a) Le projet de budget est dressé de manière à ne pas excéder une somme totale de 300,000 fr. Si l'administration voulait activer les travaux d'élargissement des portes et exécuter tous les travaux en dehors des portes en 1851, il serait nécessaire de porter les allocations : Pour la route N.° 2, à 13,400 » — N.° 14, à 10,500 » — N.° 10, à 20,000 »

Tableau statistique des routes départementales considérées sous le rapport de l'importance des populations desservies, de leur circulation, et des frais d'entretien qu'elles exigent.

N.os des routes.	DÉSIGNATION DES ROUTES.	Longueur.	Populations intéressées.	Impôts directs.	Par kilomètre courant. Population.	Par kilomètre courant. Impôts directs.	Circulation en tonneaux de charge utile.	CRÉDITS DEMANDÉS POUR L'ENTRETIEN. 1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	Réduction depuis 1848. Totale.	Rapport en croissance
		k.													
1	Lille à Valenciennes. .	25.98	20,290	188,630	785	7,200	268	17,500	15,000	17,500	12,300	12,300	10,000	7,500	43 o/o
2	Lille à Ypres.	15.32	17,220	159,270	1,120	10,200	206	12,500	10,000	10,000	9,000	9,000	7,600	2,400	24
3	Douai à Tournai. . . .	16.10	11,010	98,490	680	6,100	74	9,200	8,200	8,700	7,800	6,800	6,000	2,700	31
4	Orchies à Bouchain . .	18.63	7,270	53,260	390	2,880	91	11,000	9,175	10,000	10,000	8,000	6,000	4,000	40
5	Avesnes à Philippeville.	16.17	4,990	30,580	310	1,900	251	6,600	6,600	7,000	7,000	7,000	7,000	»	»
6	Landrecies à Chimay. .	40.11	7,520	48,750	188	1,202	115	26,900	26,900	26,900	26,000	24,000	23,000	3,900	14
7	Mons à Condé.	9.03	4,310	31,110	475	3,450	37	6,600	6,600	6,600	4,100	4,000	4,000	2,600	37
8	De St.-Amand à Condé.	12.25	9,290	55,020	750	4,450	31	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	»	»
9	De Lille à St.-Omer. .	46.35	24,020	183,440	520	3,900	53	29,900	34,500	34,500	27,500	22,500	20,000	14,500	42
10	Valenciennes à Bohain.	41.44	16,420	107,270	395	2,600	203	30,000	26,000	26,000	23,500	15,700	15,700	10,300	89
11	Cambrai à Bohain. . .	18.66	6,210	40,490	330	2,150	81	9,500	9,500	9,000	9,000	8,600	8,600	400	4
12	Avesnes au Quesnoy. .	27.70	4,990	33,130	180	1,200	200	13,000	15,000	18,000	18,000	18,000	18,000	»	»
13	Maubeuge à Maroilles .	19.91	11,100	51,690	550	2,550	153	8,000	8,000	12,000	12,000	12,000	12,000	»	»
14	Lille à Tourcoing. . .	22.31	41,920	331,710	1,950	14,700	282	24,000	24,000	24,000	11,760	11,700	10,700	13,300	55
15	Dunkerque à Furnes. .	13.69	10,280	86,070	740	6,500	26	5,500	5,500	6,500	6,500	5,000	4,500	2,000	31
16	Estaires à La Bassée. .	5.17	2,230	13,530	430	2,600	50	8,000	5,500	6,000	3,600	3,600	3,600	2,400	40
17	Hazebrouck à Aire. . .	7.09	5,770	38,780	810	5,200	23	»	»	5,000	5,000	4,500	4,500	500	18
		35.591	204,840	1,551,220	678	4,400	139	222,200	214,475	231,700	197,060	176,700	165,200	66,500	29 o/o

Tableau comparatif des dépenses faites par kilomètre, sur chacune des routes départementales en 1848 et 1849.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.	Route N.° 9.		Route N.° 15	
	1848	1849	1848	1849
Grès.	265	218	»	»
Sable.	202	212	»	»
Zônes.	»	»	»	»
Graviers. . . .	»	»	76	41
Relevés. . . .	49	9	»	»
Réparations. .	76	70	»	»
Cantonniers. .	136	148	211	225
Auxiliaires. . .	»	»	»	9
Terrassements.	6	»	21	92
Travaux d'art.	»	110	11	»
Divers.	41	9	138	40
	775	776	457	407

ARRONDISSEMENT DE LILLE.	Route N.° 1.		Route N.° 2.		Route N.° 3.		Route N.° 9.		Route N.° 14.		Route N.° 16		Route N.° 17	
	1848	1849	1848	1849	1848	1849	1848	1849	1848	1849	1848	1849	1848	1849
Grès.	186	140	1	55	73	72	41	60	77	32	»	»	»	»
Sable.	107	87	152	142	137	98	126	96	382	209	»	»	»	»
Zônes.	»	»	18	8	»	»	23	22	29	59	»	»	»	»
Relevés	86	16	»	28	72	32	51	»	87	25	»	»	»	»
Réparations. . .	89	92	309	183	97	63	138	89	122	120	»	»	»	»
Cantonniers. . .	48	52	41	40	80	105	58	77	68	74	95	112	72	162
Terrassements. .	91	34	36	27	101	85	143	79	230	49	273	50	»	42
Travaux d'art. .	6	23	9	21	»	»	94	67	»	»	73	2	58	»
Divers.	61	27	83	77	40	25	56	29	110	67	117	37	18	3
Emp.t fournitures	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	295	440	409	430
Auxiliaires. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	136	61	147	66
	674	471	649	581	600	480	730	519	1,105	635	989	702	704	703

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.	Route N.° 3.		Route N.° 4.	
	1848	1849	1848	1849
Grès.	89	206	72	221
Sable.	28	53	85	103
Zônes.	»	»	»	»
Graviers. . . .	»	»	»	»
Relevés. . . .	24	26	25	31
Rép.s simples .	157	76	61	87
Cantonniers. .	51	56	53	58
Auxiliaires. . .	»	»	»	»
Terrassements.	192	87	168	21
Travaux d'art.	»	4	11	34
Divers	95	22	67	26
	636	530	542	581

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.	Route N.° 7.		Route N.° 8.		Route N.° 10	
	1848	1849	1848	1849	1848	1849
Grès.	227	133	148	98	110	108
Sable.	90	80	46	47	180	170
Zônes.	»	»	»	»	47	44
Graviers. . . .	»	»	»	»	»	»
Relevés. . . .	20	66	9	67	78	68
Rép.s simples .	179	100	104	47	128	161
Cantonniers. .	120	43	»	13	16	82
Auxiliaires. . .	»	»	»	»	»	»
Terrassements.	131	46	28	9	104	90
Travaux d'art.	»	»	»	»	30	6
Divers.	»	12	28	35	46	21
	767	480	363	316	739	753

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.	Route N.° 10		Route N.° 11	
	1848	1849	1848	1849
Grès.	163	180	34	130
Sable.	273	230	49	68
Zônes.	20	28	70	39
Graviers. . . .	»	»	»	»
Relevés. . . .	56	89	29	19
Rép.s simples.	184	89	130	39
Cantonniers. .	67	66	133	97
Auxiliaires. . .	»	»	»	»
Terrassements.	106	39	45	44
Travaux d'art.	7	34	4	»
Divers.	77	53	8	44
	953	808	502	480

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.	Route N.° 5.		Pavé N.° 6.		N.° 6. Empierrement.		Pavé N.° 12.		N.° 12. Empierrement.		Route N.° 13.	
	1848.	1849.	1848.	1849.	1848.	1849.	1848.	1849.	1848.	1849.	1848.	1849.
Grès.	»	»	55	65	»	»	10	54	»	»	»	»
Sable.	»	»	72	168	»	»	50	82	»	»	»	»
Graviers.. . . .	218	204	»	»	320	360	»	»	577	548	441	295
Relevés.	»	»	82	115	»	»	1	8	»	»	»	»
Réparations simples.	»	»	74	111	»	»	82	134	»	»	»	»
Cantonniers. . . .	111	125	50	80	157	172	»	81	113	92	65	115
Auxiliaires.. . . .	67	37	»	»	113	40	»	»	97	86	108	44
Terrassements. . . .	6	29	58	36	58	36	33	17	33	»	83	39
Travaux d'art. . . .	»	»	38	36	38	36	10	»	10	10	»	10
Divers..	16	21	18	10	18	10	14	7	14	14	»	8
	418	416	447	621	704	654	200	383	844	750	697	511

ANALYSE

DES DÉPENSES FAITES POUR LES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Pendant l'exercice 1850.

NUMÉROS des		LONGUEUR EN KILOMÈTRES.			DÉPENSES POUR ENTRETIEN DES CHAUSSÉES PAVÉES.								
		CHAUSSÉES			MATÉRIAUX.				MAIN-D'ŒUVRE.				
Services.	Roules.	Pavées.	d'empierrement.	TOTALES.	Grès.	Sable.	Zones.	TOTAL.	Relevés à bout.	Réparations simples.	Cantonniers	TOTAL.	SOMME.
I	9	13.55	»	13.55	2,967	2,864	»	5,831	132	950	2,068	3,150	8,981
	15	0.68	13.01	13.69	145	40	1,049	1,234	»	»	»	»	1,234
		14.23	13.01	27.24	3,112	2,904	1,049	7,065	132	950	2,068	3,150	10,215
II(*a*)	1	25.98	»	25.98	3,686	2,263	»	5,949	418	2,403	1,322	4,143	10,092
	2	15.32	»	15.32	850	2,209	129	3,188	1,337	1,918	617	3,872	7,060
	3	7.14	»	7.14	510	708	»	1,218	231	447	749	1,427	2,645
	9	32.80	»	32.80	1,965	3,193	694	5,852	192	3,128	2,513	5,833	11,685
	14	18.49	»	18.49	599	3,840	1,089	5,528	457	2,243	1,380	4,080	9,608
	16	0.33	4.84	5.17	54	53	»	107	»	88	»	88	195
	17	»	7.09	7.09	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		100.06	11.93	111.99	7,664	12,266	1,912	21,842	2,635	10,227	6,581	19,443	41,285
III	3	8.96	»	8.96	1,844	472	»	2,316	164	746	502	1,412	3,728
	4	18.62	»	18.62	4,107	1,919	»	6,026	570	1,618	1,087	3,275	9,301
		27 58	»	27.58	5,951	2,391	»	8,342	734	2,364	1,589	4,687	13,029
IV	7	9.03	»	9.03	1,198	721	»	1,919	601	902	390	1,893	3,812
	8	12.25	»	12.25	1,239	572	»	1,811	830	590	164	1,584	3,395
	10	11.50	»	11.50	1,261	1,961	503	3,725	983	1,695	948	3,626	7,351
		32.78	»	32.78	3,698	3,254	503	7,455	2,414	3,187	1,502	7,103	14,558
V	10	18.91	»	18.91	3,338	4,291	516	8,145	1,639	1,666	1,212	4,517	12,662
	11	18.66	»	18.66	2,482	1,258	742	4,482	»	1,107	1,841	2,948	7,430
		37.57	»	37.57	5,820	5,549	1,258	12,627	1,639	2,773	3,053	7,465	20,092
VI	5	0.56	15.61	16.17	172	74	»	246	33	155	»	188	434
	6	6.19	33.92	40.11	408	1,032	»	1,440	453	956	438	1,847	3,287
	12	7.40	20.30	27.70	403	612	»	1,015	36	1,019	»	1,055	2,070
	13	»	19.91	19.91	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		14 15	89.74	103.89	983	1,718	»	2,701	522	2,130	438	3,090	5,791
													RÉCAPITU-
I		14.23	13.01	27.24	3,112	2,904	1,049	7,065	132	950	2,068	3,150	10,215
II		100.06	11.93	111.99	7,664	12,266	1,912	21,842	2,635	10,227	6,581	19,443	41,285
III		27.58	»	27.58	5,951	2,391	»	8,342	734	2,364	1,589	4,687	13,029
IV		32.78	»	32.78	3,698	3,254	503	7,455	2,414	3,187	1,502	7,103	14,558
V		37.57	»	37.57	5,820	5,549	1,258	12,627	1,639	2,773	3,053	7,465	20,092
VI		14.15	89.74	103.89	983	1,718	»	2,701	522	2,130	438	3,090	5,791
		226.37	114.68	341.05	27,228	28,082	4,792	60,032	8,076	21,631	15,231	44,938	104,970

(*a*) II. Dans l'arrondissement de Lille, on a désigné comme auxiliaires les paveurs, terrassiers, etc. — (*b*) 208 fr. seulement pour la chaussée, 160 fr.

DÉPENSE pour entretien des chaussées d'empierrement.				ACCESSOIRES.				SOMME	GARANTIE		DÉPENSE
MATÉRIAUX.	MAIN-D'ŒUVRE. Cantonniers.	MAIN-D'ŒUVRE. Auxiliaires.	TOTAL.	Terrassemens	Travaux d'art.	Divers.	TOTAL.	totale.	à porter.	à déduire.	égale au crédit.
»	»	»	»	»	1,523	118	1,641	10,622	»	122	10,500
525	2,983	114	3,622	1,271	»	509	1,780	6,636	»	136	6,500
525	2,983	114	3,622	1,271	1,523	627	3,421	17,258	»	258	17,000
»	»	»	»	1,025	707	476	2,208	12,300	»	»	12,300
»	»	»	»	464	424	1,052	1,940	9,000	»	»	9,000
»	»	»	»	609	»	180	789	3,434	»	»	3,434
»	»	»	»	2,559	2,097	659	5,315	17,000	»	»	17,000
»	»	»	»	903	219	1,030	2,152	11,760	»	»	11,760
2,107	540	297	2,944	296	46	119	461	3,600	»	»	3,600
3,056	1,155	468(*b*)	4,679	296	»	25	321	5,000	»	»	5,000
5,163	1,695	765	7,623	6,152	3,493	3,541	13,186	62,094	»	»	62,094
»	»	»	»	774	38	219	1,031	4,758	»	393	4,366
»	»	»	»	387	623	513	1,523	10,824	»	824	10,000
»	»	»	»	1,161	661	732	2,554	15,583	»	1,217	14,366
»	»	»	»	419	»	104	523	4,335	300	535	4,100
»	»	»	»	119	»	421	540	3,935	601	536	4,000
»	»	»	»	1,052	58	233	1,343	8,694	»	144	8,550
»	»	»	»	1,590	58	758	2,406	16,964	901	1,215	16,650
»	»	»	»	726	629	995	2,350	15,012	»	62	14,950
»	»	»	»	832	»	825	1,657	9,087	376	463	9,000
»	»	»	»	1,558	629	1,820	4,007	24,099	376	525	23,950
3,216	1,950	584	5,750	475	»	341	816	7,000	»	»	7,000
12,198	5,876	1,362	19,436	1,468	1,500	309	3,277	26,000	»	»	26,000
11,013	2,490	1,757	15,260	456	»	214	670	18,000	»	»	18,000
5,837	2,288	875	9,000	773	205	144	1,122	10,122	1,878	»	12,000
32,264	12,604	4,578	49,446	3,172	1,705	1,008	5,885	61,122	1,878	»	63,000
LATION.											
525	2,983	114	3,622	1,271	1,523	627	3,421	17,258	»	258	17,000
5,163	1,695	765	7,623	6,152	3,493	3,541	13,186	62,094	»	»	62,094
»	»	»	»	1,161	661	732	2,554	15,583	»	1,217	14,366
»	»	»	»	1,590	58	758	2,406	16,964	901	1,215	16,650
»	»	»	»	1,558	629	1,820	4,007	24,099	376	525	23,930
32,264	12,604	4,578	49,446	3,172	1,705	1,008	5,885	61,122	1,878	»	63,000
37,952	17,282	5,457	60,691	14,904	8,069	8,486	31,459	197,120	3,155	3,215	197,040

terrassements.

RAPPORT

SUR LES CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION,

PAR M. MARCHANT.

MESSIEURS,

Le rapport sur les chemins de grande communication suivra, comme de coutume, le rapport de M. le Préfet et en reproduira le texte, en y intercalant les observations et les modifications que votre cinquième bureau aura cru devoir soumettre à votre approbation.

(Voir le rapport du Préfet au commencement du volume, page 92, et suivre jusqu'à la fin de la page 95.)

« Votre cinquième bureau a dû admettre ici, pour la complète régularité des rapports des arron-
» dissements entre eux et à l'égard du département, les observations et réserves présentées par
» des membres des arrondissements de Cambrai et d'Avesnes qui se fondent sur des décisions an-
» térieures du Conseil général.

» Ces deux arrondissements se trouvaient créanciers du département pour des excédants de
» centimes spéciaux extraordinaires, qu'ils s'étaient imposés pour la création de chemins d'utilité
» locale et qui sont tombés dans la caisse du département pour toute la partie non employée à cette
» création.

» Cette créance reconnue et constatée a accru d'autant leur contingent dans le fonds commun
» et doit atténuer le chiffre de leur découvert ici établi, savoir : Pour Cambrai, de , et pour
» Avesnes, de

» Cette observation pour ordre, ne change rien aux résultats généraux du tableau présenté par
» M. le Préfet. »

(Suivre le rapport du Préfet depuis le haut de la page 96 jusqu'à la fin du 2.e alinéa de la page 99) (1).

(1) Le 1.er § de la page 99 du rapport du Préfet doit être rectifié comme suit : « — Ainsi, l'excédant de
» dépenses de l'arrondissement de Dunkerque serait porté à trente fois plus; l'arrondissement de Douai,
» de créancier qu'il sera dans un an, deviendrait débiteur de 43,000 fr.; la dette de l'arrondissement
» d'Hazebrouck serait réduite de 231 à 133,000 fr.; la créance de l'arrondissement de Lille serait assez
» notablement diminuée; mais celle de l'arrondissement de Valenciennes se trouverait presque doublée;
» quant aux arrondissements de Cambrai et Avesnes, qui doivent l'un 94,800 et l'autre 332,000 fr. au fonds
» subventionnel, le premier deviendrait créancier de 56,000 fr.; le second ne serait plus débiteur que
» de 140,000 fr. »

» Ces tableaux laissent évidemment à désirer sous le rapport de l'exactitude ; mais s'ils ne peuvent » altérer en rien les conventions de bonne foi par lesquelles les arrondissements ont jeté, après 1836, » un voile sur le passé et se sont engagés à partager fraternellement à l'avenir les ressources dé- » partementales provenant du fonds spécial de cinq centimes attribué aux chemins de grande com- » munication, ils auront certainement pour effet d'atténuer dans l'esprit des membres apparte- » nant aux arrondissements autrefois favorisés, le regret de voir leurs contingents sans emploi, » pour eux porter la circulation, le commerce et la vie dans ceux dont les voies de communication » avaient été trop longtemps négligées.

» Votre cinquième bureau exprime cette pensée sans entendre porter la moindre atteinte aux » engagements transactionnels et équitables des arrondissements entre eux, auxquels l'autorité dé- » partementale s'est associée dans une certaine limite, mais pour sanctionner dans le passé et en- » courager dans l'avenir l'application des fonds sans emploi à des avances modérées aux arrondis- » sements moins favorisés sous le rapport des communications et des débouchés.

(Suivre ensuite le rapport du Préfet, 3.e alinéa de la page 99 jusqu'après la huitième ligne de la page 106.)

» Le Conseil général toutefois ne perdra jamais de vue le droit des arrondissements de Lille et » de Valenciennes à toute la priorité que leur assure leur position financière dans le fonds com- » mun et même à une certaine faveur spéciale au point de vue des règles rigoureuses que le Con- » seil s'est imposées en matière de classement et d'entretien des chemins de grande vicinalité.

» Votre cinquième bureau a examiné scrupuleusement la question de la construction d'un pont- » levis à Bauvin, suivant le mode et avec la répartition de dépenses proposées par M. le Préfet.

» Il regrette de ne point partager l'opinion de ce magistrat, et il vous propose de vous prononcer » pour l'exécution du pont de Bauvin par voie de concession péagère.

» Voici sommairement ses motifs :

» Un pont sur une voie vicinale est une partie intégrante du chemin.

» En fait de chemins de grande communication, le concours du département doit être pour les ponts ce qu'il est pour la voie elle-même.

» Cependant votre cinquième bureau aurait peut-être proposé une dérogation à ce principe, en » ce qui concerne le pont de Bauvin, par la considération de l'état du fonds subventionnel à l'é- » gard de l'arrondissement de Lille, s'il n'y avait eu d'autres motifs plus sérieux encore à invo- » quer contre la construction par voie d'entreprise aux frais du département et des communes » intéressées.

» D'abord presque toutes ces communes refusent leur concours à la dépense ou n'offrent qu'un » concours dérisoire.

» M. le Préfet est réduit à recourir contre elles à l'imposition forcée de centimes pour les sommes » minimes qu'il propose de mettre à leur charge.

» Plusieurs trouvent le pont sans utilité pour elles, d'autres le trouvent plus spécialement utile » à Bauvin. Toutes, sauf Bauvin, demandent un pont péager.

» Bauvin lui-même qui, dans l'état des choses, accorde au fermier du bac actuel la jouissance » de 3 à 4 hectares de terres pour que la population de la commune jouisse du passage gratuit, » ne veut s'imposer qu'un sacrifice de 4,000 fr. pour la construction du pont qu'il réclame seul.

» Cependant cette construction l'exonérerait d'une charge équivalente à 3 ou 400 fr. annuelle- » ment, en le remettant en possession de la terre donnée en jouissance au concessionnaire du bac, » et le capital de 12 à 16,000 fr. que représente cette terre redeviendrait par là disponible pour » la commune.

» En portant, comme le propose M. le Préfet, la subvention du département à 12,000 fr., » c'est-à-dire aux trois quarts de la dépense à faire, on acquerrait pour la commune de Bauvin » le terrain nécessaire pour les abords et pour l'assiette du pont; en d'autres termes on donnerait » à Bauvin une valeur de 1,360 fr. qui devrait incomber à la commune seule, aux termes de la loi » et de vos décisions constantes. On réduirait à 2,640 fr. le contingent de 4,000 fr. qu'elle consent » à offrir dans la dépense.

» Mais ce n'est pas tout.

» Une fois le pont construit, qui le manœuvrerait ? Qui le conserverait ?

» Qui paierait le préposé, qui le logerait ?

» Qui réparerait ce pont, qui l'entretiendrait, qui le reconstruirait au besoin?

» Évidemment ce serait le département du Nord pour la forte part, peut-être pour le tout.

» Aucune raison spéciale et concluante n'est fournie par le rapport de M. le Préfet à l'appui de

» la préférence qu'il donne au mode par lui proposé. Il se borne à dire que le pont à péage offre » moins de facilité pour la circulation et l'agriculture, et que le Conseil général a recommandé » l'exécution d'un pont à passage gratuit.

» MM. les ingénieurs, de leur côté, se bornent à exprimer l'étonnement qu'en présence de l'offre » d'une subvention de 10,000 fr., les communes restent indifférentes ou hostiles, et ils en concluent » que le département doit augmenter la somme de son sacrifice.

» Votre cinquième bureau a tiré de tous ces faits la conclusion contraire.

» M. le Préfet dit dans son rapport qu'un soumissionnaire s'est présenté, qui a offert de cons- » truire le pont moyennant une concession péagère de 40 ans, aux conditions du devis et du » cahier des charges joints au dossier.

» Une adjudication eut sans doute amené un rabais.

» N'en fût-il rien, ce mode, moins onéreux, plus commode que le bac actuel, donnera dans un » temps limité le pont à la commune et à la ligne vicinale qu'il doit compléter. »

» Les fonds du département sont ménagés par ce système, que l'habitude du bac à péage rend » d'une application facile, et l'on atteint ce résultat souverainement équitable, à savoir : que le » département du Pas-de-Calais, à qui le pont profite autant qu'au Nord et que nous ne pouvons » contraindre à concourir à la dépense de la construction; que les communes intéressées qui ré- » pugnent à des avances d'argent et demandent un pont péager; que Bauvin lui-même, si peu » large dans ses offres de concours, contribueront dans la plus équitable des proportions, celle de » l'usage réel de ce moyen de communication, à l'établissement du pont demandé. »

Votre cinquième bureau, Messieurs, vous propose d'adopter un arrêté dans ce sens.

Chemins N.os 12 et 37.

(Voir le rapport du Préfet, page 106.)

« Les modifications proposées au classement des chemins N.os 12 et 37 n'ont pas un caractère » d'utilité suffisant pour contrebalancer les désavantages d'une perturbation dans la numérotation » des chemins classés et dans les rapports des communes appelées à contribuer à l'entretien de ces » chemins.

» Votre cinquième bureau pense donc, Messieurs, qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la pro- » position de M. le Préfet, tant que l'adoption du classement du chemin N.o 12 comme route » départementale n'aura pas modifié l'état actuel des choses.

Chemins N.os 50, 53 et 54.

(Voir le rapport du Préfet, page 106.)

Chemins pour le classement desquels il y a instance ou instruction.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Chemin de Wormhoudt à Zeggers-Cappel.

(Voir le rapport du Préfet, page 107.)

Les choses sont encore moins avancées pour ce chemin que le rapport de M. le Préfet ne porterait à le croire. L'instruction est incomplète, beaucoup de communes refusent leur concours, ou n'en offrent qu'un insuffisant.

Votre cinquième bureau pense que l'ajournement doit être adopté et craint qu'il n'en soit ainsi pour longtemps.

Prolongement jusqu'à la frontière du chemin N.o 3, d'Hondschoote à Watten.

(Voir le rapport du Préfet, page 107.)

Il s'agit, en effet, d'un bien faible parcours, et le chemin dont le classement est sollicité par la ville d'Hondschoote et l'arrondissement de Dunkerque, n'est pas évidemment une partie intégrante

de celui d'Hondschoote à Watten; mais c'est le complément de la communication entre Furnes et Hondschoote, et il y a dans cette circonstance un caractère de grande vicinalité qu'on ne peut méconnaître.

Peut-être serait-ce une raison pour M. le Préfet de le proposer et au Conseil général de l'admettre à la faveur du classement complémentaire demandé, si la ville d'Hondschoote s'offrait régulièrement à construire cette lacune dans les meilleures conditions des voies de grande communication.

Votre cinquième bureau vous propose de vous prononcer dans ce sens.

Chemins de Coppeaux, Fort au Grand-Millebrugghe, du pont de Petite-Synthe au Grand-Millebrugghe, d'Herzeele à Steenvoorde et de Béthune à Estaires.

(Voir le rapport du Préfet, pages 107 et 108.)

Chemin de Caëstre à Vieux-Berquin.

(Voir le rapport du Préfet, page 108.)

Ce classement présente quelques objections au point de vue général, sous le rapport de la situation financière de l'arrondissement d'Hazebrouck et au point de vue spécial du chemin en lui-même.

Hazebrouck excède sa part dans le fonds subventionnel de 171,000 fr.

M le Préfet propose d'y classer deux chemins.

Ce n'est pas une raison suffisante pour repousser ce classement, si ces chemins présentent un inconstestable caractère de grande vicinalité, et s'il y a urgence réelle à les classer.

C'est une raison cependant pour y regarder de plus près.

La simple inspection de la carte démontre que le chemin rectiligne dont le classement est demandé, a le caractère le plus large et le plus grandiose de tous ceux classés jusqu'à ce jour dans l'arrondissement d'Hazebrouck.

C'est évidemmeut une partie de l'ancienne voie romaine qui unissait Arras, Béthune, Merville, et Steenvoorde entre eux et avec le littoral de la Manche.

Mais si de ces hauteurs spéculatives nous retombons dans la simple réalité, nous trouvons que le point où l'on se propose d'ouvrir le chemin demandé, est sillonné en tous sens de chemins de grande communication; chemin N.° 33 d'Hazebrouck à Merris; chemin N.° 38 de Bailleul à Estaires par Steenwerck; chemin N.° 23 de Bailleul à Estaires et Merville et se bifurquant à Vieux-Berquin; enfin, chemin N.° 40 de Neuf-Berquin à Haverskerque. De telle sorte qu'il reste à peine place sur ce point favorisé à la vicinalité ordinaire.

Il y avait donc, Messieurs, des raisons qui ne sont pas dénuées de force à opposer à celles données par M. le Préfet à l'appui de la proposition du classement immédiat.

Mais votre cinquième bureau a été impressionné par la hauteur des sacrifices que se sont imposés les localités et la compagnie du Nord, et il s'est dit que les votes de 12,000 fr. pour Vieux-Berquin, et de 9,000 pour Caëstre, répondaient à un besoin de communication fortement senti.

Sans doute vous partagerez cet avis.

Toutefois, votre cinquième bureau croit devoir vous faire observer que le contingent des communes dans la dépense qui leur incombe n'est pas complet.

Il s'en faut de 1,754 fr. 66 cent., que M. le Préfet se propose d'imposer d'office aux communes.

Il convient d'ajouter que votre cinquième bureau n'est pas d'avis de comprendre, parmi les communes intéressées à la construction et à l'entretien du chemin de Caëstre à Vieux-Berquin, les communes de Méteren et Merris, qui n'y ont évidemment aucun intérêt.

Le nombre des communes que M. le Préfet pourra frapper d'une imposition extraordinaire se réduit donc à deux, Estaires et Merville.

Si M. le Préfet prend l'engagement de compléter par une cotisation forcée de ces deux villes, qui ont formellement refusé leur concours, la somme nécessaire pour la dépense de construction, votre cinquième bureau est d'avis de vous proposer le classement du chemin de Caëstre à Vieux-Berquin sous le N.°

Chemin de l'Hazewinde à Steenvoorde.

(Voir le rapport du Préfet, page **109**.)

Votre cinquième bureau ajoute à ces considérations, qu'il serait plus convenable peut-être de continuer dans la direction de Steenvoorde le chemin que vous venez de classer, en suivant la voie romaine de Vieux-Berquin à Caëstre. Cette voie se prolonge, en effet, en ligne directe sur Steenvoorde et Hondschoote par Oost-Cappel, et en l'adoptant vous éviteriez probablement dans l'avenir la demande d'un second chemin. Quand celui de l'Hazewinde à Steenvoorde serait construit, Hazebrouck, d'un autre côté, serait convenablement desservi sans rencontrer l'obstacle du Mont-de-Cassel.

Vous croirez sans doute, avec votre cinquième bureau, devoir recommander ces considérations à M. le Préfet et aux Conseils locaux.

Chemin de Cassel à Watten.

(Voir le rapport du Préfet, p. **109.**)

Chemin d'Armentières à La Bassée.

(Voir le rapport du Préfet, pages **109** et **110**.)

Votre cinquième bureau, Messieurs, vous propose d'adopter la proposition de M. le Préfet, et de sanctionner le projet d'arrêté qui classe le chemin d'Armentières à La Bassée, sous la condition expresse, ainsi que vous l'avez précédemment décidé pour le chemin de Caëstre à Vieux-Berquin, que le contingent des communes sera probablement complété par des votes ou des impositions en règle.

Chemin d'Aubers à Estaires.

(Voir le rapport du Préfet, p. **110.**)

Chemin d'Haubourdin à Seclin.

(Voir le rapport du Préfet, page **111**.)

Le Conseil général voudra sans doute insister auprès de M. le Préfet pour qu'il avise le plus promptement possible à couvrir le déficit des contingents communaux, soit par des souscriptions ou des impositions d'office, soit par des économies sur les devis, qui doivent être, dans tous les cas, restreintes dans les limites prescrites par des arrêtés.

Votre cinquième bureau vous propose d'adopter une résolution dans ce sens.

Prolongement du chemin N.° 14, d'Armentières à Ypres.

(Voyez le rapport du Préfet, p. **111.**)

L'attention de votre cinquième bureau a aussi été appelée par plusieurs de ses membres et par le maire de Verlinghem, sur un projet de chemin de grande communication se dirigeant de *l'Agripin*, point de la route de Lille à Quesnoy-sur-Deûle, vers Pérenchies et la station voisine du chemin de fer.

Ce tracé, qui dessert plusieurs communes et qui unit, par la voie la plus courte, Quesnoy à la route de Lille à Armentières, et par Lomme au chemin N.° **7**, de Lomme à Fournes, a un caractère prononcé de grande vicinalité. Il est incontestablement préférable à un tracé irrégulier qui serpente à travers les terres, en passant par les lieux dits la Croix-au-Bois et la Prévôté, sans rencontrer ni desservir aucune commune.

Le Conseil général partagera sans doute l'opinion unanime de son cinquième bureau sur l'opportunité de l'étude de ce tracé et engagera M. le Préfet à faire instruire l'affaire dans l'intervalle des sessions, pour qu'elle se présente régulièrement à celle de **1851**.

Dans l'état des choses, la partie du chemin entre Verlinghem et l'Agripin, qui a seule été

étudiée, était considérée comme débouché, et il y avait des offres de cette commune seulement. Il reste à compléter cette étude entre Verlinghem et Lomme et à provoquer les avis des Conseils municipaux et d'arrondissement, ainsi que les cotisations communales. Le Conseil ne peut rien décider avant ce travail et la proposition de M. le Préfet.

Prolongement, jusqu'à Busigny, du chemin N.° 15, d'Esnes à Maretz.

(V. le rapport, p. **111**.)

Votre cinquième bureau respecte les motifs sérieux allégués par M. le Préfet pour ajourner le classement de ce chemin; toutefois, il ne peut s'empêcher d'exprimer à ce sujet quelques regrets. Il s'agit, en effet, d'une lacune de quatre kilomètres seulement, qui compléterait la communication directe entre Cambrai, Bohain et Saint-Quentin. La dépense de ce chemin est peu considérable, et si M. le Préfet a pris l'engagement, en demandant le classement des chemins de Caëstre à Vieux-Berquin, d'Armentières à La Bassée, et même de ceux qu'il propose ci-après dans l'arrondissement de Cambrai, de compléter le déficit des cotisations locales par des centimes imposés d'office, il est évident qu'il eût pu prendre la même mesure, à plus forte raison, en ce qui concerne le complément du chemin d'Esnes à Maretz. Le déficit pour cette ligne n'est, en effet, que de **395** fr., et huit communes sont intéressées à sa construction. Un de nos collègues a même pris, en présence de votre cinquième bureau, et renouvellerait sans doute en bonne forme l'engagement personnel de couvrir ce déficit.

Il ne faut par perdre de vue, d'ailleurs, que, dans la session de **1849**, vous aviez cru devoir aller au-devant de la proposition du classement de cette lacune, pour répondre à une sorte d'incitation du rapport de M. le Préfet d'alors. Il y avait donc une sorte d'engagement réciproque qu'il est regrettable de voir ajourner encore; ce regret s'accroît de cette considération, que les communes perçoivent déjà depuis plusieurs années les impositions qu'elles ont été autorisées à frapper sur leurs habitants, dans l'intérêt du classement depuis longtemps promis, tandis que des lignes nouvelles sont classées, dont les fonds ne sont même pas complétement assurés.....

Votre cinquième bureau vous propose, Messieurs, de prier M. le Préfet de prendre toutes ces circonstances en sérieuse considération par une délibération ultérieure.

Chemin de Caudry à Aubencheul.

(Voyez le rapport du Préfet, p. **111**, **112** et **113**.)

Même en laissant de côté le fait de l'allocation à l'arrondissement de Cambrai, déjà en avance de **55** à **60,000** fr. sur le fonds commun, de trois nouveaux chemins dont la construction coûtera au département **220,000** fr. pour sa part, il y aurait quelques observations à présenter sur les considérations et les calculs développés dans le rapport de M. le Préfet, à l'appui de sa proposition de classement du chemin de Caudry à Aubencheul-au-Bois.

Les évaluations des travaux exécutés par les communes n'ont peut-être pas la rigoureuse exactitude que le Conseil général a prescrite en ces matières; peut-être aussi n'a-t-il pas été tenu suffisamment compte des règles sévères imposées comme le préalable indispensable de tous les classements dans lesquels on prend pour comptant des portions de chaussées pavées ou empierrées.

Mais d'une part, en appliquant à la voie à classer la règle absolue que s'est imposée le Conseil général, de restreindre dans la limite de trois mètres, qui ne peut jamais être excédée, la largeur des chaussées pavées ou empierrées, une notable économie sera atteinte sur les devis basés sur une largeur de **4** mètres, et les contingents des communes se trouveront portés à une somme suffisante pour couvrir la moitié qui leur incombe dans cette dépense réduite.

D'un autre côté, en priant M. le Préfet de soumettre à un examen rigoureux les vérifications prescrites par vos arrêtés du **4** décembre **1848** (page **314** du recueil des procès-verbaux), les irrégularités qui pourraient avoir échappé à l'œil de l'administration disparaîtront complétement.

Sous le bénéfice de ces observations, votre cinquième bureau n'hésite pas à vous proposer d'adopter le projet d'arrêté ci-après, qui classe comme chemin de grande communication la voie éminemment utile de Caudry à Aubencheul - au - Bois, laquelle fait suite au chemin N.° **16**, de Solesmes à Caudry et se prolonge jusqu'à la route nationale N.° **44**, en perçant toute une contrée longtemps dépourvue de moyens réguliers et solides de communication avec les grands marches et avec les centres de production des combustibles et des engrais.

Chemin de Marquette à Neuville-Saint-Remi.

(V. le rapport du Préfet, p. 113, 114 et 115.)

Le Conseil général, dans la vue de ménager les ressources du fonds commun et d'étendre à un plus grand nombre de lignes le bienfait des voies de grande communication, s'est imposé la règle, dont il ne s'est jamais départi, de ne pas excéder la largeur de trois mètres dans l'établissement des chaussées, soit en empierrement, soit en pavé.

Il s'est également prononcé en faveur de l'empierrement, toutes les fois que les conditions locales permettent de recourir à ce mode d'établissement des chaussées.

Votre cinquième bureau vous propose de continuer au chemin de Marquette à Neuville l'application de la première de ces règles, *qui ne pourrait souffrir d'exception que dans la traversée de certaines communes où les chaussées existeraient, ou dans de courts trajets où, à cause d'une circulation extraordinaire, les localités auraient ajouté, à leurs frais, à la largeur de la voie pavée ou macadamisée.*

Quant à l'application du mode infiniment moins coûteux de l'empierrement, il regrette qu'en présence des devis arrêtés, de l'avis unanime des localités et de la proposition de M. le Préfet, il ne lui soit pas possible de lui donner la préférence.

Dans l'hypothèse d'un pavé de trois mètres de largeur, le devis s'élèvera à 220,000 fr. seulement.

En défalquant de cette somme les 11,876 fr. d'indemnité pour terrains à acquérir, il restera à la charge du département une somme de 204,062 fr. pour sa moitié.

La part des communes se trouvera, indemnités comprises, réduite au chiffre de 115,938 fr., qui sera amplement couverte et même excédée par les votes des communes et les offres particulières.

Votre cinquième bureau s'est trouvé unanime, en présence de cet état de choses, pour vous proposer le classement immédiat du chemin de grande communication de Marquette à Neuville-Saint-Remi, d'autant plus qu'une partie de cette voie utile dessert des intérêts considérables de l'arrondissement de Valenciennes, l'un des moins favorisés jusqu'ici dans la répartition des chemins classés.

Quant à la rectification du tracé dans l'intérieur de la commune de Bantigny, votre cinquième bureau vous propose de prier M. le Préfet d'examiner attentivement si elle est plus favorable aux intérêts locaux, sans nuire à la bonne direction du parcours au point de vue général, et si elle n'est pas de nature à réduire le chiffre de la subvention votée par Bantigny de façon à rendre incomplet le contingent des communes. Dans cette double hypothèse, M. le Préfet pourrait autoriser cette modification, dont la dépense sera toute entière à la charge des contingents communaux, pour ce qui excèdera celle du tracé ici adopté.

Chemin de Cambrai à Metz-en-Couture et Friez.

(Voir le rapport du Préfet pages 115, 116 et 117.)

Il s'est produit dans votre cinquième bureau, à propos de ce chemin, des observations sérieuses qui ont donné lieu à des débats fort vifs.

La direction adoptée par Proville et Noyelles a été combattue comme devant occasionner un excédant de dépenses considérable, tout en allongeant le parcours et en le détournant de la voie directe vers Marcoing et le point d'arrivée de Metz-en-Couture.

Suivant les adversaires du tracé proposé, Proville et Noyelles sont deux villages dont la population réunie ne s'élève pas à plus de 1,000 habitants. Encore en faut-il distraire la partie de Proville qui fait suite au faubourg de Paris, à Cambrai, laquelle a demandé l'adoption du tracé direct partant de l'extrémité de ce faubourg en droite ligne sur Marcoing.

Ces populations ne peuvent pas entrer en balance avec Marcoing qui compte 1,700 habitants, qui est chef-lieu de canton et qui est appuyée par Ribecourt, Trescaut et Metz-en-Couture, intéressés à se relier à Cambrai par la voie la plus courte et la moins accidentée.

Quant aux intérêts des trois ou quatre grandes usines de Proville et de Noyelles, ils sont suffisamment desservis par le chemin vicinal ordinaire qui les relie à Cambrai, chemin qui est en partie pavé et en partie empierré. Le classement de cette portion de chemin n'aurait d'autre résultat que de grever le département d'une dépense considérable pour la reconstruction des chaussées dans des proportions plus larges et d'une forte part dans l'entretien, à la décharge des propriétaires de ces riches établissements.

Le chemin par Proville et Noyelles présente entre cette dernière commune et Marcoing, des accidents de terrain qui nécessiteraient des travaux d'art considérables. Il est d'un parcours sinueux et difficile, et il présente une infériorité incontestable si on le compare au tracé par le chemin direct de Marcoing vers l'extrémité du faubourg de Paris, ancienne route royale établie sur un fonds solide et dans de larges proportions.

Le chemin par Proville et Noyelles, au lieu de se diriger par l'agglomération de Marcoing, passe en dehors de cette commune et prive tout l'intérieur de l'avantage d'un parcours dont il jouit de temps immémorial, à travers des rues parfaitement pavées aux frais de la localité et par deux ponts solides qui n'ont pas coûté moins de 44,000 fr. à Marcoing.

La dépense à faire pour le chemin de cette dernière commune vers le faubourg de Paris serait minime. Le chemin à empierrer n'a pas 5 kilomètres de parcours, et sa construction ne coûterait que de 12 à 16,000 francs. L'entretien serait également peu de chose, car le faubourg de Paris est traversé dans la longueur de 2 kilomètres par la route nationale qui constituerait la tête de la ligne. Quant aux ponts de Marcoing ils sont d'une construction parfaite et son pavé dans l'intérieur de la commune est très-bien exécuté.

Enfin les cotisations locales sont assurées par le vote de 4,500 fr. par Marcoing et par des souscriptions particulières.

A ces raisons puissantes les partisans du tracé proposé par M. le Préfet objectent le peu d'excédant de parcours de leur chemin, la grande importance des établissements de Proville et de Noyelles, les sacrifices considérables qu'ils se sont imposés pour établir des chemins, tandis que Marcoing s'obstinait à rester enfoncé dans son impasse marécageuse; le classement anciennement proposé dans cette direction et non prononcé par le refus de concours de Marcoing; la facilité du trajet, l'adhésion de Ribécourt et l'assentiment presque unanime du syndicat qui ont cru préférable de desservir deux communes de plus au prix d'un surcroît de dépense après tout peu considérable.

Il était difficile de concilier ces deux prétentions rivales, et votre cinquième bureau a regretté que l'instruction complète de l'affaire n'eût pas précédé la proposition du classement.

Il lui manquait d'ailleurs des éléments essentiels de comparaison, car le trajet du faubourg de Paris à Marcoing n'a pas été étudié, l'état des ponts et des pavés intérieurs de cette commune n'était constaté par aucun rapport d'ingénieur.

D'un autre côté il lui a paru tout-à-fait irrégulier d'admettre, pour la part contributive de Noyelles et de Proville dans la dépense à faire, le chiffre des dépenses employées depuis plusieurs années par ces communes à la construction et à l'entretien de parties de chaussées, dont le remaniement, le redressement et l'élargissement étaient évalués à plus de 25,000 fr. dans les devis des ingénieurs.

Il a semblé à votre cinquième bureau que, tout au plus, ces travaux eussent pu être comptés pour leur valeur actuelle, strictement constatée par M. l'ingénieur de l'arrondissement chargé du service des chemins de grande communication.

Enfin une dernière et grave irrégularité l'a frappé.

Les évaluations de terrains à acquérir pour la confection du chemin à classer ne s'élèvent pas à moins de 14,587 fr. 10 cent., dont plus de 8,000 fr. sur Proville et Noyelles.

Or, en admettant pour la part du contingent de ces deux communes dans la dépense de construction des chemins, les parties établies par elles et évaluées à 58,000 fr., c'eût été le fonds subventionnel du département seul qui eût payé l'indemnité de ces terrains, ce qui est contraire à tous les principes et à vos précédentes résolutions. Le bureau persiste dans ces résolutions comme dans celle de ne pas exonérer les communes de la charge qui leur incombe de payer exclusivement le prix des terrains à acquérir pour élargissement des chemins, par le motif que ces chemins auraient été autrefois classés puis déclassés.

Votre cinquième bureau ne pouvait pas prononcer le classement de ce chemin en présence de toutes ces irrégularités et de toutes ces incertitudes.

Il a unanimement partagé l'opinion de M. le Préfet, sur l'importance et l'opportunité du classement proposé, mais tout en se prononçant dans ce sens, il vous propose, Messieurs, de décider que l'étude des difficultés que nous venons d'analyser sera faite par les soins de M. le Préfet, d'ici à la session prochaine; que M. le Préfet sera prié de constituer le syndicat de manière à représenter équitablement tous les intérêts engagés dans la question et que le résultat des enquêtes, les plans et devis, l'avis des ingénieurs et des Conseils locaux seront mis sous vos yeux pour que vous puissiez vous déterminer, en prononçant le classement, dans votre prochaine session, sur la préfé-

rence à donner au tracé qui réunira les conditions les plus favorables au point de vue de l'utilité générale d'une grande ligne de communication vers Saint-Quentin et à celui de la sage économie de deniers départementaux.

Chemin de Saint-Vaast à la Guisotte.

(Voir le rapport du Préfet, page **117**.)

Bien que le chemin de Saint-Vaast à la Guisotte ait une utilité relative, incontestable, il est évident qu'en présence de celui de Caudry à Solesmes et de celui de Solesmes à Cambrai, son importance est très-secondaire. Le refus de concours de la plupart des communes le prouve de reste.

Peut-être, lorsque la situation de l'arrondissement de Cambrai, à l'égard du fonds commun, rentrera dans des limites plus proportionnelles, sera-t-il possible de s'occuper de cette ligne, qui serait à notre avis plus utilement et plus économiquement dirigée sur le bois de Clermont, entre Viesly et Béthencourt, à la rencontre du chemin N.° **16**, de Solesmes à Caudry.

Il est superflu d'ajouter que votre cinquième bureau, en présence de l'énorme déficit de **20,255** fr. dans les cotisations communales, insisterait pour une chaussée macadamisée de **3** mètres de largeur, maximum de dimension adopté par vos décisions.

Quoiqu'il en soit, l'arrondissement de Cambrai excédant, en l'état des choses, de près de **300,000** fr. sa part afférente dans le fonds commun, y compris bien entendu la dépense du chemin de Caudry à Metz-en-Couture, il n'y a pas à songer à lui accorder de nouveaux classements. Ce serait s'écarter des règles équitables que s'est imposées le Conseil général, de façon à ne pouvoir jamais se rapprocher de la proportionnalité, base de toutes vos résolutions en matière de classement et de vote de centimes pour les chemins de grande communication.

Chemin d'Arras à Saint-Quentin.

(Voir le rapport du Préfet, page **118**.)

Il résulte de l'exposé de M. le Préfet que cette affaire n'est pas instruite à l'égard du Pas-de-Calais et que les contingents offerts par les communes sont insuffisants.

S'il en était autrement, nos relations de bon voisinage avec le département du Pas-de-Calais et l'importance de cette ligne pourraient déterminer le Conseil général à accorder le classement des lacunes qui interrompent, sur le Nord, la dernière partie du tracé jusqu'à la rencontre de la route nationale N.° **17**, à Gouzeaucourt.

Dans l'état des choses il ne peut y avoir lieu qu'à un ajournement.

Chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage.

(Voir le rapport du Préfet, page **119**.)

Le chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage donne lieu à plusieurs observations que votre cinquième bureau vous prie de soumettre au jugement équitable et bienveillant de M. le Préfet.

Ce chemin a été proposé pour le classement comme route départementale sous les anciens Conseils.

Il a toujours été placé en première ligne parmi ceux à exécuter dans l'arrondissement d'Avesnes.

En **1842**, l'étude faite par M. l'ingénieur Bollaert conduisait ce chemin par Eppe-Sauvage jusqu'à la route départementale N.° **6**, près de Macon (Belgique) par Moustiers et Baives, ouvrant à la vie agricole, industrielle et commerciale, tout un pays déshérité, où jusqu'aux noms mêmes des communes témoignent du long délaissement dont elles sont victimes depuis des siècles.

En **1845**, les contingents des communes atteignirent presque leur part dans la dépense du devis de M. Bollaert, qui était de **166,000** fr. environ, et que le Conseil général eut désiré voir réduire encore par des appréciations plus rigoureuses.

En **1847**, ces contingents étaient complétés.

Mais à cette époque se produisit devant le Conseil général un nouveau projet dont les localités ne soupçonnaient pas l'existence et sur lequel elles n'avaient pas été consultées. Ce projet, dressé par un jeune ingénieur récemment arrivé dans l'arrondissement, substituait au chiffre de **166,000** fr., un devis de **185,000** fr., tout en retranchant du chemin à construire le tronçon entre Eppe-Sauvage et Macon. Cette substitution imprévue et inexplicable ne permettait pas aux communes de

Baives et de Moustiers, laissées en dehors du parcours, de continuer leurs subsides considérables. Il y avait en outre insuffisance de souscriptions puisqu'on n'avait jamais eu en vue qu'une dépense de 166,000 fr. quand les votes avaient été provoqués.

Dans cet état des choses, le Conseil général, qui n'avait plus sous les yeux que le projet de 185,000 fr. et à qui rien ne faisait connaître le malentendu qu'il occasionnait ne put qu'ajourner le classement du chemin d'Avesnes vers Liessies et Eppe-Sauvage, malgré les instantes demandes de l'arrondissement et la préférence que lui donnaient les ingénieurs.

Les plaintes sur ces fâcheux incidents formulées par plusieurs de nos collègues de cet arrondissement, en 1848 et 1849, se sont renouvelées plus vives cette année, en présence surtout d'une allocation de 14,000 fr. proposée pour le chemin de débouché d'Eppe-Sauvage vers Trélon, à travers les bois, et du projet annoncé de faire descendre au rang des chemins de débouché celui d'Avesnes à Eppe-Sauvage, en l'arrêtant à Willies.

Il serait temps de faire un effort pour mettre fin à ce malentendu et pour rendre au chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage, son caractère primitif, toute son utilité et ses chances de succès en le poussant jusqu'à la route départementale N.° 6.

Il suffirait pour atteindre ce but, de retrouver et de reproduire le projet et les devis dressés par M. l'ingénieur Bollaërt en 1842, et de provoquer sur ce projet les offres des communes et les souscriptions particulières, avec plus de soin que la chose n'a été faite jusqu'ici. Pour la plupart ce ne serait que la confirmation des votes antérieurs. Ces documents vous seraient soumis dans votre prochaine session et satisfaction pourrait être donnée à de nombreuses communes, et aux vœux réitérés de l'arrondissement d'Avesnes qui a ce chemin bien autrement à cœur que certains de ceux dont l'exécution a été hâtée malgré son opposition et au préjudice de plus utiles en 1847.

Votre cinquième bureau vous propose d'insister vivement dans ce sens auprès de M. le Préfet.

Depuis que ces conclusions ont été arrêtées, la recherche et la reproduction du projet de M. Bollaërt a été demandée à M. le Sous-Préfet d'Avesnes, dans les archives duquel on pensait que ce projet était resté.

M. le Sous-Préfet a répondu qu'il n'en avait trouvé aucune trace dans ses cartons ni dans ceux des ingénieurs.

En cet état des choses, votre cinquième bureau a cru que c'était le cas de provoquer une nouvelle étude, dirigée économiquement et avec le moins de développement possible des travaux d'élargissement de la route.

Chemin d'Etrœungt à Fourmies et Anor.

(Voir le rapport du Préfet, page 119.)

En présence des propositions de M. le Préfet dans l'arrondissement de Cambrai, dont le déficit excèdera 300,000 francs, et du classement de deux chemins dans l'arrondissement d'Hazebrouck, qui est en avance sur sa part afférente dans le fonds commun de plus de 171,000 fr., la résolution manifestée par M. le Préfet relativement aux chemins à classer dans l'arrondissement d'Avesnes a paru rigoureuse à votre cinquième bureau.

Il a pensé que les communes s'étant empressées de voter les sommes qu'on leur avait demandées en vertu de vos délibérations précédentes, notamment de celles de 1846 et 1848, et le département de l'Aisne ayant, de son côté, assuré l'exécution de la traversée de l'enclave de Recquignies, il y aurait convenance à reclasser le tronçon d'Anor à Etrœungt qui, classé en 1837, comme partie intégrante du chemin N.° 52 avait été déclassé en 1841, à cause du retard des communes à compléter leur part de la dépense.

La dépense au compte du département n'excèderait pas 57,473 fr., et si M. le Préfet réduit à 3,650 fr. la subvention de 14,000 fr. qu'il se proposait d'allouer au chemin de débouché de Trélon à Eppe-Sauvage, il ne resterait qu'une charge totale de 47,000 fr. environ divisible en trois années, soit 15,600 fr. par an.

Le Conseil ayant dû ajourner le classement du chemin de Cambrai à Metz-en-Couture, dont la dépense à la charge du département entrait pour 62,000 fr. dans les prévisions de l'emploi du fonds commun, les moyens financiers sont assurés sans crainte de gêner le service des chemins.

Le Conseil et M. le Préfet encore plus, reconnaîtront l'exactitude de cet exposé et la facilité comme l'opportunité de ce classement quand ils considèreront que le restant disponible sur le fonds commun, après toutes les prévisions de 1851 acquittées, sera encore de plus de 70,000 fr. en

caisse et de 38,864 dûs par le département pour emprunt fait à ce service au profit de celui de l'instruction primaire en 1840.

Si donc M. le Préfet jugeait à propos de déroger à la rigueur de l'exclusion prononcée pour cette année et dans des circonstances différentes, contre les chemins de l'arrondissement d'Avesnes, votre cinquième bureau, trouvant l'affaire en état, vous prierait de sanctionner la proposition du reclassement du chemin d'Etrœung à Fourmies et Anor.

Chemin de Maubeuge à Erquelines.

(Voir le rapport du Préfet, page 120.)

En prenant acte des promesses de M. le Préfet pour le prochain classement de ce chemin, votre cinquième bureau vous prie d'insister auprès de ce magistrat pour que l'étude de la modification du tracé, dont parle le rapport, soit faite le plus promptement possible afin que l'affaire puisse vous être régulièrement présentée à votre prochaine session. L'exécution, du chemin de fer de Charleroy à Maubeuge, qui ne peut tarder, lui donne un véritable caractère d'urgence.

Chemin de La Capelle à Trélon.

(Voir le rapport du Préfet, page 121.)

Ce chemin est utile et opportun, et il est à espérer que l'état du fonds subventionnel en ce qui concerne l'arrondissement d'Avesnes permettra de n'en pas trop différer le classement et l'exécution.

Chemin N.° 20, de Solre à Rond-Buisson. — Projet d'embranchement sur Hirson.

(Voir le rapport du Préfet, page 121.)

Chemin de Prisches au Nouvion.

Depuis plusieurs années, le département de l'Aisne a classé, sous le N.° 32, et complètement empierré, un chemin de grande communication qui, du Nouvion, se dirige vers la commune de Prisches, canton de Landrecies. Pour relier ce chemin à celui que le département du Nord a classé, sous le même numéro 32, il ne reste qu'une lacune de 3,280 mètres, qu'on peut réduire à 2,680, en empruntant une partie du parcours du chemin vicinal N.° 5, de Prisches à Beaurepaire, laquelle partie réunit, dès à présent, toutes les conditions d'un chemin de grande communication. La commune de Prisches offre son concours, (indépendamment des acquisitions de terrains qu'elle prend à sa charge), pour une somme de 6,815 fr., composée de 5,000 fr. votés le 17 août 1850 par le Conseil municipal, et de 1,815 fr. produit d'une souscription ouverte parmi les habitants. Cette somme de 6,815 fr. surpasse les deux cinquièmes de la dépense évaluée provisoirement par la commune à 17,037 fr. 50 cent., et à laquelle d'autres communes pourraient encore être appelées à concourir. C'est dans cet état de choses, que la commune de Prisches a prié M. le préfet de faire faire l'étude définitive de l'empierrement de cette lacune de 2,680 mètres.

Votre cinquième bureau reconnaît que cet empierrement augmenterait d'une manière notable l'importance et l'utilité de nos chemins de grande communication N.os 32 et 43 (de Landrecies à Etrœungt et de Landrecies à Solesmes), et il vous propose d'appuyer auprès de M. le Préfet le vœu de la commune de Prisches.

Chemin N.° 47, d'Auberchicourt à Bugnicourt. — Prolongement.

(Voir le rapport du Préfet, page 121.)

Chemin N.° 50, de Fresnes à Quaroube. — Prolongement jusqu'à Jenlain.

(Voir le rapport du Préfet, page 122.)

Il est à regretter qu'en présence de la position avantageuse de Valenciennes à l'égard du fonds

commun, le défaut de subventions locales paralyse, quant à présent, l'achèvement du chemin de grande communication N.° 50 et ne permette pas au bon vouloir de M. le Préfet de le pousser jusqu'à Jenlain.

Nous ferons remarquer, en passant, qu'en évaluant à la moitié de la dépense de construction de cette lacune dans toute sa longueur, la part des localités, le rapport ne tient pas compte de la partie qui parcourt le territoire de Jenlain et qui, étant sur l'arrondissement d'Avesnes, reçoit sur la subvention départementale les deux tiers et non la moitié de cette dépense.

Nous ajouterons que le chiffre de la contribution des communes intéressées à la construction de ce chemin s'élève à 94,300 fr. au moins, de telle sorte qu'en défalquant la différence pour l'arrondissement d'Avesnes et l'offre de Rombies, et en provoquant quelques souscriptions particulières des établissements houillers et des localités les plus intéressées, il serait facile d'arriver à obtenir par l'imposition de trois centimes et des prestations en nature la somme suffisante pour compléter le contingent des localités.

Votre cinquième bureau vous propose de recommander ces considérations à toute l'attention de M. le Préfet.

(Suivre le rapport du Préfet, page 122, jusqu'à la fin de la page 124.)

Votre cinquième bureau, Messieurs, ne peut que vous engager à remercier M. le Préfet de la sagesse du vœu qu'il développe dans ce passage de son rapport et de la convenance des mesures qu'il propose.

Vous avez vu, par les conclusions que nous vous avons soumises, à propos des classements, que, tout en ne contrariant pas les vues de l'administrateur distingué du département sur la répartition de ces classements, votre cinquième bureau y eût désiré quelques modifications autorisées par l'ajournement d'un des chemins proposés dans l'arrondissement de Cambrai.

Si M. le Préfet ne croit pas devoir y adhérer, quant à présent, nous le regretterons, d'autant plus qu'il y aura des fonds sans emploi; mais nous avons l'espoir que nos observations seront prises en considération pour les classements à proposer en 1850. Il ne serait pas juste que toute la partie disponible du fond subventionnel fût porté sur deux arrondissements seulement, quand il y a des besoins partout et des projets instruits sur plusieurs points du département qui présentent un incontestable caractère d'utilité. Les rapports de M. l'ingénieur en chef sont sur ce point d'accord avec nous. L'équité de M. le Préfet ira, nous n'en doutons pas, au-devant des intentions et des engagements du Conseil général à cet égard.

Les tableaux divers que M. le Préfet a fait mettre sous les yeux du Conseil général, et dont les uns sont l'exécution directe de la loi, dont les autres sont des relevés comparatifs propres à éclairer le Conseil sur la comptabilité des chemins, sur la situation respective des arrondissements, sur les besoins ultérieurs de la grande vicinalité et sur l'avenir de notre immense réseau de voies secondaires, laissaient peu de chose à désirer et méritent l'expression de la gratitude du Conseil général. Nous adresserons aussi des éloges sans restriction au rapport si consciencieux et si heureusement developpé de M. l'ingénieur en chef, ainsi qu'aux recherches intelligentes qu'il a résumées dans les cinq tableaux y annexés. L'administration et le Conseil général sont heureux de trouver de pareils guides pour leurs travaux.

Vous puiserez, Messieurs, dans ces documents, dont vous ordonnerez sans doute l'impression avec celle de ce rapport, la conviction que le vote des cinq centimes pour les besoins spéciaux de la grande vicinalité est parfaitement justifié. Votre cinquième bureau a l'honneur de vous proposer des arrêtés dans ce sens.

M. l'ingénieur en chef semble prévoir, dans un avenir assez rapproché, la convenance de réduire le concours du département dans les frais d'entretien des chemins de grande communication, pour faciliter de nouveaux classements lorsque nous aurons porté à 694 kilomètres le développement nouveau de notre réseau de grande vicinalité.

Votre cinquième bureau pense qu'il y aurait lieu d'examiner sérieusement cette proposition, en présence des besoins satisfaits par les classements qui atteindraient ce chiffre, lequel excède toutes les demandes prévues; en présence aussi de la nécessité d'un entretien complet des chemins exécutés, sur lequel insiste M. l'ingénieur en chef lui-même, lorsqu'il combat l'attribution du service de la grande vicinalité aux agents-voyers. Le Conseil général s'associera sans doute d'autant plus volontiers à ces observations, qu'il sait la pénurie des ressources de nos communes rurales, qu'il prévoit les dégradations nouvelles auxquelles un roulage sans entraves exposera peut-être nos chemins dans un avenir prochain, et qu'il ne voudra pas voir périr, faute d'un entretien qui excèderait les ressources des communes, des voies de communication créées au prix de tant de sacri-

fices. L'exemple de la ville de Lannoy restera devant ses yeux et cet utile avertissement ne sera pas perdu pour l'avenir.

M. le Préfet partage l'avis de M. l'ingénieur en chef pour le maintien du service de nos chemins de grande communication entre les mains de MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées.

Les raisons données à l'appui de cette opinion ont paru quant à présent, et pour longtemps encore elles vous paraîtront, comme à votre cinquième bureau, tout à fait concluantes.

Régularité, sûreté, intelligence, surveillance, tout se trouve réuni dans ce corps hiérarchiquement constitué et complètement dans la main de l'autorité administrative.

Nous devons dire que la modération consciencieuse de l'honorable chef de ce service, qui réduit au minimum possible, les traitements de ses collègues et le sien est de nature à réaliser pour le département une économie assez notable. Le service corrélatif d'agents-voyers qu'il faudrait instituer pour remplacer MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées, si vous les priviez de la direction de notre grande vicinalité, coûterait au moins aussi cher, et cependant, tout en rendant justice aux bonnes qualités de la plupart de nos agents-voyers, on est forcé de convenir qu'ils sont loin d'offrir les mêmes garanties de capacité et de bon service que les ingénieurs.

Que serait-ce s'il fallait accroître le personnel de ces agents en raison d'un surcroît de service?

Votre cinquième bureau demeure convaincu que MM. les ingénieurs apporteront toujours dans leurs rapports avec les syndicats, le concours affable qu'on peut attendre d'hommes distingués, dans leur contact avec des citoyens zélés pour le bien public et qui y donnent leur coucours gratuit. La récente réorganisation des syndicats et la modification heureuse de leurs attributions dont nous avons à remercier M. le Préfet, ajoutent à nos garanties à cet égard.

D'un autre côté, M. l'ingénieur en chef et les collègues distingués qu'il dirige, ne s'arrêteront certainement pas dans la voie des économies à réaliser dans l'entretien des chemins de grande communication. Il y a encore de grands progrès à faire sur ce point, notamment en ce qui concerne les chaussées empierrées. Nous appelons surtout l'attention de M. le Préfet et de MM. les ingénieurs sur l'emploi des prestations et des fournitures par les communes en décharge de leur contingent. Il y a là des économies considérables à réaliser et c'est peut-être le seul moyen d'arriver, sans les froisser et même en diminuant leurs charges, à la réduction modérée du concours départemental.

Chemin N.° 29, d'Hellesmes à Bouchain par Denain.

Vous avez émis l'avis dans votre dernière session que ce chemin de grande communication dans la traverse de Denain, soit entretenu dans toute sa largeur, à cause du prodigieux mouvement de circulation qui écrase cette partie du pavé vicinal.

Des doutes s'étaient élevés à cet égard dans l'esprit de M. l'ingénieur en chef. Vous croirez sans doute indispensable de les lever par un arrêté spécial.

Un de nos honorables collègues a prié le cinquième bureau d'appeler l'attention sérieuse de M. le Préfet, sur le refus fait par plusieurs sections de watteringues, de contribuer désormais à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication, entretien auquel elles avaient été appelées par décision du Conseil général.

Ce refus peut d'autant moins se justifier, qu'avant la loi de 1836, l'entretien de la plupart des chemins, classés depuis de grande communication, incombait en totalité ou pour la plus forte part, aux watteringues seules, qui les avaient construits. — Si la loi de 1836 n'avait point été rendue, les watteringues, à l'heure qu'il est, supporteraient encore la totalité des frais d'entretien. Quand les administrations ont construit des chemins empierrés, sans consulter les communes sur le territoire desquelles ils passaient, elles prenaient par cela même l'engagement de subvenir à leur entretien. Or, quel moment prennent-elles pour se refuser à cet entretien? C'est celui où le département en à pris la moitié à sa charge? Qu'arrive-t-il de ce refus d'entretien, c'est que par exemple, dans le territoire de la quatrième section, les contingents de certaines communes ont été plus que triplés. (Il suffit de comparer les contingents des diverses années.)

C'est là un état de choses, préjudiciable, dangereux, et qu'il est facile à M. le Préfet de faire cesser, c'est lui qui règle les budgets des administrations de watteringues.

(Suivre le rapport du Préfet jusqu'à la fin.)

Votre cinquième bureau vous propose, Messieurs, de remercier M. le Préfet de ses communications et de donner autant que de besoin votre approbation à ses prévisions.

Il pense aussi qu'il y a lieu de persister, quant à présent, dans la proportion du quart de la dé-

pense des chemins de débouché à allouer aux communes sur le fonds spécial de 38,000 fr. destiné à ce service et prélevé sur le fonds commun de la grande vicinalité.

Il croit devoir rappeler au Conseil général en terminant, qu'il est convenable de fixer de nouveau l'attention de M. le Préfet sur les règles posées dans ses arrêtés du 4 décembre 1848, sur les classements et sur divers autres points essentiels à quelques-uns desquels, nous sommes heureux de le reconnaître, M. le Préfet a déjà satisfait.

Quant aux vœux divers des Conseils d'arrondissement pour des chemins nouveaux à étudier, le Conseil général ne peut guère s'en occuper régulièrement que quand M. le Préfet aura cru devoir l'en entretenir. Le Conseil prendra toujours en sérieuse considération ceux de ces projets qui portent un véritable caractère de grande vicinalité et qui sont d'un incontestable intérêt pour les localités, mais il n'entre pas dans les limites de ce rapport d'aborder en détail les vœux simplement exprimés par les Conseils d'arrondissement et sur lesquels M. le Préfet a jugé à propos de garder le silence.

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE DU PRÉFET.

Avaries causées par les inondations.

« Les inondations extraordinaires survenues dans le courant de ce mois ont causé de graves dommages aux voies de communication du pays. Un rapport de M. l'ingénieur en chef du département que j'ai mis sous les yeux du Conseil général fait connaître les effets généraux de la crue dans les principales vallées ainsi que les avaries occasionnées par la violence des eaux.

» Ce fonctionnaire évalue les réparations à faire aux routes à une somme de 50,000 fr., ainsi divisée :

Routes nationales.	20,000
Routes départementales.	30,000

» J'ai prié M. le Ministre des Travaux publics de m'accorder immédiatement des fonds pour remédier aux dommages éprouvés par les premières, et je propose dans un autre rapport au Conseil général les moyens de couvrir la dépense des travaux à faire sur les secondes.

» Plusieurs lignes de grande vicinalité ont également subi d'importantes avaries.

» L'étang de Bohéries sur le chemin N.° 42 de Solre à Jeumont a débordé et détruit la chaussée en y creusant une brêche large et profonde.

» Un ponceau situé sur la partie neuve du chemin N.° 24, de Gussignies à Avesnes, a été détruit par les eaux ;

» Le chemin N.° 32 de Landrecies à Solesmes a été submergé sur beaucoup de points et la chaussée fortement ravinée ;

» Enfin, le pont du déversoir d'Hautmont pour lequel une subvention de 2,000 fr. a été allouée en 1849 sur le fonds des chemins vicinaux, et dont la reconstruction allait être terminée a été emporté par les eaux.

» Les réparations indispensables sont évaluées :

Pour le chemin N.° 42, à.	2,000 fr.
id. 24, à.	1,000
id. 32, à.	2,000
Pour le pont d'Hautmont à.	1,000
Total.	6,000

» D'après les usages suivis en matière de subvention aux chemins de grande communication de l'arrondissement d'Avesnes, cette dépense devrait être supportée pour 2/3 par le département et pour 1/3 par les communes. Mais l'appel à faire aux Conseils municipaux prendrait un temps considérable et les travaux sont urgents, car il importe que les communications interrompues soient immédiatement rétablies.

» Les communes ont, d'ailleurs éprouvé elles-mêmes de grandes pertes, et il convient de leur épargner de nouveaux sacrifices dans ces pénibles circonstances, d'autant mieux que la dépense n'est pas d'une grande importance pour le département.

» Mon intention est donc d'imputer, par exception, sur le fonds subventionnel la somme entière de 6,000 fr. nécessaire aux réparations à faire aux chemins N.os 24, 32 et 42 et au pont du déversoir d'Hautmont. Je prie le Conseil général de vouloir bien donner son adhésion à cette mesure. »

Votre cinquième bureau, Messieurs, vous propose de vous associer à la proposition de M. le Préfet motivée par une circonstance exceptionnelle et par un désastre public. Il vous soumet sur ce point un projet d'arrêté que, sans doute, vous vous empresserez d'adopter.

Arrêté.

» Le Conseil général, vu le rapport présenté au nom du cinquième bureau, et les propositions de M. le Préfet, arrête ce qui suit :

» 1.° La partie du chemin de grande communication N.° 2, de Bergues à Saint-Omer, comprise entre Bergues et le cabaret du Sprewkot, par Bierne, Steene et Crochte est déclassée.

» En remplacement de cette partie du tracé actuel, le Conseil général, sur l'avis des Conseils municipaux et du Conseil d'arrondissement de Dunkerque, classe pour faire dorénavant partie intégrante de cette ligne, le chemin de Bergues à Bissezeele par Klephock et Socx.

» Seront désormais appelées à concourir à l'entretien du chemin suivant le nouveau tracé, les communes de Bergues, Socx, Quaëdypre, Bissezeele, Rubrouck, Volkerinckhove, Lederzeele, Zeggers-Cappel, Broxeele et Saint-Momelin.

» 2.° Pour compléter dans le département du Nord, les chemins de grande communication N.os 39 et 41 et les unir au chemin de grande vicinalité N.° 30 dans le département du Pas-de-Calais, il sera, ainsi que le propose M. le Préfet, construit un pont sur la Deûle à Bauvin et la petite lacune au-delà de la Deûle sera achevée.

» La construction du pont aura lieu au moyen d'une concession péagère, suivant les plans et devis des ingénieurs, et dans les termes et conditions du cahier des charges à dresser par M. le Préfet.

» Le Conseil général s'en remet à l'expérience de M. le Préfet pour la garantie des intérêts des populations, de l'agriculture et du commerce, et pour le maintien des exemptions d'utilité publique stipulées dans le bail du péagiste du bac actuel.

» 3.° Sur l'avis des communes intéressées et des Conseils d'arrondissement, et conformément à la proposition amendée de M. le Préfet, le Conseil général indique comme devant prendre part à l'entretien du chemin de grande communication ci-après, les communes dont les noms suivent.

» A, chemin N.° 50 de Fresnes à Quaroube :

» Les communes de Fresnes, Vicq, Onnaing et Quaroube.

» B, Au chemin N.° 53, de Courchelettes :

» Les communes de Douai, Lambres et Courchelettes.

» C, le chemin N.° 54 d'Etrœungt au Nouvion :

» Les communes d'Etrœungt, Floyon, Beaurepaire, Cartignies, Boulogne, Larouillies et Avesnes.

» 4.° Le chemin complétant sur le territoire du département du Nord, le chemin de grande communication N.° 20 du Pas-de-Calais, de la frontière de ce département à Estaires, est classé de grande communication, sous le N.° 56.

» Interviendront dans les dépenses d'entretien de ce chemin, les communes de La Gorgue, Estaires et Merville.

» 5.° Le chemin qui, partant de Caëstre sur la route nationale N.° 46, se dirigera sur Strazèele et Vieux-Berquin, est classé de grande communication

» Ce classement est subordonné toutefois à la justification complète des contingents des communes, pour atteindre le chiffre de la moitié de la dépense de construction et couvrir l'intégralité du prix des acquisitions de terrains.

» Sont déclarées intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin, les communes de Caëstre, Vieux-Berquin, Strazèele, Flêtre, Neuf-Berquin, Pradelles, Estaires et Merville.

» 6.° Sous la condition expresse que le contingent des communes dans la dépense de construction sera préalablement complété et régulièrement assuré par des votes des impositions en bonne forme et non conditionnelle.

» Le chemin de grande communication d'Armentières à La Bassée, par Fromelles et Herlies est classé de grande communication.

» Les communes d'Armentières, La Chapelle, Erquinghem-sur-la-Lys, Frelinghien, Houplines, Aubers, Fromelles, Herlies, Illies, Marquillies, Wicres, Sainghin-en-Weppes, Fournes, Salomé et La Bassée, sont déclarées intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin.

» 7.° Le Conseil général, sous les conditions et réserves qui suivent, classe comme chemin de grande communication, le chemin de Caudry à Aubencheul par Ligny, Caullery, Selvigny, Walincourt, Malincourt, Villers-Outréaux, jusqu'à la route nationale N.° 44.

» Ce classement est accordé sous la condition expresse que la chaussée sera macadamisée dans toute sa longueur, sauf les parties déjà pavées et la traversée des communes; que la chaussée n'y excèdera sur aucun point la largeur de trois mètres; que partout où une largeur plus grande existera et partout où il conviendrait aux communes de créer à leurs frais un supplément de largeur, l'entretien de cet excédant incombera aux localités seulement sans que les fonds départementaux puissent jamais y contribuer en rien.

» Enfin, que M. le Préfet tiendra la main à ce que les dispositions des arrêtés du Conseil général, à la date du 4 décembre 1848, relatives aux travaux présentés par les communes en décharge de leurs cotisations, soient préalablement appliquées aux parties du chemin de Caudry à Aubencheul-au-Bois, exécutées par lesdites communes.

» Le Conseil général indique comme intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin les communes de Caudry, Ligny, Selvigny, Caullery, Walincourt, Malincourt et Villers-Outréaux.

» M. le Préfet voudra bien aviser, d'accord avec son collègue du Pas-de-Calais, à ce que la commune d'Aubenchel-au-Bois soit appelée à fournir sa part de cette dépense.

» 8.° Le chemin de Marquette à Neuville-Saint-Remy, ayant son point de départ à la route nationale N.° 43, et se dirigeant par Wasnes-au-Bac, Bantigny et Tilloy, est classé de grande communication.

» Les devis seront réduits en raison d'une largeur maximum de 3 mètres de chaussée pavée, sans addition d'empierrements latéraux.

» La dépense supplémentaire de la rectification du tracé dans la traversée de Bantigny, si M. le Préfet l'adopte, sera exclusivement supportée par les cotisations communales.

» Sont déclarées intéressées à la construction et à l'entretien de ce chemin, les communes de Cambrai, Neuville-Saint-Remy, Hem-Lenglet, Cuvillers, Blécourt, Paillencourt, Abancourt, Bantigny, Tilloy, Etrun, Morenchies, Marcq, Marquette, Wasnes-au-Bac et Wavrechain-sous-Faulx.

» 9.° Le Conseil général vote, pour l'exercice 1851, les 5 centimes spéciaux destinés au service des chemins de grande communication.

» Le Conseil général ordonne,

» 10.° L'impression des tableaux récapitulatifs et comparatifs annexés au rapport de M. le Préfet, celle des cinq tableaux dressés par M. l'ingénieur en chef sur les longueurs des chemins exécutés, les dépenses à faire pour constructions, les résultats de l'application du fonds commun, la répartition des longueurs et des crédits d'entretien par arrondissement, et les réductions successives du taux de cet entretien, enfin celle du rapport même de M. l'ingénieur en chef, pour ne faire qu'un seul corps avec celle du rapport sur les chemins de grande communication.

» 11.° Le Conseil rappelle à l'attention bienveillante de M. le Préfet, ses délibérations du 4 décembre 1848 et les règles qu'elles posent.

» 12.° Le pavé faisant partie du chemin de grande communication N.° 29, dans toute la traversée du territoire de Denain, sera réparé et entretenu dans la largeur qui lui a été donnée lors de sa construction, aux frais de la commune et du département.

» 13.° M. le Préfet est autorisé à imputer intégralement sur le fonds commun départemental du chemin de grande communication, la somme de 6,000 fr. nécessaire pour la réparation des dégâts causés aux chemins N.° 24, 32 et 42 et au pont d'Hautmont, par les crues d'eaux extraordinaires et les débordements des rivières de l'arrondissement d'Avesnes dans le courant du mois d'août dernier.

» 14.° M. l'ingénieur en chef est prié de ne permettre la présentation et M. le Préfet, de n'autoriser l'exécution d'aucun projet d'élargissement de la chaussée des chemins classés, soit en pavés, soit en empierrements, au-delà de la limite extrême de trois mètres de largeur adoptée par le Conseil.

» 15.° M. le Préfet est prié de faire établir dans l'intervalle des sessions, le projet de chemin d'A-

vesnes à Eppe-Sauvage, dirigé par Moustiers et Baives, jusqu'à la route départementale N.° 6, ainsi que l'avait étudié en 1842, M. l'ingénieur Bollaert.

» Le Conseil général prie M. le Préfet, de prescrire à M. l'ingénieur chargé de cette nouvelle étude, de se renfermer dans l'économie la plus stricte sans nuire à la solidité de la voie, et de donner aux élargissements et rectifications qui nécessitent des acquisitions de terrains, le moins de développement possible.

» M. le Préfet voudra bien aussi charger M. l'ingénieur d'évaluer les travaux exécutés dans cette direction par les communes, pour que le chiffre de ces travaux vienne en déduction du contingent des localités dans la dépense.

» 16.° Le Conseil général autorise M. le Préfet à remplacer par une rétribution fixe les remises proportionnelles de MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées sur les dépenses de construction et d'entretien des chemins de grande communication du département du Nord.

» Il fixe ainsi qu'il suit les traitements de MM. les ingénieurs et les indemnités aux agents secondaires attachés au service des chemins de grande communication.

Traitements des ingénieurs et indemnités.	16,000 fr.
Moitié à la charge du fonds subventionnel.	8,000

» 17.° Le Conseil général fixe à 36,000 fr. à la charge du fonds commun les traitements des agents-voyers.

« Et à 38,000 fr. les subventions à la petite vicinalité.

Réclamation de la ville de Lannoy.

» La ville de Lannoy demande pour la seconde fois au département de lui venir en aide sur le fonds commun des centimes destinés aux chemins de grande communication.

» M. le Préfet propose de lui accorder, en cinq années, un secours de 18,915 fr. 50 c.

» Voici le résumé des faits.

» En 1830, ou 1831, la ville de Lannoy désirant se relier par un pavé vicinal à la ville de Roubaix, sa puissante voisine, s'entendit avec M. Brame, entrepreneur, pour la construction de ce pavé. Rien ne nous renseigne sur les conditions de l'affaire.

» Le marché où l'adjudication ne sont pas sous nos yeux.

» La distance qui sépare Lannoy du territoire de Roubaix est, assure-t-on, de 4 kilomètres. L'inspection de la carte porterait à réduire cette distance de plus d'un tiers.

» Admettons 4 kilomètres.

» L'entreprise eut lieu au prix de 80,000 fr.

» Il est indubitable qu'avant d'autoriser cette construction et l'engagement de la ville de Lannoy, l'administration départementale s'était assurée de l'existence des voies et moyens.

» On peut affirmer le contraire; il est impossible de l'admettre.

» Il paraît néanmoins que l'entrepreneur n'avait pas une foi entière dans la solvabilité de la commune débitrice, car il stipula, assure-t-on, dans son marché, qu'à défaut de paiement, il pourrait démonter et reprendre son pavé.

» Cette étrange condition fut acceptée par Lannoy.

» Il nous répugne de croire qu'elle reçut la sanction du Préfet d'alors.

» Pour aider la ville de Lannoy dans son entreprise, le département lui accorda une subvention de 10,000 fr., la ville de Roubaix qui profite de ce pavé autant que Lannoy vint généreusement à son aide pour 25,000 fr., divisés en 17 ou 18 annuités, soit environ 1,300 fr. par an.

» Il resta donc 45,000 fr. à la charge de Lannoy.

» En 1837, les villes de Lannoy et de Roubaix et le Conseil d'arrondissement de Lille, demandèrent le classement du chemin de Roubaix à Lannoy comme chemin de grande communication, et ce chemin devint partie intégrante de celui N.° 12, de Roubaix Tournay et Mouchin.

» Confondu dans l'ensemble de la ligne, le chemin de Lannoy à Roubaix ne fut de la part du rapporteur d'alors, notre regrettable collègue Delesalle-Desmedt, en qui les intérêts de Roubaix et de toute cette contrée trouvaient un défenseur si habile et si puissant dans le Conseil général, ne fut, dis-je, l'objet d'aucune réserve, d'aucune réclamation pour le prix de construction de ce chemin.

» Au contraire, pour mettre le pavé en état, le fonds commun dut intervenir dans une dépense de 20,000 fr. proposée pour l'élargissement de la chaussée de Lannoy à Roubaix.

» Ni la ville de Lannoy, ni le Conseil d'arrondissement de Lille ne firent entendre aucune plainte de cette décision qui avait été sollicitée en leur nom s'ils ne l'avaient sollicité eux-mêmes comme la chose est plus probable.

» La ville de Lannoy était exonérée d'une très-forte partie d'un lourd entretien. Tel avait été son but en faisant classer son chemin, et vous jugerez s'il fut atteint.

» L'entretien d'un pavé aussi fatigué que le pavé vicinal de Lannoy à Roubaix, dans ses conditions de largeur et de parcours (254 colliers par jour), ne peut être évalué d'après les données des ingénieurs, à moins de 400 fr. par kilomètre et par année. C'était donc pour Lannoy une charge annuelle de 12 à 1,600 fr. Grâce au classement, la part contributive de Lannoy à cet entretien est réduite à 35 francs par an.

» On comprend que Lannoy, pour atteindre un pareil résultat, ait donné son chemin sans marchander.

» Toujours est-il qu'il fut classé comme tant d'autres chemins le furent alors, parce qu'il était exécuté.

» Une partie de ceux de Lille, presque tous ceux de Dunkerque sont dans le même cas et ont été classés avec le même abandon, sans répétition aucune.

» Jamais il n'est venu dans la pensée des arrondissements et des communes qui cédèrent ces lignes, de se prétendre créancières du département d'une partie du prix des chemins ainsi classés, exécutés cependant à leurs frais.

» Le Conseil ne perdra pas de vue d'ailleurs que le chemin fut pris pour ce qu'il était et non pour ce qu'il avait coûté dans les incroyables conditions de sa construction.

» On sait quels mécomptes tous ces chemins ont donnés, quand il a fallu les approprier au service de la grande vicinalité.

» Quel fut le mode adopté par Lannoy pour se libérer de 1831 à 1844? Nous l'ignorons.

» Toujours est-il qu'en 1844, cette ville présenta au Conseil général, par l'intermédiaire du Préfet d'alors, la demande d'un subside de 40,000 fr. sur le fonds des chemins de grande communication.

» Malgré les 10,000 fr. du département et les 25,000 de Roubaix, Lannoy devait alors environ 75,000 fr. sur le prix principal de 80,000 à l'entrepreneur du pavé.

» Ce simple énoncé prouverait que l'incurie, pour ne pas dire le désordre, avait présidé à l'administration de Lannoy, que cette commune perdant de vue ses engagements n'avait pas assuré l'amortissement de sa dette par des allocations régulières dans la limite de ses ressources. De là, l'accumulation de forts intérêts qui avaient fini par accroître le capital de la dette et par absorber une partie même du premier secours du département.

» Le Conseil général avait à opposer et il opposa alors à la demande de la ville de Lannoy et de M. le Préfet les puissants moyens de fait et de droit qui ne permettaient pas de l'accueillir.

» La dette de Lannoy était une dette communale, complétement étrangère au fonds commun des chemins.

» Le chemin avait était classé sous stipulation de concours à l'obligation contractée par Lannoy envers M. Brame. Il avait été présenté et accepté comme chemin fait et libéré.

» Après une consécration de cet état des choses pendant 7 années, il était impossible de faire d'une portion quelconque de l'engagement de Lannoy envers son créancier, une dépense régulière de construction de chemin. La loi de 1836, l'expresse spécialité des cinq centimes départementaux, le respect des conventions ne permettaient pas une pareille transaction.

» Quant au prétendu devoir du département de venir en aide à des communes que le vice de leur administration mettrait dans l'impossibité de payer leurs dettes, ce serait simplement le renversement de tous les principes et de toutes les règles d'une bonne administration, la source de désordres incalculables.

» Malgré toutes ces raisons décisives, le Conseil général, sur le rapport de son bureau des travaux publics qui s'était abouché avec M. le Préfet et M. le Maire de Lannoy, s'écarta, en faveur de cette ville, de la rigueur des principes et ferma les yeux sur les irrégularités et les fautes du passé.

» Il s'assura que moyennant une allocation de 20,000 fr. à titre de secours, la ville de Lannoy pourrait faire face au surplus de sa dette.

» En effet, pour obtenir ce sacrifice du département, le créancier de Lannoy, dont la créance était fort aventurée, consentit une remise sur la somme restant due et réduisit l'intérêt ultérieur à 3 °/₀ par année.

» Le capital étant ainsi ramené à 70,000 fr., les 20,000 fr. du département le réduisirent à 50,000 et l'administration de Lannoy, comme M. le Préfet d'alors, assurèrent qu'une convention avec M. Brame permettait à la commune débitrice de s'acquitter en un certain nombre d'annuités que ses ressources régulières devaient couvrir.

» Le vote du Conseil général qui accordait à la commune de Lannoy le secours de 20,000 francs, sanctionna énergiquement ces faits qui avaient déterminé l'assemblée à se départir des règles et du droit en faveur de cette ville.

» Il y fut dit que la décision bienveillante du Conseil ne pourrait jamais être invoquée comme un précédent, qu'elle n'était rendue qu'à cette condition expresse, et que la ville de Lannoy en l'acceptant prenait l'engagement de ne jamais renouveler aucune autre demande pour pareil motif, de même que le Conseil général déclarait qu'il repousserait rigoureusement toute requête de ce genre.

Cependant, trois ans après, en 1846, et sous un nouveau Préfet, la ville de Lannoy renouvela sa demande. L'administrateur du département proposa, malgré les conventions et les décisions si formelles de 1844, d'allouer à Lannoy une seconde subvention de 20,000 fr. Cette proposition, qui trouva des appuis dans le sein du Conseil, donna lieu à des débats extrêmement vifs et finit par être repoussée, malgré les efforts du Préfet d'alors, qui n'avait pas été témoin et partie dans les débats de 1844.

L'administration du département est passée en d'autres mains; le souvenir des sessions de 1844 et 1846 s'est effacé, et voici venir encore la même prétention de la ville de Lannoy, appuyée chaudement, comme toujours, par le Conseil d'arrondissement de Lille.

M. le Préfet a cédé à ces instances infatigables, devant lesquelles nous serions nous-mêmes impuissants à nous défendre, s'il s'agissait d'un appel à nos sentiments personnels et non d'un intérêt et d'un devoir publics.

Vous conviendra-t-il, Messieurs, de vous déjuger?

Êtes-vous ou non un corps sérieux?

Les faits, d'ailleurs, sont-ils changés depuis 1846, et serait-il vrai qu'un devoir absolu vous fût imposé de venir en aide à la commune de Lannoy, malgré les engagements solennels de cette dernière et vos propres résolutions, mûries et réitérées?

Vous admettrez sans doute, avec votre cinquième bureau et avec la ville de Lannoy elle-même, qu'en droit vous ne devez rien.

Reste la nécessité.

Lannoy ne peut-il faire face à sa dette par ses ressources?

Vous allez en juger.

La ville de Lannoy, qui demandait, en 1846, un nouveau secours de 20,000 fr., a payé, à l'aide de la subvention de Roubaix, jusqu'en 1848, les annuités en capital et intérêts auxquelles elle s'était obligée envers l'entrepreneur. Évidemment alors elle demandait sans besoin.

Elle redevait, à cette date, 35,000 fr. en principal.

En mai 1849 et 1850 elle n'a payé que 2,000 fr,

Sa dette est donc réduite, intérêts compris, à la date du premier mai 1850, à 32,950 fr. Tout cela est établi par les calculs que produit Lannoy et par le rapport de M. le Préfet.

Examinons si la situation de Lannoy, qu'on dit si désespérée, la met en effet dans l'impossibilité d'amortir cette dette.

Les ressources que la ville de Lannoy peut consacrer à s'acquitter sont:

1.° L'imposition extraordinaire de 20 centimes qui, sur un chiffre d'impôt de 6,743 fr., donne, par année, une somme de. 1,348 60

2.° Un excédant de recette sur les dépenses ordinaires du service communal, ci. 2,200 »

Total par an. 3,548 60

En supposant ce chiffre de 3,300 fr. seulement, pour laisser une certaine marge, la dette de Lannoy, divisée en annuités, peut s'acquitter en moins de douze années.

Est-ce là une position désespérée?

On ne nous contestera ni le chiffre de 2,200 fr., c'est le rapport de M. le Préfet qui le donne, ni celui de 1,348 fr. 60 c., c'est le résultat d'un impôt constaté.

Dira-t-on que vingt centimes sont une charge intolérable?

On méconnaîtrait ce fait, qu'une foule de communes en France, mieux administrées que ne le fut Lannoy et n'ayant pas de fautes à racheter, sont grevées bien au-delà de cette quantité de centimes extraordinaires.

On oublierait que le dégrèvement général de 17 centimes 6 dixièmes, dont Lannoy profitera cette année, comme tous les contribuables, lui rendra ce fardeau temporaire insensible.

Quant aux 2,200 fr. d'excédant des recettes sur les dépenses ordinaires, leur destination au

paiement de la dette est un acte de la plus vulgaire bonne foi, et Lannoy, nous en sommes certains, ne prétendra pas le contraire. Heureux ceux qui paient avec leur superflu !

Votre cinquième bureau est convaincu que l'entrepreneur du pavé de Lannoy, dont la position de fortune et le caractère généreux sont connus, n'hésitera pas à diviser sa dette en annuités de 3,000 fr., pour faciliter la libération de Lannoy.

Avec un amortissement de 3,300 fr., nul doute non plus que cette ville ne puisse emprunter aux caisses publiques une somme de 32 à 33,000 fr., pour se libérer.

L'intervention du département n'est pas nécessaire pour atteindre ce but.

Dans ces circonstances et par ces considérations, votre cinquième bureau est d'avis, Messieurs, qu'il y a lieu, pour le Conseil général, de persister dans ses précédentes résolutions et de rejeter la demande de la ville de Lannoy.

Il vous propose de vous prononcer en ce sens, en priant M. le Préfet de vouloir bien transmettre à la ville de Lannoy l'intention du Conseil général, de repousser dorénavant, par la question préalable, toute demande de ce genre.

COMPTE D'EMPLOI

1.° De la subvention départementale pour les chemins vicinaux en 1849.

2.° De la subvention accordée par l'État au département, en vertu du décret du 22 septembre 1848, pour les chemins vicinaux de grande communication.

CRÉDIT.		589,425 86

Ce crédit se compose, savoir :

SUBVENTION DÉPARTEMENTALE.

1.° Crédits réunis des sous-chapitres XXIV, § 3, et sous-chapitre XXVI du budget.	445,351 48		
2.° Plus-value résultant des recouvrements effectués.	2,490 74		
3.° Reliquat du budget de report.	60,004 54		
	507,846 76	507,846	76
SUBVENTION DE L'ÉTAT.		81,579	10
Somme égale.		589,425	86

INDICATION DES CHEMINS.	DÉPENSES. Construction.	DÉPENSES. Entretien.	TOTAL.
Chemin de grande communication N.° 1, ...	»	5,000 »	5,000 »
— 2.	»	7,500 »	7,500 »
— 3.	»	5,500 »	5,500 »
— 4.	»	1,500 »	1,500 »
— 5. (Reman.t)	1,700 »	2,250 »	3,950 »
— 6.	»	2,100 »	2,100 »
— 7.	»	1,650 »	1,650 »
— 8.	»	4,000 »	4,000 »
— 9.	»	1,750 »	1,750 »
— 10.	»	1,750 »	1,750 »
— 11.	»	8,500 »	8,500 »
— 12.	»	7,000 »	7,000 »
— 13.	»	4,350 »	4,350 »
— 14.	»	1,500 »	1,500 »
— 15.	»	3,000 »	3,000 »
— 16.	»	2,250 »	2,250 »
— 17.	»	5,250 »	5,250 »
— 18.	»	3,000 »	3,000 »
— 19.	»	1,500 »	1,500 »
— 20.	»	5,333 34	5,333 34
— 21.	»	2,500 »	2,500 »
— 22.	»	300 »	300 »
— 23.	»	4,250 »	4,250 »
A reporter.	1,700 »	81,633 34	83,433 34

INDICATION DES CHEMINS.	DÉPENSES. Construction.	DÉPENSES. Entretien.	TOTAL.
Report	1,700 »	81,633 34	83,433 34
Chemin de grande communication N.° 24, de . . .	»	8,800 »	8,800 »
— 25	»	4,250 »	4,250 »
— 26	»	4,300 »	4,300 »
— 27	»	4,266 67	4,266 67
— 28	»	2,333 34	2,333 34
— 29	»	2,000 »	2,000 »
— 30	»	950 »	950 »
— 31	»	9,000 »	9,000 »
— 32	»	6,666 67	6,666 67
— 33	»	2,250 »	2,250 »
— 34	»	1,400 »	1,400 »
— 35	»	5,000 »	5,000 »
— 36	»	4,500 »	4,500 »
— 37	»	85 »	85 »
— 38	»	4,250 »	4,250 »
— 39	»	2,250 »	2,250 »
— 40	14,000 »	»	14,000 »
— 41	»	2,250 »	2,250 »
— 42	36,216 »	»	36,216 »
— 43	67,000 »	»	67,000 »
— 44	»	»	»
— 45	71,000 »	»	71,000 »
— 46	»	»	»
— 47	4,750 »	»	4,750 »
— 48	»	750 »	750 »
— 49	38,500 »	»	38,500 »
— 50	23,000 »	»	23,000 »
— 51	»	»	»
	256,166 »	147,035 02	403,201 02
Subventions aux communes ci-après, pour construction de débouchés :			
Wicres.	»	2,685 »	
Terdeghem.	»	1,050 »	
Bouvignies.	»	606 92	6,536 51
Obrechies	»	556 49	
Honnechy	»	1,638 10	
Agents-voyers-piqueurs. Traitements et indemnités.			33,844 20
Abonnements aux annales des chemins vicinaux.			180 »
Total.			443,761 73

Le crédit de 1849 étant de.	589,425 86
Les paiements effectués s'élevant à	443,761 73
Excédant.	145,664 13

Fonds subventionnel des chemins vicinaux.

RECETTES.

Les 62 centimes 1/2 votés par le Conseil général, 1837 à 1849 inclusivement, ont produit, savoir :

5 centimes. . . .	1837	352,123	12
5	1838	354,180	82
2	1839	144,469	75
5	1840	362,346	55
5	1841	365,440	96
5	1842	370,025	39
5	1843	375,868	49
5	1844	381,213	95
5	1845	385,708	16
5	1846	387,859	84
5	1847	389,748	10
5	1848	393,491	46
5 1/2	1849	432,740	74
62 1/2 centimes. . . .		4,695,217	33

Il y a lieu pour ordre :

1.° D'ajouter au chiffre des recettes le montant de la subvention fournie par l'État en 1849, en vertu du décret du 22 septembre 1848, ci.	81,579 10	
2.° De retrancher ce qui reste dû pour le service de l'instruction primaire sur l'emprunt de 1840, ci.	38,864 74	
Reste à ajouter.	52,714 36	52,714 36
Crédit collectif.		4,747,931 69

Etat d'emploi de ce fonds jnsqu'à la clôture de l'exercice 1849.

INDICATION DES CHEMINS.	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAL.
Chemin N.° 1.	»	47,250 »	47,250 »
— 2.	»	69,125 »	69,125 »
— 3.	»	53,250 »	53,250 »
— 4.	2,966 91	27,875 »	30,841 91
— 5.	1,700 »	39,916 66	41,616 66
— 6.	»	28,266 66	28,266 66
— 7.	»	17,233 33	17,233 33
— 8.	12,000 »	47,500 »	59,500 »
— 9.	3,000 »	17,833 33	20,833 33
— 10.	7,366 »	13,050 »	20,416 »
— 11.	9,711 82	57,725 »	67,436 82
— 12.	388,843 33	83,350 78	472,194 11
— 13.	117,912 41	34,050 »	151,962 41
— 14.	51,738 34	16,475 »	68,213 34
— 15.	143,176 »	15,629 »	158,805 »
— 16.	102,402 48	12,424 »	114,826 48
A reporter. . . .	840,817 29	580,973 76	1,421,791 05

INDICATION DES CHEMINS	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAL.
Report.	840,817 29	580,973 76	1,421,791 05
Chemin N.° 17.	110,306 55	39,250 »	149,556 55
— 18.	60,734 20	23,300 »	84,038 20
— 19.	4,000 »	13,750 »	17,750 »
— 20.	26,056 65	34,157 28	60,213 93
— 21.	45,215 »	22,350 »	67,565 »
— 22.	15,155 31	3,075 »	18,230 31
— 23.	119,527 16	46,310 »	165,837 16
— 24.	57,184 85	56,762 26	113,947 11
— 25.	98,549 34	24,100 »	122,649 34
— 26.	228,733 14	19,000 »	247,733 14
— 27.	74,185 »	25,720 34	99,905 34
— 28.	29,243 »	18,100 01	47,343 01
— 29.	30,000 »	8,870 »	38,870 »
— 30.	77,144 42	7,750 »	84,894 42
— 31.	112,656 13	48,663 79	161,319 92
— 32.	93,000 »	37,667 34	130,667 34
— 33.	76,801 »	11,650 »	88,451 »
— 34.	41,000 »	8,500 »	49,500 »
— 35.	15,250 »	34,750 »	50,000 »
— 36.	39,610 31	36,750 »	76,360 31
— 37.	10,500 »	885 »	11,385 »
— 38.	126,169 »	6,250 »	132,419 »
— 39.	52,166 »	17,710 »	69,876 »
— 40.	30,000 »	»	30,000 »
— 41.	20,500 »	16,250 »	36,750 »
— 42.	66,216 »	»	66,216 »
— 43.	107,000 »	»	107,000 »
— 44.	32,500 »	»	32,500 »
— 45 de Béthune à Estaires classé depuis route département.	50,000 »	»	50,000 »
— 45.	111,000 »	»	111,000 »
— 46.	34,000 »	»	34,000 »
— 47.	95,750 »	»	95,750 »
— 48.	28,162 16	1,500 »	29,662 16
— 49.	68,500 »	»	68,500 »
— 50.	46,000 »	»	46,000 »
— 51.	»	»	»
	3,073,636 51	1,144,024 78	4,217,661 29
Subventions à la petite vicinalité.	. . . . .	. . . . .	10,976 51
Traitement des agents-voyers-piqueurs, indemnités, etc.	. . . . .	. . . . .	352,586 55
Abonnement aux annales des chemins vicinaux.	. . . . .	. . . . .	1,081 50
Honoraires au sieur Person, avocat à Dunkerque (1839).	. . . . .	. . . . .	65 »
Total des dépenses.	. . . . .	. . . . .	4,582,370 85

Recettes.	4,747,931 69
Dépenses.	4,582,370 85
Excédant.	165,560 84

État comparatif de la situation contributive à la fin de l'exercice 1849, *des sept arrondissements du département dans le fonds subventionnel des chemins de grande communication, relativement aux paiements effectués à la même époque pour le service de construction et d'entretien desdits chemins dans chacun de ces arrondissements.*

Les 62 c. 1/2 votés de 1837 à 1849 inclusivement ont produit une somme de..	4,747,931	56
y compris celle de 81,759 fr. 10 c. accordée par l'État au département, en vertu du décret du 22 septembre 1848, mais aussi déduction faite des 38,864 fr. 74 c. restant dus par le service de l'instruction primaire sur l'emprunt de 1840.		
A déduire le traitement des agents-voyers pendant treize ans, plus, diverses dépenses imputées sur le fonds subventionnel et appliquées principalement au service de la petite vicinalité, ci.	364,709	56
Reste affecté aux travaux.	4,383,222	»

Cette somme, répartie entre les sept arrondissements, dans la proportion des principaux de leurs quatre contributions directes, donne pour chacun d'eux les résultats suivants :

Arrondissement	de Dunkerque.	444,727	»
dito	d'Hazebrouck.	358,504	»
dito	de Lille	1,538,095	»
dito	de Cambrai	526,102	»
dito	d'Avesnes	530,629	»
dito	de Douai.	406,378	»
dito	de Valenciennes	578,787	»
Total égal.		4,383,222	»

Paiements effectués jusqu'à la clôture de l'exercice 1849, *par arrondissement, dans la construction des chemins terminés ou en cours d'exécution, ainsi que pour leur entretien.*

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	Construction.	Entretien.	Total.
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.			
Chemin N.° 1, de Dunkerque à St.-Omer	»	47,250 »	47,250 »
— 2, de Bergues à St.-Omer	»	69,125 »	69,125 »
— 3, d'Hondschoote à Watten.	»	53,250 »	53,250 »
— 4, de Bergues à Furnes	2,966 91	27,875 »	30,841 91
— 11, de Cassel à Gravelines (moitié de l'entretien)	9,711 82	28,862 50	38,574 32
— 17, d'Hondschoote à Wormhoudt . . .	110,306 55	39,250 »	149,556 55
— 44, de Ghyvelde à Hondschoote	32,500 »	»	32,500 »
— 46, de Millam à Lederzeele	34,000 »	»	34,000 »
	189,485 28	265,612 50	455,097 78
Le contingent de l'arrondissement étant de.			444,727 »
L'arrondissement de Dunkerque est en avance de			10,370 78

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	Construction.	Entretien.	Total.
ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.			
Chemin N.° 18, de Cassel à la frontière	60,738 20	23,300 »	84,038 20
— 23, de Bailleul à Estaires	119,527 16	46,310 »	165,837 16
— 33, d'Hazebrouck à Merris	76,801 »	11,650 »	88,451 »
— 38, de Bailleul à Steenwerck	126,169 »	6,250 »	132,419 »
— 11, de Cassel à Gravelines (moitié de l'entretien)	»	28,862 50	28,862 50
— 40, de Neuf-Berquin à Haverskerque	30,000 »	»	30,000 »
	413,235 36	116,372 50	529,607 86
Le contingent de l'arrondissement étant de			358,504 »
L'arrondissement d'Hazebrouck est en avance de			171,103 86
ARRONDISSEMENT DE LILLE.			
Chemin N.° 5, de Lille à Tourcoing	1,700 »	39,916 66	41,616 66
— 6, de Lille à Lannoy	»	28,266 66	28,266 66
— 7, de Lomme à Fournes	»	17,233 33	17,233 33
— 8, de Douai à Seclin (1/2 seulement)	6,000 »	23,750 »	29,750 »
— 9, de Roubaix à la frontière	3,000 »	17,833 33	20,833 33
— 12, de Roubaix à Tourcoing et Saint-Amand (partie de la construction)	318,843 33	83,350 78	402,194 11
— 14, d'Armentières à Ypres	51,738 34	16,475 »	68,213 34
— 19, de Sainghin à Pont-à-Marcq	4,000 »	13,750 »	17,750 »
— 22, d'Englos à Haubourdin	15,155 31	3,075 »	18,230 31
— 30, de Carvin à Orchies	77,144 42	7,750 »	84,894 42
— 36, de Quesnoy-sur-Deûle à Tourcoing	39,610 31	36,750 »	76,360 31
— 37, de Lannoy à Néchin	10,500 »	885 »	11,385 »
— 39, de Seclin à La Bassée	52,166 »	17,710 »	69,876 »
— 41, d'Haubourdin à Carvin	20,500 »	16,250 »	36,750 »
— 45, de La Bassée à Estaires	50,000 »	»	50,000 »
— 48, de Lomme à Loos	28,162 16	1,500 »	29,662 16
	678,519 87	324,495 76	1,003,015 63
Le contingent de l'arrondissement étant de			1,538,095 »
L'arrondissement de Lille possède un reliquat de			535,079 37

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	Construction.	Entretien.	Total.
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI			
Chemin N.° 15, d'Esnes à Maretz.	143,176 »	15,629 »	158,805 »
— 16, de Solesmes à Caudry.	102,402 48	12,424 »	114,826 48
— 26, de Cambrai à Solesmes.	228,733 14	19,000 »	247,733 14
— 31, de Bavai à Solesmes (1/4 seulement)	28,164 03	12,165 94	40,329 97
— 43, de Landrecies à Solesmes (1/2 seulement).	35,666 66	»	35,666 66
— 45, de Denain à Solesmes (1/4 seulement).	27,750 »	»	27,750 »
	565,892 31	59,218 94	625,111 25
Le contingent de l'arrondissement étant de			526,102 »
L'arrondissement de Cambrai est en avance de.			99,009 25
ARRONDISSEMENT D'AVESNES.			
Chemin N.° 20, de Trélon à Rond-Buisson. . . .	26,056 65	34,157 28	60,213 93
— 24, de Gussignies à Avesnes. . . .	57,184 85	56,762 26	113,947 11
— 27, de Maubeuge à Solre	74,185 »	25,720 34	99,905 34
— 28, de Maubeuge à Binch	29,243 »	18,100 01	47,343 01
— 31, de Bavai à Solesmes (3/4 seulement)	84,492 10	36,497 85	120,989 95
— 32, d'Etrœungt à Landrecies. . . .	93,000 »	37,667 34	130,667 34
— 42, de Solre à Jeumont.	66,216 »	»	66,216 »
— 43, de Landrecies à Solesmes (2/3 seulement).	71,333 34	»	71,333 34
	501,710 94	208,905 08	710,616 02
Le contingent de l'arrondissement étant de			530,629 »
L'arrondissement d'Avesnes est en avance de			179,987 02
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.			
Chemin N.° 8, de Douai à Seclin (1/2 seulement).	6,000 »	23,750 »	29,750 »
— 10, de Douai à Bapaume.	7,366 »	13,050 »	20,416 »
— 13, de Valenciennes à Somain. . . .	53,874 08	4,908 34	58,782 42
— 25, d'Arleux à Orchies.	98,549 34	24,100 »	122,649 34
— 34, d'Auberchicourt à Abscon (1/2 de l'entretien).	41,000 »	4,250 »	45,250 »
— 35, de Douai à Saint-Amand.	15,250 »	34,750 »	50,000 »
— 47, d'Auberchicourt à Bugnicourt . .	95,750 »	»	95,750 »
	317,789 42	104,808 34	422,597 76
Le contingent de l'arrondissement étant de			406,378 »
L'arrondissement de Douai est en avance de.			16,219 76

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	Construction.	Entretien.	Total.
ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.			
Chemin N.° 12, de Roubaix à Tournai et Saint-Amand (complément de la subvention)	70,000 »	»	70,000 »
— 13, de Valenciennes à Somain	64,038 33	29,141 66	93,179 99
— 29, d'Hélesmes à Bouchain	30,000 »	8,870 »	38,870 »
— 34, d'Auberchicourt à Abscon (1/2 de l'entretien)	»	4,250 »	4,250 »
— 21, de Saint-Amand à Hélesmes	45,215 »	22,350 »	67,565 »
— 45, de Denain à Solesmes (3/4 seulement)	83,250 »	»	83,250 »
— 49, de Denain à la route N.° 43	68,500 »	»	68,500 »
— 50, de Fresnes à Quaroube	46,000 »	»	46,000 »
	407,003 33	64,611 66	471,614 99
Le contingent de l'arrondissement étant de			578,787 »
L'arrondissement de Valenciennes possède un reliquat de			107,172 01

RÉSUMÉ.

ARRONDISSEMENTS.	Contingents.	Dépenses.	Reliquats.	Déficits.
Dunkerque	444,727 »	455,097 78	»	10,370 78
Hazebrouck	358,504 »	529,607 86	»	171,103 86
Lille	1,538,095 »	1,003,015 63	535,079 37	»
Cambrai	526,102 »	625,111 25	»	99,009 25
Avesnes	530,629 »	710,616 02	»	179,987 02
Douai	406,378 »	422,597 76	»	16,219 76
Valenciennes	578,787 »	471,614 99	107,172 01	»
	4,383,222 »	4,217,661 29	642,251 38	476,690 67

Chemins vicinaux de grande communication. — Subventions.

N.os d'ordre.	DESIGNATION DES CHEMINS.	Montant des subventions.	SOMMES ALLOUÉES en 1848.	SOMMES ALLOUÉES en 1849. — Fonds subventionnel	SOMMES ALLOUÉES en 1849. — Fonds de 6 millions.	SOMMES ALLOUÉES en 1850.	TOTAL des sommes allouées.	Reste dû.	SOMMES A ALLOUER en 1850. — Budget de report.	SOMMES A ALLOUER en 1851 et années suivantes, s'il y a lieu.
20	Solre à Trélon.	56,666	»	»	»	30,000	30,000	26,666	15,000	11,666
31	Bavai à Malplaquet.	25,980	»	»	»	15,000	15,000	10,980	»	10,980
40	Neuf-Berquin à Haverskerque.	30,000	16,000	14,000	»	»	30,000	»	»	»
42	Solre à Jeumont.	83,800	30,000	36,216	8,079	9,505	83,800	»	»	»
43	Landrecies à Solesmes. . . .	156,446	40,000	42,000	25,000	28,479	135,479	20,967	20,967	»
45	Denain à Solesmes.	133,000	40,000	51,000	20,000	22,000	133,000	»	»	»
49	Denain à Mastaing.	76,500	30,000	20,000	18,500	4,000	72,500	4,000	4,000	»
50	Fresne à Quaroube.	46,000	23,000	23,000	»	»	46,000	»	»	»
51	Seclin à Pont-à-Marcq. . . .	34,510	»	»	»	17,000	17,000	17,510	»	17,510
52	Câteau à l'Arbre-de-Guise. .	23,500	»	»	»	23,500	23,500	»	»	»
54	Étrœungt à Nouvion.	30,955	»	»	»	7,000	7,000	23,955	8,000	15,955
55	Bailleul à l'Abeele	70,700	»	»	»	»	»	70,700	30,000	40,700
47	Auberchicourt à Bugnicourt .	4,750	»	»	4,750	»	4,750	»	»	»
5	Lille à Tourcoing.	3,100	»	3,100	»	»	3,100	»	»	»
		775,907	179,000	189,316	76,329	156,484	601,129	174,778	77,967	96,811

ÉTAT

Des cotisations communales qui ont été recouvrées pour la construction et l'entretien des chemins vicinaux de grande communication, depuis 1838, *première année des recouvrements jusques et compris* 1849.

1838.	»	
1839.	96,470	09
1840.	149,079	66
1841.	462,567	98
1842.	447,821	20
1843.	258,422	30
1844.	321,445	35
1845.	220,000	»
1846.	312,400	»
1847.	296,500	»
1848.	280,000	»
1849.	280,000	»
	3,124,706	58

Compte d'emploi de ces fonds jusqu'à la clôture de l'exercice 1849.

INDICATION DES CHEMINS.	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAL.
Chemin N.° 1.	»	44,250 »	44,250 »
— 2.	»	65,025 »	65,025 »
— 3.	2,961 72	50,250 »	53,211 72
— 4.	6,833 09	28,375 »	35,208 09
— 5.	»	42,383 34	42,383 34
— 6.	739 30	30,043 75	30,783 05
— 7.	»	18,066 67	18,066 67
— 8.	33,928 49	32,100 »	66,028 49
— 9.	»	15,666 67	15,666 67
— 10.	8,456 80	10,544 »	19,000 80
— 11.	159,116 50	52,225 »	211,341 50
— 12.	172,885 55	78,805 23	251,690 78
— 13.	91,530 28	32,035 06	123,565 34
— 14.	90,948 93	14,648 60	105,597 53
— 15.	112,281 66	13,209 »	125,490 66
— 16.	80,564 22	10,174 »	90,738 22
A reporter. . . .	760,246 54	537,801 32	1,298,047 86

INDICATION DES CHEMINS.	CONSTRUCTION.	ENTRETIEN.	TOTAL.
Report.	760,246 54	537,801 32	1,298,047 86
Chemin N.° 17.	64,027 25	33,218 44	97,245 69
— 18.	58,573 79	20,300 »	78,873 79
— 19.	11,339 37	13,190 »	24,529 37
— 20.	19,801 29	15,710 96	35,512 25
— 21.	40,184 98	21,350 »	61,534 98
— 22.	17,250 »	2,775 »	20,025 »
— 23.	101,943 70	44,716 12	146,659 82
— 24.	41,872 »	23,381 14	65,253 14
— 25.	92,554 92	20,566 »	113,120 92
— 26.	221,971 88	12,800 »	234,771 88
— 27.	33,094 52	10,726 33	43,820 85
— 28.	19,841 80	7,883 34	27,725 14
— 29.	9,706 14	7,770 »	17,476 14
— 30.	74,200 »	6,800 »	81,000 »
— 31.	60,402 75	19,833 »	80,235 75
— 32.	59,394 87	15,331 41	74,726 28
— 33.	63,851 50	10,350 »	74,201 50
— 34.	33,502 »	7,100 »	40,602 »
— 35.	27,450 »	28,850 »	56,300 »
— 36.	36,943 02	35,350 »	72,293 02
— 37	10,558 30	800 »	11,358 30
— 38.	85,254 09	3,750 »	89,004 09
— 39.	57,491 85	16,111 73	73,603 58
— 40.	18,912 96	»	18,912 96
— 41.	17,537 74	15,650 »	33,187 74
— 42.	8,425 90	»	8,425 90
— 43.	3,064 02	»	3,064 02
— 44.	10,620 94	»	10,620 94
— 45 de La Bassée à Estaires.	25,043 93	»	25,043 93
— 45 de Denain à Solesmes. .	14,714 36	»	14,714 36
— 46.	8,645 29	»	8,645 29
— 47.	48,044 08	»	48,044 08
— 48.	20,578 »	750 »	21,328 »
— 49.	31,342 50	»	31,342 50
— 50.	12,416 66	»	12,416 66
— 51.	20,000 »	»	20,000 »
	2,240,802 94	932,864 79	3,173.667 73

Recettes.	3,124,706 58
Dépenses.	3,173,667 73
Excédant en dépenses.	48,961 05

Cet excédant a été prélevé à titre d'emprunt sur le fonds de six millions créé par le décret du 22 septembre 1848, en faveur des chemins de grande et de petite vicinalité; lequel fonds avait été réuni, conformément aux instructions ministérielles, à celui des cotisations communales particulièrement applicables aux chemins vicinaux de grande communication.

État numérique, par chemin, des subventions imposées aux industriels pour l'entretien des chemins de grande communication, pendant la campagne 1847-1848.

NUMÉRO du chemin.	IMPOSITIONS par chemin.	NUMÉRO du chemin.	IMPOSITIONS par chemin.	NUMÉRO du chemin.	IMPOSITIONS par chemin.	OBSERVATIONS.
		Report.	7,668 95	*Report.*	14,323 45	
1	85 »	20	1,023 84	39	575 »	
2	937 50	21	268 50	40	» »	
3	161 50	22	65 »	41	235 »	
4	» »	23	» »	42	» »	
5	» »	24	989 »	43	» »	
6	501 »	25	476 »	44	» »	
7	96 »	26	188 »	45	» »	
8	3,172 20	27	361 »	46	» »	
9	» »	28	247 89	47	» »	
10	425 »	29	1,564 »	48	» »	
11	» »	30	403 50	49	» »	
12	513 »	31	260 77	50	» »	
13	1,356 »	32	149 »	51	» »	
14	» »	33	» »	52	» »	
15	47 »	34	658 »	53	» »	
16	87 50	35	» »	54	» »	
17	191 25	36	» »	55	» »	
18	96 »	37	» »			
19	» »	38	» »			
A reporter	7,668 95	*A reporter*	14,323 45	TOTAL.	15,133 45	

État numérique, par chemin, des subventions imposées aux industriels, pour l'entretien des chemins de grande communication, pendant la campagne 1848-1849.

NUMÉRO du chemin.	IMPOSITIONS par chemin.	NUMÉRO du chemin.	IMPOSITIONS par chemin.	NUMÉRO du chemin.	IMPOSITIONS par chemin.	OBSERVATIONS.
		Report.	7,501 92	*Report.*	15,391 94	
1	251 53	20	1,062 70	39	200 »	
2	1,745 70	21	389 80	40	» »	
3	134 66	22	91 »	41	100 »	
4	» »	23	» »	42	» »	
5	» »	24	2,010 90	43	» »	
6	» »	25	550 »	44	» »	
7	91 »	26	» »	45	» »	
8	2,000 »	27	761 03	46	» »	
9	» »	28	448 09	47	» »	
10	600 »	29	974 »	48	300 »	
11	» »	30	300 »	49	» »	
12	» »	31	147 »	50	» »	
13	1,450 50	32	155 50	51	» »	
14	» »	33	» »	52	» »	
15	» »	34	1,000 »	53	a »	
16	» »	35	» »	54	» »	
17	797 13	36	» »	55	» »	
18	431 40	37	» »			
19	» »	38	» »			
A reporter	7,501 92	*A reporter*	15,391 94	TOTAL.	15,991 94	

Tableau indiquant le classement des chemins de grande communication dans l'ordre de leur utilité.

N.os des chemins	DÉSIGNATIONS.	Nombre de colliers circulant à			OBSERVATIONS.
		Charge.	Vide.	Total.	
	1. *Chemins desservant une circulation industrielle active.*				
5	De Lille à Tourcoing.	361	163	524	Circulation maximum à Tourcoing, 427 colliers à charge.
49	De Denain à Mastaing.	330	136	466	
9	De Mouveaux à la frontière.	320	139	459	
29	D'Hélesmes à Denain.	239	147	386	
8	De Douai à Seclin.	239	42	281	
26	De Cambrai à Solesmes.	201	122	323	
24	De Gussignies à Avesnes.	193	72	265	
34	D'Auberchicourt à Abscon.	164	159	323	Les voitures circulent généralement à pleine charge.
12	De Roubaix à Saint-Amand et à Tournai.	161	77	238	Entre Roubaix et Lannoy, 322 colliers; —à Sainghin 67 seulement.
13	De Valenciennes à Somain.	153	154	307	
20	De Trélon à Rond-Buisson.	99	34	137	
47	D'Auberchicourt à Bugnicourt. . . .	76	71	147	La circulation commence à peine à s'établir sur ce chemin, il est probable qu'elle deviendra plus active
27	De Maubeuge à Solre.	63	37	100	Il y a doute sur ces résultats qui paraissent beaucoup trop faibles.
	2. *Chemins desservant une circulation industrielle et agricole importantes.*				
6	De Lille à Lannoy.	174	80	254	
30	De Carvin à Orchies.	152	84	236	
28	De Maubeuge à Binch.	118	81	199	
21	De Saint-Amand à Hélesmes.	110	91	201	
10	De Douai à Bapaume.	108	86	194	
41	D'Haubourdin à Carvin.	106	64	170	
39	De Seclin à La Bassée.	92	75	167	
51	De Seclin à Pont-à-Marcq.	»	»	»	Point d'observations.
	3. *Chemin desservant une circulation agricole active.*				
11	De Cassel à Gravelines.	182	122	304	
16	De Solesmes à Caudry.	216	111	327	Ces résultats sont déduits d'un trop petit nombre d'observations et sont vraisemblablement un peu trop élevés.
31	De Bavay à Solesmes.	161	72	233	
1	De Dunkerque à Saint-Omer.	125	52	177	
22	D'Englos à Haubourdin.	123	54	177	
2	De Bergues à Saint-Omer.	118	71	189	
7	De Lomme à Fournes.	118	51	169	
25	D'Arleux à Orchies.	113	95	208	
	4. *Circulation spécialement agricole et peu active.*				
3	D'Hondschoote à Watten.	95	44	139	
35	De Douai à Saint-Amand.	91	73	164	
17	D'Hondschoote à Wormhoudt.	91	39	130	
15	D'Esnes à Maretz.	89	54	143	
18	De Cassel à la frontière.	83	38	111	
33	D'Hazebrouck à Merris.	82	14	96	
32	D'Etrœungt à Landrecies.	77	20	97	
19	De Sainghin à Pont-à-Marcq.	68	39	107	
36	De Quesnoy à Tourcoing.	66	16	82	
23	De Bailleul à Estaires et à Merville. . .	66	17	83	
48	De Lomme à Loos.	50	46	96	
4	De Bergues à Furnes.	»	»	»	Point d'observations.
14	D'Armentières à Ypres.	37	9	46	
40	De Neuf-Berquin à Haverskerque. . . .	35	15	50	
38	De Bailleul à Steenwerck et à Estaires.	31	10	41	
37	De Lannoy à Néchin.	»	»	»	Point d'observations.

CHEMINS VICINAUX DE GRANDE COMMUNICATION.

ÉTAT par ligne de chemin de la situation des communes sous le rapport du paiement de leurs contingents.

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849.		TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
		Construction.	Entretien.				
CHEMIN N.° 1.							
Bourbourg-Ville.			450 »	450 »	450 »	450 »	
Watten.			200 »	200 »	200 »	200 »	
Watteringues (1.re section). .			1,600 »	1,600 »	1,600 »	1,600 »	
Id. (2.e section). . .	4,675 »		2,750 »	2,750 »	7,425 »	2,337 50	5,087 50
	4,675 »		5,000 »	5,000 »	9,675 »	4,587 50	5,087 50
CHEMIN N.° 2.							
Bergues.			450 »	450 »	450 »	450 »	
Zeggers-Cappel.			975 »	975 »	975 »	975 »	
Bollezeele.			1,237 50	1,237 50	1,237 50	1,237 50	
Volkerinckhove.			750 »	750 »	750 »	750 »	
Lederzeele.			975 »	975 »	975 »	975 »	
Saint-Momelin.			37 50	37 50	37 50	37 50	
Watteringues (3.e section). .			2,400 »	2,400 »	2,400 »	2,400 »	
Broxeele.			300 »	300 »	300 »	300 »	
Rubrouck.			375 »	375 »	375 »	375 »	
			7,500 »	7,500 »	7,500 »	7,500 »	
CHEMIN N.° 3.							
Hondschoote.			550 »	550 »	550 »	550 »	
Bergues.	950 »		1,100 »	1,100 »	2,050 »	2,050 »	
Warhem.			880 »	880 »	880 »	880 »	
Watteringues (2.e section.). .	1,401 25		1,622 50	1,622 50	3,023 75		3,023 75
Id. (3.e section). .			1,347 50	1.347 50	1,347 50	1,347 50	
Id. (4.e section). .							
	2,351 25		5,500 »	5,500 »	7,851 25	7,327 50	3,023 75

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
CHEMIN N.° 4.							
Hoymille	90 »		90 »	90 »	180 »	180 »	
Bergues	510 »		510 »	510 »	1,020 »	1,020 »	
Téteghem	450 »		450 »	450 »	900 »	900 »	
Uxem			150 »	150 »	150 »	150 »	
Lefferinkhoucke			60 »	60 »	60 »	60 »	
Ghyvelde			240 »	240 »	240 »	240 »	
Watteringues (4.e section)							
	1,050 »		1,500 »	1,500 »	2,550 »	2,550 »	
CHEMIN N.° 5.							
Marcq-en-Barœul	1,100 »		157 50	157 50	1,257 50	1,257 50	
Mouveaux			112 50	112 50	112 50	112 50	
Roubaix			517 50	517 50	517 50	517 50	
Tourcoing			1,417 50	1,417 50	1,417 50	1,417 50	
Neuville-en-Ferrain			45 »	45 »	45 »	45 »	
	1,100 »		2,250 »	2,250 »	3,350 »	3,350 »	
CHEMIN N.° 6.							
Lille			420 »	420 »	420 »	420 »	
Fives			189 »	189 »	189 »	189 »	
Hellemmes			42 »	42 »	42 »	42 »	
Mons-en-Barœul			84 »	84 »	84 »	84 »	
Flers			210 »	210 »	210 »	210 »	
Annappes			105 »	105 »	105 »	105 »	
Hem			294 »	294 »	294 »	294 »	
Lys lez-Lannoy			147 »	147 »	147 »	147 »	
Toufflers			126 »	126 »	126 »	126 »	
Leers			126 »	126 »	126 »	126 »	
Sailly			126 »	126 »	126 »	126 »	
Forest			21 »	21 »	21 »	21 »	
Lannoy			210 «	210 »	210 »	210 »	
			2,100 »	2,100 »	2,100 »	2,100 »	
CHEMIN N.° 7.							
Lille			330 »	330 »	330 »	330 »	
Englos			24 75	24 75	24 75	24 75	
Hallennes lez-Haubourdin			41 25	41 25	41 25	41 25	
A reporter			396 »	396 »	396 »	396 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXES pour l'exercice 1849. Construction.	CONTINGENTS FIXES pour l'exercice 1849. Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report			396 »	396 »	396 »	396 »	
Suite du CHEMIN N.° 7.							
Wicres			8 25	8 25	8 25	8 25	
Lomme			123 75	123 75	123 75	123 75	
Sequedin			24 75	24 75	24 75	24 75	
Prémesques			16 50	16 50	16 50	16 50	
Capinghem			16 50	16 50	16 50	16 50	
Ennetières-en-Weppes . . .			165 »	165 »	165 »	165 »	
Haubourdin			41 25	41 25	41 25	41 25	
Escobecques			33 »	33 »	33 »	33 »	
Erquinghem-le-Sec			24 75	24 75	24 75	24 75	
Radinghem			107 25	107 25	107 25	107 25	
Beaucamps			82 50	82 50	82 50	82 50	
Le Maisnil			33 »	33 »	33 »	33 »	
Ligny			16 50	16 50	16 50	16 50	
Fournes			132 »	132 »	132 »	132 »	
Fromelles			24 75	24 75	24 75	24 75	
Herlies			24 75	24 75	25 75	24 75	
Sainghin-en-Weppes			24 75	24 75	24 75	34 75	
Aubers			24 75	24 75	24 75	25 75	
Wavrin			16 50	16 50	16 50	16 50	
Illies			24 75	24 75	24 75	24 75	
Marquillies			16 50	16 50	16 50	16 50	
Salomé			16 50	16 50	16 50	16 50	
La Bassée			132 »	132 »	132 »	132 »	
Armentières			123 75	123 75	123 75	123 75	
			1,650 »	1,650 »	1,650 »	1,650 »	
CHEMIN N.° 8.							
Douai			320 »	320 »	320 »	320 »	
Raches			280 «	280 »	280 »	280 »	
Roost-Warendin			420 »	420 »	420 »	420 »	
Raimbeaucourt			580 »	580 »	580 »	580 »	
Moncheaux			220 »	220 »	220 »	220 »	
Ostricourt			40 »	40 »	40 »	40 »	
Mons-en-Pévèle			80 »	80 »	80 »	80 »	
Thumeries			260 »	260 »	260 »	260 »	
Wahagnies			180 »	180 »	180 »	180 »	
Phalempin			360 »	360 »	360 »	360 »	
Attiches			260 »	260 »	260 »	260 »	
La Neuville			80 »	80 »	80 »	80 »	
A reporter			3,080 »	3,080 »	3,080 »	3,080 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXES pour l'exercice 1849. Construction.	CONTINGENTS FIXES pour l'exercice 1849. Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report. . . .			3,080 »	3,080 »	3,080 »	3,080 »	
Suite du CHEMIN N.° 8.							
Chemy.			30 »	30 »	30 »	30 »	
Gondecourt.			70 »	70 »	70 »	70 »	
Houplin.			60 »	60 »	60 »	60 »	
Camphin-en-Carembault. .			40 »	40 »	40 »	40 »	
Annœullin.			80 »	80 »	80 »	80 »	
Seclin.			640 »	640 »	640 »	640 »	
			4,000 »	4,000 »	4,000 »	4,000 »	
CHEMIN N.° 9.							
Roubaix.			1,093 75	1,093 75	1093 75	1,093 75	
Wattrelos.			551 25	551 25	551 25	551 25	
Mouveaux.			105 »	105 »	105 »	105 »	
			1,750 »	1,750 »	1,750 »	1,750 »	
CHEMIN N.° 10.							
Douai.	153 »		595 »	595 »	748 »	748 »	
Férin.	297 50		192 50	192 50	490 »		490 »
Estrées.	297 50		297 50	297 50	595 »		595 »
Hamel.			192 50	192 50	192 50	192 50	
Lécluse.			367 50	367 50	367 50	367 50	
Gœulzin.	271 »		105 »	105 »	376 »		376 »
	1,019 »		1,750 »	1,750 »	2,769 »	1,308 »	1,461 »
CHEMIN N.° 11.							
Cassel.			850 »	850 »	850 »	850 »	
Arnêke.			765 »	765 »	765 »	765 »	
Zermezeele.			85 »	85 »	85 »	85 »	
Ochtezeele.			170 »	170 »	170 »	170 »	
Wemaers-Cappel.			212 50	212 50	212 50	212 50	
Rubrouck.			510 »	510 »	510 »	510 »	
Hardifort.			42 50	42 50	42 50	42 50	
Gravelines.	1,245 »		850 »	850 »	2,095 »		2,095 »
Saint-Georges.			170 »	170 »	170 »	170 »	
Bourbourg-Ville.			1,615 »	1,615 »	1,615 »	1,615 »	
Bourbourg-Campagne. . . .			850 »	850 »	850 »	850 »	
A reporter. . . .	1,245 »		6,120 »	6,120 »	7,374 »	5,266 »	2,095 »

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report. . . .	1,245 »		6,120 »	6,120 »	7,374 »	5,266 »	2,095 »
Suite du CHEMIN N.° 11.							
Looberghe.			765 »	765 »	765 »	765 »	
Drinkham.			170 »	170 »	170 »	170 »	
Eringhem.			340 »	340 »	340 »	340 »	
Bollezelle.			1,020 »	1,020 »	1,020 »	1,020 »	
Merkeghem.			85 »	85 »	85 »	85 »	
Watteringues (1.re section.) .							
» (2.e section) . .							
	1,245 »		8,500 »	8,500 »	9,745 »	7,650 »	2,095 »
CHEMIN N.° 12.							
Roubaix.			2,310 »	2,310 »	2,310 »	2,310 »	
Tourcoing.			1,050 »	1.050 »	1,050 »	1,050 »	
Cysoing.			175 »	175 »	175 »	175 »	
Hem.			105 »	105 »	105 »	105 »	
Bachy.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Sainghin-en-Mélantois. . . .			140 »	140 »	140 »	140 »	
Mouchin.			140 »	140 »	140 »	140 »	
Bourghelles.			70 »	70 »	70 »	70 »	
Lannoy.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Ascq.			140 »	140 »	140 »	140 »	
Cobrieux.			17 50	17 50	17 50	17 50	
Wannehain.			17 50	17 50	17 50	17 50	
Bouvines.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Toufflers			70 »	70 »	70 »	70 »	
Louvil.			17 50	17 50	17 50	17 50	
Wattrelos.			140 »	140 »	140 »	140 »	
Forest.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Lys lez-Lannoy.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Templeuve.			140 »	140 »	140 »	140 »	
Annappes.			70 »	70 »	70 »	70 »	
Leers.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Péronne.			70 »	70 »	70 »	70 »	
Sailly.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Willems.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Baisieux.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Camphin-en-Pévèle.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Croix.			35 »	35 »	35 »	35 »	
Gruson.			70 »	70 »	70 »	70 »	
Chéreng.			35 »	35 »	35 »	35 »	
A reporter. . . .			5,162 50	5,162 50	5,162 50	5,162 50	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849.		TOTAL des contingents de 1849	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
		Construction.	Entretien.				
Report			5,162 50	5,162 50	5,162 50	5,162 50	
Suite du CHEMIN N.° 12.							
Genech			17 50	17 50	17 50	17 50	
Tressin			17 50	17 50	17 50	17 50	
Anstaing			17 50	17 50	17 50	17 50	
Wasquehal			35 »	35 »	35 »	35 »	
Lille			700 »	700 »	700 »	700 »	
Saméon			70 »	70 »	70 »	70 »	
Aix			105 »	105 »	105 »	105 »	
Saint-Amand	2,800 »	2,000 »	560 »	2,560 »	5,360 »	5,360 »	
Rumegies		2,209 »	140 »	2,349 »	2,349 »	2,349 »	
Lecelles			140 »	140 »	140 »	140 »	
Rosult			35 »	35 »	35 »	35 »	
	2,800 »	4,209 »	7,000 »	11,209 »	14,009 »	14,009 »	
CHEMIN N.° 13.							
Hornaing			174 »	174 »	174 »	174 »	
Erre			174 »	174 »	174 »	174 »	
Fenain			261 »	261 »	261 »	261 »	
Somain			304 50	304 50	304 50	304 50	
Valenciennes			1,957 50	1,957 50	1,957 50	1,957 50	
Petite-Forêt			43 50	43 50	43 50	43 50	
Hérin			217 50	217 50	217 50	217 50	
Oisy			87 »	87 »	87 »	87 »	
Bellaing			174 »	174 »	174 »	174 »	
Wallers			435 »	435 »	435 »	435 »	
Haveluy			87 »	87 »	87 »	87 »	
Hélesmes			174 »	174 »	174 »	174 »	
Denain			87 »	87 »	87 »	87 »	
Aubry			174 »	174 »	174 »	174 »	
			4,350 »	4,350 »	4,350 »	4,350 »	
CHEMIN N.° 14.							
Armentières			540 »	540 »	540 »	540 »	
Houplines			270 »	270 »	270 »	270 »	
Frelinghien			270 »	270 »	270 »	270 »	
La Chapelle-d'Armentières .			45 »	45 »	45 »	45 »	
Erquinghem-Lys			30 »	30 »	30 »	30 »	
Deûlémont			90 »	90 »	90 »	90 »	
A reporter			1,245 »	1,245 »	1,245 »	1,245 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	Entretien.	TOTAL des contingents de 1849	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report.			1,245 »	1,245 »	1,245 »	1,245 »	
Suite du CHEMIN N.° 14.							
Warnêton-Sud.			15 »	15 »	15 »	15 »	
Warnêton-Bas.			15 »	15 »	15 »	15 »	
Comines.			60 »	60 »	60 »	60 »	
Quesnoy-sur-Deûle.			120 »	120 »	120 »	120 »	
Verlinghem.			45 »	45 »	45 »	45 »	
			1,500 »	1,500 »	1,500 »	1,500 »	
CHEMIN N.° 15.							
Esnes.			300 »	300 »	300 »	300 »	
Haucourt.			150 »	150 »	150 »	150 »	
Ligny.		2,666 67	360 »	3,026 67	3,026 67	3,026 67	
Clary.		3,333 33	480 »	3,813 33	3,813 33	3,813 33	
Maretz.		1,000 »	420 »	1,420 »	1,420 »	1,420 »	
Cambrai.	1,080 »		1,080 »	1,080 »	2,160 »	2,160 »	
Caullery.			105 »	105 »	105 »	105 »	
Montigny.			105 »	105 »	105 »	105 »	
	1,080 »	7,000 »	3,000 »	10,000 »	11,080 »	11,080 »	
CHEMIN N.° 16.							
Viesly.		2,500 »	675 »	3,175 »	3,175 »	3,175 »	
Caudry.		3,000 »	562 50	3,562 50	3,562 50	3,562 50	
Briastre.		1,250 »	562 50	1,812 50	1,812 50	1,812 50	
Béthencourt.		1,250 »	450 »	1,700 »	1,700 »	1,700 »	
		8,000 »	2,250 »	10,250 »	10,250 »	10,250 »	
CHEMIN N.° 17.							
Hondschoote.			1,207 50	1,207 50	1,207 50	1,207 50	
Wormhoudt.			840 »	840 »	840 »	840 »	
Herzeele.		300 »	1,207 50	1,507 50	1,507 50	1,507 50	
Bergues.			315 »	315 »	315 »	315 »	
Oost-Cappel.			262 50	262 50	262 50	262 50	
Killem.			315 »	315 »	315 »	315 »	
Bambecque.			840 »	840 »	840 »	840 »	
Rexpoëde.			262 50	262 50	262 50	262 50	
		300 »	5,250 «	5,550 »	5,550 »	5,550 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
CHEMIN N.° 18.							
Cassel.			1,050 »	1,050 »	1,050 »	1,050 »	
Steenvoorde.			1,050 »	1,050 »	1,050 »	1,050 »	
Terdeghem.			180 »	180 »	180 »	180 »	
Godewaersvelde.			300 »	300 »	300 »	300 »	
Boeschêpe.			420 »	420 »	420 »	420 »	
			3,000 »	3,000 »	3,000 »	3,000 »	
CHEMIN N.° 19.							
Cysoing.			75 »	75 »	75 »	75 »	
Bouvines.			45 »	45 »	45 »	45 »	
Sainghin-en-Mélantois.			225 »	225 »	225 »	225 »	
Péronne.			150 »	150 »	150 »	150 »	
Fretin.			225 »	225 »	225 »	225 »	
Louvil.			30 »	30 »	30 «	30 »	
Templeuve.			495 »	495 »	495 »	495 »	
Ennevelin.			75 »	75 »	75 »	75 »	
Cappelle.			75 »	75 »	75 »	75 »	
Genech.			75 »	75 »	75 »	75 »	
Pont-à-Marcq.			30 »	30 »	30 »	30 »	
			1,500 »	1,500 »	1,500 »	1,500 »	
CHEMIN N.° 20.							
Fourmies.			960 »	960 »	960 »	960 »	
Glageon.			666 67	666 67	666 67	666 67	
Trélon.			480 »	480 »	480 »	480 »	
Wignehies.			346 66	346 66	346 66	346 66	
Féron.			213 33	213 33	213 33	213 33	
			2,666 66	2,666 66	2,666 66	2,666 66	
CHEMIN N.° 21.							
Saint-Amand.	260 »		250 »	250 »	510 »	510 »	
Millonfosse.			125 »	125 »	125 »	125 »	
Hasnon.		5,400 »	1,125 »	6,525 »	6,525 »	6,525 »	
Wallers.			375 »	375 »	375 »	375 »	
Hélesmes.			625 »	625 »	625 »	625 »	
	260 »	5,400 »	2,500 »	7,900 »	8,160 »	8,160 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
CHEMIN N.° 22.							
Haubourdin.		1,500 »	60 »	1,560 »	1,560 »	1,560 »	
Hallennes lez-Haubourdin. .			36 »	36 »	36 »	36 »	
Englos.			30 »	30 »	30 »	30 »	
Sequedin.			18 »	18 »	18 »	18 »	
Erquinghem-le-Sec.			15 »	15 »	15 »	15 »	
Lomme.			15 »	15 »	15 »	15 »	
Escobecques.			9 »	9 »	9 »	9 »	
Beaucamps.			21 »	21 »	21 »	21 »	
Radinghem.			30 »	30 »	30 »	30 »	
Le Maisnil.			15 »	15 »	15 »	15 »	
Ennetières-en-Weppes. . . .			21 »	21 »	21 »	21 »	
Wavrin.			15 »	15 »	15 »	15 »	
Santes.			9 »	9 »	9 »	9 »	
Emmerin.			6 »	6 »	6 »	6 »	
		1,500 »	300 »	1,800 »	1,800 »	1,800 »	
CHEMIN N.° 23.							
Bailleul.			1,317 50	1,317 50	1,317 50	1,317 50	
Merris.			127 50	127 50	127 50	127 50	
Vieux-Berquin.			722 50	722 50	722 50	722 50	
Merville.			765 »	765 »	765 »	765 »	
Neuf-Berquin.			467 50	467 50	467 50	467 50	
Estaires.			850 »	850 »	850 »	850 »	
			4,250 »	4,250 »	4,250 »	4,250 »	
CHEMIN N.° 24.							
Bellignies.		296 »	352 »	648 »	648 »	648 »	
Gussignies.		221 »	264 »	485 »	485 »	485 »	
Bavai.		233 »	440 »	673 »	673 »	673 »	
Pont-sur-Sambre.		1,193 34	528 »	1,721 34	1,721 34	1,721 34	
Saint-Remy-Chaussée. . . .		500 »	110 »	610 »	610 »	610 »	
Avesnes.			264 »	264 »	264 »	264 »	
Houdain.		296 »	352 »	648 »	648 »	648 »	
Louvignies-Bavai.		271 »	264 »	535 »	535 »	535 »	
Aulnoye.			132 »	132 »	132 »	132 »	
Saint-Hilaire.	28 50		44 »	44 »	72 50	72 50	
Audignies.		50 »	132 »	182 »	182 »	182 »	
Hargnies.		166 »	198 »	364 »	364 »	364 »	
Bachant.			176 »	176 »	176 »	176 »	
A reporter. . . .	28 50	3,226 34	3,256 »	6,482 34	6,510 84	6,510 84	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report . . .	28 50	3,226 34	3,256 »	6,482 34	6,510 84	6,510 84	
Suite du CHEMIN N.° 24.							
Aymeries		203 »	132 »	335 »	335 »	335 »	
Monceau-Saint-Waast . . .		212 »	132 »	344 »	344 »		344 »
Dompierre			44 »	44 »	44 »	44 »	
Mecquignies		29 »	198 »	227 »	227 »	227 »	
Locquignol			132 »	132 »	132 »	132 »	
Berlaimout			132 »	132 »	132 »	132 »	
Bettrechies		111 »	132 »	243 »	243 »	243 »	
Obies		111 »	132 »	243 »	243 »	243 »	
Ecuelin			22 »	22 »	22 »		22 »
Leval			88 »	88 »	88 »	88 »	
Le sieur Dumas		240 »		240 »	240 »	240 »	
	28 50	4,132 34	4,400 »	8,532 34	8,560 84	8,194 84	366 »
CHEMIN N.° 25.							
Douai	644 »		170 »	170 »	814 »		814 »
Arleux			340 »	340 »	340 »	340 »	
Cantin	1,284 »		340 »	340 »	1,624 »		1,624 »
Sin			340 »	340 »	340 »	340 »	
Dechy			595 »	595 »	595 »	595 »	
Loffre	909 08	454 54	170 »	624 54	1,533 62	624 54	909 08
Montigny			255 »	255 »	255 »	255 »	
Pecquencourt			425 »	425 »	425 »	425 »	
Vred			510 »	510 »	510 »	510 »	
Marchiennes-Ville	1,275 »		637 50	637 50	1,912 50	637 51	1,275 »
Orchies			85 »	85 »	85 »	85 »	
Gœulzin	794 »		170 »	170 »	964 »		964 »
Bruille			42 50	42 50	42 50	42 50	
Rieulay			42 50	42 50	42 50	42 50	
Marchiennes-Campagne . . .			42 50	42 50	42 50	42 50	
Masny			42 50	42 50	42 50	42 50	
Guesnain			42 50	42 50	42 50	42 50	
	4,906 08	454 54	4,250 »	4,704 54	9,610 62	4,024 54	5,586 08
CHSMIN N.° 26.							
Cambrai	1,720 »		1,720 »	1,720 »	3,440 »	3,440 »	
Saint-Waast		1,666 67	344 »	2,010 67	2,010 67	2,010 »	
A reporter	1,720 »	1,666 67	2,064 »	3,730 67	5,450 67	5,450 67	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report	1,720 »	1,666 67	2,064 »	3,730 67	5,450 67	5,450 67	
Suite du CHEMIN N.° 26.							
Saint-Python			344 »	344 »	344 »	344 »	
Solesmes		3,000 »	516 »	3,516 »	3,516 »	3,516 »	
Saint-Aubert			215 »	215 »	215 »	215 »	
Avesnes lez-Aubert			258 »	258 »	258 »	258 »	
Cauroir			86 »	86 »	86 »	86 »	
Saint-Hilaire			215 »	215 »	215 »	215 »	
Rieux			107 50	107 50	107 50	107 50	
Boussières			64 50	64 50	64 50	64 50	
Quiévy			129 »	129 »	129 »	129 »	
Carnières			107 50	107 50	107 50	107 50	
Cagnoncle			129 »	129 »	129 »	129 »	
Haussy			64 50	64 50	64 50	64 50	
	1,720 »	4,666 67	4,300 »	8,966 67	10,686 67	10,686 67	
CHEMIN N.° 27.							
Maubeuge			362 80	362 80	362 80	362 80	
Ferrière-la-Grande			277 34	277 34	277 34	277 34	
Damousies		510 »	213 33	723 33	723 33	723 33	
Dimechaux		400 »	234 66	634 66	634 66	634 66	
Obrechies			128 »	128 »	128 »	128 »	
Wattignies			106 65	106 65	106 65	106 65	
Solre-le-Château			341 28	341 28	341 28	341 28	
Choisies			42 66	42 66	42 66	42 66	
Lez-Fontaine			170 64	170 64	170 64	170 64	
Ferrière-la-Petite			255 97	255 97	255 97	255 97	
		910 »	2,133 33	3,043 33	3,043 33	3,043 33	
CHEMIN N.° 28.							
Maubeuge			385 »	385 »	385 »	385 »	
Elesmes			151 66	151 66	151 66	151 66	
Vieux-Reng			210 »	210 »	210 »	210 »	
Villers-sir-Nicole	1,602 92		350 »	350 »	1,952 92	1,202 94	749 98
Bersillies			70 »	70 »	70 »	70 »	
M. Favarcq	150 »				150 »		150 »
	1,752 92		1,166 66	1,166 66	2,919 58	2,019 60	899 98

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849.		TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
		Construction.	Entretien.				
CHEMIN N.° 29.							
Denain			700 »	700 »	700 »	700 »	
Wallers			700 »	700 »	700 »	700 »	
Wavrechain-sous-Denain			100 »	100 »	100 »	100 »	
La Compagnie d'Anzin			500 »	500 »	500 »	500 »	
			2,000 »	2,000 »	2,000 »	2,000 »	
CHEMIN N.° 30.							
Mons-en-Pévèle			237 50	237 50	237 50	237 50	
Thumeries		400 »	76 »	476 »	476 »	476 »	
Wahagnies			47 50	47 50	47 50	47 50	
Orchies			199 50	199 50	199 50	199 50	
Coutiches			237 50	237 50	237 50	237 50	
Faumont			152 »	152 »	152 »	152 »	
Douai	255 »				255 »		255 »
	255 »	400 »	950 »	1,350 »	1,605 »	1,350 »	255 »
CHEMIN N.° 31.							
Bavai			315 »	315 »	315 »	315 »	
Louvignies-Bavai			135 »	135 »	135 »	135 »	
Saint-Waast			180 »	180 »	180 »	180 »	
Bermeries			180 »	180 »	180 »	180 »	
Amfroipret		130 »	90 »	220 »	220 »	220 »	
Preux-au-Sart			90 »	90 »	90 »	90 »	
Gommegnies		1,333 »	540 »	1,873 »	1,873 »	1,873 »	
Frasnoy			180 »	180 »	180 »	180 »	
Villereau			180 »	180 »	180 »	180 »	
Le Quesnoy	2,000 »	2,000 »	585 »	2,585 »	4,585 »	4,585 »	
Baudegnies		546 50	270 »	816 50	816 50	816 50	
Salesches		250 »	135 »	385 »	385 »	385 »	
Neuville			135 »	135 »	135 »	135 »	
Potelle			44 »	45 »	45 »	45 »	
Vertain	180 »		180 »	180 »	360 »	360 »	
Escarmain			180 »	180 »	180 »	180 »	
Romeries		800 »	315 »	1,115 »	1,115 »	1,115 »	
Solesmes			765 »	765 »	765 »	765 »	
	2,180 »	5,059 50	4,500 »	9,559 50	11,739 50	11,739 50	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
CHEMIN N.° 32.							
Boulogne			266 66	266 66	266 66	266 66	
Cartignies			666 67	666 67	666 67	666 67	
Favril			366 66	366 66	366 66	366 66	
Prisches			666 67	666 67	666 67	666 67	
Landrecies			633 33	633 33	633 33	633 33	
Etrœungt			566 67	566 67	566 67	566 67	
Grand-Fayt			66 67	66 67	66 67	66 67	
Petit-Fayt			66 67	66 67	66 67	66 67	
Beaurepaire			28 33	28 33	28 33	28 33	
Floyon			5 »	5 »	5 »	5 »	
			3,333 33	3,333 33	3,333 33	3,333 33	
CHEMIN N.° 33.							
Hazebrouck		2,412 »	1,125 »	3,537 »	3,537 »	3,537 »	
Borre		1,482 »	382 50	1,864 50	1,864 50	1,864 50	
Pradelles		738 »	180 »	918 »	918 »	918 »	
Strazeele		941 »	292 50	1,233 50	1,233 50	1,233 50	
Merris		1,251 »	270 »	1,521 »	1,521 »	1,521 »	
		6,824 »	2,250 »	9,074 »	9,074 »	9,074 »	
CHEMIN N.° 34.							
Douai	336 »		168 »	168 »	504 »	» »	504 »
Aniches	3,000 »		168 »	168 »	3,168 »	168 »	3,000 »
Dechy			84 »	84 »	84 »	84 »	
Lewarde			28 »	28 »	28 »	28 »	
Auberchicourt			84 »	84 »	84 »	84 »	
Abscon			196 »	196 »	196 »	196 »	
Escaudain			84 »	84 »	84 »	84 »	
Denain			196 »	196 »	196 »	196 »	
Hérin			28 »	28 »	28 »	28 »	
Anzin			196 »	196 »	196 »	196 »	
Valenciennes			168 »	168 »	168 »	168 »	
	3,336 »		1,400 »	1,400 »	4,736 »	1,232 »	3,504 »
CHEMIN N.° 35.							
Douai	143 »		300 »	300 »	443 »	443 »	
Flines lez-Raches		678 »	850 »	1,528 »	1,528 »	1,528 »	
A reporter	143 »	678 »	1,150 »	1,828 »	1,971 »	1,971 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Entretien.	TOTAL des contingents de 1849	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report . . .	143 »	678 »	1,150 »	1,828 »	1,971 »	1,971 »	
Suite du CHEMIN N. 35.							
Tilloy			100 »	100 »	100 »	100 »	
Marchiennes-Ville	4,200 »		1,950 »	1,950 »	6,150 »	1,950 »	4,200 »
Vred			75 »	75 »	75 »	75 »	
Alnes			75 »	75 »	75 »	75 »	
Sin			125 »	125 »	125 »	125 »	
Waziers			150 »	150 »	150 »	150 »	
Lallaing			500 »	500 »	500 »	500 »	
Saint-Amand	375 »		375 »	375 »	750 »	750 »	
Sars-et-Rosières			75 »	75 »	75 »	75 »	
Brillon			275 »	275 »	275 »	275 »	
Rosult			75 »	75 »	75 »	75 »	
Bousignies			75 »	75 »	75 »	75 »	
	4,718 »	678 »	5,000 »	5,678 »	10,396 »	6,196 »	4,200 »
CHEMIN N.° 36.							
Quesnoy-sur-Deûle			281 25	281 25	281 25	281 25	
Comines			675 »	675 »	675 »	675 »	
Wervick-Sud			450 »	450 »	450 »	450 »	
Linselles		1,563 »	562 50	2,125 50	2,125 50	2,125 50	
Bondues			225 »	225 »	225 »	225 »	
Halluin			225 »	225 »	225 »	225 »	
Roncq			450 »	450 »	450 »	450 »	
Bousbecques			281 25	281 25	281 25	281 25	
Roubaix			675 »	675 »	675 »	675 »	
Tourcoing		1,000 »	675 »	1,675 »	1,675 »	1,675 »	
		2,563 »	4,500 »	7,063 »	7,063 »	7,063 »	
CHEMIN N.° 37.							
Lille			21 25	21 25	21 25	21 25	
Roubaix			29 75	29 75	29 75	29 75	
Tourcoing			29 75	29 75	29 75	29 75	
Lannoy			4 25	4 25	4 25	4 25	
			85 »	85 »	85 »	85 »	
CHEMIN N.° 38.							
Bailleul		3,000 »	850 »	3,850 »	3,850 »	3,850 »	
A reporter . . .		3,000 »	850 »	3,850 »	3,850 »	3,850 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Entretien.	TOTAL des contingents de 1849	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report . . .		3,000 »	850 »	3,850 »	3,850 »	3,850 »	
Suite du CHEMIN N.° 38.							
Steenwerck			1,062 50	1,062 50	1,062 50	1,062 50	
M. Delaval, à Steenwerck .	460 »		» »	» »	460 »	460 »	
Armentières		5,000 »	850 »	5,850 »	5,850 »	5,850 »	
Estaires		8,000 »	1,062 50	9,062 50	9,062 50	9,062 50	
Nieppe			425 »	425 »	425 »	425 »	
	460 »	16,000 »	4,250 »	20,250 »	20,710 »	20,710 »	
CHEMIN N.° 39.							
Seclin			225 »	225 »	225 »	225 »	
Chemy			202 50	202 50	202 50	202 50	
Gondecourt			270 »	270 »	270 »	270 »	
Herrin			112 50	112 50	112 50	112 50	
Allennes-les-Marais		284 »	247 50	531 50	531 50	531 50	
Annœullin			427 50	427 50	427 50	427 50	
Provin		310 31	270 »	580 31	580 31	580 31	
Bauvin			337 50	337 50	337 50	337 50	
La Bassée			157 50	157 50	157 50	157 50	
		594 31	2,250 »	2,844 31	2,844 31	2,844 31	
CHEMIN N.° 40.							
Merville							
Neuf-Berquin		400 »		400 »	400 »	400 »	
Haverskerque		1,600 »		1,600 »	1,600 »	1,600 »	
		2,000 »		2,000 »	2,000 »	2,000 »	
CHEMIN N.° 41.							
Haubourdin			315 »	315 »	315 »	315 »	
Ligny			45 »	45 »	45 »	45 »	
Santes			157 50	157 50	157 50	157 50	
Wavrin			450 »	450 »	450 »	450 »	
Wicres			33 75	33 75	33 75	33 75	
Marquillies			135 »	135 »	135 »	135 »	
Sainghin-en-Weppes . . .			202 50	202 50	202 50	202 50	
Annœullin			450 »	450 »	450 »	450 »	
Allennes-les-Marais			90 »	90 »	90 »	90 »	
A reporter			1,878 75	1,878 75	1,878 75	1,878 75	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	Entretien.	TOTAL des contingents de 1849	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report . . .			1,878 75	1,878 75	1,878 75	1,878 75	
Suite du CHEMIN N.° 41.							
Carnin			45 »	45 »	45 »	45 »	
Fournes			191 25	191 25	191 25	191 25	
Herlies			135 »	135 »	135 »	135 »	
			2,250 »	2,250 »	2,250 »	2,250 »	
CHEMIN N.° 42.							
Solre-le-Château	2,000 »	4,000 »		4,000 »	6,000 »	2,000 »	4,000 »
Eccles		1,000 »		1,000 »	1,000 »	1,000 »	
Bérelles		300 »		300 »	300 »	300 »	
Aibes		80 »		80 »	80 »	80 »	
Jeumont		2,400 »		2,400 »	2,400 »	2,400 »	
M. Réver, à Solre		400 »		400 »	400 »	400 »	
	2,000 »	8,180 »		8,180 »	10,180 »	6,180 »	4,000 »
CHEMIN N.° 43.							
Landrecies		1,875 »		1,875 »	1,875 »	1,875 »	
Fontaine-au-Bois		1,334 »		1,334 »	1,334 »	1,334 »	
Rousies	1,667 »	1,667 »		1,667 »	3,334 »	1,667 »	1,667 »
Croix	530 »	530 »		530 »	1,060 »	» »	1,060 »
Forest		1,040 »		1,040 »	1,040 »	172 87	867 13
Robersart		291 »		291 »	291 »	291 »	» »
Solesmes		3,000 »		3,000 »	3,000 »	» »	3,000 »
	2,197 »	9,737 »		9,737 »	11,934 »	5,339 87	6,594 13
CHEMIN N.° 44.							
Les Moëres		1,666 »		1,666 »	1,666 »	1,666 »	
Hondschoote		1,100 »		1,100 »	1,100 »	1,100 »	
Ghyvelde		» »		» »	» »	» »	
		2,766 »		2,766 »	2,766 »	2,766 »	
CHEMIN N.° 45.							
Denain	3,334 »	3,333 »		3,333 »	6,667 »	6,667 »	
Douchy		355 »		355 »	355 »	355 »	
A reporter . . .	3,334 »	3,688 »		3,688 »	7,022 »	7,022 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
Report. . . .	3,334 »	3,688 »		3,688 »	7,022 »	7,022 »	
Suite du CHEMIN N.° 45.							
Haspres.		3,000 »		3,000 »	3,000 »	3,000 »	
Villers-en-Cauchy.		1,525 »		1,525 »	1,525 »	1,525 »	
Comp. des mines de Vicoigne.		1,000 »		1,000 »	1,000 »	1,000 »	
Saint-Aubert..		1,944 »		1,944 »	1,944 »	1,944 »	
Comp. des mines d'Anzin.. .		8,000 »		8,000 »	8,000 »	8,000 »	
Solesmes.		248 »		248 »	248 »	248 »	
	3,334 »	19,405 »		19,405 »	22,739 »	22,739 »	
CHEMIN N.° 46.							
Millam.		2,000 »		2,000 »	2,000 »	2,000 »	
Lederzeele..		1,500 »		1,500 »	1,500 »	1,500 »	
Volkerinckove.		1,200 »		1,200 »	1,200 »	1,200 »	
Bourbourg.		4,000 »		4,000 »	4,000 »	4,000 »	
		8,700 »		8,700 »	8,700 »	8,700 »	
CHEMIN N.° 47.							
Fressin.	25,638 »	» »		» »	25,638 »	20,800 »	4,838 »
Auberchicourt.		1,750 »		1,750 »	1,750 »	1,750 »	
Monchecourt.		1,546 »		1,546 »	1,546 »	1,546 »	
Bugnicourt.		400 »		400 »	400 »	400 »	
Aniches.		400 »		400 »	400 »	400 »	
Villers-au-Tertre.		200 »		200 »	200 »	200 »	
Brunémont.		100 »		100 »	100 »	100 »	
Société houillière d'Aniches..		2,425 »		2,425 »	2,425 »	2,425 »	
Id. d'Azincourt.	2,425 »	2,425 »		2,425 »	4,850 »	4,850 »	
Emerchicourt.		220 »		220 »	220 »	220 »	
	28,063 »	9,466 »		9.466 »	37,529 »	32,691 »	4,838 »
CHEMIN N.° 48.							
Lomme.		500 »	725 »	725 »	725 »	725 »	
Lambersart.			37 50	37 50	37 50	37 50	
Esquermes.			225 »	225 »	225 »	225 »	
Loos.			225 »	225 »	225 »	225 »	
Sequedin.			37 50	37 50	37 50	37 50	
		500 »	1,250 »	1,250 »	1,250 »	1,250 »	

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Construction.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849. Entretien.	TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
CHEMIN N.° 49.							
Lourches		11,250 »		11,250 »	11,250 »	11,250 »	
Mastaing	5,000 »	1,125 »		1,125 »	6,125 »	5,000 »	1,125 »
Rœulx		9,000 »		9,000 »	9,000 »	9,000 »	
Denain	2,500 »	» »		» »	* 2,500 »	2,500 »	
Escaudain		450 »		450 »	450 »	450 »	
Neuville-sur-l'Escaut		300 »		300 »	300 »	300 »	
Compagnie de Douchy		24,000 »		24,000 »	24,000 »	24,000 »	
	7,500 »	46,125 »		46,125 »	53,625 »	52,500 »	1,125 »
CHEMIN N.° 50.							
Fresnes		2,750 »		2,750 »	2,750 »	2,750 »	
Quaroube		3,000 »		3,000 »	3,000 »	3,000 »	
Vicq		5,667 »		5,667 »	5,667 »	5,667 »	
Onnaing		3,000 »		3,000 »	3,000 »	3,000 »	
Thivencelles		1,000 »		1,000 »	1,000 »	» »	*1,000 »
		15,417 »		15,417 »	15,417 »	14,417 »	1,000 »
CHEMIN N.° 51.							
Seclin		16,000 »		16,000 »	16,000 »	16,000 »	
Avelin		7,000 78		7,000 78	7,000 78	7,000 78	
		23,000 78		23,000 78	23,000 78	23,000 78	
RÉCAPITULATION.							
Chemin N.° 1	4,675 »	» »	5,000 »	5,000 »	9,675 »	4,587 50	5,087 50
— 2	» »	» »	7,500 »	7,500 »	7,500 »	7,500 »	» »
— 3	2,351 25	» »	5,500 »	5,500 »	7,851 25	4,827 50	3,023 75
— 4	1,050 »	» »	1,500 »	1,500 »	2,550 »	2,550 »	» »
— 5	1,100 »	» »	2,250 »	2,250 »	3,350 »	3,350 »	» »
— 6	» »	» »	2,100 »	2,100 »	2,100 »	2,100 »	» »
— 7	» »	» »	1,650 »	1,650 »	1,650 »	1,650 »	» »
— 8	» »	» »	4,000 »	4,000 »	4,000 »	4,000 »	» »
— 9	» »	» »	1,750 »	1,750 »	1,750 »	1,750 »	» »
— 10	1,019 »	» »	1,750 »	1,750 »	2,769 »	1,308 »	1,461 »
— 11	1,245 »	» »	8,500 »	8,500 »	9,745 »	7,650 »	2,095 »
— 12	2,800 »	4,209 »	7,000 »	11,209 »	14,009 »	14,009 »	» »
— 13	» »	» »	4,350 »	4,350 »	4,350 »	4,350 »	» »
A reporter	14,240 25	4,209 »	52,850 »	57,059 »	71,299 25	59,632 »	11,667 25

* A payer en nature.

NOMS des COMMUNES.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1849, sur les exercices 1848 et antérieurs.	CONTINGENTS FIXÉS pour l'exercice 1849.		TOTAL des contingents de 1849.	TOTAL des sommes à recouvrer en 1849.	Recouvrements effectués du 1.er janvier 1849 au 31 mai 1850.	SOMMES restant à recouvrer au 31 mai 1850, sur les exercices 1849 et antérieurs.
		Construction.	Entretien.				
Report. . . .	14,240 25	4,209 »	52,850 »	57,059 »	71,299 25	59,632 »	11,667 25
Chemin N.° 14.	» »	» »	1,500 »	1,500 »	1,500 »	1,500 »	» »
— 15.	1,080 »	7,000 »	3,000 »	10,000 »	11,080 »	11,080 »	» »
— 16.	» »	8,000 »	2,250 »	10,250 »	10,250 »	10,250 »	» »
— 17.	» »	300 »	5,250 »	5,550 »	5,550 »	5,550 »	» »
— 18.	» »	» »	3,000 »	3,000 »	3,000 »	3,000 »	» »
— 19.	» »	» »	1,500 »	1,500 »	1,500 »	1,500 »	» »
— 20.	» »	» »	2,666 66	2,666 66	2,666 66	2,666 66	» »
— 21.	260 »	5,400 »	2,500 »	7,900 »	8,160 »	8,160 »	» »
— 22.	» »	1,500 »	300 »	1,800 »	1,800 »	1,800 »	» »
— 23.	» »	» »	4,250 »	4,250 »	4,250 »	4,250 »	» »
— 24.	28 50	4,132 34	4,400 »	8,532 34	8,560 84	8,194 84	366 »
— 25.	4,906 08	454 54	4,250 »	4,704 54	9,610 62	4,024 54	5,586 08
— 26.	1,720 »	4,666 67	4,300 »	8,966 67	10,686 67	10,686 67	» »
— 27.	» »	910 »	2,133 33	3,043 33	3,043 33	3,043 33	» »
— 28.	1,752 92	» »	1,166 66	1,166 66	2,919 58	2,019 60	899 98
— 29.	» »	» »	2,000 »	2,000 »	2,000 »	2,000 »	» »
— 30.	255 »	400 »	950 »	1,350 »	1,605 »	1,350 »	255 »
— 31.	2,180 »	5,059 50	4,500 »	9,559 50	11,739 50	11,739 50	» »
— 32.	» »	» »	3,333 33	3,333 33	3,333 33	3,333 33	» »
— 33.	» »	6,824 »	2,250 »	9,074 »	9,074 »	9,074 »	» »
— 34.	3,336 »	» »	1,400 »	1,400 »	4,736 »	1,232 »	3,504 »
— 35.	4,718 »	678 »	5,000 »	5,678 »	10,396 »	6,196 »	4,200 »
— 36.	» »	2,563 »	4,500 »	7,063 »	7,063 »	7,063 »	» »
— 37.	» »	» »	85 »	85 »	85 »	85 »	» »
— 38.	460 »	16,000 »	4,250 »	20,250 »	20,710 »	20,710 »	» »
— 39.	» »	594 31	2,250 »	2,844 31	2,844 31	2,844 31	» »
— 40.	» »	2,000 »	» »	2,000 »	2,000 »	2,000 »	» »
— 41.	» »	» »	2,250 »	2,250 »	2,250 »	2,250 »	» »
— 42.	2,000 »	8,180 »	» »	8,180 »	10,180 »	6,180 »	4,000 »
— 43.	2,197 »	9,737 »	» »	9,737 »	11,934 »	5,339 87	6,594 13
— 44.	» »	2,766 »	» »	2,766 »	2,766 »	2,766 »	» »
— 45.	3,334 »	19,405 »	» »	19,405 »	22,739 »	22,739 »	» »
— 46.	» »	8,700 »	» »	8,700 »	8,700 »	8,700 »	» »
— 47.	28,063 »	9,466 »	» »	9,466 »	37,529 »	32,691 »	4,838 »
— 48.	» »	5,000 »	750 »	1,250 »	1,250 »	1,250 »	» »
— 49.	7,500 »	46,125 »	» »	46,125 »	53,625 »	52,500 »	1,125 »
— 50.	» »	15,417 »	» »	15,417 »	15,417 »	14,417 »	1,000 »
— 51.	» »	23,000 78	» »	23,000 78	23,000 78	23,000 78	» »
	78,030 75	213,988 14	128,834 98	342,823 12	420,853 87	376,818 43	*44,035 44

* Plus 2,093 fr. 31 cent. sur les subventions industrielles; total 46,128 fr. 75 cent.

Etat des impositions établies d'office en vertu de l'article 5 *de la loi du* 21 *mai* 1836, *pour l'année* 1850.

N.os d'ordre.	Nombre par arrondissement des communes imposées.	NOMS DES COMMUNES.	Nombre des journées imposées.	Nombre des centimes imposés.
		ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.		
1	10	Cappelle	1/2	5
2		Craywyck	1	5
3		Crochte	1	»
4		Killem	»	5
5		Mardyck	»	5
6		Moëres	1	5
7		Saint-Pierre-Broucq	»	2
8		Socx	1	»
9		Petite-Synthe	»	5
10		West-Cappel	1 1/2	»
		ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.		
11	1	Lynde	»	2
		ARRONDISSEMENT DE LILLE.		
12	3	Escobecques	1	»
13		Pont-à-Marcq	»	3
14		Sailly	»	3
		ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.		
15	6	Aubencheul-au-Bac	2	2
16		Saint-Aubert	1	3
17		Iwuy	»	5
18		Saint-Vaast	2	»
19		Vendegies-sur-Ecaillon	1/2	3
20		Villers-en-Cauchies	1	»
		ARRONDISSEMENT D'AVESNES.		
21		Saint-Aubin	1	»
22		Bellignies	»	5

N.os d'ordre.	Nombre par arrondissement des communes imposées.	NOMS DES COMMUNES.	Nombre des journées imposées.	Nombre des centimes imposés.
		ARRONDISSEMENT DE DOUAI.		
23	21	Damousies	»	2
24		Ellesmes	»	2
25		Eppe-Sauvage	1	3
26		Eth	1	»
27		Favril	»	1
28		Frasnoy	1	»
29		Gussignies	»	5
30		Hon-Hergies	1	»
31		Houdain	1/2	»
32		Jeumont	3	5
33		Leval	»	3
34		Louvroil	1	»
35		Mairieux	1	2
36		Noyelles	»	3
37		Poix	»	2
38		Preux-au-Sart	1	»
39		Quiévelon	1	»
40		Ruesnes	»	1
41		Saint-Vaast	1	»
		ARRONDISSEMENT DE DOUAI.		
42	11	Aniche	»	3
43		Aubigny-au-Bac	»	5
44		Auby	»	2
45		Courchelettes	3	»
46		Erchin	»	5
47		Erre	»	2
48		Lewarde	2	4
49		Loffre	»	5
50		Rieulay	»	5
51		Saméon	1	»
52		Sin	»	4 1/3
		ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.		
53	4	Petite-Forêt-de-Raismes	1	»
54		Rumegies	»	3
55		Thun	1	»
56		Wallers	»	2

CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION.

Rapport sur la situation générale de ce service dans le département du Nord.

Le développement total des chemins vicinaux à l'état d'entretien en 1851 sera de.	704 k.	79
Les chemins entrepris et restant encore en cours d'exécution présentent ensemble une longueur de.	60	56
Longueur totale (Voir le tableau N.° 1.).	765	35

Les frais d'entretien des chemins terminés s'élèveront suivant, le projet de budget de 1851 soumis à l'approbation de M. le Préfet, à la somme totale de. 286,780

Ainsi, la moyenne des frais d'entretien qui, dans les quatre années antérieures à 1848, avait été de 494 fr., s'était réduite de 44 fr. dans l'exercice 1849, et avait été abaissée à 410 fr. en 1850, descendra, pour l'exercice 1851, à 407 francs.

Ainsi, en trois années, une économie de 87 fr. par kilomètre, équivalant pour 704 k. 79 à 64,315 fr. de réduction dans les charges annuelles, aura été obtenue. Aussi la part contributive du département que M. le Préfet du Nord évaluait en 1847 à 200,000 fr. pour 727 k., soit 275 fr. par kilomètre, ce qui donnerait pour le développement actuel des voies à l'entretien une dépense annuelle de 193,816 fr., n'est-elle plus aujourd'hui que de 152,375 fr.; d'où résulte une différence de 41,469 fr. au profit du département, entre les prévisions de cette époque et les faits réalisés.

La dépense d'entretien prévue pour 1851 se répartit comme il suit :

Chaussée pavée,	417 k.	75,	dépenses 145,280 fr., et par kilomètre,	350 francs.
Empierrée. . .	287	04,	dépenses 141,500 fr., et par id.	493 francs.
Somme.	704	79,	dépenses 286,780 fr., et par id.	407 francs.

Nous avons dit plus haut que la part contributive du département dans les frais annuels s'élève aujourd'hui à 152,357

Au fur et à mesure de l'achèvement des parties encore en construction, les frais d'entretien augmenteront; suivant les prix actuels, on doit évaluer l'accroissement total des frais à 29,000 fr. et le contingent départemental à. 18,263

D'où pour l'ensemble des frais d'entretien.	170,620
A ces dépenses annuelles, il faut ajouter le traitement de MM. les agents-voyers, imputé sur le fonds subventionnel, ci	36,000
Somme.	206,620

Tel est l'ensemble des dépenses obligatoires qui pèseront à l'avenir sur cette partie du budget départemental. Le produit des cinq centimes facultatifs appliqué à ces dépenses a été, en 1848, de. 393,975
Déduisant les frais annuels ci-dessus. 206,620

on obtient pour les ressources disponibles 187,355

Cet excédant est appliqué :
1.° A la construction de chemins de communication nouveaux ;
2.° Au perfectionnement des chemins anciens ;
3.° Aux subventions accordées à la petite vicinalité.

Si l'on admet, comme il est rationnel de le faire, que chacune de ces natures de dépenses restera dans une proportionnalité constante avec l'ensemble des ressources disponibles, il sera facile de déterminer le maximum d'extension, que comporte avec ces données, le réseau des chemins de grande communication.

La création des chemins se trouvera, en effet, complétement arrêtée lorsque les frais d'entretien des nouvelles voies absorberont la totalité de l'excédant disponible.

Or, la majeure partie des chemins restant à établir sera construite en cailloutis; les frais d'entretien de cette espèce de voie ressortent à 514 fr. par kilomètre; de plus l'arrondissement d'Avesnes où la subvention départementale est portée aux deux tiers, doit avoir à-peu-près le huitième de la totalité des chemins nouveaux. Il en résulte que le contingent départemental pour l'entretien des chemins nouveaux sera de 270 fr. par kilomètre.

7 kilomètres dans les autres arrondissements à 257 fr. l'un. 1,799
1 kilomètre dans l'arrondissement d'Avesnes à 343 fr. l'un. 343

Total pour huit kilomètres. 2,142

Et par kilomètre. 268
Soit en nombre rond. 270

Les fonds applicables à la création des voies nouvelles seront donc absorbés par les dépenses d'entretien qu'elles nécessiteront lorsque leur développement sera de 694 k. En effet 694 k. à 270 francs l'un, imposeraient au département une dépense annuelle de 187,380 fr. supérieure de 25 francs au chiffre déterminé ci-dessus.

Telle est la limite supérieure de la puissance des ressources départementales.

Le relevé que nous avons fait des lignes dont le classement aujourd'hui sollicité, se recommande par des caractères spéciaux de grande vicinalité, en porte le développement total à 201 k. seulement. Il en résulte que cette tâche, inférieure au tiers du développement maximum ci-dessus énoncé : 694 kilomètres, pourrait être abordée avec les ressources actuelles.

Néanmoins la rapidité de son accomplissement dépend essentiellement des éléments suivants :

1.° Le taux de la proportion à établir entre les allocations affectées à la création des chemins nouveaux et les ressources disponibles ;

2.° Le prix de revient de la construction d'un kilomètre de chemin.

Le premier élément est évidemment facultatif. Il dépend de l'administration de le fixer de manière à obtenir une accélération plus ou moins grande dans l'exécution des travaux ; néanmoins le maximum de célérité peut être déterminé. Il correspond évidemment à l'affectation exclusive de la totalité des ressources à la création de chemins nouveaux.

Quant aux frais de construction, il est facile de les déterminer. On voit, en effet, par le tableau N.° 2, que la part contributive du département dans les frais d'établissement des 201 k. des chemins compris dans le tableau N.° 2, s'élèvera au maximum à 970,000 fr., ce qui donne un prix de revient de 4,830 fr. par kilomètre.

Cela posé, il est facile de déterminer quels seront, au bout de chacune des années suivantes, l'étendue des voies nouvelles qui pourront être établies et le chiffre des excédants applicables au développement de la vicinalité. Le tableau ci-joint, N.° 3, donne le résultat de ces calculs pour une période de 15 années.

On voit que, dans cet intervalle, il serait possible de construire 401 k. 6 de chemins nouveaux. L'établissement des 201 k. demandés pourrait être réalisé dans un intervalle de six années. Mais

ces résultats supposent l'affectation *totale* de l'excédant du produit des cinq centimes additionnels sur les frais d'entretien à l'exécution de ces chemins, et cette affectation ne saurait être complète; ils constituent dans des limites dont l'administration s'écartera d'autant moins qu'elle réservera une plus forte part de cet excédant à la construction des voies nouvelles.

Conditions à remplir pour réaliser l'achèvement des lignes demandées dans une période de dix années.

Si l'on veut s'imposer la condition d'exécuter en dix années une longueur totale de 200 k., il suffira de chercher le rapport de cette longueur à celle que donnerait le tableau pendant le même intervalle, dans l'hypothèse de l'affectation exclusive du reliquat disponible aux constructions. Cette dernière longueur étant de 303 k. 50, le rapport $\frac{201}{303\ 50} = 0{,}66$, indique la proportion suivant laquelle il conviendra de diviser les ressources pour atteindre ce résultat.

On aurait ainsi la division de la somme ci-dessus indiquée. 187,355

66 p. % pour construction de chemins nouveaux.	123,764
34 p. % pour amélioration et subvention de la petite vicinalité.	63,391
Total pareil.	187,355

Cette proportion donnerait pour cette période une exécution moyenne de 20 k. par an. Seulement il y a lieu d'observer que l'on ne pourrait commencer à solder ces chemins qu'au bout de la première année, attendu que les engagements contractés par le département pour l'achèvement des chemins aujourd'hui en cours d'exécution laisseront peser sur les finances une dette de 100,407 fr. 78 c. (Voir le tableau N.° 2.)

Conséquences générales à déduire des résultats précédents.

Nous pensons que ces résultats n'ont rien qui doive arrêter l'administration dans la marche progressive qu'elle suit avec persévérance depuis 1836. Ils montrent que cette marche, beaucoup moins rapide aujourd'hui qu'à l'origine (1), devra se ralentir nécessairement encore dans l'avenir; mais en même temps les besoins de communications nouvelles étant chaque année mieux satisfaits, se réduiront de plus en plus, et il s'établira entre les demandes et les ressources applicables aux constructions, un rapport analogue à celui qui existe aujourd'hui.

L'on voit en effet, dans le rapport de M. le Préfet (session de 1847, page 91), qu'alors les besoins de la vicinalité générale étaient évalués, en totalité, à 420 kilomètres, nécessaires pour donner aux 219 communes dépourvues de débouchés, une voie praticable en toute saison.

M. le Préfet estimait alors qu'en portant la longueur des chemins de grande communication à 900 k., celle des chemins de débouché serait réduite à 300 k. Or, on voit ci-dessus qu'à raison de 20 k. par an, l'on peut, en dix ans, porter le réseau des chemins de grande communication à 966 k. Et, d'un autre côté, l'on sait que les ressources du budget de la petite vicinalité ont permis d'exécuter 80 k. 86 m. de chemins en 1847, et 78 k. 17 m. en 1848. On voit donc qu'il sera possible et facile de satisfaire, en dix années, à la totalité des besoins.

Moyens d'augmenter les ressources applicables à la création de chemins de grande communication nouveaux.

—

Déclassement.

Si néanmoins l'administration, préoccupée du désir de conserver, pour la création de nouvelles routes, une plus forte portion des ressources départementales, jugeait à propos, sans augmenter le nombre des centimes additionnels, d'arrêter l'accroissement des charges de l'entretien, elle pourrait le faire, soit en déclassant ceux des chemins vicinaux dont l'utilité n'a pas répondu aux espérances qui avaient déterminé leur classement, soit en adoptant, à l'égard des chemins classés, un mode de réduction progressive dans le taux de la subvention départementale.

Afin d'éclairer les déterminations à prendre, si l'on suit le premier parti, et pour résoudre en même temps d'autres questions qui se rattachent aux subventions industrielles, nous avons fait constater périodiquement la circulation effective des divers chemins vicinaux, et nous joignons à ce rapport le tableau de ces résultats, qui peuvent servir à mesurer l'utilité que le pays retire de leur existence.

Réduction du taux des subventions affectées à l'entretien.

Le système d'une réduction progressive du taux de la subvention départementale consisterait, à notre avis, dans l'application des mesures suivantes:

Le taux actuel des subventions départementales serait accordé pendant le même nombre d'années à chacun des chemins classés et à classer. A l'expiration de ce terme, les allocations subiraient,

(1) En 1840, le développement des chemins classés était de 353 k. 22 m. Il s'élève aujourd'hui à 765 k. 35 m. On a donc classé, dans les quatre premières années, 88 k. 30 m. par an.
Et dans les dix dernières, 412 k. 13 m., soit 41 k. 21 m. par année.

chaque année, une réduction dont le taux, le même pour toutes, serait calculé de manière à ce qu'au bout d'une période égale à la première, le taux de la subvention fût abaissé d'une somme déterminée.

Nous pensons qu'en fixant à quinze années la durée pendant laquelle chacune des routes jouirait du montant des subventions actuelles, et à 5 pour cent, chaque année, celui de la réduction progressive qui serait opéré au profit du département, l'on concilierait les conditions d'une égalité parfaite entre toutes les routes classées, les ménagements à garder vis-à vis des communes dont la charge s'accroîtrait chaque année à partir de ce terme et l'intérêt du meilleur emploi des ressources communes.

Le tableau ci-annexé, N.° 5, calculé en supposant les réductions portant sur des longueurs de chemins égales dans chacune des quinze premières années, fait connaître le montant des économies qui seraient ainsi réalisées au profit du département dans la première période de quinze années.

Ce chiffre, qui s'élève à la somme de 325,721 fr., est évidemment un minimum, puisque les classements ont été beaucoup plus nombreux dans les premières années qu'ils ne l'ont été dans les années suivantes. Il correspond à l'exécution de 67 k. de chemins nouveaux.

L'adoption de cette mesure accroîtrait donc sensiblement la puissance des ressources disponibles pour le développement de la vicinalité. Elle serait parfaitement conforme aux principes de justice distributive et d'égale répartition que le Conseil général s'est attaché à maintenir constamment entre les diverses communications.

La charge qu'elle tendrait à reporter sur les communes qui profitent directement des chemins n'aurait d'ailleurs rien d'excessif ni de disproportionné avec les avantages qu'elles en retirent.

Il suffit, pour établir cette vérité, de remarquer qu'en moyenne la traction d'une tonne sur un chemin *de* terre exige un temps au moins double de celui qui est nécessaire pour opérer le même transport sur une chaussée. On peut donc évaluer à 0 fr. 20 c. au minimum par tonne et par kilomètre l'économie résultant de l'existence d'une chaussée; les dépenses d'entretien étant de 514 fr. par kilomètre, il en résulte qu'il suffit d'un transport de 2,570 t. pour que les économies obtenues sur les frais de traction couvrent entièrement la dépense d'entretien.

Or, un tel transport correspond à peine à 7 tonneaux par jour, soit environ 10 colliers. Il n'est pas de chemin de grande communication qui n'ait une circulation beaucoup plus forte; les communes intéressées seraient donc amplement couvertes alors même qu'elles auraient à supporter la totalité des frais d'entretien dont l'application du système ci-dessus exposé laisserait néanmoins toujours une part à la charge du département.

Le budget des chemins de grande communication serait également dégrévé par l'élévation de quelques-unes de ces voies au rang de routes départementales; mais il est évident que cette économie apparente se résoudrait en une charge nouvelle pour le département qui aurait à imputer sur un autre chapitre la totalité des frais d'entretien dont il supporte aujourd'hui seulement une partie.

Nous pensons qu'il importe d'être extrêmement réservé à l'égard des classements nouveaux qui pourraient être sollicités par les communes : les crédits de la première section du budget départemental ne permettent pas de solder aujourd'hui les dépenses afférentes à ces communications; il serait extrêmement fâcheux d'accroître sans nécessité le déficit qui, pour l'exercice 1850, s'est élevé à 81,586 fr. 41 cent.

Résumé. En résumé, dans l'état actuel, il est possible d'exécuter encore 20 kilom. de chemins nouveaux chaque année sans rien modifier aux errements suivis jusqu'à présent.

Ce nombre pourrait être augmenté soit par le déclassement des voies les moins importantes, soit par la réduction progressive des subventions départementales accordées pour l'entretien des chemins classés depuis plus de 15 années. En fixant à 5 p. % le taux de ces réductions, on augmenterait de 67 kilomètres en 15 ans, soit de 4 kilom. 40 par année la longueur des chemins qu'il serait possible de classer et d'entreprendre.

Tels sont les faits principaux qui caractérisent la situation actuelle de la partie du budget départemental affectée aux chemins de grande communication. Leur ensemble ne nous paraît avoir rien de fâcheux dans le présent, d'inquiétant pour l'avenir.

Du mode d'administration de ces chemins. Jusqu'à présent les chemins de grande communication ont été confiés aux ingénieurs des ponts-et-chaussées : depuis plusieurs années, l'extension qu'a prise et que réclame le service de la petite vicinalité, l'utilité présumée de réunir dans une même direction l'ensemble de toutes les communications régies par la même loi, ont fait naître l'opinion qu'il conviendrait de les confier à MM. les agents-voyers.

Nous avons exprimé, dans un rapport spécial adressé le 18 juillet 1849 à M. le Préfet, les considérations qui nous paraissent devoir motiver la conservation du mode suivi jusqu'à présent.

L'instruction spéciale des ingénieurs, leur expérience pratique acquise dans les divers départements où ils ont été employés, l'organisation du personnel attaché à leur service, les habitudes d'ordre et de régularité contractées dans le service général de l'Etat et du département, l'indépendance de leur position vis-à-vis des prétentions privées et des exigences locales, nous ont paru présenter un ensemble de garantie impérieusement réclamées par la nature des travaux qu'exige la construction des chemins vicinaux, des questions délicates que soulève la réduction des pentes, la direction des tracés, l'amélioration progressive des chaussées, les soins d'un entretien continu et la détermination des contingents à réclamer des grands industriels.

Nous avons pensé que MM. les agents-voyers, admis à la suite d'un concours dont le programme correspond à celui des connaissances exigées de MM. les conducteurs des ponts-et-chaussées, en nombre insuffisant aujourd'hui même pour le service de la petite vicinalité, habitués à utiliser pour une circulation exclusivement agricole, des ressources toujours trop faibles eu égard aux besoins, présenteraient des garanties relativement moindres et seraient inévitablement conduits à réduire en-deçà du nécessaire les dépenses d'entretien qu'exigent les chemins de grande communication; qu'il en résulterait à la fois une économie apparente et un dépérissement lent mais certain des chaussées, lequel se résoudrait, pour le présent, en une augmentation de frais de traction; pour l'avenir en dépenses considérables de remaniements généraux et de reconstruction.

Nous avons montré par des exemples que MM. les agents-voyers, en opérant dans les mêmes conditions que les ingénieurs, obtenaient des résultats semblables quant aux dépenses, qu'ils ne pouvaient sortir de ces conditions qu'en sacrifiant une partie du résultat qu'il faut atteindre avant tout, la viabilité.

Nous n'avons rien à ajouter à ces considérations développées dans le rapport que nous venons d'analyser et dont nous joignons ici la copie.

Seulement, nous devons entrer dans quelques nouveaux détails sur les frais d'administration et sur le mode de rémunération des agents qui concourent à la surveillance de ces chemins.

Nous persistons à penser que les rétributions proportionnelles aux dépenses sont aussi injustes dans leur principe que peu convenables dans leur application. Une rémunération fixe par année nous paraît devoir être préférée et définitivement admise.

Le taux de cette rémunération a été fixé dans le département de l'Oise et de Seine-et-Marne, d'après les bases suivantes :

Ingénieur en chef.	3,600 fr.	10,800 fr.
Quatre ingénieurs ordinaires. .	7,200	

Le nombre des agents spéciaux est de neuf pour un développement de 618 k. (Oise), soit par agent 69 k.

Dans Seine-et-Marne, les ingénieurs sont en même temps chargés du service de la petite vicinalité. Le nombre des agents spéciaux est de 30 pour un développement total de 3,059 k., dont 471 k. en chemin de grande communication. Si l'on admet, comme il paraît rationnel de le faire, que le temps nécessaire à la surveillance de ces chemins soit proportionnel au nombre des tournées réglementaires qu'ils exigent, on voit que les chemins ordinaires, à raison de trois tournées par an, nécessiteront un parcours de, ci. . . . . 7,764 k.
et les chemins de grande communication sur lesquels douze tournées sont indispensables, correspondront à un parcours total de. 5,652

Total. 13,416

Il en résulte que les trente agents du département de l'Oise seraient répartis comme il suit :

Chemins vicinaux de grande communication	$\frac{30 + 5,652}{13 \quad 416} = 12$
Chemins vicinaux ordinaires.	18

Ils auraient donc en moyenne un développement de 40 k. de chemins de grande communication de 143 k. de chemins ordinaires.

Dans le département du Nord, où les chemins de grande communication sont en grande partie pavés, ce qui nécessite une surveillance plus minutieuse que les routes empierrées, le service em-

ploie le temps de douze employés, soit en moyenne pour chacun, 62 k. 50. Mais sa réunion avec le service départemental permet d'utiliser mieux le temps des conducteurs qui devraient, en tout état de cause, être attachés au service des routes départementales, et cette circonstance favorable réduit à sept le nombre additionnel des conducteurs nécessaires pour assurer le service de l'ensemble de ces deux espèces de routes.

La séparation que l'administration supérieure a exigé du service public et du service des routes vicinales nous a donné lieu d'apprécier mieux le temps effectif qu'exige le dernier service, et les avantages que procure aujourd'hui sa réunion au service départemental.

Nous ajouterons que ces avantages ne pourraient être conservés si l'administration se déterminait à l'annexer au service de la petite vicinalité. Il serait impossible en effet d'utiliser pour le service des chemins de grande communication aucune partie du temps de MM. les agents-voyers, dont chacun, chargé d'une longueur de plus de 400 k., ne pourrait évidemment disposer d'aucune partie de son temps pour un autre service. Il faudrait donc constituer un personnel spécial. Le nombre des agents nécessaires devrait être de douze au moins. En supposant, ainsi qu'il nous paraît équitable de le faire, que l'on y admît d'abord les sept conducteurs que le service départemental aurait alors en sus de ses besoins, il resterait à créer cinq emplois nouveaux d'agents-voyers. Il faudrait de plus, pour permettre à MM. les agents-voyers actuels de donner à la grande vicinalité le temps que les sept ingénieurs du département y consacrent, diminuer pour chacun d'eux la tâche que leur impose le service des chemins ordinaires, tâche que tout le monde s'accorde à reconnaître comme beaucoup trop considérable aujourd'hui. Trois agents nouveaux seraient nécessaires. Il faudrait donc de ce chef une création de huit emplois, et comme après ces adjonctions le nombre total de MM. les agents-voyers s'élèverait seulement à **32**, en répétant le calcul que nous avons fait pour le département de Seine-et-Marne, on voit que le service de chacun d'eux aurait une étendue moyenne de 314 k. de chemins ordinaires, ou de 69 k. de chemins de grande communication. (1)

Ces développements, beaucoup trop étendus, montrent que le service serait encore incomplètement organisé, et cela doit être : car rien n'aurait encore été fait pour la petite vicinalité. L'on aurait seulement assuré à la grande vicinalité des ressources à-peu-près égales à celles qu'elle possède aujourd'hui. Il resterait encore à satisfaire le besoin généralement senti d'une organisation plus complète et plus forte du service des chemins ordinaires.

Nous pensons que, pour le faire, il serait indispensable de constituer encore 17 agents nouveaux. Or, il serait imprudent à notre avis d'augmenter les difficultés que l'on éprouvera à faire immédiatement un aussi grand nombre de bons choix en ajoutant à ce nombre celui des huit agents nouveaux qu'exigerait le service des chemins de grande communication.

Il nous reste à déterminer quelles seraient les dépenses du service, si l'administration supérieure, en le conservant aux ingénieurs, substituait un traitement fixe aux honoraires actuels déterminés proportionnellement aux dépenses.

Dans cette hypothèse, les frais de déplacement des conducteurs, les indemnités et gratifications accordées aux plus méritants, les frais d'impressions et autres dépenses matérielles, aujourd'hui acquittés sur les honoraires des ingénieurs, seraient, comme pour les routes départementales, soumis à l'approbation préalable de l'administration et soldés directement par elle. L'ensemble de ces depenses, calculées d'après des errements analogues à ceux des routes départementales, peut être évalué à 4,000

Quant aux honoraires des ingénieurs, nous avons fait connaître les bases appliquées dans d'autres départements. L'augmentation récente du nombre de nos collaborateurs par l'adjonction d'un ingénieur pour l'arrondissement de Cambrai, en nous fournissant

A reporter. . . . 4,000

(1) La longueur totale des chemins ordinaires est de 6,600 kilom., à trois tournées par an 19,800
Celle des chemins de grande communication, 765 kilom. 35, à douze tournées, ci 9,184

28,984

Ce qui donnerait pour les chemins de grande communication $32 \times \frac{9184}{28984} = 11$ agents, soit pour chacun 69 kilomètres. Chemins ordinaires, 21 agents pour 6,600, d'où 314 kilomètres par agent.

	Report. . . .	4,000

de précieuses ressources pour la direction de cet important service, a diminué la tâche de chacun d'eux. Il en résulte qu'en suivant des bases analogues à celles du département de l'Oise, les traitements pourront être ainsi réduits :

Six ingénieurs ordinaires à 1,500 fr. l'un au lieu de 1,800 fr., ci. .	9,000 fr.	
Un ingénieur en chef 3,000 fr. au lieu de 3,600 fr., ci.	3,000	12,000
	12,000	
Total.		16,000

Ce qui présenterait, relativement aux frais actuels, une économie de 7,326 fr., soit 31 p. %.

Ces derniers chiffres constituent de simples indications. Nous croyons devoir remettre à l'administration le soin de fixer le taux de cette rémunération. Jaloux avant tout de sa confiance et désireux de conserver la direction d'un service qu'ils ont créé, et se sont constamment efforcés d'améliorer, les ingénieurs seront toujours prêts à la seconder, quelle que doive être à cet égard sa détermination.

Nous nous sommes bornés dans ce rapport à exposer la situation générale du service. Les détails relatifs à chacune des routes qui le composent seront consignés dans des rapports spéciaux et relatifs à chacun des arrondissements.

TABLEAU N.° 1.

Longueur totale des chemins de grande communication exécutés et projetés.

DÉSIGNATION.	Chemins à l'entretien.	Chemins en construction.	Sommes.	Chemins dont l'exécution est à l'étude.		Sommes des longueurs.	A L'ENTRETIEN.		EN CONSTRUCTION	
				Longueur partielle.	Longueur totale.		Pavés.	Empierrement.	Pavés.	Empierrement.
Chemins à l'état d'entretien en 1850. .	670.65	»	»	»	»	670.65	389.41	281.24	»	»
Passés à l'état d'entretien pour 1851. .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chemin N.° 43. . . . . 9 02	»	6.41		»	»	»	9.02	»	6.41	»
— 45. . . . . 3 90	»	3:20		»	»	»	3.90	»	3.20	»
— 49. . . . . 9 47	34.14	»		»	»	34.14	9.47	»	»	»
— 50. . . . . 5 90	»	»	47.96	»	»	47.96	5.90	»	»	»
— 52. . . . . 5 85	»	»		»	»		»	5.85	»	»
— 20.	»	14.53		»	»	»	»	»	»	14.53
— 42.	»	16.43		»	»	»	»	»	»	16.43
— 54.	»	7.39		»	»	»	»	»	»	7.39
Chemin de Bailleul à l'Abeele, N.° 55	»	»	»	11.22	11.22	11.22	»	»	»	»
A l'étude :										
Chemin de Wormhoudt à Zeggers-Capp.	»	»	»	6.50			»	»	»	»
— de Cassel à Wattem (p. Millam)	»	»	»	15.20			»	»	»	»
— de Deûlémont à Menin. . . .	»	»	»	13.00			»	»	»	»
— de Steenvoorde à l'Hazewinde.	»	»	»	4.00			»	»	»	»
— de Caëstre à Vieux-Berquin. .	»	»	»	7.92			»	»	»	»
— d'Estaires à Béthune.	»	»	»	0.91			»	»	»	»
— d'Armentières à La Bassée. . .	»	»	»	10.83			»	»	»	»
— d'Aubers à Estaires.	»	»	»	12.11	142.65	142.65	»	»	»	»
— d'Esnes à Busignies.	»	»	»	4.00			»	»	»	»
— d'Arras à Saint-Quentin . . .	»	»	»	6.78			»	»	»	»
— de Cambrai à Metz-en-Couture.	»	»	»	12.96			»	»	»	»
— d'Avesnes à Eppe.	»	»	»	20.33			»	»	»	»
— de Maubeuge à Erquelines. . .	»	»	»	9.86			»	»	»	»
— de Fourmies à Anor.	»	»	»	8.25			»	»	»	»
— de Quaroube à Jenlain. . . .	»	»	»	10.00			»	»	»	»
Chemins en construct. MM. les agents-v.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chemin N.° 51, de Seclin à Pont-à-Marcq	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Prolongement du chemin N.° 31. . . .	»	4.60	12.60	»	»	»	»	»	4.60	»
Autres chem. passés à l'état d'ent. p. 1851	»	8.00		»	»	»	»	»	»	8.00
— de Marquette à Neuville. .	»	»	»	11.33			»	»	»	»
— de St.-Vaast à la Guisette.	»	»	»	7.54	47.41	47.41	»	»	»	»
— de Caudry à Aubencheul..	»	»	»	19.93			»	»	»	»
— d'Etrœungt à Fourmies. .	»	»	»	10.61			»	»	»	»
704.79	»	60.56	»	201.28		966.63	417.70	287.09	14.21	46.35

Indépendamment des chemins compris au tableau ci-dessus, l'on a encore étudié cette année :

Les projets de Seclin à Haubourdin. . . . 6.959

Et d'Oisy à Bugnicourt. 2.943

TABLEAU N.° 2.

Dépenses à faire pour la construction des chemins vicinaux de grande communication.

N.os des chemins.	DÉSIGNATION.	Évaluation des dépenses à faire.	SUBVENTIONS DÉPARTEMENTALES		Reste à payer.	Observations.
			Accordée.	Créditée.		
	CHEMINS EN COURS D'EXÉCUTION.					
43	De Landrecies à Solesmes. . . .	»	156,446 »	135,479 »	20,967 »	
49	De Denain à Mastaing.	»	76,500 »	72,500 »	4,000 »	
20	De Solre à Rond-Buisson. . . .	»	56,666 67	30,000 »	26,666 67	
53	D'Etrœungt à Floyon.	»	27,284 11	7,000 »	20,284 11	
51	De Seclin à Pont-à-Marcq. . . .	»	34,510 »	17,000 »	17,510 »	
31	de Bavai à Malplaquet.	»	25,980 »	15,000 »	10,980 »	
			377,386 78	276,979 »	100,407 78	
	PROJETS.					
	De Bailleul à l'Abeele.	135,000 »	62,000 »	»	62,000 »	
	De Marquette à Neuville.	114,000 »	57,000 »	»	57,000 »	
	De Saint-Vaast à Guisette. . . .	74,000 »	37,000 »	»	37,000 »	
	De Caudry à Aubencheul.	92,000 »	72,419 »	»	72,419 »	
	D'Etrœungt à Fourmies.	79,000 »	36,000 »	»	36,000 »	
		494,000 »	264,419 »	»	264,419 »	
	ÉTUDES.					
	De Wormhoudt à Zeggers-Cappel.	»	»	»	»	Terminé. A mettre en bon état par les communes.
	De Cassel à Watten.	98,000 »	49,000 »	»	49,000 »	
	De Deûlémont à Menin.	125,000 »	60,000 »	»	60,000 »	
	De Steenvoorde à l'Hazewinde. .	45,000 »	22,500 »	»	22,500 »	
	De Caëstre à Vieux-Berquin. . .	60,004 66	29,250 »	»	29,250 »	
	D'Estaires à Béthune.	6,000 »	3,000 »	»	3,000 »	
	D'Armentières à La Bassée. . . .	81,500 »	40,000 »	»	40,000 »	
	D'Aubers à Estaires.	36,500 »	18,250 »	»	18,250 »	
	D'Esnes à Busigny.	48,000 »	24,000 »	»	24,000 »	
	D'Arras à Saint-Quentin.	57,000 »	28,500 »	»	28,500 »	
	De Cambrai à Metz-en-Couture. .	70,000 »	64,010 »	»	64,010 »	
	D'Avesnes à Eppe.	190,000 »	130,000 »	»	130,000 »	
	De Maubeuge à Erquelines. . . .	40,000 »	31,913 »	»	31,913 »	
	De Fourmies à Anor.	23,000 »	14,000 »	»	14,000 »	
	De Quaroube à Jenlain.	62,000 »	31,000 »	»	31,000 »	
	Total des chemins à l'étude. .	942,004 66	545,423 »	»	545,423 »	
	Des chemins en projets. . . .	494,000 »	264,419 »	»	264,419 »	
	Sommes. . . .	1,436,004 66	809,842 »	»	809,842 »	
	A valoir pour dépenses imprévues	233,995 04	160,158 »	»	160,158 »	
	Total. . . .	1,670,000 »	970,000 »	»	970,000 »	

Les chemins de Seclin à Haubourdin et d'Oisy à Bugnicourt, sont évalués devoir coûter, le premier 30,500 fr. et le deuxième 19,758 fr.

TABLEAU N.° 3,

Indiquant les résultats de l'application des ressources départementales disponibles à l'établissement des chemins de grande communication.

DÉSIGNATION des années.	EXCÉDANT disponible.	FRAIS d'entretien des nouvelles voies.	RESTE disponible, déduction des frais d'entretien.	NOMBRE de kilomètres à construire.	SOMME des longueurs exécutées.	ACCROISSEMENT des frais d'entretien.	SOMME des frais d'entretien nouveaux.
1	187,355 »	» »	187,355 »	38.78	38.78	10,470 »	10,470 »
2	187,355 »	10,479 »	176,885 »	36.61	75.39	9,885 »	20,355 »
3	176,855 »	9,885 »	167,000 »	34.57	109.96	9,334 »	29,689 »
4	167,000 »	9,334 »	157,666 »	32.64	142.60	8,813 »	38,502 »
5	157,666 »	8,813 »	148,853 »	30.82	173.42	8,321 »	46,823 »
6	148,858 »	8,321 »	140,532 »	29.09	202.51	7,855 »	54,678 »
7	140,532 »	7,855 »	132,677 »	27.47	229.98	7,417 »	62,095 »
8	132,675 »	7,417 »	125,260 »	25.93	255.91	7,001 »	69,096 »
9	125,260 »	7,001 »	118,259 »	24.48	280.39	6,610 »	75,706 »
10	118,259 »	6,610 »	111,649 »	23.11	303.50	6,240 »	81,946 »
11	111,649 »	6,240 »	105,409 »	21.82	325.32	5,891 »	87,837 »
12	105,409 »	5,891 »	99,518 »	20.60	345.92	5,561 »	93,398 »
13	99,598 »	5,561 »	93,957 »	19.45	365.37	5,252 »	98,650 »
14	93,957 »	5,252 »	88,705 »	18.36	383.73	4,957 »	103,607 »
15	88,705 »	4,957 »	83,748 »	17.32	401.05	4,676 »	108,283 »

TABLEAU N.° 4.

Répartition des longueurs et des crédits demandés pour l'entretien des chemins de grande communication en 1851.

Numéros des chemins.	DÉSIGNATION.	LONGUEUR			CRÉDITS pour	
		Pavés.	Empierrement.	Totale.	Entretien.	Amélioration.
	ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.					
1	De Dunkerque à St.-Omer.	1.21	17.08	18.29	10,000 »	»
2	De Bergues à St.-Momelin.	3.72	22.88	26.60	15,000 »	»
3	D'Hondschoote à Watten.	17.47	17.82	35.29	11,000 »	5,000 »
4	De Bergues à Furnes.	0.38	11.52	11.90	3,000 »	»
15	De Gravelines à Cassel.	9.82	25.25	35.07	17,000 »	3,500 »
17	D'Hondschoote à Wormhoudt. . . .	1.14	15.95	17.09	10,500 »	»
18	De Cassel à Poperingue	10.87	»	10.87	6,000 »	»
44	D'Hondschoote à Ghyvelde.	»	7.57	7.57	3,000 »	»
46	De Millam à Lederzeele.	»	9.87	9.87	4,000 »	»
		44.61	127.94	172.55	79,500 »	8,500 »
	ARRONDISSEMENT DE LILLE.					
5	De Lille à Tourcoing.	9.11	»	9.11	4,200 »	»
6	De Lille à Lannoy.	10.53	»	10.53	4,100 »	»
7	De Lomme à Fournes.	9.56	»	9.56	3,100 »	»
8	De Douai à Seclin.	28.35	»	28.35	8,000 »	5,000 »
9	De Roubaix à la frontière.	8.66	»	8.66	3,300 »	»
12	De Roubaix à St.-Amand.	41.10	»	41.10	14,000 »	»
14	D'Armentières à Ypres.	7.11	»	7.11	3,000 »	»
19	De Seclin à Pont-à-Marcq.	9.25	»	9.25	3,200 »	4,000 »
22	D'Englos à Haubourdin.	1.89	»	1.89	570 »	»
23	De Bailleul à Merville	1.58	20.01	21.59	9,500 »	»
30	De Carvin à Orchies.	7.70	»	7.70	1,900 »	»
33	D'Hazebrouck à Merris.	2.50	8.16	10.66	4,100 »	»
36	De Quesnoy-sur-Deûle à Tourcoing. .	20.19	»	20.19	9,000 »	6,000 »
37	De Lannoy à Néchin.	0.58	»	0.58	170 »	»
38	De Bailleul à Estaires	0.94	16.20	17.14	8,000 »	»
39	De Seclin à La Bassée.	11.34	»	11.34	4,000 »	3,000 »
40	De Neuf-Berquin à Haverskerque. . .	0.53	9.82	10.35	4,900 »	»
41	D'Haubourdin à Carvin.	10.37	»	10.37	4,000 »	2,000 »
48	De Lomme à Loos.	3.83	»	3.83	1,500 »	1,000 »
		185.12	54.19	229.31	90,540 »	21,000 »

Numéros des chemins.	DÉSIGNATION.	LONGUEUR			CRÉDITS pour			
		Pavés.	Empierrement.	Totale.	Entretien.		Amélioration.	
	ARRONDISSEMENT DE DOUAI.							
10	De Douai à Bapaume.	6.55	»	6.55	2,500	»	»	
33	De Valenciennes à Somain.	5.46	»	5.46	2,240	»	»	
25	D'Arleux à Orchies	20.02	»	20.02	6,200	»	2,300	»
34	D'Auberchicourt à Abscon.	4.70	»	4.70	2,000	»	2,500	»
35	De Douai à St.-Amand.	27.22	»	27.22	6,500	»	2,000	»
47	D'Auberchicourt à Bugnicourt. . . .	10.55	»	10.45	2,000	»	2,000	»
53	De Courchelettes	4.15	»	4.15	1,500	»	1,500	»
		78.65	»	78.55	22,940	»	10,300	»
	ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.							
13	De Valenciennes à Somain	13.51	»	13.51	5,300	»	500	»
21	De St.-Amand à Hélesmes.	9.43	»	9.43	3,100	»	400	»
29	D'Hélesmes à Denain.	7.16	»	7.16	2,800	»	2,000	»
31	De Bavai à Solesmes.	»	25.44	25.44	12,800	»	»	
43	De Solre à Landrecies	9.02	»	9.02	2,300	»	»	
45	De Denain à St.-Vaast.	13.74	»	13.74	4,600	»	2,400	»
49	De Denain à Mastaing.	9.48	»	9.43	2,800	»	»	
50	De Fresnes à Quaroube	5.90	»	5.90	2,200	»	»	
		68.24	25.44	93.68	35,900	»	5,300	»
	ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.							
15	D'Esnes à Maretz	12.52	»	12.52	5,000	»	2,500	»
16	De Solesmes à Caudry.	9.37	»	9.37	2,700	»	1,600	»
26	De Cambrai à Solesmes.	19.24	»	19.24	6,000	»	500	»
52	De Cambrai à l'Arbre-de-Guise. . . .	»	5.80	5.80	3,200	»	»	
		41.13	5.80	46.93	16,900	»	4,000	»
	ARRONDISSEMENT D'AVESNES.							
20	De Trélon à Rond-Buisson.	10.43	»	10.43	8,000	»	5,466	36
24	De Gussignies à Avesnes	21.35	»	21.35	13,000	»	»	
27	De Maubeuge à Solre	13.35	»	13.35	6,000	»	»	
28	De Maubeuge à Binch	8.32	»	8.32	3,000	»	»	
32	D'Etrœungt à Landrecies.	20.22	»	20.22	10,000	»	»	
42	De Solre à Jeumont.	»	»	»	1,000	»	»	
		73.67	»	73.67	41,000	»	5,466	36
	Totaux pour le département. .	491.42	213.37	704.79	286,780	»	54,566	36
	Entretien des pavés	491 42	»	»	145,280	»	»	
	— des empierrements. .	»	213.37	»	141,500	»	»	

TABLEAU N.° 5,

Indiquant les résultats des réductions progressives du taux de la subvention départementale, appliquée à l'entretien.

NOMBRE des années écoulées.	VALEURS successives des contingents départementaux.	VALEUR des réductions annuelles.	RÉDUCTION cumulée sur chacun des contingents réduits.	ENSEMBLE des réductions sur les contingents.	OBSERVATIONS.
1	11,333 »	566	566 »	566 »	
2	10,767 »	538	1,104 »	1,670 »	
3	10,229 »	511	1,615 »	3,285 »	
4	9,716 »	486	2,101 »	5,386 »	
5	9,232 »	462	2,563 »	7,949 »	
6	8,770 »	438	3,001 »	10,950 »	
7	8,332 »	417	3,418 »	14,368 »	
8	7,915 »	395	3,813 »	18,181 »	
9	7,520 »	376	4,189 »	22,370 »	
10	7,144 »	357	4,546 »	26,916 »	
11	6,787 »	340	4,886 »	31,802 »	
12	6,447 »	322	5,208 »	37,010 »	
13	6,125 »	306	5,514 »	42,524 »	
14	5,819 »	291	5,805 »	48,339 »	
15	5,528 »	276	6,081 »	54,410 »	
Sommes. . . .	54,410 »		324,306 »		

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

A l'appui du projet de budget des dépenses des chemins de grande communication pour l'exercice 1851.

Nous avons, dans un rapport spécial, exposé la situation générale du service, ses besoins et ses ressources.

Nous nous proposons dans celui-ci de faire connaître les divers éléments du projet de budget de 1851; nous joignons à ce résumé général des besoins constatés pour cet exercice, les rapports détaillés de MM. les ingénieurs des divers arrondissements.

Notre travail se divise naturellement en quatre parties distinctes :

1.° Les travaux d'entretien.
2.° Les travaux d'amélioration.
3.° Les travaux en cours d'exécution.
4.° Les classements projetés.

SERVICE DE DUNKERQUE.

Des travaux d'entretien.

Les routes de cet arrondissement sont généralement à l'état normal. Nous devons en excepter cependant quelques parties pavées des chemins N.os 3 et 11, entre Bergues, Hondschoote et Looberghe, et quelques parties empierrées du chemin N.° 11.

Les crédits demandés pour l'entretien s'élèvent à 79,500 fr., et s'appliquent à un ensemble de 172 k. 55, dont en pavés 44 k. 79.

Ces dépenses se sont sensiblement élevées depuis quelques années. Néanmoins, le chiffre moyen du taux de l'entretien ne dépasse pas 0 fr. 46 par mètre courant, et coïncide, à très-peu près avec la moyenne du prix de revient pour l'ensemble du département.

Cette moyenne est en effet de 0 fr. 35 pour les pavés, et 0 fr. 49 pour les empierrements. La proposition de ces deux natures de chaussées dans l'arrondissement de Dunkerque, étant de 0 m. 27 pour les pavés et 0 m. 73 pour les empierrements, on trouve, pour le prix moyen applicable à un ensemble de chaussée ainsi composé :

0 m. 27 de pavage à 0 fr. 35	0 fr. 094
0 m. 37 d'empierrement à 0 fr. 49 . . .	0 fr. 358
Pour le total.	0 fr. 452

L'élévation du prix des matériaux dans l'arrondissement de Dunkerque devrait d'ailleurs augmenter encore cette dépense d'environ 0 fr. 08 par mètre courant.

Les augmentations de crédits accordés à ces routes depuis plusieurs années ne les ont donc pas encore ramenées au niveau moyen des autres communications départementales, et elles ont été motivées par la faiblesse relative des allocations antérieures.

Les routes empierrées de l'arrondissement de Dunkerque se divisent, sous le rapport de l'entretien, en deux catégories bien tranchées. Celles qui sont comprises entre la mer et le canal de la Colme, établies sur un sol sabloneux, approvisionnées en cailloutis des Fontinettes, sont d'un entretien facile et relativement peu coûteux. Au contraire, celles qui sont situées au-delà du canal de la Colme, situées sur un sol argileux, quelquefois accidenté, et particulièrement entretenues avec des matériaux de Lyser, sont moins belles, se dégradent plus aisément en hiver et coûtent beaucoup plus; néanmoins, depuis quelques années, leur situation s'améliore.

Quant aux pavés, ils ont généralement besoin de réparations importantes. L'existence de la chaussée N.° 11, d'un grand nombre de pavés calcaires de Landrethun, rend cet entretien très-dispendieux, à cause du bris de ces matériaux.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

La longueur des routes comprises dans cet arrondissement est de 239 k. 31, dont en pavés 185 k. 12, et en cailloutis 54 k. 19.

Les allocations demandées pour 1851 s'élèvent en totalité à 90,540 fr., ce qui donne un prix moyen de 0 fr. 378.

Si l'on tient compte de la répartition des deux natures de chaussées, on trouve qu'en appliquant les données moyennes relatives à l'ensemble du département, le prix moyen devra s'élever à 0 fr. 381, savoir :

0 m. 22 de chaussées en empierrement à 0 fr. 49.	0,108
0 m. 78 de chaussées pavées à 0 fr. 35.	0,273
Total.	0,381

Les dépenses pour l'ensemble des routes de l'arrondissement de Lille sont donc dès aujourd'hui au-dessous de la moyenne départementale, malgré l'élévation relative du prix des matériaux et l'activité exceptionnelle de la circulation sur quelques-unes de ces routes.

A l'exception des routes N.os 19, 36, 39, 41 et 48, qui exigent encore des travaux de réparation et de remaniement dans leurs parties de construction ancienne, le surplus des chaussées pavées peut être considéré comme étant aujourd'hui à l'état normal d'entretien.

Les chaussées d'empierrement sont généralement bonnes; néanmoins une diminution d'épaisseur constatée sur la route N.° 23 nous a déterminé à demander pour 1851 le maintien de l'augmentation de crédit accordée en 1850.

Les frais d'entretien des routes vicinales de l'arrondissement de Lille ont notablement diminué depuis quelques années. Nous espérons que cette progression, qui n'a pas encore atteint sa dernière limite, se développera dans les années suivantes, au fur et à mesure que les améliorations exécutées sur les parties qui laissent à désirer permettront de réduire les dépenses plus considérables qu'elles exigent encore aujourd'hui.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Le développement des chemins à l'état d'entretien dans l'arrondissement de Douai est aujourd'hui de 78 k. 65. Les allocations demandées pour l'entretien en 1851 sont de 22,940 fr., soit par mètre 29 c. Ce chiffre, qui s'applique exclusivement à des routes pavées, est inférieur à la moyenne du département. Le prix peu élevé du sable dans cet arrondissement contribue à réduire les frais d'entretien.

Les chemins de l'arrondissement de Douai n'exigent maintenant de remaniements importants que sur quelques points des chemins N.° 25 et N.° 35, et dans la traversée de Bugnicourt (chemin N.° 47). Le surplus peut être considéré comme arrivé aujourd'hui à l'état d'entretien. La route N.° 34, fatiguée par une circulation considérable, exige néanmoins chaque année de fortes réparations.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

La longueur des chemins comprise dans le service de Valenciennes est de 93 k. 68, dont en chaussée pavée 68 k. 24.

Et en empierrement 25 k. 44.

Les crédits demandés pour l'entretien de ces routes s'élèvent à la somme totale de 35,900 fr.

D'où resulte un prix moyen de 0 fr. 38.

En tenant compte, comme nous l'avons fait ci-dessus, de la répartition des deux espèces de chaussées, on voit que le prix moyen applicable à cet ensemble serait de 0 fr. 387, savoir :

0 m. 73 en chaussée pavée, à 0 fr. 35.	0,255
0 m. 27 de chaussée d'empierrement à 0 fr. 49.	0,132
Total pareil.	0,387

L'arrondissement de Valenciennes se trouve donc à très-peu près dans des conditions semblables à celles de l'ensemble des routes du département.

A l'exception de la traversée des communes de Denain (route N.° 29) et d'Haspres, la première très-fatiguée, et la seconde, de construction ancienne très-vicieuse, l'ensemble des chaussées de l'arrondissement de Valenciennes peut être considéré comme amené à l'état normal. Quelques-unes de ces routes sont d'ailleurs très-fatiguées par les transports de houille, de chaux et de betteraves qui s'opèrent dans cet arrondissement, l'un de ceux où l'industrie est le plus développée.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

La longueur des chemins de grande communication est aujourd'hui de 46 k. 93, dont 5 k. 80 en cailloutis.

Le crédit demandé en 1851 pour l'entretien est de 16,200 fr., soit par mètre 0 fr. 35.

L'application des prix moyens du département aux routes de cet arrondissement donnerait, pour le prix de revient, savoir :

0 m. 12 de cailloutis à 0 fr. 49.	0,059
0 m. 88 de pavés à 0 fr. 35.	0,308
	0,367

Il y a donc dans l'arrondissement de Cambrai une légère économie sur les dépenses d'entretien. Elle tient surtout au prix peu élevé des matériaux. Les routes de l'arrondissement de Cambrai sont à l'état d'entretien; la route N.° 15 se dégrade facilement après l'hiver par suite de la nature argileuse du sol sur lequel elle est assise.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Les crédits demandés pour les routes de l'arrondissement d'Avesnes, s'élèvent en totalité à 41,000 fr. pour une longueur de 73 k. 67 entièrement cailloutés. Le prix de revient, 0 fr. 55 par kilomètre, est supérieur à la moyenne départementale, quoique le prix des matériaux soit sensiblement moins élevé dans cet arrondissement. La consommation y est donc relativement plus considérable, ce qui tient à la fois à l'infériorité de résistance des matériaux, à la nature de la circulation qui transporte à pleine charge des marbres, des minerais, des houilles et d'autres matières pondéreuses, et à l'humidité qu'entretiennent les haies et les bois que traversent la plupart des routes de cet arrondissement. Si l'on excepte néanmoins la route N.° 20, dont une partie a besoin de rechargement, on peut considérer ces routes comme arrivées à l'état d'entretien.

En résumé, l'ensemble des crédits demandés pour l'entretien des routes en 1849 s'élève au chiffre total de 286,780 fr., et s'applique à un développement de 704 k. 79; d'où résulte un prix moyen de 0 fr. 407 par mètre.

Les dépenses faites dans les quatre années antérieures à 1849 se sont élevées à 0 fr. 494 par mètre, en sorte qu'à ce taux l'ensemble des crédits devrait s'élever aujourd'hui à 348,177 fr. Il a donc été réalisé de ce chef une économie annuelle de 61,397 fr., qui résulte à la fois et de l'exé-

cution antérieure des améliorations nécessaires, et de la distinction essentielle introduite dans les évaluations des travaux d'entretien et d'amélioration.

La répartition des travaux exécutés en 1849 a donné, relativement à l'exercice 1848, les résultats suivants :

CHAUSSÉES PAVÉES.	1849.		1848.	
	Pavés.	Cailloutis.	Pavés.	Cailloutis.
Matériaux. Grès.	72 »	»	32 »	»
Sable.	91 »	»	115 »	»
Zones en trottoirs. . .	10 »	»	14 »	»
Empierrements. . . .	»	302 »	»	292 »
Main-d'œuvre. Relevés à bout. .	24 20	»	120 »	»
Réparations simpl.	68 30	»		»
Cantonniers. . . .	29 »	118 »	33 »	113 »
Auxiliaires. . . .	»	46 »	»	48 »
Terrassements. . .	50 »	28 »	110 »	14 »
Travaux d'art. . .	25 »	16 »	8 50	3 »
Dépenses diverses.	39 »	21 »	52 50	24 »
	408 »	531 »	485 »	494 »

La totalité des réductions opérées d'une année à l'autre porte, ainsi qu'on le voit, sur les chaussées pavées et doit y être imputée, principalement à l'article des terrassements et des soufflages qui ont été notablement diminués, ce qui a permis d'augmenter la fourniture des grès neufs, tout en conservant une économie du sixième sur le chiffre des dépenses antérieures. Nous espérons que nous arriverons à des résultats plus économiques encore, en réduisant aux réparations des traverses l'emploi des grands ateliers de soufflage, et faisant exécuter les réparations simples dans les parties intermédiaires par des cantonniers aidés d'un petit nombre d'auxiliaires. Nous joignons à ce rapport le tableau des dépenses faites en 1849 sur chacune des routes vicinales, avec la ventilation des diverses natures d'ouvrages.

Travaux d'amélioration proposés.

L'ensemble des travaux d'amélioration projetés s'élève en totalité à la somme de 54,900 fr., et a pour objet les routes ci-dessous désignées :

Route N.° 3, remaniement du pavage entre le pont du Grand-Millebrugghe et le pont du Cerf. . . . . 5,000 »

Le pavage de cette route est raboteux. L'exécution de grands relevés à bout a déja été opérée entre les ponts à Mouton de Slyklines et près du pont du Cerf. Il serait utile de continuer ces améliorations en 1851.

Route N.° 11, rechargement des parties de l'empierrement qui présentent le moins d'épaisseur et se dégradent en hiver, entre le piquet N.° 17 et le pied de la rampe de Cassel. . . . . 3,500 »

Le mode à suivre pour le remaniement de la chaussée entre Bourbourg et Looberghe a été l'objet d'un rapport spécial de M. l'ingénieur de l'arrondissement de Dunkerque. Nous le joignons à ce travail. Nul doute que l'empierrement ne soit préférable au point de vue de l'économie, mais la nécessité de l'exécuter repose à notre avis sur la constatation d'un fait sur lequel il importe, avant tout, d'être

A reporter. . . 8,500 »

Report. . . . . 8,500 »

éclairé ; à savoir la proportion des déchets du pavage. Si cette proportion était en ce point la même que sur les autres routes du département, il n'y aurait pas plus de raison d'opérer la conversion projetée en ce point plus qu'ailleurs. Nous avons demandé qu'il fût opéré sur ce chemin une expérience spéciale qui pût fixer l'administration sur l'importance des sacrifices qu'exigeraient la réparation et la conservation du pavage. L'excès de dépenses qui résulterait de ce mode devra d'ailleurs être mis en balance avec l'avantage que la circulation considérable sur cette partie (182 colliers à charge) pourra retirer d'une traction plus facile. Jusqu'à l'achèvement de cette expérience, nous estimons qu'il y a lieu de réserver cette question.

Route N.° 8 (Lille). Le syndicat avait demandé divers travaux d'amélioration et de perfectionnement qui ont été l'objet d'une évaluation spéciale, montant à 22,570 francs 56 c. M. de Lafrémoire déclare, dans le rapport ci-annexé, qu'il sera possible de faire face avec un crédit de 5,000 fr. à l'exécution des travaux les plus utiles. . 5,000 »

Les autres crédits demandés pour l'arrondissement de Lille s'appliquent à des remaniements de parties anciennes de pavage. Il est important que ces travaux, qui ont déjà produit des améliorations sensibles dans l'état des chaussées, soient poursuivis. Les demandes présentées sont les suivantes :

Chemin N.° 19.	4,000 »
Chemin N.° 36 (Délibération antérieure du Conseil général, session de 1846.). .	6,000 »
Chemin N.° 39.	3,000 »
Chemin N.° 41.	2,000 »
Chemin N.° 48.	1,000 »

La commune de Férin a réclamé contre les inconvénients des pentes rapides du pont établi dans cette commune, à la rencontre du chemin N.° 10 et du canal de la Sensée. Elle sollicitait l'établissement d'un pont mobile qui aurait exigé une dépense de 7,000 fr. au moins, grevé le budget du chemin des dépenses annuelles relatives à l'entretien du pont et au salaire du pontonnier, et assujetti chacune des deux lignes aux interruptions qu'exige le passage de l'autre. Nous avons pensé qu'il était indispensable de se borner à améliorer autant que possible les rampes actuelles, en les ramenant à 0 m. 05 par mètre. La dépense à faire, suivant le projet ci-joint, s'élèverait à 1,300 fr. 50 cent. Nous ne l'avons pas comprise au budget de cette année, mais il sera possible de l'y ajouter, si l'administration partage notre avis et repousse l'exécution d'un pont mobile.

La route N.° 25, dans les parties anciennes, présente un profil défectueux et des parties raboteuses ; dans les années antérieures, on a exécuté sur le fonds d'entretien de grands relevés à bout destinés à améliorer ces parties. Nous avons fait distraire de l'entretien ces travaux pour lesquels on avait indiqué au budget une allocation facultative de . . . . . 2,300 »

Cette route, à partir du pont Mony et jusqu'au bout du bois de Faux, est très-étroite ; placée entre deux fossés profonds, elle offre des dangers réels que les plantations actuelles contribuent à dissimuler, et qu'il serait utile de faire disparaître, soit en élargissant la route, soit en modifiant son tracé.

Deux projets ont été rédigés dans cette double hypothèse ; la dépense du premier s'élève à 4,200 fr., et celle du second à 8,000 fr. Celle-ci pourrait être considérablement réduite si l'influence du syndicat déterminait les propriétaires à faire quelques concessions sur le prix des terrains évalués 4,389 fr. dans le projet de redressement.

Dans le cas où le département ne pourrait donner suite à aucun de ces deux projets, il serait indispensable de planter deux haies assez élevées qui remplacent les plantations, quand il sera devenu nécessaire de les abattre.

L'excessive fatigue du chemin N.° 34 rend son entretien très-dispendieux, et malgré cet excès de dépenses, la chaussée est souvent rouagée. M. l'ingénieur de l'arrondissement de Douai propose de l'élargir par deux zones en cailloutis de 1 m. 00 de largeur, dont l'établissement coûterait 13,108 fr., et il demande un

A reporter. . . . . 31,800 »

Report.	31,800	»
crédit de 2,500 fr. pour commencer ce travail en 1851	2,500	»

Nous estimons qu'il y a lieu d'approuver cette dépense en restreignant à 0 m. 75 la largeur de chaque zône, ce qui diminue les dépenses d'un quart et permet de réaliser en quatre années ce perfectionnement utile.

La route N.° 35 a encore besoin de quelque remaniement que M. l'ingénieur ordinaire évalue à 2,400 fr. et qu'il propose d'exécuter en deux années, soit pour 1851 . . . . . 1,200 »

Le pont établi sur le Décours, dans la traverse du marais des six villes, est très-mal placé relativement à l'axe du chemin. Son passage étroit est dangereux, et il serait nécessaire pour améliorer, d'adopter une coupe biaise qui place les têtes dans la direction du chemin. Une somme de 800 fr. avait été portée au budget de 1851 pour l'exécution de ce travail; mais l'étude du projet a fait reconnaître qu'il fallait opérer une reconstruction totale, dont la dépense est évaluée devoir coûter 2,600 fr., non compris les acquisitions de terrains. Pour exécuter ce travail en 1851, il sera nécessaire de porter le crédit au montant du projet, ci. . . . . 2,600 »

Le chemin N.° 47 vient d'être terminé, mais la traversée de Bugnicourt (ancien pavé) exige des réparations importantes. Nous avons demandé pour leur exécution un crédit de . . . . . 2,000 »

Le chemin N.° 53 qui réunit les routes N.os 17 et 50, est presqu'entièrement dépourvu de fossés. Un crédit de 1,500 fr. avait été demandé pour leur ouverture. Nous estimons que ce travail devra être exécuté par les cantonniers, et ne pensons pas qu'il y ait urgence à réaliser cette année la totalité de ces travaux. En conséquence, nous ne faisons à cet égard aucune proposition.

Les routes N.os 13 et 21, dans l'arrondissement de Valenciennes, sont placées sur des terrains humides et meubles où les bordures sont fréquemment déchaussées; M. l'ingénieur de l'arrondissement a demandé, pour continuer les épaulements, un crédit total de 900 fr. ainsi réparti :

Route N.° 13	500	»
Route N.° 21	400	»

La traversée de Denain (route nationale N.° 29) (partie construite autrefois par la compagnie d'Anzin), est dans un très-mauvais état. Nous demandons la continuation du crédit de 2,000 fr. à accorder sur le budget de 1850, pour le commencement de ce travail, et nous nous réunissons à l'avis de M. l'ingénieur ordinaire, sur la convenance d'exécuter ce travail sur 5 m. de largeur en pavés dans toutes les parties habitées, et de réduire la chaussée à 3 m. avec deux zônes en empierrement de 1 m. dans la partie comprise entre Denain et le pont sur l'Escaut. . . . . 2,000 »

Nous demandons également pour la traverse d'Haspres (route N.° 45) à laquelle un premier crédit de 2,400 fr. a été accordé en 1850, la continuation de cette allocation nécessaire au perfectionnement de la chaussée . . . . . 2,400 »

Le chemin N.° 15, d'Esnes à Maretz, est traversé à Clary par un ruisseau qui s'étend sur la chaussée; et l'on a proposé de remplacer le cassis dangereux et incommode qui existe en ce point par un ponceau pour lequel un crédit de 1,200 fr. avait été accordé pour l'exercice 1850.

Le projet de cet ouvrage a soulevé des craintes assez vives et excité une réclamation qui a été l'objet d'un examen approfondi; le rapport de M. l'ingénieur ordinaire conclut à l'exécution du ponceau et à l'agrandissement du débouché proposé. La dépense sera augmentée de 800 fr., que nous comprenons dans nos demandes de 1851 . . . . . 800 »

Nous proposons de réduire à 1,700 francs l'allocation du crédit de 2,500 francs demandé pour suppression de sept cassis, et de subordonner d'ailleurs son emploi à la rédaction de projets réguliers et complets. . . . . 1,700 »

Un crédit de 1,000 fr. serait très-utile pour assurer les moyens d'écoulements dans les traversées étroites de Viesly et de Béthencourt (chemin N.° 16.) Nous le

A reporter. . . .	47,900	»

Report . .	47,900	»
demandons sous la réserve de production de projets réguliers avant l'emploi	1,000	»
Les bordures du pavé se déchaussent dans plusieurs rampes du chemin N.° 26. Une somme de 500 fr. est demandée pour effectuer en 1851 les épaulements dans les parties qui se dégradent le plus.	500	»
Le chemin N.° 20 a perdu une partie considérable de son épaisseur dans la traversée du bois qui suit le hameau des Noires-Terres. Il est convenable de le recharger dans cette partie, qui n'a plus que 0 m. 08 d'épaisseur et peut être facilement trouée au dégel. Le projet de ces travaux a été dressé par M. le conducteur Dubrulle, et s'élève à 5,852 fr. 55 c., sur lesquels nous proposons d'allouer en 1851 un crédit de.	5,500	»
Total des crédits demandés.	54,900	»

Travaux en cours d'exécution.

Les chemins entrepris dans les dernières années et exécutés sous la direction des ingénieurs, sont les suivants :

DUNKERQUE.	N.° 44,	de Ghyvelde à Hondschoote.
	N.° 46,	de Millam à Lederzeele.
LILLE.	N.° 40,	de Neuf-Berquin à Haverskerque.
DOUAI.	N.° 47,	d'Auberchicourt à Bugnicourt.
VALENCIENNES.	N.° 45,	de Denain à Saint-Vaast.
	N.° 49,	de Denain à Mastaing.
	N.° 50,	de Fresnes à Quaroube.
	N.° 43,	de Landrecies à Solesmes.
AVESNES.	N.° 24,	prolongement jusqu'à Saint-Remi-Chaussée.
	N.° 42,	de Solre à Jeumont.
	N.° 20,	de Solre à Trélon.
	N.° 53,	d'Etrœungt au Nouvion.

Sont aujourd'hui terminés et livrés à la circulation les chemins N.os 44, 46, 40, 47, 49, 50 et 24.

Il ne reste plus en cours d'exécution que les chemins N.os 42, 43, 45, 20 et 53.

L'on espère que le chemin N.° 42, déjà empierré sur une longueur de 6 k. 80, pourra être terminé et livré à la circulation à la fin de cette campagne.

Les longueurs restant à exécuter au 1.er janvier 1851 sur les autres chemins peuvent être établies comme il suit :

Chemin N.° 43.	6 k.	41
N.° 45.	3	20
N.° 20.	14	53
N.° 53.	7	39
	31	53

L'exécution des chemins N.os 43 et 45 est et sera longtemps retardée par cette circonstance qu'une partie des communes intéressées ont voté leurs contingents en prestations à longs termes, les derniers ne seront exigibles qu'en 1858 et 1862.

L'exécution des chemins N.os 49 et 50, complètement terminée, a laissé disponible des excédants qui seront appliqués à l'exécution de quelques travaux de perfectionnement soumis, dans des rapports spéciaux, à l'approbation de M. le Préfet. Le surplus servira à dégrever d'autant les crédits d'entretien.

Les subventions départementales sont aujourd'hui complètes pour la majeure partie des chemins. Il ne reste plus à payer qu'une partie de celles accordées aux chemins N.os 43, 49, 20 et 53, savoir :

Route N.° 43.	20,967 fr.
Route N.° 49.	4,000
Route N.° 20.	26,666
Route N.° 53.	23,955
	75,588

Ces sommes peuvent facilement être accordées, non seulement sur le budget de 1851, mais encore par le budget de report des exercices antérieurs, qui présente aujourd'hui un reliquat considérable; en admettant que l'on ne prélève sur ce budget qu'une somme de 47,967 fr., inférieure de plus de moitié à leur caisse effective, la somme à créditer pour 1851 serait seulement de 27,621 francs.

A la vérité, il y aura lieu d'y joindre, si M. le Ministre de la Guerre autorise l'exécution du chemin de Bailleul à l'Abeele, une partie de la subvention accordée pour ce chemin (environ 70,700 fr.) Mais dût-on même la porter tout entière, il est certain que l'on ne pourrait encore absorber la totalité des ressources affectées à la grande vicinalité. Mais, outre que l'approbation ministérielle n'est pas encore obtenue (1), l'on doit compter aussi que plusieurs campagnes seront nécessaires à l'exécution du chemin. Il y aura donc, dès 1851, un excédant de ressources considérable qui pourront être appliquées au développement de la grande vicinalité, et permettent dès aujourd'hui de nouveaux classements.

Classements nouveaux.

Les chemins qui ont fixé l'an dernier l'attention du Conseil général sont les suivants :

DUNKERQUE.	De Zeggers-Cappel à Wormhoudt.
	D'Hondschoote à la frontière.
	D'Herzeele à Steenvoorde.
	De Petite-Synthe au Grand-Millebrugghe.
	Du Grand-Millebrugghe à Dunkerque.
HAZEBROUCK.	De Neuf-Berquin à Caëstre.
	De Cassel à Watten.
	D'Estaires à Béthune.
	De l'Hazewinde à Steenvoorde.
	De Merville à Calonne.
LILLE.	D'Armentières à La Bassée.
	De Seclin à La Bassée.
	D'Haubourdin à Seclin.
	D'Aubers à Estaires.
	De Deûlémont à Menin.
DOUAI.	D'Arleux à Paluel.
VALENCIENNES.	De Quaroube à Jenlain.
CAMBRAI.	De Maretz à Busigny.
	De Cambrai à Aubencheul.
	De Metz-en-Couture à Cambrai.
	De Marquette à Neuville-Saint-Remi.
	De Saint-Vaast à la Guisette.
AVESNES.	D'Avesnes à Eppe.
	D'Etrœungt à Anor.
	De Bavay au Câteau.
	De Maubeuge à Erquelines.
	D'Etrœungt à Wignehies.
	De Trélon à Anor, par Ohain et Anor.

Dans notre opinion, parmi ces chemins, ceux qui réunissent le mieux les caractères de grande vicinalité, sont les suivants :

1.° Le chemin de Wormhoudt à Zeggers-Cappel, qui doit relier un grand nombre de communes à la station du chemin de fer d'Esquelbecq. Un rapport spécial adressé à M. le Préfet fait con-

(1) Cette approbation vient d'être accordée par M. le colonel directeur du génie.

naître les travaux d'amélioration qui resteront encore à faire pour mettre ce chemin en état de réception. Sa longeur serait de 6 k. 251.

2.° De Caëstre à Vieux-Berquin, qui crée également des relations importantes entre la station de Strazeele et les communes voisines des chemins N.os 23, 33 et 38. La compagnie du chemin de fer offre son concours par une réduction notable sur le prix du transport des matériaux. La dépense totale serait de 60,004 fr. 66 c. pour une longueur de 7 k. 92.

3.° Le chemin d'Estaires à Béthune, dont l'étendue sur le territoire du département est 0 k. 91 seulement, et qui met en communication les villes du Nord avec le chef-lieu de l'un des arrondissement du Pas-de-Calais.

4.° Le chemin de l'Hazewinde à Steenvoorde, lequel abrège d'au moins sept kilomètres la distance de l'une des plus importantes communes de l'arrondissement d'Hazebrouck au chef-lieu.

5.° Le chemin de Cassel à Watten.

Ce chemin comprend deux parties essentiellement distinctes :

La première, de Cassel à Lederzeele, coupe diagonalement le quadrilatère formé entre les routes N.° 42, les chemins N.os 2 et 11, et la route de Saint-Omer à Saint-Momelin.

Malgré la grande étendue de ce quadrilatère (environ 150 k. carrés, dont 100 sur le département du Nord), le nombre des communes qu'il renferme est de huit seulement, dont cinq, Bavinckhove, Ochtezeele, Buyscheure, Broxeele, Zuytpeene, sont privées de débouchés. La somme nécessaire pour la création des chemins utiles à ces communes était évaluée, à la fin de 1848, à 23,190 francs.

Il y a lieu de se demander s'il est bien utile de construire aujourd'hui cette partie de chemins dont la longueur sera de 11 k. 18, et la dépense de 65,000 fr., et qui, ne traversant aucune des agglomérations des communes ci-dessus désignées, ne les dispensera pas d'établir encore pour y accéder une partie des chemins de débouché ci-dessus énumérés.

Ne vaudrait-il pas mieux pour ces communes recevoir un subside égal au quart des dépenses ci-dessus évaluées à 23,190 fr., qui leur laisserait à supporter une dépense de 16,393 fr., que d''avoir à payer : 1.° leur contingent de moitié dans une dépense totale de 65,000 fr;

2.° Le surplus des chemins de débouchés qui resteraient à établir même après l'exécution du chemin de grande communication.

La seconde partie de Lederzeele à Watten a été l'objet d'un rapport spécial, d'où résultent les faits suivants :

La distance de Lederzeele à Watten par la ligne projetée sera de 8,500 m. et la dépense des travaux sur un sol accidenté et difficile sera d'au moins 8,500 francs.

La seule commune qui trouve dans l'exécution de ce chemin un débouché pour ses exploitations est celle de Wulverdinghe. La dépense nécessaire pour le lui procurer avait été évaluée en 1848 à 11,600 francs.

Il faudrait donc consacrer un supplément de 73,400 fr. pour abréger le parcours actuel de Lederzeele à Watten, lequel peut s'opérer dès aujourd'hui par deux voies : l'une dirigée de Lederzeele sur Saint-Momelin, ayant 11 k. 50; l'autre par Millam et le bac de Shepstat, présentant un développement de 12 k. 50.

Une abréviation de 3 k. 00 sur la distance de Cassel et des communes riveraines jusqu'à Lederzeele et Watten, constitue donc le seul avantage résultant des sacrifices additionnels qu'exigerait la création de cette ligne.

Ces sacrifices s'élèvent à 73,400 fr. en capital, soit par année.	3,670 »
Et pour entretien au moins.	2,330 »
Total.	6,000 »

Il serait possible de réduire les sacrifices, et d'abréger d'une manière suffisante le parcours total en suivant, à partir de Lederzeele, le chemin N.° 46 jusqu'à Millam. A partir de ce point, un embranchement de 4 k. de longueur se dirigerait en plaine sur Watten, en utilisant quelques parties de chemins déjà empierrés. La longueur totale du parcours serait de 10 k. 250, ce qui donnerait une abréviation de 1 k. 25. La dépense totale évaluée par M. l'ingénieur ordinaire, au maximum de 32,000 fr., ne dépasserait certainement pas cette limite. On aurait donc pour l'ensemble des frais annuels :

Intérêts des capitaux.	1,600	»
Frais annuels d'entretien.	1,600	»
	3,200	»

Nous croyons que, l'adoption de ce parti, moins satisfaisant au point de vue théorique, serait préférable au premier, en utilisant mieux et complétant dans la direction de Watten le chemin de grande communication N.° 46.

Tout en reconnaissant le caractère de grande vicinalité de la première partie du chemin de Cassel à Watten et l'utilité de la modification de tracé indiquée pour la seconde, nous croyons que le classement de ce chemin n'a rien d'urgent, et qu'en présence des excédants considérables déjà reçus par l'arrondissement de Dunkerque, il y a lieu de différer toute détermination à son égard.

5.° Le chemin d'Armentières à La Bassée.

Ce chemin est destiné à ouvrir dans l'espace considérable compris entre les routes nationales N.° 42, le chemin N.° 7, la route nationale N.° 41 et la route départementale N.° 16, une communication d'une utilité incontestable.

Deux projets sont aujourd'hui en présence : l'un par Herlies et Fromelles avait été évalué devoir coûter 180,000 fr. pour une chaussée pavée.

Le second se dirige de La Boutellerie vers Radinghem et se réunit par le pavé de Beaucamps à la route nationale N.° 41. Sa dépense est évaluée à 43,000 francs

Une variante de ce projet y ajoutait comme appendice l'empierrement de la lacune de Radinghem à Aubers évalué devoir coûter 103,500 francs.

Nous pensons qu'il ne peut s'établir de comparaison qu'entre le premier projet et le second, dégagé de son appendice.

Il est clair, en effet, que la dépense de 180,000 fr. sera réduite par l'emploi du cailloutis à un chiffre beaucoup moins élevé que celui de la dépense du second projet (1) avec son embranchement, lesquels coûteront ensemble 146,500 fr., et comme d'ailleurs ce projet se recommande par une meilleure direction, il devait être préféré à tous égards.

Nous n'avons pas encore reçu les études qui ont été demandées relativement à ce projet. Elles seront transmises à M. le Préfet dès qu'elles nous seront parvenues.

6.° Le chemin de Seclin à La Bassée n'exige, pour être complété, que la construction du pont de Bauvin. La dépense est évaluée à 18,000 fr., et nos propositions pour la répartition de la dépense ont été adressées à M. le Préfet.

7.° Le chemin de Seclin à Haubourdin, par Wattignies, établit entre deux localités importantes de l'arrondissement de Lille une communication qui ne peut s'opérer aujourd'hui que par de très-longs circuits. Les études sont près d'être terminées, et nous espérons pouvoir les adresser bientôt à M. le Préfet.

8.° Le chemin d'Estaires à Aubers et Don; la longueur de ce chemin sur le Nord est de 12. k. 11 m., ainsi répartie :

D'Estaires à la limite du Pas-de-Calais.	1	52
D'Aubers à la route nationale N.° 41.	5	98
De la route nationale N.° 41 à Don.	4	61
	12	11

Cette ligne exige, pour sa restauration, une dépense de 36,500 fr. Nous avons proposé, l'année dernière, d'élever la proportion du contingent des communes. Nous n'insisterons pas sur cette proposition, moins rigoureuse, au fond, que la demande faite aux communes intéressées au chemin de Zeggers-Cappel à Wormhoudt, d'exécuter à leurs frais la totalité des travaux nécessaires pour le mettre en parfait état, parceque la situation financière des arrondissements de Lille et de Dunkerque, relativement aux recettes et dépenses des voies de communication, motive parfaitement cette différence dans les justes exigences de l'administration départementale.

9.° Le chemin de Deûlémont à Menin, sur la rive gauche de la Lys.

(1) La longueur totale des lacunes suivant les 2.e et 3.e projets est de 9,000 m., suivant le 1.er elle est de 6,595 m.

Ce chemin aurait pour but d'abréger les communications des communes riveraines de la Lys. De plus, il donnerait aux communes de Deûlémont et Warnêton des débouchés qui leur manquent aujourd'hui, et dont la dépense était évaluée, en 1848, devoir coûter 49,153 fr.

La longueur à construire serait d'environ 13 k., et la dépense ne s'élèverait probablement pas au-delà de 125,000 fr. Les communes auraient donc à ajouter environ 13,000 fr. de plus pour leur contingent dans l'exécution du chemin; les avantages obtenus seraient d'ailleurs bien plus grands.

Nous n'avons pas encore reçu les études relatives à ce chemin, dont le classement nous paraît se recommander par l'importance des communes traversées et sa situation relativement à la Lys.

10.° Le chemin de Quaroube à Jenlain établira entre les communes situées au-dela de Valenciennes, vers Condé et l'arrondissement d'Avesnes, une relation qui manque aujourd'hui. L'étude de ce chemin n'a pas été demandée aux ingénieurs.

11.° Le chemin de Maretz à Busigny, sans créer aucun débouché nouveau, établit entre les deux extrémités de la route départementale N.° 10 et du chemin N.° 15, une communication rapide, qui aboutit, d'une part, à Cambrai; de l'autre, au Câteau et à Bohain, et présente une importance véritable pour un grand nombre de communes.

L'étendue de ce chemin serait de 4 k.; sa dépense est évaluée à 48,000 fr.

12.° Le chemin de Caudry à Aubencheul réunit les routes nationales N.os 39 et 17, la route départementale N.° 16 et le chemin N.° 15, et donne aux communes de Caullery, Selvigny, Malincourt et Villers-au-Tertre, des voies qui leur manquent aujourd'hui et dont la création avait été évaluée, en 1848, devoir coûter 45,750 fr.

La longueur totale de cette voie est de 17 k. 93 m. La dépense, à raison des sacrifices faits antérieurement par les communes, est de 92,000 fr. seulement, dont 19,581 fr. resteraient à acquitter par elles.

13.° Le chemin de Cambrai à Metz-en-Couture, par Noyelles, Proville, Marcoing, Ribécourt, aurait une longueur de 12 k. 96 m., et coûtera 70,000 fr. Les sacrifices antérieurs faits par les communes réduiront leur contingent à 5,990 fr. et militent en faveur de ce classement, que motive l'étendue de l'espace compris entre les deux routes nationales N.os 17 et 29, et les relations qu'il doit établir entre Cambrai et plusieurs communes importantes du Pas-de-Calais. Le débouché qu'il procure à la commune de Ribécourt avait été évalué, en 1848, devoir coûter 15,000 fr.

14.° Le chemin de Marquette à Neuville-Saint-Remy établit entre les mines d'Aniche, d'Azincourt et Cambrai, une communication éminemment utile, et qui fournit en même temps aux communes de Marcq, Wasnes-au-Bac, Paillencourt, Bantigny, Cuvillers et Tilloy, des débouchés dont la dépense a été évaluée à 59,960 fr. La dépense totale est évaluée à 114,000 fr. Sa longueur est de 11 k. 33 m.

15.° Le chemin de Saint-Vaast à la Guisette est destiné à relier les bassins houilliers de Denain et d'Aniche avec Le Câteau et les communes situées au-delà de la route N.° 39, par une voie qui formera, avec le chemin N.° 45 et le prolongement du chemin de Caudry, une ligne de grande communication de la plus haute importance. Il y a lieu d'observer, néanmoins, qu'aujourd'hui cette communication existe par Solesmes et le chemin N.° 16; mais elle sera notablement abrégée (7 k. 14 m.) au lieu de 16 k. 09 m.; et, de plus, la commune de Quiévy sera desservie et déchargée de la dépense du chemin de débouché, évaluée 9,450 fr.

Les premières études portent la dépense totale à 74,000 fr.

16.° Le chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage, dirigé dans la riche vallée de l'Helpe-Majeure, ouvre aux communes de Semeries, Ramousies et Villers, des débouchés qui leur manquent et dont la dépense a été évaluée à 13,970 fr. La commune d'Eppe-Sauvage, qui était portée dans le tableau de 1848 pour une somme de 36,000 fr., nécessaire à la création d'un chemin de débouché, s'étant reliée à Trélon, il y a peu de motifs d'espérer que le classement de ce chemin, qui exigerait une dépense de 190,000 fr., dont 60,000 fr. à la charge des communes, puisse être prononcé, malgré les caractères de grande vicinalité qu'il présente.

17.° Le chemin d'Etrœungt à Anor, par Wignehies et Fourmies, est destiné à traverser une des parties les plus industrielles de l'arrondissement d'Avesnes.

La dépense totale est évaluée 102,000 fr., pour une longueur de 18 k. 86 Une partie de cette dépense doit être supportée par le département de l'Aisne. Bien qu'il ne crée aucun débouché nouveau, néanmoins il améliore notablement ceux qui existent et facilite les relations multipliées qui existent entre les communes qu'il réunit.

Il complète, avec les chemins N.os 32, 43 et 26, une ligne considérable qui traverse dans toute sa largeur la partie sud du département du Nord.

18.° Le chemin de Maubeuge à Erquelines complète la voie latérale à la Sambre, que forment aujourd'hui les routes départementales N.os 6 et 13, et donnent aux communes de Bousies et Marpent les débouchés qui leur manquent, et dont la dépense a été évaluée à 15,870 fr. La dépense totale est évaluée à 40,000 fr., et le contingent des communes à 8,087 fr., dont 6,000 fr. seront fournis par la compagnie du chemin de fer belge, très-intéressée aujourd'hui à ce que les communes françaises puissent accéder aisément à la station d'Erquelines.

Cet intérêt communal continuera à subsister pour les villages situés entre Erquelines et Maubeuge, après l'exécution du chemin de fer français. Il augmentera même, à raison de l'importance que la station de Maubeuge acquerra nécessairement.

Les chemins que nous venons d'énumérer embrassent ensemble un développement de 191 k. La dépense qu'ils exigeraient peut être évaluée approximativement à 1,345,000 fr. Nous ne pensons pas que, malgré la situation prospère du budget de la grande vicinalité, il soit prudent ni possible d'aborder d'un seul coup une tâche aussi étendue; ce serait évidemment engager l'avenir pour un trop grand nombre d'années.

Nous estimons qu'il convient d'arrêter ainsi qu'il suit, par arrondissement, l'ordre de priorité à attribuer aux divers chemins proposés.

	Longueurs.		Dépenses.	
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.				
1. Le chemin de Zeggers-Cappel à Wormhoudt.	6.25	11.75	» »	41,000 »
2. Le chemin de Cassel à Watten.	5 50		41,000 »	
ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.				
Le chemin de Caëstre à Vieux-Berquin	7.92	22.51	60,005 »	167,005 »
Le chemin d'Estaires à Béthune.	0.91		6,000 »	
Le chemin de Cassel à Watten.	9.68		56,000 »	
Le chemin de l'Hazewinde à Steenvoorde. . . .	4.00		45,000 »	
ARRONDISSEMENT DE LILLE.				
Le chemin d'Estaires à Don.	12 11	43.94	36,500 »	340,500 »
Le chemin d'Armentières à La Bassée.	10.83		110,000 »	
L'achèvement du chemin de Seclin à La Bassée.	» »		18,000 »	
Le chemin de Deûlémont à Menin.	13.00		96,000 »	
Le chemin de Seclin à Haubourdin.	8.00		80,000 »	
ARRONDISSEMENT DE DOUAI.				
Néant.	» »	» »	» »	» »
ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.				
Le chemin de Fresnes à Quaroube.	10.00	10.00	62,000 »	62,000 »
A reporter. . . .		88.20	*A reporter.*	610,505 »

Report. . . .		88.20	*Report*. .		610,505 »
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.					
Le chemin de Caudry à Aubencheul.'.	17.93		92,000 »		
Le chemin de Maretz à Busigny.	4.00		48,000 »		
Le chemin de Marquette à Neuville-St.-Remy. .	11.33	53.76	114,000 »	398,000	»
Le chemin de Cambrai à Metz-en-Couture. . . .	12.96		70,000 »		
Le chemin de St.-Vaast à la Guisette.	7.54		74,000 »		
ARRONDISSEMENT D'AVESNES.					
Le chemin de Maubeuge à Erquelines.	9.96		40,000 »		
Le chemin d'Anor à Etrœungt.	18.86	49.05	102,000 »	332,000	»
Le chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage.	20.33		190,000 »		
Sommes.		181.01		1,337,505	»

Nous avons tenu compte dans cette appréciation de l'utilité relative des chemins, des débouchés que leur création offrira aux communes riveraines, des dépenses qu'exigera leur établissement et des ressources que présente aujourd'hui le concours offert par les deux compagnies du chemin de fer du Nord et d'Erquelines.

Nous estimons qu'il y aurait lieu de choisir cette année parmi les chemins suivants : de Zeggers-Cappel à Wormhoudt, de Caëstre à Vieux-Berquin, d'Estaires à Béthune, d'Estaires à Aubers et à Don, d'Armentières à La Bassée, de Fresnes à Quaroube, de Caudry à Aubencheul, de Cambrai à Metz-en-Couture, d'Esnes à Busigny, de Maubeuge à Erquelines et d'Etrœungt à Anor, ceux pour lesquels des offres suffisantes de concours seraient faites par les communes.

SERVICE

DES CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION.

PROJET DE BUDGET POUR 1851.

Entretien et améliorations.

N.os des services.	N.os des routes.	DÉSIGNATION DES ROUTES.	LONGUEUR à l'état normal.	LONGUEUR à améliorer.	LONGUEUR totale.	CRÉDITS NÉCESSAIRES POUR ENTRETIEN ET AMÉLIORATIONS. Des parties de chaussée à l'état normal.	Des parties de chaussée à améliorer.	cantonniers	terrassements.	Ouvrages d'art.	Dépenses diverses.	Total par route.	Amélioration proposée en 1851.	Dépense totale par route.	OBJET des améliorations
		ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.													
I	1	De Dunkerque à Saint-Omer. . .	18.29	»	18.29	7,600	»	1,800	500	»	100	10,000	»	10,000	
	2	De Bergues à Saint-Momelin. . .	23.18	3.42	26.69	10,000	»	3,500	800	500	200	15,000	»	15,000	
	3	D'Hondschoote à Watten. (1). . .	24.27	11.02	35.29	2,700	1,200	4,000	500	2,500	100	11,000	5,000	16,000	
	4	De Bergues à Furnes.	11.90	»	11.90	1,350	»	1,400	200	»	50	3,000	»	3,000	
	11	De Cassel à Gravelines (2). . . .	16.31	18.76	35.07	4,200	6,400	3,200	1,000	2,000	200	17,000	3,500	20,500	
	17	D'Hondschoote à Wormhoudt. . .	12.59	4.50	17.09	6,600	»	1,800	500	1,500	100	10,500	»	10,500	
	18	De Cassel à Poperingue.	8.66	2.21	10.87	4,300	»	950	300	400	50	6,000	»	6,000	
	44	D'Hondschoote à Ghyvelde. . . .	7.57	»	7.57	2,250	»	450	200	»	100	3,000	»	3,000	
	46	De Millam à Lederzeele.	9.87	»	9,87	1,850	»	900	200	1,000	50	4,000	»	4,000	
			132.64	39.91	172.55	40,850	7,600	18,000	4,200	7,900	950	79,500	8,500	88,000	
		ARRONDISSEMENT DE LILLE.													
II	5	De Lille à Tourcoing	9.11	»	9.11	2,180	»	1,020	500	200	300	4,200	»	4,200	
	6	De Lille à Lannoy	10.53	»	10.53	2,530	»	570	500	200	300	4 100	»	4,100	
	7	De Lomme à Fournes.	9.56	»	9.56	1,930	»	570	300	100	200	3,100	»	3,100	
	8	De Douai à Seclin (1).	25.35	3 00	28.35	3,560	800	2,040	800	400	400	8,000	5,000	13,000	
	9	De Roubaix à la front. (Wattrelos).	8.66	»	8.66	2,190	»	510	300	100	200	3,300	»	3,300	
	12	De Roubaix à Saint-Amand. . . .	41.10	»	41.10	8,990	»	2,710	1,200	500	600	14,000	»	14,000	
	14	D'Armentières à Ypres.	7.11	»	7.11	1,790	»	510	300	200	200	3,000	»	3,000	
	19	De Sainghin à Pont-à-Marcq (2). .	6.10	3.25	9.25	840	1,000	510	500	150	200	3,200	4,000	7,200	
	22	D'Englos à Haubourdin	1.89	»	1.89	210	»	110	100	75	75	570	»	570	
	23	De Bailleul à Estaires et Merville .	21.59	»	21.59	6,100	»	2,500	400	200	300	9,500	»	9,500	
	30	De Carvin à Orchies.	7.70	»	7.70	890	»	510	200	100	200	1,900	»	1,900	
	33	D'Hazebrouck à Outtersteene. . .	10.65	»	10.65	2,100	»	1,500	200	100	200	4,100	»	4,100	
	36	De Quesnoy à Tourcoing. (3) . . .	17.19	3.00	20.19	4,970	1,500	1,080	600	500	350	9,000	6,000	15,000	
	37	De Lannoy à Néchin	0.58	»	0.58	90	»	»	40	10	30	170	»	170	
	38	De Bailleul à Estaires.	17.14	»	17.14	4,500	»	2,500	500	200	300	8,000	»	8,000	
	39	De Seclin à La Bassée. (4). . . .	8.35	3.00	11.35	1,390	1,200	510	400	300	200	4,000	3,000	7,000	
	40	De Neuf-Berquin à Haverskerque .	10.35	»	10.35	2,600	»	1,500	400	200	200	4,900	»	4,900	
	41	D'Haubourdin à Carvin (5). . . .	7.37	3.00	10.37	1,430	1,200	570	300	300	200	4,000	2,000	6,000	
	48	De Lomme à Loos (6).	3.43	0.40	8.83	395	300	400	75	30	300	1,500	1,000	2,500	
			223.66	15.65	239.31	48,685	6,000	19,620	7,615	3,865	4,755	90,540	21,000	111,540	
		ARRONDISSEMENT DE DOUAI.													
III	10	De Douai à Bapaume	6.55	»	6.55	1,500	»	540	300	60	100	2,500	»	2,500	
	13	De Valenciennes à Somain. . . .	5.46	»	5.46	1,300	»	540	250	50	100	2,240	»	2,240	
	25	D'Arleux à Orchies (1)	18.05	1.97	20.02	3,100	450	1,650	800	»	200	6,200	2,300	8,500	
	34	D'Auberchicourt a Abscon (2). . .	4.70	»	4.70	1,100	»	540	260	»	100	2,000	2,500	4,500	
	35	De Douai à Saint-Amand (3) . . .	26.29	0.93	27.22	3,535	225	1,650	600	»	500	6,500	3,800	10,000	
	47	D'Auberchicourt à Bugnicourt (4).	10.02	0.53	10.55	1,100	»	540	200	»	160	2,000	2,000	4,000	
	54	De Courchelettes.	4.15	»	4.15	700	»	420	100	80	200	1,500	»	1,500	
			75.22	3.43	78.65	12,335	675	5,880	2,510	190	1,360	22,940	10,600	33,540	

(1) Remaniement du pavage. (2) Redressement de l'arc.

(1) Perfectionnement demandé par le Syndicat. (2) Remaniement du pavage. (3) Redressement de l'arc.

(1) Roman du pav. (2) Elarg. de la chaussée. (3) Alignement de la route. (4) Redressement de l'arc.

Travaux en cours d'exécution.

Néant.

Néant.

Néant.

Entretien et améliorations.

N.os des services.	N.os des routes.	DÉSIGNATION DES ROUTES.	LONGUEUR à l'état normal.	LONGUEUR à améliorer.	LONGUEUR totale.	CRÉDITS NÉCESSAIRES POUR ENTRETIEN ET AMÉLIORATIONS. Des parties de chaussée à l'état normal.	Des parties de chaussée à améliorer.	Cantonniers.	Terrassements.	Ouvrages d'art.	Dépenses diverses.	Total par route.	Amélioration proposée en 1851.	Dépense totale par route.	OBJET des améliorations proposées.
		ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.													
IV	13	De Valenciennes à Somain. (1)	13.51	»	13.51	3,380	»	1,090	500	50	280	5,300	500	5,800	
	21	De Saint-Amand à Hélesmes (2)	9.43	»	9.43	2,170	»	470	180	50	230	3,100	400	3,500	
	29	D'Hélesmes à Denain (3)	6.56	0.60	7.16	1,700	280	470	130	60	160	2,800	2,000	4,800	
	31	De Bavai à Solesmes	25.44	»	25.44	8,500	»	3,500	200	100	500	12,800	»	12,800	
	43	De Landrecies à Solesmes	9.02	»	9.02	1,280	»	600	300	»	120	2,300	»	2,300	
	45	De Denain à Saint-Vaast. (4)	10.97	2.77	13.74	1,720	1,400	940	300	»	240	4,600	2,400	7,000	
	49	De Denain à Mastaing	9.48	»	9.48	1,900	»	470	300	»	130	2,800	»	2,800	
	50	De Fresnes à Quaroube	5.90	»	5.90	1,200	»	600	300	»	100	2,200	»	2,200	
			90.31	3.37	93.68	21,850	1,680	8,140	2,210	260	1,760	35,900	5,300	41,200	
		ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.													
V	15	D'Esnes à Maretz (1)	12.52	»	12.52	4,000	»	1,020	400	»	180	5,000	2,500	7,500	
	16	De Solesmes à Caudry (2)	9.37	»	9.37	1,875	»	470	130	»	225	2,700	1,000	3,700	
	26	De Cambrai à Solesmes (3)	19.24	»	19.24	3,850	»	1,620	»	200	330	6,000	500	6,500	
	52	Du Câteau à l'Arbre-de-Guise	5.80	»	5.80	1,900	»	900	280	»	120	3,200	»	3,200	
			46.98	»	46.93	11,625	»	4,010	810	200	855	16,900	4,000	20,900	
		ARRONDISSEMENT D'AVESNES.													
VI	20	De Trélon à Rond-Buisson (1)	7.00	3.43	10.43	5,530	»	1,800	200	100	370	8,000	5,500	13,500	
	24	De Ghussignies à Avesnes	21.35	»	21.35	8,900	»	3,000	400	200	500	13,000	»	13,000	
	27	De Maubeuge à Solre-le-Château	13.25	»	13.35	3,700	»	1,750	200	100	250	6,000	»	6,000	
	28	De Maubeuge à Binche	8.32	»	8.32	1,800	»	900	100	50	150	3,000	»	3,000	
	32	D'Etrœungt à Landrecies	20.22	»	20.22	6,500	»	2,500	400	200	400	10,000	»	10,000	
	35	Fournitures nécessaires à l'entretien	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,000	»	1,000	
			70.24	3.43	73.67	26,430	»	9,950	1,300	650	1,670	41,000	5,500	46,500	

(1) Epaulem. de bordures. (2) Id. (3) Remaniement à Denain. (4) Id. à Hasnon.

(1) Const. de portions. (2) Construction d'un pont. (3) Empierrement. (4) Epaulements.

(1) Recharg. à Fourmies.

RÉCAPITULATION.

	Arrondissement de Dunkerque.	Arrondissement de Lille.	Arrondissement de Douai.	Arrondissement de Valenciennes.	Arrondissement de Cambrai.	Arrondissement d'Avesnes.	Total.	Subventions départementales.
Travaux d'entretien	79,500	90,540	22,940	35,900	16,900	41,000	286,780	152,357
» d'amélioration	8,500	21,000	10,600	5,300	4,000	5,500	54,900	28,366
Constructions neuves	»	»	»	»	»	»	»	27,621
								208,344

Travaux en cours d'exécution.

DÉSIGNATION DES ROUTES.	Longueur totale.	Longueur passée à l'état d'entretien en 1851.	Longueur en construction.	Montant de projet.	DES RESSOURCES CRÉÉES. Fonds du départem.t	Fonds des communes	Totaux.	Montant des subvent.ns départementales accordées jusqu'en 1851.	Reste à accorder.	Proposé sur le budget de report.	Proposé sur 1851.	Observations.
ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.												
N.° 43, de Landrecies à Solesmes.	15.43	9.02	6.41	256,000	156,446	99,554	256,000	135,479	20,967	20,967	»	
N.° 49, de Denain à Mastaing	9.48	9.48	»	153,000	76,500	76,500	153,000	72,500	4,000	4,000	»	
									24,967	24,967		
ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.												
Néant.												
ARRONDISSEMENT D'AVESNES.												
Main N.° 20, de Solre à Trélon	14.53	»	14.53	85,000	56,666	28,334	85,000	30,000	26,666	15,000	11,666	
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Main N.° 53, d'Etrœungt à Floyon.	7.39	»	7.39	»	30,955	»	»	7,000	23,955	»	15,955	
									50,621	15,000	27,621	

ANALYSE des dépenses faites pour les routes vicinales pendant l'année 1849.

NUMÉROS des		LONGUEURS EN KILOMÈTRES.			DÉPENSES POUR ENTRETIEN DES CHAUSSÉES PAVÉES.								
Services.	Routes.	Pavés.	Empierrement.	Totaux.	Grès.	Sable.	Zones.	Total.	Relevés à bout.	Entretien simple.	Cantonniers	Total.	Sommes.
I.	1	1.21	17.08	18.29	561	186	»	747	53	24	»	77	824
	2	3.72	22.87	26.59	»	519	»	519	304	374	246	944	1,443
	3	17.47	17.82	35.29	1,599	933	»	2,532	646	446	955	2,047	4,579
	4	0.38	11.52	12.90	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	11	10.01	25.06	35.07	»	19	»	19	»	19	688	707	726
	17	1.14	15.95	17.19	»	43	»	43	»	89	»	89	132
	18	10.87	»	10.87	2,632	948	»	3,580	398	495	940	1,833	5,413
		44.80	110.30	155.10	4,792	2,648	»	7,440	1,401	1,447	2,829	5,677	13,117
II.	5	9.11	»	9.11	747	1,080	172	1,999	259	879	340	1,478	3,477
	6	10.53	»	10.53	»	1,395	»	1,395	733	911	100	1,744	3,139
	7	9.56	»	9.56	219	747	10	976	214	986	578	1,778	2,754
	8	28.35	»	28.35	675	643	»	1,318	384	1,698	644	2,726	4,044
	9	8.66	»	8.66	540	2,172	»	1,718	»	778	274	1,052	2,770
	12	41.10	»	41.10	2,172	3,111	»	5,283	576	3,136	1,075	4,788	10,071
	14	7.11	»	7.11	»	741	»	741	»	1,245	525	1,770	2,511
	19	9.15	»	9.15	327	1,029	»	1,356	129	672	623	1,424	2,780
	22	1.89	»	1.89	»	105	»	105	»	166	»	166	271
	23	1.58	20.01	21.59	»	170	»	170	»	102	»	102	272
	30	7.70	»	7.70	»	693	326	1,019	»	269	»	269	1,288
	33	2.50	8.16	10.66	»	77	»	77	»	82	»	82	159
	36	20.19	»	20.19	»	4,204	»	4,204	448	2,059	542	3,049	7,253
	37	0.58	»	0.58	»	20	»	20	44	»	»	44	64
	38	0.94	16.20	17.14	»	47	»	47	43	77	»	120	167
	39	11.35	»	11.35	539	1,633	»	2,172	270	642	658	1,570	3,742
	41	10.37	»	10.37	505	1,607	»	2,112	263	552	304	1,119	32,31
	48	3.83	»	3.83	313	266	»	579	»	205	»	205	784
		184.50	44.37	228.87	6,037	18,746	508	25,291	3,363	14,459	5,664	23,486	48,777

DÉPENSES pour entretien des empierrements.				ACCESSOIRES.				DÉPENSES par routes.	GARANTIE		FRAIS de surveillance.	DÉPENSE égale au crédit.
Pierrés.	Cantonniers	Auxiliaires.	Total.	Terrassements.	Travaux d'art.	Divers.	Total.		à porter.	à déduire.		
4,528	1,829	860	7,217	598	1,339	133	2,070	10,111	»	449	338	10,000
8,786	3,306	935	13,027	300	65	463	828	15,298	»	805	507	15,000
2,393	2,175	630	5,198	873	»	164	1,037	10,814	»	186	372	11,000
1,258	1,228	164	2,650	212	91	15	318	2,968	»	69	101	3,000
11,426	1,860	1,449	14,735	393	489	254	1,136	16,597	»	172	575	17,000
4,044	786	1,212	6,042	696	1,899	99	2,694	8,868	»	173	305	9,000
»	»	»	»	521	»	14	535	5,948	»	151	203	6,000
32,435	11,184	5,250	48,869	3,593	3,883	1,142	8,618	70,604	»	2,005	2,401	71,000
»	»	»	»	567	»	304	871	4,348	»	»	152	4,500
»	»	»	»	645	26	248	919	4,058	»	»	142	4,200
»	»	»	»	209	119	106	434	3,188	»	»	112	3,300
»	»	»	»	1,845	1,180	660	3,685	7,729	»	»	271	8,000
»	»	»	»	438	»	174	612	3,382	»	»	118	3,500
»	»	»	»	1,923	561	971	3,455	13,526	»	»	474	14,000
»	»	»	»	209	119	60	388	2,899	»	»	101	3,000
»	»	»	»	»	»	119	118	2,899	»	»	101	3,000
»	»	»	»	244	22	43	309	580	»	»	20	600
3,591	2,621	861	7,073	747	83	38	868	8,213	»	»	287	8,500
»	»	»	»	353	31	64	448	1,736	»	»	64	1,800
2,276	1,214	271	3,761	301	»	127	428	4,348	»	»	152	4,500
»	»	»	»	453	902	87	1,442	8,695	»	»	305	9,000
»	»	»	»	100	»	»	100	164	»	»	6	170
3,718	1,465	1,297	6,480	1,404	51	110	1,565	8,212	»	»	288	8,500
»	»	»	»	300	»	306	606	4,348	»	»	152	4,500
»	»	»	»	475	397	245	1,117	4,348	»	»	152	4,500
»	»	»	»	»	76	589	665	1,479	»	»	51	1,500
9,585	5,300	2,429	17,314	10,213	3,566	4,271	18,030	84,122	»	»	2,948	87,070

NUMÉROS des		LONGUEURS EN KILOMÈTRES.			DÉPENSES POUR ENTRETIEN DES CHAUSSÉES PAVÉES.								
Services.	Routes.	Pavés.	Empierrement.	Totaux.	Grès.	Sable.	Zones.	Total.	Relevés à bout.	Entretien simple.	Cantonniers	Total.	Somme.
III.	10	6.55	»	6.55	1,400	121	»	1,521	21	372	499	892	2,412
	13	5.46	»	5.46	417	909	»	1,326	236	620	»	856	2,182
	25	20.02	»	20.02	2,750	1,310	»	4,060	502	1,867	643	3,012	7,072
	34	4.70	»	4.70	531	819	»	1,350	135	859	»	994	2,344
	35	27.22	»	27.22	2,240	1,828	»	4,068	1,156	2,035	590	3,781	7,849
		63.95	»	63.95	7,338	4,987	»	12,325	2,050	5,753	1,732	9,535	21,860
IV.	13	13.51	»	13.51	1,998	1,621	»	3,619	761	293	»	1,054	4,673
	21	9.43	»	9.43	2,416	511	»	2,927	263	142	»	405	3,332
	29	7.16	»	7.16	1,490	1,114	»	2,604	301	245	»	546	3,150
	31	»	25.46	25.44	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		30.10	25.46	55.54	5,904	3,246	»	9,150	1,325	680	»	2,005	11,155
V.	15	15.52	»	12.52	846	1,419	239	2,504	333	914	20	1,267	3,771
	16	9.37	»	9.37	112	399	1,438	1,949	»	716	683	1,399	3,348
	26	19.24	»	19.24	1,128	1,222	662	3,012	143	711	»	854	3,866
		41.13	»	41.13	2,086	3,040	2,339	7,465	476	2,341	703	3,520	10,985
VI.	20	»	10.43	10.43	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	24	»	17.48	17.48	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	27	»	13.35	13.35	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	28	0.26	8.06	8.32	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	32	»	20.22	20.22	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		0.26	69.54	69.80	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX..		364.74	249.65	614.39	26,157	32,667	2,847	61,671	8,615	24,680	10,928	44,223	105,894

DÉPENSES pour entretien des empierrements.				ACCESSOIRES.				DÉPENSES par routes.	GARANTIE		FRAIS de surveillance.	DÉPENSE égale au crédit.
Pierrés.	Cantonniers	Auxiliaires.	Total.	Terrassements.	Travaux d'art.	Divers.	Total.		à porter.	à déduire.		
»	»	»	»	280	1,079	42	1,401	3,814	»	432	118	3,500
»	»	»	»	121	»	251	372	2,554	»	219	82	2,417
»	»	»	»	812	409	646	1,867	8,939	»	727	288	8,500
»	»	»	»	166	»	433	599	2,943	»	238	95	2,800
»	»	»	»	1,514	377	888	2,779	10,628	»	966	338	10,000
»	»	»	»	2,893	1,865	2,260	7,018	28,878	»	2,582	921	27,217
»	»	»	»	913	173	177	1,263	5,936	225	85	207	6,283
»	»	»	»	733	36	517	1,286	4,618	220	»	162	5,000
»	»	»	»	650	172	488	1,319	4,460	177	793	156	4,000
8,548	2,129	»	10,677	1,766	629	26	2,421	13,098	»	56	458	13,500
8,548	2,129	»	10,677	4,068	1,010	1,208	6,280	28,112	622	934	983	28,783
»	»	»	»	1,670	»	472	2,142	5,913	47	167	207	6,000
»	»	»	»	127	533	227	887	4,235	148	31	148	4,500
»	»	»	»	2,110	2,094	1,323	5,527	9,393	34	1,156	329	8,600
»	»	»	»	3,907	2,627	2,022	8,556	19,541	229	1,354	684	19,100
4,664	2,043	991	7,698	»	»	31	31	7,729	»	»	271	8,000
8,283	2,871	1,393	12,547	177	»	30	207	12,754	»	»	446	13,200
3,717	1,781	564	6,062	77	»	44	121	6,183	»	»	217	6,400
2,178	885	182	3,245	280	»	8	288	3,533	»	152	119	3,500
6,429	2,294	868	9,591	41	17	13	71	9,662	»	»	338	10,000
25,271	9,874	3,998	39,143	575	718	126	718	39,861	»	152	1,391	41,100
75,839	28,487	11,677	116,003	25,243	12,968	11,009	49,220	271,118	851	7,027	9,328	274,270

NAVIGATION INTÉRIEURE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Sur la situation de ce service dans le département du Nord.

Des sept bassins hydrographiques dont le département du Nord est composé, un seul, celui de l'Yser, est entièrement dépourvu de lignes navigables.

Le bassin de l'Aa qui le confine du côté de la mer, renferme au contraire, indépendamment de la rivière dont le service appartient au département du Pas-de-Calais, cinq canaux distincts formant ensemble un développement de 81 k. 27.

Ces canaux, réunis deux à deux, constituent deux lignes parallèles dirigées de l'Aa vers la Belgique et réunies entre elles par le canal de Bergues à Dunkerque.

La première ligne vers la mer a son origine au Guindal. Elle se dirige d'abord vers Dunkerque, en passant par Bourbourg, et de là vers Furnes, par Zuydcoote. La première partie est désignée sous le nom de canal de Bourbourg; la seconde est le canal concédé de Dunkerque à Furnes.

La seconde ligne s'embranche sur l'Aa vers Wattendam; elle aboutit à la frontière vers Uxem, après avoir traversé Bergues, où elle change de nom; dans sa partie supérieure elle est appelée la Haute-Colme et dans la partie inférieure, le canal de Bergues à Furnes, ou Basse-Colme. Un embranchement spécial la réunit à la ville d'Hondschoote.

Ces canaux servent à la fois à la navigation, au desséchement et à l'irrigation du territoire. La grande navigation se dirige de Dunkerque vers Lille et Paris par le canal de Bourbourg. Les lignes de Dunkerque à Bergues, de Bergues à Watten et à Furnes sont alimentées par une circulation locale; le canal de Dunkerque à Furnes reçoit en outre une masse assez considérable de houille en destination pour Dunkerque.

A l'exception de la Basse-Colme, ces canaux sont navigables au tirant d'eau de 1 m. 50, et la circulation s'y opère d'une manière continue.

Le bassin de l'Aa est relié artificiellement au bassin de la Lys, par le canal de Neuf-Fossé, dont l'origine est placée à Saint-Omer et qui aboutit à Aire, après avoir traversé à Blaringhem le faîte qui sépare les deux vallées. Ainsi, les diverses ramifications qui, de l'Aa, se dirigent vers Dunkerque, Bergues, Gravelines et Calais, viennent aboutir à ce tronc commun et ne peuvent, sans le parcourir, continuer leur marche vers l'intérieur. Le service du canal de Neuf-Fossé appartient, comme l'Aa, au département du Pas-de-Calais.

Le bassin de la Lys est sillonné par plusieurs lignes navigables : la Lys qui commence à l'être en amont du bassin rond d'Aire et qui se dirige par Saint-Venant, Merville, Estaires, Armentières et Houplines, vers Deûlémont où elle reçoit les eaux de la Deûle, et de là par Comines, Menin et Courtrai, vers Gand où elle se réunit à l'Escaut; le canal d'Aire à La Bassée qui réunit artificiellement les vallées de la Deûle et de la Lys, en franchissant près de La Bassée le coteau qui les sépare.

Ces deux voies sont en outre réunies par la Lawe, qui, de Béthune, se dirige par La Gorgue sur Estaires.

Enfin, une dérivation de la Lys, avec embranchement sur Hazebrouck, établit par les canaux de Nieppe, de Préavin et la Bourre, une deuxième communication entre Aire et Merville.

La navigation de la Lys est intermittente entre Aire et Merville, son tirant d'eau réglementaire est de 1 m. 20 seulement. Elle est continue en aval de Merville, et s'opère avec une immersion de 1 m. 50; il en est de même du canal d'Aire à La Bassée. Les canaux d'Hazebrouck ont un tirant d'eau de 1 m. 10, une section de 4 m. et une navigation intermittente. La Lawe a une navigation continue à faible tirant d'eau. Elle appartient comme service au département du Pas-de-Calais sur la plus grande partie de son cours. Le département du Nord est chargé de son entretien sur 2 k. 30 seulement. Le canal d'Aire à La Bassée, concédé à perpétuité, est également administré par M. le Préfet du Pas-de-Calais.

Le bassin de la Deûle renferme deux lignes navigables : la Deûle concédée depuis son embouchure dans la Lys jusqu'à la Scarpe, où elle vient aboutir après avoir franchi le faîte qui sépare les deux vallées à Dourge, et le canal de Roubaix dirigé de Marquette sur la Deûle vers l'Espierre. Ce canal, qui doit former une jonction entre la Deûle et l'Escaut, n'est achevé que sur les deux versants. Le souterrain qui doit traverser le point culminant et les tranchées qui le précèdent du côté de la Deûle, restent à terminer. La navigation de la Deûle est continue, elle s'opère en amont de Lille au tirant d'eau de 1 m. 50 qui s'élève à 1 m. 60 en aval. Le canal de Roubaix a une immersion de 1 m. 80.

Le bassin de la Scarpe comprend deux lignes navigables : la Scarpe, dont l'origine dans le département est située à Courchelettes, et qui se jette à Mortagne dans l'Escaut, et le canal de la Sensée qui réunit vers l'amont ces deux vallées, après avoir franchi le faîte vers Arleux. Ces deux lignes jouissent d'une navigation continue qui s'opère avec un tirant d'eau de 1 m. 50.

L'Escaut, le canal de Mons à Condé et le canal de Saint-Quentin constituent les trois lignes navigables du bassin de l'Escaut réunies au bassin précédent par la Scarpe et le canal de la Sensée; elles se dirigent au sud vers le département de l'Aisne et la capitale. Le canal de Mons à Condé dépend seul du service du département du Nord. La navigation est continue et s'opère avec un tirant d'eau de 1 m. 80.

Enfin, le dernier bassin, la Sambre, ne renferme qu'une seule ligne navigable au tirant d'eau de 1 m. 50. Cette ligne est isolée de toutes les autres dans le département du Nord; mais elle se réunit au canal de Saint-Quentin, dans l'Aisne, par le canal de jonction de la Sambre à l'Oise et forme une voie du premier ordre entre les houillières belges, les départements de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, Rouen et Paris.

Toutes ces lignes forment entre la mer, les houillières, les principales villes du pays et la capitale, un réseau continu qui rend encore aujourd'hui à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, les plus importants services.

Le caractère spécial des avantages que procure la navigation, c'est avant tout l'économie des frais de transport.

Sur une ligne navigable bien entretenue et bien exploitée, ces frais peuvent être réduits à 10 centimes par tonne et par myriamètre (péages non compris.)

Sur un chemin de fer, le taux des tarifs s'élève à un franc pour transport des marchandises de la dernière classe; mais le prix de revient (déduction faite des péages) peut être réduit à 30 c.

Sur une route ordinaire, la dépense correspondant aux transports d'une tonne à un myriamètre est de deux francs.

Ces trois chiffres, 0 fr. 10, 0 fr. 30, 2 fr. 00 expriment (abstraction faite de la célérité), la puïssance au point de vue économique de ces trois ordres de communication.

Nous devons ajouter que cette puissance n'est encore réalisée qu'exceptionnellement, en ce qui concerne les lignes navigables, et que, dans l'état actuel, leur prix de revient, qui descend exceptionnellement sur quelques canaux à 0 fr. 15 et même à 0 fr. 10 par myriamètre, est en moyenne de 0 fr. 20 sur l'ensemble des voies les plus fréquentées.

La circulation des lignes navigables dans les régions où la nature des produits à transporter lui permet de prendre tous les développements qu'elle comporte, dépasse considérablement celle des routes de terre.

Ainsi, tandis que la route la plus fréquentée du département du Nord reçoit quotidiennement 315 t., soit par année 114,975 t., on voit le canal de Mons, la Scarpe, la Sambre, la Deûle, le canal de Saint-Quentin et l'Escaut donner passage dans le même temps à des masses qui s'élèvent de 400,000 t. à 1,000,000 de tonneaux. Et, si l'on observe que la majeure partie de ces transports se compose de houille et sert à produire la force motrice employée par l'industrie, et que son prix de revient influe sur celui de tous les objets qu'elle livre à la consommation, l'on appréciera aisément quelle action puissante exercent aujourd'hui les voies navigables, et combien leur bonne exploitation importe à la prospérité publique.

Un autre fait peut aussi donner la mesure de cette importance; c'est la rapidité du développement de circulation qui suit l'ouverture ou le perfectionnement de ces voies. Ainsi, la Deûle qui, en 1825, admettait à peine 100,000 t., en reçoit plus de 500,000 aujourd'hui; la Scarpe, dont la circulation a, depuis 1835, passé de 282,000 t. à 550,000; la Sambre, dont le mouvement a décuplé depuis 1832, forment une série de nombreux et remarquables exemples du parti que l'industrie a su tirer immédiatement de l'amélioration et de la création des voies navigables.

C'est donc avec juste raison que l'attention s'est portée sur l'influence que pourrait avoir sur leur avenir, l'établissement d'une voie concurrente qui présente, au point de vue de la célérité, de la continuité et de la régularité de son service, des avantages spéciaux.

Serait-il possible à la navigation de soutenir la lutte dont elle est menacée? Quelles seraient pour l'industrie les conséquences probables de l'abandon des lignes navigables?

Telles étaient les deux questions posées depuis l'origine de l'exploitation du chemin de fer, questions dont l'avenir seul peut amener la solution définitive, mais dont il importe de rechercher constamment les éléments divers et de préciser les différentes phases, afin d'éclairer les mesures à provoquer des déterminations à prendre.

S'il n'est pas permis, à raison des éventualités de perfectionnement qui pourront se réaliser, de déterminer *à priori* quelles seront les conséquences de la lutte, il est facile de prouver que, si la batellerie devait succomber, le commerce et l'industrie seraient exposés aux conséquences les plus désastreuses du monopole. Les faits établissent en effet que les développements de la circulation, si rapides qu'ils soient, ne le sont point assez cependant pour qu'une compagnie, seule maîtresse du marché, soit dédommagée par l'augmentation des transports, de la réduction qu'elle consentirait à subir sur leurs prix.

Nous avons constaté, en effet, que sur la ligne de la Scarpe, au taux de 0 fr. 085 par tonne et par myriamètre, la circulation s'élevait à 282,000 t. en 1836.

En 1842 les améliorations réalisées sur cette ligne et sur la Deûle ayant secondé le développement industriel, le frêt s'est abaissé à 0 fr. 043, et la circulation avait atteint le chiffre de 507,000 tonneaux.

Si l'on suppose qu'au lieu de cette ligne navigable, il n'eût existé, entre Mons et Lille, qu'une voie de fer concédée, et que la compagnie, libre de percevoir par tonne un péage de 0,043 (égal au frêt de 1842), ou de 0,085 (frêt de 1836, inférieur à la limite maximum du cahier des charges — 0,10) eût à examiner quel taux convenait le mieux à ses intérêts, il est évident qu'elle aurait été inévitablement conduite à préférer le plus élevé.

Si l'on déduit, en effet, du péage ci-dessus indiqué.	0	085
les frais de transport supportés par la compagnie au minimum	0	030
Il reste, pour le bénéfice de la compagnie.	0	055
D'où, pour une circulation de 282,000 t., un revenu de.	15,510	»
par kilomètre.		
Or, en réduisant les taux des péages à 0,043, le bénéfice de la compagnie ne serait plus que 0,013 par tonne et par kilomètre; et comme l'influence d'une telle réduction ne pourrait élever qu'à 507,000 t. (chiffre donné par l'expérience de la Scarpe) le chiffre de la circulation, on voit que la valeur du revenu net serait de	6,591	»
Différence en moins.	8,919	»

L'intérêt de la compagnie ne serait donc pas de chercher à développer la circulation en diminuant le taux de son tarif au-dessous des *maxima* du cahier des charges. Il la porterait, au contraire, à les rapprocher de cette limite, et c'est évidemment ce qui arriverait, si elle se trouvait affranchie de toute concurrence.

On ne peut évaluer à moins de 0,04 par tonne et par kilomètre, soit 0,40 par tonne et par myriamètre, la surélévation du prix des transports qui résulterait de la ruine de la batellerie, répartie sur une masse totale de 44,000,000 t. transportés à un myriamètre, qui représente le travail utile de l'ensemble des lignes composant le réseau navigable de la mer et des mines à Paris. Elle équivaudrait à un impôt de 17,600,000 fr. qui grèverait le commerce et l'industrie. Celle-ci ne pourrait s'y soustraire en partie qu'en restreignant de plus en plus ses opérations et rétrogradant progressivement vers son état antérieur. Alors le mal prendrait un nouveau caractère, les ateliers de travail se fermeraient, et l'un des éléments les plus puissants de la richesse et de la prospérité publiques, se trouverait presque entièrement comprimé dans son essor.

Cette situation funeste se réaliserait certainement du moment où les bateliers, ne trouvant plus dans l'exercice de leur industrie une rémunération suffisante, laisseraient dépérir forcément leur matériel et ne pourraient plus le renouveler. Les progrès du mal seront lents, sans doute, parce que le matériel actuel est plus que suffisant pour les besoins; mais il n'en sera pas moins indispensable de suivre attentivement toutes les circonstances de cette lutte, et de préparer à l'avance toutes les mesures nécessaires au maintien des transports sur les voies navigables.

Déjà, l'année dernière, l'avilissement des prix de frêt avait déterminé une crise d'une haute gravité. Le Gouvernement, dans sa sollicitude éclairée pour l'une des sources les plus fécondes de la richesse nationale, s'est occupé d'y porter remède, en modifiant les tarifs des voies navigables du Nord.

La perception d'après la charge réelle et les distances parcourues, depuis si longtemps l'objet des demandes de tous les organes du pays, a été enfin étendue aux bassins de l'Aa et de l'Escaut.

Le taux des péages a été fixé à 0,05 par myriamètre, pour les marchandises de première classe; 0,02, pour celles de seconde, et ½ c. pour le tonnage à vide.

Les droits du canal de Saint-Quentin ont été réduits de 0,20 à 0,10, pour les marchandises de première classe.

Ces améliorations, appliquées dans le dernier trimestre de 1849, n'ont pu encore fournir, pour cet exercice, des résultats bien caractérisés. Néanmoins la navigation a repris une activité sensible, et trouvera, dans une taxe plus modérée et mieux répartie, de nouveaux éléments de résistance.

Les questions relatives à l'organisation du halage ont été l'objet d'une enquête publique et sont aujourd'hui soumises à l'examen de l'administration. Il y a lieu d'espérer qu'une solution conforme aux véritables intérêts de la batellerie, viendra ajouter de nouvelles ressources à celles qu'elle a déjà reçues de la réduction des tarifs.

Désirant apprécier l'action du chemin de fer sur les transports des lignes navigables, nous avons fait relever les quantités de houille importées par cette voie en 1849. Le total s'est élevé à 85,376 t.

Il est réparti comme il suit :

Du 1.er janvier au 1.er mai 1849, 6,000 t., soit, par mois, 1,500 t.
Du 1.er mai au 25 septembre 1849, 51,108 t., soit, par mois, 10,640 t.
Du 25 septembre au 31 décembre 1849, 28,268 t., soit par mois, 8,700 t.

L'accroissement des importations, plus rapide dans la seconde période, a été arrêté depuis l'application du nouveau tarif. Néanmoins, les quantités de houille importées par mois étaient, au 31 décembre, à-peu-près sextuple de celles qui suivaient cette voie au premier janvier. Le développement de ces transports ne saurait être contesté, et il importera de le suivre dans ses progrès ultérieurs. La totalité des houilles qui sont importées en France par Condé s'élève à 1,031,618 t. et se répartit comme il suit :

Pour le Bas-Escaut et la Scarpe, 3,178 bateaux jaugeant	437,341 t.
Pour le Bas-Escaut, Roubaix, Dunkerque, 540 bateaux jaugeant	110,598
Pour le Haut-Escaut et l'intérieur, 2,175 tonneaux jaugeant.	398,303
Par chemin de fer..	85,376
Total pareil	1,031,618

La navigation de la Scarpe n'ayant pas été sensiblement atteinte, et celle du canal de Roubaix ayant augmenté, il est certain que les 85,376 t. transportés par le chemin de fer appartiennent soit à des développements nouveaux de consommation, soit à des détournements des parties de houille transportées autrefois vers le Haut-Escaut.

Sans pouvoir préciser d'une manière rigoureuse la part de chacun de ces deux effets qui se sont certainement produits, car le chemin de fer transporte des houilles dans des localités éloignées des lignes navigables, on voit cependant, par le rapport des quantités importées par cette voie et par le Haut-Escaut, qu'il commence à prendre une large part dans le mouvement des charbons, et que ses progrès doivent être dès aujourd'hui pris en grande considération.

Après avoir jeté un coup-d'œil sommaire sur l'ensemble de la navigation du Nord et sur la situation générale, nous exposerons les circonstances spéciales et les faits relatifs à chacune des lignes dont le service nous est confié, en suivant la division admise par l'administration des travaux publics en rivières et canaux.

Rivières navigables.

Les rivières navigables du département du Nord sont les suivantes :

La Lys, la Lawe, la Scarpe, l'Escaut et la Sambre.

L'Escaut est détaché du service ordinaire du département et forme un service spécial.

La Lys se divise en trois parties distinctes, quant à leur administration. La première, d'Aire à Merville, est régie par l'Etat. Elle a une longueur de 19 k. 10 et trois écluses situées à Aire, Ceuse à With et Saint-Venant,

Les crédits accordés en 1849 pour son entretien se sont élevés à 7,987 fr. 50, dont, en travaux, 4,747 fr. 50 et, en salaires, 3,240 fr.

Ces allocations, qui reviennent à 0 fr. 42 par mètre courant, sont insuffisantes ; aussi l'état de la rivière a-t-il successivement empiré depuis longues années, son lit s'est progressivement envasé ; quelques ouvrages exigent d'importantes réparations, et l'on a dû s'occuper d'un projet de restauration dressé dans le double but de restituer au lit ses dimensions primitives et de réaliser en ce point des améliorations indispensables ; l'augmentation du tirant d'eau et la continuité de la navigation.

La Lys, voie concurrente du canal de La Bassée, dont les tarifs sont élevés et la concession perpétuelle, est en effet aujourd'hui la seule grande ligne du Nord où la navigation ne soit pas continue et où les bateaux soient forcés d'attendre des jours déterminés pour franchir les écluses.

Le projet de ces travaux a été soumis à l'examen de M. le Ministre des Travaux publics, qui vient d'adopter les bases suivant lesquelles il sera procédé au perfectionnement de la Lys. Les travaux à exécuter de Merville à Saint-Venant, étudiés d'après ces bases, ont été de nouveau soumis à l'approbation de l'administration supérieure, et nous espérons encore qu'il sera possible de les adopter cette année,

Les recettes des droits de navigation se sont élevées en 1849 à 7,070 fr. 77 c., ce qui correspond à un tonnage de 94,000 t. Il est probable que cette circulation déjà importante sera notablement augmentée lorsque les perfectionnements projetés seront réalisés.

Suivant l'ancien tarif, les droits de navigation sur la Lys étaient de 0,08 à charge et 0,04 centimes à vide. Les retours à vide y formant à peu près les 0,38 du poids total des marchandises à charge, il en résulte que la taxe effective devait être calculée comme il suit :

A charge	0 08
A vide, 0,38 × 0,04.	0 015
	0 095

Le tarif actuel donne par tonneau à charge. .	0 095
A vide, 0,01 × 0,38	0 004
	0 099

Il n'y a donc pas eu dégrèvement sur cette ligne qui profite seulement de l'amélioration réalisée dans l'assiette de la perception.

Pour donner un exemple, nous supposons un bateau jaugeant 80 tonneaux, mais n'en portant que 60, allant d'Aire à Hazebrouck par les canaux d'Hazebrouck.

Ce bateau, suivant l'ancien tarif, aurait dû payer pour le chargement possible la distance, 80 tonneaux à 0,08, ci 6 40
Et au retour, 3,20 × 0,38. . . . . 1 20

Total. 6 60

Aujourd'hui, il paye à l'aller, 60 t., pour 0 myr. 50 à 0,025. . . . . 1 50
Pour le retour, 80 t. × 0,38 × 0,005. . . . . 0 15

Total. 1 65

Il obtient donc en réalité une réduction de 3 fr. 95 c. (plus de 50 p. 100), quoique le taux normal du tarif paraisse augmenté.

La partie de la Lys comprise entre Merville et Deûlémont est concédée jusqu'en 1854; sa longueur, de 33 k. 86 m., divisée en trois biefs. La compagnie concessionnaire est chargée de l'entretien qu'elle exécute généralement bien. Il reste néanmoins quelques points litigieux sur lesquels l'administration supérieure est appelée à statuer.

La navigation de cette rivière, l'une des plus belles et des plus faciles que l'on puisse désirer, est néanmoins entravée en certains points, par la nécessité où le halage se trouve de changer de rives. Ces inconvénients, peu sensibles lorsque la Lys était peu fréquentée, le deviennent de plus en plus, à mesure que la circulation s'y développe; ils deviendraient intolérables si les perfectionnements de la Lys supérieure attiraient sur cette voie une partie de la circulation du canal d'Aire à La Bassée.

Les revenus des péages se sont élevés à 22,906 fr. 89 c. en 1849; ils correspondent à un tonnage moyen de 73,000 tonneaux, applicables au parcours total. Le taux du tarif est de 8 c. par tonne et par myriamètre à charge, et 4 c. à vide; il est perçu d'après la charge possible.

A l'expiration prochaine de la concession, il conviendra de fixer le péage au même taux que sur la haute Lys.

En aval de Deulémont, la Lys est limitrophe entre la Belgique et la France.

Les travaux de navigation sont entretenus par la Belgique. La France intervient seulement dans la réparation des ponts établis sur la route d'Ypres à Warnêton, Comines et Wervicq. La circulation s'y opère sans difficulté. Aucun droit n'est perçu par la France. L'on peut estimer à 30,000 tonneaux environ le mouvement de cette partie de la rivière.

Les communes de Sailly (Pas-de-Calais) et Steenwerck (Nord), également intéressées à l'établissement d'un pont sur la Lys, n'ont pu, jusqu'à présent, s'entendre sur la position de cet ouvrage, que l'une voudrait voir construit à Sailly, et l'autre, vers le bac Saint-Maur. Cette question, qui a déjà plusieurs fois occupé le Conseil général, n'est pas encore résolue; et, suivant les derniers rapports que nous avons reçus, la commune de Sailly serait décidée à exécuter le pont à ses frais et sans le concours des communes du Nord, dans l'emplacement qu'elle juge le plus convenable à ses intérêts.

La Lawe.

Cette rivière n'a qu'une étendue de 2 k. 30 m. dans le département, et une seule écluse située à La Gorgue. Elle établit entre Béthune et Estaires une communication secondaire utile aux localités qu'elle traverse.

Les dépenses d'entretien, dans le département du Nord, s'élèvent à 2,050 fr., dont en travaux, 1,500 fr.; soit 69 c. par mètre.

Les revenus des droits de navigation se sont élevés, pour toute la ligne, à 2,256 fr. 72 c., et correspondent à un transport moyen de 21,000 tonneaux

Les droits, autrefois de 12 c. pour un pareil total de 40 k. 50, sont aujourd'hui réduits à 055 c., ce qui donne une réduction de plus de 50 p. 100, indépendamment de celles qui résultent du changement dans le système de la perception.

La Scarpe.

Cette rivière se divise en deux parties bien distinctes dans le département du Nord.

La première, comprise entre la limite du département du Pas-de-Calais et le fort de Scarpe, réunit les canaux de la Deûle et de la Sensée, et forme un des tronçons de la ligne de Paris à Lille et à la mer.

Son étendue est de 7 kilomètres. Il y existe trois écluses et un grand nombre de ponts et d'ouvrages d'art nécessités par la traversée de la ville de Douai.

Les crédits accordés pour l'entretien de cette rivière, se sont élevés à 11,542 fr. 46 c. pour

l'année 1849; 5,442 fr. 56 c. seulement (soit 78 c. par mètre courant) sont affectés aux travaux; le reste est applicable aux salaires des gardes, éclusiers, pontonniers.

Les allocations accordées pour travaux neufs ont été appliquées à l'approfondissement de la Scarpe dans Douai, à la reconstruction de l'une des bajoyères de l'écluse de Courchelettes, à la construction d'une maison éclusière à Lambres, au redressement de la Scarpe entre cette commune et Douai, et à la réparation des ponts de l'Abbaye-des-Prés et de Saint-Vaast. Leur chiffre total s'élève à 42,657 fr. 54 c.

L'état d'imperfection de cette partie d'une voie de communication de premier ordre, réclame les améliorations suivantes :

1.° L'exécution d'un chemin de halage dans la traversée de Douai;

2.° L'établissement d'une poterne à l'aval de la ville, pour assurer la continuité du halage;

3.° Le relèvement du seuil des déversoirs alimentant les usines, afin d'empêcher le niveau de navigation de descendre au-dessous des hauteurs nécessaires au passage des bateaux;

4.° Le creusement et l'appropriation du canal des pestiférés, afin d'éviter les obstacles que l'écoulement des crues apporte au passage des bateaux; et de rendre l'alimentation de la Deûle indépendante des chômages de la Scarpe supérieure.

La ville de Douai a demandé et obtenu le concours de l'État pour la construction d'une passerelle au droit du pont des Dominicains. Ce travail, ainsi que l'empierrement projeté des chemins de halage entre le Fort et Courchelettes, ont été adjugés cette année.

Deux projets, l'un pour la reconstruction du pont de Tournai, l'autre pour la construction d'une passerelle au pont de Saint-Vaast, viennent d'être terminés et seront prochainement soumis à l'approbation de l'administration supérieure.

On peut évaluer à 270,000 fr. la totalité des dépenses qu'exigeront ces divers travaux. Cette dépense serait bien plus considérable encore si, conformément aux vœux émis par le conseil municipal de la ville de Douai, l'administration se décidait à exécuter le chemin de halage, en démolissant les bâtiments riverains, et renonçait aux estacades projetées dans toutes les parties où l'existence de maisons d'une grande valeur rend leur construction beaucoup plus économique. Nous croyons que l'état actuel des finances ne permettra pas de réaliser un tel vœu et d'exécuter un projet sans doute meilleur, mais beaucoup trop dispendieux. Peut-être même exigera-t-il l'ajournement d'une partie des travaux que nous venons d'énumérer.

Nous pensons qu'avant d'adopter ce dernier parti, il y aurait lieu d'examiner si l'on ne pourrait pas réaliser leur exécution par le concours de l'industrie privée.

Il ne se perçoit aujourd'hui aucun droit sur cette partie de la Scarpe, et rien n'empêcherait l'Etat de concéder, à charge d'exécuter les travaux utiles à la navigation, des péages qui laisseraient encore au commerce une grande partie des avantages résultant de leur établissement.

Nous indiquons ce point de vue sans vouloir y insister. Il nous paraît, en effet, désirable qu'au moment où l'on voit expirer les concessions de la Deûle et de la Lys, l'Etat n'aliène pas la jouissance de la Scarpe; et nous pensons qu'il ne faudrait recourir à cette ressource qu'en cas de nécessité absolue.

La navigation de la Scarpe supérieure a été atteinte par la crise commerciale de 1848 et par la concurrence du chemin de fer. Le tonnage en remonte est aujourd'hui de 98,000 tonneaux seulement. Cependant, le nombre de passages observés à l'écluse des Augustins pendant le premier trimestre de 1850 a dépassé notablement celui que l'on avait constaté en 1848. Il est, cette année, de 228 bateaux au lieu de 517 (1848). Il y a donc lieu d'espérer que la circulation reprendra sur cette ligne l'importance qu'elle avait eue dans les années antérieures.

La Scarpe inférieure a son origne au fort de Scarpe et se réunit à l'Escaut en aval de Mortagne. Sa longueur est de 36 k. 15. Il y existe cinq écluses. Cette rivière fait l'objet d'une concession qui expire en 1906. Les travaux d'entretien sont généralement bien exécutés. La navigation est continue au tirant d'eau de 1 m. 50 c. seulement depuis 1847. Elle est interrompue, en été, pendant plusieurs jours de chaque semaine, dans la partie comprise entre Rodignies et Saint-Amand.

L'abaissement des eaux de l'Escaut, lorsque l'on ouvre l'écluse d'Antoing, laisse alors moins de 1 m. 65 c. sur le busc aval de l'écluse de Saint-Amand. Ses relations avec la Deûle sont également subordonnées aux chômages de la Scarpe supérieure. Il serait très-important de remédier à ces deux imperfections, qui tendent à rendre la navigation plus dispendieuse et moins régulière.

Des barrages simples, sur l'Escaut et sur la Scarpe, paraissent fournir un moyen facile de maintenir en tout temps le mouillage nécessaire à la navigation; leur dépense devrait être supportée en partie par les concessionnaires de la Scarpe et en partie par l'État, qui exploite aujourd'hui l'Escaut et rentrera en peu d'années en possession de la Deûle.

Nous croyons que MM. les ingénieurs du service spécial de l'Escaut se sont occupés du premier de ces projets, et nous préparerons le second aussitôt que la reprise de la Deûle (en 1854) permettra de solliciter son exécution.

L'intérêt du concessionnaire de la Deûle à ces travaux n'est plus assez grand pour qu'il y ait aucune chance d'espérer son concours.

Le tarif des droits de péage sur la Scarpe inférieure est de 0,41, à charge, et 0,205, à vide; — en totalité 0,615, pour un parcours total de 3 myr. 62, soit, par myriamètre, 0,176. Les recettes perçues en 1849 se sont élevées à 358,924 fr. 35 c., ce qui correspond à un tonnage moyen de 555,000 t. applicables au parcours total.

Ce chiffre donne la mesure de l'importance de cette ligne, qui sert au transport des houilles destinées au district manufacturier de Lille et à la plus grande partie des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Le mouvement de la Scarpe, plus considérable en 1849 que dans l'année précédente, n'a pas encore atteint les maxima réalisés en 1845 et 1847. (Les recettes de ces deux années avaient atteint les chiffres de 378,810 fr. et 398,587 fr.) Les produits constatés dans les quatre premiers mois de 1850, sont plus élevés qu'en 1849, et il y a lieu d'espérer aussi sur cette ligne une reprise du mouvement commercial.

Sambre canalisée.

Cette voie, navigable dans le département du Nord, entre Landrecies et la frontière, a un développement total de 54 k. 33 et neuf écluses. Le passage s'y opère d'une manière continue, au tirant d'eau de 1 m. 50 c. Elle est concédée à une compagnie dont la jouissance doit expirer en 1891

A part quelques points contentieux, sur lesquels l'administration supérieure est appelée à statuer, la compagnie exécute assez bien les travaux de réparation et d'entretien dont elle est chargée. Les berges des chemins de halage laissent néanmoins beaucoup à désirer.

La Sambre, l'une des lignes les moins importantes du département avant l'ouverture du canal de jonction de la Sambre à l'Oise, avait alors une circulation moyenne de 30,000 t., rapportée au parcours total. Depuis l'ouverture de cette nouvelle voie, le mouvement commercial et industriel s'y est progressivement développé, et le tonnage s'est élevé cette année à 390,000 t. L'influence de la crise industrielle de 1848, sur la circulation de la Sambre, avait réduit ce tonnage à 300,000 t., mais il a repris, en 1849, sa valeur maxima de 1847.

Cette rivière présente néanmoins encore des imperfections nombreuses; des sinuosités multipliées y gênent la marche des bateaux que la moindre crue arrête en hiver. Le halage change de rive en trois points; et, à Hautmont en particulier, il est discontinu sur près de 500 m. à l'amont de l'écluse.

Un arrêté rendu par M. le Préfet du Nord, en 1846, a revendiqué pour la Sambre l'exercice des servitudes de halage et de francs-bords, établies pour toutes les rivières navigables par l'ordonnance de 1669 et le décret de 1808. Cet arrêté, qui ordonnait la destruction de toutes les plantations et clôtures comprises dans la zône de prohibition, ayant excité de nombreuses réclamations, l'administration a modifié cet arrêté en 1847. Suivant ce nouvel acte, les plantations que leurs propriétaires auront demandé l'autorisation de conserver, pourront être maintenues, s'il est reconnu qu'elles ne sont pas nuisibles à la navigation. Nous estimons que cet arrêté, pour l'exécution duquel il a été successivement accordé des délais, non encore expirés, concilie les intérêts légitimes de la propriété et les droits du service public, que l'extension du mouvement commercial sur la Sambre imposait à l'administration le devoir de réclamer.

Les ponts de Berlaimont, Quartes, Hautmont et Jeumont, qui exigeaient des réparations importantes, ont été, depuis l'année dernière, l'objet de travaux, dont quelques-uns sont terminés et dont les autres ne tarderont pas à l'être. Il reste à réparer les ponts de Marpent et de Hachette, pour lesquels il n'a pas encore été possible d'obtenir des communes le concours obligatoire, aux termes de l'arrêté de 1807.

Il reste aussi à élargir le pont de Pont-sur-Sambre, dont le faible débouché paralyse en temps de crue l'écoulement des eaux de la rivière.

Un projet de perfectionnement de la Sambre a été, en 1848, l'objet d'allocations qui, interrompues en 1849, viennent d'être renouvelées; les études se poursuivent, et nous espérons qu'il sera possible de préciser bientôt les travaux nécessaires pour améliorer la navigation de la rivière et le desséchement de la vallée.

Le taux des péages déterminé originairement à raison de 32 c. par tonne et par myriamètre, a été réduit, en 1840, à 24 c. pour la houille. Les réductions nouvelles consenties en 1849 par l'Etat, sur la ligne du canal de Saint-Quentin, ont déterminé un nouvel abaissement de 6 c. pour

les houilles qui transitent et dépassent La Fère ; ce qui ramène le taux des perceptions à 18 c. pour ces chargements. Ces mesures ont répondu à l'attente de la compagnie, et, depuis leur application, les progrès de la circulation ont pris une marche ascensionnelle plus rapide.

Des canaux. — Canal de Bourbourg.

Le canal de Bourbourg, dirigé de l'écluse du Guindal sur l'Aa, à Dunkerque, est navigable au tirant d'eau de 1 mètre 50 c., et la circulation y est continue. Il a 21 k. 03 et trois écluses. Il est administré par l'Etat.

Les crédits accordés pour son entretien se sont élevés, en 1849 . à 5,548 fr., dont, en travaux, 3,215 fr. ; soit, par mètre courant, 15 c. Ces allocations sont beaucoup trop faibles.

La navigation du canal de Bourbourg est souvent entravée par les prises d'eau faites par l'administration de watteringues, dans l'intérêt de l'agriculture. Sans méconnaître la gravité des circonstances qui peuvent quelquefois les rendre nécessaires, nous estimons qu'il y a des mesures à prendre pour les régler et protéger contre l'usage abusif des eaux, la grande ligne de navigation qui réunit le port de Dunkerque aux canaux de l'intérieur. L'administration supérieure est saisie, depuis 1848, de l'examen de cette question importante.

Les tirages de l'Aa nuisent aussi beaucoup à la navigation de cette ligne, entre le Guindal et Watten. On pourrait s'affranchir de cette servitude en réunissant le canal de Bourbourg à la Colme, par Copenaxfort et Lynch, ou en construisant sur l'Aa un barrage simple en aval de l'écluse du Guindal. Les études faites sur ces deux projets nous portent à donner la préférence au barrage de l'Aa, dont les dépenses seront beaucoup moins élevées.

Les recettes du canal de Bourbourg se sont élevées, en 1849, à 27,325 fr. 98 c., ce qui correspond à un tonnage moyen de 188,000 t., applicables au parcours total. Les recettes de 1848, calculées en ajoutant aux chiffres indiqués par l'administration des contributions indirectes pour ce canal, celles attribuées alors au canal de Bergues pour les bateaux qui payent le transit total de Dunkerque à Aire par Bourbourg, s'étaient élevées à 30,887 fr. Il y a donc eu réduction de près d'un dixième. Elle résulte de la concurrence du chemin de fer.

Le tarif du canal de Bourbourg était réglé, avant 1849, à raison de 6 c., entre Bourbourg et Dunkerque, et 9 c., de Bourbourg à Watten, soit, en totalité, 15 c. de Dunkerque à Watten, et 75 c. à vide. La proportion des tonnages à vide étant d'environ 55 p. 100, il en résulte que chaque tonneau payait, pour cette distance, 0,191.

Tonneau à charge. . . .	0 fr. 150	0,191
— à vide. . . .	0 041	

Aujourd'hui, le taux des péages pour cette distance de 33 k. est le suivant :

A charge.	0 fr. 165
A vide, 0,033 × 0,55. . .	0 018
Somme.	0 183

L'influence de la réduction est donc presque nulle, mais le commerce profite de la meilleure répartition de la taxe qui lui permet de circuler à charge incomplète sans acquittement des droits, à raison des tonnages qu'il ne transporte pas.

Colme.

La haute Colme, parallèle au canal de Bourbourg, a 24 k. 18 de longueur et trois écluses. La navigation y est continue au tirant d'eau de 1 m. 50 c. ; mais le croisement des grands bateaux ne peut s'y opérer que dans des gares ménagées de distance en distance.

Le crédit accordé pour ce canal s'est élevé à 5,516 fr. 75 c en 1849, dont en travaux, 2,379 fr. 75 c. ; soit, par mètre courant, 9 c. Cette allocation est également beaucoup trop faible.

Les recettes des droits de navigation se sont élevées à 8,149 fr. en 1849, et correspondent à un tonnage de 66,000 tonneaux. Elles avaient été de 9,575 fr. en 1848. La réduction est ici d'environ 15 p. 100.

Les droits de navigation s'élevaient autrefois à 10 c. à charge et 5 c. à vide, soit, en totalité, 15 c. par tonne, à cause de l'égalité de ces deux tonnages. Le tarif actuel fixe à 0,12 c. et à 0,024 les perceptions à charge et à vide, soit, en totalité, 0,144 : la réduction ne porte donc ici que sur la meilleure assiette des taxes, et l'on doit attribuer à la concurrence du chemin de fer la diminution des produits.

La basse Colme, de Bergues à la frontière, a une longueur totale de 13 k. 77 et une écluse de garde à la frontière. Les crédits accordés pour son entretien ont été, en 1849, de 3,185 fr. 25 c., dont en travaux, 2,485 fr. 25 c., soit, par mètre, 18 c. Ils sont également insuffisants; aussi, est-il devenu nécessaire de dévaser ce canal. Un projet de perfectionnement, dressé en 1847, a été soumis à l'approbation de l'administration et retourné par elle pour modification. Ce travail n'est pas encore terminé. Il sera indispensable d'en réduire les dépenses et de les proportionner à la modicité des ressources et au mouvement commercial sur cette ligne secondaire.

La circulation de la Colme a produit à l'État une recette de 2,567 fr. en 1849; elle correspond à un tonnage de 32,000 tonneaux. Les recettes n'avaient été, en 1848, que de 2,269 fr. Les péages anciens étaient fixés à 0 fr. 06 à charge, et 0 fr. 003 à vide, soit en totalité 0 fr. 09. Ils sont aujourd'hui de 0 fr. 07 à charge, et 0 fr. 014 à vide, soit 0 fr. 084 en totalité.

Canal de Bergues à Dunkerque.

Le canal de Bergues à Dunkerque a 8 k. 70 de longueur, sans écluses. Les crédits accordés pour son entretien se sont élevés, en 1849, à 1,950 fr., dont en travaux 1,800 fr., soit 0 fr. 21 par mètre courant. La recette des péages a dépassé en 1849 le chiffre de 1848; elle a été de 3,046 fr. au lieu de 2,879, et correspond au tonnage de 69,000 tonneaux, applicable au parcours total. Le taux des péages n'y a pas sensiblement varié.

Canal de Dunkerque à Furnes.

Le canal de Dunkerque à Furnes est concédé. Sa longueur est de 13 k. 24, entre le sas octogone et Zuydchoote. Il n'a qu'une écluse située à Zuydchoote. Le concessionnaire étant mort l'année dernière, cette circonstance a retardé l'exécution des travaux de dévasement réclamés par l'administration et la résistance des personnes qui lui ont succédé nous porte à penser qu'il sera nécessaire de recourir à des mesures de rigueur. Les négocations entamées avec la Belgique, pour l'amélioration des lignes voisines du canal de Furnes, sont en ce moment soumises à l'approbation de l'administration supérieure.

Les recettes du canal de Furnes ont fléchi sensiblement en 1849. Elles sont tombées de 8,958 fr. (taux de 1848) à 7,416 fr., ce qui correspond à 60,000 tonneaux, applicable au parcours total. Le mouvement des houilles a été réduit de 35,000 tonneaux à 28,418.

Le taux des péages concédés à raison de 0 fr. 10 à charge et 0 fr. 05 à vide, ressort à raison de la proportion des tonnages vides (46 p. 0/0) à 0 fr. 123 pour tout le canal, 0 fr. 09 par tonne et par myriamètre.

Canaux d'Hazebrouck.

Les canaux d'Hazebrouck formés de la Nieppe, de la Bourre, du canal de Préavin et de celui d'Hazebrouck, ont un développement total de 24 k. 94 et 5 écluses. Leur navigation est intermittente avec celle de la Lys supérieure. Leur état d'entretien laisse beaucoup à désirer. Un projet d'amélioration, dont la dépense s'élève à 32,000 fr. a été approuvé par l'administration et adjugé en 1849, mais il n'a pas encore été accordé de crédit pour son exécution.

Les crédits accordés pour 1849 ont été de 6,800 fr., dont en travaux 3,500 fr., soit par mètre, 0 fr. 14. Les recettes s'élèvent à 1,833 fr., et correspondent à un tonnage de 12,000 tonneaux, applicable au parcours total. Malgré la faiblesse de ce chiffre, l'amélioration des canaux d'Hazebrouck présente un grand intérêt, parce que la réduction du volume des eaux que consomme inutilement leur navigation intermittente profitera à la grande ligne de la mer à Paris, et assurera au canal de Neuf-Fossé une alimentation plus complète. Une expérience tentée cette année au bassin d'Aire, nous permet d'espérer qu'il sera facile d'obtenir en ce point la continuité du régime sur les deux lignes de la Lys et de Neuf-Fossé.

Deûle.

Le canal de la Deûle a 65 k. 65 de longueur et 7 écluses, dont une de garde vers la Scarpe. Il est concédé à une compagnie dont la jouissance expire en 1854, et généralement bien entretenu, sauf quelques points contestés par le concessionnaire et soumis à l'administration supérieure.

Les recettes de la Deûle se sont accrues d'environ 25,000 fr. en 1849, et se sont élevées à 357,009 fr., ce qui correspond à un tonnage de 466,000 tonneaux. Les résultats des premiers mois 1850 accusent un nouveau progrès dans le mouvement sur le canal.

Le taux des péages est de 0 fr. 08 à charge et 0 fr. 04 à vide. A l'expiration de la concession, il conviendra de réclamer pour cette ligne, dont le mouvement est considérable, une réduction de tarif au taux de 0 fr. 03 à charge, et 0 fr. 01 à vide. Elle rapporterait à l'Etat 0 fr. 25 par tonne, soit 116,500 fr., somme beaucoup plus que suffisante pour assurer son entretien.

L'établissement d'un quai à Don, réclamé par les localités, a été l'objet d'une étude spéciale, dont les résultats ont été transmis à l'administration depuis plusieurs années.

Le projet du pont à établir à Dorignies, montant à 18,000 fr. a été rédigé et soumis à l'approbation de l'administration.

Le canal d'Aire à La Bassée qui se réunit à la Deûle à Bauvin, y prend les eaux nécessaires

au passage des bateaux. Il y a lieu de craindre que ces prises d'eau ne soient plus considérables et n'appauvrissent la navigation. Une écluse de garde établie à la jonction des deux canaux paraît une garantie nécessaire à la conservation des eaux de la Deûle, et il y a lieu d'examiner si l'Etat ou le concessionnaire de la Deûle, doivent être appelés à supporter la dépense de ce travail.

Canal de Roubaix.

Le canal de Roubaix doit avoir une longueur totale de 19 kil. 07, quatre écluses et un bief de partage. Il n'est encore achevé que jusqu'à Roubaix, sur le versant de l'Escaut, et jusqu'à Croix sur le versant de la Deûle. La situation irrégulière qui résulte de l'inexécution depuis près de dix ans des engagements contractés par la compagnie, a été l'objet de rapports et de propositions sur lesquelles l'administration n'a pas encore statué.

La circulation a repris une grande activité sur le versant de l'Escaut; elle s'est élevée à 85,600 tx. en 1849; et les recettes dont le chiffre a été de 51,623 francs, ont dépassé d'environ 10,000 francs les résultats de 1848. Du côté de la Deûle, le mouvement est faible et ne dépasse pas 16,000 tx. applicables au parcours total.

Le taux des péages est de 0 fr. 60 centimes, à charge, et 0 fr. 15 centimes, à vide, soit, en totalité, 0 fr. 75 centimes par tonne et par myriamètre.

Canal de la Sensée.

Le canal de la Sensée a 25 kil. de longueur et quatre écluses, dont une sur le versant de l'Escaut, et trois sur la Scarpe. La dernière est une simple écluse de garde.

Il est concédé à une compagnie dont la jouissance expire en 1918. Plusieurs difficultés graves relatives aux excédants de terrain occupés par la compagnie, et au réglement de navigation ont été résolues par l'administration. Les tribunaux administratifs auront à se prononcer sur le refus fait par elle de présenter le projet de desséchement des marais riverains.

Les recettes du canal de la Sensée se sont élevées en 1849, à 157,056 fr. 75 cent., pour une circulation de 168,000 tx. applicables au parcours total. Il y a eu en 1849, une légère augmentation. Néanmoins, on voit que cette ligne a été sérieusement atteinte par la concurrence du chemin de fer, puisque malgré une réduction d'au moins 50 p. % sur le taux des péages fixés par l'acte de concession, à 0 fr. 80 centimes par tonne et par myriamètre, sur les marchandises de première classe, le mouvement commercial a fléchi de 26 p. % depuis 1847.

Canal de Mons à Condé.

Le canal de Mons à Condé, le dernier des canaux du département du Nord, a une longueur de 5 kil. 04, sur le territoire français, et deux écluses. Les crédits accordés pour son entretien se sont élevés en 1849 à la somme totale de 6,000 francs, dont en travaux 4,400, soit, par kilomètre, 0 fr. 87 centimes. Cette dotation est beaucoup plus élevée que celles des autres lignes du département du Nord. L'extrême importance de cette voie, que 969,000 tx. de marchandises ont parcourue en 1849, a motivé cette allocation. Les recettes de ce canal se sont élevées à 41,560 fr.; elles avaient été de 42,946 fr. en 1848. Cette réduction de 1,386 fr. paraît être due partie à la concurrence du chemin de fer, partie à la réduction des péages, qui, autrefois de 0 fr. 30 centimes ne sont plus aujourd'hui que 0 fr. 25 centimes à charge.

L'élargissement du pont du Marais, amélioration essentielle réclamée depuis longtemps par le commerce, a été réalisé en 1849, et un crédit ouvert sur l'exercice 1850, permettra d'empierrer les chemins de halage.

Telle est aujourd'hui dans son ensemble et dans ses détails la situation générale de la navigation du Nord.

Nous rappellerons succintement les diverses améliorations qu'exige encore l'état actuel, en leur donnant un numéro d'ordre, exprimant dans notre opinion leur importance relative.

1. Scarpe. — Etablissement d'un chemin de halage, à Douai.
2. Lys. — Perfectionnement de la navigation entre Aire et Merville.
3. Scarpe. — Ecluse de barrage dans l'Escaut, en aval de Mortagne.
4. Canal de Bourbourg, barrage dans l'Aa.
5. Scarpe. — Relèvement du seuil des déversoirs à Douai.
6. Scarpe. — Ouverture d'une poterne de halage à la sortie des eaux.
7. Scarpe. — Creusement du canal des Pestiférés.
8. Basse-Colme. — Dévasement et élargissement de l'écluse de Bergues.
9. Scarpe. — Ecluse de barrage à la jonction de la Deûle.

Nous joignons à ce rapport un tableau général dans lequel sont résumés les faits principaux qui se rattachent à la situation actuelle et au développement de la navigation dans le département du Nord.

L'examen de ce tableau montre que, tandis que les lignes du bassin de l'Aa et le canal de la

Sensée sont arrivées à une période de décadence au point de vue des recettes et de la circulation, les canaux de Mons, de la Deûle et la Scarpe soutiennent la lutte sans trop de désavantages. Les canaux de Roubaix, la Lys supérieure et la Sambre sont en voie de progrès marquée.

L'Etat a perdu par suite de la réduction des tarifs et de la diminution des transports, une somme de 5,016 francs sur le revenu des péages. Les compagnies concessionnaires, au contraire, ont reçu un accroissement de recettes de 169,626 francs sur la Sambre et le canal de Roubaix; cet accroissement a été de 25 p. % des recettes de l'année précédente.

Tableau de la navigation du Nord.

BASSINS.	LIGNES NAVIGABLES.	Longueur.	Nombre d'écluses.	Chute totale. Remonte.	Chute totale. Descente.	CRÉDITS ACCORDÉS EN 1849. Entretien.	CRÉDITS ACCORDÉS EN 1849. Amélioration	CRÉDITS ACCORDÉS EN 1850. Entretien.	CRÉDITS ACCORDÉS EN 1850. Amélioration	RECETTES DES PÉAGES. 1848.	RECETTES DES PÉAGES. 1849.
Lys. . .	Lys-Supérieure	19.10	3	3.21	»	7,987 50	2,316 70	9,950	»	6,334	7,074
	» Moyenne.	33.86	3	3.94	»	»	»	»	»	22,000	22,907
	» Inférieure.	20.14	2	3.10	»	»	»	»	»	»	
	Lawe.	2.30	1	»	»	2,050 »	»	1,950	»	2,871	2,257
Scarpe .	Scarpe-Supérieure . . .	7.00	3	8.41	»	11,542 46	42,657 54	11,300	27,069 87	»	»
	Inférieure. . . .	36.15	5	7.25	»	»	»	»	»	342,204	358,924
Sambre.	Sambre.	54.33	9	11.84	»	800 »	»	800	500 »	409,067	527,154
Aa. . .	Canal de Bourbourg.	21.03	3	»	2.02	5,558 »	1,700 »	8,000	»	30,887	27,326
	Haute-Colme	24.18	3	»	2.16	5,506 75	»	7,400	»	9,575	8,149
	Basse-Colme	13.77	1	»	»	3,185 25	»	2,200	»	2,269	2,567
	Canal de Bergues. . . .	0.87	»	»	»	1,950 »	»	600	»	2,879	3,046
	Canal de Furnes.	13.24	1	»	»	»	»	»	»	8,958	7,416
Lys. . .	Canaux d'Hazebrouck.	24.94	5	»	4.63	6,800 »	»	6,000	»	1,969	1,833
Deûle. .	Deûle.	66.65	7	»	10.10	7,200 »	»	7,000	»	332,397	357,009
	Canal de Roubaix . . .	19.07	4	1.20	4.90	»	»	»	»	49,127	51,823
Scarpe .	Sensée.	25.04	4	1.41	5.85	2,159 92	»	2,200	»	155,490	157,057
Escaut .	Canal de Mons.	5.04	2	»	2.33	6,000 »	»	5,000	6,000 »	42,946	41,560

CIRCULATION rapportée au parcours total. 1844	1845	1846	1847	1848	1849	VARIATION des recettes de 1848 à 1849. Augmentation.	Diminution.	RECETTES DE L'ÉTAT. Augmentation.	Diminution.	RECETTES des compagnies concessionnoires. Augmentation.	Diminution.	OBSERVATIONS.
RIVIÈRES.												
»	60	68	»	58	94	737	»	737	»	»	»	On a réuni aux tonnages des marchandises de première classe, ceux afférents aux marchandises de deuxième classe, qui précédemment étaient confondus avec les tonnages à vide, à raison de l'égalité des droits sur les canaux appartenant à l'État. Les tonnages des bateaux qui acquittent la totalité de leurs droits à Dunkerque pour Aire, ont été restitués au canal de Bourbourg, auquel ils appartiennent en effet.
77	75	72	80	71	73	907	»	907	»	»	»	
»	»	»	»	»	30	»	»	»	»	»	»	
52	48	40	31	42	35	»	616	»	616	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
470	598	600	628	521	555	15,280	»	»	»	15,280	»	
247	313	329	391	300	390	117,913	»	»	»	117,913	»	
CANAUX.												
170	156	184	161	147	135	»	3,561	»	3,561	»	»	
49	69	67	80	72	66	»	1,426	»	1,426	»	»	
23	24	27	34	27	32	298	»	298	»	»	»	
59	100	65	173	115	69	167	»	167	»	»	»	
94	79	86	107	79	60	»	1,442	»	»	»	1,442	
11	12	11	14	12	12	»	136	»	136	»	»	
428	532	508	565	440	406	24,612	»	»	»	24,612	»	
32	87	67	79	62	85	10,696	»	»	»	10,696	»	
158	228	214	226	170	175	2,567	»	»	»	2,567	»	
818	1008	927	1104	876	969	»	1,386	»	1,386	»	»	
								2,109	7,125	171,068	1,442	

SERVICE HYDRAULIQUE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Sur la situation du service hydraulique dans le département du Nord.

Le département du Nord, considéré sous le rapport hydrographique, peut être divisé en sept bassins principaux, dont la pente générale est dirigée du sud-ouest au nord-est, et qui sont étagés à partir de la mer.

Nous examinerons successivement chacun d'eux en indiquant les caractères généraux qui le distinguent et sa situation spéciale, au point de vue du service hydraulique.

Le premier de ces bassins, à partir de la mer, est celui de l'Aa.

Son origine dans le département est située près de Blaringhem; sa ligne de faite suit la direction du sud au nord, entre Wallon-Cappel et Lederzeele; en ce point, elle s'infléchit au sud-ouest et se dirige parallèlement à la côte par Zeggers-Cappel, Rexpoëde et Oost-Cappel.

L'Aa, cours d'eau principal de ce bassin, coule du sud au nord, et se jette dans la mer à Gravelines. Son niveau ordinaire est à 2 mètres au-dessus du niveau moyen de la mer; les eaux de la partie de ce bassin située dans le département du Nord se dirigent toutes vers Dunkerque par les canaux de Bourbourg, de la Colme, de Bergues et des Moëres. Ces canaux sont, en général, d'anciens bras de l'Aa, qui s'épanouissaient autrefois à partir de Watten vers l'est, où des rivières canalisées, formées par les cours d'eau qui descendent des versants situés entre la ligne de faite et la côte.

Le niveau des canaux qui servent à l'écoulement des eaux du territoire est étagé depuis l'Aa jusqu'à la mer par les écluses : il varie de 1 m. 80 c. à 0 m. 0 c. Le canal de Bourbourg est le plus élevé, le canal de Bergues et celui des Moëres sont les plus bas.

A peu de distance de la ligne de faite vers le nord, le sol est entièrement plat, et son niveau est inférieur au niveau de la haute mer. Vers la frontière, l'on rencontre une vaste étendue dont le niveau est inférieur même à celui de la basse mer, et qui a reçu le nom hollandais de Moëres.

Il résulte de cette disposition des lieux que, naturellement, le sol de ce bassin devrait être cou-

vert périodiquement par les eaux de la mer montante, et qu'une partie des Moëres, devrait être constamment sous l'eau. Des travaux considérables ont dû être réalisés pour protéger contre le flux la plus grande partie du territoire et assurer l'écoulement des eaux pendant les basses mers. Pour les Moëres, il a fallu, de plus, procéder à l'isolement complet du sol inférieur, et relever, au moyen de machines, les eaux qui tombent à sa surface. Ces divers travaux constituent un vaste ensemble de cours d'eau, d'écluses et de pertuis, dont une partie, les canaux navigables qui reçoivent les eaux du pays, est entretenue par l'Etat.

Leurs affluents divers, qui sillonnent le sol dans toutes les directions, dépendent d'une administration spéciale divisée en cinq sections distinctes, dont quatre de terres à watteringues et une pour les Moëres.

L'administration des Watteringues et des Moëres, chargée de l'entretien des travaux de desséchement, d'irrigations, fait rédiger les devis, exécute les travaux, et lève les impôts nécessaires à l'acquittement des dépenses. Elle est soumise à l'autorité de M. le Préfet, qui approuve ses projets et rend exécutoires les rôles des contributions.

L'examen préparatoire de ces travaux rentre naturellement dans les attributions des ingénieurs du service hydraulique; ils se sont attachés, depuis l'institution de ce service, à introduire dans la rédaction des devis la confection des séries de prix, plusieurs améliorations utiles, et à préparer les éléments statistiques nécessaires pour donner au contrôle de l'administration toute l'efficacité nécessaire.

La constitution même des commissions syndicales de watteringues avait été, depuis deux ans, l'objet de plaintes multipliées : un projet de réorganisation, étudié par les ingénieurs et approuvé par le Conseil général, session de 1849, a été rejeté par M. le ministre des travaux publics, qui a jugé devoir maintenir le système actuel, qui fonctionne d'une manière satisfaisante depuis longues années.

Si le desséchement des terres inférieures de l'arrondissement de Dunkerque constitue la condition indispensable de leur existence, leurs besoins d'irrigations sont également impérieux, et les eaux de l'Aa, qui doivent alimenter à la fois les cananx de navigation et les watergands du Nord et du Pas-de-Calais, sont trop souvent insuffisantes pour remplir convenablement cette destination. Plusieurs projets de réglement ont été étudiés pour concilier ces divers intérêts, et l'un d'eux est, en ce moment, soumis à l'examen de l'administration supérieure.

Il n'existe pas d'usine hydraulique dans le bassin de l'Aa.

Le second bassin, limité au nord et à l'ouest par la ligne de faite précédemment décrite, est séparé vers le sud-est du bassin de la Lys par les coteaux qui s'étendent de Blaringhem à Stapple, Hondeghem, Ecke et Berthem. Le cours d'eau qui l'arrose est l'Yser, qui, après avoir reçu sur le territoire français divers affluents secondaires dont la source est au pied du mont Cassel, se dirige vers la mer en traversant la Belgique.

Ce bassin, qui n'est d'ailleurs remarquable que par la présence du Mont-Cassel, dont la crête s'élève à 157 m. au-dessus du niveau de la mer, ne renferme aucune ligne navigable.

L'Yser ne le devient qu'en Belgique, un peu en amont du fort de Knock; ses eaux sont moyennement à 12 m. au-dessus du niveau de la mer.

Les versants nord du bassin de l'Yser sont courts et rapides; ceux du sud, au contraire, sont très-développés et donnent naissance à des affluents étendus. Cette loi générale de la configuration des vallées du Nord, se reproduit également dans le bassin supérieur.

Il n'existe dans le bassin de l'Yser aucune usine hydraulique, ni desséchement artificiel. Le niveau du sol permet un écoulement facile des eaux. Il suffit de l'observation des lois qui assurent l'entretien des cours d'eau pour satisfaire aux besoins de l'agriculture.

Le troisième bassin est celui de la Lys.

Limité vers le nord par les bassins de l'Aa et de l'Yser, il est séparé de la Deûle vers le sud par les coteaux qui se dirigent de La Bassée vers Fournes, Prémesques, et viennent se terminer vers Deûlemont, au confluent des deux rivières.

La Lys est navigable à partir d'Aire. Son niveau en ce point est à 18 m. 75 au-dessus du niveau de la mer; son étendue dans le département du Nord est d'environ 73 k., elle en sort à Menin pour entrer définitivement en Belgique.

La pente totale de la Lys, entre Aire et Menin, est de 10 m. 25, soit 0 m. 14 par kilomètre. Cette pente n'est pas régulière.

Entre Aire et Merville, elle s'élève à 5 m. 35 sur 19 kilomètres, soit 0 m. 28 par kilomètre. De Merville à Menin, 4 m. 90 sur 54 kilomètres, soit 0 m. 09 seulement.

Bien que le niveau de la Lys soit notablement supérieur au niveau de la mer, la faiblesse de sa pente dans la partie inférieure de son lit, rend l'écoulement des crues difficiles et donne lieu, quelques fois en été, à des inondations désastreuses. L'on a observé en 1841, à la suite de la débacle de l'hiver des hauteurs d'eau exceptionnelles et qui ont menacé d'envahir plusieurs des villes riveraines. La recherche des moyens à employer pour prévenir le retour de ces sinistres a été l'objet d'études multipliées, quelques-uns ont été réalisés, d'autres, demandés au concessionnaire de la Lys, sont encore en ce moment l'objet de réclamations soumises à l'examen de l'administration supérieure. Enfin les plus efficaces dépendent malheureusement d'un gouvernement étranger, et consisteraient dans l'agrandissement du débouché insuffisant des écluses de Comines et de Menin.

La Lys supérieure entre Aire et Merville est envasée; le lit de l'ancienne Lys, qui sert à l'écoulement des eaux de la rive gauche, est également dans le plus mauvais état; un projet de curement et d'amélioration de la Lys a été soumis à l'administration, qui vient d'en fixer les bases générales, et déjà les études relatives au premier bief de Merville à Saint-Venant, études conformes aux prescriptions nouvelles, ont été présentées à son approbation. Les ravages exercés par le choléra, en 1849, à Armentières, ont fixé l'attention sur l'état des canaux intérieurs de cette ville, privés en été des eaux de la rivière des Layes admises aujourd'hui dans le canal d'Aire à La Bassée. Un projet d'amélioration et d'assainissement au moyen de l'élévation des eaux de la Lys, a été dressé, et se trouve en ce moment soumis à l'approbation de l'autorité. Les prés Duhem forment auprès de cette ville un îlot enfermé entre la route nationale N.° 42 et la Lys navigable; la hauteur des eaux ne permet pas l'asséchement complet de ces terrains, mais il sera facile de l'obtenir en les mettant en communication avec le bief d'aval d'Houplines au moyen d'un syphon passant sous la rivière, et débouchant dans le canal de décharge de la Targette. Un projet d'organisation de syndicat a été dressé, et l'on s'occupe maintenant de constituer l'association nécessaire pour réaliser ces utiles travaux.

Les principaux affluents de la Lys sont, sur la rive nord : la Melde, la Bourre, la Nieppe et la Meeterenbecque; sur la rive gauche : la Mady, la Laque, la rivière de Guarbecque, la Clarence, la Lawe, la rivière des Layes.

Quelques-uns de ces cours d'eau, la Nieppe, la Bourre et la Lawe sont navigables et entretenus aux frais de l'Etat. Des bateaux d'un faible tonnage circulent jusqu'à Steenwerck sur le Meeterenbecque.

Le bassin de la Lys est réuni artificiellement au bassin de l'Aa et au bassin de la Deûle par les canaux de Neuf-Fossé et d'Aire à La Bassée. Ces canaux ont traversé le faîte qui séparait naturellement ces vallées en suivant des lignes de niveau qui permettent d'opérér à volonté le versement des eaux supérieures de la Deûle dans la Lys, et de la Lys dans l'Aa.

Une grande partie du bassin de la Lys et toute sa partie supérieure en amont d'Aire est située dans le département du Pas-de-Calais; l'aval, au contraire, appartenant à la Belgique, à partir de Menin. Il se termine à 71 kilomètres au-delà, au point de jonction de la Lys et de l'Escaut à Gand.

Il existe dans le bassin de la Lys un petit nombre d'usines hydrauliques; les principales sont situées à Aire, Merville, Saint-Venant, La Gorgue et Houplines.

Le quatrième bassin, limité au nord par la ligne de faite qui le sépare du bassin de la Lys, est borné vers le sud par les collines qui se dirigent de Dourges vers Mons-en-Pévèle, Bersée, Auchy et Bachy.

Le cours d'eau principal est la Deûle, rivière dont la source est située près de Lens et qui se jette dans la Lys à Deûlémont. Cette rivière est canalisée dans le département du Nord; elle a une pente totale de 10 m. 00, depuis la côte; 21 m. 60, maximum, correspondant à son origine à Courrières jusqu'à son confluent, sur une longueur totale de 50 kil., soit en moyenne 0 m. 20 par kilomètre.

La Marque constitue l'affluent principal de cette rivière, qui reçoit plusieurs cours d'eaux et rigoles de desséchement moins importants. La Marque est canalisée depuis son embouchure jusqu'à Croix.

Il existe dans la vallée de la Deûle, entre le faite et Lille, des marais d'une étendue considérable (1,530 hectares.) Leur desséchement est possible et facile; le projet complétement étudié a été soumis aux enquêtes dans le département du Nord et approuvé par la commission locale; de semblables formalités ont dû être remplies dans le département du Pas-de-Calais, avant que le projet éminemment utile, puisse être revêtu de l'approbation de l'administration supérieure.

Le desséchement de la vallée de la Marque, dont les études ont été retardées par suite du défaut de crédit, est en ce moment l'objet de recherches spéciales qui permettront de fixer bientôt l'administration sur les dépenses qu'il nécessiterait et les avantages qu'il pourrait procurer au pays.

La vallée de la Deûle a été réunie en 1690 à la vallée de la Scarpe par un canal à point de partage qui a été transformé en 1825 en canal de dérivation, en sorte qu'aujourd'hui les eaux de la Scarpe peuvent franchir librement le faite qui les sépare et s'écouler vers Lille où cet accroissement du volume disponible est éminemment utile à l'industrie, indispensable à la salubrité.

Ce partage des eaux entre la navigation, les canaux intérieurs de la ville, les usines hydrauques et les établissements industriels de toute nature qui les utilisent, est la source de nombreuses affaires qui exigent beaucoup de soins et d'attention pour concilier les intérêts multipliés qui s'y rattachent.

La Deûle fait mouvoir à Don, Lille, Wambrechies, Quesnoy et Deûlémont, des usines importantes ; il existe aussi quelques moulins à eau sur la Marque.

Le cinquième bassin comprend la vallée de la Scarpe; limité vers le nord par les coteaux qui le séparent de la vallée de la Deûle, il se termine au sud vers le faite qui passe par Arleux, Cantin, Aniches, Hellesmes, Raismes, Bruille, Château-l'Abbaye, et vient aboutir à Mortagne au confluent dans l'Escaut.

La pente totale de la Scarpe, entre la limite du département du Nord et l'Escaut, est de 15 m. 66 sur une longueur totale de 43 kil. 16, soit par kilomètre 0 m. 38.

Cette pente est répartie d'une manière très-inégale ; entre Courchelettes et l'aval du fort de Scarpe, elle est de 10 m. 39 sur 7 kilomètres, soit par kilomètre 1 m. 47. En aval et jusqu'à Mortagne, elle se réduit à 5 m. 27 sur 36 k. 16, soit 0 m. 14 seulement.

Ce brusque changement de pente introduit dans le régime de la rivière des modifications essentielles ; jusqu'au fort de Scarpe, son lit écoule rapidement les eaux qui lui arrivent de l'Amont ; mais en ce point, elles tendent à se répandre sur les terres riveraines, et des submersions fréquentes de toute la vallée inférieure désolaient, il y a quelques années, la vaste étendue des terres basses, comprises entre le fort de Scarpe et le confluent. Des travaux importants commencés en 1835 et terminés vers 1841 ont radicalement changé cet état de choses si funeste et restreint le le mal dans la seule partie du territoire qui, soumise au régime des eaux belges, ne peut être complétement préservée par les travaux exécutés en France.

La Scarpe est navigable dans toute l'étendue du département du Nord, et les bateaux remontent jusqu'à Arras. Elle a pour affluent naturel la Sensée et l'Escrebieux, des canaux de desséchement, creusés de main d'hommes, reçoivent dans leur lit et conduisent à la Scarpe et à l'Escaut les eaux des courants des deux rives. Les principaux sont, sur la rive droite : l'Ecaillon, les courants d'Hellesmes et d'Hestain, la fontaine Bruillon ; sur la rive gauche : la Rache, les courants de Coutiches, de l'Hôpital et de l'Elnon.

Une commission syndicale dirige sous le contrôle de l'administration supérieure, l'exécution des travaux de desséchement qui s'appliquent à une surface de 10,200 hectares, les ouvrages exécutés par elle, lors de la restauration de la rivière, ont eu pour but et pour résultat de conduire plus rapidement dans la rivière les eaux des terrains les plus élevés, de les isoler des terres inférieures, et d'améliorer par là les conditions de desséchement de celles-ci. L'amélioration obtenue qui se manifeste sur le sol par un changement complet de culture et l'introduction inespérée des assolements les plus productifs s'étend sur une surface de 9,600 hectares.

En aval de Saint-Amand, les résultats sont moins avantageux, parce que la tenue de l'écluse belge d'Antoing régit nécessairement le niveau des eaux. L'administration française a obtenu l'élargissement des pertuis latéraux de cette écluse; mais ces mesures n'auront de résultats bien sensibles que lorsque l'on aura élargi et approfondi le lit de l'Escaut, entre Antoing et Tournai, et lorsque l'on aura réduit les hauteurs de navigation en amont de l'écluse d'Antoing.

La pente excessive de l'Escaut, entre Antoing et Tournai, dans les grandes crues, paralyse en effet l'efficacité de la décharge d'Antoing, et, dans le régime ordinaire, la surélévation qu'exige la navigation belge, à Antoing, soumet les prairies basses situées entre Saint-Amand et le confluent, à des reflux qui paralysent pendant trois jours chaque semaine leurs moyens d'écoulement.

C'est donc vers ces deux points que l'administration française doit, à notre avis, diriger ses efforts ; mais nous ne devons pas dissimuler qu'il y a peu de chances de rien obtenir, tant que les moyens d'écoulement n'auront pas été perfectionnés dans la partie inférieure du cours de l'Escaut, en aval de Gand. Ces travaux, que l'on exécute aujourd'hui, doivent être terminés avant que la

Belgique se détermine à rien faire qui puisse augmenter la rapidité de l'arrivée des crues sur les parties basses de son territoire.

L'exécution d'une digue de reflux demandée à la hauteur de Thun, a fixé l'attention du Conseil général. La diversité des opinions exprimées à cet égard lui a fait sentir la nécessité d'un nouvel examen. Nous espérons qu'il sera possible de les concilier, en réalisant le moyen d'opérer rapidement, en été, des barrages à travers la chaussée de Maulde à Mortagne.

Le projet d'un pont à établir sur l'Escaut, entre Antoing et Tournai, a également éveillé des craintes légitimes. Les ingénieurs belges, que nous avons consultés à cet égard, nous ont fait connaître que, pour sauvegarder les intérêts des vallées supérieures, ils avaient réclamé une section égale à celle d'Antoing, et que le projet primitif devait être modifié dans ce sens.

Le propriétaire des marais situés à l'origine de la vallée de la Scarpe, vers Noyelles-Godaux, a demandé la constitution d'un syndicat pour en assurer le desséchement. Cette question est aujourd'hui soumise à l'administration supérieure. Nous avons émis l'opinion qu'il y avait lieu de réunir ces terres à celles qu'administre aujourd'hui le syndicat de la Scarpe.

Il existe dans cette vallée quelques usines hydrauliques importantes sur la Scarpe, jusqu'à Douai, et sur la Sensée. L'Escrebieux, l'Écaillon, le courant de l'Hôpital et le courant de Beaurepaire en possèdent aussi quelques-unes, mais d'une force beaucoup moindre. Les chutes de la Scarpe, en aval de Douai, ne sont pas utilisées par l'industrie.

La vallée de la Scarpe, placée presque partout entre les eaux de la rivière, soutenues par les écluses et celles des canaux de desséchement qui aboutissent en aval, possède aujourd'hui les moyens d'irrigation les plus faciles et les plus précieux. Utilisées sur quelqes points, ces ressources n'ont pas encore reçu toute l'extension dont elles sont susceptibles.

La rivière de la Scarpe est réunie à l'Escaut par un canal à point de partage qui franchit la ligne de faite qui sépare les vallées près d'Arleux. Ce canal, que l'on avait projeté de niveau, ce qui aurait permis de dériver les eaux de la Scarpe sur l'Escaut et de les conduire, au besoin, jusqu'à la mer, a été construit avec double pente. Les eaux de son bief supérieur dominent de **1** m. **41** c. celles de l'Escaut et de **5** m. **86** cent. celles de la Scarpe. Il est à regretter que des considérations défensives aient motivé cette disposition, qui réduit notablement les ressources dont il aurait été possible de disposer pour le meilleur aménagement des eaux.

Le canal de la Sensée est tracé sur le versant de l'Escaut, dans un vallon qui porte le même nom que le vallon correspondant du versant de la Scarpe. Il est probable que cette fâcheuse confusion remonte à l'époque où Vauban a, dans un intérêt de défense, creusé le canal du Moulinet, qui, traversant le faite qui sépare les deux vallées, a établi dès-lors pour la Sensée deux modes d'écoulement facultatifs, l'un sur la Scarpe, l'autre sur l'Escaut.

En arrière du faite et sur le versant de l'Escaut, il existe de vastes marais que le concessionnaire devait dessécher. L'administration a réclamé l'exécution de ces travaux, qu'il a négligé et qu'il refuse d'accomplir. Elle est aujourd'hui saisie de nouveau de l'examen de cette importante contestation.

L'étendue des marais couverts d'eau est d'environ 600 hectares. Il est possible d'opérer un desséchement convenable des terres riveraines en améliorant le lit de l'ancienne Sensée, isolant son cours supérieur, et les conduisant en aval de l'écluse de Bouchain.

On disposera à cet effet d'une pente totale de 4^m 81, sur une étendue d'environ 20 kilomètres, ce qui permet d'espérer un abaissement d'environ 2^m du plan de eaux. Si l'on voulait, au contraire, le diriger vers la Scarpe, on obtiendrait, pour une même longueur de rigole, une pente totale de 7^m 06 à 12^m 28, suivant que l'on aboutirait dans le bief de Courchelettes ou dans celui des Augustins. Le desséchement serait plus complet, mais il obligerait à traverser le faîte en souterrain, coûterait des sommes considérables, et ne produirait peut-être pas des résultats proportionnés aux sacrifices que l'on s'imposerait. L'on ignore en effet si le fonds des anciens marais tourbés n'exigera pas de grands frais d'appropriation avant de devenir productif.

La vallée de l'Escaut, séparée de celle de la Scarpe par le faîte ci-dessus décrit vers le nord, a ses limites sud dans l'Aisne, vers Bellignies, Estrées, Bohain, Wassignies; dans le Nord, Catillon, Robersart, Locquignol, Mecquignies, La Longueville et Feignies.

L'Escaut est navigable depuis Cambrai jusqu'à la mer. En amont de Cambrai, il alimente le canal de Saint-Quentin, à partir de l'écluse du Bosquet.

Sa pente totale, de ce point à la limite du territoire français, est de 69^m 12, sur un développement total d'environ 90 kilomètres, soit par kilomètre 0^m 77.

Elle varie dans les diverses parties de son cours. En amont de Cambrai, elle s'élève à 38^m08, pour 30 kilomètres, soit 1^m 27 par kilomètre.

De Cambrai à Valenciennes, sur 34 kilomètres 27, elle se réduit à 21^m 52, soit 0^m 66 par kilomètre.

De Valenciennes à Condé, sur 12 kilomètres 39, sa valeur est de 6^m 95, soit 0^m 56 par kilomètre.

Enfin, de Condé à Mortagne, sur 14 kilomètres 01, elle n'est plus que de 2^m 53, soit 0^m 18 par kilomètre.

C'est donc à Condé seulement qu'a lieu le brusque changement de pente que nous avons signalé aussi sur la Scarpe.

Les principaux affluents de l'Escaut sont les torrents d'Esnes et de l'Ercline, la Selle, l'Ecaillon, la Rhonelle, l'Hogniau et la Hayne, sur la rive gauche; la Sensée et la Scarpe, sur la rive droite.

Plusieurs de ces affluents sont torrentiels, ainsi que leur nom même l'indique; leurs crues sont subites et considérables; néanmoins elles s'écoulent assez facilement, et les niveaux sont promptement rétablis dans toute la vallée, à l'exception de l'aval de Condé, où l'influence de la réduction de la pente et de l'imperfection de l'Escaut belge commencent à se faire sentir.

Il existe dans la vallée de l'Escaut plusieurs associations syndicales pour le desséchement des marais de la Hayne, de l'Epaix, les prairies de Château-l'Abbaye. Les ingénieurs sont chargés de la surveillance des travaux qu'elles exécutent.

Des usines nombreuses et importantes sont établies sur l'Escaut et sur les différents affluents. La Selle, qui forme l'un des plus considérables, a donné lieu entre divers usiniers établis sur ses rives, à des contestations multipliées qui ont démontré la nécessité d'un réglement définitif de cette rivière. Des études ont été commencées et se poursuivent pour en fixer convenablement les bases. Déjà l'adoption d'un réglement provisoire et l'institution d'un garde-rivière ont assuré plus de régularité dans l'écoulement des eaux, et une surveillanee continue nous fait espérer que bientôt il nous sera possible de fixer l'administration sur les mesures qu'il conviendra d'adopter définitivement.

La vallée de l'Escaut est une des plus importantes du département. L'étendue des cours-d'eau qui la sillonnent, les changements brusques de régime qui caractérisent les affluents supérieurs d'Esnes et de l'Ercline, nous portent à penser que les irrigations pourraient y recevoir de grands développements, par un meilleur aménagement des eaux, et nous font désirer vivement que l'administration nous donne les moyens d'étudier à fond cette question.

La digue de l'Hogniau a éprouvé cet hiver quelques avaries qui ont nécessité l'intervention du service hydraulique. Il sera nécessaire d'y exécuter des travaux de consolidation pour préserver le territoire rivérain de l'invasion des eaux.

Le septième et dernier bassin du département du Nord est totalement isolé des précédents. Sa limite vers le sud passe par les communes d'Oisy, Nouvion, La Flamengrie, Fourmies et Anor.

La Sambre, qui lui donne son nom, prend sa source dans la baie Equiverlesse, se jette dans le canal de jonction, à Oisy, l'alimente jusqu'à Landrecies, où elle devient navigable jusqu'à la Meuse.

La pente totale de cette rivière est de 17^m 24 entre Oisy et la frontière à Erquelines, sur un développement total de 70 kilomètres, soit par kilomètre 0^m 24.

D'Oisy à Landrecies, sa pente est de 4^m 10 sur 14 kilomètres, soit par kilomètre 0^m 29.

De Landrecies à Maubeuge, 10^m 85 sur 48 k. 63, soit 0^m 26 par kilomètre.

De Maubeuge à Erquelines, 2^m 29 sur 13 k. 70, soit 0^m 17 par kilomètre.

Ainsi qu'on le voit, la pente de la Sambre est peu variable, et sur le territoire belge elle est plus forte qu'en France.

Cette pente est beaucoup moins forte entre Landrecies et la frontière que celle de l'Escaut de Cambrai à Condé. Il est probable que l'on doit attribuer à cette cause l'amplitude et la durée des crues qui s'étendent sur presque toute la vallée.

Les affluents de la Sambre sont multipliés : la Riviérette, les deux Helpes, le ruisseau de Leval, de St.-Remy et la Solre sur la rive droite; les ruisseaux de la Sambrette, des Arbreux et Laflamenne, sur l'autre rive, sont les plus importants.

L'étude du régime des Helpes et de la Sambre, pour assurer le desséchement des riches prairies qui les bordent et développer les irrigations, si essentielles dans cette partie du département, est également importante au point de vue de l'agriculture et de la navigation. L'existence de nombreuses et importantes usines établies sur leurs cours donne un intérêt de plus à ces recherches, pour lesquelles l'administration supérieure a bien voulu accorder cette année un crédit spécial.

L'on s'occupe également d'étudier les améliorations dont la Sambre, cette rivière si peu fré-

quentée naguère, aujourd'hui voie publique de premier ordre, est encore susceptible. On cherchera à concilier avec le perfectionnement de la navigation celui des moyens d'écoulement qui laissent encore beaucoup à désirer.

Enfin, la constitution de syndicats dans la partie inférieure de la vallée de la Sambre, où il n'en existe pas encore, a été l'objet d'un projet soumis à la sanction de l'administration supérieure.

Il existe au-delà d'Anor une très-petite partie du département qui appartient au bassin de l'Oise. Elle n'a, au point de vue hydraulique, d'autre importance que celle qui résulte de l'existence d'un petit nombre d'usines établies sur l'Oise.

Nous avons essayé d'exposer dans ce rapport la situation générale du département au point de vue du service hydraulique, les intérêts divers qui s'y rattachent, les études qu'exige la réalisation des perfectionnements réclamés dans l'intérêt de l'agriculture et de l'industrie, et la situation des diverses questions déférées à l'examen des ingénieurs.

Le rapport ci-annexé de M. Bollaert traite avec lucidité de l'ensemble et des divers détails de ce service, dont il est chargé sous notre direction. Nous nous plaisons à rendre justice au zèle et aux talents de cet ingénieur, et nous nous réunissons à lui pour émettre le vœu que l'augmentation du personnel affecté au service hydraulique permette bientôt de donner aux recherches qu'il comporte tout le développement et toute la célérité désirables.

RAPPORT

SUR LA COMPTABILITÉ DÉPARTEMENTALE,

PAR M. CHOQUE.

MESSIEURS,

Vous vous rappelez que, dans sa dernière session, le Conseil général, voulant protester enfin, dans les termes d'un droit rigoureux et par un acte énergique de liberté départementale, contre l'allocation dérisoire faite à notre département dans la répartition des centimes centralisés en fonds commun, s'était refusé à déverser sur les dépenses de la première section du budget aucune part de ses centimes facultatifs ; qu'ainsi, il avait voté cette section en déficit de 81,586 fr. 41 c.

Votre premier bureau me charge de vous rendre compte des résultats inattendus de cette résolution et de vous donner son avis sur les propositions consécutives qui vous sont faites par M. le Préfet, propositions basées d'ailleurs sur deux innovations introduites par la loi des finances, l'une qui supprime le second fonds commun départemental, l'autre qui autorise les Conseils généraux à élever de 5 à 7 c. 6 dixièmes le nombre des centimes facultatifs.

Le Conseil général, dans le sentiment profond de son droit, espérait deux choses de la décision grave qu'il avait prise :

D'abord, que M. le Ministre de l'Intérieur, appréciant l'énormité des faits qui lui étaient signalés aussi bien que la scrupuleuse modération de conduite du département du Nord depuis tant d'années, se ferait un devoir de combler, dans une certaine proportion du moins, le découvert mis à la charge de la première section ;

En second lieu que, dans la répartition de cette année, notre département obtiendrait raison et justice par une allocation, inégale sans doute dans son apport dans le fonds de subvention, mais qui enlèverait du moins au traitement qui nous avait été fait dans la répartition de ce fonds, le caractère flagrant de spoliation.

Il est pénible d'avoir à vous déclarer, Messieurs, que notre espoir a été déçu de tout point.

Avions-nous tort d'espérer que M. le Ministre ne laisserait pas en un tel déficit les besoins de notre première section, l'entretien de nos routes, par exemple? Serait-il vrai que M. le Ministre, comme comptable, fût dans l'impossibilité de nous venir en aide ? On le prétendrait en vain car la preuve officielle du contraire existe.

En tête du budget de 1844, M. Lacave-Laplagne, ministre des finances, disait ceci :

« Les dépenses que la loi du 10 mai (1838) qualifie d'ordinaires, ont toutes un caractère obli-
» gatoire; cependant la loi n'a rien statué d'une manière précise pour le cas où les ressources qui
» doivent la couvrir ne sont pas suffisantes. Elle prévoit bien, dans son art. 16, la possibilité que
» le conseil général consacre une partie des centimes facultatifs à ces dépenses; mais cette dispo-
» sition n'a rien d'impératif, et la difficulté subsiste lorsqu'il y a un excédant de dépenses dans
» la première section et refus ou impossibilité de l'imputer sur la seconde. Jusqu'à présent, on y
» a pourvu en attribuant au service départemental une partie des centimes affectés au service gé-
» néral; c'est ainsi que, depuis la loi de 1838, on a fait passer une somme de 3,255,000 fr. des
» fonds généraux aux fonds départementaux. Le découvert des budgets s'en est augmenté d'au-
» tant, en réalité, quoique le service départemental se balance en apparence dans les budgets, il
» a contribué au découvert de chaque année, jusqu'à concurrence de la somme détachée des res-
» sources générales. »

Ni la législation du fonds commun, ni la comptabilité, ni la somme de charges départementales incombant au budget de l'Etat, n'ont changé depuis 1844; ce que pouvaient MM. Duchâtel et Laplagne, MM. Baroche et Fould le pouvaient faire. La seule différence c'est que, d'un côté, on considérait comme obligatoires pour l'Etat les dépenses de la première section du budget départemental, qui échappent au contrôle sérieux des Conseils généraux, et qu'on se croyait obligé d'observer la loi, tandis que, d'autre part, on ne semble pas s'incliner devant la loi avec un égal respect.

Votre bureau, Messieurs, n'a pas un mot à ajouter à une telle démonstration du premier déni de justice par lequel a été accueillie notre loyale protestation.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit précédemment du décroissement continu de notre allocation, en raison inverse de l'accroissement du nombre de centimes centralisés. Cela serait superflu, et il suffit que le conseil se rappelle qu'après être descendue successivement de 211,000 à 120,000 fr., notre part, l'année dernière, se trouvait réduite à une sorte de gratification de 15,000 fr. qu'on avait la bonté de détacher des 369,131 fr. faisant, dans la bourse commune, la cotisation de notre département.

Quelle est la somme ajoutée à cette obole par M. le Ministre de l'Intérieur pour l'exercice 1851? Déjà vous le savez, messieurs, c'est une somme de 20,000 fr. Notre allocation, cette année, est donc de 35,000 fr., au lieu de 120,000 qu'on avait encore en 1849, au lieu de 211,000 qu'on avait eu précédemment.

Il faut renoncer à exprimer le sentiment d'amertume qu'inspire une si persévérante injustice de l'administration supérieure en regard de la prudente circonspection et du désintéressement qui ont toujours distingué entre toutes la gestion de nos affaires départementales.

Nous ne reviendrons pas non plus sur ces contrastes incroyables que nous avons précédemment signalés, résultant en faveur de certains départements privilégiés quoique riches, de la progression simultanée, tant du chiffre de leurs dépenses ordinaires que de leur participation au fonds commun; nous n'y reviendrons pas, quoiqu'il fût aisé de joindre à ces exemples quelques nouvelles particularités aggravantes. Qu'il nous suffise de dire que l'opération défectueuse de 1849 se trouve presque intégralement reproduite, et que toutes les étrangetés que votre bureau de finances a précédemment relevées, subsistent.

En d'autres termes, l'œuvre de M. le Ministre de l'Intérieur peut se résumer en disant que l'honorable M. Baroche, sur les traces de ses prédécesseurs, a fait un pas de plus dans la réalisation de ce système repoussé par la discussion législative comme par l'équité et la raison, contre lequel le Conseil général n'a cessé de s'élever, et dont la fin serait l'asservissement complet des ressources départementales à la dictature miuistérielle, je veux dire la solidarité financière de tous les départements de la France, qu'ils aient été bien ou mal administrés, sages ou téméraires, qu'ils soient riches ou pauvres, sous la médiation autocratique du Ministre de l'Intérieur, système dont la dernière expression serait, par exemple, le nivellement de ressources et de condition financière de la Lozère ou des Hautes-Alpes et de notre actif et laborieux département.

Ce n'est pas tout : Votre premier bureau, Messieurs, n'aurait pas accompli jusqu'au bout son compte rendu s'il ne vous faisait connaître les termes dans lesquels M. le Ministre notifie son refus d'accueillir la réclamation que vous lui avez solennellement déférée.

Voici textuellement la réponse officielle de l'administration supérieure, telle qu'on la trouve en tête et en marge du tableau de répartition :

« Le département du Nord, par une exception presque unique, n'a été contraint de se grever ni pour 1850, ni pour 1851, d'aucune imposition extraordinaire. Le département du Nord ne sup-

» porte, en 1850, aucun prélèvement sur ses centimes facultatifs. Si cette circonstance se repro-
» duisait en 1851, on pourrait en conclure qu'il serait équitable de réduire la part de ce départe-
» ment dans la répartition du fonds commun de l'exercice suivant. »

De deux choses l'une, Messieurs : — ou bien M. le Ministre ignore que le département du Nord est autorisé à se grever en 1850 et 1851, d'un centime extraordinaire, et n'a affranchi de tout prélèvement ses centimes facultatifs qu'en votant en déficit de 82,000 fr. les services de la première section de son budget, et alors on se demande où est la garantie, même dans le système de M. le Ministre, d'une sérieuse appréciation des besoins respectifs des départements; — ou bien M. le Ministre connaît les circonstances de notre situation financière, et alors il nous serait interdit de traiter sérieusement cette plaisanterie. — Quant à la dernière remarque de M. le Ministre, elle ne peut s'interpréter que de cette manière : Prenez garde, si vous usez en 1851 du droit que vous avez pratiqué en 1850, loin d'obtenir plus, je vous dis que vous n'aurez plus rien.

Y a-t-il dans ce singulier mélange d'ironie et de menace, qui dénature aux yeux de la France entière la position financière du département du Nord, la dignité, la franchise, les égards que ce département est en droit de réclamer dans ses relations avec le gouvernement du pays? Le Conseil général et les populations qu'il représente, M. le Ministre lui-même, apprécieront.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, abordons la question qui fait le fondement de ce rapport.

Que faire?

Faut-il, comme le voudrait une délibération du Conseil de l'arrondissement d'Avesnes, prise dans la prévision de la circonstance qui nous occupe et renvoyée par M. le Préfet au premier bureau, faut-il persévérer, coûte que coûte, dans la résolution adoptée dans notre dernière session, jusqu'à ce qu'une part plus équitable ait été faite à notre département dans le fonds subventionnel?

S'il ne s'agissait que de traduire le sentiment qui est au fond de toutes les consciences, il n'y aurait pas à hésiter. Le Conseil général n'est pas moins profondément blessé que l'an dernier des procédés de l'administration supérieure, au contraire, et son droit subsiste incontesté. Mais lorsqu'on arrive à prendre conseil des intérêts de premier ordre engagés dans cette résistance de vive force, il est difficile de se défendre d'une grande perplexité, et, dans cet ordre de préoccupations, de ne pas se poser avant tout une question de fait et de possibilité.

Le Conseil général déclarait l'année dernière qu'il remettait à la discrétion de M. le Ministre nos plus graves intérêts départementanx, espérant qu'en définitive il aimerait mieux justice que rigueur. Or, la justice de l'administration centrale en ce qui regarde le département du Nord reste aveugle et sourde. M. le Ministre laisse cette année nos routes se dégrader; sa volonté de laisser même dépérir le précieux capital qui s'y est accumulé depuis trente ans au prix de tant de soins et d'argent, est manifeste; pour lui, paraît-il, il n'y a, quant à la bonne viabilité départementale aucune confusion, aucun rapprochement, de l'intérêt départemental et de l'intérêt public.

La question, non de droit, non de possibilité légale, mais de fait, est donc de savoir si nous sommes en mesure de lutter à armes égales contre l'injustice dans laquelle s'obstine l'administration centrale, si la loi du 10 mai 1838, perpétuellement, irrévocablement transgressée comme elle l'est depuis plus de dix ans, nous laisse la somme de liberté effective nécessaire pour triompher définitivement de cette injustice.

Eh bien ! Messieurs, votre bureau de finances, subissant une nécessité bien rigoureuse et bien importune, me charge de vous déclarer qu'à son avis cette lutte prolongée est impossible.

A Dieu ne plaise qu'il vous propose de vous départir des plus énergiques protestations contre le traitement infligé à notre département et de paraître vous y résigner, non ; mais à son avis il n'est pas possible de réitérer la résolution prise dans la dernière session quant au vote en recettes et dépenses de la première section du budget, sans compromettre indéfiniment l'avenir de nos intérêts les plus considérables.

En d'autres termes, votre premier bureau vous propose de combiner votre résistance aux coups d'autorité qui forcent notre caisse, avec la conservation des éléments les plus précieux de la richesse départementale, et c'est à ce double point de vue qu'il a examiné les propositions de M. le Préfet.

Elles se résument de la manière suivante:

« La suppression d'une partie importante de la dotation ordinaire pouvait avoir, dit M. le
» Préfet, pour la conservation des routes départementales, de très-graves conséquences. Il était
» urgent d'aviser ; dans ce but, je propose au Conseil général de compléter les allocations néces-
» saires pour l'année courante, de l'entretien des routes départementales, en y affectant, par une

» opération de virement, les sommes qui avaient été réservées ponr l'acquittement d'une partie » des dettes du département. »

M. le Préfet ajoute : « L'article 1.er de la loi du 7 de ce mois (d'août) a élevé à 7 6/10 le » nombre de centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière que les » Conseils généraux sont autorisés à voter pour les dépenses facultatives des départements en » 1851. Je propose au Conseil général d'user de toute la faculté que lui donne la loi. Les besoins » du département lui sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'insister sur les motifs de ma » proposition. Je lui ferai remarquer seulement que son vote n'aura d'autre effet, à l'égard des » contribuables, que d'augmenter d'un seul centime les contributions foncière et mobilière, car » les 6/10 de centimes étaient déjà imposés les années précédentes au profit du second fonds » commun, et l'autre centime sera compensé par la suppression de l'imposition spéciale qui avait » été autorisée sur les quatre contributions par la loi du 10 août 1849 pour le paiement des « immeubles acquis à Valenciennes. »

Ainsi, 1.° le Conseil général avait affecté au parfait paiement en principal de l'hôtel Dumont à Valenciennes, une somme de 57,578 fr. 63 c., et à valoir sur le prix de l'hôtel Pas-de-Beaulieu, une autre somme de 22,925 fr. 78 c. ; M. le Préfet a pris sur lui de ne pas effectuer ce paiement et propose d'employer cette somme de 80,504 fr. 41 c. à combler le déficit laissé l'année dernière dans la première section et que M. le Ministre a fait peser tout entier sur le sous-chapitre IX, c'est-à-dire sur l'entretien des routes départementales.

2.° M. le Préfet propose de solder le prix principal de l'hôtel Dumont et l'à-compte qu'il convient de payer snr le prix de l'hôtel Pas-de-Beaulieu, dépenses extraordinaires sans contredit, non pas au moyen de centime extraordinaire imposé à cet effet en 1851 par la loi du 10 août 1849, mais au moyen de nouveaux centimes facultatifs, et en épuisant immédiatement dans le vote de ces ressources la latitude nouvelle offerte aux Conseils généraux par la dernière loi de finances.

Sur la première partie de ces propositions, votre premier bureau ne peut s'empêcher d'exprimer le regret que M. le Préfet se soit cru autorisé, par une sorte de volonté sous-entendue du Conseil, à retenir le paiement des sommes destinées à MM. Dumont et Pas-de-Beaulieu, lorsque le Conseil au contraire voulait fermement, d'une part, forcer autant que possible la main à M. le Ministre de l'Intérieur, et d'autre part, acquitter aussitôt que possible des dettes productives d'intérêt ; mais au fond, ne voulant pas, à raison des louables intentions de M. le Préfet, insister plus que de raison sur cette fâcheuse irrégularité, et considérant que la résolution du Conseil étant supposée de ne pas renouveler la mesure prise l'année dernière, la mise en souffrance du service de la viabilité départementale pendant les quelques mois restant à courir du présent exercice, manquerait toutefois le but que le Conseil espérait atteindre et ne constituerait qu'un préjudice sans compensation, le bureau est d'avis d'acquiescer aux conclusions de M. le Préfet.

Il n'en est pas de même, Messieurs, à l'égard de la seconde partie des propositions dont nous avons transcrit les termes.

Que l'année 1851 doit être pour notre régime financier un exercice extraordinaire, c'est ce que le bureau ne fait aucune difficulté de concéder ; car nous avons l'an dernier fait provisoirement remise aux contribuables d'un centime extraordinaire, et il faut que ce centime se retrouve aujourd'hui ; d'autre part, il faut que le second centime extraordinaire octroyé au Conseil général par la loi du 10 août 1849 figure également en ressource cette année, soit à ce titre d'extraordinaire, soit sous forme de nouveau centime facultatif ; mais entre cette concession et le projet de M. le Préfet, qui consisterait à balancer purement et simplement par de nouveaux centimes facultatifs, non seulement les dépenses extraordinaires auxquelles il s'agissait de pourvoir en 1849, mais le découvert créé depuis lors dans l'exercice courant et dans le prochain exercice par la suppression presque totale de notre part du fonds commun, il a paru à votre 1.er bureau qu'il y avait une distance facile à reconnaître. Il lui a paru que c'était bien assez aujourd'hui dans la 1.re section du budget de l'année courante les sommes que nous avions refusé d'y comprendre, de faire une sorte d'amende honorable de notre résolution de l'année dernière ; mais qu'inscrire parmi nos recettes normales l'équivalent de ce que l'on s'efforce d'enlever définitivement à nos contribuables, mettre sur ce point désormais M. le Ministre de l'Intérieur parfaitement à l'aise, accepter, en un mot, à titre de fait accompli ce qui se pratique depuis deux ans contre nous, ce serait véritablement déserter la défense des intérêts remis entre nos mains.

Autant votre 1.er bureau, Messieurs, a mis de franchise à concéder à M. le Préfet tout ce que pouvait exiger la conservation intégrale de la richesse départementale, dût la fierté du Conseil en souffrir, autant il insiste pour que la résistance au traitement infligé au département du Nord se

prolonge autant que possible, autant il insiste pour qu'une épreuve nouvelle soit tentée dans le prochain exercice, de l'impartialité plus attentive et mieux éclairée de M. le Ministre de l'Intérieur.

Si donc le Conseil partage l'avis de son 1.er bureau, il ne votera pas les deux nouveaux centimes facultatifs que propose M. le Préfet, mais il votera pour l'exercice 1851, en sus des 5 centimes qui figuraient à nos précédents budgets, 4/10 de centime facultatif, faisant, avec les 6/10 de centime qui constituaient le second fonds commun et que le budget de l'Etat abandonne aux départements, une somme de 6 centimes facultatifs. Il autorisera d'ailleurs M. le Préfet à mettre en recouvrement le centime extraordinaire sur les quatre contributions directes, concédé par la législature pour ce même exercice en vue des besoins extraordinaires auxquels il s'agit de pourvoir.

Le résultat de cette combinaison sera peut-être de réduire de quelques milliers de francs l'à-compte qui serait payé à M. Pas-de-Beaulieu, encore la chose n'est-elle pas probable, vu l'état des travaux de la session; mais il est certain qu'en aucun cas il n'empêchera le Conseil de réclamer le budget, et encore une fois nous échapperons ainsi au danger de consacrer et de consolider à tout jamais le tribut frappé sur nos contribuables par quelques départements spéculateurs, en lui donnant en gage de nouveaux centimes, qui, une fois introduits dans l'économie de notre budget, croyez-le bien, n'en sortiraient plus.

M. le Ministre saura cette fois que le département du Nord n'est pas à l'abri de tout impôt extraordinaire; il n'est pas inutile qu'en face des 35,000 fr. qui nous sont alloués contre un apport de 369,000 fr., M. le Ministre rencontre ces 77,000 fr. de centimes extraordinaires que supporteront nos contribuables, et il ne tiendra qu'à M. le Préfet de lui rappeler que naguère ce trop fortuné département subissait un emprunt de 790,000 francs.

Si les considérations qui précèdent n'avaient pas été pour lui complétement déterminantes, votre 1.er bureau aurait encore été touché de l'inconvénient d'absorber tout d'abord dans les exigences habituelles de notre budget, les ressources nouvelles ouvertes à notre prérogative, au lieu d'en faire une réserve qui, en cas de besoins extraordinaires, nous affranchirait de l'intervention législative.

Le Conseil général, dans sa résolution de l'année dernière, ne s'était pas borné à se récrier contre les abus de plus en plus graves qu'engendre la répartition du fonds commun, il en avait indiqué le remède efficace, c'est-à-dire la réduction du nombre des centimes qui le composent. Le département du Nord, vous vous le rappelez, se résignait, de guerre lasse, à ne plus prétendre part dans un fonds qui se réduirait à 4 centimes, et à faire ainsi à la fraternité départementale un cadeau annuel de plus de 242,000 fr. Le 1.er bureau persiste à penser que ce serait en effet le moyen certain, tout en reprenant les appétits insatiables qui ont fait dégénérer l'institution du fonds commun d'une manière odieuse, de restituer à l'action du pouvoir son entière liberté et d'assurer aux départements véritablement pauvres une plus large assistance. Nous avons donc l'honneur de vous proposer de renouveler le vœu déjà plusieurs fois émis à cet égard.

En conséquence de ce qui précède, votre 1.er bureau, Messieurs, a l'honneur de vous proposer le projet de résolution suivant :

« Le Conseil général proteste de nouveau autant qu'il est en lui contre l'allocation dérisoire qui » lui est faite dans la répartition du fonds commun, et déplore l'impuissance où le met la légis- » lation de défendre plus efficacement l'intérêt et le droit méconnus des contribuables du dépar- » tement du Nord;

» Autorise le report au sous-chapitre XVII du budget de l'exercice courant de la somme de » 81,688 fr. 39 c. effectuée par délibération du 6 septembre dernier, au solde en principal de » l'hôtel Dumont et au paiement d'un à-compte sur le prix de l'hôtel Pas-de-Beaulieu;

» Décide que l'impôt d'un centime extraordinaire sur les quatre contributions directes, autorisé » par la loi du 10 août 1849, sera mis en recouvrement en 1851, pour le produit en être appliqué, » savoir : à concurrence de 57,578 fr. 63 c. à solder le prix principal de l'hôtel Dumont, et le » surplus à payer un à-compte sur le prix de l'hôtel Pas-de-Beaulieu; vote pour l'exercice 1851 » six centimes facultatifs applicables aux dépenses de la 2.e section du budget, en ce compris les » 6/10 de centime qui formaient le second fonds commun et mis par la loi des finances à la dis- » position des départements;

» Renouvelle instamment le vœu plusieurs fois émis, que le fonds commun départemental soit » réduit à 4 centimes, et que les 3 centimes de surplus soient réunis aux centimes ordinaires » départementaux. »

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES.

Le rapporteur de votre sixième bureau, après avoir consulté, chacun pour son canton, les membres du Conseil, a l'honneur de vous proposer les circonscriptions électorales qui suivent :

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

CANTON D'AVESNES-NORD. (Ancienne circonscription.)

1.re Section. — Avesnes-Nord, Bas-lieu, Saint-Hilaire, Flaumont-Waudrechies, Dompierre, Taisnières-en-Thiérache.
2.e Id. Felleries, Ramousies, Semeries et Beugnies.
3.e Id. Dourlers, Saint-Aubin, Floursies et Semousies.

CANTON D'AVESNES-SUD. (Ancienne circonscription.)

1.re Section. — Avesnes-Sud, Avesnelles, Haut-lieu, Sains, Marbaix.
2.e Id. Cartignies, Beaurepaire, Boulogne, Grand-Fayt, Petit-Fayt.
3.e Id. Etrœungt, La Rouillies, Floyon.

CANTON DE BAVAI. (Ancienne circonscription.)

1.re Section. — Bavai, Amfroipret, Audignies, Bellignies, Bermeries, Bettrechies, La Flamengrie, Gussignies, Hon-Hergies, Houdain, la Longueville, Louvignies, Mecquignies, Obies, Taisnières-sur-Hon, Saint-Waast.
2.e Id. Feignies, Neuf-Mesnil.

CANTON DE BERLAIMONT. (Ancienne circonscription.)

1.re Section. — Berlaimont, Aulnoye, Aymeries, Ecuelin, Leval, Monceau-Saint-Waast, Noyelles, Saint-Remy-Chaussée, Sassegnies.
2.e Id. Pont-sur-Sambre, Bachant, Boussières, Hargnies, Vieux-Mesnil.

CANTON DE LANDRECIES. (Ancienne circonscription.)

1.re Section. — Landrecies, Favril, Fontaine-au-Bois.
2.e Id. Bousies, Robersart.
3.e Id. Forest, Croix.
4.e Id. Prisches.
5.e Id. Maroilles.
6.e Id. Preux-au-Bois.

CANTON DE MAUBEUGE.

1.re Section. — Maubeuge, Assevent, Rousies.
2.e Id. Louvroil.
3.e Id. Mairieux, Bersillies, Elesmes.
4.e Id. Gognies-Chaussée, Bettignies.
5.e Id. Vieux-Reng.
6.e Id. Villers-sir-Nicole.
7.e Id. Hautmont, Saint-Remy-Mal-Bâti
8.e Id. Marpent, Recquignies, Boussois.
9.e Id. Jeumont.
10.e Id. Colleret, Quiévelon, Cerfontaine.
11.e Id. Ferrière-la-Grande.
12.e Id. Ferrière-la-Petite.
13.e Id. Beaufort.
14.e Id. Limont-Fontaine, Eclaibes.
15.e Id. Damousies, Obrechies, Wattignies.

CANTON DU QUESNOY-EST.

1.re Section. — Quesnoy-Est, Potelle, Louvignies, Ghissignies, Baudignies.
2.e Id. Jolimetz, Locquignol, Ruesnes.
3.e Id. Poix.
4.e Id. Neuville, Salesches, Vendegies-au-Bois.
5.e Id. Englefontaine, Hecq, Roucourt.

CANTON DE QUESNOY-OUEST.

1.re Section. — Quesnoy-Ouest, Villereau, Orsinval.
2.e Id. Villers-Pol, Maresches, Sepmeries.
3.e Id. Gommegnies, Frasnoy, Preux-au-Sart.
4.e Id. Wargnies-le-Petit, Wargnies-le-Grand.
5.e Id. Jenlain, Eth, Bry.

CANTON DE SOLRE-LE-CHATEAU

1.re Section. — Solre-le-Château, Beaurieux, Clerfayts, Lez-Fontaine, Hestrud.
2.e Id. Dimont, Dimechaux.
3.e Id. Solrinnes, Berelles, Choisies, Eccles.
4.e Id. Liessies.
5.e Id. Sars-Poteries.
6.e Id. Cousolre, Aibes, Bousignies.

CANTON DE TRÉLON

1.re Section. — Trélon.
2.e Id. Ohain.
3.e Id. Glageon.
4.e Id. Baives et Wallers.
5.e Id. Fourmies.
6.e Id. Wignehies.

7.e Section. — Anor.
8.e Id. Feron et Rainsart.
9.e Id. Eppe-Sauvage, Moustiers et Willies.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

CANTON DE CAMBRAI-EST.

1.re Section. — Cambrai-Est, ville.
2.e Id. Cagnoncles, Naves.
3.e Id. Cauroir, Awoingt, Niergnies, Forenville.
4.e Id. Iwuy, Thun-Saint-Martin.
5.e Id. Eswars, Estrun, Ramillies, Thun-Levêque.
6.e Id. Escaudœuvres.

CANTON DE CAMBRAI-OUEST.

1.re Section. — Cambrai-Ouest, ville.
2.e Id. Fontaine-Notre-Dame, Proville.
3.e Id. Haynecourt, Sancourt.
4.e Id. Fressies, Aubencheul-áu Bac.
5.e Id. Hem-Lenglet.
6.e Id. Abancourt.
7.e Id. Paillencourt.
8.e Id. Neuville-Saint-Remy, Tilloy, Morenchies.
9.e Id. Bantigny, Cuvillers, Blécourt.
10.e Id. Raillencourt, Sailly.

CANTON DE CARNIÈRES.

1.re Section. — Carnières, Boussières.
2.e Id. Rieux.
3.e Id. Fontaine-au-pire, Beauvois.
4.e Id. Bevillers, Béthencourt.
5.e Id. Quiévy.
6.e Id. Saint-Hilaire.
7.e Id. Avesnes-lez-Aubert.
8.e Id. Saint-Aubert, Villers-en-Cauchies.
9.e Id. Cattenières, Estourmel.
10.e Id. Séranvillers, Wambaix.

CANTON DU CATEAU.

1.re Section. — Le Câteau, Montay, Pommereuil, Neuvilly.
2.e Id. Catillon, La Groise, Bazuel, Mazinghien, Ors.
3.e Id. Inchy, Beaumont, Maurois, Reumont.
4.e Id. Trois-Villes, Honnechy.
5.e Id. Saint-Souplet, Saint-Benin.

CANTON DE CLARY.

1.re Section. — Clary, Montigny, Bertry.
2.e Id. Maretz, Busigny, Elincourt.
3.e Id. Walincourt, Villers-Outreau, Malincourt, Déheries, Selvigny, Esnes.
4.e Id. Caudry, Audencourt.
5.e Id. Ligny, Haucourt, Caullery.

CANTON DE MARCOING.

1.re Section. — Marcoing, Ribecourt, Flesquières.
2.e Id. Cantaing, Noyelles, Anneux.
3.e Id. Boursies, Doignies, Mœuvres.
4.e Id. Masnières, Lesdain, Crèvecœur, Rumilly.
5.e Id. Villers-Guislain, Honnecourt, Banteux, Bantouzelles.
6.e Id. Gouzeaucourt, Gonnelieu, Villers-Plouich.

CANTON DE SOLESMES.

1.re Section. — Solesmes, Romeries, Vertain, Beaurain.
2.e Id. Haussy, Montrécourt, Saulzoir.
3.e Id. Saint-Martin, Escarmain, Capelle, Bermerain, Sommaing, Vendegies-sur Écaillon.
4.e Id. Viesly, Briastre.
5.e Id. Saint-Python, Saint-Vaast.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

CANTON D'ARLEUX.

1.re Section. — Arleux.
2.e Id. Hamel.
3.e Ih. Lécluse.
4.e Id. Estrées.
5.e Id. Brunémont.
6.e Id. Tressin.
7.e Id. Erchin, Villers-au-Tertre.
8.e Id. Monchecourt.
9.e Id. Marcq.
10.e Id. Féchain.
11.e Id. Cantin.
12.e Id. Bugnicourt.
13.e Id. Gœulzin.
14.e Id. Aubigny-au-Bac.

CANTON DE DOUAI-NORD.

1.re Section. — Douai-Nord.
2.e Id. Sin.
3.e Id. Waziers.
4.e Id. Flines-lez-Raches, Anhiers.
5.e Id. Lallaing.

CANTON DE DOUAI-OUEST.

1.re Section. — Douai-Ouest.
2.e Id. Lambres, Courchelettes.
3.e Id. Roost-Warendin.
4.e Id. Raimbeaucourt.
5.e Id. Raches.
6.e Id. Lauwin-Planque.
7.e Id. Flers.
8.e Id. Cuincy.
9.e Id. Esquerchin.
10.e Id. Auby.

CANTON DE DOUAI-SUD.

1.re Section. — Douai-Sud.
2.e Id. Férin.
3.e Id. Dechy.
4.e Id. Lewarde, Guesnain, Loffre, Roucourt.
5.e Id. Montigny.
6.e Id. Masny.
7.e Id. Ecaillon.
8.e Id. Aniche.
9.e Id. Auberchicourt.

CANTON DE MARCHIENNES.

1.re Section. — Marchiennes-Ville.
2.e Id. Rieulay, Marchiennes-Campagne.
3.e Id. Alnes.
4.e Id. Bouvignies.
5.e Id. Tilloy.
6.e Id. Wandignies-et-Hamage
7.e Id. Pecquencourt.
8.e Id. Vred.
9.e Id. Rieulay.
10.e Id. Bruille-lez-Marchiennes.
11.e Id. Somain, Villers-Campeau.
12.e Id. Erre.
13.e Id. Hornaing.
14.e Id Fenain.

CANTON D'ORCHIES.

1.re Section. — Orchies, Beuvry, Auchy.
2.e Id. Nomain, Aix.
3.e Id. Landas, Saméon.
4.e Id. Coutiches, Faumont.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

CANTON DE BERGUES.

1.re Section. — Bergues, Bierne, Hoymille.
2.e Id. Armbouts-Cappel, Steene.
3.e Id. Crochte.
4.e Id. Eringhem.
5.e Id. Pitgam.
6.e Id. Quaëdypre, Wylder, Weest-Cappel.
7.e Id. Socx, Bissezeele.

CANTON DE BOURBOURG.

1.re Section. — Bourbourg-Ville, Bourbourg-Campagne.
2.e Id. Cappellebroucq, St.-Pierre-Broucq.
3.e Id. Brouckerque, Spycker.
4.e Id. Looberghe, Drinkham.
5.e Id. Watten, Holque, St.-Momelin.
6.e Id. Millam, Wulverdinghe.

CANTON DE DUNKERQUE-EST.

Section unique. — Tous les électeurs du canton réunis à Dunkerque.

CANTON DE DUNKERQUE-OUEST.

Section unique. — Tous les électeurs réunis à Dunkerque, salle Ste.-Cécile, Marché-aux-Pommes.

CANTON DE GRAVELINES.

1.re Section. — Gravelines, St.-Georges.
2.e Id. Loon, Craywick.

CANTON D'HONDSCHOOTE.

1.re Section. — Hondschoote, Killem.
2.e Id. Rexpoëde, Oost-Cappel.
3.e Id. Warhem.
4.e Id. Les Moëres.
5.e Id. Bambecque.
6.e Id. Ghyvelde.

CANTON DE WORMHOUDT.

1.re Section. — Wormhoudt, Ledringhem.
2.e Id. Herzeele.
3.e Id. Esquelbecq.
4.e Id. Zeggers-Cappel
5.e Id. Bollezeele, Merckeghem.
6.e Id. Volkerinckhove, Broxeele.
7.e Id. Lederzeele.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

CANTON DE BAILLEUL-NORD-EST.

1.re Section. — Bailleul-Nord-Est.
2.e Id. St.-Jans-Cappel.
3.e Id. Steenwerck.
4.e Id. Nieppe.

CANTON DE BAILLEUL-SUD-OUEST.

1.re Section. — Bailleul-Sud-Ouest.
2.e Id. Vieux-Berquin.
3.e Id. Méteren.
4.e Id. Merris.
5.e Id. Flètre.
6.e Id. Berthen.

CANTON DE CASSEL.

1.re Section. — Cassel.
2.e Id. Arnêke, Zermezeele.
3.e Id. Bavinckhove.
4.e Id. Hardifort.
5.e Id. Ste.-Marie-Capelle.
6.e Id. Oxelaëre.
7.e Id. Wemaers-Cappel.
8.e Id. Rubrouck.
9.e Id. Ochtezeele.
10.e Id. Noordpeenne.
11.e Id. Buysscheure.
12.e Id. Zuytpeene.

CANTON D'HAZEBROUCK-NORD.

1.re Section. — Hazebrouck-Nord.
2.e Id. Caëstre.
3.e Id. Hondeghem.
4.e Id. Wallon-Cappel.
5.e Id. Staple.
6.e Id. Ebblinghem.
7.e Id. Renescure.
8.e Id. Blaringhem.
9.e Id. Lynde.
10.e Id. Sercus.

CANTON D'HAZEBROUCK-SUD.

1.re Section. — Hazebrouck-Sud.
2.e Id. Strazeele.
3.e Id. Borre, Pradelles.
4.e Id. Boeseghem.
5.e Id. Thiennes.
6.e Id. Steenbecque.
7.e Id. Morbecque.

CANTON DE MERVILLE.

1.re Section. — Merville.
2.e Id. Estaires
3.e Id. La Gorgue.
4.e Id. Neuf-Berquin.
5.e Id. Haverskerque.

CANTON DE STEENVOORDE.

1.re Section. — Steenvoorde, Boeschepe, Godewaersvelde, Eecke, St.-Sylvestre-Cappel, Terdeghem.
2.e Id. Winnezeele, Houtkerque, Oudezeele.

ARRONDISSSEMENT DE LILLE.

CANTON D'ARMENTIÈRES.

1.re Section. — Armentières.
2.e Id. Erquinghem-Lys.
3.e Id. Houplines.
4.e Id. Frelinghien.
5.e Id. La Chapelle-d'Armentières.
6.e Id. Prémesques et Capinghem.

CANTON DE LA BASSÉE.

1.re Section. — La Bassée, Salomé, Hantay.
2.e Id. Herlies, Illies, Wicres.
3.e Id. Aubers, Fromelles.
4.e Id. Fournes, Marquillies.
5.e Id. Sainghin-en-Weppes.

CANTON DE CYSOING.

1.re Section. — Cysoing, Camphin-en-Pévèle.
2.e Id. Sainghin-en-Mélantois, Péronne, Bouvines.
3.e Id. Bourghelles, Wavrechain.
4.e Id. Mouchin.
5.e Id. Templeuve.
6.e Id. Cappelle.
7.e Id. Cobrieux, Genech.
8.e Id. Louvil.
9.e Id. Bachy.

CANTON D'HAUBOURDIN.

1.re Section. — Haubourdin.
2.e Id. Ennetières-en-Weppes, Englos.
3.e Id. Beaucamps, Erquinghem-le-Sec, Ligny.
4.e Id. Radinghem, Escobecques.
5.e Id. Hallennes-lez-Haubourdin.
6.e Id. Emmerin.
7.e Id. Loos.
8.e Id Sequedin

9.e Section. — Santes.
10.e Id. Le Maisnil.
11.e Id. Wavrin.
12.e Id. Lomme.

CANTON DE LANNOY.

1.re Section. — Lannoy, Lys-lez-Lannoy, Leers, Sailly, Toufflers.
2.e Id. Hem, Forest.
3.e Id. Flers, Annappes.
4.e Id. Chéreng, Anstaing et Gruson.
5.e Id. Willems, Baisieux, Tressin.
6.e Id. Ascq.

CANTON DE LILLE-CENTRE. (Ancienne circonscription).

1.re Section. — Lille-Ville (partie sud du canton).
2.e Id. Lille (partie nord du canton) et la commune de La Madeleine.

CANTON DE LILLE-NORD-EST. (Ancienne circonscription).

1.re Section. — Lille (partie nord du canton).
2.e Id. Lille (partie sud) et les communes de Fives, Hellemmes et Mons-en-Barœul.

CANTON DE LILLE-OUEST.

1.re section. — Lille (partie sud du canton).
2.e Id. Lille (partie nord).
3.e Id. Lambersart, Saint-André.
4.e Id. Wambrechies.
5.e Id. Marquette.

CANTON DE LILLE-SUD-EST. (Ancienne circonscription).

1.re Section. — Lille (partie ouest du canton).
2.e Id. Lille (partie est) les communes de Faches, Lezennes, Ronchin.

CANTON DE LILLE-SUD-OUEST.

1.re Section. — Lille (canton).
2.e Id. Wazemmes.
3.e Id. Esquermes.
4.e Id. Les Moulins.

CANTON DE PONT-A-MARCQ.

1.re Section. — Pont-à-Marcq, Ennevelin.
2.e Id. Thumeries, La Neuville, Wahagnies, Moncheaux.
3.e Id. Phalempin.
4.e Id. Ostricourt.
5.e Id. Mons-en-Pévèle, Bersée.
6.e Id. Avelin, Attiches, Fretin.
7.e Id. Mérignies, Tourmignies.

CANTON DE QUESNOY-SUR-DEULE. (Ancienne circonscription).

1.re Section. — Quesnoy-sur-Deûle, Deûlemont et Warnêton-Sud.

2.e Section. — Comines, Wervick-Sud et Warnêton-Bas.
3.e Id. Verlinghem, Lompret et Pérenchies.

CANTON DE ROUBAIX.

1.re Section. — Roubaix avec les quartiers du Galon-d'Eau, du Centre et du Trichon.
2.e Id. Roubaix avec les quartiers du Grand-Chemin, Notre-Dame, Fosse-aux-Chênes et du Faubourg.
3.e Id. Croix.
4.e Id. Wasquehal.
5.e Id. Wattrelos.

CANTON DE SECLIN.

1.re Section. — Seclin.
2.e Id. Bauvin.
3.e Id. Provin.
4.e Id. Annœullin et Carnin.
5.e Id. Allennes-les-Marais et Herrin.
6.e Id. Gondecourt.
7.e Id. Camphin-en-Carembault, Chemy.
8.e Id. Houplin, Noyelles.
9.e Id. Wattignies.
10.e Id. Templemars et Vendeville.
11.e Id. Lesquin.

CANTON DE TOURCOING (NORD).

1.re Section. — Tourcoing-Ville-Nord.
2.e Id. Linselles.
3.e Id. Halluin.
4.e Id. Roncq.
5.e Id. Bousbecques.
6.e Id. Neuville-en-Ferrain.

CANTON DE TOURCOING (SUD).

1.re Section. — Tourcoing.
2.e Id. Marcq-en-Barœul.
3.e Id. Mouveaux.
4.e Id. Bondues.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

CANTON DE BOUCHAIN.

1.re Section. — Bouchain, Avesnes-le-Sec, Hordain, Lieu-Saint-Amand, Mastaing, Wavrechain-sous-Faulx.
2.e Section. — Marquette, Wasnes-au-Bac, Emerchicourt.
3.e Id. Escaudain, Abscon.
4.e Id. Lourches, Neuville-sur-l'Escaut, Rœulx.
5.e Id. Haspres.
6.e Id. Douchy, Noyelles-sur-Selle.
7.e Id. Denain, Hélesmes, Haveluy, Wavrechain-sous-Denain.

CANTON DE CONDÉ.

1.re Section. — Condé.
2.e Id. Crespin, Thivencelles, Saint-Aybert.
3.e Id. Vieux-Condé.
4.e Id. Hergnies, Odomez.
5.e Id. Fresnes, Escaupont, Vicq.

CANTON DE SAINT-AMAND (rive droite).

1.re Section. — Saint-Amand.
2.e Id. Raismes, Petite-Forest-de-Raismes
3.e Id. Bruille-Saint-Amand.
4.e Id. Mortagne, Flines-lez-Mortagne, Château-l'Abbaye.
5.e Id. Hasnon.

CANTON DE SAINT-AMAND (rive gauche).

1.re Section. — Saint-Amand, Millonfosse, Thun, Nivelles.
2.e Id. Lecelles, Rumegies, Maulde.
3.e Id. Rosult, Sars-et-Rosières, Brillon, Bousignies.

CANTON DE VALENCIENNES-EST. (Ancienne circonscription).

1.re Section. — Valenciennes-Est, Curgies, Etreux, Marly, Préseau, Saultain, Sébourg.
2.e Id. Onnaing, Quiévrechain, Quaroube, Rombies.

CANTON DE VALENCIENNES-NORD.

1.re Section. — Valenciennes-Nord, Saint-Saulve.
2.e Id. Anzin, Aubry, Beuvrages.
3.e Id. Bruai.
4.e Id. Wallers, Bellaing.

CANTON DE VALENCIENNES-SUD.

1.re Section. — Valenciennes (canton sud).
2.e Id. Hérin, Oisy.
3.e Id. Haulchain, Prouvy, Rouvignies.
4.e Id. Maing, Thiant, Monchaux.
5.e Id. Trith-Saint Léger.
6.e Id. Artres, Quérénaing, Verchain et Maugré.
7.e Id. Aulnoy, Famars.

Arrêté en séance, par les membres du Conseil général, soussignés.

DANEL, président; DANSETTE, CHOMBART, BRAME, D'HESPEL, LEFEBVRE (Julien), TESTELIN, CHAMPON, DE MELUN, BIANCHI, LESTIBOUDOIS, DESMOUTIERS, DEFONTAINE (Louis), MIMEREL, COLLETTE, LEURENT, MASUREL, BÉHAGHEL (de Bailleul), PLICHON, BÉHAGHEL (de Cassel), DESCHODT, BERNAST, DE GRUSON, REVEL, DE STAPLANDE, DE COUSSEMAKER, DELATTRE, DESCARPENTRY, DELAROÏÈRE, BLANCKAERT, DE BEAUMONT, LELEU, TELLIER, BÉRY, SEYDOUX, RAPPE, CHAPPELIER, PILLOT, HANNOYE, CRAPEZ, PAUL, ANCELET, PIETTE, LOCQUENEUX, SAUVAIGE, LEGRAND, COLASE, DESESPRINGALLE, GOUVION, RENARD, BEAUVOIS, MATHIEU, BOULANGER, D'HEURSEL, ROSSIGNOL, CHOQUE, DE MONTOZON, DESMOUTIERS (Charles), et DE CLEBSATTEL, secrétaire

Liste de soixante-douze jurés par arrondissement, pour remplir le vœu de la loi du **3 *mai* 1841**, *sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.*

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.		
		CANTON DE DUNKERQUE-EST.		
1	Choquet.	Zozime.	Négociant.	Dunkerque.
2	Descroix aîné.	Guillaume.	Ex-s.-commiss. de mar.	Id.
3	Lemaire.	Laurent.	Avocat.	Id.
4	Darrac.	François-Emmanuel.	Médecin.	Id.
5	Lorenzo.	Octave-Louis-Emmanuel.	Imprimeur.	Id.
6	Vandercolme.	Alexandre.	Agent de change.	Id.
7	Plaideau.	Paul-Emile.	Négociant.	Id.
8	Vanreynschote.	Charles-François.	Id.	Id.
9	Fontemoing.	Théophile.	Id.	Id.
10	Kien.	Pierre-Auguste.	Avocat.	Id.
11	Vanhanot.	Pierre.	Propriétaire.	Id.
12	Lefebvre-Snaude.	Pierre.	Id.	Id.
13	Dupouy.	Auguste.	Négociant.	Id.
14	Feron.	Gustave.	Id.	Id.
		CANTON DE DUNKERQUE-OUEST.		
15	Marcourt.		Propriétaire.	Dunkerque.
16	Hovelt.	Amand.	Id.	Id.
17	Bush.	Jean-François.	Armateur.	Id.
18	Virette.		Notaire.	Id.
19	Pessey.		Propriétaire.	Id.
20	Thélu.	Alexandre.	Marchand de drap.	Id.
21	Carpentier.		Entrepreneur.	Id.
22	Regodt fils aîné.		Adjoint au maire.	Id.
23	Wandevalle.	Louis.	Propriétaire.	Id.
24	Bonvarlet.	Alexandre.	Négociant.	Id.
		CANTON D'HONDSCHOOTE.		
25	Wemaire.	David-Benjamin.	Cultivateur.	Warhem.
26	Couvreur.	Pierre-Jacques.	Id.	Killem.
27	Outers fils.	Louis.	Brasseur.	Hondschoote.
28	Bollengier.	Jean.	Maire.	Warhem.
29	Coornant-Markey.		Brasseur.	Hondschoote.
30	Manulacy.	Bernard.	Propriétaire.	Id.
31	Blanckaut.	Jean-Baptiste.	Maire.	Bambecque.
32	Bollengier.	Jean-Baptiste.	Id.	Moëres.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE BERGUES.		
33	Herwyn.	Jean-Baptiste.	Percepteur.	Bergues.
34	Hilst.	Pierre-François.	Médecin.	Armbouts-Cappel.
35	Delarivière.	Charles.	Adjoint.	Bergues.
36	Deblock.	Louis.	Propriétaire.	Id.
37	Devanke.	Jean-Louis.	Négociant.	Id.
38	Choquel.	Louis.	Id.	West-Cappel.
39	Outters.	Auguste.	Architecte.	Bergues.
40	Vernaerde.	Henri.	Propriétaire.	Id.
41	Debruyne.	Bernard.	Id.	Quaëdypre.
42	Nouveau.	Procope.	Adjoint.	Bergues.
43	Debacker.	Louis.	Propriétaire.	Id.
44	Cooren.	Philippe.	Maire.	Crochte.
45	Bastaert.	François.	Propriétaire.	Bierne.
46	Pluvier.	Winoc.	Id.	Bergues.
		CANTON DE BOURBOURG.		
47	Verkoustre.	Maurice.	Maire.	Bourbourg.
48	Depape.	Hector.	Propriétaire.	Id.
49	Deschodt.	Aimé.	Adjoint.	Id.
50	Malo.	Louis-Désiré.	Receveur d'enregistr.	Id.
51	Waguet.	Pierre.	Maire.	Bourbourg-Campagne.
52	Massard-Lys.	Louis.	Id.	Watten.
53	Bachelier.		Id.	Cappelbroucq.
54	Hamerel.	Stanislas.	Cultivateur.	Spyker.
		CANTON DE GRAVELINES.		
55	Daullé.	Augustin.	Propriétaire.	Gravelines.
56	Butor.	Jules.	Id.	Id.
57	Lesur.	Joseph.	Id.	Id.
58	Wasca-Hubert.		Id.	Saint Georges.
59	Landron.	Jérémie.	Maire.	Loon.
60	Wattrez.			Craywick.
		CANTON DE WORMHOUDT.		
61	Blanckaert.	Édouard.	Maire.	Zeggers-Cappel.
62	Bous.	Dominique.	Géomètre.	Id.
63	Cavry.	Amand.	Arpenteur.	Wormhoudt.
64	Leys.	Théophile.	Adjoint au maire.	Id.
65	Demeersseman.	François.	Brasseur.	Esquelbecq.
66	Robyn.	Adolphe.	Maire.	Id.
67	Vasseur.	Louis-Prosper.	Propriétaire.	Wormhoudt.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
68	Heem.	Pierre-Jean.	Fabricant et maire.	Herzeele.
69	Decorte.	Benoni.	Pharmacien.	Bollezeele.
70	Leurs.	César.	Maire.	Idem.
71	Gars.	François.	Cultivateur.	Broxeele.
72	Coloos.	Jean-Thomas.	Idem.	Volckerinckhove.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

CANTON DE BAILLEUL-NORD-EST.

1	Cortyl.	Benoît.	Maire.	Baillleul.
2	Vanmerris.	Henri.	Propriétaire.	Id.
3	De Winter.	Pierre-Charles.	Brasseur.	Id.
4	Lotthé-Vandewalle.	Pierre.	Négociant.	Id.
5	Baelde fils.	Pierre.	Receveur municipal.	Id.
6	Cortyl.	Charles.	Propriétaire.	Id.
7	Delangre-Salembier.	»	Maire.	Nieppe.
8	Plouviers.	»	Idem.	Steenwerck.
9	Billiau.	»	Idem.	Saint-Jans-Cappel.
10	Decoussemacker.	Justin.	Propriétaire.	Bailleul.

CANTON DE BAILLEUL-SUD-OUEST.

11	Bieswal-Vanmerris.	Charles.	Propriétaire.	Bailleul.
12	Lagersis.	»	Adjoint au Maire.	Vieux-Berquin.
13	Dezitter.	Louis.	Maire.	Merris.
14	Vitse.	Jean.	Propriétaire.	Id.
15	Decoussemacker.	Louis.	Idem.	Bailleul.
16	Decoussemacker.	Joseph.	Percepteur.	Id.
17	Stoppergats.	Louis.	Notaire.	Id.
18	Winart.	Auguste.	Maire.	Vieux-Berquin.
19	Cappon.	François.	Ancien Maire.	Id.
20	Vanuxem.	Denis.	Maire.	Flêtre.
21	Leurs.	Henri.	Idem.	Metteren.

CANTON D'HAZEBROUCK-SUD.

22	Smagghe.	Louis.	Percepteur.	Hazebrouck.
23	Houvenaghel.	Henri.	Brasseur.	Id.
24	Debuyser-Poddevin.	Jean-Louis-Augustin.	Négociant.	Id.
25	Degroote.	Dominique.	Ancien notaire.	Id.
26	Loingeville.	Justin.	Propriétaire.	Id.
27	Vitse.	Henri.	Idem.	Id.
28	Vermesse.	Joseph.	Cultivateur.	Morbecque
29	Duicke.	Jacques.	Propriétaire.	Steenbecque.
30	Lobbedez.	Martin-Avit.	Maire.	Thiennes.
31	Bacteman.	Charles-Louis.	Idem.	Pradelles.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE MERVILLE.		
32	Jonckart.	Henri.	Adjoint.	Merville.
33	Binaut.	Lucien.	Médecin.	Id.
34	Duhamel.	Philippe.	Fabricant.	Id.
35	Chassaing.	Jean-Baptiste.	Propriétaire.	Id.
36	Duflos.	Auguste.	Médecin.	Estaires.
37	Leclercq.	Eugène.	Marchand.	Id.
38	Joie.	Jules.	Adjoint.	La Gorgue.
39	Heudre.	Louis.	Cultivateur.	Haverskerque.
40	Duret.	Jean-Baptiste.	Maire.	Neuf-Berquin.
		CANTON D'HAZEBROUCK-NORD.		
41	Vandewalle.	Charles.	Propriétaire.	Hazebrouck.
42	Schmidt.	Bernard.	Contrôleur principal.	Id.
43	Cleenewerck.	Henri.	Propriétaire.	Id.
44	Degroote.	Henri.	Notaire.	Wallon-Cappel.
45	Deswarte.	Pierre.	Médecin.	Hazebrouck.
46	Vanuxem.	Pierre.	Id.	Hondeghem.
47	Vandewalle.	Justin.	Propriétaire.	Hazebrouck.
48	Dupuis.	»	Maire.	Renescure.
49	Huyghe.	Aimable.	Propriétaire.	Hazebrouck.
50	Bieswal.	Charles.	Id.	Id.
51	Deberdt.	César.	Percepteur.	Id.
52	Houvenaghel.	Justin.	Propriétaire.	Id.
		CANTON DE CASSEL.		
53	Dhont.	Ange.	Notaire et maire.	Rubrouck.
54	Vankempen.	Charles.	Propriétaire.	Arnêke.
55	Hemart.	Alphonse-Auguste.	Idem.	Zuytpeene.
56	Chevallier.	Aimé-Philippe.	Idem.	Cassel.
57	Venem-Demeersman.	Jean-Baptiste.	Notaire.	Id.
58	Cortyl.	Joseph.	Propriétaire.	Id.
59	Douzinelle.	Jean-Baptiste-Placide.	Médecin.	Id.
60	Poisson.	Louis.	Notaire.	Id.
61	Malot.	Joseph-Henri.	Receveur de l'enregist.	Id.
62	Dehandschœwercker.	Aimé.	Notaire.	Id.
63	Desmytter	Aimé.	Maire.	Id.
		CANTON DE STEENVOORDE.		
64	Vanhoutte.	Robert.	Notaire.	Steenvoorde.
65	Serlooten.	Benoît.	Brasseur.	Id.
66	Vanbambecque.	Joseph.	Propriétaire.	Id.
67	Haen.	Robert.	Idem.	Id.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
68	Bailleul.	Charles-Benoît.	Brasseur.	Houtkerque.
69	Muylle.	François-Xavier.	Cultivateur.	Idem.
70	Stofaes.	Pierre-François.	Notaire.	Winnezeele.
71	Sockeel.	Philippe.	Propriétaire.	Idem.
72	Gillot.	David.	Maire.	Eecke.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

CANTON D'ARMENTIÈRES.

1	Mahieu-Delangre.	Auguste.	Manufacturier.	Armentières.
2	Cary.	Alexandre.	Fabricant.	Id.
3	Woussen.	Pierre.	Filateur.	Houplines.
4	Messean.	Marie.	Cultivateur.	Erquinghem.

CANTON DE LA BASSÉE.

5	Desurmont.	Louis.	Fabricant de sucre.	Marquillies.
6	Roses.	Louis.	Ancien juge de-paix.	La Bassée.
7	Brasmes.	Narcisse.	Cultivateur.	Wicres.
8	Leroy.	Louis.	Fabricant de pannes.	Aubers.

CANTON DE CYSOING.

9	Delagrange.	Auguste.	Maire.	Cobrieux.
10	Desmarécaut.	»	Conseiller municipal.	Bouvines.
11	Mouque.	»	»	Cysoing.
12	Demesmai.	»	»	Templeuve.

CANTON D'HAUBOURDIN.

13	Menche.	Gustave.	Membre du cons. d'arr.	Haubourdin.
14	Lelièvre.	Ernest.	Propriétaire.	Loos.
15	Menu.	»	Notaire.	Wavrin.
16	Hosteteer.	Geoffroy.	Manufacturier.	Loos.

CANTON DE LANNOY.

17	Parent.	»	Maire.	Lannoy.
18	Agache.	»	Marchand de toile.	Flers.

CANTON DE PONT-A-MARCQ.

19	Heddebault.	Alexandre.	Propriétaire.	Moncheaux.
20	Vallois fils.	Louis.	Idem.	Mons-en-Pévèle.
21	Lambelin.	»	Maire.	Ennevelin.
22	Debruyn.	»	Notaire.	Pont-à-Marcq.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE QUESNOY-SUR-DEULE.		
23	Catteau-Lauwick.	Pierre-François.	Fabricant.	Comines.
24	Cuvelier.	Edouard-J.-Chrysole.	Cultivateur.	Id.
25	Fauvarque.	»	Distillateur.	Quesnoy-sur-Deûle.
		CANTON DE ROUBAIX.		
26	Betremieux-Willoquet.	»	Boulanger.	Wattrelos.
27	Piat.	»	Fabricant.	Roubaix.
28	Lemaire.	»	Commissionnaire.	Id.
29	Degardin.	»	Fabricant.	Id.
30				
		CANTON DE SECLIN.		
31	Rose.	François.	Brasseur.	Templemars.
32	Taffin.	Henri.	Fabricant de sucre.	Lesquin.
33	Couvreur.	»	Maire.	Annœullin.
34	Dupont	»	Filateur.	Seclin.
35	Descloquemant.	François.	Fabricant du sucre.	Id.
		CANTON DE TOURCOING-NORD.		
36	Desurmont.	Louis.	Propriétaire.	Roncq.
37	Lefebvre.	Jean-Baptiste.	Maire.	Linselles.
38	Lesaffre.	Edouard.	Propriétaire.	Roncq.
39	Demeestère-Delannoy.	»	Maire.	Halluin.
40	Ghestem.	»	Maire.	Neuville.
41	Bonduelle-Dalle.	Louis.	Fabricant d'huile.	Bousbecques.
		CANTON DE TOURCOING-SUD.		
42	Hazebrouck.	Victor.	Notaire.	Tourcoing.
43	Destombes.	Pierre.	Fabricant de sucre.	Id.
44	Delobel-Wattinne.	Louis.	Filateur.	Id.
45	Delecluse-Dehuille.	Jean-Baptiste.	Boulanger.	Id.
46	Wattel.	Henri.	Négociant.	Id.
47	Duvillier-Duriez.	Jean-François.	Filateur.	Id.
		CANTON DE LILLE-CENTRE.		
48	Testelin.	Gustave.	Brasseur.	Lille.
49	Saint-Leger.	Victor.	Filtier.	Id.
50	Mannuel.	Jean-Baptiste.	Marchand de fil de lin.	Id.
51	Dujardin.	»	Ancien notaire.	Id.
52	Lefebure.	Grégoire.	Bonnetier.	Id.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON DE LILLE-OUEST.		
53	Dehau.	Félix.	Ancien notaire.	Lille.
54	Le Josne.		Ancien juge-de-paix.	Id.
55	Delachaussée.	Léopold	Propriétaire.	Id.
56	Gihoul.		Id.	Id.
57	De Vogelsang.		Membre de conseil m.	Id.
		CANTON DE LILLE-NORD-EST.		
58	Demesmedt-Wallart.		Propriétaire.	Lille.
59	Descamps.	Auguste.	Id.	Id.
60	Crespel.	Félix.	Id.	Id.
61	Ozenfant.		Négociant.	Id.
62	Bigo.	Louis.	Propriétaire.	Id.
		CANTON DE LILLE-SUD-EST.		
63	Rouzé	Thomas-L.-J.	Propriétaire.	Lille.
64	Canissié.	Georges.	Md. de dentelles.	Id.
65	Delattre.		Arpenteur.	Faches.
66	Lestienne.		Notaire.	Ronchin.
67	Herlin.	Théodore.	Négociant.	Id.
		CANTON DE LILLE-SUD-OUEST.		
68	Mourmant.		Maire.	Wazemmes.
69	Bigo-Tilloy.			Esquermes.
70	Gentil-Descamps.		Adjoint à la mairie.	Lille.
71	Deledicque.		Notaire.	Id.
72	Blocquel.		Imprimeur.	Id.
		ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.		
		CANTON DE CAMBRAI-EST.		
1	Bouly.	Eugène.	Avocat.	Cambrai.
2	Fliniaux.	Augustin-Joseph.	Maître de pension.	Id.
3	Leroy.	Henri.	Avocat.	Id.
4	Daigremont.	Alexandre-Joseph.	Propriétaire.	Id.
5	De Liénard.	Charles.	Id.	Id.
6	De Labrassiere.	Philippe.	Notaire.	Id.
7	Mouscourt.		Maire.	Ewars.
8	Feneuille.	Henri.	Fabricant de sucre.	Thun-St.Martin.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
9	Lepot.	Adolphe.	Propriétaire.	Cambrai.
10	Queulain.	Edouard.	Brasseur.	Id.
11	Déjardin.	François.	Cultivateur.	Iwuy.
12	Parsy-Faille.	Edouard.	Négociant.	Cambrai.
13	Bricout.	»	Cultivateur et maire.	Cauroir.
14	Bouly.	Fortuné.	Avocat.	Cambrai.
15				
		CANTON DE CAMBRAI OUEST.		
16	Piettre.	Pierre.	Notaire.	Cambrai.
17	Bonnel.	François-Albert.	Propriétaire.	Morenchies.
18	Crépin.	Louis.	Cultivateur.	Proville.
19	Demory.	Jean-Baptiste.	Propriétaire.	Aubencheul.
20	Monnier.	Alexandre.	Id.	Haynecourt.
21	Taffin-Foret.	Xavier.	Id.	Cambrai.
22	Dejardin.	Adolphe.	Id.	Id.
23	Foulle.	Casimir.	Médecin.	Id.
24	Pagniet.	Cyrille.	Brasseur.	Id.
25	Buzin.	Jean-Baptiste.	Avoué.	Id.
		CANTON DE MARCOING.		
26	Desmoutiers.	Ernest-Joseph.	Propriétaire.	Crèvecœur.
27	Dollez.	Henri.	Id.	Id.
28	Crapez.	Pierre.	Propriétaire et cultiv.	Flesquières.
29	Mallez.	»	Cultivateur	Marcoing.
30	Leroy.	Jacques.	Id.	Gouzeaucourt.
31	Bail.	Usmar.	Propriétaire et Négoc.	Masnières.
32	Blary.	Philippe-Joseph.	Cultivateur.	Mœuvres.
33	Lobry.	Balthazar.	Id.	Villers-Plouich.
34	Boulanger.	Ancien représentant.	Propriétaire et Cultiv.	Doignies.
35				
		CANTON DE CARNIÈRES.		
36	Bricout.	Constantin.	Propriétaire.	Carnières.
37	Telliez.	François.	Id.	Boussières.
38	Watremez.	Henri.	Ancien maire.	Beauvois.
39	Villette.	Jean-Joseph.	Maire.	Quiévy.
40	Bricout.	Placide.	Id.	Béthencourt.
41	Canonne.	Bernard.	Ancien maire.	Saint-Aubert.
		CANTON DE SOLESMES.		
42	Vallez.	Nicolas-François.	Cultivateur.	Briastre.
43	Lempereur.	Louis-Philippe-Joseph.	Notaire.	Solesmes.
44	Denimal.	Pierre-François.	Fabricant de sucre.	Vendegies-sur-Ecaillon

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
45	Depreux.	Théophile.	Cultivateur et maire.	Viesly.
46	Delacroix.	Ancelin-Jean-Baptiste.	Brasseur	Solesmes.
47	Lobry-Delaye.	Jean-Baptiste.	Négociant.	Id.
48	Chiacarez.	Charles.	Fabricant de sucre.	Capelle.
		CANTON DU CATEAU.		
49	Eraux-Chautreuil.	Auguste-Charles.	Propriétaire.	Le Câteau.
50	Seydoux.	Auguste.	Manufacturier.	Id.
51	Gabot.	Pierre Joseph.	Brasseur.	Inchy.
52	Sartiaux-Morcrette.	Isidore.	Propriétaire.	Le Câteau.
53	Bricout.	César-Léopold.	Id.	Catillon.
54	Basquin.	Adrien.	Notaire.	Id.
55	Facon.	Aimable.	Horloger.	Le Câteau.
56	Lefevre-Leroy.	Ferdinand.	Rentier.	Id.
57	Lafé-Tilman.	Auguste-Jules.	Id.	Id.
58	Flayelle.	Henri.	Notaire.	Id.
		CANTON DE CLARY.		
59	Prioux.	»	Maire.	Caudry.
60	Grimbert.	»	Notaire.	Id.
61	Fignier.	»	Maire.	Clary.
62	Bobeuf.	»	Notaire.	Id.
63	Canonne.	Étienne.	»	Esnes.
64	Taisne.	Augustin.	Cultivateur.	Ligny.
65	Robert.	»	Maire.	Id.
66	Mention.	Marie.	Ancien Maire.	Maretz.
67	Herbet.	»	Id.	Bertry.
68	Chalenton.	»	Maire.	Busigny.
69	Dupont.	»	Receveur.	Id.
70	Millot.	»	Maire.	Walincourt.
71	Robert.	»	Id.	Ligny.
72	Rubin.	Louis.	Cultivateur.	Esnes.
		ARRONDISSEMENT D'AVESNES.		
		CANTON D'AVESNES-NORD.		
1	Guillemin.	Adolphe.	Négociant.	Avesnes.
2	Hannoye.	Prosper.	Avocat.	Id.
3	Devise.	César-Joseph.	Propriétaire et entrep.	Saint-Hilaire.
4	Gille.	Nicolas-Joseph.	Propriétaire.	Dourlers.
5	Hannoye.	Jules.	Avoué.	Avesnes.
6	Maurice.	Bernard.	Avocat.	Id.
7	Hazard.	Victor.	Propriétaire et maire.	Beugnies.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		CANTON D'AVESNES-SUD.		
8	Bévierre.	Charles-J.-Honoré.	Brasseur.	Étrœungt.
9	Derely.	Théophile-Joseph.	Propriétaire.	Id.
10	Ducarne.	Henri.	Notaire.	Avesnes.
11	George.	Jean-Baptiste.	Ancien juge-de-paix.	Id.
12	Lacourte.	Louis-Joseph.	Arpenteur.	Cartignies.
13	Lahagnier fils.	François.	Marchand de bois.	Sains.
14	Meunier.	Valéry.	Ancien sous-préfet.	Avesnes.
		CANTON DE BAVAI.		
15	Marchal.	Charles-Auguste.	Ancien notaire.	Bavai.
16	Fauvelle.	Martial.	Cultivateur et maire.	Saint-Waast.
17	Pierrard.	Zéphirin.	Propriétaire.	Obies.
18	Glineur.	Joseph.	Id.	Bermeries.
19	Mabille.	Isidore.	Propriétaire et cultiv.	Hon-Hergies.
20	Prevost.	Isidore.	Propriétaire et meun.	La Longueville.
21	Gérin.	François.	Propriétaire.	Bavai.
		CANTON DE BERLAIMONT.		
22	Bottiau.	Jean-Baptiste.	Cultivateur.	Noyelles.
23	Corbeau.	Auguste.	Id.	Hargnies.
24	Eliez.	Amand.	Notaire.	Berlaimont.
25	Mary.	Pierre.	Cultivateur.	Aymeries.
26	Bragnet.	Cyrille-Constant.	Propriétaire.	Bachant.
27	Mercier.	Achille.	Id.	Berlaimont.
28	Bascourt.	Henri.	Id.	Aymeries.
		CANTON DE LANDRECIES.		
29	Bachy.	Louis-Humbert-Ad.	Pharmacien.	Maroilles.
30	Gaffart-Lemoine.	Placide-Damas.	Propriétaire.	Landrecies.
31	Desquesnes-Gobled.	Valéry.	Id.	Favril.
32	Manesse-Mallet.	Humbert.	Id.	Landrecies.
33	Manesse-Chevalez.	Antoine-Joseph.	Id.	Favril.
34	Thomas-Boy.	Antoine-Joseph.	Id.	Landrecies.
35	Petithomme.	Maurice.	Ancien notaire.	Id.
		CANTON DE MAUBEUGE.		
36	Marchant.	Calixte.	Adjoint.	Maubeuge.
37	Bully.	Henri.	Propriétaire.	Ferrière-la-Grande.
38	Autier.	Pierre.	Banquier.	Maubeuge.
39	Fauville.	Florent-Maximilien.	Propriétaire.	Id.
40	Bayart.	Edouard-Joseph.	Meunier.	Id.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
41	Couvreur-Carniaux.	Benoît.	Cultivateur.	Beaufort.
42	Lebeau.	Augustin.	Médecin.	Maubeuge.
43	Darche.	Ernest.	Maire.	Gognies-Chaussée.
44	Autier.	Jules.	Brasseur.	Maubeuge.
		CANTON DE QUESNOY-EST.		
45	Bauvais.	Aimé-Célestin.	Notaire.	Le Quesnoy.
46	Dupont.	Louis-François-Joseph.	Propriétaire.	Idem.
47	Monfroy fils.	Alexandre.	Cultivateur.	Ruesnes.
48	Lenglet-Douay.	Arsène.	Propriétaire.	Jolimetz.
49	Vanéckant.	Louis-Joseph.	Médecin.	Le Quesnoy.
50	Deroubaix.	Pierre-François.	Propriétaire.	Ghissignies.
51	Boulanger.	François.	Id.	Salesches.
		CANTON DE QUESNOY-OUEST.		
52	Carlier fils.	François.	Cultivateur.	Villerspol.
53	Manesse.	Thomas.	Id.	Fresnoye.
54	Dupont.	René-Pierre-Joseph.	Receveur de l'enreg.	Le Quesnoy.
55	Dercudé.	Charles-François.	Propriétaire.	Id.
56	Boy.	Philippe.	Cultivateur.	Id.
57	Brasseur.	»	Brasseur et maire.	Gommegnies.
58	Bassé.	»	Cultivateur et maire.	Jenlain.
		CANTON DE SOLRE-LE-CHATEAU.		
59	Dufossez.	Eusèbe-Cicilien.	Propriétaire.	Cousolre.
60	Dupont.	Victor-Joseph.	Brasseur.	Sars-Poteries.
61	Hannecart.	Constant-Joseph.	Propriétaire.	Clairfays.
62	Graux.	Augustin.	Marchand.	Solre-le-Château.
63	Thieuleur.	Joseph.	Fabricant.	Id.
64	Béver.	Ignace.	Notaire.	Id.
65	Rouez-Zenon.	Amand-Modeste.	Négociant.	Id.
		CANTON DE TRÉLON.		
66	Moutier.	Jean-Joseph.	Propriétaire.	Glageon.
67	Bernaille.	Désiré-Etienne.	Maître de forges.	Anor.
68	Le Bègue.	Camille.	Filateur.	Fourmies.
69	Hazard.	Antoine.	Propriétaire.	Moustiers.
70	Legrand.	Théophile.	Filateur.	Fourmies.
71	Godard-Desmarest.	Hippolyte.	Propriét. de verrerie.	Trélon.
72	Boutard.	Auguste.	Filateur.	Wignehies.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		ARRONDISSEMENT DE DOUAI.		
		CANTON D'ARLEUX.		
1	Dubois.	Aimé-Auguste.	Cultivateur.	Lécluse.
2	Parent.	Antoine.	Id.	Monchecourt.
3	Guilbert.	Edouard.	Maire.	Cantin.
4	Grinvillers.	»	Arpenteur.	Villers-au-Tertre.
5	Lanvin.	Jean-Baptiste.	Maire.	Fressin.
6	Parsy.	Augustin.	Cultivateur.	Gœulzin.
		CANTON DE DOUAI-NORD.		
7	Bouchez.	Charles-Aimable.	Professeur.	Douai.
8	Choquet-Delespaul.	Alexandre-Adolphe.	Fabricant d'huile.	Id.
9	Foucart.	Jean-Baptiste-Auguste.	Libraire.	Id.
10	Harpy.	Jérôme.	Cultivateur.	Flines.
11	Mouchon.	Louis-Joseph.	Id.	Idem.
12	Bagneris.	Aimé-Raymond.	Docteur-Médecin.	Douai.
13	Fleurquin-Delannoy.	Alexandre.	Fabricant d'huile.	Id.
14	Lambrecht.	Félix-Edmond-Hyacinthe.	Ingénieur.	Id.
15	Potiez.	Valeri-Louis-Victor.	Propriétaire.	Id.
16	Tressignier.	François-Régis-Joseph.	Id.	Id.
17	Lesage.	François.	March. de moutons.	Flines.
18	Dubus.	Louis.	Maire.	Waziers.
19	Béhague.	Augustin.	Cultivateur.	Id.
20	Dauphin.	Thémistocle.	Propriétaire.	Douai.
21	Dazincourt.	Valère.	Id.	Id.
22	Deprès.	Eugène.	Receveur de l'enregis-	Id.
23	Delcroix.		Loueur de voitures.	Id.
24	Larose.	François-Pierre.	Maire.	Flines.
		CANTON DE DOUAI-OUEST.		
25	Dumon-Taillar.	Jean-Baptiste.	Avocat.	Douai.
26	Delaby.	Auguste.	Colonel de la garde nat.	Id.
27	Denisse.	Hyacinthe.	Marchand de charbon.	Raches.
28	Fontaine.	André.	Capitaine en retraite.	Douai.
29	Becquet de Mégille.	Oscar.	Propriétaire.	Id.
30	Deblocq-Lœillet.	Guillaume.	Brasseur.	Id.
31	Dejacghère.	Léon Gustave.	Id.	Id.
32	Foucquay.	Alexandre.	Marchand de charbon.	Id.
33	Guilmot-Martin.	Antoine-Philippe.	Receveur des finances.	Id.
34	Hiollin.	Théodore-Joseph.	Propriétaire.	Id.
35	Deligny.	Emmanuel.	Cultivateur.	Id.
36	Desuède.	Edouard.	Propriétaire.	Id.
37	Dubrulle-Plet.	Aimé-Louis.	Charpentier.	Id.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
38	Delval-Cambrai.	Joseph-Donat.	Propriétaire.	Douai.
39	Courmont.	Antoine-Joseph.	Menuisier.	Id.
40	Brassard.	Modeste-Joseph.	Secrétaire des hospices	Id.
41	Dromart.	Frédéric.	Propriétaire.	Id.
42	Pomme.		Ch. d'esc. de gend. en r.	Id.
		CANTON DE DOUAI-SUD.		
43	Fiévet.	Constant.	Fabricant de sucre.	Masny.
44	Dovillers.	Louis-Jacques.	Cultivateur.	Montigny.
45	Ribeauville.		Id.	Dechy.
46	Rohart.		Id.	Lewarde.
47	Boulanger.	Louis.	Id.	Ecaillon.
48	Gillard.	Emmanuel.	Fabricant de sucre.	Aniche.
49	Buisset.		Maire.	Auberchicourt.
50	De Baillencourt.	Jean-Baptiste.	Notaire.	Douai.
51	Pinquet.	Philippe.	Adjoint au maire.	Id.
52	Rozey.	Pierre-Jacques.	Propriétaire.	Id.
53	Plankaert-Defontaine.		Négociant.	Id.
54	Tréca-Leleu.		Propr. et cons. munic.	Id.
55	Bommart.	César-Anacharsis.	Id.	Id.
56	Duchâtel.	Aimé-Charles-Joseph.	Propriétaire.	Id.
57	Duhen.	Prairial.	Id.	Id.
58	Coppin-Lejeune.	Antoine.	Négoc. et cons. munic.	Id.
59	Scrive.		Avocat.	Id.
60	Verdière.		Cultivateur.	Roucourt.
		CANTON DE MARCHIENNES.		
61	Vanlerberghe.	Ignace-François.	Marchand.	Marchiennes.
62	Remy de Campeau.	Alfred.	Propriétaire.	Id.
63	Baucq.	Arnold-Joseph.	Id.	Id.
64	Largillière.		Pharmacien.	Id.
65	De Bouteville fils.	Eugène.	Propriétaire.	Id.
66	Caudrelier.		Cultivateur et maire.	Pecquencourt.
		CANTON D'ORCHIES.		
67	Baucq.	Ghislain-Alexis-Joseph.	Brasseur.	Orchies.
68	Delmer.	Louis-Joseph.	Cultiv. et fab. d'huile.	Id.
69	Gruyelle-Mallet.	François.	Fabricant d'huile.	Id.
70	Josson-Mallet.	Gilbert.	Brasseur.	Id.
71	Guilbert-Estevez.		Propriétaire.	Id.
72	Gruyelle.		Cultivateur et maire.	Coutiches.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
		ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.		
		CANTON DE SAINT-AMAND (RIVE DROITE).		
1	André.	Louis-Antoine.	Cultivateur.	Bruille.
2	De Bettignies.	Maximilien.	Fabricant.	Saint-Amand.
3	Colase.	Jean-Baptiste.	Propriétatre.	Raismes.
4	Dorchies	Henry-Joseph.	Marchand de bois.	Saint-Amand.
5	Baudrin.	Joseph.	Id.	Raismes.
6	Lemaire-Monnier.	Pierre-Joseph,	Cultivateur.	Bruille.
7	Mahieu.	Edmond.	Fabricant.	Hasnon.
8	Baligand.		Maire.	Mortagne.
9	Camberlin.		Id.	Château-l'Abbaye.
10	Nicolle.	Louis-Antoine-Joseph.	Propriétaire.	Saint-Amand.
		CANTON DE SAINT-AMAND (RIVE GAUCHE).		
11	Barbieux.	Hippolyte-François-Joseph.	Propriétaire.	Saint-Amand.
12	Davaine.	Hyacinthe.	Id.	Id.
13	Davaine.	Jean-Baptiste.	Id.	Id.
14	Desespringalle.	Colomban-Joseph.	Id.	Id.
15	Joly.	Jean-Baptiste-Joseph.	Brasseur.	Id.
16	Legrand.	Jean-Baptiste.	Fermier.	Lecelles.
17	Massard.	Narcisse-Florentin.	Propriétaire.	Saint-Amand.
18	Naveteur.	Charles-Simon.	Id.	Id.
19	Plichon.	Eloi.	Fabricant.	Id.
20	Sterlin-Dubois.	Ange.	Propriétaire.	Id.
		CANTON DE BOUCHAIN.		
21	Gouvion.	Désiré.	Fabricant de sucre.	Denain.
22	Mocq.	François.	Cultivateur.	Lourches.
23	Deslinsel.	Adolphe.	Maire.	Denain.
24	Macarez.	Auguste.	Cultivateur.	Id.
25	Leroy.	Mansuis.	Maire.	Marquette.
26	Bruneau.	Albert.	Id.	Lieu-Saint-Amand.
27	Lestoile.		Ancien maire.	Haspres.
28	Varlet.	Ambroise.	Maire.	Hélesmes.
29	Baillet.	Eugène.	Fabricant de sucre.	Denain.
30	Coëz.	Furcy.	Cultivateur.	Abscon.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS. ou FONCTIONS.	LIEU ou DOMICILE.
		CANTON DE CONDÉ.		
31	Dervaux.	Ferdinand.	Fabricant de clous.	Condé.
32	Defernez.	Cyprien-Désiré-Joseph.	Propriétaire.	Hergnies.
33	Belanger.	Alexandre-Jacques-Joseph.	Filateur.	Fresnes.
34	Pureur.	Pierre-Joseph.	Propriétaire.	Condé.
35	Mention.	Alexis-Joseph.	Maire.	Id.
36	Richard.	Pierre-Joseph.	Cultivateur.	Vieq.
37	Martel.	Gustave-Louis.	Notaire.	Condé.
38	Renard.	Louis-Marie.	Maître de verrerie.	Fresnes.
39	Castiau.	Nestor.	Docteur-médecin.	Vieux-Condé.
40	Delannoy.	Henri.	Fabricant de sucre.	Crespin.
		CANTON DE VALENCIENNES-EST.		
41	Casin.	Jean-Baptiste.	Maire.	Quaroube.
42	Beauvois.	Louis-Maximilien.	Notaire.	Valenciennes.
43	Brabant-Pureur.	François.	Fabricant de sucre.	Onnaing.
44	Bracq.	Louis.	Propriétaire.	Valenciennes.
45	Caffiau-Destubecq.	Emmanuel-Louis-Joseph.	Négociant.	Id.
46	Carlier.	Albert.	Brasseur.	Saultain.
47	Charpentier.	Benoît.	Propriétaire.	Valenciennes.
48	Delamme-Lelièvre.	Léopold.	Négociant.	Id.
49	Dupire.	Adolphe.	Notaire.	Id.
50	Claisse.	Jean-Baptiste.	Entrepreneur de bât.	Id.
51	Locqueneux.	Michel.	Maire.	Marly.
52	Hocq.	»	Négociant.	Valenciennes.
		CANTON DE VALENCIENNES-NORD.		
53	Moreau.	Désiré.	Fabricant de sucre.	Saint-Saulve.
54	Berteau.	Jean-Émile-Aimé.	Brasseur.	Wallers.
55	Branche.	Théophile.	Médecin.	Valenciennes.
56	Detombe.	François.	Clerc de notaire.	Id.
57	Dubois.	Stanislas.	Avocat.	Id.
58	Gando.	Frédéric-Simon.	Propriétaire.	Id.
59	Guyot-Giraud.	Dominique.	Fabricant de sucre.	Saint-Saulve.
60	Guisgand.	Laurent.	Propriétaire.	Anzin.
61	Race.	Benoît.	Maire.	Beuvrages.
62	Gellé.	Charles.	Négociant.	Valenciennes.
63	Maurice, père.	Henri.	Fabricant de sucre.	Id.
		CANTON DE VALENCIENNES-SUD.		
64	Hallette.	Valentin.	Cultivateur.	Monchaux.
65	Gouvion.	Christian.	Fabricant de sucre.	Trith-Saint-Léger.
66	Mocq.	Jean-Baptiste.	Cultivateur.	Haulchain.
67	Landrieux.	Ildephonse.	Maire.	Bouvignies.

N.os d'ordre.	NOMS.	PRÉNOMS.	PROFESSIONS ou FONCTIONS.	LIEU du DOMICILE.
68	Lequipart.	Charles.	Fabricant de sucre.	Thiant.
69	Payen.	Iréné.	Cultivateur.	Onnaing.
70	Pierrart.	André.	Propriétaire.	Valenciennes.
71	Defrance.	Hippolyte.	Id.	Id.
72	Dupont.	Barthélemi.	Avocat.	Id.

Arrêté en séance, par les membres du Conseil général, soussignés.

Danel, président; Dansette, Chombart, Brame, D'Hespel, Lefebvre (Julien), Testelin, Champon, De Melun, Bianchi, Lestiboudois, Desmoutiers, Defontaine (Louis), Mimerel, Collette, Leurent, Masurel, Béhaghel (de Bailleul), Plichon, Béhaghel (de Cassel), Deschodt, Bernast, De Gruson, Revel, De Staplande, De Coussemaker, Delattre, Decarpentry, Delaroïère, Blanckaert, De Beaumont, Leleu, Tellier, Béry, Seydoux, Rappe, Chappelier, Pillot, Hannoye, Crapez, Paul, Ancelet, Piette, Locqueneux, Sauvaige, Legrand, Colase, Desespringalle, Gouvion, Renard, Beauvois, Mathieu, Boulanger, D'Heursel, Rossignol, Choque, De Montozon, Desmoutiers (Charles), et De Clebsattel, secrétaire.

TABLE DES MATIÈRES.

A.

Aa. — Régime des eaux, p. 406.
Administration cantonale et départementale, p. 416.
Administration communale, p. 296.
Agents-voyers et petite vicinalité, p. 342.
Agriculture. — Vœux divers, p. 415.
Aliénés indigents, p. 300.
Allumettes chimiques, p. 410.
Alnes. — Demande de secours, p. 254.
Animaux nuisibles, p. 229.
Annales maritimes, p. 249.
Architectes. — Traitements, p. 228.
Archives communales, p. 263.
Archives de Bailleul, p. 263.
Archives de l'abbaye du Château, p. 263.
Archives départementales, p. 267.
Archives départementales. — Entretien, p. 228.
Archives départementales. — Peinture, p. 228.
Arrondissement d'Avesnes. — Contribution foncière, p. 383.
Arrondissement d'Avesnes. — Dépêches, p. 248.
Arrondissement de Cambrai. — Compte des routes départementales N.os 10 et 11, p. 282.
Arrondissement de Dunkerque. — Contribution mobilière, p. 383.
Asile d'aliénés d'Armentières, p. 263.
Association de Bienfaisance. — Douai, p. 243.
Association ouvrière d'Aniches, p. 399.
Assurance de la sous-préfecture de Cambrai, p. 255.
Assurance des bâtiments départementaux, p. 239.
Avaries causées par les inondations. — Rapport supplémentaire du Préfet, p. 461.

B.

Baptême des enfants, p. 259.
Belles actions, p. 311.
Berlaimont. — Demande de secours, p. 241.
Berlaimont. — Relai de poste, p. 246.
Bibliothèque de la préfecture, p. 266.
Bois de l'État. — Aliénation, p. 410.
Boissons. — Droits et licences, p. 226.
Boîtes aux lettres du chemin de fer, p. 247.
Bourses dans les lycées. — Commission, p. 230.
Bourses des lycées. — Jury, p. 236.
Bry. — Bureau des douanes, p. 269.
Budgets et comptes départementaux. — Impression, p. 254.
Budget départemental, p. 388.
Budget départemental. — Arriéré, p. 254.
Bureaux de renseignements pour les ouvriers. p. 415.

C.

Cadastre. — Régularisation, p. 347, 349.
Caisse nationale de secours, p. 338.
Caisse publique de retraites et sociétés de secours mutuels, p. 355.
Caisse de retraite et maison de refuge, p. 397.
Caisses d'épargne, p. 267.
Canal de Furnes. — Creusement, p. 231.
Canal de Neuf-Fossé, p. 231.
Canal de Roubaix, 378.
Capinghem. — Secours, p. 226.
Carte de l'arrondissement de Valenciennes, p. 388.
Carte géologique, p. 270, 397.
Caserne de gendarmerie. — Entretien, p. 228.
Caserne de gendarmerie. — Travaux, p. 356.
Catéchisme d'hygiène, p. 413.
Centimes facultatifs, p. 349.
Centimes pour l'instruction primaire, p. 388.
Cercle du Nord, p. 223.
Chambre de commerce de Lille. — Publication, p. 391.
Chemins de grande communication. — Rapport sur la situation générale de ce service dans le département du Nord, p. 503.
Chemin N.° 29, p. 341.
Chemin N.° 14. — Prolongement, p. 333.
Chemin de fer, p. 411.
Chemins vicinaux ordinaires, p. 322.
Chemins vicinaux. — Questions, p. 408.
Chemins vicinaux de grande communication, p. 318. 329, 338.
Chemin d'Armentières à La Bassée, p. 332.
Chemin d'Aubers à Estaires, p. 333.
Chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage, p. 338.
Chemin de Bergues à St.-Omer, p. 329.
Chemin de Béthune à Estaires, p. 331.
Chemin de Caëstre à Vieux-Berquin, p. 331.
Chemin de Cambrai à Metz-en-Couture, p. 334.
Chemin de Cassel à Lederzeele, p. 333.
Chemin de Caudry à Aubencheul-au-Bois, p. 333.
Chemin N.° 73, de Courchelettes, p. 331.
Chemin d'Étrœungt à Fourmies, p. 339.
Chemin N.° 54, d'Étrœungt au Nouvion, p. 331.
Chemin N.° 50, de Fresnes à Quaroube, p. 331.
Chemin de Fresnes à Quaroube. — Prolongement, p. 339.
Chemin d'Haubourdin à Seclin, p. 333.
Chemin de Marquette à Neuville-St.-Remi, p. 334.
Chemin de Maubeuge à Erquelines, p. 339.
Chemin de Quesnoy-sur-Deûle à Pérenchies, p. 414.
Chemin de Roubaix à Saint-Amand, p. 331.
Chemin de Steenvoorde à Hazebrouck, p. 332.
Cinq centimes additionnels, p. 341.
Circonscriptions électorales, p. 388, 564.
Colonie de Mesnil-St.-Firmin, p. 242.
Colonie de Mettray, p. 284.
Colonie pénitentiaire. — Commission, p. 253.
Commission historique, p. 287.
Communications, p. 224, 225, 233, 236, 249, 251, 264, 265, 280, 281, 296, 299, 338, 345, 352, 371.
Compte départemental de 1849, p. 352.
Comptoirs nationaux d'escompte, p. 259.
Concierge de la Préfecture, p. 282.
Concierges des tribunaux, p. 227.
Concours départemental pour l'amélioration des races, p. 244.
Concours régional d'animaux de boucherie, p. 244.
Conseil académique, p. 233, 236.
Conseil académique. — 2.e section, p. 252.
Conseils d'hygiène et de salubrité, p. 288.
Conseil de Préfecture. — Publicité des séances, p. 232.
Conseil général. — Bureau définitif, p. 209.
Conseil général. — Bureau provisoire, p. 209.
Conseil général. — Distribution des dossiers, p. 224.
Conseil général. — Organisation des bureaux, p. 220.
Conseil général. — Ouverture de la session, p. 209.
Conseil général. — Remerciements au bureau provisoire, p. 210.
Conseil général. — Renouvellement, p. 231.
Contributions directes de 1851. — Répartement, p. 379.
Contribution foncière. — Arrondissement d'Avesnes, p. 383.
Contributions foncière et des portes et fenêtres. — Frais de division, p. 256.
Contribution mobilière. — Arrondissement de Dunkerque, p. 383.
Contribution des portes et fenêtres, p. 372, 376.
Corps-de-garde de la Préfecture, p. 227.
Cour d'appel de Douai, p. 416.
Cultes. — Indemnités, p. 229.
Culte israélite, p. 370.
Culte israélite. — Secours, p. 268.

D.

Denain. — Chef-lieu de canton, p. 263.
Denain. — Marché, p. 246.
Dépêches. — Arrondissement d'Avesnes, p. 248.
Dépenses départementales, p. 382.
Dépôts de sûreté. — Travaux, p. 245.
Desséchement des marais de la Deûle, p. 409.
Desséchement des marais de la Sensée, p. 410.
Desséchement des prés Dulhem, p. 409.
Douai. — Association de bienfaisance, p. 243.
Douai. — Chemin de halage, p. 401.
Douai. — Siége des justices-de-paix, p. 317.
Droits sur les bestiaux, p. 395.
Droits sur les charbons, p. 293.
Droits sur les tourteaux, p. 251.
Dufossé, instituteur communal, p. 369.
Dunkerque. — Eglise St.-Éloi, p. 414.
Dunkerque. — Secours au collége, p. 229.
Dunkerque. — Service des postes, p. 247.

E.

École normale, p. 385.
École préparatoire de médecine et de pharmacie à Lille, p. 355.
École vétérinaire d'Alfort. p. 288.
Ecoles d'arts et métiers, p. 286.
Écoles primaires. — Notions d'agriculture, p. 391.
Écoulement des eaux de la Lys, p. 223, 261.
Élèves artistes, p. 359.
Embrigadement des gardes-champêtres, p. 296.
Employés de Sous-Préfectures, p. 267.
Enfants trouvés, p. 363.
Enfants trouvés. — Arriéré, p. 385.
Enseignement professionnel, p. 286.
Entretien des casernes de gendarmerie, p. 228.
Entretien des maisons d'arrêt, p. 245.
Entretien du mobilier de la Préfecture, p. 227.
Entretien des Sous-Préfectures, p. 245.
Entretien des tribunaux, p. 228.
Epidémies, p. 258.
Épidémies. — Arriéré, p. 258, 259.
Épizooties, p. 360.
Épizooties. — Arriéré, p. 288.
Escaut et canal de Saint-Quentin, p. 402.
Escaut et Scarpe. — Barrage mobile, p. 275.
Esquelbecq. — Brigade de douane, p. 268.
Esquelbecq. — Bureau de distribution, p. 247.
Etablissements hospitaliers, p. 288.
Exposition centrale des produits agricoles, p. 304.
Exposé du Préfet, p. 210.
Exposition de Londres, p. 285.

F.

Faculté de lettres et lycée de Douai, p. 229.
Ferme-école de Templeuve, p. 256.
Ferme régionale, p. 393.
Fives. — Demande de secours, p. 382.
Fixation de la taxe personnelle, p. 239.
Foires et marchés autorisés, p. 247.
Fonds de non-valeurs. — Compte de 1848, p. 230.
Forçats libérés et récidivistes, p. 243.
Frais de division. — Contributions foncière et des portes et fenêtres, p. 256.

G.

Gardes-champêtres, p. 398.
Gendarmerie, p. 384.
Grains vendus dans les marchés, p. 395.
Gravelines. — Cession d'un domaine, p. 414.

H.

Habitations des ouvriers, p. 295.
Haucourt. — Demande de secours, p. 239.
Hondschoote. — Bureau de l'Étoile, 268.
Hôtel Pas-de-Beaulieu, p. 306, 318.

I.

Impression du budget et comptes départementaux, p. 254.
Impression des rapports, p. 402.
Impression des tableaux. p. 341.
Indemnités pour les travaux de la session, p. 382.
Industrie métallurgique, p. 395.
Industrie sucrière, p. 396.
Ingénieur de la navigation. — Valenciennes, p. 400.
Inondations, p. 342.
Installation académique, p. 353.
Institut national agronomique, p. 394.
Instruction primaire, p. 368.

J.

Jury d'expropriation, p. 318, 363, 388.
Jury médical, p. 258.

L.

Lannoy. — Demande de secours, p. 342.
Largeur des chaussées, p. 342.
Lecture du procès-verbal, 328.
Le Quesnoy. — Caserne de gendarmerie, p. 249.
Lille. — Dépenses électorales, p. 363.
Lins. — Droit protecteur, p. 312.
Lins étrangers. — Droits, p. 423.
Liste des 72 jurés par arrondissement (expropriation pour cause d'utilité publique), p. 575.
Listes électorales, p. 310.
Livrets des ouvriers agricoles, p. 397.
Logements insalubres, p. 412.
Loi départementale, cantonale et municipale, p. 224.
Loyer du Palais-de-Justice de Dunkerque, p. 227.
Loyers des sous-préfectures, p. 227.
Lycée de Lille, p. 230.
Lys. — Écoulement des eaux, p. 223, 261.

M.

Maison d'arrêt. — Réparations, p. 316.
Maison centrale de Loos. — Colonie pénitentiaire, p. 241.
Maison d'éducation correctionnelle, p. 389.
Maison d'arrêt. — Entretien, p. 245.
Masnières. — Chef-lieu de canton, p. 410.
Médecins cantonaux, p. 412.
Menues dépenses des cour et tribunaux, p. 227.
Menues dépenses des justices-de-paix, p. 227.
Mobilier de la Préfecture, p. 233.
Mobilier de la Préfecture. — Entretien, p. 227.
Mobilier des Sous-Préfectures, p. 228.
Mobilier des tribunaux, p. 300.
Mœuvres. — Contribution foncière, p. 254.
Monnaie de Lille, p. 295.

N.

Navigation. — Application de la vapeur. p. 400.
Navigation intérieure, p. 260, 399.

O.

Ordre du jour, p. 221.
Organisation de l'administration communale, p. 276.
Ors. — Séparation du hameau des Ruelles, p. 296.

P.

Palais-de-justice de Dunkerque. — Loyers, p. 227.
Palais-de-justice de Lille. — Réclamation du sieur Dehez, p. 267.
Palais-de-justice de Lille. — Travaux, p. 317.
Palais-de-justice de Lille. — Statues, p. 249.
Patentes. — Révision de la loi, p. 416.
Perpétuité de la morale humaine, p. 288.
Petite vicinalité et agents-voyers, p. 342.
Pierres bleues d'Avesnes, p. 248.
Pierres de la Belgique, p. 247.
Piqueurs temporaires, p. 326.
Plantation des rives de la Sambre, p. 344.
Plantation des routes, p. 377.
Police du roulage, p. 378.
Pompes à incendie, p. 244.
Pont de Bauvin, p. 329.
Pont d'Hautmont, p. 345.
Pont de Marpent, p. 343.
Pont de Proville, p. 260.
Ponts de Recquignies et de Mousticrs, p. 345.
Pont sur l'Aa, p. 402.
Pont sur la Lys, p. 402.
Port de Dunkerque, p. 405.
Port de Gravelines, 406, 413.
Postes aux lettres. — Facteurs ruraux, p. 292.
Préfecture. — Appropriation des bureaux, p. 259.
Préfecture. — Entretien des bâtiments, 259.
Préfecture. — Frais d'administration, p. 282.
Préfecture. — Peinture des salons, p. 259.
Préfecture. — Renouvellement d'un tapis, p. 256.
Prisons départementales, p. 273.
Prisons départementales. — Arriéré, p. 284.
Prison de Valenciennes, p. 357.
Prisse d'Avesnes. — Encouragement, p. 359.
Procès-verbaux. — Frais d'impression, p. 255.
Publications statistiques, p. 393.
Pyramide de Cysoing. p. 229.

R.

Race chevaline, p. 361.
Rapport de l'ingénieur en chef à l'appui du projet de budget des dépenses des chemins de grande communication pour l'exercice 1851, p. 516.
Rapport supplémentaire du Préfet. — Avaries causées par les inondations, p. 461.
Rapport sur les chemins de grande communication par M. Marchant, p. 448.
Rapport sur les routes départementales, par M. Lestiboudois, p. 417.
Receveurs municipaux, p. 281.
Réclamation de la ville de Lannoy, p. 464.
Récolte de 1850, p. 391.
Recquignies. — Sections électorales, p. 248.
Recrutement de l'armée, p. 233.
Refuge du Bon-Pasteur, p. 311.
Remises des receveurs-municipaux, p. 371.
Révision de la Constitution, p. 336, 345.
Rivière de l'Aa, p. 397.
Rivière de la Lawe, p. 407.
Rosendaël. — Demande d'érection en commune, p. 414.
Rouissage du lin, p. 413.
Rouleau compresseur, p. 370.
Routes départementales, p. 276, 370.
Route départementale N.° 10. — Traverse du Câteau, p. 370, 377.
Routes nationales, p. 403.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

Saint-Amand. — Frais de procédure, p. 383.
Saint-Amand. — Taxe de main-morte, p. 227.
Saint-Benin. — Demande de secours, p. 255.
Salubrité. — Logements, p. 412.

Sambre canalisée, p. 344.
Santes — Secours, p. 327.
Sapeurs-pompiers. — Caisse de retraite, p. 414.
Secours au sieur Evre, p. 227.
Secours aux enfants Massieu, p. 266.
Secours aux veuves d'employés, p. 226.
Secours de route. — Arriéré, p. 256.
Secours de route et frais de translation, p. 242.
Secours pour la mendicité, p. 354.
Service hydraulique, p. 401.
Siége des justices de paix. — Douai, p. 317.
Sociétés d'agriculture. — Subventions, p. 257.
Société humaine de Dunkerque, p. 245.
Sous-préfectures. — Entretien, p. 245.
Sous-préfectures. — Loyers, p. 227.
Sous-préfectures. — Mobilier, p. 228
Sous-préfecture de Valenciennes, p. 396.
Sourds-muets et aveugles, p. 311.
Sourds-muets et jeunes aveugles, p 223.
Statistique agricole, p. 392.
Steenwerck. — Foire annuelle, p. 392.
Subventions aux communes, p. 226.
Subventions industrielles, p. 341.

T.

Tabacs et lins, p. 233.
Tabacs. — Permission de culture, p. 415.
Tabacs. — Réglement, p. 234, 259, 270.
Télégraphe électrique, p. 268.
Thermes de Saint-Amand, p. 292.
Thermes de Saint-Amand. — Médecin, p. 288.
Thermes de Saint-Amand. — Réclamation du sieur Lefebvre, p. 318.
Tissus de lin et chanvre, p. 315.
Tour de Saint-Amand, p. 267.
Tourteaux de graine de lin, p. 269.
Traitement des ingénieurs, p. 341.
Traités avec la Belgique, p. 281.
Travail dans les manufactures, p. 293.
Travail des enfants, p. 311.
Travaux industriels, p. 285.
Tribunal de Lille. — Menues dépenses arriérées, p. 362.
Tribunaux de commerce. — Élections, p. 388.
Tribunaux de commerce — Imprimés pour les élections, p. 265.
Tribunaux. — Entretien, p. 228.
Tribunaux. — Loyers, p. 241.
Tribunaux. — Réparations, p. 355.

V.

Vaccine, p. 358.
Vallée de la Marque. — Assainissement, p. 409.
Vallée de la Scarpe, p. 322.
Vers à soie, p. 249.
Voirie. — Constatation des délits, p. 409.
Voirie. — Délits, p. 234.
Voitures publiques. — Expertise, p. 238.
Volckerinckhove. — Marché, p. 246.
Voyageurs indigents. — Dépôts, p 303.

W.

Watteringues. — Concours, p, 331.
Watteringues. — Réglement, p. 407.
Wazemmes. — Faubourg de la Barre, p. 317.

Lille. Imp. de L. Danel.

TABLE DES MATIERES.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET CADASTRE.

1 Répartement des contributions de 1851

2 Fixation de la taxe personnelle

3 Réclamation de la commune de Moeuvres

4 Contributions des portes et fenêtres

5 Loi des patentes. - Révision

6 Fonds de non-valeurs et de réimposition

COMPTES.

7 Compte des recettes et dépenses départementales de l'exercice de 1849

8 Compte d'administration du même exercice

BUDGET DE 1851.

9 Rapport général

1.re Section. - Sous-Chapitre 1.er

10 Préfecture. - Peinture des salons

11 Réparations aux bâtiments des Archives

12 Réparations aux tribunaux

13 Réparations aux prisons

14 Réparations aux casernes de gendarmerie

15 Réparations aux dépôts de sûreté

16 Entretien de la Préfecture

17 Entretien des Archives

18 Entretien des Sous-Préfectures

19 Entretien des Tribunaux

20 Entretien des prisons

21 Entretien des casernes de Gendarmerie

22 Traitements des architectes

23 Traitements du concierge de la Préfecture

Sous-Chapitre II.

24 Contributions

Sous-Chapitre III.

25 Loyers des Sous-Préfectures

Sous-Chapitre IV.

25 *bis.* Mobilier de la Préfecture. Renouvellement

26 Mobilier de la Prefecture. Entretien

27 Mobilier des Sous-Préfectures

Sous-Chapitre V.

28 Casernement de la Gendarmerie

Sous-Chapitre VI.

29 Prisons départementales

Sous-Chapitre VII.

30 Loyer du Palais-de-Justice de Dunkerque

31 Loyers des Tribunaux

32 Mobilier des Tribunaux. Entretien

33 Mobilier Renouvellement

34 Menues dépenses et frais de parquet

35 Menues des justices de paix

35 Concierges des Palais-de-Justice

Sous-Chapitre VIII.

36 Entretien du corps-de-garde de la préfecture

Sous-Chapitre IX et XVII.

37 Entretien et réparation des routes départementales

Sous-Chapitre X.

38 Enfants trouvés et orphelins pauvres

Sous-Chapitre XI.

39 Aliénés indigents

Sous-Chapitre XII.

40 Impression des budgets

41 Listes électorales et du jury

42 Listes des tribunaux de commerce

Sous-Chapitre XIII.

43 Archives du département

Sous-Chapitre XIV.

44 Frais de translation de détenus

45 Secours de route aux indigents

46 Epidémies

47 Epizooties

48 Animaux nuisibles

Sous-Chapitre XV.

49 Aliénés. - Arriéré

50 Enfants trouvés. - Arriéré

51 Epidémies. - Arriéré

52 Epizooties. Arriéré

53 Complément des dépenses des prisons en 1849

54 Secours de route

55 Arriéré des sous-chapitres VI, XII et XIV

2.e Section. - Sous-Chapitre XVIr.

56 Vote des centimes facultatifs

57 Travaux à la préfecture

58 Tribunal de Douai. - Appropriation

59 Paiement des hôtels de Valenciennes
60 Acquisition de maisons pour la prison de Valenciennes
61 Assurance des bâtiments départementaux
Sous-Chapitre XVII.
" Entretien et réparation des routes départementales
Sous-Chapitre XVIII.
62 Primes pour achat de pompes à incendie
63 Secours aux communes
64 Demande de secours pour la commune de Fives
65 Demande de secours pour la commune de Capinghem
66 Demande de secours pour la commune d'Alnes
67 Demande de secours pour la commune de Saint-Benin
68 Demande de secours pour la commune d'Haucourt
Sous-Chapitre XIX.
69 Secours à des veuves d'employés
70 Secours au sieur Evre
71 Sociétés d'agriculture
72 Société de Valenciennes
73 Ferme école
74 Ecole vétérinaire d'Alfort
75 Concours de bestiaux
76 Concours central
77 Amélioration des chevaux
78 Cours d'accouchement à Lille
79 Indemnité pour la propagation de la vaccine
80 Conseils de salubrité
81 Ecole des arts et métiers de Châlons
82 Sourds-muets et jeunes aveugles
83 Commission historique
84 Encouragement au jeune Cordier
85 Encouragement au jeune Fiévet
86 Bourses d'élèves artistes
87 Maison de refuge
88 Société humaine de Dunkerque
89 Colonie de Mettray
90 Colonie de Mesnil-Saint-Firmin
91 Secours aux enfants Massieu
Sous-Chapitre XX.
92 Indemnités au clergé diocésain
Secours pour le culte protestant
Sous-Chapitre XXI.
93 Secours pour remédier à la mendicité.
Sous-Chapitre XXII.
94 Frais de publication du procès-verbal et autres dépenses
95 Bibliothèque de la préfecture
96 Gratifications pour belles actions
97 Inspection des pharmacies
98 Thermes de St.-Amand. - Médecin
99 Vérifications des voitures publiques
100 Imprimés pour le travail des enfants
101 Frais de division des cotes de contributions
10 Pyramide de Cysoing
Sous-Chapitre XXIII.
103 Solde des frais d'impression du procès-verbal en 1849
104 Prime d'assurance de la sous-préfecture de Cambrai
105 Thermes de St.-Amand. - Réclamation d'un ancien médecin
106 Solde des travaux de la chapelle du palais-de-justice de Lille
107 Honoraires à M. Labot, avocat au Conseil d'Etat
108 Entretien des routes en 1850
3.e Section. - Sous-Chapitre XXIV.
109 Travaux à l'hôtel Pas-de-Beaulieu
110 Liquidation des sommes payées par l'arrondissement de Cambrai
4.e Section.
111 Chemins vicinaux de grande communication
112 Chemins vicinaux ordinaires
113 Chemins vicinaux - Syndicats
114 Chemins vicinaux - Tarif
115 Chemins de débouché, arrondissement d'Avesnes
5.e Section.
234 Instruction primaire
6.e Section.
226 Cadastre
TRAVAUX PUBLICS.
116 Ports maritimes
117 Routes nationales
118 Routes nationales - Paiement des ouvriers
119 Routes nationales. - Plantations
120 Chemins de fer
121 Chemin de fer du Nord. - Stations
122 Chemins de fer. - Voeux spéciaux

123 Chemins de grande communication. - Etudes
124 Chemins de Bourbourg à St.-Nicolas
125 Chemin N.° 45. Traverse de Villers-en-Cauchies
126 Chemins N.os 15 et 26
127 Chemin de Gussignies à Avesnes
128 Réclamation de la ville de Lannoy
128 Navigation intérieure
129 Canal de Saint-Quentin. - Pont
130 Régime des eaux de l'Aa
131 Service hydraulique
133 Marais de la Haute-Deûle. - Desséchement
132 Vallée de la Scarpe. - Digue
134 Vallée de la Marque. - Desséchement
135 Canal de la Sensée
136 Desséchement des prés Duhem
137 Syndicat de la Sambre
138 Pont sur l'Aa
139 Pont sur la Lys
140 Pont d'Hautmont. - Subvention
141 Pont d'Hautmont. - Exhaussement
142 Ponts de Recquignies et Moustier
143 Ponts des places de guerre
144 Watteringues. - Réglement
145 Police du roulage
146 Droits sur les pierres de Belgique
147 Pierres bleues d'Avesnes
148 Jury d'expropriation
149 Caserne de gendarmerie au Quesnoy
150 Palais-de-Justice de Lille. - Statues
150 (bis). Etablissement thermal de Saint-Amand
158 Régime hypothécaire
159 Boissons. - Droits de licence
160 Tabacs. - Réglement de culture
161 Tabacs. - Permissions de culture
162 Biens communaux. - Législation
163 Comptoirs nationaux d'escompte
164 Droits d'importation des houilles
165 Caisses d'épargne
166 Monnaie de Lille
167 Denain. - Erection de canton
168 Marcoing. - Chef-lieu de canton
169 Rosendaël. - Erection en commune
170 Ors et Pommereuil. - Hameau des Ruelles
171 Wazemmes. - Faubourg de la Barre
172 Berlaimont. - Demande de secours
173 Gravelines. - Cession d'un bâtiment domanial
174 Douai. - Association de bienfaisance
175 Arrondissement d'Avesnes. - Contribution foncière
176 Recrutement de l'armée
177 Gardes-champêtres
178 Voyageurs indigents. - Dépôts
179 Forçats et réclusionnaires récidivistes
180 Allumettes chimiques
181 Organisation départementale et communale
182 Conseil général. - Renouvellement
183 Circonscriptions électorales
184 Recquignies. - Elections municipales
185 Cour d'appel de Douai
186 Médecins cantonaux
187 Conseil académique
188 Douai. - Faculté de lettres et lycée
189 Bourses dans les lycées
190 Collége communal de Dunkerque
191 Port de Gravelines. - Chair d'hydrographie
192 Maison d'éducation correctionnelle pour les filles
193 Foires et marchés autorisés
194 Steenwerck. - Foire
195 Denain. - Marchés
196 Volkerinckhove. - Marchés
197 Associations ouvrières
198 Etablissements métallurgiques
199 Industrie des sucres
200 Enseignement professionnel
201 Institut national agronomique
202 Agriculture. - Ecoles primaires
203 Ferme régionale
204 Statistique agricole
205 Renseignements sur la récolte
206 Culture du lin
207 Rouissage du lin

208 Télégraphe électrique
209 Postes aux lettres. - Facteurs ruraux
210 Boîtes aux lettres aux chemins de fer
211 Postes. - Arrondissement d'Avesnes
212 Postes. - Dunkerque
213 Postes. - Esquelbecq
214 Postes. - Berlaimont
215 Baptême des enfants
216 Logements insalubres
217 Lycée de Lille
218 Durée du travail dans les manufact
219 Droits sur les bestiaux étrangers
220 Souffrances de l'agriculture
221 Vente des grains sur les marchés
222 Chemin de Quesnoy-sur-Deûle à Pérenchies
223 Rivière de la Lawe
224 Amélioration des chemins vicinaux
225 Routes départementales. - Plantation
226 Cadastre
227 Arrondissement de Dunkerque. - Contribution mobilière
228 Logements insalubres
229 Tour de
230 Travaux industriels
231 Elèves artistes
232 Administration académique. - Installation
233 Catéchisme d'hygiène et de salubrité
234 Instruction primaire
235 Habitations des classes ouvrières
236 Jeunes détenus. - Education et patronage

TABLE DES MATIERES.

A.

Aa. - Régime des eaux, p.
Administration cantonale et départementale, p.
Administration communale, p.
Agents-voyers et petite vicinalité, p.
Agriculture. - Voeux divers, p.
Aliénés indigents, p.
Allumettes chimiques, p.
Alnes. - Demande de secours, p.
Animaux nuisibles, p.
Annales maritimes, p.
Architectes. - Traitements, p.
Archives communales, p.
Archives de Bailleul, p.
Archives de l'abbaye du Château, p.
Archives départementales, p.
Archives départementales. - Entretien, p.
Archives départementales. - Peinture, p.
Arrondissement d'Avesnes. - Contribution foncière, p.
Arrondissement d'Avesnes. - Dépêches, p.
Arrondissement de Cambrai. - Compte des routes départementales N^{os} 10 et 11, p.
Arrondissement de Dunkerque. - Contribution mobilière, p.
Asile d'aliénés d'Armentières, p.
Association de Bienfaisance. - Douai, p.
Association ouvrière d'Aniches, p.
Assurance de la sous-préfecture de Cambrai, p.
Assurance des bâtiments départementaux, p.
Avaries causées par les inondations. - Rapport supplémentaire du Préfet, p.

B.

Baptême des enfants, p.
Belles actions, p.
Berlaimont. - Demande de secours, p.
Berlaimont. - Relai de poste, p.
Bibliothèque de la préfecture, p.
Bois de l'Etat. - Aliénation, p.
Boissons. - Droits et licences, p.
Boîtes aux lettres du chemin de fer, p.
Bourses dans les lycées. - Commission, p.
Bourses des lycées. - Jury, p.
Bry. - Bureau des douanes, p.
Budgets et comptes départementaux. - Impression, p.
Budget départemental, p.
Budget départemental. - Arriéré, p.
Bureaux de renseignements pour les ouvriers, p.

C.

Cadastre. - Régularisation, p.
Caisse nationale de secours, p.
Caisse publique de retraites et sociétés de secours mutuels, p.
Caisse de retraite et maison de refuge, p.
Caisses d'épargne, p.

Canal de Furnes. - Creusement, p.
Canal de Neuf-Fossé, p.
Canal de Roubaix,
Capinghem. - Secours, p.
Carte de l'arrondissement de Valenciennes, p.
Carte géologique, p.
Caserne de gendarmerie. - Entretien, p.
Caserne de gendarmerie. - Travaux, p.
Catéchisme d'hygiène, p.
Centimes facultatifs, p.
Centimes pour l'instruction primaire, p.
Cercle du Nord, p.
Chambre de commerce de Lille. - Publication, p.
Chemins de grande communication. - Rapport sur la situation générale de ce service dans le département du Nord, p.
Chemin N.° 29, p.
Chemin N.° 14. - Prolongement, p.
Chemin de fer, p.
Chemins vicinaux ordinaires, p.
Chemins vicinaux. - Questions, p.
Chemins vicinaux de grande communication, p.
Chemin d'Armentières à La Bassée, p.
Chemin d'Aubers à Estaires, p.
Chemin d'Avesnes à Eppe-Sauvage, p.
Chemin de Bergues à St.-Omer, p.
Chemin de Béthune à Estaires, p.
Chemin de Caëstre à Vieux-Berquin, p.
Chemin de Cambrai à Metz-en-Couture, p.
Chemin de Cassel à Lederzeele, p.
Chemin de Caudry à Aubencheul-au-Bois, p.
Chemin N.° 73, de Courchelettes, p.
Chemin d'Etroeungt à Fourmies, p.
Chemin N.° 54, d'Etroeungt au Nouvion, p.
Chemin N.° 50, de Fresnes à Quaroube, p.
Chemin de Fresnes à Quaroube. - Prolongement, p.
Chemin d'Haubourdin à Seclin, p.
Chemin de Marquette à Neuville-St.-Remi, p.
Chemin de Maubeuge à Erquelines, p.
Chemin de Quesnoy-sur-Deûle à Pérenchies, p.
Chemin de Roubaix à Saint-Amand, p.
Chemin de Steenvoorde à Hazebrouck, p.
Cinq centimes additionnels, p.
Circonscriptions électorales, p.
Colonie de Mesnil-St.-Firmin, p.
Colonie de Mettray, p.
Colonie pénitentiaire. - Commission, p.
Commission historique, p.
Communications, p.
Compte départemental de 1849, p.
Comptoirs nationaux d'escompte, p.
Concierge de la Préfecture, p.
Concierges des tribunaux, p.
Concours départemental pour l'amélioration des races, p.
Concours régional d'animaux de boucherie, p.
Conseil académique, p.
Conseil académique. - 2.e section, p.
Conseils d'hygiène et de salubrité, p.
Conseil de Préfecture. - Publicité des séances, p.
Conseil général. - Bureau définitif, p.
Conseil général. - Bureau provisoire, p.
Conseil général. - Distribution des dossiers, p.
Conseil général. - Organisation des bureaux, p.
Conseil général. - Ouverture de la session, p.
Conseil général. - Remerciements au bureau provisoire, p.
Conseil général. - Renouvellement, p.
Contributions directes de 1851. - Répartement. p.
Contribution foncière. - Arrondissement d'Avesnes, p.
Contributions foncière et des portes et fenêtres. - Frais de division, p.
Contribution mobilière. - Arrondissement de Dunkerque, p.
Contribution des portes et fenêtres, p.
Corps-de-garde de la Préfecture, p.
Cour d'appel de Douai, p.
Cultes. - Indemnités, p.
Culte israélite, p.
Culte israélite. - Secours, p.

D.

Denain. - Chef-lieu de canton, p.
Denain. - Marché, p.
Dépêches. - Arrondissement d'Avesnes, p.
Dépenses départementales, p.
Dépôts de sûreté. - Travaux, p.

Desséchement des marais de la Deûle, p.
Desséchement des marais de la Sensée, p.
Desséchement des prés Duhem, p.
Douai. - Association de bienfaisance, p.
Douai. - Chemin de halage, p.
Douai. - Siége des justices-de-paix, p.
Droits sur les bestiaux, p.
Droits sur les charbons, p.
Droits sur les tourteaux, p.
Dufossé, instituteur communal, p.
Dunkerque. - Eglise St.-Eloi, p.
Dunkerque. - Secours au collège, p.
Dunkerque. - Service des postes, p.
E.
Ecole normale, p.
Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie à Lille, p.
Ecole vétérinaire d'Alfort. p.
Ecoles d'arts et métiers, p.
Ecoles primaires. - Notions d'agriculture, p.
Ecoulement des eaux de la Lys, p.
Elèves artistes, p.
Embrigadement des gardes-champêtres, p.
Employés de Sous-Préfectures, p.
Enfants trouvés, p.
Enfants trouvés. - Arriéré, p.
Enseignement professionnel, p.
Entretien des casernes de gendarmerie, p.
Entretien des maisons d'arrêt, p.
Entretien du mobilier de la Préfecture, p.
Entretien des Sous-Préfectures, p.
Entretien des tribunaux, p.
Epidémies, p.
Epidémies. - Arriéré, p.
Epizooties, p.
Epizooties. - Arriéré, p.
Escaut et canal de Saint-Quentin, p.
Escaut et Scarpe. - Barrage mobile, p.
Esquelbecq. - Brigade de douane, p.
Esquelbecq. - Bureau de distribution, p.
Etablissements hospitaliers, p.
Exposition centrale des produits agricoles, p.
Exposé du Préfet, p.
Exposition de Londres, p.
F.
Faculté de lettres et lycée de Douai, p.
Ferme-école de Templeuve, p.
Ferme régionale, p.
Fives. - Demande de secours, p.
Fixation de la taxe personnelle, p.
Foires et marchés autorisés, p.
Fonds de non-valeurs. - Compte de 1848, p.
Forçats libérés et récidivistes, p.
Frais de division. - Contributions foncière et des portes et fenêtres, p.
G.
Gardes-champêtres, p.
Gendarmerie, p.
Grains vendus dans les marchés, p.
Gravelines. - Cession d'un domaine, p.
H.
Habitations des ouvriers, p.
Haucourt. - Demande de secours, p.
Hondschoote. - Bureau de l'Etoile,
Hôtel Pas-de-Beaulieu, p.
I.
Impression du budget et comptes départementaux, p.
Impression des rapports, p.
Impression des tableaux. p.
Indemnités pour les travaux de la session, p.
Industrie métallurgique, p.
Industrie sucrière, p.
Ingénieur de la navigation. - Valenciennes, p.
Inondations, p.
Installation académique, p.
Institut national agronomique, p.
Instruction primaire, p.
J.
Jury d'expropriation, p.
Jury médical, p.
L.
Lannoy. - Demande de secours, p.

Largeur des chaussées, p.
Lecture du procès-verbal,
Le Quesnoy. - Caserne de gendarmerie, p.
Lille. - Dépenses électorales, p.
Lins. - Droit protecteur, p.
Lins étrangers. - Droits, p.
Liste des 72 jurés par arrondissement (expropriation pour cause d'utilité publique), p.
Listes électorales, p.
Livrets des ouvriers agricoles, p.
Logements insalubres, p.
Loi départementale, cantonale et municipale, p.
Loyer du Palais-de-Justice de Dunkerque, p.
Loyers des sous-préfectures, p.
Lycée de Lille, p.
Lys. - Ecoulement des eaux, p.

M.

Maison d'arrêt. - Réparations, p.
Maison centrale de Loos. - Colonie pénitentiaire, p.
Maison d'éducation correctionnelle, p.
Maison d'arrêt. - Entretien, p.
Masnières. - Chef-lieu de canton, p.
Médecins cantonaux, p.
Menues dépenses des cour et tribunaux, p.
Menues dépenses des justices-de-paix, p.
Mobilier de la Préfecture, p.
Mobilier de la Préfecture. - Entretien, p.
Mobilier des Sous-Préfectures, p.
Mobilier des tribunaux, p.
Moeuvres. - Contribution foncière, p.
Monnaie de Lille, p.

N.

Navigation. - Application de la vapeur. p.
Navigation intérieure, p. 260, 39 .

O.

Ordre du jour, p.
Organisation de l'administration communale, p.
Ors. - Séparation du hameau des Ruelles, p.

P.

Palais-de-justice de Dunkerque. - Loyers, p.
Palais-de-justice de Lille. - Réclamation du sieur Dehez, p.
Palais-de-justice de Lille. - Travaux, p.
Palais-de-justice de Lille. - Statues, p.
Patentes. - Révision de la loi, p.
Perpétuité de la morale humaine, p.
Petite vicinalité et agents-voyers, p.
Pierres bleues d'Avesnes, p.
Pierres de la Belgique, p.
Piqueurs temporaires, p.
Plantation des rives de la Sambre, p.
Plantation des routes, p.
Police du roulage, p.
Pompes à incendie, p.
Pont de Bauvin, p.
Pont d'Hautmont, p.
Pont de Marpent, p.
Pont de Proville, p.
Ponts de Recquignies et de Moustiers, p.
Pont sur l'Aa, p.
Pont sur la Lys, p.
Port de Dunkerque, p.
Port de Gravelines,
Postes aux lettres. - Facteurs ruraux, p.
Préfecture. - Appropriation des bureaux, p.
Préfecture. - Entretien des bâtiments,
Préfecture. - Frais d'administration, p.
Préfecture. - Peinture des salons, p.
Préfecture. - Renouvellement d'un tapis, p.
Prisons départementales, p.
Prisons départementales. - Arriéré, p.
Prison de Valenciennes, p.
Prisse d'Avesnes. - Encouragement, p.
Procès-verbaux. - Frais d'impression, p.
Publications statistiques, p.
Pyramide de Cysoing. p.

R.

Race chevaline, p.
Rapport de l'ingénieur en chef à l'appui du projet de budget des dépenses des chemins de grande communication pour l'exercice 1851, p.
Rapport supplémentaire du Préfet. - Avaries causées par les inondations, p.
Rapport sur les chemins de grande communication par M. Marchant, p.
Rapport sur les routes départementales, par M. Lestiboudois, p.

Receveurs municipaux, p.
Réclamation de la ville de Lannoy, p.
Récolte de 1850, p.
Recquignies. - Sections électorales, p.
Recrutement de l'armée, p.
Réfuge du Bon-Pasteur, p.
Remises des receveurs-municipaux, p.
Révision de la Constitution, p.
Rivière de l'Aa, p.
Rivière de la Lawe, p.
Rosendaël. - Demande d'érection en commune, p.
Rouissage du lin, p.
Rouleau compresseur, p.
Routes départementales, p.
Route départementale N° 10. - Traverse du Gâteau, p.
Routes nationales, p.

S

Saint-Amand. - Frais de procédure, p.
Saint-Amand. - Taxe de main-morte, p.
Saint-Benin. - Demande de secours, p.
Salubrité. - Logements, p.
Sambre canalisée, p.
Santes - Secours, p.
Sapeurs-pompiers. - Caisse de retraite, p.
Secours au sieur Evre, p.
Secours aux enfants Massieu, p.
Secours aux veuves d'employés, p.
Secours de route. - Arriéré, p.
Secours de route et frais de translation, p.
Secours pour la mendicité, p.
Service hydraulique, p.
Siége des justices de paix. - Douai, p.
Sociétés d'agriculture. - Subventions, p.
Société humaine de Dunkerque, p.
Sous-préfectures. - Entretien, p.
Sous-préfectures. - Loyers, p.
Sous-préfectures. - Mobilier, p.
Sous-préfecture de Valenciennes, p.
Sourds-muets et aveugles, p.
Sourds-muets et jeunes aveugles, p
Statistique agricole, p.
Steenwerck. - Foire annuelle, p.
Subventions aux communes, p.
Subventions industrielles, p.

T.

Tabacs et lins, p.
Tabacs. - Permission de culture, p.
Tabacs. - Réglement, p.
Télégraphe électrique, p.
Thermes de Saint-Amand, p.
Thermes de Saint-Amand. - Médecin, p.
Thermes de Saint-Amand. - Réclamation du sieur Lefebvre, p.
Tissus de lin et chanvre, p.
Tour de Saint-Amand, p.
Tourteaux de graine de lin, p.
Traitement des ingénieurs, p.
Traités avec la Belgique, p.
Travail dans les manufactures, p.
Travail des enfants, p.
Travaux industriels, p.
Tribunal de Lille. - Menues dépenses arriérées, p.
Tribunaux de commerce. - Elections, p.
Tribunaux de commerce - Imprimés pour les élections, p.
Tribunaux. - Entretien, p.
Tribunaux. - Loyers, p.
Tribunaux. - Réparations, p.

V.

Vaccine, p.
Vallée de la Marque. - Assainissement, p.
Vallée de la Scarpe, p.
Vers à soie, p.
Voirie. - Constatation des délits, p.
Voirie. - Délits, p.
Voitures publiques. - Expertise, p.
Volckerinckhove. - Marché, p.
Voyageurs indigents. - Dépôts, p

W.

Watteringues. - Concours, p,
Watteringues. - Réglement, p.
Wazemmes. - Faubourg de la Barre, p.